



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

RÉPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

LOI DE FINANCES 2024



1 Janvier 2024

SOMMAIRE

I. NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET D'ETAT 2024.....	1-29
II. TEXTE DE LA LOI DE FINANCES 2024	30-104
III. BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024	105-273
IV. DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE 2024-2026.....	274-349
V. AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES	350-1085
- Etat A : Stratégie d'Endettement Public du Mali à Moyen Terme 2024-2026	351-377
- Etat B : Plafond des Effectifs par Programme.....	378-385
- Etat C : Répartition des Crédits du Budget Général par Dotation et Programme	386-393
- Etat D : Répartition des Crédits des Budgets Annexes par Programme	394-396
- Etat E : Répartition des Crédits des Comptes Spéciaux du Trésor par Programme.....	397-398
- Etat F : Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics et aux Collectivités Territoriales.....	399-485
- Etat G : Tableau de Classifications Fonctionnelle et Economique des Dépenses	486-495
- Etat H : Tableau de Classifications Administrative et Fonctionnelle des Dépenses.....	496-508
- Etat I : Tableau de Classifications Administrative et Economique des Dépenses.....	509-519
- Etat J : Tableau Récapitulatif des Programmes par Ministère et Institution	520-529
- Etat K : Programme Triennal d'Investissement.....	530-673
- Etat L : Restes à Payer	674-768
- Etat M : Plan de Trésorerie Mensualisé	769-771
- Etat N : Echéances courantes de la dette	772-784
- Etat P : Statistiques sur les Emplois créés.....	785-797
- Etat Q : Subvention à l'Energie du Mali (EDM-SA)	798-800
- Etat R : Liste des Taxes Parafiscales et leur Evaluation	801-802
- Etat S : Annexe sur les Dépenses Fiscales	803-866
- Etat T : Restes à Recouvrer	867-869
- Etat V : Annexe sur le Genre.....	870-1050
- Etat W : Annexe sur les risques budgétaires	1051-1085
VI. SITUATION D'EXECUTION AU 30 JUIN 2023	1086-1124

NOTE DE PRESENTATION

NOTE DE PRÉSENTATION DU BUDGET D'ÉTAT 2024

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

A. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL¹

Le processus de préparation du budget d'Etat pour l'exercice 2024 s'est déroulé dans un environnement économique international marqué toujours par les séquelles de la crise sanitaire de la Covid-19 auxquelles s'ajoutent celles de la crise en Ukraine occasionnant une flambée des prix et un ralentissement de la production mondiale.

Selon les perspectives révisées de juillet 2023 du FMI, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,0% en 2024, soit le même niveau attendu qu'en 2023. L'inflation mondiale a été revue à la baisse, passant de 6,8% en 2023 à 5,2% en 2024 du fait de la baisse des cours internationaux des produits de base et le resserrement des politiques monétaires. Elle devrait atteindre 2,8% dans les pays avancés et 6,8% dans les pays émergents et les pays en développement en 2024, contre respectivement 4,7% et 8,3% en 2023.

Dans les pays avancés, la croissance devrait baisser à 1,4% en 2024, soit 0,1 point de moins qu'en 2023. L'inflation restera faible avec une tendance baissière entre 2023 et 2024, soit respectivement 4,7% et 2,8%.

Aux États-Unis, la croissance du PIB se situerait à 1,8% en 2023, soit 0,2 point de pourcentage de plus que le niveau prévu dans les Perspectives Economiques Mondiales (PEM) d'avril 2023. La tendance à la baisse du rythme de l'activité devrait se poursuivre en 2024 où il est attendu seulement 1% de croissance de la production.

Dans la zone euro, la croissance devrait passer de 0,9% en 2023 à 1,5% en 2024, avec une révision à la hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à l'édition d'avril 2023 des PEM.

Dans les pays émergents et pays en développement, la croissance devrait être globalement stable sur la période 2023-2024, passant de 4,0% en 2023 à 4,1% en 2024 tandis que l'inflation poursuivra sa tendance baissière, passant de 8,3% en 2023 à 6,8% en 2024.

En Chine, la croissance devrait s'établir à 5,2% en 2023, en lien avec la réouverture complète du pays, avant de fléchir à 4,5% en 2024 en raison, notamment, de la perte de dynamisme des entreprises et la lenteur des réformes structurelles.

¹ FMI, Perspectives Economiques Mondiales (PEM) avril 2023, mises à jour, juillet 2023.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait ralentir à 3,5% en 2023 avant de remonter à 4,1% en 2024. Quant à l'inflation annuelle moyenne, elle connaîtrait une diminution, passant de 12,2% en 2023 à 9,6% en 2024.

Dans la zone UEMOA, malgré un contexte sécuritaire, sanitaire, politique et économique moins favorable, les pays de l'UEMOA devraient connaître une croissance économique solide en 2023 et en 2024.

Ainsi, en 2023, la zone devrait s'attendre à un taux de croissance économique de 6,1 % qui pourrait se raffermir davantage en atteignant 7,4% en 2024. L'inflation moyenne pourrait baisser, passant de 3,7% en 2023 à 2,1% en 2024².

Toutefois, avec les multiples crises politiques et institutionnelles dans la région et la persistance de la crise en Ukraine, ces perspectives seront probablement affectées, ce qui risque de renchérir davantage les prix des produits alimentaires et énergétiques, et de provoquer le resserrement des conditions financières et la contraction des flux de capitaux étrangers dirigés vers la région.

Tableau 1 : Croissance et inflation dans certaines régions.

Zones	Taux de croissance du PIB (%)			Inflation en %		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Monde	3,5	3,0	3,0	8,7	6,8	5,2
Pays avancés	2,7	1,5	1,4	7,3	4,7	2,8
Pays émergents et en développement	4,0	4,0	4,1	9,8	8,3	6,8
Afrique subsaharienne	3,9	3,5	4,1	11,0	12,2	9,6
UEMOA	5,7	6,1	7,4	7,1	3,7	2,1

Source : FMI, *Perspectives économiques mondiales et régionales, avril 2023 ; Mises à jour, juillet 2023.*

B. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL

La croissance économique devrait atteindre 5,0% en fin 2023 après seulement 3,7%, en 2022 en raison des effets combinés des sanctions économiques et financières prises par les institutions régionales (CEDEAO et UEMOA), de la crise sécuritaire et celle en Ukraine. En 2024, la croissance devrait se raffermir et s'établir à 5,1%. La croissance économique serait soutenue dans tous les secteurs d'activités, avec comme principaux moteurs les secteurs primaire et tertiaire.

En effet, le secteur primaire, représentant 37,1% du PIB, enregistrerait une croissance de 5,4 % en 2024 contre 6,1% attendue en fin 2023. Il contribuerait à la croissance du PIB réel à hauteur de 2,0 points de pourcentage, porté principalement par l'agriculture d'exportation (+9,5%), les activités extractives (+6,5%) et l'agriculture vivrière (+6,5%).

² FMI, *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, d'avril 2023.*

Le secteur secondaire qui représente environ 18,5% du PIB, avec une croissance de 2,0% en 2024, contribuerait à hauteur de 0,4 point de pourcentage du PIB. La croissance dans ce secteur serait soutenue principalement par l'Electricité et Eau (+8,8%), les Textiles (+12,2%) et la Construction (+6,5%).

Quant au secteur tertiaire, sa croissance serait de 6,4% respectivement en 2023 et 2024 et représenterait 36,5% du PIB en 2024 avec une contribution à la croissance du PIB réel de 2,3 points de pourcentage du PIB. Les branches motrices de la croissance dans le tertiaire en 2024 seraient, entre autres, les transports et communications (+8,0%), le commerce (+7,3%), et les administrations publiques (+5,8%).

La demande serait portée par :

- la satisfaction de l'accroissement des besoins de formation brute de capital fixe et de consommation des administrations publiques ;
- l'accroissement de la demande des ménages suite à l'amélioration des revenus ;
- l'accroissement de la demande du secteur privé suite à l'amélioration du climat des affaires, au retour progressif de la sécurité rendu possible grâce à la montée en puissance des Forces Armées Maliennes (FAMA), à l'apaisement du climat social avec la signature du pacte de stabilité sociale et de croissance économique et au consensus politique sur la conduite de la Transition.

La politique budgétaire s'oriente donc vers des dépenses qui favoriseraient la croissance économique. Dans le même temps, l'inflation et le déficit budgétaire restent maîtrisés et bien orientés. En effet, grâce aux efforts coordonnés du Gouvernement et des autorités monétaires, le niveau général des prix, mesuré par le taux d'inflation moyen devrait baisser et passer de 9,7% en 2022 à 2,8% en 2023 puis à 2,5% en 2024.

II. CADRAGE BUDGÉTAIRE 2024

Les objectifs et les orientations de la politique budgétaire pour 2024 sont définis sur la base des perspectives macroéconomiques, des engagements pris par le Gouvernement ainsi que des priorités de politiques publiques définies, entre autres dans : (i) le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et son plan d'actions 2022-2026 ; et (ii) le Plan d'Actions Prioritaires du Gouvernement de Transition (PAPGT 2022-2024). Ils s'inscrivent également dans la consolidation des acquis du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023).

A. HYPOTHÈSES DE PRÉVISIONS DU BUDGET 2024

Les prévisions budgétaires de 2024 sont établies sur la base d'une prévision de croissance économique de 5,1% contre 5,0% attendue en 2023. L'inflation, mesurée par la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation, est projetée à 2,5% en 2024 contre 2,8% en 2023.

Tableau 2 : Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2024.

Libellés	2021	2022	2023	2024
PIB nominal (Mds FCFA)	10 707,7	11 743,6	12 932,6	13 978,6
Taux croissance PIB réel	3,1%	3,7%	5,0%	5,1%
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	3,9%	9,7%	2,8%	2,5%

Source : INSTAT-Mali, février 2023.

Les hypothèses macroéconomiques indiquées dans le tableau 2 ont été utilisées pour déterminer les objectifs de la politique budgétaire en 2024.

B. OBJECTIFS ET ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2024

1 Objectifs de la politique budgétaire

Pour l'exercice 2024, la politique budgétaire viserait à maintenir un solde budgétaire global compatible avec la viabilité de la dette publique. Le solde budgétaire global (dons inclus) serait orienté à la baisse.

Les recettes fiscales nettes augmenteront d'environ 0,2% en 2024 pour se situer à 14,8% du PIB contre 14,6% dans la loi de Finances rectifiée 2023.

Les dons, quant à eux, devraient baisser de 0,1 point de pourcentage, passant de 0,7% du PIB en 2023 à 0,6% en 2024.

En ce qui concerne les dépenses totales et prêts nets, elles devront baisser en pourcentage du PIB, soit 21,5% en 2024 contre 22,7% en 2023. Les dépenses courantes représenteraient 15,7% du PIB en 2024 tandis que les dépenses en capital s'élèveraient à 4,9% du PIB.

Ainsi, le déficit budgétaire (dons inclus) diminuerait de 0,5 point de pourcentage pour s'établir à 4,4% en 2024 contre 4,9% dans la loi de Finances rectificative 2023.

Le tableau 3 présente les cibles des principaux agrégats budgétaires.

Tableau 3 : Agrégats budgétaires pour 2023-2024.

Agrégat	2023 LFR	2024 PLFI
Recettes fiscales nettes (% PIB)	14,6%	14,8%
Dons (% PIB)	0,7%	0,6%
Dépenses totales et prêts nets (% PIB)	22,7%	21,5%
Masse salariale (% PIB)	7,7%	7,5%
Solde primaire (% PIB)	-4,0%	-3,4%
Solde global dons inclus (% PIB)	-4,9%	-4,4%
Solde budgétaire de base (% PIB)	-4,2%	-3,7%
Assistance budgétaire (% PIB)	0,1%	0,1%
Dette publique (% PIB)	50,7% ³	51,6%

Source : DGB, DNTCP, DGDGP 2023.

2 Orientations de la politique budgétaire

Les orientations budgétaires pour l'atteinte des objectifs susmentionnés s'inscrivent essentiellement dans le cadre de la poursuite des réformes engagées en matière de gestion des finances publiques. Conformément aux priorités édictées par le Gouvernement de Transition, il s'agira de réduire le train de vie de l'Etat et de poursuivre les efforts d'amélioration de la gestion des finances publiques. L'adoption et la mise en œuvre d'un nouveau Plan de Réforme de la Gestion des Finances Publiques au Mali et l'application du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA, resteront également inscrites dans l'agenda des réformes.

En matière de recettes, les mesures envisagées pour soutenir la mobilisation des ressources concernent, entre autres :

- l'imposition du commerce électronique, à travers la soumission à la TVA des prestations de services effectuées sur les plateformes de commerce électronique étrangères ou locales, ainsi que les commissions perçues par les opérateurs de ces plateformes à l'occasion de la réalisation des prestations ;
- l'introduction de la facture normalisée ;
- la poursuite du déploiement de la téléprocédure ;
- la poursuite des réformes pour l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale et des douanes avec comme objectif l'augmentation durable des recettes de l'Etat et la promotion du civisme fiscal.

³ Dans la loi de Finances rectifiée 2023, ce ratio avait été projeté à 53,5% pour 2023. Après reprise de calcul suite à la mise à jour de l'encours de la dette, ce ratio s'établirait à 50,7%.

En matière de dépenses, les actions visant à améliorer l'efficacité de la dépense publique seront poursuivies à travers :

- la maîtrise de la masse salariale par la création des conditions d'une trêve durable au niveau du front social grâce à l'élaboration et la mise en œuvre d'un pacte de stabilité sociale et de croissance ;
- l'amélioration de la qualité de la programmation des dépenses en opérationnalisant le plan d'engagement pour une exécution fluide du budget d'Etat ;
- l'adoption et la mise en œuvre du plan de réforme de la gestion des finances publiques au Mali ;
- le renforcement du processus de sélection et de mise en œuvre des projets d'investissement, notamment en s'appuyant sur les recommandations de l'évaluation de la gestion des investissements publics /PIMA (Public Investment Management Assessment) ;
- la maîtrise du risque de surendettement en privilégiant des emprunts extérieurs concessionnels et les obligations du trésor à maturité longue ;
- l'amélioration des processus de prévision et d'exécution budgétaire par le renforcement de l'analyse des risques budgétaires.

III. SITUATION DES CRITÈRES DE CONVERGENCE DE L'UEMOA ET DE LA CEDEAO

Dans le cadre de la gestion de la pandémie de la Covid-19, l'UEMOA et la CEDEAO ont assoupli l'application des règles de convergence communautaire. Malgré cela, le suivi des cibles et le retour progressif aux niveaux d'avant la crise demeurent une préoccupation pour le Gouvernement.

A. ÉTAT DE LA CONVERGENCE DE L'UEMOA

En 2024, le Mali respectera deux (02) critères sur cinq (05). Les critères non respectés s'expliquent par les effets cumulés des crises sanitaire, sociale et sécuritaire qui occasionnent des augmentations de dépenses budgétaires dans un contexte où la mobilisation du financement domestique et extérieur devient de plus en plus coûteuse pour l'Etat. Cet état est illustré dans le tableau 4.

Tableau 4 : Position du Mali par rapport aux cinq (05) critères de convergence de l'UEMOA.

Critères de convergence	Norme UEMOA	2022	2023	2024
		Estimations	Prévisions rectifiées	Prévisions initiales
Critères de premier rang				
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % PIB	≥ -3%	-5,2%	-4,9%	-4,4%
Taux d'inflation	≤ 3%	6,0%	2,8%	2,5%
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤ 70%	53,9%	50,7%	51,6%
Critères de second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales	≤ 35%	56,5%	52,6%	51,1%
Taux de pression fiscale	≥ 20%	14,0%	14,6%	14,8%
Nombre de critères respectés		1	2	2

Source : DNTCP (TOFE), DGB, DGDP, INSTAT.

B. ÉTAT DE LA CONVERGENCE DE LA CEDEAO

Concernant la surveillance multilatérale de la CEDEAO, le Mali respectera en 2024 deux (02) critères de convergence parmi ceux qui lui sont applicables :

- un (01) critère de premier rang : le taux d'inflation en moyenne annuelle et ;
- un (01) critère de second rang : le ratio de l'encours de la dette publique en pourcentage du PIB.

Le tableau 5 illustre cette situation.

Tableau 5 : Position du Mali par rapport aux critères de convergence de la CEDEAO.

Critères de convergence	Norme CEDEAO	2022	2023	2024
		Estimations	Prévisions rectifiées	Prévisions initiales
Critères de premier rang				
Ratio du déficit budgétaire dons compris/ sur le PIB nominal	≤ 3%	5,2%	4,9%	4,4%
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤ 5%	6,0%	2,8%	2,5%
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ≤ 10% des recettes fiscales de l'année antérieure *	≤ 10%	--	--	--
Réserves extérieures brutes en mois d'importations *	≥ 3 mois	--	--	--
Critères de second rang				
Ratio de l'encours de la dette publique/PIB	≤ 70%	53,9%	50,7%	51,6%
Variation du taux de change nominal *	± 10%	--	--	--
Nombre de critères respectés		1	2	2

*Source : DNTCP (TOFE), DGB, INSTAT, DGDP. * Critères non applicables aux pays de l'UEMOA.*

IV. DONNÉES CHIFFRÉES DE LA LOI DE FINANCES

A. OPERATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires portent sur les recettes et les dépenses.

1 Recettes budgétaires

Les prévisions de recettes budgétaires pour l'exercice 2024 s'établissent à 2 387,872 milliards de FCFA contre 2 304,475 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une augmentation de 83,396 milliards de FCFA correspondant à une hausse de 3,62%, imputable à l'augmentation de la prévision des recettes du budget général et celle des recettes des budgets annexes.

Le détail des prévisions de recettes budgétaires pour 2024 est donné dans le tableau 6.

Tableau 6 : Détail des prévisions des recettes budgétaires de l'Etat pour 2024.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF rectifiée 2023 (1)	PLF 2024 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	En %
Budget général	2 111,866	2 265,402	153,536	7,27
Dons projets et legs	75,000	75,000	0,000	0,00
Recettes fiscales nettes	1 897,082	2 071,369	174,287	9,19
Recettes non fiscales	41,920	21,525	-20,395	-48,65
Dons programmes et legs	16,804	11,320	-5,484	-32,64
<i>dont ABS</i>	<i>15,050</i>	<i>7,557</i>	<i>-7,493</i>	<i>-49,79</i>
<i>dont ABG</i>	<i>1,753</i>	<i>3,763</i>	<i>2,009</i>	<i>114,59</i>
Recettes exceptionnelles	5,060	5,241	0,181	3,58
Produits financiers	76,000	80,947	4,947	6,51
Budgets annexes	7,759	8,684	0,924	11,91
Ventes de produits		4,846	4,846	-
Recettes non fiscales	7,759	1,492	-6,268	-80,78
Recettes exceptionnelles		2,314	2,314	-
Produits financiers		0,032	0,032	-
Comptes spéciaux du Trésor	184,850	113,786	-71,064	-38,44
Recettes fiscales	169,847	98,159	-71,688	-42,21
Recettes non fiscales	3,510	4,060	0,550	15,66
Transferts reçus d'autres budgets	11,493	11,538	0,044	0,39
Dons, programmes et legs		0,030	0,030	-
Total recettes budgétaires	2 304,475	2 387,872	83,396	3,62

Source : DGB 2023.

1.1. Recettes du budget général

Les recettes du budget général sont fixées à 2 265,402 milliards de FCFA en 2024 contre un montant rectifié de 2 111,866 milliards de FCFA en 2023, soit une hausse de 153,536 milliards de FCFA ou un taux de 7,27%. La prévision des recettes du budget général ainsi que la variation de ses composantes se déclinent par nature de recettes comme suit :

1.1.1. Recettes fiscales nettes⁴

La prévision des recettes fiscales nettes, constituées d'impôts directs et indirects, est fixée à 2 071,369 milliards de FCFA en 2024 contre 1 897,082 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit un accroissement de 174,287 milliards de FCFA, ou un taux d'augmentation de 9,19%. Cet accroissement projeté est en lien avec la croissance économique attendue et tient compte de l'amélioration continue des efforts de mobilisation des recettes par les administrations fiscales.

1.1.2. Recettes non fiscales

La prévision des recettes non fiscales s'élève à 21,525 milliards de FCFA pour 2024 contre 41,920 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une baisse de 20,395 milliards de FCFA ou un taux de régression de 48,65%. Cette baisse découle du fait que les recettes au titre des amendes et condamnations pécuniaires qui avaient été inscrites dans le budget rectifié de 2023, ne sont pas reconductibles systématiquement dans le budget pour 2024.

1.1.3. Dons projets, dons programmes et legs

Ces dons proviennent principalement des institutions internationales et des gouvernements étrangers et sont évalués en 2024 à 86,320 milliards de FCFA contre 91,804 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une baisse de 5,484 milliards de FCFA ou un taux de diminution de 5,97%. Ils se décomposent en dons projets qui sont fixés à 75,000 milliards de FCFA en 2024 contre le même montant en 2023, et en dons programmes qui sont attendus pour 11,320 milliards de FCFA en 2024 contre un montant révisé de 16,804 milliards de FCFA en 2023.

Habituellement, les dons programmes sont constitués de l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) et de l'Appui Budgétaire Général (ABG) en dons.

S'agissant de l'ABS, il passe de 15,050 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectificatif de 2023 à 7,557 milliards de FCFA dans le budget pour 2024, soit une baisse de 7,493 milliards de FCFA ou un taux de diminution de 49,79%. Cette baisse concerne essentiellement l'annonce au titre du Programme d'Appui aux Filières Agropastorales (PAFA) financé par Luxe Développement. En effet, l'enveloppe prévue pour 2024 dans le cadre de ce Programme s'élève à 0,559 milliard de FCFA contre une annonce de 5,437 milliards de FCFA en 2023.

La prévision de l'ABS par partenaire technique et financier pour l'exercice 2024 est donnée dans le tableau 7.

⁴ Elles correspondent aux recettes brutes desquelles sont déduits les crédits de TVA qui sont inscrits au niveau des Comptes spéciaux du Trésor.

Tableau 7 : Evolution de l'Appui budgétaire sectoriel.

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires Techniques et Financiers	LF rectifiée 2023 (1)	PLF 2024 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	En %
Suisse/ ABSD	1,733		-1,733	-100,00
Banque mondiale/ Dotation Conditionnelle de Performance (Projet PDREAS)	7,880	6,999	-0,881	-11,18
Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement (Lux Dev)/ ABSD	5,437	0,559	-4,879	-89,73
Total	15,050	7,557	-7,493	-49,79

Source : DGB 2023.

En ce qui concerne l'ABG inscrit dans les recettes budgétaires, il est constitué de dons exclusivement, les prêts ayant été déclassés des recettes budgétaires vers les ressources de trésorerie.

Pour l'exercice budgétaire 2024, le budget d'Etat enregistre une annonce de la Banque mondiale d'un montant de 3,763 milliards de FCFA dans le cadre du Projet de Déploiement des Ressources de l'Etat pour l'Amélioration des Services (PDREAS). Le tableau 8 illustre cet état de fait.

Tableau 8 : Evolution de l'Appui Budgétaire Général en dons.

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires Techniques et Financiers	LF rectifiée 2023 (1)	PLF 2024 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	En %
Banque mondiale (Projet PDREAS)	1,753	3,763	2,009	114,59
Total ABG en dons	1,753	3,763	2,009	114,59

Source : DGB et UCP PDREAS 2023.**1.1.4. Recettes exceptionnelles**

Pour 2024, les recettes exceptionnelles seront constituées uniquement des annulations de dettes et s'élèveront à 5,241 milliards de FCFA contre 5,060 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une légère hausse de 0,181 milliard de FCFA ou un taux de progression de 3,58%.

1.1.5. Produits financiers

La prévision pour les produits financiers s'élève à 80,947 milliards de FCFA en 2024 contre 76,000 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une augmentation de 4,947 milliards de FCFA en lien avec l'amélioration continue du suivi des parts de l'Etat, notamment dans les actions des sociétés minières.

1.2. Recettes des budgets annexes

Les budgets annexes comprennent les budgets des Entrepôts Maliens au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Togo, en Guinée, au Ghana, en Mauritanie et au Bénin. Leur prévision de recettes est évaluée à 8,684 milliards de FCFA en 2024 contre une projection de 7,759 milliards de FCFA en 2023, soit une légère augmentation de 0,924 milliard de FCFA ou un taux de progression de 11,91%. Cette prévision, établie par lesdits Entrepôts, est en lien avec celle des trafics des marchandises.

Il convient de rappeler que jusqu'en 2023, les recettes des budgets annexes étaient intégralement logées dans la rubrique des recettes non fiscales. Dans le cadre de l'amélioration continue de la classification des opérations budgétaires depuis le basculement dans la budgétisation en mode programme, et en lien avec les dispositions de la Loi n°90-106 du 04 août 1990 et de la Loi n°2012-008 du 08 février 2012 portant création des budgets annexes auprès des entrepôts maliens, il a été procédé à une reclassification des recettes en fonction de leur nature réelle.

1.3. Recettes des comptes spéciaux du trésor

Les recettes des Comptes Spéciaux du Trésor sont projetées à 113,786 milliards de FCFA en 2024 contre une prévision rectifiée de 184,850 milliards de FCFA en 2023, soit une diminution de 71,064 milliards de FCFA ou un taux de régression de 38,44%. Cette diminution découle du fait que le budget rectifié de 2023 avait enregistré le report du solde du compte d'affectation spéciale dénommé « Fonds pour le Développement Durable (FDD) » et qui n'est pas reconductible systématiquement dans le budget pour 2024.

Par ailleurs, le budget d'Etat pour 2024 prévoit la création d'un compte d'affectation spéciale supplémentaire, à savoir le « Fonds de Développement de l'Eau ».

Ainsi pour 2024, les Comptes spéciaux du Trésor seront constitués du (de la) :

- Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts ;
- Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune ;
- Fonds National d'Appui à l'Agriculture ;
- Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique ;
- Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant ;
- Fonds de Remboursement des Crédits de TVA ;
- Fonds National pour le Développement de la Statistique ;
- Programme de Développement des Ressources Minérales ;
- Fonds de Financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des Activités Minières ;
- Fonds d'Etude d'Impact Environnemental et Social ;
- Garantie pour la Centrale Solaire Photovoltaïque de 33 MWc à Ségou ;
- Fonds de Développement de l'Eau.

2 DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Les prévisions de dépenses budgétaires au titre de l'exercice 2024 s'élèvent, en termes de Crédits de Paiement (CP), à 3 070,740 milliards de FCFA contre 2 994,470 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une hausse de 76,270 milliards de FCFA, correspondant à une progression de 2,55%. En termes d'Autorisations d'Engagement (AE), elles s'élèvent à 943,756 milliards de FCFA pour 2024 contre 1 282,796 milliards de FCFA en 2023, soit une diminution de 339,040 milliards de FCFA ou une baisse de 26,43%. Les dépenses budgétaires sont présentées par natures, par type de programmes et par fonctions.

2.1 Présentation des dépenses budgétaires par natures

La répartition des prévisions de dépenses budgétaires par budgets et par natures économiques est présentée dans le tableau 9.

Tableau 9 : Répartition des dépenses par budgets et par natures économiques.

(Montant en milliards de FCFA)

Natures Economiques	LF rectifiée 2023		PLF 2024		Ecart		Variation en %	
	AE (1)	CP (2)	AE (3)	CP (4)	AE (3) - (1)	CP (4) - (2)	AE	CP
Budget Général (1)	1 196,780	2 801,861	929,179	2 948,270	-267,601	146,410	-22,36	5,23
Dépenses ordinaires		2 217,140		2 247,125		29,985	-	1,35
Personnel dont		993,535		1 055,031		61,496	-	6,19
<i>Fonctionnaires de l'Etat</i>		709,160		749,481		40,322	-	5,69
<i>Fonctionnaires des Collectivités Territoriales</i>		284,375		305,550		21,175	-	7,45
Acquisitions de biens et services, dont		644,988		525,754		-119,234	-	-18,49
<i>Matériel et fonctionnement</i>		192,024		200,513		8,490	-	4,42
<i>Déplacement et mission</i>		50,521		66,759		16,238	-	32,14
<i>Communication et énergie</i>		51,960		53,127		1,167	-	2,25
<i>Autres dépenses</i>		340,958		189,404		-151,554	-	-44,45
Charges financières		199,902		223,049		23,147	-	11,58
Transferts et subventions dont		365,706		430,281		64,575	-	17,66
<i>Bourses</i>		17,906		18,906		1,000	-	5,58
Dépenses en atténuation des recettes		13,009		13,009		0,000	-	0,00
Dépenses en capital	1 196,780	584,721	929,179	701,146	-267,601	116,425	-22,36	19,91
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	1 196,780	584,721	929,179	701,146	-267,601	116,425	-22,36	19,91
Dépenses de transferts en capital	0	0	0	0			-	-
Budgets annexes (2)	2,023	7,759	2,163	8,684	0,140	0,924	6,91	11,91
Comptes spéciaux du Trésor (3)	83,993	184,850	12,414	113,786	-71,579	-71,064	-85,22	-38,44
TOTAL GENERAL (1+2+3)	1 282,796	2 994,470	943,756	3 070,740	-339,040	76,270	-26,43	2,55

Source : DGB 2023.

2.1.1 Dépenses du Budget général

Les dépenses du budget général pour 2024 sont évaluées à 2 948,270 milliards de FCFA dont 2 247,125 milliards de FCFA au titre des dépenses ordinaires et 701,146 milliards de FCFA au titre des dépenses en capital. Elles sont en progression de 5,23% par rapport à celles rectifiées de 2023.

A titre de rappel, dans le budget d'Etat, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) tandis que les dépenses en capital sont inscrites à la fois en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement (CP). Aux termes des dispositions de la Loi n°2013-028, modifiée, relative aux lois de Finances, les AE constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances ; les CP constituent quant à eux, la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

2.1.1.1 Dépenses ordinaires

Les crédits de paiement des dépenses ordinaires pour 2024 sont évalués à 2 247,125 milliards de FCFA contre 2 217,140 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une augmentation de 29,985 milliards de FCFA ou un taux de progression de 1,35%.

Les dépenses ordinaires se déclinent en dépenses de personnel, d'acquisitions de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions et des dépenses en atténuation des recettes.

- **Personnel** :

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des Collectivités Territoriales sont évalués en 2024 à 1 055,031 milliards de FCFA contre 993,535 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une augmentation de 6,19%. Cette augmentation s'explique essentiellement par les avancements classiques dans la fonction publique et la titularisation des nouvelles recrues au sein des militaires, de la police et de la protection civile.

- **Acquisitions de biens et services** :

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « Acquisitions de biens et services » passent de 644,988 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023 à 525,754 milliards de FCFA pour 2024, soit une diminution de 18,49%. Cette diminution s'explique essentiellement par le retour au niveau habituel des allocations en matière de prise en charge des dépenses pour la sécurisation du territoire national après une augmentation exceptionnelle enregistrée dans la loi de Finances rectifiée 2023.

- **Charges financières** :

Les crédits de paiement des charges financières pour l'exercice 2024 sont évalués à 223,049 milliards de FCFA contre 199,902 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2023, soit une augmentation de 11,58%. Ils servent au paiement des intérêts de la dette intérieure (183,278 milliards de FCFA) et extérieure (39,771 milliards de FCFA).

- **Transferts et subventions :**

Les crédits de paiement des dépenses de transferts et subventions sont évalués à 430,281 milliards de FCFA pour 2024 contre 365,706 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une augmentation de 17,66%. Cette augmentation importante s'explique par la reconduction du niveau initial des inscriptions de 2023 pour 2024 après une baisse opérée dans la loi de Finances rectificative 2023. A cela s'ajoute, entre autres, la constitution d'une provision budgétaire pour faire face aux cas de réparations des victimes des crises qu'a connues le Mali depuis 1960.

- **Dépenses en atténuation des recettes :**

Les crédits de paiement des dépenses en atténuation des recettes s'élèvent à 13,009 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2024 et correspondent au même montant qu'en 2023. Ils se décomposent en dépenses de remboursement des exonérations sur les investissements pour 7,709 milliards de FCFA et de remboursement des droits indûment perçus pour 5,300 milliards de FCFA.

2.1.1.2 Dépenses en capital

Les dépenses en capital sont constituées de dépenses d'investissements exécutés par l'Etat et de dépenses de transferts en capital. Les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat comprennent les dépenses en équipement des administrations publiques, celles liées aux études et recherches, le Budget Spécial d'Investissement (BSI), financement intérieur et extérieur et l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS).

Pour 2024, les autorisations d'engagement pour les dépenses en capital sont évaluées à 929,179 milliards de FCFA contre 1 196,780 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une diminution de 22,36%. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 701,146 milliards de FCFA dans le budget 2024 contre 584,721 milliards de FCFA dans celui rectifié de 2023, soit une hausse de 19,91%. Dans le détail, ces dépenses se présentent ainsi qu'il suit :

- **Equipement - investissement :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses de la rubrique « Equipement-investissement » se chiffrent à 292,585 milliards de FCFA dans le budget 2024 contre 277,328 milliards de FCFA en 2023, soit une augmentation de 15,257 milliards de FCFA.

En ce qui concerne les crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique, ils s'élèveront à 292,585 milliards de FCFA dans le budget 2024 contre 245,763 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié de 2023, soit une augmentation de 46,822 milliards de FCFA. Cette augmentation s'explique par la reconduction du niveau initial des inscriptions de 2023 pour 2024 après une baisse opérée dans la loi de Finances rectificative 2023. A cela s'ajoutent, entre autres, le renforcement des crédits affectés au paiement des frais scolaires et l'inscription d'une enveloppe pour les dépenses d'équipement en mobilier de bureau pour les représentants de l'Etat dans les nouvelles circonscriptions administratives créées.

- **Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur) :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses du BSI financement intérieur se chiffrent à 629,037 milliards de FCFA dans le budget 2024 contre 904,402 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023. S'agissant des crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique, ils augmenteront de 77,097 milliards de FCFA en passant de 166,616 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023 à 243,713 milliards de FCFA dans le budget 2024.

Ces inscriptions sont destinées, essentiellement, à la prise en charge des infrastructures dans les domaines routiers, du développement rural et des services sociaux de base.

A titre d'illustration, quelques projets phares du budget d'Etat financés sur ressources intérieures en 2024, sont présentés dans le tableau 10.

Tableau 10 : Projets saillants dans le BSI intérieur

Projets sur BSI financement intérieur	Montant en milliards de FCFA
Programme d'urgence routier	14,225
Réhabilitation route Bamako-Kati-Kolokani-Didieni	12,250
Construction et bitumage de la route Dioïla-Massigui-Koualé-Kébila	7,000
Construction stade de Tombouctou	6,000
Contrat Plan Etat Office du Niger	5,500
Construction et Equipement hôpitaux	5,000
Programme de construction de 50 000 logements sociaux	5,000
Construction/ Bitumage route Kayes-Sandaré	5,000
Projet de Réhabilitation des stades régionaux	5,000
Fonds d'étude et de préparation des projets	3,500
Programme d'urgence AEP milieu rural	3,000
Amélioration du plateau technique des hôpitaux	3,000
Fonds d'études des projets routiers	2,000
Mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée	1,500

Source : DNPD 2023.

- **Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur) :**

Pour 2024, aucune autorisation d'engagement n'est prévue au titre des dépenses du BSI financement extérieur, en raison du fait que l'exécution des crédits de paiement y afférents, s'effectue par les procédures des bailleurs et non par les procédures budgétaires et comptables nationales.

Les crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique « BSI financement extérieur », se chiffreront à 165,000 milliards de FCFA dans le budget 2024 contre le même montant dans la Loi de Finances rectifiée 2023.

Ci-dessous sont présentés dans le tableau 11, à titre d'illustration, quelques projets phares du budget d'Etat financés sur ressources extérieures en 2024 :

Tableau 11 : Projets saillants dans le BSI extérieur :

Projets sur BSI financement extérieur	Montant en milliards de FCFA
Projet d'amélioration du secteur d'électricité au Mali (PASEM)	23,457
Projet de développement de l'Agriculture dans les zones arides du Mali	12,422
Projet AEP Ville de Bamako par Kabala	11,000
Projet d'appui au développement de l'élevage au Mali (PADEL-M)	8,000
Programme régional d'appui au pastoralisme au sahel (PRAPS) II Mali	8,000
Construction et Bitumage de la route de Kolondieba-Zantiebougou-frontiere RCI	7,771
Programme pour la Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP-Mali)	7,415
Projet Communautaire pour le Relèvement et la Stabilisation du Sahel (PCRSS)	7,000
Financement inclusif des filières agricoles au Mali	5,312
Projet N'Débougou phase IV	5,000
Projet de développement durable des exploitations pastorales sahel au Mali (PDDEPS-Mali)	4,993
Projet d'Appui au Renforcement de la Résilience des Communautés de Base (PARCB)	4,628

Source : DNPD 2023.

- **Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses d'ABS se chiffreront à 7,557 milliard de FCFA dans le budget 2024 contre 15,050 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une diminution de 7,493 milliards de FCFA. Concernant les crédits de paiement au titre de l'ABS, ils sont respectivement égaux aux AE pour les exercices 2023 et 2024. La diminution du montant prévisionnel se justifie par la baisse des dépenses en lien avec le niveau des annonces de financement enregistrées pour 2024.

2.1.2 Dépenses des Budgets annexes

Les autorisations d'engagement des budgets annexes se chiffrent à 2,163 milliards de FCFA dans le budget 2024 contre 2,023 milliards de FCFA dans celui de 2023, soit une augmentation de 0,140 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils se chiffrent à 8,684 milliards de FCFA en 2024 contre 7,759 milliards de FCFA en 2023, soit une augmentation de 0,924 milliard de FCFA. Ces augmentations de dépenses sont adossées à celles des recettes desdits budgets annexes qui sont équilibrés en recettes et en dépenses.

2.1.3 Comptes spéciaux du Trésor

Les autorisations d'engagement pour les Comptes Spéciaux du Trésor se chiffrent à 12,414 milliards de FCFA dans le budget 2024 contre 83,993 milliards de FCFA dans celui rectifié de 2023, soit une diminution de 71,579 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont fixés à 113,786 milliards de FCFA contre un montant rectifié de 184,850 milliards de FCFA en 2023, soit une diminution de 71,064 milliards de FCFA. Cette diminution découle du fait que le budget rectifié de 2023 avait enregistré le report des dépenses sur financement du solde du compte d'affectation spéciale dénommé « Fonds pour le Développement Durable (FDD) » et qui n'est pas reconductible systématiquement dans le budget pour 2024.

2.2 Présentation des dépenses budgétaires par type de programmes

Le budget d'Etat pour 2024 prend en compte, entre autres, :

- la scission de l'ex-Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau en Ministère des Mines et en Ministère de l'Energie et de l'Eau,
- la scission de l'ex-Ministère du Développement Rural en Ministère de l'Agriculture et en Ministère de l'Elevage et de la Pêche,
- les missions de l'Autorité de Gestion de Réparation en faveur des Victimes des Crises au Mali (AGRV),
- la fin des missions de la Haute Cour de Justice.

Ces mesures nouvelles institutionnelles entraînent la création de nouveaux programmes, notamment deux (02) programmes d'Administration Générale, et la suppression d'un programme opérationnel. Ainsi, la cartographie des programmes pour 2024 s'articulera autour de :

- 139 programmes dont 31 programmes de pilotage, 95 programmes opérationnels, 1 programme des budgets annexes et 12 programmes de Comptes spéciaux du Trésor (CST) ;
- 328 actions dont 123 pour les programmes de pilotage, 186 pour les programmes opérationnels, 7 pour le programme des budgets annexes et 12 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor ;
- 473 objectifs dont 122 pour les programmes de pilotage, 327 pour les programmes opérationnels, 2 pour le programme des budgets annexes et 22 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor ;
- 1 177 indicateurs dont 276 pour les programmes de pilotage, 833 pour les programmes opérationnels, 14 pour le programme des budgets annexes et 54 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor.

La répartition des dépenses budgétaires par type de programme est consignée dans le tableau 12.

Tableau 12 : Répartition des dépenses par type de programmes.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF rectifiée 2023		PLF 2024				Ecart			
	AE (1)	CP (2)	Nombre				AE (3)	CP (4)	AE (3) - (1)	CP (4) - (2)
			Prog	Actions	Objectifs	Indicateurs				
Programmes de pilotage (1)	107,414	696,854	31	123	122	276	127,599	690,825	20,185	-6,029
Personnel		315,783						327,856		12,073
Biens et services		145,312						155,816		10,504
Transferts et subventions		80,776						33,795		-46,980
Investissement	107,414	154,983					127,599	173,356	20,185	18,373
Programmes opérationnels (2)	863,532	1 382,077	95	186	327	833	581,112	1 530,946	-282,420	148,869
Personnel		567,192						623,797		56,605
Biens et services		197,658						212,786		15,128
Transferts et subventions		232,359						267,373		35,014
Investissement	863,532	384,867					581,112	426,989	-282,420	42,122
Programmes des Budgets annexes (3)	2,023	7,759	1	7	2	14	2,163	8,684	0,140	0,924

LIBELLES	LF rectifiée 2023		PLF 2024					Ecart		
	AE (1)	CP (2)	Nombre				AE (3)	CP (4)	AE (3) - (1)	CP (4) - (2)
			Prog	Actions	Objectifs	Indicateurs				
Personnel		2,416					2,661		0,245	
Biens et services		2,897					2,990		0,093	
Transferts et subventions		0,423					0,869		0,446	
Investissement	2,023	2,023					2,163	2,163	0,140	
Programmes des Comptes spéciaux du trésor (4)	83,993	184,850	12	12	22	54	12,414	113,786	-71,579	
Personnel		0,255					0,160		-0,095	
Biens et services		1,704					2,314		0,610	
Transferts et subventions		0,740					0,740		0,000	
Dépenses en atténuation de recettes		98,159					98,159		0,000	
Investissement	83,993	83,993					12,414	12,414	-71,579	
Dotations (5)	225,834	722,930					220,467	726,500	-5,366	
Personnel		110,560					103,377		-7,182	
Charges financières de la dette		199,902					223,049		23,147	
Biens et services		302,017					157,151		-144,866	
Transferts et subventions		52,571					129,113		76,542	
Dépenses en atténuation de recettes		13,009					13,009		0,000	
Investissement	225,834	44,870					220,467	100,800	-5,366	
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	1 282,796	2 994,470	139	328	473	1 177	943,756	3 070,740	-339,040	

Source : DGB 2023.

2.2.1 Programmes de pilotage

Les programmes de pilotage (ou administration générale) sont des programmes qui permettent d'assurer la coordination des actions menées par les programmes opérationnels et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

Pour 2024, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes de pilotage s'élèvent à 127,599 milliards de FCFA contre 107,414 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une augmentation de 20,185 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 690,825 milliards de FCFA en 2024 contre 696,854 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une diminution de 6,029 milliards de FCFA.

2.2.2 Programmes opérationnels

Les programmes opérationnels sont des programmes regroupant des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des Départements ministériels et des Institutions et assimilées.

Pour 2024, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes opérationnels s'élèvent à 581,112 milliards de FCFA contre 863,532 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une diminution de 282,420 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 1 530,946 milliards de FCFA contre 1 382,077 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une augmentation de 148,869 milliards de FCFA.

2.2.3 Programme des budgets annexes

Pour 2024, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour le programme des budgets annexes s'élèveront à 2,163 milliards de FCFA contre 2,023 milliards de FCFA en 2023, soit une augmentation de 0,140 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 8,684 milliards de FCFA en 2024 contre 7,759 milliards de FCFA en 2023, soit une augmentation de 0,924 milliard de FCFA.

2.2.4 Programmes des Comptes Spéciaux du Trésor

Pour 2024, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes des comptes spéciaux du trésor s'élèveront à 12,414 milliards de FCFA contre 83,993 milliards de FCFA en 2023, soit une diminution de 71,579 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 113,786 milliards de FCFA en 2024 contre 184,850 milliards de FCFA en 2023, soit une diminution de 71,064 milliards de FCFA.

2.2.5 Dotations

Pour 2024, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les dotations s'élèvent à 220,467 milliards de FCFA contre 225,834 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une diminution de 5,366 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 726,500 milliards de FCFA en 2024 contre 722,930 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une augmentation de 3,570 milliards de FCFA.

A titre de rappel, les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance. Il convient de souligner qu'il y a trois (03) sections budgétaires qui sont érigées en dotations, à savoir : le Conseil National de Transition (Assemblée Nationale), les Charges Communes et l'Agence Nationale de la Sécurité d'Etat.

2.3 Présentation des dépenses budgétaires par fonctions

Pour 2024, les allocations budgétaires par secteurs d'intervention de l'Etat (ou fonctions) sont présentées dans le tableau 13.

Tableau 13 : Classification fonctionnelle des dépenses.

(Montant en milliards de FCFA)

FONCTIONS	LF rectifiée 2023		PLF 2024	
	En Montant	Poids en %	En Montant	Poids en %
Services généraux des administrations publiques	783,447	26,16	870,931	28,36
Défense	457,224	15,27	457,847	14,91
Ordre et sécurité publics	354,119	11,83	281,619	9,17
Affaires économiques	506,037	16,90	538,994	17,55
dont Agriculture	329,060	10,99	282,006	9,18
Protection de l'environnement	35,720	1,19	27,339	0,89
Logement et équipements collectifs	48,259	1,61	50,962	1,66
Santé	171,867	5,74	158,006	5,15
Loisirs, culture et culte	34,679	1,16	34,730	1,13
Enseignement	520,912	17,40	559,133	18,21
Protection sociale	82,206	2,75	91,179	2,97
Total	2 994,470	100,00	3 070,740	100,00

Source : DGB 2023.

Après des réductions dans le budget rectificatif de 2023, toutes les fonctions, à l'exception de « Ordre et sécurité publics », « Protection de l'environnement » et « Santé », enregistrent une progression en termes d'allocations pour 2024.

2.4 Points saillants des dépenses budgétaires

2.4.1 Poursuite de la prise en charge du Cadre stratégique de la refondation de l'Etat

A l'instar de 2022 et de 2023, les allocations budgétaires des départements ministériels de 2024 seront réorientées vers la prise en charge du Plan d'Actions Prioritaires du Gouvernement de Transition (PAPGT) 2022-2024 du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat. A ces allocations s'ajoute le financement de certaines actions spécifiques, à savoir :

- les dépenses électorales..... 70,750 milliards de FCFA
- la prise en charge des nouveaux organes prévus par la nouvelle Constitution, ainsi que les dépenses de fonctionnement des différentes instances de suivi des actions de réformes institutionnelles 17,297 milliards de FCFA
- les dépenses de fonctionnement régulier de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections 5,597 milliards de FCFA

2.4.2 Renforcement de la défense et de la sécurité

Dans le budget pour 2024, les inscriptions en faveur du ministère en charge de la défense et de celui en charge de la sécurité enregistrent une progression par rapport au budget de 2023. S'agissant du département en charge de la défense, les inscriptions budgétaires sont fixées à 472,661 milliards de FCFA pour 2024 contre un montant initial de 440,934 milliards de FCFA et révisé à 476,318 milliards de FCFA en 2023. Concernant le département en charge de la sécurité, les crédits budgétaires s'établissent à 195,192 milliards de FCFA pour 2024 contre un montant initial de 155,634 milliards de FCFA et révisé à 158,215 milliards de FCFA en 2023.

2.4.3 Renforcement du système judiciaire

En vue d'améliorer l'appareil judiciaire, le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme a initié une loi de programmation pour le secteur de la justice et qui va couvrir la période 2020-2024. Dans ce cadre, l'allocation budgétaire en faveur du Ministère en charge de la Justice pour 2024 est fixée à 45,809 milliards de FCFA contre un montant initial de 39,934 milliards de FCFA et révisé à 40,089 milliards de FCFA en 2023.

2.4.4 Prise en charge des nouveaux services publics

Le budget d'Etat 2024 prend en compte la création des lignes de dépenses pour des nouveaux services publics pour une incidence financière globale de 18,922 milliards de FCFA, qui se présentent ci-après :

- Services des représentants de l'Etat dans les nouveaux Cercles et Arrondissements...11 135 000 000 FCFA
- Services en faveur des réparations des victimes 7 587 167 000 FCFA
 - dont l'enveloppe inscrite pour le paiement des réparations 6 000 000 000 FCFA
 - dont le fonctionnement de l'Autorité de Gestion des Réparations en faveur des Victimes des Crises au Mali..... 1 587 167 000 FCFA
- Centre d'Intelligence Artificielle et de Robotique du Mali100 000 000 FCFA
- Antenne Nationale de la Cellule Régionale de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent50 000 000 FCFA
- Secrétariat Permanent du Conseil National du Dialogue Social 50 000 000 FCFA.

2.4.5 Amélioration de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire

Dans le cadre de la déconcentration budgétaire, les crédits inscrits dans les budgets des Régions s'élèveront à 567,880 milliards de FCFA en 2024 contre un montant initial de 564,933 milliards de FCFA en 2023, soit une augmentation de 2,947 milliards de FCFA.

Au titre de la décentralisation budgétaire, les crédits transférés aux Collectivités Territoriales s'élèveront à 440,088 milliards de FCFA en 2024 contre un montant initial de 411,983 milliards de FCFA en 2023, soit une augmentation de 28,105 milliards de FCFA. Cependant, en termes de ratio, ils s'établissent à 20,32% des recettes budgétaires. Ledit ratio est légèrement inférieur de 0,46 point de pourcentage par rapport à celui de 2023, qui est de 20,78%.

2.4.6 Dépenses sociales et de développement prioritaires

Dans le budget d'Etat, les dépenses sociales et de développement prioritaires correspondent à une proportion des inscriptions en faveur des secteurs sociaux, des infrastructures routières et de la décentralisation, hors financement extérieur. Elles concernent les dépenses de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, des routes et la subvention de l'Etat au titre du Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT).

Pour 2024, les crédits affectés aux dépenses prioritaires s'élèvent à 680,558 milliards de FCFA contre 672,978 milliards de FCFA dans la loi de Finances initiale 2023.

2.4.7 Constitution d'une Réserve

Dans le cadre de la gestion budgétaire, la constitution de la réserve de gestion introduite en 2018 sera poursuivie au cours de l'exercice budgétaire 2024. Il s'agira de conserver un certain pourcentage des crédits budgétaires permettant d'atténuer les effets d'une éventuelle dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes. Sur la base d'une simulation de rétention variant de 5% à 20% sur les crédits de paiement des dépenses d'acquisition de biens et services, de transferts courants et d'investissements, le montant de cette réserve se chiffrera en 2024 à 42,068 milliards de FCFA contre un montant initial de 42,330 milliards de FCFA en 2023.

3 SOLDE BUDGÉTAIRE

Arrêté en recettes à la somme de 2 387,872 milliards de FCFA et en dépenses à 3 070,740 milliards de FCFA, le budget d'Etat 2024 présente un déficit budgétaire global de 682,869 milliards de FCFA contre 689,995 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une diminution de 1,03%, suivant le tableau 14.

Tableau 14 : Solde budgétaire

(Montant en milliers de FCFA)

Libellés	Recettes budgétaires		Libellés	Dépenses budgétaires		Solde	
	2023	2024		2023	2024	2023	2024
BUDGET GÉNÉRAL							
Dons projets et legs	75 000 000	75 000 000	Personnel	993 535 128	1 055 031 261		
Recettes fiscales nettes	1 897 081 580	2 071 368 944	Charges financières de la dette	199 902 000	223 049 000		
Recettes non fiscales	41 920 420	21 525 090	Biens et services	644 987 777	525 753 874		
Dons programmes et legs	16 803 653	11 319 767	Transferts et subventions	365 705 821	430 281 209		
Recettes exceptionnelles	5 060 000	5 241 000	Dépenses en atténuation des recettes	13 009 308	13 009 308		
Produits financiers	76 000 000	80 947 000	Investissement	584 720 527	701 145 835		
Total recettes du budget général	2 111 865 653	2 265 401 801	Total dépenses du budget général	2 801 860 561	2 948 270 487	-689 994 908	-682 868 686
BUDGETS ANNEXES							
Ventes de produits	0	4 845 578	Personnel	2 416 200	2 661 225		
Recettes non fiscales	7 759 365	1 491 696	Biens et services	2 897 165	2 990 076		
Recettes exceptionnelles	0	2 314 031	Transferts et subventions	423 000	869 343		
Produits financiers	0	32 202	Investissement	2 023 000	2 162 863		
Total recettes des budgets annexes	7 759 365	8 683 507	Total dépenses des budgets annexes	7 759 365	8 683 507	0	0
COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (CST)							
Recettes fiscales	169 846 772	98 159 000	Personnel	255 000	160 000		
Recettes non fiscales	3 510 080	4 059 702	Biens et services	1 703 522	2 313 522		
Transferts reçus d'autres budgets	11 493 442	11 537 737	Transferts et subventions	740 000	740 000		
Dons programmes et legs	0	30 000	Dépenses en atténuation de recettes	98 159 000	98 159 000		
			Investissement	83 992 772	12 413 917		
Total recettes des CST	184 850 294	113 786 439	Total dépenses des CST	184 850 294	113 786 439	0	0
TOTAL DES RECETTES	2 304 475 312	2 387 871 747	TOTAL DES DEPENSES	2 994 470 220	3 070 740 433	-689 994 908	-682 868 686
Solde budgétaire						-689 994 908	-682 868 686

Source : DGB, DGI, DGD, DND, DGDP et DNTCP 2023.

B. OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE

Les opérations de trésorerie de l'Etat concernent les ressources et les charges de trésorerie.

1 Ressources de trésorerie

Pour 2024, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 126,782 milliards de FCFA contre 127,840 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une diminution de 1,058 milliard de FCFA correspondant à un taux de régression de 0,83%. Cette baisse découle de la diminution de la prévision de remboursement des prêts et avances.

La répartition prévisionnelle des ressources de trésorerie est fournie dans le tableau 15.

Tableau 15 : Evolution des ressources de trésorerie.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF rectifiée 2023 (1)	PLF 2024 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	En %
Produits provenant de la cession des actifs	15,000	15,000	0,000	0,00
<i>Aliénations de meubles</i>	0,500	0,500	0,000	0,00
<i>Aliénations d'immeubles</i>	14,500	14,500	0,000	0,00
<i>Recettes de Privatisation</i>	0,000	0,000	0,000	-
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	90,000	90,000	0,000	0,00
<i>Produits des emprunts projets</i>	90,000	90,000	0,000	0,00
<i>Produits des emprunts programmes</i>	0,000	0,000	0,000	-
Dépôts sur les comptes des correspondants	17,855	17,855	0,000	0,00
Remboursement des prêts et avances	4,985	3,927	-1,058	-21,22
Total ressources de trésorerie	127,840	126,782	-1,058	-0,83

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DND, la DGABE, la DGDP et la DNTCP 2023.

1.1 Produits provenant de la cession d'actifs

Les produits provenant de la cession d'actifs sont évalués à 15,000 milliards de FCFA en 2024 contre le même montant dans la Loi de Finances rectifiée 2023.

1.2 Produits des emprunts à court, moyen et long termes

Les produits des emprunts à court, moyen et long termes sont évalués à 90,000 milliards de FCFA en 2024 contre le même montant dans la loi de Finances rectifiée 2023. Pour 2024, ils sont constitués exclusivement du financement de projets inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI), financement extérieur.

1.3 Dépôts sur les comptes des correspondants

Les correspondants du Trésor sont constitués des organismes et des particuliers disposant d'un compte dans les écritures du Trésor. Pour 2024, leurs dépôts sont prévus pour 17,855 milliards de FCFA contre le même montant dans la loi de Finances rectifiée 2023.

1.4 Remboursement des prêts et avances

En 2024, les remboursements de prêts et avances sont évalués à 3,927 milliards de FCFA contre 4,985 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une baisse de 1,058 milliard de FCFA, conformément à l'échéancier de remboursement de la dette rétrocedée.

2 CHARGES DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice 2024, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 826,441 milliards de FCFA contre 790,634 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une augmentation de 35,807 milliards de FCFA.

La répartition des prévisions de charges de trésorerie est fournie dans le tableau 16.

Tableau 16 : Evolution des charges de trésorerie.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF rectifiée 2023 (1)	PLF 2024 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	En %
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	772,779	808,586	35,807	4,63
<i>Principal dette intérieure</i>	598,462	612,815	14,353	2,40
<i>Principal dette extérieure</i>	174,317	195,771	21,454	12,31
Retraits sur les comptes des correspondants	17,855	17,855	0,000	0,00
Prêts et avances	0,000	0,000	0,000	-
Total charges de trésorerie	790,634	826,441	35,807	4,53

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGDG et la DNTCP 2023.

2.1 Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes

En 2024, les charges au titre du remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes sont prévues pour 808,586 milliards de FCFA contre 772,779 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2023, soit une hausse de 35,807 milliards de FCFA ou un taux de progression de 4,63%.

Lesdites charges concernent le remboursement du principal de la dette intérieure pour 612,815 milliards de FCFA et de celui de la dette extérieure pour 195,771 milliards de FCFA.

2.2 Retraits sur les comptes des correspondants

En 2024, les retraits sur les comptes des correspondants sont prévus pour 17,855 milliards de FCFA contre le même montant dans la loi de Finances rectifiée 2023.

2.3 Prêts et avances

Aucun montant n'est prévu au titre des prêts et avances en 2024.

C. OBJECTIFS DE RESSOURCES ASSIGNÉS AUX SERVICES D'ASSIETTE ET DE RECOUVREMENT

Pour l'exercice budgétaire 2024, les objectifs de ressources assignés aux services d'assiette et de recouvrement s'élèvent à 2 308,782 milliards de FCFA contre 2 151,001 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2023, soit une augmentation de 157,781 milliards de FCFA ou un taux d'augmentation de 7,34%.

Ces objectifs sont répartis entre les services, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Tableau 17 : Prévisions des ressources des services d'assiette et de recouvrement.**(Montant en milliards de FCFA)**

Services	Recettes budgétaires			Ressources de trésorerie			Total des ressources	
	Rectifiées 2023 (1)	Initiales 2024 (2)	Ecart (3) = (2) - (1)	Rectifiées 2023 (4)	Initiales 2024 (5)	Ecart (6) = (5) - (4)	Rectifiées 2023 (1) + (4)	Initiales 2024 (2) + (5)
Direction Générale des Douanes	721,289	795,000	73,711	0,000	0,000	0,000	721,289	795,000
Direction Générale des Impôts	1 166,775	1 260,000	93,225	0,000	0,000	0,000	1 166,775	1 260,000
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	59,525	42,000	-17,525	17,855	17,855	0,000	77,380	59,855
Direction Nationale des Domaines	165,572	175,000	9,428	15,000	15,000	0,000	180,572	190,000
Direction Générale de la Dette Publique			0,000	4,985	3,927	-1,058	4,985	3,927
TOTAL	2 113,161	2 272,000	158,839	37,840	36,782	-1,058	2 151,001	2 308,782

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGI, la DGD, la DND, la DGABE, la DGDP et la DNTCP 2023.

En tenant compte du montant destiné au remboursement des crédits d'impôts (Crédits de TVA et autres exonérations fiscales), lesdites ressources se présentent comme suit :

Tableau 18 : Projection des ressources brutes et nettes des services d'assiette et de recouvrement.**(Montant en milliards de FCFA)**

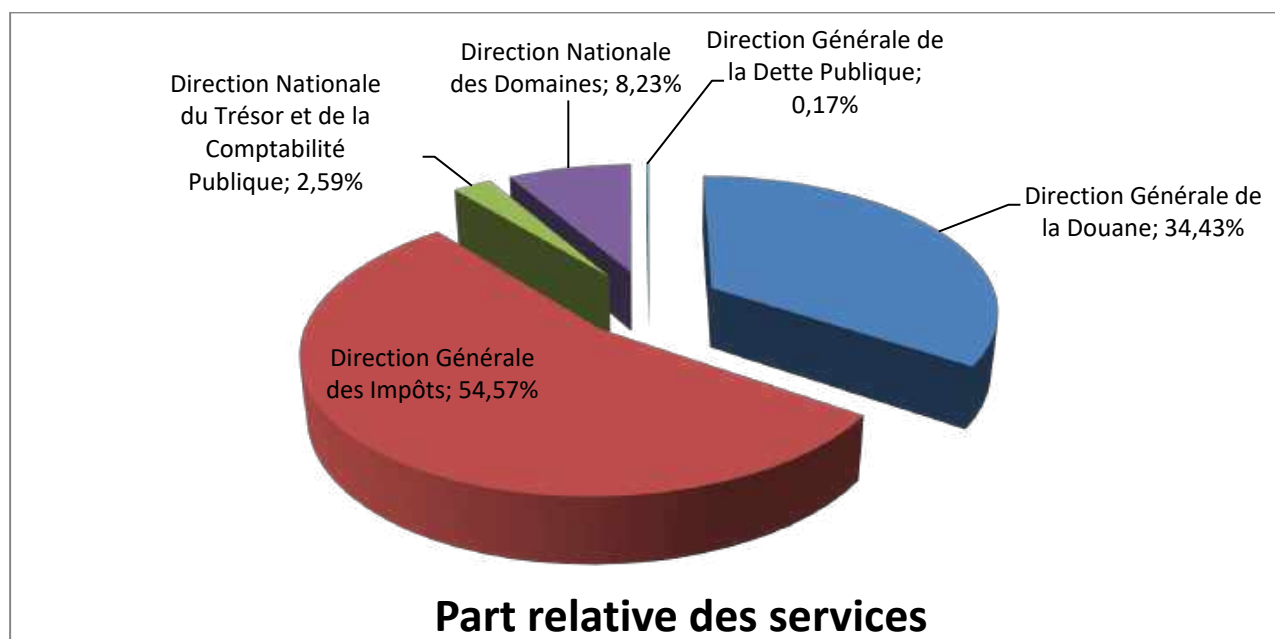
SERVICES	LF rectifiée 2023		PLF 2024		Evolution	
	Brutes	Nettes (1)	Brutes	Nettes (2)	En montant (3) = (2)-(1)	En % = 3)/(1)*100
Direction Générale des Douanes	721,289	678,942	795,000	752,653	73,711	10,86
Direction Générale des Impôts	1166,775	1103,254	1260,000	1196,479	93,225	8,45
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	77,380	77,380	59,855	59,855	-17,525	-22,65
Direction Nationale des Domaines	180,572	180,572	190,000	190,000	9,428	5,22
Direction Générale de la Dette Publique	4,985	4,985	3,927	3,927	-1,058	-21,22
TOTAL	2 151,001	2 045,132	2 308,782	2 202,913	157,781	7,71
Montant du Crédit de TVA	98,159		98,159		0,000	0,00%
Autres exonérations fiscales	7,709		7,709		0,000	0,00%

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGI, la DGD, la DND, la DGABE, la DGDP et la DNTCP 2023.

En termes de montant net (hors montant pour le remboursement des crédits d'impôts), les ressources prévisionnelles s'élèvent à 2 202,913 milliards de FCFA pour 2024 contre 2 045,132 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2023, soit une augmentation de 157,781 milliards de FCFA ou un taux de progression de 7,71%.

La part relative de chaque service dans les prévisions de recouvrement des ressources est retracée, pour 2024, dans le graphique 1.

Graphique 1 : Part relative des services d'assiette et de recouvrement dans les prévisions des ressources pour 2024.



L'amélioration des recettes des services d'assiette et de recouvrement pour l'exercice budgétaire 2024 sera sous-tendue par les mesures ci-après :

Au titre de la Direction Générale des Impôts (DGI)

Pour l'atteinte de ses objectifs de recettes de l'exercice 2024, la DGI entend mettre en œuvre les mesures suivantes :

- la poursuite de la mise en œuvre de la réforme organisationnelle de la DGI ;
- l'institution de la facture normalisée ;
- la poursuite de la promotion du civisme fiscal ;
- la généralisation des téléprocédures (télédéclaration et télépaiement des impôts, droits et taxes) ;
- l'extension des téléprocédures au réseau GSM (accomplissement des obligations fiscales via les téléphones mobiles) ;
- l'ouverture des télépaiements aux solutions bancaires propriétaires et aux cartes bancaires ;
- la mise en œuvre du contrôle à distance des opérations d'assiettes et de recouvrement dans SIGTAS ;
- la mise en œuvre des réformes concernant la gestion des crédits de TVA ;
- l'amélioration de la gestion de l'impôt sur les revenus fonciers à travers un meilleur suivi des opérations (assiette et recouvrement) ;
- la mise en œuvre de programmes de contrôle qui intègrent les renseignements issus des travaux du Comité Mixte de Renseignements et d'Investigations Economiques et Financières (CMRIEF) et les marchés enregistrés au niveau de la DGMP.

Par ailleurs, la mise en œuvre des réformes ainsi que le renforcement des activités de gestion courante, notamment l'exécution du programme annuel de vérification de comptabilité, le contrôle ponctuel de la TVA et de l'ITS, le suivi de l'exploitation de l'annexe 1.1 de la TVA, l'intensification des activités de communication et de sensibilisation, le renforcement du contrôle interne, seront de nature à contribuer à la réalisation des objectifs de recettes.

Au titre de la Direction Générale des Douanes (DGD)

L'atteinte des objectifs bruts de recettes assignés à la Direction Générale des Douanes repose sur la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures dont :

- la non reconduction des exonérations consistant à la réduction de 50% de la base taxable des produits de première nécessité en 2024 ;
- l'amélioration des prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers ;
- la bonne maîtrise de la gestion documentaire des risques par l'internalisation du Centre d'Expertise Technique, en service en Staff au sein de la Direction Générale des Douanes ;
- l'amélioration de la gestion des risques par une sélectivité automatique des contrôles ayant pour résultat la mise en place d'une confiance mutuelle et une coopération accrues avec le secteur privé avec en toile de fond : simplification, célérité, fluidité et sécurisation des opérations douanières ;
- la réduction des exonérations exceptionnelles de droits et taxes au cordon douanier.

Au titre de la Direction Nationale des Domaines (DND)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- l'approfondissement du cadre permanent de collaboration instauré avec l'ordre des Notaires pour le suivi des transactions financières ;
- la redynamisation du cadre de concertation avec la Direction Générale des Impôts et la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ;
- le recouvrement de la taxe sur plus-value de cession issue des expropriations pour cause d'utilité publique, ainsi que celle de la transaction des titres miniers ;
- la mise en œuvre des recommandations pertinentes de l'Audit réalisé sur les sociétés minières en 2023 ;
- le suivi accru des résolutions des assemblées générales des sociétés à participation publique à travers la sensibilisation et la formation des administrateurs de l'Etat dans ces sociétés ;
- le recouvrement du reliquat de la vente des bâtiments administratifs vendus par l'Agence de Cessions Immobilières (ACI) ;
- le recouvrement des prix de cession relatifs à l'aliénation du domaine de l'Etat faite aux compagnies téléphoniques, aux sociétés d'Etat ainsi qu'aux particuliers.
- la maîtrise des transactions foncières à travers la redynamisation du cadre de concertation avec les notaires.

Au titre de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- la vulgarisation et le meilleur suivi du « loto sportif » par la Société PMU Mali ;
- le renforcement du contrôle des différentes régies et le suivi des postes comptables à l'étranger.

D. ÉQUILIBRE FINANCIER

En sus du déficit budgétaire, les besoins de financement incluent l'amortissement de la dette à court, moyen et long termes et les retraits sur les comptes des correspondants.

Ces besoins seront financés par les ressources provenant des emprunts projets et programmes, de la mobilisation de l'épargne à travers les titres d'emprunts émis par le Trésor, de la cession des actifs, des remboursements des prêts et avances et des dépôts sur les comptes des correspondants.

Ainsi, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre budgétaire et financier sont indiquées dans le tableau 19.

Tableau 19 : Besoins et ressources de financement

LIBELLES	(Montant en FCFA)	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2023	INITIALES 2024
Besoins de financement	1 480 628 655 502	1 509 309 433 502
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	772 779 000 000	808 586 000 000
<i>dont principal dette intérieure</i>	598 462 000 000	612 815 000 000
<i>dont principal dette extérieure</i>	174 317 000 000	195 771 000 000
Déficit budgétaire à financer	689 994 908 000	682 868 686 000
Prêts et avances	0	0
Retraits sur les comptes des correspondants	17 854 747 502	17 854 747 502
Ressources de financement	1 480 628 655 502	1 509 309 433 502
Tirages sur des emprunts projets	90 000 000 000	90 000 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	1 352 788 908 000	1 382 527 686 000
Tirages sur des emprunts programmes	0	0
Produits provenant de la cession des actifs	15 000 000 000	15 000 000 000
Remboursements de prêts et avances	4 985 000 000	3 927 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	17 854 747 502	17 854 747 502

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DND, la DGABE, la DGDP et la DNTCP 2023.

Bamako le 20 septembre 2023
Le ministre de l'Economie et des Finances

Alousséni SANOU
Chevalier de l'Ordre National

TEXTE DE LA LOI DE FINANCS

LOI N°2023- 060 /DU 22 DEC 2023

PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2024

Le Conseil national de Transition a délibéré et adopté en sa séance du 14 décembre 2023,

Le Président de la Transition, Chef de l'Etat, promulgue la loi dont la teneur suit :

**PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE
BUDGETAIRE ET FINANCIER**

TITRE I : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE I : AUTORISATION DE PERCEPTION DES IMPOTS ET PRODUITS

Article 1^{er} : La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux Collectivités territoriales et aux Etablissements publics est effectuée pendant l'année 2024, conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi.

Article 2 : Les affectations, résultant des budgets annexes créés et des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date de dépôt de la présente loi, sont confirmées pour l'année 2024.

CHAPITRE II : DESCRIPTION DES RESSOURCES

Article 3 : Les ressources de l'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

Section 1 : Evaluation des recettes budgétaires

Article 4 : Pour 2024, les recettes budgétaires de l'Etat sont évaluées à **2 387 871 747 000** FCFA et réparties comme suit :

NATURE DES RECETTES BUDGETAIRES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2023	INITIALES 2024
Budget général	2 111 865 653 000	2 265 401 801 000
Dons projets et legs	75 000 000 000	75 000 000 000
Recettes fiscales nettes	1 897 081 580 000	2 071 368 944 000
Recettes non fiscales	41 920 420 000	21 525 090 000
Dons programmes et legs	16 803 653 000	11 319 767 000
Recettes exceptionnelles	5 060 000 000	5 241 000 000
Produits financiers	76 000 000 000	80 947 000 000
Budgets annexes	7 759 365 000	8 683 507 000
Ventes de produits	0	4 845 578 000
Recettes non fiscales	7 759 365 000	1 491 696 000
Recettes exceptionnelles	0	2 314 031 000
Produits financiers	0	32 202 000
Comptes spéciaux du Trésor	184 850 294 000	113 786 439 000
Recettes fiscales	169 846 772 000	98 159 000 000
Recettes non fiscales	3 510 080 000	4 059 702 000
Transferts reçus d'autres budgets	11 493 442 000	11 537 737 000
Dons programmes et legs		30 000 000
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	2 304 475 312 000	2 387 871 747 000

Le détail des recettes budgétaires par budget, article et paragraphe se présente comme suit :

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2024

Détail des ressources

Edition du 19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2023	Initiales 2024
1 BUDGET GENERAL			
12 DONS PROJETS ET LEGS			
12.1 Dons projets des institutions internationales		75 000 000	75 000 000
12.1.1 Dons projets des institutions internationales		75 000 000	75 000 000
12.1.1.10 Subventions		75 000 000	75 000 000
TOTAL DONS PROJETS ET LEGS		75 000 000	75 000 000
71 RECETTES FISCALES			
71.1 Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital		634 519 000	686 228 000
71.1.1 Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC)		7 667 000	8 265 000
71.1.1.10 BIC Secteur Privé		4 687 000	5 053 000
71.1.1.12 Vignette synthétique (54,37%)		2 980 000	3 212 000
71.1.4 Impôts sur les revenus		175 455 000	189 140 000
71.1.4.10 Impôt sur les revenus / créances et dépôts (IRCD)		5 551 000	5 984 000
71.1.4.11 ITS Retenue Secteur privé		140 345 000	151 292 000
71.1.4.12 ITS Retenue Secteur public		25 208 000	27 174 000
71.1.4.13 Impôts sur les Revenus fonciers (IRF)		4 351 000	4 690 000
71.1.2 Impôts sur les sociétés (IS)		415 795 000	450 444 000
71.1.2.10 Impôts sur les Sociétés (IS privé)		380 756 000	412 672 000
71.1.2.11 Retenue Art 94 à 98 CGI		356 000	384 000
71.1.2.12 Retenue Art 43 CGI et Art 440 LPF		27 039 000	29 148 000
71.1.2.20 Impôts sur les Sociétés (IS Etat)		7 644 000	8 240 000
71.1.7 Impôts sur revenus des valeurs mobilières (IRVM)		35 602 000	38 379 000
71.1.7.10 Impôts sur les Revenus des Valeurs Mobilières		35 602 000	38 379 000
71.2 Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations		19 206 000	20 704 000
71.2.1 Impôt sur les traitements et salaires		19 206 000	20 704 000
71.2.1.30 Contribution Forfaitaire		19 206 000	20 704 000
71.3 Impôts sur le Patrimoine		5 120 000	5 120 000
71.3.2 Autres impôts sur le patrimoine		5 120 000	5 120 000
71.3.2.10 Taxe sur la Plus Value de Cession		4 920 000	4 920 000
71.3.2.11 Taxe sur les Frais d'Edilité		200 000	200 000
71.4 Autres impôts directs		115 206 000	119 872 000
71.4.4 Pénalités		4 462 000	4 810 000
71.4.4.11 Pénalités sur les impôts directs		1 388 000	1 496 000
71.4.4.12 Intérêts de retards / Impôts directs		3 074 000	3 314 000
71.4.9 Recettes sur exercices antérieurs		47 263 000	50 950 000
71.4.9.10 Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents / Impôts directs		5 086 000	5 483 000
71.4.9.11 Recettes sur impôts directs / exercices antérieurs		42 177 000	45 467 000
71.4.2 Taxes ad valorem (entreprises minières) DNDC		55 400 000	55 400 000
71.4.2.10 Taxe Ad Valorem / Entreprises Minières		55 000 000	55 000 000
71.4.2.70 Taxes d'Extraction		400 000	400 000
71.4.5 Taxes sur transports		3 483 000	3 755 000
71.4.5.10 Taxes sur transports routiers		3 483 000	3 755 000
71.4.6 Taxes sur véhicules		4 598 000	4 957 000
71.4.6.10 Taxes sur véhicules Auto		4 598 000	4 957 000
71.5 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services		816 761 130	981 335 924
71.5.2 Autres taxes sur les biens		110 380 000	305 796 791
71.5.2.11 CPS - I.S.C.P / Or		57 190 000	61 651 000

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2024

Détail des ressources

Edition du 19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2023	Initiales 2024
I	BUDGET GENERAL		
71	RECETTES FISCALES		
71.5	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services		
71.5.2	Autres taxes sur les biens		
71.5.2.30	Taxes sur les Boissons Alcoolisés	3 001 000	3 235 000
71.5.2.31	Impôt Spécial sur Boissons Gazeux	4 105 000	4 425 000
71.5.2.32	Impôt Spécial sur les Boissons	4 550 000	4 416 047
71.5.2.40	Taxes Locales sur les Tabacs	14 860 000	63 600 000
71.5.2.60	Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP)	17 680 000	155 540 000
71.5.2.80	Taxes sur les Colas	130 000	125 900
71.5.2.91	ISCP sur Autres Produits	8 862 000	12 794 791
71.5.2.93	Taxes sur les balles	2 000	9 053
71.5.3	Autres taxes sur les services	110 529 130	120 887 133
71.5.3.11	Taxe sur contrat d'assurance	6 924 000	7 464 000
71.5.3.12	Taxe sur activités financières	52 386 000	56 472 000
71.5.3.20	Taxes Visites Techniques des Véhicules	838 955	326 762
71.5.3.21	PMU Mali	13 760 000	16 994 000
71.5.3.22	Casino	374 700	236 861
71.5.3.23	Autorisation de Conduire	96 485	30 356
71.5.3.24	Taxes sur la Délivrance des Cartes de Transport	422 365	645 975
71.5.3.25	Taxes sur la Délivrance des Cartes Grises	638 745	850 872
71.5.3.26	Taxes sur la Délivrance des Permis de Conduire	547 880	632 307
71.5.3.30	TARTOP(Taxe sur Accès au Reseau de Telecom Ouvert au Public)	34 540 000	37 234 000
71.5.1	Impôts et taxes intérieurs, TVA, TPS, IAS	567 106 000	523 664 000
71.5.1.10	T.V.A Etat	701 000	756 000
71.5.1.20	T.V.A. Privé	164 719 600	182 161 600
71.5.1.30	T.V.A. Importations	401 685 400	340 746 400
71.5.9	Pénalités sur impôts indirects	5 412 000	5 834 000
71.5.9.10	Pénalités sur Impôts Indirects	2 342 000	2 525 000
71.5.9.12	Intérêts de retard / impôts indirects	3 070 000	3 309 000
71.5.4	Recettes sur exercices antérieurs / Impôts indirects	23 334 000	25 154 000
71.5.4.10	Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents / Impôts indirects	7 668 000	8 266 000
71.5.4.11	Recettes sur Impôts indirects / exercices antérieurs	15 666 000	16 888 000
71.6	Droits de timbre et d'enregistrement	62 656 000	69 995 000
71.6.9	Autres droits d'enregistrement	4 000	4 000
71.6.9.10	Droit d'enregistrement et de timbre / Exercices antérieurs	4 000	4 000
71.6.2	Droit de conservation de la propriété (DNDC)	3 422 000	3 622 000
71.6.2.10	Droits de Conservation de la Propriété	3 422 000	3 622 000
71.6.1	Droits d'enregistrement	34 062 000	39 433 000
71.6.1.10	Prélèvements Honoraires Greffiers	53 000	53 000
71.6.1.11	Droits d'Enregistrements	33 979 000	39 350 000
71.6.1.12	Taxes sur les Locations des Particuliers	30 000	30 000
71.6.3	Droits de timbre	25 163 000	26 931 000
71.6.3.10	Droits de Timbres	25 163 000	26 931 000
71.6.4	Pénalités / Droits d'enregistrements et timbres	5 000	5 000
71.6.4.10	Pénalités sur les droits d'enregistrements et timbres	3 000	3 000
71.6.4.11	Intérêts de retard sur les droits d'enregistrements et timbres	2 000	2 000

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2024

Détail des ressources

Edition du 19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2023	Initiales 2024
1 BUDGET GENERAL			
71 RECETTES FISCALES			
71.7 Droits et taxes à l'importation		239 638 000	184 306 243
71.7.9 Autres droits et taxes à l'importation		6 598 000	7 385 478
71.7.9.10 Amendes et Confiscations		3 270 000	4 500 000
71.7.9.11 Ventes en Douanes		30 000	432 214
71.7.9.12 Plombs et Imprimés		10 000	869
71.7.9.13 Droits de Maganissage et de Dépôts		58 000	24 395
71.7.9.15 Recettes sur Exercices Antérieurs		3 230 000	2 428 000
71.7.1 Droits et taxes à l'importation		233 040 000	176 920 765
71.7.1.10 Taxe Conjoncturelle à l'Importation		130 000	108 140
71.7.1.11 Redevances Statistiques		27 550 000	25 097 095
71.7.1.12 Droits de Douanes		204 810 000	151 050 000
71.7.1.13 Taxe d'Ajustement à l'Importation (TAI)		550 000	665 530
71.9 Autres recettes fiscales		3 975 450	3 807 777
71.9.2 Droits de chancellerie		2 389 048	2 441 496
71.9.2.10 Droits de Chancellerie		2 389 048	2 441 496
71.9.4 Passeport, carte d'identité, visas		1 570 232	1 328 153
71.9.4.10 Passeports et Cartes d'Identités		1 570 232	1 328 153
71.9.3 Taxe sur les établissements classés insalubres et incommodes		16 170	38 128
71.9.3.10 Taxes sur les Etablissements classés insalubres & incommodes		16 170	38 128
TOTAL RECETTES FISCALES		1 897 081 580	2 071 368 944
72 RECETTES NON FISCALES			
72.1 Revenus de l'entreprise et du domaine		3 000 000	3 000 000
72.1.1 Revenus de l'entreprise et du domaine		3 000 000	3 000 000
72.1.1.10 Redevances Superficiaries		700 000	700 000
72.1.1.11 Concessions Ordinaires		2 280 000	2 280 000
72.1.1.13 Location des Immeubles de l'Etat		20 000	20 000
72.2 Droits et frais administratifs		48 510	4 906
72.2.1 Droits et frais administratifs		48 510	4 906
72.2.1.15 Recettes sur les Lettres de Voitures		48 510	4 906
72.3 Amendes et condamnations pécuniaires		25 810 810	1 055 660
72.3.1 Amendes et condamnations pécuniaires		25 810 810	1 055 660
72.3.1.10 Frais et Amendes Judiciaires		25 671 055	769 733
72.3.1.11 Amendes Arbitrées		139 755	285 927
72.9 Autres recettes non fiscales		13 061 100	17 464 524
72.9.1 Autres recettes non fiscales		13 061 100	17 464 524
72.9.1.11 Recettes sur Ordre de Recettes		144 375	263 287
72.9.1.13 Recettes sur Prestations Artistiques		144 375	152 126
72.9.1.14 Produits Divers		1 146 915	3 692 412
72.9.1.15 Pénalités sur les Produits Domaniaux		50 000	50 000
72.9.1.16 Recettes sur Prestations Sportives		130 515	62 240
72.9.1.17 Recettes Diverses (Budget National)		8 692 555	9 425 332
72.9.1.18 Autres Produits Divers		2 752 365	3 819 127
TOTAL RECETTES NON FISCALES		41 920 420	21 525 090
74 DONS PROGRAMMES ET LEGS			
74.1 Dons des institutions internationales		9 633 170	10 761 112

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2024

Détail des ressources

Edition du 19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2023	Initiales 2024
1 BUDGET GENERAL			
74 DONS PROGRAMMES ET LEGS			
74.1 Dons des institutions internationales			
74.1.1 Dons des institutions internationales		9 633 170	10 761 112
74.1.1.13 Appui Programmes Banque Mondiale		1 753 350	3 762 500
74.1.1.19 Appui Banque Mondiale (DCP)		7 879 820	6 998 612
74.2 Dons des gouvernements étrangers		7 170 483	558 655
74.2.1 Dons des gouvernements étrangers		7 170 483	558 655
74.2.1.30 Appui programme Lux Dev/ Développement rural et Sécurité alimentaire		2 230 188	0
74.2.1.31 Appui programme Lux Dev/ Filières agro-pastorales (PAFA)		2 796 661	558 655
74.2.1.32 Appui programme Lux Dev/ Formation et Insertion professionnelle		410 384	0
74.2.1.33 Appui Budgétaire Sectoriel Décentralisé/ Coopération suisse		1 733 250	0
TOTAL DONS PROGRAMMES ET LEGS		16 803 653	11 319 767
75 RECETTES EXCEPTIONNELLES			
75.1 Remises et annulations de dette		5 060 000	5 241 000
75.1.1 Remises et annulations de dettes		5 060 000	5 241 000
75.1.1.10 Ressources PPTE		5 060 000	5 241 000
TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES		5 060 000	5 241 000
77 PRODUITS FINANCIERS			
77.4 Revenus des titres de placements		76 000 000	80 947 000
77.4.1 Revenus des titres de placements		76 000 000	80 947 000
77.4.1.10 Dividendes autres Sociétés		22 000 000	26 947 000
77.4.1.11 Revenu des Valeurs Mobilières, des Titres et des Dividendes		54 000 000	54 000 000
TOTAL PRODUITS FINANCIERS		76 000 000	80 947 000
TOTAL BUDGET GENERAL		2 111 865 653	2 265 401 801

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2024

Détail des ressources

Edition du 19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2023	Initiales 2024
2 BUDGETS ANNEXES			
70 VENTES DE PRODUITS			
70.2 Ventes de prestations de services		0	4 845 578
70.2.1 Ventes de prestations de services		0	4 845 578
70.2.1.1	Redevances d'évacuation des marchandises solides (y compris les véhicules d'occasion ou vcufs)	0	3 262 105
70.2.1.2	Redevances d'évacuation des marchandises liquides	0	1 315 650
70.2.1.3	Redevances d'entreposage des marchandises	0	191 823
70.2.1.4	Gestion de parkings	0	70 000
70.2.1.5	Gestion de ponts bascules	0	6 000
TOTAL VENTES DE PRODUITS		0	4 845 578
72 RECETTES NON FISCALES			
72.1 Revenus de l'entreprise et du domaine		7 759 365	1 491 696
72.1.4 Autres recettes (Entrepôts)		1 353 900	0
72.1.4.1	Subventions	495 000	0
72.1.4.2	Intérêts sur placement financier	32 200	0
72.1.4.3	Recettes diverses	826 700	0
72.1.2 Redevances pour la coordination des activités de transport et de transit des marchandises		4 561 242	0
72.1.2.1	Redevances d'évacuation des marchandises solides (y compris les véhicules d'occasion ou neufs)	2 930 242	0
72.1.2.2	Redevances d'évacuation des marchandises liquides	1 631 000	0
72.1.3 Redevances pour la gestion des installations portuaires		1 844 223	0
72.1.3.1	Redevances d'entreposage des marchandises	201 823	0
72.1.3.2	Location des magasins	1 027 120	0
72.1.3.3	Location de terre-plein	519 300	0
72.1.3.4	Gestion de parkings	65 000	0
72.1.3.5	Gestion de ponts bascules	6 000	0
72.1.3.6	Location de bureaux	24 980	0
72.1.1 Revenus de l'entreprise et du domaine		0	1 491 696
72.1.1.14	Location de bureaux	0	24 980
72.1.1.15	Location de terre-plein	0	503 631
72.1.1.16	Location des magasins	0	963 085
TOTAL RECETTES NON FISCALES		7 759 365	1 491 696
75 RECETTES EXCEPTIONNELLES			
75.9 Autres recettes exceptionnelles		0	2 314 031
75.9.1 Autres recettes exceptionnelles		0	2 314 031
75.9.1.1	Recettes diverses	0	815 731
75.9.1.2	Subvention Entrepôts	0	1 498 300
TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES		0	2 314 031
77 PRODUITS FINANCIERS			
77.2 Intérêts sur les dépôts à terme		0	32 202
77.2.1 Intérêts sur les dépôts à terme		0	32 202
77.2.1.1	Intérêts sur placement financier	0	32 202
TOTAL PRODUITS FINANCIERS		0	32 202
TOTAL BUDGETS ANNEXES		7 759 365	8 683 507

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2024

Détail des ressources

Edition du 19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2023	Initiales 2024
3	COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		
71	RECETTES FISCALES		
71.5	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	98 159 000	98 159 000
71.5.1	Impôts et taxes intérieurs, TVA, TPS, IAS	98 159 000	98 159 000
71.5.1.40	Crédits TVA (DGD)	39 263 600	39 263 600
71.5.1.41	Crédits TVA (DGI)	58 895 400	58 895 400
71.9	Autres recettes fiscales	71 687 772	
71.9.9	Recettes sur exercices antérieurs	71 687 772	
71.9.9.12	Report des recettes fiscales/ FDD	71 687 772	
TOTAL RECETTES FISCALES		169 846 772	98 159 000
72	RECETTES NON FISCALES		
72.2	Droits et frais administratifs	3 266 747	3 621 747
72.2.1	Droits et frais administratifs	3 266 747	3 621 747
72.2.1.10	Vente des explosifs	10 000	10 000
72.2.1.23	Travaux Prospection Géophysique	25 000	25 000
72.2.1.24	Travaux Prospection Géochimique	50 000	50 000
72.2.1.25	Analyses des Echantillons	40 000	40 000
72.2.1.26	Primes pour Conventions d'Etablissement	325 000	500 000
72.2.1.28	Travaux de Sondage	215 000	215 000
72.2.1.30	Permis d'exploitation de la Forêt	1 581 667	1 581 667
72.2.1.31	Permis d'exploitation de la Faune	500 000	500 000
72.2.1.32	Transfert Titres Miniers de Prospection et de Recherche	20 000	150 000
72.2.1.33	Droit d'obtention du permis environnemental	500 080	500 080
72.2.1.34	Redevance pour l'utilisation de l'eau du domaine public	0	50 000
72.3	Amendes et condamnations pécuniaires	223 333	318 333
72.3.1	Amendes et condamnations pécuniaires	223 333	318 333
72.3.1.12	Amendes	218 333	218 333
72.3.1.13	Pénalités	5 000	100 000
72.9	Autres recettes non fiscales	20 000	119 622
72.9.1	Autres recettes non fiscales	20 000	119 622
72.9.1.20	Recettes Annexes	20 000	20 000
72.9.1.23	Reports de recettes non fiscales	0	99 622
TOTAL RECETTES NON FISCALES		3 510 080	4 059 702
73	TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS		
73.1	Transferts reçus du budget général	11 493 442	11 537 737
73.1.1	Transferts reçus du budget général	11 493 442	11 537 737
73.1.1.10	Transfert Reçu du Budget Général	11 493 442	11 493 442
73.1.1.11	Reports	0	44 295
TOTAL TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS		11 493 442	11 537 737
74	DONS PROGRAMMES ET LEGS		
74.5	Fonds de concours	0	30 000
74.5.1	Fonds de concours	0	30 000
74.5.1.3	Participation financière des Communes et usagers	0	30 000
TOTAL DONS PROGRAMMES ET LEGS		0	30 000
TOTAL	COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	184 850 294	113 786 439
TOTAL	ENSEMBLE DES RECETTES	2 304 475 312	2 387 871 747

Article 5 : Pour 2024, les recettes des budgets annexes, évaluées à **8 683 507 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

BUDGETS ANNEXES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2023	INITIALES 2024
Entrepôts Maliens au Sénégal	2 369 842 000	2 681 678 000
Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	1 812 000 000	2 020 000 000
Entrepôts Maliens au Togo	739 500 000	746 895 000
Entrepôts Maliens en Guinée	710 700 000	1 200 000 000
Entrepôts Maliens en Mauritanie	757 323 000	777 323 000
Entrepôts Maliens au Ghana	766 500 000	790 500 000
Entrepôts Maliens au Bénin	603 500 000	467 111 000
TOTAL DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES	7 759 365 000	8 683 507 000

Article 6 : Pour 2024, les recettes des Comptes spéciaux du Trésor, évaluées à **113 786 439 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2023	INITIALES 2024
Fonds de Remboursement des Crédits TVA	98 159 000 000	98 159 000 000
Fonds national d'Appui à l'Agriculture	5 000 000 000	5 000 000 000
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts	1 800 000 000	1 800 000 000
Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune	500 000 000	500 000 000
Fonds de Financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des Activités minières	350 000 000	750 000 000
Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	650 000 000	650 000 000
Fonds pour le Développement Durable	71 687 772 000	0
Fonds national pour le Développement de la Statistique	3 000 000 000	3 000 000 000
Fonds compétitif pour la Recherche et l'Innovation technologique	2 500 000 000	2 544 295 000
Programme de Développement des Ressources minérales	360 000 000	360 000 000
Fonds d'Etude d'Impact environnemental et social	500 080 000	500 080 000
Garantie Centrale Solaire Photovoltaïque 33 MWc à Ségou	343 442 000	343 442 000
Fonds de Développement de l'Eau		179 622 000
TOTAL DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	184 850 294 000	113 786 439 000

Section 2 : Evaluation des ressources de trésorerie

Article 7 : Pour 2024, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **126 781 747 502 FCFA** et réparties comme suit :

RESSOURCES DE TRESORERIE	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2023	INITIALES 2024
Produits provenant de la cession des actifs	15 000 000 000	15 000 000 000
<i>Aliénations du domaine mobilier</i>	<i>500 000 000</i>	<i>500 000 000</i>
<i>Aliénations d'immeubles</i>	<i>14 500 000 000</i>	<i>14 500 000 000</i>
<i>Recettes de privatisation</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	90 000 000 000	90 000 000 000
<i>Produits des emprunts projets</i>	<i>90 000 000 000</i>	<i>90 000 000 000</i>
<i>Produits des emprunts programmes</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Dépôts sur les comptes des correspondants	17 854 747 502	17 854 747 502
Remboursements de prêts et avances	4 985 000 000	3 927 000 000
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	127 839 747 502	126 781 747 502

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

CHAPITRE I : DESCRIPTION DES CHARGES

Article 8 : Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

Section 1 : Evaluation des dépenses budgétaires

Article 9 : Pour 2024, le plafond des dépenses budgétaires de l'Etat est de **3 070 740 433 000 FCFA** et réparti par nature de dépenses comme suit :

NATURE DES DEPENSES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2023	INITIALES 2024
Dépenses ordinaires	2 323 733 921 000	2 355 017 818 000
Dépenses de personnel	996 206 328 000	1 057 852 486 000
Charges financières de la dette	199 902 000 000	223 049 000 000
Dépenses d'acquisition de biens et services	649 588 464 000	531 057 472 000
Dépenses de transfert courant	366 868 821 000	431 890 552 000
Dépenses en atténuation de recettes	111 168 308 000	111 168 308 000
Dépenses en capital	670 736 299 000	715 722 615 000
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	670 736 299 000	715 722 615 000
Dépenses de transfert en capital	0	0
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	2 994 470 220 000	3 070 740 433 000

Article 10 : Pour 2024, le plafond des dépenses du budget général est fixé à **2 948 270 487 000 FCFA** et réparti comme suit :

NATURE DES DEPENSES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2023	INITIALES 2024
Personnel	993 535 128 000	1 055 031 261 000
Charges financières de la dette	199 902 000 000	223 049 000 000
Biens et services	644 987 777 000	525 753 874 000
Transferts et subventions	365 705 821 000	430 281 209 000
Dépenses en atténuation de recettes	13 009 308 000	13 009 308 000
Investissement	584 720 527 000	701 145 835 000
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	2 801 860 561 000	2 948 270 487 000

Article 11 : Pour 2024, le plafond des dépenses des budgets annexes est fixé à **8 683 507 000**

FCFA et réparti comme suit :

NATURE DES DEPENSES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2023	INITIALES 2024
Personnel	2 416 200 000	2 661 225 000
Biens et services	2 897 165 000	2 990 076 000
Transferts et subventions	423 000 000	869 343 000
Investissement	2 023 000 000	2 162 863 000
TOTAL DES DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES	7 759 365 000	8 683 507 000

Article 12 : Pour 2024, le plafond des dépenses des comptes spéciaux du Trésor (CST) est fixé à **113 786 439 000 FCFA** et réparti comme suit :

NATURE DES DEPENSES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2023	INITIALES 2024
Personnel	255 000 000	160 000 000
Biens et services	1 703 522 000	2 313 522 000
Transferts et subventions	740 000 000	740 000 000
Dépenses en atténuation de recettes	98 159 000 000	98 159 000 000
Investissement	83 992 772 000	12 413 917 000
TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	184 850 294 000	113 786 439 000

Article 13 : Pour 2024, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'Etat est fixé au nombre de **126 513 agents**.

Section 2 : Evaluation des charges de trésorerie

Article 14 : Pour 2024, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **826 440 747 502 FCFA** et réparties comme suit :

CHARGES DE TRESORERIE	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2023	INITIALES 2024
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	772 779 000 000	808 586 000 000
<i>dont principal dette intérieure</i>	<i>598 462 000 000</i>	<i>612 815 000 000</i>
<i>dont principal dette extérieure</i>	<i>174 317 000 000</i>	<i>195 771 000 000</i>
Retraits sur les comptes des correspondants	17 854 747 502	17 854 747 502
Prêts et avances	0	0
TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	790 633 747 502	826 440 747 502

TITRE III : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

Article 15 : Pour 2024, les recettes budgétaires évaluées, les plafonds des dépenses fixés et l'équilibre budgétaire qui en résulte, sont arrêtés comme suit :

Montant en milliers de FCFA

Libellés	Prévisions des recettes		Libellés	Prévisions des dépenses		Solde prévisionnel	
	Rectifiées 2023	Initiales 2024		Rectifiées 2023	Initiales 2024	Rectifié 2023	Initial 2024
Budget général							
Dons projets et legs	75 000 000	75 000 000	Personnel	993 535 128	1 055 031 261		
Recettes fiscales nettes	1 897 081 580	2 071 368 944	Charges financières de la dette	199 902 000	223 049 000		
Recettes non fiscales	41 920 420	21 525 090	Biens et services	644 987 777	525 753 874		
Dons programmes et legs	16 803 653	11 319 767	Transferts et subventions	365 705 821	430 281 209		
Recettes exceptionnelles	5 060 000	5 241 000	Dépenses en atténuation des recettes	13 009 308	13 009 308		
Produits financiers	76 000 000	80 947 000	Investissement	584 720 527	701 145 835		
Recettes totales	2 111 865 653	2 265 401 801	Dépenses totales	2 801 860 561	2 948 270 487	-689 994 908	-682 868 686
Budgets annexes							
Ventes de produits	0	4 845 578	Personnel	2 416 200	2 661 225		
Recettes non fiscales	7 759 365	1 491 696	Biens et services	2 897 165	2 990 076		
Recettes exceptionnelles	0	2 314 031	Transferts et subventions	423 000	869 343		
Produits financiers	0	32 202	Investissement	2 023 000	2 162 863		
Recettes totales	7 759 365	8 683 507	Dépenses totales	7 759 365	8 683 507	0	0
Comptes spéciaux du Trésor (CST)							
Recettes fiscales	169 846 772	98 159 000	Personnel	255 000	160 000		
Recettes non fiscales	3 510 080	4 059 702	Biens et services	1 703 522	2 313 522		
Transferts reçus d'autres budgets	11 493 442	11 537 737	Transferts et subventions	740 000	740 000		
Dons programmes et legs	0	30 000	Dépenses en atténuation des recettes	98 159 000	98 159 000		
			Investissement	83 992 772	12 413 917		
Recettes totales	184 850 294	113 786 439	Dépenses totales	184 850 294	113 786 439	0	0
TOTAL GENERAL	2 304 475 312	2 387 871 747	TOTAL GENERAL	2 994 470 220	3 070 740 433	-689 994 908	-682 868 686
Solde budgétaire global						-689 994 908	-682 868 686

Article 16 : Les recettes et les dépenses budgétaires, Pour 2024, étant respectivement arrêtées à **2 387 871 747 000 FCFA** et **3 070 740 433 000 FCFA**, il en résulte un solde budgétaire global négatif de **682 868 686 000 FCFA** et un solde budgétaire de base négatif de **522 363 990 000 FCFA**.

Article 17 : Pour 2024, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont approuvées comme suit :

Montant en FCFA

LIBELLES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2023	INITIALES 2024
Besoins de financement	1 480 628 655 502	1 509 309 433 502
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	772 779 000 000	808 586 000 000
<i>dont principal dette intérieure</i>	598 462 000 000	612 815 000 000
<i>dont principal dette extérieure</i>	174 317 000 000	195 771 000 000
Déficit budgétaire à financer	689 994 908 000	682 868 686 000
Prêts et avances	0	0
Retraits sur les comptes des correspondants	17 854 747 502	17 854 747 502
Ressources de financement	1 480 628 655 502	1 509 309 433 502
Tirages sur des emprunts projets	90 000 000 000	90 000 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	1 352 788 908 000	1 382 527 686 000
Tirages sur des emprunts programmes	0	0
Produits provenant de la cession des actifs	15 000 000 000	15 000 000 000
Remboursements de prêts et avances	4 985 000 000	3 927 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	17 854 747 502	17 854 747 502

Article 18 : Au cours de l'exercice 2024, le ministre chargé des Finances est autorisé à recourir à des emprunts à court, moyen et long termes pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.

Pour 2024, la variation nette de l'encours des emprunts à moyen et long termes qui peuvent être émis est plafonnée à **663 941 686 000 FCFA**.

Article 19 : Les emprunts et conventions de prêts sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement public 2024-2026. Le ministre chargé des Finances est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Le ministre chargé des Finances est autorisé à négocier et seul habilité à conclure au cours de l'exercice 2024 et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions de prêts, à des conditions sauvegardant les intérêts financiers de l'Etat, dans le cadre du financement des programmes/ projets de développement.

Le document de stratégie d'endettement public du Mali à moyen terme 2024-2026, figure à **l'état A** annexé à la présente loi.

Article 20: Tout appel de fonds extérieurs dans le cadre du financement des projets s'effectue suivant des modalités particulières définies par le ministre en charge des Finances.

Article 21 : Des garanties et des avals peuvent être accordés par l'Etat conformément aux dispositions de l'article 42 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Pour 2024, la variation nette de l'encours des prêts garantis et avalisés par l'Etat est plafonnée à **16 500 000 000 FCFA**.

SECONDE PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE I : AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Article 22 : Dans la limite du plafond fixé à l'article 9 ci-dessus, les crédits sont inscrits, en autorisations d'engagement et crédits de paiement, par budget, section, programme, dotation et nature de dépenses comme suit :

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2024	2023	2024	2024
1 BUDGET GENERAL				
110 ASSEMBLEE NATIONALE				
0.001 Assemblée Nationale	2 913 200	11 445 552	15 978 297	
Personnel	0	2 272 721	2 542 721	
66 Charges de personnel	0	2 272 721	2 542 721	
Biens et services	0	5 982 023	9 176 221	
60 Achats de biens	0	1 528 229	2 718 947	
61 Acquisitions de services	0	3 662 582	5 568 688	
62 Autres services	0	791 212	888 586	
Transferts et subventions	0	1 273 008	1 346 155	
64 Transferts	0	1 273 008	1 346 155	
Investissement	2 913 200	1 917 800	2 913 200	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 081 000	1 000 000	2 081 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	742 200	827 800	742 200	
26 Prises de participations et cautionnements	90 000	90 000	90 000	
Total	2 913 200	11 445 552	15 978 297	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	2 150 000	6 257 798	7 219 913
Personnel	0	1 463 554	1 466 168
66 Charges de personnel	0	1 463 554	1 466 168
Biens et services	0	3 886 983	3 926 484
60 Achats de biens	0	1 267 065	1 288 529
61 Acquisitions de services	0	2 619 918	2 637 955
Transferts et subventions	0	277 261	777 261
63 Subventions	0	90 000	90 000
64 Transferts	0	187 261	687 261
Investissement	2 150 000	630 000	1 050 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 150 000	630 000	1 050 000
1.002 Administration générale	0	7 109 958	8 277 322
Personnel	0	744 470	723 330
66 Charges de personnel	0	744 470	723 330
Biens et services	0	6 008 041	7 168 484
60 Achats de biens	0	3 419 019	4 235 932
61 Acquisitions de services	0	1 576 350	1 808 736
62 Autres services	0	1 012 672	1 123 816
Transferts et subventions	0	357 447	385 508
64 Transferts	0	357 447	385 508
2.001 Sécurité et défense	0	1 777 926	2 054 717
Biens et services	0	911 178	1 187 969
60 Achats de biens	0	738 987	928 309
61 Acquisitions de services	0	142 264	216 533
62 Autres services	0	29 927	43 127
Transferts et subventions	0	866 748	866 748
64 Transferts	0	866 748	866 748
Total	2 150 000	15 145 682	17 551 952

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2024	2023	2023	2024
1 BUDGET GENERAL				
130 PRIMATURE				
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	260 000	7 421 524	7 195 774	
Personnel	0	1 725 307	1 781 775	
66 Charges de personnel	0	1 725 307	1 781 775	
Biens et services	0	4 341 681	4 539 032	
60 Achats de biens	0	2 347 258	2 391 700	
61 Acquisitions de services	0	1 044 423	1 197 332	
62 Autres services	0	950 000	950 000	
Transferts et subventions	0	1 114 536	614 967	
64 Transferts	0	1 114 536	614 967	
Investissement	260 000	240 000	260 000	
21 Immobilisations incorporelles	50 000	30 000	50 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	150 000	150 000	150 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	60 000	60 000	60 000	
1.004 Administration générale et contrôle	940 000	4 980 462	5 244 274	
Personnel	0	663 837	667 512	
66 Charges de personnel	0	663 837	667 512	
Biens et services	0	2 786 779	2 450 391	
60 Achats de biens	0	592 781	686 780	
61 Acquisitions de services	0	1 966 021	1 498 488	
62 Autres services	0	227 977	265 123	
Transferts et subventions	0	1 108 803	1 186 371	
64 Transferts	0	1 108 803	1 186 371	
Investissement	940 000	421 043	940 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	940 000	421 043	940 000	
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	150 000	564 959	748 658	
Personnel	0	307 021	313 658	
66 Charges de personnel	0	307 021	313 658	
Biens et services	0	167 938	255 000	
60 Achats de biens	0	61 088	100 000	
61 Acquisitions de services	0	76 850	125 000	
62 Autres services	0	30 000	30 000	
Transferts et subventions	0	30 000	30 000	
64 Transferts	0	30 000	30 000	
Investissement	150 000	60 000	150 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	60 000	100 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000	
Total	1 350 000	12 966 945	13 188 706	

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS			
2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales	579 028	440 199	5 596 895
Personnel	0	98 244	2 704 795
66 Charges de personnel	0	98 244	2 704 795
Biens et services	0	338 913	2 313 072
60 Achats de biens	0	144 964	689 072
61 Acquisitions de services	0	53 733	914 000
62 Autres services	0	140 216	710 000
Investissement	579 028	3 042	579 028
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	80 000	3 042	80 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	499 028	0	499 028
Total	579 028	440 199	5 596 895
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	30 000	1 081 187	1 328 745
Personnel	0	602 098	616 544
66 Charges de personnel	0	602 098	616 544
Biens et services	0	449 364	682 201
60 Achats de biens	0	217 577	356 306
61 Acquisitions de services	0	133 700	204 176
62 Autres services	0	98 087	121 719
Transferts et subventions	0	24 925	0
64 Transferts	0	24 925	0
Investissement	30 000	4 800	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 000	4 800	30 000
Total	30 000	1 081 187	1 328 745
150 COUR SUPREME			
2.005 Cour Suprême	8 631 875	5 092 293	5 802 668
Personnel	0	3 071 480	2 923 605
66 Charges de personnel	0	3 071 480	2 923 605
Biens et services	0	1 283 913	1 097 188
60 Achats de biens	0	892 599	504 726
61 Acquisitions de services	0	82 514	140 462
62 Autres services	0	308 800	452 000
Transferts et subventions	0	150 000	150 000
64 Transferts	0	150 000	150 000
Investissement	8 631 875	586 900	1 631 875
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	8 617 375	572 400	1 617 375
26 Prises de participations et cautionnements	14 500	14 500	14 500
Total	8 631 875	5 092 293	5 802 668

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
2.056	0	418 503	0
Personnel	0	279 904	0
66 Charges de personnel	0	279 904	0
Biens et services	0	66 980	0
60 Achats de biens	0	20 500	0
61 Acquisitions de services	0	46 480	0
Transferts et subventions	0	71 619	0
64 Transferts	0	71 619	0
Total	0	418 503	0
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL			
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	160 436	1 006 967	1 572 719
Personnel	0	315 491	365 930
66 Charges de personnel	0	315 491	365 930
Biens et services	0	567 843	1 046 353
60 Achats de biens	0	182 517	432 438
61 Acquisitions de services	0	380 941	604 129
62 Autres services	0	4 385	9 786
Transferts et subventions	0	29 480	0
64 Transferts	0	29 480	0
Investissement	160 436	94 153	160 436
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	153 614	87 331	153 614
26 Prises de participations et cautionnements	6 822	6 822	6 822
Total	160 436	1 006 967	1 572 719
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	75 899	1 429 878	1 599 389
Personnel	0	795 237	735 922
66 Charges de personnel	0	795 237	735 922
Biens et services	0	456 256	787 568
60 Achats de biens	0	148 676	349 551
61 Acquisitions de services	0	279 789	383 843
62 Autres services	0	27 791	54 174
Transferts et subventions	0	71 241	0
64 Transferts	0	71 241	0
Investissement	75 899	107 144	75 899
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	75 899	107 144	75 899
Total	75 899	1 429 878	1 599 389

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
1.006 Administration Générale	9 240 905	41 289 082	44 325 590
Personnel	0	18 085 852	18 220 568
66 Charges de personnel	0	18 085 852	18 220 568
Biens et services	0	12 766 129	13 400 297
60 Achats de biens	0	2 242 271	1 931 550
61 Acquisitions de services	0	9 842 531	10 659 816
62 Autres services	0	681 327	808 931
Transferts et subventions	0	4 456 950	5 417 820
64 Transferts	0	4 456 950	5 417 820
Investissement	9 240 905	5 980 151	7 286 905
21 Immobilisations incorporelles	1 491 870	1 018 216	1 491 870
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 054 000	1 065 900	2 100 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	295 035	295 035	295 035
26 Prises de participations et cautionnements	3 400 000	3 601 000	3 400 000
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	0	364 333	429 507
Personnel	0	245 158	255 189
66 Charges de personnel	0	245 158	255 189
Biens et services	0	68 549	123 692
60 Achats de biens	0	57 365	98 754
61 Acquisitions de services	0	11 184	24 938
Transferts et subventions	0	50 626	50 626
64 Transferts	0	50 626	50 626
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	145 308	139 265
Personnel	0	110 858	95 700
66 Charges de personnel	0	110 858	95 700
Biens et services	0	11 437	20 552
60 Achats de biens	0	9 503	16 241
61 Acquisitions de services	0	1 934	4 311
Transferts et subventions	0	23 013	23 013
64 Transferts	0	23 013	23 013
Total	9 240 905	41 798 723	44 894 362

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2024	2023	2023	2024
1 BUDGET GENERAL				
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE				
1.007 Administration Générale	50 000	1 543 285	1 543 285	1 358 424
Personnel	0	434 720	434 720	466 570
66 Charges de personnel	0	434 720	434 720	466 570
Biens et services	0	993 605	993 605	841 854
60 Achats de biens	0	675 977	675 977	337 504
61 Acquisitions de services	0	267 228	267 228	414 350
62 Autres services	0	50 400	50 400	90 000
Transferts et subventions	0	81 000	81 000	0
64 Transferts	0	81 000	81 000	0
Investissement	50 000	33 960	33 960	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	50 000	33 960	33 960	50 000
2.010 Intégration Africaine	0	245 543	245 543	453 421
Personnel	0	37 755	37 755	35 375
66 Charges de personnel	0	37 755	37 755	35 375
Biens et services	0	127 013	127 013	257 779
60 Achats de biens	0	89 942	89 942	183 711
61 Acquisitions de services	0	1 355	1 355	3 023
62 Autres services	0	35 716	35 716	71 045
Transferts et subventions	0	80 775	80 775	160 267
64 Transferts	0	80 775	80 775	160 267
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	5 065 000	826 613	826 613	2 009 325
Personnel	0	134 217	134 217	140 036
66 Charges de personnel	0	134 217	134 217	140 036
Biens et services	0	74 861	74 861	133 393
60 Achats de biens	0	44 380	44 380	85 000
61 Acquisitions de services	0	10 481	10 481	23 393
62 Autres services	0	20 000	20 000	25 000
Transferts et subventions	0	144 720	144 720	270 896
64 Transferts	0	144 720	144 720	270 896
Investissement	5 065 000	472 815	472 815	1 465 000
21 Immobilisations incorporelles	725 000	351 690	351 690	725 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 340 000	121 125	121 125	740 000
Total	5 115 000	2 615 441	2 615 441	3 821 170

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
2.012 Bureau du Vérificateur Général	160 000	4 231 081	4 792 179
Personnel	0	2 872 000	3 378 447
66 Charges de personnel	0	2 872 000	3 378 447
Biens et services	0	819 081	1 223 732
60 Achats de biens	0	437 290	578 786
61 Acquisitions de services	0	295 437	481 482
62 Autres services	0	86 354	163 464
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
64 Transferts	0	30 000	30 000
Investissement	160 000	510 000	160 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 000	224 000	30 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	130 000	286 000	130 000
Total	160 000	4 231 081	4 792 179
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE			
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	403 500	1 037 353	1 567 331
Personnel	0	489 045	433 755
66 Charges de personnel	0	489 045	433 755
Biens et services	0	124 576	624 576
60 Achats de biens	0	65 989	440 989
61 Acquisitions de services	0	58 587	138 587
62 Autres services	0	0	45 000
Transferts et subventions	0	305 172	105 500
64 Transferts	0	305 172	105 500
Investissement	403 500	118 560	403 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	403 500	118 560	403 500
Total	403 500	1 037 353	1 567 331
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	0	114 747	169 438
Personnel	0	15 866	19 389
66 Charges de personnel	0	15 866	19 389
Biens et services	0	98 881	150 049
60 Achats de biens	0	44 949	73 045
61 Acquisitions de services	0	31 634	48 692
62 Autres services	0	22 298	28 312
Total	0	114 747	169 438

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2024	2023	2023	2024
1 BUDGET GENERAL				
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS				
1.008 Administration Générale	50 910 018	398 699 641	409 270 428	
Personnel	0	246 387 457	262 204 364	
66 Charges de personnel	0	246 387 457	262 204 364	
Biens et services	0	64 037 424	62 752 288	
60 Achats de biens	0	53 193 132	52 202 407	
61 Acquisitions de services	0	8 659 888	8 655 382	
62 Autres services	0	2 184 404	1 894 499	
Transferts et subventions	0	7 405 521	3 403 758	
64 Transferts	0	7 405 521	3 403 758	
Investissement	50 910 018	80 869 239	80 910 018	
21 Immobilisations incorporelles	86 272	71 271	86 272	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	8 172 980	8 147 202	8 172 980	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	203 783	203 783	203 783	
25 Équipements militaires	42 386 652	72 386 652	72 386 652	
26 Prises de participations et cautionnements	60 331	60 331	60 331	
2.015 Gestion des Opérations Militaires	7 422 446	76 013 229	61 785 068	
Biens et services	0	68 502 986	54 274 825	
60 Achats de biens	0	66 249 926	51 918 323	
61 Acquisitions de services	0	1 981 643	2 076 985	
62 Autres services	0	271 417	279 517	
Transferts et subventions	0	87 797	87 797	
64 Transferts	0	87 797	87 797	
Investissement	7 422 446	7 422 446	7 422 446	
21 Immobilisations incorporelles	121 474	121 474	121 474	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	175 033	175 033	175 033	
25 Équipements militaires	7 087 537	7 087 537	7 087 537	
26 Prises de participations et cautionnements	38 402	38 402	38 402	
2.016 Inspection des Armées	20 000	344 406	344 406	
Biens et services	0	324 406	324 406	
60 Achats de biens	0	114 778	114 778	
61 Acquisitions de services	0	208 628	208 628	
62 Autres services	0	1 000	1 000	
Investissement	20 000	20 000	20 000	
21 Immobilisations incorporelles	15 000	15 000	15 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 000	5 000	5 000	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2024	2023	2023	2024
1 BUDGET GENERAL				
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS				
2.017 Formation	30 013	820 677	820 677	
Biens et services	0	790 664	790 664	
60 Achats de biens	0	483 586	495 907	
61 Acquisitions de services	0	200 470	188 149	
62 Autres services	0	106 608	106 608	
Investissement	30 013	30 013	30 013	
21 Immobilisations incorporelles	13 489	13 489	13 489	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	16 524	16 524	16 524	
2.018 Gestion des Transmissions	60 402	440 276	440 276	
Biens et services	0	379 874	379 874	
60 Achats de biens	0	250 415	251 578	
61 Acquisitions de services	0	95 950	94 787	
62 Autres services	0	33 509	33 509	
Investissement	60 402	60 402	60 402	
21 Immobilisations incorporelles	10 000	10 000	10 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 402	30 402	30 402	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	20 000	20 000	20 000	
Total	58 442 879	476 318 229	472 660 855	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2024	2023	2023	2024
1 BUDGET GENERAL				
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME				
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	2 271 537	7 448 986	9 455 612	
Personnel	0	1 724 202	1 793 781	
66 Charges de personnel	0	1 724 202	1 793 781	
Biens et services	0	3 063 184	4 476 651	
60 Achats de biens	0	1 847 415	2 747 578	
61 Acquisitions de services	0	803 081	1 161 073	
62 Autres services	0	412 688	568 000	
Transferts et subventions	0	702 610	913 643	
64 Transferts	0	702 610	913 643	
Investissement	2 271 537	1 958 990	2 271 537	
21 Immobilisations incorporelles	110 750	110 750	110 750	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 370 240	948 240	1 370 240	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	790 547	900 000	790 547	
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	2 734 104	22 899 343	26 390 595	
Personnel	0	17 503 468	18 354 728	
66 Charges de personnel	0	17 503 468	18 354 728	
Biens et services	0	3 580 816	4 534 264	
60 Achats de biens	0	2 123 532	2 668 714	
61 Acquisitions de services	0	143 556	153 556	
62 Autres services	0	1 313 728	1 711 994	
Transferts et subventions	0	602 214	767 499	
64 Transferts	0	602 214	767 499	
Investissement	2 734 104	1 212 845	2 734 104	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 664 104	1 142 845	2 664 104	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	70 000	70 000	70 000	
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	1 501 595	9 740 575	9 962 869	
Personnel	0	3 229 095	3 740 166	
66 Charges de personnel	0	3 229 095	3 740 166	
Biens et services	0	4 559 335	4 691 108	
60 Achats de biens	0	4 369 644	4 476 850	
61 Acquisitions de services	0	69 210	69 210	
62 Autres services	0	120 481	145 048	
Transferts et subventions	0	0	30 000	
64 Transferts	0	0	30 000	
Investissement	1 501 595	1 952 145	1 501 595	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 501 595	1 952 145	1 501 595	
Total	6 507 236	40 088 904	45 809 076	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	2 190 000	2 468 280	2 989 000
Personnel	0	1 810 000	1 810 000
66 Charges de personnel	0	1 810 000	1 810 000
Biens et services	0	510 080	789 000
60 Achats de biens	0	350 680	626 000
61 Acquisitions de services	0	145 000	145 000
62 Autres services	0	14 400	18 000
Investissement	2 190 000	148 200	390 000
21 Immobilisations incorporelles	2 000 000	57 000	200 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	190 000	91 200	190 000
Total	2 190 000	2 468 280	2 989 000
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	1 019 080	1 115 168
Personnel	0	533 600	446 218
66 Charges de personnel	0	533 600	446 218
Biens et services	0	447 480	621 450
60 Achats de biens	0	295 200	373 000
61 Acquisitions de services	0	114 280	187 880
62 Autres services	0	38 000	60 570
Investissement	47 500	38 000	47 500
21 Immobilisations incorporelles	47 500	38 000	47 500
Total	47 500	1 019 080	1 115 168

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
1.010 Administration Générale	3 722 500	21 636 354	18 841 082
Personnel	0	322 004	303 558
66 Charges de personnel	0	322 004	303 558
Biens et services	0	10 048 140	7 321 314
60 Achats de biens	0	6 504 532	3 684 614
61 Acquisitions de services	0	1 365 674	1 458 766
62 Autres services	0	2 177 934	2 177 934
Transferts et subventions	0	1 343 710	1 493 710
64 Transferts	0	1 343 710	1 493 710
Investissement	3 722 500	9 922 500	9 722 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 617 500	1 817 500	1 617 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	2 105 000	8 105 000	8 105 000
2.021 Ordre et Sécurité	4 807 032	108 216 859	143 957 026
Personnel	0	86 139 762	121 355 777
66 Charges de personnel	0	86 139 762	121 355 777
Biens et services	0	6 924 479	7 416 758
60 Achats de biens	0	5 044 660	5 002 934
61 Acquisitions de services	0	1 637 934	2 128 779
62 Autres services	0	241 885	285 045
Transferts et subventions	0	295 459	377 459
64 Transferts	0	295 459	377 459
Investissement	4 807 032	14 857 159	14 807 032
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 693 016	14 743 143	14 693 016
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	114 016	114 016	114 016
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	1 021 036	28 361 819	32 394 031
Personnel	0	18 850 946	25 308 579
66 Charges de personnel	0	18 850 946	25 308 579
Biens et services	0	1 919 837	1 954 416
60 Achats de biens	0	1 522 170	1 508 485
61 Acquisitions de services	0	339 647	388 913
62 Autres services	0	58 020	57 018
Transferts et subventions	0	70 000	110 000
64 Transferts	0	70 000	110 000
Investissement	1 021 036	7 521 036	5 021 036
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 000 000	7 500 000	5 000 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	21 036	21 036	21 036
Total	9 550 568	158 215 032	195 192 139

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT			
0.002 Securite d'Etat	0	16 270 657	17 924 657
Biens et services	0	14 120 657	15 774 657
60 Achats de biens	0	13 467 162	15 121 162
61 Acquisitions de services	0	653 495	653 495
Transferts et subventions	0	150 000	150 000
64 Transferts	0	150 000	150 000
Investissement	0	2 000 000	2 000 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	2 000 000	2 000 000
Total	0	16 270 657	17 924 657

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
1.011 Administration Générale	17 616 438	24 392 559	30 446 359
Personnel	0	1 552 327	1 373 156
66 Charges de personnel	0	1 552 327	1 373 156
Biens et services	0	5 281 789	5 122 607
60 Achats de biens	0	2 807 361	2 779 622
61 Acquisitions de services	0	1 992 441	1 939 327
62 Autres services	0	481 987	403 658
Transferts et subventions	0	7 158 787	7 884 158
63 Subventions	0	23 260	20 675
64 Transferts	0	7 135 527	7 863 483
Investissement	17 616 438	10 399 656	16 066 438
21 Immobilisations incorporelles	1 425 000	3 426 639	8 475 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	16 191 438	6 973 017	7 591 438
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	19 656 993	8 260 118	12 183 871
Personnel	0	2 693 911	2 608 709
66 Charges de personnel	0	2 693 911	2 608 709
Biens et services	0	2 014 569	3 488 017
60 Achats de biens	0	1 108 173	2 029 687
61 Acquisitions de services	0	565 387	958 815
62 Autres services	0	341 009	499 515
Transferts et subventions	0	914 028	630 152
64 Transferts	0	914 028	630 152
Investissement	19 656 993	2 637 610	5 456 993
21 Immobilisations incorporelles	723 000	655 250	723 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	18 501 743	1 775 667	4 301 743
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	432 250	206 693	432 250
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	14 800 000	16 643 927	19 177 603
Personnel	0	14 045 046	14 091 363
66 Charges de personnel	0	14 045 046	14 091 363
Biens et services	0	865 094	1 411 240
60 Achats de biens	0	378 002	807 315
61 Acquisitions de services	0	154 701	276 977
62 Autres services	0	332 391	326 948
Transferts et subventions	0	1 079 997	1 875 000
64 Transferts	0	1 079 997	1 875 000
Investissement	14 800 000	653 790	1 800 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	14 700 000	653 790	1 700 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	100 000	0	100 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	1 045 000	6 942 461	8 960 103
Personnel	0	4 506 826	4 587 210
66 Charges de personnel	0	4 506 826	4 587 210
Biens et services	0	1 635 072	2 691 581
60 Achats de biens	0	629 524	1 236 325
61 Acquisitions de services	0	679 285	981 435
62 Autres services	0	326 263	473 821
Transferts et subventions	0	453 313	636 312
64 Transferts	0	453 313	636 312
Investissement	1 045 000	347 250	1 045 000
21 Immobilisations incorporelles	115 000	59 400	115 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	830 000	287 850	830 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	100 000	0	100 000
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	3 510 787	5 990 154	7 457 961
Personnel	0	4 027 550	3 915 024
66 Charges de personnel	0	4 027 550	3 915 024
Biens et services	0	656 809	1 106 840
60 Achats de biens	0	370 587	647 452
61 Acquisitions de services	0	202 537	354 784
62 Autres services	0	83 685	104 604
Transferts et subventions	0	442 965	425 310
64 Transferts	0	442 965	425 310
Investissement	3 510 787	862 830	2 010 787
21 Immobilisations incorporelles	150 000	79 000	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 310 787	783 830	1 810 787
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000
2.027 Gestion de la Dette Publique	550 000	741 625	1 082 447
Personnel	0	245 954	252 777
66 Charges de personnel	0	245 954	252 777
Biens et services	0	45 601	88 106
60 Achats de biens	0	25 248	54 471
61 Acquisitions de services	0	20 353	33 635
Transferts et subventions	0	129 730	191 564
64 Transferts	0	129 730	191 564
Investissement	550 000	320 340	550 000
21 Immobilisations incorporelles	350 000	199 500	350 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immcubles	200 000	120 840	200 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques,	5 400 000	4 779 150	7 778 272
Sectoriels			
Personnel	0	1 423 383	1 460 902
66 Charges de personnel	0	1 423 383	1 460 902
Biens et services	0	226 729	410 834
60 Achats de biens	0	114 779	242 898
61 Acquisitions de services	0	76 280	123 350
62 Autres services	0	35 670	44 586
Transferts et subventions	0	445 238	506 536
64 Transferts	0	445 238	506 536
Investissement	5 400 000	2 683 800	5 400 000
21 Immobilisations incorporelles	4 400 000	2 223 000	4 400 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	950 000	460 800	950 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 625 000	2 805 397	3 716 032
Transferts et subventions	0	1 496 647	1 641 032
64 Transferts	0	1 496 647	1 641 032
Investissement	1 625 000	1 308 750	2 075 000
21 Immobilisations incorporelles	625 000	522 150	625 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 000 000	786 600	1 450 000
Total	64 204 218	70 555 391	90 802 648
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	100 000	1 154 699	1 559 305
Personnel	0	174 124	200 000
66 Charges de personnel	0	174 124	200 000
Biens et services	0	383 900	1 259 305
60 Achats de biens	0	373 280	969 305
61 Acquisitions de services	0	10 620	170 000
62 Autres services	0	0	120 000
Transferts et subventions	0	548 675	0
64 Transferts	0	548 675	0
Investissement	100 000	48 000	100 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	100 000	48 000	100 000
Total	100 000	1 154 699	1 559 305
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
2.068	0	184 817	0
Biens et services	0	21 600	0
61 Acquisitions de services	0	21 600	0
Transferts et subventions	0	163 217	0
64 Transferts	0	163 217	0
Total	0	184 817	0

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL			
1.012 Administration Générale	2 751 334	1 926 332	3 103 656
Personnel	0	383 566	377 886
66 Charges de personnel	0	383 566	377 886
Biens et services	0	905 485	1 274 186
60 Achats de biens	0	343 303	470 906
61 Acquisitions de services	0	350 164	484 960
62 Autres services	0	212 018	318 320
Transferts et subventions	0	35 000	100 250
64 Transferts	0	35 000	100 250
Investissement	2 751 334	602 281	1 351 334
21 Immobilisations incorporelles	640 000	374 000	640 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 111 334	228 281	711 334
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	716 964	1 007 350
Personnel	0	383 998	371 961
66 Charges de personnel	0	383 998	371 961
Biens et services	0	303 174	449 189
60 Achats de biens	0	98 501	193 887
61 Acquisitions de services	0	32 125	82 385
62 Autres services	0	172 548	172 917
Investissement	186 200	29 792	186 200
21 Immobilisations incorporelles	136 200	29 792	136 200
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	50 000	0	50 000
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	53 750	1 176 161	1 382 893
Personnel	0	995 719	989 805
66 Charges de personnel	0	995 719	989 805
Biens et services	0	155 750	291 538
60 Achats de biens	0	88 698	194 788
61 Acquisitions de services	0	21 782	40 165
62 Autres services	0	45 270	56 585
Transferts et subventions	0	24 092	47 800
64 Transferts	0	24 092	47 800
Investissement	53 750	600	53 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 750	600	3 750
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000
Total	2 991 284	3 819 457	5 493 899

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2024	2023	2024	2023
1 BUDGET GENERAL				
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
1.013 Administration Générale	5 048 226	2 715 447	3 770 995	
Personnel	0	570 950	569 058	
66 Charges de personnel	0	570 950	569 058	
Biens et services	0	740 322	1 232 628	
60 Achats de biens	0	330 268	501 400	
61 Acquisitions de services	0	375 881	560 798	
62 Autres services	0	34 173	170 430	
Transferts et subventions	0	723 020	421 083	
64 Transferts	0	723 020	421 083	
Investissement	5 048 226	681 155	1 548 226	
21 Immobilisations incorporelles	351 850	179 296	351 850	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 525 500	495 400	1 025 500	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	170 876	6 459	170 876	
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	375 575	5 025 508	8 102 281	
Personnel	0	239 720	241 789	
66 Charges de personnel	0	239 720	241 789	
Biens et services	0	174 855	332 917	
60 Achats de biens	0	130 990	274 615	
61 Acquisitions de services	0	16 342	23 901	
62 Autres services	0	27 523	34 401	
Transferts et subventions	0	4 524 141	5 397 000	
64 Transferts	0	4 524 141	5 397 000	
Investissement	375 575	86 792	2 130 575	
21 Immobilisations incorporelles	200 000	85 500	200 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	108 075	1 292	1 863 075	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	67 500	0	67 500	
2.034 Formation Professionnelle	7 427 101	6 081 204	8 072 574	
Personnel	0	679 080	657 078	
66 Charges de personnel	0	679 080	657 078	
Biens et services	0	101 854	104 572	
60 Achats de biens	0	27 097	48 804	
61 Acquisitions de services	0	13 325	28 978	
62 Autres services	0	61 432	26 790	
Transferts et subventions	0	3 591 590	6 183 823	
64 Transferts	0	3 591 590	6 183 823	
Investissement	7 427 101	1 708 680	1 127 101	
21 Immobilisations incorporelles	201 750	601 464	201 750	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	7 202 826	1 005 953	902 826	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	22 525	101 263	22 525	
Total	12 850 902	13 822 159	19 945 850	

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT			
1.044 Administration Générale et Contrôle	0	1 255 623	654 433
Personnel	0	205 228	207 983
66 Charges de personnel	0	205 228	207 983
Biens et services	0	1 050 395	446 450
60 Achats de biens	0	855 837	305 700
61 Acquisitions de services	0	169 808	116 000
62 Autres services	0	24 750	24 750
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	250 000	551 860	562 080
Personnel	0	115 371	125 591
66 Charges de personnel	0	115 371	125 591
Biens et services	0	156 489	156 489
60 Achats de biens	0	74 125	74 125
61 Acquisitions de services	0	65 739	65 739
62 Autres services	0	16 625	16 625
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
64 Transferts	0	30 000	30 000
Investissement	250 000	250 000	250 000
21 Immobilisations incorporelles	45 000	45 000	45 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	205 000	205 000	205 000
Total	250 000	1 807 483	1 216 513

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
1.014 Administration Générale et Contrôle	200 000	3 599 581	4 494 217
Personnel	0	1 132 499	1 062 833
66 Charges de personnel	0	1 132 499	1 062 833
Biens et services	0	2 175 464	2 416 340
60 Achats de biens	0	886 699	1 174 470
61 Acquisitions de services	0	1 141 541	1 031 341
62 Autres services	0	147 224	210 529
Transferts et subventions	0	206 118	815 044
64 Transferts	0	206 118	815 044
Investissement	200 000	85 500	200 000
21 Immobilisations incorporelles	200 000	85 500	200 000
2.036 Administration du Territoire	35 114 701	38 838 345	53 062 485
Personnel	0	7 000 876	6 770 130
66 Charges de personnel	0	7 000 876	6 770 130
Biens et services	0	20 815 452	30 259 399
60 Achats de biens	0	11 267 144	15 585 588
61 Acquisitions de services	0	8 512 594	10 095 381
62 Autres services	0	1 035 714	4 578 430
Transferts et subventions	0	2 089 031	2 218 255
64 Transferts	0	2 089 031	2 218 255
Investissement	35 114 701	8 932 986	13 814 701
21 Immobilisations incorporelles	30 000	17 100	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	35 084 701	8 915 886	13 784 701
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	400 000	377 008	661 539
Personnel	0	64 925	64 939
66 Charges de personnel	0	64 925	64 939
Biens et services	0	58 049	144 947
60 Achats de biens	0	48 953	129 269
61 Acquisitions de services	0	5 096	10 678
62 Autres services	0	4 000	5 000
Transferts et subventions	0	26 034	51 653
64 Transferts	0	26 034	51 653
Investissement	400 000	228 000	400 000
21 Immobilisations incorporelles	75 000	42 750	75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	325 000	185 250	325 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	23 858 275	36 638 939	35 544 936
Personnel	0	207 436	216 326
66 Charges de personnel	0	207 436	216 326
Biens et services	0	149 924	543 846
60 Achats de biens	0	112 075	483 208
61 Acquisitions de services	0	24 904	44 457
62 Autres services	0	12 945	16 181
Transferts et subventions	0	10 321 494	10 926 489
64 Transferts	0	10 321 494	10 926 489
Investissement	23 858 275	25 960 085	23 858 275
21 Immobilisations incorporelles	0	685 000	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	23 858 275	24 985 085	23 858 275
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	0	290 000	0
2.064 Développement Régional et Local	209 000	1 488 784	2 078 719
Transferts et subventions	0	1 455 344	1 869 719
64 Transferts	0	1 455 344	1 869 719
Investissement	209 000	33 440	209 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	209 000	33 440	209 000
Total	59 781 976	80 942 657	95 841 896
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	390 965	911 099	1 604 380
Personnel	0	337 528	377 583
66 Charges de personnel	0	337 528	377 583
Biens et services	0	357 390	835 832
60 Achats de biens	0	77 847	395 134
61 Acquisitions de services	0	246 310	399 157
62 Autres services	0	33 233	41 541
Transferts et subventions	0	181 626	0
64 Transferts	0	181 626	0
Investissement	390 965	34 555	390 965
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	390 965	34 555	390 965
Total	390 965	911 099	1 604 380

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES			
1.015 Administration Générale	48 106	1 029 645	1 188 914
Personnel	0	185 794	256 110
66 Charges de personnel	0	185 794	256 110
Biens et services	0	454 556	715 329
60 Achats de biens	0	295 380	516 048
61 Acquisitions de services	0	147 888	185 171
62 Autres services	0	11 288	14 110
Transferts et subventions	0	255 810	169 369
64 Transferts	0	255 810	169 369
Investissement	48 106	133 485	48 106
21 Immobilisations incorporelles	0	95 000	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	48 106	38 485	48 106
2.039 Religion et Culte	247 500	1 315 489	820 234
Personnel	0	34 710	2 910
66 Charges de personnel	0	34 710	2 910
Biens et services	0	243 215	294 456
60 Achats de biens	0	151 765	194 206
61 Acquisitions de services	0	74 570	77 650
62 Autres services	0	16 880	22 600
Transferts et subventions	0	857 064	275 368
64 Transferts	0	857 064	275 368
Investissement	247 500	180 500	247 500
21 Immobilisations incorporelles	30 500	24 400	30 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	150 000	142 500	150 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	67 000	13 600	67 000
Total	295 606	2 345 134	2 009 148
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE			
1.016 Administration Générale	0	983 855	1 838 202
Personnel	0	122 678	114 316
66 Charges de personnel	0	122 678	114 316
Biens et services	0	703 871	829 706
60 Achats de biens	0	409 214	515 049
61 Acquisitions de services	0	243 660	263 660
62 Autres services	0	50 997	50 997
Transferts et subventions	0	157 306	894 180
64 Transferts	0	157 306	894 180
Total	0	983 855	1 838 202

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI			
2.099 Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.	100 000	0	1 587 167
Personnel	0	0	857 763
66 Charges de personnel	0	0	857 763
Biens et services	0	0	629 404
60 Achats de biens	0	0	380 404
61 Acquisitions de services	0	0	219 000
62 Autres services	0	0	30 000
Investissement	100 000	0	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	0	100 000
Total	100 000	0	1 587 167

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
1.032 Administration Générale	1 365 750	2 312 423	2 398 353
Personnel	0	744 165	639 136
66 Charges de personnel	0	744 165	639 136
Biens et services	0	1 309 841	1 293 467
60 Achats de biens	0	391 135	401 257
61 Acquisitions de services	0	685 460	597 202
62 Autres services	0	233 246	295 008
Transferts et subventions	0	12 107	0
64 Transferts	0	12 107	0
Investissement	1 365 750	246 310	465 750
21 Immobilisations incorporelles	119 000	67 830	119 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 246 750	178 480	346 750
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	5 870 187	3 356 696	4 738 434
Personnel	0	1 398 859	1 293 710
66 Charges de personnel	0	1 398 859	1 293 710
Biens et services	0	195 400	423 747
60 Achats de biens	0	127 356	319 697
61 Acquisitions de services	0	38 505	67 128
62 Autres services	0	29 539	36 922
Transferts et subventions	0	404 407	445 790
64 Transferts	0	404 407	445 790
Investissement	5 870 187	1 358 030	2 575 187
21 Immobilisations incorporelles	370 187	314 640	370 187
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 450 000	1 043 390	2 155 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000
2.084 Développement du secteur industriel	773 814	1 858 917	2 538 961
Personnel	0	326 174	305 110
66 Charges de personnel	0	326 174	305 110
Biens et services	0	146 591	262 949
60 Achats de biens	0	77 449	163 526
61 Acquisitions de services	0	38 843	61 551
62 Autres services	0	30 299	37 872
Transferts et subventions	0	966 771	1 197 088
64 Transferts	0	966 771	1 197 088
Investissement	773 814	419 381	773 814
21 Immobilisations incorporelles	137 664	64 627	137 664
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	586 150	354 754	586 150
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
2.085 Appui au développement du secteur privé	602 593	1 036 289	1 680 184
Personnel	0	40 365	25 872
66 Charges de personnel	0	40 365	25 872
Biens et services	0	144 098	179 004
60 Achats de biens	0	107 226	101 715
61 Acquisitions de services	0	10 824	19 150
62 Autres services	0	26 048	58 139
Transferts et subventions	0	480 321	872 715
64 Transferts	0	480 321	872 715
Investissement	602 593	371 505	602 593
21 Immobilisations incorporelles	335 093	202 255	335 093
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	225 000	162 450	225 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	42 500	6 800	42 500
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	44 625	104 611	168 183
Personnel	0	58 445	48 968
66 Charges de personnel	0	58 445	48 968
Biens et services	0	39 026	74 590
60 Achats de biens	0	6 012	13 419
61 Acquisitions de services	0	3 910	6 741
62 Autres services	0	29 104	54 430
Investissement	44 625	7 140	44 625
21 Immobilisations incorporelles	44 625	7 140	44 625
Total	8 656 969	8 668 936	11 524 115

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2024	2023	2023	2024
1 BUDGET GENERAL				
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				
1.017 Administration Générale	2 978 575	29 566 126		29 339 364
Personnel	0	18 689 245		13 986 579
66 Charges de personnel	0	18 689 245		13 986 579
Biens et services	0	6 891 022		11 429 939
60 Achats de biens	0	1 527 890		2 991 176
61 Acquisitions de services	0	1 225 936		1 782 946
62 Autres services	0	4 137 196		6 655 817
Transferts et subventions	0	3 481 229		2 644 271
63 Subventions	0	2 583 471		2 583 471
64 Transferts	0	897 758		60 800
Investissement	2 978 575	504 630		1 278 575
21 Immobilisations incorporelles	75 000	42 750		75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 903 575	461 880		1 203 575
2.041 Développement de l'Education de Base	4 099 130	289 260 202		303 018 574
Personnel	0	269 025 783		274 425 723
66 Charges de personnel	0	269 025 783		274 425 723
Biens et services	0	18 176 493		23 050 476
60 Achats de biens	0	10 170 832		15 439 334
61 Acquisitions de services	0	1 044 570		1 393 073
62 Autres services	0	6 961 091		6 218 069
Transferts et subventions	0	998 537		1 443 245
64 Transferts	0	998 537		1 443 245
Investissement	4 099 130	1 059 389		4 099 130
21 Immobilisations incorporelles	1 608 443	372 386		1 608 443
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 300 000	482 000		1 300 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1 190 687	205 003		1 190 687
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	25 660 071	57 218 514		64 787 913
Personnel	0	22 971 364		25 448 264
66 Charges de personnel	0	22 971 364		25 448 264
Biens et services	0	11 257 610		13 679 578
60 Achats de biens	0	10 659 035		12 784 647
61 Acquisitions de services	0	155 408		258 153
62 Autres services	0	443 167		636 778
Investissement	25 660 071	22 989 540		25 660 071
21 Immobilisations incorporelles	23 149 884	22 149 884		23 149 884
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 000 000	570 000		1 000 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1 510 187	269 656		1 510 187

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 394 704	57 942 865	61 193 768
Personnel	0	20 516 076	22 623 946
66 Charges de personnel	0	20 516 076	22 623 946
Biens et services	0	8 208 253	9 128 891
60 Achats de biens	0	7 666 655	8 509 522
61 Acquisitions de services	0	125 995	173 770
62 Autres services	0	415 603	445 599
Transferts et subventions	0	7 036 044	7 046 227
64 Transferts	0	7 036 044	7 046 227
Investissement	22 394 704	22 182 492	22 394 704
21 Immobilisations incorporelles	22 131 689	22 131 689	22 131 689
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	263 015	50 803	263 015
Total	55 132 480	433 987 707	458 339 619

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
1.018 Administration Générale	2 000 000	7 750 548	8 325 606
Personnel	0	3 477 261	3 478 265
66 Charges de personnel	0	3 477 261	3 478 265
Biens et services	0	1 338 838	1 670 420
60 Achats de biens	0	372 483	510 109
61 Acquisitions de services	0	660 341	717 768
62 Autres services	0	306 014	442 543
Transferts et subventions	0	2 592 449	2 676 921
64 Transferts	0	2 592 449	2 676 921
Investissement	2 000 000	342 000	500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 000 000	342 000	500 000
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	14 287 120	68 882 025	78 673 524
Personnel	0	4 437 099	4 644 718
66 Charges de personnel	0	4 437 099	4 644 718
Biens et services	0	242 355	514 314
60 Achats de biens	0	156 383	403 169
61 Acquisitions de services	0	19 804	7 585
62 Autres services	0	66 168	103 560
Transferts et subventions	0	59 415 105	65 397 372
64 Transferts	0	59 415 105	65 397 372
Investissement	14 287 120	4 787 466	8 117 120
21 Immobilisations incorporelles	981 993	334 844	981 993
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	13 305 127	4 452 622	7 135 127
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	82 985	1 110 150	1 862 206
Personnel	0	0	500
66 Charges de personnel	0	0	500
Biens et services	0	10 109	102 563
60 Achats de biens	0	0	57 500
61 Acquisitions de services	0	0	7 500
62 Autres services	0	10 109	37 563
Transferts et subventions	0	1 078 928	1 676 158
64 Transferts	0	1 078 928	1 676 158
Investissement	82 985	21 113	82 985
21 Immobilisations incorporelles	62 985	21 113	62 985
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	20 000	0	20 000
Total	16 370 105	77 742 723	88 861 336

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME			
1.019 Administration Générale	209 500	3 682 370	3 344 294
Personnel	0	865 461	850 591
66 Charges de personnel	0	865 461	850 591
Biens et services	0	2 485 539	2 228 803
60 Achats de biens	0	546 947	765 952
61 Acquisitions de services	0	428 937	628 747
62 Autres services	0	1 509 655	834 104
Transferts et subventions	0	264 850	55 400
64 Transferts	0	264 850	55 400
Investissement	209 500	66 520	209 500
21 Immobilisations incorporelles	150 000	42 750	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	59 500	23 770	59 500
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	609 500	1 251 386	1 505 497
Personnel	0	278 088	287 523
66 Charges de personnel	0	278 088	287 523
Biens et services	0	47 193	116 750
60 Achats de biens	0	32 750	95 148
61 Acquisitions de services	0	9 880	15 899
62 Autres services	0	4 563	5 703
Transferts et subventions	0	416 145	491 724
64 Transferts	0	416 145	491 724
Investissement	609 500	509 960	609 500
21 Immobilisations incorporelles	9 500	1 520	9 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	550 000	508 440	550 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	200 000	397 817	696 162
Transferts et subventions	0	325 427	496 162
64 Transferts	0	325 427	496 162
Investissement	200 000	72 390	200 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000	72 390	200 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME			
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	2 046 250	3 373 381	4 300 222
Personnel	0	576 290	561 080
66 Charges de personnel	0	576 290	561 080
Biens et services	0	160 944	311 230
60 Achats de biens	0	94 005	202 063
61 Acquisitions de services	0	22 112	35 535
62 Autres services	0	44 827	73 632
Transferts et subventions	0	1 853 155	1 881 662
64 Transferts	0	1 853 155	1 881 662
Investissement	2 046 250	782 992	1 546 250
21 Immobilisations incorporelles	2 13 000	3 040	213 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 761 250	766 452	1 261 250
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	72 000	13 500	72 000
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	650 000	1 241 332	2 099 883
Personnel	0	406 218	410 466
66 Charges de personnel	0	406 218	410 466
Biens et services	0	117 846	198 564
60 Achats de biens	0	59 510	113 228
61 Acquisitions de services	0	28 211	47 682
62 Autres services	0	30 125	37 654
Transferts et subventions	0	249 203	440 853
63 Subventions	0	29 156	57 848
64 Transferts	0	220 047	383 005
Investissement	650 000	468 065	1 050 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	600 000	468 065	1 000 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	50 000	414 555	609 258
Personnel	0	18 221	18 875
66 Charges de personnel	0	18 221	18 875
Biens et services	0	186 318	318 308
60 Achats de biens	0	112 201	204 351
61 Acquisitions de services	0	49 202	82 815
62 Autres services	0	24 915	31 142
Transferts et subventions	0	210 016	222 075
64 Transferts	0	210 016	222 075
Investissement	50 000	0	50 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000
Total	3 765 250	10 360 841	12 555 316

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme ou Dotation	2024	2023	2024
Nature / Article			
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
1.020 Administration Générale	1 000 000	3 662 959	4 208 861
Personnel	0	473 067	486 192
66 Charges de personnel	0	473 067	486 192
Biens et services	0	2 454 884	2 703 772
60 Achats de biens	0	817 195	780 561
61 Acquisitions de services	0	503 764	862 779
62 Autres services	0	508 715	435 222
65 Charges exceptionnelles	0	625 210	625 210
Transferts et subventions	0	127 008	118 897
64 Transferts	0	127 008	118 897
Investissement	1 000 000	608 000	900 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 000 000	608 000	900 000
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	650 000	1 629 328	2 047 908
Personnel	0	1 040 191	992 346
66 Charges de personnel	0	1 040 191	992 346
Biens et services	0	197 094	387 322
60 Achats de biens	0	80 564	168 254
61 Acquisitions de services	0	43 152	64 987
62 Autres services	0	73 378	154 081
Transferts et subventions	0	9 193	18 240
64 Transferts	0	9 193	18 240
Investissement	650 000	382 850	650 000
21 Immobilisations incorporelles	30 000	17 100	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	570 000	365 750	570 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	86 011 050	32 098 918	16 572 980
Personnel	0	554 533	553 865
66 Charges de personnel	0	554 533	553 865
Biens et services	0	181 858	306 494
60 Achats de biens	0	13 504	44 449
61 Acquisitions de services	0	29 304	42 772
62 Autres services	0	139 050	219 273
Transferts et subventions	0	1 454 336	801 571
64 Transferts	0	1 454 336	801 571
Investissement	86 011 050	29 908 191	14 911 050
21 Immobilisations incorporelles	11 050	1 768	11 050
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	86 000 000	29 906 423	14 900 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2024	2023	2024	2024
1 BUDGET GENERAL				
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS				
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	9 610	501 351	731 422	
Personnel	0	188 319	188 659	
66 Charges de personnel	0	188 319	188 659	
Biens et services	0	276 395	494 155	
60 Achats de biens	0	197 564	407 845	
61 Acquisitions de services	0	52 185	53 003	
62 Autres services	0	26 646	33 307	
Transferts et subventions	0	35 099	38 998	
64 Transferts	0	35 099	38 998	
Investissement	9 610	1 538	9 610	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	9 610	1 538	9 610	
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	50 000	1 767 029	2 317 249	
Personnel	0	500	0	
66 Charges de personnel	0	500	0	
Biens et services	0	45 300	195 698	
60 Achats de biens	0	23 680	45 000	
61 Acquisitions de services	0	9 620	20 000	
62 Autres services	0	12 000	130 698	
Transferts et subventions	0	1 713 229	2 071 551	
64 Transferts	0	1 713 229	2 071 551	
Investissement	50 000	8 000	50 000	
21 Immobilisations incorporelles	10 000	1 600	10 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	40 000	6 400	40 000	
Total	87 720 660	39 659 585	25 878 420	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	3 347 196	18 550 137	23 449 806
Personnel	0	9 937 262	10 841 070
66 Charges de personnel	0	9 937 262	10 841 070
Biens et services	0	3 971 216	6 753 171
60 Achats de biens	0	2 397 117	4 754 186
61 Acquisitions de services	0	1 146 656	1 464 683
62 Autres services	0	427 443	534 302
Transferts et subventions	0	2 363 400	2 508 369
63 Subventions	0	40 654	45 171
64 Transferts	0	2 322 746	2 463 198
Investissement	3 347 196	2 278 259	3 347 196
21 Immobilisations incorporelles	173 675	156 940	173 675
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 113 521	2 073 319	3 113 521
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	60 000	48 000	60 000
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	68 850	49 919 766	52 784 998
Personnel	0	40 626 795	41 277 651
66 Charges de personnel	0	40 626 795	41 277 651
Biens et services	0	4 233 401	4 942 733
60 Achats de biens	0	1 596 714	1 412 575
61 Acquisitions de services	0	1 173 563	1 451 299
62 Autres services	0	800 641	1 000 763
65 Charges exceptionnelles	0	662 483	1 078 096
Transferts et subventions	0	5 044 489	6 495 764
64 Transferts	0	5 044 489	6 495 764
Investissement	68 850	15 081	68 850
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	18 850	15 081	18 850
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation	6 732	7 856 457	9 957 702
Personnel	0	70 737	64 235
66 Charges de personnel	0	70 737	64 235
Biens et services	0	7 780 334	9 886 735
60 Achats de biens	0	7 757 854	9 859 940
61 Acquisitions de services	0	14 480	16 795
62 Autres services	0	8 000	10 000
Investissement	6 732	5 386	6 732
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 732	5 386	6 732

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2024	2023	2023	2024
1 BUDGET GENERAL				
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL				
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	35 707 850	48 614 431	45 914 599	
Personnel	0	405 577	405 806	
66 Charges de personnel	0	405 577	405 806	
Biens et services	0	79 836	99 790	
60 Achats de biens	0	42 464	53 078	
61 Acquisitions de services	0	3 868	4 833	
62 Autres services	0	33 504	41 879	
Transferts et subventions	0	29 962 338	31 673 153	
64 Transferts	0	29 962 338	31 673 153	
Investissement	35 707 850	18 166 680	13 735 850	
21 Immobilisations incorporelles	599 850	482 880	599 850	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	35 108 000	17 683 800	13 136 000	
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	3 679 182	3 652 461	3 929 139	
Personnel	0	450 683	411 794	
66 Charges de personnel	0	450 683	411 794	
Biens et services	0	341 454	424 082	
60 Achats de biens	0	43 849	54 810	
61 Acquisitions de services	0	38 772	45 731	
65 Charges exceptionnelles	0	258 833	323 541	
Transferts et subventions	0	2 084 478	2 264 081	
64 Transferts	0	2 084 478	2 264 081	
Investissement	3 679 182	775 846	829 182	
21 Immobilisations incorporelles	66 832	53 466	66 832	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 612 350	722 380	762 350	
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	1 121 000	14 676 054	17 068 949	
Personnel	0	2 333 236	2 329 784	
66 Charges de personnel	0	2 333 236	2 329 784	
Biens et services	0	333 736	369 083	
60 Achats de biens	0	161 492	159 521	
61 Acquisitions de services	0	67 646	78 820	
62 Autres services	0	104 598	130 742	
Transferts et subventions	0	11 422 282	13 699 082	
64 Transferts	0	11 422 282	13 699 082	
Investissement	1 121 000	586 800	671 000	
21 Immobilisations incorporelles	21 000	16 800	21 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 050 000	570 000	600 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	812 750	1 627 013	1 765 875
Transferts et subventions	0	911 813	953 125
64 Transferts	0	911 813	953 125
Investissement	812 750	715 200	812 750
21 Immobilisations incorporelles	357 750	320 950	357 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	455 000	394 250	455 000
Total	44 743 560	144 896 319	154 871 068
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 306 232	2 536 747
Personnel	0	204 477	207 978
66 Charges de personnel	0	204 477	207 978
Biens et services	0	58 560	58 560
61 Acquisitions de services	0	58 560	58 560
Transferts et subventions	0	2 043 195	2 270 209
64 Transferts	0	2 043 195	2 270 209
Total	0	2 306 232	2 536 747

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	1 309 076	2 105 023	2 677 008
Personnel	0	725 320	755 005
66 Charges de personnel	0	725 320	755 005
Biens et services	0	646 451	880 789
60 Achats de biens	0	367 462	475 134
61 Acquisitions de services	0	248 326	335 327
62 Autres services	0	30 663	70 328
Transferts et subventions	0	613 798	707 138
64 Transferts	0	613 798	707 138
Investissement	1 309 076	119 454	334 076
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 309 076	119 454	334 076
2.059 Promotion de la Femme	692 486	2 226 787	3 121 339
Personnel	0	935 970	942 314
66 Charges de personnel	0	935 970	942 314
Biens et services	0	229 703	388 080
60 Achats de biens	0	113 657	247 791
61 Acquisitions de services	0	48 279	72 590
62 Autres services	0	67 767	67 699
Transferts et subventions	0	19 314	21 459
64 Transferts	0	19 314	21 459
Investissement	692 486	1 041 800	1 769 486
21 Immobilisations incorporelles	140 000	79 800	140 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	502 486	962 000	1 579 486
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	426 599	1 176 194	1 422 099
Personnel	0	291 493	279 629
66 Charges de personnel	0	291 493	279 629
Biens et services	0	351 289	458 512
60 Achats de biens	0	201 701	298 880
61 Acquisitions de services	0	5 588	9 632
62 Autres services	0	144 000	150 000
Transferts et subventions	0	261 256	257 359
64 Transferts	0	261 256	257 359
Investissement	426 599	272 156	426 599
21 Immobilisations incorporelles	75 000	42 750	75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	351 599	229 406	351 599
Total	2 428 161	5 508 004	7 220 446

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
1.024 Administration Générale	119 500	1 952 377	2 328 416
Personnel	0	783 106	768 469
66 Charges de personnel	0	783 106	768 469
Biens et services	0	971 980	1 294 945
60 Achats de biens	0	471 773	624 414
61 Acquisitions de services	0	396 167	515 392
62 Autres services	0	104 040	155 139
Transferts et subventions	0	142 871	145 502
64 Transferts	0	142 871	145 502
Investissement	119 500	54 420	119 500
21 Immobilisations incorporelles	90 000	51 300	90 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	29 500	3 120	29 500
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	119 182 900	54 369 720	72 879 701
Personnel	0	1 015 747	1 032 974
66 Charges de personnel	0	1 015 747	1 032 974
Biens et services	0	184 782	331 562
60 Achats de biens	0	108 900	211 885
61 Acquisitions de services	0	44 016	79 847
62 Autres services	0	31 866	39 830
Transferts et subventions	0	617 651	636 265
64 Transferts	0	617 651	636 265
Investissement	119 182 900	52 551 540	70 878 900
21 Immobilisations incorporelles	2 568 000	1 117 580	2 568 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	115 934 500	51 040 060	67 630 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	600 000	313 500	600 000
26 Prises de participations et cautionnements	80 400	80 400	80 400
2.066 Développement et sécurisation des transports	17 114 087	4 036 955	5 534 434
Personnel	0	1 217 451	1 160 075
66 Charges de personnel	0	1 217 451	1 160 075
Biens et services	0	208 686	386 751
60 Achats de biens	0	117 812	241 884
61 Acquisitions de services	0	37 153	71 971
62 Autres services	0	53 721	72 896
Transferts et subventions	0	547 342	1 023 521
64 Transferts	0	547 342	1 023 521
Investissement	17 114 087	2 063 476	2 964 087
21 Immobilisations incorporelles	220 000	57 000	220 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	16 808 000	1 996 250	2 658 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	80 787	4 926	80 787
26 Prises de participations et cautionnements	5 300	5 300	5 300
Total	136 416 487	60 359 052	80 742 551

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
1.025 Administration Générale	110 000	1 236 200	1 391 003
Personnel	0	453 378	429 397
66 Charges de personnel	0	453 378	429 397
Biens et services	0	658 122	851 606
60 Achats de biens	0	231 009	282 241
61 Acquisitions de services	0	355 181	458 550
62 Autres services	0	71 932	110 815
Transferts et subventions	0	62 000	0
64 Transferts	0	62 000	0
Investissement	110 000	62 700	110 000
21 Immobilisations incorporelles	80 000	45 600	80 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 000	17 100	30 000
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	1 550 000	5 104 630	3 859 712
Personnel	0	1 006 349	1 003 936
66 Charges de personnel	0	1 006 349	1 003 936
Biens et services	0	263 720	471 033
60 Achats de biens	0	131 215	285 625
61 Acquisitions de services	0	77 320	116 428
62 Autres services	0	55 185	68 980
Transferts et subventions	0	401 234	434 743
64 Transferts	0	401 234	434 743
Investissement	1 550 000	3 433 327	1 950 000
21 Immobilisations incorporelles	300 000	145 350	300 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 200 000	3 287 977	1 600 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	350 000	4 154 186	1 063 741
Transferts et subventions	0	256 896	313 741
64 Transferts	0	256 896	313 741
Investissement	350 000	3 897 290	750 000
21 Immobilisations incorporelles	200 000	95 190	200 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	150 000	3 802 100	550 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
2.071 Protection et Conservation de la Nature	1 800 000	8 864 117	6 912 629
Personnel	0	3 775 504	3 814 200
66 Charges de personnel	0	3 775 504	3 814 200
Biens et services	0	353 301	619 393
60 Achats de biens	0	165 055	352 163
61 Acquisitions de services	0	78 505	119 714
62 Autres services	0	109 741	147 516
Transferts et subventions	0	154 792	185 036
64 Transferts	0	154 792	185 036
Investissement	1 800 000	4 580 520	2 294 000
21 Immobilisations incorporelles	750 000	521 150	750 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 000 000	4 059 370	1 494 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	300 000	867 210	715 376
Transferts et subventions	0	334 470	415 376
64 Transferts	0	334 470	415 376
Investissement	300 000	532 740	300 000
21 Immobilisations incorporelles	300 000	484 290	300 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	48 450	0
Total	4 110 000	20 226 343	13 942 461

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2024	2023	2024	2023
1 BUDGET GENERAL				
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU				
1.026 Administration Générale	302 000	48 755 643	1 779 360	
Personnel	0	790 190	461 240	
66 Charges de personnel	0	790 190	461 240	
Biens et services	0	1 290 165	1 016 120	
60 Achats de biens	0	589 816	462 780	
61 Acquisitions de services	0	512 901	457 530	
62 Autres services	0	187 448	95 810	
Transferts et subventions	0	45 313 468	0	
63 Subventions	0	45 000 000	0	
64 Transferts	0	313 468	0	
Investissement	302 000	1 361 820	302 000	
21 Immobilisations incorporelles	302 000	217 740	302 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 142 000		
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		2 080		
2.073 Développement des Ressources Energétiques	19 583 609	35 036 732	68 810 715	
Personnel	0	483 499	516 362	
66 Charges de personnel	0	483 499	516 362	
Biens et services	0	175 484	328 015	
60 Achats de biens	0	86 011	178 004	
61 Acquisitions de services	0	50 414	87 189	
62 Autres services	0	39 059	62 822	
Transferts et subventions	0	6 006 445	36 239 729	
63 Subventions	0	0	30 000 000	
64 Transferts	0	6 006 445	6 239 729	
Investissement	19 583 609	28 371 304	31 726 609	
21 Immobilisations incorporelles	383 609	548 150	383 609	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	19 150 000	27 823 154	31 293 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000	
2.074 Développement des Ressources en Eau	11 335 000	41 733 474	32 447 209	
Personnel	0	1 138 243	1 053 680	
66 Charges de personnel	0	1 138 243	1 053 680	
Biens et services	0	310 245	592 582	
60 Achats de biens	0	160 127	303 350	
61 Acquisitions de services	0	95 403	192 341	
62 Autres services	0	54 715	96 891	
Transferts et subventions	0	426 250	572 947	
64 Transferts	0	426 250	572 947	
Investissement	11 335 000	39 858 736	30 228 000	
21 Immobilisations incorporelles	1 915 000	1 264 260	1 915 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	9 370 000	38 594 476	28 263 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000	

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
2.075		1 842 881	
Personnel		822 895	
66 Charges de personnel		822 895	
Biens et services		224 559	
60 Achats de biens		87 506	
61 Acquisitions de services		110 972	
62 Autres services		26 081	
Transferts et subventions		171 329	
64 Transferts		171 329	
Investissement		624 098	
21 Immobilisations incorporelles		183 056	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		441 042	
Total	31 220 609	127 368 730	103 037 284
726 MINISTERE DES MINES			
1.027 Administration Générale	2 080 000	0	2 073 330
Personnel	0	0	380 159
66 Charges de personnel	0	0	380 159
Biens et services	0	0	1 113 171
60 Achats de biens	0	0	650 348
61 Acquisitions de services	0	0	366 823
62 Autres services	0	0	96 000
Transferts et subventions	0	0	0
64 Transferts	0	0	0
Investissement	2 080 000	0	580 000
21 Immobilisations incorporelles	80 000	0	80 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 000 000	0	500 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	0	0	0
2.075 Développement des ressources minérales	420 925	0	2 551 602
Personnel	0	0	849 273
66 Charges de personnel	0	0	849 273
Biens et services	0	0	493 394
60 Achats de biens	0	0	176 833
61 Acquisitions de services	0	0	229 961
62 Autres services	0	0	86 600
Transferts et subventions	0	0	188 010
64 Transferts	0	0	188 010
Investissement	420 925	0	1 020 925
21 Immobilisations incorporelles	339 725	0	339 725
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	31 200	0	631 200
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000
Total	2 500 925	0	4 624 932

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2024	2023	2023	2024
1 BUDGET GENERAL				
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION				
1.028 Administration Générale	106 375	884 056		1 244 324
Personnel	0	272 911		255 848
66 Charges de personnel	0	272 911		255 848
Biens et services	0	553 579		819 422
60 Achats de biens	0	284 392		412 496
61 Acquisitions de services	0	227 765		313 459
62 Autres services	0	41 422		93 467
Transferts et subventions	0	54 506		62 679
63 Subventions	0	54 506		62 679
64 Transferts	0	0		0
Investissement	106 375	3 060		106 375
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 375	3 060		6 375
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	100 000	0		100 000
2.076 Medias et Communication Publics	1 883 500	6 269 745		9 206 233
Transferts et subventions	0	5 447 885		7 022 733
64 Transferts	0	5 447 885		7 022 733
Investissement	1 883 500	821 860		2 183 500
21 Immobilisations incorporelles	125 000	99 750		125 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 758 500	722 110		2 058 500
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	665 408	2 526 281		3 190 950
Personnel	0	61 621		67 943
66 Charges de personnel	0	61 621		67 943
Biens et services	0	64 829		168 616
60 Achats de biens	0	43 997		129 346
61 Acquisitions de services	0	18 720		34 370
62 Autres services	0	2 112		4 900
Transferts et subventions	0	2 066 481		2 288 983
64 Transferts	0	2 066 481		2 288 983
Investissement	665 408	333 350		665 408
21 Immobilisations incorporelles	90 408	5 600		90 408
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	575 000	327 750		575 000
Total	2 655 283	9 680 082		13 641 507

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
2.096 Régulation de la Communication	299 457	1 150 788	1 500 000
Personnel	0	619 975	619 975
66 Charges de personnel	0	619 975	619 975
Biens et services	0	28 320	580 568
60 Achats de biens	0	0	409 248
61 Acquisitions de services	0	28 320	171 320
Transferts et subventions	0	468 493	0
64 Transferts	0	468 493	0
Investissement	299 457	34 000	299 457
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	299 457	34 000	299 457
Total	299 457	1 150 788	1 500 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
1.029 Administration Générale	4 599 950	4 011 248	5 898 069
Personnel	0	1 054 644	1 049 985
66 Charges de personnel	0	1 054 644	1 049 985
Biens et services	0	1 139 557	1 552 086
60 Achats de biens	0	388 343	664 277
61 Acquisitions de services	0	595 062	659 882
62 Autres services	0	156 152	227 927
Transferts et subventions	0	170 887	96 048
64 Transferts	0	170 887	96 048
Investissement	4 599 950	1 646 160	3 199 950
21 Immobilisations incorporelles	380 000	168 150	380 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 219 950	1 478 010	2 819 950
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	3 800 000	1 554 730	4 352 217
Personnel	0	154 443	196 043
66 Charges de personnel	0	154 443	196 043
Biens et services	0	166 813	248 174
60 Achats de biens	0	106 609	137 512
61 Acquisitions de services	0	27 761	40 109
62 Autres services	0	32 443	70 553
Transferts et subventions	0	93 940	108 000
64 Transferts	0	93 940	108 000
Investissement	3 800 000	1 139 534	3 800 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	900 000	638 400	900 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	2 900 000	501 134	2 900 000
2.078 Gestion Cadastre et Foncière	3 150 000	3 403 875	4 219 609
Personnel	0	2 057 379	2 182 721
66 Charges de personnel	0	2 057 379	2 182 721
Biens et services	0	333 566	584 088
60 Achats de biens	0	187 240	358 639
61 Acquisitions de services	0	65 932	99 622
62 Autres services	0	80 394	125 827
Transferts et subventions	0	192 130	302 800
64 Transferts	0	192 130	302 800
Investissement	3 150 000	820 800	1 150 000
21 Immobilisations incorporelles	60 000	34 200	60 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 040 000	786 600	1 040 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 500 000	7 108 028	7 738 810
Personnel	0	1 727 076	1 717 974
66 Charges de personnel	0	1 727 076	1 717 974
Biens et services	0	259 618	429 036
60 Achats de biens	0	141 691	267 836
61 Acquisitions de services	0	49 456	68 413
62 Autres services	0	68 471	92 787
Transferts et subventions	0	57 834	91 800
64 Transferts	0	57 834	91 800
Investissement	5 500 000	5 063 500	5 500 000
21 Immobilisations incorporelles	250 000	199 500	250 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 200 000	4 864 000	5 200 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000
2.080 Population	614 000	747 997	946 333
Personnel	0	141 264	150 944
66 Charges de personnel	0	141 264	150 944
Biens et services	0	48 382	67 280
60 Achats de biens	0	6 810	12 160
61 Acquisitions de services	0	25 572	35 120
62 Autres services	0	16 000	20 000
Transferts et subventions	0	110 551	114 109
64 Transferts	0	110 551	114 109
Investissement	614 000	447 800	614 000
21 Immobilisations incorporelles	354 000	271 100	354 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	260 000	176 700	260 000
2.081 Aménagement du Territoire	200 000	338 615	402 236
Personnel	0	142 815	153 236
66 Charges de personnel	0	142 815	153 236
Biens et services	0	36 200	49 000
60 Achats de biens	0	12 000	12 000
61 Acquisitions de services	0	17 000	28 000
62 Autres services	0	7 200	9 000
Investissement	200 000	159 600	200 000
21 Immobilisations incorporelles	130 000	119 700	130 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	70 000	39 900	70 000
Total	17 863 950	17 164 493	23 557 274

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
1.034 Administration Générale	9 192 500	40 094 968	20 320 427
Personnel	0	1 812 804	1 825 208
66 Charges de personnel	0	1 812 804	1 825 208
Biens et services	0	2 357 011	2 451 109
60 Achats de biens	0	1 081 234	1 019 147
61 Acquisitions de services	0	769 042	867 099
62 Autres services	0	506 735	564 863
Transferts et subventions	0	193 239	208 610
64 Transferts	0	193 239	208 610
Investissement	9 192 500	35 731 914	15 835 500
21 Immobilisations incorporelles	670 000	557 895	670 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	8 047 500	34 746 019	14 690 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	475 000	428 000	475 000
2.087 Appui au Monde Rural	5 225 655	53 602 061	37 884 556
Personnel	0	5 384 833	5 073 388
66 Charges de personnel	0	5 384 833	5 073 388
Biens et services	0	244 904	455 588
60 Achats de biens	0	172 041	267 156
61 Acquisitions de services	0	40 567	148 065
62 Autres services	0	32 296	40 367
Transferts et subventions	0	41 811 795	24 321 925
64 Transferts	0	41 811 795	24 321 925
Investissement	5 225 655	6 160 529	8 033 655
21 Immobilisations incorporelles	554 500	266 900	554 500
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	558 655	5 026 849	558 655
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 062 500	866 780	6 870 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000
2.088 Aménagement et Equipement Rural	20 031 500	41 244 420	60 321 870
Personnel	0	950 401	961 979
66 Charges de personnel	0	950 401	961 979
Biens et services	0	167 740	281 291
60 Achats de biens	0	103 511	176 022
61 Acquisitions de services	0	28 994	61 227
62 Autres services	0	35 235	44 042
Transferts et subventions	0	2 969 649	3 506 100
64 Transferts	0	2 969 649	3 506 100
Investissement	20 031 500	37 156 630	55 572 500
21 Immobilisations incorporelles	4 211 750	3 676 040	5 711 750
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	475 000	76 000	475 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	15 294 750	33 404 590	49 335 750
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
2.089 Recherche et Formation	3 483 500	6 755 049	4 988 641
Biens et services	0	18 304	31 900
60 Achats de biens	0	15 840	26 400
61 Acquisitions de services	0	2 464	5 500
Transferts et subventions	0	4 169 295	4 473 241
64 Transferts	0	4 169 295	4 473 241
Investissement	3 483 500	2 567 450	483 500
21 Immobilisations incorporelles	25 000	38 190	25 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 458 500	2 529 260	458 500
2.090 Développement des Productions et Industries Animales		6 728 793	
Personnel		1 481 280	
66 Charges de personnel		1 481 280	
Biens et services		223 298	
60 Achats de biens		121 566	
61 Acquisitions de services		41 081	
62 Autres services		60 651	
Transferts et subventions		4 237 534	
64 Transferts		4 237 534	
Investissement		786 681	
21 Immobilisations incorporelles		77 590	
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols		80 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		323 190	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		305 901	
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles		3 617 129	
Personnel		1 192 896	
66 Charges de personnel		1 192 896	
Biens et services		221 172	
60 Achats de biens		101 281	
61 Acquisitions de services		36 993	
62 Autres services		82 898	
Transferts et subventions		192 609	
64 Transferts		192 609	
Investissement		2 010 452	
21 Immobilisations incorporelles		111 150	
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols		167 602	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 731 700	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
2.092 Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire		2 969 830	
Personnel		1 676 442	
66 Charges de personnel		1 676 442	
Biens et services		216 286	
60 Achats de biens		133 294	
61 Acquisitions de services		44 939	
62 Autres services		38 053	
Transferts et subventions		801 602	
64 Transferts		801 602	
Investissement		275 500	
21 Immobilisations incorporelles		85 500	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		114 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		76 000	
Total	37 933 155	155 012 250	123 515 494

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2024	2023	2024	2023
1 BUDGET GENERAL				
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE				
1.037 Administration Générale	3 670 000	0	25 361 392	
Personnel	0	0	60 326	
66 Charges de personnel	0	0	60 326	
Biens et services	0	0	843 562	
60 Achats de biens	0	0	449 365	
61 Acquisitions de services	0	0	206 160	
62 Autres services	0	0	188 037	
Transferts et subventions	0	0	94 504	
64 Transferts	0	0	94 504	
Investissement	3 670 000	0	24 363 000	
21 Immobilisations incorporelles	410 000	0	410 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 260 000	0	23 953 000	
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	3 850 000	0	8 537 716	
Personnel	0	0	1 499 374	
66 Charges de personnel	0	0	1 499 374	
Biens et services	0	0	374 654	
60 Achats de biens	0	0	216 788	
61 Acquisitions de services	0	0	82 057	
62 Autres services	0	0	75 809	
Transferts et subventions	0	0	4 333 688	
64 Transferts	0	0	4 333 688	
Investissement	3 850 000	0	2 330 000	
21 Immobilisations incorporelles	135 000	0	135 000	
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	500 000	0	500 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 365 000	0	845 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	850 000	0	850 000	
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	900 000	0	2 695 681	
Personnel	0	0	1 132 567	
66 Charges de personnel	0	0	1 132 567	
Biens et services	0	0	355 742	
60 Achats de biens	0	0	178 768	
61 Acquisitions de services	0	0	73 354	
62 Autres services	0	0	103 620	
Transferts et subventions	0	0	307 372	
64 Transferts	0	0	307 372	
Investissement	900 000	0	900 000	
21 Immobilisations incorporelles	140 000	0	140 000	
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	300 000	0	300 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	410 000	0	410 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000	

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2024	2023	2024	
1 BUDGET GENERAL				
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE				
2.092 Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire	1 075 000	0	4 216 077	
Personnel	0	0	1 757 096	
66 Charges de personnel	0	0	1 757 096	
Biens et services	0	0	384 918	
60 Achats de biens	0	0	249 642	
61 Acquisitions de services	0	0	87 713	
62 Autres services	0	0	47 563	
Transferts et subventions	0	0	999 063	
64 Transferts	0	0	999 063	
Investissement	1 075 000	0	1 075 000	
21 Immobilisations incorporelles	150 000	0	150 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	400 000	0	400 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	525 000	0	525 000	
Total	9 495 000	0	40 810 866	
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE				
2.093 Sécurité Alimentaire	1 800 000	22 823 638	13 060 441	
Personnel	0	369 112	279 103	
66 Charges de personnel	0	369 112	279 103	
Biens et services	0	18 994 618	9 001 769	
60 Achats de biens	0	18 089 145	7 654 421	
61 Acquisitions de services	0	425 659	1 303 847	
62 Autres services	0	479 814	43 501	
Transferts et subventions	0	719 908	1 352 569	
64 Transferts	0	719 908	1 352 569	
Investissement	1 800 000	2 740 000	2 427 000	
21 Immobilisations incorporelles	400 000	105 000	400 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	1 235 000	627 000	
26 Prises de participations et cautionnements	1 400 000	1 400 000	1 400 000	
Total	1 800 000	22 823 638	13 060 441	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
990 CHARGES COMMUNES			
0.003 Provisions pour imprévus	217 554 115	495 311 354	469 547 856
Personnel	0	108 287 028	100 834 770
66 Charges de personnel	0	108 287 028	100 834 770
Biens et services	0	287 214 755	137 500 610
60 Achats de biens	0	235 283 607	88 672 474
61 Acquisitions de services	0	7 636 857	11 969 200
62 Autres services	0	301 396	312 988
65 Charges exceptionnelles	0	42 756 947	35 310 000
67 Intérêts et frais financiers	0	1 235 948	1 235 948
Transferts et subventions	0	51 147 911	127 616 361
63 Subventions	0	6 599 113	40 000 000
64 Transferts	0	44 548 798	87 616 361
Investissement	217 554 115	48 661 660	103 596 115
21 Immobilisations incorporelles	5 000 000	3 009 000	5 000 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	4 500 000	4 500 000	4 500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	173 644 807	14 036 003	59 686 807
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	15 409 308	10 039 308	15 409 308
26 Prises de participations et cautionnements	19 000 000	17 077 349	19 000 000
0.004 Dette	0	199 902 000	223 049 000
Biens et services	0	199 902 000	223 049 000
67 Intérêts et frais financiers	0	199 902 000	223 049 000
Total	217 554 115	695 213 354	692 596 856
Total BUDGET GENERAL	929 179 143	2 801 860 561	2 948 270 487

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
	2024	2023	2024
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports	2 162 863	7 759 365	8 683 507
Personnel	0	2 416 200	2 661 225
66 Charges de personnel	0	2 416 200	2 661 225
Biens et services	0	2 897 165	2 990 076
60 Achats de biens	0	1 157 592	1 127 146
61 Acquisitions de services	0	1 288 750	1 358 325
62 Autres services	0	422 600	470 090
67 Intérêts et frais financiers	0	28 223	34 515
Transferts et subventions	0	423 000	869 343
64 Transferts	0	423 000	869 343
Investissement	2 162 863	2 023 000	2 162 863
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 572 483	1 178 000	1 572 483
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	590 380	420 000	590 380
26 Prises de participations et cautionnements	0	425 000	0
Total	2 162 863	7 759 365	8 683 507
Total BUDGETS ANNEXES	2 162 863	7 759 365	8 683 507

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
3.001 Remboursement des Crédits TVA	0	98 159 000	98 159 000
Biens et services	0	98 159 000	98 159 000
65 Charges exceptionnelles	0	98 159 000	98 159 000
3.008 Appui au développement de la statistique	3 000 000	3 000 000	3 000 000
Investissement	3 000 000	3 000 000	3 000 000
21 Immobilisations incorporelles	3 000 000	3 000 000	3 000 000
3.009 Fonds pour le Développement Durable		71 687 772	
Investissement		71 687 772	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		71 687 772	
3.014 Garanties et Avals	0	343 442	343 442
Biens et services	0	343 442	343 442
65 Charges exceptionnelles	0	343 442	343 442
Total	3 000 000	173 190 214	101 502 442
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 544 295	2 500 000	2 544 295
Investissement	2 544 295	2 500 000	2 544 295
21 Immobilisations incorporelles	2 544 295	2 500 000	2 544 295
Total	2 544 295	2 500 000	2 544 295
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	650 000	650 000
Transferts et subventions	0	650 000	650 000
64 Transferts	0	650 000	650 000
Total	0	650 000	650 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2024	2023	2024
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	475 000	500 000	500 000
Biens et services	0	25 000	25 000
60 Achats de biens	0	25 000	25 000
Investissement	475 000	475 000	475 000
21 Immobilisations incorporelles	50 000	50 000	50 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	425 000	425 000	425 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 260 000	1 800 000	1 800 000
Biens et services	0	450 000	450 000
60 Achats de biens	0	450 000	450 000
Transferts et subventions	0	90 000	90 000
64 Transferts	0	90 000	90 000
Investissement	1 260 000	1 260 000	1 260 000
21 Immobilisations incorporelles	90 000	90 000	90 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	720 000	720 000	720 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	450 000	450 000	450 000
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social	60 000	500 080	500 080
Biens et services	0	440 080	440 080
60 Achats de biens	0	293 900	293 900
61 Acquisitions de services	0	30 000	30 000
62 Autres services	0	116 180	116 180
Investissement	60 000	60 000	60 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	60 000	60 000	60 000
Total	1 795 000	2 800 080	2 800 080

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

20/09/2023

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
	2024	2023	2024
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
3.007		350 000	
Biens et services		350 000	
60 Achats de biens		350 000	
3.010		360 000	
Personnel		255 000	
66 Charges de personnel		255 000	
Biens et services		95 000	
60 Achats de biens		40 000	
61 Acquisitions de services		55 000	
Investissement		10 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		10 000	
3.015 Fonds de Développement de l'Eau	74 622	0	179 622
Biens et services	0	0	105 000
60 Achats de biens	0	0	40 000
61 Acquisitions de services	0	0	65 000
Investissement	74 622	0	74 622
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	74 622	0	74 622
Total	74 622	710 000	179 622
726 MINISTERE DES MINES			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	0	750 000
Biens et services	0	0	750 000
60 Achats de biens	0	0	750 000
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	0	0	360 000
Personnel	0	0	160 000
66 Charges de personnel	0	0	160 000
Biens et services	0	0	200 000
60 Achats de biens	0	0	90 000
61 Acquisitions de services	0	0	110 000
Investissement	0	0	0
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	0	0	0
Total	0	0	1 110 000
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Investissement	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	12 413 917	184 850 294	113 786 439
TOTAL GENERAL	943 755 923	2 994 470 220	3 070 740 433

Article 23 : Pour 2024, la répartition du plafond des autorisations d'emploi de l'Etat, exprimé en effectif et en montant, figure à l'état B annexé à la présente loi.

Article 24 : Pour 2024, la répartition des crédits du budget général par dotation et par programme figure à l'état C annexé à la présente loi.

Article 25 : Pour 2024, la répartition des crédits des budgets annexes par programme figure à l'état D annexé à la présente loi.

Article 26 : Pour 2024, la répartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme figure à l'état E annexé à la présente loi.

Article 27 : Pour 2024, la répartition des concours financiers de l'Etat aux autres administrations publiques, à savoir les établissements publics et les collectivités territoriales, figure à l'état F annexé à la présente loi.

TITRE II : DISPOSITIONS SPECIALES

Article 28 : Sous réserve des présentes, les dispositions relatives aux charges de l'Etat continuent d'être exécutées conformément aux textes en vigueur.

Les ordonnateurs peuvent déléguer tout ou partie de leur pouvoir à des agents publics, conformément aux dispositions de l'article 64 de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 29 : Le ministre chargé des Finances est responsable de l'exécution de la présente loi de finances et du respect des équilibres budgétaire et financier définis par celle-ci. A ce titre, il dispose d'un pouvoir de régulation budgétaire qui lui permet, au cours de l'exécution du budget 2024 :

- d'annuler un crédit devenu sans objet;
- d'annuler un crédit pour prévenir une détérioration des équilibres budgétaire et financier.

En outre, le ministre chargé des Finances peut geler ou mettre en réserve les crédits pour subordonner leur utilisation par les ordonnateurs aux disponibilités de trésorerie de l'Etat.

Article 30 : En cours d'exécution de la présente loi, le ministre chargé des Finances peut procéder à des reports des crédits de 2023, à travers un décret pris en conseil des ministres, conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 31 : Toute personne appartenant au Cabinet d'un membre du Gouvernement ou tout fonctionnaire ou agent d'un organisme public, qui engage les dépenses en dépassement des crédits ouverts, qui exécute une dépense sans engagement préalable visé par le Contrôleur financier, ou qui est auteur des fautes de gestion définies à l'article 79 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances, est personnellement et pécuniairement responsable de son acte sans préjudice des sanctions administratives et judiciaires, conformément aux dispositions des articles 80, 81, 82 et 83 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 32 : L'Etat n'est pas redevable du paiement des dépenses exécutées avant engagement préalable, visé par le Contrôleur financier ou l'ordonnateur des dépenses dans le cadre du contrôle sélectif des dépenses.

Les dépenses exclues par le contrôle sélectif sont déterminées par un arrêté du ministre chargé des Finances.

TITRE III : AUTRES DISPOSITIONS

Article 33 : Pour 2024, le tableau de classifications fonctionnelle et économique des dépenses figure à l'état G annexé à la présente loi.

Article 34 : Pour 2024, le tableau de classifications administrative et fonctionnelle des dépenses figure à l'état H annexé à la présente loi.

Article 35 : Pour 2024, le tableau de classifications administrative et économique des dépenses figure à l'état I annexé à la présente loi.

Article 36 : Pour 2024, le tableau récapitulatif des programmes par ministère et institution figure à l'état J annexé à la présente loi.

Article 37 : Pour 2024, le détail du Programme triennal d'Investissement 2024-2026 figure à l'état K annexé à la présente loi.

Article 38 : Un état développé, état L des restes à payer de l'Etat est joint à la présente loi.

Article 39 : Pour 2024, le Plan de Trésorerie prévisionnel mensualisé est établi conformément à l'état M annexé à la présente loi.

Article 40 : Pour 2024, le tableau retraçant les échéances courantes de la dette du Mali est joint en annexe, à l'état N.

Article 41 : Pour 2024, les statistiques sur les emplois créés figurent à l'état P annexé à la présente loi.

Article 42 : Pour 2024, la situation des subventions à l'Energie du Mali figure à l'état Q annexé à la présente loi.

Article 43 : Pour 2024, la liste des Taxes parafiscales et leur évaluation figure à l'état R annexé à la présente loi.

Article 44 : Pour 2024, l'annexe relative aux Dépenses fiscales figure à l'état S annexé à la présente loi.

Article 45 : Un état des restes à recouvrer des recettes budgétaires figure à l'état T annexé à la présente loi.

Article 46 : Pour 2024, l'annexe relative au genre figure à l'état V annexé à la présente loi.

Article 47 : Pour 2024, l'annexe relative aux risques budgétaires figure à l'état W annexé à la présente loi.

Article 48 : La présente loi sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

Bamako, le 22 DEC 2023

Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,


Colonel Assimi GOITA

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT

DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT



BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT (BSI) 2024



Septembre 2023

SIGLES ET ABREVIATIONS

BSI	Budget Spécial d'Investissement
CFA	Communauté Française d'Afrique
CMDT	Compagnie Malienne de Développement Textile
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement
CT/CSLP	Cellule technique du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
DGB	Direction Générale du Budget
DGCC	Direction Générale du Commerce et de la Concurrence
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement et de la Population
FMI	Fonds monétaire international
INSTAT	Institut National de la Statistique
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
ODD	Objectifs de Développement Durable
PAG	Plan d'Action du Gouvernement
PRED	Plan pour la relance durable du Mali
PREM	Plan de réformes de la gestion des finances publiques du Mali
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SIGIP	Système de Gestion Intégrée des Investissements Publics
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

INTRODUCTION

Le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2024 constitue la première tranche annuelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2024-2026 et observe par conséquent les mêmes procédures d'élaboration que celui-ci. Il regroupe tous les projets en exécution en 2023 et se poursuivant en 2024 ainsi que les nouveaux projets devant démarrer au cours de l'année 2024.

1. PRESENTATION GENERALE

L'enveloppe prévisionnelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2024-2026 se chiffre à 1 277,013 milliards de FCFA dont 408,713 milliards de FCFA constituent la tranche du BSI 2024.

Le BSI 2024 s'équilibre en ressources et en emplois à la somme de **408,713 milliards** de FCFA contre **331,616 milliards** de FCFA rectifiés en 2023 et finance la mise en œuvre de 392 projets/programmes (contre 388 en 2023) soit une augmentation de **77,097 milliards** de FCFA (**23,25%**). (Cf graphique 1).

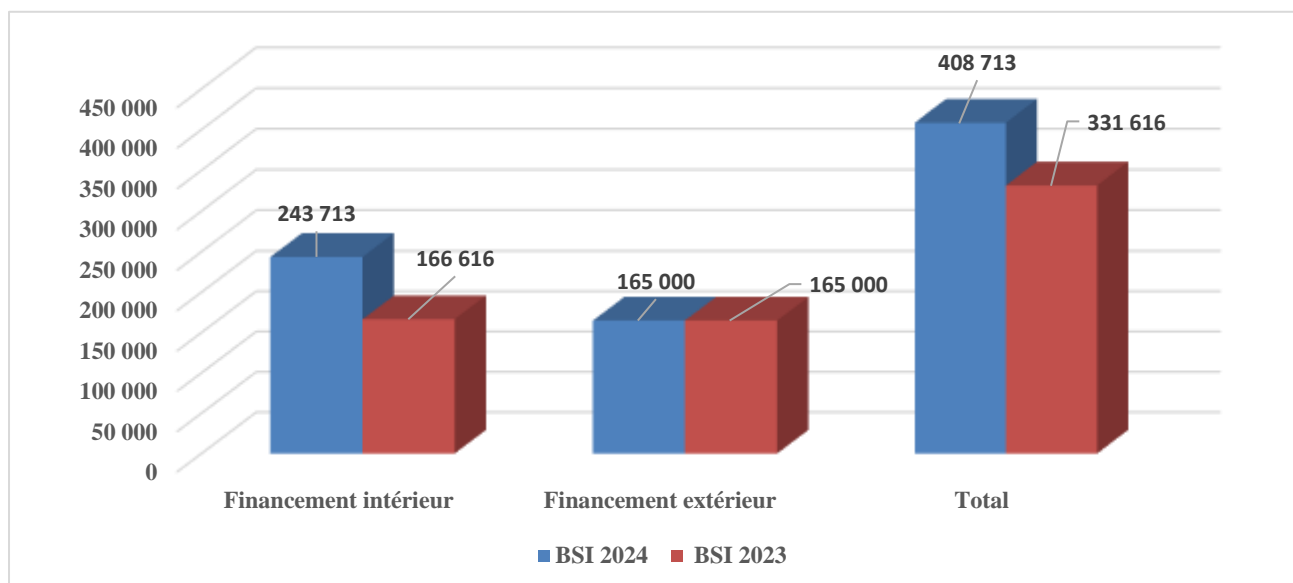
Le financement du BSI 2024 se répartit entre les ressources intérieures pour **243,713 milliards** (**59,63%**) et extérieures pour **165,000 milliards** de FCFA (**40,37%**), contre respectivement **166,616 milliards** de FCFA et **165,000 milliards** de FCFA en 2023 rectifié. Il se présente comme suit :

Tableau N°1 : Ventilation générale du BSI 2024 (millions de FCFA)

Secteurs de Planification	BSI 2023 Rectifié			BSI 2024		
	Nbre de Projets	Ressources Totales	%	Nbre de Projets	Ressources Totales	%
Economie rurale	77	95,534	28,81	76	151,210	37,00
Infrastructures	147	87,575	26,41	156	128,901	31,54
Ressources Humaines	110	70,319	21,20	111	62,136	15,20
Secondaire	54	78,188	23,58	49	66,466	16,26
Total	388	331,616	100	392	408,713	100

Source : DNP/ données SIGIP, 2023

Graphique 1 : Evolution des ressources du BSI 2023 et 2024 (en millions de FCFA)



Source : DNP,2023

Le graphique montre que le financement intérieur du BSI 2024 a enregistré une augmentation de **77,097 milliards** de FCFA (23,25%) par rapport au BSI 2023 rectifié. Le financement extérieur n'a pas connu d'évolution. L'augmentation de l'enveloppe du BSI 2024 s'explique essentiellement par le démarrage des projets dans les domaines des infrastructures notamment routières, Agricoles et sportives.

2. ANALYSE DU BSI 2024 PAR SOURCE ET PAR NATURE DE FINANCEMENT

Les ressources financières prévues pour couvrir les dépenses du BSI 2024, soit **408,713 milliards** de FCFA, proviennent respectivement de l'Intérieur pour **243,713 milliards** de FCFA (**59,63%**) et de l'Extérieur pour **165,000 milliards** de FCFA (**40,37%**). (Cf. Annexe 2).

Le financement intérieur est entièrement assuré par le Budget National. Quant au financement extérieur, il est reparti en **Prêts** pour un montant de **90,000 milliards** de FCFA, soit un taux de **54,55%** et en **Subventions** pour un montant de **75,000 milliards** de FCFA, soit un taux de **45,45%**. (Cf. Annexe 1).

La ventilation du BSI 2024 se présente comme suit :

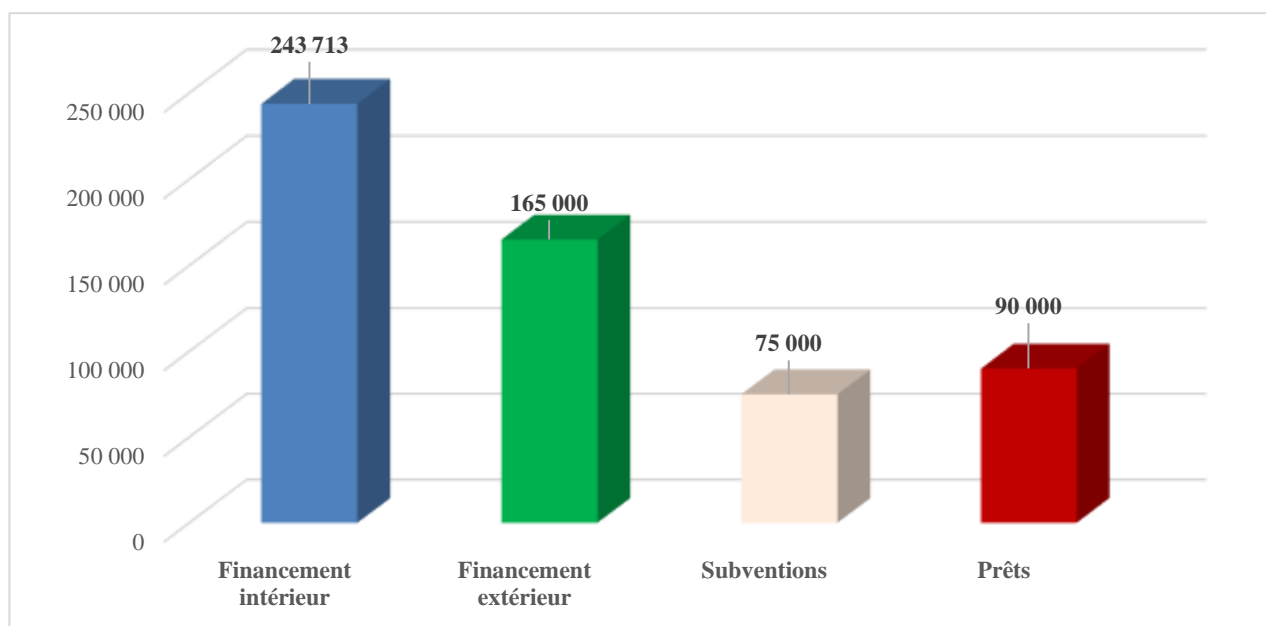
Tableau N°2 : Ventilation du BSI 2024 par source et par nature de financement (en millions de FCFA)

Sources de Financement	Montant (Millions FCFA)	% Source	% Total
Financement Intérieur (F.I.)	243 713	100	59,63
- Budget de l'Etat : Equipement- Investissement	243 713	100	
- Autofinancement	0	0	
- Divers Autres	0	0	
Financement Extérieur (F.E.)	165 000	100	40,37
- Subventions	75 000	45,45	
- Prêts	90 000	54,55	
TOTAL GENERAL (FI+FE)	408 713	100	100

Source : DNP/ données SIGIP, 2023

Le graphique 2 ci-dessous montre que la part des prêts domine celle des subventions dans le financement extérieur.

Graphique 2 : Ventilation du BSI 2024 par nature de financement (en millions de FCFA)



Source : DNP, 2023

3. ANALYSE DU BSI 2024 PAR MINISTÈRES/ INSTITUTIONS

Sur l'enveloppe prévisionnelle de **408,713 milliards** de FCFA du BSI 2024, le Ministère de l'Agriculture enregistre la plus importante enveloppe, soit **77,747 milliards** FCFA pour 43 projets, suivi du Ministère des Transports et des Infrastructures avec **73,661 milliards** FCFA pour 41 projets et du Ministère de l'Énergie et de l'Eau avec **61,926 milliards** FCFA pour 32 projets. Ces trois (3) Ministères représentent **52,20%** de l'enveloppe, soit **213,334 milliards** FCFA. (Cf. Annexe 6).

La situation de certains départements se présente comme suit :

- Ministère de l'Économie et des Finances : **29,305 milliards** de FCFA avec 43 projets ;
- Ministère de l'Élevage et de la Pêche : **26,443 milliards** de FCFA avec 16 projets ;
- Ministère de la Jeunesse et des Sports : **16,400 milliards** de FCFA avec 10 projets ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : **15,900 milliards** de FCFA pour 37 projets ;
- Ministère de la Santé et du Développement Social : **14,720 milliards** de FCFA pour 23 projets ;
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population : **11,430 milliards** de FCFA pour 19 projets ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique : **7,600 milliards** de FCFA pour 13 projets.
- Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable : **5,304 milliards** de FCFA avec 22 projets.

La synthèse des dotations et du nombre de projet par Ministère /Institution est consignée dans le tableau ci-après.

Tableau N°3 : Situation récapitulative du BSI 2024 par Ministères /Institutions (millions de FCFA)

Ministères / Institutions	Financement Intérieur	Financement Extérieur	Financement Total	Nbre de Projets
Présidence de la République	3 050	0	3 050	3
Primature	1 250	0	1 250	5
Cour Suprême	1 500	0	1 500	1
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	2 300	0	2 300	4
Ministère des Maliens Etablis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	1 465	0	1 465	6
Médiateur de la République	200	0	200	1
Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite	200	0	200	1
Ministère de l'Economie et des Finances	19 755	9 550	29 305	43
Ministère du Travail de la Fonction Publique et du Dialogue Social	1 200	0	1 200	2
Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	2 450	1 755	4 205	8
Ministère de la Refondation de l'Etat	250	0	250	1
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	15 900	0	15 900	37
Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes	150	0	150	1
Ministère de l'Industrie et du Commerce	3 629	505	4 134	16
Ministère de l'Education Nationale	2 300	0	2 300	7
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	7 600	0	7 600	13
Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme	3 350	0	3 350	16
Ministère de la Jeunesse et des Sports	16 400	0	16 400	10
Ministère de la Sante et du Développement Social	14 720	0	14 720	23
Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille	1 300	1 077	2 377	10
Ministère des Transports et des Infrastructures	53 390	20 271	73 661	41
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable	4 810	494	5 304	22
Ministère de l'Energie et de l'Eau	11 840	50 086	61 926	32
Ministère des Mines	1 502	0	1 502	4
Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration	2 075	0	2 075	5
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population	11 430	0	11 430	19
Ministère de l'Agriculture	19 605	58 142	77 747	43
Ministère de l'Elevage et de la Pêche	3 950	22 493	26 443	16
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	100	627	727	1
Nouveaux Projets BSI	36 042	0	36 042	1
Total	243 713	165 000	408 713	392

Source : DNP/ données SIGIP, 2023

4. ANALYSE DU BSI 2024 PAR SECTEURS DE PLANIFICATION

Le BSI 2024 est dominé par les secteurs **Economie rurale (37,00%)** et **Infrastructures (31,54%)** contre respectivement **28,81%** et **26,41%** pour le BSI rectifié en 2023. Ensuite viennent les secteurs **Secondaire** avec **16,26%** contre **23,58%** en 2023 et **Ressources humaines** avec **15,20%** contre **21,20%** en 2023.

4.1. Ventilation par secteurs de planification

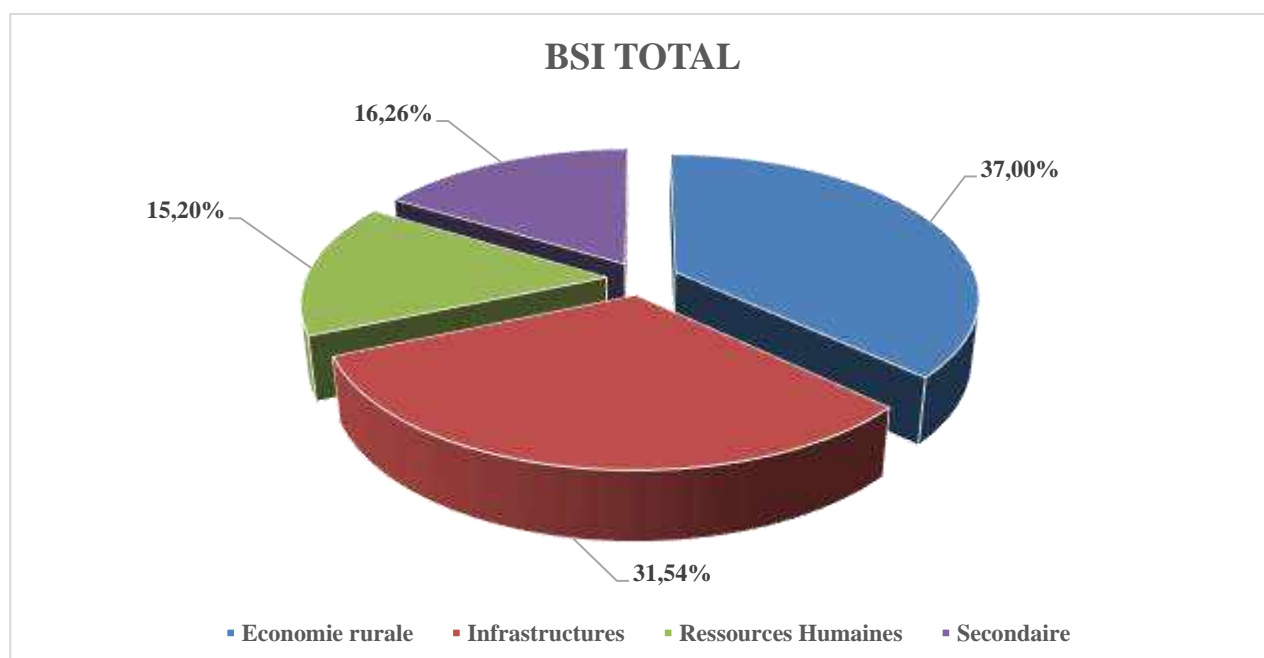
L'enveloppe du BSI 2024 est répartie entre les différents secteurs comme suit :

Tableau N°4 : Ventilation du BSI par secteurs (millions de FCFA)

SECTEURS	NBRE DE PROJETS	FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR	TOTAL	%
Economie Rurale	76	61 377	89 833	151 210	37,00
Infrastructures	156	108 630	20 271	128 901	31,54
Ressources Humaines	111	57 831	4 305	62 136	15,20
Secondaire	49	15 875	50 591	66 466	16,26
TOTAL	392	243 713	165 000	408 713	100

Source : DNP/ données SIGIP, 2023

Graphique 3 : Répartition du BSI 2024 par secteurs de planification



Source : DNP, 2023

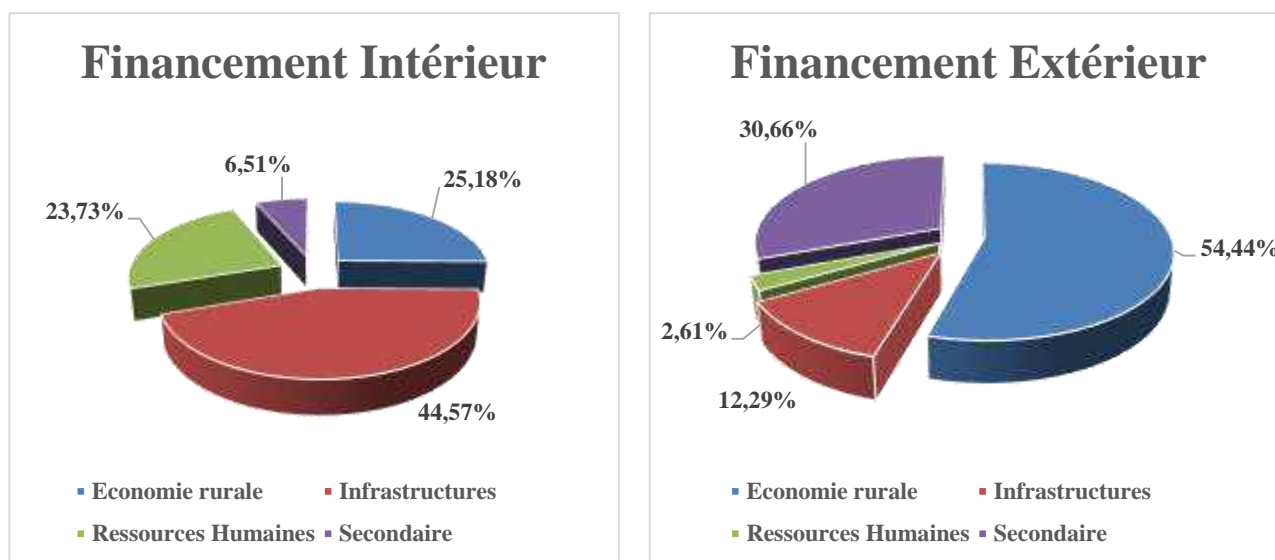
Par rapport au financement extérieur, les secteurs **Economie Rurale (54,44%)** et **Secondaire (30,66%)** viennent en tête en 2024 contre respectivement **43,67%** et **40,48%** en 2023. Ils sont suivis respectivement des secteurs **Infrastructures** avec **12,29%** contre **13,87%** en 2023 et

Ressources humaines avec **2,61%** contre **1,99%** en 2023.

Le financement extérieur est composé de Prêts, soit 54,55% contre 45,45% de Subventions. Les Prêts sont orientés vers le secteur **Economie rurale** avec **46,22%** contre **38,42%** pour le secteur **Secondaire** et **13,41%** pour celui des **Infrastructures**. Quant aux Subventions, elles sont orientées vers le secteur **Economie Rurale** (**64,31%**), suivi respectivement des secteurs **Secondaire** avec **21,35%** et **Infrastructures** (**10,94%**). (Cf. Annexe 4).

Concernant le financement intérieur, la priorité est accordée au secteur **Infrastructures** avec **44,57%**. Il est suivi respectivement des secteurs **Economie rurale** avec **25,18%** ; **Ressources humaines** (**23,73%**) et **Secondaire** **6,51%**. (Cf. Annexes 3 et 5).

Graphique 4 : Répartition des financements intérieur et extérieur par secteur de planification



Source : DNP, 2023

4.2. Ventilation par sous-secteurs de planification

4.2.1. Secteur et sous-secteurs Economie Rurale

Dans la répartition sectorielle du BSI 2024, le Secteur Economie rurale occupe la première place avec un financement de **151,210 milliards** de FCFA dont **61,377 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur, soit un taux de **40,59%**. La part du financement extérieur représente **59,41%** du financement total du secteur et est dominée par les subventions **53,69%** contre **46,31%** par les prêts (Cf. Tableau N°5). Le financement du secteur concerne la mise en œuvre de **76** projets/programmes.

Le sous-secteur **Agriculture** avec **81,82%** du secteur regroupe d'importants projets d'aménagements et d'équipements hydro agricoles et de mise en valeur avec un financement extérieur important de l'ordre de **66,846 milliards** de FCFA, soit **54,03%**. La part des ressources intérieures dans le financement du sous- secteur est de **56,877 milliards** de FCFA, soit **45,97%**.

Le financement du secteur permet la mise en œuvre :

- des contrats plans Etat-Offices/Agence de développement rural : Office du Niger (ON), Office Riz Mopti (ORM), Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (OPIB), Office Riz Ségou (ORS), Office du Moyen Bani (OMB) et Agence de Développement Rural de la vallée du fleuve Sénégal (ADRS);
- des projets et programmes d'aménagement, d'équipement hydroagricoles et de mise en valeur : i) des Programmes de promotion des systèmes de culture Agroécologique et de protection des Sols au Mali (PAESOL), de Promotion Agro écologique dans l'Irrigation de Proximité (PAE-IPRO), de Développement de l'Irrigation dans le Bassin du Bani et à Sélingué Phase II (PDI-BS 2), de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Péri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB), Nouveau projet ACTION (Kayes, Koulikoro, Dioïla, et Pays Dogon), de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP – Mali), et ii) des Projets de Mise en valeur des Plaines rizicoles de Tombouctou (PMPRT), de Renforcement de la Sécurité Alimentaire à travers l'Irrigation de Proximité dans le Kaarta/Séfétou (PRSAIP-K/S), d'Appui au renforcement de la Résilience des Communautés de Base (PARCB) et d'Urgence de Production et de Sécurité Alimentaire & Nutritionnelle (PUPSAN), Communautaire de Relèvement et de Stabilisation du Sahel (PCRSS), d'Appui au Développement du Périmètre (PAD) de Baguinéda, Multi-Energies pour la Résilience et la gestion Intégrée des Terroirs au Mali (Projet MERIT), de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti (PDI-ORM), d'Appui au Développement Rural de Soké 1 (PADERS1), Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel pour le Mali (PARIIS), de Développement de l'Agriculture dans les zones Arides du Mali (PDAZAM), d'Appui Initiative Irrigation Sahel Mali (PAIS-Mali), de Financement Inclusif des Filières Agricoles (INCLUSIF), de Développement des Filières Horticoles, N'Débougou (Phase IV), d'extension des aménagements de la plaine de San ouest de 510 ha/Développement rural et Sécurité alimentaire (MLI021), d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobéré;
- des programmes d'infrastructures économiques dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti.

Le sous-secteur **Élevage** occupe la seconde place avec **16,46%** du secteur. Il est composé par les ressources extérieures, soit **90,36%** du financement total du sous-secteur contre **09,64%** pour les ressources intérieures.

Les principaux Projets/Programmes portent, entre autres, sur :

- l'Appui au Développement de l'Élevage au Mali (PADEL-M), Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel phase II (PRAPS-Mali) et le Développement Durable des Exploitations Pastorales au Sahel Mali (PDDEPS - Mali) ;
- le Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali volet Aquaculture et Aviculture (PDIRAAM) ;
- l'Appui à la Conservation et à la Diffusion des Bétails Ruminants Endémiques dans la zone sud du Mali ;
- l'Appui au Centre National d'Insémination Artificielle.

Quant au sous-secteur Forêts avec **1,35%** du secteur, il permettra la mise en œuvre des actions relatives à la gestion des ressources naturelles à savoir : le Projet du parc de Tienfala, les Programmes de Développement Durable dans le Delta Intérieur du Niger/PDD -DIN II, de

Gestion et de Décentralisation des Forêts (GEDEFOR 3)/Promotion des chaînes de valeurs agricoles) ; de changements climatiques, des travaux d'aménagement, de conservation des massifs parcs nationaux, ainsi qu'à la reconstitution des écosystèmes forestiers et le Projet de gestion communautaire ressources naturelles restauration écosystème aire répartition éléphants et l'Alliance Globale pour le Changement Climatique (AGCC).

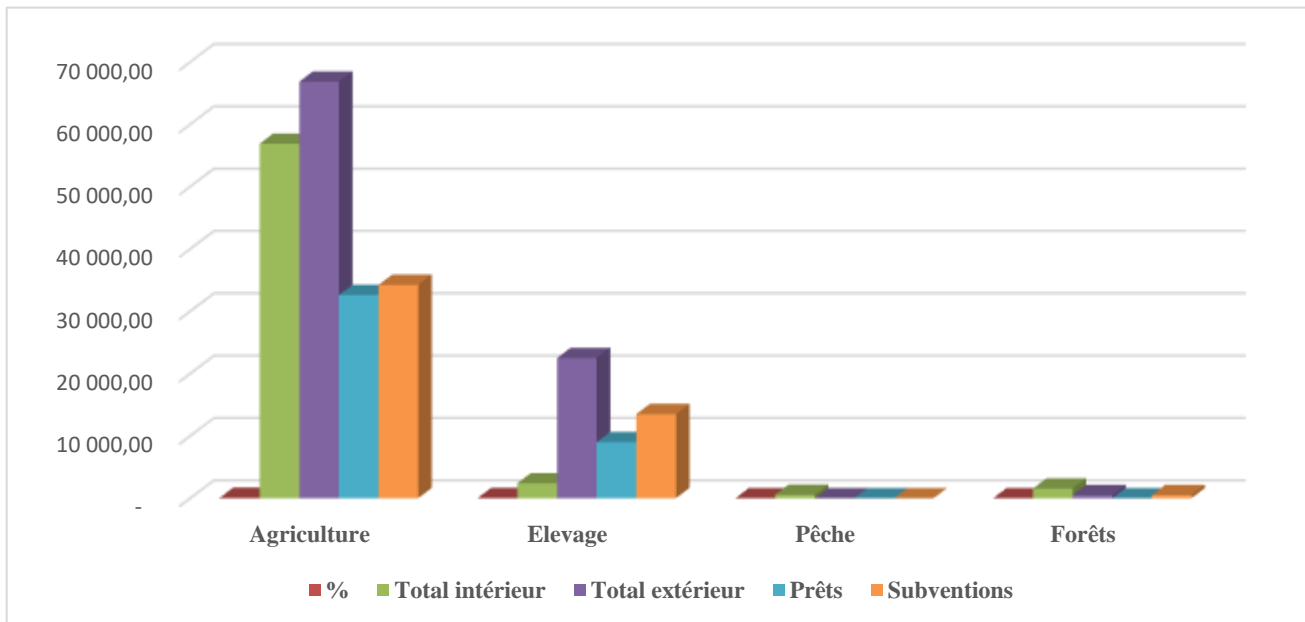
Enfin, le sous-secteur Pêche avec **0,36%** du secteur se caractérise par la mise en œuvre des Projets, d'Appui à l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur Niger (ODPADIN), à l'Agence de Gestion du Marché Central à Poissons de Bamako et au Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacole (PQAA).

Tableau N°5 : Financement par sous-secteur du Secteur Economie Rurale (en millions de FCFA)

SOUS-SECTEUR	FINANCEMENT		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Agriculture	123 723	81,82	56 877	66 846	32 605	34 241
Elevage	24 893	16,46	2 400	22 493	8 993	13 500
Pêche	550	0,36	550	0	0	0
Forêts	2 044	1,35	1 550	494	0	494
TOTAL	151 210	100,00	61 377	89 833	41 598	48 235

Source : DNP/ données SIGIP, 2023

Graphique 5 : Ventilation du financement du secteur Economie rurale par sous-secteur (en millions de FCFA)



Source : DNP, 2023

4.2.2. Secteur et sous-secteurs Infrastructures

Le secteur Infrastructures occupe la deuxième place avec un financement de **128,901** milliards de FCFA dont **108,630** milliards de FCFA au titre du financement intérieur (**84,27%**). Ce montant représente **44,57%** du montant total du BSI intérieur 2024. Le financement extérieur représente **15,73%** et est entièrement orienté vers le sous-secteur Moyens routiers (Cf. Tableau N°6). Le financement prend en compte la mise en œuvre de **156** projets/programmes.

Le sous-secteur **Moyens routiers** avec **53,68%** du secteur est financé par les ressources intérieures à hauteur de **70,70%**. Il regroupe d'importants projets relatifs au désenclavement extérieur et intérieur du pays, à savoir :

- la Réhabilitation de la route Sévaré -Gao (Phase I) ;
- la Construction/Bitumage du Tronçon urbain RN 27 (Bamako-Koulikoro) du rondpoint Grand Hôtel à Boulkassoumbougou ;
- le Fonds Etudes des Projets Routiers ;
- l'Aménagement en 22 voies de la Section Ségou - San sur 7 km de la RN6 ;
- l'Aménagement Voie de la Route Aéroport - Cité Universitaire de Kabala ;
- la Construction/Bitumage de la route Dioïla-Massigui-Koualé-Kébila ;
- la Construction/Bitumage de la route Kayes-Sandaré ;
- la Construction/Réhabilitation de la Route Transsaharienne (RTS)-Phase I ;
- les travaux de réhabilitation de la route Bamako-Kati-Kolokani-Didiéni ;
- les travaux de construction de la voie ceinture Ouest Koulikoro (13,8 km) ;
- les travaux de construction/bitumage de la route Zantiébougou-Kolondiéba-Frontière RCI;
- les travaux d'aménagement de la section Sévaré-Mopti de la RN 6, aménagement de 10 km de voirie dont 5 km dans la ville de Mopti et 5 km dans la ville de Sévaré et la construction de la voie de contournement de l'aéroport de Mopti Ambodedjo ;
- les études des travaux de Construction/Bitumage de la route Tambaga-Manantali (92km) ;
- les études de la Réhabilitation de la piste de l'aéroport de Mopti Ambodedjo.

Le sous-secteur **Bâtiments et Equipements** avec **39,59%** du secteur est entièrement financé par les ressources intérieures, les principaux projets/programmes sont entre autres :

- les Programmes de construction de 50 000 logements sociaux et d'acquisition/construction résidences/logements diplomates ;
- les travaux de construction et d'équipement des bâtiments pour l'administration, notamment les sièges de certains services centraux (Nouvel Hôtel des Finances, Inspection des Services Diplomatiques et Consulaires, Salles d'archives de la DNTCP, Domaines, ANTIM, DNDC, DGABE, Archives DFM/CADD du MUHDATP, siège de l'INSTAT, ANSE, la DFM/DRH du Ministère en charge de l'Agriculture, la DNACPN;
- les travaux de construction de la nouvelle ENSUP et d'extension de l'Hôpital du Mali ;
- le Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des régions du Nord (PURD), les travaux de réhabilitation/équipement des nouvelles régions ;
- le démarrage des Projets de Construction du siège de la DGB/DNCF, du Centre de Traitement des Données de l'Etat Civil/CTDEC, de l'AMADER, de l'ANADEB, de la DNA/DNGR, de la CPS/DNI, de la CAISFF, du CNREX/BTP, de la DGR, du Protocole de la République, du CETRU, de la DGT, de la Direction Emploi/Formation Professionnelle, de l'Immeuble de la Promotion de la Femme, de l'ONAPUMA, de l'Hôtel Elevage/Pêche, de l'ONEF, de l'Institut du Sahel, du Bureau des Domaines de Kati) , de la Restauration et de l'équipement des bâtiments/immeubles de Koulouba, de l'aménagement des centres du CMSS et

l'aménagement et l'équipement des Cercles et Arrondissements, de l'IER, de réhabilitation du Centre de Formation Pratique en Élevage (CFPE), de réhabilitation inspection de l'élevage, extension du siège de l'Autorité de Protection des Données à caractères Personnelles extension du siège, réhabilitation Equipement centre d'accueil des migrants dans les régions, réhabilitation du CIGEM, réhabilitation équipement laboratoire vétérinaire de Gao et les études de la réhabilitation/équipement de l'ancien INA.

Le sous-secteur Urbanisme et Habitat avec **2,51%** du secteur est entièrement financé sur les ressources intérieures. Il est constitué du Projet de pavage des rues dans la ville de Bamako et environs, du programme d'infrastructures économiques dans le District de Bamako, des travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, de la réforme foncière sécurisée, des projets d'assainissement et de la prise en charge des ouvrages de l'ANGESEM.

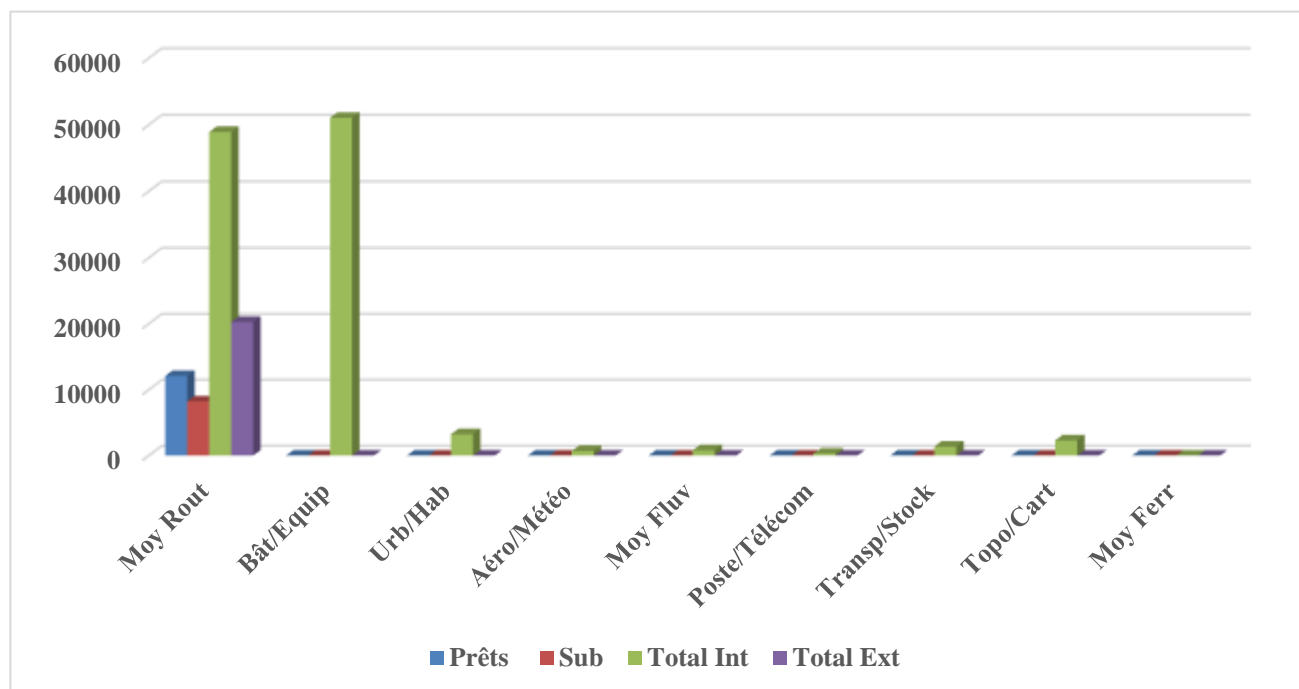
Les autres sous-secteurs occupent au total **4,23%** du secteur.

Tableau N°6 : Financement par sous-secteur du Secteur Infrastructures (en millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN TOTAL		FIN INTERIEUR	FIN EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Moyens Routiers	69 191	53,68	48 920	20 271	12 065	8 206
Bâtiments et Equipement	51 030	39,59	51 030	0	0	0
Urbanisme et Habitat	3 230	2,51	3 230	0	0	0
Aéronautique/Météo	700	0,54	700	0	0	0
Moyens Fluviaux	800	0,62	800	0	0	0
Poste/Télécom	300	0,23	300	0	0	0
Transport/Stockage	1 350	1,05	1 350	0	0	0
Topo et Cartographie	2 300	1,78	2 300	0	0	0
Moyens Ferroviaires	0	0,00	0	0	0	0
TOTAL	128 901	100,00	108 630	20 271	12 065	8 206

Source : DNP/ données SIGIP, 2023

Graphique 6 : Ventilation du financement du Secteur Infrastructures par sous-secteurs (millions de FCFA)



Source : DNP, 2023

Cette ventilation montre que le volume du financement intérieur est orienté essentiellement vers les sous-secteurs **Moyens routiers** et **Bâtiments/équipement** qui représentent respectivement **45,03%** et **46,98%** du volume du financement total intérieur du secteur.

La part du financement extérieur est entièrement orientée vers le sous -secteur **Moyens routiers** et répartie comme suit : les prêts **59,52%** contre **40,48%** pour les subventions.

4.2.3. Secteur et sous-secteurs Secondaire

Dans la répartition sectorielle du BSI 2024, le **Secteur Secondaire** vient en troisième position avec un financement de **66,466 milliards** de FCFA dont **50,591 milliards** de FCFA au titre du financement extérieur, soit **76,12%** du montant total du financement. Le financement extérieur est réparti entre les Prêts pour **68,36%** contre **31,64%** pour les Subventions (Cf. Tableau N°7). Le secteur couvre **49** projets/programmes.

Le sous-secteur **Energie** avec **46,74%** des ressources du secteur est financé par l'Extérieur à hauteur de **27,693 milliards** de FCFA, soit **89,14%**. Il est réparti entre les prêts pour **91,13%** contre **08,87%** pour les subventions. Les principales interventions financées sont, entre autres :

- le Programme d'Urgences Sociales d'Accès à l'Energie/Construction Centrales Solaires ;
- l'appui au secteur de l'énergie et les travaux de construction du centre national de conduite de dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba, la mise en œuvre des projets d'électrification rurale et villageoise ; le Projet d'Amélioration du Secteur de l'Electricité au Mali (PASEM) ;
- le démarrage des Projets d'Electrification Villageoise/Energie solaire Phase 3.

Le sous-secteur **Eaux** avec **46,23%** du secteur est surtout financé par les ressources extérieures, soit **72,87%** du financement total du sous-secteur. Il s'agit, entre autres, des projets et programmes suivants :

- d'Appui à l'Approvisionnement et à l'Assainissement résilient aux changements climatiques à la COVID 19 dans la région de Kayes et le cercle de Kati ;
- Hydraulique villageoise dans les Régions de Tombouctou et de Gao ;
- le Projet Etudes aménagement du barrage de Taoussa, les Projets d'Amélioration de l'accès à l'eau Potable, d'Adduction d'Eau Potable (AEP) Bamako-Kabala, de mobilisation des ressources en eau en milieu rural (Programme d'urgence), le projet AEP et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux ;
- le Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales, 3^{ème}Phase (PACTEA) ;
- Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN) ;
- de Protection des berges du fleuve Niger (le Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger/ PREFEN).

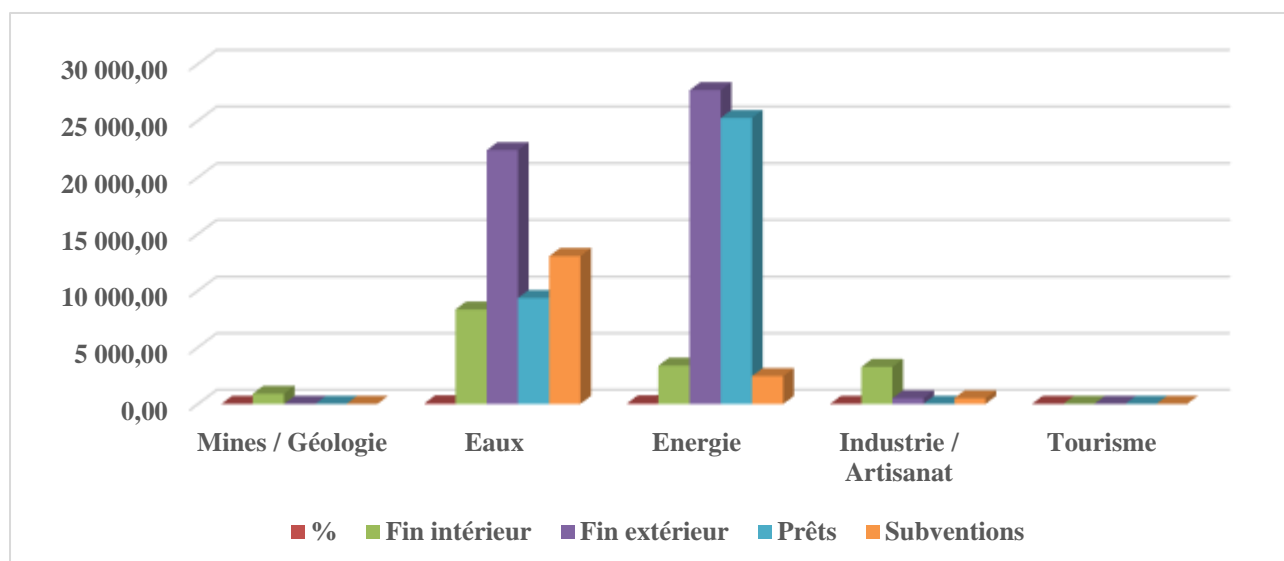
Les autres sous-secteurs, à savoir (**Mines/Géologie, Industries/Artisanat et Tourisme**) occupent au total **7,03%** du secteur. Les investissements au niveau de ces sous-secteurs portent sur la mise en œuvre du Programme pour le Développement des Ressources Pétrolières du Mali/PDRPM, la cartographie géologique, le développement de l'Artisanat (Construction de villages artisanaux et du CDAT), la promotion des investissements et du commerce intérieur et extérieur et le renforcement des capacités des acteurs du commerce et de l'industrie.

Tableau N°7 : Financement par sous-secteurs du Secteur Secondaire (en millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN. TOTAL		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Mines / Géologie	900	1,35	900	0	0	0
Eaux	30 728	46,23	8 335	22 393	9 346	13 047
Energie	31 068	46,74	3 375	27 693	25 236	2 457
Industrie Artisanat	3 770	5,67	3 265	505	0	505
Tourisme	0	0,00	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	66 466	100,00	15 875	50 591	34 582	16 009

Source : DNP/ données SIGIP2023

Graphique 7 : Ventilation du financement du secteur Secondaire par sous-secteur (millions de FCFA)



Source : DNP, 2023

Ce graphique montre que le financement extérieur dans ce secteur est important au niveau des deux (02) sous-secteurs (Energie et Eaux) et dépasse largement le financement intérieur. Les prêts sont en tête au niveau du sous-secteur Energie, tandis que les subventions dominent au niveau du sous-secteur Eaux dans le financement desdits sous-secteurs.

4.2.4. Secteur et sous-secteurs Ressources humaines

Dans la répartition sectorielle du BSI 2024, le Secteur Ressources humaines vient en dernière position avec un financement de **62,136 milliards** de FCFA dont **57,831 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur, soit **93,07%** du montant total du financement du secteur (Cf. Tableau N°8). Le secteur comprend **111** projets/programmes.

Le sous-secteur **Santé/Affaires Sociales** représente **22,37%** (**13,900 milliards** de FCFA entièrement financé par les ressources intérieures). Il regroupe d'importants Projets de rénovation/extension des Centres Hospitaliers Universitaires, du CNOS, INSP, CRLD, ANTIM du Centre Régional d'Appareillage Orthopédique et de Rééducation fonctionnelle à Kayes, de l'Hôpital Dermatologie de Bamako et de la DNPSES, des Centres de Santé à travers le renforcement et l'amélioration du plateau technique des structures sanitaires, de promotion et d'autonomisation des femmes et de dividende démographique.

Concernant le sous-secteur **Education et Formation** avec **18,23%** du secteur, il est entièrement financé par les ressources intérieures et assure la mise en œuvre des projets/programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires, secondaires et universitaires (Amphi, Lycées, IFM, Facultés, Bibliothèque Universitaire Centrale) et des grandes écoles (résidence et bloc administratif à l'IPR/IFRA de Katibougou, nouvelle ENSUP), l'Ecole Africaine des Mines et le renforcement des capacités par la formation.

Le sous-secteur **Administration, Plan, Finances** avec **22,10%** du secteur est largement financé par les ressources intérieures, soit **81,43%** (**11,181 milliards** de FCFA). Il couvre les projets/programmes de renforcement de capacités des structures (CDI, ODHD, INSTAT), les projets d'appui aux Directions/Cellules, l'interconnexion des bases de données du MEF, le fonds d'études et de préparation des projets d'investissements et la mise en œuvre du Projet d'Appui à la

Compétitivité de l'Economie Malienne (PACEM).

Le sous-secteur **Culture/arts/sport** représente 28,32% du financement du secteur et est entièrement financé par les ressources intérieures. Les investissements au niveau de ce sous-secteur portent sur des actions de renforcement et de développement des infrastructures culturelles et artistiques (CICB, le Palais de la culture Amadou Hampâté BAH, la Maison Africaine de la photographie, Direction Nationale de l'Action Culturelle, Mémorial Modibo Keïta, Parcs publics et Monuments, Maison Africaine de la Photographie, Musée National), des travaux de construction/réhabilitation/équipement des infrastructures sportives (des stades régionaux, du stade Ouenzin COULIBALY, du stade de Tombouctou, du Centre Entraînement Sportif Elite de Kabala, du stade Mamadou KONATE) et la mise en œuvre du Programme National de la Promotion de la Jeunesse (PNPJ).

Quant aux autres sous-secteurs **Emploi/travail** et **Information**, ils représentent au total **8,98%** du secteur. Ils sont composés par les projets d'Appui à la Formation Professionnelle, l'Insertion et l'Entreprenariat des jeunes ruraux (FIER II), de renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural à la Formation et à l'Insertion Professionnelle (PFIP), de constructions des Centres de Formation Professionnelle et le renforcement des infrastructures de communication à travers l'AGETIC, l'ORTM et l'ANCD.

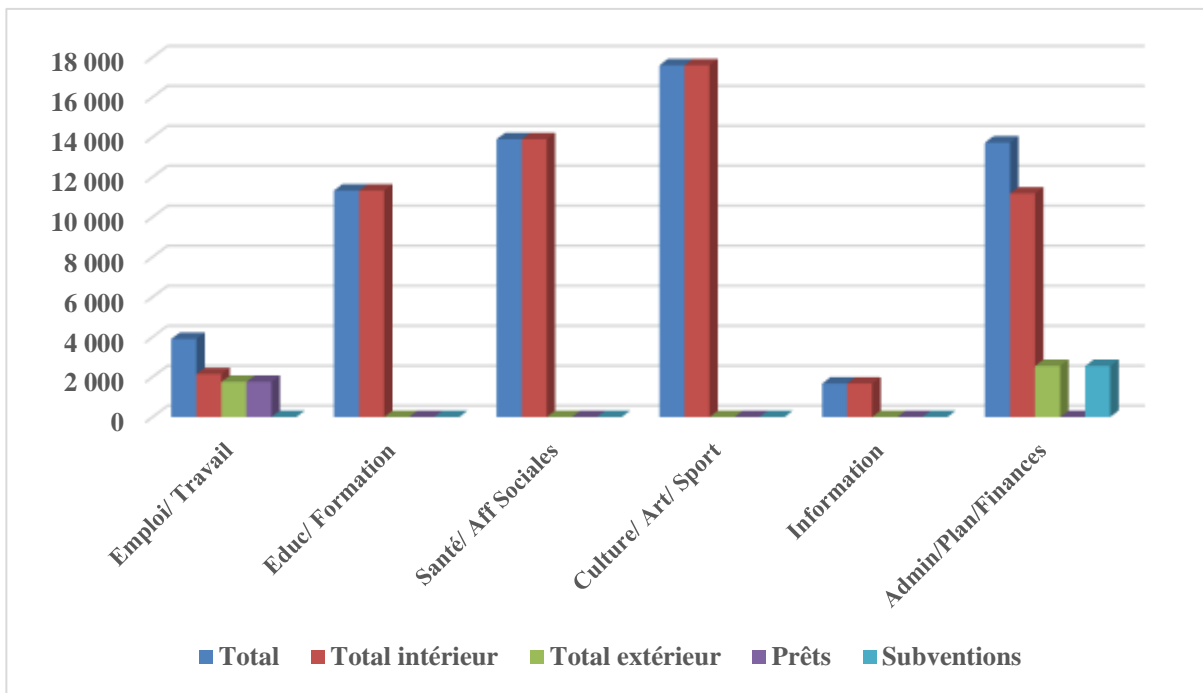
Tableau N°8 : Financement par sous-secteur du Secteur Ressources humaines (millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN. TOTAL		FIN. INT.	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Emploi/ Travail	3 905	6,28	2 150	1 755	1 755	0
Education/ Formation	11 325	18,23	11 325	0	0	0
Santé/ Affaires Sociales	13 900	22,37	13 900	0	0	0
Culture/ Art/ Sport	17 600	28,32	17 600	0	0	0
Information	1 675	2,70	1 675	0	0	0
Administration/Plan/Finances	13 731	22,10	11 181	2 550	0	2 550
TOTAL	62 136	100,00	57 831	4 305	1 755	2 550

Source : DNP/ données SIGIP, 2023

Le tableau ci-dessus montre que les ressources extérieures contribuent au financement de **deux (02)** sous-secteurs (Santé/Affaires Sociales et Administration/Plan/Finances).

Graphique 8 : Ventilation du financement du secteur Ressources humaines par sous-secteur (millions de FCFA)



Source : DNP, 2023

Ce graphique indique que le financement Extérieur intervient au niveau de deux (02) sous-secteurs (Emploi/travail et Administration/Plan/Finances).

CONCLUSION

Au Mali, des financements importants sont consentis chaque année par l'Etat et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) à travers le Budget Spécial d'Investissement (BSI) pour la mise en œuvre des politiques publiques de développement par le biais des Projets/Programmes en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations.

Le BSI 2024 s'inscrit dans la poursuite de la mise en œuvre du Plan d'Action Prioritaire du Gouvernement de Transition (PAPGT) 2022-2024 du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat et de la consolidation des acquis du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023.

Il est nécessaire de rappeler que le BSI 2024 a été élaboré avec un certain nombre de contraintes dont :

- les séquelles de la crise sanitaire de la Covid-19 auxquelles se sont ajoutées celles de la crise en Ukraine occasionnant une flambée des prix et un ralentissement de la production mondiale ;
- les crises sociopolitiques et sécuritaires ;
- la suspension des décaissements de certains Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ;
- le niveau limité des ressources financières de l'Etat ;
- le niveau élevé des engagements de l'Etat consignés dans les accords et conventions de financement ;
- le nombre élevé d'avenants dû le plus souvent aux insuffisances constatées dans la préparation des projets (qualité des études, retard dans la finalisation des travaux), entraînant des coûts supplémentaires non prévus et non anticipés dans le BSI ;
- le vieillissement du portefeuille (caractère récurrent de certains Projets/Programmes).

Pour une meilleure efficacité des dépenses d'investissement en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations, il est nécessaire d'améliorer la qualité des Projets/Programmes à l'entrée, de veiller à leur soutenabilité budgétaire et d'assurer le suivi régulier et l'évaluation de leur mise en œuvre.

A N N E X E S

Annexe 1 : Structure sectorielle et sous-sectorielle des dépenses et leur financement selon la nature



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET LEUR FINANCEMENT SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024		
	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.
Economie rurale	95 577	95 462	-0	381 250	151 210	151 210	0	61 377	61 377	0	0	89 833	41 598	48 235
Agriculture	64 637	64 522	-0	319 383	123 723	123 723	0	56 877	56 877	0	0	66 846	32 605	34 241
Elevage	22 987	22 987	0	56 568	24 893	24 893	0	2 400	2 400	0	0	22 493	8 993	13 500
Pêche	1 843	1 843	0	1 500	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0
Forêts	6 110	6 110	0	3 799	2 044	2 044	0	1 550	1 550	0	0	494	0	494
Secondaire	78 188	78 188	0	227 416	66 466	66 466	0	15 875	15 875	0	0	50 591	34 582	16 009
Mines et Géologie	1 413	1 413	0	2 100	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0
Eaux	46 087	46 087	0	147 248	30 728	30 728	0	8 335	8 335	0	0	22 393	9 346	13 047
Energie	28 142	28 142	0	71 998	31 068	31 068	0	3 375	3 375	0	0	27 693	25 236	2 457
Industrie / Artisanat	2 546	2 546	0	6 070	3 770	3 770	0	3 265	3 265	0	0	505	0	505
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infrastructures	87 586	87 493	-0	468 559	128 901	128 901	0	108 630	108 630	0	0	20 271	12 065	8 206
Moyens routiers	51 660	51 567	-0	272 438	69 191	69 191	0	48 920	48 920	0	0	20 271	12 065	8 206
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	408	408	0	1 600	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0
Aéronautique / Météo	555	555	0	1 600	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0
Poste / Télécommunication	171	171	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0
Topo et Cartographie	1 304	1 304	0	5 000	2 300	2 300	0	2 300	2 300	0	0	0	0	0
Bâtiments et Equipement	29 552	29 552	0	169 161	51 030	51 030	0	51 030	51 030	0	0	0	0	0
Urbanisme et Habitat	2 791	2 791	0	4 830	3 230	3 230	0	3 230	3 230	0	0	0	0	0
Transport / Stockage	1 145	1 145	0	13 030	1 350	1 350	0	1 350	1 350	0	0	0	0	0
Ressources Humaines	76 413	70 034	-1	199 788	62 136	61 886	250	57 831	57 831	0	0	4 305	1 755	2 550
Emploi / Travail	7 638	1 373	-1	11 615	3 905	3 905	0	2 150	2 150	0	0	1 755	1 755	0
Education / Formation	7 206	7 206	0	35 425	11 325	11 325	0	11 325	11 325	0	0	0	0	0



Santé / Affaires sociales	20 325	20 211	-0	38 700	13 900	13 900	0	13 900	13 900	0	0	0	0	0
Culture / Art / Sport	31 878	31 878	0	73 810	17 600	17 600	0	17 600	17 600	0	0	0	0	0
Information	812	812	0	4 575	1 675	1 675	0	1 675	1 675	0	0	0	0	0
Administration / Plan et Finances	8 554	8 554	0	35 663	13 731	13 481	250	11 181	11 181	0	0	2 550	0	2 550
Total	337 764	331 177	-1	1 277 013	408 713	408 463	250	243 713	243 713	0	0	165 000	90 000	75 000

Annexe 2 : Etat récapitulatif des dépenses et leur financement selon le secteur et le sous-secteur



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
STRUCTURE SECTORIELLE ET SOUS-SECTORIELLE DES DEPENSES ET DE LEUR FINANCEMENT
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026			DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024		
	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.
Economie rurale	95 577	100	-0,12	381 250	100,00	29,85	151 210	100,00	37,00	61 377	100,00	25,18	89 833	100,00	54,44
Agriculture	64 637	64 522	-0,00	319 383	83,77	25,01	123 723	81,82	30,27	56 877	92,67	23,34	66 846	74,41	40,51
Elevage	22 987	22 987	0,00	56 568	14,84	4,43	24 893	16,46	6,09	2 400	3,91	0,98	22 493	25,04	13,63
Pêche	1 843	1 843	0,00	1 500	0,39	0,12	550	0,36	0,13	550	0,90	0,23	0	0,00	0,00
Forêts	6 110	6 110	0,00	3 799	1,00	0,30	2 044	1,35	0,50	1 550	2,53	0,64	494	0,55	0,30
Secondaire	78 188	100	0,00	227 416	100,00	17,81	66 466	100,00	16,26	15 875	100,00	6,51	50 591	100,00	30,66
Mines et Géologie	1 413	1 413	0,00	2 100	0,92	0,16	900	1,35	0,22	900	5,67	0,37	0	0,00	0,00
Eaux	46 087	46 087	0,00	147 248	64,75	11,53	30 728	46,23	7,52	8 335	52,50	3,42	22 393	44,26	13,57
Energie	28 142	28 142	0,00	71 998	31,66	5,64	31 068	46,74	7,60	3 375	21,26	1,38	27 693	54,74	16,78
Industrie / Artisanat	2 546	2 546	0,00	6 070	2,67	0,48	3 770	5,67	0,92	3 265	20,57	1,34	505	1,00	0,31
Tourisme	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Infrastructures	87 586	100	-0,11	468 559	100,00	36,69	128 901	100,00	31,54	108 630	100,00	44,57	20 271	100,00	12,29
Moyens routiers	51 660	51 567	-0,00	272 438	58,14	21,33	69 191	53,68	16,93	48 920	45,03	20,07	20 271	100,00	12,29
Moyens ferroviaires	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Moyens fluviaux	408	408	0,00	1 600	0,34	0,13	800	0,62	0,20	800	0,74	0,33	0	0,00	0,00
Aéronautique / Météo	555	555	0,00	1 600	0,34	0,13	700	0,54	0,17	700	0,64	0,29	0	0,00	0,00
Poste / Télécommunication	171	171	0,00	900	0,19	0,07	300	0,23	0,07	300	0,28	0,12	0	0,00	0,00
Topo et Cartographie	1 304	1 304	0,00	5 000	1,07	0,39	2 300	1,78	0,56	2 300	2,12	0,94	0	0,00	0,00
Bâtiments et Equipement	29 552	29 552	0,00	169 161	36,10	13,25	51 030	39,59	12,49	51 030	46,98	20,94	0	0,00	0,00
Urbanisme et Habitat	2 791	2 791	0,00	4 830	1,03	0,38	3 230	2,51	0,79	3 230	2,97	1,33	0	0,00	0,00
Transport / Stockage	1 145	1 145	0,00	13 030	2,78	1,02	1 350	1,05	0,33	1 350	1,24	0,55	0	0,00	0,00
Ressources Humaines	76 413	100	-8,35	199 788	100,00	15,64	62 136	100,00	15,20	57 831	100,00	23,73	4 305	100,00	2,61
Emploi / Travail	7 638	1 373	-0,82	11 615	5,81	0,91	3 905	6,28	0,96	2 150	3,72	0,88	1 755	40,77	1,06
Education / Formation	7 206	7 206	0,00	35 425	17,73	2,77	11 325	18,23	2,77	11 325	19,58	4,65	0	0,00	0,00



Santé / Affaires sociales	20 325	20 211	-0,01	38 700	19,37	3,03	13 900	22,37	3,40	13 900	24,04	5,70	0	0,00	0,00
Culture / Art / Sport	31 878	31 878	0,00	73 810	36,94	5,78	17 600	28,32	4,31	17 600	30,43	7,22	0	0,00	0,00
Information	812	812	0,00	4 575	2,29	0,36	1 675	2,70	0,41	1 675	2,90	0,69	0	0,00	0,00
Administration / Plan et Finances	8 554	8 554	0,00	35 663	17,85	2,79	13 731	22,10	3,36	11 181	19,33	4,59	2 550	59,23	1,55
Total	337 764	331 177	-1,95	1 277 013		100,00	408 713		100,00	243 713		100,00	165 000		100,00

Annexe 3 : Situation du financement national selon le secteur et le sous-secteur



PTI 2024 - 2026
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
SITUATION DU FINANCEMENT NATIONAL SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEURS	BUDGET NAT. 2024							Total
	SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PSTE	COLLECTIVE	COMMUNALE	Autofinancement	
Economie rurale	61 377	61 377	0	0	0	0	0	61 377
Agriculture	56 877	56 877	0	0	0	0	0	56 877
Elevage	2 400	2 400	0	0	0	0	0	2 400
Pêche	550	550	0	0	0	0	0	550
Forêts	1 550	1 550	0	0	0	0	0	1 550
Secondaire	15 875	15 875	0	0	0	0	0	15 875
Mines et Géologie	900	900	0	0	0	0	0	900
Eaux	8 335	8 335	0	0	0	0	0	8 335
Energie	3 375	3 375	0	0	0	0	0	3 375
Industrie / Artisanat	3 265	3 265	0	0	0	0	0	3 265
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0
Infrastructures	108 630	108 630	0	0	0	0	0	108 630
Moyens routiers	48 920	48 920	0	0	0	0	0	48 920
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	800	800	0	0	0	0	0	800
Aéronautique / Météo	700	700	0	0	0	0	0	700
Poste / Télécommunication	300	300	0	0	0	0	0	300
Topo et Cartographie	2 300	2 300	0	0	0	0	0	2 300
Bâtiments et Equipement	51 030	51 030	0	0	0	0	0	51 030
Urbanisme et Habitat	3 230	3 230	0	0	0	0	0	3 230
Transport / Stockage	1 350	1 350	0	0	0	0	0	1 350



SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PSTE	COLLECTIVITE	COMMUNAUTÉ	Autofinancement	Divers Autres	Total
Ressources Humaines	57 831	57 831	0	0	0	0	0	57 831
Emploi / Travail	2 150	2 150	0	0	0	0	0	2 150
Education / Formation	11 325	11 325	0	0	0	0	0	11 325
Santé / Affaires sociales	13 900	13 900	0	0	0	0	0	13 900
Culture / Art / Sport	17 600	17 600	0	0	0	0	0	17 600
Information	1 675	1 675	0	0	0	0	0	1 675
Administration / Plan et Finances	11 181	11 181	0	0	0	0	0	11 181
Total	243 713	243 713	0	0	0	0	0	243 713

Annexe 4 : Situation du financement extérieur selon la source par secteur et nature



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
REPARTITION DU FINANCEMENT EXTERIEUR SELON LA SOURCE PAR SECTEUR ET NATURE
(Les montants sont en millions de CFA)

DONATEURS	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
AFD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	164	164	0	164	164
B.A.D	3 397	0	3 397	4 206	0	4 206	0	0	0	0	0	0	7 603	0	7 603
BAD	0	5 124	5 124	0	4 565	4 565	2 550	0	2 550	0	0	0	2 550	9 689	12 239
BID	0	7 993	7 993	0	0	0	0	0	0	0	2 545	2 545	0	10 538	10 538
B.M.	16 800	8 132	24 932	0	0	0	0	0	0	0	21 000	21 000	16 800	29 132	45 932
BM	6 283	12 279	18 562	0	0	0	0	0	0	2 457	0	2 457	8 740	12 279	21 019
BOAD	0	1 350	1 350	0	7 500	7 500	0	0	0	0	0	0	0	8 850	8 850
Canada	5 980	0	5 980	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 980	0	5 980
Danemark	590	0	590	0	0	0	0	0	0	0	0	0	590	0	590
ESPAGNE	665	0	665	0	0	0	0	0	0	0	0	0	665	0	665
FAD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	908	0	908	908	0	908
FAT	0	1 070	1 070	0	0	0	0	0	0	952	0	952	952	1 070	2 022
FAT.	2 084	0	2 084	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 084	0	2 084
FEM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	75	0	75	75	0	75
F.I.D.A	1 684	3 215	4 899	0	0	0	0	0	0	0	4 000	4 000	1 684	7 215	8 899
FIDA	0	1 808	1 808	0	0	0	0	1 755	1 755	0	0	0	0	3 563	3 563
Fonds Abou Dabi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 527	1 527	0	1 527	1 527
FONDS VERT CLIMAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	346	346	0	346	346
Fonds. Vert. Climat.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	930	0	930	930	0	930
FSD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	500	0	500	500	0	500
Italie	0	627	627	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	627	627
KfW	10 258	0	10 258	0	0	0	0	0	0	2 440	0	2 440	12 698	0	12 698



DONATEURS	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
Multibailleurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000	5 000	0	5 000	5 000
Multibailleurs.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 000	0	6 000	6 000	0	6 000
PNUD	294	0	294	0	0	0	0	0	0	505	0	505	799	0	799
UE	200	0	200	4 000	0	4 000	0	0	0	1 242	0	1 242	5 442	0	5 442
ENSEMBLE SECTEURS	48 235	41 598	89 833	8 206	12 065	20 271	2 550	1 755	4 305	16 009	34 582	50 591	75 000	90 000	165 000

Annexe 5 : Etat détaillé des projets par secteur et par source de financement



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR				Agriculture						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024				
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)	114	114	0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	57	57	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	6 697	6 697	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BOAD
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	186	186	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	121	121	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DE DEVELOPP. RURAL SELINGUE (O.D.R.S)	200	200	0	1 100	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVEGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	793	721	-0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	Norvège
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	19	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Agriculture							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	145	145	0	700	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	171	171	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	23	23	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	104	104	0	1 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	228	228	0	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ SEGOU	365	365	0	2 700	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	0
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	750	750	0	2 250	1 177	1 177	0	100	100	0	0	1 077	1 077	0	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	57	57	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DU MOYEN BANI	114	114	0	915	315	315	0	315	315	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Agriculture							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE	216	216	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	4 354	4 354	0	36 042	36 042	36 042	0	36 042	36 042	0	0	0	0	0	0
3043	OFFICE RIZ MOPTI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ MOPTI	228	228	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE SIKASSO	570	570	0	1 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE SEGOU	435	435	0	1 300	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE KOULIKORO	570	570	0	1 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE KAYES	733	733	0	1 600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	5 072	5 072	0	777	777	777	0	120	120	0	0	657	657	0	BM
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	388	388	0	2 180	680	680	0	680	680	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Agriculture				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				Total	Prêts	Subvent.	Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres				
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	6 261	6 261	0	19 143	12 422	12 422	0	0	0	0	0	12 422	9 122	3 300	BM
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DU MOYEN BANI	114	114	0	2 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	5 833	5 833	0	5 914	5 312	5 312	0	0	0	0	0	5 312	1 808	3 504	Canada Danemark FIDA
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ SEGOU	228	228	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISSE (PASEM)	5 225	5 225	0	16 500	5 500	5 500	0	5 500	5 500	0	0	0	0	0	0
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ MOPTI	365	365	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISSE (PASEM)	4 000	4 000	0	12 871	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	0	5 000	KfW
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ SEGOU	44	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 BAD
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	5 392	1 350	1 350	0	0	0	0	0	1 350	1 350	0	BOAD



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Agriculture				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				Total	Prêts	Subvent.	
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres				
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	142	142	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL TOMBOUCTOU (PPG)	143	143	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	399	399	0	1 950	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	0
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT AU MALI	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 335	1 292	-0	901	727	727	0	100	100	0	0	627	627	0	Italie
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE MOPTI	613	613	0	1 400	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	547	547	0	4 400	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	555	555	0	1 441	665	665	0	0	0	0	0	665	0	665	ESPAGNE
3302	PROJET APPUI TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	1 764	1 764	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ MOPTI	1 132	1 132	0	4 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR				Agriculture						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTA° INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	4 072	4 072	0	7 356	3 665	3 665	0	450	450	0	0	3 215	3 215	0	FIDA
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	96	96	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	1 615	1 615	0	36 600	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	Multibaillieurs
3366	Programme de Developpement de la Zone Speciale de Transformation Agro-Industrielle des Regions de Koulikoro et Peri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	1 372	1 372	0	8 394	2 966	2 966	0	150	150	0	0	2 816	2 288	528	BAD
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	2 572	2 572	0	35 450	7 150	7 150	0	150	150	0	0	7 000	3 000	4 000	BM
3391	APPUIS CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	1 000	1 000	0	10 079	4 750	4 750	0	0	0	0	0	4 750	0	4 750	Canada
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	2 500	2 500	0	19 528	7 415	7 415	0	0	0	0	0	7 415	5 132	2 283	BM
3400	PROJET URGENCE DE PRODUCTION ET DE SECURITE ALIMENTAIRE & NUTRITIONNELLE (PUPSAN)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ SEGOU	0	0	0	3 154	3 154	3 154	0	0	0	0	0	3 154	1 070	2 084	FAT
3401	PROJET RENF. SECURITE ALIMENTAIRE IRRIGATION PROXIMITE KAARTA SEFETO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	0	0	0	11 045	1 600	1 600	0	100	100	0	0	1 500	1 500	0	BID



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Agriculture							
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3403	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT FILIERE SOJA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3411	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	32 900	4 628	4 628	0	0	0	0	0	4 628	1 759	2 869	BAD
3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURES AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	8 771	3 258	3 258	0	0	0	0	0	3 258	0	3 258	KfW
3428	PROGRAMME PROMOTION AGROECOLOGIQUE IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-I-PRO)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	6 560	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	KfW
TOTAL SOUS-SECTEUR			64 637	64 522	-0	319 383	123 723	123 723	0	56 877	56 877	0	0	66 846	32 605	34 241	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR				Elevage						
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	114	114	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM) VOLET AQUACULTURE ET AVICULTURE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	121	121	0	8 871	1 650	1 650	0	150	150	0	0	1 500	1 500	0	BID
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	182	182	0	900	230	230	0	230	230	0	0	0	0	0	
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADELM)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	10 169	10 169	0	8 200	8 200	8 200	0	200	200	0	0	8 000	0	8 000	BM
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	5 549	5 549	0	9 348	5 163	5 163	0	170	170	0	0	4 993	4 993	0	BID
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE SERVICES VETERINAIRES	86	86	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	145	145	0	550	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL DE KAYES	143	143	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	



SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Elevage							
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	143	143	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	142	142	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	6 121	6 121	0	25 849	8 200	8 200	0	200	200	0	0	8 000	2 500	5 500	BM
3368	PROJET APPUI CONSERVATION DIFFUSION BETALES RUMINANTS ENDEMIQUES/ ZONE SUD DU MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	72	72	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			22 987	22 987	0	56 568	24 893	24 893	0	2 400	2 400	0	0	22 493	8 993	13 500	



PTI 2024 - 2026
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Pêche								
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO	142	142	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE PECHE	49	49	0	600	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE PECHE	1 555	1 555	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	UE
3164	OFFICE DEVELOPPEMENT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE DANS LE DELTA INTERIEUR DU NIGER	97	97	0	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 843	1 843	0	1 500	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR				Forêts						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024				
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	41	41	0	155	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	826	826	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	561	561	0	350	350	350	0	150	150	0	0	200	0	200	UE
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE	97	97	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE ENVIRONNEMENT ET DEVELOP. DURABLE	169	169	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	97	97	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	



3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	1 265	1 265	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	Suède
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	72	72	0	270	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Forêts								
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources	
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.		
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	111	111	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0	
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE / CABINET	2 500	2 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	371	371	0	774	374	374	0	80	80	0	0	294	0	294		FEM PNUD
TOTAL SOUS-SECTEUR			6 110	6 110	0	3 799	2 044	2 044	0	1 550	1 550	0	0	494	0	494		
TOTAL SECTEUR			95 577	95 462	-0	381 250	151 210	151 210	0	61 377	61 377	0	0	89 833	41 598	48 235		



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire	SOUS-SECTEUR				Mines et Géologie										
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	MINISTERE DES MINES / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	436	436	0	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	MINISTERE DES MINES / CABINET	800	800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 BM
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	MINISTERE DES MINES / OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE	177	177	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 413	1 413	0	2 100	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Eaux							
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	145	145	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	7 441	7 441	0	88 128	5 500	5 500	0	1 500	1 500	0	0	4 000	4 000	0	FIDA Multibailleurs
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	97	97	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 652	2 652	0	12 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	199	199	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	11 388	11 388	0	12 300	11 650	11 650	0	650	650	0	0	11 000	5 000	6 000	Multibailleurs.
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	414	414	0	200	200	200	0	100	100	0	0	100	0	100	KfW
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CELLULE PLANIF. COORD. DEV. FLEUVE SENEGAL	189	189	0	613	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	



SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Eaux									
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources		
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.			
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	3 572	3 572	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	0	BM
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 145	2 145	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	0	Pays-Bas Suède
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	6 145	6 145	0	15 544	863	863	0	250	250	0	0	613	0	0	613	0	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	543	543	0	2 615	580	580	0	80	80	0	0	500	0	0	500	0	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	3 048	3 048	0	3 742	1 807	1 807	0	80	80	0	0	1 727	0	0	1 727	0	KfW
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 724	1 724	0	1 175	1 175	1 175	0	75	75	0	0	1 100	0	0	1 100	0	UE
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	3 419	3 419	0	6 437	3 503	3 503	0	150	150	0	0	3 353	346	0	3 007	0	FAD FAT FEM FONDS VERT CLIMAT UE
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	143	143	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	0	0
3303	PROJET AMELIORATION ACCES EAU POTABLE ASSAINISSEMENT REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	918	918	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Belgique



SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Eaux							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	291	291	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3367	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOISE REGION DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / GOUVERNORAT DE TOMBOUCTOU	114	114	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	1 500	1 500	0	644	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 KfW
3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A LA COVID-19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI DANS LA REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	0	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3419	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOISE REGION DE GAO	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / GOUVERNORAT DE G A O	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			46 087	46 087	0	147 248	30 728	30 728	0	8 335	8 335	0	0	22 393	9 346	13 047	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire	SOUS-SECTEUR				Energie										
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	72	72	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	1 485	1 485	0	8 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	BOAD
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	73	73	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	73	73	0	125	125	125	0	125	125	0	0	0	0	0	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	1 219	1 219	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	194	194	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	114	114	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BID



SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Energie							
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	5 318	5 318	0	3 412	2 087	2 087	0	560	560	0	0	1 527	1 527	0	AFD Fonds Abou Dabi
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	85	85	0	3 350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	1 700	1 700	0	164	164	164	0	0	0	0	0	164	164	0	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	2 000	2 000	0	7 090	2 545	2 545	0	0	0	0	0	2 545	2 545	0	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	7 469	7 469	0	48 027	23 457	23 457	0	0	0	0	0	23 457	21 000	2 457	BM
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	3 134	3 134	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BAD BM
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	2 134	2 134	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BAD BM
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	72	72	0	270	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			28 142	28 142	0	71 998	31 068	31 068	0	3 375	3 375	0	0	27 693	25 236	2 457	



PTI 2024 - 2026
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR				Industrie / Artisanat							
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.	71	71	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION GENERALE DU COMMERCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURENCE	963	963	0	1 605	1 105	1 105	0	600	600	0	0	505	0	505	PNUD	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	202	202	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)	194	194	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE	72	72	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)	145	145	0	450	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	97	97	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	



2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	266	266	0	600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0
------	---	--	-----	-----	---	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Industrie / Artisanat								
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CENTRE MALIEN PROMOTION PROPRIETE INDUSTRIELLE	72	72	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	58	58	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	73	73	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	48	48	0	80	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE	94	94	0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	143	143	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	48	48	0	80	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 546	2 546	0	6 070	3 770	3 770	0	3 265	3 265	0	0	505	0	505		
TOTAL SECTEUR			78 188	78 188	0	227 416	66 466	66 466	0	15 875	15 875	0	0	50 591	34 582	16 009		



PTI 2024 - 2026
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Moyens routiers											
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	6 416	6 416	0	44 225	14 225	14 225	0	14 225	14 225	0	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	570	570	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	93	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 000	2 000	0	19 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	UE	
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	402	402	0	750	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 767	3 767	0	10 465	7 771	7 771	0	0	0	0	0	7 771	3 565	4 206	BAD, UE	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	855	855	0	4 283	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2023				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	712	712	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0		
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 713	7 713	0	42 250	12 250	12 250	0	12 250	12 250	0	0	0	0	0		
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 187	1 187	0	750	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0		
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)- PHASE I	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 466	4 466	0	34 600	3 700	3 700	0	700	700	0	0	3 000	1 000	2 000	BAD, UE	
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 855	5 855	0	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	BADEA OFID	
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 428	5 428	0	13 354	4 000	4 000	0	750	750	0	0	3 250	3 250	0	BOAD	
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 425	1 425	0	30 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0		
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 425	1 425	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0		



3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO - SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0
------	---	--	---	---	---	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2023				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024		
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 399	1 399	0	26 666	5 250	5 250	0	1 000	1 000	0	0	4 250	4 250	0	BOAD
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	428	428	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGA MANANTALI (92KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	356	356	0	430	430	430	0	430	430	0	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 054	1 054	0	9 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 356	2 356	0	1 500	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	BOAD
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	428	428	0	2 170	370	370	0	370	370	0	0	0	0	0	
3354	CONTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSANI 50 KM	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	475	475	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOALA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 850	2 850	0	27 000	7 000	7 000	0	7 000	7 000	0	0	0	0	0	
3415	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE BOUGOUNI MANANKORO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	



SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Moyens routiers								
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3421	REHABILITATION PISTE AEROPORT DE MOPTI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CABINET	0	0	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			51 660	51 567	-1	272 438	69 191	69 191	0	48 920	48 920	0	0	20 271	12 065	8 206		



PTI 2024 - 2026
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Moyens fluviaux											
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	228	228	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAF	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AM.NAV.NIGER (CONTRAT-PLAN ETAT-COMANAV)	180	180	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			408	408	0	1 600	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Aéronautique / Météo											
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	427	427	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	128	128	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			555	555	0	1 600	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Poste / Télécommunication										
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / OFFICE NATIONAL DE LA POSTE (ONP)	171	171	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			171	171	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Topo et Cartographie											
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	855	855	0	3 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION NATIONALE DES FRONTIERES	228	228	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	85	85	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	136	136	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 304	1 304	0	5 000	2 300	2 300	0	2 300	2 300	0	0	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Bâtiments et Equipement										
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	456	456	0	1 300	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	200	200	0	1 590	530	530	0	530	530	0	0	0	0	0	0
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	85	85	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	57	57	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / AGENCE MALIENNE DE PRESSE ET PUBLICITE (AMAP)	171	171	0	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	121	121	0	450	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE OMAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / OFFICE MALIEN DES PRODUITS PETROLIERS (OMAP)	228	228	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / CABINET	95	95	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0
------	---------------------------------	--	----	----	---	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2023				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	145	145	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	91	91	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	630	630	0	4 300	1 300	1 300	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (AFFAIRES FONCIERES)	114	114	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE TOMBOUCTOU	298	298	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE G A O	171	171	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE K I D A L	228	228	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	120	120	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	



2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	273	273	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0
------	----------------------------------	---	-----	-----	---	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2023				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	242	242	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	484	484	0	1 500	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ANNEXE MTFPRE	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FONCTION PUBLIQUE)	171	171	0	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / PARC-OUTIL	4 750	4 750	0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0	
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	COUR SUPREME / SECTION DES COMPTES	570	570	0	6 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	184	184	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	364	364	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE ENVIRONNEMENT ET DEVELOP. DURABLE	49	49	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRITORIALLES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	399	399	0	700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0
------	--	--	-----	-----	---	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2023				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	285	285	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0		
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	194	194	0	1 300	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0		
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE MENAKA	233	233	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0		
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE TAOUDENIT	76	76	0	1 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0		
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	57	57	0	4 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0		
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE NATIONAL CINEMATOGRAPHIE DU MALI	72	72	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0		
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / TOUR DE L'AFRIQUE	48	48	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0		
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / PYRAMIDE DU SOUVENIR	48	48	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0		



3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	242	242	0	2 160	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0
------	---	--	-----	-----	---	-------	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE NARA	170	170	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE SAN	170	170	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE NIORO	170	170	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE KITA	170	170	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE DIOILA	170	170	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE BOUGOUNI	113	113	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE KOUTIALA	130	130	0	4 000	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	PRIMATURE / DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	60	60	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	291	291	0	950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	0



SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	178	178	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	228	228	0	1 236	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	137	137	0	1 624	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	159	159	0	1 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)	237	237	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	182	182	0	2 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	798	798	0	2 000	1 400	1 400	0	1 400	1 400	0	0	0	0	0	0
3175	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	145	145	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0



SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	PRIMATURE / DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES DU MALI	120	120	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE BANDIAGARA	170	170	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE DOUENTZA	170	170	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ONAP	142	142	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL TAOUDENIT (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	143	143	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	143	143	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL BAMAKO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	142	142	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DNEF	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	1 140	1 140	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0



3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT ENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / INSPECTION DES DOMAINES & AFFAIRES FONCIERES	171	171	0	2 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0
------	--	--	-----	-----	---	-------	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	285	285	0	2 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / CABINET	114	114	0	1 275	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	142	142	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI	475	475	0	2 800	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	404	404	0	5 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	297	297	0	2 500	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DGT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	171	171	0	2 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / CABINET	121	121	0	3 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	194	194	0	11 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2023				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	238	238	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	182	182	0	2 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0	
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIEATEUR DE LA REPUBLIQUE	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE / MEDIEATEUR DE LA REPUBLIQUE	114	114	0	350	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	456	456	0	800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	171	171	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	72	72	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	103	103	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	143	143	0	2 380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	57	57	0	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	291	291	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULT ET DES COUTUMES / MAISON DU HADJ	95	95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CENTRE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN	160	160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	404	404	0	2 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	153	153	0	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTTE	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULT ET DES COUTUMES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	143	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / INSPECTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	46	46	0	80	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	0
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANAES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / AGENCE NATIONALE D'EVALUATION ET D'ACCREDITATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	190	190	0	422	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3369	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'AMADER	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	152	152	0	2 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2023				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	152	152	0	2 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	145	145	0	754	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L' ETAT CIVIL	712	712	0	6 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0	
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION GENERALE ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	1 093	1 093	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	540	540	0	2 000	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0	
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	90	90	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	291	291	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	206	206	0	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	808	808	0	6 200	1 700	1 700	0	1 700	1 700	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2023				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3394	CONSTRUCTION SIEGE OCLEI	OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE / OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE	57	57	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE (CMSS)	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
3402	CONSTRUCTION SIEGE IER	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	0	0	0	2 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (ELEVAGE ET PECHE)	0	0	0	1 000	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0	
3407	EXTENSION AMENAGEMENT SIEGE APCMM	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE EXTENTION DU SIEGE	PRIMATURE / AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACT. PERSONNEL	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
3410	REHABILITATION SIEGE ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0	
3414	REHABILITATION CIGEM	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / CENTRE D'INFORMATION ET DE GESTION DES MIGRANTS	0	0	0	240	240	240	0	240	240	0	0	0	0	0	0	
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCUEIL DE MIGRANTS DANS LES REGIONS	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / CABINET	0	0	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR				Bâtiments et Equipement						
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3422	PROJET REHABILITATION INSPECTION ELEVAGE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / INSPECTION DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	0	0	0	450	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
3423	REHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3424	REHABILITATION EQUIPEMENT ANCIEN INA	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			29 552	29 552	0	169 161	51 030	51 030	0	51 030	51 030	0	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Urbanisme et Habitat											
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	199	199	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	228	228	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMBOUGOU	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	285	285	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI	101	101	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI	145	145	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	854	854	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	



3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO	684	684	0	800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	67	67	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2023				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Urbanisme et Habitat				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	183	183	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	45	45	0	80	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	0	
3420	PROJET PAVAGE RUE DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISS (PACUM)	0	0	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 791	2 791	0	4 830	3 230	3 230	0	3 230	3 230	0	0	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Infrastructures					SOUS-SECTEUR			Transport / Stockage								
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	103	103	0	2 730	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	154	154	0	800	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	285	285	0	2 500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	475	475	0	4 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	128	128	0	2 500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 145	1 145	0	13 030	1 350	1 350	0	1 350	1 350	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			87 586	87 493	-1	468 559	128 901	128 901	0	108 630	108 630	0	0	20 271	12 065	8 206		



PTI 2024 - 2026
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Emploi / Travail						
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	86	86	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	57	57	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MALIENS DE L'EXTERIEUR)	186	186	0	975	375	375	0	375	375	0	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	85	85	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	570	570	0	3 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE	95	95	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	



3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	171	171	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINNE / DELEGATION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	123	123	0	675	275	275	0	275	275	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Emploi / Travail							
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3406	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIATION APPUI ENTREPRENEURIAT JEUNES RURAUX II (FIER II)	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	6 265	0	-1	5 815	1 905	1 905	0	150	150	0	0	1 755	1 755	0	FIDA
TOTAL SOUS-SECTEUR			7 638	1 373	-1	11 615	3 905	3 905	0	2 150	2 150	0	0	1 755	1 755	0	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Education / Formation						
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024				FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FONCTION PUBLIQUE)	342	342	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRASTRUCTURES DE L'ENI	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MALIENS DE L'EXTERIEUR)	43	43	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	570	570	0	4 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE DE SEGOU	228	228	0	600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2650	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	171	171	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	1 425	1 425	0	3 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	



2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO	513	513	0	1 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
------	---	--	-----	-----	---	-------	-------	-------	---	-------	-------	---	---	---	---	---	---



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Education / Formation							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	131	131	0	2 000	1 300	1 300	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	0
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. DE L'EDUCATION PRESCOL. ET SPECIALE	86	86	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	119	119	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. DE L'EDUCATION PRESCOL. ET SPECIALE	85	85	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT	145	145	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	97	97	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	1 140	1 140	0	5 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0



3111	FERME ECOLE MOFA	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	342	342	0	2 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0
------	------------------	---	-----	-----	---	-------	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Education / Formation							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTITUT DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE	182	182	0	900	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	MINISTERE DES MINES / CABINET	342	342	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTIT. POLY. RURAL FORM. RECH. APPLIQ. K	475	475	0	2 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	171	171	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	257	257	0	2 500	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO	0	0	0	600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3388	CONSTRUCTION AMPHI 800 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	342	342	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



TOTAL SOUS-SECTEUR	7 206	7 206	0	35 425	11 325	11 325	0	11 325	11 325	0	0	0	0	0
--------------------	-------	-------	---	--------	--------	--------	---	--------	--------	---	---	---	---	---



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Santé / Affaires sociales								
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2061	REHABILITATION EXTENSION IOTA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	171	171	0	550	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0	
2212	REHABILITATION EXTENSION HPG	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DU POINT G.	190	190	0	1 200	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0	
2214	REHABILITATION EXTENSION. HGT	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL GABRIEL TOURE	190	190	0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
2215	REHABILITATION EXTENSION HOPITAL KATI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE KATI	143	143	0	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	86	86	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / CITE DES ENFANTS	91	91	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAIN DES FEMMES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	57	57	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Santé / Affaires sociales							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	190	190	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORMATIQUE MEDICALE	285	285	0	2 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	2 179	2 179	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0 BM
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DU MALI	1 168	1 168	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	114	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	3 800	3 800	0	7 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (SANTE)	9 025	9 025	0	14 500	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE (INSP)	238	238	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (OHD)	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Santé / Affaires sociales							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024		Sources	
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts		Subvent.
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	166	166	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3333	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CNOS	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE	570	570	0	3 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO	190	190	0	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE	237	237	0	800	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSSES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	285	285	0	750	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3382	CONSTRUCTION/REHABILITATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	475	475	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			20 325	20 211	-1	38 700	13 900	13 900	0	13 900	13 900	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Culture / Art / Sport						
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024				FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	383	383	0	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	194	194	0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE MODIBO KEITA	199	199	0	2 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (SPORTS)	513	513	0	800	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0
2816	REHABILITAION MUSEE NATIONAL	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / MUSEE NATIONAL	242	242	0	360	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CABINET	97	97	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / MEMORIAL MODIBO KEITA	49	49	0	350	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE DE 26 MARS	285	285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Culture / Art / Sport							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / LYCEE SPORTIF	6 980	6 980	0	5 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	169	169	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO	194	194	0	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	131	131	0	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3377	CONSTRUCTION EQUIPEMENT STADE DE KATI	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DES SPORTS	7 720	7 720	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIFS D'ELITE KABALA	14 437	14 437	0	5 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3390	REHABILITATION EQUIPEMENT STADE MAMADOU KONATE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE MAMADOU KONATE	285	285	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DES SPORTS	0	0	0	30 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0
3425	REHABILITATION/EQUIPEMENT STADE OUEZIN COULIBALY	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DES SPORTS	0	0	0	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Culture / Art / Sport							
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DES SPORTS	0	0	0	20 000	6 000	6 000	0	6 000	6 000	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			31 878	31 878	0	73 810	17 600	17 600	0	17 600	17 600	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Information						
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT	143	143	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	399	399	0	3 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	156	156	0	275	275	275	0	275	275	0	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / OBSERVATOIRE NATIONAL DES VILLES	114	114	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			812	812	0	4 575	1 675	1 675	0	1 675	1 675	0	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Administration / Plan et Finances						
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024				FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT / COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	250	250	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	114	114	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	121	121	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	86	86	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	63	63	0	310	110	110	0	110	110	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	57	57	0	350	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / APPUI CPS SECTEUR EQUIP., TRANSPORTS ET COMMUNICATION	51	51	0	270	90	90	0	90	90	0	0	0	0	0	



2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	MINISTERE DES MINES / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	58	58	0	304	102	102	0	102	102	0	0	0	0	0
------	------------------------------------	--	----	----	---	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Administration / Plan et Finances							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	114	114	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	114	114	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	73	73	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EEMPL PROM INVEST PRI	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	68	68	0	339	119	119	0	119	119	0	0	0	0	0	0
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (OHD)	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	256	256	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	228	228	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / SECRETARIAT A L'HARMONISATION DE L'AIDE	86	86	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	72	72	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Administration / Plan et Finances							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	85	85	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE TECHNIQUE DE COORDINATION CSCLP	142	142	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2731	FONDS D'ETUDE PREPARATION DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	1 662	1 662	0	13 500	3 500	3 500	0	3 500	3 500	0	0	0	0	0	0
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	159	159	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	125	125	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	228	228	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	171	171	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	72	72	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	285	285	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Administration / Plan et Finances							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024		Sources	
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts		Subvent.
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	86	86	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	513	513	0	2 700	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	226	226	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	PRIMATURE / SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	180	180	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE DE SUIVI DES REFORMES ECO. FIN. ET MONETAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST	86	86	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	1 900	1 900	0	3 000	2 750	2 650	100	200	200	0	0	2 550	0	2 550	BAD
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	72	72	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	86	86	0	550	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE D'ETUDES & RENFORCEMENT CAPACITES ANALYSE & PLAIDOYER	85	85	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	



SECTEUR			Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR			Administration / Plan et Finances							
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	86	86	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3387	APPUI APEX	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE POUR PROMOTION EXPORTATION MALI	114	114	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			8 554	8 554	0	35 663	13 731	13 481	250	11 181	11 181	0	0	2 550	0	2 550	
TOTAL SECTEUR			76 413	70 034	-2	199 788	62 136	61 886	250	57 831	57 831	0	0	4 305	1 755	2 550	
TOTAL GENERAL			337 764	331 177	-3	1 277 013	408 713	408 463	250	243 713	243 713	0	0	165 000	90 000	75 000	

Annexe 6 : Etat détaillé des projets par Ministère et par source de financement



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE															
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	540	540	0	2 000	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	90	90	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			2 630	2 630	0	4 150	3 050	3 050	0	3 050	3 050	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		PRIMATURE	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3027	MODERNISATION SGG	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	180	180	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	120	120	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES DU MALI	120	120	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	60	60	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE EXTENTION DU SIEGE	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACT. PERSONNEL	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			480	480	0	1 650	1 250	1 250	0	1 250	1 250	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		COUR SUPREME															
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	SECTION DES COMPTES	570	570	0	6 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			570	570	0	6 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	CABINET	630	630	0	4 300	1 300	1 300	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	0
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	CABINET	145	145	0	754	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	291	291	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2326	APPLUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	121	121	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			1 187	1 187	0	7 654	2 300	2 300	0	2 300	2 300	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE															
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	CABINET	121	121	0	3 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCUEIL DE MIGRANTS DANS LES REGIONS	CABINET	0	0	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	DELEGATION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	123	123	0	675	275	275	0	275	275	0	0	0	0	0	0
2384	PROGRAMME TOKTEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MALIENS DE L'EXTERIEUR)	43	43	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	0
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MALIENS DE L'EXTERIEUR)	186	186	0	975	375	375	0	375	375	0	0	0	0	0	0
3414	REHABILITATION CIGEM	CENTRE D'INFORMATION ET DE GESTION DES MIGRANTS	0	0	0	240	240	240	0	240	240	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			473	473	0	5 265	1 465	1 465	0	1 465	1 465	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	114	114	0	350	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			114	114	0	350	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3394	CONSTRUCTION SIEGE OCLEI	OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE	57	57	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			57	57	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE															
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	CABINET	2 500	2 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
TOTAL MINISTERE			2 500	2 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																	
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024					
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources		
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	CABINET	2 179	2 179	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	0	BM
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	CABINET	171	171	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	CABINET	2 572	2 572	0	35 450	7 150	7 150	0	150	150	0	0	7 000	3 000	4 000	0	0	BM
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	CABINET	808	808	0	6 200	1 700	1 700	0	1 700	1 700	0	0	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	114	114	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	121	121	0	450	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	86	86	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	1 900	1 900	0	3 000	2 750	2 650	100	200	200	0	0	2 550	0	2 550	0	0	BAD
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	125	125	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	226	226	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	178	178	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	404	404	0	5 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	145	145	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRFC/DELEGATIONS	DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	200	200	0	1 590	530	530	0	530	530	0	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	242	242	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	145	145	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	194	194	0	1 300	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	291	291	0	950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	291	291	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	72	72	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	194	194	0	11 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	85	85	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARATION DES PROJETS	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	1 662	1 662	0	13 500	3 500	3 500	0	3 500	3 500	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	184	184	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	228	228	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	86	86	0	550	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	86	86	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	153	153	0	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	72	72	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	119	119	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	72	72	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	206	206	0	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	58	58	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	SECRETARIAT A L'HARMONISATION DE L'AIDE	86	86	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	285	285	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES															
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	513	513	0	2 700	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	404	404	0	2 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	CELLULE DE SUIVI DES REFORMES ECO., FIN. ET MONETAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST	86	86	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	CELLULE TECHNIQUE DE COORDINATION CSCLP	142	142	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE OMAP	OFFICE MALIEN DES PRODUITS PETROLIERS (OMAP)	228	228	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT	145	145	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	256	256	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	228	228	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	484	484	0	1 500	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	242	242	0	2 160	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	0
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	CENTRE D'ETUDES & RENFORCEMENT CAPACITES ANALYSE & PLAIDOYER	85	85	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			16 853	16 853	0	106 975	29 305	29 205	100	19 755	19 755	0	0	9 550	3 000	6 550	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FONCTION PUBLIQUE)	342	342	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ANNEXE MTFPRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FONCTION PUBLIQUE)	171	171	0	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			513	513	0	3 800	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE														
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	CABINET	238	238	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	CABINET	171	171	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3406	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIATION APPUI ENTREPRENEURIAT JEUNES RURAUX II (FIER II)	CABINET	6 265	0	-1	5 815	1 905	1 905	0	150	150	0	0	1 755	1 755	0	FIDA
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	86	86	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	85	85	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	570	570	0	3 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3111	FERME ECOLE MOFA	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	342	342	0	2 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)	237	237	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			7 994	1 729	-1	16 215	4 205	4 205	0	2 450	2 450	0	0	1 755	1 755	0	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	250	250	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			250	250	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRITORIALLES	DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	399	399	0	700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0
3303	PROJET AMELIORATION ACCES EAU POTABLE ASSAINISSEMENT REGION DE KOULIKORO	DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	918	918	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 Belgique
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	DIRECTION GENERALE ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	1 093	1 093	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	DIRECTION NATIONALE DES FRONTIERES	228	228	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	285	285	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL DE KAYES	143	143	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ONAP	142	142	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	GOVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO	684	684	0	800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	GOVERNORAT DE KAYES	733	733	0	1 600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	GOVERNORAT DE KOULIKORO	570	570	0	1 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	GOVERNORAT DE SIKASSO	570	570	0	1 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	GOUVERNORAT DE SEGOU	435	435	0	1 300	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	GOUVERNORAT DE MOPTI	613	613	0	1 400	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	GOUVERNORAT DE TOMBOUCTOU	298	298	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	GOUVERNORAT DE GAO	171	171	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	GOUVERNORAT DE KIDAL	228	228	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	GOUVERNORAT DE TAOUDENIT	76	76	0	1 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	GOUVERNORAT DE MENAKA	233	233	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	GOUVERNORAT DE NIORO	170	170	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	GOUVERNORAT DE DIOILA	170	170	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	GOUVERNORAT DE BOUGOUNI	113	113	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	GOUVERNORAT DE KOUTIALA	130	130	0	4 000	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	GOUVERNORAT DE BANDIAGARA	170	170	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION														
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécút.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	GOVERNORAT DE KITA	170	170	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	GOVERNORAT DE NARA	170	170	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	GOVERNORAT DE SAN	170	170	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	GOVERNORAT DE DOUENTZA	170	170	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	86	86	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L' ETAT CIVIL	712	712	0	6 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	142	142	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	142	142	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	143	143	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	143	143	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL TAOUDENIT (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	143	143	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	143	143	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	143	143	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL BAMAKO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	142	142	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL TOMBOUCTOU (PPG)	143	143	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			11 334	11 334	0	43 400	15 900	15 900	0	15 900	15 900	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTTE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	143	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	MAISON DU HADJ	95	95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			238	238	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	CABINET	48	48	0	80	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	0
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	CABINET	171	171	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	73	73	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	57	57	0	4 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	DIRECTION NATIONALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	48	48	0	80	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	0
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	DIRECTION GENERALE DU COMMERCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURENCE	963	963	0	1 605	1 105	1 105	0	600	600	0	0	505	0	505	PNUD
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	68	68	0	339	119	119	0	119	119	0	0	0	0	0	0
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	97	97	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	72	72	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	CENTRE MALIEN PROMOTION PROPRIETE INDUSTRIELLE	72	72	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
2619	APPUI AU CERFITEX	CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)	194	194	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3387	APPUI APEX	AGENCE POUR PROMOTION EXPORTATION MALI	114	114	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE	72	72	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)	145	145	0	450	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.	71	71	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE	94	94	0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			2 359	2 359	0	11 004	4 134	4 134	0	3 629	3 629	0	0	505	0	505	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE															
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	DIRECTION NAT. DE L'EDUCATION PRESCOL. ET SPECIALE	86	86	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	DIRECTION NAT. DE L'EDUCATION PRESCOL. ET SPECIALE	85	85	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	570	570	0	4 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2650	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	171	171	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	285	285	0	2 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	114	114	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3410	REHABILITATION SIEGE ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			1 311	1 311	0	7 700	2 300	2 300	0	2 300	2 300	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024				
			Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	CABINET	1 425	1 425	0	3 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	CABINET	1 140	1 140	0	5 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	CABINET	171	171	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	131	131	0	2 000	1 300	1 300	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	0
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	257	257	0	2 500	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	INSTITUT DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE	182	182	0	900	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	UNIVERSITE DE SEGOU	228	228	0	600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	INSTIT. POLY. RURAL FORM. RECH. APPLIQ. K	475	475	0	2 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO	513	513	0	1 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3388	CONSTRUCTION AMPHI 800 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	342	342	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO	0	0	0	600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			4 864	4 864	0	22 200	7 600	7 600	0	7 600	7 600	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME														
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	CABINET	97	97	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	131	131	0	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3424	REHABILITATION EQUIPEMENT ANCIEN INA	DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	202	202	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3407	EXTENSION AMENAGEMENT SIEGE APCMM	DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	57	57	0	350	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	MEMORIAL MODIBO KEITA	49	49	0	350	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	TOUR DE L'AFRIQUE	48	48	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	PYRAMIDE DU SOUVENIR	48	48	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	97	97	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO	194	194	0	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	



MINISTERE			MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME D'EXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2816	REHABILITAION MUSEE NATIONAL	MUSEE NATIONAL	242	242	0	360	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	194	194	0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	169	169	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	CENTRE NATIONAL CINEMATOGRAPHIE DU MALI	72	72	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	266	266	0	600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			1 866	1 866	0	6 060	3 350	3 200	150	3 350	3 350	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	CABINET	95	95	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3377	CONSTRUCTION EQUIPEMENT STADE DE KATI	DIRECTION NAT. DES SPORTS	7 720	7 720	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	DIRECTION NAT. DES SPORTS	0	0	0	30 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0
3425	REHABILITATION/EQUIPEMENT STADE OUEZIN COULIBALY	DIRECTION NAT. DES SPORTS	0	0	0	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	DIRECTION NAT. DES SPORTS	0	0	0	20 000	6 000	6 000	0	6 000	6 000	0	0	0	0	0	0
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	383	383	0	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (SPORTS)	513	513	0	800	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	STADE MODIBO KEITA	199	199	0	2 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3390	REHABILITATION EQUIPEMENT STADE MAMADOU KONATE	STADE MAMADOU KONATE	285	285	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIFS D'ELITE KABALA	14 437	14 437	0	5 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3249	PROJET DE REHABILITATION DU STADE DU 26 MARS	STADE DE 26 MARS	285	285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	LYCEE SPORTIF	6 980	6 980	0	5 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			30 897	30 897	0	70 700	16 400	16 400	0	16 400	16 400	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	CABINET	3 800	3 800	0	7 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	CABINET	142	142	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	285	285	0	750	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (SANTE)	9 025	9 025	0	14 500	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	114	114	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE	237	237	0	800	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2061	REHABILITATION EXTENSION IOTA	INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2215	REHABILITATION EXTENSION HOPITAL KATI	HOPITAL DE KATI	143	143	0	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2212	REHABILITATION EXTENSION HPG	HOPITAL DU POINT G.	190	190	0	1 200	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
2214	REHABILITATION EXTENSION. HGT	HOPITAL GABRIEL TOURE	190	190	0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE	570	570	0	3 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	190	190	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	HOPITAL DU MALI	1 168	1 168	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE (CMSS)	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI	475	475	0	2 800	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3382	CONSTRUCTION/REHABILITATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	475	475	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE	95	95	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (OHD)	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (OHD)	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORMATIQUE MEDICALE	285	285	0	2 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO	190	190	0	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE (INSP)	238	238	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3359	REHABILITATION/EQUIPEMENT ANAES	AGENCE NATIONALE D'EVALUATION ET D'ACCREDITATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	190	190	0	422	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			19 142	19 142	0	43 232	14 720	14 720	0	14 720	14 720	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	CABINET	114	114	0	1 275	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	57	57	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	57	57	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAIN DES FEMMES	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	57	57	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	57	57	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	750	750	0	2 250	1 177	1 177	0	100	100	0	0	1 077	1 077	0	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	57	57	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	86	86	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	91	91	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	CITE DES ENFANTS	91	91	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 417	1 417	0	4 425	2 377	2 377	0	1 300	1 300	0	0	1 077	1 077	0	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3421	REHABILITATION PISTE AEROPORT DE MOPTI	CABINET	0	0	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	570	570	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	93	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 000	2 000	0	19 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	402	402	0	750	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLON DIEBA FRE RCI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 767	3 767	0	10 465	7 771	7 771	0	0	0	0	0	7 771	3 565	4 206	BAD, UE
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	855	855	0	4 283	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	712	712	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	0
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 713	7 713	0	42 250	12 250	12 250	0	12 250	12 250	0	0	0	0	0	0
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 187	1 187	0	750	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)- PHASE I	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 466	4 466	0	34 600	3 700	3 700	0	700	700	0	0	3 000	1 000	2 000	BAD, UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 855	5 855	0	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	BADEA OFID
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 428	5 428	0	13 354	4 000	4 000	0	750	750	0	0	3 250	3 250	0	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 425	1 425	0	30 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 425	1 425	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 399	1 399	0	26 666	5 250	5 250	0	1 000	1 000	0	0	4 250	4 250	0	BOAD
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	143	143	0	2 380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	428	428	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGA MANANTALI (92KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	356	356	0	430	430	430	0	430	430	0	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 054	1 054	0	9 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	



3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 356	2 356	0	1 500	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	BOAD
------	--	-----------------------------------	-------	-------	---	-------	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---	------



MINISTERE			MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	428	428	0	2 170	370	370	0	370	370	0	0	0	0	0	0
3354	CONSTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	475	475	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOALA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 850	2 850	0	27 000	7 000	7 000	0	7 000	7 000	0	0	0	0	0	0
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	6 416	6 416	0	44 225	14 225	14 225	0	14 225	14 225	0	0	0	0	0	0
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	57	57	0	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	475	475	0	4 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3415	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE BOUGOUNI MANANKORO	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	228	228	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	103	103	0	2 730	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	154	154	0	800	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DGT	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	171	171	0	2 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	285	285	0	2 500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	128	128	0	2 500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	APPUI CPS SECTEUR EQUIP., TRANSPORTS ET COMMUNICATION	51	51	0	270	90	90	0	90	90	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	85	85	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	103	103	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	85	85	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	427	427	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	128	128	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAF	AM.NAV.NIGER (CONTRAT-PLAN ETAT-COMANAV)	180	180	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			54 463	54 370	-1	296 668	73 661	73 661	0	53 390	53 390	0	0	20 271	12 065	8 206	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE														
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024			FINANCEMENT EXTERIEUR 2024				
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	41	41	0	155	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	826	826	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0 Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	561	561	0	350	350	350	0	150	150	0	0	200	0	200	UE
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	97	97	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	1 265	1 265	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0 Suède
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	72	72	0	270	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	111	111	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DNEF	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	1 140	1 140	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	371	371	0	774	374	374	0	80	80	0	0	294	0	294	FEM PNUD
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	228	228	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMBOUGOU	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	285	285	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE															
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	854	854	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	137	137	0	1 624	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	183	183	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	1 500	1 500	0	644	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 KfW
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	63	63	0	310	110	110	0	110	110	0	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	AGENCE ENVIRONNEMENT ET DEVELOP. DURABLE	49	49	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	AGENCE ENVIRONNEMENT ET DEVELOP. DURABLE	169	169	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	97	97	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	3 572	3 572	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0 BM
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	228	228	0	1 236	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI	101	101	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI	145	145	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	



MINISTERE			MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME D'EXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE	97	97	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			12 192	12 192	0	12 563	5 304	5 304	0	4 810	4 810	0	0	494	0	494	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 652	2 652	0	12 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	414	414	0	200	200	200	0	100	100	0	0	100	0	100	KfW
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 145	2 145	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0 Pays-Bas Suède
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	6 145	6 145	0	15 544	863	863	0	250	250	0	0	613	0	613	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	543	543	0	2 615	580	580	0	80	80	0	0	500	0	500	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	3 048	3 048	0	3 742	1 807	1 807	0	80	80	0	0	1 727	0	1 727	KfW
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	CABINET	11 388	11 388	0	12 300	11 650	11 650	0	650	650	0	0	11 000	5 000	6 000	Multibailleurs.
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	CABINET	114	114	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	CABINET	7 469	7 469	0	48 027	23 457	23 457	0	0	0	0	0	23 457	21 000	2 457	BM
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	CABINET	3 419	3 419	0	6 437	3 503	3 503	0	150	150	0	0	3 353	346	3 007	FAD FAT FEM FONDS VERT CLIMAT UE



2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	1 485	1 485	0	8 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	BOAD
------	---	-------------------------------------	-------	-------	---	-------	-------	-------	---	-------	-------	---	---	---	---	---	------



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	73	73	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 BID
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	85	85	0	3 350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	3 134	3 134	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 BAD BM
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	2 134	2 134	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 BAD BM
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	INSPECTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	46	46	0	80	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	0
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	145	145	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3162	PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 724	1 724	0	1 175	1 175	1 175	0	75	75	0	0	1 100	0	1 100	UE
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	291	291	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A LA COVID-19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI DANS LA REGION DE KOULIKORO	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	0	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3367	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOSIE REGION DE TOMBOUCTOU	GOVERNORAT DE TOMBOUCTOU	114	114	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



3419	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOISE REGION DE GAO	GOUVERNORAT DE G A O	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0
------	--	-------------------------	---	---	---	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU															
		Exécution du budget 2023				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	CELLULE PLANIF. COORD. DEV. FLEUVE SENEGAL	189	189	0	613	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	1 219	1 219	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	5 318	5 318	0	3 412	2 087	2 087	0	560	560	0	0	1 527	1 527	0	AFD Fonds Abou Dabi
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	1 700	1 700	0	164	164	164	0	0	0	0	0	164	164	0	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	2 000	2 000	0	7 090	2 545	2 545	0	0	0	0	0	2 545	2 545	0	BID
3369	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'AMADER	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	152	152	0	2 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	199	199	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	72	72	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	194	194	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	152	152	0	2 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	7 441	7 441	0	88 128	5 500	5 500	0	1 500	1 500	0	0	4 000	4 000	0	FIDA Multibailleurs
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	73	73	0	125	125	125	0	125	125	0	0	0	0	0	



MINISTERE			MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME D'EXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	72	72	0	270	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			68 349	68 349	0	222 932	61 926	61 926	0	11 840	11 840	0	0	50 086	34 582	15 504	



PTI 2024 - 2026
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES MINES																
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	CABINET	800	800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	CABINET	342	342	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	436	436	0	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	58	58	0	304	102	102	0	102	102	0	0	0	0	0	0	
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE	177	177	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 813	1 813	0	4 404	1 502	1 502	0	1 502	1 502	0	0	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	OFFICE NATIONAL DE LA POSTE (ONP)	171	171	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	399	399	0	3 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	AGENCE MALIENNE DE PRESSE ET PUBLICITE (AMAP)	171	171	0	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	156	156	0	275	275	275	0	275	275	0	0	0	0	0	0
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT	143	143	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			1 040	1 040	0	6 575	2 075	2 075	0	2 075	2 075	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION														
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	CABINET	855	855	0	3 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	CABINET	114	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	CABINET	456	456	0	800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	INSPECTION DES DOMAINES & AFFAIRES FONCIERES	171	171	0	2 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	273	273	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	364	364	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	199	199	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	45	45	0	80	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	159	159	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	171	171	0	550	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (AFFAIRES FONCIERES)	114	114	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	



MINISTERE			MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	456	456	0	1 300	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	159	159	0	1 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	67	67	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	136	136	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	PARC-OUTIL	4 750	4 750	0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE DES VILLES (SISV)	OBSERVATOIRE NATIONAL DES VILLES	114	114	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	166	166	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3420	PROJET PAVAGE RUE DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISSE (PACUM)	0	0	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			8 769	8 655	-1	28 730	11 430	11 430	0	11 430	11 430	0	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	CABINET	5 833	5 833	0	5 914	5 312	5 312	0	0	0	0	0	5 312	1 808	3 504	Canada Danemark FIDA
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	CABINET	182	182	0	2 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	CABINET	798	798	0	2 000	1 400	1 400	0	1 400	1 400	0	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	CABINET	297	297	0	2 500	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTA° INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	CABINET	4 072	4 072	0	7 356	3 665	3 665	0	450	450	0	0	3 215	3 215	0	FIDA
3366	Programme de Developpement de la Zone Speciale de Transformation Agro-Industrielle des Regions de Koulikoro et Peri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	CABINET	1 372	1 372	0	8 394	2 966	2 966	0	150	150	0	0	2 816	2 288	528	BAD
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	DIRECTION NATIONALE PECHE	1 555	1 555	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	UE
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	19	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	23	23	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	104	104	0	1 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	5 392	1 350	1 350	0	0	0	0	0	1 350	1 350	0	BOAD



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	399	399	0	1 950	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	0
3403	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT FILIERE SOJA	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	6 697	6 697	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 BOAD
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	388	388	0	2 180	680	680	0	680	680	0	0	0	0	0	0
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	555	555	0	1 441	665	665	0	0	0	0	0	665	0	665	ESPAGNE
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	1 615	1 615	0	36 600	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0 Multibailleurs
3391	APPUI CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	1 000	1 000	0	10 079	4 750	4 750	0	0	0	0	0	4 750	0	4 750	Canada
3411	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	32 900	4 628	4 628	0	0	0	0	0	4 628	1 759	2 869	BAD
3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURES AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	8 771	3 258	3 258	0	0	0	0	0	3 258	0	3 258	KfW
3428	PROGRAMME PROMOTION AGROECOLOGIQUE IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-IPRO)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	6 560	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	KfW
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	4 354	4 354	0	36 042	36 042	36 042	0	36 042	36 042	0	0	0	0	0	0



3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	CENTRE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN	160	160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
------	---------------------------------------	--	-----	-----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE															
		Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	73	73	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	186	186	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	145	145	0	700	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	OFFICE DE DEVELOPP. RURAL SELINGUE (O.D.R.S)	200	200	0	1 100	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	171	171	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	547	547	0	4 400	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE	216	216	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	121	121	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	228	228	0	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3401	PROJET RENF. SECURITE ALIMENTAIRE IRRIGATION PROXIMITE KAARTA SEFETO	AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	0	0	0	11 045	1 600	1 600	0	100	100	0	0	1 500	1 500	0	BID
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)	114	114	0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	OFFICE RIZ SEGOU	365	365	0	2 700	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	OFFICE RIZ SEGOU	228	228	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	OFFICE RIZ SEGOU	44	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 BAD
3400	PROJET URGENCE DE PRODUCTION ET DE SECURITE ALIMENTAIRE & NUTRITIONNELLE (PUPSAN)	OFFICE RIZ SEGOU	0	0	0	3 154	3 154	3 154	0	0	0	0	0	3 154	1 070	2 084	FAT
3043	OFFICE RIZ MOPTI	OFFICE RIZ MOPTI	228	228	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	OFFICE RIZ MOPTI	365	365	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	OFFICE RIZ MOPTI	1 132	1 132	0	4 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	793	721	-0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0 Norvège
3302	PROJET APPUI TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	1 764	1 764	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 AFD
3402	CONSTRUCTION SIEGE IER	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	0	0	0	2 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	5 072	5 072	0	777	777	777	0	120	120	0	0	657	657	0	BM
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	6 261	6 261	0	19 143	12 422	12 422	0	0	0	0	0	12 422	9 122	3 300	BM
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	96	96	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE L'AGRICULTURE														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	2 500	2 500	0	19 528	7 415	7 415	0	0	0	0	0	7 415	5 132	2 283	BM
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	OFFICE DU MOYEN BANI	114	114	0	915	315	315	0	315	315	0	0	0	0	0	
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	OFFICE DU MOYEN BANI	114	114	0	2 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISSE (PASEM)	5 225	5 225	0	16 500	5 500	5 500	0	5 500	5 500	0	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISSE (PASEM)	4 000	4 000	0	12 871	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	0	5 000	KfW
TOTAL MINISTERE			59 725	59 653	-0	281 842	113 789	113 789	0	55 647	55 647	0	0	58 142	27 901	30 241	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE 2024 - 2026	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM) VOLET AQUACULTURE ET AVICULTURE	C A B I N E T	121	121	0	8 871	1 650	1 650	0	150	150	0	0	1 500	1 500	0	BID
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADELM)	C A B I N E T	10 169	10 169	0	8 200	8 200	8 200	0	200	200	0	0	8 000	0	8 000	BM
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	C A B I N E T	5 549	5 549	0	9 348	5 163	5 163	0	170	170	0	0	4 993	4 993	0	BID
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	C A B I N E T	182	182	0	2 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	C A B I N E T	6 121	6 121	0	25 849	8 200	8 200	0	200	200	0	0	8 000	2 500	5 500	BM
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	145	145	0	550	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3368	PROJET APPUI CONSERVATION DIFFUSION BETAIS RUMINANTS ENDEMIQUES/ ZONE SUD DU MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	72	72	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	DIRECTION NATIONALE PECHE	49	49	0	600	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	DIRECTION NATIONALE SERVICES VETERINAIRES	86	86	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	



3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (ELEVAGE ET PECHE)	0	0	0	1 000	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0
3422	PROJET REHABILITATION INSPECTION ELEVAGE	INSPECTION DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	0	0	0	450	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE														
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	182	182	0	900	230	230	0	230	230	0	0	0	0	0	0
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	114	114	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	AGENCE DE GESTION MARCHÉ CENTRAL POISSON BAMAKO	142	142	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3423	REHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3164	OFFICE DEVELOPPEMENT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE DANS LE DELTA INTERIEUR DU NIGER	97	97	0	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			23 029	23 029	0	61 018	26 443	26 443	0	3 950	3 950	0	0	22 493	8 993	13 500	



PTI 2024 - 2026

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2024
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE															
			Exécution du budget 2023			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR 2024				FINANCEMENT EXTERIEUR 2024			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2024 - 2026	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT AU MALI	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 335	1 292	-0	901	727	727	0	100	100	0	0	627	627	0	Italie
TOTAL MINISTERE			1 335	1 292	-0	901	727	727	0	100	100	0	0	627	627	0	
ENSEMBLE MINISTERES			337 764	331 177	-3	1 277 013	408 713	408 463	250	243 713	243 713	0	0	165 000	90 000	75 000	

**DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET
ECONOMIQUE PLURIANNUELLE (DPBEP)**

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

Direction Générale du Budget



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

**DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE
ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE**

DPBEP
2024-2026

Septembre 2023

LISTE DES ABREVIATIONS

AEP	Approvisionnement en Eau Potable
AICE	Application Intégrée de la Comptabilité de l'Etat
AMO	Assurance Maladie Obligatoire
ANAM	Agence Nationale d'Assistance Médicale
ANR	Assises Nationales de la Refondation
APC	Approche Par Compétence
ASS	Afrique sub-saharienne
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDM	Banque de Développement du Mali
BMS	Banque Malienne de Solidarité
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CANAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEDEAO	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CIPRESS	Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale
CMSS	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
COMATEX	Compagnie Malienne de Textile
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable au Mali
CSA	Comité de Suivi de l'Accord
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CSRE	Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat
CT	Collectivité Territoriale
CUT	Compte Unique du Trésor
DDR	Démobilisation, Désarmement et Réinsertion
DGABE	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DGE	Direction des Grandes Entreprises
DGI	Direction Générale des Impôts
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DND	Direction Nationale des Domaines
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle
EDM_SA	Energie du Mali-Société Anonyme
ELIM	Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
EPH	Etablissement Public Hospitalier

FEC	Facilité Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
GFP	Gestion des Finances Publiques
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
LFI	Loi de Finances Initiale
LFR	Loi de Finances Rectificative
LOA	Loi d'Orientation Agricole
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation Relative à la Sécurité Intérieure
MOC	Mécanisme Opérationnel de Coordination
MPEF	Mémorandum de Politiques Economiques et Financières
N.C.A ou n.c.a	Non Classé Ailleurs
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCLEI	Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite
ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable/ Lutte Contre la Pauvreté
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PAG	Plan d'Actions du Gouvernement
PAPGT	Plan d'Actions Prioritaires du Gouvernement de Transition
PARE	Plan d'Actions de la Refondation de l'Etat
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability/ Dépenses Publiques et Responsabilité Financière
PEM	Perspectives de l'Economie Mondiale
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMA	« Public Investment Management Assessment », Evaluation de la gestion des investissements publics
PMA	Paquet Minimum d'Activités
PNISA	Programme National d'Investissement du Secteur Agricole
PNT	Politique Nationale de Transparence
PPP	Partenariat Public-Privé
PPTTE	Pays Pauvres Très Endettés
PRED	Plan de Relance Durable
PREM	Plan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali
PRODEC	Programme décennal de Développement de l'Education
PTF	Partenaire Technique et Financier
RAMED	Régime d'Assistance Médicale
SIGTAS	Standard Integrated Government Tax Administration System
SITFI	Système d'Information sur les Titres Fonciers et Immobiliers
SITMA	Système d'Information pour la Transparence au Mali
SNCI	Stratégie Nationale de Contrôle Interne
SNEC	Syndicat National de l'Education et de la Culture
SNESup	Syndicat National de l'Enseignement Supérieur

TBS	Taux Brut de Scolarisation
TI	Transparency International
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMPP	Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques
UNTM	Union Nationale des Travailleurs du Mali
VBG	Violences Basées sur le Genre
VIH/SIDA	Virus Immunodéficience Humaine/ Syndrome Immunodéficience Acquise

INTRODUCTION

1. L'élaboration du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP 2024-2026) intervient dans un contexte socio-politique et économique caractérisé entre autres par (i) l'adoption de la loi électorale et la mise en place de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections (AIGE) ; (ii) la préparation du referendum constitutionnel et des échéances électorales en 2023 et 2024 et (iii) la reprise de l'activité économique après la levée des sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO et l'UEMOA.
2. Pour rappel, le pays est engagé dans une transition devant conduire à des élections libres et transparentes suivant un chronogramme négocié avec la CEDEAO et d'autres partenaires. Ce chronogramme s'inscrit dans le cadre des conclusions des Assises Nationales de la Refondation (ANR) tenues en décembre 2021 dont l'une des recommandations a été la prolongation de la transition pour une période allant de 6 mois à 5 ans.
3. Au même moment, les autorités de la transition, grâce à la montée en puissance des Forces Armées Maliennes (FAMA), poursuivent leurs actions de sécurisation du territoire, des populations et de leurs biens.
4. La crise sanitaire de la « Covid-19 » apparue dans le pays en mars 2020 reste encore présente au sein des populations mais l'évolution devient de plus en plus maîtrisée grâce aux multiples efforts du gouvernement, notamment, à travers la vaccination et l'observation des mesures barrières.
5. Au plan budgétaire, face aux multiples crises, les autorités ont rapidement pris des dispositions à travers un ensemble de mesures de soutien économique et social notamment dans les budgets 2020, 2021 et 2022. En effet, la baisse de l'activité économique occasionnée par les différentes crises successives a conduit le gouvernement à prendre certaines mesures de soutien à l'économie et aux populations dont : (i) la mise en place d'un fonds spécial pour les familles les plus vulnérables, (ii) l'exonération de la TVA sur les factures d'eau et d'électricité, (iii) la remise d'impôts aux entreprises privées impactées, (iv) les exonérations accordées sur les importations de riz et de lait, (v) la subvention du gaz butane, (vi) la distribution gratuite de vivre, (vii) la subvention des intrants agricoles, etc.
6. En 2023, l'activité économique devrait poursuivre son expansion en dépit des menaces qui pèsent sur toute l'économie mondiale en lien avec les effets de la crise en Ukraine. L'économie malienne devrait croître à un rythme de 5 % contre 3,7 % en 2022. Cette tendance devrait se consolider en 2024-2026 dont le taux de croissance réelle devrait ressortir en moyenne à 5,2%.
7. L'objectif principal de la politique budgétaire sur la période 2024-2026 demeurerait le renforcement de la soutenabilité budgétaire en évitant de s'écarter durablement des critères de convergence communautaire de l'UEMOA et de la CEDEAO, bien que suspendus temporairement. La politique budgétaire visera comme objectifs de préserver le cadre macroéconomique, de créer les conditions d'une croissance inclusive, vigoureuse et durable de manière à réduire la pauvreté, à stimuler la création de l'emploi.
8. Le présent DPBEP couvrant la période 2024-2026 s'appuie sur les orientations stratégiques définies dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et son plan d'actions (PARE 2022-2026) tout en veillant à renforcer les acquis du CREDD 2019-2023.
9. A cet effet, les allocations budgétaires cibleront principalement :
 - le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national ;
 - l'organisation des élections générales ;
 - la redynamisation de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger permettant entre autres le dialogue intercommunautaire et la création des conditions favorisant le retour des déplacés et réfugiés ;
 - le renforcement de la fourniture de services sociaux de base ;
 - la refonte du système éducatif ;

- la lutte contre l'impunité et la corruption ;
 - la promotion d'une saine gouvernance des ressources financières ;
 - la poursuite de la mise en œuvre des réformes politiques et institutionnelles notamment : (i) le parachèvement du processus de réorganisation territoriale à travers l'opérationnalisation des nouvelles circonscriptions administratives (Régions, Cercles, Arrondissements, etc.) ; (ii) la réforme du système électoral et (iii) l'adoption d'une nouvelle constitution ;
 - la mise en œuvre du pacte de stabilité sociale et de croissance qui permettra, entre autres d'engager le débat sur les grands enjeux sociétaux et la création des conditions d'une trêve durable au niveau du front social.
- 10.** Dans le présent document, les agrégats budgétaires sur la période 2020-2026 sont calculés sur la base de la nouvelle série du PIB nominal issue du rebasage (rénovation) des Comptes Nationaux. Le rebasage a consisté à la construction des comptes de la nouvelle année de base (2015), à l'élaboration des comptes de la première année courante (2016) et à la rétopolation des années antérieures, conformément aux normes du Système de Comptabilité Nationale (SCN 2008). Cela a pour implication de modifier les différents ratios se rapportant au PIB (ratios antérieurement publiés de 2020 à 2023). C'est notamment le cas du taux de pression fiscale, du déficit budgétaire global et des indicateurs de la dette publique.
- 11.** Le document comporte quatre (04) parties, à savoir :
- le contexte macroéconomique ;
 - la gestion des finances publiques ;
 - la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles ;
 - la situation financière des organismes publics.

I. CONTEXTE MACROECONOMIQUE

1.1. Evolution récente de la situation macroéconomique¹

1.1.1 Situation macroéconomique internationale

12. L'économie mondiale est marquée toujours par les conséquences de la crise sanitaire de la Covid-19 auxquelles se sont ajoutées celles de la crise en Ukraine occasionnant une flambée des prix et un ralentissement de la production mondiale.
13. Selon les perspectives révisées de juillet 2023 du FMI, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,0% en 2024, soit le même niveau attendu qu'en 2023. L'inflation mondiale a été revue à la baisse, passant de 6,8% en 2023 à 5,2% en 2024 du fait de la baisse des cours internationaux des produits de base et le resserrement des politiques monétaires. Elle devrait atteindre 2,8% dans les pays avancés et 6,8% dans les pays émergents et les pays en développement en 2024, contre respectivement 4,7% et 8,3% en 2023.
14. Dans les pays avancés, la croissance devrait baisser à 1,4% en 2024, soit 0,1 point de moins qu'en 2023. L'inflation restera faible avec une tendance baissière entre 2023 et 2024, soit respectivement 4,7% et 2,8%.
15. Aux États-Unis, la croissance du PIB se situerait à 1,8% en 2023, soit 0,2 point de pourcentage de plus que le niveau prévu dans les Perspectives Economiques Mondiales (PEM) d'avril 2023. La tendance à la baisse du rythme de l'activité devrait se poursuivre en 2024 où il est attendu seulement 1% de croissance de la production.
16. Dans la zone euro, la croissance devrait passer de 0,9% en 2023 à 1,5% en 2024, avec une révision à la hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à l'édition d'avril 2023 des PEM.
17. Dans les pays émergents et pays en développement, la croissance devrait être globalement stable sur la période 2023-2024, passant de 4,0% en 2023 à 4,1% en 2024 tandis que l'inflation poursuivra sa tendance baissière, passant de 8,3% en 2023 à 6,8% en 2024.
18. En Chine, la croissance devrait s'établir à 5,2% en 2023, en lien avec la réouverture complète du pays, avant de fléchir à 4,5% en 2024 en raison, notamment, de la perte de dynamisme des entreprises et la lenteur des réformes structurelles.
19. **En Afrique subsaharienne**, la croissance devrait ralentir à 3,5% en 2023 avant de remonter à 4,1% en 2024. Quant à l'inflation annuelle moyenne, elle connaîtrait une diminution, passant de 12,2% en 2023 à 9,6% en 2024.
20. **Dans la zone UEMOA**, malgré un contexte sécuritaire, sanitaire et économique moins favorable, les pays de l'UEMOA devraient connaître une croissance économique solide en 2023 et en 2024.

¹ FMI, Perspectives Economiques Mondiales (PEM) avril 2023, mises à jour, juillet 2023.

Tableau 1 : Croissance et inflation dans certaines zones entre 2022 et 2024 (en %)

Zones	Taux de croissance du PIB (%)			Inflation en %		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Monde	3,5	3,0	3,0	8,7	6,8	5,2
Pays avancés	2,7	1,5	1,4	7,3	4,7	2,8
Pays émergents et en développement	4,0	4,0	4,1	9,8	8,3	6,8
Afrique subsaharienne	3,9	3,5	4,1	11,0	12,2	9,6
UEMOA	5,7	6,1	7,4	7,1	3,7	2,1

Source : FMI, Perspectives économiques mondiales et régionales, avril 2023 ; Mises à jour, juillet 2023.

21. Ainsi, en 2023, la zone devrait s'attendre à un taux de croissance économique de 6,1% et se raffermir davantage pour atteindre 7,4% en 2024 tandis que l'inflation moyenne pourrait baisser, passant de 3,7% en 2023 à 2,1% en 2024.

Tableau 2 : Evolution des prix à la consommation en % de 2022 à 2024

Zones	Variation des prix à la consommation en %		
	2022	2023 (p)	2024 (p)
Monde	8,7	7,0	4,9
Pays avancés	7,3	4,6	2,6
Pays émergents et en développement	9,9	8,1	5,5
Afrique subsaharienne	14,4	11,9	8,8
UEMOA	7,0	3,1	3

Source : FMI, Perspectives économiques mondiales et régionales, octobre 2022, janvier 2023, UEMOA

Toutefois, avec les multiples crises politiques et institutionnelles dans la région et la persistance de la crise en Ukraine, ces perspectives seront probablement affectées, ce qui risque de renchérir davantage les prix des produits alimentaires et énergétiques, et de provoquer le resserrement des conditions financières et la contraction des flux de capitaux étrangers dirigés vers la région.

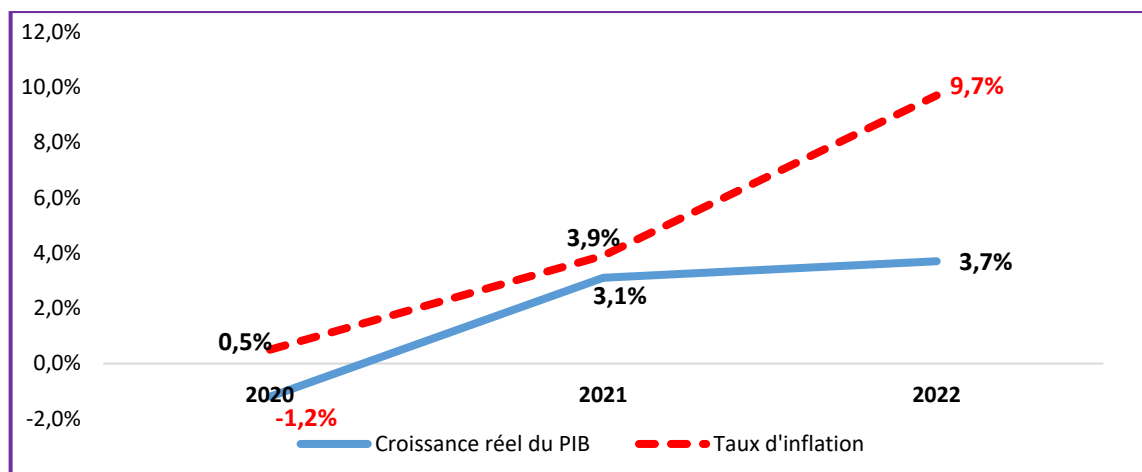
1.1.2 Situation macroéconomique nationale 2020-2022

22. Malgré les multiples défis liés à l'environnement sécuritaire, l'économie malienne s'est révélée très résiliente avant de subir les effets de la crise sanitaire de la Covid-19 auxquels se sont ajoutés ceux de la crise en Ukraine.
23. Ainsi, après avoir enregistré une croissance de 4,8% en 2019, l'économie malienne s'est contractée en 2020 avec un taux de croissance estimé à -1,2% sous l'effet combiné de la crise sanitaire liée à la maladie à coronavirus et au boycott de la culture du coton par les paysans. Les secteurs primaire et secondaire ont été les plus affectés par ces crises contrairement au secteur tertiaire qui s'est relativement mieux comporté. En effet, les taux de croissance du primaire et du secondaire sont ressortis en 2020 à -4,3% et à -0,1%, respectivement. La contreperformance du secteur primaire est imputable en grande partie au boycott de la

culture du coton par les paysans en l'absence entre autres de subvention du gouvernement pour fournir les intrants et garantir un prix incitatif. Quant au secteur tertiaire, il a affiché un taux de croissance de 1,6%.

24. Après avoir été ébranlée en 2020 par une série de choc, l'activité économique a connu une reprise pour ressortir à 3,1% en 2021. Cette reprise est liée essentiellement au secteur tertiaire avec un taux de croissance de 6% grâce, notamment au dynamisme dans les branches du commerce, des transports et communication et les activités financières. Par ailleurs, elle a été marquée par l'augmentation du volume de production du secteur primaire sous l'impulsion essentiellement de la hausse exceptionnelle de la production cotonnière avec un record de 777.120 tonnes. Ainsi, le taux de croissance du secteur primaire est ressorti à 1,5% après une forte contraction en 2020. Le secteur secondaire quant à lui, a connu une croissance modérée de 0,4%.
25. En 2022, la croissance économique, initialement prévue à 5,0%, est ressortie à 3,7%, après 3,1% un an plutôt, soit une perte de 1,3 point de pourcentage, en raison des sanctions économiques et financières prises par les institutions régionales, la crise sécuritaire et les conséquences des tensions géopolitiques.

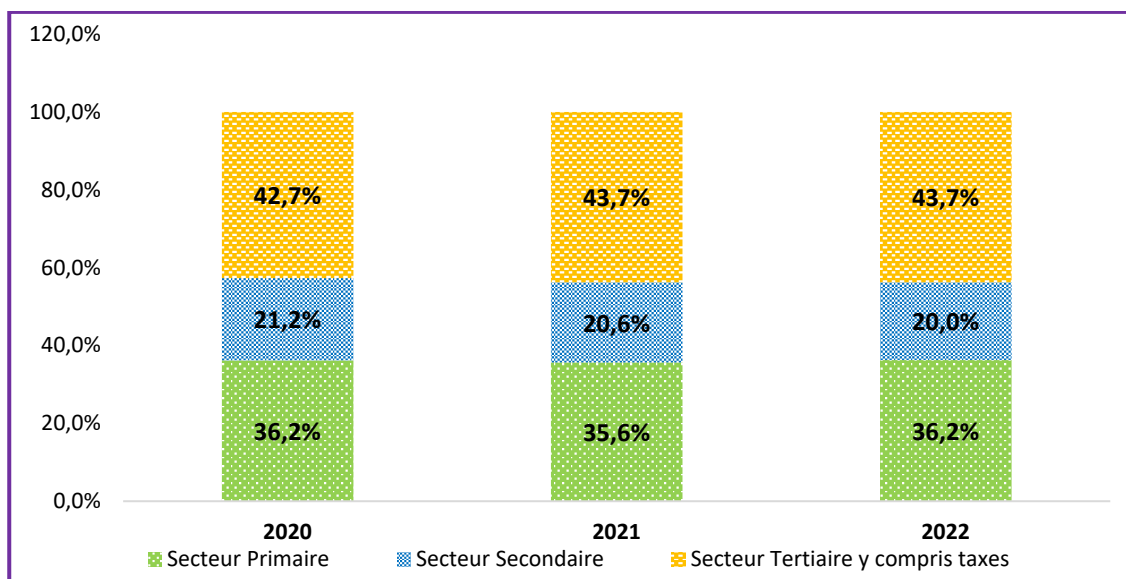
Figure 1 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation 2020-2022



Source : INSTAT, 2023

26. L'inflation annuelle moyenne est passée de 0,5% en 2020 à 3,9% en 2021, soit une moyenne de 2,3% sur la période 2020-2021, inférieure au seuil communautaire de 3%. Elle s'est aggravée en 2022 pour atteindre un pic d'environ 9,7%, un niveau jamais atteint depuis 28 ans, en lien, entre autres, avec les sanctions économiques et financières imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA et les conséquences de la crise en Ukraine, notamment du fait de la hausse des prix de l'énergie (gaz, pétrole, etc.) et ceux des produits alimentaires.

Figure 2 : Evolution de la part des différents secteurs dans le PIB, 2020-2022



Source : INSTAT, CPM-MME-DNPD

27. Les secteurs primaires et tertiaires représentent en moyenne 79,4% du PIB sur la période 2020-2022. Hors impôts nets sur produits, le secteur primaire reste le plus prépondérant dans la production de richesse nationale.

28. Le déficit de la balance courante s'est dégradé en moyenne de 515,9 milliards de FCFA entre 2020 et 2022, pour atteindre -4,7% du PIB en moyenne. Ce creusement est porté principalement par la hausse du déficit de la balance des services avec une moyenne de 1002,0 milliards de FCFA. Le déficit du compte courant devrait continuer d'être financé en partie par des entrées nettes de capitaux, principalement sous forme d'appui extérieure lié aux projets et d'investissements directs étrangers.

L'année 2020 a été marquée par une amélioration du solde des opérations financières, passant de 510,3 milliards de FCFA en 2020, à 488,5 milliards de FCFA en 2021, avant de baisser à 295,9 milliards de FCFA en 2022, soit une moyenne de 431,6 milliards de FCFA sur la période 2020-2022.

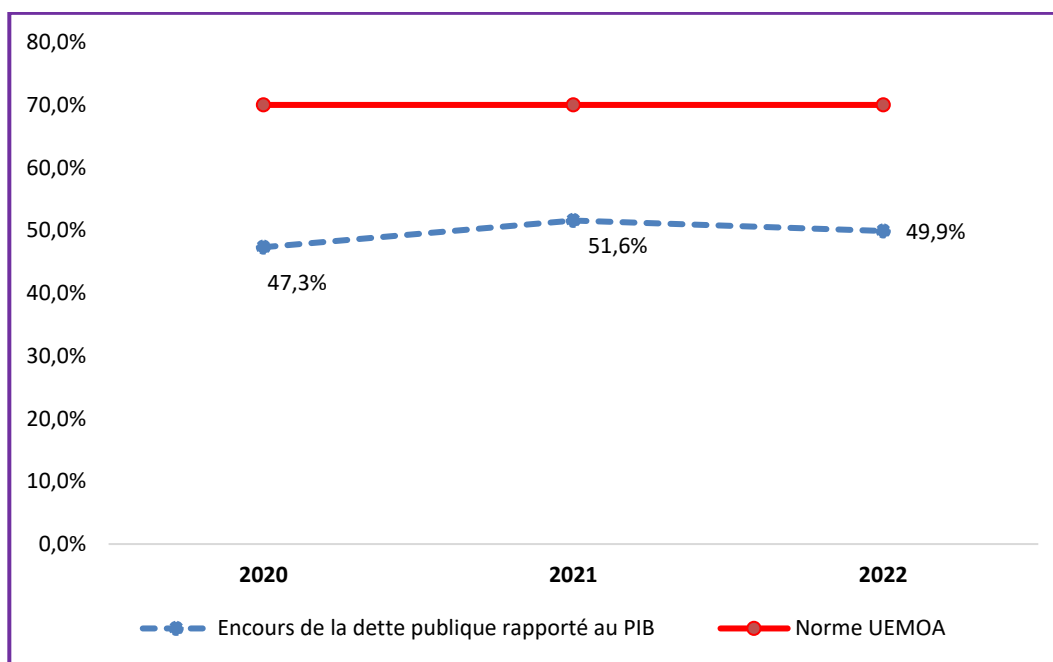
Quant au solde global de la balance des paiements, il est ressorti excédentaire, pour s'établir en moyenne à 56,4 milliards de FCFA sur la période 2020-2022.

29. Grâce aux mesures de soutien de la BCEAO à l'économie en réponse à la crise sanitaire liée au coronavirus, la masse monétaire (agrégat M2) a fortement augmenté sur la période 2020-2022. Elle a crû de 665,3 milliards de FCFA en 2020 (+22,2%), puis de 662,9 milliards de FCFA en 2021 (+18,1%), avant de remonter à 777,6 milliards de FCFA en 2022 (+18,0 %), soit une moyenne de 40,5% du PIB, en raison, entre autres, de l'amélioration des créances sur les autres secteurs. Toutes les composantes de la masse monétaire ont progressé sur la même période : la circulation fiduciaire a augmenté de 156,8 milliards de FCFA (+26,6%), tandis que les dépôts ont fortement augmenté de 528,68 milliards de FCFA (+17,7%), représentant en moyenne 75% du total.

30. En matière de gestion des finances publiques, la politique budgétaire a été expansionniste sur la période 2020-2022 du fait du financement des actions de riposte contre la maladie du coronavirus d'une part, et de l'incidence financière des dépenses militaires et de sécurité, celle liées aux revendications des partenaires sociaux ainsi que les conséquences de la crise en Ukraine, d'autre part. Cependant, les mesures de rationalisation de certaines catégories de dépenses ont permis de contenir le déficit budgétaire en deçà du niveau prévisionnel.

31. Entre 2020 et 2022, les recettes fiscales ont évolué en dents de scie et se situent en moyenne à 14,4% du PIB tandis que les dépenses totales progressent sous l'effet d'une série de crises avec en moyenne un ratio de 22,0% du PIB sur la même période. Il en résulte un déficit budgétaire (dons inclus) établi à 5,5 % du PIB en 2020 contre 4,9% en 2021 et 2022.
32. En matière de politique d'endettement, le Mali reste dans la catégorie des pays dont le risque de surendettement reste modéré. Sur la période 2020-2022, l'encours de la dette publique rapporté au PIB s'est situé autour de 49,6% en moyenne et reste en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70%.

Figure 3: Evolution de l'encours de la dette publique rapporté au PIB, 2020-2022²



Source : DGDP, INSTAT, nos calculs, 2023

1.2. Projections macroéconomiques 2024-2026

1.2.1. Hypothèses du cadrage macroéconomique

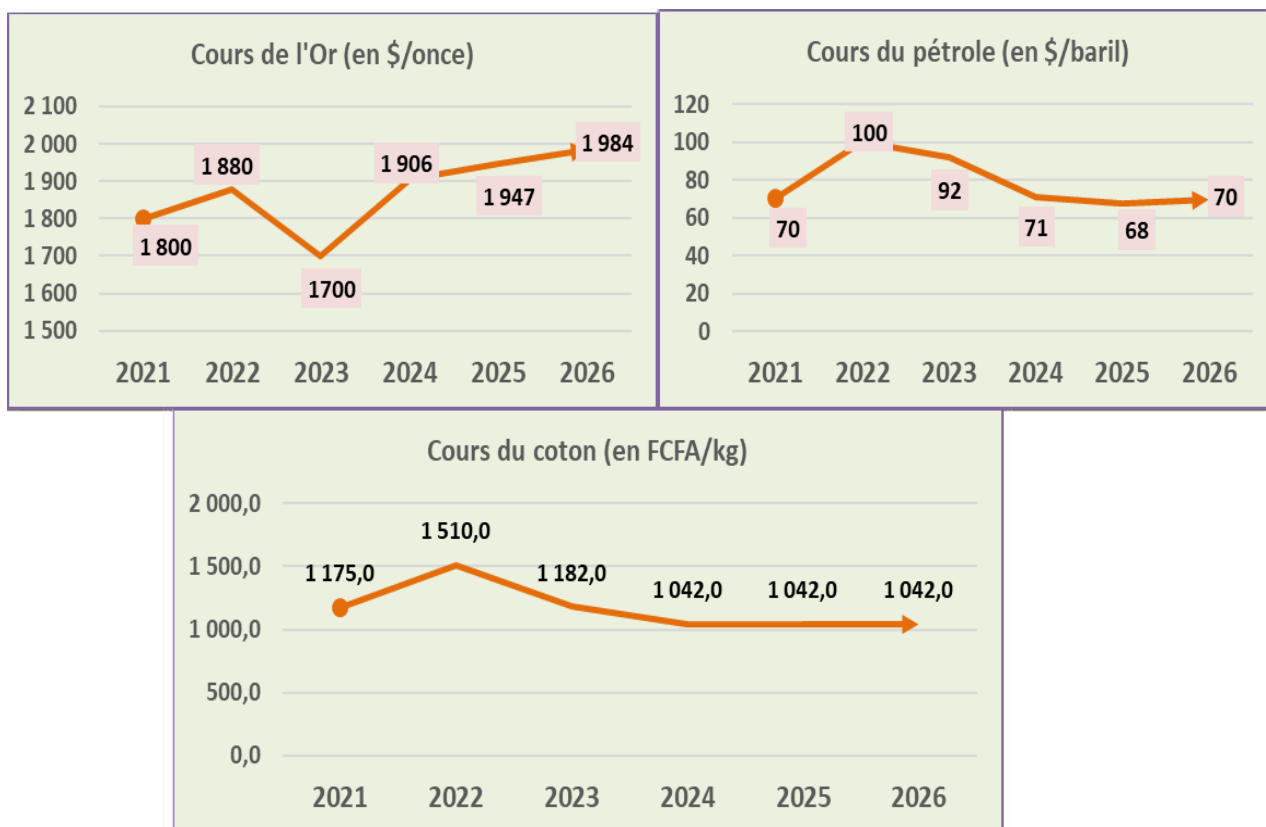
33. Le cadrage macroéconomique sur lequel sont bâties les projections budgétaires 2024-2026 repose sur les hypothèses d'évolution à la fois de l'environnement économique international et national.

a. Hypothèses sur l'environnement économique international

34. Les hypothèses sur l'environnement économique international portent sur l'évolution des cours des principales matières premières ayant une incidence sur la position extérieure du pays à savoir l'or, le pétrole et le coton.

² Les ratios ont été recalculés sur la base de la nouvelle série du PIB

Figure 4 : Quelques hypothèses macroéconomiques sur l'environnement international



Source : FMI-Banque Mondiale, Octobre 2022.

35. Le cours du coton, après avoir enregistré une hausse en 2022 par rapport à 2021, devrait connaître une baisse en 2023 et 2024 avant de se stabiliser.
36. Pour le pétrole, son cours a augmenté jusqu'à 100 \$/baril en 2022 et chuterait progressivement avant de se stabiliser autour de 70 \$/baril en 2026. Cette tendance est soumise à des risques en raison de l'incertitude sur le dénouement de la crise en Ukraine qui a occasionné une crise d'offre sur le marché mondial depuis mars 2022.
37. Après un niveau record de 1.800 dollars l'once en 2021, le cours de l'or devrait continuer à croître en passant de 1.880 dollars l'once en 2022 à 1984 dollars l'once à l'horizon 2026.

b. Hypothèses sur l'environnement économique national

38. Les hypothèses spécifiques sur l'environnement économique national tiennent compte des efforts du Gouvernement de transition appuyés par ses partenaires notamment dans le cadre de la mise en œuvre des réformes préconisées dans la feuille de route de la transition. Elles tiennent compte notamment de l'amélioration de la situation sécuritaire du pays rendu possible grâce à la montée en puissance des Forces Armées Maliennes (FAMA), de l'apaisement du climat social et d'un consensus politique sur la conduite à terme de la transition aboutissant à un retour à l'ordre constitutionnel. Pour rappel, les priorités de la feuille de route en vigueur portent notamment sur les domaines suivants :

- le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national ;
- l'organisation des élections générales ;
- la redynamisation de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger ;
- l'opérationnalisation des mécanismes de suivi de la mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales de la Refondation (ANR) ;
- le renforcement de la fourniture de services sociaux de base ;
- la refonte du système éducatif ;
- la lutte contre l'impunité et la corruption ;
- la promotion d'une saine gouvernance des ressources financières ;
- la réduction du train de vie de l'Etat ;
- la poursuite de la mise en œuvre des réformes politiques et institutionnelles notamment : (i) le parachèvement du processus de réorganisation territoriale à travers l'opérationnalisation des nouvelles circonscriptions administratives (Régions, Cercles, Arrondissements, etc.) ; (ii) la réforme du système électoral et (iii) l'adoption d'une nouvelle constitution ;
- la mise en œuvre du pacte de stabilité sociale et de croissance qui permettra, entre autres d'engager le débat sur les grands enjeux sociétaux et la création des conditions d'une trêve durable au niveau du front social.

1.2.2. Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2024-2026

a) Secteur réel

39. A moyen terme, l'économie malienne connaîtrait un regain de croissance sur la période 2024-2026, passant de 5,1% en 2024, puis de 5,5% en 2025 et de 5,0% en 2026, pour se situer en moyenne à 5,2% sur la même période.

Tableau 3 : Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2023-2026

Libellés	2023	2024	2025	2026	Moyenne 2024-2026
PIB nominal (Mds FCFA)	12 932,6	13 978,6	15 085,6	16 196,5	15 086,9
Taux croissance PIB réel	5,0%	5,1%	5,5%	5,0%	5,2%
Taux d'inflation	2,8	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%

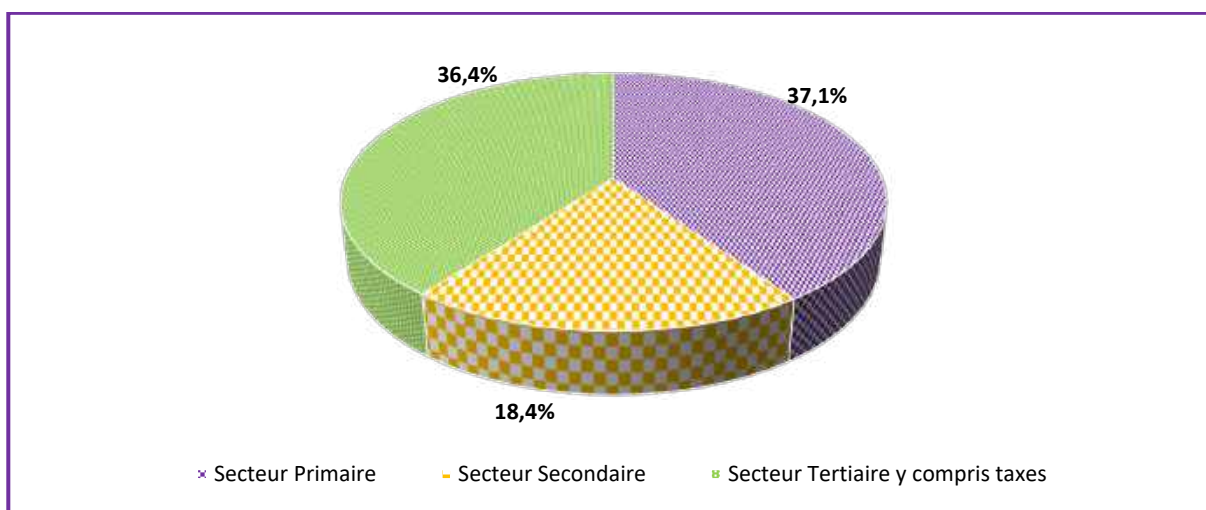
Source : INSTAT, CPM-MME-DNPD, février 2023

40. Sur la période 2024-2026, la croissance économique serait soutenue dans tous les secteurs d'activités, mais les secteurs primaire et tertiaire seraient les principaux moteurs de la croissance. En effet, le secteur primaire, représentant 37,1% du PIB, enregistrerait une croissance moyenne de 5,4 % contre 6,1% attendue en 2023.

Il contribuerait à la croissance du PIB réel à hauteur de 2,0 points de pourcentage en moyenne, porté principalement par l'agriculture d'exportation (+7,5%), les activités extractives (+6,9%) et l'agriculture vivrière (+6,4%).

41. S'agissant du secteur secondaire, qui représente 18,4% du PIB en moyenne, avec une croissance moyenne de 3,3% entre 2024-2026 contre une prévision de 0,4% en 2023, ne contribuerait qu'à hauteur de 0,6 point de pourcentage du PIB réel en moyenne sur la même période. La croissance dans ce secteur serait soutenue principalement par l'Electricité et Eau (+8,7%), les Textiles (+8,2%) et la Construction (+6,9%).
42. Quant au secteur tertiaire, sa croissance serait en moyenne de 6,0% sur la période du cadrage soit 0,4 point de pourcentage de moins que ce qui est attendue en 2023. Il représenterait 36,4% du PIB en moyenne et contribuerait à hauteur de 2,2 points de pourcentage du PIB réel sur la période sous revue. Les branches motrices de la croissance dans le tertiaire seraient, entre autres, les transports et communications (+7,9%), le commerce (+6,3%), et les administrations publiques (+5,4%).

Figure 5 : Poids moyen des différents secteurs dans le PIB, 2024-2026



Source : INSTAT, CPM-MME-DNPD, 2023.

43. Du côté de la demande, la croissance serait portée essentiellement par la formation brute de capital fixe et la consommation finale. Ainsi, la formation brute de capital fixe augmenterait de 6,6% en moyenne sur la période 2024-2026, tandis que la consommation finale devrait enregistrer une croissance moyenne de 4,4%.
44. L'inflation devrait se stabiliser pour s'établir à 2,5% entre 2024 et 2026, après une augmentation exceptionnelle de 9,7% en 2022 consécutive aux sanctions économiques et financières imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA ainsi que la crise en Ukraine.

Tableau 4 : Evolution du taux de croissance du PIB par secteur 2023-2026

Secteurs	2023	2024	2025	2026	Moyenne 2024-2026
Secteur primaire	6,1%	5,4%	5,1%	5,7%	5,4%
Secteur secondaire	0,4%	2,0%	6,8%	1,0%	3,3%
Secteur tertiaire	6,4%	6,4%	5,3%	6,2%	6,0%

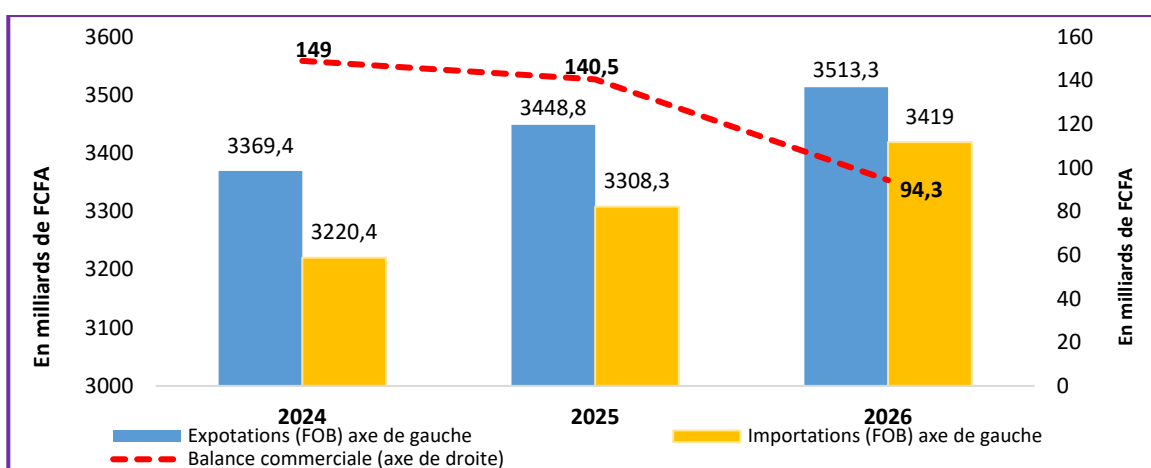
Source : INSTAT, CPM-MME-DNPD, février 2023

b) Les échanges extérieurs

Compte des transactions courantes

45. Le déficit de la balance courante, devrait se creuser de 53,6 milliards de FCFA, passant de 460,2 milliards de FCFA en 2024 à 513,8 milliards de FCFA en 2026, soit une moyenne de 487,7 milliards de FCFA sur la période 2024-2026 contre 588 milliards de FCFA en 2023. Cette détérioration du déficit courant est imputable essentiellement à celui de la Balance des biens et services qui s'est creusé de 36,8 milliards de FCFA.
46. Concernant les exportations, elles enregistreraient un montant total de 3 369,4 milliards de FCFA en 2024 et 3 513,3 milliards de FCFA en 2026, soit 3 448,8 milliards de FCFA en moyenne entre 2024 et 2026 contre 3 256,0 milliards de FCFA en 2023. Elles sont tirées principalement par les exportations de l'or avec un montant moyen de 2 555,1 milliards de FCFA sur la période sous revue.
47. Quant aux importations, leur valeur FOB est projetée à 3 315,9 milliards de FCFA en moyenne entre 2024 et 2026 contre 3 197,1 milliards de FCFA en 2023, tirées par les produits non pétroliers (+11,5%).
48. S'agissant du solde commercial, il devrait ressortir excédentaire sur la période du cadrage avec une moyenne de 128 milliards de FCFA en raison d'une hausse des exportations de 143,9 milliards de FCFA (+4,3%), tirée essentiellement par l'or (+3,5%).

Figure 6 : Evolution des importations, exportations et solde commercial (en milliards de FCFA), 2024-2026



Source : BCEAO, octobre 2022

49. Compte tenu de ces évolutions, les échanges extérieurs afficheraient un solde global excédentaire de 136 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2024-2026 contre 22,8 milliards de FCFA en 2023.

c) La monnaie et le crédit

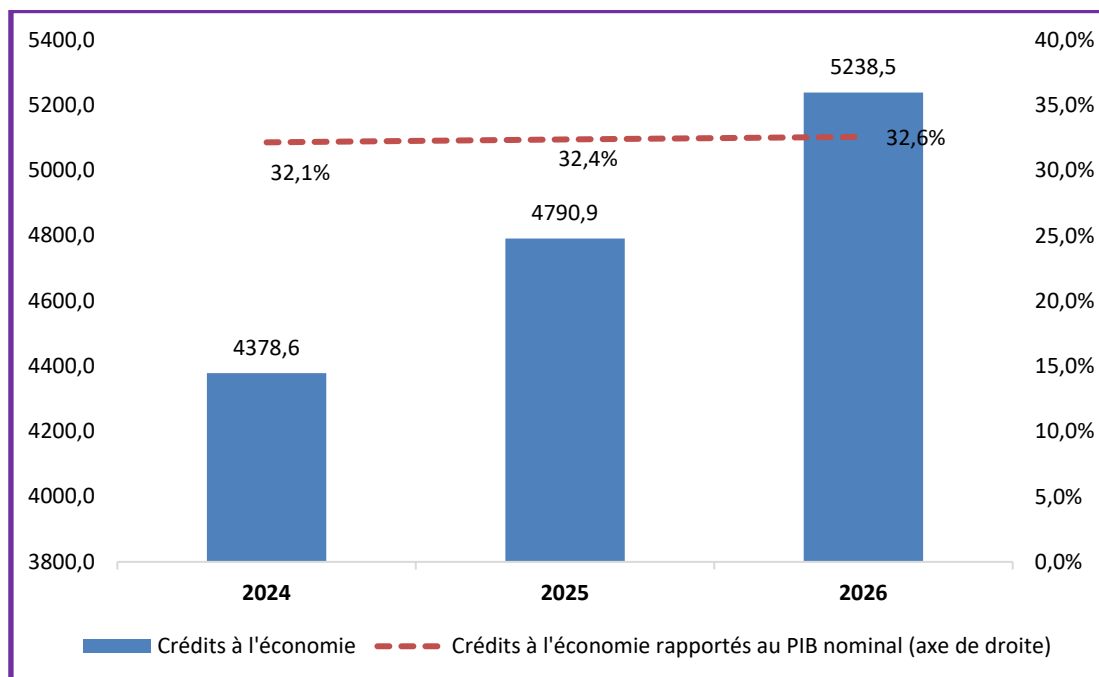
Créances nettes sur l'Etat

50. Les créances nettes sur l'Etat devraient connaître une dégradation sur toute la période du cadrage, pour afficher une progression de 814,8 milliards de FCFA entre 2024 et 2026, passant de 1 992,2 milliards de FCFA en 2024 à 2 807,1 milliards de FCFA en 2026, soit une moyenne de 2 394,1 milliards de FCFA contre 1 596,7 milliards de FCFA en 2023. Cette évolution résulterait essentiellement d'un accroissement des concours des banques commerciales et de la Banque Centrale en faveur de l'Etat, au regard du besoin de financement consécutif à la réalisation d'infrastructures, au relèvement du défi sécuritaire et l'opérationnalisation des nouvelles régions à moyen terme, etc.

Créances sur l'économie

51. Les crédits à l'économie se caractériseraient par une augmentation de 859,9 milliards de FCFA (+19,6%) sur la période sous revue, en s'établissant à 5 238,5 milliards de FCFA en 2026 contre 4 378,6 milliards de FCFA en 2024. Ces crédits seraient essentiellement octroyés à des opérateurs exerçant dans les secteurs de l'agriculture, des télécommunications, de l'industrie, des mines et du commerce général en vue de soutenir l'activité économique. Ils représentent en moyenne 32 % du PIB nominal sur la période 2024-2026.

Figure 7 : Evolution des crédits à l'économie (en milliards de FCFA), 2024-2026

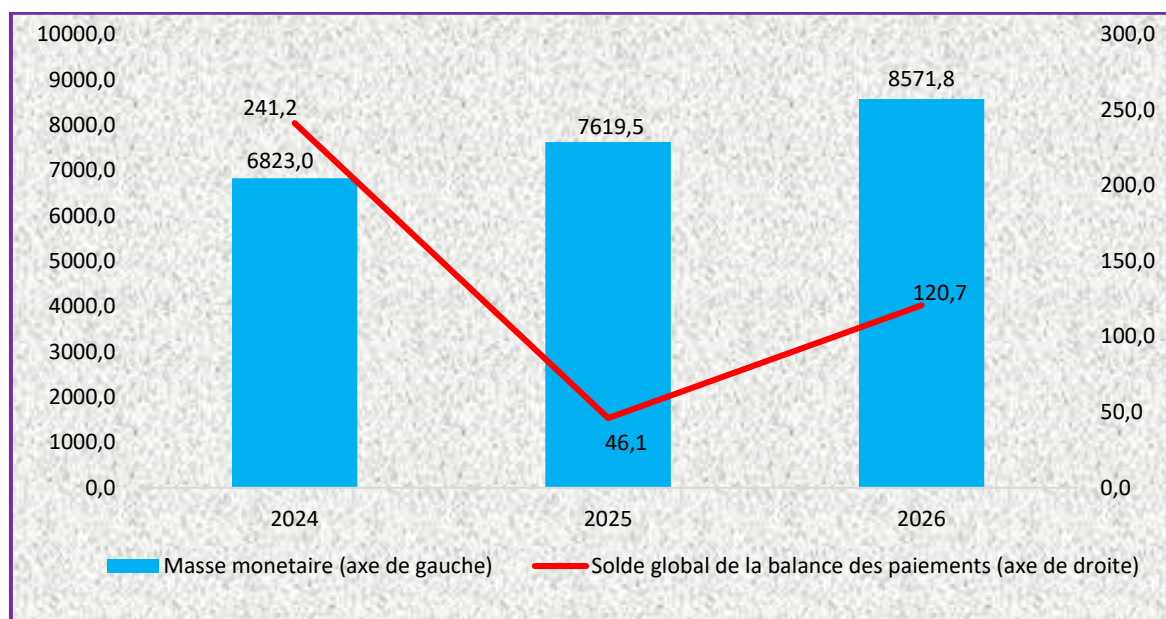


Source : BCEAO, octobre 2022

Masse monétaire

52. En reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) ressortirait en hausse de 1 748,8 milliards de FCFA en passant de 6 823 milliards de FCFA en 2024 à 8 571,8 milliards de FCFA en 2026. Cet accroissement de la liquidité globale se traduirait à la fois par une hausse des dépôts en banques et de la circulation fiduciaire qui afficheraient respectivement des taux de progression de 26,2% et 23,7% sur la période 2024-2026.

Figure 8 : Evolution du solde global de la balance des paiements et la masse monétaire (en milliards de FCFA) ,2024-2026



Source : BCEAO, octobre 2022

1.2.3. Objectifs de la politique budgétaire

53. Le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre d'une politique budgétaire plus soutenable et propice à une croissance économique solide tout en veillant à atteindre, à moyen termes, les normes définies par les critères de convergence communautaire de l'UEMOA et de la CEDEAO.
54. La politique budgétaire viserait à maintenir un solde budgétaire global compatible avec la viabilité de la dette publique au Mali. Sur la période 2024-2026, le solde budgétaire global (dons inclus) serait orienté à la baisse après s'être détérioré depuis 2020 suite à l'apparition de la crise sanitaire liée à la Covid-19. En effet, le déficit global (dons inclus) s'établirait respectivement à 4,4% et 3,6% en 2024 et 2025 avant de revenir à 3,0 % du PIB à l'horizon 2026 contre 4,9 % enregistré en 2022 et 4,8% attendu en 2023.
55. Ces niveaux de déficit tiennent compte de la prise en charge de certains engagements du Gouvernement relatifs : (i) au renforcement de la défense et de la sécurité ; (ii) à l'opérationnalisation des services publics issus du nouveau découpage administratif ; (iii) à la création des conditions d'une trêve durable au niveau du front social à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'un pacte de stabilité sociale et de croissance ; (iv) au renforcement du système judiciaire ; (vi) à l'amélioration de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire ; (vii) au maintien des efforts budgétaires en faveur de l'agriculture et (viii) au renforcement des dépenses sociales et de développement prioritaire.
56. Durant la période du cadrage, le Gouvernement poursuivra ses efforts de mobilisation accrue des recettes intérieures à travers le renforcement des mesures qui étaient déjà en cours et qui seront renforcées dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau Plan de Réforme des Finances Publiques au Mali (PREM 2023-2027).

Tableau 5: Projection de quelques agrégats budgétaires 2023-2026

Libellés	2023 LFR	2024 LFI	2025 Proj.	2026 Proj.	Moyenne 2024-2026
<i>Solde global dons inclus (%PIB)</i>	-4,8,0%	-4,4%	-3,6%	-3,0%	-3,7%
<i>Solde global dons exclus (%PIB)</i>	-5,5%	-5,1%	-4,2%	-3,6%	-4,3%
<i>Solde budgétaire de base (%PIB)</i>	-4,1%	-3,7%	-2,9%	-2,3%	-3,0%
<i>Taux de pression fiscale (en % du PIB)</i>	14,6%	14,8%	15,4%	16,1%	15,4%
<i>Masse salariale sur recettes fiscales (en %)</i>	51,8%	50,6%	47,4%	45,5%	47,8%

Source : DGB, 2023

57. Les objectifs budgétaires ci-dessus seront sous-tendus à moyen terme par les activités prévues dans le cadre de la mise en œuvre des Réformes de la Gestion des Finances Publiques au Mali qui visent à améliorer la préparation et l'exécution budgétaire ainsi que l'efficacité des finances publiques.
58. Il s'agira notamment de poursuivre les réformes dans le cadre de la rationalisation des exonérations et l'amélioration du cadre institutionnel, législatif et réglementaire à la mise en œuvre des différents textes (mines, investissements, impôts, douanes, pétrole, promotion immobilière, etc.). Le Gouvernement continuera également à améliorer la gestion des finances publiques, en particulier en remédiant aux faiblesses mises en lumière par les différentes évaluations PEFA ainsi que par les missions d'assistance technique du FMI (PIMA, risques budgétaires).

1.2.4. Orientations prioritaires de la politique budgétaire

59. Les orientations pour l'allocation budgétaire seront basées entre autres sur les priorités du Gouvernement retenues dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et son plan d'actions 2022-2026 ainsi que la consolidation des acquis du CREDD 2019-2023.
60. Pour rappel, les Recommandations des ANR ont été traduites en actions gouvernementales dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE), assorti de plans d'actions. Au regard de la vision et des objectifs de la Refondation de l'Etat, il a été retenu les cinq (5) axes stratégiques en cohérence avec les axes du CREDD, à savoir : (I) Gouvernance, Réformes politiques et institutionnelles ; (II) Défense, Sécurité, Paix, Réconciliation et Cohésion sociale ; (III) Croissance économique et Développement durable ; (IV) Capital humain, Genre et Inclusion sociale ; (V) Jeunesse, Sport, Culture, Artisanat, Tourisme et Construction citoyenne.
61. Quant au CREDD qui a constitué le cadre de référence des politiques et stratégies de développement national sur la période 2019-2023, il visait principalement à trouver une réponse pertinente et proactive aux problématiques de développement. Il s'agit particulièrement : (i) de combler le déficit de gouvernance, (ii) d'assurer la paix et la sécurité et de restaurer le bon climat de vivre ensemble qui a toujours caractérisé la société malienne, (iii) de créer les conditions d'une transformation structurelle de l'économie et d'une croissance forte et inclusive, (iv) de mieux protéger l'environnement et de renforcer la résilience au changement climatique, (v) de mieux valoriser le capital humain et ainsi capter le dividende démographique.

II. GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

2.1 Revue budgétaire 2020-2022

62. Les sanctions économiques et financières imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA, combinées aux effets négatifs des crises sécuritaire et sanitaire (liée au coronavirus) et ceux de la crise en Ukraine ont marqué la politique budgétaire entre 2020 et 2022 comme en témoigne l'évolution des soldes budgétaires. En effet, le déficit budgétaire global (dons inclus), s'est détérioré sur toute la période, en franchissant le seuil communautaire de 3%, pour atteindre environ 5,1% du PIB en moyenne sur la période 2020-2022.
63. Malgré l'atteinte des objectifs annuels de mobilisation de recettes fiscales, le taux de pression fiscale en réalisation demeure en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA. Aussi, il convient de noter une augmentation exceptionnelle des dépenses salariales sur la période 2020-2022. Alors qu'elles n'avaient jamais excédé auparavant 35% des recettes fiscales, ces dépenses se sont établies en moyenne à 48,5% des recettes fiscales entre 2020-2022. La gestion prudente des dépenses a permis de contenir les dépenses totales qui se sont situées autour de 22,0% du PIB alors qu'elles étaient prévues à 25,0%.

Tableau 6 : Evolution des soldes budgétaires 2020-2022

Libellés	2020 ³		2021		2022		Moyenne 2020-2022	
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.
Solde global dons inclus, (%PIB)	-6,2	-5,5	-5,6	-4,9	-5,3	-4,9	-5,7	-5,1
Solde global dons exclus, (%PIB)	-10,2	-6,6	-7,7	-5,5	-6,1	-5,3	-8,0	-5,8
Solde budgétaire de base (%PIB)	-7,4	-5,2	-4,5	-4,1	-4,6	-4,5	-5,5	-4,6
Recettes fiscales (%PIB)	14,0	14,3	15,1	15,3	13,8	13,5	14,3	14,4
Dépenses totales (%PIB)	26,8	23,0	25,8	22,5	22,5	20,6	25,0	22,0
Masse salariale (% recettes fiscales)	48,0	43,0	46,5	47,2	56,5	55,2	50,3	48,5

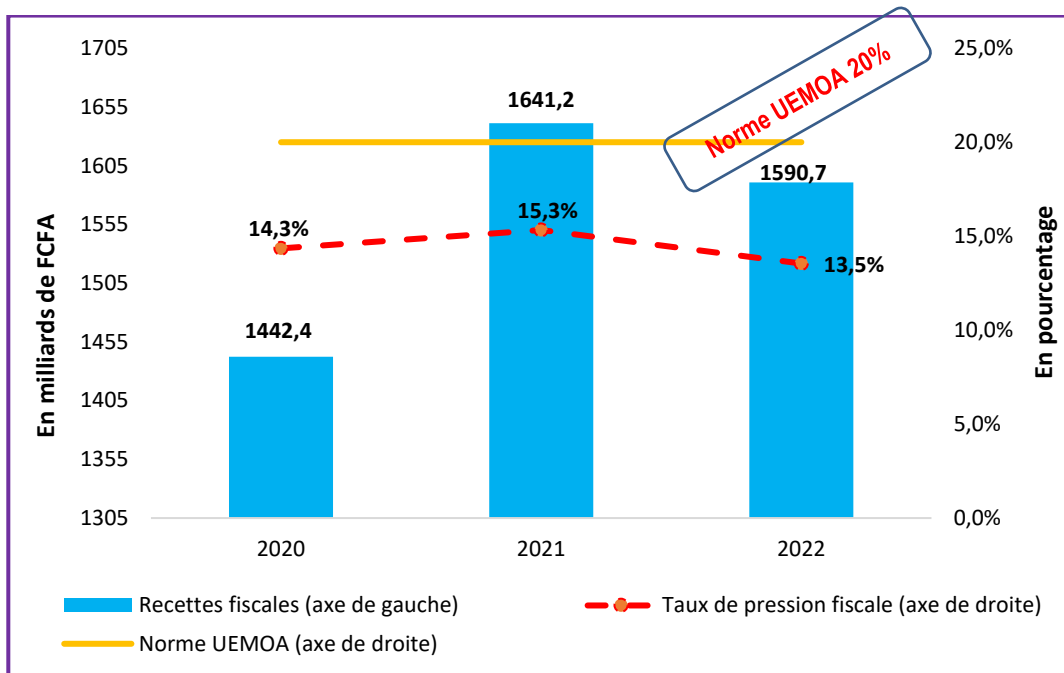
Source : DGB, 2023

2.1.1. Evolution des recettes budgétaires 2020-2022

64. L'évolution en dent de scie des ressources de l'Etat est caractéristique du contexte socio-économique, sécuritaire, sanitaire du pays ainsi que les sanctions imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA en 2022. En effet, même si la tendance s'est améliorée en 2021, il convient de noter qu'elle a fléchi en 2020 et 2022. C'est ainsi que les recettes budgétaires sont passées de 1 510 milliards FCFA en 2020, à 1 736,7 milliards FCFA en 2021, avant de baisser à 1 687,2 milliards de FCFA en 2022, soit un taux de variation annuel moyen de 5,7 % sur la période.
65. S'agissant des dons, ils sont évalués à 113,4 milliards de FCFA en 2020 contre 66,9 milliards en 2021 et seulement 43,1 milliards en 2022, soit une baisse de 38,3 % en moyenne annuelle entre 2020 et 2022.
66. De même, les objectifs de recouvrement des recettes fiscales sont jugés très satisfaisants entre 2020 et 2022 avec un taux de réalisation moyen de 100,3%. En terme absolu, les recettes fiscales sont passées de 1442,4 milliards de FCFA en 2020 à 1 641,2 milliards de FCFA en 2021 et à 1 590,7 milliards de FCFA en 2022, ce qui correspond à une hausse de 5,0% en moyenne annuelle sur la période. Il en résulte un taux de pression fiscale qui est ressorti en moyenne à 14,4 % sur la période 2020-2022 loin de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 20%.

³ Les ratios de 2020 à 2022 en réalisation ont été recalculés sur la base de la nouvelle série du PIB

Figure 9 : Evolution des recettes fiscales (en milliards de FCFA) et de taux de pression fiscale, 2020-2022



Source : DGB, 2023

Tableau 7 : Evolution des recettes budgétaires selon la présentation du TOFE (en milliards) 2020-2022

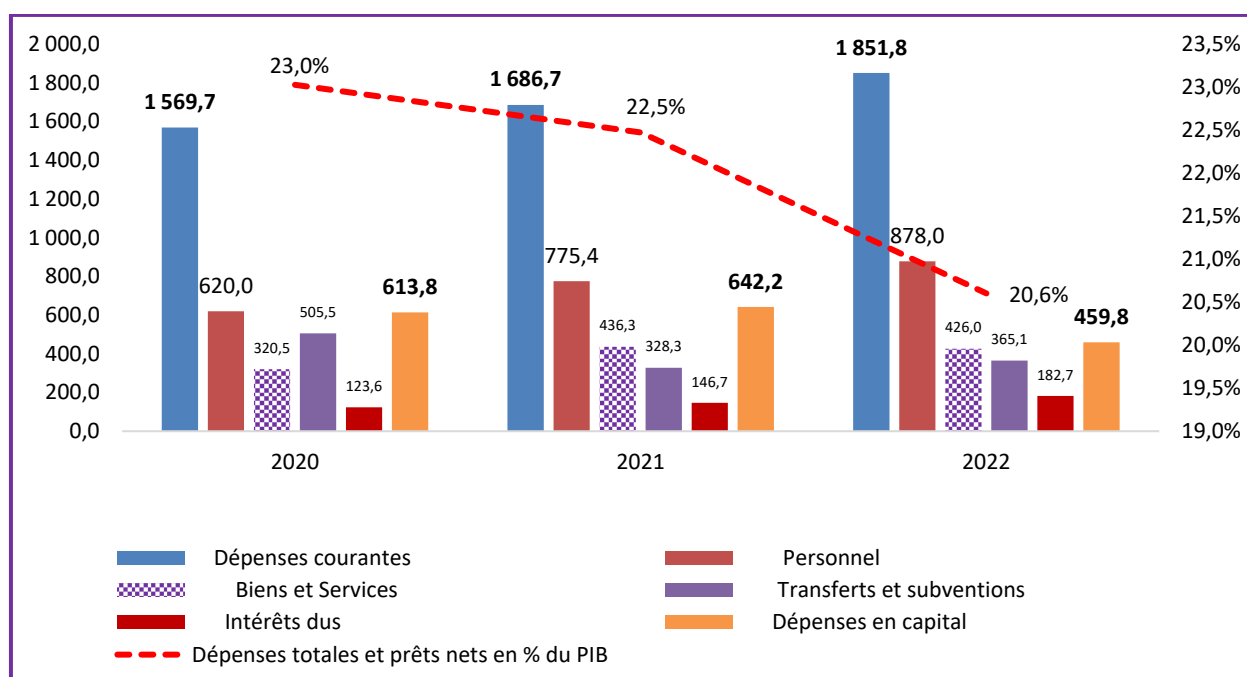
Rubriques	2020			2021			2022 prov.			Taux crois. Moy. 20-22
	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Réal.
RECETTES, DONNS	2 102,4	1 761,8	83,8%	2 171,5	1 886,3	86,9%	1 974,0	1 843,2	93,4%	2,3%
Recettes totales	1 688,9	1 648,4	97,6%	1 949,8	1 819,4	93,3%	1 878,8	1 800,1	95,8%	4,5%
Recettes budgétaires	1 516,7	1 510,0	99,6%	1 770,3	1 736,7	98,1%	1 700,4	1 687,2	99,2%	5,7%
Recettes fiscales	1 431,5	1 442,4	100,8%	1 630,1	1 641,2	100,7%	1 600,9	1 590,7	99,4%	5,0%
Impôts directs	451,5	563,2	124,8%	474,3	572,7	120,7%	603,6	594,9	98,6%	2,8%
Impôts indirects	980,0	879,2	89,7%	1 155,8	1 068,5	92,4%	997,4	995,8	99,8%	6,4%
TVA	583,0	489,3	83,9%	665,8	605,1	90,9%	570,0	572,1	100,4%	8,1%
TVA intérieure	241,5	160,0	66,3%	268,4	206,1	76,8%	189,7	205,3	108,2%	13,3%
TVA sur importations	341,5	329,3	96,4%	397,4	362,7	91,3%	380,3	366,8	96,5%	5,5%
Taxe Intérieure sur produits pétroliers	47,6	55,4	116,4%	52,5	20,8	39,6%	5,9	35,8	606,9%	-19,6%
Taxes sur importations (DD et taxes)	193,1	195,1	101,0%	206,2	274,3	133,0%	225,1	208,6	92,7%	3,4%
Autres droits et taxes	289,9	267,5	92,3%	334,2	284,6	85,2%	302,2	295,1	97,6%	5,0%
Recettes non fiscales	85,2	67,6	79,3%	140,2	95,5	68,1%	99,5	96,5	97,0%	19,5%
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	172,2	138,4	80,4%	179,6	82,7	46,0%	178,4	112,9	63,3%	-9,7%
Dons	413,5	113,4	27,4%	221,7	66,9	30,2%	95,2	43,1	45,3%	-38,3%
Projets	163,4	64,6	39,5%	155,6	48,9	31,4%	90,0	33,0	36,7%	-28,5%
Budgétaires (ABG)	223,3	35,6	15,9%	58,5	17,4	29,7%	0,0	6,3	-	-57,9%
Appui budgétaire (ABS)	11,3	6,6	58,3%	7,6	0,6	7,9%	5,2	3,8	73,1%	-24,1%
Fonds de concours (Covid-19)	15,5	6,6	42,6%	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0%	

Source : DGB, 2023

2.1.2 Evolution des dépenses 2020-2022

67. Sur la base de l'analyse du TOFE, il ressort des données d'exécution budgétaire 2020-2022, que les dépenses budgétaires ont sensiblement augmenté en moyenne de 2,9%. Cette hausse provient essentiellement de l'augmentation des dépenses courantes (+8,6%), portées par la hausse des salaires (+19,0%), des biens et services (+15,3%) et des paiements d'intérêt sur la dette publique (+21,6%). En effet, la période 2020-2022 a été marquée entre autres par des revendications d'augmentation de salaire et la prise en charge des dépenses dans le cadre des opérations de sécurisation du pays ainsi que celles liées à la crise sanitaire. Comparées aux prévisions, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 93,7% en 2020 contre 97,1% en 2021 et 102,2% en 2022.
68. Les dépenses en capital ont connu une chute brutale de 154 milliards de FCFA, passant de 613,8 milliards de FCFA en 2020 à 459,8 milliards de FCFA en 2022, soit un taux de variation annuel moyen de -13,5% sur la période 2020-2022, liée principalement à la réduction de la marge de manœuvre du gouvernement occasionnée par les différents chocs (crise sanitaire liée à la Covid-19, sanctions économiques et financières prises par la CEDEAO et l'UEMOA, etc.) et par l'augmentation de certaines catégories de dépenses, notamment celles liées à la sécurisation du pays et au paiement des salaires. A cet effet, le taux d'exécution des dépenses en capital est ressorti en moyenne à 73,5% sur la période 2020-2022, mais demeure structurellement inférieur à celui des dépenses courantes (97,8%). Rapportés au PIB nominal, les dépenses totales et prêts nets ont représenté en moyenne 22,0% entre 2020 et 2022.

Figure 10 : Evolution des dépenses (en milliards de FCFA), 2020-2022



Source : DGB, 2023

Tableau 8 : Evolution des dépenses en milliards de FCFA 2020-2022 (présentation TOFE)

Rubriques	2020			2021			2022 prov.			Taux crois. Moy. 20-22
	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Réal.
Dépenses totales, Prêts nets	2 732,7	2 315,0	84,7%	2 774,4	2 406,5	86,7%	2 578,5	2 419,5	93,8%	2,2%
Dépenses budgétaires	2 566,5	2 183,6	85,1%	2 599,9	2 328,9	89,6%	2 405,1	2 311,6	96,1%	2,9%
Dépenses courantes	1 674,9	1 569,7	93,7%	1 732,0	1 686,7	97,4%	1 811,9	1 851,8	102,2%	8,6%
Personnel	687,4	620,0	90,2%	758,0	775,4	102,3%	904,1	878,0	97,1%	19,0%
Biens et Services	393,2	320,5	81,5%	436,0	436,3	100,1%	447,2	426,0	95,3%	15,3%
Transferts et subventions	473,9	505,5	106,7%	396,8	328,3	82,7%	285,5	365,1	127,9%	-15,0%
Intérêts dûs	120,4	123,6	102,7%	141,2	146,7	103,9%	175,1	182,7	104,4%	21,6%
Dette intérieure	82,4	90,2	109,5%	108,2	108,7	100,5%	139,6	136,5	97,8%	23,0%
Dette extérieure	38,0	33,4	87,9%	33,0	38,0	115,2%	35,5	46,2	130,2%	17,6%
Dépenses en capital	891,6	613,8	68,8%	867,9	642,2	74,0%	593,2	459,8	77,5%	-13,5%
Financement extérieur	286,9	145,5	50,7%	335,9	147,0	43,8%	174,9	94,6	54,1%	-19,4%
Financement domestique	604,7	468,3	77,5%	532,0	495,2	93,1%	418,3	365,2	87,3%	-11,7%
Dépenses CST et budgets annexes	172,2	138,4	80,4%	179,6	82,7	46,0%	178,4	112,9	63,3%	-9,7%
Prêts nets	-6,0	-7,0	117,4%	-5,1	-5,1	99,7%	-5,0	-5,0	100,0%	-15,7%

Source : DGB, 2023

2.1.3 Evolution des moyens de financement du déficit

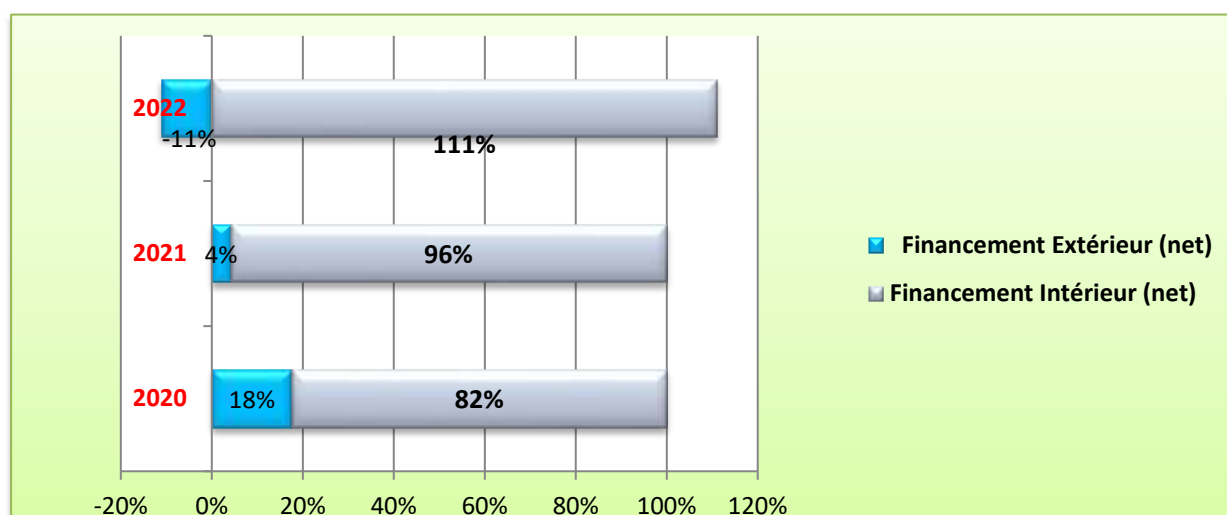
69. La répartition des sources de financement du déficit budgétaire a été très instable durant la période 2020-2022. En moyenne, le déficit a été financé en termes nets à hauteur de 96% sur les ressources intérieures (bons et obligations) contre seulement 4% sur les ressources extérieures sur la même période. En 2022, le financement net du déficit a été assuré exclusivement par les ressources intérieures.

Tableau 9 : Financement du déficit (en milliards de FCFA) 2020-2022

Rubriques	2020	2021	2022	Total 2020-2022
FINANCEMENT	403,5	458,9	557,7	1 420,0
Financement extérieur (net)	71,3	19,0	-61,7	28,5
Emprunts	139,6	113,5	56,4	309,5
Projets	75,7	95,4	56,4	227,5
Prêts budgétaires	63,9	18,1	0,0	82,0
Amortissement	-88,4	-103,3	-144,7	-336,4
Annulation de la dette (PPTE)	20,0	8,8	9,3	38,1
Financement intérieur (net)	332,2	439,9	619,4	1 391,5

Source : DGB, 2023

Figure 11 : Part des sources de financement (en net) du déficit budgétaire



Source : DGB, 2023

2.2 Situation de la dette en fin 2022

70. Le stock de la dette publique du Mali en fin 2022 est estimé à 5 860,4 milliards de FCFA, dont 3 293,2 milliards de FCFA de dette extérieure y compris celle du FMI et 2 567,2 milliards de FCFA de dette intérieure. Comparé à 2020, le stock de la dette publique a progressé en moyenne de 11,0% imputable essentiellement à la hausse rapide de la dette intérieure (20,7%).
71. Les paiements au titre du service de la dette sont passés de 791,6 milliards de FCFA en 2020 à 641,1 milliards de FCFA en 2021 puis à 798,3 milliards de FCFA en 2022, soit une croissance moyenne de 0,4%. Cette hausse modérée est due en partie au paiement du service de la dette intérieure qui a enregistré une baisse de 3,7% en moyenne entre 2020 et 2022. Quant aux paiements d'intérêts et de commissions, ceux-ci ont augmenté de 20,1% entre 2020 et 2022. Cette augmentation est en partie liée à celle de la dette intérieure qui a connu une hausse significative d'environ 23,2% sur la période 2020-2022.

Tableau 10 : Encours de la dette publique entre 2020 et 2022 (en milliards de FCFA)

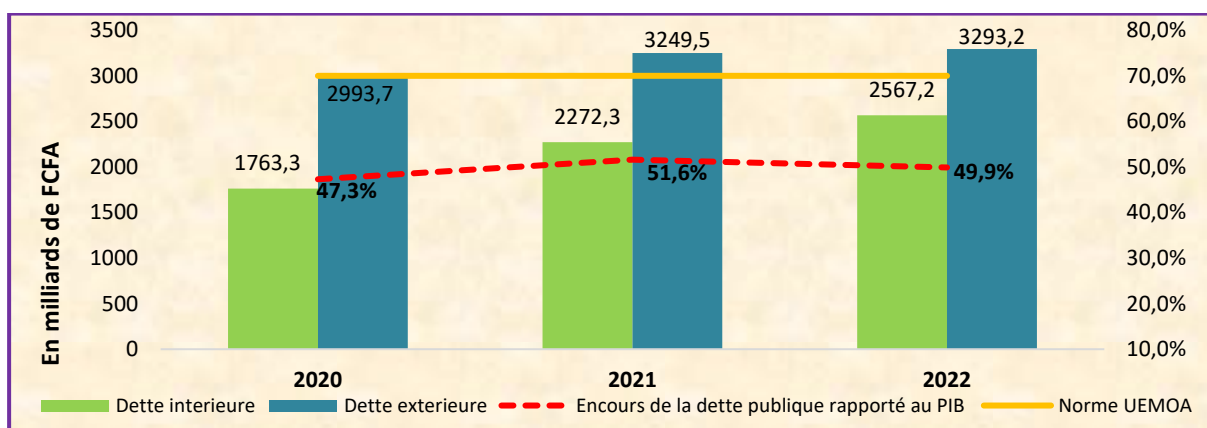
	2020	2021	2022
Total de l'encours	4 757,0	5 521,8	5 860,4
Dette extérieure**	2 993,7	3 249,5	3 293,2
Dette intérieure	1 763,3	2 272,3	2 567,2
Total des tirages	1 205,8	1 148,0	842,1
Dette extérieure	299,6	243,0	56,4
Dette intérieure	906,2	905,0	785,7
Total du service de la dette ***	791,6	641,1	798,3
Dette extérieure	114,9	136,3	170,7
Dette intérieure	676,7	504,8	627,6
Total des remboursements de principal	669,0	499,4	621,4
Dette extérieure	82,5	103,3	130,7
Dette intérieure	586,5	396,1	490,7
Total des paiements d'intérêts et de commissions	122,6	141,7	176,9
Dette extérieure	32,4	33,0	40,0
Dette intérieure	90,2	108,7	136,9

Source : DGDP, 2023.

NB : **Dette extérieure y comprise celle due au FMI ;

***Service effectivement payé ou Service payé hors allègements PPTE.

Figure 12 : Evolution de l'encours des dettes intérieure et extérieure (en milliards de FCFA), 2020-2022



Source : DGDP, 2023

Entre 2020 et 2022, le niveau de la dette publique rapporté au PIB nominal a connu une augmentation, passant de 47,3% en 2020 à 51,6% en 2021, avant d'atteindre 49,9% en 2022, mais demeure inférieur à la norme communautaire fixée à 70% du PIB, avec un risque de surendettement modéré selon la dernière analyse de viabilité de la dette publique au Mali.

2.3 Analyse des projections budgétaires 2023-2026

72. L'analyse des projections budgétaires est faite sur la base de la présentation du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE).

2.3.1 Analyse de la projection des recettes 2023-2026

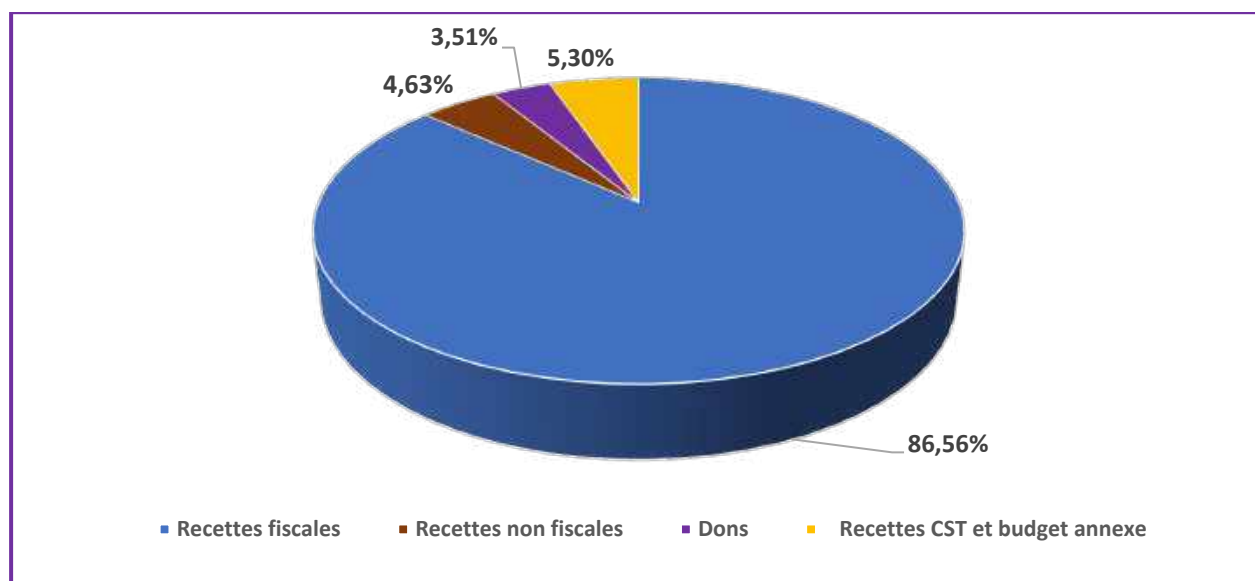
73. Les recettes (y compris les dons) sont projetées à 3 000,2 milliards de FCFA à l'horizon 2026 contre 2 306,7 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2023. Elles connaîtraient une croissance moyenne de 12% sur la période 2024-2026.

Tableau 11 : Projection des recettes (en milliards de FCFA) 2023-2026

Rubriques	2023 LFR	2024 LFI	2025 Proj.	2026 Proj.	Taux crois. moyen 24-26
RECETTES, DONNS	2 306,7	2 389,9	2 699,1	3 000,2	12,0%
Recettes totales	2 214,9	2 303,6	2 600,6	2 901,2	12,2%
Recettes budgétaires	2 022,3	2 181,1	2 453,3	2 742,1	12,1%
Recettes fiscales	1 889,3	2 063,6	2 328,2	2 609,9	12,5%
Impôts directs	774,1	831,9	784,4	955,6	7,2%
Impôts indirects	1 115,3	1 231,7	1 543,8	1 654,3	15,9%
TVA	665,3	621,8	773,1	817,5	14,7%
TVA intérieur	224,3	241,8	272,9	297,1	10,8%
TVA sur importation	440,9	380,0	500,2	520,4	17,0%
Taxe intérieure sur produits pétroliers	17,7	155,5	167,9	180,2	7,6%
Taxes sur les importations	262,7	259,5	291,6	309,0	9,1%
Autres droits et taxes	275,6	300,8	417,1	453,5	22,8%
Recettes non fiscales	132,9	117,5	125,1	132,2	6,1%
Recettes CST et budget annexe	192,6	122,5	147,2	159,1	14,0%
Dons	91,8	86,3	98,5	99,0	7,1%
Projets	75,0	75,0	86,1	85,3	6,6%
Budgétaires (ABG)	1,8	3,8	4,1	4,6	10,0%
Appui budgétaire (ABS)	15,1	7,6	8,3	9,1	9,4%

Source : DGB, 2023

Figure 13 : Part moyenne des catégories de recettes, 2024-2026



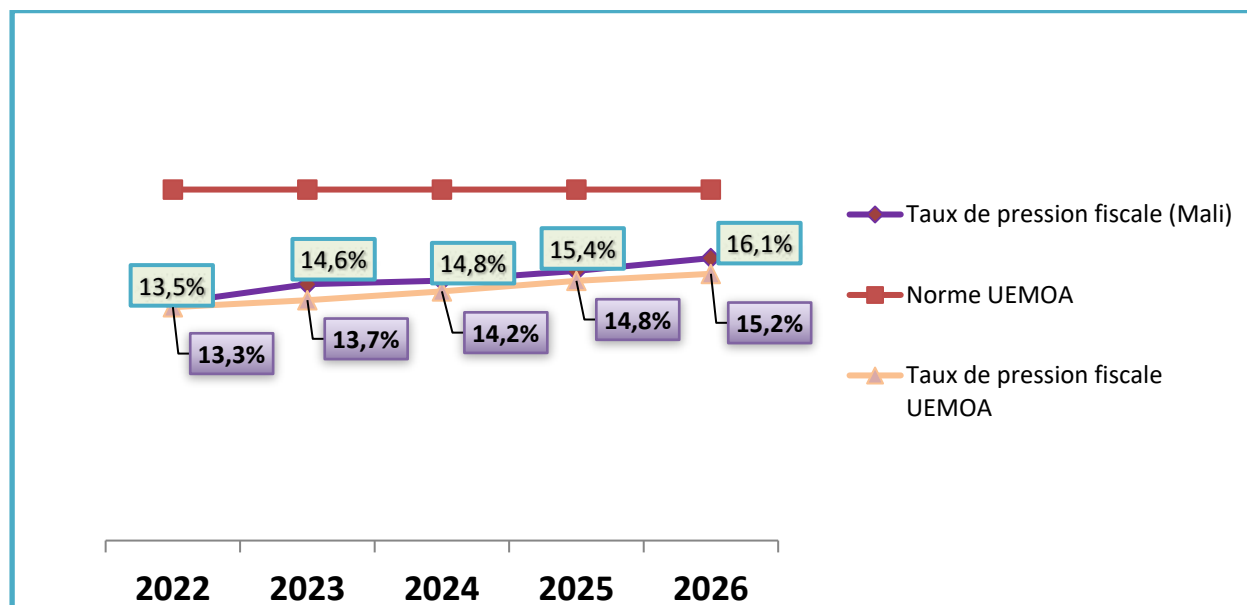
Source : DGB, 2023

a. Projections par nature de recettes

❖ Recettes fiscales

74. La projection des recettes tient compte de la dynamique observée par le passé (ratio par rapport aux variables macroéconomiques) mais aussi et surtout en intégrant les perspectives de croissance économique ainsi que les efforts du gouvernement en matière de réformes entreprises, tout cela soutenu par un processus d'amélioration de la situation sécuritaire et socio-politique du pays.
75. Les recettes fiscales nettes sont projetées en moyenne à 2 333,9 milliards de FCFA sur la période 2024-2026 contre 1 889,3 milliards dans le budget rectifié 2023. Elles progresseront de 12,04% en moyenne par an.
76. Compte tenu de l'adoption de la nouvelle série réévaluée du PIB nominal, les objectifs de taux de pression fiscale du cadrage budgétaire 2024-2026 seront respectivement de 14,8% ; 15,4% et 16,1 %, soit une augmentation de 0,5 point de pourcentage du PIB en moyenne par an ; ce qui correspond à un effort supplémentaire de mobilisation des recettes fiscales de l'ordre de 240,2 milliards de FCFA en moyenne entre 2024-2026. Sur toute la période du cadrage, le taux de pression fiscale du Mali resterait au-dessus du niveau de celui de l'UEMOA, mais demeurerait toujours en deçà de la norme communautaire fixée à 20%.

Figure 14 : Evolution du taux de pression fiscale, 2022-2026



Source : DGB, 2023, UEMOA-RSM-Déc-2022, NB : les données pour les autres pays de l'UEMOA datent de décembre 2022

❖ Les recettes non fiscales

77. Les recettes non fiscales, constituées, entre autres, des recettes domaniales, des dividendes reçus des sociétés minières et recettes tirées de l'or, sont projetées en moyenne à 124,9 milliards de FCFA entre 2024-2026, soit une progression moyenne de 6,1 % contre 19,5% sur la période 2020-2022.

❖ Les dons

78. Les dons budgétaires, essentiellement sous la forme d'appui projet, sont projetés en moyenne à 94,6 milliards de FCFA sur la période de cadrage contre 91,8 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2023.

b. Les mesures pour augmenter les recettes budgétaires

79. En vue d'atteindre les objectifs de mobilisation des recettes budgétaires, le Gouvernement mettra l'accent sur la poursuite des mesures et recommandations suivantes :

- la fiscalisation du secteur informel par l'institution d'un taux de 5% appliqué aux entreprises ayant pour activité l'orpaillage artisanal, tout en maintenant le taux de 3% dans les autres cas ;
- l'imposition du commerce électronique, à travers la soumission à la TVA des prestations de services effectuées sur les plateformes de commerce électronique étrangères ou locales, ainsi que les commissions perçues par les opérateurs de ces plateformes à l'occasion de la réalisation des prestations ;
- l'introduction de la facture normalisée ;
- la poursuite du déploiement de la téléprocédure ;
- la poursuite des réformes pour l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale et des douanes avec comme objectif l'augmentation durable des recettes de l'Etat et la promotion du civisme fiscal.

80. Par ailleurs, la mobilisation des financements extérieurs sera renforcée à travers un suivi rigoureux des unités de gestion des projets.

2.3.2 Analyse de la projection des charges 2024-2026

81. Les charges (dépenses totales et prêts nets) sont projetées en moyenne à 3 240,1 milliards de FCFA sur la période 2024-2026 contre 2 823,9 milliards de FCFA dans le budget 2023. Entre 2024-2026, elles

représenteraient en moyenne 21,5% du PIB, soit 1,2 point de pourcentage de moins que dans le budget 2023. Les dépenses totales connaîtraient une augmentation plus rapide sur la période du cadrage comparé à la période récente (2020-2022). Cette hausse est d'avantage tirée par les dépenses en capital qui progresseraient en lien avec la volonté du Gouvernement de renforcer ses programmes d'investissement dans les différents secteurs productifs. Les dépenses en capital, tout en restant inférieures au tiers des dépenses budgétaires, augmenteraient plus vite à mesure que l'espace budgétaire est créé, soit une croissance annuelle moyenne de 10,34% contre 6,58% pour les dépenses courantes sur la période du cadrage.

82. D'une manière générale, l'évolution des charges s'explique, entre autres, par : (i) la poursuite des actions du plan d'actions Prioritaires du Gouvernement de Transition (PAPGT 2022-2024) ; (ii) l'incidence de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ; (iii) le financement des dépenses prioritaires de développement ; (iii) la prise en charge des dépenses militaires et de sécurité ; (iv) l'incidence liée aux dépenses salariales et (iv) la consolidation des acquis des secteurs sociaux.

Tableau 12 : Projection des charges selon la présentation TOFE 2023-2026 (en milliards de FCFA)

Rubriques	2023	2024	2025	2026	Taux crois. Moy 24-26
	LFR	LFI	Proj.	Proj.	
Dépenses totales, Prêts nets	2 938,20	2 998,5	3 239,1	3 482,7	7,77%
Dépenses budgétaires	2 750,50	2 880	3 095,6	3 327,3	7,49%
Dépenses courantes	2 179,80	2 193,8	2 333,3	2 491,9	6,58%
Personnel	993,5	1 055,00	1 118,20	1 205,80	6,91%
Biens et Services	627,4	501,3	560,1	604,1	9,78%
Transferts et subventions	359	414,5	454	504,6	10,34%
Intérêts dus	199,9	223	201,1	177,3	-10,84%
Dette intérieure	166,2	183,3	161,5	136,9	-13,58%
Dette extérieure	33,7	39,8	39,6	40,4	0,80%
Dépenses en capital	570,7	686,1	762,3	835,4	10,34%
Financement extérieur	180,1	172,6	198,2	215,7	11,80%
Financement domestique	390,7	513,6	564,1	619,7	9,85%
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	192,6	122,5	147,2	159,1	13,99%
Prêts nets	-5	-3,9	-3,7	-3,7	-2,76%

Source : DGB, 2023

a. Les dépenses courantes

83. Les dépenses courantes sont projetées en moyenne à 2 339,7 milliards de FCFA entre 2024-2026 contre 2 179,8 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2023, soit une progression moyenne annuelle de 6,58 % sur la période contre 8,6% entre 2020-2022. Rapportée au PIB nominal, l'évolution des dépenses courantes se situerait en moyenne autour de 15,5% du PIB entre 2024 et 2026 contre 16,9 % dans le budget rectifié 2023. L'évolution des dépenses courantes est tirée par :

- **les dépenses de personnel**

84. La projection de la masse salariale sur la période 2024-2026 est faite en tenant compte des perspectives de recrutement dans les différents secteurs de la fonction publique y compris parmi les forces de défense et de sécurité.

85. Les dépenses de personnel représenteraient en moyenne 48,5 % des recettes fiscales sur la période 2024-2026 contre une prévision de 52,6 % dans le budget rectifié 2023. Bien que la norme communautaire de

l'UEMOA (masse salariale inférieure ou égale à 35% des recettes fiscales) ne serait pas atteinte durant la période, la tendance à l'amélioration reflète les perspectives de stabilisation du climat social avec l'élaboration et la mise en œuvre d'un pacte de stabilité sociale et de croissance combinées à un effort accru de mobilisation des recettes fiscales. En valeur absolue, la masse salariale s'élevant à 993,5 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2023 se chiffrerait en moyenne à 1 126,3 milliards de FCFA sur la période de cadrage, soit une progression moyenne de 6,91 % par an contre 19,0% sur la période 2020-2022.

- **les dépenses de biens et services**

86. Sur la période sous revue, les dépenses de biens et services connaîtraient une augmentation, mais à un rythme moins important, comparativement à la période 2020-2022. En effet, elles enregistreraient un taux de variation annuel moyen de 9,78% contre 15,3% sur la période 2020-2022. En valeur absolue, ces dépenses s'établiraient à 501,3 milliards de FCFA en 2024, 560,1 milliards de FCFA en 2025 et à 604,1 milliards de FCFA en 2026, soit une moyenne de 555,2 milliards de FCFA contre 627,4 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2023. L'évolution des dépenses de biens et services traduit la volonté du Gouvernement de maîtriser le train de vie de l'Etat en rationalisant les dépenses de fonctionnement de l'administration. Les dotations serviront, entre autres, à la mise en œuvre de la réforme administrative et institutionnelle qui a occasionné un nouveau découpage administratif. La politique budgétaire de l'Etat maintiendrait son objectif de renforcer les acquis entre autres : (i) dans les secteurs sociaux (Santé, Education et Développement Social, Hydraulique, etc.) et (ii) dans le cadre des opérations de sécurisation du pays.

- **les transferts et subventions**

87. Les transferts et subventions sont évalués à 359 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2023 et s'établiraient en moyenne à 457,7 milliards de FCFA sur la période 2024-2026, soit une progression annuelle moyenne de 10,34%. Ces dépenses visent essentiellement à améliorer l'offre et la qualité des services sociaux de base (notamment dans les domaines de l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement, l'énergie, etc.) ainsi que le soutien à l'agriculture à travers la subvention des intrants agricoles.

- **les intérêts de la dette publique**

88. Les intérêts sont projetés en tenant compte de la dynamique observée sur les trois dernières années. Ainsi, les paiements d'intérêts sont prévus en moyenne à 200,5 milliards de FCFA entre 2024-2026 contre 199,9 milliards dans le budget rectifié 2023. En pourcentage du PIB, les intérêts représenteraient 1,3% entre 2024-2026, soit 0,2 point de pourcentage de moins que l'année 2023.

- b. les dépenses en capital**

89. Les dépenses en capital connaîtraient une progression plus marquée que les dépenses courantes. Elles sont projetées en moyenne à 761,3 milliards de FCFA entre 2024-2026 contre 570,7 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2023. Elles progresseraient en moyenne de 10,34 % par an sur la période du cadrage alors qu'elles ont connu un recul de l'ordre de 13,5% sur la période 2020-2022. Le pourcentage des dépenses d'investissement rapporté au PIB nominal se situerait en moyenne à 5% en 2024-2026 contre 4,4% dans le budget rectifié 2023.

90. L'augmentation des dépenses en capital est sous-tendue par la volonté du Gouvernement de : (i) booster la croissance économique grâce aux investissements structurants dans les secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'énergie, l'eau, les infrastructures routières, la protection de l'environnement, etc. ; (ii) soutenir le développement du monde rural ; et (iii) renforcer les dépenses militaires et de sécurité et la mise en

œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

c. Les mesures d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques

91. Le Gouvernement continuera à améliorer la gestion des finances publiques, en particulier en remédiant aux faiblesses mises en lumière par les évaluations PEFA et les missions d'assistance technique du FMI, à travers la mise en œuvre des réformes de la gestion des Finances Publiques.

Il s'agira, durant la période 2024-2026, de poursuivre les actions visant à améliorer l'efficacité de la dépense publique à travers :

- la maîtrise de la masse salariale à travers la création des conditions d'une trêve durable au niveau du front social grâce à l'élaboration et la mise en œuvre d'un pacte de stabilité sociale et de croissance ;
- l'amélioration de la qualité de la programmation des dépenses en opérationnalisant le plan d'engagement pour une exécution fluide du budget de l'Etat ;
- la poursuite de la mise en œuvre du plan de réforme de la gestion des finances publiques au Mali (PREM 2023-2027) ;
- le renforcement du processus de sélection et de mise en œuvre des projets d'investissement, notamment en s'appuyant sur les recommandations de l'évaluation de la gestion des investissements publics /PIMA (Public Investment Management Assessment) ;
- la maîtrise du risque de surendettement en privilégiant des emprunts extérieurs concessionnels et les obligations du trésor à maturité longue ;
- l'amélioration des processus de prévision et d'exécution budgétaire à travers l'analyse des risques budgétaires.

2.3.3 Projection des soldes budgétaires 2024-2026

92. Selon la présentation du TOFE, le déficit global (dons inclus) et le déficit global (hors dons) ressortiront respectivement en moyenne à 675,2 milliards de FCFA et 769,8 milliards de FCFA sur la période du cadrage contre respectivement 621,8 milliards de FCFA et 705,7 milliards de FCFA dans le budget 2023. Le déficit global dons inclus en pourcentage du PIB qui se situe à 4,9% dans le budget 2023 s'établirait autour de 3,0% à l'horizon 2026.

93. La trajectoire du déficit s'expliquerait par la volonté du Gouvernement de revenir à moyen terme aux normes communautaires tout en faisant face aux défis sécuritaires qui nécessitent des efforts financiers énormes pour l'achat des équipements militaires ainsi que le recrutement et la formation des hommes sans perdre de vue la nécessité de fournir aux populations les services sociaux de base.

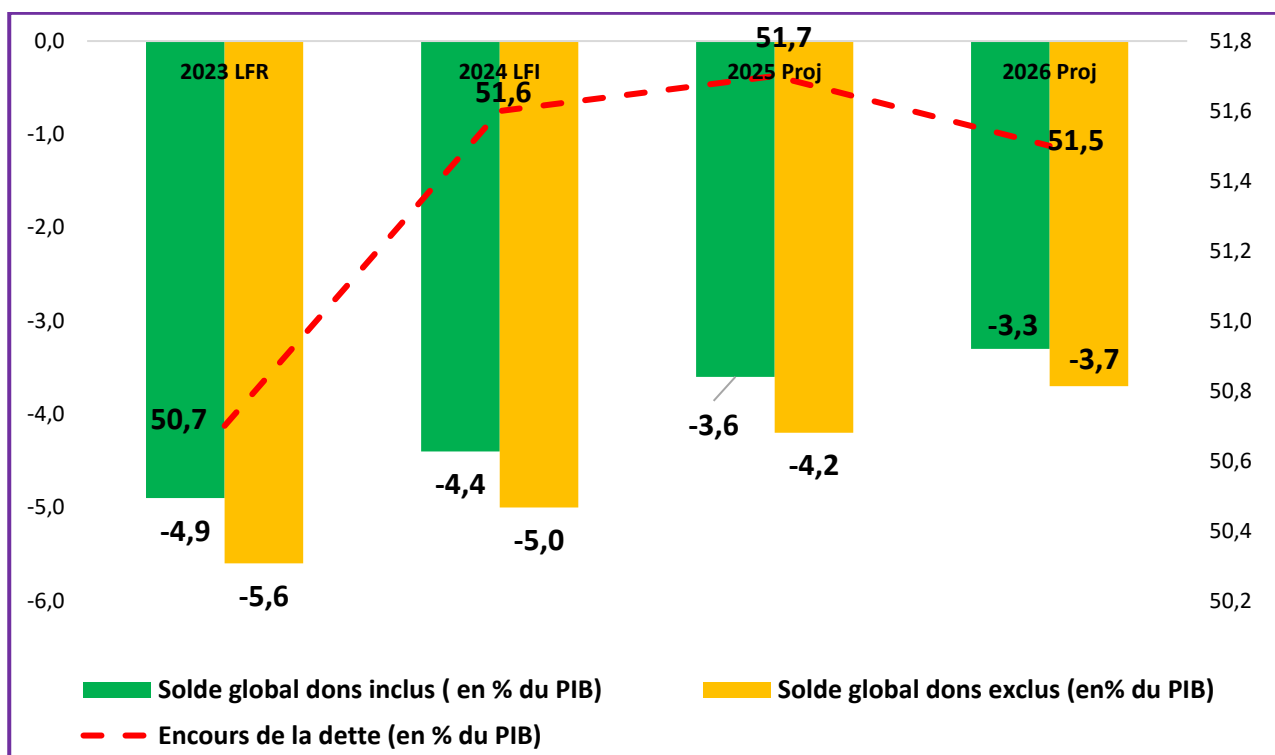
Tableau 13 : Evolution du solde global 2023-2026

Rubriques	2023 ⁴ LFR	2024 LFI	2025 Proj.	2026 Proj.	Moyenne 2024-26
Solde global dons inclus base engagement (en milliards de FCFA)	-631,5	-608,6	-540,1	-482,5	-543,7
Solde global dons exclus base engagement (en milliards de FCFA)	-723,3	-694,9	-638,6	-581,5	-638,3
Solde global dons inclus base engagement (%PIB)	-4,9%	-4,4%	-3,6%	-3,0%	-3,7%
Solde global dons exclus base engagement (%PIB)	-5,6%	-5,0%	-4,2%	-3,6%	-4,3%

Source : DGB, 2023

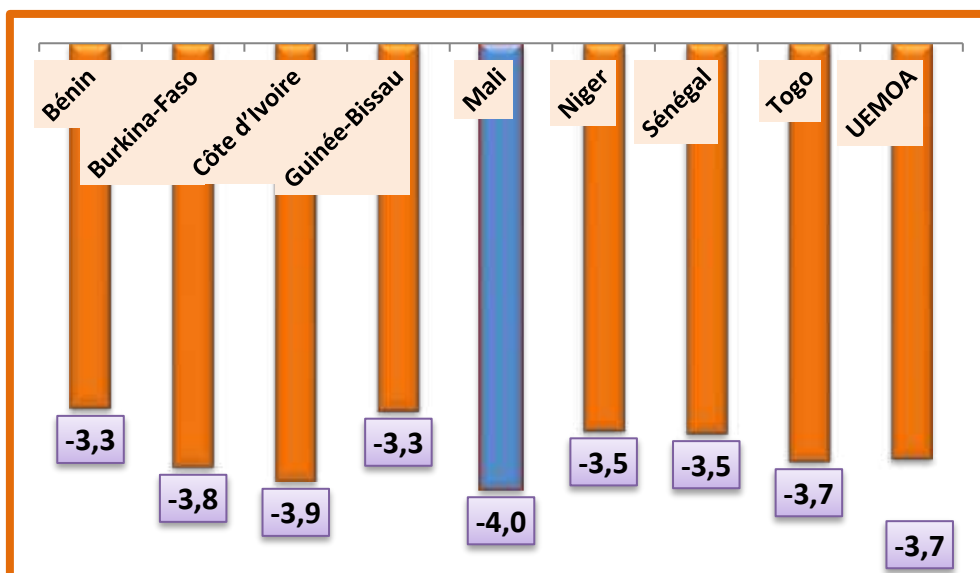
⁴ Les ratios de 2023 ont été recalculés sur la base de la nouvelle série du PIB

Figure 15 : Tendence du solde budgétaire global et de l'encours de la dette publique (en % du PIB), 2023-2026



Source : DGB, DGDP, INSTAT, 2023

Figure 16 : Solde budgétaire global dons inclus moyen des pays de l'UEMOA⁵ (en % du PIB) 2023-2026



Source : DGB, 2023, UEMOA-RSM-Déc-2022.

2.3.4 Projection des financements du déficit

94. Le déficit budgétaire projeté en 2025 et 2026 ne serait couvert que partiellement par les financements extérieurs et intérieurs disponibles. Il se dégagera un écart de financement⁶ correspondant au besoin de

⁵ Les données pour les autres pays de l'UEMOA datent de décembre 2022.

⁶ L'écart de financement correspond à la différence entre le déficit budgétaire projeté et le financement disponible projeté.

financement de :

- 1 226,4 milliards de FCFA en 2025 ;
- 1 351,2 milliards de FCFA en 2026.

95. Le niveau élevé du besoin de financement est lié au remboursement des obligations du trésor arrivant à échéance. Conformément aux conclusions et recommandations de l'analyse de viabilité de la dette publique indiquant un risque de surendettement modéré, la stratégie d'endettement du Mali sur la période 2024-2026 sera bâtie sur un scénario visant la viabilité de la dette à long terme à travers le recours au financement concessionnel et des obligations de longue maturité.

Tableau 14 : Projection des financements (en milliards de CFA) 2023-2026

Libellés	2023 LFR	2024 LFI	2025 Proj.	2026 Proj.
FINANCEMENT (net)	763,0	740,1	-554,8	-737,2
Financement extérieur (net)	-79,3	-100,5	-115,2	-121,8
Emprunts	90,0	90,0	103,8	121,3
Projets	90,0	90,0	103,8	121,3
Prêts budgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement	-174,3	-195,8	-225,1	-247,1
Annulation de la dette (PPTE)	5,1	5,2	5,4	4,1
Financement intérieur (net)	842,3	-840,6	-438,9	-615,4
<i>dont remboursement bons et obligations du trésor</i>	-598,5	-612,8	-379,6	-556,1
Déficit (base caisse)	-763,0	-740,1	-671,6	-614,0
ECART de FINANCEMENT = - (Fin. Net +Déficit)	0,0	0,0	1 226,4	1 351,2

Source : DGB, 2023

2.3.5 Analyse des risques budgétaires

96. Les prévisions budgétaires à moyen terme 2024-2026 sont tributaires de facteurs de risques et d'incertitudes qui pourraient compromettre leur bonne réalisation. Ces phénomènes s'ils se matérialisent, affectent les finances publiques et entraînent un écart entre les résultats et les prévisions budgétaires. Ils peuvent être exogènes (i) la propagation de la crise sanitaire de la Covid-19 ; (ii) la persistance de la crise sécuritaire ; (iii) la volatilité du prix des matières premières suite aux chocs macroéconomiques ; ou endogène (iv) la vulnérabilité de la situation financière de certaines entreprises publiques ; (v) l'instabilité du climat social liée aux revendications salariales et (vi) l'imprévisibilité de la dette non conventionnelle liée aux décisions de justice condamnant l'Etat à payer des tiers.

97. Par ailleurs, le rapport sur les risques budgétaires au titre de la loi de finances 2023 analyse de manière détaillée les principaux risques auxquels les prévisions 2023-2026 pourraient être exposées et préconise des mesures d'atténuation.

1. Au titre des risques et incertitudes exogènes :

- i. **De l'incertitude liée à l'évolution de la pandémie de la Covid-19** : nonobstant la baisse progressive des cas confirmés et la vaccination de la population, les autorités sanitaires devraient être vigilantes pour éviter une aggravation des cas de contamination de la maladie qui pourrait négativement peser sur l'activité économique et nécessiter des réponses de la part du gouvernement en termes de soutien budgétaire aux différents secteurs de l'économie. Ce qui pourrait aggraver le niveau du déficit budgétaire dans un contexte

de rareté du financement ou, le cas échéant, pousser le gouvernement à opérer des ajustements budgétaires.

ii. **De l'instabilité de la situation sécuritaire** : malgré les efforts du gouvernement et ses partenaires ayant permis d'équiper et de former les Forces de Défense et de Sécurité du Mali et d'assurer leur montée en puissance, le pays reste confronté à une situation sécuritaire toujours volatile. Cela est de nature à exacerber les incertitudes et donc décourager des initiatives d'investissement créatrices d'emplois et de revenu. Par ailleurs, du fait de l'insécurité, les services d'assiettes de l'Etat restent absents sur une bonne partie du territoire occasionnant d'énormes pertes de recettes pour l'Etat.

iii. **De la volatilité du prix des matières premières suite aux chocs macroéconomiques** : la variation des cours mondiaux des principales matières premières exportées (or, coton) et importées (hydrocarbures) constitue un risque sérieux :

- la baisse des cours de l'or aurait un impact significatif sur les recettes liées à l'exploitation et l'exportation du métal : une baisse possible du cours de l'once de 28% provoquerait un manque à gagner (à iso-production) de 1,48% de PIB ;
- une chute des cours du coton provoquerait non seulement une baisse de revenus, mais nécessiterait de soutenir les pertes de la CMDT, en raison de la politique de soutien aux producteurs ;
- la même intervention de l'Etat serait nécessaire au profit de EDM SA en cas de hausse des coûts du pétrole de 30 USD ; un choc sur son principal intrant aggraverait son déséquilibre financier au point d'imposer une intervention à hauteur de 40 milliards FCFA (environ 0,4% PIB) ;
- enfin, la hausse du prix du carburant aurait également un impact sur les recettes fiscales du fait du mécanisme de lissage des prix à la pompe.

2. S'agissant des risques et incertitudes endogènes :

i. **de la persistance des revendications syndicales pour l'augmentation des salaires** : depuis quelques années, les partenaires sociaux ne cessent de réclamer pour des raisons d'équité et de justice sociale des augmentations de salaires. A ce jour, le gouvernement a consenti d'énormes efforts en termes d'augmentation des salaires, primes et indemnités au point que le critère de masse salariale rapportée aux recettes fiscales est passé de 34,5% en 2019 à 47,2% en 2021 et 55,2% en 2022. Au titre du budget 2023, ce niveau baisse à 51,8% mais reste supérieur à la norme communautaire recommandée de l'UEMOA (soit au plus 35%). Il urge pour le gouvernement de maîtriser l'augmentation de la masse salariale en vue de disposer de plus d'espace pour faire face aux priorités en matière d'investissement. Pour ce faire, la conférence sociale tenue en 2022 a recommandé d'élaborer et de mettre en œuvre un pacte de stabilité sociale et de croissance.

ii. **De l'imprévisibilité de la dette non conventionnelle liée aux décisions de justice** : de plus en plus, beaucoup de procès sont engagés contre l'Etat et qui, très souvent, aboutissent à des décisions de justice obligeant l'Etat à payer des sommes importantes à des tiers. Cette situation qui aggrave la dette de l'Etat, pose la problématique de la question de la défense des intérêts de l'Etat lors des jugements. Il conviendrait aussi de prendre des mesures d'ordre administratif et réglementaire pour dissuader certains agents et responsables administratifs à commettre des abus pouvant conduire à des procès contre l'Etat.

iii. **De la vulnérabilité financière de certaines entreprises publiques et des Organismes de Sécurité Sociale** : pour les entreprises publiques, il s'agit de l'EDM, de la SOMAGEP et de la CMDT. L'EDM est dans une situation de déséquilibre structurel occasionnant des subventions importantes de la part de l'Etat. La SOMAGEP et la CMDT connaissent une situation financière meilleure que l'EDM, mais

méritent une surveillance stricte de la part de l'Etat, en vue de leur assurer une stabilité financière sur le moyen et long terme.

S'agissant des Organismes de Sécurité Sociale, la problématique de l'augmentation des salaires suite aux revendications sociales serait de nature à créer éventuellement des déficits au niveau des caisses de retraites. S'agissant de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM), l'analyse de ses résultats financiers révèle à suffisance des risques budgétaires assez importants liés, notamment à l'augmentation incontrôlée des charges techniques. Cette augmentation est, elle-même, occasionnée par le comportement indélicat de certains assurés et prescripteurs, d'où les risques de fraude. A cet effet, il urge, pour la CANAM, de prendre des mesures urgentes afin d'assurer la viabilité à moyen et long terme de sa situation financière, tout en veillant à la continuité et à la qualité des prestations fournies aux assurés.

2.3.6 Analyse des écarts de prévisions par rapport au cadrage budgétaire précédent (2023-2025)

Tableau 15 : Différence en point de pourcentage entre le cadrage 2024-2026 et le cadrage 2023-2025

Indicateurs	2023	2024	2025
Taux de croissance	-0,1%	0,0%	0,5%
Recettes fiscales (% PIB)	-0,5%	-0,7%	-0,7%
Recettes non fiscales (% PIB)	0,2%	0,0%	0,0%
Dons (% PIB)	0,0%	-0,3%	-0,3%
Dépenses totales et prêts nets (% PIB)	0,1%	-1,1%	-0,9%
Solde global (base engagement) dons inclus(%PIB)	0,1%	-0,1%	0,0%
Masse salariale (%Recettes fiscales)	0,8%	1,4%	1,2%
Dépenses courantes (% PIB)	0,4%	-0,6%	-0,7%
Dépenses en capital (% PIB)	-0,8%	-0,3%	-0,2%

Source : DGB

98. Les prévisions de croissance dans le cadrage 2024-2026 augmente en 2025 de 0,5 point de pourcentage par rapport au cadrage précédent (2023-2025) réalisé en septembre 2022 en raison de la révision à la hausse dans tous les secteurs d'activités.
99. Au niveau des agrégats budgétaires, les projections de recettes fiscales présentent des écarts significatifs en moyenne de 0,6 point de pourcentage par rapport aux prévisions du cadrage précédent sur la période 2023-2025 en raison principalement de l'adoption de la nouvelle série réévaluée du PIB dans le cadrage 2024-2026. Au niveau des appuis budgétaires (dons), les prévisions ont été revues à la baisse en raison de l'absence d'annonce confirmée de la part des principaux partenaires. De ce fait, les prévisions de dons ont été réduites de 0,3 point de pourcentage en 2024 et 2025.
100. S'agissant des dépenses, il existe quelques écarts à la fois pour les dépenses courantes et celles en capital. Les dépenses totales et prêts nets (en % du PIB) connaissent un écart négatif sur la période 2023-2025 en raison principalement du changement dans la série du PIB nominal.
101. Enfin pour la même raison, le déficit budgétaire (dons compris en % du PIB) s'améliore en 2024 et 2025 par rapport au cadrage 2023-2025.

2.4 Situation des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO

102. Sur le plan des engagements communautaires, les efforts en matière de respect des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO seront maintenus. Les tableaux ci-dessous indiquent la position du Mali sur la période du cadrage.

Tableau 16 : Situation des critères de convergence de l'UEMOA 2023-2026

Critères de convergence	Norme UEMOA	2023 ⁷ LFR	2024 LFI	2025 Proj.	2026 Proj.
Critères de premier rang					
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % du PIB	≥-3%	-4,9%	-4,4%	-3,6%	-3,0%
Taux d'inflation	≤3%	2,8%	2,5%	2,5%	2,5%
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤70%	50,7	51,6	51,7	51,5
Critères de second rang					
Masse salariale sur recettes fiscales	≤35%	52,6%	51,1%	48%	46,2%
Taux de pression fiscale	≥20%	14,6%	14,8%	15,4%	16,1%
Nombre de critères respectés		2/5	2/5	2/5	3/5

Source : Comité de Prévision et de Modélisation (CPM), mars 2023.

Tableau 17 : Situation des critères de convergence de la CEDEAO 2023-2026

Critères de convergence	Norme CEDEAO	2023 ⁸ LFI.	2024 Proj.	2025 Proj.	2026 Proj.
Critères de premier rang					
Ratio du déficit budgétaire dons compris/ sur le PIB nominal	≤ 3%	-4,9%	-4,4%	-3,6%	-3,0%
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤ 5%	2,8%	2,5%	2,5%	2,5%
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ≤ 10% des recettes fiscales de l'année antérieure *	≤ 10%	--	--	--	--
Réserves extérieures brutes en mois d'importations *	≥ 3	--	--	--	--
Critères de second rang					
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB	≤70%	50,7	51,6	51,7	51,5
Variation du taux de change nominal*	+/-10%				

Source : Comité de Prévision et de Modélisation (CPM), juillet 2023.

NB : * le critère n'est pas applicable aux pays de l'UEMOA.

⁷ Les ratios de 2023 ont été recalculés sur la base de la nouvelle série du PIB

⁸ Idem

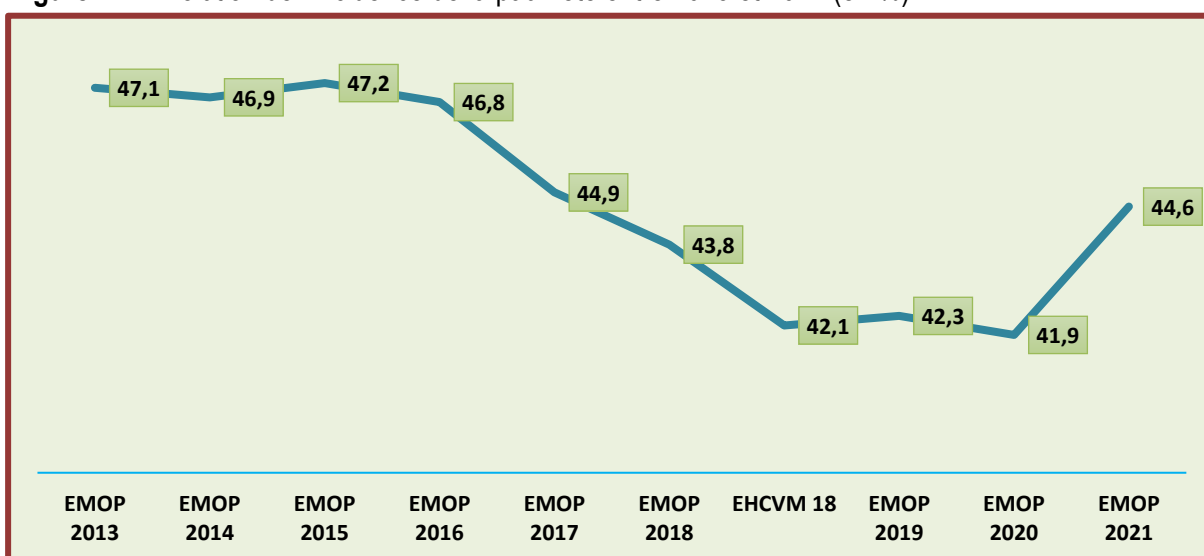
III. MISE EN ŒUVRE DES STRATEGIES NATIONALES ET SECTORIELLES

3.1 Réalisations récentes dans la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles

Lutte contre la Pauvreté et l'Inégalité

103. L'EMOP 2022 a permis de mesurer l'appréciation du niveau de vie des ménages par rapport au revenu et à la situation de pauvreté (pauvreté subjective). Par rapport à la situation de pauvreté, 53,9% des ménages enquêtés en 2022 s'estiment être « ni pauvres, ni riches », tant dis que 43,2% s'estiment être « pauvres » et 2,9% se considèrent « riches ». Par rapport au revenu, 49,7% des ménages estiment que les revenus engrangés permettent de vivre passablement, et 8,9% des ménages estiment qu'il est difficile de vivre avec le revenu disponible contre 7,8% estimant bien vivre avec leurs revenus.
104. Sur la perception des ménages pour le changement de leur niveau de vie, 50,3% des ménages maintiennent le même niveau de vie, contre 36,4% considérant leur niveau de vie « dégradé » et 13,3% estimant leur niveau de vie « amélioré ». La dégradation du niveau de vie est beaucoup plus prononcée chez les femmes (41,2%) que chez les hommes (35,9%). Bamako enregistre le taux de dégradation le plus élevé en 2022 (42,2%) contre 36 % en milieu urbain et 36,7% en milieu rural. En matière de lutte contre la pauvreté, 36,7% des ménages considèrent « efficace », les actions des autorités en matière de lutte contre la pauvreté, tandis que 44,1% considèrent « inefficace » les actions. Dans le cadre des actions à mener pour lutter contre la pauvreté, la sécurité alimentaire (32,6%) et la création d'emplois (31%) sont les actions prioritaires citées par les populations.
105. En termes d'incidence de la pauvreté, il ressort une augmentation du nombre d'individus pauvres dans la population en 2021. En effet, l'ampleur de la pauvreté mesurée par son incidence est estimée à 44,6% en 2021 au niveau national, contre 41,9% en 2020, soit une variation à la hausse de 2,7% malgré un retour de la croissance (3,1%) en 2021, tirée par la reprise dans les secteurs clés de l'agriculture et des services. Comme le montre la figure ci-dessous (cf. Figure 17), la tendance de l'incidence de la pauvreté est baissière de 2016 à 2020, passant de 46,8% à 41,9%. Le rebond enregistré en 2021 reflète les effets cumulés des crises sanitaire, sécuritaire, sociale et politique en 2020 et 2021 sur les conditions de vie des populations.

Figure 17 : Évolution de l'incidence de la pauvreté entre 2013 et 2021 (en %)

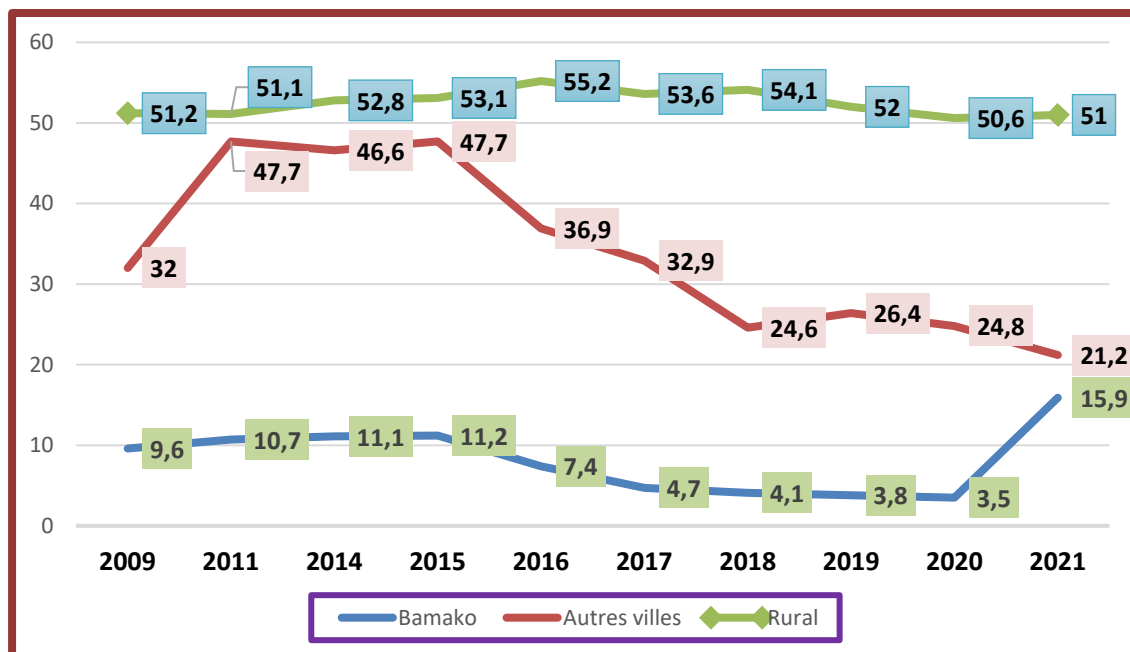


Source : Rapport 2021 de mise en œuvre du CREDD (2019-2023)

106. L'EMOP 2021 révèle une incidence de la pauvreté estimée à 15,9% à Bamako, contre respectivement 21,2% et 51,0% dans les autres villes et en milieu rural au Mali. Entre 2020 et 2021, l'incidence de la

pauvreté est restée relativement stable dans les autres villes et dans le milieu rural tandis qu'elle a connu une augmentation de plus de 300% à Bamako, passant de 3,5% à 15,9%. Cette hausse du taux à Bamako s'explique entre autres facteurs, par l'augmentation des prix alimentaires, les pertes d'emplois consécutives à la crise de la pandémie de la Covid-19 et le niveau de vie de plus en plus élevé dans cette zone. De manière générale, l'augmentation de l'incidence de la pauvreté pourrait être expliquée par les crises sanitaire et sécuritaire auxquelles le Mali fait face. S'agissant de la profondeur et de la sévérité, c'est-à-dire, l'écart entre les pauvres et les inégalités entre les pauvres, il y a plus d'effort à fournir en termes de ressources pour réduire la pauvreté dans les autres villes et en milieu rural qu'à Bamako.

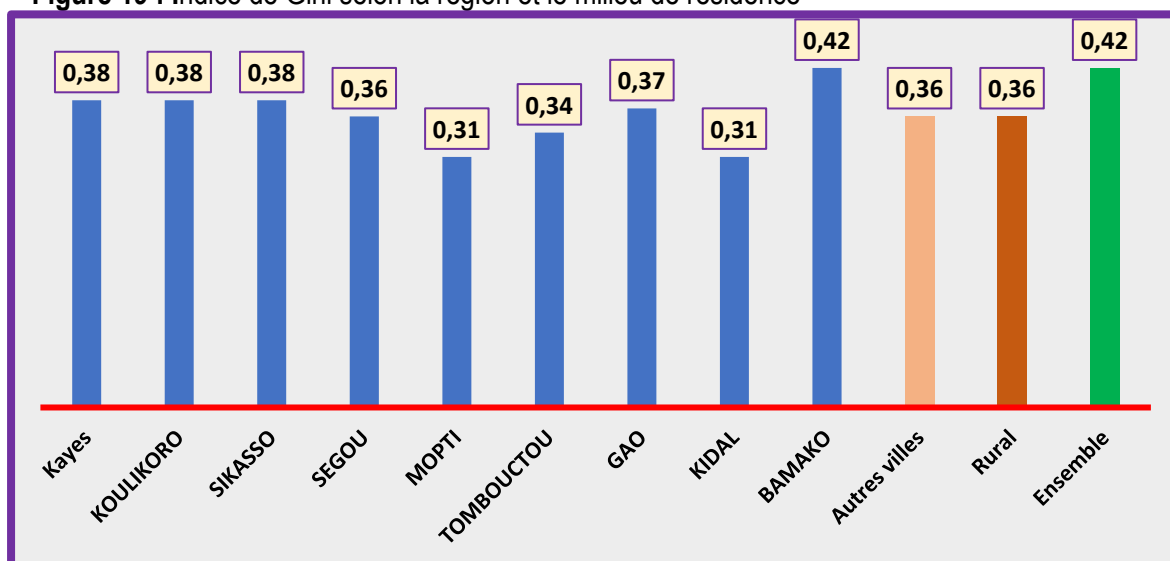
Figure 18 : Indices de pauvreté selon le milieu de résidence entre 2009 et 2021 (%)



Source : Rapport 2021 de mise en œuvre du CREDD (2019-2023)

107. L'inégalité dans la répartition des dépenses ou des revenus entre les différentes couches de la population reste disparate aussi bien que la pauvreté. L'inégalité mesurée par l'indice de Gini est estimée à 0,42 en 2021 contre 0,38 en 2020 sur l'ensemble du pays quoi que différente d'une région à une autre. L'inégalité la plus faible est observée à Mopti et à Kidal avec chacun 0,31.

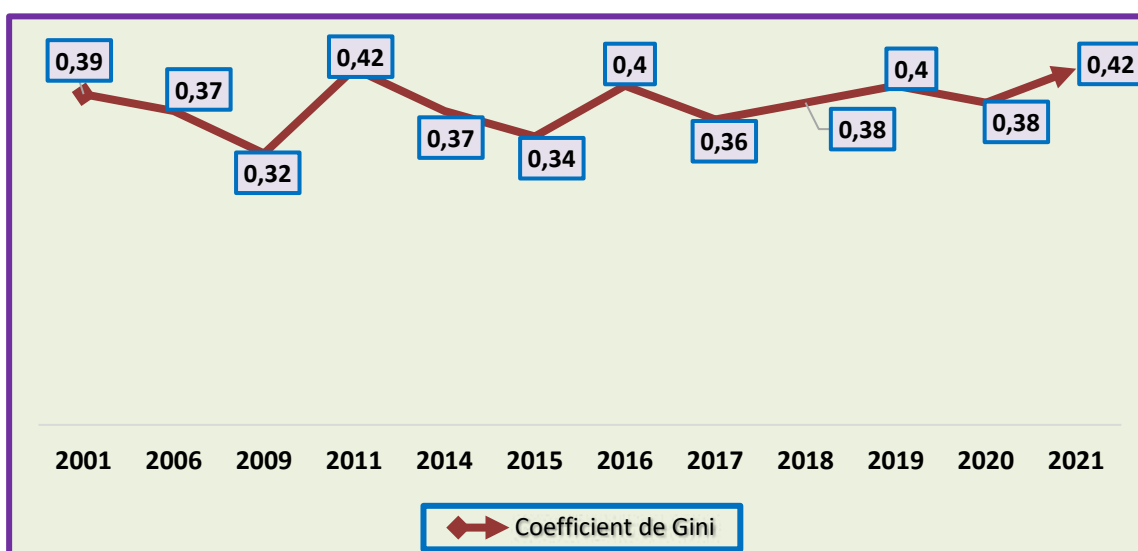
Figure 19 : Indice de Gini selon la région et le milieu de résidence



Source : Rapport 2021 de mise en œuvre du CREDD (2019-2023)

L'analyse spatiale montre que Bamako enregistre la plus forte inégalité (0,42), suivi de Kayes, Koulikoro et Sikasso (0,38).

Figure 20 : Évolution de l'inégalité entre 2001 et 2021-coefficient de Gini



Source : Rapport 2020 et 2021 de mise en œuvre du CREDD (2019-2023).

Gouvernance, Paix, Sécurité et Réconciliation Nationale

108. L'année 2021 a été marquée par la rectification de la trajectoire de la Transition à travers l'Arrêt N°2021-02/CC du 28 mai 2021 de la Cour Constitutionnelle, relatif à la vacance de la Présidence de Transition, qui a porté le Colonel Assimi GOITA (précédemment Vice-Président de la Transition) Président de la Transition, Chef de l'Etat. Investi le 07 juin 2021, le Chef de l'Etat a nommé un nouveau Premier ministre suivant le Décret n°0361/PT-RM, modifiée, du 07 juin 2021 et les membres du Gouvernement par Décret n°2021-0385/PT-RM, modifiée, du 07 juin 2021.

109. A la suite de cette rectification, un Plan d'Action du Gouvernement de Transition (PAGT 2021-2022) a été adopté et présenté par le Premier ministre le 30 juillet 2021 et approuvé, le 02 août 2021 par le Conseil

National de Transition. Ce pacte définit les orientations et priorités autour de quatre axes, qui sont : (i) le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national ; (ii) les réformes politiques et institutionnelles ; (iii) l'organisation des élections générales et (iv) la promotion de la bonne gouvernance et l'adoption d'un pacte de stabilité sociale.

110. Le transfert des compétences et des ressources aux Collectivités Territoriales constitue une composante essentielle de la gouvernance. Ainsi, il a été inscrit dans la Loi de Finances 2022, un montant de 437,97 milliards de FCFA au titre des crédits transférés aux Collectivités Territoriales. Rapportées aux recettes budgétaires de l'Etat, les ressources transférées représentent 23,4% en 2022 contre 26,2% en 2021.
111. **En matière de réformes politiques et institutionnelles**, la refondation de l'Etat est au cœur des activités du Gouvernement de Transition. Un Ministère de la Refondation de l'Etat a été créé à cet effet. Des assises nationales de refondations organisées, à l'issue desquelles, 517 recommandations et résolutions ont été formulées pour traduire le désir de changement des populations pour un nouveau Mali. Dans la même dynamique, la loi instituant le Vérificateur Général a été relue dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Développement Institutionnel 2ème génération. Ainsi, la Loi n°2021-069/ du 23 Décembre 2021, permet au Vérificateur Général de mener à bien ses missions et de procéder aux fins de rationalisations des Institutions de la République, à l'audit organisationnel de trois institutions, à savoir l'Assemblée Nationale, la Haute Cour de Justice et le Haut Conseil des Collectivités Territoriales.
112. **En matière électorale**, un projet de loi a été adopté le 24 novembre 2021 qui consacre la création de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections (AIGE), chargée de l'organisation et de la gestion de toutes les opérations électorales et référendaires.
113. **En matière de réconciliation, de justice et de questions humanitaires**, des progrès ont été enregistrés dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, issu du processus d'Alger. Il faut noter comme progrès majeurs : (i) le déploiement de la 3^{ème} compagnie du BATFAR (Bataillon des Forces Armées Reconstituées) de Kidal courant novembre 2021 ; (ii) la signature de dix (10) conventions, le 21 octobre 2021, entre le ministre de l'Economie et des Finances et les Présidents des Collectivités des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudénit et Ménaka pour le financement de seize (16) projets pour un montant total de 38,450 milliards de FCFA dans le cadre du Fonds de développement durable et (iii) l'approbation suivant le Décret n°2021-0591/PT-RM du 10 septembre 2021 de la Politique Nationale de Réparation en faveur des Victimes des crises au Mali depuis 1960 et son plan d'actions 2021-2025 pour un montant de 65,467 milliards de francs CFA. A la date du 31 décembre 2021, la CVJR a enregistré 24 092 dépositions des victimes des différentes crises. Les troisième et quatrième Audiences publiques ont été tenues sur les thèmes « les atteintes aux droits à la liberté », « les atteintes aux droits à la vie et à l'intégrité physique » et les « disparitions forcées ».
114. **En matière de défense et de sécurité**, le Gouvernement du Mali et les Mouvements signataires ont entrepris de nombreuses actions en vue de l'avènement d'un environnement sécuritaire apaisé et faire avancer le processus de mise en œuvre de l'Accord dans son ensemble. Parmi les principales mesures rapportées dans le Rapport 2021 de mise en œuvre du CREDD (2019-2023), l'on retient : (i) le parachèvement du DDR accéléré à travers la fourniture par les mouvements armés des listes additives de leurs ex-combattants (1 160) pour atteindre l'objectif des 3 000 éléments intégrés, fixé par le Conseil de Sécurité des Nations Unies ; (ii) l'implémentation du DDR de grande masse suite à l'annonce par le Gouvernement du quota de 26 000 places pour les ex-combattants des mouvements signataires et de

l'inclusivité, lors de la réunion de niveau décisionnel tenue du 1^{er} au 3 août 2022 ; (iii) l'opérationnalisation des Bataillons de l'Armée reconstituée, déployés à Gao, Tombouctou, Kidal et Ménaka ; (iv) l'appui et le suivi des activités relatives à la Stratégie Spécifique de Développement des Régions du Nord (SSD/RN), à la Zone de Développement des régions du Nord du Mali (ZODEREN) ainsi qu'au Fonds pour le Développement Durable (FDD) ; (v) la prise du décret d'application de la loi 2019-042 portant Loi d'Entente Nationale du 27 juin 2019 promulguée le 24 juillet 2019 ; (vi) la mise en œuvre de la politique nationale de réparation en faveur des victimes des crises au Mali et son plan d'actions 2021-2025, adoptée en Conseil des ministres le 23 juillet 2021 ; (vii) l'opérationnalisation des structures chargées de la réparation des préjudices causés par les différentes crises et violations des droits de l'Homme, adoptées par le Conseil des ministres du 29 décembre 2021 ; (viii) la révision de la Constitution du 25 février 1992 prenant en compte notamment la création de la 2^{ème} Chambre du Parlement conformément à l'Accord ; (ix) l'examen et l'adoption par le Conseil National de Transition, des textes de création de la police territoriale ; (x) la poursuite des travaux de la réorganisation territoriale conduisant à la création de circonscriptions administratives et des collectivités territoriales.

- 115. Dans le cadre du renforcement de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale**, un comité de pilotage de l'élaboration d'une « charte d'éthique et des valeurs du Mali » a été mis en place. Cette charte œuvre pour la codification des normes, des modèles et systèmes devant régir la citoyenneté au Mali en s'inspirant de la civilisation millénaire et multiséculaire. Dans cette dynamique, une « Nuit de la Paix » a été organisée au Centre International de Conférence de Bamako le 21 septembre 2021.
- 116. Dans le domaine de la gouvernance et de transparence financière**, de nombreuses actions ont été entreprises au cours de l'année 2021. Les structures de contrôle ont exécuté diverses missions de contrôle et d'audit favorisant la transparence dans la gestion des finances publiques, le jugement des comptes des comptables publics et l'exercice du contrôle citoyen et parlementaire de l'action publique. Au niveau du contrôle général des services publics (CGSP), en 2021, trente (30) missions ont été exécutées sur trente-cinq (35) programmées, soit un taux de réalisation 85,7 %. Sur les trente (30) missions réalisées, quatorze (14) missions ont porté sur des vérifications de la gestion, six (6) missions sur l'audit de performance et de conformité, une (1) mission d'investigation et neuf (9) missions de suivi des recommandations. Au niveau du Bureau du Vérificateur Général (BVG), en 2021, sur trente-deux (32) missions programmées, trente-huit (38) ont été réalisées, soit un taux de réalisation de 118,75%. Les missions réalisées se répartissent en vingt-quatre (24) missions de vérifications financières, sept (7) missions de vérification de performance/conformité, sept (7) missions de suivi de la mise en œuvre des recommandations et deux (2) missions d'évaluation de politiques publiques.
- 117. Dans le cadre du traitement des informations financières en lien avec le blanchiment des capitaux (BC) et de financement du terrorisme (FT)**, les activités de la CENTIF en 2021 ont porté essentiellement sur : (i) la collecte et le traitement des informations financières suspectes ; (ii) l'organisation des actions de formation et de sensibilisation à l'endroit des assujettis sur leurs obligations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ; (iii) le renforcement de la coopération internationale et la coordination nationale. Les principaux résultats obtenus portent sur la validation du rapport de l'évaluation nationale des risques (ENR) de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme du Mali et l'adoption de son plan d'action triennale (2021-2023), ainsi que la mise en place du Comité Interministériel de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Secteurs sociaux

- 118. En matière d'éducation**, la mise en œuvre du PRODEC 2 s'est poursuivie à travers la tranche du Plan d'action pluriannuel budgétisé (PAPB 2019-2022). Parmi les mesures de ce plan, l'on retrouve : (i) la poursuite de la mise en œuvre des politiques et stratégies comme la politique nationale du manuel scolaire ; (ii) la politique nationale de la scolarisation des filles ; (iii) la politique nationale en matière d'Education Non Formelle ; (iv) la politique nationale de l'alimentation scolaire ; (v) la Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle (SSA/P) destinée aux enfants de 8 à 12 ans non scolarisés et déscolarisés précoces.
- 119.** Les résultats de l'EMOP 2022 font ressortir le niveau d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus) en langue nationale et en français. Il ressort dans l'enquête que plus de 36,3% des adultes savent lire et écrire dans une langue quelconque, et environs 27,6% des adultes savent lire et écrire en français. En milieu urbain, 50,9% des adultes savent lire et écrire le français, contre 19,4% en zones rurales. Le niveau d'alphabétisation en langue nationale est beaucoup plus faible en milieu rural : 5,3% en milieu rural contre 8,3% en milieu urbain.
- 120.** L'accès à l'éducation a enregistré une évolution positive malgré la proportion élevée d'enfants non scolarisés. Selon les résultats de l'EMOP 2022, passage 1 (janvier-mars), le Taux Brut de Scolarisation (TBS) au niveau du premier cycle du fondamental est estimé en moyenne en 2022 à 74,4%, dont 75% pour les filles et 74% pour les garçons, contre respectivement 76% et 79% en 2021. La région de Kidal enregistre le plus faible taux, avec 34,3% de TBS au premier cycle. Au niveau du secondaire, il ressort une nette amélioration entre 2021 et 2022, passant de 29,6% à 58,3%. Toutefois, les garçons restent plus scolarisés que les filles (59 % contre 57,6%). La région de Ménaka enregistre le plus faible taux de scolarisation au niveau du secondaire avec 7,2 %. Concernant le Taux Net de Scolarisation (TNS), il est passé de 54,7% en 2021 à 58,1% en 2022, soit une augmentation de 3,4 points de pourcentage.
- 121.** La qualité de l'enseignement étant un indicateur de performance du secteur éducatif, des mesures ont été déployés pour accompagner les élèves pour l'utilisation des NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) dans les établissements secondaires. Toutefois, les résultats de l'EMOP 2022 font ressortir un taux d'utilisation de l'ordinateur relativement faible (4%) dans l'ensemble de la population. Bamako et Ségou sont les zones où les taux d'utilisation sont les plus élevés, avec respectivement 7% et 5,9%, tandis que Tombouctou (0,9%) et Ménaka (0,6) enregistrent les plus faibles taux d'utilisation des NTIC. Malgré les efforts déployés par le Gouvernement pour maintenir les filles dans le système éducatif et améliorer la qualité de l'enseignement, des problèmes structurels demeurent et entachent fortement l'atteinte des objectifs du PRODEC 2. L'on retient entre autres goulots d'étranglements : la déperdition scolaire, l'abandon, le mariage précoce, l'insécurité, l'exode rural, etc.
- 122. Dans le domaine de la santé**, la deuxième tranche du Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) est en cours d'exécution. Il s'agit du Programme de Développement Sanitaire et Social (PRODESS IV) pour la période 2020-2023. En matière de protection sociale, le taux de couverture de la population en assurance maladie est de 21,91%⁹ en 2022. La relative faiblesse de ce taux de couverture s'explique essentiellement par la faiblesse du financement du système de protection sociale. Sur les 21,90% de la population couverte en 2022 par les établissements publics d'assurance maladie, 4,63% sont affiliés à l'AMO (Assurance Maladie Obligatoire), 86,63% au RAMED (Régime d'Assistance Médicale), 8,74% aux mutuelles et à l'Assurance Maladie Volontaire (AMV).

⁹ Sources de données : Journées nationales d'évaluations des services centraux des départements de la Santé, du développement social, et de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille.

123. Le paludisme reste la principale pathologie dont souffre la population malienne avec 61,5% des cas de maladie. La réduction de la morbidité et de la mortalité liées aux maladies transmissibles et non transmissibles, aux modes de vie et aux conditions de travail ainsi que le renforcement de la lutte contre le VIH-SIDA restent des objectifs à atteindre.
124. **S'agissant de l'accès à l'électricité**, l'objectif global de la politique énergétique demeure la fourniture des services énergétiques accessibles au plus grand nombre de la population au moindre coût en favorisant la promotion des activités socioéconomiques et de développement local. Les efforts déployés dans ce sens ont permis d'accroître le taux national d'accès à l'électricité qui s'établit à 74,7 % en 2022, contre 53,6% en 2021, soit une augmentation de 21,1 points de pourcentage. Au niveau urbain, le taux d'accès à l'électricité est de 87,3%, contre 70,3% en milieu rural. Le district de Bamako demeure la zone la plus électrifiée avec 94,9% du taux d'électrification, suivi de la région de Koulikoro (91,6%). Ménaka enregistre le plus faible taux avec 27,1% en 2022. Les autorités s'attèlent à relever plus de défis dont les plus saillants sont : (i) les capacités limitées de production et des réseaux de transports ; (ii) le déséquilibre entre l'offre et la demande énergétique ; (iii) la faible valorisation de l'hydroélectricité, du solaire et de l'éolien ; (iv) les coûts prohibitifs liés à l'extension du réseau national ; (v) la prédominance de la production thermique ; (vi) les difficultés de mobilisation de financement. En termes de perspectives, le développement du partenariat public privé devrait booster l'offre énergétique à travers une source d'énergie propre et à moindre coût, de renforcer la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique, d'optimiser le coût de production et améliorer la qualité du service public de l'électricité.
125. **Dans le domaine de l'amélioration de l'accès à l'eau potable**, la mise en service des EPEM (Equivalents Points d'Eau Moderne) en 2021 et la poursuite de la mise en œuvre du DPPD-PAP 2021-2023 a permis d'atteindre certains résultats en 2022 : (i) 84,3% des ménages maliens consomment de l'eau potable (robinet, puits aménagés, fontaines publiques, forages) ; (ii) dans le milieu urbain, 82,8% des ménages consomment de l'eau potable contre 76% pour les ménages ruraux en période sèche ; (iii) les régions de Gao, Ménaka et Koulikoro enregistrent les fortes proportions de ménages ayant accès à l'eau potable en 2022, avec respectivement 92,6%, 88,6% et 88,5% en période sèche.
126. **Concernant l'emploi et le marché du travail**, la Politique Nationale de l'Emploi, adoptée en mars 2015, reste un levier privilégié de la stratégie de réduction de la pauvreté à travers la création et l'accès à un emploi plus stable et mieux rémunéré pour une plus grande partie de la population en âge de travailler. Selon les données de l'EMOP 2022, la proportion de personnes en emplois est de 54,4% chez les personnes âgées de 15 ans ou plus. La proportion d'actifs est plus importante chez les hommes (73,6%) que chez les femmes (43,6%). Le taux de chômage est estimé à 10,3% chez les femmes et 5,7% chez les hommes. Au niveau national, le taux de chômage est de 7,7% de la population en âge de travailler. En termes de répartition par secteur d'activités, 52,1 % de la population active travaillent dans le secteur primaire, suivi du secteur tertiaire (35,7%) et du secteur secondaire (12,1%). La répartition par catégorie socio professionnelle donne les résultats suivants en 2022 : (i) 69,2% de la population en emploi sont de la catégorie « patrons, travailleurs indépendants » ; (ii) 17,4% sont de la catégorie « apprentis, aides familiales » et (iii) 3,4% sont de la catégorie « salariés ».
127. **Dans le cadre de la promotion de l'égalité du genre** conformément aux objectifs de la politique nationale genre, l'année 2021 s'est illustrée par la tenue de la deuxième session du Conseil Supérieur de la PNG (Politique Nationale Genre). Les principales recommandations issues de cette deuxième session sont : (i) l'instauration d'un cadre national de concertation sur le genre ; (ii) l'évaluation de la PNG (2010),

(iii) la tenue régulière des sessions du conseil supérieur de la PNG, (iv) la mise en place des comités régionaux et sectoriels dans les 19 régions administratives du Mali et le District de Bamako, (v) la réalisation d'un audit genre des politiques programmes, projets, services, mécanismes de tous les départements ministériels sous l'angle de la prise en compte du Genre.

3.2 Priorités du Gouvernement sur la période 2024-2026

128. Les priorités du cadrage budgétaire 2024-2026 se fondent sur la poursuite de la mise en œuvre des mesures inscrites dans le Plan d'Actions Prioritaire du Gouvernement de Transition (PAPGT 2022-2024) du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat. Les actions prioritaires du PAPGT s'articulent notamment autour du renforcement de la sécurité et de l'organisation des élections.

129. Il s'agira aussi, en attendant le nouveau cadre de référence nationale post CREDD, de consolider les acquis du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023).

130. **En termes d'allocations budgétaires, la priorité sera accordée à ce qui suit :**

- la poursuite du renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité ;
- l'organisation des élections générales ;
- le renforcement du système judiciaire ;
- le maintien des efforts budgétaires en faveur de l'agriculture ;
- le renforcement des dépenses sociales et de développement prioritaire ;
- la création des conditions d'une trêve durable au niveau du front social à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'un pacte de stabilité sociale et de croissance ;
- l'opérationnalisation des nouveaux services publics issus des nouvelles régions ;
- la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger ;
- la relance de certaines entreprises publiques (ex. COMATEX, Chemin de Fer du Mali, UMPP) ;
- l'amélioration de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire.

3.3 Analyse des allocations budgétaires 2024-2026 par fonction

131. L'analyse des dépenses par fonction permet de donner la structure des dépenses en fonction des priorités stratégiques du Gouvernement, compte tenu des objectifs socioéconomiques que les administrations publiques s'efforcent d'atteindre. Elle regroupe les dépenses publiques autour de dix (10) grandes fonctions présentées dans le tableau 18 ci-dessous.

132. Sur la période 2024-2026, la politique budgétaire sera plutôt resserrée afin de permettre un retour progressif à un déficit budgétaire global conforme à la norme communautaire de l'UEMOA, après les différents chocs successifs, notamment, la pandémie de la Covid-19 en 2020-2021 et les sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA en 2022. A cet effet, les mesures de rationalisation des dépenses vont se poursuivre et même se renforcer à travers notamment :

- ✓ la réduction des dépenses de consommation d'électricité et de communication ;
- ✓ la réduction des dépenses consacrées aux déplacements et missions ;
- ✓ la moralisation du coût des acquisitions de biens et services de l'administration en luttant contre les pratiques de surfacturation et en veillant à l'application de la mercuriale des prix ;
- ✓ la gestion rigoureuse des projets d'investissements.

Tableau 18 : Allocations budgétaires par fonction (en milliards de FCFA) 2023-2026

DIVISIONS/FONCTIONS	2023 LFR	2024 LFI	2025 Proj	2026 Proj	Moy. 24-26
Services généraux des administrations publiques	783,4	870,9	877,0	929,3	892,4
Défense	457,2	457,8	493,6	529,4	493,6
Ordre et sécurité publics	354,1	281,6	268,5	287,2	279,1
Affaires économiques	506,0	539,0	586,9	633,9	586,6
Protection de l'environnement	35,7	27,3	60,4	69,0	52,2
Logement et équipements collectifs	48,3	51,0	71,1	76,4	66,2
Santé	171,9	158,0	200,3	217,9	192,1
Loisirs, culture et culte	34,7	34,7	27,9	30,2	31,0
Enseignement	520,9	559,1	618,1	666,0	614,4
Protection sociale	82,2	91,2	106,0	114,2	103,8
Total Général	2 994,5	3 070,7	3 309,9	3 553,4	3 311,4

Source : DGB, 2023

Tableau 19 : Ratios par rapport aux dépenses totales 2023-2026

DIVISIONS/FONCTIONS	2023 LFR	2024 LFI	2025 Proj	2026 Proj	Moy. 24-26
Services généraux des administrations publiques	26,2%	28,4%	26,5%	26,2%	27,0%
Défense	15,3%	14,9%	14,9%	14,9%	14,9%
Ordre et sécurité publics	11,8%	9,2%	8,1%	8,1%	8,5%
Affaires économiques	16,9%	17,6%	17,7%	17,8%	17,7%
Protection de l'environnement	1,2%	0,9%	1,8%	1,9%	1,6%
Logement et équipements collectifs	1,6%	1,7%	2,1%	2,2%	2,0%
Santé	5,7%	5,1%	6,1%	6,1%	5,8%
Loisirs, culture et culte	1,2%	1,1%	0,8%	0,8%	0,9%
Enseignement	17,4%	18,2%	18,7%	18,7%	18,5%
Protection sociale	2,7%	3,0%	3,2%	3,2%	3,1%
Total Général	100%	100%	100%	100%	100%

Source : DGB, 2023

3.3.1 Services Généraux des Administrations Publiques

133. Conformément au PAPGT 2022-2024, il s'agira de contribuer à mettre en œuvre l'axe stratégique N°1 relatif aux réformes politiques et institutionnelles.

134. Les allocations en faveur des services généraux des administrations sont projetées en 2024 à 870,9 milliards de FCFA et passeraient à 929,3 milliards de FCFA en 2026 contre une inscription de 783,4 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2023. En lien avec la consolidation des acquis du CREDD, les dotations serviront à poursuivre l'atteinte des objectifs sectoriels suivants :

- réformer les institutions et renforcer la démocratie ;
- renforcer la citoyenneté et le civisme ;
- moderniser l'administration publique ;
- renforcer le système de planification et de gestion du développement ;
- gérer efficacement les finances publiques et lutter contre la corruption et la délinquance financière ;
- assurer une gestion transparente des affaires foncières ;
- renforcer le partenariat pour le développement durable ;
- améliorer la gouvernance locale ;

- assurer la mise en œuvre diligente de la charte de la déconcentration des services de l'Etat et accélérer le transfert des compétences et des ressources ;
- promouvoir les économies régionales et locales ;
- accroître la qualité de la justice et en faire un instrument de garantie de la paix sociale ;
- garantir les droits fondamentaux des citoyens ;
- mettre en place le cadre institutionnel de dialogue social ;
- renforcer les capacités des acteurs du dialogue social ;
- créer les conditions d'une meilleure représentativité des syndicats.

3.3.2 Défense

135. Les objectifs globaux en matière de défense sont les suivants : (i) restaurer la paix et assurer la sécurité des personnes et des biens ; (ii) lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Spécifiquement, il s'agit de :

- appliquer de manière consensuelle l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ;
- assurer la protection des citoyens et prévenir et gérer les conflits intercommunautaires en vue d'améliorer la cohésion nationale ;
- détecter, évaluer et éliminer toutes les conditions propices au développement du terrorisme, de la radicalisation et de l'extrémisme violent ;
- lutter contre l'impunité et poursuivre tous les auteurs et complices de crimes d'extrémisme violent et de terrorisme ;
- apporter des réponses justes, proportionnées et diligentes en cas d'attaque terroriste ou d'actes d'extrémisme violent.

136. En faisant le lien avec le PAPGT 2022-2024, il s'agira de mettre en œuvre les actions relatives à l'axe stratégique N°2 consacré à la Défense, Sécurité, Paix, Réconciliation et Cohésion sociale.

137. Les allocations budgétaires pour la défense sont projetées en moyenne à 493,6 milliards de FCFA sur la période 2024-2026 contre 457,2 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2023. Au cours de la période sous revue, le poids moyen des dépenses militaires dans le budget d'Etat serait de 14,9%. Ces évolutions s'expliqueraient essentiellement par le renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense nationale en lien avec la consolidation des acquis de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM 2015-2019).

3.3.3 Ordre et Sécurité

138. Dans le cadre du renforcement des acquis de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI) en vue de lutter contre l'insécurité sous toutes ses formes, les dépenses en faveur de l'ordre et la sécurité s'établiraient en moyenne à 279,1 milliards de FCFA sur la période 2024-2026. Ces allocations se justifieraient d'une part, par le renforcement des effectifs ainsi que des capacités opérationnelles des forces de la police, de la gendarmerie et de la protection civile, et d'autre part, par les efforts du gouvernement pour assainir le secteur de la justice pour en faire un instrument de garantie de la paix sociale et des droits fondamentaux des citoyens.

3.3.4 Affaires économiques

139. L'économie malienne a structurellement très peu évolué et reste caractérisée par la prépondérance des secteurs primaire et tertiaire dans la création de richesses. Les objectifs globaux du gouvernement à travers la fonction affaires économiques sont :

- créer un environnement favorable à la diversification de l'économie et à une croissance forte et inclusive ;

- promouvoir un secteur agricole durable, moderne et compétitif ;
- développer une industrie intégrée à l'économie, compétitive et créatrice d'emplois ;
- promouvoir les valeurs et infrastructures culturelles favorables à la création de richesses ;
- développer et améliorer l'efficacité des secteurs d'appui à la production ;
- mettre en place et développer un partenariat et une stratégie de financement du développement.

140. Les objectifs spécifiques se résument entre autres à :

- renforcer la stabilité du cadre macroéconomique ;
- promouvoir le secteur privé et améliorer le climat des affaires ;
- promouvoir une croissance réductrice de la pauvreté et des inégalités ;
- promouvoir la productivité et la compétitivité de l'Agriculture ;
- accroître la contribution de l'élevage à la croissance et à la réduction de la pauvreté ;
- accroître la contribution de la pêche à la croissance et à la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- diversifier et intégrer la production minière à l'économie comme un facteur de développement durable ;
- développer des industries basées sur le potentiel des chaînes de valeur ;
- développer les autres secteurs porteurs de croissance ;
- développer et améliorer l'efficacité des infrastructures de transport ;
- répondre aux besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et au moindre coût ;
- promouvoir l'économie numérique ;
- accroître la contribution du secteur financier à la croissance économique à travers une meilleure inclusion financière ;
- renforcer la mobilisation de ressources internes et externes ;
- mettre en œuvre une stratégie efficace d'endettement public.

141. En lien avec le PAPGT 2022-2024, il s'agira de contribuer à l'atteinte des objectifs des axes stratégiques 3 et 5 relatifs respectivement à la « Croissance économique et Développement durable » et à la « Jeunesse, Sport, Culture, Artisanat, Tourisme et Construction citoyenne ».

142. Les dépenses des affaires économiques sont projetées en moyenne à 586,6 milliards de FCFA sur la période 2024-2026 contre 506 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2023. Elles représentent en moyenne 17,7% des dépenses totales, avec un taux de croissance annuel moyen de 8,4% sur la période 2024-2026. Cette hausse est imputable, principalement, à : (i) l'augmentation des dépenses en faveur du secteur agricole ; (ii) la réalisation de programmes de construction et de réhabilitation des infrastructures de transport et (iii) le soutien à la production d'énergie et à l'approvisionnement en eau.

143. Les principales actions porteront entre autres sur :

- le financement inclusif des filières agricoles au Mali ;
- la réalisation d'actions de développement dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds de Développement Durable ;
- l'aménagement du barrage de Taoussa ;
- l'aménagement du Tronçon urbain RN 27 (Bamako-Koulikoro) du rond-point Grand Hôtel à Boukassoumbougou ;
- la construction de la Route Transsaharienne (RTS/Phase 2) ;
- la mise en œuvre du Projet de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti (PDI-MOPTI) ;
- la mise en œuvre du projet Multi-Energies pour la Résilience et la gestion intégrée des Terroirs au Mali (projet MERIT) ;
- la mise en œuvre du Projet Appuis Ciblés pour Terres Irriguées et opportunités pour la Nutrition (ACTION) ;

- la réalisation du Programme de développement de la zone spéciale de transformation agro industrielle de la région de Koulikoro et périurbain de Bamako (PDZSTA-KB) ;
- la réalisation du Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'ouest (FSRP-Mali) ;
- la mise en œuvre du Projet d'appui au renforcement de la résilience des communautés de base (PARCB) ;
- la mise en œuvre du Projet de Résilience au Sahel (P2RS II) ;
- la mise en œuvre du Projet d'Urgence de Production et de Sécurité Alimentaire & Nutritionnelle (PUPSAN) ;
- la mise en œuvre du Projet de Mise en valeur des Plaines de Tombouctou (PMRT) ;
- la réalisation du Projet régional d'accès à l'électricité (PRAE) ;
- la poursuite du Projet d'interconnexion du secteur de l'électricité au Mali (PASEM) ;
- le développement de l'irrigation ;
- la mise en œuvre du projet adaptation agricole et élevage au changement climatique ;
- la mise en œuvre du fonds national d'appui à l'agriculture ;
- la mise en œuvre du projet de développement de l'Agriculture dans les zones arides du Mali ;
- la mise en œuvre du programme de développement intégré des ressources animales et aquacoles au Mali ;
- la mise en œuvre du Programme de développement de l'Irrigation ;
- la mise en œuvre du projet d'interconnexion électrique Guinée-Mali (PIEGM) ;
- la mise en œuvre du Programme Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS II MALI) ;
- la mise en œuvre du Projet de Développement Durable et Exploitations Pastorales Sahel au Mali (PDDEPS-MALI) ;
- la poursuite du désenclavement intérieur et extérieur du pays à travers :
 - ✓ l'aménagement de la section Sévaré-Mopti de la RN6, aménagement de 10Km de voiries et construction de la voie de contournement de l'Aéroport de Mopti Ambodédjo ;
 - ✓ la construction de la route Kayes–Kenièba ;
 - ✓ la construction et le bitumage de la route Kayes-Sandaré ;
 - ✓ la construction et le butimage de la route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsombougou ;
 - ✓ la mise en œuvre du programme d'urgence routier ;
 - ✓ la construction et la réhabilitation de la route transsaharienne (RTS) 1 ;
 - ✓ l'aménagement du Tronçon urbain RN 27 (Bamako-Koulikoro) du rond-point Grand Hôtel à Boukassoumbougou ;
 - ✓ la construction de la Route Transsaharienne (RTS/Phase 2).

3.3.5 Protection de l'environnement

144. La détérioration de l'environnement est le résultat d'un ensemble de phénomènes complexes qui sont d'abord d'ordre climatique (sécheresse, variabilité de la pluviométrie ayant fragilisé l'écosystème), ensuite anthropique (forte pression démographique, systèmes de production extensifs et inadaptés, feux de brousse, etc.) et finalement des conditions de vie précaires des populations et l'absence d'implication des populations dans la protection de l'environnement. La problématique de l'environnement est constatée par une dégradation continue du cadre de vie et des conditions des populations aussi bien urbaines que rurales.
145. Pour faire face aux défis liés à l'environnement et au changement climatique, le Gouvernement du Mali a adopté plusieurs politiques et stratégies parmi lesquelles : la Politique Nationale de Protection de l'Environnement, la Politique Nationale Forestière, la Politique Nationale d'Assainissement, la Politique Nationale sur les Changements Climatiques, la Politique Nationale des zones humides, la Stratégie de Sauvegarde et de Gestion Intégrée des Ressources du Fleuve Niger, et le Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion Durable des Terres. Le Mali a aussi ratifié plusieurs accords et traités internationaux, notamment, les conventions de Rio (Désertification, Biodiversité et Changement Climatique).
146. A travers la fonction protection de l'environnement, le gouvernement vise les objectifs globaux suivants : (i) garantir un environnement sain et le développement durable et (ii) renforcer la résilience au changement climatique.
147. Pour ce faire, plusieurs objectifs spécifiques ont été définis à savoir :
- promouvoir une gestion décentralisée et participative des ressources naturelles renouvelables ;
 - favoriser l'utilisation des technologies innovantes respectueuses de l'environnement ;
 - améliorer le cadre de vie des populations ;
 - renforcer les capacités de prévention et de gestion des risques et des catastrophes naturelles ;
 - améliorer la capacité d'adaptation des populations et la résilience des systèmes.
148. La fonction protection de l'environnement concentrera durant la période du cadrage, une allocation budgétaire se situant à 1,6% en moyenne des dépenses totales. Ces allocations passeraient de 35,7 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2023 à 52,2 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2024-2026. Ces allocations viseront, entre autres, à préserver la diversité biologique et à lutter contre la pollution à travers la réalisation et la réhabilitation des ouvrages d'assainissements collectifs. Les actions prioritaires vont porter sur :
- la mise en œuvre du Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts ;
 - la mise en œuvre du Projet de Gestion Commune des Ressources Naturelles et Restauration de l'Ecosystème Eléphant ;
 - la mise en œuvre du Projet AEP Accompagnement des Centres Semi-Urbains et Ruraux ;
 - la réalisation du Programme Saoudien de forage, puits et développement rural en Afrique, phase V ;
 - la mise en œuvre du projet d'appui à la connaissance et au suivi des ressources en eau (PACS-RE) ;
 - la réhabilitation économique et environnementale du fleuve Niger ;
 - la mise en œuvre du Programme de développement durable du Delta Intérieur du Niger ;
 - la mise en œuvre du Programme Commun d'appui à la GIRE ;
 - la mise en œuvre du Projet Grande Muraille Verte du Mali ;
 - la mise en œuvre du programme Reboisement Intensif et Reconstruction des Ecosystèmes Forest Mali ;
 - la mise en œuvre du programme d'appui aux collectivités territoriales pour l'eau potable et l'assainissement (PACTEA III).

3.3.6 Logement et équipements collectifs

149. Les dépenses relatives au logement et équipements collectifs qui s'élevaient à 48,3 milliards de FCFA dans le budget rectificatif 2023, s'établiraient en moyenne à 66,2 milliards de FCFA entre 2024 et 2026 et représenteraient environ 2% des dépenses totales. Les actions prioritaires relatives au logement et aux équipements collectifs porteront sur :

- la poursuite de la mise en œuvre du programme de construction de 50.000 logements sociaux ;
- la mise en œuvre du programme d'urgence AEP milieu rural ;
- la mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée ;
- la mise en œuvre du Projet AEP VILLE DE BAMAKO PAR KABALA.

3.3.7 Santé

- L'ambition du gouvernement en matière de politique de santé vise l'amélioration de l'état de santé et du bien-être de la population malienne en vue d'une accélération de la transition démographique.

150. Les allocations budgétaires du secteur de la santé sont projetées en moyenne à 192,1 milliards de FCFA sur la période 2024-2026 contre 171,9 milliards de FCFA dans le budget rectificatif 2023, soit un poids moyen de 5,8% des dépenses totales. Le niveau des allocations évoluerait à un rythme annuel moyen de 17,4% entre 2024 et 2026. Les dépenses s'inscriront dans le cadre de l'amélioration de la qualité des services sanitaires et de la lutte contre les maladies à travers notamment :

- la construction et l'équipement des infrastructures de santé (Hôpitaux, Csréf, etc.) ;
- l'amélioration du plateau technique des hôpitaux ;
- l'augmentation de l'offre et l'utilisation de services et produits de santé de qualité fournis par des ressources humaines qualifiées et équitablement réparties sur l'ensemble du territoire ;
- la réduction de la morbidité et de la mortalité liées aux maladies transmissibles et non, aux modes de vie et aux conditions de travail et le renforcement de la lutte contre le VIH-Sida ;
- la réduction de la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile.

3.3.8 Loisirs, culture et culte

151. Les dépenses relatives aux Loisirs, culture et culte se chiffrent en moyenne à 31 milliards de FCFA sur la période 2024-2026, soit un poids moyen de 0,9% des dépenses totales. Ces allocations serviront à promouvoir les secteurs de la culture, de l'artisanat et du tourisme.

152. Les principales actions prioritaires porteront sur :

- la revalorisation du service national des jeunes ;
- la réalisation et l'aménagement des infrastructures culturelles et sportives.

3.3.9 Enseignement

153. Le diagnostic du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle a permis de dégager un certain nombre d'enjeux et de défis importants à prendre en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'éducation et de la formation professionnelle. Au regard des enjeux et défis nationaux, mais aussi des nouveaux engagements internationaux pris par notre pays, notamment par rapport à l'agenda 2030 de l'Education et l'agenda 2063 de l'Union Africaine, le Gouvernement de la République du Mali s'est doté d'un nouveau programme décennal, en capitalisant sur les leçons apprises de la mise en œuvre du précédent programme et des études spécifiques menées.

154. Ce nouveau programme s'intéresse aux orientations stratégiques et aux principales réformes politiques

envisagées. Ces axes de réforme sont :

- l'amélioration de l'efficacité interne et externe du système éducatif ;
- l'amélioration de la formation et de la gestion des enseignants ;
- la promotion de l'accès équitable et inclusif à une éducation de base de qualité pour tous ;
- le renforcement de la gouvernance du secteur ;
- le renforcement de la résilience du secteur.

155. Pour soutenir ces réformes, le cadrage budgétaire 2024-2026 prévoit, au titre de la fonction enseignement, une dotation qui se chiffre en moyenne à 614,4 milliards de FCFA entre 2024 et 2026 contre une inscription budgétaire en 2023 de 520,9 milliards de FCFA. En moyenne, les allocations en faveur de l'enseignement représentent 18,5% des dépenses totales. Ce ratio reflète la volonté du Gouvernement de rendre performant le système éducatif et de renforcer la qualité des ordres d'enseignement. Les priorités s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du PRODEC 2 et concernent entre autres :

- le recrutement du personnel enseignant, chercheur et d'encadrement en nombre et en qualité ;
- la construction, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures d'accueil des étudiants (bureau, salles, bibliothèques et laboratoires) ;
- l'amélioration du rendement interne du système pour une meilleure employabilité des jeunes et l'insertion socioprofessionnelle des sortants ;
- l'achèvement d'un enseignement fondamental de qualité pour tous les enfants, filles et garçons ;
- la promotion des valeurs culturelles favorables à la création de la richesse et au développement durable ;
- le renforcement de la qualité de la gestion du système éducatif et de ses ressources ;
- l'accroissement des conditions d'accès à l'enseignement supérieur et au renforcement de la recherche scientifique et l'innovation ;
- la généralisation de l'APC dans l'enseignement secondaire technique et professionnel.

3.3.10 Protection sociale

156. Les dépenses relatives à la protection sociale se chiffrent en moyenne à 103,5 milliards de FCFA entre 2024 et 2026 contre une inscription budgétaire de 82,2 milliards de FCFA en 2023. Durant la période du cadrage, les allocations en faveur de la protection sociale représenteraient en moyenne 3,1% des dépenses totales du Gouvernement.

157. Ces dépenses contribuent avec d'autres ressources, notamment les ressources propres des organismes de sécurité sociale, à assurer la prise en charge de la retraite-vieillesse à travers les différents régimes d'assurance, et d'autre part, à fournir les appuis nécessaires aux populations défavorisées et les groupes vulnérables pour leur garantir une vie décente. Elles permettent également d'appuyer la promotion du genre. Les actions prioritaires dans ce domaine visent à :

- assurer la protection et la sécurisation des migrants et les membres de leurs familles ;
- étendre la protection sociale à tous ;
- assurer la sécurité élémentaire de revenu à travers le PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEMEJIRI/IDA ;
- renforcer la participation des femmes et des jeunes dans les activités socioéconomiques.

IV. SITUATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES ORGANISMES PUBLICS

4.1 Situation financière des Collectivités Territoriales

4.1.1 Ressources transférées aux Collectivités Territoriales

158. Dans le cadre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, l'Etat s'est engagé à transférer aux collectivités territoriales l'équivalent de 30% des recettes budgétaires. Durant la période récente, (2021 à 2024), les transferts budgétaires n'ont cessé de s'accroître en dépit des contraintes liées à la situation socio-sécuritaire et sanitaire dans le pays.

Tableau 20 : Transferts budgétaires inscrits dans la loi de finances au profit des collectivités (en milliards de FCFA), 2021-2024

Niveau de collectivité	LFR 2021		LFR 2022		LFR 2023		Moyenne	LFI 2024	
	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant moyen 2021-2023	Montant	Part dans total ressources transférées
Conseil Régional	89,9	19,5 %	145,6	33,2%	125,6	25,54%	120,4	41,8	9,65%
Conseil de Cercle	58,0	12,6 %	61,4	14,0%	68,9	14,01%	62,8	74,7	17,25%
Conseil Communal	184,2	40,1 %	208,1	47,5%	236,6	48,11%	209,6	245,9	56,79%
Crédits Globaux	127,8	27,8 %	22,9	5,2%	60,7	12,34%	70,5	70,6	16,30%
TOTAL	459,9	100,0%	437,97	100%	491,8	100,0%	463,2	433,09	100,0%

Source : DGB, 2023

159. Au sein des Collectivités Territoriales, le Conseil Communal et le Conseil Régional sont les premiers bénéficiaires des transferts budgétaires avec respectivement 209,6 milliards de FCFA et 120,4 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2021-2023. L'échelon intermédiaire, à savoir le Conseil de Cercle, a bénéficié en moyenne d'un transfert de 62,8 milliards de FCFA entre 2021-2023.

160. En perspective pour 2024, les ressources transférées au niveau des Collectivités Territoriales sont évaluées à 245,9 milliards de FCFA pour le Conseil Communal, 41,8 milliards de FCFA pour le Conseil Régional et 74,7 milliards de FCFA pour le Conseil de Cercle. Ils représentent respectivement 57,79%, 9,65% et 17,25% du montant total des ressources transférées du budget d'Etat 2024.

Tableau 21 : Transferts budgétaires au profit des collectivités par nature (en milliards de FCFA), 2021-2024

Natures	LFR 2021		LFR 2022		LFR 2023		Moyenne	LFI 2024	
	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant moyen 2021-2023	Montant	Part dans total ressources transférées
Dépenses courantes	301,70	65,61%	342,22	78,14%	340,34	80,99%	328,09	365,62	84,42
<i>dont personnel</i>	237,29	51,60%	288,41	65,85%	290,97	69,24%	272,22	311,35	71,89%
Dépenses en capital	158,2	34,39%	95,75	21,86%	151,57	19,01%	135,17	67,47	15,58%
<i>dont Appui Budgétaire</i>	6,18	1,34%	6,18	1,41%	14,85	3,53%	9,07	0,56	0,13%
TOTAL	459,9	100,00%	437,97	100,00%	491,91	100,00%	463,26	433,09	100,00%

Source : DGB, 2023

161. Sur la période 2021-2023, les ressources transférées aux collectivités territoriales en termes de dotations budgétaires en loi de finances ont été consacrées en grande partie aux dépenses courantes qui sont estimées à 301,70 milliards de FCFA dans le budget 2021, 342,22 milliards de FCFA dans le budget 2022 et 340,34 milliards de FCFA dans le budget rectificatif 2023, soit en moyenne 328,09 milliards de FCFA sur la même période. Quant aux ressources transférées relatives aux dépenses en capital, elles sont estimées à 158,2 milliards de FCFA dans le budget 2021, 95,75 milliards de FCFA dans le budget 2021 et enfin 151,57 milliards de FCFA dans le budget rectificatif 2023, soit une moyenne de 135,17 milliards de FCFA.

En 2024, les ressources transférées aux collectivités territoriales se caractériseraient par une baisse d'environ 26 milliards de FCFA correspondant à un taux de régression de 5,93%. Cette baisse est imputable en grande partie aux dépenses en capital qui s'établiraient à 69,44 milliards de FCFA contre 95,75 milliards de FCFA dans le budget 2022. Quant aux dépenses de personnel, elles s'afficheraient à 342,5 milliards de FCFA en 2023, soit 83,14% du total dont une large proportion est destinée aux dépenses de personnel pour environ 70,6%.

Tableau 22 : Transferts budgétaires aux collectivités en pourcentage des recettes budgétaires 2020-2023

Libellés	Lois de finances			
	2020	2021	2022	2023
Recettes budgétaires (en milliards de FCFA)	1 498,3	1 757,4	1875,4	1 997,3
Crédits décentralisés (en milliards de FCFA)	400,1	459,9	437,97	411,98
Ratio (en Pourcentage)	26,7	26,2	23,4	20,62

Source : DGB, 2023

162. Entre 2020 et 2022, les efforts budgétaires se sont poursuivis au profit des collectivités territoriales. A cet effet, les transferts budgétaires en pourcentage des recettes budgétaires se situent en moyenne à 25,4% entre 2020-2022. Au titre du budget 2023, les efforts budgétaires de l'Etat au profit des Collectivités connaîtraient une baisse par rapport au budget 2022 pour se situer à 20,6% des recettes budgétaires. Cette légère baisse s'explique par la fin des allocations au titre du Fonds pour le Développement Durable.

4.1.2 Situation financière des Collectivités Territoriales

163. Les données présentées ci-après proviennent de la DNTCP qui centralise annuellement les données budgétaires des Collectivités Territoriales produites par leurs comptes publics. Pour la période couverte (2020-2022), les données reçues par la DNTCP sont quasi complètes car elle représente en moyenne 99,33% de la situation d'exécution des budgets des Collectivités Territoriales.

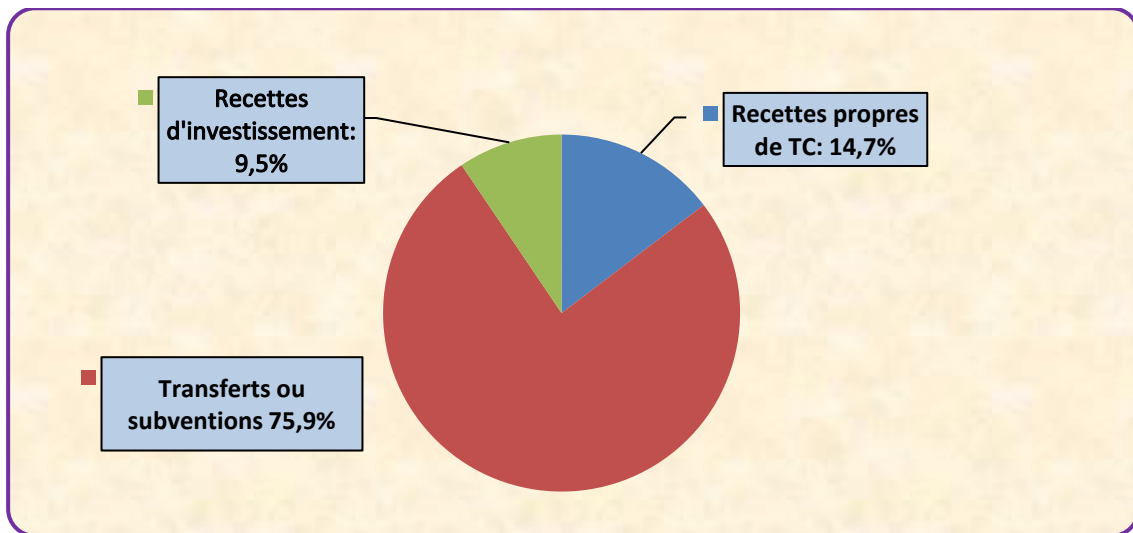
Tableau 23 : Evolution des recettes et des dépenses des Collectivités territoriales (2020-2022), en millions FCFA

Rubriques	Réalizations			Taux de croissance annuel moyen
	2020	2021	2022	
Recettes	274 928	340 244	393 093	19,6%
Recettes Propres des CT dont :	37 720,3	49 062,2	54 704,4	20,4%
Recettes Fiscales	31 464,2	41 245,7	47 158,2	22,4%
Recettes non Fiscales	5 650,0	6 861,6	6 962,2	11,0%
Autres recettes propres (à préciser)	606,1	955,0	584,1	-1,8%
Transfert ou Subvention dont	195 866,1	254 448,4	313 454,7	26,5%
Subvention de l'État	184 232,5	254 226,2	313 342,0	30,4%
Autres subventions (à préciser)	11 633,6	222,2	112,8	-90,2%
Recettes d'investissement	41 341,3	36 733,3	24 933,7	-22,3%
Dépenses	263 641	316 342	395 308	22,5%
Dépenses courantes dont :	228 985,3	284 756,7	361 643,6	25,7%
Personnel	173 556,5	212 287,0	257 938,6	21,9%
Fonctionnement	55 428,8	72 469,7	103 705,0	36,8%
Dépenses d'investissement dont :	34 655,8	31 585,2	33 664,0	-1,4%
Financement sur ressources propres	7 374,7	10 102,3	11 462,6	24,7%
Financement sur subventions (État, PTF), Dons et emprunts	27 281,1	21 482,9	22 201,4	-9,8%

Source : DNTCP, 2023

164. Sur la base des données fournies, l'on constate que des efforts de mobilisation des recettes propres des collectivités territoriales se poursuivent. En effet, le taux de croissance moyen est passé de 12 % (2019-2021) à 19,6 % sur la période 2020-2022. Sur la même période, les transferts ou subventions accordés aux Collectivités Territoriales par l'État et d'autres institutions, constituant une part importante de leurs ressources, soit 75,9% en moyenne (figure 21 ci-dessous) ont aussi progressé de l'ordre de 26,5%. Il ressort que la subvention de l'État reste la principale ressource des collectivités territoriales (cf. figure 21 ci-dessous).

Figure 21 : Part moyenne des postes de recettes dans le total des ressources des CT entre 2020-2022

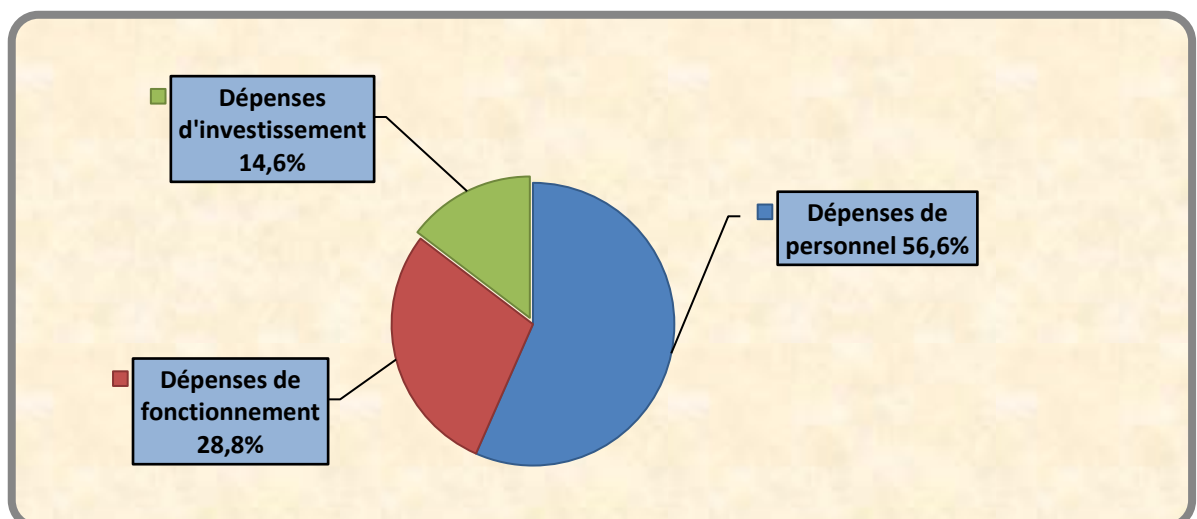


Source : DNTCP, 2022 ; nos calculs

165. Comparativement aux recettes, les dépenses totales ont augmenté à un rythme moyen relativement plus important, soit 22,5% entre 2020-2022. Les dépenses de personnel et de fonctionnement ont progressé en moyenne, respectivement de 21,9% et de 36,8%.

166. La décomposition des dépenses, illustrée par la figure 22, révèle une prédominance des dépenses courantes (85,5%), elles-mêmes dominées par les dépenses de personnel qui occupent environ 56,6% des dépenses totales. Les dépenses d'investissement ne représentent que 14,6% du total des dépenses sur la période couverte.

Figure 22 : Part moyenne des postes de dépenses dans le total des dépenses des CT entre 2020-2022



Source : DNTCP 2022, nos calculs

4.2 Situation financière des Organismes de Sécurité Sociale

167. La sécurité sociale au Mali est gérée par quatre organismes à savoir : (i) l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) ; (ii) la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) ; (iii) la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) et (iv) l'Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM).

4.2.1 Institut National de Prévoyance Sociale

168. L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) a été créé par la Loi n°61-59/AN-RM du 15 mai 1961 reprise et précisée par la Loi N° 96-004 du 26 janvier 1996. Il est érigé en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). L'INPS a pour mission de gérer les régimes de protection sociale, en faveur des travailleurs salariés définis par le Code du travail.

169. Les régimes gérés par l'INPS se résument comme suit :

- la prévention et la réparation des Accidents du travail et des Maladies professionnelles (ATMP) ;
- les Prestations Familiales (PF) ;
- l'Assurance Vieillesse, Invalidité et Décès.

Pour compléter ces régimes, la loi confie à l'Institut la gestion d'une action sanitaire et sociale.

170. Par ailleurs, la loi n°99-047 du 28 décembre 1999 a institué l'Assurance Volontaire pour permettre l'accès à la couverture sociale des membres des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielles, ainsi que les travailleurs indépendants. Sa gestion est confiée à l'INPS.

171. L'INPS est un organisme gestionnaire délégué du régime de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) institué suivant la Loi n° 09-015 du 26 juin 2009. A ce titre, l'Institut est chargé de l'immatriculation des assurés, l'encaissement des cotisations et du règlement des factures des prestataires conventionnés.

172. Les ressources de l'INPS proviennent des cotisations assises sur l'ensemble des rémunérations pour le régime obligatoire des salariés, les revenus des placements, les prestations récupérées, les cotisations de l'assurance volontaire.

Tableau 24 : Evolution des assurés et employeurs affiliés à l'INPS

RUBRIQUES	Réalizations			Prévisions			
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Nombre d'assurés	332 403	334 099	403 377	411 831	437 856	463 882	489 907
Nombre d'employeurs	37 868	39 680	36 346	38 324	38 691	39 059	39 426

Source : INPS, 2023

➤ Situation financière des branches gérées par l'INPS

173. Depuis plusieurs années la branche Vieillesse, Invalidité et Décès cumule un déficit qui pourrait davantage se creuser dans les années à venir en dépit des multiples efforts en matière de recouvrement (cf. tableau 27). Cependant, ce déficit est comblé par les excédents des deux autres branches à savoir les prestations familiales (cf. tableau 25) et les Accidents de travail et Maladies professionnelles (cf. tableau 26). Par ailleurs, cette situation est devenue plus problématique à la suite de l'adoption de la loi sur l'AMO qui a supprimé les ressources dédiées à la protection contre la maladie dont le volet prévention médicale reste entièrement à la charge de l'INPS.

174. Le déséquilibre quasi structurel du régime Vieillesse, Invalidité et Décès est lié aux causes ci-après :

- la forte augmentation du nombre des nouveaux pensionnés et le niveau de plus en plus élevé des rémunérations servant au calcul des droits ;
- les demandes croissantes des pensions anticipées ;
- les revalorisations périodiques des montants des pensions ;
- le transfert des contractuels dans le corps des fonctionnaires ;
- l'insuffisance de la maîtrise du fichier des bénéficiaires ;
- le volume très important des paiements en espèce et par chèques.

175. A la suite d'une recommandation de son Conseil d'Administration, l'INPS a commandité une étude actuarielle conduite par le Bureau International du Travail (BIT) qui a couvert la période 2017-2018. Cette étude a conclu à des recommandations qui ont été partagées avec les partenaires et qui devraient aboutir à des réformes paramétriques. Le projet de réforme est orienté dans le sens :

- de la réduction progressive du taux de remplacement de 2% à 1,75% ; 1,50% et 1,40% ;
- du relèvement du taux de cotisation pour le régime de retraite de 9% à 12%, soit une évolution de trois points de pourcentage.

176. Ces réformes n'ont pas été suivies d'effet à cause de la crise que le Mali traverse. Une deuxième étude actuarielle est en perspective. Dans l'attente de ces réformes, l'INPS a entamé des actions spécifiques d'envergure pour assurer la maîtrise des dépenses de pensions parmi lesquelles :

- la gestion des comptes individuels des salariés pour renforcer le principe « du bon droit à la bonne personne » ;
- la validation des nouvelles pensions dans le cadre d'une commission créée à cet effet ;
- le contrôle à priori et à posteriori des pensions en service.

177. Dans le sens de la maîtrise des charges techniques, l'INPS a entamé entre autres :

- l'enrôlement biométrique ;
- l'application des taux d'abattement de 5 à 25% sur les pensions anticipées ;
- la période de stage à faire passer de 13 à 15 ans ;
- le salaire de référence à calculer sur 10 ans au lieu de 8 pour permettre la maîtrise des salaires de référence.

178. Par ailleurs, les autorités du Mali ont mis en place la commission de travail en charge de préparer l'organisation des ateliers pour permettre la transposition de la Directive du Conseil des Ministres de la CIPRESS portant socle juridique de sécurité sociale qui prévoit une architecture institutionnelle et organisationnelle ainsi que la gestion technique des branches de prestations sociales. La mise en œuvre de l'ensemble de ces mesures contenues dans le socle juridique assurera à la branche de la retraite son équilibre à long terme.

Tableau 25 : Situation financière de la branche Prestations Familiales (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Cotisations	57	63	66	77	87	98	102
Dépenses	12	14	12	13	13	13	14
Résultats	45	49	54	64	74	85	89

Source : INPS, 2023

Tableau 26 : Situation financière de la branche Accident du Travail et Maladies Professionnelles (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Cotisations	20	22	21	25	28	31	32
Dépenses	2	2	1	1	1	1	1
Résultats	19	21	20	24	27	30	31

Source : INPS, 2023

Tableau 27 : Situation financière de la branche Vieillesse-Invalidité-Décès (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Cotisations	64	71	74	81	87	93	98
Dépenses	69	74	83	90	97	104	111
Résultats	-5	-3	-9	-9	-10	-11	-12

Source : INPS, 2023

Tableau 28 : Situation financière de la branche Assurance Volontaire (Montant en millions de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Cotisations	938	1 580	1562	1984	2 296	2 608	2 920
Dépenses	355	336	571	643	753	864	974
Résultats	583	1 244	986	1 340	1 542	1 743	1 945

Source : INPS, 2023

Tableau 29 : Situation financière consolidée des différentes branches (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Cotisations	141	156	143	148	149	150	151
Dépenses	83	90	97	104	111	118	125
Résultats	59	67	46	44	37	31	24

Source : INPS, 2022

179. Les dépenses figurant dans les tableaux ci-dessus concernent essentiellement les prestations techniques, les revenus reversés aux bénéficiaires sous formes de prestations sociales ; elles n'incluent pas les dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'Institut. Par ailleurs, l'INPS ne contracte pas de dette pour financer ses activités, les cotisations sociales couvrent largement les dépenses.

4.2.2 Caisse Malienne de Sécurité Sociale

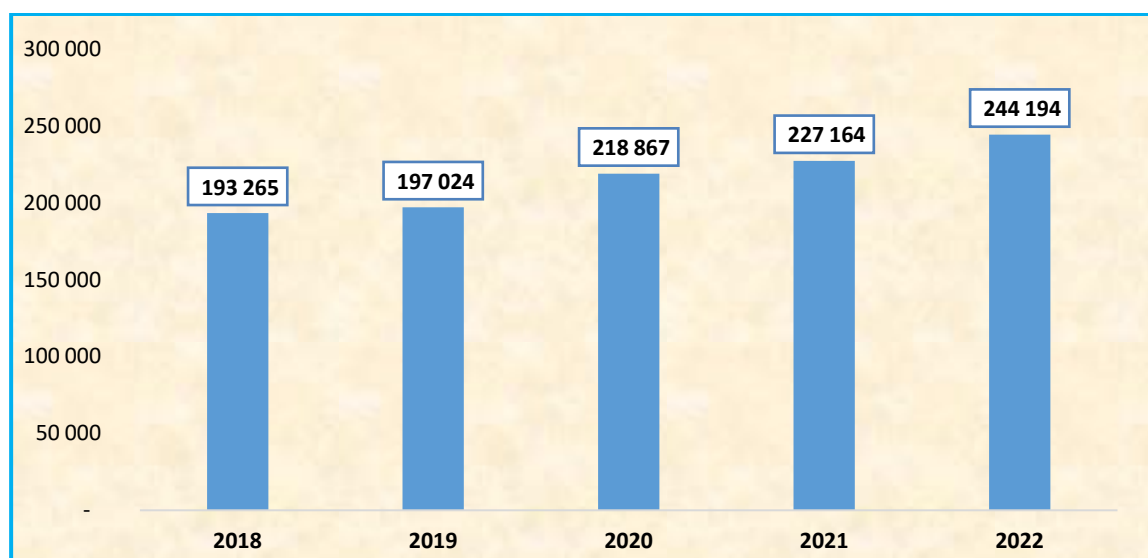
180. Au regard de la loi n°10-029 du 29 juillet 2010, la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) a pour mission la gestion des régimes de pensions des fonctionnaires, des militaires, des députés et de tout autre régime ou branche que l'État lui confie.
181. La situation de l'évolution des affiliés de la CMSS par catégorie d'agents de 2018 à 2022 est donnée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 28 : Évolution des affiliés de la CMSS par catégorie d'agents (chiffres en nombre de personnes) de 2018-2022

Affiliés CMSS	Réalizations				
	2018	2019	2020	2021	2022
Pensionnés	56 484	56 851	58 067	59 847	62 533
Fonctionnaires de l'Etat	47 566	47 571	52 037	57 337	60 347
Fonctionnaires des collectivités	53 585	56 478	59 246	59 581	58 415
Militaires	35 485	35 982	49 517	50 399	62 899
Députés	145	142	0	0	0
TOTAL	193 265	197 024	218 867	227 164	244 194

Source : CMSS, 2023

Figure 23 : Evolution du nombre d'affiliés à la CMSS, 2018-2022



Source : CMSS, 2023

182. S'agissant des ressources de la CMSS elles proviennent des subventions de l'État, des cotisations, des intérêts créditeurs, des pénalités et autres produits de gestion courante. Le recouvrement des recettes de la caisse est passé de 124,82 milliards de FCFA en 2020 à 162,53 milliards de FCFA en 2022 soit une augmentation d'environ 30,2% sur la période. Au titre de l'exercice budgétaire 2023, les ressources de la caisse sont évaluées à 187,32 milliards de FCFA. A moyen terme, il est attendu une mobilisation de ressources à hauteur de 206,5 milliards de FCFA en 2024, 226,65 milliards de FCFA en 2025 et 249,31 milliards de FCFA en 2026, soit en moyenne 9,9% d'augmentation par an entre 2023 et 2026. La situation ainsi décrite est donnée dans le tableau ci-dessous.
183. En 2020 la subvention accordée par l'Etat a représenté près de 5,3% du total des ressources. Cette proportion a fléchi à 3,1 % et 2,6 % respectivement en 2021 et 2022. Sur la période 2023-2026, le poids

de la subvention de l'État en faveur de la CMSS par rapport au total des ressources demeurera stable à 4,5% (voir tableau ci-dessous).

Tableau 29 : Évolution des ressources de la CMSS (en milliards de FCFA)

Nature des ressources	Réalizations			Prévisions			
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Cotisations	115,08	153,65	153,62	173,93	191,32	210,46	231,50
Poids (en %)	92,2%	94,2%	94,5%	92,9%	92,9%	92,9%	92,9%
Subventions (État)	6,58	5,02	4,27	8,51	9,36	10,29	11,32
Poids (en %)	5,3%	3,1%	2,6%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%
Pénalités	1,62	1,27	0,85	1,50	1,65	1,81	1,99
Poids (en %)	1,3%	0,8%	0,5%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%
Intérêts créditeurs	0,07	0,16	0,20	0,16	0,18	0,19	0,21
Poids (en %)	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Autres produits de gestion courante (indûment perçus, frais DAO)	1,45	2,97	3,57	3,22	3,54	3,90	4,29
Poids (en %)	1,2%	1,8%	2,2%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%
Total	124,80	163,07	162,51	187,32	206,05	226,65	249,31

Source : CMSS, 2023

184. Les perspectives indiquent une certaine stabilité dans le recouvrement des cotisations qui reste désormais la principale ressource de la CMSS. Toutefois, la subvention de l'Etat reste présente et constitue la deuxième source de recettes pour la CMSS.

185. Il convient de noter que s'agissant d'un régime contributif fonctionnant par répartition, les cotisations sociales doivent constituer la première ressource financière, en lieu et place des subventions dont l'objectif est de combler un déséquilibre ponctuel. La situation actuelle indique qu'en l'absence d'une subvention de l'Etat, la CMSS court le risque de ne pas pouvoir tenir ses engagements sociaux. Il y a de ce fait un besoin urgent de garantir l'autonomie financière de la CMSS qui lui permettra d'accomplir ses missions de protection sociale, en lieu et place de la subvention qui, du fait du déséquilibre de la branche des pensions reste désormais un poste de financement.

186. Les pénalités ont représenté en moyenne 0,9 % des ressources de la CMSS entre 2020-2022 et 0,8 % entre 2023-2026. Les intérêts créditeurs représentent en moyenne 0,1 % sur les deux périodes. Quant aux autres produits de gestion courante, ils représentent en moyenne 1,7% des ressources de la CMSS sur les périodes 2020-2022 et 2023-2026.

Tableau 30: Évolution des produits, charges et résultat net de la CMSS (en milliards FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produits	124,85	163,10	162,53	183,53	203,10	223,41	245,75
Charges	120,10	165,62	168,16	179,42	201,55	221,71	243,88
Résultat	4,75	-2,52	-5,63	4,11	1,55	1,70	1,87

Source : CMSS, 2023

187. Au regard du tableau ci-dessus relatif aux résultats financiers de la CMSS, il ressort qu'entre 2020-2022, une dégradation de la situation financière s'est opérée comme en témoignent les résultats financiers sur la période.

188. Cette tendance devrait se renverser sur la période 2023-2026 où on notera une amélioration régulière du résultat net de la caisse à la faveur de la réforme relative au code des pensions qui a porté entre autres sur :

- l'augmentation du taux des cotisations patronales qui passe de 8 % à 13% pour les fonctionnaires et militaires ;
- l'augmentation du taux de cotisations salariales des parlementaires de 8% à 12% ;
- l'élargissement de l'assiette des cotisations des fonctionnaires et des militaires à l'ensemble de la rémunération y compris les primes et indemnités.

4.2.3 Caisse Nationale d'Assurance Maladie

189. La Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) a été créée par la Loi N°09-016 du 26 juin 2009, modifiée par la Loi N°2021-038 du 8 juillet 2021. Elle est érigée en Établissement Public à Caractère Administratif (EPA). La CANAM a pour mission la gestion du Régime d'Assurance Maladie Universelle institué par la Loi N° 2018-074 du 31 décembre 2018. A ce titre, elle est chargée de :

- l'encaissement des cotisations du Régime de l'Assurance Maladie Universelle ;
- l'immatriculation des employeurs, des assurés et la mise à jour des droits des bénéficiaires ;
- l'allocation aux organismes gestionnaires délégués des dotations de gestion couvrant leurs dépenses techniques et de gestion courante ;
- la signature des conventions avec les structures de santé et le suivi de ladite convention ;
- l'appui aux Organismes Gestionnaires Délégués et le contrôle de leurs activités ;
- le contrôle de la validité des prestations à la prise en charge de l'Assurance Maladie Universelle ;
- l'établissement des statistiques de l'Assurance Maladie Universelle ;
- la consolidation des comptes des Organismes Gestionnaires Délégués ;
- l'élaboration de référentiels et des procédures de gestion dans le cadre du Régime d'Assurance Maladie Universelle ;
- la mise en œuvre de toutes autres activités en lien avec l'Assurance Maladie Universelle.

190. Dans l'exercice de ses missions, la CANAM dégage des statistiques relatives au nombre d'assurés, au nombre d'employeurs, à la nature de ses ressources et aux résultats d'exercices annuels. Les tableaux ci-dessous donnent les résumés de ces statistiques.

Tableau 31 : Évolution des assurés et employeurs affiliés à la CANAM entre 2020-2026

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Nombre d'assurés	1 426 708	1 576 510	1 697 938	1 812 938	1 927 938	2 042 938	2 157 938
Nombre d'employeurs	33 083	34 083	35 083	36 083	37 083	38 083	39 083

Source : CANAM, 2023

191. Il ressort de l'analyse du tableau que le nombre d'assurés à la CANAM a connu une augmentation globale de 19% sur la période 2020-2022, passant de 1 426 708 assurés en 2020 à 1 697 938 assurés en 2022. Cette tendance devrait se maintenir sur la période 2023-2026. S'agissant du nombre d'employeurs, il ressort une augmentation globale de 18,1% sur la période 2020-2026 où le nombre d'employeurs passerait de 33 083 à 39 083.

192. Cette constante augmentation du nombre d'assurés et d'employeurs (environ 442 000/an pour les assurés et 1 000/an pour les employeurs) est due aux différentes campagnes de sensibilisation, d'information et d'audio-visuelles qui ont été réalisées. La poursuite de ces différentes actions permettra

en perspective de garder le même rythme d'augmentation des affiliés de la CANAM tant du côté des assurés que celui des employeurs.

Tableau 32 : Evolution des ressources de la CANAM (en millions de FCFA), 2020-2026

Nature de ressources	Réalizations			Prévisions			
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Cotisations	65 715	84 552	87 563	96 797	110 349	125 798	143 410
Subventions (État)	0	0	0	0	0	0	0
Autres ressources	1 589	2 082	1 929	2 470	2 815	3 209	3 658
Total	67 304	86 634	89 492	99 267	113 164	129 007	147 068

Source : CANAM, 2023

193. Les ressources de la CANAM sont constituées d'une part des cotisations de l'Assurance Maladie recouvrées par les Organismes Gestionnaires Délégués (INPS et CMSS) et d'autre part de recettes diverses (autres produits techniques, recettes de production, intérêts et dividendes reçus et autres produits exceptionnels). Elles ont évolué en moyenne de 15% par an entre 2020 et 2022 et connaîtront une augmentation annuelle moyenne d'environ 14% sur la période 2024-2026.

Tableau 33 : Evolution des produits, charges et résultat net de la CANAM sur 2020-2026 (en millions de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produits	67 304	86 634	84 654	99 267	113 164	129 007	147 068
Charges	62 583	67 304	81 366	99 267	113 164	129 007	147 068
Résultat	4 721	19 330	3 288	0	0	0	0

Source : CANAM, 2023

194. Les charges de la CANAM regroupent :

- les dépenses techniques relatives au paiement des prestations de soins de santé de l'assurance maladie au bénéfice de ses assurés et à toute autre dépense relative à l'objet de la mission de la CANAM ;
- les dépenses d'investissement et d'équipement, essentiellement composées des dépenses pour la mise en œuvre du programme d'activités de la CANAM ;
- les dépenses pour le fonctionnement courant.

195. De 2020 à 2022, les dépenses ont augmenté de 14% en moyenne par an. Les prévisions de dépenses de 2023 à 2026 ont été calculées sur la base de ces 14% d'augmentation par an. Par respect du principe d'équilibre budgétaire, les résultats des prévisions de 2023, 2024, 2025 et 2026 sont nuls.

196. L'analyse des résultats financiers de la CANAM révèle à suffisance des risques budgétaires assez importants liés, notamment à l'augmentation incontrôlée des charges techniques. Cette augmentation est surtout liée à l'Assurance Maladie Obligatoire qui reste un régime de sécurité sociale de courte durée. De ce fait, la nature du régime (remboursement des prestations dues à la Maladie) l'expose plus que les autres régimes de sécurité sociale à une sortie de fonds plus soutenue, étant donné que la raison d'être de la CANAM, c'est d'assurer la prise en charge des frais de prestations des assujettis au régime AMO.

197. Par ailleurs, il faut noter que l'un des facteurs majeurs qui explique aujourd'hui l'augmentation des

dépenses de l'assurance maladie est la fraude aux prestations. C'est pourquoi plusieurs mesures ont été prises pour assurer la pérennité du régime, notamment :

- la mise en place d'un Système d'Information plus robuste qui permet d'accentuer les contrôles afin de réduire considérablement la fraude ;
- la réalisation d'études actuarielles dans le but de veiller à la viabilité du régime à long terme ;
- la réalisation de campagnes de sensibilisation de lutte contre la fraude ;
- la tenue d'ateliers de sensibilisation afin de favoriser la prescription rationnelle au niveau des prescripteurs.

4.2.4 Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM)

198. L'Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM) a été créée par la loi n°09-031 du 27 juillet 2009. Elle est érigée en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). L'ANAM a pour mission la gestion du régime d'Assistance Médicale institué par la loi n°09-030 du 27 juillet 2009.

A ce titre, elle est chargée de :

- l'encaissement des ressources du Régime d'Assistance Médicale ;
- la prise en charge des prestations couvertes par le Régime d'Assistance Médicale ;
- l'immatriculation des personnes éligibles au Régime et des bénéficiaires ;
- la passation des conventions avec les formations de soins et le suivi de leur exécution ;
- le contrôle de la validité des prestations soumises à la prise en charge de l'assistance médicale ;
- l'établissement des statistiques de l'assistance médicale.

199. Dans l'exercice de ses missions, l'ANAM dégage des statistiques relatives au nombre de personnes immatriculées, à la nature de ses ressources et aux résultats d'exercices annuels. Les tableaux ci-dessous donnent les résumés de ces statistiques.

Tableau 34 : Évolution du nombre des personnes immatriculées à l'ANAM, par sexe, entre 2020-2026

Sexe	Réalizations				Prévisions		
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Hommes	49 928	58 730	1 159 572	41 066	1 000 000	500 000	500 000
Femmes	54 089	55 344	1 109 954	40 071	500 000	250 000	250 000
Total	104 017	114 074	2 269 526	81 137	1 500 000	750 000	750 000

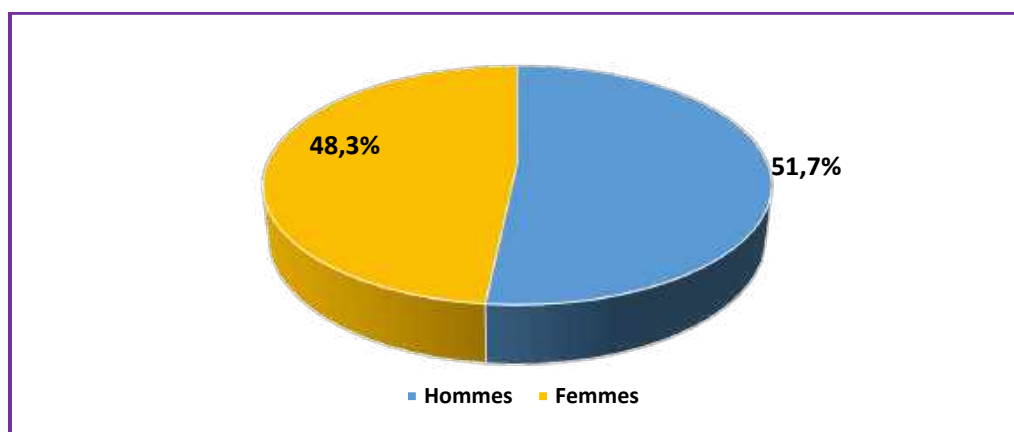
Source : ANAM, 2023

200. Entre 2020 et 2023, l'ANAM a immatriculé en moyenne 642 189 personnes dont 327 324 pour les hommes et 314 865 pour les femmes. En 2022, on observe un pic, où le nombre des personnes immatriculées a atteint 2 269 526 à la suite d'un enrôlement massif d'indigents, de blessés de guerre, de pensionnaires des établissements pénitentiaires, des enfants non accompagnés et des déplacés internes, tous victimes de la crise sécuritaire et de la Covid-19. Sur la période du cadrage, ce nombre s'établirait en moyenne à 1 000 000 avec 66,7% pour les hommes et 33,3% pour les femmes.

201. S'agissant du nombre de personnes indigents pris en charge par l'ANAM, il a connu une chute de 45 721 personnes entre 2020 et 2023, passant de 52 506 en 2020 à 6 785 en 2023, soit un taux de régression de 87,1%. Sur les indigents pris en charge, les hommes ont représenté en moyenne 51,7%

contre 48,3% pour les femmes sur la même période.

Figure 24 : Poids moyen par sexe, des indigents pris en charge par l'ANAM, 2020-2023



Source : ANAM,2023

Tableau 35 : Evolution des ressources de l'ANAM (en millions de FCFA), 2020-2026

Nature de ressources	Réalizations			Prévisions			
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Cotisations							
Subventions (État)	1 376	1 202	973	1 228	2 233	3 125	3 219
Autres ressources	239	367	302	1 772	1 200	1 136	1 170
Total	1 615	1 569	1 276	3000	3 433	4 261	4 389

Source : ANAM,2023

202. Les ressources de l'ANAM passent de 1 615 000 000 FCFA en 2020 à 1 569 000 000 FCFA en 2021, et à 1 276 000 000 FCFA en 2022, correspondant à un taux de variation annuel moyen de -11,1% sur la période 2020-2022.

203. Entre 2023 et 2026, les ressources sont projetées en moyenne à 3 770,75 millions de FCFA, soit une progression moyenne annuelle de 13,4%.

Tableau 36 : Evolution des produits, charges et résultat net de l'ANAM sur 2020-2026 (en millions de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produits	1 615	1 569	1 276	3000	3 433	4 261	4 389
Charges	1 374	1 566	1 951	3000	3 433	4 261	4 389
Résultat	241	4	-675	-	-	-	-

Source : ANAM,2023

204. Dans les années 2016-2017, des modifications ont été apportées à la loi de 2009 pour l'adapter au contexte difficile de crise sécuritaire que traverse le pays et portaient entre autres sur : (i) la révision de la clé de répartition du financement entre l'Etat et les collectivités, (ii) la prise en compte des personnes blessées au cours ou à l'occasion de conflits armés ou de catastrophe dans les cibles et (iii) la fixation de la durée de l'assistance médicale à trois ans. En outre, les ressources de l'ANAM proviennent essentiellement de la subvention de l'Etat (85%) et de la contribution des collectivités (15%).

205. Sur la période de 2017 à 2022, les appuis à la mise en œuvre du RAMED ont très peu évolué, voire stagnants malgré l'élargissement du régime à d'autres bénéficiaires, notamment les blessés de guerre. C'est pourquoi, à partir de 2017 l'ANAM a commencé à connaître des difficultés financières liées à deux facteurs majeurs. Il s'agit de :

- a) **la prise en charge des blessés au cours ou à l'occasion de conflits armés ou de catastrophes :** cette cible est constituée pour l'essentiel de blessés militaires d'où le terme « Blessés de Guerre » qui ont intégré le dispositif à travers la loi N°2016-065/ du 30 Décembre 2016, portant modification de la loi instituant le RAMED. Le nombre de personnes dans cette catégorie de population est souvent élevé et les soins dont elles ont besoin sont relativement coûteux ; en moyenne, la prise en charge d'un blessé de guerre coûte près de 11 fois plus chère que celle d'un simple indigent qui est évalué à 13 000 francs CFA.
- b) **l'apparition de la COVID-19 au Mali :** la crise multidimensionnelle que connaît le pays a fait considérablement augmenter le nombre d'indigents, de blessés de guerre, de pensionnaires des établissements pénitentiaires, des enfants non accompagnés et des déplacés internes, tous victimes de ladite crise. Également, le taux d'extrême pauvreté (indigence) initialement estimé à 5% de la population est passé à plus de 40% selon les enquêtes EMOP 2020 et 2021.

4.3 Eléments d'informations sur les Entreprises Publiques

206. Selon les données de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat, à la date du 31 décembre 2022, l'État du Mali détient des participations financières dans quarante-cinq (45) entreprises de divers domaines d'intervention. Son portefeuille est évalué en 2022 à 146,039 milliards de FCFA contre 76,144 milliards de FCFA en 2021 et 67,477 milliards de FCFA en 2020.

207. Parmi les 45 entreprises où l'État détient une participation financière en 2022, on note-vingt-un (21) établissements ou entreprises dont les actions sont, soit exclusivement (100%) détenues par l'État (sociétés ou entreprises étatiques), soit au moins à 50% détenus par l'Etat ; ce qui leur confère le statut d'entreprises publiques.

Tableau 37 : Niveau de participation de l'État dans les entreprises publiques

Niveau de participation de l'État	Nombre	Pourcentage
Actions 100% détenues par l'État	16	76%
Actions (mixtes où l'État est majoritaire)	5	24%
Total général	21	100%

Source : DGABE, 2023 ; nos calculs

Figure 25 : Actionnariat de l'Etat dans les entreprises publiques au 31 décembre 2022



Source : DGABE, 2023 ; nos calculs

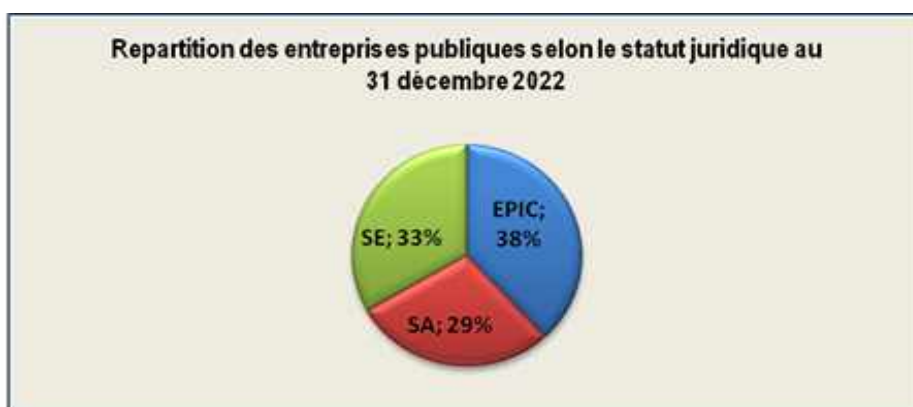
208. Il ressort de l'analyse de la figure ci-dessus que 76 % des établissements publics répertoriés sont entièrement détenus par l'Etat, soit un total de 16 établissements alors que dans les 24% des entreprises publiques restantes, l'État du Mali partage les actions avec d'autres acteurs tout en restant l'actionnaire majoritaire, soit un total de cinq (5) entreprises.

Tableau 38 : Répartitions des entreprises publiques selon le statut juridique

Statut Juridique des entreprises	Nombre	Pourcentage
Établissements Publics à Caractère Industriel et Commercial (EPIC)	8	38%
Sociétés Anonymes (SA)	6	29%
Sociétés d'État (SE)	7	33%
Total	21	100%

Source : DGABE, 2023 ; nos calculs

Figure 26 : Répartition des entreprises publiques selon le statut juridique



Source : DGABE, 2023 ; nos calculs

209. L'analyse selon le statut juridique des entreprises publiques indique que la majorité (8 entreprises), soit 38%, est constituée d'Établissements Publics à Caractère Industriel et Commercial (EPIC). Les Sociétés d'État (SE) au nombre de sept (7) entreprises, représentent 33% du total, tandis que les Sociétés Anonymes (SA) au nombre de six (6) entreprises ressortent avec 29% du total des entreprises publiques au Mali. (Voir figure ci-dessus).

210. Selon le secteur d'activités, les entreprises publiques se concentrent sur trois principaux secteurs

d'activités, à savoir : (i) industrie et secteur rural ; (ii) mines, eau et énergies et (iii) services et télécom.

Tableau 39 : Répartition des entreprises publiques par secteur d'activités

Secteur d'activités	Nombre	Pourcentage
Industrie et Secteur Rural	5	24%
Mines, Eau et Énergie	3	14%
Services et Télécom	13	62%
Total général	21	100%

Source : DGABE, 2023 ; nos calculs

211. Il ressort de l'analyse du tableau que les entreprises du secteur « services et télécom » au nombre de 13 représentent 62 % tandis que celles du secteur « industrie et secteur rural » représentent 24%. Les entreprises du secteur « mines, eau, énergie » qui sont au nombre de trois (3) ressortent avec 14%.

ANNEXES :

ANNEXE 1 : TOFE PREVISIONNEL 2023 -2026

	2023 LFR	2024 LFI	2025 Proj.	2026 Proj.
RECETTES, DON	2 306,7	2 389,9	2 699,1	3 000,2
Recettes totales	2 214,9	2 303,6	2 600,6	2 901,2
Recettes budgétaires	2 022,3	2 181,1	2 453,3	2 742,1
Recettes fiscales	1 889,3	2 063,6	2 328,2	2 609,9
Impôts directs	774,1	831,9	784,4	955,6
Impôts indirects	1 115,3	1 231,7	1 543,8	1 654,3
TVA	665,3	621,8	773,1	817,5
TVA intérieur	224,3	241,8	272,9	297,1
TVA sur importation	440,9	380,0	500,2	520,4
Taxes intérieures sur produits pétroliers	17,7	155,5	167,9	180,2
Taxes sur les importations (DD et taxes)	262,7	259,5	291,6	309,0
Autres droits et taxes	275,6	300,8	417,1	453,5
Remboursement exonérations	-7,7	-7,7	-7,7	-7,7
Remboursement crédit TVA	-98,2	-98,2	-98,2	-98,2
Recettes non fiscales	132,9	117,5	125,1	132,2
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	192,6	122,5	147,2	159,1
<i>dont recettes des budgets annexes</i>	7,8	8,7	9,4	10,2
Dons	91,8	86,3	98,5	99,0
Projets	75,0	75,0	86,1	85,3
Budgétaires	1,8	3,8	4,1	4,6
Appui budgétaire	15,1	7,6	8,3	9,1
Dépenses Totales, Prêts Nets	2 982,2	2 998,5	3 239,2	3 482,7
Dépenses budgétaires	2 750,5	2 880,0	3 095,7	3 327,3
Dépenses courantes	2 179,8	2 193,8	2 333,4	2 491,9
Personnel	993,5	1 055,0	1 118,2	1 205,8
Fonctionnaires Etat	709,2	749,5	794,3	856,6
Fonctionnaires Collectivités	284,4	305,6	323,8	349,2
Biens et Services	627,4	501,3	560,1	604,1
Matériel	184,0	192,0	184,7	202,6
Communication - énergie	52,0	53,1	59,4	64,0
Déplacements et transports	50,5	66,8	74,6	80,5
Elections	80,8	70,8	10,0	10,0
Autres dépenses sur biens et services	260,2	118,7	231,5	247,1
Transferts et subventions	359,0	414,5	454,0	504,6
Bourses	17,9	18,9	20,7	23,0
Filet social	10,0	10,0	10,0	10,0
Subventions EDM	45,0	30,0	30,0	30,0
Intrants agricoles	44,1	24,1	24,1	24,1
Plans sociaux (Restructuration des Ent. Pub)	0,0	2,0	2,0	2,0
Autres transferts et subventions	242,0	329,5	367,2	415,5
Intérêts dus	199,9	223,0	201,1	177,3
Dette intérieure	166,2	183,3	161,5	136,9
Dette extérieure	33,7	39,8	39,6	40,4
Dépenses en capital	570,7	686,1	762,3	835,4
Financement extérieur	180,1	172,6	198,2	215,7
Financement domestique	390,7	513,6	564,1	619,7
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	192,6	122,5	147,2	159,1
<i>dont dépenses des budgets annexes</i>	7,8	8,7	9,4	10,2
Prêts Nets	-5,0	-3,9	-3,7	-3,7

ANNEXE 1 : TOFE PREVISIONNEL 2023 -2026 (suite)

	2023 LFR	2024 LFI	2025 Proj.	2026 Proj.
Déficit (base ordonnancement)				
Dons exclus	-723,3	-694,9	-638,6	-581,5
Dons inclus	-631,5	-608,6	-540,1	-482,5
Ajustement base caisse	-131,5	-131,5	-131,5	-131,5
Déficit (base Caisse)				
Dons exclus	-854,8	-826,4	-770,1	-713,0
Dons inclus	-763,0	-740,1	-671,6	-614,0
Solde budgétaire de base	-543,3	-522,4	-440,4	-365,8
Solde budgétaire de base corrigé des Dons budgétaires et ressources PPTE	-536,4	-513,4	-430,9	-357,2
FINANCEMENT	763,0	740,1	-554,8	-737,2
Financement extérieur (net)	-79,3	-100,5	-115,9	-121,8
Emprunts	90,0	90,0	103,8	121,3
Projets	90,0	90,0	103,8	121,3
Prêts budgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement	-174,3	-195,8	-225,1	-247,1
Annulation de la dette (PPTE)	5,1	5,2	5,4	4,1
Financement intérieur (net)	842,3	840,6	-438,9	-615,4
<i>dont remboursement bons et obligations du trésor</i>	-598,5	-612,8	-379,6	-556,1
Ecart de financement (+ = besoin de financement)	0,0	0,0	1 226,4	1 351,2

Source : DGB, 2023

ANNEXE 2 : INDICATEURS BUDGETAIRES

	2023 LFR	2024 LFI	2025 Proj.	2026 Proj.
P.I.B. (Modèle MME-DNPD-CPM)	12 933	13 979	15 086	16 197
Recettes budgétaires (% PIB)	15,6%	15,6%	16,3%	16,9%
Recettes totales (% PIB)	17,1%	16,5%	17,2%	17,9%
Recettes fiscales (% PIB)	14,6%	14,8%	15,4%	16,1%
Recettes non fiscales (% PIB)	1,0%	0,8%	0,8%	0,8%
Dons / (% PIB)	0,7%	0,6%	0,7%	0,6%
Dépenses totales et prêts nets (% PIB)	22,7%	21,5%	21,5%	21,5%
Dépenses budgétaires (% PIB)	21,3%	20,6%	20,5%	20,5%
Dépenses courantes (% PIB)	16,9%	15,7%	15,5%	15,4%
Dépenses en capital (% PIB)	4,4%	4,9%	5,1%	5,2%
Dépenses PPTE (% PIB)	2,6%	2,6%	2,5%	2,6%
Solde global (base engagement) dons inclus (%PIB) 1/	-4,9%	-4,4%	-3,6%	-3,0%
Solde global (base engagement) dons exclus (%PIB)	-5,6%	-5,0%	-4,2%	-3,6%
Solde global (base caisse) dons inclus (%PIB) 1/	-5,9%	-5,3%	-4,5%	-3,8%
Solde global (base caisse) dons exclus (%PIB)	-6,6%	-5,9%	-5,1%	-4,4%
Solde budgétaire de base (%PIB)	-4,2%	-3,7%	-2,9%	-2,3%
Solde budgétaire de base hors PPTE (en %PIB)	-4,1%	-3,7%	-2,9%	-2,2%
Solde budgétaire de base hors PPTE et hors intérêts (%PIB)	-2,6%	-2,1%	-1,6%	-1,1%
Solde primaire, dons inclus (%PIB) 3/	-3,3%	-2,8%	-2,2%	-1,9%
Solde primaire de base (%PIB) 4/	-2,7%	-2,1%	-1,6%	-1,2%
Epargne publique (propre) (%PIB) 5/	-1,2%	-0,1%	0,8%	1,5%
Epargne publique nationale (%PIB) 6/	-0,8%	0,2%	1,2%	1,9%
Assistance budgétaire (%PIB)	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Masse salariale /Recettes fiscales	52,6%	51,1%	48,0%	46,2%
Equipement-Investissement (financem. intér.) / Recettes fiscales	20,7%	24,9%	24,2%	23,7%
Dépenses Courantes hors PPTE/PIB	14,3%	13,1%	12,9%	12,8%
Masse salariale hors PPTE /Recettes fiscales	37,5%	36,3%	34,1%	32,8%
Equipement-Investissement hors PPTE/Recettes fiscales	20,7%	24,9%	24,2%	23,7%
Masse salariale / (% PIB)	7,7%	7,5%	7,4%	7,4%
Intérêts / (% PIB)	1,5%	1,6%	1,3%	1,1%
Solde primaire, hors dons (% PIB)	-4,0%	-3,4%	-2,9%	-2,5%
Ratio dépenses courantes/Dépenses budgétaires	79,3%	76,2%	75,4%	74,9%
Ratio dépenses en capital/Dépenses budgétaires	20,7%	23,8%	24,6%	25,1%

Source : DGB, 2023

ANNEXE 3 : Allocations budgétaires par fonction et par groupe (en milliards de FCFA), 2023-2026

Intitulé	2023 LFR	2024 LFI	2025 Proj.	2026 Proj.	Moyenne 24-26
Services généraux des administrations publiques	783,4	870,9	877,0	929,3	892,4
Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	231,3	252,9	299,3	311,7	288,0
Aide économique extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services généraux	54,1	69,2	77,5	83,2	76,6
Recherche fondamentale	0,4	0,7	0,6	0,7	0,7
Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	1,2	1,8	2,0	2,2	2,0
Services généraux des administrations publiques n.c.a.	251,0	260,5	220,9	233,8	238,4
Transferts de caractère général entre administrations publiques	24,4	24,9	29,1	31,8	28,6
Défense	457,2	457,8	493,6	529,4	493,6
Défense militaire	107,7	116,6	128,4	140,1	128,4
Défense civile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aide militaire à des pays étrangers	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Recherche-développement concernant la défense	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Défense n.c.a.	318,3	342,8	362,9	391,7	365,8
Ordre et sécurité publics	354,1	281,6	268,5	287,2	279,1
Tribunaux	28,2	32,5	34,1	36,4	34,3
Administration pénitentiaire	9,7	10,0	11,0	11,7	10,9
Services de police	108,1	143,8	124,1	132,7	133,5
Services de protection civile	25,9	34,9	32,3	34,6	34,0
Ordre et sécurité publics n.c.a.	182,2	60,5	67,0	71,7	66,4
Affaires économiques	506,0	539,0	586,9	633,9	586,6
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	25,6	37,3	40,5	43,9	40,6
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	293,3	254,7	300,3	325,0	293,3
Combustibles et énergie	77,1	67,7	74,5	78,9	73,7

Intitulé	2023 LFR	2024 LFI	2025 Proj.	2026 Proj.	Moyenne 24-26
Industries extractives et manufacturières, construction	20,7	12,1	36,7	41,1	30,0
Transports	42,4	106,4	71,4	77,3	85,0
Communications	9,4	18,8	13,6	14,8	15,7
Autres branches d'activité	8,9	10,3	11,6	12,6	11,5
Recherche-développement concernant les affaires économiques	9,9	9,8	16,9	18,4	15,0
Affaires économiques n.c.a.	18,7	22,0	21,4	21,9	21,8
Protection de l'environnement	35,7	27,3	60,4	69,0	52,2
Gestion des déchets	5,0	4,9	6,2	6,7	5,9
Gestion des eaux usées	0,8	1,3	1,5	1,6	1,4
Lutte contre la pollution	2,5	3,7	2,9	3,1	3,2
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	20,8	13,7	37,2	42,5	31,1
Recherche-développement dans le domaine de la Protection de l'environnement	0,3	0,0	0,4	0,4	0,3
Protection de l'environnement n.c.a.	6,3	3,8	12,2	14,7	10,2
Logement et équipements collectifs	48,3	51,0	71,1	76,4	66,2
Logement	4,9	5,6	6,1	6,7	6,1
Équipements collectifs	3,8	6,8	8,1	8,7	7,9
Alimentation en eau	31,2	25,9	41,3	44,1	37,1
Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4
Logement et équipements collectifs n.c.a. ;	8,2	12,2	15,2	16,5	14,7
Santé	171,9	158,0	200,3	217,9	192,1
Produits, appareils et matériaux médicaux	0,8	1,0	1,1	1,2	1,1
Services ambulatoires	14,6	1,2	1,4	1,5	1,4
Services hospitaliers	49,5	45,9	62,3	70,2	59,5
Services de santé publique	43,9	30,3	58,9	62,8	50,7
Recherche-développement dans le domaine de la santé	5,1	5,8	6,2	6,8	6,3
Santé n.c.a.	58,0	73,8	70,3	75,4	73,2

Intitulé	2023 LFR	2024 LFI	2025 Proj.	2026 Proj.	Moyenne 24-26
Loisirs, culture et culte	34,7	34,7	27,9	30,2	31,0
Services récréatifs et sportifs	21,4	19,8	10,7	11,5	14,0
Culte et autres services communautaires	1,1	0,6	0,6	0,7	0,6
Services culturels	5,9	6,8	7,7	8,4	7,6
Loisirs, culture et culte n.c.a.	6,2	7,6	8,9	9,6	8,7
Enseignement	520,9	559,1	618,1	666,0	614,4
Enseignement préélémentaire et primaire	257,6	243,9	301,1	321,2	288,8
Enseignement secondaire	133,1	129,1	153,3	164,9	149,1
Enseignement supérieur	66,0	75,9	79,1	86,5	80,5
Enseignement non défini par niveau	0,7	3,5	1,3	1,5	2,1
Services annexes à l'enseignement	13,2	20,7	14,4	15,3	16,8
Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	6,9	8,5	13,0	16,6	12,7
Enseignement n.c.a.	43,4	77,5	55,8	59,9	64,4
Protection sociale	82,2	91,2	106,0	114,2	103,8
Maladie et invalidité	1,6	1,8	2,1	2,3	2,1
Viellissement	44,6	50,6	50,9	52,5	51,3
Survivant	7,3	3,2	3,9	4,3	3,8
Famille et enfants	4,7	6,2	6,6	7,0	6,6
Exclusion sociale n.c.a.	2,2	0,2	3,4	3,6	2,4
Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	1,1	1,2	1,4	1,5	1,4
Protection sociale n.c.a.	20,6	28,1	37,7	42,9	36,2
Total Général	2 994,5	3 070,7	3 309,9	3 553,4	3 311,4

Source : DGB, 2023

ANNEXE 4 : Ratios globaux par fonction et par groupe (en pourcentage des dépenses totales), 2023-2026

Intitulé	2023 LFR	2024 LFI	2025 Proj.	2026 Proj.	Moyenne 24-26
Services généraux des administrations publiques	26,2%	28,4%	26,5%	26,2%	27,0%
Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	7,7%	8,2%	9,0%	8,8%	8,7%
Aide économique extérieure	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services généraux	1,8%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%
Recherche fondamentale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Services généraux des administrations publiques n.c.a.	8,4%	8,5%	6,7%	6,6%	7,2%
Opérations concernant la dette publique	7,4%	8,5%	7,5%	7,5%	7,8%
Transferts de caractère général entre administrations publiques	0,8%	0,8%	0,9%	0,9%	0,9%
Défense	15,3%	14,9%	14,9%	14,9%	14,9%
Défense militaire	4,6%	4,0%	3,9%	3,9%	3,9%
Défense civile	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Aide militaire à des pays étrangers	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement concernant la défense	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Défense n.c.a.	10,7%	10,9%	11,0%	11,0%	10,9%
Ordre et Sécurité publics	11,8%	9,2%	8,1%	8,1%	8,5%
Tribunaux	0,9%	1,1%	1,0%	1,0%	1,0%
Administration pénitentiaire	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Services de police	3,6%	4,7%	3,8%	3,7%	4,1%
Services de protection civile	0,9%	1,1%	1,0%	1,0%	1,0%
Ordre et sécurité publics n.c.a.	6,1%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Affaires économiques	16,9%	17,6%	17,7%	17,8%	17,7%
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0,9%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	9,8%	8,3%	9,1%	9,1%	8,8%

Intitulé	2023 LFR	2024 LFI	2025 Proj.	2026 Proj.	Moyenne 24-26
Combustibles et énergie	2,6%	2,2%	2,3%	2,2%	2,2%
Industries extractives et manufacturières, construction	0,7%	0,4%	1,1%	1,2%	0,9%
Transports	1,4%	3,5%	2,2%	2,2%	2,6%
Communications	0,3%	0,6%	0,4%	0,4%	0,5%
Autres branches d'activité	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,3%
Recherche-développement concernant les affaires économiques	0,3%	0,3%	0,5%	0,5%	0,4%
Affaires économiques n.c.a.	0,6%	0,7%	0,6%	0,6%	0,7%
Protection de l'environnement	1,2%	0,9%	1,8%	1,9%	1,6%
Gestion des déchets	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Gestion des eaux usées	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Lutte contre la pollution	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	0,7%	0,4%	1,1%	1,2%	0,9%
Recherche-développement dans le domaine de la Protection de l'environnement	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Protection de l'environnement n.c.a.	0,2%	0,1%	0,4%	0,4%	0,3%
Logement et équipements collectifs	1,6%	1,7%	2,1%	2,2%	2,0%
Logement	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Équipements collectifs	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Alimentation en eau	1,0%	0,8%	1,2%	1,2%	1,1%
Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Logement et équipements collectifs n.c.a ;	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%	0,4%
Santé	5,7%	5,1%	6,1%	6,1%	5,8%
Produits, appareils et matériaux médicaux	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services ambulatoires	0,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services hospitaliers	1,7%	1,5%	1,9%	2,0%	1,8%
Services de santé publique	1,5%	1,0%	1,8%	1,8%	1,5%
Recherche-développement dans le domaine de la santé	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%

Intitulé	2023 LFR	2024 LFI	2025 Proj.	2026 Proj.	Moyenne 24-26
Santé n.c.a.	1,9%	2,4%	2,1%	2,1%	2,2%
Loisirs, culture et culte	1,2%	1,1%	0,8%	0,8%	0,9%
Services récréatifs et sportifs	0,7%	0,6%	0,3%	0,3%	0,4%
Culte et autres services communautaires	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services culturels	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Loisirs, culture et culte n.c.a.	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%	0,3%
Enseignement	17,4%	18,2%	18,7%	18,7%	18,5%
Enseignement préélémentaire et primaire	8,6%	7,9%	9,1%	9,0%	8,7%
Enseignement secondaire	4,4%	4,2%	4,6%	4,6%	4,5%
Enseignement supérieur	2,2%	2,5%	2,4%	2,4%	2,4%
Enseignement non défini par niveau	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%
Services annexes à l'enseignement	0,4%	0,7%	0,4%	0,4%	0,5%
Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0,2%	0,3%	0,4%	0,5%	0,4%
Enseignement n.c.a.	1,4%	2,5%	1,7%	1,7%	2,0%
Protection sociale	2,7%	3,0%	3,2%	3,2%	3,1%
Maladie et invalidité	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Vieillesse	1,5%	1,6%	1,5%	1,5%	1,6%
Survivant	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Famille et enfants	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Exclusion sociale n.c.a.	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Protection sociale n.c.a.	0,7%	0,9%	1,1%	1,2%	1,1%
Total Général	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : DGB, 2023

ANNEXE 5 : Liste des Entreprises Publiques (capital entièrement ou majoritairement détenu par l'Etat du Mali)

N°	Sociétés	Statut	Domaines d'intervention	Activité principale	Capital	Part de l'Etat	%	Statut/Part
1	Aéroports du Mali	EPIC	Services et Télécom	Transport	1 652 926 815	1 652 926 815	100	Etatique
2	Agence d'Aménagement des Terres et Fourniture de l'Eau d'Irrigation	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Aménagement des terres agricoles	253 103 800	253 103 800	100	Etatique
3	Agence de Cessions Immobilières	SA	Services et Télécom	Immobilier	50 000 000	25 000 000	50	Mixte
4	Agence de Gestion du Marché Central à Poisson de Bamako	EPIC	Services et Télécom	Pêche	5 736 758 684	5 736 758 684	100	Etatique
5	Agence pour l'Aménagement et la Gestion des Zones Industrielles	SA	Services et Télécom	Immobilier	10 000 000	5 990 000	59,9	Mixte
6	Assistance Aéroportuaire du Mali	SA	Services et Télécom	Transport	1 000 000 000	510 000 000	51	Mixte
7	Ateliers Militaires Centraux	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Construction métallique	257 127 367	257 127 367	100	Etatique
8	Compagnie Malienne de Développement Textile	SA	Industrie et Secteur Rural	Industrie cotonnière	7 982 340 000	7 941 630 066	99,49	Mixte
9	Compagnie Malienne de Navigation	SE	Services et Télécom	Transport fluvial	1 500 000 000	1 500 000 000	100	Etatique
10	Energie du Mali	SE	Mines, Eau et Energie	Electricité	32 000 000 000	32 000 000 000	100	Etatique
11	La Poste	EPIC	Services et Télécom	Communication	2 249 850 743	2 249 850 743	100	Etatique
12	Office des Produits Agricoles du Mali	EPIC	Services et Télécom	Agro/Commerce	18 165 259 081	18 165 259 081	100	Etatique
13	Office du Niger	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Agriculture	240 866 446	240 866 446	100	Etatique
14	Pharmacie Populaire du Mali	EPIC	Services et Télécom	Commerce de médicaments	400 000 000	400 000 000	100	Etatique
15	Société des Mines d'Or de Yatéla	SA	Mines, Eau et Energie	Exploitation minière	10 000 000	10 000 000	100	Etatique
16	Société de Patrimoine Ferroviaire du Mali	SE	Services et Télécom	Infrastructures ferroviaires	100 000 000	100 000 000	100	Etatique
17	Société du Pari Mutuel Urbain	SA	Services et Télécom	Loterie	300 000 000	225 000 000	75	Mixte
18	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable	SE	Services et Télécom	Commerce de l'eau	2 000 000 000	2 000 000 000	100	Etatique
19	Société Malienne du Patrimoine de l'Eau Potable	SE	Mines, Eau et Energie	Infrastructures eau	5 000 000 000	5 000 000 000	100	Etatique
20	Société Malienne Transmission et de Diffusion	SE	Services et Télécom	Télécommunication	10 000 000 000	10 000 000 000	100	Etatique
21	Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques	SE	Industrie et Secteur Rural	Production pharmaceutique	2 551 129 438	2 551 129 438	100	Etatique

Source : DGABE, 2023

AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES

ETAT A

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA DETTE PUBLIQUE

COMITÉ NATIONAL DE
LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

STRATÉGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME 2024-2026

Août 2023



SIGLES ET ACRONYMES

ATM	Durée Moyenne de Maturité
ATR	Durée Moyenne de Révision de Taux d'Intérêts
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BM	Banque Mondiale
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BSR	Bons de Soutien et de Résilience
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CM	Conseil des Ministres
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DGB	Direction Générale du Budget
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DNPDP	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS/XDR	Droits de Tirages Spéciaux
EUR	Euro
FAD	Fonds Africain de Développement
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FKOW	Fonds Koweïtien
FSAD	Fonds Saoudien pour le Développement
IADM	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IBW	Institutions de Breton Woods
IDA	Association Internationale de Développement
INSTAT	Institut National de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure
ODD	Objectifs de Développement Durable
OdR	Obligations de Relance
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SDMT	Stratégie d'Endettement à Moyen Terme
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine



UNTM	Union Nationale des Travailleurs du Mali
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique
VA	Valeur Actualisée
XOF	Francs CFA



INTRODUCTION

La gestion de la dette a pour objectif majeur de pourvoir aux besoins de financement de l'Etat et de ses obligations futures de paiement au moindre coût possible, à court, moyen et long termes, en maintenant les risques à un niveau satisfaisant, tout en réalisant les autres objectifs des Autorités, tels que le développement durable, la réduction de la pauvreté, le développement des marchés financiers, etc.

Dans le but d'atteindre cet objectif et d'encadrer le processus de ré-endettement des pays post-PPTE en vue de leur permettre de mobiliser des ressources dont ils ont besoin dans les limites de leurs capacités de remboursement, les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont adopté le 04 juillet 2007, le Règlement N°09/2007/CM/UEMOA portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'Union.

Ce dispositif permet à chaque pays membre d'avoir, entre autres, un guide concernant les décisions d'emprunts, de manière à couvrir son besoin de financement tout en tenant compte des moyens dont il dispose pour assurer le service de sa dette actuelle et future, ainsi que les chocs auxquels il peut être exposé.

Conformément aux prescriptions du Règlement susmentionné, chaque Etat doit se doter d'un document de stratégie d'endettement, à annexer annuellement à la Loi des Finances.

L'élaboration d'une stratégie d'endettement concourt à la rationalisation et à l'efficacité des ressources d'emprunt étant entendu qu'elles sont indispensables au regard de l'insuffisance des ressources internes pour couvrir les besoins de financement de l'Etat.

En effet, l'endettement doit s'inscrire dans le cadre d'une politique dynamique pour être compatible avec les objectifs macroéconomiques à court, moyen et long termes permettant d'assurer une croissance économique inclusive, soutenue et durable, afin de faire face convenablement au service de la dette.

En raison de cette exigence communautaire, le Mali, depuis quelques années, s'est doté d'un document de stratégie d'endettement à moyen terme glissant annuellement, qui a pour objectif d'encadrer son processus d'endettement dans le souci d'assurer convenablement les besoins de financement de l'économie nationale sans porter atteinte à la viabilité de la dette et à la soutenabilité des finances publiques.

A cet effet, l'élaboration de la stratégie d'endettement à moyen terme 2024-2026 intervient dans un contexte caractérisé par les multiples efforts continus de l'Etat pour faire face aux effets des crises multiformes et multidimensionnelles sans précédent que connaît le pays depuis 2012 ainsi que les conséquences des sanctions économiques et financières de l'UEMOA et de la CEDEAO, de la pandémie de COVID-19 et de la crise Russo-Ukrainienne.

Pour sortir de ces crises, l'Etat du Mali a initié des actions allant dans le sens de rétablir la paix et de maintenir la cohésion sociale, telles que la signature, le 15 mai 2015, de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger qui a été parachevé le 20 juin 2015, l'organisation



de la Conférence d'Entente Nationale, le Dialogue National Inclusif, les Assises Nationales de la Refondation, l'adoption d'une nouvelle constitution et la poursuite du Chronogramme des réformes politiques et institutionnelles, etc.

La mise en œuvre de ces multiples engagements et actions nécessite d'importants efforts de l'Etat en termes de mobilisation de ressources financières sur le plan national et international.

Dans un souci de rétablissement de la paix, de la sécurité et du vivre-ensemble sur toute l'étendue du territoire national, d'assurer l'autosuffisance alimentaire et de mettre toutes les régions du pays au même niveau de développement socio-économique, la gestion budgétaire de 2023 est marquée notamment par la poursuite de :

- la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement du pays (CREDD 2019-2023 et des ODD) ;
- la mise en œuvre de la feuille de route de la Transition ;
- la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) ;
- la mise en œuvre de la Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI) ;
- la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger ;
- la mise en œuvre de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) ;
- du renforcement de l'appui au secteur agricole (avec une affectation budgétaire annuelle de 15% depuis 2015) ;
- l'opérationnalisation des nouvelles régions ;
- la consolidation des acquis dans les secteurs sociaux ;
- le financement des investissements structurants dans les secteurs productifs.

Ces actions se poursuivront durant l'année 2024 qui sera marquée par la poursuite du chronogramme des élections et l'élaboration et la mise en œuvre d'un nouveau document de référence post CREDD des politiques de développement.

Au regard de l'importance et du caractère d'urgence à satisfaire ces besoins de financements, la mobilisation d'importantes ressources constitue un défi énorme pour notre pays. La nécessité de définir une stratégie d'endettement demeure un impératif. Cette stratégie est partie intégrante des fonctions principales de gestion de la dette et vise à assurer le financement des besoins de développement national tout en ayant pour préoccupation la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques.

Le présent document répond au besoin de disposer, notamment pour le Comité National de la Dette Publique (CNDP), d'un référentiel pour la supervision des actes d'endettement et une gestion rationnelle de la dette publique. Il s'articule autour des trois principaux points suivants :

- l'analyse du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2023 ;
- l'évaluation de la stratégie d'endettement à moyen terme de 2023-2025 ;
- la stratégie d'endettement public à moyen terme 2024-2026.



OBJECTIFS ET CHAMP DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC A MOYEN TERME (SDMT 2024-2026)

Les objectifs de cette stratégie consistent à :

- combler les besoins de financement et faire face aux obligations de paiement actuelles et futures du Trésor Public ;
- s'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique restent dans des limites acceptables ;
- optimiser les coûts de financement;
- contribuer au développement du marché régional de titres publics de l'UMOA.

Le champ de la SDMT est circonscrit à la dette publique de l'administration centrale. Les passifs conditionnels, comme les dettes contractées par les collectivités locales, les établissements publics et autres entités assimilables, ne sont pas dans le champ en raison de l'insuffisance de données y afférentes. Toutefois, la portée de la SDMT pourrait être étendue à ces entités dès que ces informations seront disponibles.



I. ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DÉCEMBRE 2023

Pour l'analyse du portefeuille de la dette publique du Mali, les indicateurs de suivi ci-après ont été retenus :

- risque de refinancement :
 - (i) vie moyenne de la dette;
 - (ii) refinancement sur 1 an.
- risque de taux d'intérêt :
 - (i) période moyenne de révision;
 - (ii) dette révisable dans 1 an;
 - (iii) concessionnalité moyenne du portefeuille.
- qualité du portefeuille :
 - (i) risque de change : Ratio dette extérieure/dette Totale;
 - (ii) répartition du portefeuille de la dette par monnaies.
- soutenabilité de la dette :
 - (i) indicateurs de viabilité de la dette extérieure ;
 - (ii) Valeur Actualisée (VA)/exportation de biens et services (%) ;
 - (iii) Valeur Actualisée (VA)/PIB (%) ;
 - (iv) Valeur Actualisée (VA)/recettes budgétaires (%) ;
 - (v) indicateurs de viabilité de la dette publique et publiquement garantie.

Ces indicateurs sont tirés de l'analyse du portefeuille de la dette à fin 2023 et de la dernière analyse de viabilité de la dette publique du Mali effectuée par le FMI et la Banque mondiale en mai 2023.

A. REVUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE

L'évolution de la dette publique extérieure du Mali a été marquée par plusieurs opérations de restructuration dont l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) et l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) en 2006. Ces allègements ont eu un impact positif et significatif sur la viabilité de la dette extérieure du Mali permettant une diminution de l'encours de la dette totale de 103% du PIB en 2000 à 19% en 2006. Cet encours connaît une hausse marquée depuis quelques années. De 27,1% du PIB en 2013, il a progressé pour atteindre 30,6% en 2015 avant de franchir les 35% du PIB à partir de 2016. Au 31 décembre 2022, il est ressorti à 50,4% du PIB et devrait atteindre 50,7% au 31 décembre 2023.

Ces évolutions sont dues essentiellement à la hausse de plus en plus importante des besoins de financements exacerbée par la crise sécuritaire, les sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA et les conséquences de la crise Russo-Ukrainienne.

Par le passé, le Mali a essentiellement mobilisé des financements extérieurs. Cependant, le pays a entrepris la diversification de ses sources de financement en recourant au marché des titres publics par l'émission de Bons du Trésor (depuis 2003) et d'Obligations du Trésor à partir de 2008.

Il ressort de la revue du portefeuille projeté de la dette publique au 31 décembre 2023 les analyses ci-après :



1. Dette publique

1.1. Composition par type de dettes

Tableau 1 : Composition par type de dettes

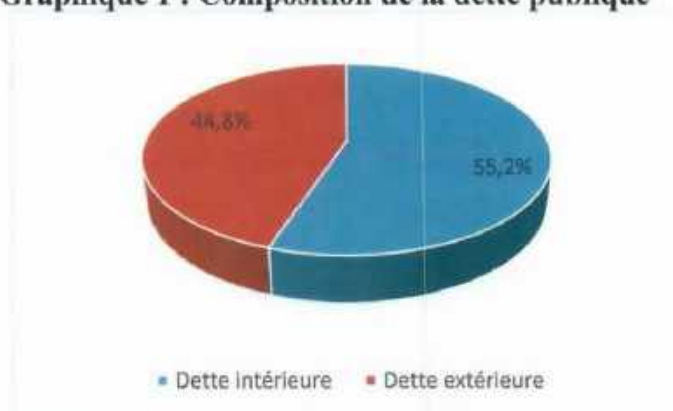
	Montants en millions de FCFA	%
Dette publique	6 552 145,4	100
Dette intérieure	3 617 720,4	55,20
Dette extérieure	2 934 425,0	44,80

Source : DGDP, DNTCP 2023

NB :

- La dette intérieure est constituée des prêts libellés en monnaie locale y compris les prêts du FMI et de la BOAD ;
- la dette extérieure est constituée des prêts libellés en devises.

Graphique 1 : Composition de la dette publique



Source : DGDP, DNTCP 2023

Il ressort de l'analyse du portefeuille de la dette publique que l'encours total s'élèverait au 31 décembre 2023 à 6 552,15 milliards de FCFA constitué de 2 934,43 milliards de FCFA de dette extérieure, soit 44,80% et 3 617,72 milliards de FCFA de dette intérieure, soit 55,20%.

1.2. Composition par type de taux d'intérêts

Tableau 2 : Composition par type de taux d'intérêts

	Montants en millions de FCFA	%
Dette publique	6 552 145,4	100
Dette à taux fixe	6 552 145,4	100
Dette à taux variable	0	0

Source : DGDP 2023

Le portefeuille est entièrement constitué de dettes à taux d'intérêt fixe.



1.3. Composition par monnaies

Graphique 2 : Composition par monnaies



Source : DGDP 2023

Note : XOF = Franc CFA ; CNY = Yuan chinois ; USD = Dollar américain ; EUR = Euro ; KWD = Dinar Koweïtien ; JPY = Yen japonais ; SAR = Riyal saoudien ; AED= Dinar des Emirats ; KRW = Won Coréen ; GPB = Livre sterling.

La dette publique, au 31 décembre 2023, serait constituée de 44,80% de devises étrangères et de 55,20% de monnaie locale (XOF). Il en résulte que le portefeuille pourrait être exposé à un risque de change. Cependant, ce risque serait quelque peu atténué par la proportion de dette libellée en Euro (16,11%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

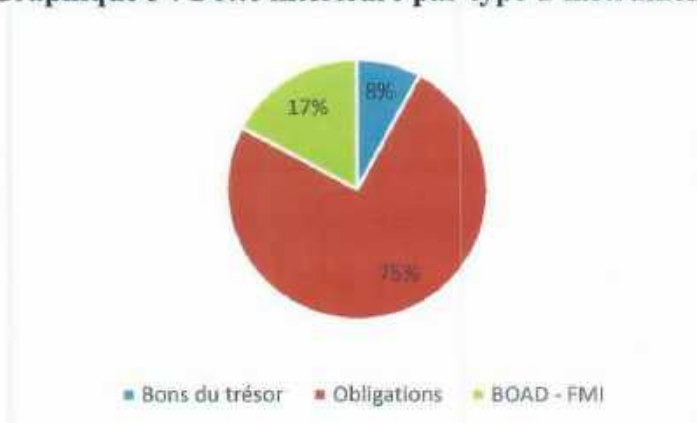
1.4. Dette intérieure par type d'instruments

Tableau 3 : Dette intérieure par type d'instruments

	Montants en millions de FCFA	%
Total Dette intérieure	3 617 720	100
Bons du trésor	290 991	8
Obligations	2 705 666	75
Autres (BOAD et FMI)	621 063	17

Sources : DNTCP ; DGDP 2023

Graphique 3 : Dette intérieure par type d'instruments



Source : DNTCP ; DGDP 2023



La dette intérieure est composée principalement de titres publics à court, moyen et long termes dont 75% d'Obligations et 8% de Bons du Trésor. Les autres instruments (17%) sont constitués des prêts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et du FMI.

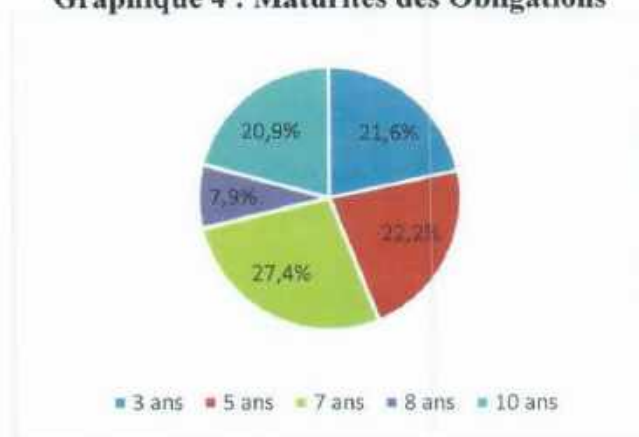
En ce qui concerne les obligations, le tableau ci-après donne les différentes caractéristiques par maturité :

Tableau 4 : Maturités des Obligations

Maturités des Obligations	Montants en Million de FCFA	%
3 ans	585 671	21,6
5 ans	601 067	22,2
7 ans	740 517	27,4
8 ans	214 162	7,9
10 ans	564 250	20,9
Total	2 705 666	100

Source : DGDP ; DNTCP 2023

Graphique 4 : Maturités des Obligations



A fin 2023, les obligations de maturité 3 ans, 5 ans, 7 ans, 8 et 10 ans représenteraient respectivement 21,6%, 22,2%, 27,4%, 7,9% et 20,9% du portefeuille des obligations. Par mode d'émission, les obligations par syndication représenteraient 70% des obligations de longue maturité (7, 8 et 10 ans) et 40% du portefeuille des obligations.

1.5. Dette extérieure par catégorie de créanciers

Tableau 5 : Dette extérieure par catégorie de créanciers

	Montant (millions de FCFA)	%
Dette Extérieure	2 947 920	100
Dette Multilatérale	2 146 398	73
Dette Bilatérale	788 027	27

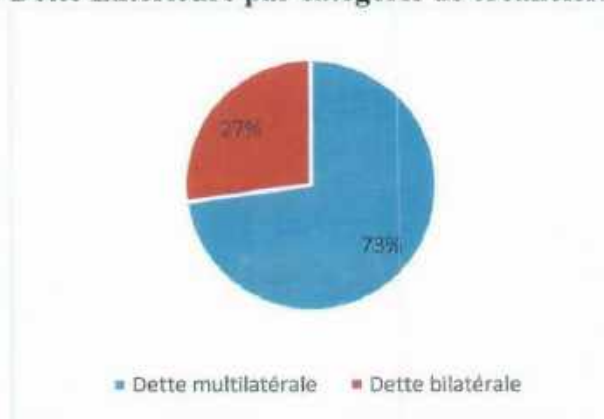
Source : DGDP 2023

A fin 2023, l'encours de la dette extérieure se décomposerait comme suit :

- 2 146,398 milliards de FCFA de dette multilatérale, soit 73% ;
- 788,027 milliards de FCFA de dette bilatérale, soit 27%.

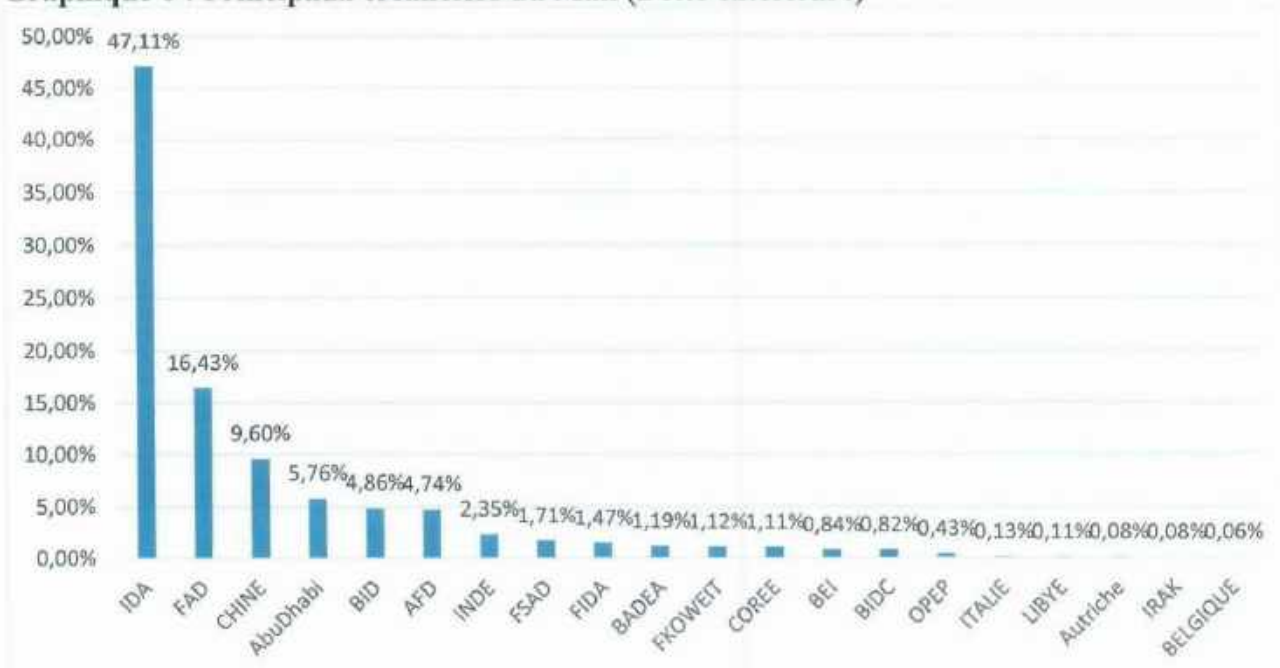


Figure 5 : Dette Extérieure par catégorie de créanciers à fin 2023



Source : DGDP 2023

Graphique 6 : Principaux créanciers du Mali (Dette extérieure)



Source : DGDP 2023

Les principaux créanciers du Mali à fin 2023 seraient : la Banque Mondiale (IDA) (47,11%), le FAD (16,43%) et la Chine (9,60%). Ces partenaires représenteraient 73,14% du portefeuille de la dette extérieure dont 63,54 % hautement concessionnels (IDA et FAD).

1.6. Coût par type de dette

Tableau 6 : Coût par type de dette

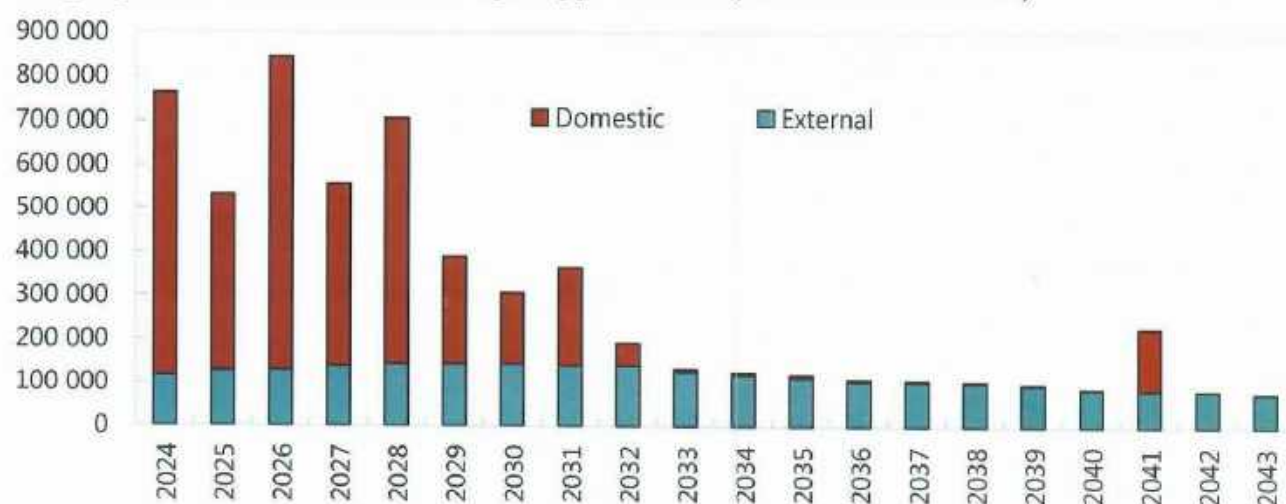
Coût de la Dette	%
Taux d'intérêt moyen sur la dette totale	2,6
Taux d'intérêt moyen sur la dette intérieure	3,9
Taux d'intérêt moyen sur la dette extérieure	1,0

Source : DGDP 2023

L'analyse du portefeuille montre que la dette intérieure coûte environ quatre (04) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (2,6%) dû à la concessionnalité de la dette extérieure (1,0%).

1.7. Profil des échéances par type de dette

Graphique 7 : Profil des échéances par type de dette (en millions de FCFA)



Source : DGDP 2023

On constate que 75,96% de la dette intérieure arrive à échéance dans les cinq (05) prochaines années. Quant à la dette extérieure, le profil de remboursement est échelonné sur une période relativement plus longue, prouvant encore une fois son caractère concessionnel.

En ce qui concerne le profil de remboursement de la dette totale, on constate qu'une forte proportion (51,40%) de la dette totale arrive à échéance dans les cinq prochaines années, due à la dette intérieure. De 2024 à 2031, on observe une évolution en dents de scies en termes de remboursement. A partir de 2032, la tendance est baissière, à l'exception de l'année 2041 pour laquelle un pic est observé en raison de l'échéance du prêt in fine du FMI accordé en 2021.



II. RECAPITULATIF DES INDICATEURS

Tableau 7 : Indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		Dettes extérieures	Dettes intérieures	Dettes totales
Dettes nominale (millions de FCFA)		2 934 425,0	3 617 720,4	6 552 145,4
Dettes nominale (millions de USD)		4 787,0	5 901,7	10 688,7
Dettes nominale (% du PIB)		22,7	28,0	50,7
Valeur actualisée nette (% du PIB)		14,6	28,2	42,8
Coût de la dette	Paiement d'intérêt (% PIB)	0,2	1,1	1,3
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	1,0	3,9	2,6
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM	13,0	4,0	8,1
	Dettes amortissables durant l'année prochaine (% du total)	3,9	17,9	11,5
	Dettes amortissables durant l'année prochaine (% du PIB)	0,9	5,0	5,9
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	13,0	4,0	8,1
	Dettes refixées durant l'année prochaine (% du total)	3,9	17,9	11,5
	Dettes à taux d'intérêt fixe incluant les bons (% du total)	100,0	100,0	100,0
Risque de change	Dettes en devises (% du total)			44,8
	Amortissements en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)			1,1

Source : DGDP 2023

A fin 2023, la dette nominale rapportée au PIB représenterait 50,7% contre 50,4% à fin 2022 ; ce qui respecte les critères de convergence de l'UEMOA ($\leq 70\%$).

Pour la même période, la valeur actualisée de la dette rapportée au PIB, représenterait 42,9%, inférieure à 55% exigé par le FMI pour les pays ayant une capacité moyenne de gestion de la dette, dont le CPIA¹ est compris entre 2,69 et 3,05, celui du Mali étant de 2,94 en 2023.

Le coût moyen de la dette intérieure diminue par rapport à l'année dernière (3,9% contre 5,3%) et elle coûte environ quatre (04) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (2,6%) dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle (1,0%).

Les indicateurs faisant référence à la maturité moyenne (4,0 ans) et la proportion de dette intérieure qui arrive à échéance dans un an (17,9%) montrent l'existence d'un risque de refinancement.

Toutefois, ce risque est atténué lorsqu'on rapporte l'analyse à la dette totale du fait de la concessionnalité de la dette extérieure.

A l'instar de l'année 2022, la proportion de la dette intérieure révisable dans un (1) an est de 17,9%, ce qui expose toujours le portefeuille à un risque de taux d'intérêt.

¹ CPIA : Country Policy and Institutional Assessment (Evaluation des Politiques et des Institutions du Pays)



Il importe de faire également mention du risque de change dû à la forte proportion de dette libellée en devises dans le portefeuille, soit 44,8%. Cependant, ce risque serait atténué par la proportion de dette libellée en Euro (16,11%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

III. CIBLES STRATEGIQUES DES INDICATEURS ET REVUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE 2023-2025

A. CIBLES STRATEGIQUES DES INDICATEURS

CIBLE STRATEGIQUE	VALEUR OU FOURCHETTE	VALEUR ACTUELLE AU 31/12/2023
Durée de vie moyenne de la dette intérieure	Supérieure à 3,6 ans	4,0
Part de la dette arrivant à échéance dans 1 an	Inférieure à 10%	11,5%
Part de la dette libellée en devises	50-55%	44,8%

B. REVUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE 2023-2025

La stratégie d'endettement 2023-2025 consistait à recourir à un emprunt commercial, à l'extension des maturités domestiques et des prêts extérieurs concessionnels et semi-concessionnels. Dans cette stratégie, la moyenne du financement extérieur sur la période était de 18%.

Pour l'année 2023, la stratégie de financement retenue envisageait 8% pour les instruments de dette extérieure et 92% pour ceux de la dette intérieure. Sur la base des réalisations au 30 juin et des décaissements attendus jusqu'à la fin de l'année 2023, le financement extérieur représenterait 2,8%, contre 6,3% pour l'année 2022.

Ce faible niveau de réalisation attendu s'explique, d'une part, par la suspension de la coopération avec certains partenaires et, d'autre part, par la suspension momentanée des décaissements avec d'autres partenaires. A cela s'ajoutent les effets de la crise sécuritaire qui impactent la mise en œuvre de certains projets.

Au regard des difficultés ci-dessus évoquées, il serait difficile d'atteindre l'objectif initialement fixé. Cependant, avec la reprise de la coopération avec certains partenaires, des améliorations sont attendues avec l'effort de paiement des échéances dues à date.

S'agissant de la dette intérieure, il avait été retenu de poursuivre le reprofilage du portefeuille consistant à augmenter graduellement la part des titres publics de longues maturités (obligations du Trésor à partir de 5 ans) tout en mettant l'accent sur l'amélioration des coûts des ressources à mobiliser. Aussi, les émissions de titres sur les maturités benchmark (91 jours, 182 jours, 364 jours, 3 ans, 5 ans, 7 ans, 10 ans, etc.) devraient être maintenues sur la période.

A ce titre, pour l'année 2023, les émissions de titres publics sur le marché financier régional de l'UEMOA étaient fixées à 87% et 13% respectivement pour les obligations et les bons du trésor.



Cependant, l'exécution du programme d'émission de titres publics en 2023 se déroule dans un contexte marqué par le durcissement des conditions de financement. Cette situation s'explique par la hausse des taux d'intérêt mondiaux, de l'inflation et le resserrement de la politique monétaire de la BCEAO. Sur la base des réalisations au 30 juin et des émissions programmées jusqu'à la fin de l'année 2023, les proportions ressortiraient à 12% pour les bons du trésor et 88% pour les obligations du trésor. Au 31 décembre 2023, les émissions de plus longues maturités (5 ans, 7 ans et 10 ans et 12 ans) représenteraient 62% contre une prévision de 71%. Ce résultat s'explique notamment par les tensions de liquidité observées sur le marché financier régional durant le premier semestre.

De l'évaluation, il ressort que la première année de la mise en œuvre de la stratégie 2023-2025 a été fortement impactée par la suspension de la coopération avec certains partenaires d'une part, et, d'autre part, par celle momentanée des décaissements avec d'autres partenaires. A cela s'ajoutent les effets de la crise sécuritaire qui impactent la mise en œuvre de certains projets qui ont entraîné le ralentissement des activités en ce qui concerne la mobilisation des ressources extérieures et intérieures. Cependant, pour la dette intérieure, les titres OdR et BSR admissibles au refinancement sur les guichets de la BCEAO devraient permettre de mobiliser des ressources sur le marché régional afin de relancer l'économie.

IV. SOURCES DE FINANCEMENT (EXTERIEURES ET INTERIEURES), PLAFOND D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2024-2026

Dans cette section, les points suivants seront abordés :

- la justification de l'emprunt ;
- les orientations de la politique d'endettement public pour la période 2024-2026.

A. JUSTIFICATION DE L'EMPRUNT PUBLIC

En dépit des effets de la crise multidimensionnelle et multiforme que connaît le Mali, on observe une résilience de l'économie nationale avec un taux de croissance moyen de 2,6% du PIB au cours des quatre dernières années (2019-2022). Nonobstant cette performance, le budget de l'Etat est resté structurellement déficitaire. Cette situation résulte de la faiblesse des ressources propres (taux de pression fiscale bas) et une augmentation des besoins de financement.

Pour l'année 2024, les orientations économiques et financières visent l'atteinte d'un taux de pression fiscale de 14,8%. En cohérence avec les perspectives macroéconomiques, le besoin de financement net (sous forme d'emprunts) de l'Etat ressort en 2024 à 1 476,3 milliards de FCFA (soit 10,6% du PIB nominal) contre 1 442,8 milliards de FCFA dans la Loi de Finances Rectificative 2023. Ce besoin comprend : le solde primaire, l'amortissement de la dette et les intérêts, diminué des produits provenant de la cession des actifs et des remboursements des prêts et avances.



1. Besoins de financement

Tableau 8 : Besoins de financement (Milliards de FCFA)

	2024 (LFI)	2025	2026
Recettes Publiques (y compris dons)	2 377,3	2 684,9	2 993,0
Dépenses totales hors intérêts	2 840,9	3 017,2	3 259,0
Solde Primaire	463,6	332,3	266,0
Intérêts	223,0	211,2	226,8
Amortissement	808,6	585,6	895,4
Produits provenant de la cession des actifs	-15,0	ND	ND
Remboursements de prêts et avances	-3,9	-3,6	-3,5
Besoins de Financement	1 476,3	1 125,4	1 384,7
PIB	13 978,6	15 085,6	16 196,5
Besoins de Financement (%PIB)	10,6	7,5	8,5

Sources : DGB - INSTAT- DGDP-DNPD-DNTCP 2023

Les besoins de financement par emprunts pour les trois (3) prochaines années se présentent comme suit :

- 1 476,3 milliards de FCFA pour 2024 ;
- 1 125,4 milliards de FCFA pour 2025 ;
- 1 384,7 milliards de FCFA pour 2026.

De 2024 à 2026, on note une diminution des besoins de financement de 1 476,3 milliards de F CFA à 1 384,7 milliards de F CFA.

2. Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2024

Les termes et conditions des nouveaux emprunts intérieurs et extérieurs sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 9 : Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2024

Type / Nom Instrument	Fixe / Variable	Concessionnel /condition du marché	Maturité (ans)	Délai de Grace (ans)	² Taux d'intérêt (%)
Multilatéral (IDA1 ³ , FAD, FIDA)	Fixe	Concessionnel	38-50	6-10	0,75
Multilatéral (BIDC,OPEP)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-7	1-3
Bilatéral Arabe (FSAD, FKOW, FDAD)	Fixe	Concessionnel	24-30	4-7	1-2,5
Multilatéral (BID, BADEA)	Fixe	Concessionnel	25-32	3-10	1-3
Bilatéral Asie (Chine +Inde + Corée du Sud)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-6	1-2
BOAD-FMI-IDA2	Fixe	Concessionnel	10-29	5-6	0,25-7,6
Bons du Trésor 1 an	Variable	Marché	1	0	-

² Pour les bons et obligations du trésor ainsi que les emprunts commerciaux, les taux sont fixés en fonction de l'évolution du marché.

³ IDA1 et IDA2 désignent respectivement les prêts concessionnels de l'IDA à long terme et à court terme.



Obligations de 3 ans	Fixe	Marché	3	2	-
Obligations de 5 ans	Fixe	Marché	5	3-4	-
Obligations de 7ans 8 ans	Fixe	Marché	7	3-4	-
Obligations de 10 ans	Fixe	Marché	10	3-4	-

Source : DGDP, DNTCP 2023

B. ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE D'ENDETTEMENT POUR LA PERIODE 2024-2026

Les orientations globales en matière d'emprunts publics extérieurs et intérieurs et de gestion de la dette pour les années 2024, 2025 et 2026 portent sur des plafonds d'endettement qui se chiffrent respectivement à 1 476,3 milliards de FCFA, 1 125,4 milliards de FCFA et 1 384,7 milliards de FCFA.

Le Gouvernement prévoit de recourir aux Bons et Obligations du Trésor sur le marché financier régional suivant un calendrier indicatif annuel qui sera publié en début de chaque année par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Parallèlement, des efforts seront poursuivis en vue de mobiliser une part importante des ressources extérieures. Les proportions de ces différents instruments dans les nouveaux besoins de financement seront déterminées par la stratégie adoptée.

V. STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2024-2026

Cette section présente la stratégie d'endettement public du Mali retenue pour la période 2024-2026. Quatre (4) stratégies sont testées sur la base des tendances actuelles de la politique de mobilisation des ressources extérieures et intérieures et des actions menées par le Gouvernement pour diversifier les sources de financement. A cet effet, une brève présentation des quatre (4) stratégies est faite en premier lieu, suivie de la validation des hypothèses pour procéder enfin à leur analyse. Parmi ces quatre stratégies, celle présentant les meilleures caractéristiques coût-risque sera retenue et mise en œuvre.

A. PRESENTATION DES STRATEGIES

Les stratégies testées au nombre de quatre (S1, S2, S3 et S4) sont présentées dans cette section.

1. STRATEGIE S1 : STRATEGIE DE BASE

La première stratégie (S1) ou **stratégie de base** consiste à maintenir la tendance actuelle de la politique de mobilisation de nouveaux financements.

A cet effet, il s'agira de continuer à faire recours aux financements hautement concessionnels de type IDA, FAD et FIDA. En ce qui concerne le financement intérieur, l'accent serait mis sur les Bons et Obligations du Trésor avec des maturités proches de l'existant.

Par ailleurs, pour cette stratégie, la proportion de la dette intérieure dans les nouveaux besoins de financement est maintenue à 90,6% durant la période 2024-2026.



2. Stratégie S2 : Extension des maturités domestiques et augmentation de la part du financement en Euro

Dans la stratégie S2, il s'agit de rallonger la maturité de la dette intérieure et d'augmenter la part du financement de la dette extérieure libellée en Euro.

Dans ce cadre, il sera question de changer la structure de la dette intérieure en augmentant la part des obligations de 5 ans, 7 ans, 8 ans et 10 ans. Aussi, la proportion de la dette extérieure libellée en Euro sera augmentée au détriment des autres financements afin d'atténuer le risque de change.

Dans cette stratégie, le financement domestique passera de 90,6% des besoins de financement en 2024 à 89% en 2026. Parallèlement, l'Etat continuera à mobiliser les ressources concessionnelles et semi-concessionnelles.

3. Stratégie S3 : Maximisation des prêts extérieurs (augmentation des prêts concessionnels et semi-concessionnels)

Dans cette stratégie, il s'agirait de procéder à une diminution de la part de la dette intérieure au profit de celle de la dette extérieure. En effet, le financement extérieur passerait de 9,4% en 2024 à 40% en 2026.

Par ailleurs, les prêts hautement concessionnels passeraient de 5,9% en 2024 à 28,1% en 2026 et les prêts semi-concessionnels évolueraient de 3,5% en 2024 à 11,9% en 2026.

4. Stratégie S4 : Extension des maturités intérieures et une augmentation des prêts concessionnels

Cette stratégie consisterait à l'extension de la maturité des instruments de la dette intérieure et à une augmentation des prêts concessionnels.

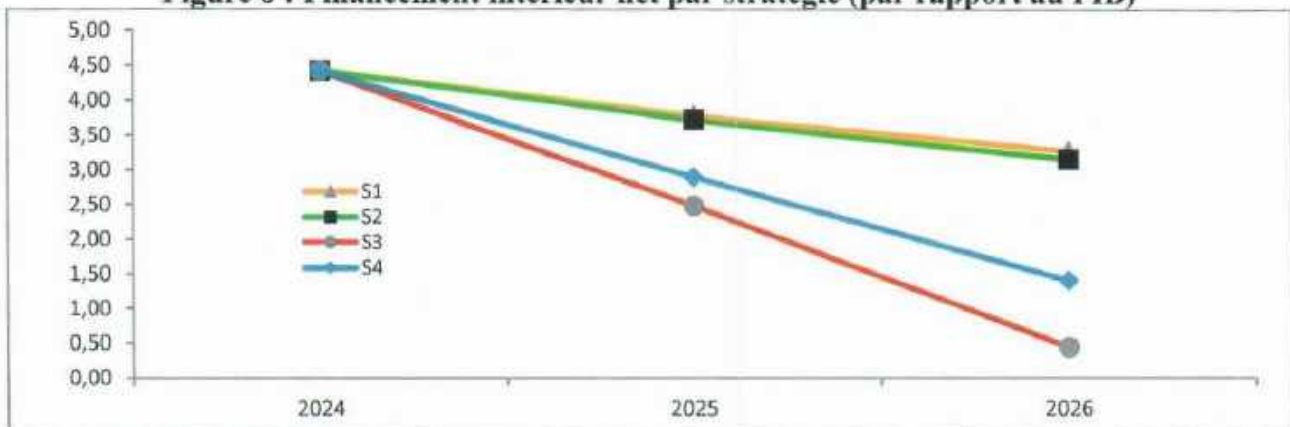
Ainsi, la structure de la dette intérieure a été modifiée en augmentant la part des obligations de plus de 5 ans.

De même, l'Etat continuera à mobiliser davantage les ressources concessionnelles et semi-concessionnelles. Le financement extérieur passerait de 9,4% en 2024 à 30% en 2026.



B. VALIDATION DES HYPOTHESES

Figure 8 : Financement intérieur net par stratégie (par rapport au PIB)



Source : DGDP 2023

Le graphique ci-dessus représente l'évolution du ratio financement intérieur net rapporté au PIB à travers les différentes stratégies examinées.

Pour toutes les stratégies, le ratio reste positif sur toute la période, ce qui s'explique par des mobilisations de ressources domestiques supérieures aux remboursements. Ceci est la résultante de la faible proportion du financement extérieur sur la période dans les stratégies S1 et S2.

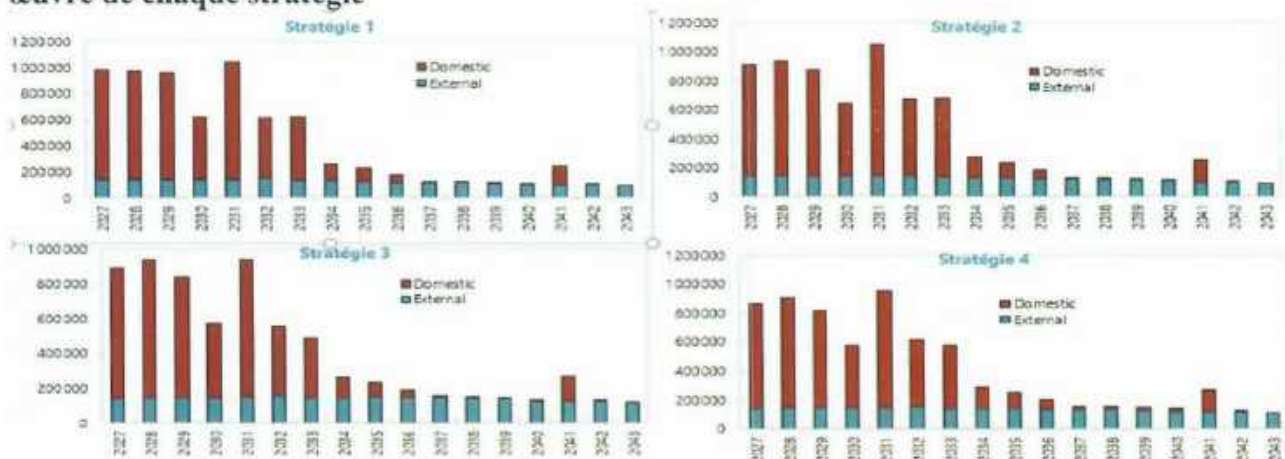
Toutefois, pour les stratégies S3 et S4, le financement domestique connaîtrait une baisse remarquable, passant de 4,42% du PIB en 2024 à respectivement 1,40% du PIB et 0,44% du PIB en 2026, en raison de l'augmentation du financement extérieur.

C. ANALYSE DES RESULTATS

Les résultats des simulations des quatre (04) stratégies ci-dessus énumérées à l'aide de l'outil SDMT sont présentés dans cette section. Elles sont comparées entre elles et sont évaluées par rapport à la situation de référence qui correspond à celle de fin 2023.

1. Profils d'amortissement et indicateurs de coûts et de risques

Graphique 9 : Profils d'amortissement de la dette extérieure et intérieure après la mise en œuvre de chaque stratégie



Source : DGDP 2023



Tableau 10 : Indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		Référence	Stratégies			
			S1	S2	S3	S4
Dettes nominale (% du PIB)		50,7	51,57	51,57	51,52	51,53
Valeur actualisée (% du PIB)		42,8	45,3	45,2	43,4	44,3
Paiement d'intérêt (% du PIB)		1,3	1,72	1,73	1,66	1,68
Taux d'intérêt moyen pondéré (%)		2,6	3,87	3,88	3,48	3,58
Risque de refinancement	Dettes amortissables durant l'année prochaine (% du total)	11,5	11,86	10,97	10,78	10,45
	Dettes amortissables durant l'année prochaine (% du PIB)	5,9	6,1	5,7	5,6	5,4
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette extérieure	13,0	12,6	12,7	14,1	13,7
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette domestique	3,94	3,79	3,95	3,76	4,05
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette totale	8,1	7,0	7,2	8,3	8,0
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	8,1	7,0	7,2	8,3	8,0
	Dettes refixées durant l'année prochaine (% du total)	11,5	11,9	11,0	10,8	10,4
	Dettes à taux d'intérêt fixe (% du total)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Risque de change	Dettes libellées en devises (% du total)	4,4	2,1	1,2	1,0	0,7
	Amortissement en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)	44,8	36,1	36,5	43,9	41,3

Source : DGDP 2023

De façon générale, l'analyse du profil d'amortissement à fin 2026 des quatre stratégies montre une concentration des remboursements sur les cinq années suivantes due en partie à la forte proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement.

Stratégie S1 :

La durée moyenne du portefeuille est de 12,6 ans et 3,8 ans respectivement pour les dettes extérieures et intérieures contre 13 ans et 3,9 ans pour la situation de référence.

La part de la dette publique arrivant à échéance dans un an s'est légèrement détériorée passant de 11,5% à 11,9%.

On constate que le coût de la dette publique augmente en passant de 2,6% dans l'année de référence à 3,9% au niveau de S1. Cela s'explique par la forte proportion de la dette intérieure dans le financement des nouveaux besoins.



Le niveau du risque de change est en baisse puisque le pourcentage de la dette en devise a diminué en passant de 44,8 % dans l'année de référence à 36,1 % dans S1.

Stratégie S2 :

La durée moyenne du portefeuille de la dette extérieure a connu une légère baisse par rapport à la période de référence, passant de 13 ans à 12,7 ans.

On constate que le coût de la dette augmente en passant de 2,6% dans la situation de référence à 3,9%.

La durée moyenne de la dette extérieure a connu une légère régression dans cette stratégie en s'établissant à 12,7 ans contre 13 ans dans la situation de référence. Ainsi, la durée moyenne du portefeuille globale connaît une détérioration en passant de 8,1 ans dans la situation de référence à 7,2 ans.

Le niveau du risque de change a diminué dû à la part de la dette en devise qui est passée de 44,8% dans la situation de référence à 36,5%.

Stratégie S3 :

Le coût de la dette a augmenté par rapport à la situation de référence, passant de 2,6% à 3,5%.

La durée moyenne du portefeuille global a légèrement augmenté en passant de 8,1 ans dans la situation de référence à 8,3 ans. La part de la dette qui arrive à échéance dans un an a diminué en passant de 11,5% dans la situation de référence à 10,8%.

La proportion de la dette libellée en devise diminue légèrement en passant de 44,8% dans la situation de référence à 43,9%, mais demeure plus élevée que celle des autres stratégies dû à l'augmentation du financement extérieur dans les nouveaux besoins.

Stratégie S4 :

Dans cette stratégie, la proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement représente 90,6%, 80% et 70% sur la période 2024-2026.

Les durées moyennes de la dette intérieure et de la dette extérieure ont légèrement augmenté et ressortent respectivement à 4,1 ans et 13,7 ans contre 3,9 ans et 13 ans dans la situation de référence. Toutefois, la durée moyenne du portefeuille global a légèrement baissé en passant de 8,1 ans dans la situation de référence à 8,0 ans.

Le risque de change diminue par rapport à la situation de référence en passant de 44,8% à 41,3%. De même, le risque du taux d'intérêt a diminué par rapport à la situation de référence. En effet, la proportion de la dette à réviser dans un an varie de 11,5% à 10,4%.

2. Analyse de la sensibilité aux chocs, choix de la stratégie et perspectives de viabilité de la dette



2.1 Analyse de la sensibilité aux chocs

Cette section se propose de faire l'analyse de la vulnérabilité du portefeuille de la dette publique du Mali. Pour ce faire, on procédera à des tests de simulation de différents chocs qui consistent en une dépréciation du franc CFA de l'ordre de 30% par rapport aux devises du portefeuille à l'exception de l'Euro, une augmentation des taux d'intérêt réels domestiques modérée de 1,5 point de pourcentage, extrême de 3,0 points de pourcentage et à une combinaison d'une dépréciation de 15% du Franc CFA et de l'augmentation modérée des taux d'intérêt.

Graphique 10 : Résultats des tests de sensibilité aux chocs



Source : DGDP 2023

Les tests de sensibilité montrent que, les stratégies S1 et S2 exercent plus de pression sur le ratio « encours de la dette / PIB (%) », en termes de risque et de coût. Par contre, S3 présente le meilleur rapport coût/ risque.

En ce qui concerne le ratio « valeur actuelle/PIB (%) », les stratégies S1 et S2 sont plus risquées et plus coûteuses par rapport aux autres stratégies. En revanche, la stratégie S3 présente le meilleur ratio.

S'agissant du ratio « taux d'intérêt/PIB (%) », S1 et S2 exercent plus de pression en termes de risque et de coût par rapport aux autres stratégies. La stratégie S3 présente le meilleur rapport coût/risque.

2.2 Choix de la stratégie

Les stratégies S3 et S4 présentent globalement les meilleurs indicateurs de coût et de risque. Cependant, il ressort des résultats de l'analyse de sensibilité aux chocs que S3 est la stratégie optimale en termes de coût et risque. En effet, les niveaux de taux d'intérêt et de valeur nominale de la dette totale rapportés chacun au PIB favorisent S3. Aussi, le choix sur S3 est motivé par

la nécessité de recourir plus au financement extérieur en vue de réduire ainsi le risque de refinancement et le coût de la dette.

A titre de rappel, S3 vise à recourir à des prêts extérieurs concessionnels et semi-concessionnels.

Par rapport aux autres stratégies, le portefeuille sera plus exposé au risque de change en raison de l'augmentation de la part du financement extérieur dans les nouveaux besoins. Toutefois, ce risque serait atténué par la part du financement en Euro.

2.3 Mesures de mise en œuvre de la stratégie retenue

La stratégie S3 retenue consiste à recourir davantage aux financements extérieurs concessionnels et semi-concessionnels. Pour la bonne mise en œuvre de cette stratégie, les recommandations ci-après sont formulées :

- l'amélioration de la situation socio-politique, sécuritaire et le retour à l'ordre constitutionnel qui pourraient impacter la notation financière et la mobilisation des ressources extérieures ;
- l'amélioration de la gestion et du suivi des projets et programmes de développement afin de booster le niveau des décaissements ;
- l'augmentation des emprunts extérieurs concessionnels et semi-concessionnels ;
- la poursuite des efforts de l'Etat pour honorer ses engagements envers les partenaires afin d'éviter les suspensions de décaissements.

Afin de mettre en œuvre la stratégie retenue dès l'année 2024, un plan annuel de financement a été élaboré afin d'opérationnaliser la stratégie d'endettement. Ce plan est présenté dans le tableau ci-dessous.

Le plan annuel de financement montre les montants que le gouvernement souhaite emprunter en 2024 auprès des divers bailleurs de fonds et émettre sur le marché domestique par type d'instrument. En ce qui concerne les émissions de bons et obligations du Trésor, un calendrier d'émission sera publié chaque trimestre avec les dates d'émissions et les montants par maturité.

Plan annuel de Financement 2024 (millions de F CFA)

<i>Source</i>	<i>Créanciers</i>	<i>2024</i>
<i>Extérieure</i>	IDA/FAD/FIDA	54 070
	OPEP/Fonds arabes	306
	BID/BADEA	13 114
	Chine	9 203
<i>Intérieure</i>	BOAD	13 306
	Bons du Trésor	180 884
	OAT de 3 ans et 5 ans	480 470
	OAT de 7 ans et 8ans	358 940
	OAT de 10 ans et 12 ans	366 006
	Total	1 476 300



3. Perspectives de viabilité de la dette publique

En 2006, les Institutions de Breton Woods (IBW) ont défini un Cadre de Viabilité de la Dette (CVD), objet de révisions périodiques. Ainsi, selon le nouveau CVD en vigueur depuis juillet 2018, la dette extérieure est viable lorsque sa Valeur Actuelle (VA) est inférieure à 180% des exportations de biens et services, à 40% du PIB et son service inférieur à 15% des exportations et à 18% des recettes budgétaires.

Pour le Mali, les projections du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) indiquent qu'en 2023, les ratios se rapportant à la Valeur Actuelle, sont respectivement de 53% des exportations de biens et services, de 15,4% du PIB et ceux relatifs au service de la dette publique sont de 4% des exportations et de 6% des recettes budgétaires. Par conséquent, le Mali est dans la catégorie des pays à risque de surendettement modéré.

Ces ratios resteront inférieurs aux seuils pertinents jusqu'en 2040 si les tendances de l'économie se maintiennent et si l'endettement futur est conforme à la stratégie adoptée. La mise en œuvre effective des orientations stratégiques à long terme et la poursuite d'une stratégie financière privilégiant la mobilisation des dons et des emprunts extérieurs concessionnels et/ou semi-concessionnels devraient consolider la viabilité de la dette.

VI. RECOMMANDATIONS

L'analyse des différentes stratégies a permis de montrer que la stratégie S3 est la meilleure en termes de rapport coûts/risques. A cet effet, les recommandations ci-dessous sont formulées sur la base de cette stratégie. Ainsi, la stratégie d'endettement du Mali doit être basée sur les éléments suivants :

- 1. Améliorer la situation socio-politique, et sécuritaire et le retour à l'ordre constitutionnel qui pourraient impacter la notation financière et la mobilisation des ressources extérieures ;**
- 2. Mobiliser davantage de ressources concessionnelles et semi-concessionnelles ;**
- 3. Privilégier les emprunts intérieurs de plus longues maturités et l'équilibrage des échéances**, en augmentant la part des émissions d'obligations du Trésor d'au moins 5 ans, en gardant les échéances des services annuels équilibrées pour éviter d'avoir des années de pic ;
- 4. Mettre en œuvre une politique plus active en matière de choix des devises d'emprunt, même si la marge de manœuvre n'est pas très grande**, en favorisant la dette extérieure en Euros pour les nouveaux emprunts, dans la mesure du possible ;
- 5. Maintenir une politique prudente de mobilisation d'emprunts à taux fixe**. La quasi-totalité de la dette publique contractée à des taux fixes limite le risque de taux d'intérêts ;
- 6. Renforcer les actions et les mesures d'optimisation des interventions de l'Etat sur le marché**, en élaborant un calendrier d'émission de titres publics (Bons et Obligations du Trésor) et en veillant à la présence régulière de l'Etat malien sur le marché régional ;



7. **Améliorer la gestion et le suivi des projets et programmes de développement financés sur ressources extérieures afin de booster le niveau des décaissements ;**
8. **Poursuivre les efforts de l'Etat pour honorer ses engagements envers les partenaires afin d'éviter les suspensions de décaissements ;**
9. **Renforcer la coordination entre les structures de gestion de la dette (DGDP et DNTCP) ;**
10. **Renforcer les capacités de l'équipe d'élaboration de la stratégie d'endettement.**



CONCLUSION

La présente stratégie repose sur une vision globale et cohérente de la politique d'endettement et doit être rigoureusement respectée. Aussi, les mesures suivantes sont nécessaires :

- **Au plan budgétaire**, poursuivre les efforts dans le sens d'une maîtrise des engagements, des dépenses courantes et d'une mobilisation plus efficace des ressources propres (élargissement de l'assiette et simplification des procédures) afin de réduire le déficit budgétaire ;
- **Au plan de la productivité et de la compétitivité**, la diversification de l'économie devra être la priorité du Gouvernement. Le choix des projets à haute rentabilité économique devrait être dès lors un des critères de sélection des projets à inscrire dans le Programme Triennal d'Investissement (PTI) ;
- **Au plan de la politique de mobilisation de nouveaux financements**, poursuivre la mobilisation de dons et d'emprunts concessionnels et semi-concessionnels ainsi que l'amélioration de l'efficacité de l'aide ;
- **Au plan de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique**, suivre régulièrement les données relatives aux transactions sur la dette ; poursuivre le renforcement des capacités du Comité National de la Dette Publique ainsi que de la Direction Générale de la Dette publique.

Toutes ces mesures devraient être accompagnées d'une bonne gouvernance politique, économique et financière, dans une perspective d'amélioration de la qualité de nos politiques et institutions, afin de relever le niveau de la norme de viabilité de la dette publique du Mali.



ETAT B

PLAFOND DES EFFECTIFS PAR PROGRAMME

20/09/2023

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires					AUTRES
		A	B2	B1	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL							
110 ASSEMBLEE NATIONALE							
0.001 Assemblée Nationale	2 542 721	25	3	2	0	30	301
TOTAL	2 542 721	25	3	2	0	30	301
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE							
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	1 466 168	25	3	2	2	32	106
1.002 Administration générale	723 330	24	6	10	4	44	168
TOTAL	2 189 498	49	9	12	6	76	274
130 PRIMATURE							
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	1 781 775	63	26	33	4	126	221
1.004 Administration générale et contrôle	1 198 292	156	22	13	4	195	48
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	313 658	13	4	3	2	22	7
TOTAL	3 293 725	232	52	49	10	343	276
140 COUR CONSTITUTIONNELLE							
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	616 544	9	5	4	4	22	33
TOTAL	616 544	9	5	4	4	22	33
150 COUR SUPREME							
2.005 Cour Suprême	2 923 605	98	14	11	2	125	34
TOTAL	2 923 605	98	14	11	2	125	34
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL							
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	365 930	9	0	2	1	12	110
TOTAL	365 930	9	0	2	1	12	110
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES							
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	735 922	7	4	4	5	20	80
TOTAL	735 922	7	4	4	5	20	80
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE							
1.006 Administration Générale	22 037 792	370	63	70	26	529	1267
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	255 189	26	5	4	4	39	11
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	95 700	12	1	1	1	15	1
TOTAL	22 388 681	408	69	75	31	583	1279
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE							
1.007 Administration Générale	466 570	25	12	11	3	51	28
2.010 Intégration Africaine	35 375	2	2	1	1	6	3
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	140 036	15	1	3	2	21	6
TOTAL	641 981	42	15	15	6	78	37

20/09/2023

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires					AUTRES
		A	B2	B1	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL							
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL							
2.012 Bureau du Vérificateur Général	3 378 447	97	17	1	22	137	0
TOTAL	3 378 447	97	17	1	22	137	0
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE							
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	212 240	16	2	2	1	21	9
TOTAL	212 240	16	2	2	1	21	9
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT							
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	19 389	1	0	0	1	2	3
TOTAL	19 389	1	0	0	1	2	3
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME							
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 793 781	69	23	21	18	131	71
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	17 427 382	581	214	336	390	1 521	273
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	2 740 166	87	22	102	209	420	35
TOTAL	21 961 329	737	259	459	617	2 072	379
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE							
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	1 610 730	52	31	3	0	86	13
TOTAL	1 610 730	52	31	3	0	86	13
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME							
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	446 218	19	6	2	0	27	0
TOTAL	446 218	19	6	2	0	27	0
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE							
1.010 Administration Générale	53 558	2	0	0	1	3	7
2.021 Ordre et Sécurité	100 000 000	1121	387	17370	0	18 878	1
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	20 000 000	524	3	1116	2741	4 384	2
TOTAL	120 053 558	1647	390	18486	2742	23 265	10

20/09/2023

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires					AUTRES
		A	B2	B1	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL							
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES							
1.011 Administration Générale	1 695 000	137	38	50	16	241	87
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	2 608 709	148	58	84	45	335	86
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	13 926 363	954	358	803	285	2 400	416
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	4 578 210	333	95	135	35	598	78
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	3 910 524	284	155	197	87	723	77
2.027 Gestion de la Dette Publique	252 777	28	4	6	1	39	8
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	1 460 902	74	30	77	15	196	43
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 251 326	25	10	6	1	42	0
TOTAL	29 683 811	1983	748	1358	485	4 574	795
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES							
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	200 000	18	0	0	0	18	0
TOTAL	200 000	18	0	0	0	18	0
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL							
1.012 Administration Générale	377 886	14	17	6	4	41	45
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	371 961	31	15	10	3	59	27
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	989 805	66	34	27	9	136	98
TOTAL	1 739 652	111	66	43	16	236	170
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE							
1.013 Administration Générale	598 196	33	13	24	5	75	101
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	241 789	17	5	2	0	24	52
2.034 Formation Professionnelle	210 208	15	1	2	1	19	49
TOTAL	1 050 193	65	19	28	6	118	202
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT							
1.044 Administration Générale et Contrôle	207 983	7	4	6	1	18	17
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	125 591	10	2	4	2	18	8
TOTAL	333 574	17	6	10	3	36	25
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION							
1.014 Administration Générale et Contrôle	1 062 833	69	30	31	21	151	136
2.036 Administration du Territoire	6 770 130	355	150	224	177	906	888
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	64 939	6	1	2	4	13	5
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	325 590	20	9	10	6	45	32
TOTAL	8 223 492	450	190	267	208	1 115	1061

20/09/2023

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires					AUTRES
		A	B2	B1	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL							
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL							
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	155 755	5	1	0	1	7	1
TOTAL	155 755	5	1	0	1	7	1
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTES ET DES COUTUMES							
1.015 Administration Générale	256 110	12	4	5	2	23	27
2.039 Religion et Culte	25 716	0	0	1	1	2	3
TOTAL	281 826	12	4	6	3	25	30
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE							
1.016 Administration Générale	386 823	11	2	5	3	21	47
TOTAL	386 823	11	2	5	3	21	47
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE							
1.032 Administration Générale	639 136	38	16	14	11	79	61
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 485 614	85	64	69	74	292	91
2.084 Développement du secteur industriel	741 896	48	9	32	6	95	36
2.085 Appui au développement du secteur privé	41 525	6	0	1	0	7	0
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	48 968	4	1	2	1	8	7
TOTAL	2 957 139	181	90	118	92	481	195
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE							
1.017 Administration Générale	2 634 652	201	89	54	26	370	202
2.041 Développement de l'Education de Base	267 949 150	3957	44886	524	1091	50 458	1792
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	15 318 135	2633	1673	25	8	4 339	31
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 546 361	3317	436	12	13	3 778	19
TOTAL	308 448 298	10108	47084	615	1138	58 945	2044
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE							
1.018 Administration Générale	1 566 971	112	21	20	5	158	61
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	22 082 790	2026	203	165	123	2 517	168
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	424 547	38	11	4	3	56	11
TOTAL	24 074 308	2176	235	189	131	2 731	240

20/09/2023

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires					AUTRES
		A	B2	B1	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL							
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME							
1.019 Administration Générale	850 591	48	21	27	16	112	119
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	535 929	42	31	5	2	80	16
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	84 477	9	5	1	1	16	6
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 115 032	88	77	12	7	184	52
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	449 893	32	9	6	4	51	107
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	192 072	20	6	3	1	30	13
TOTAL	3 227 994	239	149	54	31	473	313
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS							
1.020 Administration Générale	486 192	29	9	16	7	61	44
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	992 346	79	62	17	12	170	58
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	553 865	50	19	15	18	102	26
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	98 309	8	4	1	2	15	6
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	46 172	0	0	0	0		30
TOTAL	2 176 884	166	94	49	39	348	164
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL							
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	2 997 542	228	68	68	29	393	193
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	39 218 105	2571	2057	2563	98	7 289	625
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de sa	64 235	5	1	0	0	6	2
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	16 313 983	1493	401	384	58	2 336	262
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	911 474	81	10	17	10	118	54
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	2 444 086	247	69	24	9	349	143
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	27 689	3	0	1	0	4	0
TOTAL	61 977 114	4628	2606	3057	204	10 495	1279
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA							
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	207 978	12	6	9	0	27	19
TOTAL	207 978	12	6	9	0	27	19
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE							
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	755 005	48	18	15	9	90	41
2.059 Promotion de la Femme	942 314	81	26	18	10	135	36
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	388 728	32	11	7	4	54	20
TOTAL	2 086 047	161	55	40	23	279	97

20/09/2023

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires					AUTRES
		A	B2	B1	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL							
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES							
1.024 Administration Générale	755 978	47	19	27	16	109	64
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	1 468 252	111	61	65	21	258	109
2.066 Développement et sécurisation des transports	1 160 075	64	42	74	49	229	79
TOTAL	3 384 305	222	122	166	86	596	252
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE							
1.025 Administration Générale	429 397	23	10	11	3	47	51
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	1 176 498	97	40	27	42	206	84
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	158 319	14	2	4	2	22	9
2.071 Protection et Conservation de la Nature	3 822 873	186	303	20	357	866	168
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	124 394	16	2	3	0	21	8
TOTAL	5 711 481	336	357	65	404	1 162	320
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU							
1.026 Administration Générale	461 240	41	11	19	7	78	48
2.073 Développement des Ressources Energétiques	1 017 232	85	20	41	29	175	47
2.074 Développement des Ressources en Eau	1 324 268	108	26	117	17	268	176
TOTAL	2 802 740	234	57	177	53	521	271
726 MINISTERE DES MINES							
1.027 Administration Générale	250 159	21	6	4	3	34	33
2.075 Développement des ressources minérales	926 283	91	37	50	16	194	31
TOTAL	1 176 442	112	43	54	19	228	64
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION							
1.028 Administration Générale	255 848	11	10	6	5	32	25
2.076 Medias et Communication Publics	1 452 417	142	67	44	12	265	32
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	857 870	39	21	11	10	81	50
TOTAL	2 566 135	192	98	61	27	378	107
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION							
2.096 Régulation de la Communication	172 752	3	0	0	0	3	13
TOTAL	172 752	3	0	0	0	3	13

20/09/2023

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires					AUTRES	
		A	B2	B1	C	TOTAL		
1 BUDGET GENERAL								
740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION								
1.029 Administration Générale	1 049 985	52	24	26	14	116	103	
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	196 043	19	5	7	4	35	12	
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière	2 182 721	141	69	109	57	376	163	
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	1 717 974	69	82	132	80	363	137	
2.080 Population	191 053	19	4	5	3	31	7	
2.081 Aménagement du Territoire	153 236	13	6	6	3	28	7	
TOTAL	5 491 012	313	190	285	161	949	429	
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE								
1.034 Administration Générale	1 825 208	116	70	38	62	286	277	
2.087 Appui au Monde Rural	5 724 521	358	549	25	447	1 379	211	
2.088 Aménagement et Equipement Rural	3 005 675	249	190	28	194	661	191	
2.089 Recherche et Formation	3 706 991	184	88	18	62	352	76	
TOTAL	14 262 395	907	897	109	765	2 678	755	
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE								
1.037 Administration Générale	60 326	3	4	0	1	8	7	
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	1 491 495	103	104	5	143	355	60	
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 132 567	62	82	12	140	296	56	
2.092 Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire	2 524 670	168	157	22	201	548	56	
TOTAL	5 209 058	336	347	39	485	1 207	179	
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE								
2.093 Sécurité Alimentaire	279 103	17	7	4	2	30	23	
TOTAL	279 103	17	7	4	2	30	23	
TOTAL	671 646 829	26 463	54 349	25 935	7 833	114 580	11 933	
TOTAL GENERAL	671 646 829	26 463	54 349	25 935	7 833	114 580	11 933	

ETAT C

REPARTITION DES CREDITS DU BUDGET GENERAL PAR DOTATION ET PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
0.001 Assemblée Nationale	2 913 200	11 445 552	15 978 297
TOTAL	2 913 200	11 445 552	15 978 297
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	2 150 000	6 257 798	7 219 913
1.002 Administration générale	0	7 109 958	8 277 322
2.001 Sécurité et défense	0	1 777 926	2 054 717
TOTAL	2 150 000	15 145 682	17 551 952
130 PRIMATURE			
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	260 000	7 421 524	7 195 774
1.004 Administration générale et contrôle	940 000	4 980 462	5 244 274
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	150 000	564 959	748 658
TOTAL	1 350 000	12 966 945	13 188 706
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS			
2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales	579 028	440 199	5 596 895
TOTAL	579 028	440 199	5 596 895
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	30 000	1 081 187	1 328 745
TOTAL	30 000	1 081 187	1 328 745
150 COUR SUPREME			
2.005 Cour Suprême	8 631 875	5 092 293	5 802 668
TOTAL	8 631 875	5 092 293	5 802 668
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
2.056	0	418 503	0
TOTAL	0	418 503	0
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL			
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	160 436	1 006 967	1 572 719
TOTAL	160 436	1 006 967	1 572 719
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	75 899	1 429 878	1 599 389
TOTAL	75 899	1 429 878	1 599 389
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
1.006 Administration Générale	9 240 905	41 289 082	44 325 590
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	0	364 333	429 507
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	145 308	139 265
TOTAL	9 240 905	41 798 723	44 894 362

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
1.007 Administration Générale	50 000	1 543 285	1 358 424
2.010 Intégration Africaine	0	245 543	453 421
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	5 065 000	826 613	2 009 325
TOTAL	5 115 000	2 615 441	3 821 170
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
2.012 Bureau du Vérificateur Général	160 000	4 231 081	4 792 179
TOTAL	160 000	4 231 081	4 792 179
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE			
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	403 500	1 037 353	1 567 331
TOTAL	403 500	1 037 353	1 567 331
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	0	114 747	169 438
TOTAL	0	114 747	169 438
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
1.008 Administration Générale	50 910 018	398 699 641	409 270 428
2.015 Gestion des Opérations Militaires	7 422 446	76 013 229	61 785 068
2.016 Inspection des Armées	20 000	344 406	344 406
2.017 Formation	30 013	820 677	820 677
2.018 Gestion des Transmissions	60 402	440 276	440 276
TOTAL	58 442 879	476 318 229	472 660 855
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	2 271 537	7 448 986	9 455 612
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	2 734 104	22 899 343	26 390 595
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	1 501 595	9 740 575	9 962 869
TOTAL	6 507 236	40 088 904	45 809 076
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	2 190 000	2 468 280	2 989 000
TOTAL	2 190 000	2 468 280	2 989 000
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	1 019 080	1 115 168
TOTAL	47 500	1 019 080	1 115 168
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
1.010 Administration Générale	3 722 500	21 636 354	18 841 082
2.021 Ordre et Sécurité	4 807 032	108 216 859	143 957 026
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	1 021 036	28 361 819	32 394 031
TOTAL	9 550 568	158 215 032	195 192 139

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT			
0.002 Securite d'Etat	0	16 270 657	17 924 657
TOTAL	0	16 270 657	17 924 657
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
1.011 Administration Générale	17 616 438	24 392 559	30 446 359
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	19 656 993	8 260 118	12 183 871
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	14 800 000	16 643 927	19 177 603
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	1 045 000	6 942 461	8 960 103
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	3 510 787	5 990 154	7 457 961
2.027 Gestion de la Dette Publique	550 000	741 625	1 082 447
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	5 400 000	4 779 150	7 778 272
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 625 000	2 805 397	3 716 032
TOTAL	64 204 218	70 555 391	90 802 648
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	100 000	1 154 699	1 559 305
TOTAL	100 000	1 154 699	1 559 305
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
2.068	0	184 817	0
TOTAL	0	184 817	0
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL			
1.012 Administration Générale	2 751 334	1 926 332	3 103 656
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	716 964	1 007 350
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	53 750	1 176 161	1 382 893
TOTAL	2 991 284	3 819 457	5 493 899
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
1.013 Administration Générale	5 048 226	2 715 447	3 770 995
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	375 575	5 025 508	8 102 281
2.034 Formation Professionnelle	7 427 101	6 081 204	8 072 574
TOTAL	12 850 902	13 822 159	19 945 850
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT			
1.044 Administration Générale et Contrôle	0	1 255 623	654 433
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	250 000	551 860	562 080
TOTAL	250 000	1 807 483	1 216 513

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
1.014 Administration Générale et Contrôle	200 000	3 599 581	4 494 217
2.036 Administration du Territoire	35 114 701	38 838 345	53 062 485
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	400 000	377 008	661 539
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	23 858 275	36 638 939	35 544 936
2.064 Développement Régional et Local	209 000	1 488 784	2 078 719
TOTAL	59 781 976	80 942 657	95 841 896
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	390 965	911 099	1 604 380
TOTAL	390 965	911 099	1 604 380
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES			
1.015 Administration Générale	48 106	1 029 645	1 188 914
2.039 Religion et Culte	247 500	1 315 489	820 234
TOTAL	295 606	2 345 134	2 009 148
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE			
1.016 Administration Générale	0	983 855	1 838 202
TOTAL	0	983 855	1 838 202
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI			
2.099 Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.	100 000	0	1 587 167
TOTAL	100 000	0	1 587 167
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
1.032 Administration Générale	1 365 750	2 312 423	2 398 353
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	5 870 187	3 356 696	4 738 434
2.084 Développement du secteur industriel	773 814	1 858 917	2 538 961
2.085 Appui au développement du secteur privé	602 593	1 036 289	1 680 184
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	44 625	104 611	168 183
TOTAL	8 656 969	8 668 936	11 524 115
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
1.017 Administration Générale	2 978 575	29 566 126	29 339 364
2.041 Développement de l'Education de Base	4 099 130	289 260 202	303 018 574
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	25 660 071	57 218 514	64 787 913
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 394 704	57 942 865	61 193 768
TOTAL	55 132 480	433 987 707	458 339 619
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
1.018 Administration Générale	2 000 000	7 750 548	8 325 606
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	14 287 120	68 882 025	78 673 524
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	82 985	1 110 150	1 862 206
TOTAL	16 370 105	77 742 723	88 861 336

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME			
1.019 Administration Générale	209 500	3 682 370	3 344 294
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	609 500	1 251 386	1 505 497
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	200 000	397 817	696 162
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	2 046 250	3 373 381	4 300 222
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	650 000	1 241 332	2 099 883
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	50 000	414 555	609 258
TOTAL	3 765 250	10 360 841	12 555 316
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
1.020 Administration Générale	1 000 000	3 662 959	4 208 861
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	650 000	1 629 328	2 047 908
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	86 011 050	32 098 918	16 572 980
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	9 610	501 351	731 422
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	50 000	1 767 029	2 317 249
TOTAL	87 720 660	39 659 585	25 878 420
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	3 347 196	18 550 137	23 449 806
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	68 850	49 919 766	52 784 998
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation	6 732	7 856 457	9 957 702
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	35 707 850	48 614 431	45 914 599
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	3 679 182	3 652 461	3 929 139
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	1 121 000	14 676 054	17 068 949
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	812 750	1 627 013	1 765 875
TOTAL	44 743 560	144 896 319	154 871 068
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 306 232	2 536 747
TOTAL	0	2 306 232	2 536 747
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	1 309 076	2 105 023	2 677 008
2.059 Promotion de la Femme	692 486	2 226 787	3 121 339
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	426 599	1 176 194	1 422 099
TOTAL	2 428 161	5 508 004	7 220 446
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
1.024 Administration Générale	119 500	1 952 377	2 328 416
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	119 182 900	54 369 720	72 879 701
2.066 Développement et sécurisation des transports	17 114 087	4 036 955	5 534 434
TOTAL	136 416 487	60 359 052	80 742 551

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
1.025 Administration Générale	110 000	1 236 200	1 391 003
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	1 550 000	5 104 630	3 859 712
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	350 000	4 154 186	1 063 741
2.071 Protection et Conservation de la Nature	1 800 000	8 864 117	6 912 629
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	300 000	867 210	715 376
TOTAL	4 110 000	20 226 343	13 942 461
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
1.026 Administration Générale	302 000	48 755 643	1 779 360
2.073 Développement des Ressources Energétiques	19 583 609	35 036 732	68 810 715
2.074 Développement des Ressources en Eau	11 335 000	41 733 474	32 447 209
2.075		1 842 881	
TOTAL	31 220 609	127 368 730	103 037 284
726 MINISTERE DES MINES			
1.027 Administration Générale	2 080 000	0	2 073 330
2.075 Développement des ressources minérales	420 925	0	2 551 602
TOTAL	2 500 925	0	4 624 932
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION			
1.028 Administration Générale	106 375	884 056	1 244 324
2.076 Medias et Communication Publics	1 883 500	6 269 745	9 206 233
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	665 408	2 526 281	3 190 950
TOTAL	2 655 283	9 680 082	13 641 507
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
2.096 Régulation de la Communication	299 457	1 150 788	1 500 000
TOTAL	299 457	1 150 788	1 500 000
740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
1.029 Administration Générale	4 599 950	4 011 248	5 898 069
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	3 800 000	1 554 730	4 352 217
2.078 Gestion Cadastre et Foncière	3 150 000	3 403 875	4 219 609
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 500 000	7 108 028	7 738 810
2.080 Population	614 000	747 997	946 333
2.081 Aménagement du Territoire	200 000	338 615	402 236
TOTAL	17 863 950	17 164 493	23 557 274

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
1.034 Administration Générale	9 192 500	40 094 968	20 320 427
2.087 Appui au Monde Rural	5 225 655	53 602 061	37 884 556
2.088 Aménagement et Equipement Rural	20 031 500	41 244 420	60 321 870
2.089 Recherche et Formation	3 483 500	6 755 049	4 988 641
2.090 Développement des Productions et Industries Animales		6 728 793	
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles		3 617 129	
2.092 Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire		2 969 830	
TOTAL	37 933 155	155 012 250	123 515 494
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
1.037 Administration Générale	3 670 000	0	25 361 392
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	3 850 000	0	8 537 716
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	900 000	0	2 695 681
2.092 Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire	1 075 000	0	4 216 077
TOTAL	9 495 000	0	40 810 866
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
2.093 Sécurité Alimentaire	1 800 000	22 823 638	13 060 441
TOTAL	1 800 000	22 823 638	13 060 441
990 CHARGES COMMUNES			
0.003 Provisions pour imprévus	217 554 115	495 311 354	469 547 856
0.004 Dette	0	199 902 000	223 049 000
TOTAL	217 554 115	695 213 354	692 596 856
TOTAL DU BUDGET GENERAL	929 179 143	2 801 860 561	2 948 270 487

ETAT D

REPARTITION DES CREDITS DES BUDGETS ANNEXES PAR PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024**Repartition des crédits des budgets annexes par programme**

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section / Programme Chapitre / Nature	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement 2023	2024
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports			
40-2-2013-0021-001-002686 ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)			
Personnel	0	473 000	607 000
Biens et services	0	713 842	813 800
Transferts et subventions	0	278 000	705 000
Investissement	555 878	905 000	555 878
Total	555 878	2 369 842	2 681 678
40-2-2013-0021-002-002384 ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)			
Personnel	0	434 000	512 000
Biens et services	0	743 000	848 000
Transferts et subventions	0	85 000	110 000
Investissement	550 000	550 000	550 000
Total	550 000	1 812 000	2 020 000
40-2-2013-0021-003-002288 ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)			
Personnel	0	392 000	416 000
Biens et services	0	275 500	275 500
Transferts et subventions	0	12 000	12 000
Investissement	87 000	87 000	87 000
Total	87 000	766 500	790 500
40-2-2013-0021-004-002768 ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)			
Personnel	0	372 500	376 225
Biens et services	0	289 000	291 890
Transferts et subventions	0	12 000	12 120
Investissement	66 660	66 000	66 660
Total	66 660	739 500	746 895
40-2-2013-0021-005-002324 ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)			
Personnel	0	265 700	265 700
Biens et services	0	343 000	343 000
Transferts et subventions	0	12 000	12 000
Investissement	579 300	90 000	579 300
Total	579 300	710 700	1 200 000
40-2-2013-0021-006-002478 ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)			
Personnel	0	248 000	248 000
Biens et services	0	257 323	263 100
Transferts et subventions	0	12 000	6 223
Investissement	260 000	240 000	260 000
Total	260 000	757 323	777 323

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024**Repartition des crédits des budgets annexes par programme**

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section / Programme Chapitre / Nature	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports			
40-2-2013-0021-008-002204 ENTREPOTS MALIENS AU BENIN (E.MA.BE)			
Personnel	0	231 000	236 300
Biens et services	0	275 500	154 786
Transferts et subventions	0	12 000	12 000
Investissement	64 025	85 000	64 025
Total	64 025	603 500	467 111
Total	2 162 863	7 759 365	8 683 507
Total	2 162 863	7 759 365	8 683 507
TOTAL DES BUDGETS ANNEXES	2 162 863	7 759 365	8 683 507

ETAT E

REPARTITION DES CREDITS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Repartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section Programme	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
3.001 Remboursement des Crédits TVA	0	98 159 000	98 159 000
3.008 Appui au développement de la statistique	3 000 000	3 000 000	3 000 000
3.009 Fonds pour le Développement Durable		71 687 772	
3.014 Garanties et Avals	0	343 442	343 442
Total	3 000 000	173 190 214	101 502 442
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 544 295	2 500 000	2 544 295
Total	2 544 295	2 500 000	2 544 295
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	650 000	650 000
Total	0	650 000	650 000
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	475 000	500 000	500 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 260 000	1 800 000	1 800 000
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social	60 000	500 080	500 080
Total	1 795 000	2 800 080	2 800 080
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
3.007		350 000	
3.010		360 000	
3.015 Fonds de Développement de l'Eau	74 622	0	179 622
Total	74 622	710 000	179 622
726 MINISTERE DES MINES			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	0	750 000
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	0	0	360 000
Total	0	0	1 110 000
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	12 413 917	184 850 294	113 786 439

ETAT F

**CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX
ETABLISSEMENTS PUBLICS ET AUX
COLLECTIVITES TERRITORIALES**

I. CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
130 PRIMATURE		
133 AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI		
Transferts et subventions	0	0
Total	0	0
418 ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION		
Transferts et subventions	0	858 771
Investissement	50 000	50 000
Total	50 000	908 771
TOTAL	50 000	908 771
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE		
187 CENTRE D'INFORMATION ET DE GESTION DES MIGRATIONS		
Transferts et subventions	0	85 500
Investissement	240 000	240 000
Total	240 000	325 500
TOTAL	240 000	325 500
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS		
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS		
Biens et services	0	0
Transferts et subventions	0	282 685
Investissement	47 909	47 909
Total	47 909	330 594
TOTAL	47 909	330 594
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME		
222 INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE		
Transferts et subventions	0	767 499
Investissement	470 000	470 000
Total	470 000	1 237 499
227 AGENCE DE GESTION DES BIENS GELES, SAISIS OU CONFISQUES		
Transferts et subventions	0	252 000
Total	0	252 000
TOTAL	470 000	1 489 499
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		
315 OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS		
Transferts et subventions	0	827 045
Investissement	47 500	47 500
Total	47 500	874 545
316 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE		
Transferts et subventions	0	1 327 798
Investissement	1 350 000	1 350 000
Total	1 350 000	2 677 798

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		
317 CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT		
Transferts et subventions	0	630 748
Investissement	0	400 000
Total	0	1 030 748
434 CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE		
Transferts et subventions	0	182 734
Investissement	0	450 000
Total	0	632 734
436 CENTRE D'ETUDES & RENFORCEMENT CAPACITES ANALYSE & PLAIDOYER		
Transferts et subventions	0	130 500
Investissement	275 000	275 000
Total	275 000	405 500
TOTAL	1 672 500	5 621 325
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE		
324 FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. & APPRENTIS.		
Transferts et subventions	0	5 000 000
Total	0	5 000 000
325 AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)		
Transferts et subventions	0	5 397 000
Total	0	5 397 000
326 INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.		
Transferts et subventions	0	160 487
Investissement	150 025	150 025
Total	150 025	310 512
327 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)		
Transferts et subventions	0	174 808
Investissement	2 551 850	551 850
Total	2 551 850	726 658
344 CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE SENOU		
Transferts et subventions	0	257 837
Investissement	70 000	70 000
Total	70 000	327 837
TOTAL	2 771 875	11 762 007
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION		
313 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION		
314 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
318 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
319 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
321 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TAOUDENIT		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
322 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MENAKA		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
329 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES		
Transferts et subventions	0	2 388 621
Total	0	2 388 621
333 CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES		
Transferts et subventions	0	430 368
Investissement	47 500	47 500
Total	47 500	477 868
336 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.		
Transferts et subventions	0	169 719
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	188 719
337 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION		
338 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
339 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
TOTAL	256 500	4 945 208
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES		
332 MAISON DU HADJ		
Transferts et subventions	0	275 368
Total	0	275 368
TOTAL	0	275 368
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE		
133 AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI		
Transferts et subventions	0	736 874
Total	0	736 874
TOTAL	0	736 874
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE		
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE		
Transferts et subventions	0	1 456
Total	0	1 456
385 AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE		
Transferts et subventions	0	248 639
Investissement	300 000	300 000
Total	300 000	548 639
805 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'INDUSTRIE		
Transferts et subventions	0	127 637
Investissement	12 112	12 112
Total	12 112	139 749
813 CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE		
Transferts et subventions	0	110 857
Total	0	110 857
814 CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)		
Transferts et subventions	0	602 097
Investissement	325 500	325 500
Total	325 500	927 597

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE		
816 AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)		
Transferts et subventions	0	637 985
Investissement	210 093	210 093
Total	210 093	848 078
817 AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI		
Transferts et subventions	0	195 695
Investissement	220 187	220 187
Total	220 187	415 882
866 BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.		
Transferts et subventions	0	123 588
Investissement	120 000	120 000
Total	120 000	243 588
867 AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE		
Transferts et subventions	0	187 073
Investissement	26 202	26 202
Total	26 202	213 275
TOTAL	1 214 094	3 449 121
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE		
428 CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE		
Transferts et subventions	0	979 056
Total	0	979 056
432 ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES		
Transferts et subventions	0	447 189
Investissement	172 768	172 768
Total	172 768	619 957
TOTAL	172 768	1 599 013
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
411 ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)		
Transferts et subventions	0	2 030 609
Investissement	34 485	34 485
Total	34 485	2 065 094
413 ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)		
Transferts et subventions	0	1 760 463
Investissement	334 485	334 485
Total	334 485	2 094 948
414 INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.		
Transferts et subventions	0	2 957 060
Investissement	2 534 485	734 485
Total	2 534 485	3 691 545

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
415 INSTITUT ZAYED DES SCIENCES ECONOMIQUES & JURIDIQUES DE BKO		
Transferts et subventions	0	195 376
Investissement	34 485	34 485
Total	34 485	229 861
416 CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES		
Transferts et subventions	0	20 470 089
Investissement	2 795 048	695 048
Total	2 795 048	21 165 137
417 CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE & TECH.		
Biens et services	0	22 563
Transferts et subventions	0	186 420
Investissement	28 500	28 500
Total	28 500	237 483
419 AGENCE D'ASSURANCE QUALITE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		
Transferts et subventions	0	336 290
Total	0	336 290
420 ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.		
Transferts et subventions	0	1 255 656
Investissement	36 344	36 344
Total	36 344	1 292 000
422 UNIVERSITE DE SEGOU		
Transferts et subventions	0	3 020 017
Investissement	434 485	434 485
Total	434 485	3 454 502
424 UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO		
Transferts et subventions	0	4 180 705
Investissement	34 485	34 485
Total	34 485	4 215 190
425 INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES		
Transferts et subventions	0	1 489 738
Investissement	34 485	34 485
Total	34 485	1 524 223
426 UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO		
Transferts et subventions	0	6 907 306
Investissement	2 047 423	1 147 423
Total	2 047 423	8 054 729
429 UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO		
Transferts et subventions	0	6 016 604
Investissement	634 485	234 485
Total	634 485	6 251 089

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
430 INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA		
Transferts et subventions	0	682 569
Investissement	34 485	34 485
Total	34 485	717 054
431 UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO		
Transferts et subventions	0	6 596 506
Investissement	634 485	634 485
Total	634 485	7 230 991
433 ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM..		
Transferts et subventions	0	414 234
Investissement	34 485	34 485
Total	34 485	448 719
435 INSTITUT DE PEDAGOGIE UNIVERSITAIRE		
Transferts et subventions	0	903 237
Investissement	34 485	34 485
Total	34 485	937 722
437 UNIVERSITE DE SIKASSO		
Transferts et subventions	0	465 745
Investissement	30 000	30 000
Total	30 000	495 745
438 UNIVERSITE DE GAO		
Transferts et subventions	0	465 745
Investissement	30 000	30 000
Total	30 000	495 745
439 UNIVERSITE DE TOMBOUCTOU		
Transferts et subventions	0	465 745
Investissement	30 000	30 000
Total	30 000	495 745
523 INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS		
Transferts et subventions	0	660 443
Total	0	660 443
631 INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE		
Transferts et subventions	0	2 155 049
Investissement	934 485	534 485
Total	934 485	2 689 534
674 INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX		
Transferts et subventions	0	942 314
Investissement	34 485	34 485
Total	34 485	976 799
TOTAL	10 780 105	69 760 588
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME		

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME		
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME		
Transferts et subventions	0	104 989
Investissement	200 000	200 000
Total	200 000	304 989
511 CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO		
Transferts et subventions	0	310 982
Investissement	500 000	300 000
Total	500 000	610 982
512 MUSEE NATIONAL		
Transferts et subventions	0	314 908
Investissement	209 500	209 500
Total	209 500	524 408
513 FONDS D'APPUI A L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE		
Transferts et subventions	0	170 500
Total	0	170 500
514 PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA		
Transferts et subventions	0	339 629
Investissement	250 000	250 000
Total	250 000	589 629
516 BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR		
Transferts et subventions	0	159 337
Total	0	159 337
517 CENTRE NATIONAL CINEMATOGRAPHIE DU MALI		
Transferts et subventions	0	325 662
Investissement	200 000	200 000
Total	200 000	525 662
518 CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.		
Transferts et subventions	0	666 413
Investissement	246 250	246 250
Total	246 250	912 663
519 MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE		
Transferts et subventions	0	146 670
Investissement	150 000	150 000
Total	150 000	296 670
868 CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE		
Transferts et subventions	0	175 492
Investissement	0	400 000
Total	0	575 492

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME		
869 AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI		
Transferts et subventions	0	222 075
Total	0	222 075
TOTAL	1 755 750	4 892 407
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS		
522 CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI		
Transferts et subventions	0	228 862
Total	0	228 862
524 SERVICE NATIONAL DES JEUNES (SNJ)		
Transferts et subventions	0	1 773 189
Total	0	1 773 189
526 PALAIS DES PIONNIERS		
Transferts et subventions	0	69 500
Investissement	30 000	30 000
Total	30 000	99 500
611 CENTRE DE MEDECINE DU SPORT		
Transferts et subventions	0	97 584
Investissement	11 050	11 050
Total	11 050	108 634
TOTAL	41 050	2 210 185
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
612 OFFICE NATIONAL DE LA SANTE DE LA REPRODUCTION		
Transferts et subventions	0	1 580 042
Total	0	1 580 042
615 HOPITAL GABRIEL TOURE		
Transferts et subventions	0	3 774 424
Investissement	624 900	624 900
Total	624 900	4 399 324
616 HOPITAL DU MALI		
Transferts et subventions	0	2 440 048
Investissement	1 000 000	500 000
Total	1 000 000	2 940 048
617 HOPITAL DU POINT G		
Transferts et subventions	0	5 066 856
Investissement	1 144 850	1 144 850
Total	1 144 850	6 211 706
618 AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE		
Transferts et subventions	0	545 471
Investissement	2 514 250	314 250
Total	2 514 250	859 721

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
619 HOPITAL DE KATI		
Transferts et subventions	0	1 433 818
Investissement	314 950	314 950
Total	314 950	1 748 768
620 CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE		
Transferts et subventions	0	450 647
Investissement	374 800	374 800
Total	374 800	825 447
623 CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE		
Transferts et subventions	0	1 209 718
Investissement	5 095 950	595 950
Total	5 095 950	1 805 668
624 INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE		
Transferts et subventions	0	2 445 157
Investissement	448 550	448 550
Total	448 550	2 893 707
625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE		
Transferts et subventions	0	634 277
Investissement	54 150	54 150
Total	54 150	688 427
627 CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)		
Transferts et subventions	0	987 907
Investissement	519 950	519 950
Total	519 950	1 507 857
628 CLINIQUE PERINATALE MOHAMED VI BAMAKO		
Transferts et subventions	0	692 045
Investissement	50 000	50 000
Total	50 000	742 045
629 HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO		
Transferts et subventions	0	1 767 172
Investissement	1 307 500	307 500
Total	1 307 500	2 074 672
630 AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX		
Transferts et subventions	0	340 870
Investissement	458 000	186 000
Total	458 000	526 870
632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)		
Transferts et subventions	0	1 226 815
Investissement	300 000	300 000
Total	300 000	1 526 815

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES		
Transferts et subventions	0	1 235 538
Total	0	1 235 538
634 HOPITAL DE SIKASSO		
Transferts et subventions	0	1 633 624
Total	0	1 633 624
635 HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU		
Transferts et subventions	0	1 450 495
Total	0	1 450 495
636 HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI		
Transferts et subventions	0	1 422 720
Total	0	1 422 720
637 HOPITAL DE TOMBOUCTOU		
Transferts et subventions	0	519 542
Total	0	519 542
638 HOPITAL DE GAO		
Transferts et subventions	0	758 967
Total	0	758 967
661 AGENCE MALIENNE DE LA MUTUALITE SOCIALE		
Transferts et subventions	0	1 120 427
Total	0	1 120 427
665 OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI		
Transferts et subventions	0	822 493
Investissement	2 800 000	500 000
Total	2 800 000	1 322 493
666 INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE		
Transferts et subventions	0	275 034
Investissement	51 870	51 870
Total	51 870	326 904
667 CENTRE NATIONAL D'APPUI PROMOTION ECONOMIE SOCIALE & SOLIDAIRE		
Transferts et subventions	0	138 687
Investissement	21 000	21 000
Total	21 000	159 687
668 CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE		
Transferts et subventions	0	10 211 990
Investissement	300 000	300 000
Total	300 000	10 511 990

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
670 OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE		
Transferts et subventions	0	75 846
Investissement	662 750	662 750
Total	662 750	738 596
676 FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE		
Transferts et subventions	0	522 595
Investissement	150 000	150 000
Total	150 000	672 595
677 FONDATION POUR LA SOLIDARITE		
Transferts et subventions	0	354 684
Total	0	354 684
678 CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE		
Transferts et subventions	0	677 866
Investissement	827 312	277 312
Total	827 312	955 178
681 AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE		
Transferts et subventions	0	1 252 256
Total	0	1 252 256
TOTAL	19 020 782	54 766 813
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE		
645 CITE DES ENFANTS		
Transferts et subventions	0	257 359
Investissement	119 000	119 000
Total	119 000	376 359
TOTAL	119 000	376 359
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES		
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES		
Transferts et subventions	0	614 414
Investissement	55 400 000	14 625 000
Total	55 400 000	15 239 414
703 INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.		
Transferts et subventions	0	95 502
Investissement	19 500	19 500
Total	19 500	115 002
706 INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI		
Transferts et subventions	0	474 685
Investissement	246 400	246 400
Total	246 400	721 085

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES		
708 CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.		
Transferts et subventions	0	161 580
Investissement	997 500	397 500
Total	997 500	559 080
712 AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE		
Transferts et subventions	0	236 550
Total	0	236 550
713 AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE		
Transferts et subventions	0	172 557
Investissement	705 300	705 300
Total	705 300	877 857
TOTAL	57 368 700	17 748 988
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE		
716 AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER		
Transferts et subventions	0	313 741
Investissement	350 000	750 000
Total	350 000	1 063 741
717 AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI		
Transferts et subventions	0	381 776
Investissement	500 000	500 000
Total	500 000	881 776
718 AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE		
Transferts et subventions	0	415 376
Investissement	300 000	300 000
Total	300 000	715 376
719 AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE		
Transferts et subventions	0	137 501
Total	0	137 501
TOTAL	1 150 000	2 798 394
720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU		
715 AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)		
Transferts et subventions	0	242 434
Investissement	100 000	100 000
Total	100 000	342 434
722 AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE		
Transferts et subventions	0	5 308 543
Investissement	2 690 000	490 000
Total	2 690 000	5 798 543

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU		
723 LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX		
Transferts et subventions	0	309 411
Investissement	300 000	300 000
Total	300 000	609 411
724 AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)		
Transferts et subventions	0	221 039
Investissement	5 000 000	5 500 000
Total	5 000 000	5 721 039
725 AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI		
Biens et services	0	5 000
Transferts et subventions	0	353 493
Investissement	263 609	263 609
Total	263 609	622 102
819 AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS		
Transferts et subventions	0	335 259
Investissement	2 800 000	600 000
Total	2 800 000	935 259
TOTAL	11 153 609	14 028 788
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE		
727 OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE		
Transferts et subventions	0	152 010
Total	0	152 010
TOTAL	0	152 010
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION		
735 OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI		
Transferts et subventions	0	6 256 581
Investissement	1 683 500	1 683 500
Total	1 683 500	7 940 081
736 COMPLEXE NUMERIQUE DE BAMAKO		
Transferts et subventions	0	180 476
Investissement	5 000	5 000
Total	5 000	185 476
737 AGENCE MALIENNE DE PRESSE & PUBLICITE		
Transferts et subventions	0	516 067
Investissement	0	300 000
Total	0	816 067
738 AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT		
Transferts et subventions	0	250 085
Investissement	200 000	200 000
Total	200 000	450 085

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION		
739 AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION		
Transferts et subventions	0	2 108 507
Investissement	305 000	305 000
Total	305 000	2 413 507
TOTAL	2 193 500	11 805 216
740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION		
342 OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE		
Transferts et subventions	0	114 109
Investissement	214 000	214 000
Total	214 000	328 109
TOTAL	214 000	328 109
820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL		
820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL		
Transferts et subventions	0	99 750
Total	0	99 750
824 AGENCE D'AMENAGEMENT DES TERRES ET DE FOURNITURE DE L'EAU D'IRRIGATION (ATI)		
Transferts et subventions	0	115 135
Investissement	722 500	8 137 500
Total	722 500	8 252 635
825 OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)		
Transferts et subventions	0	724 267
Investissement	395 000	395 000
Total	395 000	1 119 267
826 AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL		
Transferts et subventions	0	665 462
Investissement	466 500	1 966 500
Total	466 500	2 631 962
827 OFFICE RIZ MOPTI		
Transferts et subventions	0	346 718
Investissement	6 700 000	1 200 000
Total	6 700 000	1 546 718
829 OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE		
Transferts et subventions	0	540 865
Investissement	447 500	447 500
Total	447 500	988 365
831 INSTITUT D'ECONOMIE RURALE		
Transferts et subventions	0	4 449 491
Investissement	3 483 500	483 500
Total	3 483 500	4 932 991

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL		
835 OFFICE RIZ SEGOU		
Transferts et subventions	0	611 338
Investissement	3 100 000	4 204 000
Total	3 100 000	4 815 338
836 OFFICE DU MOYEN BANI		
Transferts et subventions	0	220 049
Investissement	2 419 500	619 500
Total	2 419 500	839 549
837 OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA		
Transferts et subventions	0	497 983
Investissement	300 000	1 200 000
Total	300 000	1 697 983
839 OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX		
Transferts et subventions	0	754 358
Total	0	754 358
841 OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE		
Transferts et subventions	0	197 095
Investissement	400 000	400 000
Total	400 000	597 095
900 DISTRICT DE BAMAKO		
Transferts et subventions	0	28 497
Total	0	28 497
901 REGION DE KAYES		
Transferts et subventions	0	6 460
Total	0	6 460
902 REGION DE KOULIKORO		
Transferts et subventions	0	8 740
Total	0	8 740
903 REGION DE SIKASSO		
Personnel	0	30 875
Transferts et subventions	0	2 826
Total	0	33 701
904 REGION DE SEGOU		
Transferts et subventions	0	5 249
Total	0	5 249
905 REGION DE MOPTI		
Transferts et subventions	0	4 702
Total	0	4 702

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2024
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2024	2024
820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL		
906 REGION DE TOMBOUCTOU		
Transferts et subventions	0	5 739
Total	0	5 739
907 REGION DE GAO		
Transferts et subventions	0	6 864
Total	0	6 864
908 REGION DE KIDAL		
Transferts et subventions	0	6 460
Total	0	6 460
TOTAL	18 434 500	28 382 423
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE		
823 AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)		
Transferts et subventions	0	91 500
Total	0	91 500
833 LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE		
Transferts et subventions	0	888 619
Investissement	200 000	200 000
Total	200 000	1 088 619
834 LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO		
Transferts et subventions	0	83 084
Investissement	200 000	200 000
Total	200 000	283 084
840 OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER		
Transferts et subventions	0	152 000
Investissement	200 000	200 000
Total	200 000	352 000
842 CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE		
Transferts et subventions	0	171 958
Investissement	1 300 000	530 000
Total	1 300 000	701 958
TOTAL	1 900 000	2 517 161
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE		
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE		
Biens et services	0	0
Transferts et subventions	0	560 000
Total	0	560 000
TOTAL	0	560 000
TOTAL GENERAL	131 026 642	241 770 721

II. CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

1. CREDITS BUDGETAIRES TRANSFERES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
REPARTITION PAR NATURE ECONOMIQUE DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024	2023
PERSONNEL	0	6 665 571	5 877 592	
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	25 256 419	28 024 233	
DÉPLACEMENT & MISSION	0	496 206	641 965	
COMMUNICATION & ENERGIE	0	842 500	842 500	
AUTRES DÉPENSES	0	1 665 429	2 605 394	
BOURSES	0	666 435	666 435	
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	64 709 460	63 444 255	64 709 460	
TRANSFERT ET SUBVENTION	0	20 446 004	21 488 602	
COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR		71 687 772		
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	2 200 000	1 567 500	2 200 000	
APPUI BUDGÉTAIRE	7 557 267	14 865 303	7 557 267	
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	0	284 304 787	305 474 732	
Total :	74 466 727	491 908 181	440 088 180	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024**Repartition fonctionnelle des ressources transférées par titre** (en milliers de francs CFA)

20/09/2023

Fonction Titre	Autorisations d'Engagement		Crédits de paiement	
	2024	2023	2023	2024
Services généraux des administrations publiques				
Transferts et subventions	0	11 103 175		12 016 089
Investissement	24 019 775	25 017 925		24 019 775
TOTAL	24 019 775	36 121 100		36 035 864
Affaires économiques				
Personnel	0	529 409		508 022
Biens et services	0	74 608		49 607
Transferts et subventions	0	1 008 050		867 214
Investissement	608 655	77 313 005		608 655
TOTAL	608 655	78 925 072		2 033 498
Protection de l'environnement				
Investissement	4 500 000	4 815 000		4 500 000
TOTAL	4 500 000	4 815 000		4 500 000
Santé				
Personnel	0	20 721 904		29 471 130
Biens et services	0	1 839 604		2 104 101
Transferts et subventions	0	1 714 587		1 904 378
TOTAL	0	24 276 095		33 479 609
Enseignement				
Personnel	0	269 719 045		281 373 172
Biens et services	0	26 346 342		29 960 384
Transferts et subventions	0	7 286 627		7 367 356
Investissement	45 338 297	44 418 900		45 338 297
TOTAL	45 338 297	347 770 914		364 039 209
TOTAL GENERAL	74 466 727	491 908 181		440 088 180

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2024		2023	2024
central				
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES				
Portion centrale			71 687 772	
Total :			71 687 772	
AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES				
Portion centrale	0		1 327 831	2 146 370
Total :	0		1 327 831	2 146 370
CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES				
Portion centrale	47 500		365 753	477 868
Total :	47 500		365 753	477 868
Total	47 500		73 381 356	2 624 238
Conseil Régional				
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES				
Region de Kayes	19 000		135 344	189 000
Total :	19 000		135 344	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO				
Region de Koulikoro	19 000		135 344	189 000
Total :	19 000		135 344	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO				
Region de Sikasso	19 000		135 344	189 000
Total :	19 000		135 344	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU				
Region de Segou	19 000		135 344	189 000
Total :	19 000		135 344	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TAOUDENIT				
Region de Taoudénit	19 000		135 344	189 000
Total :	19 000		135 344	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MENAKA				
Region de Menaka	19 000		135 344	189 000
Total :	19 000		135 344	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI				
Region de Mopti	19 000		135 344	189 000
Total :	19 000		135 344	189 000

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Conseil Régional			
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.			
Region de Tombouctou	19 000	135 344	188 719
Total :	19 000	135 344	188 719
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO			
Region de Gao	19 000	135 344	189 000
Total :	19 000	135 344	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL			
Region de Kidal	19 000	135 344	189 000
Total :	19 000	135 344	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT			
District de Bamako	19 000	135 344	189 000
Total :	19 000	135 344	189 000
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	200 000	6 285 668	5 845 410
Total :	200 000	6 285 668	5 845 410
REGION DE KAYES			
Region de Kayes	1 881 580	6 360 873	4 842 983
Total :	1 881 580	6 360 873	4 842 983
REGION DE KOULIKORO			
Region de Koulikoro	7 198 603	837 465	7 220 927
Total :	7 198 603	837 465	7 220 927
REGION DE SIKASSO			
Region de Sikasso	3 420 302	13 788 484	8 906 429
Total :	3 420 302	13 788 484	8 906 429
REGION DE SEGOU			
Region de Segou	255 115	7 145 322	4 913 510
Total :	255 115	7 145 322	4 913 510
REGION DE MOPTI			
Region de Mopti	895 333	5 184 077	3 696 596
Total :	895 333	5 184 077	3 696 596
REGION DE TOMBOUCTOU			
Region de Tombouctou	270 277	2 491 703	1 296 936
Total :	270 277	2 491 703	1 296 936

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Conseil Régional			
REGION DE GAO			
Region de Gao	436 401	2 549 803	1 507 301
Total :	436 401	2 549 803	1 507 301
REGION DE KIDAL			
Region de Kidal	200 001	658 282	520 646
Total :	200 001	658 282	520 646
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	200 001	297 087	200 001
Total :	200 001	297 087	200 001
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	200 001	616 843	439 910
Total :	200 001	616 843	439 910
REGION DE NIORO			
Region de Nioro	0	0	53 709
Total :	0	0	53 709
REGION DE DIOILA			
Region de Dioïla	0	0	22 349
Total :	0	0	22 349
REGION DE BOUGOUNI			
Region de Bougouni	0	0	29 442
Total :	0	0	29 442
REGION DE KOUTIALA			
Region de Koutiala	0	0	28 819
Total :	0	0	28 819
REGION DE BANDIAGARA			
Region de Bandiagara	0	0	42 910
Total :	0	0	42 910
REGION DE KITA			
Region de Kita	0	0	62 706
Total :	0	0	62 706
REGION DE SAN			
Region de San	0	0	24 932
Total :	0	0	24 932

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2024		2023	2024
Conseil Régional				
CHARGES COMMUNES				
Portion centrale	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000
Total :	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000
Total	19 866 614	52 204 391	46 234 235	46 234 235
Conseil de Cercle				
DISTRICT DE BAMAKO				
District de Bamako	10 843 137	25 500 070	27 460 918	27 460 918
Total :	10 843 137	25 500 070	27 460 918	27 460 918
REGION DE KAYES				
Cercle de Kayes	321 461	1 480 221	1 571 016	1 571 016
Cercle de Bafoulabé	128 166	557 208	598 087	598 087
Cercle de Diéma		379 380		
Cercle de Kéniéba	27 872	457 620	498 329	498 329
Cercle de Kita		1 299 875		
Cercle de Nioro du Sahel		815 753		
Cercle de Yélimané	30 128	510 924	480 845	480 845
Total :	507 627	5 500 981	3 148 277	3 148 277
REGION DE KOULIKORO				
Cercle de Koulikoro	3 390 862	7 647 834	7 391 326	7 391 326
Cercle de Banamba	14 028	413 814	545 247	545 247
Cercle de Dioïla		1 135 182		
Cercle de Kangaba	17 808	263 318	369 032	369 032
Cercle de Kati	2 534 616	6 567 808	7 476 527	7 476 527
Cercle de Kolokani	2 688	371 938	754 507	754 507
Cercle de Nara		239 743		
Total :	5 960 002	16 639 637	16 536 639	16 536 639

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Conseil de Cercle			
REGION DE SIKASSO			
Cercle de Sikasso	599 456	3 248 973	3 583 891
Cercle de Bougouni		932 490	
Cercle de Kadiolo	58 344	602 648	630 171
Cercle de Kolondiéba		294 497	
Cercle de Koutiala		1 909 400	
Cercle de Yanfolila		420 401	
Cercle de Yorosso		394 345	
Total :	657 800	7 802 754	4 214 062
REGION DE SEGOU			
Cercle de Ségou	851 656	2 845 933	3 276 929
Cercle de Barouéli	16 800	386 757	362 708
Cercle de Bla	189 888	659 095	706 192
Cercle de Macina	8 064	324 132	339 216
Cercle de Niono	288 672	789 190	856 288
Cercle de San		1 471 823	
Cercle de Tominian		596 124	
Total :	1 355 080	7 073 054	5 541 333
REGION DE MOPTI			
Cercle de Mopti	296 895	1 368 527	1 435 730
Cercle de Bandiagara		411 818	
Cercle de Bankass		332 946	
Cercle de Djénné	23 040	223 061	234 194
Cercle de Douentza		284 803	
Cercle de Koro		561 190	
Cercle de Tenenkou	0	139 596	147 328
Cercle de Youwarou	0	159 189	169 621
Total :	319 935	3 481 130	1 986 873

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Conseil de Cercle			
REGION DE TOMBOUCTOU			
Cercle de Tombouctou	100 000	186 567	198 983
Cercle de Diré	0	40 378	51 246
Cercle de Goundam	0	39 129	51 545
Cercle de Gourma-Rharous	0	40 301	51 126
Cercle de Niafunké	0	41 988	53 796
Total :	100 000	348 363	406 696
REGION DE GAO			
Cercle de Gao	226 360	999 044	1 029 736
Cercle d'Ansongo	0	353 478	366 067
Cercle de Bourem	0	263 046	280 188
Total :	226 360	1 615 568	1 675 991
REGION DE KIDAL			
Cercle de Kidal	0	471 217	545 787
Cercle d'Abeïbara	0	24 907	29 750
Cercle de Tessalit	0	25 651	30 680
Cercle de Tin-Essako	0	24 427	29 650
Total :	0	546 202	635 867
REGION DE TAOUDENIT			
Cercle de Taoudénit	0	143 208	169 626
Total :	0	143 208	169 626
REGION DE MENAKA			
Cercle de Menaka	0	285 966	312 236
Total :	0	285 966	312 236
REGION DE NIORO			
Cercle de Diéma	27 872	0	420 190
Cercle de Nioro du Sahel	27 872	0	846 431
Total :	55 744	0	1 266 621
REGION DE DIOILA			
Cercle de Dioïla	184 548	0	1 486 944
Total :	184 548	0	1 486 944

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2024		2023	2024
Conseil de Cercle				
REGION DE BOUGOUNI				
Cercle de Bougouni				
Cercle de Kolondiéba	78 232		0	967 652
Cercle de Yanfolila	17 160		0	301 238
Total :	17 512		0	427 425
REGION DE KOUTIALA				
Cercle de Koutiala				
Cercle de Yorosso	431 464		0	1 993 104
Total :	41 536		0	383 545
REGION DE BANDIAGARA				
Cercle de Bandiagara				
Cercle de Bankass	42 620		0	425 435
Cercle de Koro	23 840		0	375 816
Total :	0		0	64 674
REGION DE KITA				
Cercle de Kita				
Total :	195 104		0	1 525 350
REGION DE NARA				
Cercle de Nara				
Total :	16 464		0	340 303
REGION DE SAN				
Cercle de San				
Cercle de Tominian	521 664		0	1 584 878
Total :	40 800		0	639 603
REGION DE DOUENTZA				
Cercle de Douentza				
Cercle de Koro	1 200		0	317 323
Total :	94 480		0	527 559
Total	95 680		0	844 882
	21 732 309		68 936 933	74 747 285
Commune				

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	0	15 421	24 604
Commune I	0	4 662 412	5 016 477
Commune II	0	3 851 724	3 937 875
Commune III	0	4 968 474	5 473 522
Commune IV	0	5 365 118	5 864 859
Commune V	0	6 831 778	7 364 948
Commune VI	0	7 708 042	8 536 195
Total :	0	33 402 969	36 218 480

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE KAYES	0	113 459	120 308
COMMUNE DE BANGASSI	0	223 230	206 023
COMMUNE DE COLIMBINE	0	220 071	188 130
COMMUNE DE DIAMOU	0	297 053	254 623
COMMUNE DE DJELEBOU	0	234 283	240 308
COMMUNE DE FALEME	0	240 163	185 379
COMMUNE GORY-GOPELA	0	94 007	88 171
COMMUNE GUIDIMAKAN KERI KAFO	0	161 281	161 295
COMMUNE DE HAWA DEMBAYA	0	228 400	246 862
COMMUNE DE KARAKORO	0	100 929	111 656
COMMUNE DE KEMENE TAMBA	0	224 228	208 536
COMMUNE DE KHOULOUM	0	498 456	504 674
COMMUNE DE KOUSSANE	0	141 474	142 688
COMMUNE DE LIBERTE DEMBAYA	0	358 557	395 668
COMMUNE DE LOGO	0	302 063	300 400
COMMUNE DE MARENA-DIOMBOUGOU	0	190 774	174 689
COMMUNE DE TAFARCIRGA	0	138 673	125 600
COMMUNE DE MARINTOUMANIA	0	76 374	89 547
COMMUNE DE SADIOLA	0	457 292	437 679
COMMUNE DE SAHEL	0	80 186	88 300
COMMUNE DE SAME-DIOMGOMA	0	302 932	288 903
COMMUNE DE SEGALA	0	263 844	248 192
COMMUNE DE SERO-DIAMANOU	0	184 376	191 596
COMMUNE DE SONY	0	134 446	127 732
COMMUNE URBAINE DE KOUNIAKARY	0	63 963	69 440
COMMUNE URBAINE DE SOMANKIDY	0	72 023	64 918
COMMUNE URBAINE DE GOUMERA	0	71 578	66 128
COMMUNE URBAINE DE FEGUI	0	66 565	69 379
COMMUNE URBAINE DE KAYES	0	3 313 772	3 454 660
COMMUNE DE BAFOULABE	0	557 390	550 346
COMMUNE BAMAFELE	0	403 778	381 220
COMMUNE DE DIAKON	0	222 369	198 997
COMMUNE DE DIALLAN	0	87 900	73 561

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE DIOHELI	0	154 763	161 558
COMMUNE DE KOUNDIAN	0	242 954	220 636
COMMUNE DE MAHINA	0	812 886	800 020
COMMUNE DE NIAMBIA	0	58 100	59 725
COMMUNE DE OUALIA	0	304 532	276 393
COMMUNE DE TOMORA	0	313 953	325 309
COMMUNE DE GOUNFAN	0	54 429	55 604
COMMUNE DE KOUTELA	0	189 713	191 397
COMMUNE DE SIDIBELA	0	52 936	49 011
COMMUNE DE BEMA		133 863	
COMMUNE DE DIANGOUNTE-CAMARA		267 096	
COMMUNE DE DIANGUIRDE		124 228	
COMMUNE DE DIEMA		506 937	
COMMUNE DE DIEOURA		142 918	
COMMUNE DE DIOUMARA-KOUSSATA		161 297	
COMMUNE DE GUEDIBINE		41 465	
COMMUNE DE FASSOUDEBE	0	36 543	38 504
COMMUNE DE GOMITRADOUGOU	0	117 921	122 803
COMMUNE DE GROUMERA		57 420	
COMMUNE DE LAKAMANE		157 845	
COMMUNE DE LAMBIDOU	0	160 538	145 647
COMMUNE DE MADIGA-SACKO	0	125 451	140 618
COMMUNE DE SANSANKIDE	0	73 974	82 648
COMMUNE URBAINE DE FATAO		138 989	
COMMUNE DE BAYE		115 505	
COMMUNE DE DABIA		190 846	
COMMUNE DE DIALAFARA	0	230 519	192 415
COMMUNE DE DOMBIA	0	58 991	46 874
COMMUNE DE FALEA	0	112 186	107 459
COMMUNE DE FARABA	0	116 025	108 641
COMMUNE DE GUENEGORE	0	159 194	160 920
COMMUNE DE KASSAMA	0	297 747	284 138
COMMUNE DE KENIEBA	0	826 810	849 205

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE KOUROUKOTO	0	51 768	53 147
COMMUNE DE SAGALO	0	157 680	136 831
COMMUNE DE SITAKILLY	0	427 540	366 447
COMMUNE DE BENDOUGOU	0	322 584	306 153
COMMUNE DE BENKADI FOUNIA	0	225 810	211 879
COMMUNE DE BOUGARIBAYA	0	165 507	156 704
COMMUNE DE DJIDIAN		304 663	
COMMUNE DE GADOUGOU I	0	295 003	293 983
COMMUNE DE GADOUGOU II	0	85 019	88 105
COMMUNE DE KASSARO	0	369 811	389 350
COMMUNE DE KITA NORD		139 919	
COMMUNE DE BOUDOFO		139 169	
COMMUNE DE KITA OUEST	0	341 005	354 101
COMMUNE DE BADIA	0	264 852	236 048
COMMUNE DE KOBRI		208 665	
COMMUNE DE KOULOU	0	66 960	58 081
COMMUNE DE MADINA		220 052	
COMMUNE DE KOTOUBA		65 752	
COMMUNE DE MAKANO	0	115 358	123 473
COMMUNE DE NAMALA GUIMBA	0	130 283	124 717
COMMUNE DE Niantanso		39 900	
COMMUNE DE SABOULA	0	101 690	105 259
COMMUNE DE SOURANSAN-TOMOTO		141 496	
COMMUNE DE SEBEKORO		595 134	
COMMUNE DE GUEMOUKOURABA		93 908	
COMMUNE DE DJOUGOUN		76 239	
COMMUNE DE DINDANKO	0	68 976	62 314
COMMUNE DE SEFETO NORD		101 534	
COMMUNE DE SEFETO OUEST		165 142	
COMMUNE DE SENKO		107 054	
COMMUNE DE SIRAKORO		132 275	
COMMUNE DE TAMBAGA		142 680	
COMMUNE DE TOUKOTO		151 666	

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE KOKOFATA		217 158	
COMMUNE URBAINE DE KITA		2 202 713	
COMMUNE DE KOUROUNIKOTO		44 631	
COMMUNE DE BANIERE-KORE		56 514	
COMMUNE DE DIABIGUE	0	78 583	79 869
COMMUNE DE DIARRA		106 305	
COMMUNE DE DIAYE-COURA		104 229	
COMMUNE DE GAVINANE		122 846	
COMMUNE DE GOGUI	0	224 384	212 912
COMMUNE DE GUETEMA		86 074	
COMMUNE DE GADIABA-KADIEL		155 031	
COMMUNE DE KORERA-KORE		141 067	
COMMUNE DE NIORO TOOGOUBE		160 221	
RANGABE			
COMMUNE DE SANDARE		420 889	
COMMUNE DE SIMBI		96 870	
COMMUNE DE YERERE		189 501	
COMMUNE URBAINE DE TROUNGOMBE		185 712	
COMMUNE URBAINE YOURI		92 166	
COMMUNE URBAINE DE NIORO		1 032 640	
COMMUNE DE DIAFOUNOU GORY	0	208 781	106 581
COMMUNE DE DIAFOUNOU-DIONGAGA	0	84 101	80 004
COMMUNE DE FANGA	0	115 767	48 228
COMMUNE DE GORY		109 426	
COMMUNE DE GUIDIME	0	512 966	417 696
COMMUNE DE KREMIS	0	74 948	70 666
COMMUNE DE KIRANE KANIAGA	0	300 649	256 503
COMMUNE DE KONSIGA	0	82 261	50 660
COMMUNE DE MAREKAFFO	0	37 895	32 817
COMMUNE DE SOUMPOU	0	39 876	25 614
COMMUNE DE TRINGA		122 689	
COMMUNE URBAINE DE TOYA	0	77 248	75 029
Total :	0	30 163 698	18 998 304

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE KOULIKORO	0	124 367	140 698
COMMUNE DE DINANDOUGOU	0	238 924	254 838
COMMUNE DE KOULA	0	284 650	303 017
COMMUNE DE DOUMBA	0	200 884	217 817
COMMUNE DE MEGUETAN	0	748 305	750 187
COMMUNE DE NYAMINA COMMUNE	0	288 613	293 417
DE SIRAKOROLA COMMUNE DE	0	421 717	411 131
TIENFALA COMMUNE DE TOUGOUNI	0	240 924	254 725
COMMUNE URBAINE DE KOULIKORO	0	136 564	138 925
COMMUNE DE BANAMBA COMMUNE	0	2 176 689	1 947 686
DE BEN KADI COMMUNE DE BORON	0	778 157	778 556
COMMUNE DE SEBETE	0	168 669	171 241
COMMUNE DE DUGUWOLOWULA	0	265 116	258 984
COMMUNE DE KIBAN	0	47 634	48 397
COMMUNE DE MADINA-SACKO	0	313 091	283 900
COMMUNE DE TOUBACORO	0	109 319	117 435
COMMUNE DE TOUBAKOROBA	0	227 819	237 161
COMMUNE DE BANCO	0	155 795	140 197
COMMUNE DE BENKADI	0	87 154	72 091
COMMUNE DE BINKO	0	364 580	334 006
COMMUNE DE DEGNEKORO	0	93 745	86 325
COMMUNE DE DIEDOUGOU	0	338 770	291 499
COMMUNE DE DIOUMAN COMMUNE		157 527	
DE DOLENDOUGOU COMMUNE DE	0	490 010	431 564
GUEGNEKA COMMUNE DE	0	159 478	154 655
KALADOUGOU COMMUNE DE	0	143 684	120 753
KEMEKAFO COMMUNE DE KERELA	0	1 100 217	1 071 092
COMMUNE DE MASSIGUI COMMUNE	0	1 427 485	1 505 593
DE NANGOLA COMMUNE DE	0	244 090	238 857
NIANTJILA	0	183 355	169 605
		465 369	
		222 417	
	0	151 635	151 103

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE N'DOLONDOUGOU	0	203 820	173 344
COMMUNE DE DIEBE	0	110 729	110 465
COMMUNE DE N'GARADOUGOU		127 479	
COMMUNE DE N'GOLOBOUGOU	0	177 740	178 610
COMMUNE DE TENINDOUGOU	0	169 049	141 722
COMMUNE DE WACORO	0	178 775	168 851
COMMUNE DE ZAN COULIBALY	0	389 155	381 200
COMMUNE DE JEKAFO	0	113 193	96 670
COMMUNE DE KILIDOUGOU	0	230 463	206 423
COMMUNE DE BENKADI	0	273 342	208 379
COMMUNE DE SELEFOUGOU		163 109	
COMMUNE DE MINIDIAN	0	971 303	933 421
COMMUNE DE NARENA	0	427 274	368 166
COMMUNE DE BALAN-BAKAMA	0	145 100	147 021
COMMUNE DE NOUGA	0	189 531	200 711
COMMUNE DE KANIOGO	0	412 340	353 614
COMMUNE DE KARAN	0	269 351	209 404
COMMUNE DE MARAMANDOUGOU	0	287 275	196 795
COMMUNE DE BAGUINEDA-CAMP	0	1 660 404	1 830 614
COMMUNE DE BANCOUMANA	0	401 687	401 529
COMMUNE DE BOSSOFLA	0	204 544	235 642
COMMUNE DE BOUGOULA	0	138 919	146 782
COMMUNE DE DABAN	0	132 251	191 681
COMMUNE DE DIALAKOROBA		453 755	
COMMUNE DE DIALAKORODJI	0	475 443	555 891
COMMUNE DE DIEDOUGOU	0	112 326	112 167
COMMUNE DE DIO GARE	0	342 073	451 667
COMMUNE DE DOGODOUMAN	0	424 644	448 689
COMMUNE DE DOMBILA	0	164 296	179 946
COMMUNE DE FARABA	0	206 061	218 406
COMMUNE DE TIAKADOUGOU-DIALAKORO	0	104 112	106 767
COMMUNE DE KALABANCORO	0	3 670 008	4 153 778
COMMUNE DE KALIFABOUGOU	0	154 258	174 640

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE KAMBILA	0	546 745	598 268
COMMUNE DE KOUROUBA		165 387	
COMMUNE DE MANDE	0	1 583 420	1 802 740
COMMUNE DE MORIBABOUGOU	0	531 660	592 614
COMMUNE DE N'GABACORO-DROIT	0	362 481	427 413
COMMUNE DE NIAGADINA		142 350	
COMMUNE DE MOUNTOUGOULA	0	750 736	798 788
COMMUNE DE N'GOURABA	0	251 749	268 739
COMMUNE DE N'TJIBA	0	181 477	186 317
COMMUNE DE OUELESSEBOUGOU		1 356 188	
COMMUNE DE SAFO	0	490 578	534 612
COMMUNE DE SANANKORO-DJITOUMOU	0	183 522	196 505
COMMUNE DE SANANKOROBA		952 632	
COMMUNE DE SIBY	0	440 543	409 772
COMMUNE DE NIOUMA-MAKAMA	0	92 018	102 145
COMMUNE DE DOUBABOUGOU	0	213 705	218 675
COMMUNE DE DIAGO	0	146 599	166 691
COMMUNE DE TIELE	0	224 527	223 408
COMMUNE DE YELEKEBOUGOU	0	143 553	253 549
COMMUNE DE SANGAREBOUGOU	0	672 390	756 202
COMMUNE DE KATI	0	2 810 916	3 240 219
COMMUNE DE SOBRA	0	63 688	57 126
COMMUNE DE DIDIENI	0	411 273	514 039
COMMUNE DE GUIHOYO	0	245 545	318 661
COMMUNE DE KOLOKANI	0	1 005 375	1 171 588
COMMUNE DE MANSATONLA	0	415 382	543 620
COMMUNE DE NONKON	0	257 895	453 389
COMMUNE DE NOSSOMBOUGOU	0	500 351	709 518
COMMUNE DE OUOLODO	0	171 829	367 840
COMMUNE DE SAGABALA	0	222 735	326 656
COMMUNE DE SEBECORO I	0	255 059	362 465
COMMUNE DE TIORIBOUGOU	0	190 694	372 869
COMMUNE DE ALLAHINA		73 424	

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE DABO	0	62 040	63 974
COMMUNE DE DILLY		177 808	
COMMUNE DE DOGOFRY	0	251 123	245 518
COMMUNE DE FALLOU		193 961	
COMMUNE DE GUENEIBE	0	378 981	53 810
COMMUNE DE GUIRE		72 931	
COMMUNE DE KORONGA	0	57 227	57 940
COMMUNE DE NARA		755 924	
COMMUNE DE NIAMANA	0	224 579	225 805
COMMUNE DE OUAGADOU	0	216 437	226 237
Total :	0	44 487 999	41 506 162

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE SIKASSO	0	5 495	7 875
COMMUNE DE WATENI	0	121 533	126 366
COMMUNE DE ZANIENA	0	148 797	150 428
COMMUNE DE MINIKO	0	76 162	78 813
COMMUNE DE N'TJIKOUNA	0	77 739	78 841
COMMUNE DE NIENA	0	1 172 954	1 188 665
COMMUNE DE KAPOLONDOUGOU	0	466 063	463 122
COMMUNE DE ZANFEREBOUGOU	0	145 309	147 339
COMMUNE DE FARAKALA		321 655	
COMMUNE DE KOFAN	0	176 794	179 338
COMMUNE DE FINKOLO-GANADOUGOU	0	223 707	223 525
COMMUNE DE LOBOUGOULA	0	422 713	422 830
COMMUNE DE KOLOKOKOBA	0	129 700	132 466
COMMUNE DE SANZANA		142 182	
COMMUNE DE DOUMANABA	0	265 091	260 966
COMMUNE DE KOUROUMA	0	198 081	200 006
COMMUNE DE KIGNAN	0	480 475	485 772
COMMUNE DE TELLA	0	125 467	127 016
COMMUNE DE KOUMANKOU		117 186	
COMMUNE DE DIALAKORO	0	69 105	70 140
COMMUNE DE NONGO-SOUALA	0	142 056	142 453
COMMUNE DE DANDERESSO	0	380 775	398 509
COMMUNE DE KLELA	0	460 702	460 113
COMMUNE DE FAMA	0	157 955	158 154
COMMUNE DE GONGASSO	0	282 016	282 936
COMMUNE DE KOUORO	0	221 211	222 752
COMMUNE DE KABARASSO	0	95 679	96 854
COMMUNE DE DOGONI	0	162 205	163 765
COMMUNE DE BLENDIO	0	248 951	247 781
COMMUNE DE BENKADI	0	143 925	147 467
COMMUNE DE DEMBELA	0	170 872	171 111
COMMUNE DE TIANKADI	0	80 418	81 771
COMMUNE DE PIMPERNA	0	138 690	140 269

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE NATIEN	0	121 384	122 081
COMMUNE DE MISSIRIKORO	0	161 998	162 905
COMMUNE SOKOURANI-MISSIRIKORO	0	98 293	96 519
COMMUNE DE KAPALA		174 875	
COMMUNE DE FINKOLO	0	282 059	291 170
COMMUNE DE KAFOZIELA	0	107 570	108 947
COMMUNE DE ZANGARADOUGOU	0	124 432	125 395
COMMUNE DE DIOMATENE	0	130 430	130 122
COMMUNE DE KABOILA	0	472 557	473 600
COMMUNE URBAINE DE SIKASSO	0	8 186 449	8 275 652
COMMUNE DE MIRIA	0	152 162	153 972
COMMUNE DE ZANTIEBOUGOU		353 300	
COMMUNE DE KOUMANTOU		879 018	
COMMUNE DE GARALO		350 836	
COMMUNE DE DEFINA		87 968	
COMMUNE DE BLADIE-TIEMALA		51 950	
COMMUNE DE SANZO		238 760	
COMMUNE DE DOMBA	0	160 809	159 933
COMMUNE DE WOLA	0	175 584	176 341
COMMUNE DE DEBELIN	0	100 600	100 805
COMMUNE DE MERIDIELA	0	111 083	111 495
COMMUNE DE DOGO	0	312 424	315 286
COMMUNE DE KELEYA		269 497	
COMMUNE DE SYEN TOULA		123 488	
COMMUNE DE OUROUN	0	71 569	72 235
COMMUNE DE FARAGOUARAN		123 861	
COMMUNE DE SIDO		269 577	
COMMUNE DE KOKELE		89 016	
COMMUNE DE KOLA	0	120 619	124 505
COMMUNE DE FARADIELE		55 138	
COMMUNE URBAINE DE BOUGOUNI		2 420 800	
COMMUNE DE DANON	0	142 636	142 090
COMMUNE DE KOUROULAMINI		107 201	

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2024		2023	2024
Commune				
REGION DE SIKASSO				
COMMUNE DE TIEMALA BANIMONOTIE			152 544	
COMMUNE DE SIBIRILA			192 142	
COMMUNE DE YININDOUGOU	0		96 103	95 649
COMMUNE DE YIRIDOUGOU	0		111 774	112 895
COMMUNE DE DIOUMATENE	0		116 685	119 745
COMMUNE DE DIOU	0		77 715	79 172
COMMUNE DE ZEGOUA	0		358 050	359 913
COMMUNE DE KADIOLO	0		1 207 174	1 205 643
COMMUNE DE KAI	0		61 117	62 081
COMMUNE DE NIMBOUGOU	0		101 758	103 675
COMMUNE DE LOULOUNI	0		522 460	522 075
COMMUNE DE MISSENI	0		198 011	199 276
COMMUNE DE FOUROU	0		509 167	501 557
COMMUNE DE KOLONDIÉBA			841 816	
COMMUNE DE N'GOLODIANA	0		95 814	95 770
COMMUNE DE BOUGOULA	0		54 993	55 349
COMMUNE DE FAKOLA 1			177 634	
COMMUNE DE FARAKO	0		155 788	155 059
COMMUNE DE KADIANA			200 897	
COMMUNE DE NANGALASSO			118 705	
COMMUNE DE TIONGUI			100 084	
COMMUNE DE TOUSSEGUELA			79 089	
COMMUNE DE KOLOSSO			74 113	
COMMUNE DE KEBILA			453 914	
COMMUNE DE MENA	0		190 976	191 337
COMMUNE DE M'PESSOBA			916 579	
COMMUNE DE MIENA			133 248	
COMMUNE DE KAFO FABOLI	0		124 764	125 533
COMMUNE DE N'TOSSONI			108 181	
COMMUNE DE KARAGOUANA MALLE	0		112 265	110 565
COMMUNE DE FAKOLO	0		232 285	233 233
COMMUNE DE Niantaga	0		116 316	117 972
COMMUNE DE KOUNIANA			80 857	

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE SOROBASSO		74 155	
COMMUNE DE N'GOLONIANASSO		246 570	
COMMUNE DE SINCINA		525 575	
COMMUNE DE ZEBALA		183 113	
COMMUNE DE N'GOUTJINA	0	351 797	353 171
COMMUNE DE KAPALA		171 779	
COMMUNE DE KONSEGUELA		334 480	
COMMUNE DE KONINA		110 244	
COMMUNE DE ZANGASSO		291 037	
COMMUNE DE SINKOLO	0	77 935	78 536
COMMUNE URBAINE DE KOUTIALA		4 021 994	
COMMUNE DE DIOURADOUGOU KAFO	0	78 819	79 393
COMMUNE DE GOUADJI KAO	0	112 109	113 567
COMMUNE DE GOUDIE SOUGOUNA	0	150 879	145 003
COMMUNE DE KOLONIGUE	0	307 942	309 125
COMMUNE DE KONINGUE	0	203 553	201 071
COMMUNE DE KOROMO	0	137 506	134 237
COMMUNE DE LOGOUANA	0	72 165	73 151
COMMUNE DE NAFANGA	0	112 039	113 127
COMMUNE DE SONGO DOUBAKORE	0	134 973	132 238
COMMUNE DE SONGOUA	0	80 129	81 394
COMMUNE DE YOGNOGO	0	94 800	95 927
COMMUNE DE ZANFIGUE	0	96 788	96 919
COMMUNE DE DIEDOUGOU	0	74 443	75 402
COMMUNE DE FAGUI	0	159 164	159 797
COMMUNE DE NAMPE	0	95 688	94 504
COMMUNE DE TAO	0	80 745	81 452
COMMUNE DE ZANINA		81 521	
COMMUNE DE WASSOULOU-BALLE	0	836 729	831 540
COMMUNE DE YALLANKORO-SOLOBA	0	132 598	132 544
COMMUNE DE DJIGUIYA DE KOLONI	0	77 448	77 536
COMMUNE DE BAYA	0	316 030	315 114
COMMUNE DE BOLO - FOUTA	0	86 025	91 718

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE DJALLON FOULA	0	96 466	96 909
COMMUNE DE GOUANAN	0	294 633	292 819
COMMUNE DE GOUANDIAKA	0	311 710	310 894
COMMUNE DE KOUSSAN	0	180 714	180 384
COMMUNE DE SANKARANI	0	63 010	63 338
COMMUNE DE SERE MOUSA ANI SAMOU DE SIEREKOLE	0	180 468	179 829
COMMUNE DE TAGANDOUGOU	0	136 355	135 967
COMMUNE DE KARANGANA	0	317 515	318 725
COMMUNE DE YOROSSO		476 464	
COMMUNE DE KIFFOSSO	0	250 542	252 574
COMMUNE DE MENAMBA I	0	136 773	138 219
COMMUNE DE BOURA	0	210 968	212 253
COMMUNE DE KOUMBIA	0	198 124	198 651
COMMUNE DE KOURY		699 060	
COMMUNE DE OURIKELA	0	243 671	245 104
COMMUNE DE MAHOU	0	135 586	137 328
Total :	0	46 115 455	29 276 455

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE DIGANIBOUGOU	0	136 827	145 802
COMMUNE DE DJEDOUGOU	0	39 042	44 068
COMMUNE DE DIORO	0	401 867	403 107
COMMUNE DE FARAKOU MASSA	0	79 875	92 424
COMMUNE DE SEBOUGOU	0	594 163	642 574
COMMUNE DE PELENGANA	0	1 251 280	1 278 463
COMMUNE DE N'GARA	0	215 409	237 501
COMMUNE DE MASSALA	0	178 146	176 444
COMMUNE DE KONODIMINI	0	242 379	235 019
COMMUNE DE SOIGNEBOUGOU	0	86 584	87 333
COMMUNE DE SAKOIBA	0	254 321	276 650
COMMUNE DE SANSANDING	0	179 527	180 847
COMMUNE DE SIBILA	0	70 036	72 636
COMMUNE DE DIOUNA	0	62 527	65 146
COMMUNE DE FATINE	0	77 926	79 585
COMMUNE DE KAMIANDOUGOU	0	49 255	52 631
COMMUNE DE BAGUIDABOUGOU	0	83 701	90 878
COMMUNE DE N'KOUMANDOUGOU	0	54 734	57 267
COMMUNE DE BELLEN	0	29 941	28 562
COMMUNE DE BOUSSIN	0	122 540	124 891
COMMUNE DE MARKALA	0	1 003 347	1 017 504
COMMUNE DE SAMA-FOULALA	0	103 872	109 800
COMMUNE DE SOUBA	0	173 376	179 995
COMMUNE DE CINZANA	0	270 386	284 694
COMMUNE DE FARAKO	0	219 768	235 315
COMMUNE DE SAMINE	0	84 070	96 916
COMMUNE DE KATIENA	0	104 119	102 363
COMMUNE DE DOUGABOUGOU	0	269 655	275 412
COMMUNE DE TOGOU	0	105 620	109 311
COMMUNE URBAINE DE SEGOU	0	3 716 485	3 862 138
COMMUNE DE BAROUELI	0	500 932	500 423
COMMUNE DE KONONBOUGOU	0	486 043	492 774
COMMUNE DE KALAKE	0	156 602	158 694

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE N'GASSOLA	0	64 158	65 043
COMMUNE DE BOIDIE	0	167 188	174 311
COMMUNE DE TAMANI	0	137 456	135 158
COMMUNE DE SANANDO	0	233 213	230 999
COMMUNE DE GOUENDO	0	79 525	80 032
COMMUNE DE SOMO	0	99 578	100 398
COMMUNE DE DOUGOUFIE	0	85 077	85 001
COMMUNE DE TESSERLA	0	93 823	97 010
COMMUNE DE TIEMENA	0	85 822	84 587
COMMUNE DE NIALA	0	181 196	181 003
COMMUNE DE DIARAMANA		291 972	
COMMUNE DE KEMENI	0	194 037	193 498
COMMUNE DE SOMASSO	0	189 031	206 193
COMMUNE DE DOUGOUOLO	0	136 878	137 426
COMMUNE DE BLA	0	794 491	840 982
COMMUNE DE FALO	0	170 218	170 943
COMMUNE DE YANGASSO		498 030	
COMMUNE DE BEGUENE	0	124 934	128 628
COMMUNE DE KORODOUGOU	0	138 556	138 674
COMMUNE DE KAZANGASSO		78 090	
COMMUNE DE FANI		145 903	
COMMUNE DE KOULANDOUGOU	0	22 431	27 353
COMMUNE DE TOUNA	0	275 931	279 100
COMMUNE DE DIENA	0	68 471	58 837
COMMUNE DE SAMABOGO	0	130 399	137 535
COMMUNE DE MACINA	0	825 658	842 293
COMMUNE DE KOLONGO	0	367 951	375 721
COMMUNE DE KOKRY CENTRE	0	276 572	298 503
COMMUNE DE BOKY WERE	0	127 985	137 198
COMMUNE DE TONGUE	0	118 410	120 366
COMMUNE DE SALOBA	0	352 080	357 267
COMMUNE DE FOLOMANA	0	100 744	98 652
COMMUNE DE MONIMPEBOUGOU	0	173 058	173 586

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE SANA	0	201 796	204 208
COMMUNE DE SOULEYE	0	123 616	123 892
COMMUNE DE MATOMO	0	74 918	73 499
COMMUNE DE YEREDON SANIONA	0	151 369	157 377
COMMUNE DE DOGOFRY	0	183 883	182 553
COMMUNE DE NIONO	0	1 075 623	1 089 960
COMMUNE DE MARIKO	0	196 732	191 818
COMMUNE DE KALA SIGUIDA	0	233 343	250 765
COMMUNE DE SIRIFLA BOUNDY	0	277 341	278 896
COMMUNE DE SOKOLO	0	169 613	173 249
COMMUNE DE TORIDAGA-KO	0	105 725	105 393
COMMUNE DE SIRIBALA	0	340 188	358 120
COMMUNE DE NAMPALARI	0	22 414	23 977
COMMUNE DE POGO	0	94 860	93 907
COMMUNE DE DIABALY	0	281 199	292 911
COMMUNE DE DIAKOUROUNA	0	90 418	97 739
COMMUNE DE N' TOROSSO		127 555	
COMMUNE DE DIELI	0	135 618	133 374
COMMUNE DE NIASO	0	138 632	134 895
COMMUNE DE N'GOA		91 637	
COMMUNE DE TENENI		109 119	
COMMUNE DE SIADOUGOU		108 383	
COMMUNE DE SY		79 496	
COMMUNE DE FION		58 045	
COMMUNE DE OUOLON	0	99 528	102 180
COMMUNE DE BARAMANDOUGOU	0	95 037	106 298
COMMUNE DE TENE	0	114 326	114 083
COMMUNE DE DAH		109 891	
COMMUNE DE SOUROUNTOUNA		143 857	
COMMUNE DE KARABA		119 500	
COMMUNE DE WAKI		118 295	
COMMUNE DE NIAMANA	0	58 069	69 683
COMMUNE DE KANIEGUE	0	139 673	148 296

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2024		2023	2024
Commune				
REGION DE SEGOU				
COMMUNE DE KAVA			416 953	
COMMUNE DE MORIBILA			132 430	
COMMUNE DE KASSOROLA			163 687	
COMMUNE DE SOMO	0		57 296	62 250
COMMUNE DE TOURAKOLOMBA	0		66 731	65 571
COMMUNE DE DJEGUENA			91 488	
COMMUNE URBAINE DE SAN			2 013 563	
COMMUNE DE BEBENA	0		366 472	367 934
COMMUNE DE OUAN	0		111 588	120 130
COMMUNE DE DIORA			146 921	
COMMUNE DE LANFIALA	0		67 820	66 847
COMMUNE DE KOULA			167 033	
COMMUNE DE FANGASSO			229 591	
COMMUNE DE SANEKUY			242 369	
COMMUNE DE YASSO	0		260 342	275 363
COMMUNE DE MAFOUNE	0		189 586	185 756
COMMUNE DE TIMISSA			144 560	
COMMUNE DE MANDIAKUY			252 526	
COMMUNE DE TOMINIAN			685 288	
Total :	0		29 509 164	23 404 388

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE SOCOURA	0	1 091 330	1 166 377
COMMUNE DE DIALLOUBE	0	119 657	130 354
COMMUNE DE FATOMA	0	312 368	325 349
COMMUNE DE KONNA	0	527 867	527 235
COMMUNE DE KOROMBANA	0	220 057	217 055
COMMUNE DE KOUNARI	0	152 370	153 724
COMMUNE DE OURO-MODI	0	74 932	80 175
COMMUNE DE OUROUBE-DOUDDE	0	122 462	123 442
COMMUNE DE SIO	0	521 624	558 771
COMMUNE DE SOYE	0	79 533	85 851
COMMUNE DE BORONDOUGOU	0	107 980	101 901
COMMUNE DE SASALBE	0	44 243	52 412
COMMUNE DE KOUBAYE	0	68 815	71 726
COMMUNE URBAINE DE MOPTI	0	3 441 322	3 773 325
COMMUNE DE BASSIROW	0	85 277	86 081
COMMUNE DE DOUCOUMBO	0	361 276	369 734
COMMUNE DE DOUROU		275 830	
COMMUNE DE DOGANI BERE	0	29 878	30 948
COMMUNE DE KENDE		32 945	
COMMUNE DE LOWOL-GUEOU	0	42 557	44 292
COMMUNE DE METOUMOU	0	107 966	109 496
COMMUNE DE PELOU		96 583	
COMMUNE DE PIGNARI-BANA	0	160 812	157 511
COMMUNE DE PIGNARI	0	99 060	99 678
COMMUNE DE SANGHA		516 698	
COMMUNE DE SOROLY		119 071	
COMMUNE DE WADOUBA	0	357 753	356 813
COMMUNE DE DANDOLI		143 489	
COMMUNE DE BORKO		43 813	
COMMUNE DE DIAMNATI		86 298	
COMMUNE DE SEGUE-IRE	0	140 392	142 316
COMMUNE DE TIMIRI		77 324	
COMMUNE DE BARA-SARA	0	112 835	115 289

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2024		2023	2024
Commune				
REGION DE MOPTI				
COMMUNE DE KENDIE			179 211	
COMMUNE URBAINE DE BANDIAGARA			786 452	
COMMUNE DE ONDOUGOU			70 938	
COMMUNE DE BAYE			341 115	
COMMUNE DE DIALLASSAGOU			154 353	
COMMUNE DE DIMBAL-HABE			205 040	
COMMUNE DE KANI-BOZON			185 681	
COMMUNE DE KOULOGON-HABE			128 766	
COMMUNE DE LESSAGOU-HABE			142 895	
COMMUNE DE OUONKORO			117 229	
COMMUNE DE SEGUE			216 881	
COMMUNE DE SOKOURA			264 705	
COMMUNE DE SOUBALA			68 490	
COMMUNE DE TORI			180 792	
COMMUNE DE BANKASS			488 994	
COMMUNE DE DANDOUGOU FAKALA	0		200 796	201 654
COMMUNE DE DERRARY	0		128 102	130 462
COMMUNE DE KEWA	0		90 952	91 518
COMMUNE DE NEMA-BADENYAKAFO	0		283 409	275 940
COMMUNE DE OURO ALI	0		125 720	131 898
COMMUNE DE PONDORI	0		108 495	115 448
COMMUNE DE TOGUE MOURARI	0		84 456	90 385
COMMUNE DE MADIAMA	0		210 581	215 408
COMMUNE DE NIANSANARIE	0		101 963	104 011
COMMUNE URBAINE DE DJENNE	0		843 538	849 683
COMMUNE DE FAKALA	0		442 636	435 154
COMMUNE DE FEMAYE	0		174 503	175 792
COMMUNE DE DALLAH			70 610	
COMMUNE DE DANGOL-BORE			175 683	
COMMUNE DE DEBERE			60 145	
COMMUNE DE DIANWELY	0		63 123	73 426
COMMUNE DE DJAPTODJI			184 127	
COMMUNE DE GANDAMIA	0		81 870	84 013

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE HAIRE		144 445	
COMMUNE DE KORAROU	0	28 335	29 216
COMMUNE DE KOUBEWEL-KOUNDIA		143 817	
COMMUNE DE MONDORO		129 154	
COMMUNE DE TEDIE		81 717	
COMMUNE DE HOMBORI		154 991	
COMMUNE DE PETAKA		85 871	
COMMUNE DE KERENA		25 745	
COMMUNE URBAINE DE DOUENTZA		987 922	
COMMUNE DE BAMBA	0	166 670	165 072
COMMUNE DE BARAPIRELI		307 815	
COMMUNE DE BONDO		191 799	
COMMUNE DE DIANKABOU		96 605	
COMMUNE DE DINANGOUROU		122 012	
COMMUNE DE DIOUNGANI	0	200 159	198 054
COMMUNE DE DOUGOUTENE II (ANDIAGANA	0	173 003	164 130
COMMUNE DE KASSA		142 137	
COMMUNE DE KOPORO - NA		273 055	
COMMUNE DE KOPORO - PEN		261 556	
COMMUNE DE MADOUGOU		363 218	
COMMUNE DE PEL-MAOUDE		134 207	
COMMUNE DE DOUGOUTENE I	0	264 961	276 154
COMMUNE DE YORO	0	142 370	124 367
COMMUNE DE YODIOU	0	201 365	213 019
COMMUNE DE KORO		1 765 412	
COMMUNE DE DIAFARABE	0	211 373	205 184
COMMUNE DE DIONDORI	0	126 561	114 482
COMMUNE DE KARERI	0	175 612	182 159
COMMUNE DE OURO-ARDO	0	69 848	66 416
COMMUNE DE OURO-GUIRE	0	50 456	39 809
COMMUNE DE SOUGOULBE	0	35 532	30 788
COMMUNE DE TOGORO KOTIA	0	46 844	50 406
COMMUNE DE TOGUERE-COUMBE	0	129 346	115 148

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE DIAKA	0	180 849	174 072
COMMUNE URBAINE DE TENENKOU	0	331 598	325 260
COMMUNE DE BIMBERE-TAMA	0	63 218	52 271
COMMUNE DE DEBOYE	0	111 253	109 120
COMMUNE DE DIRMA	0	47 069	49 795
COMMUNE DE DONGO	0	98 877	101 345
COMMUNE DE FARIMAKE	0	120 832	118 367
COMMUNE DE N'DODJIGA	0	109 866	110 494
COMMUNE DE YOUWAROU	0	420 611	396 020
Total :	0	25 654 754	15 265 795

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE TOMBOUCTOU			
COMMUNE DE BER	0	50 990	52 958
COMMUNE DE BOUREM-INALY	0	11 182	12 435
COMMUNE DE LAFIA	0	14 736	16 276
COMMUNE DE ALAFIA	0	23 655	25 181
COMMUNE DE SALAM	0	8 712	9 921
COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU	0	12 852 039	12 865 395
COMMUNE DE BINGA	0	2 097	2 825
COMMUNE ARHAM	0	4 894	5 941
COMMUNE BOUREM-SIDI AMAR	0	11 425	12 192
COMMUNE DE DANGHA	0	6 178	7 152
COMMUNE DE GARBAKOIRA	0	10 860	11 612
COMMUNE DE HAIBONGO	0	10 048	11 078
COMMUNE DE KIRCHAMBA	0	4 459	5 238
COMMUNE DE KONDI	0	3 941	4 798
COMMUNE DE SARE-YAMOU	0	9 790	10 879
COMMUNE DE TIENKOUR	0	4 306	5 175
COMMUNE DE TINDIRMA	0	2 322	3 172
COMMUNE DE TINGUEREGUIF	0	3 747	4 422
COMMUNE URBAINE DE DIRE	0	94 476	105 622
COMMUNE DE ALZOUNOUB	0	3 310	4 197
COMMUNE DE BINTAGOUNGOU	0	14 176	14 996
COMMUNE DE DOUEKIRE	0	11 382	12 487
COMMUNE DE ADARMALANE	0	3 783	4 811
COMMUNE DE GARGANDO	0	11 059	12 041
COMMUNE DE ISSA-BERY	0	10 979	11 769
COMMUNE DE KANEYE	0	3 975	4 895
COMMUNE DE DOUKOURIA	0	4 182	4 974
COMMUNE DE M'BOUNA	0	6 734	7 591
COMMUNE DE TILEMSI	0	6 088	7 221
COMMUNE DE TELE	0	4 607	5 466
COMMUNE DE ESSAKANE	0	15 378	15 837
COMMUNE DE RAZ-EL-MA	0	8 872	9 824
COMMUNE DE TIN AICHA	0	9 923	10 597

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE TOMBOUCTOU			
COMMUNE DE TONKA	0	29 913	31 773
COMMUNE URBAINE DE GOUNDAM	0	18 031	19 136
COMMUNE DE BAMBARA MAOUDE	0	11 980	13 219
COMMUNE DE BANICANE	0	32 320	33 355
COMMUNE DE GOSSI	0	38 869	40 303
COMMUNE DE HARIBOMO	0	4 517	5 645
COMMUNE DE INADIATAFANE	0	4 576	5 629
COMMUNE DE RHAROUS	0	42 121	43 529
COMMUNE DE HANZAKONA	0	7 039	8 210
COMMUNE DE SERERE	0	10 345	11 238
COMMUNE DE OUINERDENE	0	3 335	4 288
COMMUNE DE BANIKANE NARHAWA	0	7 642	9 066
COMMUNE DE KOUMAIRA	0	6 960	8 113
COMMUNE DE LERE	0	13 051	14 223
COMMUNE DE N' GOURKOU	0	7 336	8 756
COMMUNE DE SOBOUNDOU	0	19 748	21 961
COMMUNE DE SOUMPI	0	9 627	11 037
COMMUNE DE DIANKE	0	4 919	5 996
COMMUNE DE FITTOUGA	0	12 761	14 599
Total :	0	13 529 395	13 609 054

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE GAO			
COMMUNE DE ANCHAWADI	0	414 298	428 456
COMMUNE DE GABERO	0	571 026	607 801
COMMUNE DE GOUNZOUREYE	0	834 304	970 301
COMMUNE DE N'TILLIT	0	381 372	412 418
COMMUNE DE SONY-ALIBER	0	970 144	1 133 155
COMMUNE DE TILEMSI	0	193 859	192 678
COMMUNE URBAINE DE GAO	0	1 995 886	2 641 701
COMMUNE DE BARA	0	300 890	325 371
COMMUNE DE BOURRA	0	330 366	346 382
COMMUNE DE OUATTAGOUNA	0	350 704	385 514
COMMUNE DE TALATAYE	0	65 881	69 264
COMMUNE DE TESSIT	0	164 481	170 766
COMMUNE DE TIM HAMA	0	140 113	158 198
COMMUNE DE ANSONGO	0	1 011 416	1 093 467
COMMUNE DE BAMBA	0	328 473	312 866
COMMUNE DE TABOYE	0	466 018	478 100
COMMUNE DE TARKINT	0	182 516	198 079
COMMUNE DE TEMERA	0	182 389	188 068
COMMUNE URBAINE DE BOUREM	0	642 234	728 027
Total :	0	9 526 370	10 840 612
REGION DE KIDAL			
COMMUNE D'ANEFIF	0	90 076	97 259
COMMUNE D'ESSOUK	0	67 767	81 014
COMMUNE URBAINE DE KIDAL	0	1 087 685	1 103 414
COMMUNE DE ABEIBARA	0	129 885	146 145
COMMUNE DE TINZAWATENE	0	22 507	29 077
COMMUNE DE BOGHASSA	0	47 398	45 601
COMMUNE DE TESSALIT	0	540 972	555 608
COMMUNE D'ADJELHOC	0	137 981	147 257
COMMUNE DE TIMTAGHENE	0	27 782	29 019
COMMUNE DE TIN-ESSAKO	0	116 054	121 055
COMMUNE D'INTADJEDITE	0	35 043	39 085
Total :	0	2 303 150	2 394 534

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE TAOUDENIT			
COMMUNE DE ALMATLA	0	5 963	5 963
COMMUNE DE TOUWAL	0	6 970	7 570
COMMUNE DE ZIRBA	0	3 924	3 924
COMMUNE DE NIBKIT-EL ELK	0	17 192	183 832
COMMUNE DE ARAOUANE	0	181 758	181 758
COMMUNE DE ACHAMOUR	0	3 480	3 480
COMMUNE DE TIN-AGHZDJE	0	2 265	2 265
COMMUNE DE BOUJBEHA	0	8 585	23 513
COMMUNE DE AGOUNI	0	14 131	14 131
COMMUNE DE LIMGASSIM	0	6 695	17 043
COMMUNE DE TAOUDENIT	0	1 914	1 914
Total :	0	252 877	445 393
REGION DE MENAKA			
COMMUNE DE MENAKA	0	1 710 213	2 061 296
Total :	0	1 710 213	2 061 296

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2024		2023	2024
Commune				
REGION DE NIORO				
COMMUNE DE BEMA	0		0	139 941
COMMUNE DE DIANGOUNTE-CAMARA	0		0	265 261
COMMUNE DE DIANGUIRDE	0		0	128 700
COMMUNE DE DIEMA	0		0	548 947
COMMUNE DE DIEOURA	0		0	145 871
COMMUNE DE DIOUMARA-KOUSSATA	0		0	163 556
COMMUNE DE GUEDIBINE	0		0	62 595
COMMUNE DE GROUMERA	0		0	65 223
COMMUNE DE LAKAMANE	0		0	142 058
COMMUNE URBAINE DE FATAO	0		0	131 154
COMMUNE DE BAYE	0		0	103 655
COMMUNE DE DABIA	0		0	146 783
COMMUNE DE BANIERE-KORE	0		0	62 971
COMMUNE DE DIARRA	0		0	115 607
COMMUNE DE DIAYE-COURA	0		0	95 181
COMMUNE DE GAVINANE	0		0	110 024
COMMUNE DE GUETEMA	0		0	83 423
COMMUNE DE GADIABA-KADIEL	0		0	147 598
COMMUNE DE KORERA-KORE	0		0	152 969
COMMUNE DE NIORO TOOGOUBE RANGABE	0		0	154 927
COMMUNE DE SANDARE	0		0	471 164
COMMUNE DE SIMBI	0		0	98 537
COMMUNE DE YERERE	0		0	207 852
COMMUNE URBAINE DE TROUNGOUNBE	0		0	190 042
COMMUNE URBAINE YOURI	0		0	101 745
COMMUNE URBAINE DE NIORO	0		0	1 069 459
COMMUNE DE GORY	0		0	111 347
Total :	0		0	5 216 590

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE DIOILA			
COMMUNE DE DEGNEKORO	0	0	148 831
COMMUNE DE GUEGNEKA	0	0	31 336
COMMUNE DE MASSIGUI	0	0	450 578
COMMUNE DE NANGOLA	0	0	183 079
COMMUNE DE N'GARADOUGOU	0	0	99 764
COMMUNE DE NARA	0	0	7 317
Total :	0	0	920 905

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2024	2023	2023	2024
Commune				
REGION DE BOUGOUNI				
COMMUNE DE SELEFOUGOU	0	0	0	77 688
COMMUNE DE DIALAKOROBA	0	0	0	480 507
COMMUNE DE KOUROUBA	0	0	0	181 092
COMMUNE DE NIAGADINA	0	0	0	150 275
COMMUNE DE OUELESSEBOUGOU	0	0	0	1 396 956
COMMUNE DE SANANKOROBA	0	0	0	1 003 320
COMMUNE DE KOUMANKOU	0	0	0	118 329
COMMUNE DE ZANTIEBOUGOU	0	0	0	349 122
COMMUNE DE KOUMANTOU	0	0	0	870 828
COMMUNE DE GARALO	0	0	0	348 704
COMMUNE DE DEFINA	0	0	0	89 033
COMMUNE DE BLADIE-TIEMALA	0	0	0	53 644
COMMUNE DE SANZO	0	0	0	238 195
COMMUNE DE KELEYA	0	0	0	231 268
COMMUNE DE SYEN TOULA	0	0	0	124 146
COMMUNE DE FARAGOUARAN	0	0	0	124 070
COMMUNE DE SIDO	0	0	0	269 028
COMMUNE DE KOKELE	0	0	0	88 913
COMMUNE DE FARADIELE	0	0	0	55 871
COMMUNE URBAINE DE BOUGOUNI	0	0	0	2 434 495
COMMUNE DE KOUROULAMINI	0	0	0	107 923
COMMUNE DE TIEMALA BANIMONOTIE	0	0	0	150 202
COMMUNE DE SIBIRILA	0	0	0	188 003
COMMUNE DE KOLONDIIEBA	0	0	0	836 941
COMMUNE DE FAKOLA 1	0	0	0	177 615
COMMUNE DE KADIANA	0	0	0	200 502
COMMUNE DE NANGALASSO	0	0	0	119 057
COMMUNE DE TIONGUI	0	0	0	94 727
COMMUNE DE ZANINA	0	0	0	81 920
Total :	0	0	0	10 642 374

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2024	2023	2023	2024
Commune				
REGION DE KOUTIALA				
COMMUNE DE FARAKALA	0	0	0	321 808
COMMUNE DE SANZANA	0	0	0	142 943
COMMUNE DE KAPALA	0	0	0	181 575
COMMUNE DE TOUSSEGUELA	0	0	0	337 842
COMMUNE DE KOLOSSO	0	0	0	74 496
COMMUNE DE KEBILA	0	0	0	451 287
COMMUNE DE M'PESSOBA	0	0	0	915 285
COMMUNE DE MIENA	0	0	0	134 472
COMMUNE DE N'TOSSONI	0	0	0	109 049
COMMUNE DE KOUNIANA	0	0	0	81 722
COMMUNE DE SOROBASSO	0	0	0	75 757
COMMUNE DE N'GOLONIANASSO	0	0	0	247 279
COMMUNE DE SINCINA	0	0	0	527 785
COMMUNE DE ZEBALA	0	0	0	184 898
COMMUNE DE KAPALA	0	0	0	189 564
COMMUNE DE KONSEGUELA	0	0	0	329 141
COMMUNE DE KONINA	0	0	0	111 177
COMMUNE DE ZANGASSO	0	0	0	293 709
COMMUNE URBAINE DE KOUTIALA	0	0	0	4 058 128
COMMUNE DE YOROSSO	0	0	0	476 898
COMMUNE DE KOURY	0	0	0	702 725
COMMUNE DE DIARAMANA	0	0	0	289 997
Total :	0	0	0	10 237 537

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2024	2023	2023	2024
Commune				
REGION DE BANDIAGARA				
COMMUNE DE DOUROU	0	0	0	288 527
COMMUNE DE KENDE	0	0	0	34 071
COMMUNE DE PELOU	0	0	0	97 121
COMMUNE DE SANGHA	0	0	0	541 010
COMMUNE DE SOROLY	0	0	0	125 787
COMMUNE DE DANDOLI	0	0	0	153 511
COMMUNE DE BORKO	0	0	0	42 782
COMMUNE DE DIAMNATI	0	0	0	91 532
COMMUNE DE TIMIRI	0	0	0	82 029
COMMUNE DE KENDIE	0	0	0	181 091
COMMUNE URBAINE DE BANDIAGARA	0	0	0	841 724
COMMUNE DE ONDOUGOU	0	0	0	77 414
COMMUNE DE BAYE	0	0	0	356 148
COMMUNE DE DIALLASSAGOU	0	0	0	157 974
COMMUNE DE DIMBAL-HABE	0	0	0	182 466
COMMUNE DE KANI-BOZON	0	0	0	198 507
COMMUNE DE KOULOGON-HABE	0	0	0	128 417
COMMUNE DE LESSAGOU-HABE	0	0	0	147 138
COMMUNE DE OUONKORO	0	0	0	123 390
COMMUNE DE SOKOURA	0	0	0	267 865
COMMUNE DE SOUBALA	0	0	0	69 081
COMMUNE DE TORI	0	0	0	189 311
COMMUNE DE BANKASS	0	0	0	501 212
COMMUNE DE BARAPIRELI	0	0	0	306 316
COMMUNE DE BONDO	0	0	0	183 719
COMMUNE DE DIANKABOU	0	0	0	97 937
COMMUNE DE DINANGOUROU	0	0	0	123 193
COMMUNE DE KASSA	0	0	0	148 633
COMMUNE DE KOPORO - NA	0	0	0	274 737
COMMUNE DE KOPORO - PEN	0	0	0	277 372
COMMUNE DE PEL-MAOUDE	0	0	0	136 246
COMMUNE DE KORO	0	0	0	1 919 860
Total :	0	0	0	8 346 121

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2024	2023	2023	2024
Commune				
REGION DE KITA				
COMMUNE DE DJIDIAN	0	0	0	330 296
COMMUNE DE KITA NORD	0	0	0	136 538
COMMUNE DE BOUDOFO	0	0	0	145 376
COMMUNE DE KOBRI	0	0	0	233 793
COMMUNE DE MADINA	0	0	0	205 583
COMMUNE DE KOTOUBA	0	0	0	72 478
COMMUNE DE Niantanso	0	0	0	32 687
COMMUNE DE SOURANSAN-TOMOTO	0	0	0	145 637
COMMUNE DE SEBEKORO	0	0	0	633 684
COMMUNE DE GUEMOUKOURABA	0	0	0	90 101
COMMUNE DE DJOUGOUN	0	0	0	75 038
COMMUNE DE SEFETO NORD	0	0	0	108 367
COMMUNE DE SEFETO OUEST	0	0	0	140 082
COMMUNE DE SENKO	0	0	0	108 242
COMMUNE DE SIRAKORO	0	0	0	143 186
COMMUNE DE TAMBAGA	0	0	0	152 692
COMMUNE DE TOUKOTO	0	0	0	161 923
COMMUNE DE KOKOFATA	0	0	0	231 530
COMMUNE URBAINE DE KITA	0	0	0	2 368 293
COMMUNE DE KOUROUNIKOTO	0	0	0	49 094
COMMUNE DE TRINGA	0	0	0	105 518
Total :	0	0	0	5 670 138
REGION DE NARA				
COMMUNE DE ALLAHINA	0	0	0	68 153
COMMUNE DE DILLY	0	0	0	184 458
COMMUNE DE FALLOU	0	0	0	199 064
COMMUNE DE GUIRE	0	0	0	77 205
COMMUNE DE NARA	0	0	0	707 363
Total :	0	0	0	1 236 243

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2024	2023	2023	2024
Commune				
REGION DE SAN				
COMMUNE DE YANGASSO	0	0	0	502 887
COMMUNE DE KAZANGASSO	0	0	0	77 824
COMMUNE DE FANI	0	0	0	146 078
COMMUNE DE N' TOROSSO	0	0	0	140 307
COMMUNE DE N'GOA	0	0	0	91 947
COMMUNE DE TENENI	0	0	0	122 102
COMMUNE DE SIADOUGOU	0	0	0	98 619
COMMUNE DE SY	0	0	0	84 739
COMMUNE DE FION	0	0	0	57 964
COMMUNE DE DAH	0	0	0	112 938
COMMUNE DE SOUROUNTOUNA	0	0	0	148 972
COMMUNE DE KARABA	0	0	0	117 895
COMMUNE DE WAKI	0	0	0	124 675
COMMUNE DE KAVA	0	0	0	418 752
COMMUNE DE MORIBILA	0	0	0	136 314
COMMUNE DE KASSOROLA	0	0	0	165 017
COMMUNE DE DJEGUENA	0	0	0	97 695
COMMUNE URBAINE DE SAN	0	0	0	2 085 707
COMMUNE DE DIORA	0	0	0	145 817
COMMUNE DE KOULA	0	0	0	167 980
COMMUNE DE FANGASSO	0	0	0	248 672
COMMUNE DE SANEKUY	0	0	0	255 498
COMMUNE DE TIMISSA	0	0	0	143 338
COMMUNE DE MANDIAKUY	0	0	0	278 172
COMMUNE DE TOMINIAN	0	0	0	695 324
Total :	0	0	0	6 665 233

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Commune			
REGION DE DOUENTZA			
COMMUNE DE SEGUE	0	0	214 596
COMMUNE DE DALLAH	0	0	73 673
COMMUNE DE DANGOL-BORE	0	0	175 890
COMMUNE DE DEBERE	0	0	64 519
COMMUNE DE DJAPTODJI	0	0	185 315
COMMUNE DE HAIRE	0	0	150 555
COMMUNE DE KOUBEWEL-KOUNDIA	0	0	145 887
COMMUNE DE MONDORO	0	0	131 249
COMMUNE DE TEDIE	0	0	82 258
COMMUNE DE HOMBORI	0	0	156 281
COMMUNE DE PETAKA	0	0	91 312
COMMUNE DE KERENA	0	0	27 914
COMMUNE URBAINE DE DOUENTZA	0	0	1 030 451
COMMUNE DE MADOUGOU	0	0	375 686
Total :	0	0	2 905 586
Total	0	236 656 044	245 861 200
Crédits Globaux			
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Portion centrale	18 208 141	34 149 039	36 149 039
Total :	18 208 141	34 149 039	36 149 039
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
Portion centrale	0	1 656 667	1 656 667
Total :	0	1 656 667	1 656 667
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	54 685	597 843	171 044
Total :	54 685	597 843	171 044
REGION DE KAYES			
Region de Kayes	842 628	3 382 562	1 410 543
Total :	842 628	3 382 562	1 410 543
REGION DE KOULIKORO			
Region de Koulikoro	590 220	3 226 319	1 158 135
Total :	590 220	3 226 319	1 158 135

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Crédits Globaux			
REGION DE SIKASSO			
Region de Sikasso	663 163	4 133 309	1 142 976
Total :	663 163	4 133 309	1 142 976
REGION DE SEGOU			
Region de Segou	946 099	3 307 237	1 715 390
Total :	946 099	3 307 237	1 715 390
REGION DE MOPTI			
Region de Mopti	903 580	2 693 857	1 358 221
Total :	903 580	2 693 857	1 358 221
REGION DE TOMBOUCTOU			
Region de Tombouctou	763 681	1 808 595	1 189 231
Total :	763 681	1 808 595	1 189 231
REGION DE GAO			
Region de Gao	1 823 084	1 116 231	2 223 462
Total :	1 823 084	1 116 231	2 223 462
REGION DE KIDAL			
Region de Kidal	1 466 075	760 848	1 690 249
Total :	1 466 075	760 848	1 690 249
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	122 971	1 073 839	340 852
Total :	122 971	1 073 839	340 852
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	617 794	831 525	823 089
Total :	617 794	831 525	823 089
REGION DE NIORO			
Region de Nioro	509 394	0	852 306
Total :	509 394	0	852 306
REGION DE DIOILA			
Region de DIOILA	370 995	0	669 856
Total :	370 995	0	669 856
REGION DE BOUGOUNI			
Region de Bougouni	744 142	0	1 326 188
Total :	744 142	0	1 326 188

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2024	2023	2024
Crédits Globaux			
REGION DE KOUTIALA			
Region de KOUTIALA	628 868	0	1 110 226
Total :	628 868	0	1 110 226
REGION DE BANDIAGARA			
Region de Bandiagara	960 961	0	1 524 147
Total :	960 961	0	1 524 147
REGION DE KITA			
REGION DE KITA	527 457	0	864 076
Total :	527 457	0	864 076
REGION DE NARA			
REGION DE NARA	485 767	0	721 698
Total :	485 767	0	721 698
REGION DE SAN			
REGION DE SAN	600 987	0	1 032 001
Total :	600 987	0	1 032 001
REGION DE DOUENTZA			
REGION DE DOUENTZA	989 612	0	1 288 473
Total :	989 612	0	1 288 473
CHARGES COMMUNES			
Portion centrale	0	1 991 586	10 203 353
Total :	0	1 991 586	10 203 353
Total	32 820 304	60 729 457	70 621 222
Total Général	74 466 727	491 908 181	440 088 180

**2. REPARTITION DE LA SUBVENTION
AU TITRE DU FONDS NATIONAL
D'APPUI AUX COLLECTIVITES
TERRITORIALES**

REPARTION DES DROITS DE TIRAGE 2024
Ressources ETAT

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
00000000	DISTRICT DE BAMAKO	54 685 300	116 359 000	171 044 300
	TOTAL DISTRICT	54 685 300	116 359 000	171 044 300
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
01000000	REGION DE KAYES	73 470 000	58 182 000	131 652 000
01010101	Commune urbaine Kayes	12 406 000	25 172 000	37 578 000
01010102	Bangassi	11 579 000	6 293 000	17 872 000
01010103	Colimbiné	12 075 000	6 293 000	18 368 000
01010104	Gory Gopela	11 642 000	6 293 000	17 935 000
01010105	Commune urbaine Goumera	9 675 000	6 293 000	15 968 000
01010106	Khouloum	11 482 000	6 293 000	17 775 000
01010107	Liberté Dembaya	11 059 000	6 293 000	17 352 000
01010201	Séro Diamanou	12 866 000	12 586 000	25 452 000
01010301	Hawa Dembaya	9 717 000	6 293 000	16 010 000
01010401	Samé Diongoma	11 664 000	6 293 000	17 957 000
01010402	Commune urbaine Somankidy	11 756 000	6 293 000	18 049 000
01020101	Bafoulabé	11 497 000	6 293 000	17 790 000
01020201	Bamafélé	12 883 000	6 293 000	19 176 000
01020202	Diokéli	12 357 000	6 293 000	18 650 000
01020301	Koundian	12 981 000	6 293 000	19 274 000
01020401	Mahina	12 489 000	12 586 000	25 075 000
01020402	Gounfan	11 871 000	6 293 000	18 164 000
01020403	Niambia	12 475 000	6 293 000	18 768 000
01020501	Oualia	13 185 000	6 293 000	19 478 000
01030101	Guidime	11 816 000	12 586 000	24 402 000
01030102	Fanga	12 329 000	6 293 000	18 622 000
01030103	Gory	12 384 000	6 293 000	18 677 000
01030104	Toya	12 863 000	6 293 000	19 156 000
01030105	Soumpou	11 832 000	6 293 000	18 125 000
01030201	Kirané Kaniaga	13 689 000	12 586 000	26 275 000
01030202	Krémis	11 186 000	6 293 000	17 479 000
01030301	Diafounou Gory	12 411 000	12 586 000	24 997 000
01030302	Diafounou Diongaga	11 001 000	6 293 000	17 294 000
01030303	Konsiga	11 014 000	6 293 000	17 307 000
01030304	Marekaffo	11 478 000	6 293 000	17 771 000
01040101	Kéniéba	12 488 000	12 586 000	25 074 000
01040102	Dabia	13 119 000	6 293 000	19 412 000
01040103	Guénégoré	11 149 000	6 293 000	17 442 000
01040104	Sitakilly	11 539 000	12 586 000	24 125 000
01040201	Dombia	12 066 000	6 293 000	18 359 000
01040202	Baye	11 562 000	6 293 000	17 855 000
01040301	Faléa	9 306 000	6 293 000	15 599 000
01040401	Faraba	12 847 000	6 293 000	19 140 000

01040402	Kroukoto	10 847 000	6 293 000	17 140 000
01040403	Sagalo	7 318 000	6 293 000	13 611 000
01040501	Kassama	12 462 000	6 293 000	18 755 000
01050101	Kéméné Tambo	12 034 000	6 293 000	18 327 000
01050102	Guidimakan Keri Kaffo	10 211 000	6 293 000	16 504 000
01050103	Sony	11 057 000	6 293 000	17 350 000
01050104	Tafacirga	11 756 000	6 293 000	18 049 000
01050201	Falémé	10 690 000	6 293 000	16 983 000
01050202	Commune urbaine Fégui	12 101 000	6 293 000	18 394 000
01060101	Djélébou	13 170 000	12 586 000	25 756 000
01060102	Sahel	11 734 000	6 293 000	18 027 000
01060201	Koussané	12 444 000	12 586 000	25 030 000
01060301	Karakoro	12 737 000	6 293 000	19 030 000
01070101	Diamou	11 718 000	6 293 000	18 011 000
01070201	Logo	11 102 000	6 293 000	17 395 000
01080101	Tomora	13 204 000	12 586 000	25 790 000
01080201	Diakon	13 428 000	12 586 000	26 014 000
01080301	Diallan	13 315 000	6 293 000	19 608 000
01080401	Kontela	13 156 000	6 293 000	19 449 000
01080501	Sidibéla	12 176 000	6 293 000	18 469 000
01090101	Ségala	11 753 000	12 586 000	24 339 000
01090102	Commune urbaine Kouniakary	10 833 000	6 293 000	17 126 000
01090103	Maréna Diombougou	11 715 000	6 293 000	18 008 000
01090104	Marintoumania	10 862 000	6 293 000	17 155 000
01090201	Tringa	11 818 000	6 293 000	18 111 000
01100101	Sadiola	12 134 000	12 586 000	24 720 000
01100201	Dialafara	11 645 000	6 293 000	17 938 000
	TOTAL KAYES	842 628 000	567 915 000	1 410 543 000
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
02000000	REGION DE KOULIKORO	61 659 000	58 182 000	119 841 000
02010101	Commune Urbaine de Koulikoro	7 842 000	12 586 000	20 428 000
02010102	Méguetan	7 862 000	12 586 000	20 448 000
02010201	Dinandougou	7 364 000	6 293 000	13 657 000
02010301	Koula	6 821 000	12 586 000	19 407 000
02010302	Doumba	6 778 000	6 293 000	13 071 000
02010401	Sirakorola	8 001 000	12 586 000	20 587 000
02010501	Tienfala	7 173 000	6 293 000	13 466 000
02020101	Banamba	8 542 000	12 586 000	21 128 000
02020102	Benkadi	9 573 000	6 293 000	15 866 000
02020103	Kiban	8 125 000	6 293 000	14 418 000
02020201	Boron	8 768 000	12 586 000	21 354 000
02020301	Madina-Sacko	8 900 000	12 586 000	21 486 000
02020401	Sébété	9 352 000	6 293 000	15 645 000
02020402	Toubacoro	9 111 000	6 293 000	15 404 000
02020501	Duguwolowula	9 457 000	12 586 000	22 043 000
02020601	Toukoroba	7 928 000	6 293 000	14 221 000

02030101	Minidian	8 548 000	6 293 000	14 841 000
02030102	Kaniogo	10 400 000	6 293 000	16 693 000
02030103	Maramandougou	9 016 000	6 293 000	15 309 000
02030104	Nouga	11 197 000	6 293 000	17 490 000
02030201	Balan Bakama	8 446 000	6 293 000	14 739 000
02030202	Benkadi	10 222 000	6 293 000	16 515 000
02030203	Commune urbaine de Karan	8 636 000	6 293 000	14 929 000
02030204	Naréna	7 801 000	6 293 000	14 094 000
02040101	Commune Urbaine de Kati	7 384 000	25 172 000	32 556 000
02040102	Diago	6 561 000	6 293 000	12 854 000
02040103	Dio-Gare	9 100 000	6 293 000	15 393 000
02040104	Dombila	7 702 000	6 293 000	13 995 000
02040105	Doubabougou	6 591 000	6 293 000	12 884 000
02040106	Kalifabougou	6 679 000	6 293 000	12 972 000
02040107	Kambila	7 450 000	6 293 000	13 743 000
02040108	yélékébougou	8 709 000	6 293 000	15 002 000
02040109	Safo	8 271 000	6 293 000	14 564 000
02040201	Bougoula	8 092 000	6 293 000	14 385 000
02040202	Sanankoroba	9 013 000	12 586 000	21 599 000
02040203	Dialakoroba	9 168 000	6 293 000	15 461 000
02040301	N'Gouraba	8 403 000	6 293 000	14 696 000
02040302	Tiélé	8 069 000	6 293 000	14 362 000
02040303	Baguinéda-camp	7 775 000	12 586 000	20 361 000
02040304	Mountougoula	8 341 000	6 293 000	14 634 000
02040401	Mandé	9 461 000	12 586 000	22 047 000
02050101	Guihoyo	9 895 000	6 293 000	16 188 000
02050102	Kolokani	9 219 000	12 586 000	21 805 000
02050103	Sébékoro I	10 685 000	6 293 000	16 978 000
02050104	Tioribougou	10 094 000	6 293 000	16 387 000
02050201	Didiéni	11 125 000	12 586 000	23 711 000
02050202	Sagabala	9 517 000	12 586 000	22 103 000
02050301	Nonkon	10 016 000	6 293 000	16 309 000
02050302	Nossombougou	8 565 000	6 293 000	14 858 000
02050303	Ouolodo	9 055 000	6 293 000	15 348 000
02050401	Massantola	10 108 000	12 586 000	22 694 000
02060101	Nyamina	8 817 000	12 586 000	21 403 000
02060201	Tougouni	7 542 000	6 293 000	13 835 000
02070101	Niouma Makana	7 760 000	6 293 000	14 053 000
02070102	Siby	9 415 000	12 586 000	22 001 000
02070201	Bancoumana	9 517 000	6 293 000	15 810 000
02070301	Sobra	9 940 000	6 293 000	16 233 000
02080101	Bossofala	8 479 000	6 293 000	14 772 000
02080102	Diédougou	9 675 000	6 293 000	15 968 000
02080201	Daban	8 513 000	6 293 000	14 806 000
02080301	N'tjiba	7 992 000	6 293 000	14 285 000
	TOTAL KOULIKORO	590 220 000	567 915 000	1 158 135 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
03000000	REGION DE SIKASSO	67 723 000	58 182 000	125 905 000
03010101	Diomatènè	9 354 000	6 293 000	15 647 000
03010102	Finkolo	10 945 000	6 293 000	17 238 000
03010103	Kaboila	10 375 000	12 586 000	22 961 000
03010104	Kafouziéla	9 861 000	6 293 000	16 154 000
03010105	Kapala	9 065 000	6 293 000	15 358 000
03010106	Missirikoro	9 328 000	6 293 000	15 621 000
03010107	Natien	8 874 000	6 293 000	15 167 000
03010108	Pimperna	9 328 000	6 293 000	15 621 000
03010109	Commune urbaine de Sikasso	9 729 000	25 172 000	34 901 000
03010110	Sokourani-Missirikoro	9 412 000	6 293 000	15 705 000
03010111	Zangaradougou	8 896 000	6 293 000	15 189 000
03010112	Dallé	75 000 000	6 293 000	81 293 000
03010201	Farakala	8 023 000	6 293 000	14 316 000
03010202	Kapolondougou	10 490 000	6 293 000	16 783 000
03010203	Kofan	9 050 000	6 293 000	15 343 000
03010204	Zanférébougou	9 044 000	6 293 000	15 337 000
03020101	Diou	9 498 000	6 293 000	15 791 000
03020102	Dioumaténé	9 521 000	6 293 000	15 814 000
03020103	Kadiolo	10 403 000	12 586 000	22 989 000
03020201	Fourou	8 984 000	12 586 000	21 570 000
03020301	Misseni	10 313 000	12 586 000	22 899 000
03020401	Zégoua	9 494 000	12 586 000	22 080 000
03030101	Danderesso	9 066 000	12 586 000	21 652 000
03030201	Nongon-Souala	8 693 000	12 586 000	21 279 000
03040101	Dialakoro	9 765 000	6 293 000	16 058 000
03040102	Kignan	11 046 000	12 586 000	23 632 000
03040103	Koumankou	10 739 000	6 293 000	17 032 000
03040104	Kourouma	11 077 000	6 293 000	17 370 000
03040105	Sanzana	10 977 000	6 293 000	17 270 000
03040106	Tella	11 079 000	6 293 000	17 372 000
03040201	Dogoni	11 739 000	6 293 000	18 032 000
03040202	Kabarasso	10 699 000	6 293 000	16 992 000
03040301	Doumanaba	11 407 000	6 293 000	17 700 000
03050101	Gongasso	9 875 000	6 293 000	16 168 000
03050102	Kléla	10 495 000	12 586 000	23 081 000
03050201	Fama	8 926 000	6 293 000	15 219 000
03050301	Kouoro	9 752 000	6 293 000	16 045 000
03060101	Lobougoula	9 681 000	12 586 000	22 267 000
03060201	Kolokoba	9 211 000	6 293 000	15 504 000
03070101	Loulouni	8 895 000	12 586 000	21 481 000
03070102	Nimbougou	9 468 000	6 293 000	15 761 000
03070201	Kai	9 777 000	6 293 000	16 070 000
03080101	Miniko	10 724 000	6 293 000	17 017 000
03080102	Niéna	12 562 000	6 293 000	18 855 000

03080103	N'Tjikouna	10 712 000	6 293 000	17 005 000
03080104	Waténi	10 728 000	6 293 000	17 021 000
03080105	Zaniéna	9 794 000	6 293 000	16 087 000
03080201	Benkadi	10 671 000	6 293 000	16 964 000
03080202	Blindio	11 094 000	6 293 000	17 387 000
03080203	Dembela	11 117 000	6 293 000	17 410 000
03080204	Miria	11 010 000	6 293 000	17 303 000
03080205	Tiankadi	9 535 000	6 293 000	15 828 000
03080301	Finkolo Ganadougou	10 139 000	6 293 000	16 432 000
	TOTAL SIKASSO	663 163 000	479 813 000	1 142 976 000
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
04000000	REGION DE SEGOU	73 126 000	58 182 000	131 308 000
04010101	Konodimini	9 413 000	12 586 000	21 999 000
04010102	Massala	8 502 000	12 586 000	21 088 000
04010103	N'Gara	8 016 000	6 293 000	14 309 000
04010104	Pelengana	9 069 000	6 293 000	15 362 000
04010105	Sakoïba	8 918 000	12 586 000	21 504 000
04010106	Sébougou	8 854 000	12 586 000	21 440 000
04010107	Soignébourgou	8 980 000	6 293 000	15 273 000
04010108	Commune urbaine de Ségou	8 829 000	6 293 000	15 122 000
04010201	Cinzana	10 228 000	12 586 000	22 814 000
04010202	Saminé	8 719 000	6 293 000	15 012 000
04010301	Diouna	10 431 000	12 586 000	23 017 000
04010302	Fatinè	11 624 000	6 293 000	17 917 000
04010303	Katiéna	9 729 000	6 293 000	16 022 000
04020101	Béguéné	10 287 000	6 293 000	16 580 000
04020102	Bla	10 296 000	12 586 000	22 882 000
04020103	Kéméni	11 067 000	6 293 000	17 360 000
04020104	Niala	10 257 000	6 293 000	16 550 000
04020105	Tiéména	9 745 000	6 293 000	16 038 000
04020201	Falo	10 203 000	12 586 000	22 789 000
04020301	Diéna	10 661 000	6 293 000	16 954 000
04020302	Touna	11 252 000	12 586 000	23 838 000
04020401	Samabogo	11 164 000	6 293 000	17 457 000
04020402	Somasso	10 539 000	6 293 000	16 832 000
04020501	Dougouolo	11 047 000	6 293 000	17 340 000
04030101	Barouéli	9 788 000	12 586 000	22 374 000
04030102	Kalaké	9 352 000	6 293 000	15 645 000
04030201	Konobougou	9 395 000	12 586 000	21 981 000
04030301	Gouendo	9 783 000	6 293 000	16 076 000
04030302	N'Gassola	7 844 000	6 293 000	14 137 000
04030303	Sanando	10 089 000	12 586 000	22 675 000
04030304	Tésserela	8 809 000	6 293 000	15 102 000
04030401	Boidiè	10 390 000	12 586 000	22 976 000
04030402	Dougoufé	9 028 000	6 293 000	15 321 000
04030403	Somo	9 512 000	6 293 000	15 805 000

04030404	Tamani	10 484 000	6 293 000	16 777 000
04040101	Kala Siguida	8 745 000	12 586 000	21 331 000
04040102	Mariko	8 486 000	12 586 000	21 072 000
04040103	Commune urbaine de Niono	8 750 000	25 172 000	33 922 000
04040104	Siribala	8 619 000	12 586 000	21 205 000
04040105	Sirifila-Boundy	10 346 000	12 586 000	22 932 000
04040106	Toridaga-Ko	10 445 000	12 586 000	23 031 000
04040107	Yèrèdon Saniona	10 299 000	6 293 000	16 592 000
04040201	Pogo	8 667 000	6 293 000	14 960 000
04050101	Macina	8 471 000	12 586 000	21 057 000
04050201	Boky Wèrè	10 344 000	6 293 000	16 637 000
04050202	Kokry Centre	8 903 000	6 293 000	15 196 000
04050203	Kolongo	7 820 000	12 586 000	20 406 000
04050301	Monimpébougou	8 590 000	12 586 000	21 176 000
04050401	Matomo	11 382 000	6 293 000	17 675 000
04050402	Sana	9 900 000	6 293 000	16 193 000
04060101	Dioro	10 552 000	6 293 000	16 845 000
04060102	Kamiandougou	10 038 000	12 586 000	22 624 000
04060201	Diédougou	10 326 000	12 586 000	22 912 000
04060301	Farakou Massa	9 527 000	6 293 000	15 820 000
04070101	Diganidougou	9 393 000	6 293 000	15 686 000
04070102	Farako	7 946 000	6 293 000	14 239 000
04070103	Sama Foulala	8 019 000	6 293 000	14 312 000
04070104	Souba	9 041 000	6 293 000	15 334 000
04070201	Baguindadougou	8 158 000	25 172 000	33 330 000
04070202	Bellen	8 408 000	6 293 000	14 701 000
04070203	N'Koumandougou	9 553 000	6 293 000	15 846 000
04080101	Nampalari	9 520 000	6 293 000	15 813 000
04080201	Kareri	10 544 000	12 586 000	23 130 000
04080301	Beity Bimiya	75 000 000	6 293 000	81 293 000
04080401	Diguiciré	75 000 000	6 293 000	81 293 000
04090101	Sokolo	9 890 000	12 586 000	22 476 000
04090201	Dogofry	8 286 000	12 586 000	20 872 000
04090301	Diabaly	11 282 000	12 586 000	23 868 000
04100101	Dougabougou	9 401 000	6 293 000	15 694 000
04100102	Markala	9 289 000	6 293 000	15 582 000
04100103	Togou	8 826 000	6 293 000	15 119 000
04100201	Sansanding	9 908 000	12 586 000	22 494 000
04100202	Sibila	10 111 000	6 293 000	16 404 000
04100301	Boussin	8 370 000	6 293 000	14 663 000
04110103	Tongué	9 539 000	6 293 000	15 832 000
04110101	Folomana	7 765 000	6 293 000	14 058 000
04110102	Saloba	9 561 000	12 586 000	22 147 000
04110201	Souleye	7 649 000	6 293 000	13 942 000
	TOTAL SEGOU	946 099 000	769 291 000	1 715 390 000
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL

05000000	REGION DE MOPTI	79 253 000	58 182 000	137 435 000
05010101	Commune urbaine de Mopti	6 672 000	25 172 000	31 844 000
05010102	Socoura	4 943 000	12 586 000	17 529 000
05010201	Dialloubé	5 459 000	6 293 000	11 752 000
05010301	Bassirou	4 198 000	6 293 000	10 491 000
05010302	Fatoma	4 565 000	6 293 000	10 858 000
05010303	Kounari	5 072 000	6 293 000	11 365 000
05010401	Ouroubé Doudé	5 000 000	6 293 000	11 293 000
05010501	Sio	4 938 000	12 586 000	17 524 000
05010601	Soye	4 943 000	6 293 000	11 236 000
05010701	Ouro-Modi	3 554 000	12 586 000	16 140 000
05010702	Sasalbé	3 513 000	6 293 000	9 806 000
05010703	Koubaye	3 925 000	6 293 000	10 218 000
05020101	Derary	9 164 000	6 293 000	15 457 000
05020102	Djenné	10 557 000	6 293 000	16 850 000
05020103	Ouro Ali	8 654 000	6 293 000	14 947 000
05020104	Pondori	9 152 000	6 293 000	15 445 000
05020105	Madiama	9 301 000	6 293 000	15 594 000
05020201	Dandougou Fakala	10 304 000	6 293 000	16 597 000
05020202	Niansanarie	9 770 000	6 293 000	16 063 000
05020301	Kewa	10 202 000	6 293 000	16 495 000
05020302	Togué Mourari	4 024 000	6 293 000	10 317 000
05020401	Néma Badenyakafo	10 661 000	12 586 000	23 247 000
05020501	Femaye	10 187 000	6 293 000	16 480 000
05030101	Ouro Ardo	7 766 000	6 293 000	14 059 000
05030102	Ouro Guiré	7 703 000	6 293 000	13 996 000
05030103	Sougoulbé	9 190 000	12 586 000	21 776 000
05030104	Diaka	8 676 000	6 293 000	14 969 000
05030105	Commune urbaineTénenkou	9 119 000	6 293 000	15 412 000
05030201	Diafarabé	9 247 000	6 293 000	15 540 000
05030301	Diondiori	8 316 000	6 293 000	14 609 000
05030401	Togoro Kotia	8 791 000	6 293 000	15 084 000
05040101	Youwarou	5 479 000	12 586 000	18 065 000
05040201	Farimaké	4 712 000	6 293 000	11 005 000
05040301	Déboye	5 634 000	6 293 000	11 927 000
05040401	N'Dodjiga	5 963 000	6 293 000	12 256 000
05040501	Dongo	4 491 000	6 293 000	10 784 000
05040502	Dirma	4 744 000	6 293 000	11 037 000
05040601	Bimbéré Tama	4 983 000	6 293 000	11 276 000
05050101	Konna	5 598 000	12 586 000	18 184 000
05050201	Borondougou	3 931 000	6 293 000	10 224 000
05050301	Kontza	75 000 000	6 293 000	81 293 000
05060101	Korombana	6 261 000	12 586 000	18 847 000
05060201	N'Gorodia	75 000 000	6 293 000	81 293 000
05060301	Doko	75 000 000	6 293 000	81 293 000
05060401	Gouloumbou	75 000 000	6 293 000	81 293 000

05070101	Fakala	10 804 000	12 586 000	23 390 000
05070201	Bonguel	75 000 000	6 293 000	81 293 000
05080101	Toguéré-Coumbé	9 161 000	12 586 000	21 747 000
05080201	Ourouguia	75 000 000	6 293 000	81 293 000
05080301	Doungoura	75 000 000	6 293 000	81 293 000
	TOTAL MOPTI	903 580 000	454 641 000	1 358 221 000
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
06000000	REGION DE TOMBOUCTOU	74 843 000	29 091 000	103 934 000
06010101	Alafia	12 296 000	6 293 000	18 589 000
06010102	Commune urbaine de Tombouctou	11 741 000	12 586 000	24 327 000
06010201	Lafia	9 305 000	12 586 000	21 891 000
06010301	Bourem Inaly	11 954 000	6 293 000	18 247 000
06020101	Doukouria	9 858 000	6 293 000	16 151 000
06020102	Commune urbaine de Goundam	10 318 000	6 293 000	16 611 000
06020103	Kaneye	10 346 000	12 586 000	22 932 000
06020104	Télé	11 518 000	6 293 000	17 811 000
06020201	Douékirié	11 439 000	6 293 000	17 732 000
06020301	Essakane	9 163 000	6 293 000	15 456 000
06030101	Arham	10 368 000	6 293 000	16 661 000
06030102	Bourem Sidi Amar	10 371 000	6 293 000	16 664 000
06030103	Commune urbaine de Diré	10 789 000	12 586 000	23 375 000
06030104	Kirchamba	9 449 000	6 293 000	15 742 000
06030105	Kondi	9 896 000	6 293 000	16 189 000
06030106	Tienkour	9 395 000	6 293 000	15 688 000
06030107	Tindirma	9 967 000	6 293 000	16 260 000
06030108	Tinguereguif Gari	10 396 000	6 293 000	16 689 000
06030201	Binga	8 519 000	6 293 000	14 812 000
06030202	Saréyamou	10 957 000	6 293 000	17 250 000
06030203	Haibongo	9 454 000	6 293 000	15 747 000
06030204	Dangha	10 973 000	6 293 000	17 266 000
06030205	Garbakoira	10 001 000	6 293 000	16 294 000
06040101	Soboundou	10 784 000	12 586 000	23 370 000
06040201	Soumpi	11 682 000	6 293 000	17 975 000
06050101	Banikane	11 590 000	6 293 000	17 883 000
06050102	Rharous	12 271 000	12 586 000	24 857 000
06050201	Hanzakoma	11 070 000	6 293 000	17 363 000
06050202	Sérére	9 666 000	6 293 000	15 959 000
06060101	Bintagoungou	11 058 000	6 293 000	17 351 000
06060102	Issa Bery	9 624 000	6 293 000	15 917 000
06060201	Adarmalane	9 685 000	6 293 000	15 978 000
06060202	M'Bouna	9 207 000	6 293 000	15 500 000
06070101	Fittouga	9 519 000	12 586 000	22 105 000
06070201	Banikane Narhawa	11 477 000	6 293 000	17 770 000
06070301	Koumaïra	9 930 000	6 293 000	16 223 000
06070401	N'Gorkou	10 055 000	6 293 000	16 348 000
06080101	Bambara-Maoudé	12 243 000	6 293 000	18 536 000

06080201	Inadiatafane	11 700 000	6 293 000	17 993 000
06080301	Haribomo	11 198 000	6 293 000	17 491 000
06090101	Léré	11 802 000	12 586 000	24 388 000
06090201	Dianké	9 244 000	6 293 000	15 537 000
06100101	Gossi	13 325 000	12 586 000	25 911 000
06100201	Ouinerden	11 824 000	6 293 000	18 117 000
06110101	Tonka	9 983 000	12 586 000	22 569 000
06110201	Mékoreye	75 000 000	6 293 000	81 293 000
06120101	Ber	11 962 000	6 293 000	18 255 000
06120201	Zarho	75 000 000	6 293 000	81 293 000
06130101	Gargando	9 221 000	6 293 000	15 514 000
06130201	Raz-El-Ma	9 466 000	6 293 000	15 759 000
06130202	Tin Aicha	9 781 000	6 293 000	16 074 000
06130301	Alzounoub	10 148 000	6 293 000	16 441 000
06130302	Tilemsi	10 850 000	6 293 000	17 143 000
	TOTAL TOMBOUCTOU	763 681 000	425 550 000	1 189 231 000
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
07000000	REGION DE GAO	59 706 000	29 091 000	88 797 000
07010101	Commune urbaine de Gao	10 915 000	25 172 000	36 087 000
07010201	Gounzoureye	11 933 000	12 586 000	24 519 000
07020101	Bourem	14 566 000	12 586 000	27 152 000
07020201	Taboye	13 795 000	12 586 000	26 381 000
07030101	Ansongo	11 465 000	12 586 000	24 051 000
07030102	Bara	11 412 000	6 293 000	17 705 000
07030103	Bourra	13 737 000	6 293 000	20 030 000
07030201	Tin-Hamma	12 977 000	6 293 000	19 270 000
07040101	Tarkint	14 859 000	12 586 000	27 445 000
07040102	Almoustrat	3 353 000	6 293 000	9 646 000
07040201	Agharous	3 353 000	6 293 000	9 646 000
07040301	M'beikit Ljoul	3 353 000	6 293 000	9 646 000
07050101	Bamba	13 998 000	12 586 000	26 584 000
07050201	Téméra	14 745 000	6 293 000	21 038 000
07060101	Ouattagouna	12 519 000	12 586 000	25 105 000
07060201	Fafa	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07060301	Labbézanga	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07070101	Soni Aliber	13 621 000	6 293 000	19 914 000
07070201	Magnadaoué	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07080101	Djebock	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07080201	Anchawadji	11 897 000	12 586 000	24 483 000
07080301	Tacharane	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07090101	Ta1ataye	15 599 000	6 293 000	21 892 000
07090201	Indélimane	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07100101	Tessit	11 699 000	6 293 000	17 992 000
07100201	Aroun	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07100301	Keygouroutane	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07100401	Fambougou	75 000 000	6 293 000	81 293 000

07110101	N'Tillit	13 848 000	12 586 000	26 434 000
07110201	Tihigrine	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07120101	Gabéro	12 228 000	25 172 000	37 400 000
07120201	Zinda	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07130101	Ersane	3 353 000	6 293 000	9 646 000
07130201	Ghnou	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07140101	Tabankort	3 353 000	6 293 000	9 646 000
07140201	Tameglelte	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07140301	Krefinatt	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07140401	Aslar	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07150101	Tilemsi	10 800 000	6 293 000	17 093 000
07150201	Amastrakat	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07160101	Kassambéré	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07160201	Tougoumbar	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07160301	Tahbanat	75 000 000	6 293 000	81 293 000
07160401	Iniyiss	75 000 000	6 293 000	81 293 000
	TOTAL GAO	1 823 084 000	400 378 000	2 223 462 000
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
08000000	REGION DE KIDAL	56 858 000	29 091 000	85 949 000
08010101	Commune urbaine de Kidal	8 301 000	12 586 000	20 887 000
08010201	Essouk	7 753 000	6 293 000	14 046 000
08010301	Agharous	75 000 000	6 293 000	81 293 000
08020101	Abeïbara	13 603 000	6 293 000	19 896 000
08020201	Boghassa	14 809 000	6 293 000	21 102 000
08020301	Tinzawatène	15 376 000	6 293 000	21 669 000
08030101	Intadjedite	9 574 000	6 293 000	15 867 000
08030102	Tin-Essako	8 358 000	6 293 000	14 651 000
08030201	Gueljiat	75 000 000	6 293 000	81 293 000
08030301	Anagarous	75 000 000	6 293 000	81 293 000
08040101	Tessalit	13 985 000	6 293 000	20 278 000
08040201	Terist	75 000 000	6 293 000	81 293 000
08040301	Ikadhawatène	75 000 000	6 293 000	81 293 000
08040401	Abanco	75 000 000	6 293 000	81 293 000
08050101	Achibogho	3 353 000	6 293 000	9 646 000
08050201	Imbulal	3 353 000	6 293 000	9 646 000
08050301	Infalfalane	75 000 000	6 293 000	81 293 000
08060101	Anéfif	7 804 000	6 293 000	14 097 000
08060201	Dadate	75 000 000	6 293 000	81 293 000
08060301	Teknewène	75 000 000	6 293 000	81 293 000
08070101	Timtaghène	14 223 000	6 293 000	20 516 000
08070201	Almahmoud	75 000 000	6 293 000	81 293 000
08070301	Tayhoten	75 000 000	6 293 000	81 293 000
08080101	Aguel-Hoc	13 725 000	6 293 000	20 018 000
08080201	Taghliit	75 000 000	6 293 000	81 293 000
08080301	Tadjmart	75 000 000	6 293 000	81 293 000
08090101	Takalote	75 000 000	6 293 000	81 293 000

08090201	Amassine	75 000 000	6 293 000	81 293 000
08090301	Tassik	75 000 000	6 293 000	81 293 000
08090401	Touzek	75 000 000	6 293 000	81 293 000
	TOTAL KIDAL	1 466 075 000	224 174 000	1 690 249 000
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
09000000	REGION DE TAOUDENNI	22 381 000	29 091 000	51 472 000
09010101	Taoudenni	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09010201	Teghaza	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09010301	Zouelya	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09010401	Alhank	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09020101	Araouane	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09020201	Achamour	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09020301	M'back-Samna	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09020401	Tinéguelhadj	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09020501	Wade Lahjare	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09030101	Foum-Elba	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09030201	Alougla	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09030301	Bougwera	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09030401	Lamhaïmide	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09030501	Touwal	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09040101	Boujbeha	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09040201	Agouni	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09040301	Erg-Lakhal	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09040401	Limgassim	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09040501	Tichift	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09050101	Al-Ourche	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09050201	Diaba	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09050301	Oum-Laazam	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09050401	Tamagounite	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09050501	Ziriba	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09050601	Nibkit-El Elk	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09060101	Achouratt	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09060201	Alfacrouna	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09060301	Algatara	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09060401	Almatla	3 353 000	6 293 000	9 646 000
09060501	Liraka	3 353 000	6 293 000	9 646 000
	TOTAL TAOUDENNI	122 971 000	217 881 000	340 852 000
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
10000000	REGION DE MENAKA	22 381 000	29 091 000	51 472 000
10010101	Assakaraye	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10010102	Iziguirète	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10010103	Inazole	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10010104	Commune urbaine de Ménaka	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10010201	Infoukarétane	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10010202	Tabankort	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10010203	Tin Abaw	3 353 000	6 293 000	9 646 000

10010301	Izgarat	75 000 000	6 293 000	81 293 000
10010401	Haïgana	75 000 000	6 293 000	81 293 000
10020101	Chiman	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10020102	Intadeyne	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10020103	Tidermène	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10020201	Inhinita	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10020301	Téguerert	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10030101	Inékar	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10030201	Tadriante	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10030301	Aghazraghane	75 000 000	6 293 000	81 293 000
10040101	Andéramboukane	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10040102	Alladi	75 000 000	6 293 000	81 293 000
10040103	Afarakrak	75 000 000	6 293 000	81 293 000
10040201	Azawak	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10040301	Tamalet	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10050101	Anouzagrène	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10050201	Tissalatène	75 000 000	6 293 000	81 293 000
10060101	Inlamawane (Fanfi)	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10060201	Alata	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10060301	Tissouakh	3 353 000	6 293 000	9 646 000
10060302	Inagade	75 000 000	6 293 000	81 293 000
	TOTAL MENAKA	617 794 000	205 295 000	823 089 000
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
11000000	REGION DE NIORO	150 000 000	116 364 000	266 364 000
11010101	Guétéma	12 445 000	6 293 000	18 738 000
11010102	Gadiaba Kadiel	11 972 000	6 293 000	18 265 000
11010103	Commune urbaine Nioro	11 978 000	12 586 000	24 564 000
11010104	Nioro Tougouné Rangabé	13 457 000	6 293 000	19 750 000
11010105	Yérééré	12 534 000	6 293 000	18 827 000
11010201	Diaye Coura	12 587 000	6 293 000	18 880 000
11010202	Gavinané	13 488 000	6 293 000	19 781 000
11010203	Commune urbaine Youri	6 743 000	6 293 000	13 036 000
11010301	Gogui	12 545 000	6 293 000	18 838 000
11010401	Simbi	12 918 000	6 293 000	19 211 000
11020101	Diéma	11 667 000	12 586 000	24 253 000
11020102	Dianguirdé	10 330 000	6 293 000	16 623 000
11020103	Madiga Sacko	11 220 000	6 293 000	17 513 000
11020201	Dioumara Koussata	11 621 000	6 293 000	17 914 000
11020202	Gomitradougou	10 294 000	6 293 000	16 587 000
11030101	Diangounté Camara	12 271 000	12 586 000	24 857 000
11030102	Fatao	10 344 000	6 293 000	16 637 000
11030103	Lambidou	11 287 000	6 293 000	17 580 000
11030201	Diéoura	10 926 000	6 293 000	17 219 000
11040101	Sandaré	12 572 000	12 586 000	25 158 000
11040201	Lakamané	11 459 000	6 293 000	17 752 000
11040202	Sansankidé	9 065 000	6 293 000	15 358 000

11050101	Troungoumbé	13 053 000	6 293 000	19 346 000
11050102	Baniéré Kore	11 253 000	6 293 000	17 546 000
11050103	Diabigué	12 556 000	6 293 000	18 849 000
11050104	Diarra	12 169 000	6 293 000	18 462 000
11050201	Koréra Koré	13 757 000	6 293 000	20 050 000
11060101	Béma	11 683 000	12 586 000	24 269 000
11060102	Fassoudébé	10 827 000	6 293 000	17 120 000
11060103	Guédébiné	10 336 000	6 293 000	16 629 000
11060201	Grouméra	10 037 000	6 293 000	16 330 000
	TOTAL NIORO	509 394 000	342 912 000	852 306 000
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
12000000	REGION DE KITA	150 000 000	116 364 000	266 364 000
12010101	Commune urbaine Kita	12 472 000	12 586 000	25 058 000
12010102	Badia	10 627 000	6 293 000	16 920 000
12010103	Bendougouba	11 076 000	6 293 000	17 369 000
12010104	Benkady Founia	9 707 000	6 293 000	16 000 000
12010105	Boudofo	11 051 000	6 293 000	17 344 000
12010106	Kita Nord	11 061 000	6 293 000	17 354 000
12010107	Kita Ouest	12 028 000	6 293 000	18 321 000
12010201	Djidian	12 525 000	6 293 000	18 818 000
12010202	Namala Guimbala	11 158 000	6 293 000	17 451 000
12010203	Saboula	12 113 000	6 293 000	18 406 000
12010204	Souransan Tomota	9 711 000	6 293 000	16 004 000
12020101	Gadougou 1	12 957 000	6 293 000	19 250 000
12020201	Kokofata	12 346 000	6 293 000	18 639 000
12020202	Bougaribaya	11 363 000	6 293 000	17 656 000
12020203	Tambaga	10 341 000	6 293 000	16 634 000
12020301	Koulou	10 976 000	6 293 000	17 269 000
12020401	Gadougou 2	11 424 000	6 293 000	17 717 000
12030101	Sébékoro	11 276 000	12 586 000	23 862 000
12030102	Kassaro	12 285 000	6 293 000	18 578 000
12030103	Kotouba	10 481 000	6 293 000	16 774 000
12030201	Madina	11 830 000	6 293 000	18 123 000
12040101	Commune urbaine de Toukoto	12 244 000	6 293 000	18 537 000
12040201	Kobri	10 795 000	6 293 000	17 088 000
12040202	Niantanso	11 428 000	6 293 000	17 721 000
12050101	Séfété Ouest	13 047 000	6 293 000	19 340 000
12050102	Séfété Nord	12 655 000	6 293 000	18 948 000
12050103	Djougoun	11 695 000	6 293 000	17 988 000
12050201	Commune urbaine de Kourouninkoto	11 893 000	6 293 000	18 186 000
12050202	Didenko	11 596 000	6 293 000	17 889 000
12050203	Guémoukouraba	11 251 000	6 293 000	17 544 000
12060101	Sirakoro	10 386 000	6 293 000	16 679 000
12060102	Senko	11 705 000	6 293 000	17 998 000
12060201	Makono	9 954 000	6 293 000	16 247 000
	TOTAL KITA	527 457 000	336 619 000	864 076 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
13000000	REGION DE DIOILA	150 000 000	116 364 000	266 364 000
13010101	Dègnèkoro	9 136 000	6 293 000	15 429 000
13010102	Kaladougou	9 349 000	12 586 000	21 935 000
13010103	Kilidougou	10 190 000	6 293 000	16 483 000
13010104	N'Garadougou	10 356 000	6 293 000	16 649 000
13010105	Wacoro	9 969 000	6 293 000	16 262 000
13010201	Kémé-Kafo	10 604 000	12 586 000	23 190 000
13020101	Banco	11 484 000	12 586 000	24 070 000
13020201	N'Golobougou	10 236 000	6 293 000	16 529 000
13030101	Benkadi	9 308 000	6 293 000	15 601 000
13030102	Diedougou	9 459 000	12 586 000	22 045 000
13030103	Jèkafo	9 073 000	6 293 000	15 366 000
13030201	Dolendougou	10 735 000	6 293 000	17 028 000
13040101	Binko	8 219 000	6 293 000	14 512 000
13040102	Guégnéka	8 831 000	12 586 000	21 417 000
13040103	Kéréla	6 994 000	6 293 000	13 287 000
13040201	Zan Coulibaly	9 117 000	6 293 000	15 410 000
13040202	Ténindougou	8 198 000	6 293 000	14 491 000
13040203	Diouman	8 154 000	6 293 000	14 447 000
13040301	Nangola	10 112 000	6 293 000	16 405 000
13050101	Massigui	10 614 000	12 586 000	23 200 000
13050201	Niantjila	10 324 000	6 293 000	16 617 000
13060101	N'Dlondougou	11 318 000	6 293 000	17 611 000
13060201	Dièbé	9 215 000	6 293 000	15 508 000
	TOTAL DIOILA	370 995 000	298 861 000	669 856 000
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
14000000	REGION DE NARA	150 000 000	116 364 000	266 364 000
14010101	Nara	10 719 000	12 586 000	23 305 000
14010102	Guéneibé	10 501 000	6 293 000	16 794 000
14010201	Ouagadou	10 654 000	6 293 000	16 947 000
14020101	Allahina	10 412 000	6 293 000	16 705 000
14020102	Dogofry	11 337 000	12 586 000	23 923 000
14020201	Dabo	10 935 000	6 293 000	17 228 000
14030101	Dilly	10 617 000	12 586 000	23 203 000
14030201	Koronga	9 647 000	6 293 000	15 940 000
14040101	Niamana	5 567 000	12 586 000	18 153 000
14050101	Guiré	10 713 000	6 293 000	17 006 000
14060101	Fallou	9 665 000	12 586 000	22 251 000
14040201	Madina kagoro	75 000 000	6 293 000	81 293 000
14050201	Boudjiguiré	75 000 000	6 293 000	81 293 000
14060201	Digan	75 000 000	6 293 000	81 293 000
	TOTAL NARA	485 767 000	235 931 000	721 698 000
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
15000000	REGION DE BOUGOUNI	150 000 000	116 364 000	266 364 000
15010101	Commune urbaine de Bougouni	10 227 000	12 586 000	22 813 000

15010102	Faradiélé	10 920 000	6 293 000	17 213 000
15010103	Kokélé	11 226 000	6 293 000	17 519 000
15010104	Kola	8 788 000	6 293 000	15 081 000
15010105	Sido	11 293 000	6 293 000	17 586 000
15010106	Tiémala Banimonotié	12 369 000	6 293 000	18 662 000
15010201	Kéléya	10 059 000	12 586 000	22 645 000
15010202	Ouroun	10 681 000	6 293 000	16 974 000
15010203	Syentoula	10 292 000	6 293 000	16 585 000
15010301	Zantiébougou	10 234 000	12 586 000	22 820 000
15010401	Danou	11 812 000	6 293 000	18 105 000
15010402	Faragouaran	9 182 000	6 293 000	15 475 000
15010403	Kouroulamini	9 603 000	6 293 000	15 896 000
15020101	Wassoulou-Ballé	8 910 000	12 586 000	21 496 000
15020201	Gouandiaka	12 712 000	12 586 000	25 298 000
15020301	Bolo Fouta	9 772 000	6 293 000	16 065 000
15020302	Djiguiya de Koloni	10 355 000	6 293 000	16 648 000
15020401	Koussan	10 463 000	6 293 000	16 756 000
15020501	Gouanan	10 056 000	12 586 000	22 642 000
15020601	Djallon Foula	8 929 000	6 293 000	15 222 000
15020602	Yallankoro Soloba	9 747 000	6 293 000	16 040 000
15020701	Séré Moussa Ani Samou de Siékorolé	9 988 000	6 293 000	16 281 000
15030101	Kolondiéba	10 129 000	12 586 000	22 715 000
15030102	Ména	10 577 000	6 293 000	16 870 000
15030103	N'Golodiana	9 927 000	6 293 000	16 220 000
15030201	Kébila	11 164 000	12 586 000	23 750 000
15030301	Tousséguéla	9 235 000	6 293 000	15 528 000
15030302	Kolosso	9 674 000	6 293 000	15 967 000
15040101	Garalo	11 155 000	12 586 000	23 741 000
15040102	Bladié-Tiémala	10 692 000	6 293 000	16 985 000
15040103	Défina	11 049 000	6 293 000	17 342 000
15040104	Yiridougou	11 181 000	6 293 000	17 474 000
15040201	Sibirila	13 255 000	12 586 000	25 841 000
15040202	Yinindougou	10 782 000	6 293 000	17 075 000
15050101	Koumantou	10 272 000	12 586 000	22 858 000
15050201	Sanso	11 144 000	12 586 000	23 730 000
15050202	Débélin	9 712 000	6 293 000	16 005 000
15050203	Domba	10 179 000	6 293 000	16 472 000
15050204	Wola	8 794 000	6 293 000	15 087 000
15060101	Baya	11 855 000	12 586 000	24 441 000
15060102	Tagandougou	9 518 000	6 293 000	15 811 000
15060103	Sankarani	9 561 000	6 293 000	15 854 000
15060104	Séléfougou	10 660 000	6 293 000	16 953 000
15060201	Kourouba	10 719 000	6 293 000	17 012 000
15060202	Tiakadougou-Dialakoro	10 049 000	6 293 000	16 342 000
15060203	Niagadina	10 042 000	6 293 000	16 335 000
15070101	Ouélessébougou	10 485 000	12 586 000	23 071 000

15070201	Faraba	9 777 000	6 293 000	16 070 000
15070301	Sanankoro-Djitoumou	9 851 000	6 293 000	16 144 000
15080101	Kadiana	11 474 000	12 586 000	24 060 000
15080201	Nangalasso	9 461 000	6 293 000	15 754 000
15080301	Tiongui	10 056 000	6 293 000	16 349 000
15090101	Fakola	11 298 000	12 586 000	23 884 000
15090102	Bougoula	10 505 000	6 293 000	16 798 000
15090201	Farako	11 389 000	6 293 000	17 682 000
15100101	Dogo	10 205 000	12 586 000	22 791 000
15100201	Meridiéla	10 698 000	6 293 000	16 991 000
	TOTAL BOUGOUNI	744 142 000	582 046 000	1 326 188 000
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
16000000	REGION DE KOUTIALA	150 000 000	116 364 000	266 364 000
16010101	Commune urbaine de Koutiala	10 650 000	25 172 000	35 822 000
16010102	Logouana	10 429 000	6 293 000	16 722 000
16010103	Nafanga	10 383 000	6 293 000	16 676 000
16010104	Nampé	9 416 000	6 293 000	15 709 000
16010105	N'Golonianasso	10 622 000	6 293 000	16 915 000
16010106	N'Goutjina	10 172 000	6 293 000	16 465 000
16010107	Sincina	9 719 000	6 293 000	16 012 000
16010108	Songo-Doubacoré	10 949 000	6 293 000	17 242 000
16010109	Songoua	10 765 000	6 293 000	17 058 000
16010110	Yognogo	9 425 000	6 293 000	15 718 000
16010201	Zébala	10 991 000	6 293 000	17 284 000
16010301	Diamana	11 888 000	12 586 000	24 474 000
16020101	Karangana	10 562 000	6 293 000	16 855 000
16020102	Kiffosso 1	10 725 000	6 293 000	17 018 000
16020103	Yorosso	10 672 000	12 586 000	23 258 000
16020201	Mahou	10 882 000	6 293 000	17 175 000
16020301	Boura	11 013 000	12 586 000	23 599 000
16020302	Koumbia	10 003 000	12 586 000	22 589 000
16020303	Menamba 1	10 349 000	6 293 000	16 642 000
16030101	M'Pèssoba	10 860 000	6 293 000	17 153 000
16030102	Kafo Faboli	10 851 000	6 293 000	17 144 000
16030103	Karagouana Mallé	10 752 000	6 293 000	17 045 000
16030104	N'Tossoni	11 204 000	6 293 000	17 497 000
16030105	Tao	9 438 000	6 293 000	15 731 000
16030106	Zanina	9 478 000	6 293 000	15 771 000
16030201	Mièna	10 805 000	12 586 000	23 391 000
16030301	Fakolo	9 863 000	6 293 000	16 156 000
16040101	Kolonigué	11 265 000	12 586 000	23 851 000
16040102	Koningué	10 937 000	6 293 000	17 230 000
16040103	Kapala	10 195 000	6 293 000	16 488 000
16040201	Diouradoukou Kafo	9 333 000	6 293 000	15 626 000
16040301	Gouadié Sougouna	10 857 000	6 293 000	17 150 000
16050101	Koury	10 679 000	12 586 000	23 265 000

16050201	Ourikéla	11 509 000	12 586 000	24 095 000
16060101	Konséguéla	10 658 000	12 586 000	23 244 000
16060201	Diédougou	10 194 000	6 293 000	16 487 000
16060301	Konina	11 219 000	6 293 000	17 512 000
16070101	Gouadji Kao	8 264 000	6 293 000	14 557 000
16070102	Kouniana	10 204 000	6 293 000	16 497 000
16070103	Niantaga	10 178 000	6 293 000	16 471 000
16070104	Zanfigué	10 824 000	6 293 000	17 117 000
16070201	Sorobasso	9 537 000	6 293 000	15 830 000
16070301	Koromo	9 733 000	6 293 000	16 026 000
16080101	Zangasso	10 132 000	6 293 000	16 425 000
16080102	Sinkolo	9 686 000	6 293 000	15 979 000
16080201	Fagui	10 598 000	6 293 000	16 891 000
	TOTAL KOUTIALA	628 868 000	481 358 000	1 110 226 000
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
17000000	REGION DE SAN	150 000 000	116 364 000	266 364 000
17010101	Commune urbaine de San	10 624 000	25 172 000	35 796 000
17010102	Djéguéna	9 575 000	6 293 000	15 868 000
17010103	N'Goa	10 026 000	6 293 000	16 319 000
17010104	Niasso	10 568 000	6 293 000	16 861 000
17010105	Somo	11 295 000	6 293 000	17 588 000
17010106	Ténéni	10 767 000	6 293 000	17 060 000
17010201	Baramandougou	10 725 000	6 293 000	17 018 000
17010202	Fion	10 446 000	6 293 000	16 739 000
17010203	Tènè	13 047 000	12 586 000	25 633 000
17020101	Tominian	9 976 000	12 586 000	22 562 000
17020102	Yasso	10 940 000	6 293 000	17 233 000
17020201	Bénéna	10 834 000	6 293 000	17 127 000
17020301	Koula	12 386 000	6 293 000	18 679 000
17020302	Lanfiala	10 709 000	6 293 000	17 002 000
17030101	Kaniégué	10 258 000	6 293 000	16 551 000
17030102	Karaba	10 850 000	6 293 000	17 143 000
17030103	Kava	10 873 000	6 293 000	17 166 000
17030104	Waki	10 494 000	6 293 000	16 787 000
17030105	Diakourouna	10 192 000	6 293 000	16 485 000
17030201	Kassorola	10 883 000	6 293 000	17 176 000
17030202	Moribila	10 899 000	6 293 000	17 192 000
17030203	Tourakolomba	10 856 000	6 293 000	17 149 000
17030301	Dah	11 138 000	6 293 000	17 431 000
17030302	Sourountouna	10 261 000	6 293 000	16 554 000
17040101	Yangasso	11 383 000	12 586 000	23 969 000
17040102	Kazangasso	9 125 000	6 293 000	15 418 000
17040103	Korodougou	10 184 000	6 293 000	16 477 000
17040104	Koulandougou	10 487 000	6 293 000	16 780 000
17040201	Fani	11 847 000	6 293 000	18 140 000
17040301	Diéli	11 536 000	6 293 000	17 829 000

17040302	Niamana	9 575 000	6 293 000	15 868 000
17040304	N'Torosso	10 111 000	6 293 000	16 404 000
17050101	Fangasso	11 738 000	12 586 000	24 324 000
17050102	Ouan	9 035 000	6 293 000	15 328 000
17050201	Timissa	11 771 000	12 586 000	24 357 000
17060101	Mandiakuy	10 268 000	6 293 000	16 561 000
17060102	Diora	10 625 000	6 293 000	16 918 000
17060103	Sanékuy	11 508 000	6 293 000	17 801 000
17060201	Mafouné	11 488 000	6 293 000	17 781 000
17070101	Sy	10 278 000	6 293 000	16 571 000
17070102	Ouolon	10 794 000	6 293 000	17 087 000
17070201	Siadougou	10 612 000	6 293 000	16 905 000
	TOTAL SAN	600 987 000	431 014 000	1 032 001 000
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
18000000	REGION DE DOUENTZA	150 000 000	116 364 000	266 364 000
18010101	Commune urbaine Douentza	10 943 000	12 586 000	23 529 000
18010102	Débéré	11 000 000	6 293 000	17 293 000
18010103	Dianwély	10 021 000	6 293 000	16 314 000
18010104	Gandamia	11 256 000	6 293 000	17 549 000
18010105	Kéréna	10 377 000	6 293 000	16 670 000
18010106	Koubewel Koundia	11 392 000	6 293 000	17 685 000
18010107	Petaka	10 615 000	6 293 000	16 908 000
18010201	Tédié	10 331 000	6 293 000	16 624 000
18010301	Korarou	10 144 000	6 293 000	16 437 000
18010401	Dallah	10 961 000	6 293 000	17 254 000
18020101	Dangol-Boré	11 306 000	12 586 000	23 892 000
18020201	N'Doumpa	75 000 000	6 293 000	81 293 000
18020301	Doumbara	75 000 000	6 293 000	81 293 000
18030101	Hombori	12 888 000	6 293 000	19 181 000
18030201	Gallou	75 000 000	6 293 000	81 293 000
18040101	Djaptodji	9 958 000	12 586 000	22 544 000
18040201	Kaniomné	75 000 000	6 293 000	81 293 000
18040301	Takouti	75 000 000	6 293 000	81 293 000
18050101	Mondoro	12 823 000	12 586 000	25 409 000
18050201	Boukessi	75 000 000	6 293 000	81 293 000
18050301	Niagassadiou	75 000 000	6 293 000	81 293 000
18060101	Haire	10 597 000	12 586 000	23 183 000
18060201	Nokara	75 000 000	6 293 000	81 293 000
18060301	Tabi	75 000 000	6 293 000	81 293 000
	TOTAL DOUENTZA	989 612 000	298 861 000	1 288 473 000
CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
19000000	REGION DE BANDIAGARA	150 000 000	116 364 000	266 364 000
19010101	Commune Urbaine de Bandiagara	10 572 000	6 293 000	16 865 000
19010102	Dandoli	9 726 000	6 293 000	16 019 000
19010103	Doucombo	11 031 000	12 586 000	23 617 000
19010104	Soroly	9 829 000	6 293 000	16 122 000

19010201	Bara Sara	10 577 000	6 293 000	16 870 000
19010202	Pignari	10 919 000	6 293 000	17 212 000
19010203	Timniri	10 110 000	6 293 000	16 403 000
19010301	Dourou	11 792 000	6 293 000	18 085 000
19010302	Pélou	10 341 000	6 293 000	16 634 000
19010401	Pignari Bana	10 941 000	12 586 000	23 527 000
19020101	Bondo	9 767 000	12 586 000	22 353 000
19020102	Koro	10 122 000	12 586 000	22 708 000
19020103	Youdiou	10 159 000	6 293 000	16 452 000
19020201	Bamba	10 002 000	6 293 000	16 295 000
19020202	Diankabou	9 022 000	12 586 000	21 608 000
19020203	Yoro	11 572 000	6 293 000	17 865 000
19020301	Dinangourou	10 980 000	12 586 000	23 566 000
19020401	Dioungani	11 646 000	12 586 000	24 232 000
19020501	Koporokendie Na	10 950 000	6 293 000	17 243 000
19020502	Koporo Pen	10 050 000	6 293 000	16 343 000
19020503	Pel Maoudé	10 035 000	6 293 000	16 328 000
19020601	Madougou	10 319 000	12 586 000	22 905 000
19020602	Barapiréli	9 804 000	6 293 000	16 097 000
19020701	Dougouténé I	11 060 000	12 586 000	23 646 000
19020702	Dougouténé II	10 981 000	6 293 000	17 274 000
19020801	Kassa	9 645 000	6 293 000	15 938 000
19030101	Bankass	9 225 000	12 586 000	21 811 000
19030201	Kani-Bonzon	10 105 000	6 293 000	16 398 000
19030202	Dimbal Habbé	10 605 000	6 293 000	16 898 000
19030301	Ségué	11 130 000	12 586 000	23 716 000
19040101	Kendié	11 893 000	12 586 000	24 479 000
19040102	Kendé	10 584 000	6 293 000	16 877 000
19040103	Dogani Béré	10 283 000	6 293 000	16 576 000
19040104	Lowol Guéou	8 399 000	6 293 000	14 692 000
19040201	Borko	10 890 000	6 293 000	17 183 000
19050101	Diamnati	11 802 000	6 293 000	18 095 000
19050102	Ondougou	9 828 000	6 293 000	16 121 000
19050103	Segué Iré	11 699 000	6 293 000	17 992 000
19050201	Métoumou	9 955 000	6 293 000	16 248 000
19060101	Diallassagou	10 817 000	12 586 000	23 403 000
19060102	Lessagou Habé	9 304 000	6 293 000	15 597 000
19060103	Soubala	9 881 000	6 293 000	16 174 000
19060104	Tori	10 859 000	6 293 000	17 152 000
19060201	Koulogon Habé	10 936 000	6 293 000	17 229 000
19070101	Sangha	11 058 000	12 586 000	23 644 000
19070201	Iréli	75 000 000	6 293 000	81 293 000
19080101	Wadouba	9 549 000	12 586 000	22 135 000
19080201	Sal	75 000 000	6 293 000	81 293 000
19080301	Ouroli	75 000 000	6 293 000	81 293 000
19080401	Menthely	75 000 000	6 293 000	81 293 000

19090101	Sokoura	9 481 000	12 586 000	22 067 000
19090201	Baye	9 236 000	12 586 000	21 822 000
19090301	Ouonkoro	11 489 700	12 605 000	24 094 700
TOTAL BANDIAGARA		960 960 700	563 186 000	1 524 146 700
TOTAL GENERAL		14 612 163 000	8 000 000 000	22 612 163 000

ETAT G

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères			
Personnel	0	52 790 763	52 986 774
Biens et services	0	146 693 842	155 788 599
Transferts et subventions	0	12 676 657	14 013 327
Investissement	75 182 722	19 169 455	30 128 722
Total	75 182 722	231 330 717	252 917 422
01.2 Aide économique extérieure			
Biens et services	0	12 714	26 244
Total	0	12 714	26 244
01.3 Services généraux			
Personnel	0	33 448 579	37 620 335
Biens et services	0	1 435 777	1 929 267
Transferts et subventions	0	6 032 352	6 893 129
Investissement	31 892 000	13 153 696	22 792 000
Total	31 892 000	54 070 404	69 234 731
01.4 Recherche fondamentale			
Transferts et subventions	0	411 659	668 106
Investissement	34 485	16 553	34 485
Total	34 485	428 212	702 591
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques			
Personnel	0	115 371	125 591
Biens et services	0	96 364	96 364
Transferts et subventions	0	107 620	160 500
Investissement	1 425 000	856 000	1 425 000
Total	1 425 000	1 175 355	1 807 455
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.			
Personnel	0	53 092 417	32 148 155
Biens et services	0	149 626 715	145 385 827
Transferts et subventions	0	22 402 397	46 284 952
Investissement	100 272 323	25 876 401	36 672 323
Total	100 272 323	250 997 930	260 491 257
01.7 Opérations concernant la dette publique			
Biens et services	0	214 727 000	244 299 000
Transferts et subventions	0	6 265 091	15 265 091
Investissement	1 300 000	0	1 300 000
Total	1 300 000	220 992 091	260 864 091
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques			
Transferts et subventions	0	9 827 134	10 275 077
Investissement	14 612 163	14 612 165	14 612 163
Total	14 612 163	24 439 299	24 887 240

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
02.1 Défense militaire			
Biens et services	0	85 056 926	70 480 590
Transferts et subventions	0	105 784	105 784
Investissement	22 884 094	52 843 315	52 884 094
Total	22 884 094	138 006 025	123 470 468
02.3 Aide militaire à des pays étrangers			
Transferts et subventions	0	184 856	184 856
Investissement	10 408	10 408	10 408
Total	10 408	195 264	195 264
02.4 Recherche-développement concernant la défense			
Investissement	25 625	25 625	25 625
Total	25 625	25 625	25 625
02.5 Défense n.c.a.			
Personnel	0	246 387 457	262 204 364
Biens et services	0	48 273 659	47 615 450
Transferts et subventions	0	886 748	886 748
Investissement	23 449 499	23 449 499	23 449 499
Total	23 449 499	318 997 363	334 156 061
03.1 Services de police			
Personnel	0	86 139 762	121 355 777
Biens et services	0	6 844 479	7 306 758
Transferts et subventions	0	295 459	377 459
Investissement	4 747 032	14 817 159	14 747 032
Total	4 747 032	108 096 859	143 787 026
03.2 Services de protection civile			
Personnel	0	18 850 946	25 308 579
Biens et services	0	1 919 837	1 954 416
Transferts et subventions	0	70 000	110 000
Investissement	3 521 036	5 021 036	7 521 036
Total	3 521 036	25 861 819	34 894 031
03.3 Tribunaux			
Personnel	0	21 204 434	21 861 125
Biens et services	0	4 896 881	7 175 269
Transferts et subventions	0	1 055 537	448 383
Investissement	9 975 767	1 021 338	2 975 767
Total	9 975 767	28 178 190	32 460 544

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
03.4 Administration pénitentiaire			
Personnel	0	3 229 095	3 740 166
Biens et services	0	4 559 791	4 691 564
Transferts et subventions	0	0	30 000
Investissement	1 501 595	1 952 145	1 501 595
Total	1 501 595	9 741 031	9 963 325
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.			
Personnel	0	3 849 482	4 409 857
Biens et services	0	156 780 455	32 730 046
Transferts et subventions	0	1 885 716	2 394 470
Investissement	12 979 249	19 725 257	20 979 249
Total	12 979 249	182 240 910	60 513 622
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi			
Personnel	0	5 005 055	4 959 743
Biens et services	0	3 873 665	4 725 201
Transferts et subventions	0	10 403 129	14 721 676
Investissement	21 657 318	6 315 612	12 867 318
Total	21 657 318	25 597 461	37 273 938
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse			
Personnel	0	12 867 768	12 454 927
Biens et services	0	22 446 728	14 125 696
Transferts et subventions	0	71 305 804	89 422 116
Investissement	70 858 292	186 719 175	138 664 292
Total	70 858 292	293 339 475	254 667 031
04.3 Combustibles et énergie			
Personnel	0	483 499	516 362
Biens et services	0	499 166	639 607
Transferts et subventions	0	51 926 491	37 218 784
Investissement	19 931 109	24 183 604	29 365 109
Total	19 931 109	77 092 760	67 739 862
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction			
Personnel	0	3 211 223	3 003 883
Biens et services	0	1 178 244	2 190 992
Transferts et subventions	0	1 269 315	2 374 581
Investissement	2 628 037	15 023 606	4 544 037
Total	2 628 037	20 682 388	12 113 493

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
04.5 Transports			
Personnel	0	2 132 687	2 207 336
Biens et services	0	535 140	943 711
Transferts et subventions	0	465 395	900 964
Investissement	229 197 787	39 268 080	102 305 787
Total	229 197 787	42 401 302	106 357 798
04.6 Communications			
Personnel	0	1 292 035	1 321 349
Biens et services	0	1 558 999	2 759 024
Transferts et subventions	0	5 504 338	11 355 888
Investissement	3 040 705	1 065 275	3 340 705
Total	3 040 705	9 420 647	18 776 966
04.7 Autres branches d'activité			
Personnel	0	2 360 555	2 646 765
Biens et services	0	2 972 289	3 307 478
Transferts et subventions	0	790 557	1 104 635
Investissement	3 172 863	2 759 483	3 222 863
Total	3 172 863	8 882 884	10 281 741
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques			
Transferts et subventions	0	2 036 655	2 270 087
Investissement	8 702 500	7 890 290	7 532 500
Total	8 702 500	9 926 945	9 802 587
04.9 Affaires économiques n.c.a.			
Personnel	0	2 032 092	1 871 307
Biens et services	0	2 270 778	4 325 619
Transferts et subventions	0	167 856	36 000
Investissement	16 647 750	14 222 870	15 747 750
Total	16 647 750	18 693 596	21 980 676
05.1 Gestion des déchets			
Investissement	4 900 000	4 967 400	4 900 000
Total	4 900 000	4 967 400	4 900 000
05.2 Gestion des eaux usées			
Transferts et subventions	0	353 563	381 776
Investissement	900 000	474 810	900 000
Total	900 000	828 373	1 281 776
05.3 Lutte contre la pollution			
Personnel	0	13 091	14 959
Biens et services	0	17 676	27 907
Investissement	450 000	2 500 000	3 665 000
Total	450 000	2 530 767	3 707 866

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature			
Personnel	0	3 999 990	4 043 318
Biens et services	0	872 086	1 141 676
Transferts et subventions	0	788 623	1 710 976
Investissement	5 785 000	15 144 387	6 779 000
Total	5 785 000	20 805 086	13 674 970
05.5 Recherche-développement dans le domaine de la protection de l'environnement			
Investissement	0	315 000	0
Total	0	315 000	0
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.			
Personnel	0	1 222 150	1 189 256
Biens et services	0	1 306 307	1 700 576
Transferts et subventions	0	157 206	100 502
Investissement	220 000	3 587 750	784 000
Total	220 000	6 273 413	3 774 334
06.1 Logement			
Biens et services	0	16 020	1 900
Transferts et subventions	0	86 845	137 848
Investissement	5 500 000	4 750 000	5 500 000
Total	5 500 000	4 852 865	5 639 748
06.2 Équipements collectifs			
Personnel	0	142 815	153 236
Biens et services	0	787 792	2 829 061
Investissement	3 846 400	2 888 300	3 846 400
Total	3 846 400	3 818 907	6 828 697
06.3 Alimentation en eau			
Personnel	0	1 114 409	1 040 815
Biens et services	0	256 756	577 893
Transferts et subventions	0	273 075	351 908
Investissement	5 659 622	29 523 866	23 952 622
Total	5 659 622	31 168 106	25 923 238
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs			
Biens et services	0	0	45 000
Transferts et subventions	0	40 500	0
Investissement	280 000	159 600	280 000
Total	280 000	200 100	325 000

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;			
Personnel	0	3 112 023	3 232 706
Biens et services	0	1 486 563	2 115 174
Transferts et subventions	0	770 515	827 485
Investissement	9 469 950	2 849 994	6 069 950
Total	9 469 950	8 219 095	12 245 315
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux			
Biens et services	0	99 000	25 130
Transferts et subventions	0	708 598	973 385
Total	0	807 598	998 515
07.2 Services ambulatoires			
Transferts et subventions	0	57 451	97 584
Investissement	7 087 050	14 499 489	1 087 050
Total	7 087 050	14 556 940	1 184 634
07.3 Services hospitaliers			
Personnel	0	405 577	405 806
Biens et services	0	713 525	729 869
Transferts et subventions	0	24 505 932	25 467 637
Investissement	39 617 366	23 885 474	19 295 366
Total	39 617 366	49 510 508	45 898 678
07.4 Services de santé publique			
Personnel	0	14 620 861	15 077 303
Biens et services	0	24 892 740	9 930 964
Transferts et subventions	0	3 857 293	4 713 059
Investissement	576 932	534 734	576 932
Total	576 932	43 905 628	30 298 258
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé			
Transferts et subventions	0	4 384 948	4 995 388
Investissement	833 600	736 430	833 600
Total	833 600	5 121 378	5 828 988
07.6 Santé n.c.a.			
Personnel	0	37 778 722	47 138 361
Biens et services	0	9 928 351	14 048 162
Transferts et subventions	0	7 676 216	8 887 128
Investissement	5 922 985	2 581 763	3 722 985
Total	5 922 985	57 965 052	73 796 636

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
08.1 Services récréatifs et sportifs			
Personnel	0	1 027 600	1 040 057
Biens et services	0	2 717 617	3 082 023
Transferts et subventions	0	1 478 893	772 884
Investissement	80 129 372	16 198 074	14 929 372
Total	80 129 372	21 422 184	19 824 336
08.2 Services culturels			
Personnel	0	1 077 512	1 079 086
Biens et services	0	1 710 605	1 142 855
Transferts et subventions	0	1 892 221	2 363 818
Investissement	2 671 853	1 210 268	2 171 853
Total	2 671 853	5 890 606	6 757 612
08.4 Culte et autres services communautaires			
Personnel	0	32 000	0
Biens et services	0	81 280	107 600
Transferts et subventions	0	1 019 497	444 737
Total	0	1 132 777	552 337
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.			
Personnel	0	2 079 880	2 099 047
Biens et services	0	1 795 741	2 814 819
Transferts et subventions	0	1 994 268	1 974 677
Investissement	707 606	363 195	707 606
Total	707 606	6 233 084	7 596 149
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire			
Personnel	0	245 994 651	236 059 877
Biens et services	0	10 880 678	6 599 105
Transferts et subventions		165 300	
Investissement	1 288 427	545 115	1 288 427
Total	1 288 427	257 585 744	243 947 409
09.2 Enseignement secondaire			
Personnel	0	62 416 451	48 439 499
Biens et services	0	17 918 535	24 295 641
Transferts et subventions	0	7 575 575	7 661 601
Investissement	48 699 750	45 239 036	48 699 750
Total	48 699 750	133 149 597	129 096 491

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
09.4 Enseignement supérieur			
Personnel	0	4 437 099	4 644 718
Biens et services	0	410 355	682 314
Transferts et subventions	0	59 291 289	65 831 967
Investissement	12 579 477	1 889 584	4 729 477
Total	12 579 477	66 028 327	75 888 476
09.5 Enseignement non défini par niveau			
Personnel	0	46 368	526 278
Biens et services	0	26 186	1 623 172
Transferts et subventions	0	474 541	886 737
Investissement	26 124	146 410	426 124
Total	26 124	693 505	3 462 311
09.6 Services annexes à l'enseignement			
Personnel	0	4 311 725	7 417 773
Biens et services	0	8 676 489	9 456 624
Transferts et subventions	0	0	2 584 271
Investissement	1 278 575	183 727	1 278 575
Total	1 278 575	13 171 941	20 737 243
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement			
Personnel	0	0	500
Biens et services	0	0	80 000
Transferts et subventions	0	740 513	836 420
Investissement	9 094 728	6 173 430	7 624 728
Total	9 094 728	6 913 943	8 541 648
09.8 Enseignement n.c.a.			
Personnel	0	22 402 003	48 089 246
Biens et services	0	9 069 115	18 233 339
Transferts et subventions	0	10 584 912	8 052 969
Investissement	6 284 097	1 312 929	3 084 097
Total	6 284 097	43 368 959	77 459 651
10.1 Maladie et invalidité			
Transferts et subventions	0	1 568 853	1 764 378
Total	0	1 568 853	1 764 378
10.2 Vieillesse			
Personnel	0	36 000 000	40 000 000
Biens et services	0	51 209	0
Transferts et subventions	0	8 298 556	10 273 199
Investissement	315 148	300 148	315 148
Total	315 148	44 649 913	50 588 347

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
10.3 Survivants			
Personnel	0	348 527	355 356
Biens et services	0	313 257	338 524
Transferts et subventions	0	6 650 000	2 550 408
Total	0	7 311 784	3 244 288
10.4 Famille et enfants			
Personnel	0	1 501 350	1 473 997
Biens et services	0	908 137	1 275 614
Transferts et subventions	0	939 208	945 956
Investissement	2 358 571	1 396 074	2 460 571
Total	2 358 571	4 744 769	6 156 138
10.7 Exclusion sociale n.c.a.			
Biens et services	0	4 347	6 444
Investissement	150 000	2 179 250	150 000
Total	150 000	2 183 597	156 444
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale			
Personnel	0	92 574	115 476
Biens et services	0	9 286	14 779
Transferts et subventions	0	349 807	350 880
Investissement	721 429	662 786	721 429
Total	721 429	1 114 453	1 202 564
10.9 Protection sociale n.c.a.			
Personnel	0	3 535 730	3 473 421
Biens et services	0	1 740 362	2 142 585
Transferts et subventions	0	14 108 073	18 448 361
Investissement	6 752 502	1 248 537	4 002 502
Total	6 752 502	20 632 702	28 066 869
TOTAL GENERAL	943 755 923	2 994 470 220	3 070 740 433

ETAT H

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	2 913 200	11 445 552	15 978 297
Total	2 913 200	11 445 552	15 978 297
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	2 150 000	13 238 793	15 365 160
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	3 506	6 260
02.5 Défense n.c.a.	0	1 584 226	1 861 017
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	193 700	193 700
04.6 Communications	0	90 000	90 000
07.4 Services de santé publique	0	457	815
08.2 Services culturels	0	35 000	35 000
Total	2 150 000	15 145 682	17 551 952
130 PRIMATURE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	800 000	8 011 969	8 443 464
01.3 Services généraux	350 000	1 358 904	1 526 106
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	960 223	540 000
02.5 Défense n.c.a.	0	91 049	91 049
03.3 Tribunaux	150 000	564 959	748 658
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	85 786	85 786
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	112 331	0
07.4 Services de santé publique	0	556	992
09.8 Enseignement n.c.a.	50 000	969 384	908 771
10.3 Survivants	0	811 784	843 880
Total	1 350 000	12 966 945	13 188 706
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	579 028	440 199	5 596 895
Total	579 028	440 199	5 596 895
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
03.3 Tribunaux	30 000	1 081 187	1 328 745
Total	30 000	1 081 187	1 328 745
150 COUR SUPREME			
03.3 Tribunaux	8 631 875	5 092 293	5 802 668
Total	8 631 875	5 092 293	5 802 668
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
03.3 Tribunaux	0	418 503	0
Total	0	418 503	0
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	160 436	1 006 967	1 572 719
Total	160 436	1 006 967	1 572 719

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	75 899	1 429 878	1 599 389
Total	75 899	1 429 878	1 599 389
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	9 240 905	41 090 125	43 920 977
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	708 598	973 385
Total	9 240 905	41 798 723	44 894 362
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	665 000	2 252 213	2 944 372
01.2 Aide économique extérieure	0	12 714	26 244
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	375 000	186 390	375 000
07.4 Services de santé publique	0	249	554
09.4 Enseignement supérieur	4 075 000	163 875	475 000
Total	5 115 000	2 615 441	3 821 170
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	160 000	4 231 081	4 792 179
Total	160 000	4 231 081	4 792 179
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE			
03.3 Tribunaux	403 500	1 037 353	1 567 331
Total	403 500	1 037 353	1 567 331
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
03.3 Tribunaux	0	114 747	169 438
Total	0	114 747	169 438

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
02.1 Défense militaire	22 884 094	138 006 025	123 470 468
02.3 Aide militaire à des pays étrangers	10 408	195 264	195 264
02.4 Recherche-développement concernant la défense	25 625	25 625	25 625
02.5 Défense n.c.a.	23 449 499	317 322 088	332 203 995
03.3 Tribunaux	0	25 881	25 881
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	4 804 000	4 804 000	4 804 000
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 000	10 001	10 001
07.3 Services hospitaliers	7 105 904	8 348 914	8 348 914
07.4 Services de santé publique	0	11 860	11 860
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	10 250
08.1 Services récréatifs et sportifs	29 372	116 036	116 036
08.2 Services culturels	22 353	78 588	78 588
09.2 Enseignement secondaire	14 812	98 654	98 654
09.4 Enseignement supérieur	32 000	200 000	200 000
09.8 Enseignement n.c.a.	11 962	300 069	385 937
10.2 Vieillesse	15 148	66 357	76 357
10.3 Survivants	0	6 500 000	2 400 408
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	198 617	198 617
Total	58 442 879	476 318 229	472 660 855
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
03.3 Tribunaux	660 392	19 658 450	21 230 656
03.4 Administration pénitentiaire	1 501 595	9 741 031	9 963 325
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	4 345 249	10 077 209	13 833 796
07.4 Services de santé publique	0	10 000	13 800
09.4 Enseignement supérieur	0	602 214	767 499
Total	6 507 236	40 088 904	45 809 076
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	2 000 000	57 000	200 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	190 000	2 411 280	2 789 000
Total	2 190 000	2 468 280	2 989 000
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	47 500	1 019 080	1 115 168
Total	47 500	1 019 080	1 115 168
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
03.1 Services de police	4 747 032	108 096 859	143 787 026
03.2 Services de protection civile	1 021 036	25 861 819	32 394 031
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	3 782 500	21 756 354	19 011 082
05.3 Lutte contre la pollution	0	2 500 000	0
Total	9 550 568	158 215 032	195 192 139

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT			
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	16 270 657	17 924 657
Total	0	16 270 657	17 924 657
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	52 923 718	48 942 644	58 499 866
01.3 Services généraux	9 483 000	11 835 797	17 542 685
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	575 000	341 620	705 500
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	725 000	2 725 138	4 065 137
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	2 572 390	7 150 000
04.3 Combustibles et énergie	47 500	987 361	874 545
04.7 Autres branches d'activité	150 000	85 500	150 000
07.4 Services de santé publique	0	643	1 433
09.4 Enseignement supérieur	0	387 080	632 734
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	497 968	1 030 748
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	150 000	2 179 250	150 000
Total	64 204 218	70 555 391	90 802 648
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	100 000	1 154 699	1 559 305
Total	100 000	1 154 699	1 559 305
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
03.3 Tribunaux	0	184 817	0
Total	0	184 817	0
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL			
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	600 000	342 000	600 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 000 000	171 000	600 000
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	387 534	3 272 479	4 211 771
07.4 Services de santé publique	0	153	340
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 750	33 825	81 788
Total	2 991 284	3 819 457	5 493 899
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	12 700 877	13 558 140	19 524 475
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	195	334
07.4 Services de santé publique	0	238	529
09.2 Enseignement secondaire	0	110 000	110 000
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	121 923	160 487
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	150 025	31 663	150 025
Total	12 850 902	13 822 159	19 945 850

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	338 915	105 625
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	250 000	491 735	501 955
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	43 500	43 500
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	913 333	545 433
09.8 Enseignement n.c.a.	0	20 000	20 000
Total	250 000	1 807 483	1 216 513
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	38 000	47 500
01.3 Services généraux	12 209 000	4 063 284	4 978 719
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	30 513 313	50 038 528	62 792 066
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	14 612 163	24 439 299	24 887 240
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	60 572	209 000
04.6 Communications	0	242 617	42 617
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	800 000	684 000	800 000
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a. ;	700 000	697 000	700 000
07.4 Services de santé publique	0	199	442
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500	365 753	477 868
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	4 347	6 444
10.9 Protection sociale n.c.a.	900 000	309 058	900 000
Total	59 781 976	80 942 657	95 841 896
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
04.6 Communications	390 965	911 099	1 604 380
Total	390 965	911 099	1 604 380
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	247 500	440 145	437 266
08.4 Culte et autres services communautaires	0	1 132 777	552 337
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 106	772 212	1 019 545
Total	295 606	2 345 134	2 009 148
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	932 775	1 586 532
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	0	200 590
07.4 Services de santé publique	0	51 080	51 080
Total	0	983 855	1 838 202
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI			
03.3 Tribunaux	100 000	0	1 587 167
Total	100 000	0	1 587 167

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	178 306	8 268
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	6 663 607	5 008 320	7 440 078
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	1 098 754	7 837
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	302 112	832 743	1 133 122
04.7 Autres branches d'activité	0	146 814	33 217
04.9 Affaires économiques n.c.a.	1 365 750	675 803	1 973 438
07.4 Services de santé publique	0	251	558
09.4 Enseignement supérieur	325 500	727 945	927 597
Total	8 656 969	8 668 936	11 524 115
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	35 499	38 532
07.4 Services de santé publique	0	13 810	19 193
07.6 Santé n.c.a.		27 707	
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	1 288 427	257 585 744	243 947 409
09.2 Enseignement secondaire	48 475 328	131 823 476	127 074 655
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	28 904	2 109 094
09.6 Services annexes à l'enseignement	1 278 575	13 171 941	20 737 243
09.8 Enseignement n.c.a.	4 090 150	31 300 626	64 413 493
Total	55 132 480	433 987 707	458 339 619
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
01.4 Recherche fondamentale	34 485	428 212	702 591
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	174 799	174 611
07.3 Services hospitaliers	0	58 587	68 170
09.4 Enseignement supérieur	7 900 727	63 194 049	71 972 983
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	6 400 408	3 797 280	5 197 328
09.8 Enseignement n.c.a.	2 034 485	10 089 796	10 745 653
Total	16 370 105	77 742 723	88 861 336
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	12 756	13 315
01.3 Services généraux	0	6 671	14 888
04.7 Autres branches d'activité	60 000	628 448	911 551
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	10 105	21 845
07.4 Services de santé publique	0	846	2 076
08.2 Services culturels	2 649 500	5 777 018	6 644 024
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	609 500	2 658 352	3 332 172
09.2 Enseignement secondaire	200 000	616 116	702 782
09.4 Enseignement supérieur	246 250	650 529	912 663
Total	3 765 250	10 360 841	12 555 316

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	600 000	561 644	870 030
07.2 Services ambulatoires	7 011 050	14 496 140	1 108 634
07.4 Services de santé publique	0	182	404
08.1 Services récréatifs et sportifs	80 000 000	21 214 948	19 608 300
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	50 000	2 802 520	3 244 432
09.2 Enseignement secondaire	9 610	501 351	731 422
09.8 Enseignement n.c.a.	50 000	82 800	315 198
Total	87 720 660	39 659 585	25 878 420
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
07.2 Services ambulatoires	76 000	60 800	76 000
07.3 Services hospitaliers	32 511 462	41 103 007	37 481 594
07.4 Services de santé publique	574 100	24 493 349	27 152 497
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	823 350	5 111 128	5 818 738
07.6 Santé n.c.a.	5 919 660	53 565 252	60 966 250
10.1 Maladie et invalidité	0	1 568 853	1 764 378
10.2 Vieillesse	300 000	8 583 556	10 511 990
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	714 620	1 011 503	1 065 500
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 824 368	9 398 871	10 034 121
Total	44 743 560	144 896 319	154 871 068
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
07.6 Santé n.c.a.	0	2 306 232	2 536 747
Total	0	2 306 232	2 536 747
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	20 160	40 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	100 000	57 000	100 000
07.4 Services de santé publique	2 832	13 867	25 957
07.6 Santé n.c.a.	3 325	74 275	90 286
08.1 Services récréatifs et sportifs	100 000	91 200	100 000
09.5 Enseignement non défini par niveau	6 624	44 710	46 980
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	585 000	650 000
10.4 Famille et enfants	2 208 571	3 980 769	5 356 138
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	6 809	102 950	137 064
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	538 073	674 021
Total	2 428 161	5 508 004	7 220 446

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	205 300	112 447	377 857
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	500 000	570 000	500 000
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction		13 415 481	
04.5 Transports	129 047 787	37 878 288	70 165 798
04.7 Autres branches d'activité	800 000	256 500	450 000
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	5 497 500	5 198 092	6 489 080
04.9 Affaires économiques n.c.a.	100 000	1 660 414	1 922 534
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature		427 500	
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.		128 250	
06.2 Équipements collectifs	46 400	46 400	46 400
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	200 000	562 509	674 685
07.4 Services de santé publique	0	536	1 195
09.4 Enseignement supérieur		102 635	
09.5 Enseignement non défini par niveau	19 500	0	115 002
Total	136 416 487	60 359 052	80 742 551
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
05.1 Gestion des déchets	400 000	467 400	400 000
05.2 Gestion des eaux usées	900 000	828 373	1 281 776
05.3 Lutte contre la pollution	0	30 767	42 866
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	2 650 000	14 639 720	9 107 565
05.5 Recherche-développement dans le domaine de la protection de l'environnement	0	315 000	0
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	160 000	3 945 083	3 110 254
Total	4 110 000	20 226 343	13 942 461
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	10 494 675	8 266 039
04.3 Combustibles et énergie	19 583 609	75 761 957	66 069 865
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	2 813 629	4 750
04.5 Transports	150 000	145 350	150 000
04.7 Autres branches d'activité	0	69 957	117 607
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	200 000	114 000	200 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	102 000	2 347 079	1 608 113
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	600 000	2 753 866	713 047
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0	1 700 000	164 000
06.3 Alimentation en eau	5 585 000	31 168 106	25 743 616
07.4 Services de santé publique	0	111	247
Total	31 220 609	127 368 730	103 037 284
726 MINISTERE DES MINES			
04.3 Combustibles et énergie	300 000	0	452 010
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	2 120 925	0	2 718 510
04.9 Affaires économiques n.c.a.	80 000	0	1 454 412
Total	2 500 925	0	4 624 932

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION			
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	928 800	2 000 000
04.6 Communications	2 350 283	6 713 638	9 227 464
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	305 000	2 037 403	2 413 507
07.4 Services de santé publique	0	241	536
Total	2 655 283	9 680 082	13 641 507
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
04.6 Communications	299 457	1 150 788	1 500 000
Total	299 457	1 150 788	1 500 000
740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	314 000	667 570	836 936
01.3 Services généraux	450 000	620 797	772 333
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	34 426	39 281
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	50 000	1 971 734	2 171 110
06.1 Logement	5 500 000	4 838 365	5 639 748
06.2 Équipements collectifs	2 550 000	1 757 915	2 752 236
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	280 000	200 100	325 000
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	8 569 950	6 959 586	10 870 630
10.4 Famille et enfants	150 000	114 000	150 000
Total	17 863 950	17 164 493	23 557 274
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	34 633 155	152 267 300	115 409 197
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	150 000	0	2 966 000
04.7 Autres branches d'activité	0	167 500	7 189
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	2 700 000	2 577 450	700 000
05.3 Lutte contre la pollution	450 000	0	3 665 000
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	0	0	754 358
07.4 Services de santé publique	0	0	13 750
Total	37 933 155	155 012 250	123 515 494
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	9 495 000	0	40 431 888
09.2 Enseignement secondaire	0	0	378 978
Total	9 495 000	0	40 810 866
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 800 000	22 823 638	13 060 441
Total	1 800 000	22 823 638	13 060 441

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
990 CHARGES COMMUNES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	4 000 000	4 313 297	5 235 948
01.3 Services généraux	6 400 000	33 184 951	41 400 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	66 422 046	190 089 341	179 480 948
01.7 Opérations concernant la dette publique	1 300 000	220 992 091	260 864 091
03.2 Services de protection civile	2 500 000	0	2 500 000
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	127 120 791	3 000 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	14 180 137	26 732 447	64 703 097
04.5 Transports	100 000 000	4 353 964	36 042 000
04.6 Communications	0	312 505	6 312 505
04.9 Affaires économiques n.c.a.	15 000 000	14 000 000	15 000 000
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	4 500 000
06.2 Équipements collectifs	1 250 000	2 014 592	4 030 061
07.4 Services de santé publique	0	19 307 000	3 000 000
07.6 Santé n.c.a.	0	1 991 586	10 203 353
09.8 Enseignement n.c.a.	0	146 531	146 531
10.2 Vieillesse	0	36 000 000	40 000 000
10.9 Protection sociale n.c.a.	2 001 932	10 154 258	16 178 322
Total	217 554 115	695 213 354	692 596 856
TOTAL	929 179 143	2 801 860 561	2 948 270 487

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
04.5 Transports		23 700	
04.7 Autres branches d'activité	2 162 863	7 528 165	8 612 177
06.1 Logement		14 500	
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	99 000	25 130
09.8 Enseignement n.c.a.	0	94 000	46 200
Total	2 162 863	7 759 365	8 683 507
TOTAL	2 162 863	7 759 365	8 683 507

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2024	Crédits de paiement	
		2023	2024
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	98 159 000	98 159 000
01.3 Services généraux	3 000 000	3 000 000	3 000 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse		71 687 772	
04.3 Combustibles et énergie	0	343 442	343 442
Total	3 000 000	173 190 214	101 502 442
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	2 544 295	2 500 000	2 544 295
Total	2 544 295	2 500 000	2 544 295
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
10.4 Famille et enfants	0	650 000	650 000
Total	0	650 000	650 000
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1 735 000	2 300 000	2 300 000
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	60 000	500 080	500 080
Total	1 795 000	2 800 080	2 800 080
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction		710 000	
06.3 Alimentation en eau	74 622	0	179 622
Total	74 622	710 000	179 622
726 MINISTERE DES MINES			
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	0	1 110 000
Total	0	0	1 110 000
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL	12 413 917	184 850 294	113 786 439
TOTAL GENERAL	943 755 923	2 994 470 220	3 070 740 433

ETAT I

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Classification Administrative et Economique

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
Personnel	0	2 272 721	2 542 721
Biens et services	0	5 982 023	9 176 221
Transferts et subventions	0	1 273 008	1 346 155
Investissement	2 913 200	1 917 800	2 913 200
Total	2 913 200	11 445 552	15 978 297
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	2 208 024	2 189 498
Biens et services	0	10 806 202	12 282 937
Transferts et subventions	0	1 501 456	2 029 517
Investissement	2 150 000	630 000	1 050 000
Total	2 150 000	15 145 682	17 551 952
130 PRIMATURE			
Personnel	0	2 696 165	2 762 945
Biens et services	0	7 296 398	7 244 423
Transferts et subventions	0	2 253 339	1 831 338
Investissement	1 350 000	721 043	1 350 000
Total	1 350 000	12 966 945	13 188 706
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS			
Personnel	0	98 244	2 704 795
Biens et services	0	338 913	2 313 072
Investissement	579 028	3 042	579 028
Total	579 028	440 199	5 596 895
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
Personnel	0	602 098	616 544
Biens et services	0	449 364	682 201
Transferts et subventions	0	24 925	0
Investissement	30 000	4 800	30 000
Total	30 000	1 081 187	1 328 745
150 COUR SUPREME			
Personnel	0	3 071 480	2 923 605
Biens et services	0	1 283 913	1 097 188
Transferts et subventions	0	150 000	150 000
Investissement	8 631 875	586 900	1 631 875
Total	8 631 875	5 092 293	5 802 668

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Classification Administrative et Economique

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
Personnel	0	279 904	0
Biens et services	0	66 980	0
Transferts et subventions	0	71 619	0
Total	0	418 503	0
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL			
Personnel	0	315 491	365 930
Biens et services	0	567 843	1 046 353
Transferts et subventions	0	29 480	0
Investissement	160 436	94 153	160 436
Total	160 436	1 006 967	1 572 719
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Personnel	0	795 237	735 922
Biens et services	0	456 256	787 568
Transferts et subventions	0	71 241	0
Investissement	75 899	107 144	75 899
Total	75 899	1 429 878	1 599 389
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
Personnel	0	18 441 868	18 571 457
Biens et services	0	12 846 115	13 544 541
Transferts et subventions	0	4 530 589	5 491 459
Investissement	9 240 905	5 980 151	7 286 905
Total	9 240 905	41 798 723	44 894 362
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
Personnel	0	606 692	641 981
Biens et services	0	1 195 479	1 233 026
Transferts et subventions	0	306 495	431 163
Investissement	5 115 000	506 775	1 515 000
Total	5 115 000	2 615 441	3 821 170
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
Personnel	0	2 872 000	3 378 447
Biens et services	0	819 081	1 223 732
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
Investissement	160 000	510 000	160 000
Total	160 000	4 231 081	4 792 179

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Classification Administrative et Economique

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	489 045	433 755
Biens et services	0	124 576	624 576
Transferts et subventions	0	305 172	105 500
Investissement	403 500	118 560	403 500
Total	403 500	1 037 353	1 567 331
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
Personnel	0	15 866	19 389
Biens et services	0	98 881	150 049
Total	0	114 747	169 438
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
Personnel	0	246 387 457	262 204 364
Biens et services	0	134 035 354	118 522 057
Transferts et subventions	0	7 493 318	3 491 555
Investissement	58 442 879	88 402 100	88 442 879
Total	58 442 879	476 318 229	472 660 855
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	0	22 456 765	23 888 675
Biens et services	0	11 203 335	13 702 023
Transferts et subventions	0	1 304 824	1 711 142
Investissement	6 507 236	5 123 980	6 507 236
Total	6 507 236	40 088 904	45 809 076
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
Personnel	0	1 810 000	1 810 000
Biens et services	0	510 080	789 000
Investissement	2 190 000	148 200	390 000
Total	2 190 000	2 468 280	2 989 000
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	0	533 600	446 218
Biens et services	0	447 480	621 450
Investissement	47 500	38 000	47 500
Total	47 500	1 019 080	1 115 168
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
Personnel	0	105 312 712	146 967 914
Biens et services	0	18 892 456	16 692 488
Transferts et subventions	0	1 709 169	1 981 169
Investissement	9 550 568	32 300 695	29 550 568
Total	9 550 568	158 215 032	195 192 139

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Classification Administrative et Economique

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT			
Biens et services	0	14 120 657	15 774 657
Transferts et subventions	0	150 000	150 000
Investissement	0	2 000 000	2 000 000
Total	0	16 270 657	17 924 657
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Personnel	0	28 494 997	28 289 141
Biens et services	0	10 725 663	14 319 225
Transferts et subventions	0	12 120 705	13 790 064
Investissement	64 204 218	19 214 026	34 404 218
Total	64 204 218	70 555 391	90 802 648
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
Personnel	0	174 124	200 000
Biens et services	0	383 900	1 259 305
Transferts et subventions	0	548 675	0
Investissement	100 000	48 000	100 000
Total	100 000	1 154 699	1 559 305
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
Biens et services	0	21 600	0
Transferts et subventions	0	163 217	0
Total	0	184 817	0
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL			
Personnel	0	1 763 283	1 739 652
Biens et services	0	1 364 409	2 014 913
Transferts et subventions	0	59 092	148 050
Investissement	2 991 284	632 673	1 591 284
Total	2 991 284	3 819 457	5 493 899
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
Personnel	0	1 489 750	1 467 925
Biens et services	0	1 017 031	1 670 117
Transferts et subventions	0	8 838 751	12 001 906
Investissement	12 850 902	2 476 627	4 805 902
Total	12 850 902	13 822 159	19 945 850
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT			
Personnel	0	320 599	333 574
Biens et services	0	1 206 884	602 939
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
Investissement	250 000	250 000	250 000
Total	250 000	1 807 483	1 216 513

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Classification Administrative et Economique

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
Personnel	0	8 405 736	8 114 228
Biens et services	0	23 198 889	33 364 532
Transferts et subventions	0	14 098 021	15 881 160
Investissement	59 781 976	35 240 011	38 481 976
Total	59 781 976	80 942 657	95 841 896
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
Personnel	0	337 528	377 583
Biens et services	0	357 390	835 832
Transferts et subventions	0	181 626	0
Investissement	390 965	34 555	390 965
Total	390 965	911 099	1 604 380
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES			
Personnel	0	220 504	259 020
Biens et services	0	697 771	1 009 785
Transferts et subventions	0	1 112 874	444 737
Investissement	295 606	313 985	295 606
Total	295 606	2 345 134	2 009 148
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE			
Personnel	0	122 678	114 316
Biens et services	0	703 871	829 706
Transferts et subventions	0	157 306	894 180
Total	0	983 855	1 838 202
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI			
Personnel	0	0	857 763
Biens et services	0	0	629 404
Investissement	100 000	0	100 000
Total	100 000	0	1 587 167
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
Personnel	0	2 568 008	2 312 796
Biens et services	0	1 834 956	2 233 757
Transferts et subventions	0	1 863 606	2 515 593
Investissement	8 656 969	2 402 366	4 461 969
Total	8 656 969	8 668 936	11 524 115

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Classification Administrative et Economique

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Personnel	0	331 202 468	336 484 512
Biens et services	0	44 533 378	57 288 884
Transferts et subventions	0	11 515 810	11 133 743
Investissement	55 132 480	46 736 051	53 432 480
Total	55 132 480	433 987 707	458 339 619
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Personnel	0	7 914 360	8 123 483
Biens et services	0	1 591 302	2 287 297
Transferts et subventions	0	63 086 482	69 750 451
Investissement	16 370 105	5 150 579	8 700 105
Total	16 370 105	77 742 723	88 861 336
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME			
Personnel	0	2 144 278	2 128 535
Biens et services	0	2 997 840	3 173 655
Transferts et subventions	0	3 318 796	3 587 876
Investissement	3 765 250	1 899 927	3 665 250
Total	3 765 250	10 360 841	12 555 316
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
Personnel	0	2 256 610	2 221 062
Biens et services	0	3 155 531	4 087 441
Transferts et subventions	0	3 338 865	3 049 257
Investissement	87 720 660	30 908 579	16 520 660
Total	87 720 660	39 659 585	25 878 420
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
Personnel	0	53 824 290	55 330 340
Biens et services	0	16 739 977	22 475 594
Transferts et subventions	0	51 788 800	57 593 574
Investissement	44 743 560	22 543 252	19 471 560
Total	44 743 560	144 896 319	154 871 068
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
Personnel	0	204 477	207 978
Biens et services	0	58 560	58 560
Transferts et subventions	0	2 043 195	2 270 209
Total	0	2 306 232	2 536 747

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Classification Administrative et Economique

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Personnel	0	1 952 783	1 976 948
Biens et services	0	1 227 443	1 727 381
Transferts et subventions	0	894 368	985 956
Investissement	2 428 161	1 433 410	2 530 161
Total	2 428 161	5 508 004	7 220 446
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
Personnel	0	3 016 304	2 961 518
Biens et services	0	1 365 448	2 013 258
Transferts et subventions	0	1 307 864	1 805 288
Investissement	136 416 487	54 669 436	73 962 487
Total	136 416 487	60 359 052	80 742 551
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Personnel	0	5 235 231	5 247 533
Biens et services	0	1 275 143	1 942 032
Transferts et subventions	0	1 209 392	1 348 896
Investissement	4 110 000	12 506 577	5 404 000
Total	4 110 000	20 226 343	13 942 461
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Personnel	0	3 234 827	2 031 282
Biens et services	0	2 000 453	1 936 717
Transferts et subventions	0	51 917 492	36 812 676
Investissement	31 220 609	70 215 958	62 256 609
Total	31 220 609	127 368 730	103 037 284
726 MINISTERE DES MINES			
Personnel	0	0	1 229 432
Biens et services	0	0	1 606 565
Transferts et subventions	0	0	188 010
Investissement	2 500 925	0	1 600 925
Total	2 500 925	0	4 624 932
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION			
Personnel	0	334 532	323 791
Biens et services	0	618 408	988 038
Transferts et subventions	0	7 568 872	9 374 395
Investissement	2 655 283	1 158 270	2 955 283
Total	2 655 283	9 680 082	13 641 507

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Classification Administrative et Economique

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
1 BUDGET GENERAL			
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
Personnel	0	619 975	619 975
Biens et services	0	28 320	580 568
Transferts et subventions	0	468 493	0
Investissement	299 457	34 000	299 457
Total	299 457	1 150 788	1 500 000
740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
Personnel	0	5 277 621	5 450 903
Biens et services	0	1 984 136	2 929 664
Transferts et subventions	0	625 342	712 757
Investissement	17 863 950	9 277 394	14 463 950
Total	17 863 950	17 164 493	23 557 274
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Personnel	0	12 498 656	7 860 575
Biens et services	0	3 448 715	3 219 888
Transferts et subventions	0	54 375 723	32 509 876
Investissement	37 933 155	84 689 156	79 925 155
Total	37 933 155	155 012 250	123 515 494
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
Personnel	0	0	4 449 363
Biens et services	0	0	1 958 876
Transferts et subventions	0	0	5 734 627
Investissement	9 495 000	0	28 668 000
Total	9 495 000	0	40 810 866
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
Personnel	0	369 112	279 103
Biens et services	0	18 994 618	9 001 769
Transferts et subventions	0	719 908	1 352 569
Investissement	1 800 000	2 740 000	2 427 000
Total	1 800 000	22 823 638	13 060 441
990 CHARGES COMMUNES			
Personnel	0	108 287 028	100 834 770
Biens et services	0	487 116 755	360 549 610
Transferts et subventions	0	51 147 911	127 616 361
Investissement	217 554 115	48 661 660	103 596 115
Total	217 554 115	695 213 354	692 596 856
TOTAL	929 179 143	2 801 860 561	2 948 270 487

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Classification Administrative et Economique

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
Personnel	0	2 416 200	2 661 225
Biens et services	0	2 897 165	2 990 076
Transferts et subventions	0	423 000	869 343
Investissement	2 162 863	2 023 000	2 162 863
Total	2 162 863	7 759 365	8 683 507
TOTAL	2 162 863	7 759 365	8 683 507

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024
Classification Administrative et Economique

20/09/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2024	2023	2024
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Biens et services	0	98 502 442	98 502 442
Investissement	3 000 000	74 687 772	3 000 000
Total	3 000 000	173 190 214	101 502 442
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Investissement	2 544 295	2 500 000	2 544 295
Total	2 544 295	2 500 000	2 544 295
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Transferts et subventions	0	650 000	650 000
Total	0	650 000	650 000
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Biens et services	0	915 080	915 080
Transferts et subventions	0	90 000	90 000
Investissement	1 795 000	1 795 000	1 795 000
Total	1 795 000	2 800 080	2 800 080
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Personnel		255 000	
Biens et services	0	445 000	105 000
Investissement	74 622	10 000	74 622
Total	74 622	710 000	179 622
726 MINISTERE DES MINES			
Personnel	0	0	160 000
Biens et services	0	0	950 000
Total	0	0	1 110 000
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Investissement	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL	12 413 917	184 850 294	113 786 439
TOTAL GENERAL	943 755 923	2 994 470 220	3 070 740 433

ETAT J

TABLEAU RECAPITULATIF DES PROGRAMMES PAR MINISTERE ET INSTITUTION

20/09/2023

Liste des programmes par département

Section**Programme**

110 ASSEMBLEE NATIONALE

0.001 Assemblée Nationale

120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle

1.002 Administration générale

2.001 Sécurité et défense

130 PRIMATURE1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action
gouvernementale

1.004 Administration générale et contrôle

2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et
des Organismes personnalisés**134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS**2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et
Electorales**140 COUR CONSTITUTIONNELLE**

2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle

150 COUR SUPREME

2.005 Cour Suprême

160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des
politiques publiques**170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

2.007 Représentation et Promotion des Collectivités

20/09/2023

Liste des programmes par département

Section**Programme**

**180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION
INTERNATIONALE**

- 1.006 Administration Générale
- 2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale
- 2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux

**185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE
L'INTEGRATION AFRICAINE**

- 1.007 Administration Générale
- 2.010 Intégration Africaine
- 2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur

190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL

- 2.012 Bureau du Vérificateur Général

192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE

- 2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration

195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT

- 2.014 Egal accès aux medias d'Etat

210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

- 1.008 Administration Générale
- 2.015 Gestion des Opérations Militaires
- 2.016 Inspection des Armées
- 2.017 Formation
- 2.018 Gestion des Transmissions

220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

- 1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle
- 2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation
- 2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée

20/09/2023

Liste des programmes par département**Section****Programme****223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**

2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite

226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme

230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

1.010 Administration Générale

2.021 Ordre et Sécurité

2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours

235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT

0.002 Securite d'Etat

310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1.011 Administration Générale

2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire

2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales

2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics

2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier

2.027 Gestion de la Dette Publique

2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels

2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National

3.001 Remboursement des Crédits TVA

3.008 Appui au développement de la statistique

3.014 Garanties et Avals

311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES

2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière

320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU

20/09/2023

Liste des programmes par département**Section****Programme****320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL**

- 1.012 Administration Générale
- 2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat
- 2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail

323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- 1.013 Administration Générale
- 2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi
- 2.034 Formation Professionnelle

328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

- 1.044 Administration Générale et Contrôle
- 2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles

330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

- 1.014 Administration Générale et Contrôle
- 2.036 Administration du Territoire
- 2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière
- 2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales
- 2.064 Développement Régional et Local

334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

- 2.095 Protection des Données à Caractère personnel

340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES

- 1.015 Administration Générale
- 2.039 Religion et Culte

341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE

20/09/2023

Liste des programmes par département

Section**Programme**

**341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA
COHESION NATIONALE**

1.016 Administration Générale

**346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES
DES CRISES AU MALI**

2.099 Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.

380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

1.032 Administration Générale

2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce
et Appui à la Gestion des Marchés

2.084 Développement du secteur industriel

2.085 Appui au développement du secteur privé

2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance

410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1.017 Administration Générale

2.041 Développement de l'Education de Base

2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général

2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et
Professionnel**412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE**

1.018 Administration Générale

2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur

2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation
technologique

3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique

**510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE
HOTELIERE ET DU TOURISME**

1.019 Administration Générale

2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel

2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique

20/09/2023

Liste des programmes par département**Section****Programme****510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE
HOTELIERE ET DU TOURISME**

- 2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire
- 2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat
- 2.051 Promotion du Secteur du Tourisme

520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

- 1.020 Administration Générale
- 2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes
- 2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives
- 2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents Sportifs
- 2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté

610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

- 1.021 Administration, Coordination et Décentralisation
- 2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies
- 2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation
- 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche
- 2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion
- 2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire
- 2.063 Lutte Contre la Pauvreté

614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA

- 2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA

**640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA
FAMILLE**

- 1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles
- 2.059 Promotion de la Femme
- 2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille
- 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant

20/09/2023

Liste des programmes par département**Section****Programme****700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**

- 1.024 Administration Générale
- 2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie
- 2.066 Développement et sécurisation des transports
- 4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports

714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

- 1.025 Administration Générale
- 2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations
- 2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger
- 2.071 Protection et Conservation de la Nature
- 2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement
- 3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune
- 3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts
- 3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social

720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

- 1.026 Administration Générale
- 2.073 Développement des Ressources Energétiques
- 2.074 Développement des Ressources en Eau
- 3.015 Fonds de Développement de l'Eau

726 MINISTERE DES MINES

- 1.027 Administration Générale
- 2.075 Développement des ressources minérales
- 3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières
- 3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)

730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

- 1.028 Administration Générale

20/09/2023

Liste des programmes par département**Section****Programme****730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA
MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION**

- 2.076 Medias et Communication Publics
- 2.077 Poste et Nouvelles Technologies

732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION

- 2.096 Régulation de la Communication

**740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**

- 1.029 Administration Générale
- 2.029 Gestion des Biens de l'Etat
- 2.078 Gestion Cadastrale et Foncière
- 2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des
Quartiers Précaires
- 2.080 Population
- 2.081 Aménagement du Territoire

820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE

- 1.034 Administration Générale
- 2.087 Appui au Monde Rural
- 2.088 Aménagement et Equipement Rural
- 2.089 Recherche et Formation
- 3.006 Appui au financement de l'Agriculture

822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

- 1.037 Administration Générale
- 2.090 Développement des Productions et Industries Animales
- 2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles
- 2.092 Protection sanitaire et Santé Publique Vétérinaire

850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

- 2.093 Sécurité Alimentaire

990 CHARGES COMMUNES

20/09/2023

Liste des programmes par département

Section

Programme

990 CHARGES COMMUNES

0.003 Provisions pour imprévus
0.004 Dette

ETAT K

**PROGRAMME TRIENNAL
D'INVESTISSEMENT**



**PROGRAMME TRIENNAL
D'INVESTISSEMENT (PTI)
2024-2026**



Septembre 2023

**NOTE DE PRESENTATION DU
PROGRAMME TRIENNAL
D'INVESTISSEMENT (PTI)
2024 – 2026**

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANAES	Agence Nationale d'Accréditation et d'Évaluation de la Santé
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CAISFF	Cellule d'Appui à l'Information des Services fiscaux et Financiers
CERCAP	Centre d'Étude et de Renforcement des capacités d'analyse et de Plaidoyer
CFA	Communauté Française d'Afrique
CMSS	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
CMDT	Compagnie Malienne de Développement Textile
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CRLD	Centre de Recherche et de lutte contre la Drépanocytose
CT/CSLP	Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CSRE	Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGCC	Direction Générale du Commerce et de la Concurrence
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement du Contrôle des Pollution et Nuisance
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de L'Aménagement du Territoire et de la Population
ENSUP	École Normale Supérieure
FMI	Fonds Monétaire International
IFP	Institut de Formation Professionnelle
IFM	Institut de Formation des Maitres
INSP	Institut National de Santé Publique
INSTAT	Institut National de la Statistique
IOTA	Institut d'Ophtalmologie Tropicale d'Afrique
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
ODD	Objectifs de Développement Durable
ODHD	Observatoire du Développement Humain Durable
ONAPUMA	Office National des Pupilles en République du Mali
ORTM	Office de Radiodiffusion Télévision du Mali
PAG	Plan d'Action du Gouvernement
PARE	Plan d'Actions de la Refondation de l'Etat
PRED	Plan pour la Relance Durable du Mali
PREM	Plan de Réformes de la Gestion des Finances Publiques du Mali
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SIGIP	Système de Gestion Intégrée des Investissements Publics
SHA	Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Introduction

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) est l'instrument d'articulation entre la planification et la budgétisation et reflète les objectifs prioritaires de développement du pays de même que les stratégies sectorielles en tenant compte des contraintes macro-économiques et financières. Il est revu chaque année par la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD) pour tenir compte des réalisations et de l'évolution effective des ressources et des priorités nationales.

Le PTI avec sa première tranche annuelle qui est le Budget Spécial d'Investissement (BSI) constitue des instruments privilégiés de mise en œuvre de la politique d'investissements publics et le cadre d'opérationnalisation des orientations des politiques et stratégies de développement.

Le PTI 2024-2026 s'inscrit sur les orientations stratégiques définies dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et son plan d'actions (PARE 2022-2026) et la consolidation des acquis du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023 en attendant le nouveau cadre de référence post CREDD et la nouvelle vision à long terme du Mali à l'horizon 2063 en cours de préparation.

Pour rappel, le CREDD qui a constitué le cadre de référence des politiques et stratégies de développement national sur la période 2019-2023, il visait principalement à trouver une réponse pertinente et proactive aux problématiques de développement. Il s'agit particulièrement : i) de combler le déficit de gouvernance, ii) d'assurer la paix et la sécurité et de restaurer le bon climat de vivre ensemble qui a toujours caractérisé la société malienne, iii) de créer les conditions d'une transformation structurelle de l'économie et d'une croissance forte et inclusive, iv) de mieux protéger l'environnement et de renforcer la résilience au changement climatique, v) de mieux valoriser le capital humain et ainsi capter le dividende démographique.

La mise en œuvre efficiente du PTI/BSI devrait permettre de mieux rationaliser la gestion des ressources financières de l'Etat et d'accroître la contribution des investissements publics à la croissance et au développement économique et social.

1. Présentation du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2024-2026

Le Programme met l'accent sur des actions de développement permettant une croissance économique durable et inclusive à travers les investissements tels que l'amélioration des infrastructures de désenclavement intérieur et extérieur (routes, pistes rurales), le développement rural (agriculture, élevage, pêche), la protection de l'environnement, le renforcement des infrastructures énergétiques, la recherche et le développement des ressources pétrolières et minières, les travaux de construction/réhabilitation et d'équipement des bâtiments publics et l'amélioration des services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, assainissement).

L'enveloppe des dépenses prévisionnelles inscrites au Programme Triennal d'Investissement **2024- 2026** est de **1 277,013 milliards** de FCFA contre **1 279,522 milliards** de FCFA sur la période **2023-2025**, soit une diminution de **2,509 milliards** de FCFA (-0,20%).

L'enveloppe du PTI est destinée au financement des projets/programmes d'investissement public en cours d'exécution et ceux devant démarrer sur la période 2024-2026. Au total, il concerne 393 projets/programmes sur la période 2024-2026 contre 388 Projets/programmes pour la période 2023-2025.

Le présent Programme Triennal d'Investissement, 37^{ème} du genre, accorde la priorité au secteur **Infrastructures** avec 36,69%, suivi respectivement des Secteurs **Economie Rurale** (29,85%),

Secondaire (17,81%) et des **Ressources Humaines** (15,64%).

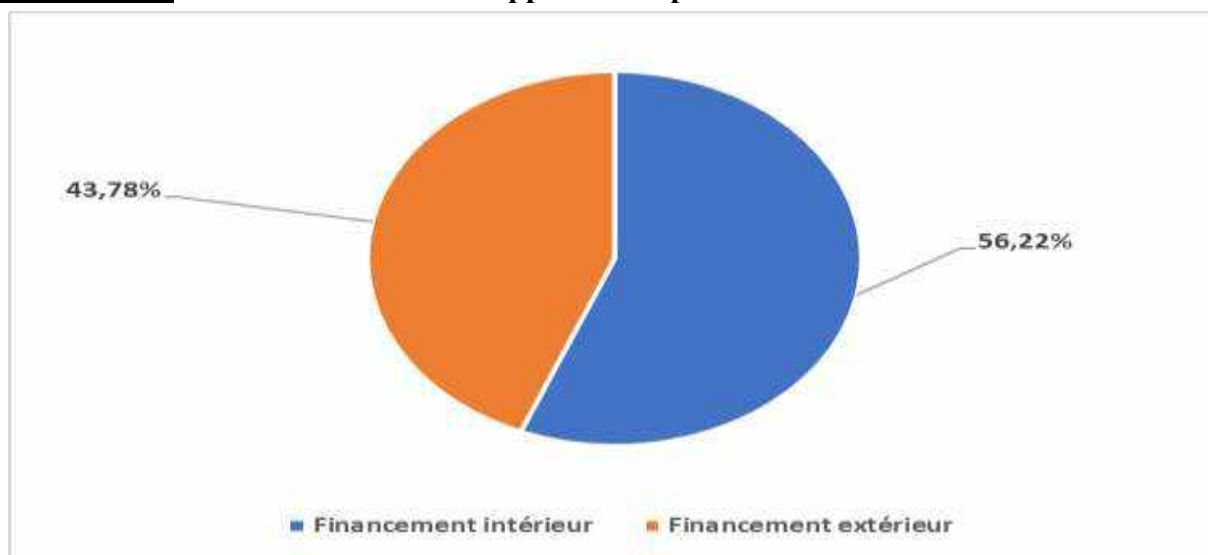
2. Analyse détaillée du PTI 2024-2026

L'enveloppe prévisionnelle du PTI 2024-2026 est de **1 277,013 milliards** de FCFA. L'analyse détaillée porte sur les sources de financement ainsi que les secteurs et sous-secteurs de planification.

1.1. Analyse par source de financement

Les ressources financières prévues pour couvrir les dépenses proviennent respectivement de l'Intérieur pour **717,891 milliards** de FCFA, soit **56,22%** et de l'extérieur pour **559,122 milliards** de FCFA, soit **43,78%** (Cf graphique 1).

Graphique 1 : Ventilation de l'enveloppe du PTI par source de financement



Source : DNPd/données SIGIP 2023

La ventilation du **PTI 2024-2026** par sources de financement et par secteur se présente comme suit (en milliards de F CFA) :

Tableau 1 : Financement par source de financement et par Secteur de planification (en millions F CFA)

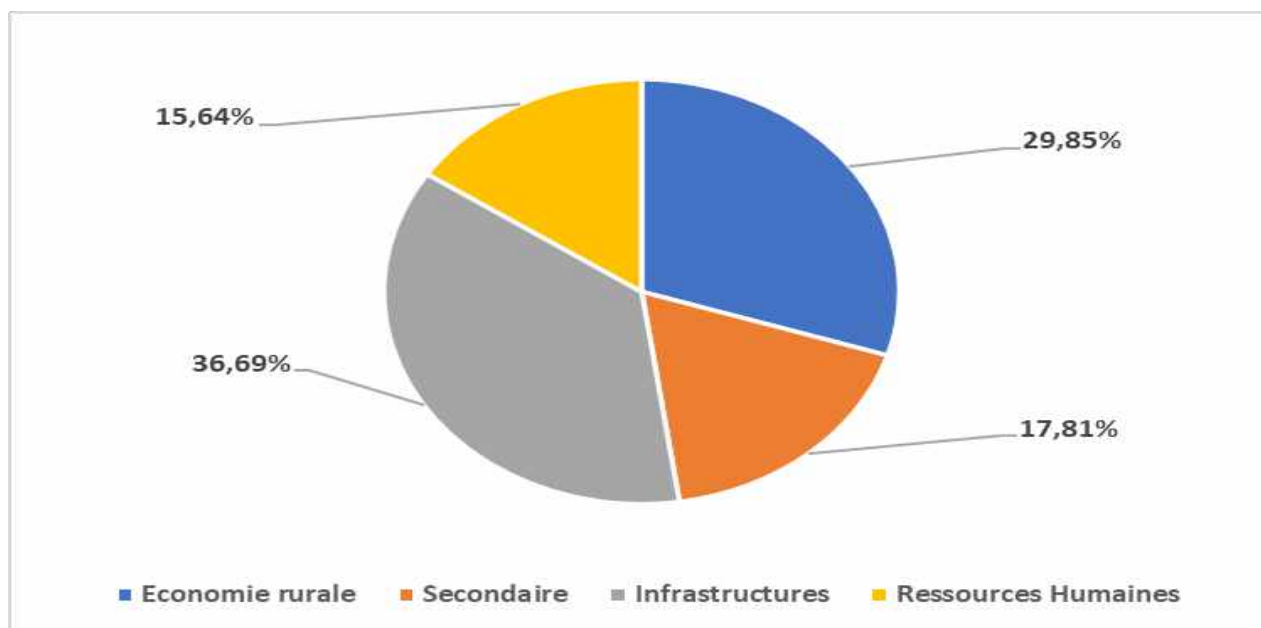
Secteurs	Nbre de Projets	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
Economie rurale	76	110 292	15,36	270 958	48,46	381 250	29,85
Secondaire	49	45 948	6,40	181 468	32,46	227 416	17,81
Infrastructures	157	369 678	51,50	98 881	17,69	468 559	36,69
Ressources Humaines	111	191 973	26,74	7 815	1,40	199 788	15,64
Total	393	717 891	100,00	559 122	100,00	1 277 013	100,00

Source : DNPd/ données SIGIP 2023.

1.2. Analyse par secteur et par sous-secteur de planification

La priorité du PTI 2024-2026 est accordée au secteur des Infrastructures avec **36,69%**, suivi du secteur Economie Rurale (**29,85%**). Ce choix montre la volonté du Gouvernement à aller vers une transformation structurelle de l'Economie à travers le développement des infrastructures de désenclavement, d'aménagement et d'irrigation afin d'accroître la productivité agricole et d'assurer la sécurité alimentaire. Ces deux (02) secteurs sont suivis respectivement par les secteurs Secondaire (**17,81%**) et Ressources Humaines (**15,64%**) (Cf graphique 2).

Graphique 2 : Ventilation de l'enveloppe du PTI par secteurs de planification



Source : DNP/Données SIGIP 2023

L'analyse détaillée par secteur et sous-secteur de planification se présente comme suit :

1.2.1. Secteur Economie rurale

Les prévisions du secteur sur la période 2024-2026 sont estimées à **381,250 milliards de FCFA**, soit **29,85%** de l'enveloppe du PTI 2024-2026 et couvrent 76 Projets/Programmes (P/P). Elles sont composées par les ressources extérieures pour **270,958 milliards de FCFA**, soit **71,07%** et les ressources intérieures pour **110,292 milliards de FCFA**, soit **28,93%**.

Au niveau de ce secteur, la priorité est accordée au sous-secteur Agriculture avec **83,77%**. Il est suivi respectivement des sous-secteurs Elevage (**14,84%**), Forêts (**1,00%**) et Pêche (**0,39%**) (Cf. graphique 3).

Dans le domaine de l'agriculture, le financement permettra la mise en œuvre des projets d'aménagement et d'irrigation afin d'accroître la productivité agricole et d'assurer la sécurité alimentaire, à travers notamment :

- le Programme de promotion des systèmes de culture Agroécologique et de protection des Sols au Mali (PAESOL), le Programme de Promotion Agro écologique dans l'Irrigation de Proximité (PAE-IPRO), le Projet de Mise en valeur des Plaines rizicoles de Tombouctou (PMPRT), le Projet d'Appui au renforcement de la Résilience des Communautés de Base (PARCB), le Projet d'Urgence de Production et de Sécurité Alimentaire & Nutritionnelle

(PUPSAN), Projet d'Appui Développement rural Soke 1 (PADER-S1), , Projet d'Appui Régional à l'Initiative d'irrigation dans le Sahel (PARIIS), Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire à travers l'Irrigation de Proximité dans le Kaarta/Séfétou (PRSAIP-K/S), le Projet de Développement de l'Agriculture dans les zones Arides du Mali (PDAZAM), le Projet de Financement Inclusif des Filières Agricoles (INCLUSIF), le Projet d'extension des aménagements de la plaine de San ouest de 510 ha/ Développement rural et Sécurité alimentaire (MLI 021), Contrat plan/Office du Niger, Travaux d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobere, Projet de développement des filières horticoles, Projet Appui Développement Filière Soja, Projet Multi-énergies pour la résilience et la gestion intégrée des terroirs au Mali (Projet MERIT), Programme de développement de la zone spéciale de transformation agro- industrielle des régions de Koulikoro et Péri-urbaine de Bamako (PDZSTA-KB), Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP – Mali), Projet Dédougou Phase IV, Programme de développement de l'irrigation dans le Bassin du Bani et à Sélingué (PDI BS II), Projet d'appui à l'initiative pour l'irrigation dans le sahel au Mali (PAIS-Mali), Projet de développement intégré de L'Office Riz Mopti (PDI-ORM), Projet d'appui au développement du périmètre (PAD) de Baguinéda, le Projet « Brigade Verte pour l'Emploi et l'Environnement » et le Projet communautaire de Relèvement et de Stabilisation du Sahel (PCRSS);

- les programmes d'infrastructures économiques dans certaines Régions.

Dans les domaines de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, l'accent sera mis sur les projets tels que :

- Programme de Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali_ volet Aquaculture et Aviculture (PDIRAAM), Projet d'appui au développement de l'Élevage au Mali (PADEL-M), Projet de Développement Durable des Exploitations Pastorales au Sahel Mali (PDDEPS-Mali), Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS– Mali) II, Projet Appui Centre National Insémination Artificielle animale, Projet d'Appui à la Conservation et à la Diffusion des Bétails Ruminants Endémiques dans la zone sud du Mali, le Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacole (PQAA), Contrat-Plan Etat Marché Central de Poisson de Bamako Coop. Pêcheurs.

Quant aux questions liées à la gestion des ressources forestières, d'adaptation aux changements climatiques et la reconstitution des écosystèmes, elles sont prises en compte à travers :

- les Projets de gestion communautaire des ressources naturelles, de restauration d'écosystème et aire de répartition d'éléphants, le Programme de Développement Durable dans le Delta Intérieur du Niger/PDD-DN II, l'Alliance Globale pour le Changement Climatique (AGCC), le Projet Aménagement Parc Tienfala, le Programme de Gestion Décentralisée des Forêts (GEDEFOR III)/ Promotion des Chaînes de Valeurs Agricoles.

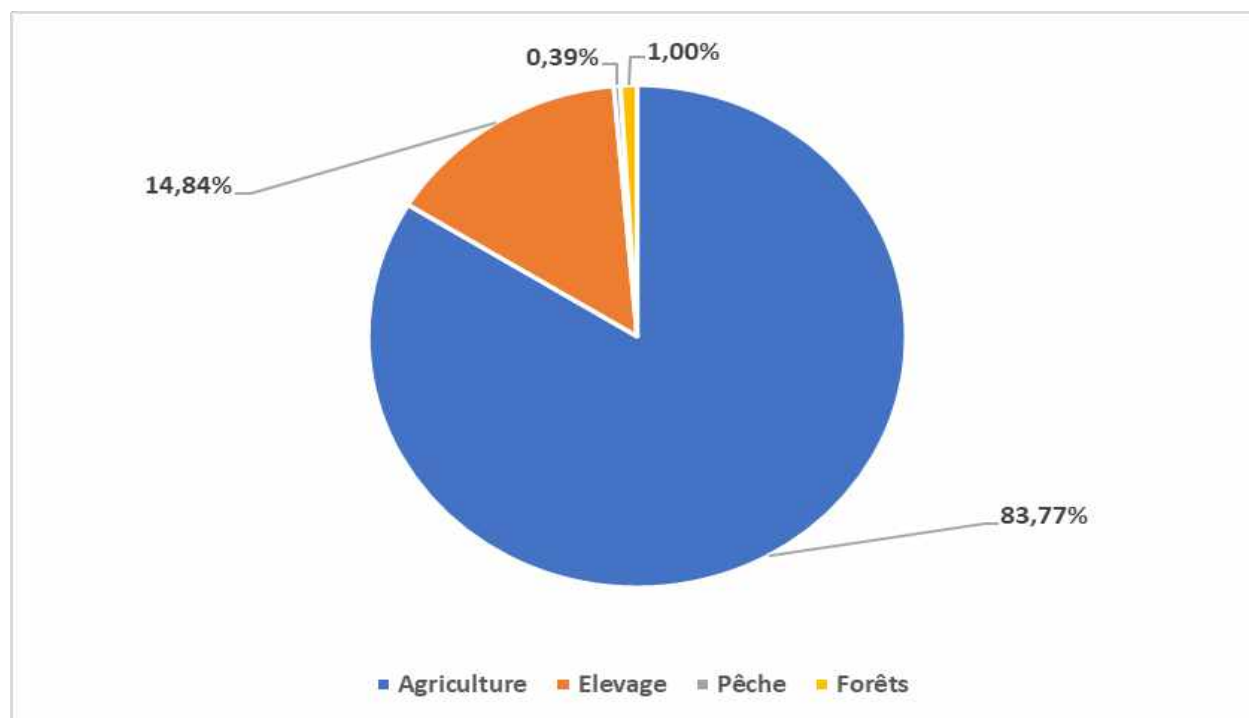
La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Économie Rurale** se présente comme suit :

Tableau 2 : Financement par source et par Sous-secteurs du Secteur Economie rurale (en millions F CFA)

Sous-secteurs	Financement Intérieur		Financement Extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Agriculture	100 027	90,69	219 356	80,96	319 383	83,77
Elevage	5 860	5,31	50 708	18,71	56 568	14,84
Pêche	1 500	1,36	0	0,00	1 500	0,39
Forêts	2 905	2,63	894	0,33	3 799	1,00
Total	110 292	100,00	270 958	100,00	381 250	100,00

Source : DNP/ données SIGIP 2023

Graphique 3 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Economie rurale en sous-secteurs



Source : DNP/données SIGIP 2023

1.2.2. Secteur Secondaire

L'enveloppe prévisionnelle du **Secteur** se chiffre à **227,416 milliards** de FCFA, soit **17,81%** de l'enveloppe du **PTI 2024-2026**. Elle est répartie entre les ressources extérieures pour **181,468 milliards de FCFA**, soit **79,80%** et les ressources intérieures pour **45,948 milliards de FCFA**, soit **20,20%**. Le financement du secteur concerne la mise en œuvre de **49** projets/programmes.

Elle accorde la priorité au sous-secteur Eaux avec (**64,75%**). Il est suivi respectivement des sous- secteurs Energie (**31,66%**), Industrie/Artisanat (**2,67%**) et Mines/Géologie (**0,92%**).

L'enveloppe du sous-secteur Eaux est destinée à la poursuite des investissements dans le cadre du renforcement des infrastructures d'alimentation en Eau potable et d'accès à l'électricité à

travers, entre autres :

- le Projet Etudes aménagement du barrage de Taoussa, les Projets d'Amélioration de l'accès à l'eau Potable, d'Adduction d'Eau Potable (AEP) Bamako-Kabala, de mobilisation des ressources en eau en milieu rural (Programme d'urgence), le projet AEP et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux ; le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN) et le Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger (PREFEN), le Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales, 3^{ème}Phase (PACTEA), le Projet Appui Approvisionnement et Assainissement résilients aux changements climatiques à la Covid-19 dans la Région de Kayes et le Cercle de Kati, le Projet Hydraulique Villageoise Région de Gao ;
- le Projet de construction du centre national de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba, les programmes d'urgence sociale d'accès à l'énergie/construction de centrales solaires et la production hybride et accès rural à l'électricité , le Projet d'Amélioration du Secteur de l'Electricité au Mali (PASEM), le Projet Electrification rurale 32 localités par système hybride, Production hybride et accès rurale à l'électricité (PHARE) pour le sous-secteur Énergie.

Dans le cadre de la promotion des ressources minérales, pétrolières et le développement de l'industrie et de l'artisanat, il sera mis en œuvre :

- le Programme pour le Développement des Ressources Pétrolières du Mali (PDRPM) et de la cartographie géologique au 1/50000^{ième}, Ecole Africaine des Mines ;
- les Projets d'Appui au Cadre intégré, d'appui au CERFITEX, à l'APEX, Appui à l'Agence pour la Promotion des Investissements (API-Mali), Construction/Equipement Siège Centre Développement Artisanat Textile, et Construction de villages artisanaux.

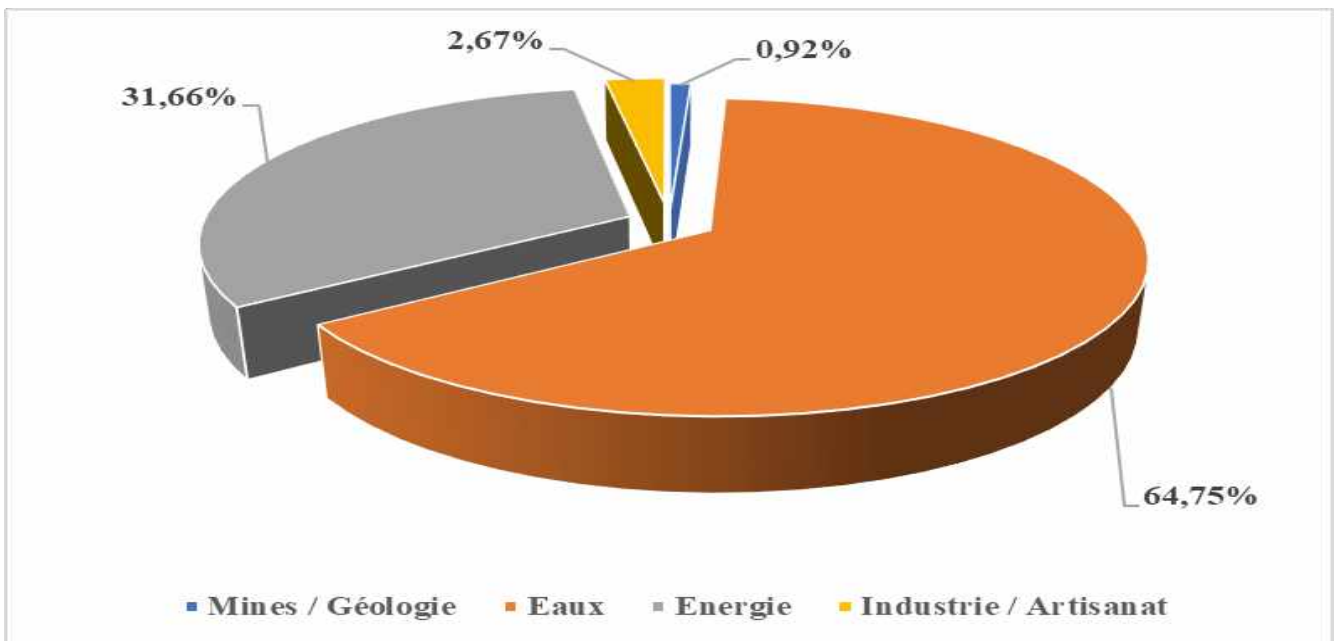
La répartition des ressources par sources de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Secondaire** se présente comme suit :

Tableau 3 : Financement par source et Sous-secteur du Secteur Secondaire
(en millions FCFA)

Sous-secteurs	Financement Intérieur		Financement Extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Mines / Géologie	2 100	4,57	-	0,00	2 100	0,92
Eaux	24 058	52,36	123 190	67,89	147 248	64,75
Energie	14 425	31,39	57 573	31,73	71 998	31,66
Industrie / Artisanat	5 365	11,68	705	0,39	6 070	2,67
Tourisme	-	-	-	0,00	-	-
TOTAL	45 948	100,00	181 468	100,00	227 416	100,00

Source : DNP/Données SIGIP 2023

Graphique 4: Ventilation de l'enveloppe du Secteur Secondaire de planification



Source : DNPD/données SIGIP 2023

1.2.3. Secteur Infrastructures

Les prévisions financières du secteur s'élèvent à **468,559 milliards** de FCFA, soit **36,69%** de l'enveloppe globale du PTI 2024-2026. Elles sont réparties entre les ressources extérieures pour **98,881 milliards de FCFA**, soit **21,10%** et les ressources intérieures pour **369,678 milliards de FCFA**, soit **78,90%**. Le financement du secteur concerne la mise en œuvre de **157** projets/programmes.

La priorité du secteur est accordée au sous-secteur Moyens routiers avec (**58,14%**). Il est suivi respectivement des sous-secteurs Bâtiments/Equipements (**36,10%**), Transport/Stockage (**2,78%**), Topo/Cartographie (**1,07%**) et Urbanisme/Habitat (**1,03%**) et les autres sous-secteurs Poste/Télécommunication, Aero/Météo et Moyens fluviaux pour **0,88%** (Cf. **graphique 5**).

L'enveloppe du sous-secteur Moyens routiers est destinée à la poursuite et au démarrage des projets de désenclavement intérieur et extérieur du pays à travers :

- Programme d'urgence routier, Bitumage route Goma Coura Tombouctou, Construction Voie Ceinture Ouest Koulikoro (13,6 km), Réhabilitation route Bamako-Kati-Kolokani-Didiéni (150 km), Construction de la route transsaharienne (RTS/Phase 2) : Section Bourem-Tarkint-Anefis-Kidal, Réhabilitation route Sévaré Gao (Phase I), Aménagement section Sevaré -Mopti de la RN6, Aménagement de 10 km de voirie dont 5 km dans la ville de Mopti et 5 km dans la ville de Sevaré et la Construction de la voie de contournement de l'Aéroport de Mopti Ambodedjo, Construction bitumage route Kayes Sandaré, Tronçon urbain RN 27 (Bamako-Koulikoro) du rondpoint Grand Hôtel à Boukassoumbougou, Aménagement voie route Aéroport Cité universitaire de Kabala ;
- Les études des travaux de Construction de la Route Tambaga- Manantali (92km), Réhabilitation piste Aéroport Ambodédjo de Mopti ;
- en matière de stockage et d'approvisionnement, la Construction des Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire et au Benin ;
- la construction de parking sur le corridor Bamako Conakry à Kankan et la construction

de parking sur le corridor Bamako Nouakchott.

Dans le domaine de l'amélioration des conditions de travail de l'Administration, des chancelleries, et des logements pour diplomates, de la réalisation de logements sociaux, et de l'opérationnalisation des nouvelles régions, les enveloppes concernent :

- la poursuite des travaux de Construction des sièges des services publics (Direction Emploi/Formation Professionnelle, Immeuble Promotion de la Femme, DNDC, DGABE, Hôtel Elevage/Pêche, la Direction Générale des Douanes, INSTAT, Hôtel des Sports, la DFM/DRH du Ministère de l'Agriculture, la DNACPN ainsi que l'acquisition et la construction de logements/résidences pour les diplomates;
- le démarrage des travaux d'extension/construction de nouveaux bâtiments (Sièges de l'ONEF, de la CPS/DNI, de la DGCT, de l'Institut du Sahel, du Centre de Traitement des Données de l'Etat Civil/CTDEC, de l'Autorité de Protection des Données à caractère Personnel, de l'Hôtel Elevage/Pêche, de la Restauration et de l'Equipement des Bâtiments/Immeubles de Koulouba, de la DNGR et DNA, du Bureau des Domaines de Kati, de l'IER, de l'AMADER, de l'ANADEB, de l'ONAPUMA, de la DGB/DNCF, des bâtiments/immeubles de Koulouba, des centres de la CMSS, du CNREX/BTP, du Protocole de la République, de la CAISFF, de la DGR, de la CETRU, de la DRPSIAP de Kayes, les Cercles et Arrondissements, de l'ANAES, de Réhabilitation/Equipement du Centre de Formation Pratique en Elevage (CFPE), de l'Inspection de l'Elevage, du Laboratoire Vétérinaire de Gao, Réhabilitation/Equipement Centre d'Accueil des Migrants dans les Régions, Réhabilitation du CIGEM ;
- la poursuite du Programme de construction de 50 000 logements sociaux, du Programme de mise en œuvre de la réforme foncière, le Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des régions du Nord (PURD), les projets d'aménagement/équipement et installation des nouvelles régions.

En matière d'assainissement et de développement urbanistique, il est prévu la poursuite des travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, des programmes Urgence d'assainissement et d'Infrastructure Economique du District de Bamako, de l'élaboration/révision des schémas d'aménagement et études/aménagement, de l'équipement des stations d'épurations d'ouvrages connexes et du projet de rattachement et de mise à jour des titres fonciers au Mali et le pavage des rues dans la Ville de Bamako et environs.

Par rapport à l'amélioration des réseaux météorologiques et la modernisation de la Poste ainsi que la cartographie/topographie, il sera mis en œuvre par :

- les projets de Pluies provoquées, de la Réhabilitation des réseaux d'observations météorologiques;
- le Contrat Plan Etat-Poste;
- le Contrat Plan Etat-IGM et les projets de mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée, de confection d'un Cadastre Expédié, de bornage et de développement des zones frontalières.

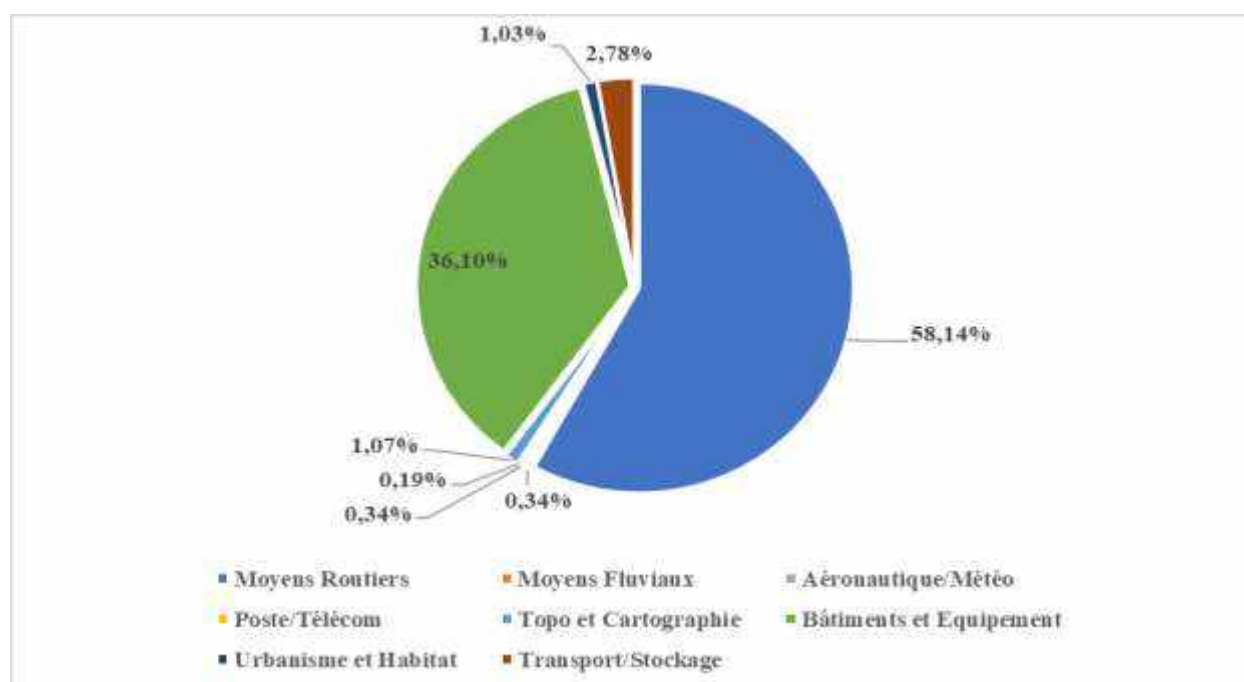
La répartition de l'enveloppe totale du **Secteur des Infrastructures** entre ses différents sous-secteurs par source de financement se présente comme suit :

Tableau 4 : Financement par source et Sous-secteurs du Secteur Infrastructures
(en millions F CFA)

Sous-secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Moyens Routiers	173 557	46,95	98 881	100	272 438	58,14
Moyens Ferroviaires	0	0	0	0	0	0
Moyens Fluviaux	1 600	0,43	0	0	1 600	0,34
Aéronautique/Météo	1 600	0,43	0	0	1 600	0,34
Poste/Télécom	900	0,24	0	0	900	0,19
Topo/ Cartographie	5 000	1,35	0	0	5 000	1,07
Bât/Equipement	169 161	45,76	0	0	169 161	36,10
Urbanisme et Habitat	4 830	1,31	0	0	4 830	1,03
Transport/Stockage	13 030	3,52	0	0	13 030	2,78
TOTAL	369 678	100,00	98 881	100	468 559	100,00

Source : DNP/Données SIGIP 2023

Graphique 5 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Infrastructures en sous-secteurs



Source : DNP/données SIGIP 2023

1.2.4. Secteur des Ressources Humaines

L'enveloppe prévisionnelle du Secteur est estimée à **199,788 milliards** de FCFA, soit **15,64%** de l'enveloppe du **PTI 2024-2026**. Elle est répartie entre les ressources extérieures pour **7,815 milliards de FCFA**, soit **3,91%** et les ressources intérieures pour **191,973 milliards de FCFA**, soit **96,09%**. Le financement du Secteur concerne la mise en œuvre de 111 Projets/Programmes.

Elle accorde la priorité au sous-secteur Culture/Art/Sport avec (**36,94%**). Il est suivi respectivement des sous-secteurs Santé/Affaires sociales (**19,37%**), Administration/Plan/Finances (**17,85%**), Education/Formation (**17,73%**), et Emploi/Travail et Information (**8,10%**) (Cf. graphique 6).

L'enveloppe du secteur est destinée au développement du capital humain, à la réduction de la pauvreté, au renforcement de la couverture sanitaire, à l'éducation et à la formation professionnelle.

Dans le domaine de la Santé/Affaires sociales, il est prévu entre autres :

- la poursuite/démarrage des travaux de rénovation/extension au niveau de certains Centres/Instituts Hospitaliers, tels que : Point G, Gabriel Touré, IOTA, Kati, Hôpital du Mali, CNOS, CNAOM (construction Centre Régional d'Appareillage Orthopédique et Rééducation Fonctionnelle de Kayes), INSP, CRLD, ANTIM, Hôpital de Dermatologie de Bamako;
- l'amélioration du plateau technique à travers l'acquisition d'équipements médicaux;
- la mise en œuvre des projets de promotion et d'autonomisation des femmes et de dividende démographique.

Dans le domaine de l'Education et de la Formation, il s'agit, notamment de :

- la mise en œuvre et du démarrage des projets/programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires, pédagogiques et de résidences au niveau secondaire et universitaires (Amphi, Lycées/ IFP, IFM, Conservatoire Balla Fasséké Kouyaté, Universités, Facultés, Bibliothèque Universitaire Centrale, nouvelle ENSUP, IPR de Katibougou), Réhabilitation/Equipement Ancien Institut National des Arts (INA), Réhabilitation Siège Académie Malienne des Langues, Ecole Africaine des Mines, CFD, les études de construction des Universités régionales (Sikasso, Tombouctou et Gao) et le renforcement des capacités des agents de l'Administration publique par la formation.

Dans le domaine de la Culture/Art/Sport, l'accent est mis sur la poursuite de la mise en œuvre des projets et programmes de construction/réhabilitation des infrastructures sportives, culturelles et de promotion de la jeunesse par :

- la poursuite des travaux de construction du Centre de médecine sportive, les stades Modibo Keita et Mamadou KONATE), le lycée sportif Ben Omar SY de Kabala, le Mémorial Modibo KEITA, le Palais de la culture Amadou Hampâté BAH, la Maison Africaine de la photographie, le Centre International de Conférence de Bamako (CICB), le Musée National, les Parcs et Monuments ;
- le démarrage des travaux de construction/réhabilitation/équipement des infrastructures sportives (stade Ouenzin COULIBALY, stade de Tombouctou, Stades régionaux et du Centre d'Entraînement Sportif Elite Kabala.

Dans le cadre de l'Education et de la formation pour l'employabilité des jeunes, l'accent est mis sur :

- les projets/programmes de promotion de l'emploi des jeunes et de leur formation à travers le Projet d'Appui à la Formation Professionnelle, l'Insertion et l'Entreprenariat des jeunes ruraux (FIER II) et le Programme de Formation et d'Insertion Professionnelle (PFIP);

- les projets de construction, réhabilitation et d'équipement des centres de formation professionnelle.

Dans le domaine de l'information, on note la poursuite des projets de renforcement des infrastructures de l'ORTM, AGETIC et de l'ANCD.

Dans le cadre de l'Administration, Plan et Finances, l'accent est mis sur l'accompagnement des structures en charge de la planification du développement et de l'économie (DNP, ODHD, INSTAT, DGDP, CERCAP, SHA, CPS, CAISFF) et le Fonds d'études et de préparation des projets d'investissements et la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Economie Malienne.

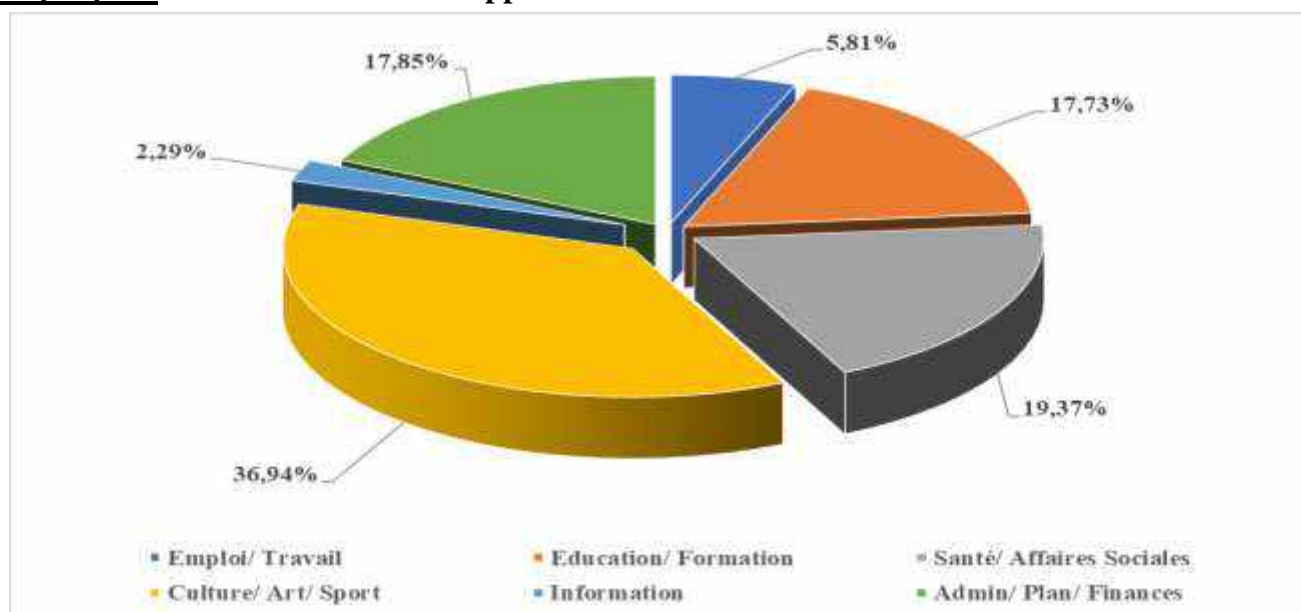
La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du Secteur **Ressources Humaines** se présente comme suit :

Tableau 5 : Financement par source et Sous-secteurs du Secteur Ressources humaines (en millions F CFA)

Sous-secteurs	Financement Intérieur		Financement Extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Emploi/ Travail	6 350	3,31	5 265	67,37	11 615	5,81
Education/ Formation	35 425	18,45	-	0,00	35 425	17,73
Santé/ Aff Sociales	38 700	20,16	-	0,00	38 700	19,37
Culture/ Art/ Sport	73 810	38,45	-	0,00	73 810	36,94
Information	4 575	2,38	-	0,00	4 575	2,29
Admin/ Plan/ Finances	33 113	17,25	2 550	32,63	35 663	17,85
TOTAL	191 973	100,00	7 815	100,00	199 788	100,00

Source : DNP/Données SIGIP 2023

Graphique 6 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Ressources humaines en sous-secteurs



Source : DNP/données SIGIP 2023

3. Analyse par Ministère/Institution

Sur une enveloppe prévisionnelle de **1 277,013 milliards de FCFA**, le Ministère des Transports et des Infrastructures enregistre la plus importante enveloppe, soit **296,668** milliards de FCFA avec **41** projets, suivi du Ministère de l'Agriculture avec **245,800** milliards de FCFA (sans la Ligne Nouveaux Projets) pour **43** projets, le Ministère de l'Energie et de l'Eau avec **222,932** milliards de FCFA pour **32** projets et le Ministère de l'Economie et des Finances avec **106,975** milliards de FCFA pour **43** projets. Ces quatre (04) Ministères représentent **68,31%** de l'enveloppe globale.

La situation de certains Départements se présente comme suit :

- Ministère de la Jeunesse et des Sports : 70,700 milliards de FCFA avec 10 projets ;
- Ministère de l'Elevage et de la Pêche : 61,018 milliards de FCFA avec 16 projets ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : 43,400 milliards de FCFA avec 19 projets ;
- Ministère de la Santé et du Développement Social : 43,232 milliards de FCFA avec 23 projets.

La synthèse des dotations et du nombre de projets par ministère /institution est consignée dans le tableau en annexe 2.

CONCLUSION

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) et le Budget Spécial d'Investissement (BSI) sont des instruments privilégiés de mise en œuvre de la politique d'investissements publics. Ils permettent de mieux rationaliser la gestion des ressources publiques afin de contribuer au développement économique et social du pays.

Cependant, le cadre de programmation actuel du PTI ne prend pas en compte toutes les attentes en termes d'exhaustivité des projets structurants et de prévisibilité des besoins d'investissement au cours des prochaines années. Cette situation est due à certaines contraintes qui affectent la qualité de ladite programmation à savoir, la mauvaise qualité à l'entrée de certains projets/programmes et la faible prévisibilité des financements de certains partenaires techniques et financiers.

Après plusieurs années de mise en œuvre du mécanisme de programmation triennale glissante des investissements, des résultats satisfaisants ont été enregistrés, notamment l'appui aux secteurs sociaux et porteurs de croissance comme le développement rural, l'énergie, les mines et les infrastructures routières.

En perspective, la mise en œuvre de la budgétisation des investissements en mode AE/CP, le renforcement des capacités des acteurs, le renforcement des fonds d'études et la préparation des projets contribueront davantage à l'amélioration du processus de préparation, de sélection et du suivi des projets/programmes en vue d'une meilleure orientation des actions de l'Etat pour la transformation structurelle de l'économie nationale.

ANNEXES

Annexes 1

Présentation détaillée des Projets par Secteurs / Sous-Secteurs et par Source de Financement



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2014	2026	3 056	700	1 984	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2024	2 104	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2023	122 467	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BOAD
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2026	5 000	1 050	2 790	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2023	12 565	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2017	2026	3 233	1 100	2 511	400	1 100	400	400	0	400	350	350	1 100	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2018	2024	6 419	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	0 Norvège
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2013	2023	7 870	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2025	10 500	700	2 598	400	700	400	400	0	400	300	0	700	0	0	0	0	



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2026	3 905	900	2 212	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2023	24 945	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2015	2024	31 294	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2019	2026	2 800	1 000	2 029	300	1 000	300	300	0	300	350	350	1 000	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2026	15 759	2 700	5 400	650	2 700	650	650	0	650	1 000	1 050	2 700	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2025	4 900	200	100	100	2 250	1 177	1 177	0	100	100	0	200	1 077	973	0	2 050	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2017	2024	1 291	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2026	2 450	915	1 886	315	915	315	315	0	315	300	300	915	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2016	2026	2 900	1 200	2 508	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2024	100 300	100 000	100 000	36 042	36 042	36 042	36 042	0	36 042	0	0	36 042	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2020	2026	3 500	1 200	2 537	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2026	10 000	1 700	7 837	700	1 700	700	700	0	700	500	500	1 700	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2026	5 000	1 300	3 604	500	1 300	500	500	0	500	400	400	1 300	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2026	10 000	1 800	6 457	800	1 800	800	800	0	800	500	500	1 800	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2026	6 300	1 600	4 720	600	1 600	600	600	0	600	500	500	1 600	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	2018	2024	19 015	120	3 431	120	777	777	777	0	120	0	0	120	657	0	0	657	BM
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	2019	2026	44 551	2 180	1 365	680	2 180	680	680	0	680	750	750	2 180	0	0	0	0	
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2025	37 627	0	8 166	0	19 143	12 422	12 422	0	0	0	0	0	12 422	6 721	0	19 143	BM



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	2019	2026	11 221	2 000	7 800	200	2 000	200	200	0	200	800	1 000	2 000	0	0	0	0	
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	2019	2025	57 000	0	490	0	5 914	5 312	5 312	0	0	0	0	0	5 312	602	0	5 914	Canada Danemark FIDA
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	2020	2026	2 600	1 200	1 568	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	2019	2026	35 500	16 500	23 784	5 500	16 500	5 500	5 500	0	5 500	5 500	5 500	16 500	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	2020	2024	3 666	300	5 900	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	2019	2025	26 236	0	0	0	12 871	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	7 871	0	12 871	KfW
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	2018	2023	1 396	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BAD
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU	2020	2026	8 762	0	0	0	5 392	1 350	1 350	0	0	0	0	0	1 350	2 037	2 005	5 392	BOAD
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	1 266	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	1 267	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	2020	2026	122 193	1 950	2 246	650	1 950	650	650	0	650	650	650	1 950	0	0	0	0	
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT AU MALI	2020	2025	7 000	200	100	100	901	727	727	0	100	100	0	200	627	74	0	701	Italie
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	2021	2026	5 000	1 400	2 362	600	1 400	600	600	0	600	400	400	1 400	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021	2026	8 000	0	7 034	900	4 400	900	900	0	900	1 500	2 000	4 400	0	0	0	0	
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	2021	2025	2 501	0	0	0	1 441	665	665	0	0	0	0	0	665	776	0	1 441	ESPAGNE
3302	PROJET APPUI TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	2020	2025	13 445	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	2022	2026	12 000	6 000	30 000	500	4 000	500	500	0	500	1 500	2 000	4 000	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTA° INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	2022	2027	31 828	1 350	531	450	7 356	3 665	3 665	0	450	450	450	1 350	3 215	2 060	731	6 006	FIDA



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	2022	2026	800	600	352	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	2023	2026	38 300	6 000	3 115	1 500	36 600	1 500	1 500	0	1 500	2 000	2 500	6 000	0	14 000	16 600	30 600	Multibaillleurs
3366	Programme de Developpement de la Zone Speciale de Transformation Agro-Industrielle des Regions de Koulikoro et Peri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	2022	2026	11 000	550	222	150	8 394	2 966	2 966	0	150	200	200	550	2 816	4 194	834	7 844	BAD
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	2023	2026	40 000	450	222	150	35 450	7 150	7 150	0	150	150	150	450	7 000	20 000	8 000	35 000	BM
3391	APPUI CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	2022	2027	12 724	0	0	0	10 079	4 750	4 750	0	0	0	0	0	4 750	3 852	1 477	10 079	Canada
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	2023	2026	33 400	0	0	0	19 528	7 415	7 415	0	0	0	0	0	7 415	8 567	3 546	19 528	BM
3400	PROJET URGENCE DE PRODUCTION ET DE SECURITE ALIMENTAIRE & NUTRITIONNELLE (PUPSAN)	2024	2024	3 154	0	0	0	3 154	3 154	3 154	0	0	0	0	0	3 154	0	0	3 154	FAT
3401	PROJET RENF. SECURITE ALIMENTAIRE IRRIGATION PROXIMITE KAARTA SEFETO	2024	2027	13 300	300	100	100	11 045	1 600	1 600	0	100	100	100	300	1 500	4 315	4 930	10 745	BID
3403	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT FILIERE SOJA	2024	2026	300	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3411	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)	2023	2027	38 785	0	0	0	32 900	4 628	4 628	0	0	0	0	0	4 628	17 705	10 567	32 900	BAD
3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURES AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	2022	2026	9 800	0	0	0	8 771	3 258	3 258	0	0	0	0	0	3 258	2 907	2 606	8 771	KfW
3428	PROGRAMME PROMOTION AGROECOLOGIQUE IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-IPRO)	2023	2026	6 560	0	0	0	6 560	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	4 000	560	6 560	KfW
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 060 222	161 585	251 914	56 877	319 383	123 723	123 723	0	56 877	21 150	22 000	100 027	66 846	100 654	51 856	219 356	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Elevage								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2011	2026	1 459	600	733	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM) VOLET AQUACULTURE ET AVICULTURE	2016	2027	13 780	450	150	150	8 871	1 650	1 650	0	150	150	150	450	1 500	3 076	3 845	8 421	BID
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2026	4 000	1 000	5 010	230	900	230	230	0	230	300	370	900	0	0	0	0	
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	2019	2024	46 923	200	827	200	8 200	8 200	8 200	0	200	0	0	200	8 000	0	0	8 000	BM
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	2019	2025	33 528	270	814	170	9 348	5 163	5 163	0	170	100	0	270	4 993	4 085	0	9 078	BID
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	2020	2025	750	300	467	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	2020	2025	9 000	550	951	250	550	250	250	0	250	300	0	550	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	1 267	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	1 267	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Elevage								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	1 266	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	2022	2027	42 867	640	340	200	25 849	8 200	8 200	0	200	220	220	640	8 000	10 000	7 209	25 209	BM
3368	PROJET APPUI CONSERVATION DIFFUSION BETAILES RUMINANTS ENDEMIQUES/ ZONE SUD DU MALI	2023	2026	1 000	750	322	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				159 307	5 960	13 414	2 400	56 568	24 893	24 893	0	2 400	2 270	1 190	5 860	22 493	17 161	11 054	50 708	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Pêche								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2402	CONSTRUCTION MARCHÉ MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2024	2 805	200	647	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	2008	2026	14 000	600	150	150	600	150	150	0	150	200	250	600	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	2016	2023	7 708	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 UE
3164	OFFICE DEVELOPPEMENT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	2020	2026	1 150	700	655	200	700	200	200	0	200	250	250	700	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				25 663	1 500	1 452	550	1 500	550	550	0	550	450	500	1 500	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DÉTAILLÉE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Forêts								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	2010	2025	1 567	155	141	100	155	100	100	0	100	55	0	155	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2024	7 200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0 Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2024	6 229	150	150	150	350	350	350	0	150	0	0	150	200	0	0	200	UE
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2026	2 000	600	1 157	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2026	2 000	900	1 300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2025	3 750	300	2 757	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	2020	2024	11 983	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0 Suède
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	2021	2025	750	270	356	120	270	120	120	0	120	150	0	270	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	2020	2024	1 170	100	698	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Forêts									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources	
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	2019	2025	15 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	2021	2026	3 725	80	245	80	774	374	374	0	80	0	0	80	294	200	200	694	FEM PNUD	
TOTAL SOUS-SECTEUR				55 874	2 905	7 154	1 550	3 799	2 044	2 044	0	1 550	855	500	2 905	494	200	200	894		



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Mines et Géologie								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2025	7 000	0	5 284	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	2019	2023	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 BM
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	2022	2026	2 500	900	499	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				29 500	900	5 783	900	2 100	900	900	0	900	900	300	2 100	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Eaux								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	2002	2024	3 885	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2026	167 680	5 000	92 241	1 500	88 128	5 500	5 500	0	1 500	1 500	2 000	5 000	4 000	37 405	41 723	83 128	FIDA Multibailleurs
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2024	3 800	200	2 258	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2026	45 000	12 000	17 127	3 000	12 000	3 000	3 000	0	3 000	4 000	5 000	12 000	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2026	3 140	900	2 465	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2025	195 754	1 300	1 835	650	12 300	11 650	11 650	0	650	650	0	1 300	11 000	0	0	11 000	Multibailleurs.
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2024	18 695	100	100	100	200	200	200	0	100	0	0	100	100	0	0	100	KfW
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2025	30 114	613	300	300	613	300	300	0	300	313	0	613	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2024	9 700	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	BM



SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Eaux										
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR						
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources		
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2024	7 800	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0	Pays-Bas Suède	
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2025	65 000	650	1 274	250	15 544	863	863	0	250	400	0	650	613	1 208	13 073	14 894	0	KfW	
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2025	4 096	160	393	80	2 615	580	580	0	80	80	0	160	500	1 955	0	2 455	0	FSD	
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2025	14 247	160	6 835	80	3 742	1 807	1 807	0	80	80	0	160	1 727	1 608	247	3 582	0	KfW	
3162	PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	2020	2024	9 587	75	220	75	1 175	1 175	1 175	0	75	0	0	75	1 100	0	0	1 100	0	UE	
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	2020	2024	13 222	150	363	150	6 437	3 503	3 503	0	150	0	0	150	3 353	2 934	0	6 287	0	FAD FAT FEM FONDS VERT CLIMAT UE	
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	1 267	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	0	0	
3303	PROJET AMELIORATION ACCES EAU POTABLE ASSAINISSEMENT REGION DE KOULIKORO	2021	2023	9 183	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Belgique
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	2022	2024	9 195	500	808	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Eaux								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3367	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOSIE REGION DE TOMBOUCTOU	2023	2026	800	600	314	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	2023	2025	7 000	0	0	0	644	0	0	0	0	0	0	0	0	644	0	644	KfW
3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT RESILIANTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A LA COVID-19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI DANS LA REGION DE KOULIKORO	2024	2026	3 489	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3419	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOISE REGION DE GAO	2024	2026	450	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				623 837	24 058	128 550	8 335	147 248	30 728	30 728	0	8 335	7 973	7 750	24 058	22 393	45 754	55 043	123 190	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Energie								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2024	1 980	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2026	30 496	8 000	27 675	1 500	8 000	1 500	1 500	0	1 500	3 000	3 500	8 000	0	0	0	0	BOAD
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2026	1 734	360	817	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2024	1 500	125	198	125	125	125	125	0	125	0	0	125	0	0	0	0	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2023	25 000	0	319	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2026	7 800	900	802	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2024	3 500	200	1 980	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2023	80 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BID
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2025	11 800	1 120	676	560	3 412	2 087	2 087	0	560	560	0	1 120	1 527	765	0	2 292	AFD Fonds Abou Dabi



SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Energie									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources	
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	2018	2026	46 202	5 000	85 000	350	3 350	350	350	0	350	1 000	2 000	3 350	0	0	0	0		
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2024	30 889	0	0	0	164	164	164	0	0	0	0	0	164	0	0	0	164	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2025	13 800	0	0	0	7 090	2 545	2 545	0	0	0	0	0	2 545	4 545	0	7 090	BID	
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	2019	2026	75 000	0	0	0	48 027	23 457	23 457	0	0	0	0	0	23 457	19 656	4 914	48 027	BM	
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	2021	2023	36 623	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BAD BM
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	2021	2023	17 214	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BAD BM
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	2022	2025	750	270	206	120	270	120	120	0	120	150	0	270	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				384 988	16 075	117 773	3 375	71 998	31 068	31 068	0	3 375	5 130	5 920	14 425	27 693	24 966	4 914	57 573		



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Industrie / Artisanat								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2024	2 000	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	2005	2026	22 822	900	17 284	600	1 605	1 105	1 105	0	600	300	0	900	505	100	100	705	PNUD
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2017	2024	9 000	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	2015	2026	4 200	900	1 326	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2024	600	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2025	2 000	450	1 613	200	450	200	200	0	200	250	0	450	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2024	1 200	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2025	2 700	0	2 202	400	600	400	400	0	400	200	0	600	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2024	1 300	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	



SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Industrie / Artisanat								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2026	1 000	225	364	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	2016	2024	2 500	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	2019	2024	1 559	80	80	80	80	80	80	0	80	0	0	80	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	2020	2026	1 000	700	605	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	1 267	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	2021	2024	600	80	80	80	80	80	80	0	80	0	0	80	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				54 481	4 765	25 851	3 265	6 070	3 770	3 770	0	3 265	1 525	575	5 365	505	100	100	705	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens routiers								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2026	60 700	55 000	58 500	14 225	44 225	14 225	14 225	0	14 225	15 000	15 000	44 225	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2026	15 000	3 000	4 032	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2023	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2026	81 300	0	0	0	19 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	8 500	8 500	19 000	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2025	78 500	750	502	100	750	100	100	0	100	650	0	750	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2024	35 000	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLON DIEBA FRE RCI	2016	2025	70 000	0	0	0	10 465	7 771	7 771	0	0	0	0	0	7 771	2 694	0	10 465	BAD, UE
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2026	24 457	0	19 860	1 000	4 283	1 000	1 000	0	1 000	1 500	1 783	4 283	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2024	28 187	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens routiers								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	2019	2026	98 000	0	78 000	12 250	42 250	12 250	12 250	0	12 250	15 000	15 000	42 250	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	2018	2024	20 520	0	0	750	750	750	750	0	750	0	0	750	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	2020	2026	70 400	1 600	1 051	700	34 600	3 700	3 700	0	700	500	400	1 600	3 000	15 000	15 000	33 000	BAD, UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	2019	2026	199 789	2 100	700	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	BADEA OFID
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	2021	2026	37 750	1 604	1 924	750	13 354	4 000	4 000	0	750	854	0	1 604	3 250	4 250	4 250	11 750	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	2021	2026	70 000	0	70 000	5 000	30 000	5 000	5 000	0	5 000	10 000	15 000	30 000	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	2022	2026	42 000	50	72 050	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	2022	2024	20 000	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	2022	2026	34 510	2 000	1 399	1 000	26 666	5 250	5 250	0	1 000	500	500	2 000	4 250	12 208	8 208	24 666	BOAD



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens routiers								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	2022	2024	90 000	100	180 100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGA MANANTALI (92KM)	2022	2026	34 510	430	130 430	430	430	430	430	0	430	0	0	430	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	2022	2026	11 000	9 000	6 000	2 000	9 000	2 000	2 000	0	2 000	3 000	4 000	9 000	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	2022	2025	10 080	1 500	4 500	750	1 500	750	750	0	750	750	0	1 500	0	0	0	0	BOAD
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	2022	2026	25 000	5 000	55 000	370	2 170	370	370	0	370	800	1 000	2 170	0	0	0	0	
3354	CONSTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	2022	2023	82 000	0	164 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOALA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	2022	2027	127 000	45 000	299 000	7 000	27 000	7 000	7 000	0	7 000	10 000	10 000	27 000	0	0	0	0	
3415	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE BOUGOUNI MANANKORO	2024	2024	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3421	REHABILITATION PISTE AEROPORT DE MOPTI	2024	2024	120	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 380 973	127 879	1 147 793	48 920	272 438	69 191	69 191	0	48 920	60 254	64 383	173 557	20 271	42 652	35 958	98 881	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens fluviaux								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2024	4 918	400	1 164	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAF	2019	2026	2 179	1 200	1 359	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				7 097	1 600	2 523	800	1 600	800	800	0	800	400	400	1 600	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Aéronautique / Météo								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2016	2025	28 609	1 000	14 077	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2017	2026	1 200	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				29 809	1 600	14 277	700	1 600	700	700	0	700	700	200	1 600	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Poste / Télécommunication								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	2015	2026	3 000	900	2 924	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR				3 000	900	2 924	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Topo et Cartographie								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2025	16 500	3 000	12 135	1 500	3 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	3 000	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	2017	2026	3 000	1 200	2 257	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2026	2 500	600	2 007	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	2022	2024	25 904	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				47 904	5 000	16 599	2 300	5 000	2 300	2 300	0	2 300	2 100	600	5 000	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE REGIONALES CADASTRE	2017	2025	8 000	1 300	8 350	500	1 300	500	500	0	500	800	0	1 300	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2026	2 974	1 590	1 887	530	1 590	530	530	0	530	530	530	1 590	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2026	1 960	450	1 776	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2024	1 084	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2026	4 038	0	3 000	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2016	2026	1 450	450	1 067	200	450	200	200	0	200	150	100	450	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE OMAP	2012	2023	2 766	0	228	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2024	4 200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/EXTENSION DGMP	2013	2026	3 100	1 200	2 137	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUAPONNIERE BAMAKO	2014	2024	1 892	150	564	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2026	20 000	4 300	10 279	1 300	4 300	1 300	1 300	0	1 300	1 500	1 500	4 300	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2024	1 000	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2013	2024	14 235	200	6 590	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2013	2024	13 303	200	2 764	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2013	2024	7 700	300	8 091	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2024	1 500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2024	4 270	300	573	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2024	9 000	400	6 845	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2025	6 300	800	1 284	800	1 500	800	800	0	800	700	0	1 500	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ANNEXE MTFPRE	2015	2026	3 050	2 000	2 000	600	2 000	600	600	0	600	600	800	2 000	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2026	45 000	15 000	39 795	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/CC	2016	2026	8 500	8 500	16 900	1 500	6 000	1 500	1 500	0	1 500	2 000	2 500	6 000	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2026	3 051	1 050	2 349	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2026	6 500	1 800	3 958	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2023	1 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRITORIALLES	2016	2024	5 500	700	4 845	700	700	700	700	0	700	0	0	700	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2025	6 000	1 000	4 382	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2026	4 000	1 300	2 545	350	1 300	350	350	0	350	450	500	1 300	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2016	2025	6 325	800	8 221	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2025	6 000	1 100	4 764	500	1 100	500	500	0	500	600	0	1 100	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2016	2026	6 000	4 500	4 500	700	4 500	700	700	0	700	1 500	2 300	4 500	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2025	2 000	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2024	1 100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2024	768	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2026	4 595	0	0	450	2 160	450	450	0	450	1 000	710	2 160	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2026	4 000	1 500	7 765	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2026	4 000	1 500	7 765	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2020	2026	4 600	1 500	7 765	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2020	2026	4 000	1 500	7 765	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2020	2026	4 600	1 500	7 765	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2020	2026	4 600	1 500	7 765	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2020	2026	6 800	5 000	14 765	800	4 000	800	800	0	800	1 500	1 700	4 000	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2024	450	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP . SIEGE PGT/RGD	2018	2024	4 100	950	2 141	950	950	950	950	0	950	0	0	950	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP. TRANSI T ADM ET BCS	2018	2025	4 500	400	2 431	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	2018	2024	82 000	0	95 968	2 000	2 000	2 000	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020	2025	1 700	0	3 000	400	1 236	400	400	0	400	836	0	1 236	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	2020	2026	3 000	0	3 800	400	1 624	400	400	0	400	500	724	1 624	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	2020	2026	2 700	1 500	5 900	300	1 500	300	300	0	300	500	700	1 500	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	2020	2026	3 900	2 500	8 800	500	2 500	500	500	0	500	900	1 100	2 500	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2020	2026	4 000	2 700	13 417	700	2 700	700	700	0	700	1 000	1 000	2 700	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	2020	2025	2 000	2 000	5 994	1 400	2 000	1 400	1 400	0	1 400	600	0	2 000	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2020	2024	1 500	300	965	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	2020	2024	800	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020	2026	4 000	1 500	7 100	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020	2026	4 000	1 500	7 100	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	1 266	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	1 267	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	1 267	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 050	400	1 286	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DNEF	2021	2026	14 359	1 500	13 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	2021	2026	3 110	2 000	5 200	300	2 000	300	300	0	300	700	1 000	2 000	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	2021	2026	3 700	3 200	8 800	500	2 200	500	500	0	500	700	1 000	2 200	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	2021	2026	1 575	1 275	5 100	300	1 275	300	300	0	300	500	475	1 275	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	2021	2024	2 000	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	2021	2026	4 050	2 800	5 800	500	2 800	500	500	0	500	1 000	1 300	2 800	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	2021	2026	15 000	15 000	40 000	800	5 800	800	800	0	800	2 000	3 000	5 800	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	2023	2026	2 500	2 500	7 000	400	2 500	400	400	0	400	1 000	1 100	2 500	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DGT	2021	2026	2 500	2 500	10 000	300	2 500	300	300	0	300	700	1 500	2 500	0	0	0	0	
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	2021	2026	3 200	4 000	4 121	400	3 000	400	400	0	400	1 000	1 600	3 000	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	2021	2026	14 000	14 000	14 810	1 000	11 000	1 000	1 000	0	1 000	4 000	6 000	11 000	0	0	0	0	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2021	2026	2 750	2 000	8 000	500	2 000	500	500	0	500	700	800	2 000	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	2021	2026	3 100	2 500	8 500	700	2 500	700	700	0	700	800	1 000	2 500	0	0	0	0	
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2021	2025	720	350	534	200	350	200	200	0	200	150	0	350	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	2021	2025	1 000	300	5 300	600	800	600	600	0	600	200	0	800	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	2021	2025	1 900	1 200	5 800	300	1 200	300	300	0	300	900	0	1 200	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	2021	2024	600	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	2022	2025	1 200	800	2 400	200	800	200	200	0	200	600	0	800	0	0	0	0	
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	2022	2026	2 500	2 500	7 500	380	2 380	380	380	0	380	800	1 200	2 380	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	2022	2025	1 000	1 000	3 000	300	1 000	300	300	0	300	700	0	1 000	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	2022	2026	2 000	2 000	5 500	500	2 000	500	500	0	500	700	800	2 000	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources	
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	2022	2023	250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	2022	2023	350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	2022	2026	4 000	4 000	12 000	800	2 800	800	800	0	800	1 000	1 000	2 800	0	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	2022	2025	653	500	606	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	0	
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTTE	2022	2024	300	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0	
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	2022	2024	90	80	80	80	80	80	80	0	80	0	0	80	0	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/EQUIPEMENT ANAES	2022	2025	450	422	863	150	422	150	150	0	150	272	0	422	0	0	0	0	0	
3369	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'AMADER	2023	2026	2 500	2 500	5 000	300	2 500	300	300	0	300	1 000	1 200	2 500	0	0	0	0	0	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	2023	2026	3 700	2 500	5 000	300	2 500	300	300	0	300	1 000	1 200	2 500	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	2023	2025	1 154	754	1 508	300	754	300	300	0	300	454	0	754	0	0	0	0	
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	2023	2026	8 100	8 100	16 200	1 000	6 000	1 000	1 000	0	1 000	2 000	3 000	6 000	0	0	0	0	
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	2023	2026	4 500	2 500	3 593	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	2023	2025	3 100	2 000	4 000	900	2 000	900	900	0	900	1 100	0	2 000	0	0	0	0	
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	2023	2024	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	2023	2026	2 700	2 000	4 000	500	2 000	500	500	0	500	700	800	2 000	0	0	0	0	
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	2023	2026	750	500	406	200	500	200	200	0	200	150	150	500	0	0	0	0	
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	2023	2026	14 500	10 000	20 000	1 700	6 200	1 700	1 700	0	1 700	2 000	2 500	6 200	0	0	0	0	
3394	CONSTRUCTION SIEGE OCLEI	2023	2024	2 000	2 000	2 000	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	2023	2026	1 200	900	585	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3402	CONSTRUCTION SIEGE IER	2024	2026	3 300	3 300	3 300	300	2 300	300	300	0	300	1 000	1 000	2 300	0	0	0	0	
3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	2024	2026	1 000	1 000	1 000	250	1 000	250	250	0	250	400	350	1 000	0	0	0	0	
3407	EXTENSION AMENAGEMENT SIEGE APCMM	2024	2024	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE EXTENTION DU SIEGE	2024	2024	300	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3410	REHABILITATION SIEGE ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2024	2024	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3414	REHABILITATION CIGEM	2024	2024	240	240	240	240	240	240	240	0	240	0	0	240	0	0	0	0	
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCUEIL DE MIGRANTS DANS LES REGIONS	2024	2024	300	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3422	PROJET REHABILITATION INSPECTION ELEVAGE	2024	2024	450	450	450	450	450	450	450	0	450	0	0	450	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3423	REHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	2024	2024	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3424	REHABILITATION EQUIPEMENT ANCIEN INA	2024	2024	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				517 762	187 361	617 897	51 030	169 161	51 030	51 030	0	51 030	59 092	59 039	169 161	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Urbanisme et Habitat								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	1999	2024	5 707	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2026	5 250	1 200	2 392	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMBOUGOU	2016	2025	12 000	400	34 685	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2026	5 000	600	4 147	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2024	2 700	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2025	4 906	400	3 469	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	2018	2024	10 000	800	5 744	800	800	800	800	0	800	0	0	800	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	2021	2024	16 948	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	2021	2024	1 900	200	791	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Urbanisme et Habitat								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	2022	2024	380	80	125	80	80	80	80	0	80	0	0	80	0	0	0	0	
3420	PROJET PAVAGE RUE DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	2024	2024	500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				65 291	4 830	52 503	3 230	4 830	3 230	3 230	0	3 230	1 000	600	4 830	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Transport / Stockage								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2013	2026	2 900	0	2 900	200	2 730	200	200	0	200	1 000	1 530	2 730	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2025	2 817	800	4 355	250	800	250	250	0	250	550	0	800	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	2023	2026	2 500	2 500	5 000	200	2 500	200	200	0	200	1 000	1 300	2 500	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	2023	2026	7 500	7 500	15 000	500	4 500	500	500	0	500	2 000	2 000	4 500	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	2023	2026	3 500	2 500	5 000	200	2 500	200	200	0	200	1 000	1 300	2 500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				19 217	13 300	32 255	1 350	13 030	1 350	1 350	0	1 350	5 550	6 130	13 030	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Emploi / Travail								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2003	2024	3 549	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2024	1 393	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2026	1 750	975	375	375	975	375	375	0	375	300	300	975	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	2017	2024	6 545	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2026	5 824	5 000	10 601	500	3 000	500	500	0	500	1 000	1 500	3 000	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2024	8 555	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	2022	2025	2 500	600	503	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	2023	2026	970	675	398	275	675	275	275	0	275	200	200	675	0	0	0	0	



3406	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIATION APPUI ENTREPRENEURIAT JEUNES RURAUX II (FIER II)	2023	2029	29 363	550	150	150	5 815	1 905	1 905	0	150	200	200	550	1 755	1 755	1 755	5 265	FIDA
TOTAL SOUS-SECTEUR				60 449	8 350	12 577	2 150	11 615	3 905	3 905	0	2 150	2 000	2 200	6 350	1 755	1 755	1 755	5 265	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Education / Formation								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2003	2026	10 000	1 800	8 084	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2024	2 328	300	2 185	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2024	1 400	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2026	17 731	4 500	11 300	1 000	4 500	1 000	1 000	0	1 000	1 500	2 000	4 500	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	2009	2025	5 315	600	400	400	600	400	400	0	400	200	0	600	0	0	0	0	
2650	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2024	5 000	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2026	9 000	3 000	11 000	400	3 000	400	400	0	400	1 000	1 600	3 000	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2025	6 725	1 900	3 550	1 000	1 900	1 000	1 000	0	1 000	900	0	1 900	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2025	6 000	270	270	1 300	2 000	1 300	1 300	0	1 300	700	0	2 000	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Education / Formation								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2015	2024	958	100	196	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2026	1 750	750	1 219	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	0
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2016	2024	900	100	195	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2022	13 450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2016	2026	2 181	0	1 120	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2012	2025	2 800	400	1 720	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	0
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2026	10 000	0	13 000	1 000	5 000	1 000	1 000	0	1 000	2 000	2 000	5 000	0	0	0	0	0
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2026	2 424	2 000	2 342	200	2 000	200	200	0	200	800	1 000	2 000	0	0	0	0	0
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	2021	2025	900	900	3 500	500	900	500	500	0	500	400	0	900	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Education / Formation								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	2021	2026	3 684	2 000	11 000	500	2 000	500	500	0	500	700	800	2 000	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	2022	2027	5 000	2 500	7 500	700	2 500	700	700	0	700	800	1 000	2 500	0	0	0	0	
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	2022	2024	300	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	2022	2026	2 500	2 500	6 500	400	2 500	400	400	0	400	1 000	1 100	2 500	0	0	0	0	
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	2022	2024	600	600	600	600	600	600	600	0	600	0	0	600	0	0	0	0	
3388	CONSTRUCTION AMPHI 800 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	2023	2026	2 800	2 000	4 000	500	2 000	500	500	0	500	700	800	2 000	0	0	0	0	
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	2024	2025	600	600	600	200	600	200	200	0	200	400	0	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				114 346	27 495	90 956	11 325	35 425	11 325	11 325	0	11 325	12 550	11 550	35 425	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Santé / Affaires sociales								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2061	REHABILITATION EXTENSION IOTA	2007	2026	2 717	900	945	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	2004	2025	2 745	550	1 491	250	550	250	250	0	250	300	0	550	0	0	0	0	
2212	REHABILITATION EXTENSION HPG	2006	2026	3 993	1 200	1 625	800	1 200	800	800	0	800	200	200	1 200	0	0	0	0	
2214	REHABILITATION EXTENSION. HGT	2004	2026	3 776	700	1 020	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
2215	REHABILITATION EXTENSION HOPITAL KATI	2005	2026	4 000	500	913	200	500	200	200	0	200	150	150	500	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2009	2024	974	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2024	2 405	100	212	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINNE DES FEMMES	2010	2024	1 047	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2024	2 335	200	1 890	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Santé / Affaires sociales								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2016	2026	4 815	2 500	4 500	300	2 500	300	300	0	300	700	1 500	2 500	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2024	50 000	150	829	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0 BM
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2025	13 650	1 000	5 000	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2015	2024	23 428	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	2017	2025	30 653	7 000	31 150	3 000	7 000	3 000	3 000	0	3 000	4 000	0	7 000	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2026	75 000	14 500	71 704	5 000	14 500	5 000	5 000	0	5 000	5 000	4 500	14 500	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	2021	2026	1 400	750	763	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	2021	2026	41 000	600	637	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	2021	2025	1 250	400	659	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Santé / Affaires sociales								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	2022	2026	5 000	5 000	15 000	500	3 000	500	500	0	500	1 000	1 500	3 000	0	0	0	0	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	2022	2026	1 200	1 200	3 600	200	1 200	200	200	0	200	400	600	1 200	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	2022	2025	800	800	2 400	250	800	250	250	0	250	550	0	800	0	0	0	0	
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSSES	2022	2025	750	750	2 250	300	750	300	300	0	300	450	0	750	0	0	0	0	
3382	CONSTRUCTION/REH ABILITATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	2023	2026	2 000	1 500	975	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				274 938	40 700	147 963	13 900	38 700	13 900	13 900	0	13 900	14 900	9 900	38 700	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Culture / Art / Sport								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2025	10 000	1 200	600	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2008	2025	3 500	650	444	250	650	250	250	0	250	400	0	650	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	2008	2026	5 900	2 000	8 610	400	2 000	400	400	0	400	900	700	2 000	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2025	4 000	800	5 800	700	800	700	700	0	700	100	0	800	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSEE NATIONAL	2017	2025	1 800	360	442	200	360	200	200	0	200	160	0	360	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2026	3 800	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	2020	2025	600	350	405	100	350	100	100	0	100	250	0	350	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	2021	2023	8 700	0	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021	2026	12 780	7 000	13 630	1 000	5 000	1 000	1 000	0	1 000	2 000	2 000	5 000	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Culture / Art / Sport								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	2021	2025	650	350	319	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	2022	2025	1 035	500	2 500	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	2022	2025	810	500	1 500	200	500	200	200	0	200	300	0	500	0	0	0	0	
3377	CONSTRUCTION EQUIPEMENT STADE DE KATI	2023	2025	11 720	0	4 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	2023	2026	21 436	7 000	12 000	1 000	5 000	1 000	1 000	0	1 000	2 000	2 000	5 000	0	0	0	0	
3390	REHABILITATION EQUIPEMENT STADE MAMADOU KONATE	2023	2026	3 500	0	2 500	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	2024	2026	45 000	45 000	45 000	5 000	30 000	5 000	5 000	0	5 000	10 000	15 000	30 000	0	0	0	0	
3425	REHABILITATION/EQUIPEMENT STADE OUEZIN COULIBALY	2024	2026	5 000	5 000	5 000	1 000	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 500	1 500	4 000	0	0	0	0	
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	2023	2026	20 000	20 000	20 000	6 000	20 000	6 000	6 000	0	6 000	7 000	7 000	20 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				160 231	91 310	124 950	17 600	73 810	17 600	17 600	0	17 600	26 810	29 400	73 810	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Information								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2016	2026	2 750	600	1 962	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	2020	2026	5 000	3 500	4 651	1 000	3 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 500	3 500	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	2022	2024	750	275	275	275	275	275	275	0	275	0	0	275	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	2022	2024	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				8 700	4 575	7 088	1 675	4 575	1 675	1 675	0	1 675	1 200	1 700	4 575	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Administration / Plan et Finances								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2017	2024	1 800	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2026	1 373	600	1 010	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2008	2026	1 950	600	1 473	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2026	1 250	400	1 128	200	400	200	200	0	200	100	100	400	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2026	1 100	310	760	110	310	110	110	0	110	100	100	310	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2026	1 664	350	911	150	350	150	0	150	150	100	100	350	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	2008	2026	1 400	270	729	90	270	90	90	0	90	90	90	270	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2026	1 800	304	1 393	102	304	102	102	0	102	100	102	304	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2026	1 200	400	771	200	400	200	200	0	200	100	100	400	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Administration / Plan et Finances								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2026	1 213	360	979	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2026	1 384	360	852	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EML PROM INVEST PRI	2009	2026	2 000	339	1 568	119	339	119	119	0	119	110	110	339	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2026	5 200	1 200	3 421	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2024	4 261	350	2 427	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OUVRE DE L'INSTAT	2010	2024	4 400	200	2 221	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2026	1 200	450	236	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2024	2 170	120	1 736	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2026	1 636	450	1 058	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Administration / Plan et Finances								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	2016	2026	1 974	750	1 470	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARATION DES PROJETS	2014	2026	24 000	13 500	12 923	3 500	13 500	3 500	3 500	0	3 500	5 000	5 000	13 500	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2016	2025	3 230	400	2 037	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2024	1 189	150	275	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2026	3 600	1 200	2 771	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	2016	2026	2 000	900	1 164	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	2016	2023	625	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2026	3 370	1 500	2 274	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2026	877	450	560	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Administration / Plan et Finances								
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2026	8 500	2 700	6 403	900	2 700	900	900	0	900	900	900	2 700	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	2016	2026	2 500	750	1 898	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	2017	2026	1 500	600	558	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2026	1 090	350	817	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2025	10 878	450	746	200	3 000	2 750	2 650	100	200	250	0	450	2 550	0	0	2 550	BAD
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	2021	2024	750	0	234	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	2020	2026	1 050	550	673	250	550	250	250	0	250	150	150	550	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	2020	2026	875	600	301	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	2021	2026	1 000	550	492	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Administration / Plan et Finances								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3387	APPUI APEX	2023	2025	600	400	314	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				106 609	33 113	58 833	11 181	35 663	13 731	13 481	250	11 181	11 290	10 642	33 113	2 550	0	0	2 550	
TOTAL GENERAL				5 190 198	765 761	2 881 029	243 713	1 277 013	408 713	408 463	250	243 713	238 399	235 779	717 891	165 000	233 242	160 880	559 122	

Annexe 2

Présentation détaillée des Projets par Ministère / Institution et par Source de Financement



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

<i>MINISTERE</i>		<i>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	2018	2024	82 000	0	0	2 000	2 000	2 000	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0	0	0	0	
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBL ES DE KOULOUBA	2023	2025	3 100	2 000	2 000	900	2 000	900	900	0	900	1 100	0	2 000	0	0	0	0	
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	2023	2024	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				85 250	2 150	2 150	3 050	4 150	3 050	3 050	0	3 050	1 100	0	4 150	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		PRIMATURE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3027	MODERNISATION SGG	2017	2026	1 500	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2024	1 500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	2020	2024	800	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2024	450	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE EXTENTION DU SIEGE	2024	2024	300	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				4 550	1 650	1 250	1 250	1 650	1 250	1 250	0	1 250	200	200	1 650	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		COUR SUPREME																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	2016	2026	8 500	8 500	8 500	1 500	6 000	1 500	1 500	0	1 500	2 000	2 500	6 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				8 500	8 500	8 500	1 500	6 000	1 500	1 500	0	1 500	2 000	2 500	6 000	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2026	20 000	4 300	1 300	1 300	4 300	1 300	1 300	0	1 300	1 500	1 500	4 300	0	0	0	0	
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	2023	2025	1 154	754	754	300	754	300	300	0	300	454	0	754	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	2022	2026	2 000	2 000	2 000	500	2 000	500	500	0	500	700	800	2 000	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2008	2026	1 950	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				25 104	7 654	4 254	2 300	7 654	2 300	2 300	0	2 300	2 854	2 500	7 654	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	2021	2026	3 200	4 000	4 000	400	3 000	400	400	0	400	1 000	1 600	3 000	0	0	0	0	
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCUEIL DE MIGRANTS DANS LES REGIONS	2024	2024	300	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	2023	2026	970	675	275	275	675	275	275	0	275	200	200	675	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2024	1 400	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2026	1 750	975	375	375	975	375	375	0	375	300	300	975	0	0	0	0	
3414	REHABILITATION CIGEM	2024	2024	240	240	240	240	240	240	240	0	240	0	0	240	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				7 860	6 265	5 065	1 465	5 265	1 465	1 465	0	1 465	1 600	2 200	5 265	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

<i>MINISTERE</i>		<i>MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2021	2025	720	350	200	200	350	200	200	0	200	150	0	350	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				720	350	200	200	350	200	200	0	200	150	0	350	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

<i>MINISTERE</i>		<i>OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3394	CONSTRUCTION SIEGE OCLEI	2023	2024	2 000	2 000	2 000	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				2 000	2 000	2 000	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</i>																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources	
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	2019	2025	15 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
TOTAL MINISTERE				15 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2024	50 000	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0	BM
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	2016	2026	2 000	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0	
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	2023	2026	40 000	450	150	150	35 450	7 150	7 150	0	150	150	150	450	7 000	20 000	8 000	35 000	0	BM
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	2023	2026	14 500	10 000	10 000	1 700	6 200	1 700	1 700	0	1 700	2 000	2 500	6 200	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2026	1 373	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2016	2026	1 450	450	200	200	450	200	200	0	200	150	100	450	0	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2026	877	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2025	10 878	450	200	200	3 000	2 750	2 650	100	200	250	0	450	2 550	0	0	0	2 550	BAD
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2024	1 189	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	2016	2026	2 500	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	2018	2025	4 500	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	2021	2026	15 000	15 000	15 000	800	5 800	800	800	0	800	2 000	3 000	5 800	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/EXTENSION DGMP	2013	2026	3 100	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2026	2 974	1 590	530	530	1 590	530	530	0	530	530	530	1 590	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2024	9 000	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2020	2024	1 500	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2026	4 000	1 300	350	350	1 300	350	350	0	350	450	500	1 300	0	0	0	0	
3106	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE PGT/RGD	2018	2024	4 100	950	950	950	950	950	950	0	950	0	0	950	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2024	Eng.(AE). 2024	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	2023	2026	2 700	2 000	2 000	500	2 000	500	500	0	500	700	800	2 000	0	0	0	0	
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	2021	2024	750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	2021	2026	14 000	14 000	14 000	1 000	11 000	1 000	1 000	0	1 000	4 000	6 000	11 000	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2026	1 636	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARATION DES PROJETS	2014	2026	24 000	13 500	3 500	3 500	13 500	3 500	3 500	0	3 500	5 000	5 000	13 500	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2026	3 051	1 050	350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2026	3 600	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	2020	2026	1 050	550	250	250	550	250	250	0	250	150	150	550	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	2021	2026	1 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	2022	2025	653	500	300	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	2021	2024	600	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2026	1 750	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	2016	2023	625	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	2023	2026	750	500	200	200	500	200	200	0	200	150	150	500	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2026	1 000	225	75	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2026	1 200	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2026	3 370	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2026	8 500	2 700	900	900	2 700	900	900	0	900	900	900	2 700	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	2022	2026	4 000	4 000	4 000	800	2 800	800	800	0	800	1 000	1 000	2 800	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2026	1 090	350	150	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	2016	2026	1 974	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE OMAP	2012	2023	2 766	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2016	2026	2 181	0	0	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2024	4 261	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2024	4 400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2025	6 300	800	800	800	1 500	800	800	0	800	700	0	1 500	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2026	4 595	0	0	450	2 160	450	450	0	450	1 000	710	2 160	0	0	0	0	



<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	2020	2026	875	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				271 618	82 565	59 105	19 755	106 975	29 305	29 205	100	19 755	23 855	25 815	69 425	9 550	20 000	8 000	37 550	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2003	2026	10 000	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ANNEXE MTFPRE	2015	2026	3 050	2 000	2 000	600	2 000	600	600	0	600	600	800	2 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				13 050	3 800	2 600	1 200	3 800	1 200	1 200	0	1 200	1 200	1 400	3 800	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2021	2026	2 750	2 000	2 000	500	2 000	500	500	0	500	700	800	2 000	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	2022	2025	2 500	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3406	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIATION APPUI ENTREPRENEURIAT JEUNES RURAUX II (FIER II)	2023	2029	29 363	550	150	150	5 815	1 905	1 905	0	150	200	200	550	1 755	1 755	1 755	5 265	FIDA
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2003	2024	3 549	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	2017	2024	6 545	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2026	5 824	5 000	5 000	500	3 000	500	500	0	500	1 000	1 500	3 000	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2026	2 424	2 000	2 000	200	2 000	200	200	0	200	800	1 000	2 000	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	2020	2026	3 900	2 500	2 500	500	2 500	500	500	0	500	900	1 100	2 500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				56 855	12 950	12 250	2 450	16 215	4 205	4 205	0	2 450	3 900	4 600	10 950	1 755	1 755	1 755	5 265	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2017	2024	1 800	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 800	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2024	5 500	700	700	700	700	700	700	0	700	0	0	700	0	0	0	0	
3303	PROJET AMELIORATION ACCES EAU POTABLE ASSAINISSEMENT REGION DE KOULIKORO	2021	2023	9 183	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Belgique
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	2023	2026	4 500	2 500	2 500	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	2017	2026	3 000	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2025	6 000	1 000	500	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	2018	2024	10 000	800	800	800	800	800	800	0	800	0	0	800	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2026	6 300	1 600	600	600	1 600	600	600	0	600	500	500	1 600	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2026	10 000	1 800	800	800	1 800	800	800	0	800	500	500	1 800	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2026	10 000	1 700	700	700	1 700	700	700	0	700	500	500	1 700	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2026	5 000	1 300	500	500	1 300	500	500	0	500	400	400	1 300	0	0	0	0	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	2021	2026	5 000	1 400	600	600	1 400	600	600	0	600	400	400	1 400	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2013	2024	14 235	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2013	2024	13 303	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2013	2024	7 700	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2025	6 000	1 100	500	500	1 100	500	500	0	500	600	0	1 100	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2016	2025	6 325	800	400	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2020	2026	4 600	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2020	2026	4 600	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2020	2026	4 600	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2020	2026	6 800	5 000	5 000	800	4 000	800	800	0	800	1 500	1 700	4 000	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020	2026	4 000	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2020	2026	4 000	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2026	4 000	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2026	4 000	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020	2026	4 000	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2026	1 250	400	200	200	400	200	200	0	200	100	100	400	0	0	0	0	
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	2023	2026	8 100	8 100	8 100	1 000	6 000	1 000	1 000	0	1 000	2 000	3 000	6 000	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	



<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 050	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				194 046	46 500	37 200	15 900	43 400	15 900	15 900	0	15 900	15 000	12 500	43 400	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTES ET DES COUTUMES</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTTE	2022	2024	300	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	2022	2023	250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				550	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	2019	2024	1 559	80	80	80	80	80	80	0	80	0	0	80	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	2021	2025	1 900	1 200	1 200	300	1 200	300	300	0	300	900	0	1 200	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	2016	2024	2 500	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2016	2026	6 000	4 500	4 500	700	4 500	700	700	0	700	1 500	2 300	4 500	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	2021	2024	600	80	80	80	80	80	80	0	80	0	0	80	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	2005	2026	22 822	900	600	600	1 605	1 105	1 105	0	600	300	0	900	505	100	100	705	PNUD
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EML PROM INVEST PRI	2009	2026	2 000	339	119	119	339	119	119	0	119	110	110	339	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2024	1 200	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2024	2 170	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	



<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2024	1 300	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	2015	2026	4 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3387	APPUI APEX	2023	2025	600	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2024	600	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2025	2 000	450	200	200	450	200	200	0	200	250	0	450	0	0	0	0	
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2024	2 000	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	2020	2026	1 000	700	300	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				52 451	10 299	8 329	3 629	11 004	4 134	4 134	0	3 629	3 760	2 910	10 299	505	100	100	705	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2015	2024	958	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2016	2024	900	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2026	17 731	4 500	1 000	1 000	4 500	1 000	1 000	0	1 000	1 500	2 000	4 500	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2024	5 000	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2022	13 450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	2021	2026	3 700	3 200	2 200	500	2 200	500	500	0	500	700	1 000	2 200	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2026	1 200	400	200	200	400	200	200	0	200	100	100	400	0	0	0	0	
3410	REHABILITATION SIEGE ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2024	2024	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				43 039	8 700	4 000	2 300	7 700	2 300	2 300	0	2 300	2 300	3 100	7 700	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2026	9 000	3 000	3 000	400	3 000	400	400	0	400	1 000	1 600	3 000	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2026	10 000	0	0	1 000	5 000	1 000	1 000	0	1 000	2 000	2 000	5 000	0	0	0	0	
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	2022	2024	300	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2024	2 328	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2025	6 000	270	270	1 300	2 000	1 300	1 300	0	1 300	700	0	2 000	0	0	0	0	
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	2022	2026	2 500	2 500	2 500	400	2 500	400	400	0	400	1 000	1 100	2 500	0	0	0	0	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	2021	2025	900	900	900	500	900	500	500	0	500	400	0	900	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	2009	2025	5 315	600	400	400	600	400	400	0	400	200	0	600	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	2022	2027	5 000	2 500	2 500	700	2 500	700	700	0	700	800	1 000	2 500	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2025	6 725	1 900	1 900	1 000	1 900	1 000	1 000	0	1 000	900	0	1 900	0	0	0	0	
3388	CONSTRUCTION AMPHI 800 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	2023	2026	2 800	2 000	2 000	500	2 000	500	500	0	500	700	800	2 000	0	0	0	0	
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	2024	2025	600	600	600	200	600	200	200	0	200	400	0	600	0	0	0	0	
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	2022	2024	600	600	600	600	600	600	600	0	600	0	0	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				52 068	15 470	15 270	7 600	22 200	7 600	7 600	0	7 600	8 100	6 500	22 200	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME																		
RNP	INITITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2024	Eng.(AE). 2024	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2026	3 800	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	2022	2025	810	500	500	200	500	200	200	0	200	300	0	500	0	0	0	0	
3424	REHABILITATION EQUIPEMENT ANCIEN INA	2024	2024	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2017	2024	9 000	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
3407	EXTENSION AMENAGEMENT SIEGE APCMM	2024	2024	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2026	1 664	350	150	150	350	150	0	150	150	100	100	350	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	2020	2025	600	350	100	100	350	100	100	0	100	250	0	350	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2024	1 100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2024	768	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2012	2025	2 800	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	2022	2025	1 035	500	500	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSEE NATIONAL	2017	2025	1 800	360	200	200	360	200	200	0	200	160	0	360	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2008	2025	3 500	650	250	250	650	250	250	0	250	400	0	650	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	2021	2025	650	350	150	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2025	2 000	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2025	2 700	0	0	400	600	400	400	0	400	200	0	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				32 627	5 460	3 450	3 350	6 060	3 350	3 200	150	3 350	2 410	300	6 060	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2024	4 200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3377	CONSTRUCTION EQUIPEMENT STADE DE KATI	2023	2025	11 720	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	2024	2026	45 000	45 000	45 000	5 000	30 000	5 000	5 000	0	5 000	10 000	15 000	30 000	0	0	0	0	
3425	REHABILITATION/EQUIPEMENT STADE OUEZIN COULIBALY	2024	2026	5 000	5 000	5 000	1 000	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 500	1 500	4 000	0	0	0	0	
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	2023	2026	20 000	20 000	20 000	6 000	20 000	6 000	6 000	0	6 000	7 000	7 000	20 000	0	0	0	0	
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2025	10 000	1 200	600	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2025	4 000	800	800	700	800	700	700	0	700	100	0	800	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	2008	2026	5 900	2 000	2 000	400	2 000	400	400	0	400	900	700	2 000	0	0	0	0	
3390	REHABILITATION EQUIPEMENT STADE MAMADOU KONATE	2023	2026	3 500	0	0	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	



<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	2023	2026	21 436	7 000	7 000	1 000	5 000	1 000	1 000	0	1 000	2 000	2 000	5 000	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	2021	2023	8 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021	2026	12 780	7 000	7 000	1 000	5 000	1 000	1 000	0	1 000	2 000	2 000	5 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				152 236	88 200	87 600	16 400	70 700	16 400	16 400	0	16 400	25 100	29 200	70 700	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	2017	2025	30 653	7 000	7 000	3 000	7 000	3 000	3 000	0	3 000	4 000	0	7 000	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	2021	2024	2 000	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	2022	2025	750	750	750	300	750	300	300	0	300	450	0	750	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2026	75 000	14 500	14 500	5 000	14 500	5 000	5 000	0	5 000	5 000	4 500	14 500	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2026	1 213	360	120	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	2022	2025	800	800	800	250	800	250	250	0	250	550	0	800	0	0	0	0	
2061	REHABILITATION EXTENSION IOTA	2007	2026	2 717	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2215	REHABILITATION EXTENSION HOPITAL KATI	2005	2026	4 000	500	200	200	500	200	200	0	200	150	150	500	0	0	0	0	
2212	REHABILITATION EXTENSION HPG	2006	2026	3 993	1 200	800	800	1 200	800	800	0	800	200	200	1 200	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2214	REHABILITATION EXTENSION. HGT	2004	2026	3 776	700	300	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	2022	2026	5 000	5 000	5 000	500	3 000	500	500	0	500	1 000	1 500	3 000	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2024	2 335	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2025	13 650	1 000	1 000	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	2023	2026	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	2021	2026	4 050	2 800	2 800	500	2 800	500	500	0	500	1 000	1 300	2 800	0	0	0	0	
3382	CONSTRUCTION/REHABILITATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	2023	2026	2 000	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2024	8 555	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2026	5 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	2021	2026	41 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2016	2026	4 815	2 500	2 500	300	2 500	300	300	0	300	700	1 500	2 500	0	0	0	0	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	2022	2026	1 200	1 200	1 200	200	1 200	200	200	0	200	400	600	1 200	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	2021	2026	1 400	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANAES	2022	2025	450	422	422	150	422	150	150	0	150	272	0	422	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				215 757	45 232	39 992	14 720	43 232	14 720	14 720	0	14 720	16 492	12 020	43 232	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	2021	2026	1 575	1 275	1 275	300	1 275	300	300	0	300	500	475	1 275	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2024	1 393	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2024	2 104	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAIN DES FEMMES	2010	2024	1 047	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2024	1 084	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2025	4 900	200	100	100	2 250	1 177	1 177	0	100	100	0	200	1 077	973	0	2 050	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2017	2024	1 291	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2009	2024	974	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUAPONNIERE BAMAKO	2014	2024	1 892	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	



<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2024	2 405	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				18 665	2 375	2 275	1 300	4 425	2 377	2 377	0	1 300	600	475	2 375	1 077	973	0	2 050	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3421	REHABILITATION PISTE AEROPORT DE MOPTI	2024	2024	120	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2026	15 000	3 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2023	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2026	81 300	0	0	0	19 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	8 500	8 500	19 000	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2025	78 500	750	100	100	750	100	100	0	100	650	0	750	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2024	35 000	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLON DIEBA FRE RCI	2016	2025	70 000	0	0	0	10 465	7 771	7 771	0	0	0	0	0	7 771	2 694	0	10 465	BAD, UE
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2026	24 457	0	0	1 000	4 283	1 000	1 000	0	1 000	1 500	1 783	4 283	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2024	28 187	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	2019	2026	98 000	0	0	12 250	42 250	12 250	12 250	0	12 250	15 000	15 000	42 250	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSE VILLE DE SIKASSO	2018	2024	20 520	0	0	750	750	750	750	0	750	0	0	750	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	2020	2026	70 400	1 600	700	700	34 600	3 700	3 700	0	700	500	400	1 600	3 000	15 000	15 000	33 000	BAD, UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	2019	2026	199 789	2 100	700	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	BADEA OFID
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	2021	2026	37 750	1 604	750	750	13 354	4 000	4 000	0	750	854	0	1 604	3 250	4 250	4 250	11 750	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	2021	2026	70 000	0	0	5 000	30 000	5 000	5 000	0	5 000	10 000	15 000	30 000	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	2022	2026	42 000	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	2022	2024	20 000	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	2022	2026	34 510	2 000	1 000	1 000	26 666	5 250	5 250	0	1 000	500	500	2 000	4 250	12 208	8 208	24 666	BOAD



MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2024	Eng.(AE). 2024	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	2022	2026	2 500	2 500	2 500	380	2 380	380	380	0	380	800	1 200	2 380	0	0	0	0	
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	2022	2024	90 000	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGA MANANTALI (92KM)	2022	2026	34 510	430	430	430	430	430	430	0	430	0	0	430	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	2022	2026	11 000	9 000	2 000	2 000	9 000	2 000	2 000	0	2 000	3 000	4 000	9 000	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	2022	2025	10 080	1 500	1 500	750	1 500	750	750	0	750	750	0	1 500	0	0	0	0	BOAD
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSTIAIRE DE KABALA	2022	2026	25 000	5 000	5 000	370	2 170	370	370	0	370	800	1 000	2 170	0	0	0	0	
3354	CONTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	2022	2023	82 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOËLA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	2022	2027	127 000	45 000	45 000	7 000	27 000	7 000	7 000	0	7 000	10 000	10 000	27 000	0	0	0	0	
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2026	60 700	55 000	55 000	14 225	44 225	14 225	14 225	0	14 225	15 000	15 000	44 225	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	2022	2025	1 000	1 000	1 000	300	1 000	300	300	0	300	700	0	1 000	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	2023	2026	7 500	7 500	7 500	500	4 500	500	500	0	500	2 000	2 000	4 500	0	0	0	0	
3415	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE BOUGOUNI MANANKORO	2024	2024	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2024	4 918	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2013	2026	2 900	0	0	200	2 730	200	200	0	200	1 000	1 530	2 730	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2025	2 817	800	800	250	800	250	250	0	250	550	0	800	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DGT	2021	2026	2 500	2 500	2 500	300	2 500	300	300	0	300	700	1 500	2 500	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	2023	2026	2 500	2 500	2 500	200	2 500	200	200	0	200	1 000	1 300	2 500	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKHOT	2023	2026	3 500	2 500	2 500	200	2 500	200	200	0	200	1 000	1 300	2 500	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	2008	2026	1 400	270	90	90	270	90	90	0	90	90	90	270	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2026	1 960	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	2022	2025	1 200	800	800	200	800	200	200	0	200	600	0	800	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2026	2 500	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2016	2025	28 609	1 000	500	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2017	2026	1 200	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAF	2019	2026	2 179	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 450 156	152 499	136 115	53 390	296 668	73 661	73 661	0	53 390	70 144	74 253	197 787	20 271	42 652	35 958	98 881	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	2010	2025	1 567	155	100	100	155	100	100	0	100	55	0	155	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2024	7 200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0 Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2024	6 229	150	150	150	350	350	350	0	150	0	0	150	200	0	0	200	UE
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2025	3 750	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	2020	2024	11 983	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0 Suède
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	2021	2025	750	270	120	120	270	120	120	0	120	150	0	270	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	2020	2024	1 170	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DNEF	2021	2026	14 359	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	2021	2026	3 725	80	80	80	774	374	374	0	80	0	0	80	294	200	200	694	FEM PNUD



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2026	5 250	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMBOUGOU	2016	2025	12 000	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2025	4 906	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	2020	2026	3 000	0	0	400	1 624	400	400	0	400	500	724	1 624	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	2021	2024	1 900	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	2023	2025	7 000	0	0	0	644	0	0	0	0	0	0	0	0	644	0	644	KfW
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2026	1 100	310	110	110	310	110	110	0	110	100	100	310	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2023	1 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2026	2 000	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2024	3 800	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2024	9 700	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	BM
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020	2025	1 700	0	0	400	1 236	400	400	0	400	836	0	1 236	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2026	5 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2024	2 700	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2026	2 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				114 589	8 165	4 010	4 810	12 563	5 304	5 304	0	4 810	3 791	2 424	11 025	494	844	200	1 538	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2026	45 000	12 000	3 000	3 000	12 000	3 000	3 000	0	3 000	4 000	5 000	12 000	0	0	0	0	
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2024	18 695	100	100	100	200	200	200	0	100	0	0	100	100	0	0	100	KfW
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2024	7 800	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	Pays-Bas Suède
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2025	65 000	650	250	250	15 544	863	863	0	250	400	0	650	613	1 208	13 073	14 894	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2025	4 096	160	80	80	2 615	580	580	0	80	80	0	160	500	1 955	0	2 455	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2025	14 247	160	80	80	3 742	1 807	1 807	0	80	80	0	160	1 727	1 608	247	3 582	KfW
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2025	195 754	1 300	650	650	12 300	11 650	11 650	0	650	650	0	1 300	11 000	0	0	11 000	Multibailleurs
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2024	3 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	2019	2026	75 000	0	0	0	48 027	23 457	23 457	0	0	0	0	0	23 457	19 656	4 914	48 027	BM



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	2020	2024	13 222	150	150	150	6 437	3 503	3 503	0	150	0	0	150	3 353	2 934	0	6 287	FAD FAT FEM FONDS VERT CLIMAT UE
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DE DOUBLEMENT. CAPACITE CENTRALE SOTUBA	2016	2026	30 496	8 000	8 000	1 500	8 000	1 500	1 500	0	1 500	3 000	3 500	8 000	0	0	0	0	BOAD
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2026	1 734	360	120	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2023	80 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BID
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	2018	2026	46 202	5 000	5 000	350	3 350	350	350	0	350	1 000	2 000	3 350	0	0	0	0	
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	2021	2023	36 623	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BAD BM
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	2021	2023	17 214	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BAD BM
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	2022	2024	90	80	80	80	80	80	80	0	80	0	0	80	0	0	0	0	
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	2002	2024	3 885	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2024	Eng.(AE). 2024	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	2020	2024	9 587	75	75	75	1 175	1 175	1 175	0	75	0	0	75	1 100	0	0	1 100	UE
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	2022	2024	9 195	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A LA COVID-19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI DANS LA REGION DE KOULIKORO	2024	2026	3 489	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3367	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOSIE REGION DE TOMBOUCTOU	2023	2026	800	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3419	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOISE REGION DE GAO	2024	2026	450	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2025	30 114	613	300	300	613	300	300	0	300	313	0	613	0	0	0	0	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2023	25 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2025	11 800	1 120	560	560	3 412	2 087	2 087	0	560	560	0	1 120	1 527	765	0	2 292	AFD Fonds Abou Dabi



3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2024	30 889	0	0	0	164	164	164	0	0	0	0	0	164	0	0	164	AFD
------	--	------	------	--------	---	---	---	-----	-----	-----	---	---	---	---	---	-----	---	---	-----	-----



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2025	13 800	0	0	0	7 090	2 545	2 545	0	0	0	0	0	2 545	4 545	0	7 090	BID
3369	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'AMADER	2023	2026	2 500	2 500	2 500	300	2 500	300	300	0	300	1 000	1 200	2 500	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2026	3 140	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2024	1 980	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2026	7 800	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	2023	2026	3 700	2 500	2 500	300	2 500	300	300	0	300	1 000	1 200	2 500	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2026	167 680	5 000	5 000	1 500	88 128	5 500	5 500	0	1 500	1 500	2 000	5 000	4 000	37 405	41 723	83 128	FIDA Multibailleurs
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2024	1 500	125	125	125	125	125	125	0	125	0	0	125	0	0	0	0	
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	2022	2025	750	270	120	120	270	120	120	0	120	150	0	270	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				983 432	44 463	30 890	11 840	222 932	61 926	61 926	0	11 840	14 903	16 070	42 813	50 086	70 076	59 957	180 119	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES MINES																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources	
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	2019	2023	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	2021	2026	3 684	2 000	2 000	500	2 000	500	500	0	500	700	800	2 000	0	0	0	0		
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2025	7 000	0	0	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0		
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2026	1 800	304	102	102	304	102	102	0	102	100	102	304	0	0	0	0		
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	2022	2026	2 500	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0		
TOTAL MINISTERE				34 984	3 204	2 402	1 502	4 404	1 502	1 502	0	1 502	1 700	1 202	4 404	0	0	0	0		



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	2015	2026	3 000	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	2020	2026	5 000	3 500	1 000	1 000	3 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 500	3 500	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2026	4 038	0	0	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	2022	2024	750	275	275	275	275	275	275	0	275	0	0	275	0	0	0	0	
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2016	2026	2 750	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				15 538	5 275	1 775	2 075	6 575	2 075	2 075	0	2 075	2 000	2 500	6 575	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2025	16 500	3 000	1 500	1 500	3 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	3 000	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2015	2024	23 428	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	2021	2025	1 000	300	300	600	800	600	600	0	600	200	0	800	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	2021	2026	3 110	2 000	2 000	300	2 000	300	300	0	300	700	1 000	2 000	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2024	4 270	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2026	6 500	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	1999	2024	5 707	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	2022	2024	380	80	80	80	80	80	80	0	80	0	0	80	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2016	2025	3 230	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	



MINISTERE		MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	2004	2025	2 745	550	250	250	550	250	250	0	250	300	0	550	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2024	1 000	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE REGIONALES CADASTRE	2017	2025	8 000	1 300	1 300	500	1 300	500	500	0	500	800	0	1 300	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	2020	2026	2 700	1 500	1 500	300	1 500	300	300	0	300	500	700	1 500	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	2021	2024	16 948	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	2022	2024	25 904	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2026	45 000	15 000	5 000	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE DES VILLES (SISV)	2022	2024	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	2021	2025	1 250	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	



MINISTERE		MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3420	PROJET PAVAGE RUE DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	2024	2024	500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				168 372	28 230	14 830	11 430	28 730	11 430	11 430	0	11 430	10 000	7 300	28 730	0	0	0	0	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources	
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	2019	2025	57 000	0	0	0	5 914	5 312	5 312	0	0	0	0	0	5 312	602	0	5 914	Canada Danemark FIDA	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2020	2026	4 000	2 700	2 700	700	2 700	700	700	0	700	1 000	1 000	2 700	0	0	0	0		
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	2020	2025	2 000	2 000	2 000	1 400	2 000	1 400	1 400	0	1 400	600	0	2 000	0	0	0	0		
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	2023	2026	2 500	2 500	2 500	400	2 500	400	400	0	400	1 000	1 100	2 500	0	0	0	0		
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTA° INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	2022	2027	31 828	1 350	450	450	7 356	3 665	3 665	0	450	450	450	1 350	3 215	2 060	731	6 006	FIDA	
3366	Programme de Developpement de la Zone Speciale de Transformation Agro-Industrielle des Regions de Koulikoro et Peri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	2022	2026	11 000	550	150	150	8 394	2 966	2 966	0	150	200	200	550	2 816	4 194	834	7 844	BAD	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	2016	2023	7 708	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	UE
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2013	2023	7 870	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2023	24 945	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2015	2024	31 294	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU	2020	2026	8 762	0	0	0	5 392	1 350	1 350	0	0	0	0	0	1 350	2 037	2 005	5 392	BOAD
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	2020	2026	122 193	1 950	650	650	1 950	650	650	0	650	650	650	1 950	0	0	0	0	
3403	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT FILIERE SOJA	2024	2026	300	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2023	122 467	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BOAD
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	2019	2026	44 551	2 180	680	680	2 180	680	680	0	680	750	750	2 180	0	0	0	0	
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	2021	2025	2 501	0	0	0	1 441	665	665	0	0	0	0	0	665	776	0	1 441	ESPAGNE
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	2023	2026	38 300	6 000	1 500	1 500	36 600	1 500	1 500	0	1 500	2 000	2 500	6 000	0	14 000	16 600	30 600	Multibailleurs
3391	APPUI CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	2022	2027	12 724	0	0	0	10 079	4 750	4 750	0	0	0	0	0	4 750	3 852	1 477	10 079	Canada



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2024	Eng.(AE). 2024	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3411	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)	2023	2027	38 785	0	0	0	32 900	4 628	4 628	0	0	0	0	0	4 628	17 705	10 567	32 900	BAD
3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURES AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	2022	2026	9 800	0	0	0	8 771	3 258	3 258	0	0	0	0	0	3 258	2 907	2 606	8 771	KfW
3428	PROGRAMME PROMOTION AGROECOLOGIQUE IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-IPRO)	2023	2026	6 560	0	0	0	6 560	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	4 000	560	6 560	KfW
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2024	100 300	100 000	100 000	36 042	36 042	36 042	36 042	0	36 042	0	0	36 042	0	0	0	0	
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	2022	2023	350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2026	1 384	360	120	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2026	5 000	1 050	350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2025	10 500	700	400	400	700	400	400	0	400	300	0	700	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2017	2026	3 233	1 100	400	400	1 100	400	400	0	400	350	350	1 100	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2024	Eng.(AE). 2024	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2026	3 905	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021	2026	8 000	0	0	900	4 400	900	900	0	900	1 500	2 000	4 400	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2016	2026	2 900	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2023	12 565	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2019	2026	2 800	1 000	300	300	1 000	300	300	0	300	350	350	1 000	0	0	0	0	
3401	PROJET RENF. SECURITE ALIMENTAIRE IRRIGATION PROXIMITE KAARTA SEFETO	2024	2027	13 300	300	100	100	11 045	1 600	1 600	0	100	100	100	300	1 500	4 315	4 930	10 745	BID
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2014	2026	3 056	700	300	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2026	15 759	2 700	2 700	650	2 700	650	650	0	650	1 000	1 050	2 700	0	0	0	0	
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	2020	2026	2 600	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources	
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	2018	2023	1 396	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BAD
3400	PROJET URGENCE DE PRODUCTION ET DE SECURITE ALIMENTAIRE & NUTRITIONNELLE (PUPSAN)	2024	2024	3 154	0	0	0	3 154	3 154	3 154	0	0	0	0	0	3 154	0	0	0	3 154	FAT
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2020	2026	3 500	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	2020	2024	3 666	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0	
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	2022	2026	12 000	6 000	6 000	500	4 000	500	500	0	500	1 500	2 000	4 000	0	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2018	2024	6 419	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	0	Norvège
3302	PROJET APPUI TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	2020	2025	13 445	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD
3402	CONSTRUCTION SIEGE IER	2024	2026	3 300	3 300	3 300	300	2 300	300	300	0	300	1 000	1 000	2 300	0	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	2018	2024	19 015	120	120	120	777	777	777	0	120	0	0	120	657	0	0	657	657	BM



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2024	Eng.(AE). 2024	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2025	37 627	0	0	0	19 143	12 422	12 422	0	0	0	0	0	12 422	6 721	0	19 143	BM
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	2022	2026	800	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	2023	2026	33 400	0	0	0	19 528	7 415	7 415	0	0	0	0	0	7 415	8 567	3 546	19 528	BM
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2026	2 450	915	315	315	915	315	315	0	315	300	300	915	0	0	0	0	
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	2019	2026	11 221	2 000	2 000	200	2 000	200	200	0	200	800	1 000	2 000	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	2019	2026	35 500	16 500	5 500	5 500	16 500	5 500	5 500	0	5 500	5 500	5 500	16 500	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	2019	2025	26 236	0	0	0	12 871	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	7 871	0	12 871	KfW
TOTAL MINISTERE				985 869	162 795	135 755	55 647	281 842	113 789	113 789	0	55 647	21 820	22 770	100 237	58 142	79 607	43 856	181 605	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM) VOLET AQUACULTURE ET AVICULTURE	2016	2027	13 780	450	150	150	8 871	1 650	1 650	0	150	150	150	450	1 500	3 076	3 845	8 421	BID
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	2019	2024	46 923	200	200	200	8 200	8 200	8 200	0	200	0	0	200	8 000	0	0	8 000	BM
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	2019	2025	33 528	270	170	170	9 348	5 163	5 163	0	170	100	0	270	4 993	4 085	0	9 078	BID
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	2021	2026	3 100	2 500	2 500	700	2 500	700	700	0	700	800	1 000	2 500	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	2022	2027	42 867	640	200	200	25 849	8 200	8 200	0	200	220	220	640	8 000	10 000	7 209	25 209	BM
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	2020	2025	9 000	550	250	250	550	250	250	0	250	300	0	550	0	0	0	0	
3368	PROJET APPUI CONSERVATION DIFFUSION BETAIS RUMINANTS ENDEMIQUES/ ZONE SUD DU MALI	2023	2026	1 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	2008	2026	14 000	600	150	150	600	150	150	0	150	200	250	600	0	0	0	0	



3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	2020	2025	750	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0
------	--	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	-----	---	---	---	---



MINISTERE		MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	2024	2026	1 000	1 000	1 000	250	1 000	250	250	0	250	400	350	1 000	0	0	0	0	
3422	PROJET REHABILITATION INSPECTION ELEVAGE	2024	2024	450	450	450	450	450	450	450	0	450	0	0	450	0	0	0	0	
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2026	4 000	1 000	1 000	230	900	230	230	0	230	300	370	900	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2011	2026	1 459	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHÉ MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2024	2 805	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3423	REHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	2024	2024	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3164	OFFICE DEVELOPPEMENT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	2020	2026	1 150	700	200	200	700	200	200	0	200	250	250	700	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				176 012	10 410	7 270	3 950	61 018	26 443	26 443	0	3 950	3 320	3 040	10 310	22 493	17 161	11 054	50 708	



PTI 2024 - 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2024			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2024	2024	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2024	2025	2026	Total	2024	2025	2026	Total	Sources
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT AU MALI	2020	2025	7 000	200	100	100	901	727	727	0	100	100	0	200	627	74	0	701	Italie
TOTAL MINISTERE				7 000	200	100	100	901	727	727	0	100	100	0	200	627	74	0	701	
ENSEMBLE MINISTERES				5 190 198	765 761	629 037	243 713	1 277 013	408 713	408 463	250	243 713	238 399	235 779	717 891	165 000	233 242	160 880	559 122	

ETAT L

RESTES A PAYER

**DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT**



**ANNEXE BUDGETAIRE RELATIVE AUX RESTES A
PAYER 2023 DE L'ETAT ET DES AUTORISATIONS
D'ENGAGEMENTS ET CREDITS DE PAIEMENTS
(AE/CP) 2024-2026**

Septembre 2023

Sigles et Abréviations

AE/CP	Autorisation d'Engagement/Crédit de Paiement
AMADER	Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et de l'Electrification Rurale
ANADEB	Agence Nationale du Développement des Biocarburants
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CADD	Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration
CAISFF	Cellule d'Appui à l'Informatisation des Services Fiscaux et Financiers
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFA	Communauté Française d'Afrique
CM	Conseil des Ministres
CNOS	Centre National d'Odonto-Stomatologie
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement
CT/CSLP	Cellule technique du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
DGB	Direction Générale du Budget
DGCC	Direction Générale du Commerce et de la Concurrence
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNCF	Direction Nationale du Contrôle Financier
DNEF	Direction Nationale des Eaux et Forêts
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTTMF	Direction Nationale des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
FMI	Fonds Monétaire International
FSEG	Faculté des Sciences Economique et de Gestion
INSTAT	Institut National de la Statistique
IPR/ IFRA	Institut Polytechnique Rural de Formation et de Recherche Appliquée
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
ODD	Objectifs de Développement Durable
PAG	Plan d'Action du Gouvernement
PRED	Plan pour la relance durable du Mali
PREM	Plan de réformes de la gestion des finances publiques du Mali
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SIGIP	Système de Gestion Intégrée des Investissements Publics
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

INTRODUCTION

En vue d'améliorer et d'harmoniser les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement, l'UEMOA a pris la Directive n° 06/2009/CM/UEMOA portant loi de finances.

Cette directive a été transposée dans la réglementation nationale du Mali à travers la Loi n° 2013-028 du 11 Juillet 2013, modifiée, relative aux lois de finances. A cet effet, le Gouvernement de la République du Mali a mis en œuvre la procédure des Autorisations d'Engagement et Crédits de Paiement (AE/CP) dans la préparation, la présentation et l'exécution du budget d'Etat à partir de 2018.

Elle introduit plusieurs innovations dans la préparation, l'exécution et le suivi des lois de finances, dont la programmation pluriannuelle des dépenses. L'un des outils de la mise en œuvre de la pluri annualité budgétaire consiste à la programmation des investissements en mode AE-CP, lors de la budgétisation et de l'exécution des dépenses d'investissement. Les AE constituent désormais un véritable enjeu pour le pilotage de l'exécution budgétaire des investissements.

L'enjeu de la procédure budgétaire annuelle est de déterminer le niveau maximal des engagements et leur couverture. Ainsi, comme principe général de budgétisation, l'enveloppe des AE doit couvrir au plus près l'estimation des engagements fermes que l'on compte passer durant l'année (pour les dépenses d'investissement) et l'enveloppe des CP est évaluée à hauteur des besoins de trésorerie de l'exercice concerné, compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques.

Ainsi, l'année 2024 marque la septième année de préparation et d'exécution du Budget d'Etat en mode programmes.

I. METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ANNEXE BUDGETAIRE DES ENGAGEMENTS

I.1. Définitions des concepts

Aux termes de l'article 16 de la Loi n° 2013-028 du 11 Juillet 2013, les crédits ouverts par la loi de finances sont constitués :

- de Crédits de Paiement, pour les dépenses de personnel, les acquisitions de biens et services et les dépenses de transfert ;
- d'Autorisations d'Engagement et de Crédits de Paiement, pour les dépenses d'investissement et les contrats de partenariats publics privés.

Les concepts ci-après sont définis comme suit :

- les Autorisations d'Engagement (AE) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances. Pour les opérations d'investissement directement exécutée par l'État, l'AE couvre une tranche constituant une unité

individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction (**Article 17**) ;

- les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice (**Article 18**).

Le principe veut que l'exécution des crédits soit désormais matérialisée par deux phases bien distinctes : une phase d'engagement juridique qui donne lieu à la consommation d'AE et une phase d'ordonnancement qui donne lieu à la consommation de CP. Cela se traduit par le fait qu'aucun crédit ne peut être ordonnancé s'il n'est pas précédé par la consommation d'une AE correspondante.

I.2. Méthode de calcul des Restes à payer 2023 de l'Etat et de budgétisation des dépenses d'investissement en AE-CP 2024-2026

I.2.1. Méthode de calcul des Restes à payer 2023 de l'Etat

Les restes à payer 2023 au titre des Engagements de l'Etat ont été calculés pour les projets/programmes d'investissement public en cours d'exécution ayant fait l'objet de marchés pluriannuels (devant se poursuivre au-delà de 2023), comme suit :

Reste à payer = Restes à payer 2022+AE consommées 2023-CP engagés 2023.

I.2.2. Modalités de budgétisation des dépenses d'investissement en AE-CP 2024-2026

Le principe de la programmation/budgétisation des dépenses investissements publics en mode AE/CP se présente comme suit :

- **la programmation des projets de marchés pluriannuels**

La budgétisation se fait en mode AE différent des CP ($AE \neq CP$) pour les contrats (marchés pluriannuels) sur financement du Budget National.

AE = Montant total du marché

L'enveloppe des AE doit couvrir au plus près l'estimation des engagements fermes que l'on compte passer au cours de l'année.

CP = Dotations pluriannuelles pour couvrir l'AE

L'enveloppe des CP est évaluée à hauteur des besoins de trésorerie de l'exercice concerné compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques.

- **la programmation des Contreparties des projets/programmes, des Contrat Plans et des projets de souveraineté¹**

¹ Projets n'ayant pas fait l'objet d'engagement et strictement financés par les ressources internes.

La budgétisation des Contreparties des Projets/Programmes financés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et des Contrats de performance (Contrat plan) entre l'Etat et les Organismes personnalisés se fait, pour l'instant, en mode AE égal au CP (AE = CP) sur la base des dotations annuelles (pour des questions de prudence et de gestion du niveau de consommation des crédits).

Aussi, la budgétisation des Projets/Programmes de souveraineté se fait en AE = CP sur la base des dotations annuelles.

L'annexe AE-CP 2024-2026 a été élaborée sur la base des informations issues des rapports de la 23^{ème} Revue des Projets/Programmes d'Investissement Public au 31 décembre 2022 et des projets du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2024-2026 et de Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2024.

L'annexe AE-CP contient :

- le rappel des CP de 2023 en financement intérieur et extérieur ;
- la programmation des AE-CP des Projets/Programmes d'investissement public sur la période 2024-2026.

Au cours des travaux d'élaboration de l'Annexe AE/CP, les Projets/Programmes d'investissement public de l'ensemble des départements sectoriels (hors ceux du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile) et des Institutions clôturés au 31 décembre 2022 et ceux se poursuivant en 2023 ou devant démarrer à partir de 2024 ont été passés en revue.

II- PRESENTATION DE L'ANNEXE AE/CP 2024-2026

Les Autorisations d'Engagement (AE) concernent uniquement les dépenses du Budget Spécial d'Investissement (BSI) financement intérieur, du fait que l'exécution des Crédits de Paiement (CP) relatifs au financement extérieur s'effectue suivant les procédures des bailleurs et non par les procédures budgétaires et comptables nationales.

2.1. Situation des Restes à payer 2023

Le montant total des restes à payer sur les engagements de l'Etat dans le cadre des marchés en cours d'exécution sur la période triennale 2024-2026 des Projets/Programmes d'investissement public des départements sectoriels répertoriés dans le BSI est estimé globalement à **305,445 milliards** de FCFA (cf. tableau ci-dessous).

Tableau 1 : Situation des restes à payer par Ministère

Ministères	Source de financement	Reste à payer 2023
Ministère des Transports et des Infrastructures	Etat	156 542 000 000
Ministère de l'Agriculture	Etat	10 926 000 000
Ministère de l'Economie et des Finances	Etat	8 111 000 000
Ministère de l'Energie et de l'Eau	Etat	5 274 000 000
Ministère des Mines	Etat	4 147 000 000
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable	Etat	2 729 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Etat	11 077 000 000
Ministère de la Sante et du Développement Social	Etat	85 764 000 000
Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat des Domaines de l'Aménagement du Territoire et de la Population	Etat	3 447 000 000
Ministère de la Jeunesse et des Sports	Etat	9 079 000 000
Ministère de la Communication de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration	Etat	3 676 000 000
Ministère de l'Entrepreneuriat National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	Etat	1 519 000 000
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	Etat	3 154 000 000
Total		305 445 000 000

Source : DNP/DGB, 2023

Il ressort de l'analyse du Tableau 1 que les investissements de l'Etat sont orientés essentiellement à la prise en charge des infrastructures routières dont le niveau d'Engagement s'élève à **156,542** milliards de FCFA (soit **51,25%**) du montant total des Restes à payer.

La situation détaillée des Restes à payer 2023 par Ministères/Institutions se trouve à l'Annexe 1.

2.2. Situation globale des AE/CP 2024-2026

Les données de la programmation triennale 2024-2026 se présentent comme suit :

- AE = **764,761 milliards** de FCFA, exclusivement sur les ressources internes.

Les AE sur financement interne sont réparties par année comme suit : **629,037 milliards** en 2024 ; **74,137 milliards** en 2025 et **61,587 milliards** en 2026 ;

- CP = **1 277,013 milliards** de FCFA dont **717,891 milliards** de FCFA sur ressources internes, soit **56,22%**.

Les CP sur financement interne sont répartis par année comme suit : **243,713 milliards** de FCFA en 2024 ; **238,399 milliards** de FCFA en 2025 et **235,779 milliards** de FCFA en 2026.

Quant aux CP sur financement externe, ils s'élèvent à **559,122 milliards** de FCFA et sont répartis par année comme suit : **165,000 milliards** de FCFA en 2024 ; **233,242 milliards** de FCFA en 2025 et **160,880 milliards** de FCFA en 2026 (cf. **Annexe 2**).

2.3. Situation des AE/CP 2024

Au titre de l'exercice budgétaire 2024, le volume total des AE d'un montant de **629,037 Milliards** de FCFA concerne **375 Projets/Programmes** (sur financement intérieur et/ou extérieur) sur un nombre total de **393 Projets/Programmes**. Ce montant est réparti entre les Marchés pluri annuels pour **534,571 Milliards** de FCFA, soit **84,98%** et les Marchés annuels pour **94,466 Milliards** de FCFA, soit **15,02%** (cf. **Annexe 2**).

Le montant des AE 2024 (**629,037 Milliards** de FCFA) est constitué des nouveaux engagements dont **236,926 Milliards de FCFA** au titre des reports des marchés non engagés de 2023 en raison du contexte marqué par :

- une crise sécuritaire alimentée par les groupes armés terroristes et ses effets néfastes ;
- les sanctions économiques et financières des organisations sous-régionales (CEDEAO et UEMOA) contre le Mali ;
- les effets de la Covid19, ainsi que la crise en Ukraine avec comme corollaire la hausse des prix des produits de base, notamment les hydrocarbures.

Tableau N°2 : Répartition des AE 2024

Ministères / Institutions	2024		
	AE globales	AE annuelle	AE pluri annuelles
Ministère des Transports et des Infrastructures	136 115 000 000	9 515 000 000	126 600 000 000
Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration	1 775 000 000	1 775 000 000	0
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable	4 010 000 000	4 010 000 000	0
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population	14 830 000 000	9 530 000 000	5 300 000 000
Ministère de l'Energie et de l'Eau	30 890 000 000	7 890 000 000	23 000 000 000
Ministère des Mines	2 402 000 000	402 000 000	2 000 000 000
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	4 254 000 000	1 500 000 000	2 754 000 000
Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	5 065 000 000	1 065 000 000	4 000 000 000
Ministère de la Santé et du Développement Social	39 992 000 000	4 020 000 000	35 972 000 000
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	2 275 000 000	1 000 000 000	1 275 000 000
Ministère de l'Education Nationale	4 000 000 000	1 800 000 000	2 200 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	15 270 000 000	1 600 000 000	13 670 000 000
Ministère de l'Industrie et du Commerce	8 329 000 000	2 629 000 000	5 700 000 000
Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme	3 450 000 000	2 450 000 000	1 000 000 000
Ministère de l'Entrepreneuriat National, l'Emploi et de la Formation Professionnelle	12 250 000 000	750 000 000	11 500 000 000
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	37 200 000 000	9 600 000 000	27 600 000 000
Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social	2 600 000 000	600 000 000	2 000 000 000
Ministère de la Refondation de l'Etat	250 000 000	250 000 000	0
Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes	150 000 000	150 000 000	0

Ministères / Institutions	2024		
	AE globales	AE annuelle	AE pluri annuelles
Ministère de la Jeunesse et des Sports	87 600 000 000	800 000 000	86 800 000 000
Ministère de l'Agriculture	35 755 000 000	14 555 000 000	21 200 000 000
Ministère de l'Élevage et de la Pêche	7 270 000 000	2 770 000 000	4 500 000 000
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	100 000 000	100 000 000	0
Ministère de l'Économie et des Finances	59 105 000 000	14 105 000 000	45 000 000 000
Présidence de la République	2 150 000 000	150 000 000	2 000 000 000
Primature	1 250 000 000	1 250 000 000	0
Cour Suprême	8 500 000 000	0	8 500 000 000
Médiateur de la République	200 000 000	200 000 000	0
Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI)	2 000 000 000	0	2 000 000 000
Nouveau Projet BSI	100 000 000 000	0	100 000 000 000
Total Général	629 037 000 000	94 466 000 000	534 571 000 000

Source : Données AE/CP 2024-2026

Les Crédits de Paiement au titre de 2024 pour la prise en charge des marchés pluri annuels et annuels se chiffrent à **243,713** milliards de F CFA pour le financement intérieur.

2.3.1. Ventilation des AE 2024 par Secteur de planification

La répartition des AE 2024 entre les Secteurs de planification est consignée dans le tableau ci-après :

Tableau N°3 : Ventilation des AE 2024 par Secteur de planification

(en milliards de F CFA)

Secteurs	Nbre de Projets	AE	CP intérieur	%
Economie rurale	76	134,555	61,377	21,39
Secondaire	49	29,525	15,875	4,69
Infrastructures	157	29,656	108,630	47,32
Ressources humaines	111	167,301	57,831	26,60
TOTAL	393	629,037	243,713	100,00

Source : DNP/ données SIGIP 2024

Cette répartition des AE 2024 est marquée par la prédominance du secteur des Infrastructures avec **47,32%** pour 155 projets. Il est suivi des secteurs des Ressources Humaines avec **26,60%** pour 111 projets, de Economie rurale avec **21,39%** pour 76 projets et du Secondaire avec **4,69%** pour 49 projets.

2.3.2. Ventilation des AE 2024 par Ministère/Institution

La situation des Départements/Institutions avec un niveau élevé d'AE (supérieures à **15 milliards FCFA**) se présente comme suit :

- **Ministère des Transports et des infrastructures : 136,115 milliards de FCFA** pour 41 projets dont entre autres, les projets de Programme Routier d'Urgence (55,000 milliards de FCFA) ; Construction et bitumage de la route Dioïla-Massigui-Koualé-Kébila (45,000 milliards de FCFA) ; Construction de parking sur le corridor Bamako Conakry à kankan (7,500 milliards de FCFA) ; Aménagement Voie Route Aéroport Cité Universitaire de Kabala (5,000 milliards de FCFA) ;
- **Ministère de la Jeunesse et des Sports : 87,600 milliards FCFA** pour 10 Projets parmi lesquels on peut citer les travaux de Réhabilitation des stades Régionaux (45,000 milliards FCFA) ; Construction du stade de Tombouctou (20,000 milliards FCFA) ; Construction/réhabilitation centre d'entraînement sportif Elite Kabala (7,000 milliards de FCFA) ; Réhabilitation Lycée Sportif de Kabala (7,000 milliards FCFA) ; Réhabilitation du stade Ouenzin COULIBALY (5,000 milliards FCFA) le projet de Rénovation Stade Modibo Keïta (2,000 milliards FCFA) ;
- **Ministère de l'Economie et des Finances : 59,105 milliards FCFA** pour 43 projets. Il s'agit entre autres des Projets de Construction Siège DGB -DNCF (15,000 milliards FCFA) ; de Construction Equipement immeuble des Impôts (14,000 milliards FCFA) ; de Construction Hôtel des Finances (10,000 milliards FCFA) ; les travaux de construction/équipement siège CAISFF (4,000 milliards FCFA) ; le Fonds d'études et de préparation des projets (3,500 milliards FCFA) ;
- **Ministère de la Santé et du Développement Social : 39,992 milliards FCFA** pour 23 Projets. Il s'agit spécifiquement des Projets de Construction/Equipement des hôpitaux (15,000 milliards FCFA) ; Projet d'Amélioration Plateau technique Hôpitaux (7,000 milliards FCFA) ; les travaux de Construction/Equipement Siège CNOS (5,000 milliards) ;
- **Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : 37,200 milliards FCFA** pour 37 projets, parmi lesquels on peut retenir les travaux de construction du centre de traitement des données de l'état civil (CTDEC) (8,100 milliards FCFA) ; le projet aménagement/installation/équipement région de Koutiala (5,000 milliards FCFA) ; le projet d'aménagement/équipement des cercles et arrondissements (2,500 milliards FCFA) ;
- **Ministère de l'Agriculture : 35,755 milliards FCFA** (sans la ligne Nouveaux Projets BSI) pour 43 projets. Il s'agit notamment des Projets de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti (PDI-ORM) (6,000 milliards) ; Contrat Plan/ Etat-Office du Niger/Exploitants Agricoles (5,500 milliards) ; Construction du siège de l'IER (3,300 milliards) ; Projet d'Appui au Développement Rural de Soké 1 (PADER-S1) (2,700 milliards) ; Construction du Siège de l'Institut du Sahel (2,700 milliards) ; la Construction du siège de la DNGR et DNA (2,500 milliards FCFA) ;

- **Ministère de l’Energie et de l’Eau : 30,890 milliards FCFA** pour 32 projets dont spécifiquement, du Projet de construction du centre de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba (8,000 milliards) ; du projet d’Etudes/Aménagement de Taoussa (5,000 milliards FCFA) ; du Programme d’Urgence Sociales Accès à l’Energie/Construction Centrale Solaire (5,000 milliards) ; AEP en milieu rural (3,000 milliards) ; des travaux de construction/équipement siège de l’AMADER (2,500 milliards) et des construction/équipement siège de l’ANADEB (2,500 milliards) ;
- **Ministère de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique: 15, 270 milliards FCFA** pour 13 projets dont principalement les Construction et équipement de la Bibliothèque Universitaire Centrale (BUC) (3,000 milliards FCFA) ; Projet de Construction d’Infrastructures Pédagogiques à l’IPR de Katibougou (2,500 milliards FCFA) ; Construction des Résidence universitaire à l’IPR IFRA de Katibougou (2,500 milliards FCFA), Construction d’Amphi 800 et 500 places à la FSEG (2,000 milliards FCFA) ;
- **Ministère de l’Urbanisme, de l’Habitat, des Domaines, de l’Aménagement du Territoire et de la Population : 14,830 milliards FCFA** pour 18 projets, on peut mentionner entre autres le Programme de Construction de 50 000 Logements Sociaux (5,000 milliards FCFA) ; Construction/Equipement Inspection des Domaines/Affaires Foncières (2,000 milliards) ; Construction /équipement bureaux des domaines et cadastre de Kati (1,500 milliards FCFA) ;et Mise en place d’un Système d’information foncière sécurisée (1,500 milliards FCFA).

Tableau N°4 : La situation d’ensemble des AE/CP 2024 par Ministère/Institution

(Montant en F CFA)

Ministères / Institutions	2024			Nbre de Projets	%AE
	AE	CP intérieur	CP extérieur		
Ministère des Transports et des Infrastructures	136 115 000 000	53 390 000 000	20 271 000 000	41	21,64%
Ministère de la Communication, de l’Economie Numérique et de la Modernisation de l’Administration	1 775 000 000	2 075 000 000	0	5	0,28%
Ministère de l’Environnement, de l’Assainissement et du Développement Durable	4 010 000 000	4 810 000 000	494 000 000	23	0,64%
Ministère de l’Urbanisme, de l’Habitat, des Domaines, de l’Aménagement du Territoire et de la Population	14 830 000 000	11 430 000 000	0	18	2,36%
Ministère de l’Energie et de l’Eau	30 890 000 000	11 840 000 000	50 086 000 000	32	4,91%

Ministères / Institutions	2024			Nbre de Projets	%AE
	AE	CP intérieur	CP extérieur		
Ministère des Mines	2 402 000 000	1 502 000 000	0	4	0,38%
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	4 254 000 000	2 300 000 000	0	4	0,68%
Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	5 065 000 000	1 465 000 000	0	6	0,81%
Ministère de la Santé et du Développement Social	39 992 000 000	14 720 000 000	0	23	6,36%
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	2 275 000 000	1 300 000 000	1 077 000 000	10	0,36%
Ministère de l'Education Nationale	4 000 000 000	2 300 000 000	0	7	0,64%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	15 270 000 000	7 600 000 000	0	13	2,43%
Ministère de l'Industrie et du Commerce	8 329 000 000	3 629 000 000	505 000 000	16	1,32%
Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme	3 450 000 000	3 350 000 000	0	16	0,55%
Ministère de l'Entreprenariat National, l'Emploi et de la Formation Professionnelle	12 250 000 000	2 450 000 000	1 755 000 000	9	1,95%
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	37 200 000 000	15 900 000 000	0	37	5,91%
Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social	2 600 000 000	1 200 000 000	0	2	0,41%
Ministère de la Refondation de l'Etat	250 000 000	250 000 000	0	1	0,04%
Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes	150 000 000	150 000 000	0	1	0,02%
Ministère de la Jeunesse et des Sports	87 600 000 000	16 400 000 000	0	10	13,93%
Ministère de l'Agriculture	135 755 000 000	55 647 000 000	58 142 000 000	44	21,58%
Ministère de l'Elevage et de la Pêche	7 270 000 000	3 950 000 000	22 493 000 000	16	1,16%
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	100 000 000	100 000 000	627 000 000	1	0,02%

Ministères / Institutions	2024			Nbre de Projets	%AE
	AE	CP intérieur	CP extérieur		
Ministère de l'Economie et des Finances	59 105 000 000	19 755 000 000	9 550 000 000	43	9,40%
Présidence de la République	2 150 000 000	3 050 000 000	0	3	0,34%
Primature	1 250 000 000	1 250 000 000	0	5	0,20%
Cour Suprême	8 500 000 000	1 500 000 000	0	1	1,35%
Médiateur de la République	200 000 000	200 000 000	0	1	0,03%
Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI)	2 000 000 000	200 000 000	0	1	0,32%
Total Général	629 037 000 000	243 713 000 000	165 000 000 000	393	100,00%

Source : Données AE/CP 2024-2026

CONCLUSION

L'enjeu de la procédure budgétaire annuelle est de déterminer le niveau maximal des engagements et leur couverture. Ainsi, l'Etat sort en 2023 avec des Restes à payer qui se chiffrent à **305,445 milliards** de FCFA. Les nouveaux Engagements de 2024 s'élèvent à 629,037 milliards de FCFA. Ces engagements globaux de l'Etat sont pris en charge à hauteur de 243,713 milliards de FCFA sur le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2024.

Ainsi, avec un tel niveau d'Engagement de l'Etat, la réforme relative à la méthodologie d'Autorisation d'Engagement (AE) et de Crédit de Paiement (CP) doit impérativement inciter les administrations publiques à développer une meilleure anticipation et estimation de leurs dépenses d'investissement dans une logique pluriannuelle. Cependant, il a été relevé quelques insuffisances dans la gestion des AE/CP, notamment la faible capacité de certains acteurs chargés de la programmation budgétisation, du suivi et de l'analyse des investissements publics.

A cet effet, en vue de pallier les insuffisances constatées, les pistes de solutions proposées pour accompagner la réforme visent à améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement. Il s'agit :

- de l'amélioration de la qualité à l'entrée des projets (une bonne évaluation des coûts), afin d'éviter les avenants occasionnant des coûts supplémentaires non prévus et non anticipés dans le Budget d'Investissement ;
- de la poursuite du développement du logiciel de gestion des investissements publics, à savoir le Système Intégré de Gestion des Investissements Publics (SIGIP) et son interfaçage avec les autres applications dont le PRED ;
- du renforcement des capacités des acteurs en matière de programmation, de budgétisation et de suivi des investissements publics en mode AE/CP.

Annexe 1 : Situation détaillée des Restes à payer 2023 par Ministères/Institutions

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

N°RN P	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2022	AE Consommées	CP Engagés	RESTE A PAYER EN 2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1554	Programme Routier d'Urgence/Route Banankoro- Dioro	2005- 2026	70 937 000 000	27 459 000 000	712 000 000	2 576 000 000	25 595 000 000	55 000 000 000	14 225 000 000	-	15 000 000 000	-	15 000 000 000	55 000 000 000	44 225 000 000
3014	Construction voies ceinture Ouest Kkoro (13,8km)	2017- 2026	19 663 869 707	6 833 000 000	0	0	6 833 000 000	-	1 000 000 000	-	1 500 000 000	-	1 783 000 000	0	4 283 000 000
3016	Const route Banconi-dialakorodji- Safo-Dabanani-Noumsombougou	2017- 2024	28 187 059 552	9 523 000 000	0	0	9 523 000 000	75 000 000	75 000 000	-	-	-	-	75 000 000	75 000 000
3078	Réhabilitation route Bamako- Kati-Kolokani-Diédiéni	2019- 2026	100 499 000 000	49 709 000 000	0	0	49 709 000 000	-	12 250 000 000	-	15 000 000 000	-	15 000 000 000	0	42 250 000 000
3099	Aménagement traversée de la ville de Sikasso	2018- 2024	5 000 000 000	4 180 000 000	0	0	4 180 000 000	-	750 000 000	-	-	-	-	0	750 000 000
2310	Construction Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	2013- 2026	6 064 000 000	425 000 000	0	0	425 000 000	-	200 000 000	-	1 000 000 000	-	1 530 000 000	0	2 730 000 000
3307	Construction/Bitumage de la Route Kayes-Sandaré	2021- 2026	87 300 000 000	60 277 000 000	0	0	60 277 000 000	-	5 000 000 000	-	10 000 000 000	-	15 000 000 000	0	30 000 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			317 650 929 259	158 406 000 000	712 000 000	2 576 000 000	156 542 000 000	55 075 000 000	33 500 000 000	-	42 500 000 000	-	48 313 000 000	55 075 000 000	124 313 000 000

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2022	AE Consommées	CP Engagés	RESTE A PAYER EN 2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3297	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021-2026	6 000 000 000	5 034 000 000	0	400 000 000	4 634 000 000	-	900 000 000	-	1 500 000 000	-	2 000 000 000	-	4 400 000 000
3171	Construction Equipement DFM/DRH Ministère Agriculture	2020-2026	1 999 000 000	1 999 000 000	0	0	1 999 000 000	2000000000	1400000000	0	600000000	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000
3170	Travaux d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobéré	2020-2024	2 800 000 000	2 157 000 000	0	0	2 157 000 000	300 000 000	300 000 000	-	-	-	-	300 000 000	300 000 000
3317	Projet de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti (PDI-DRM)	2021-2026	5 132 000 000	2 136 000 000	0	0	2 136 000 000	6 000 000 000	500 000 000	-	1 500 000 000	-	2 000 000 000	6 000 000 000	4 000 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			15 931 000 000	11 326 000 000	-	400 000 000	10 926 000 000	8 300 000 000	3 100 000 000	-	3 600 000 000	-	4 000 000 000	8 300 000 000	10 700 000 000

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2022	AE Consommées	CP Engagés	RESTE A PAYER EN 2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2863	Construction Equipement Siège INSTAT	2015-2025	8 280 000 000	1 710 000 000	0	0	1 710 000 000	800 000 000	800 000 000	-	700 000 000	-	-	800 000 000	1 500 000 000
3175	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DIRECTION REG DOUANES	2020-2024	545 000 000	336 000 000	6 823 000 000	2 608 000 000	4 551 000 000	300 000 000	300 000 000	-	-	-	-	300 000 000	300 000 000
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	2018-2024	4 981 000 000	500 000 000	242 000 000	242 000 000	500 000 000	950 000 000	950 000 000	-	-	-	-	950 000 000	950 000 000
3 047	Construction/Equip Centre de Formation Professionnelle en statistiques (CFP/STAT)	2017-2026	3 470 000 000	1 350 000 000	147 000 000	147 000 000	1 350 000 000	-	450 000 000	-	1 000 000 000	-	710 000 000	0	2 160 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			17 276 000 000	3 896 000 000	7 212 000 000	2 997 000 000	8 111 000 000	2 050 000 000	2 500 000 000	-	1 700 000 000	-	710 000 000	2 050 000 000	4 910 000 000

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2022	AE Consommées	CP Engagés	RESTE A PAYER EN 2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1730	Etudes/Aménagement Barrage Taoussa	2004-2026	20 482 000 000	3 088 000 000	143 000 000	143 000 000	3 088 000 000	5 000 000 000	1 500 000 000	-	1 500 000 000	-	2 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
2668	Projet de construction du centre de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba	2012-2026	19 628 000 000	2 186 000 000	0	0	2 186 000 000	8 000 000 000	1 500 000 000	-	3 000 000 000	-	3 500 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			40 110 000 000	5 274 000 000	143 000 000	143 000 000	5 274 000 000	13 000 000 000	3 000 000 000	-	4 500 000 000	-	5 500 000 000	13 000 000 000	13 000 000 000

MINISTERE DES MINES

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2022	AE Consommées	CP Engagés	RESTE A PAYER EN 2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	2021-2026	2 424 000 000	2 876 000 000	0	0	2 876 000 000	2 000 000 000	500 000 000	-	700 000 000	-	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
2840	Cartographie Géologique du Birimien au 1/50 000	2015-2025	3 404 000 000	1 634 000 000	0	363 000 000	1 271 000 000	-	600 000 000	-	600 000 000	-	-	-	1 200 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			5 828 000 000	4 510 000 000	-	363 000 000	4 147 000 000	2 000 000 000	1 100 000 000	-	1 300 000 000	-	800 000 000	2 000 000 000	3 200 000 000

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2022	AE Consommées	CP Engagés	RESTE A PAYER EN 2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3150	Construction/Equipement DNACPN	2020-2026	2 129 000 000	1 507 000 000	0	0	1 507 000 000	-	400 000 000	-	500 000 000	-	724 000 000	0	1 624 000 000
3149	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020-2025	1 947 000 000	1 222 000 000	0	0	1 222 000 000	-	400 000 000	-	836 000 000	-	-	0	1 236 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			4 076 000 000	2 729 000 000	-	-	2 729 000 000	-	800 000 000	-	1 336 000 000	-	724 000 000	-	2 860 000 000

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2022	AE Consommées	CP Engagés	RESTE A PAYER EN 2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2859	Construction et équipement Fac Pharmacie	2015-2025	5 825 000 000	1 520 000 000	0	0	1 520 000 000	1 900 000 000	1 000 000 000	-	900 000 000	-	-	1 900 000 000	1 900 000 000
3 080	Projet construction ENSUP	2019-2026	7 503 000 000	8 032 000 000	0	640 000 000	7 392 000 000	-	1 000 000 000	-	2 000 000 000	-	2 000 000 000	0	5 000 000 000
3291	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'INFSS DE SEGOU	2021-2025	1 182 000 000	0	780 000 000	152 000 000	628 000 000	900 000 000	500 000 000	-	400 000 000	-	-	900 000 000	900 000 000
3337	Projet de Construction d'Infrastructures Pédagogiques à l'IPR de Katibougou	2022-2026	2 995 000 000	1 980 000 000	0	443 000 000	1 537 000 000	2 500 000 000	700 000 000	-	800 000 000	-	1 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			17 505 000 000	11 532 000 000	780 000 000	1 235 000 000	11 077 000 000	5 300 000 000	3 200 000 000	-	4 100 000 000	-	3 000 000 000	5 300 000 000	10 300 000 000

MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2022	AE Consommées	CP Engagés	RESTE A PAYER EN 2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2638	Construction Centre Télésanté et Informatique Médicale	2016-2026	4 299 000 000	532 000 000	0	0	532 000 000	2 500 000 000	300 000 000	-	700 000 000	-	1 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
2759	Extension/Equipement Hôpital du Mali	2007-2025	11 846 000 000	3 643 000 000	0	931 000 000	2 712 000 000	1 000 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	-	1 000 000 000	1 000 000 000
2978	Projet d'Amélioration Plateau technique Hôpitaux Markala/Koutiala/Koulikoro	2017-2025	31 191 000 000	25 781 000 000	0	1 881 000 000	23 900 000 000	7 000 000 000	3 000 000 000	-	4 000 000 000	-	-	7 000 000 000	7 000 000 000
3334	CONSTRUCION/EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO	2022-2026	1 443 000 000	0	869 000 000	95 000 000	774 000 000	1 200 000 000	200 000 000	-	400 000 000	-	600 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3007	Construction/Equipement des hôpitaux	2017-2026	38 136 000 000	58 743 000 000	0	897 000 000	57 846 000 000	14 500 000 000	5 000 000 000	-	5 000 000 000	-	4 500 000 000	14 500 000 000	14 500 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			86 915 000 000	88 699 000 000	869 000 000	3 804 000 000	85 764 000 000	26 200 000 000	9 000 000 000	-	10 600 000 000	-	6 600 000 000	26 200 000 000	26 200 000 000

MINISTERE DE L'URBANISME DE L'HABITAT DES DOMAINES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2022	AE Consommées	CP Engagés	RESTE A PAYER EN 2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1995	Construction Directions Nationale et Régionales des Domaines et du Cadastre	2017-2025	7 875 000 000	3 301 000 000	0	0	3 301 000 000	1 300 000 000	500 000 000	-	800 000 000	-	-	1 300 000 000	1 300 000 000
2 828	CONST/EQUIPEMENT OGABE	2016-2024	2 313 000 000	146 000 000	0	0	146 000 000	300 000 000	300 000 000	-	-	-	-	300 000 000	300 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			10 188 000 000	3 447 000 000	-	-	3 447 000 000	1 600 000 000	800 000 000	-	800 000 000	-	-	1 600 000 000	1 600 000 000

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2022	AE Consommées	CP Engagés	RESTE A PAYER EN 2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2657	Construction Centre Médecine Sportive	2010-2026	2 854 000 000	2 317 000 000	0	428 000 000	1 889 000 000	800 000 000	700 000 000	-	100 000 000	-	-	800 000 000	800 000 000
2699	Construction Hôtel de la Jeunesse et des Sports	2013-2024	4 200 000 000	3 707 000 000	58 000 000	58 000 000	3 707 000 000	200 000 000	200 000 000	-	-	-	-	200 000 000	200 000 000
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	2008-2026	5 031 000 000	630 000 000	1 373 000 000	145 000 000	1 858 000 000	2 000 000 000	400 000 000	-	900 000 000	-	700 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021-2025	16 605 000 000	7 060 000 000	6 059 000 000	11 494 000 000	1 625 000 000	7 000 000 000	1 000 000 000	-	2 000 000 000	-	2 000 000 000	7 000 000 000	5 000 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			28 690 000 000	13 714 000 000	7 490 000 000	12 125 000 000	9 079 000 000	10 000 000 000	2 300 000 000	-	3 000 000 000	-	2 700 000 000	10 000 000 000	8 000 000 000

MINISTERE DE LA COMMUNICATION DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2022	AE Consommées	CP Engagés	RESTE A PAYER EN 2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2573	Construction /Equipement bureaux régionaux AMAP	2011-2022	5 029 000 000	1 678 000 000	142 000 000	142 000 000	1 678 000 000	-	300 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	-	1 300 000 000
3156	Renforcement des Infrastructures de l'ORTM/Numérisation des Archives de l'ORTM	2020-2023	5 090 000 000	1 998 000 000	0	0	1 998 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			10 119 000 000	3 676 000 000	142 000 000	142 000 000	3 676 000 000	1 000 000 000	1 300 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	3 500 000 000	4 800 000 000

MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2022	AE Consommées	CP Engagés	RESTE A PAYER EN 2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3038	CONST/REHAB/EQUIP. CENTRES FORMATION PROFESSIONNELLE AU MALI	2017-2023	3 901 000 000	1 431 000 000	145 000 000	57 000 000	1 519 000 000	5 000 000 000	500 000 000	-	1 000 000 000	-	1 500 000 000	5 000 000 000	3 000 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			3 901 000 000	1 431 000 000	145 000 000	57 000 000	1 519 000 000	5 000 000 000	500 000 000	-	1 000 000 000	-	1 500 000 000	5 000 000 000	3 000 000 000

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2022	AE Consommées	CP Engagés	RESTE A PAYER EN 2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	2023-2026	3 593 000 000	0	2 497 000 000	1 093 000 000	1 404 000 000	2 500 000 000	500 000 000	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3069	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NIORO DU SAHEL	2020-2026	2 980 000 000	356 000 000	0	0	356 000 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE OOUENTZA	2020-2026	2 104 000 000	65 000 000	0	0	65 000 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020-2026	1 934 000 000	129 000 000	0	0	129 000 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3079	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KOUTIALA	2020-2026	1 79 000 000	326 000 000	0	116 000 000	210 000 000	5 000 000 000	800 000 000	-	1 500 000 000	-	1 700 000 000	5 000 000 000	4 000 000 000
3074	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BOUGDUNI	2020-2026	3 135 000 000	800 000 000	0	0	800 000 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3067	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NARA	2019-2026	2 158 000 000	120 000 000	0	0	120 000 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3068	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE SAN	2019-2026	1 829 000 000	70 000 000	0	0	70 000 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS		-	17 912 000 000	1 866 000 000	2 497 000 000	1 209 000 000	3 154 000 000	16 500 000 000	4 300 000 000	-	5 500 000 000	-	5 700 000 000	16 500 000 000	15 500 000 000

Annexe 2 : Synthèse de la programmation des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiements (CP) 2024-2026

Ministères/Institutions	Source de financement	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	Financement interne	2 630 000 000	2 150 000 000	3 050 000 000	0	1 100 000 000	0	0	2 150 000 000	4 150 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Présidence		2 630 000 000	2 150 000 000	3 050 000 000	0	1 100 000 000	0	0	2 150 000 000	4 150 000 000
PRIMATURE	Financement interne	480 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Primature		480 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000
MINISTÈRE DE LA REFOUNDATION DE L'ETAT	Financement interne	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Primature		250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
MSPC	Financement interne	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	2 500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total MSPC		2 500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
COUR SUPRÊME (CS)	Financement interne	570 000 000	8 500 000 000	1 500 000 000	0	2 000 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	6 000 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Ministères/Institutions	Source de financement	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total CS		570 000 000	8 500 000 000	1 500 000 000	0	2 000 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	6 000 000 000
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	Financement interne	31 684 000 000	136 115 000 000	53 390 000 000	8 744 000 000	70 144 000 000	7 640 000 000	74 253 000 000	152 499 000 000	197 787 000 000
	Financement externe	22 882 000 000	0	20 271 000 000	0	42 652 000 000	0	35 958 000 000	0	98 881 000 000
Total		54 566 000 000	136 115 000 000	73 661 000 000	8 744 000 000	112 796 000 000	7 640 000 000	110 211 000 000	152 499 000 000	296 668 000 000
									0	0
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, L'ASSAINISSEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DU DURABLE	Financement interne	4 581 000 000	4 010 000 000	4 810 000 000	2 455 000 000	3 791 000 000	1 700 000 000	2 424 000 000	8 165 000 000	11 025 000 000
	Financement externe	7 611 000 000	0	494 000 000	0	844 000 000	0	200 000 000	0	1 538 000 000
Total		12 192 000 000	4 010 000 000	5 304 000 000	2 455 000 000	4 635 000 000	1 700 000 000	2 624 000 000	8 165 000 000	12 563 000 000
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE	Financement interne	1 187 000 000	4 254 000 000	2 300 000 000	1 700 000 000	2 854 000 000	1 700 000 000	2 500 000 000	7 654 000 000	7 654 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		1 187 000 000	4 254 000 000	2 300 000 000	1 700 000 000	2 854 000 000	1 700 000 000	2 500 000 000	7 654 000 000	7 654 000 000
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE	Financement interne	1 311 000 000	4 000 000 000	2 300 000 000	1 600 000 000	2 300 000 000	2 100 000 000	3 100 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		1 311 000 000	4 000 000 000	2 300 000 000	1 600 000 000	2 300 000 000	2 100 000 000	3 100 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000
									0	0
Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique	Financement interne	4 864 000 000	15 270 000 000	7 600 000 000	200 000 000	8 100 000 000	0	6 500 000 000	15 470 000 000	22 200 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		4 864 000 000	15 270 000 000	7 600 000 000	200 000 000	8 100 000 000	0	6 500 000 000	15 470 000 000	22 200 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	Financement interne	724 000 000	2 275 000 000	1 300 000 000	100 000 000	600 000 000	0	475 000 000	2 375 000 000	2 375 000 000
	Financement externe	693 000 000	0	1 077 000 000	0	973 000 000	0	0	0	2 050 000 000
Total		1 417 000 000	2 275 000 000	2 377 000 000	100 000 000	1 573 000 000	0	475 000 000	2 375 000 000	4 425 000 000
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	Financement interne	1 784 000 000	8 329 000 000	3 629 000 000	1 360 000 000	3 760 000 000	610 000 000	2 910 000 000	10 299 000 000	10 299 000 000
	Financement externe	575 000 000	0	505 000 000	0	100 000 000	0	100 000 000	0	705 000 000
Total		2 359 000 000	8 329 000 000	4 134 000 000	1 360 000 000	3 860 000 000	610 000 000	3 010 000 000	10 299 000 000	11 004 000 000
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	Financement interne	19 142 000 000	39 992 000 000	14 720 000 000	2 620 000 000	16 492 000 000	2 620 000 000	12 020 000 000	45 232 000 000	43 232 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		19 142 000 000	39 992 000 000	14 720 000 000	2 620 000 000	16 492 000 000	2 620 000 000	12 020 000 000	45 232 000 000	43 232 000 000
Ministère de l'Économie et des Finances	Financement interne	11 131 000 000	59 105 000 000	19 755 000 000	12 055 000 000	23 855 000 000	11 405 000 000	25 815 000 000	82 565 000 000	69 425 000 000
	Financement externe	5 779 000 000	0	9 550 000 000	0	20 000 000 000	0	8 000 000 000	0	37 550 000 000
Total		16 910 000 000	59 105 000 000	29 305 000 000	12 055 000 000	43 855 000 000	11 405 000 000	33 815 000 000	82 565 000 000	106 975 000 000
	Financement interne	8 769 000 000	14 830 000 000	11 430 000 000	7 800 000 000	10 000 000 000	5 600 000 000	7 300 000 000	28 230 000 000	28 730 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
MINISTÈRE DE L'URBANISME DE L'HABITAT DES DOMAINES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		8 769 000 000	14 830 000 000	11 430 000 000	7 800 000 000	10 000 000 000	5 600 000 000	7 300 000 000	28 230 000 000	28 730 000 000
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	Financement interne	10 416 000 000	37 200 000 000	15 900 000 000	6 500 000 000	15 000 000 000	2 800 000 000	12 500 000 000	46 500 000 000	43 400 000 000
	Financement externe	918 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		11 334 000 000	37 200 000 000	15 900 000 000	6 500 000 000	15 000 000 000	2 800 000 000	12 500 000 000	46 500 000 000	43 400 000 000
MINISTÈRE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	Financement interne	8 855 000 000	30 890 000 000	11 840 000 000	7 403 000 000	14 903 000 000	6 170 000 000	16 070 000 000	44 463 000 000	42 813 000 000
	Financement externe	59 494 000 000	0	50 086 000 000	0	70 076 000 000	0	59 957 000 000	0	180 119 000 000
Total		68 349 000 000	30 890 000 000	61 926 000 000	7 403 000 000	84 979 000 000	6 170 000 000	76 027 000 000	44 463 000 000	222 932 000 000
MINISTÈRE DES MINES	Financement interne	1 013 000 000	2 402 000 000	1 502 000 000	400 000 000	1 700 000 000	402 000 000	1 202 000 000	3 204 000 000	4 404 000 000
	Financement externe	800 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		1 813 000 000	2 402 000 000	1 502 000 000	400 000 000	1 700 000 000	402 000 000	1 202 000 000	3 204 000 000	4 404 000 000
MINISTÈRE DU TRAVAIL DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL	Financement interne	513 000 000	2 600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 400 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		513 000 000	2 600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 400 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
MINISTÈRE DE L'ARTISANAT DE LA CULTURE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME	Financement interne	1 866 000 000	3 450 000 000	3 350 000 000	1 710 000 000	2 410 000 000	300 000 000	300 000 000	5 460 000 000	6 060 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0			0	0
Total		1 866 000 000	3 450 000 000	3 350 000 000	1 710 000 000	2 410 000 000	300 000 000	300 000 000	5 460 000 000	6 060 000 000
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	Financement interne	1 040 000 000	1 775 000 000	2 075 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000	5 275 000 000	6 575 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		1 040 000 000	1 775 000 000	2 075 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000	5 275 000 000	6 575 000 000
MINISTÈRE DES MALIENS ÉTABLIS À L'ÉTRANGER ET DE L'INTÉGRATION AFRICAINE	Financement interne	473 000 000	5 065 000 000	1 465 000 000	600 000 000	1 600 000 000	600 000 000	2 200 000 000	6 265 000 000	5 265 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		473 000 000	5 065 000 000	1 465 000 000	600 000 000	1 600 000 000	600 000 000	2 200 000 000	6 265 000 000	5 265 000 000
MINISTÈRE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Financement interne	1 729 000 000	12 250 000 000	2 450 000 000	500 000 000	3 900 000 000	200 000 000	4 600 000 000	12 950 000 000	10 950 000 000
	Financement externe	0	0	1 755 000 000	0	1 755 000 000	0	1 755 000 000	0	5 265 000 000
Total		1 729 000 000	12 250 000 000	4 205 000 000	500 000 000	5 655 000 000	200 000 000	6 355 000 000	12 950 000 000	16 215 000 000
COMMISSARIAT À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	Financement interne	57 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000
	Financement externe	1 235 000 000	0	627 000 000	0	74 000 000	0	0	0	701 000 000
Total		1 292 000 000	100 000 000	727 000 000	100 000 000	174 000 000	0	0	200 000 000	901 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
MINISTERE DE L' AGRICULTURE	Financement interne	18 664 000 000	135 755 000 000	55 647 000 000	13 420 000 000	21 820 000 000	13 620 000 000	22 770 000 000	162 795 000 000	100 237 000 000
	Financement externe	39 506 000 000	0	58 142 000 000	0	79 607 000 000	0	43 856 000 000	0	181 605 000 000
Total		58 170 000 000	135 755 000 000	113 789 000 000	13 420 000 000	101 427 000 000	13 620 000 000	66 626 000 000	162 795 000 000	281 842 000 000
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	Financement interne	1 577 000 000	7 270 000 000	3 950 000 000	1 820 000 000	3 320 000 000	1 320 000 000	3 040 000 000	10 410 000 000	10 310 000 000
	Financement externe	23 007 000 000	0	22 493 000 000	0	17 161 000 000	0	11 054 000 000	0	50 708 000 000
Total		24 584 000 000	7 270 000 000	26 443 000 000	1 820 000 000	20 481 000 000	1 320 000 000	14 094 000 000	10 410 000 000	61 018 000 000
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	Financement interne	30 897 000 000	87 600 000 000	16 400 000 000	600 000 000	25 100 000 000	0	29 200 000 000	88 200 000 000	70 700 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		30 897 000 000	87 600 000 000	16 400 000 000	600 000 000	25 100 000 000	0	29 200 000 000	88 200 000 000	70 700 000 000
MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES DU CULTTE ET DES COUTUMES	Financement interne	238 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		238 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
MEDIATEUR	Financement interne	114 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	350 000 000	350 000 000
	Financement externe								0	0
Total		114 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	350 000 000	350 000 000
	Financement interne	57 000 000	2 000 000 000	200 000 000	0	0	0	0	2 000 000 000	200 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
OCLEI	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		57 000 000	2 000 000 000	200 000 000	0	0	0	0	2 000 000 000	200 000 000
TOTAL		307 032 000 000	621 767 000 000	408 713 000 000	74 137 000 000	471 641 000 000	61 587 000 000	396 659 000 000	764 761 000 000	1 277 013 000 000
Sous-total financement interne		166 616 000 000	629 037 000 000	243 713 000 000	74 137 000 000	238 399 000 000	61 587 000 000	235 779 000 000	764 761 000 000	717 891 000 000
Sous-total financement externe		165 000 000 000	0	165 000 000 000	0	233 242 000 000	0	160 880 000 000	0	559 122 000 000

Annexe 3 : Situation des Autorisations d'Engagement (AE) 2024 par types de Marchés

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3 114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	Etat	Budget national	73 587 000 000	2019-2024	69 587 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000 000
3141	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DE LA PLATEFORME	Etat	Budget national	6 113 000 000	2021-2022	6 113 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total Projets en cours				79 700 000 000		75 700 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000 000
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	Etat	Budget national	2 540 000 000	2023-2025	0	540 000 000	2 000 000 000	900 000 000	0	1 100 000 000	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	Etat	Budget national	240 000 000	2023-2024	0	90 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous total Nouveau Projet				6 113 000 000		6 113 000 000	630 000 000	2 150 000 000	1 050 000 000	0	1 100 000 000	0	0	2 150 000 000	2 150 000 000
TOTAL GENERAL				85 813 000 000		81 813 000 000	2 630 000 000	2 150 000 000	3 050 000 000	0	1 100 000 000	0	0	2 150 000 000	4 150 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours				79 700 000 000		75 700 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000 000
Sous-total nouveau projet				6 113 000 000		6 113 000 000	630 000 000	2 150 000 000	1 050 000 000	0	1 100 000 000	0	0	2 150 000 000	2 150 000 000
Total				85 813 000 000		81 813 000 000	2 630 000 000	2 150 000 000	3 050 000 000	0	1 100 000 000	0	0	2 150 000 000	4 150 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				85 813 000 000		81 813 000 000	2 630 000 000	2 150 000 000	3 050 000 000	0	1 100 000 000	0	0	2 150 000 000	4 150 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total				85 813 000 000		81 813 000 000	2 630 000 000	2 150 000 000	3 050 000 000	0	1 100 000 000	0	0	2 150 000 000	4 150 000 000

PRIMATURE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2823	EXTENTION DAF PRIMATURE	Etat	Budget national	1 429 000 000	2015-2021	809 000 000	120 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
3027	MODERNISATION SGG	Etat	Budget national	1 119 000 000	2017-2019	339 000 000	180 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	Etat	Budget national	399 000 000	2020-2022	129 000 000	120 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
3098	CONST/EQUIP.DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	Etat	Budget national	415 000 000	2018-2021	255 000 000	60 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous total Projets en cours				3 362 000 000		1 532 000 000	480 000 000	950 000 000	950 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE	Etat	Budget national	300 000 000	2024-2025	0	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
														0	0
Sous total nouveaux projets				300 000 000		0	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
TOTAL GENERAL				3 662 000 000		1 532 000 000	480 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours				3 362 000 000		1 532 000 000	480 000 000	950 000 000	950 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000
Sous-total nouveau projet				300 000 000		0	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
Total				3 662 000 000		1 532 000 000	480 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				3 362 000 000		1 532 000 000	480 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				3 362 000 000		1 532 000 000	480 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1900	REPARATION/ACQUISITION BACS DNR	Etat	Budget national	2006-2024	4 253 000 000	3 625 000 000	228 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
2036	ENTRETIEN PISTES CMO/T/DHVN	Etat	Budget national	2006-2026	15 961 000 000	12 391 000 000	570 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
2376	APPUI A LA CPS	Etat	Budget national	2008-2026	1 560 000 000	1 239 000 000	51 000 000	90 000 000	90 000 000	90 000 000	90 000 000	90 000 000	90 000 000	270 000 000	270 000 000
2482	REPARATION/ACQUISITION D'ENGINS LOURDS	Etat	Budget national	2010-2023	2 111 000 000	2 018 000 000	93 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOMBOU NARA FRONTIERE MAURITANIE	Etat	Budget national	2014-2025	967 000 000	200 000 000	402 000 000	100 000 000	100 000 000	650 000 000	650 000 000	0	0	750 000 000	750 000 000
		BID	Prêt		72 546 000 000	19 220 000 000								0	0
1554	PROGRAMME ROUTIER D'URGENCE	Etat	Budget national	2005-2026	70 937 000 000	20 296 000 000	6 416 000 000	55 000 000 000	14 225 000 000	0	15 000 000 000	0	15 000 000 000	55 000 000 000	44 225 000 000
3011	REHABILITATION RESEAU OBSERVATION METEO/APPUI AU MONDE RURAL	Etat	Budget national	2017-2026	984 000 000	256 000 000	128 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2561	BITUMAGE ROUTE GOMA COURA-TOMBOUCTOU	Etat	Budget national	2011-2025	5 814 000 000	5 814 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Extérieur	UE		85 268 000 000	56 535 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	8 500 000 000	0	8 500 000 000		19 000 000 000
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU - SAN 7 KM	Etat	Budget national	2014-2023	193 000 000	193 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Extérieur	BOAD/Prêt		7 184 000 000	7 184 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3056	CONTRAT PLAN ETAT-IGM	Etat	Budget national	2013-2026	1 859 000 000	1 174 000 000	85 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3155	CONTRAT PLAN ETAT-COMANAV	Etat	Budget national	2020-2026	1 865 000 000	485 000 000	180 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2252	Acquisition Equipements techniques pour CNREX-BTP	Etat	Budget national	2015-2026	1 122 000 000	587 000 000	85 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
3078	REBAILITATION ROUTE BAMAKO-KATI-KOLOKANI-DIEDIENI-DIEMA-SANDARE-KAYES-KIDIRA (710 KM)REBAILITATION ROUTE BAMAKO-KATI-KOLOKANI-DIEDIENI-DIEMA-SANDARE-KAYES-KIDIRA (710 KM)	Etat	Budget national	2019-2026	100 499 000 000	50 536 000 000	7 713 000 000	0	12 250 000 000	0	15 000 000 000	0	15 000 000 000	0	42 250 000 000
3190	CONSTRUCTION BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES-ADJUROU-FR MAURITANIE	BID	Prêt	2020-2022	76 500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	UE	Sub	2020-2026			3 135 000 000	0	2 000 000 000	0	7 500 000 000	0	7 500 000 000	0	17 000 000 000
		BAD	Prêt		77 075 000 000	0	980 000 000	0	1 000 000 000	0	7 500 000 000	0	7 500 000 000	0	16 000 000 000
		Etat	Budget national				351 000 000	700 000 000	700 000 000	500 000 000	500 000 000	400 000 000	400 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
3154	AMENAGEMENT EQUIPEMENT AGEROUTE	Etat	Budget national	2020-2023	673 000 000	570 000 000	103 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2980	CONSTRUCTION/BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU - KOLONDIEBA -FR RCI	Etat	Budget national	2016-2025	10 611 000 000	700 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		BAD	Prêt		59 380 000 000	56 533 000 000	1 900 000 000	0	3 565 000 000	0	1 141 000 000	0	0	0	4 706 000 000
		UE	Subvention				1 867 000 000	0	4 206 000 000	0	1 553 000 000	0	0	0	5 759 000 000
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIE PROVOQUEE	Etat	Budget national	2006-2025	30 876 000 000	29 449 000 000	427 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE	Etat	Budget national	2013-2026	6 064 000 000	3 231 000 000	103 000 000	0	200 000 000	0	1 000 000 000	0	1 530 000 000	0	2 730 000 000
2565	CONSTRUCTION ENTREPOTS MALIENS AU BENIN	Etat	Budget national	2020-2025	1 169 000 000	215 000 000	154 000 000	800 000 000	250 000 000	0	550 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNTMF	Etat	Budget national	2021-2026	2 500 000 000	10 000 000	171 000 000	2 500 000 000	300 000 000	0	700 000 000	0	1 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3014	CONSTRUCTION VOIES CEINTURE OUEST KKORD (13.8KM)	Etat	Budget national	2017-2026	19 663 869 707	12 105 000 000	855 000 000	0	1 000 000 000	0	1 500 000 000	0	1 783 000 000	0	4 283 000 000
3016	CONST ROUTE BANCONI-DIALAKORODJI-SAFODABANANI-NOUMSOMBOUGOU	Etat	Budget national	2017-2024	28 187 059 552	16 762 000 000	712 000 000	75 000 000	75 000 000	0	0	0	0	75 000 000	75 000 000
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	Etat	Budget national	2021-2026	87 300 000 000	5 000 000 000	1 425 000 000	0	5 000 000 000	0	10 000 000 000	0	15 000 000 000	0	30 000 000 000
3012	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES-SADIOLA (LOT I)	Etat	Budget national	2017-2022	49 890 000 000	49 890 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3099	AMENAGEMENT TRAVERSEE DE LA VILLE DE SIKASSO	Etat	Budget national	2018-2024	1 151 000 000	317 000 000	1 187 000 000	0	750 000 000	0	0	0	0	0	750 000 000
		BOAD	Prêt/ Subvention		20 000 000 000	12 017 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3176	CONSTRUCTION D'UN ECHANGEUR, D'UN VIADUC ET AMENAGEMENT DE 10 KM DES VOIRIES DANS LA VILLE DE SIKASSO	Etat	Budget national	2019-2021	6 640 000 000	5 864 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		BOAD	Prêt		22 139 000 000	21 007 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3230	AMENAGEMENT SECTION SEVARE - MOPTI DE LA RNB, AMENAGEMENT DE 10 KM DE VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJD	BOAD	Prêt	2020-2025	44 104 798 013	10 007 000 000	5 000 000 000	0	3 250 000 000	0	4 250 000 000	0	4 250 000 000	0	11 750 000 000
		Etat	Budget national		1 148 000 000	315 000 000	428 000 000	750 000 000	750 000 000	854 000 000	854 000 000	0	0	1 604 000 000	1 604 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3201	REHABILITATION ROUTE SEVARE GAO (PHASE I)	Etat	Budget national	2020 - 2026	195 000 000 000	3 208 000 000	855 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000
		BADEA/DFIB	PRET				5 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	Etat	Budget national	2022-2026	10 122 000 000	68 000 000	1 054 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	9 000 000 000	9 000 000 000
Sous total Projets en cours					1 123 316 727 272	409 021 000 000	43 658 000 000	65 565 000 000	57 261 000 000	8 244 000 000	82 438 000 000	7 140 000 000	84 703 000 000	80 949 000 000	224 402 000 000
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE DE LA ROUTE SADIOLA-SOUMALA	Etat	Budget national	2022-2024	30 000 000 000	0	1 425 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0	50 000 000	50 000 000
3319	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA PENETRANTE - PHASE 2 DE LA ROUTE BAMAKO -SEGOU (TRONÇON DE LA ROUTE RN6 COMPRIS ENTRE LE CARREFOUR DE WARABA TIATIO VERS BAGUINEDA SUR 16 KM. CONSTRUCTION DE 4 PASSERELLES POUR PIETON ET PROLONGEMENT DE CANIVEAUX VERS L'EXUTOIRE SUR 1.5 KM.	Etat	Budget national	2022-2024	20 000 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
3320	TRONÇON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) DU RONDPONT GRAND HOTEL A BOULKASSOUMBOUGOU	Etat	Budget national	2022-2026	34 510 000 000	0	399 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
		BOAD	PRET					1 000 000 000	0	4 250 000 000	0	12 208 000 000	0	8 208 000 000	0

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3313	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	Etat	Budget national	2022-2025	903 000 000	0	103 000 000	800 000 000	200 000 000	0	600 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	Etat	Budget national	2022-2026	2 523 000 000	0	143 000 000	2 500 000 000	380 000 000	0	800 000 000	0	1 200 000 000	2 500 000 000	2 380 000 000
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	Etat	Budget national	2022-2025	1 057 000 000	0	57 000 000	1 000 000 000	300 000 000	0	700 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	Etat	Budget national	2022-2024	90 000 000 000	0	428 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3324	CONSTRUCTION DE LA ROUTE TAMBAGA-MANANTALI (92KM)	Etat	Budget national	2022-2024	65 000 000 000	0	356 000 000	430 000 000	430 000 000	0	0	0	0	430 000 000	430 000 000
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	Etat	Budget national	2022-2026	25 000 000 000	0	428 000 000	5 000 000 000	370 000 000	0	800 000 000	0	1 000 000 000	5 000 000 000	2 170 000 000
3354	CONSTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOURDOU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	Etat	Budget national	2022-2024	82 000 000 000	0	475 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOÏLA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	Etat	Budget national	2022-2026	127 000 000 000	0	2 850 000 000	45 000 000 000	7 000 000 000	0	10 000 000 000	0	10 000 000 000	45 000 000 000	27 000 000 000
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	Etat	Budget national	2022-2025	1 856 000 000	0	356 000 000	1 500 000 000	750 000 000	0	750 000 000	0	0	1 500 000 000	1 500 000 000
		BOAD	PRET		2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MAURITANIE	Etat	Budget national	2023 - 2026	2 500 000 000	0	285 000 000	2 500 000 000	200 000 000	0	1 000 000 000	0	1 300 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3384	CONSTRUCTION DE PARKING SUR LE CORRIDOR BAMAKO CONAKRY A KANKAN	Etat	Budget national	2023 - 2026	7 500 000 000	0	475 000 000	7 500 000 000	500 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	7 500 000 000	4 500 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3385	CONSTRUCTION DE PARKING SUR LE CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOTT	Etat	Budget national	2023 - 2026	2 500 000 000		128 000 000	2 500 000 000	200 000 000	0	1 000 000 000	0	1 300 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3415	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE BOUGOUNI-MANANKORO-FRONTIERE COTE D'IVOIRE	Etat	Budget national	2023 -2024	150 000 000		0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
2948	CONSTRUCT. BITUMAGE ROUTE MACINA DIAFARABE TENINKOU	Etat	Budget national	2016-2024	8 316 000 000	6 038 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3421	REHABILITATION PISTE AEROPORT DE MOPTI	Etat	Budget national	2024-2024	120 000 000	0	0	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	120 000 000	120 000 000
Sous total Nouveaux projets					269 031 798 013	40 401 000 000	10 908 000 000	70 550 000 000	16 400 000 000	500 000 000	30 358 000 000	500 000 000	25 508 000 000	71 550 000 000	72 266 000 000
TOTAL GENERAL					1 392 348 525 285	449 422 000 000	54 566 000 000	136 115 000 000	73 661 000 000	8 744 000 000	112 796 000 000	7 640 000 000	110 211 000 000	152 499 000 000	296 668 000 000
Sous-total projets en cours					1 123 316 727 272	409 021 000 000	43 658 000 000	65 565 000 000	57 261 000 000	8 244 000 000	82 438 000 000	7 140 000 000	84 703 000 000	80 949 000 000	224 402 000 000
Sous-total nouveau projet					269 031 798 013	40 401 000 000	10 908 000 000	70 550 000 000	16 400 000 000	500 000 000	30 358 000 000	500 000 000	25 508 000 000	71 550 000 000	72 266 000 000
Total					1 392 348 525 285	449 422 000 000	54 566 000 000	136 115 000 000	73 661 000 000	8 744 000 000	112 796 000 000	7 640 000 000	110 211 000 000	152 499 000 000	296 668 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					1 160 054 929 259	232 556 000 000	31 684 000 000	136 115 000 000	53 390 000 000	8 744 000 000	70 144 000 000	7 640 000 000	74 253 000 000	152 499 000 000	197 787 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					466 196 798 013	182 503 000 000	22 882 000 000	0	20 271 000 000	0	42 652 000 000	0	35 958 000 000	0	98 881 000 000
Total					1 626 251 727 272	415 059 000 000	54 566 000 000	136 115 000 000	73 661 000 000	8 744 000 000	112 796 000 000	7 640 000 000	110 211 000 000	152 499 000 000	296 668 000 000

MINISTERE DE LA COMMUNICATION DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2740	CONTRAT PLAN ETAT/ANCD	Etat	Budget national	2016-2023	2 242 000 000	1 499 000 000	143 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2573	CONSTRUCTION /EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	Etat	Budget national	2011-2022	5 029 000 000	3 558 000 000	171 000 000	0	300 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	0	1 300 000 000
2926	CONTRAT ETAT ONP	Etat	Budget national	2015-2023	3 596 000 000	2 525 000 000	171 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3156	RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES DE L'ORTM/NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	Etat	Budget national	2020-2023	5 090 000 000	1 191 000 000	399 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000
Sous total projets en cours					15 957 000 000	8 773 000 000	884 000 000	1 500 000 000	1 800 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000	5 000 000 000	6 300 000 000
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	Etat	Budget national	2022-2024	431 000 000	0	156 000 000	275 000 000	275 000 000	0	0	0	0	275 000 000	275 000 000
Sous total Nouveau projets					431 000 000	0	156 000 000	275 000 000	275 000 000	0	0	0	0	275 000 000	275 000 000
TOTAL GENERAL					16 388 000 000	8 773 000 000	1 040 000 000	1 775 000 000	2 075 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000	5 275 000 000	6 575 000 000
													0	0	
Sous-total projets en cours					15 957 000 000	8 773 000 000	884 000 000	1 500 000 000	1 800 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000	5 000 000 000	6 300 000 000
Sous-total nouveau projet					431 000 000	0	156 000 000	275 000 000	275 000 000	0	0	0	0	275 000 000	275 000 000
Total					16 388 000 000	8 773 000 000	1 040 000 000	1 775 000 000	2 075 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000	5 275 000 000	6 575 000 000
													0	0	
Sous-total projets sur financement Etat					16 388 000 000	8 773 000 000	1 040 000 000	1 775 000 000	2 075 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000	5 275 000 000	6 575 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					16 388 000 000	8 773 000 000	1 040 000 000	1 775 000 000	2 075 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000	5 275 000 000	6 575 000 000

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3 043	OFFICE RIZ MOPTI (7E CONTRAT-PLAN ETAT-DRM)	Etat	Budget national	2016-2026	2 110 000 000	239 000 000	228 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3 009	OFFICE MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE (QMVF)	Etat	Budget national	2006-2026	6 817 000 000	6 260 000 000	216 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3167	OFFICE RIZ SEGOU (CONTRAT PLAN)	Etat	Budget national	2020-2026	2 110 000 000	1 785 000 000	228 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3168	CONTRAT PLAN/DN	Etat	Budget national	2020-2026	21 798 000 000	12 629 000 000	5 225 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	16 500 000 000	16 500 000 000
2856	CONTRAT-PLAN ETAT OPIB	Etat	Budget national	2015-2026	3 719 000 000	3 260 000 000	171 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OFFICE/PRODUCTEURS (CP-OHVN)	Etat	Budget national	2014-2026	2 784 000 000	2 040 000 000	114 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	700 000 000	700 000 000
2687	4EME CONTRAT PLAN ETAT-ODRS	Etat	Budget national	2019-2026	1 693 000 000	649 000 000	200 000 000	400 000 000	400 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
2918	CONTRAT PLAN ETAT-ADRS-PRODUCTEURS	Etat	Budget national	2019-2026	1 511 000 000	881 000 000	228 000 000	300 000 000	300 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	Etat	Budget national	2019-2026	1 291 000 000	685 000 000	114 000 000	315 000 000	315 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	915 000 000	915 000 000
2 380	APPUI A LA CPS/SDR	Etat	Budget national	2008-2026	1 541 000 000	1 251 000 000	73 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	360 000 000
2 571	APPUI A L'ENQUETE AGRICOLE DE CONJONCTURE (EAC)	Etat	Budget national	2011-2026	4 415 000 000	2 330 000 000	186 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
2 684	PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE DU DISTRICT DE KITA ET DE SES ENVIRONS, PHASE 2 (PDRK II)	Etat	Budget national	2013-2022	12 414 000 000	1 939 000 000	121 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
		BID	Prêt		12 350 000 000	8 565 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 765	PROJET D'AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE DES PETITS EXPLOITANTS POUR	Etat	Budget national	2013-2023	7 887 000 000	547 000 000	19 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		BID	Prêt		7 270 000 000	5 546 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE (SAPEP)														
2916	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU MALI (PRIA-MALI)	Etat	Budget national	2014-2023	24 945 000 000	717 000 000	23 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
		BID	Prêt		23 130 000 000	19 027 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	Etat	Budget national	2015-2024	16 484 000 000	2 890 000 000	104 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
		BAD	Prêt et Subvention		27 154 000 000	12 344 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 849	PROGRAMME DE RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE (RGA)	Etat	Budget national	2015-2025	3 063 000 000	2 123 000 000	145 000 000	400 000 000	400 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	700 000 000	700 000 000
3001	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT RURAL DE SOKE I (PADER-SI)	Etat	Budget national	2016-2026	15 759 000 000	14 089 000 000	365 000 000	2 700 000 000	650 000 000	0	1 000 000 000	0	1 050 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIIS)	Etat	Budget national	2018-2024	3 233 000 000	416 000 000	72 000 000	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	120 000 000	120 000 000
		IDA	Prêt		17 858 000 000	5 782 000 000	5 000 000 000	-	657 000 000	-	-	-	-	-	657 000 000
3135	PROJET APPUI OFFICE DU NIGER (PAON)	ACDI	Subvention	2016-2019	8 732 000 000	7 276 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3134	PROJET DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ZONES ARIDES DU MALI (PDAZAM)	BM	Prêt	2018-2025	21 183 000 000		6 000 000 000	-	9 122 000 000	-	6 061 000 000	-	-	-	15 183 000 000
		BM	Subvention		33 667 000 000	17 271 000 000	261 000 000	-	3 300 000 000	-	660 000 000	-	-	-	3 960 000 000
3133	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE GAO ET MENAKA	Etat	Budget national	2019-2022	323 000 000	323 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		KFW	Subvention		11 600 000 000	11 151 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3136	PROJET APPUI FILIERE ANACARDE AU MALI (PAFAM)		Subvention	2016-2020			0	0	0	0	0	0	0	0	0
			Prêt		9 348 000 000	3 950 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ET ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	Etat	Budget national	2018-2024	4 536 000 000	369 000 000	72 000 000	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	120 000 000	120 000 000
		Norvège	Subvention		3 911 000 000	3 519 000 000	721 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	Etat	Budget national	2019-2024	108 476 286 000	-	4 354 000 000	100 000 000 000	36 042 000 000	0	0	0	0	100 000 000 000	36 042 000 000
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLE INCUSIF) AU MALI	FIDA/DANIDA	Prêt	2019-2025	29 597 000 000	18 484 000 000	2 186 000 000	-	1 808 000 000	-	198 252 500	-	-	-	2 006 252 500
		BABYLON et autres Bailleurs													
			Subvention												
	Etat	Budget national		261 000 000	189 000 000	72 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-	
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINE DE SAN OUEST DE 510 HA/DEVELOPPEMENT RURAL ET SECURITE ALIMENTAIRE (MLI 021)	Luxembourg	Subvention	2019-2026	0	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Etat	Budget national		2 000 000 000	-	114 000 000	2 000 000 000	200 000 000	0	800 000 000	0	1 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3169	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	Etat	Budget national	2020-2026	2 700 000 000	25 000 000	182 000 000	2 700 000 000	700 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM/DRH MINISTERE AGRICULTURE	Etat	Budget national	2020-2026	1 999 000 000	122 000 000	798 000 000	2 000 000 000	1 400 000 000	0	600 000 000	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000
3170	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGBOBERE	Etat	Budget national	2020-2024	2 800 000 000	-	365 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
3130	PAPRZC3 (PNPBBF II)	Etat	Budget national	2020-2026	44 551 000 000	167 000 000	388 000 000	680 000 000	680 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	2 180 000 000	2 180 000 000
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	KFW	Subvention	2019-2025	26 438 000 000	775 000 000	4 000 000 000	-	5 000 000 000	-	7 871 000 000	-	-	-	12 871 000 000
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE	BAD	Subvention	2018-2023	1 309 000 000	1 050 000 000	44 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)														
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II		Subvention	2020-2022	4 591 699 000	1 004 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	Etat	Budget national	2018-2020	126 000 000	126 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	KFW	Subvention	2018-2022	17 207 000 000	14 051 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Etat	Budget national		1 200 000 000	1 200 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL D'AMENAGEMENTS AQUICOLES (PQAA)	Etat	Budget national	2016-2021	500 000 000	500 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3 083	PROGRAMME D'APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KKORDO	Etat	Budget national	2019-2021	-	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Belgique	Subvention		4 920 000 000	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3 137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	UE	Subvention	2016-2023	5 248 000 000	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERS HORTICOLES	Etat	Budget national	2021-2026	2 349 000 000		399 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000
3298	PROJET D'IRRIGATION DE PROXIMITE-INITIATIVE DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE PAR L'IRRIGATION ET LA GESTION APPROPRIEE DES RESSOURCES (IPRO-IRRIGAR II) COMPOSANTE SIKASSO.	UE	Subvention	2021-2022	998 000 000	906 000 000								-	-
3300	PROJET D'APPUI A L'INITIATIVE POUR L'IRRIGATION DANS LE		Subvention	2021-2025	2 218 000 000	-	555 000 000	-	665 000 000	-	776 000 000	-	-	-	1 441 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)														
3302	PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION AGRO-ECOLOGIQUE EN ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	Etat	Budget national	2021-2023			97 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		AFD	Subvention	2021-2023	1 667 000 000	-	1 667 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3297	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	Etat	Budget national	2021-2026	6 000 000 000	-	547 000 000	0	900 000 000	0	1 500 000 000	0	2 000 000 000	-	4 400 000 000
3346	PROJET D'AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	Etat	Budget national	2021-2026	210 000 000	-	96 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3317	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE L'OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	Etat	Budget national	2021-2026	5 132 000 000		1 132 000 000	6 000 000 000	500 000 000	0	1 500 000 000	0	2 000 000 000	6 000 000 000	4 000 000 000
3344	PROJET MULTI-ENERGIES POUR LA RESILIENCE ET LA GESTION INTEGREE DES TERROIRS AU MALI (PROJET MERIT)	Etat	Budget national	2021-2026	1 431 000 000	9 000 000	72 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000
		FIDA	PRÊT/Sub	2021-2026	31 828 000 000	958 000 000	4 000 000 000	0	3 215 000 000	0	2 060 000 000	0	731 000 000	-	6 006 000 000
2480	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION AU MALI	BOAD/FSD	PRÊT	2010-2023	112 253 000 000	105 556 000 000	6697000000	0	0	0	0	0	0	-	-
TOTAL PROJETS EN COURS					733 672 985 000	295 575 000 000	121 412 000 000	219 493 000 000	126 838 000 000	57 190 000 000	64 671 000 000	179 066 000 000	302 665 000 000	455 749 000 000	494 174 000 000
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	Etat	Budget national	2022-2023	280 000 000	-	160 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	Etat	Budget national	2023-2028	124 830 000 000	18 028 000 000	1 615 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000
					58 300 000 000	0	-	-	-	-	14 000 000 000	-	16 600 000 000		
3366	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE LA	Etat	Budget national	2022-2026		0	72000000	150000000	150000000	200000000	200000000	200000000	200000000	550 000 000	550 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	ZONE SPECIALE DE TRANSFORMATION AGRO-INDUSTRIELLE DES REGIONS DE KOULIKORO ET PERI-URBAINE DE BAMAKO (PDZSTA-KB)	BAD	SUB/ PRÉT		11 000 000 000	-	1300000000	0	2816000000	0	4194000000	0	8340000000	-	7 844 000 000
3391	NOUVEAU PROJET ACTION (KAYES, KOULIKORO, DIOILA, ET PAYS DOGON)	canada	Sub	2022-2027	12 724 000 000	-	1000000000	0	4750000000	0	3852000000	0	1477000000	-	10 079 000 000
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP - MALI).		extérieur	2023-2026	33 400 000 000	-	2500000000	0	7415000000	0	8567000000	0	3546000000	-	19 528 000 000
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	État	Budget national	2022-2026	4 500 000 000	-	2970000000	2500000000	4000000000	0	1000000000	0	1100000000	2 500 000 000	2 500 000 000
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU (PMPRT)	État	Budget national	2023-2027	8 762 000 000	-								-	-
			extérieur		0	0	1350000000	0	2037000000	0	2005000000	-	5 392 000 000		
3401	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE A TRAVERS L'IRRIGATION DE PROXIMITE DANS LE KAARTA/SEFETO (PRSAIP-K/S)	État	Budget national	2023-2027	13 538 000 000	-	0	1000000000	1000000000	1000000000	1000000000	1000000000	1000000000	300 000 000	300 000 000
			extérieur		10 745 000 000	-	0	0	1500000000	0	4315000000	0	4930000000	-	10 745 000 000
3042	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'IER	État	Budget national	2024-2026	2 300 000 000	-	0	3300000000	3000000000	0	1000000000	0	1000000000	3 300 000 000	2 300 000 000
3403	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT FILIERE SOJA	État	Budget national	2024-2026	300 000 000	-	0	1000000000	1000000000	1000000000	1000000000	1000000000	1000000000	300 000 000	300 000 000
3400	PROJET D'URGENCE DE PRODUCTION ET DE SECURITE ALIMENTAIRE & NUTRITIONNELLE (PLPSAN)		extérieur	2024-2024	4 737 000 000	-	0	0	3154000000	0	0	0	0	-	3 154 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3411	PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)		extérieur	2024-2026	42 265 000 000	-	0	0	4628000000	0	17705000000	0	10567000000	-	32 900 000 000
3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURE AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS (PAESOL) AU MALI		extérieur	2024-2026	9 800 000 000	-	0	0	3258000000	0	2907000000	0	2606000000	-	8 771 000 000
3428	PROGRAMME DE PROMOTION AGROECOLOGIQUE DANS L'IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-IPRO)	KFW	SUB	2024-2026	6560000000		0	0	2000000000	0	4000000000	0	5600000000	-	6 560 000 000
TOTAL NOUVEAUX PROJETS					344 041 000 000	18 028 000 000	6 944 000 000	7 650 000 000	33 421 000 000	2 400 000 000	65 977 000 000	2 900 000 000	48 125 000 000	12 950 000 000	147 523 000 000
TOTAL GENERAL					1 077 713 985 000	313 603 000 000	128 356 000 000	227 143 000 000	160 259 000 000	59 590 000 000	130 648 000 000	181 966 000 000	350 790 000 000	468 699 000 000	641 697 000 000
Sous-total projets en cours					733 672 985 000	295 575 000 000	121 412 000 000	219 493 000 000	126 838 000 000	57 190 000 000	64 671 000 000	179 066 000 000	302 665 000 000	455 749 000 000	494 174 000 000
Sous-total nouveau projet					344 041 000 000	18 028 000 000	6 944 000 000	7 650 000 000	33 421 000 000	2 400 000 000	65 977 000 000	2 900 000 000	48 125 000 000	12 950 000 000	147 523 000 000
Total					1 077 713 985 000	313 603 000 000	128 356 000 000	227 143 000 000	160 259 000 000	59 590 000 000	130 648 000 000	181 966 000 000	350 790 000 000	468 699 000 000	641 697 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					530 978 286 000	76 388 000 000	18 664 000 000	135 755 000 000	55 647 000 000	13 420 000 000	21 820 000 000	13 620 000 000	22 770 000 000	162 795 000 000	100 237 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					546 735 699 000	237 215 000 000	39 506 000 000	0	58 142 000 000	0	79 607 000 000	0	43 856 000 000	-	181 605 000 000
TOTAL GENERAL					1 077 713 985 000	313 603 000 000	58 170 000 000	135 755 000 000	113 789 000 000	13 420 000 000	101 427 000 000	13 620 000 000	66 626 000 000	162 795 000 000	281 842 000 000

MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2200	CONTRAT PLAN ETAT - LCV	Etat	Budget national	2011-2026	1 562 000 000	1 110 000 000	114 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2402	CONSTRUCTION MARCHÉ CENTRAL POISSON BAMAKO	Etat	Budget national	2009-2024	3 695 000 000	2 839 000 000	142 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
2798	PROJET INTEGRE DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES ANIMALES AU MALI (PDIRAM)	Etat	Budget national	2016-2026	872 000 000	374 000 000	121 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
		BID	Prêt		13 722 000 000	4 055 000 000	-	-	1 500 000 000	-	3 076 000 000	-	3 845 000 000	-	8 421 000 000
3000	CENTRE NATIONAL D'INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	Etat	Budget national	2017-2026	2 615 000 000	1 760 000 000	182 000 000	1 000 000 000	230 000 000	0	300 000 000	0	370 000 000	1 000 000 000	900 000 000
3 172	PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES EXPLOITATIONS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDEPS-MALI)	Etat	Budget national	2019-2025	1 840 000 000	359 000 000	97 000 000	170 000 000	170 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	270 000 000	270 000 000
		BID	Prêt		19 056 600 000	4 341 000 000	5 452 000 000	-	4 993 000 000	-	4 085 000 000	-	-	-	9 078 000 000
3 164	OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER	Etat	Budget national	2020-2026	937 000 000	140 000 000	97 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	700 000 000	700 000 000
3 174	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ET DE VALORISATION DE LA PRODUCTION LAITIERE MALI (II)	Etat	Budget national	2020-2025	9 000 000 000	299 000 000	145 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	550 000 000	550 000 000
3 173	PROJET D'APPUI AU CONTROLE ET A LA SURVEILLANCE DES EZOPECIES	Etat	Budget national	2020-2025	527 000 000	141 000 000	86 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL D'AMENAGEMENTS AQUACOLES (PQAA)	Etat	Budget national	2016-2026	1 559 000 000	910 000 000	49 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	600 000 000	600 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3 137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	UE	Subvention	2016-2023	10 168 000 000	6 498 000 000	1 555 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3 138	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	Etat	Budget national	2019-2024	2 800 000 000	197 000 000	169 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
		BM	Prêt			10 000 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		BM	Subvention		46 923 000 000	15 540 000 000	-	-	8 000 000 000	-	-	-	-	-	-
3254	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'HOTEL DU DEPARTEMENT DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	Etat	Budget national	2021-2026	2 000 000 000	96 000 000	182 000 000	2 500 000 000	700 000 000	0	800 000 000	0	1 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERS HORTICOLES	Etat	Budget national	2021-2022	122 193 000 000	652 000 000								-	-
3298	PROJET D'IRRIGATION DE PROXIMITE-INITIATIVE DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE PAR L'IRRIGATION ET LA GESTION APPROPRIEE DES RESSOURCES (IPRO-IRRIGAR III) COMPOSANTE SIKASSO.	UE	Subvention	2021-2022	906 000 000	906 000 000								-	-
TOTAL PROJETS EN COURS					240 375 600 000	40 217 000 000	18 391 000 000	5 170 000 000	17 093 000 000	1 350 000 000	9 611 000 000	850 000 000	6 065 000 000	7 370 000 000	32 769 000 000
3343	PROGRAMME REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS) II - MALI	Etat	Budget national	2022-2027	761 000 000	-	121 000 000	200 000 000	200 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000	640 000 000	640 000 000
			Prêt		17 752 000 000	2 543 000 000	-	-	2 500 000 000	-	5 500 000 000	-	7 209 000 000	-	15 209 000 000
			Subvention		16 000 000 000		6 000 000 000	-	5 500 000 000	-	4 500 000 000	-	-	-	-

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	Etat	Budget national	2024-2026	1 000 000 000	-	0	1 000 000 000	250 000 000	0	400 000 000	0	350 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
3368	PROJET D'APPUI A LA CONSERVATION ET LA DIFFUSION DES BETAILS RUMINANTS ENDEMIQUES DANS LA ZONE SUD DU MALI	Etat	Budget national	2023-2027	4 846 000 000	-	720000000	2500000000	2500000000	2500000000	2500000000	2500000000	2500000000	750 000 000	750 000 000
3422	PROJET REAHABILITATION INSPECTION DE L'ELEVAGE	Etat	Budget national	2024-2024	450 000 000	-	0	450 000 000	450 000 000	0	0	0	0	450 000 000	450 000 000
3423	REAHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	Etat	Budget national	2024-2024	450 000 000	-	0	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
TOTAL NOUVEAUX PROJETS					41 259 000 000	2 543 000 000	6 193 000 000	2 100 000 000	9 350 000 000	470 000 000	10 870 000 000	470 000 000	8 029 000 000	3 040 000 000	28 249 000 000
TOTAL GENERAL					281 634 600 000	42 760 000 000	24 584 000 000	7 270 000 000	26 443 000 000	1 820 000 000	20 481 000 000	1 320 000 000	14 094 000 000	10 410 000 000	61 018 000 000
														-	-
Sous-total projets en cours					240 375 600 000	40 217 000 000	18 391 000 000	5 170 000 000	17 093 000 000	1 350 000 000	9 611 000 000	850 000 000	6 065 000 000	7 370 000 000	32 769 000 000
Sous-total nouveau projet					41 259 000 000	2 543 000 000	6 193 000 000	2 100 000 000	9 350 000 000	470 000 000	10 870 000 000	470 000 000	8 029 000 000	3 040 000 000	28 249 000 000
Total					281 634 600 000	42 760 000 000	24 584 000 000	7 270 000 000	26 443 000 000	1 820 000 000	20 481 000 000	1 320 000 000	14 094 000 000	10 410 000 000	61 018 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat					157 107 000 000	8 877 000 000	1 577 000 000	7 270 000 000	3 950 000 000	1 820 000 000	3 320 000 000	1 320 000 000	3 040 000 000	10 410 000 000	10 310 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					124 527 600 000	33 883 000 000	23 007 000 000	0	22 493 000 000	0	17 161 000 000	0	11 054 000 000	-	50 708 000 000
TOTAL GENERAL					281 634 600 000	42 760 000 000	24 584 000 000	7 270 000 000	26 443 000 000	1 820 000 000	20 481 000 000	1 320 000 000	14 094 000 000	10 410 000 000	61 018 000 000

COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023		2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
3139	Lutte contre insécurité alimentaire et malnutrition	Belgique	Subvention	2017-2021	4 477 000 000	4 159 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3187	Programme de soutien au Dispositif National de sécurité alimentaire (PRESA) Phase I	Suisse	Subvention	2018-2022	2 949 000 000	2 137 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Etat	Budget de l'Etat		103 000 000									0	0	
3251	Projet « Brigade Verte pour l'Emploi et l'Environnement » au Mali	Etat	Budget de l'Etat	2018-2025		235 000 000	57 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000	
		Italie	Prêt		6 067 000 000	1 143 000 000	1 235 000 000	0	627 000 000	0	74 000 000	0	0	0	701 000 000	
Sous total Projets en cours					13 493 000 000	7 777 000 000	1 292 000 000	100 000 000	727 000 000	100 000 000	174 000 000	0	0	200 000 000	901 000 000	
														0	0	
														0	0	
Sous total Nouveau Projet					0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL GENERAL					13 493 000 000	7 777 000 000	1 292 000 000	100 000 000	727 000 000	100 000 000	174 000 000	0	0	200 000 000	901 000 000	
0																
Sous-total projets en cours					13 493 000 000	7 777 000 000	1 292 000 000	100 000 000	727 000 000	100 000 000	174 000 000	0	0	200 000 000	901 000 000	
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total					13 493 000 000	7 777 000 000	1 292 000 000	100 000 000	727 000 000	100 000 000	174 000 000	0	0	200 000 000	901 000 000	
0																
Sous-total projets sur financement Etat					0	338 000 000	57 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000	
Sous-total projets sur financement extérieur					13 493 000 000	7 439 000 000	1 235 000 000	0	627 000 000	0	74 000 000	0	0	0	701 000 000	
Total					13 493 000 000	7 777 000 000	1 292 000 000	100 000 000	727 000 000	100 000 000	174 000 000	0	0	200 000 000	901 000 000	

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2744	PROGRAMME D'ACQUISITION ET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENT, DE RESIDENCE ET CHANCELLERIES POUR DIPLOMATES	Etat	Budget National	11 259 000 000	2014-2026	6 329 000 000	630 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	4 300 000 000	4 300 000 000
2326	APPUI A LA CPS	Etat	Budget National	1 921 000 000	2008-2026	1 200 000 000	121 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
Sous total Projets en cours				13 180 000 000		7 529 000 000	751 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	4 900 000 000	4 900 000 000
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	Etat	Budget National	1 662 000 000	2023-2026	0	291 000 000	2 000 000 000	500 000 000	0	700 000 000	0	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	Etat	Budget National	255 000 000	2023-2026	0	145 000 000	754 000 000	300 000 000	0	454 000 000	0	0	754 000 000	754 000 000
Sous total Projets nouveaux				1 917 000 000		0	436 000 000	2 754 000 000	800 000 000	0	1 154 000 000	0	800 000 000	2 754 000 000	2 754 000 000
TOTAL GENERAL				15 097 000 000		7 529 000 000	1 187 000 000	4 254 000 000	2 300 000 000	1 700 000 000	2 854 000 000	1 700 000 000	2 500 000 000	7 654 000 000	7 654 000 000
Sous-total projets en cours				13 180 000 000		7 529 000 000	751 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	4 900 000 000	4 900 000 000
Sous-total nouveau projet				1 917 000 000		0	436 000 000	2 754 000 000	800 000 000	0	1 154 000 000	0	800 000 000	2 754 000 000	2 754 000 000
Total				15 097 000 000		7 529 000 000	1 187 000 000	4 254 000 000	2 300 000 000	1 700 000 000	2 854 000 000	1 700 000 000	2 500 000 000	7 654 000 000	7 654 000 000
Sous-total projets sur financement Etat				15 097 000 000		7 529 000 000	1 187 000 000	4 254 000 000	2 300 000 000	1 700 000 000	2 854 000 000	1 700 000 000	2 500 000 000	7 654 000 000	7 654 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				15 097 000 000		7 529 000 000	1 187 000 000	4 254 000 000	2 300 000 000	1 700 000 000	2 854 000 000	1 700 000 000	2 500 000 000	7 654 000 000	7 654 000 000

MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2384	APPUI PROGRAMME TOKTEN	Etat	Budget National	708 000 000	2017-2024	590 000 000	43 000 000	75 000 000	75 000 000	0	0	0	0	75 000 000	75 000 000
		PNUD	Subvention	150 000 000		150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2925	PROJET APPUI INSERTION/REINSERT MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	Etat	Budget National	2 010 000 000	2016-2026	849 000 000	186 000 000	375 000 000	375 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	975 000 000	975 000 000
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE D'EME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	Etat	Budget National	1 055 000 000	2021-2026	215 000 000	121 000 000	4 000 000 000	400 000 000	0	1 000 000 000	0	1 600 000 000	4 000 000 000	3 000 000 000
Sous total Projets en cours				3 923 000 000		1 804 000 000	350 000 000	4 450 000 000	850 000 000	300 000 000	1 300 000 000	300 000 000	1 900 000 000	5 050 000 000	4 050 000 000
3371	APPUI AUX INVESTISSEMENTS DE LA DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS D'ORIGINE	Etat	Budget National	798 000 000	2023-2026	0	123 000 000	275 000 000	275 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	675 000 000	675 000 000
3414	REHABILITATION CIGEM	Etat	Budget National	240 000 000	2024-2024	0	0	240 000 000	240 000 000	0	0	0	0	240 000 000	240 000 000
3418	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE D'ACCEUIL DES MIGRANTS DANS LES REGIONS	Etat	Budget National	300 000 000	2024-2026	0	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
Sous total Nouveau Projet				1 338 000 000		0	123 000 000	615 000 000	615 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 215 000 000	1 215 000 000
TOTAL GENERAL				5 261 000 000		1 804 000 000	473 000 000	5 065 000 000	1 465 000 000	600 000 000	1 600 000 000	600 000 000	2 200 000 000	6 265 000 000	5 265 000 000
Sous-total projets en cours				3 923 000 000		1 804 000 000	350 000 000	4 450 000 000	850 000 000	300 000 000	1 300 000 000	300 000 000	1 900 000 000	5 050 000 000	4 050 000 000
Sous-total nouveau projet				1 338 000 000		0	123 000 000	615 000 000	615 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 215 000 000	1 215 000 000
Total				5 261 000 000		1 804 000 000	473 000 000	5 065 000 000	1 465 000 000	600 000 000	1 600 000 000	600 000 000	2 200 000 000	6 265 000 000	5 265 000 000
Sous-total projets sur financement Etat				5 111 000 000		1 654 000 000	473 000 000	5 065 000 000	1 465 000 000	600 000 000	1 600 000 000	600 000 000	2 200 000 000	6 265 000 000	5 265 000 000

Sous-total projets sur financement extérieur	150 000 000		150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	5 261 000 000		1 804 000 000	473 000 000	5 065 000 000	1 465 000 000	600 000 000	1 600 000 000	600 000 000	2 200 000 000	6 265 000 000	5 265 000 000	

MINISTERE DE L'ARTISANAT DE LA CULTURE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2358	APPUI CPS SECTEUR CULTURE & JEUNESSE	Etat	Budget national	2008-2026	1 438 000 000	1 031 000 000	57 000 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	350 000 000	350 000 000
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	Etat	Budget national	2008-2025	3 908 000 000	3 064 000 000	194 000 000	250 000 000	250 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	650 000 000	650 000 000
3053	EQUIP. CONSERVATOIRE ARTS ET METIERS	Etat	Budget national	2012-2025	2 488 000 000	1 991 000 000	97 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
2 816	REHABILITATION MUSEE NATIONAL	Etat	Budget national	2017-2025	1 422 000 000	820 000 000	242 000 000	200 000 000	200 000 000	160 000 000	160 000 000	0	0	360 000 000	360 000 000
3 031	PROJET D'EQUIPEMENT CNCM	Etat	Budget national	2017-2025	1 313 000 000	841 000 000	72 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
3 032	PROGRAMME CONSTRUCT/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS	Etat	Budget national	2017-2026	1 629 000 000	932 000 000	97 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3 033	AMENAGEMENT DE LA TOUR D'AFRIQUE	Etat	Budget national	2017-2024	948 000 000	800 000 000	48 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3 034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DU SOUVENIR	Etat	Budget national	2017-2024	785 000 000	637 000 000	48 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3 196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	Etat	Budget national	2020-20235	495 000 000	96 000 000	49 000 000	100 000 000	100 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	350 000 000	350 000 000
2242	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES VILLAGES ARTISANAUX	Etat	Budget National	2007-2023	7 192 000 000	6 590 000 000	202 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
2757	REH/EQUIPEMENT CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT TEXTILE	Etat	Budget National	2014-2022	2 573 000 000	1 707 000 000	266 000 000	0	400 000 000	0	200 000 000	0	0	0	600 000 000

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	Etat	Budget National	2023-2025	1 000 000 000	25 000 000	194 000 000	500 000 000	300 000 000	0	200 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
3256	CONSTRUCTION MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	Etat	Budget national	2021-20225	678 000 000	159 000 000	169 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	350 000 000	350 000 000
Sous-total projets en cours					25 869 000 000	18 693 000 000	1 735 000 000	2 550 000 000	2 750 000 000	1 710 000 000	2 110 000 000	300 000 000	300 000 000	4 560 000 000	5 160 000 000
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	Etat	Budget National	2024-2026	5 000 000 000	0	131 000 000	500 000 000	200 000 000	0	300 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
3407	EXTENSION/ AMENAGEMENT SIEGE APCMM	Etat	Budget national	2024-2024	200 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3424	REHABILITATION EQUIPEMENT ANCIEN INA	Etat	Budget national	2024-2024	200 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
Sous-total nouveau projet					5 400 000 000	0	131 000 000	900 000 000	600 000 000	0	300 000 000	0	0	900 000 000	900 000 000
Total					31 269 000 000	18 693 000 000	1 866 000 000	3 450 000 000	3 350 000 000	1 710 000 000	2 410 000 000	300 000 000	300 000 000	5 460 000 000	6 060 000 000
Sous-total projets en cours					25 869 000 000	18 693 000 000	1 735 000 000	2 550 000 000	2 750 000 000	1 710 000 000	2 110 000 000	300 000 000	300 000 000	4 560 000 000	5 160 000 000
Sous-total nouveau projet					5 400 000 000	0	131 000 000	900 000 000	600 000 000	0	300 000 000	0	0	900 000 000	900 000 000
Total					31 269 000 000	18 693 000 000	1 866 000 000	3 450 000 000	3 350 000 000	1 710 000 000	2 410 000 000	300 000 000	300 000 000	5 460 000 000	6 060 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					31 269 000 000	18 693 000 000	1 866 000 000	3 450 000 000	3 350 000 000	1 710 000 000	2 410 000 000	300 000 000	300 000 000	5 460 000 000	6 060 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					31 269 000 000	18 693 000 000	1 866 000 000	3 450 000 000	3 350 000 000	1 710 000 000	2 410 000 000	300 000 000	300 000 000	5 460 000 000	6 060 000 000

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2699	CONSTRUCTION HOTEL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	Etat	Budget national	2013-2024	4 200 000 000	690 000 000	95 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
2360	RENOVATION STADE MODIBO KEÏTA	Etat	Budget national	2008-2026	5 031 000 000	2 832 000 000	199 000 000	2 000 000 000	400 000 000	0	900 000 000	0	700 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	Etat	Budget national	2010-2026	2 854 000 000	1 541 000 000	513 000 000	800 000 000	700 000 000	0	100 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	Etat	Budget national	2007-2025	7 282 000 000	5 699 000 000	383 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	1 200 000 000	1 200 000 000
3249	REHABILITATION STADE DU 26 MARS	Etat	Budget national	2021-2025	15 028 000 000	14 743 000 000	285 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3250	REHABILITATION LUCEE SPORTIF DE KABALA	Etat	Budget national	2021-2025	16 605 000 000	4 625 000 000	6 980 000 000	7 000 000 000	1 000 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	7 000 000 000	5 000 000 000
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	Etat	Budget national	2017-2022	5 588 000 000	5 588 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total Projets en cours					56 588 000 000	35 718 000 000	8 455 000 000	10 600 000 000	2 900 000 000	600 000 000	3 600 000 000	0	2 700 000 000	11 200 000 000	9 200 000 000
3 377	CONSTRUCTION STADE DE KATI	Etat	Budget national	2023-2025	4 000 000 000	0	7 720 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3 389	CONSTRUCT°/ REHABILITAT° CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	Etat	Budget national	2023-2025	7 000 000 000	0	14 437 000 000	7 000 000 000	1 000 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	7 000 000 000	5 000 000 000
3 390	REHABILITATION/EQUIPEMENT STADE MAMADOU KONATE	Etat	Budget national	2023-2026	2 500 000 000	0	285 000 000	0	500 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	2 500 000 000
3425	REHABILITATION/EQUIPEMENT STADE OJENZIN COULIBALY	Etat	Budget national	2023-2026	5 000 000 000	0	0	5 000 000 000	1 000 000 000	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	5 000 000 000	4 000 000 000
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	Etat	Budget national	2023-2026	20 000 000 000	0	0	20 000 000 000	6 000 000 000	0	7 000 000 000	0	7 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000
3 408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	Etat	Budget national	2023-2026	45 000 000 000	0	0	45 000 000 000	5 000 000 000	0	10 000 000 000	0	15 000 000 000	45 000 000 000	30 000 000 000
Sous total Nouveaux Projets					83 500 000 000	0	22 442 000 000	77 000 000 000	13 500 000 000	0	21 500 000 000	0	26 500 000 000	77 000 000 000	61 500 000 000
TOTAL GENERAL					140 088 000 000	35 718 000 000	30 897 000 000	87 600 000 000	16 400 000 000	600 000 000	25 100 000 000	0	29 200 000 000	88 200 000 000	70 700 000 000
Sous-total projets en cours					56 588 000 000	35 718 000 000	8 455 000 000	10 600 000 000	2 900 000 000	600 000 000	3 600 000 000	0	2 700 000 000	11 200 000 000	9 200 000 000
Sous-total nouveau projet					83 500 000 000	0	22 442 000 000	77 000 000 000	13 500 000 000	0	21 500 000 000	0	26 500 000 000	77 000 000 000	61 500 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total					140 088 000 000	35 718 000 000	30 897 000 000	87 600 000 000	16 400 000 000	600 000 000	25 100 000 000	0	29 200 000 000	88 200 000 000	70 700 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					140 088 000 000	35 718 000 000	30 897 000 000	87 600 000 000	16 400 000 000	600 000 000	25 100 000 000	0	29 200 000 000	88 200 000 000	70 700 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					140 088 000 000	35 718 000 000	30 897 000 000	87 600 000 000	16 400 000 000	600 000 000	25 100 000 000	0	29 200 000 000	88 200 000 000	70 700 000 000

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des décaissements antérieures (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2378	Appui Cellule de planification et statistique	ETAT	Budget National	2009-2026	1 325 000 000	811 000 000	114 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	400 000 000	400 000 000
2650	Construction Equipement IFM au Mali	ETAT	Budget National	2012-2024	1 779 000 000	1 308 000 000	171 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
2395	Construction de lycées secondaires	ETAT	Budget National	2009-2026	17 416 000 000	12 346 000 000	570 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000
2861	Programme Multi-Acteurs Appui Petite Enfance	ETAT	Budget National	2015-2024	1 084 000 000	898 000 000	86 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2 935	Projet Appui Enfants en besoins éducatifs spéciaux	ETAT	Budget National	2016-2024	654 000 000	469 000 000	85 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2 973	Projet Appui Education Bilingue de Base/BID	ETAT	Budget National	2016-2021	338 000 000	338 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		BID/FS	Prêt		12 500 000 000	375 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Sous total Projets en cours					35 096 000 000	16 545 000 000	1 026 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000	5 400 000 000	5 400 000 000
3 233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	ETAT	Budget National	2021-2026	2 200 000 000	0	285 000 000	2 200 000 000	500 000 000	0	700 000 000	0	1 000 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
3 410	REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	ETAT	Budget National	2021-2024	100 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous total nouveaux projets					2 300 000 000	0	285 000 000	2 300 000 000	600 000 000	0	700 000 000	0	1 000 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
TOTAL GENERAL					37 396 000 000	16 545 000 000	1 311 000 000	4 000 000 000	2 300 000 000	1 600 000 000	2 300 000 000	2 100 000 000	3 100 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000
													-	-	

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des décaissements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Sous-total projets en cours					35 096 000 000	16 545 000 000	1 026 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000	5 400 000 000	5 400 000 000
Sous-total nouveau projet					2 300 000 000	0	285 000 000	2 300 000 000	600 000 000	0	700 000 000	0	1 000 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
Total					37 396 000 000	16 545 000 000	1 311 000 000	4 000 000 000	2 300 000 000	1 600 000 000	2 300 000 000	2 100 000 000	3 100 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000
													-	-	
Sous-total projets sur financement Etat					24 896 000 000	16 170 000 000	1 311 000 000	4 000 000 000	2 300 000 000	1 600 000 000	2 300 000 000	2 100 000 000	3 100 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					12 500 000 000	375 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Total					37 396 000 000	16 545 000 000	1 311 000 000	4 000 000 000	2 300 000 000	1 600 000 000	2 300 000 000	2 100 000 000	3 100 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des décaissements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)		
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
2860	PROJET DE CONST/EQUIP CAMPUS UNIVERSIT KABALA PHASE I BLOCS PEDAGOGIQUES	Etat	Budget National	2015-2023	5 064 000 000	2 933 000 000	131 000 000	270 000 000	1 300 000 000	0	700 000 000	0	0	270 000 000	2 000 000 000	
2373	EXTENSION INFRASTRUCTURES ENI	Etat	Budget National	2009-2022	2 940 000 000	2 640 000 000	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000	
2859	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT FAC PHARMACIE	Etat	Budget National	2015-2022	5 825 000 000	3 211 000 000	513 000 000	1 900 000 000	1 000 000 000	0	900 000 000	0	0	1 900 000 000	1 900 000 000	
3 080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	Etat	Budget National	2019-2022	7 503 000 000	1 363 000 000	1140 000 000	0	1 000 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	-	5 000 000 000	
2858	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE LA BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE CENTRALE (BUC)	Etat	Budget National	2015-2023	4 490 000 000	65 000 000	1 425 000 000	3 000 000 000	400 000 000	0	1 000 000 000	0	1 600 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	
3337	PROJET DE CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES A L'IPR DE KATIBOUGOU	ETAT	Budget National	2022-2026	2 995 000 000	20 000 000	475 000 000	2 500 000 000	700 000 000	0	800 000 000	0	1 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	
3291	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'INFSS DE SEGOU	ETAT	Budget National	2021-2025	1 182 000 000	100 000 000	182 000 000	900 000 000	500 000 000	0	400 000 000	0	0	900 000 000	900 000 000	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	ETAT	Budget National	2009-2025	5 475 000 000	4 647 000 000	228 000 000	400 000 000	400 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000	
Sous total Projets en cours						35 474 000 000	14 979 000 000	4 094 000 000	9 270 000 000	5 600 000 000	200 000 000	6 000 000 000	0	4 600 000 000	9 470 000 000	16 200 000 000
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE L'IPR	ETAT	Budget National	2022-2026	2 757 000 000	0	257 000 000	2 500 000 000	400 000 000	0	1 000 000 000	0	1 100 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des décaissements antérieures (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	IFRA DE KATIBOUGOU														
3338	PROJET D'ETUDES. DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DES UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO. TOMBOUCTOU ET GAO)	ETAT	Budget National	2022-2024	471 000 000	0	171 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
3388	CONSTRUCTION AMPHI 1 000 PLACES A LA FSEG	ETAT	Budget National	2022-2026	2 342 000 000	0	342 000 000	2 000 000 000	500 000 000	0	700 000 000	0	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	ETAT	Budget National	2022-2024	600 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	600 000 000	600 000 000
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	ETAT	Budget National	2022-2025	600 000 000	0	0	600 000 000	200 000 000	0	400 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
Sous total nouveaux Projets					6 170 000 000	0	770 000 000	6 000 000 000	2 000 000 000	0	2 100 000 000	0	1 900 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000
TOTAL GENERAL					41 644 000 000	14 979 000 000	4 864 000 000	15 270 000 000	7 600 000 000	200 000 000	8 100 000 000	0	6 500 000 000	15 470 000 000	22 200 000 000
														-	-
Sous-total projets en cours					35 474 000 000	14 979 000 000	4 094 000 000	9 270 000 000	5 600 000 000	200 000 000	6 000 000 000	0	4 600 000 000	9 470 000 000	16 200 000 000
Sous-total nouveau projet					6 170 000 000	0	770 000 000	6 000 000 000	2 000 000 000	0	2 100 000 000	0	1 900 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000
Total					41 644 000 000	14 979 000 000	4 864 000 000	15 270 000 000	7 600 000 000	200 000 000	8 100 000 000	0	6 500 000 000	15 470 000 000	22 200 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat					41 644 000 000	14 979 000 000	4 864 000 000	15 270 000 000	7 600 000 000	200 000 000	8 100 000 000	-	6 500 000 000	15 470 000 000	22 200 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Total					41 644 000 000	14 979 000 000	4 864 000 000	15 270 000 000	7 600 000 000	200 000 000	8 100 000 000	0	6 500 000 000	15 470 000 000	22 200 000 000

MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2212	REHABILITATION/EXTENSION HOPITAL POINT "G"	Etat	Budget National	4 829 000 000	2006-2026	3 439 000 000	190 000 000	800 000 000	800 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2215	REHABILITATION/EXTENSION HOPITAL KATI	Etat	Budget National	3 428 000 000	2005-2026	2 785 000 000	143 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	500 000 000	500 000 000
2214	REHABILITATION/EXTENSION L'HOPITAL GABRIEL TOURE	Etat	Budget National	4 486 000 000	2004-2026	3 596 000 000	190 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	700 000 000	700 000 000
2061	REHABILITATION/EXTENSION IOTA	Etat	Budget National	3 642 000 000	2007-2026	2 457 000 000	285 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	Etat	Budget National	11 846 000 000	2007-2025	9 678 000 000	1 168 000 000	1 000 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
2582	AMENAG/EQUIP CENTRE DE RECHERCHE ET DE LUTTE CONTRE LA DREPANOCYTOSE	Etat	Budget National	1 224 000 000	2011-2024	834 000 000	190 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3159	REHABILITATION/EXTENSION INSP	Etat	Budget National	1 094 000 000	2021-2026	106 000 000	238 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFORMATIQUE MEDICALE	Etat	Budget National	4 299 000 000	2016-2026	1 514 000 000	285 000 000	2 500 000 000	300 000 000	0	700 000 000	0	1 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
2978	PROJET D'AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE HOPITAUX MARKALA/KOULTALA/KOULIKORO	Etat	Budget National	31 191 000 000	2017-2025	20 391 000 000	3 800 000 000	7 000 000 000	3 000 000 000	0	4 000 000 000	0	0	7 000 000 000	7 000 000 000
3007	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DES HOPITAUX	Etat	Budget National	38 136 000 000	2017-2026	14 611 000 000	9 025 000 000	14 500 000 000	5 000 000 000	0	5 000 000 000	0	4 500 000 000	14 500 000 000	14 500 000 000
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	Etat	Budget National	442 000 000	2021-2024	0	142 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	Etat	Budget National	3 000 000 000	2021-2026	146 000 000	475 000 000	2 800 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	1 300 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000
2379	APPUI À LA CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE (CPS)	Etat	Budget National	788 000 000	2017-2026	314 000 000	114 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	360 000 000
		BAD	Subvention	8 000 000 000		205 000 000								0	0

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3 039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	Etat	Budget National	591 000 000	2017-2024	298 000 000	95 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
2429	APPUI PROGRAMME ODHD	Etat	Budget National	5 801 000 000	2009-2026	4 221 000 000	380 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3359	REHABILITATION/EQUIPEMENT ANEH	Etat	Budget National	422 000 000	2022-2026	19 000 000	190 000 000	422 000 000	150 000 000	0	272 000 000	0	0	422 000 000	422 000 000
3232	PROGRAMME NATIONAL DE REDUCTION DE LA PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	Etat	Budget National	790 000 000	2021-2026	0	190 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
Total projets en cours				124 009 000 000		64 614 000 000	17 100 000 000	31 442 000 000	12 670 000 000	1 820 000 000	13 292 000 000	1 820 000 000	9 120 000 000	35 082 000 000	35 082 000 000
3333	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CNDS	Etat	Budget National	3 570 000 000	2022-2026	0	570 000 000	5 000 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	1 500 000 000	5 000 000 000	3 000 000 000
3334	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO	Etat	Budget National	1 443 000 000	2022-2026	0	190 000 000	1 200 000 000	200 000 000	0	400 000 000	0	600 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3335	CONSTRUCTION D'UN CENTRE REGIONAL D'APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE ET DE REEDUCATION FONCTIONNELLE A KAYES	Etat	Budget National	1 037 000 000	2022-2026	0	237 000 000	800 000 000	250 000 000	0	550 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	Etat	Budget National	748 000 000	2022-2026	0	285 000 000	750 000 000	300 000 000	0	450 000 000	0	0	750 000 000	750 000 000
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	Etat	Budget National	1 185 000 000	2022-2026	0	285 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3382	CONSTRUCTION/REHABILITATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	Etat	Budget National	1 975 000 000	2022-2026	0	475 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
Sous-total nouveau projet				9 958 000 000		0	2 042 000 000	8 550 000 000	2 050 000 000	800 000 000	3 200 000 000	800 000 000	2 900 000 000	10 150 000 000	8 150 000 000
Total				133 967 000 000		64 614 000 000	19 142 000 000	39 992 000 000	14 720 000 000	2 620 000 000	16 492 000 000	2 620 000 000	12 020 000 000	45 232 000 000	43 232 000 000
Sous-total projets en cours				124 009 000 000		64 614 000 000	17 100 000 000	31 442 000 000	12 670 000 000	1 820 000 000	13 292 000 000	1 820 000 000	9 120 000 000	35 082 000 000	35 082 000 000
Sous-total nouveau projet				9 958 000 000		0	2 042 000 000	8 550 000 000	2 050 000 000	800 000 000	3 200 000 000	800 000 000	2 900 000 000	10 150 000 000	8 150 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total				133 967 000 000		64 614 000 000	19 142 000 000	39 992 000 000	14 720 000 000	2 620 000 000	16 492 000 000	2 620 000 000	12 020 000 000	45 232 000 000	43 232 000 000
Sous-total projets sur financement Etat				125 967 000 000		64 409 000 000	19 142 000 000	39 992 000 000	14 720 000 000	2 620 000 000	16 492 000 000	2 620 000 000	12 020 000 000	45 232 000 000	43 232 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				8 000 000 000		205 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				133 967 000 000		64 614 000 000	19 142 000 000	39 992 000 000	14 720 000 000	2 620 000 000	16 492 000 000	2 620 000 000	12 020 000 000	45 232 000 000	43 232 000 000

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL(2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2436	AMENAGEMENT ESPACE LOISIRS CITE DES ENFANTS	ETAT	Budget National	2009-2024	2 271 000 000	2 080 000 000	91 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2733	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	ETAT	Budget National	2014-2024	1 960 000 000	1 719 000 000	91 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
3237	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE POUR CERTAINS SERVICES DU MPFEF	ETAT	Budget National	2021-2026	1 389 000 000	0	114 000 000	1 275 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	475 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000
3003	APPUI AUTONOMISAT FEMMES FILIERES AGRO SYLVO PASTORALES ET KARITE	BAD	Prêt	2017-2025	4 400 000 000	1 532 000 000	693 000 000	0	1 077 000 000	0	973 000 000	0	0	0	2 050 000 000
		ETAT	Budget National		660 000 000	403 000 000	57 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000
3004	APPUI PROMOTION FEMME RURALE	ETAT	Budget National	2017-2024	1 081 000 000	924 000 000	57 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2433	APPUI VALORISATION DES FILIERES PORTEUSES	ETAT	Budget National	2009-2024	2 131 000 000	1 974 000 000	57 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2434	LUTTE CONTRE ABANDON ENFANT	ETAT	Budget National	2009-2024	1 170 000 000	934 000 000	86 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
2524	EQUIPEMENT MAISON DES FEMMES	ETAT	Budget National	2010-2024	1 278 000 000	1 121 000 000	57 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINNE DES FEMMES	ETAT	Budget National	2008-2024	920 000 000	763 000 000	57 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2370	PROG NAT APPUI FEMMES OPERATRICES ECONOMIQUES	ETAT	Budget National	2008-2024	1 220 000 000	1 063 000 000	57 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous total Projets en cours					18 480 000 000	12 513 000 000	1 417 000 000	2 275 000 000	2 377 000 000	100 000 000	1 573 000 000	0	475 000 000	2 375 000 000	4 425 000 000
Sous total Projets nouveaux					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					18 480 000 000	12 513 000 000	1 417 000 000	2 275 000 000	2 377 000 000	100 000 000	1 573 000 000	0	475 000 000	2 375 000 000	4 425 000 000
Sous-total projets en cours					18 480 000 000	12 513 000 000	1 417 000 000	2 275 000 000	2 377 000 000	100 000 000	1 573 000 000	0	475 000 000	2 375 000 000	4 425 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					18 480 000 000	12 513 000 000	1 417 000 000	2 275 000 000	2 377 000 000	100 000 000	1 573 000 000	0	475 000 000	2 375 000 000	4 425 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					14 080 000 000	10 981 000 000	724 000 000	2 275 000 000	1 300 000 000	100 000 000	600 000 000	0	475 000 000	2 375 000 000	2 375 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					4 400 000 000	1 532 000 000	693 000 000	0	1 077 000 000	0	973 000 000	0	0	0	2 050 000 000
Total					18 480 000 000	12 513 000 000	1 417 000 000	2 275 000 000	2 377 000 000	100 000 000	1 573 000 000	0	475 000 000	2 375 000 000	4 425 000 000

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3052	CONSTRUCTION CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT	Etat	Budget national	2 380 000 000	2017-2026	1 035 000 000	145 000 000	0	400 000 000	0	400 000 000	0	400 000 000	-	1 200 000 000
3163	APPUI A LA MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	Etat	Budget national	813 000 000	2021-2023	741 000 000	72 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Etat	Budget National	738 000 000	2016-2026	455 000 000	58 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	225 000 000	225 000 000
2719	PROJETS FILETS SOCIAUX JIGISEME JIRI/IDA	Etat	Budget national	13 687 000 000	2013-2024	12 858 000 000	679 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
		Extérieur (IDA)	Don	41 531 000 000		40 031 000 000	1 500 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3120	PROJET D'APPUI COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE MALIENNE	Etat	Budget national	746 000 000	2018-2025	259 000 000	121 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	450 000 000	450 000 000
		BAD	SUB	8 000 000 000		608 000 000	1 779 000 000	-	2 550 000 000	-	-	-	-	-	-
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION RELANCE ECONOMIQUE	Etat	Budget national	533 000 000	2014-2021	533 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		Extérieur (IDA)	Don	58 758 000 000		58 758 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	-
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	Etat	Budget national	1 809 000 000	2006-2026	1 095 000 000	114 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2460	APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DU SHEMA DIRECTEUR DE LA STATISTIQUE	Etat	Budget national	21 800 000 000	2012-2024	3 342 000 000	256 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	0	0	350 000 000	350 000 000
2477	APPUI MISE EN ŒUVRE INSTAT	Etat	Budget national	6 500 000 000	2010-2024	4 077 000 000	228 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3178	APPUI MISE EN ŒUVRE CERCAP	Etat	Budget national	701 000 000	2020-2026	16 000 000	85 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2544	APPUI MISE EN ŒUVRE PLAN HARMONISATION DE L'AIDE	Etat	Budget national	1 475 000 000	2009-2026	939 000 000	86 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI/EVAL INVESTISSEMENTS	Etat	Budget national	3 270 000 000	2016-2026	1 842 000 000	228 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3165	RENFORCEMENT CAPACITES DE MODELISATION	Etat	Budget national	850 000 000	2020-2026	214 000 000	86 000 000	250 000 000	250 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	550 000 000	550 000 000
2659	PROGAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DU DEVELOPPEMENT	Etat	Budget national	1 829 000 000	2012-2026	1 294 000 000	85 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2673	APPUI MISE EN ŒUVRE CSCRP	Etat	Budget national	2 125 000 000	2012-2026	1 233 000 000	142 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	Etat	Budget national	487 000 000	2015-2023	430 000 000	57 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2883	PROGRAMME DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DU MEF	Etat	Budget national	1 807 000 000	2015-2026	938 000 000	119 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION DES SOLDES	Etat	Budget national	937 000 000	2017-2021	662 000 000	125 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS CAISFF	Etat	Budget national	4 128 000 000	2016-2026	2 343 000 000	285 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2911	APPUI CELLULE DE DVPT SECTEUR FINANCIER	Etat	Budget national	1 004 000 000	2016-2026	458 000 000	171 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2941	APPUI CELLULE SUIVI PROJETS	Etat	Budget national	983 000 000	2016-2026	447 000 000	86 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2731	FONDS D'ETUDE ET DE PREPARATION DES PROJETS	Etat	Budget national	17 990 000 000	2014-2026	2 828 000 000	1 662 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	13 500 000 000	13 500 000 000
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES MEF (SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE)	Etat	Budget national	7 414 000 000	2016-2026	4 201 000 000	513 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000
2970	MIGRATION DE PRED 5 DGB-DNPD	Etat	Budget national	1 781 000 000	2016-2026	805 000 000	226 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	Etat	Budget national	601 000 000	2017-2026	165 000 000	86 000 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	350 000 000	350 000 000
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	Etat	Budget national	741 000 000	2021-2026	105 000 000	86 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
2656	CONSTITUTION STOCK DE SECURITE ONAP	Etat	Budget national	2 435 000 000	2013-2023	2 207 000 000	228 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2863	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	Etat	Budget national	8 280 000 000	2015-2025	6 296 000 000	484 000 000	800 000 000	800 000 000	0	700 000 000	0	0	800 000 000	1 500 000 000
3 047	CONSTRUCTION/EQUIP CENTRE DE FORMATION	Etat	Budget national	3 470 000 000	2017-2026	1 462 000 000	242 000 000	0	450 000 000	0	1 000 000 000	0	710 000 000	-	2 160 000 000

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	PROFESSIONNELLE EN STATISTIQUES (CFP/STAT)														
2904	CONSTRUCT ET EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES DRPSIAP	Etat	Budget national	2 866 000 000	2016-2026	1 190 000 000	184 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	Etat	Budget national	653 000 000	2022-2025	0	153 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
2830	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DIRECTION GENERALE DES DOUANES	Etat	Budget national	16 733 000 000	2015-2024	16 091 000 000	242 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
2967	REHABILITATION EXTENSION EQUIP/TRESORERIE ET PERCEPTION	Etat	Budget national	3 464 000 000	2016-2026	1 970 000 000	194 000 000	350 000 000	350 000 000	450 000 000	450 000 000	500 000 000	500 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000
3175	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DIRECTIONS DOUANES	Etat	Budget national	545 000 000	2020-2024	100 000 000	145 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
2101	AMENAGEMENT/ EQUIPEMENT DRCF / DELEGATIONS	Etat	Budget national	4 362 000 000	2008-2026	2 572 000 000	200 000 000	530 000 000	530 000 000	530 000 000	530 000 000	530 000 000	530 000 000	1 590 000 000	1 590 000 000
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DE LA DG DETTE PUBLIQUE	Etat	Budget national	1 508 000 000	2013-2026	937 000 000	121 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	450 000 000	450 000 000
2721	REHABILITATION EXTENSION DGMP	Etat	Budget national	2 890 000 000	2015-2026	1 545 000 000	145 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM	Etat	Budget national	479 000 000	2016-2023	407 000 000	72 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3106	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE PGT/RGD	Etat	Budget national	4 981 000 000	2018-2024	3 740 000 000	291 000 000	950 000 000	950 000 000	0	0	0	0	950 000 000	950 000 000
3108	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT TRANSIT ADM ET BCS	Etat	Budget national	952 000 000	2018-2025	374 000 000	178 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNPD	Etat	Budget national	5 000 000 000	2021-2026	48 000 000	404 000 000	15 000 000 000	800 000 000	0	2 000 000 000	0	3 000 000 000	15 000 000 000	5 800 000 000
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	Etat	Budget national	333 000 000	2021-2024	161 000 000	72 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	Etat	Budget national	11 928 000 000	2021-2026	734 000 000	194 000 000	14 000 000 000	1 000 000 000	0	4 000 000 000	0	6 000 000 000	14 000 000 000	11 000 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS				276 297 000 000	-	182 546 000 000	12 629 000 000	42 755 000 000	18 955 000 000	11 755 000 000	19 855 000 000	11 105 000 000	21 215 000 000	65 615 000 000	60 025 000 000
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISSFF	Etat	Budget national	3 204 000 000	2022-2026	0	404 000 000	4 000 000 000	800 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	4 000 000 000	2 800 000 000
3378	CONSTRUCTION DE SALLES D'ARCHIVES DE LA DNTCP	Etat	Budget national	2 000 000 000	2023-2026	0	291 000 000	2 000 000 000	500 000 000	0	700 000 000	0	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	Etat	Budget national	706 000 000	2023-2026	0	206 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	500 000 000	500 000 000
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	Etat	Budget national	7 008 000 000	2023-2026	0	808 000 000	10 000 000 000	1 700 000 000	0	2 000 000 000	0	2 500 000 000	10 000 000 000	6 200 000 000
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	Etat	Budget national	522 000 000	2023-2026	0	72 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
		IDA		37 500 000 000			2 500 000 000	0	7 000 000 000	0	20 000 000 000	0	8 000 000 000	-	35 000 000 000
Sous total Nouveau Projet				50 940 000 000	-	-	4 281 000 000	16 350 000 000	10 350 000 000	300 000 000	24 000 000 000	300 000 000	12 600 000 000	16 950 000 000	46 950 000 000
TOTAL GENERAL				327 237 000 000	-	182 546 000 000	16 910 000 000	59 105 000 000	29 305 000 000	12 055 000 000	43 855 000 000	11 405 000 000	33 815 000 000	82 565 000 000	106 975 000 000
Sous-total projets en cours				276 297 000 000	-	182 546 000 000	12 629 000 000	42 755 000 000	18 955 000 000	11 755 000 000	19 855 000 000	11 105 000 000	21 215 000 000	65 615 000 000	60 025 000 000
Sous-total nouveau projet				50 940 000 000	-	-	4 281 000 000	16 350 000 000	10 350 000 000	300 000 000	24 000 000 000	300 000 000	12 600 000 000	16 950 000 000	46 950 000 000
Total				327 237 000 000	-	182 546 000 000	16 910 000 000	59 105 000 000	29 305 000 000	12 055 000 000	43 855 000 000	11 405 000 000	33 815 000 000	82 565 000 000	106 975 000 000
Sous-total projets sur financement Etat				181 448 000 000		83 149 000 000	11 131 000 000	59 105 000 000	19 755 000 000	12 055 000 000	23 855 000 000	11 405 000 000	25 815 000 000	82 565 000 000	69 425 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				145 789 000 000		99 397 000 000	5 779 000 000	-	9 550 000 000	-	20 000 000 000	-	8 000 000 000	-	37 550 000 000
Total				327 237 000 000		182 546 000 000	16 910 000 000	59 105 000 000	29 305 000 000	12 055 000 000	43 855 000 000	11 405 000 000	33 815 000 000	82 565 000 000	106 975 000 000

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1730	ETUDES/AMENAGEMENT BARRAGE TAOUSSA	Etat	Budget National	2004-2026	20 482 000 000	13 041 000 000	2 441 000 000	5 000 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000	0	2 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
		Multi bailleurs	Prêt/Sub		126 975 000 000	17 554 000 000	5 000 000 000	-	4 000 000 000	-	37 405 000 000	-	41 723 000 000	-	83 128 000 000
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	Etat	Budget National	2014-2026	1 010 000 000	577 000 000	73 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	360 000 000
2668	PROJET DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE CONDUITE ET DEDOUBLEMENT DES CAPACITES ENERGETIQUES DE SOTUBA	Etat	Budget National	2012-2026	19 628 000 000	11 143 000 000	485 000 000	8 000 000 000	1 500 000 000	0	3 000 000 000	0	3 500 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000
		BOAD	Prêt		20 000 000 000	17 252 000 000	1 000 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
2010	RENFORCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE NATIONALE DE RADIOPROTECTION	Etat	Budget National	2005-2024	2 392 000 000	2 220 000 000	72 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	Etat	Budget national	2010-2023	4 046 000 000	2 947 000 000	199 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP EN MILIEU RURAL /PPTÉ	Etat	Budget national	2006-2023	46 367 000 000	31 715 000 000	2 652 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000
2575	PROJET AEP BAMAKO-KABALA	UE/AFD /BEI/ BM/BA D/BID	Prêt	2013-2025	171 537 000 000	149 537 000 000	11 000 000 000	0	11 000 000 000	0	0	0	0	-	11 000 000 000
		Etat	Budget national		4 002 000 000	2 314 000 000	388 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	0	0	1 300 000 000	1 300 000 000
2577	PROGRAM. NAT DE MOBILISATION DES RESSOURCES EN EAU /ASSIANISSEMENT AEP CENTRES SEMI URBAINS EN 1 ^{ERE} , 2 ^{EME} , 5 ^{EME} ET 6 ^{ME} REGIONS.	KFW	Prêt/Sub	2011-2024	18 695 000 000	18 309 000 000	414 000 000	0	100 000 000	0	0	0	0	-	100 000 000
		Etat	Budget national		1 173 000 000	1 073 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
1664	PROJET ENTRETIEN DU CHENAL NAVIGABLE DU FLEUVE NIGER	Etat	Budget national	2002-2024	4 017 000 000	3 722 000 000	145 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2789	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	Etat	Budget National	2015-2024	1 330 000 000	1 132 000 000	73 000 000	125 000 000	125 000 000	0	0	0	0	125 000 000	125 000 000
2795	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ENERGIE PHASE 3	Etat	Budget National	2015-2023	580 000 000	580 000 000								-	-
		Inde	Don		2 125 500 000	1 493 000 000									-
2838	GESTION INTEGREE DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES / DMVS, PHASE 2	IDA/FE M	Prêt/Sub	2014-2025	28 396 000 000	6 298 000 000	-	-	-	-	-			-	-
		Etat	Budget national		2 029 000 000	1 227 000 000	189 000 000	300 000 000	300 000 000	313 000 000	313 000 000	0	0	613 000 000	613 000 000
2 931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	Etat	Budget National	2016-2021	1 681 000 000	1 336 000 000	145 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
		Suède/Pays-bas	Don		7 741 000 000	7 310 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-
2 954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS EAU ET ENERGIE	Etat	Budget National	2016-2024	1 389 000 000	1 075 000 000	114 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
2 953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIODCARBURANT	Etat	Budget National	2016-2026	2 548 000 000	1 454 000 000	194 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2 869	PROJET SYSTEME HYBRIDE D'ELECTRIFICATION RURALE	Extérieur	Prêt	2016-2025	39 749 000 000	36 986 000 000	900 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		Etat	Budget National		3 937 000 000	3 618 000 000	319 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-
2 996	PROJET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DANS LES CENTRES SEMI-URBAINS ET RURAUX	Etat	Budget National	2016-2023	1 436 000 000	641 000 000	145 000 000	250 000 000	250 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	650 000 000	650 000 000
		KFW	Sub		39 357 000 000	11 298 000 000	6 000 000 000	0	613 000 000	0	1 208 000 000	0	13 073 000 000	-	14 894 000 000
2 998	PROJET D'HYDRAULIQUE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL BID/UEMDA	Etat	Budget National	2017-2021	672 000 000	362 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		BID/UEMDA	Prêt/Sub		6 285 000 000	2 280 000 000									-
2 999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE	Etat	Budget National	2016-2023	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	0			-	-

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	SIKASSO-BOUGOUNI-BAMAKO (225KV)	Extérieur	Prêt		75 000 000 000	18 375 000 000	3 000 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3 109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	Etat	Budget National	2018-2026	28 637 000 000	25 202 000 000	85 000 000	5 000 000 000	350 000 000	0	1 000 000 000	0	2 000 000 000	5 000 000 000	3 350 000 000
3 048	L'ELECTRIFICATION RURALE PAR SYSTEME HYBRIDES DE 32 LOCALITES	BADEA/Fonds Abou Dabu	Prêt/Sub	2017-2025	10 320 000 000	3 812 000 000	5 221 000 000	0	1 527 000 000	0	765 000 000	0	0	-	2 292 000 000
		Etat	Budget National		1 380 000 000	150 000 000	97 000 000	560 000 000	560 000 000	560 000 000	560 000 000	0	0	1 120 000 000	1 120 000 000
3 116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURAL A L'ELECTRICITE	AFD	Prêt/Sub	2018-2024	24 926 000 000	658 000 000	1 700 000 000	0	164 000 000	0	0	0	0	-	164 000 000
3 082	PROGRAMME SAOUDIEN DE FORAGES PUIITS ET DEVELOPPEMENT RURAL EN AFRIQUE	FSD	Sub	2018-2023	4 096 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	0	1 955 000 000	0	0	-	2 455 000 000
		Etat	Budget National		367 000 000	164 000 000	43 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	0	0	160 000 000	160 000 000
3 132	PROJET APPUI CONNAISSANCES ET SUIVI RESSOURCES EN EAU	KFW	Sub	2020-2026	6 560 000 000	598 000 000	3 000 000 000	0	1 727 000 000	0	1 608 000 000	0	247 000 000	-	3 582 000 000
		Etat	Budget National		302 000 000	94 000 000	48 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	0	0	160 000 000	160 000 000
3 162	PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT AU MALI 3EME PHASE	UE/FED	SUB	2020-2025	7 543 000 000	0	1 700 000 000	0	1 100 000 000	0	0	0	0	-	1 100 000 000
		Etat	Budget National		99 000 000	0	24 000 000	75 000 000	75 000 000	0	0	0	0	75 000 000	75 000 000
3 117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL AU MALI	BID	Prêt	2016-2025	9 444 000 000	1 150 000 000	2 000 000 000	0	2 545 000 000	0	4 545 000 000	0	0	-	7 090 000 000
3 181	PROJET D'AMELIORATION DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE AU MALI (PASEM)	IDA	Banque Mondiale	2019-2026	87 750 000 000	8 169 000 000	7 469 000 000	0	23 457 000 000	0	19 656 000 000	0	4 914 000 000	-	48 027 000 000
3 304	PROJET D'INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	Multi bailleurs	Sub	2018-2023	48 882 000 000	2 660 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
			Prêt				1 134 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3 306	PROJET CENTRAL HYDRAULIQUE DE DJENNE	BAD/B M	EXTERIEUR		2 134 000 000		2 134 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3182	PIDAC	FAD/UE /Fonds Vert Climat		2019-2025	11 961 000 000	0	3 322 000 000	0	3 353 000 000	0	2 934 000 000	0	0	-	6 287 000 000
		Etat	Budget National		1 836 000 000	0	97 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous total Projets en cours					900 936 500 000	409 646 000 000	67 522 000 000	24 740 000 000	60 176 000 000	6 803 000 000	82 379 000 000	5 720 000 000	73 177 000 000	37 263 000 000	215 732 000 000
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	Etat	Budget National	2023-2025	342 000 000	0	72 000 000	120 000 000	120 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	270 000 000	270 000 000
3358	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	Etat	Budget National	2023-2024	126 000 000	0	46 000 000	80 000 000	80 000 000	0	0	0	0	80 000 000	80 000 000
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	Etat	Budget National	2022-2024	791 000 000	0	291 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
3369	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'AMADER	Etat	Budget National	2023-2026	2 652 000 000	0	152 000 000	2 500 000 000	300 000 000	0	1 000 000 000	0	1 200 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	Etat	Budget National	2023-2026	2 652 000 000	0	152 000 000	2 500 000 000	300 000 000	0	1 000 000 000	0	1 200 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3367	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOISE REGION DE TOMBOUCTOU	Etat	Budget National	2023-2026	714 000 000	0	114 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT ET ASSAINISSEMENT RESILIENT AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES A LA COVID 19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI	Etat	Budget National	2023-2026	300 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
			extérieur		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3419	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOISE REGION DE GAO	Etat	Budget National	2023-2026	450 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
Sous total nouveau projet					8 027 000 000	0	827 000 000	6 150 000 000	1 750 000 000	600 000 000	2 600 000 000	450 000 000	2 850 000 000	7 200 000 000	7 200 000 000
TOTAL GENERAL					908 963 500 000	409 646 000 000	68 349 000 000	30 890 000 000	61 926 000 000	7 403 000 000	84 979 000 000	6 170 000 000	76 027 000 000	44 463 000 000	222 932 000 000
														-	-
Sous-total projets en cours					900 936 500 000	409 646 000 000	67 522 000 000	24 740 000 000	60 176 000 000	6 803 000 000	82 379 000 000	5 720 000 000	73 177 000 000	37 263 000 000	215 732 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Sous-total nouveau projet					8 027 000 000	0	827 000 000	6 150 000 000	1 750 000 000	600 000 000	2 600 000 000	450 000 000	2 850 000 000	7 200 000 000	7 200 000 000
Total					908 963 500 000	409 646 000 000	68 349 000 000	30 890 000 000	61 926 000 000	7 403 000 000	84 979 000 000	6 170 000 000	76 027 000 000	44 463 000 000	222 932 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					159 487 000 000	105 907 000 000	8 855 000 000	30 890 000 000	11 840 000 000	7 403 000 000	14 903 000 000	6 170 000 000	16 070 000 000	44 463 000 000	42 813 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					749 476 500 000	303 739 000 000	59 494 000 000	0	50 086 000 000	0	70 076 000 000	0	59 957 000 000	-	180 119 000 000
Total					908 963 500 000	409 646 000 000	68 349 000 000	30 890 000 000	61 926 000 000	7 403 000 000	84 979 000 000	6 170 000 000	76 027 000 000	44 463 000 000	222 932 000 000

MINISTERE DES MINES

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2377	APPUI CPS/ SME	Etat	Budget National	2009-2026	1 479 000 000	1 117 000 000	58 000 000	102 000 000	102 000 000	100 000 000	100 000 000	102 000 000	102 000 000	304 000 000	304 000 000
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	IDA	Prêt	2020-2023	23 000 000 000	4 648 000 000	800 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2840	CARTOGRAPHIE GEOLOGIQUE DU BIRIMEN AU 1/50 000	Etat	Budget National	2015-2025	3 404 000 000	1 768 000 000	436 000 000	0	600 000 000	0	600 000 000	0	0	-	1 200 000 000
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	Etat	Budget National	2021-2026	2 424 000 000	82 000 000	342 000 000	2 000 000 000	500 000 000	0	700 000 000	0	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
Sous total Projets en cours					30 307 000 000	7 615 000 000	1 636 000 000	2 102 000 000	1 202 000 000	100 000 000	1 400 000 000	102 000 000	902 000 000	2 304 000 000	3 504 000 000
3349	PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERES DU MALI (PDRPM)	Etat	Budget National	2023-2026	1 077 000 000	0	177 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
Sous total nouveau projet					1 077 000 000	0	177 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
TOTAL GENERAL					31 384 000 000	7 615 000 000	1 813 000 000	2 402 000 000	1 502 000 000	400 000 000	1 700 000 000	402 000 000	1 202 000 000	3 204 000 000	4 404 000 000
														-	-
Sous-total projets en cours					30 307 000 000	7 615 000 000	1 636 000 000	2 102 000 000	1 202 000 000	100 000 000	1 400 000 000	102 000 000	902 000 000	2 304 000 000	3 504 000 000
Sous-total nouveau projet					1 077 000 000	0	177 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
Total					31 384 000 000	7 615 000 000	1 813 000 000	2 402 000 000	1 502 000 000	400 000 000	1 700 000 000	402 000 000	1 202 000 000	3 204 000 000	4 404 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat					8 384 000 000	2 967 000 000	1 013 000 000	2 402 000 000	1 502 000 000	400 000 000	1 700 000 000	402 000 000	1 202 000 000	3 204 000 000	4 404 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					23 000 000 000	4 648 000 000	800 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
Total					31 384 000 000	7 615 000 000	1 813 000 000	2 402 000 000	1 502 000 000	400 000 000	1 700 000 000	402 000 000	1 202 000 000	3 204 000 000	4 404 000 000

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2348	APPUI A LA CPS	Etat	Budget national	1 552 000 000	2008-2026	1 179 000 000	63 000 000	110 000 000	110 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	310 000 000	310 000 000
1801	CURAGE COLLECTEURS DISTRICT BKD	Etat	Budget national	8 147 000 000	2002-2026	6 719 000 000	228 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2054	PROJET DE CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMBOUBOUGOU	Etat	Budget national	11 293 000 000	2006-2025	10 608 000 000	285 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
2420	ETUDE DIAGNOSTIQUE DES STATIONS D'EPURATION ET OUVRAGES CONNEXES	Etat	Budget national	6 062 000 000	2009-2026	5 361 000 000	101 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2490	PROJET D'ASSAINISSEMENT DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE SOTUBA	Etat	Budget national	2 809 000 000	2010-2024	2 364 000 000	145 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
2689	ALLIANCE GLOBALE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (AGCC)	UE	Sub	4 210 000 000	2010-2024	3 522 000 000	488 000 000	0	200 000 000	0	0	0	0	-	200 000 000
		Etat	Budget national	3 935 000 000		267 000 000	73 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
2771	PROJET ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL/FENU	FENU	Sub	250 000 000	2014-2021	308 000 000								-	-
		Etat	Budget national	372 000 000		372 000 000									-
2772	PROJET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET CHANGEMENT CLIMATIQUE PGRNCC	IDA	Sub	10 200 000 000	2014-2021	6 134 000 000								-	-
		Etat	Budget national	695 000 000		587 000 000									-
2737	PROGRAMME D'URGENCE ASSAINISSEMENT	Etat	Budget national	7 638 000 000	2014-2025	6 384 000 000	854 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
2509	APPUI AU SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER (SIFOR)	Etat	Budget national	1 227 000 000	2010-2025	1 031 000 000	41 000 000	100 000 000	100 000 000	55 000 000	55 000 000	0	0	155 000 000	155 000 000
2535	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DELTA INTERIEUR DU NIGER (PDD-DIN)	Suède	Sub	6 412 000 000	2018-2024	2 025 000 000	700 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		Etat	Budget national	439 000 000		113 000 000	126 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
2048	PROTECTION ET AMENAGEMENT DES BERGES DU FLEUVE NIGER	Etat	Budget national	3 921 000 000	2006-2024	3 624 000 000	97 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2853	GRANDE MURIALE VERTE	Etat	Budget national	1 228 000 000	2016-2026	531 000 000	97 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2920	CONSTRUCTION SIEGE AEDO	Etat	Budget national	1 198 000 000	2016-2023	1 149 000 000	49 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2921	PROJET DE REHABILITATION ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE FLEUVE NIGER	BM	Prêt	7 515 000 000	2016-2023	5 815 000 000	1 700 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
			sub	1 800 000 000			1 800 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		Etat	Budget national	841 000 000		619 000 000	72 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES/AEDO	Etat	Budget national	1 475 000 000	2018-2026	406 000 000	169 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3150	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNACPN	Etat	Budget national	2 129 000 000	2020-2026	368 000 000	137 000 000	0	400 000 000	0	500 000 000	0	724 000 000	-	1 624 000 000
3151	ELABORATION PLAN AMENAGEMENT MASSIFS FORESTIERS	Etat	Budget national	424 000 000	2020-2025	82 000 000	72 000 000	120 000 000	120 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	270 000 000	270 000 000
3152	PROGRAMME DE REBDISSEMENT INTENSIF POUR LA RECONSTRUCTION DES ECOSYSTEMES FORESTIERS AU MALI	Etat	Budget national	383 000 000	2020-2024	172 000 000	111 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3149	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ABFN	Etat	Budget national	1 947 000 000	2020-2025	483 000 000	228 000 000	0	400 000 000	0	836 000 000	0	0	-	1 236 000 000
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	FAD/GCF/UE	Subvention	13 222 000 000	2020-2023	1 282 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3148	3EME PHASE GEDEFOR "PROMOTION DES CHAINES DE VALEURS AGRICOLES (GEDEFOR III/PCVA	ASDI	Subvention	10 460 000 000	2020-2024	4 641 000 000	1 100 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		Etat	Budget national	1 523 000 000		521 000 000	165 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	Etat	Budget national	1 556 000 000	2021-2024	1 173 000 000	183 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3226	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNEF	Etat	Budget national	16 688 000 000	2021-2026	14 048 000 000	1 140 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3227	PROJET GESTION COMMUNAUTAIRE RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOSYSTEME AIRE REPARTITION ELEPHANT	FEM/PNUD	Subvention	2 158 000 000	2021-2026	300 000 000	323 000 000	0	294 000 000	0	200 000 000	0	200 000 000	-	694 000 000
		Etat	Budget national	168 000 000		40 000 000	48 000 000	80 000 000	80 000 000	0	0	0	0	80 000 000	80 000 000
Sous-total projets en cours				133 877 000 000		82 228 000 000	10 595 000 000	3 860 000 000	5 154 000 000	2 305 000 000	3 841 000 000	1 700 000 000	2 624 000 000	7 865 000 000	11 619 000 000
3119	AMENAGEMENT PARC TIENFALA	Etat	Budget national	399 000 000	2018-2023	2 000 000	97 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	KFW	SUB				1 500 000 000	0	0	0	644 000 000	0	0	-	644 000 000
Sous-total: projets nouveaux				166 829 000 000		2 000 000	1 597 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	794 000 000	0	0	300 000 000	944 000 000
Total				300 706 000 000		82 230 000 000	12 192 000 000	4 010 000 000	5 304 000 000	2 455 000 000	4 635 000 000	1 700 000 000	2 624 000 000	8 165 000 000	12 563 000 000
														-	-
Sous-total projets en cours				133 877 000 000		82 228 000 000	10 595 000 000	3 860 000 000	5 154 000 000	2 305 000 000	3 841 000 000	1 700 000 000	2 624 000 000	7 865 000 000	11 619 000 000
Sous-total nouveau projet				166 829 000 000		2 000 000	1 597 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	794 000 000	0	0	300 000 000	944 000 000
Total				300 706 000 000		82 230 000 000	12 192 000 000	4 010 000 000	5 304 000 000	2 455 000 000	4 635 000 000	1 700 000 000	2 624 000 000	8 165 000 000	12 563 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat				78 049 000 000		58 203 000 000	4 581 000 000	4 010 000 000	4 810 000 000	2 455 000 000	3 791 000 000	1 700 000 000	2 424 000 000	8 165 000 000	11 025 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				56 227 000 000		24 027 000 000	7 611 000 000	0	494 000 000	0	844 000 000	0	200 000 000	-	1 538 000 000
Total				134 276 000 000		82 230 000 000	12 192 000 000	4 010 000 000	5 304 000 000	2 455 000 000	4 635 000 000	1 700 000 000	2 624 000 000	8 165 000 000	12 563 000 000

MINISTERE DE L'URBANISME DE L'HABITAT DES DOMAINES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2 768	PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES	Etat	Budget National	1 242 000 000	2015-2024	928 000 000	114 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
2 909	PROGRAMME REFECTION BATIMENTS PUBLICS	Etat	Budget National	4 381 000 000	2017-2026	2 217 000 000	364 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
2 826	APPUJ RENFORCEMENT MISE ŒUVRE DISPOSITIF INSTUT JURID AMENG TERR	Etat	Budget National	2 428 000 000	2015-2025	1 869 000 000	159 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
3246	APPUJ A L'ONDD	Etat	Budget National	594 000 000	2021-2025	28 000 000	166 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
2064	APPUJ A LA GESTION DE LA POLITIQUE NATIONALE POPULATION	Etat	Budget National	2 881 000 000	2004-2025	2 160 000 000	171 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	550 000 000	550 000 000
2938	DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE / IDA	Etat	Budget National	392 000 000	2015-2024	128 000 000	114 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
		IDA		21 901 000 000		21 901 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2828	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DGABE	Etat	Budget national	2 313 000 000	2016-2024	1 740 000 000	273 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
1 995	CONSTRUCTION DIRECTIONS NATIONALE ET REGIONALES DES DOMAINES ET DU CADASTRE	Etat	Budget National	7 875 000 000	2017-2025	6 119 000 000	456 000 000	1 300 000 000	500 000 000	0	800 000 000	0	0	1 300 000 000	1 300 000 000
3081	PROJET D'APPUJ AUX COMMUNES URBAINES DU MALI	IDA/Coop Suisse	Prêt (IDA)/sub Suisse)	41 437 000 000	2012-2019	33 122 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Etat	Budget National	323 000 000		293 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3153	CONSTRUCTION /EQUIPEMENT BUREAUX DES DOMAINES ET CADASTRE DE KATI	Etat	Budget National	1 872 000 000	2020-2026	213 000 000	159 000 000	1 500 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	700 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2907	PROJET DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION FONCIER SECURISE	Etat	Budget National	10 687 000 000	2016-2025	6 832 000 000	855 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	3 000 000 000	3 000 000 000
1582	ELABORATION DES SCHEMAS DIRECTEURS D'URBANISME (SDU)	Etat	Budget National	5 223 000 000	1999-2024	4 774 000 000	199 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
2 882	PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE 50 000 LOGEMENTS SOCIAUX	Etat	Budget National	43 739 000 000	2015-2026	23 989 000 000	4 750 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS	Etat	Budget National	256 000 000	2021-2024	89 000 000	67 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	Etat	Budget National	2 171 000 000	2021-2026	0	171 000 000	2 000 000 000	300 000 000	0	700 000 000	0	1 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	Etat	Budget National	125 000 000	2022-2024	0	45 000 000	80 000 000	80 000 000	0	0	0	0	80 000 000	80 000 000
3329	CONFECTION D'UN CADATRE EXPEDIE	Etat	Budget National	336 000 000	2022-2023	0	136 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE DES VILLES (SISV)	Etat	Budget National	314 000 000	2022-2024	0	114 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	Etat	Budget National	2 000 000 000	2021-2025	1 499 000 000	456 000 000	300 000 000	600 000 000	0	200 000 000	0	0	300 000 000	800 000 000
Sous total projet en cours				98 326 000 000		107 901 000 000	8 769 000 000	14 330 000 000	10 930 000 000	7 800 000 000	10 000 000 000	5 600 000 000	7 300 000 000	27 730 000 000	28 230 000 000
3420	PROJET DE PAVAGE DES RUES DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	Etat	Budget National	500 000 000	2024-2024	0	0	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
Sous total nouveau projet				4 427 000 000		0	0	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
TOTAL GENERAL				102 753 000 000		107 901 000 000	8 769 000 000	14 830 000 000	11 430 000 000	7 800 000 000	10 000 000 000	5 600 000 000	7 300 000 000	28 230 000 000	28 730 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Sous total projets en cours				98 326 000 000		107 901 000 000	8 769 000 000	14 330 000 000	10 930 000 000	7 800 000 000	10 000 000 000	5 600 000 000	7 300 000 000	27 730 000 000	28 230 000 000
Sous-total nouveau projet				4 427 000 000		0	0	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
Total				102 753 000 000		107 901 000 000	8 769 000 000	14 830 000 000	11 430 000 000	7 800 000 000	10 000 000 000	5 600 000 000	7 300 000 000	28 230 000 000	28 730 000 000
Sous-total projets sur financement Etat				82 082 000 000		48 693 000 000	8 769 000 000	14 830 000 000	11 430 000 000	7 800 000 000	10 000 000 000	5 600 000 000	7 300 000 000	28 230 000 000	28 730 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				41 437 000 000		33 122 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				123 519 000 000		81 815 000 000	8 769 000 000	14 830 000 000	11 430 000 000	7 800 000 000	10 000 000 000	5 600 000 000	7 300 000 000	28 230 000 000	28 730 000 000

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT DES CAPACITES PAR LA FORMATION (PPE)	Etat	Budget National	2003-2026	7 839 000 000	5 697 000 000	342 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ANNEXES MTFPRE	Etat	Budget National	2015-2026	4 278 000 000	2 107 000 000	171 000 000	2 000 000 000	600 000 000	0	600 000 000	0	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
Sous total Projets en cours					12 117 000 000	7 804 000 000	513 000 000	2 600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 400 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
Sous total nouveaux projets					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					12 117 000 000	7 804 000 000	513 000 000	2 600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 400 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
Sous-total projets en cours					12 117 000 000	7 804 000 000	513 000 000	2 600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 400 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					12 117 000 000	7 804 000 000	513 000 000	2 600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 400 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					12 117 000 000	7 804 000 000	513 000 000	2 600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 400 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					12 117 000 000	7 804 000 000	513 000 000	2 600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 400 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000

MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL DU CDI	Etat	Budget National	1 204 000 000	2017-2024	704 000 000	250000000	250000000	250000000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
Sous total Projets en cours				1 204 000 000		704 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0			250 000 000	250 000 000
Sous total nouveaux projets				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				1 204 000 000		704 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
Sous-total projets en cours				1 204 000 000		704 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
Sous-total nouveau projet				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				1 204 000 000		704 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
Sous-total projets sur financement Etat				1 204 000 000		704 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				1 204 000 000		704 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2 929	REHAB INFRASTRUCTURES TUTELLE CT-	Etat	Budget National	2 396 000 000	2016-2023	1 297 000 000	399 000 000	700 000 000	700 000 000	0	0	0	0	700 000 000	700 000 000
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	Etat	Budget National	2 991 000 000	2020-2026	978 000 000	613 000 000	600 000 000	600 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	Etat	Budget National	6 783 000 000	2019-2026	4 513 000 000	570 000 000	700 000 000	700 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	Etat	Budget National	3 086 000 000	2019-2026	1 351 000 000	435 000 000	500 000 000	500 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	Etat	Budget National	5 451 000 000	2019-2026	3 081 000 000	570 000 000	800 000 000	800 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
3022	REH. EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE MENAKA (PURD)	Etat	Budget National	1 033 000 000	2016-2025	0	233 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000
3023	REH. EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE TADUDENIT (PURD)	Etat	Budget National	1 808 000 000	2017-2025	632 000 000	76 000 000	500 000 000	500 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	1 100 000 000	1 100 000 000
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	Etat	Budget National	3 808 000 000	2019-2026	1 475 000 000	733 000 000	600 000 000	600 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
3067	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NARA	Etat	Budget National	2 158 000 000	2019-2026	488 000 000	170 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3068	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE SAN	Etat	Budget National	1 829 000 000	2019-2026	159 000 000	170 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3069	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION	Etat	Budget National	2 980 000 000	2020-2026	1 310 000 000	170 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	EQUIPEMENT REGION DE NORD DU SAHEL														
3121	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	Etat	Budget National	3 788 000 000	2018-2024	2 304 000 000	684 000 000	800 000 000	800 000 000	0	0	0	0	800 000 000	800 000 000
2775	REH. EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE TOMBOUCTOU (PURD)	Etat	Budget National	1 615 000 000	2013-2024	1 117 000 000	298 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
2776	REH. EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE GAO (PURD)	Etat	Budget National	980 000 000	2013-2024	609 000 000	171 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
2777	REH. EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE KIDAL (PURD)	Etat	Budget National	528 000 000	2013-2024	0	228 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	Etat	Budget National	2 104 000 000	2020-2026	434 000 000	170 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	Etat	Budget National	1 934 000 000	2020-2026	264 000 000	170 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3071	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KITA	Etat	Budget National	2 086 000 000	2020-2026	416 000 000	170 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3074	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BOUGOUNI	Etat	Budget National	3 135 000 000	2020-2026	1 522 000 000	113 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3360	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CITE ADMINISTRATIVE REGIONALE/BOUGOUNI	Etat	Budget National	1 670 000 000	2020-2026	0	170 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3073	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DIOILA	Etat	Budget National	5 394 000 000	2020-2026	1 264 000 000	130 000 000	5 000 000 000	800 000 000	0	1 500 000 000	0	1 700 000 000	5 000 000 000	4 000 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3079	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KOUTIALA	Etat	Budget National	179 000 000	2020-2026	179 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2329	APPUJ CPS	Etat	Budget National	1 379 000 000	2009-2026	893 000 000	86 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	400 000 000	400 000 000
3 046	PROGRAMME BORNAGE DEVELOPPEMENT DES ZONES FRONTIERES	Etat	Budget National	2 378 000 000	2017-2026	950 000 000	228 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2 964	PROGRAMME DE REHABILITATION/EQUIPMT DES PIEDS A TERRE	Etat	Budget National	3 942 000 000	2016-2025	2 657 000 000	285 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	915 000 000	2020-2023	372 000 000	143 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 286 000 000	2020-2023	744 000 000	142 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	914 000 000	2020-2023	372 000 000	142 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	915 000 000	2020-2023	372 000 000	143 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	542 000 000	2020-2025	0	142 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	915 000 000	2020-2023	372 000 000	143 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	915 000 000	2020-2023	372 000 000	143 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	543 000 000	2020-2025	0	143 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	915 000 000	2020-2023	372 000 000	143 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	915 000 000	2020-2023	372 000 000	143 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	922 000 000	2020-2023	380 000 000	142 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
3 303	PROJET D'AMELIORATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE	Belgique	Sub	3 443 000 000	2021-2023	2 525 000 000	918 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total Projets en cours				78 575 000 000		34 146 000 000	9 529 000 000	26 600 000 000	14 400 000 000	6 500 000 000	12 000 000 000	2 800 000 000	8 500 000 000	35 900 000 000	34 900 000 000
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	ETAT	Budget National	6 712 000 000	2023-2026	0	712 000 000	8 100 000 000	1 000 000 000	0	2 000 000 000	0	3 000 000 000	8 100 000 000	6 000 000 000
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	ETAT	Budget National	3 593 000 000	2023-2026	0	1 093 000 000	2 500 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
Sous total Nouveaux Projets				10 305 000 000		0	1 805 000 000	10 600 000 000	1 500 000 000	0	3 000 000 000	0	4 000 000 000	10 600 000 000	8 500 000 000
TOTAL GENERAL				88 880 000 000		34 146 000 000	11 334 000 000	37 200 000 000	15 900 000 000	6 500 000 000	15 000 000 000	2 800 000 000	12 500 000 000	46 500 000 000	43 400 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Sous-total projets en cours				78 575 000 000		34 146 000 000	9 529 000 000	26 600 000 000	14 400 000 000	6 500 000 000	12 000 000 000	2 800 000 000	8 500 000 000	35 900 000 000	34 900 000 000
Sous-total nouveau projet				10 305 000 000		0	1 805 000 000	10 600 000 000	1 500 000 000	0	3 000 000 000	0	4 000 000 000	10 600 000 000	8 500 000 000
Total				88 880 000 000		34 146 000 000	11 334 000 000	37 200 000 000	15 900 000 000	6 500 000 000	15 000 000 000	2 800 000 000	12 500 000 000	46 500 000 000	43 400 000 000
Sous-total projets sur financement Etat				75 132 000 000		31 621 000 000	10 416 000 000	37 200 000 000	15 900 000 000	6 500 000 000	15 000 000 000	2 800 000 000	12 500 000 000	46 500 000 000	43 400 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				3 443 000 000		2 525 000 000	918 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				78 575 000 000		34 146 000 000	11 334 000 000	37 200 000 000	15 900 000 000	6 500 000 000	15 000 000 000	2 800 000 000	12 500 000 000	46 500 000 000	43 400 000 000

MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTTE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	Etat	Budget national	2022-2023	136 000 000	41 000 000	95 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets en cours					136 000 000	41 000 000	95 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3 357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTTE	Etat	Budget national	2022-2024	293 000 000	0	143 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous-total nouveau projet					293 000 000	0	143 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Total					429 000 000	41 000 000	238 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					136 000 000	41 000 000	95 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet					293 000 000	0	143 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Total					429 000 000	41 000 000	238 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					136 000 000	41 000 000	238 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					136 000 000	41 000 000	238 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000

MINISTERE DE L'INDUSTRIE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE DU COMMERCE	Etat	Budget national	2005-2026	14 158 000 000	12 870 000 000	388 000 000	600 000 000	600 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	900 000 000	900 000 000
		Fds Multilatéral /PNUD	Subvention		6 706 000 000	5 426 000 000	575 000 000	0	505 000 000	0	100 000 000	0	100 000 000	0	705 000 000
3 160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONALISATION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI (PRODEVIM)	Etat	Budget national	2019-2024	550 000 000	0	48 000 000	80 000 000	80 000 000	0	0	0	0	80 000 000	80 000 000
3 025	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DGCC/DRCC/APEX (R+5)	Etat	Budget national	2016-2026	5 550 000 000	1 906 000 000	57 000 000	4 500 000 000	700 000 000	0	1 500 000 000	0	2 300 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000
2683	PROJET D'APPUI A L'API-MALI	Etat	Budget national	2020-2025	595 000 000	0	145 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	450 000 000	450 000 000
2603	APPUI A LA MISE EN PLACE DES REFORMES ETAT/SECTEUR PRIVE	Etat	Budget national	2011 - 2024	1 875 000 000	1 683 000 000	72 000 000	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	120 000 000	120 000 000
2755	LOI D'ORIENTATION DU SECTEUR PRIVE	Etat	Budget national	2014 - 2024	681 000 000	434 000 000	97 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
2 619	APPUI CERFITEX	Etat	Budget national	2005-2026	3 726 000 000	2 632 000 000	194 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2108	PROGRAMME DE RESTRUCTURATION ET DE MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	Etat	Budget national	2006-2024	1 422 000 000	1 231 000 000	71 000 000	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	120 000 000	120 000 000
2 845	REHABILITATION CEMAPI	Etat	Budget national	2016-2024	628 000 000	436 000 000	72 000 000	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	120 000 000	120 000 000
2381	APPUI CPS/ICAEPIP	Etat	Budget national	2008-2026	1 439 000 000	1 032 000 000	68 000 000	119 000 000	119 000 000	110 000 000	110 000 000	110 000 000	110 000 000	339 000 000	339 000 000
2639	PROJET OPERATION ET STRATEGIE DE DVPT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE	Etat	Budget national	2012-2024	617 000 000	425 000 000	72 000 000	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	120 000 000	120 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3 161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	Etat	Budget national	2020-2026	794 000 000	0	94 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	700 000 000	700 000 000
2 957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DU DETAIL	Etat	Budget national	2016-2024	1 085 000 000	892 000 000	73 000 000	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	120 000 000	120 000 000
Sous-total projets en cours					39 826 000 000	28 967 000 000	2 026 000 000	6 849 000 000	3 554 000 000	1 160 000 000	2 760 000 000	610 000 000	3 010 000 000	8 619 000 000	9 324 000 000
3 294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	Etat	Budget national	2021-2025	1 700 000 000		171 000 000	1 200 000 000	300 000 000	0	900 000 000	0	0	1 200 000 000	1 200 000 000
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	Etat	Budget national	2021-2024	135 000 000	7 000 000	48 000 000	80 000 000	80 000 000	0	0	0	0	80 000 000	80 000 000
3387	APPUI APEX	Etat	Budget national	2024-2025	0	0	114 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
Sous-total nouveau projet					1 835 000 000	7 000 000	333 000 000	1 480 000 000	580 000 000	200 000 000	1 100 000 000	0	0	1 680 000 000	1 680 000 000
					41 661 000 000	28 974 000 000	2 359 000 000	8 329 000 000	4 134 000 000	1 360 000 000	3 860 000 000	610 000 000	3 010 000 000	10 299 000 000	11 004 000 000
Sous-total projets en cours					39 826 000 000	28 967 000 000	2 026 000 000	6 849 000 000	3 554 000 000	1 160 000 000	2 760 000 000	610 000 000	3 010 000 000	8 619 000 000	9 324 000 000
Sous-total nouveau projet					1 835 000 000	7 000 000	333 000 000	1 480 000 000	580 000 000	200 000 000	1 100 000 000	0	0	1 680 000 000	1 680 000 000
Total					41 661 000 000	28 974 000 000	2 359 000 000	8 329 000 000	4 134 000 000	1 360 000 000	3 860 000 000	610 000 000	3 010 000 000	10 299 000 000	11 004 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					34 405 000 000	23 548 000 000	1 784 000 000	8 329 000 000	3 629 000 000	1 360 000 000	3 760 000 000	610 000 000	2 910 000 000	10 299 000 000	10 299 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					6 706 000 000	5 426 000 000	575 000 000	0	505 000 000	0	100 000 000	0	100 000 000	0	705 000 000
TOTAL GENERAL					41 111 000 000	28 974 000 000	2 359 000 000	8 329 000 000	4 134 000 000	1 360 000 000	3 860 000 000	610 000 000	3 010 000 000	10 299 000 000	11 004 000 000

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1927	PROGRAMME NATIONAL D'ACTIONS POUR L'EMPLOI ENVUE DE REDUIRE LA PAUVRETE (PNA/ERP)	Etat	Budget national	2003-2023	3 295 000 000	3 145 000 000	86 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
2844	PROJET D'APPUI A LA FORMATION PROFESSIONNELLE, L'INSERTION ET L'ENTREPREUNARIAT DES JEUNES RURAUX (FIER)	Etat	Budget national	2015-2021	500 000 000	352 000 000								0	0
		FIDA	Prêt		25 705 000 000	13 414 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		FIDA	Subvention			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3111	FERME ECOLE MOFA	Etat	Budget national	2018 - 2021	2 134 000 000	134 000 000	342 000 000	2 000 000 000	200 000 000	0	800 000 000	0	1 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3158	CONSTRUCTION SIEGE ONEF	Etat	Budget national	2020-2023	2 500 000 000		237 000 000	2 500 000 000	500 000 000	0	900 000 000	0	1 100 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3038	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE AU MALI	Etat	Budget national	2017-2023	3 901 000 000	901 000 000	570 000 000	5 000 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	1 500 000 000	5 000 000 000	3 000 000 000
2843	PROJET DE RENFORCEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOI DES JEUNES (PROCEJ)	Etat	Budget national	2015-2021	1 000 000 000	750 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		IDA	Prêt		31 555 000 000	27 050 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3037	PROGRAMME DE FORMATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP)	Etat	Budget national	2017-2021	861 000 000	308 000 000	85 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
		Grand Dussé Lux	Subvention		5 895 000 000	6 311 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE	Etat	Budget national	2021-2023	2 000	0	238 000 000	2 000 000 000	500 000 000	0	700 000 000	0	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	LA FORMATION PROFESSIONNELLE														
Sous-total projets en cours					77 346 002 000	52 365 000 000	1 558 000 000	11 800 000 000	2 000 000 000	0	3 400 000 000	0	4 400 000 000	11 800 000 000	9 800 000 000
3339	CONTRIBUTION A L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL	ETAT	Budget national	2023-2026	0	0	171 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
3406	PROJET D'APPUI A LA FORMATION PROFESSIONNELLE, L'INSERTION ET L'ENTREPREUNARIAT DES JEUNES RURAUX (FIER II)	ETAT	Budget national	2024-2026	0	0	0	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
		FIDA	PRÊT	2024-2026	0	0	0	0	1 755 000 000	0	1 755 000 000	0	1 755 000 000	0	5 265 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	171 000 000	450 000 000	2 205 000 000	500 000 000	2 255 000 000	200 000 000	1 955 000 000	1 150 000 000	6 415 000 000
Sous-total projets en cours					77 346 002 000	52 365 000 000	1 558 000 000	11 800 000 000	2 000 000 000	0	3 400 000 000	0	4 400 000 000	11 800 000 000	9 800 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	171 000 000	450 000 000	2 205 000 000	500 000 000	2 255 000 000	200 000 000	1 955 000 000	1 150 000 000	6 415 000 000
Total					77 346 002 000	52 365 000 000	1 729 000 000	12 250 000 000	4 205 000 000	500 000 000	5 655 000 000	200 000 000	6 355 000 000	12 950 000 000	16 215 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					14 191 002 000	5 590 000 000	1 729 000 000	12 250 000 000	2 450 000 000	500 000 000	3 900 000 000	200 000 000	4 600 000 000	12 950 000 000	10 950 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					63 155 000 000	46 775 000 000	0	0	1 755 000 000	0	1 755 000 000	0	1 755 000 000	0	5 265 000 000
TOTAL GENERAL					77 346 002 000	52 365 000 000	1 729 000 000	12 250 000 000	4 205 000 000	500 000 000	5 655 000 000	200 000 000	6 355 000 000	12 950 000 000	16 215 000 000

COUR SUPREME

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023		2024		2025		2026		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE		
2894	CONSTRUCTION/EQUIP SECTION DES COMPTES/CC	Etat	Budget National	6 804 000 000	2016-2026	234 000 000	570 000 000	8 500 000 000	1 500 000 000	0	2 000 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	6 000 000 000	
Sous total Projet ancien				6 804 000 000		234 000 000	570 000 000	8 500 000 000	1 500 000 000	0	2 000 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	6 000 000 000	
TOTAL GENERAL				6 804 000 000		234 000 000	570 000 000	8 500 000 000	1 500 000 000	0	2 000 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	6 000 000 000	
Sous-total projets en cours				6 804 000 000		234 000 000	570 000 000	8 500 000 000	1 500 000 000	0	2 000 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	6 000 000 000	
Sous-total nouveau projet				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total				6 804 000 000		234 000 000	570 000 000	8 500 000 000	1 500 000 000	0	2 000 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	6 000 000 000	
Sous-total projets sur financement Etat				6 804 000 000		234 000 000	570 000 000	8 500 000 000	1 500 000 000	0	2 000 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	6 000 000 000	
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total				6 804 000 000		234 000 000	570 000 000	8 500 000 000	1 500 000 000	0	2 000 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	6 000 000 000	

MEDIATEUR

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	ETAT	Budget National	2021-2025	522 000 000	58 000 000	114 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	350 000 000	350 000 000
Sous total Projets en cours					522 000 000	58 000 000	114 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	350 000 000	350 000 000
Sous total nouveaux projets					522 000 000	58 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					1 044 000 000	116 000 000	114 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	350 000 000	350 000 000
Sous-total projets en cours					522 000 000	58 000 000	114 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	350 000 000	350 000 000
Sous-total nouveau projet					522 000 000	58 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					1 044 000 000	116 000 000	114 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	350 000 000	350 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					522 000 000	58 000 000	114 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	350 000 000	350 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					522 000 000	58 000 000	114 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	350 000 000	350 000 000

Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023		2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)		
							CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
3189	Projet de renforcement de la résilience climatique au Mali (Hydromet)	IDA/Fonds Vert Climat	Subvention	15 500 000 000	2019-2023	4 447 000 000	2 500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Sous total Projet en cours				15 500 000 000	0	4 447 000 000	2 500 000 000			0	0	0	0			0	0
TOTAL GENERAL				15 500 000 000	0	4 447 000 000	2 500 000 000			0	0	0	0			0	0
																0	0
Sous-total nouveau projet				15 500 000 000	0	4 447 000 000	2 500 000 000			0	0	0	0			0	0
Total				15 500 000 000	0	4 447 000 000	2 500 000 000			0	0	0	0			0	0
																0	0
Sous-total projets sur financement Etat							0			0	0	0	0			0	0
Sous-total projets sur financement extérieur				15 500 000 000		4 447 000 000	2 500 000 000			0	0	0	0			0	0
Total				15 500 000 000		4 447 000 000	2 500 000 000			0	0	0	0			0	0

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2022)	2023	2024		2025		2026		TOTAL (2024-2026)			
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
Sous-total projets en cours							0	0	0	0	0	0	0	0	0		
3394	CONSTRUCTION DU SIEGE DE OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE	Etat	Budget National	2023-2024			57 000 000	2 000 000 000	200 000 000	0	0	0	0	2 000 000 000	200 000 000		
Sous-total nouveau projet							0	0	57 000 000	2 000 000 000	200 000 000	0	0	0	0	2 000 000 000	200 000 000
Total							0	0	57 000 000	2 000 000 000	200 000 000	0	0	0	0	2 000 000 000	200 000 000
															0	0	
Sous-total projets en cours							0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Sous-total nouveau projet							0	0	57 000 000	2 000 000 000	200 000 000	0	0	0	0	2 000 000 000	200 000 000
Total							0	0	57 000 000	2 000 000 000	200 000 000	0	0	0	0	2 000 000 000	200 000 000
															0	0	
Sous-total projets sur financement Etat							0	0	57 000 000	2 000 000 000	200 000 000	0	0	0	0	2 000 000 000	200 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur							0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL GENERAL							0	0	57 000 000	2 000 000 000	200 000 000	0	0	0	0	2 000 000 000	200 000 000

ETAT M

**PLAN DE TRESORERIE
PREVISIONNEL MENSUALISE**

Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2024_PLFI

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Total des ressources	2 331 799	136 894	161 075	195 224	200 783	202 646	210 132	205 776	174 182	189 774	209 866	208 339	237 108
1 - Recettes budgétaires	2 173 841	128 793	151 559	180 128	191 226	193 235	193 731	195 683	163 752	175 996	194 421	194 585	210 730
DGI	1 201 105	69 872	88 400	116 400	118 079	112 005	108 072	101 352	79 590	89 714	100 359	103 629	113 632
- Impôts directs	771 404	40 900	56 609	75 942	87 179	79 338	67 956	65 251	45 623	57 096	56 255	62 094	77 162
- Impôts indirects	390 189	26 651	29 259	37 563	27 880	29 441	36 591	31 045	30 661	29 561	40 854	38 127	32 556
- Enregistrement et timbre	39 512	2 321	2 533	2 896	3 020	3 225	3 525	5 056	3 306	3 057	3 249	3 409	3 915
DGD	755 737	50 382	50 382	50 382	57 940	57 940	57 940	68 016	68 016	68 016	75 574	75 574	75 574
- Produits pétroliers	204 809	13 654	13 654	13 654	15 702	15 702	15 702	18 433	18 433	18 433	20 481	20 481	20 481
- Produits solides	550 928	36 729	36 729	36 729	42 238	42 238	42 238	49 584	49 584	49 584	55 093	55 093	55 093
DND	175 000	6 178	10 076	10 665	11 729	19 642	23 899	22 300	12 130	14 248	14 637	11 556	17 940
-Recettes fiscales	91 003	3 335	7 830	7 861	7 830	6 840	6 870	7 826	7 826	7 858	7 826	7 826	11 274
- Recettes non fiscales	83 997	2 844	2 246	2 804	3 899	12 801	17 029	14 474	4 303	6 390	6 811	3 729	6 665
DNTCP	42 000	2 361	2 700	2 681	3 478	3 649	3 821	4 015	4 015	4 017	3 851	3 827	3 585
-Recettes fiscales	23 525	1 362	1 557	1 537	1 899	2 094	2 204	2 209	2 209	2 210	2 210	2 186	1 847
- Recettes non fiscales	18 475	999	1 143	1 144	1 579	1 555	1 617	1 806	1 806	1 807	1 641	1 641	1 738
Total recettes fiscales nettes	2 071 369	124 950	148 170	176 181	185 748	178 879	175 085	179 404	157 642	167 799	185 970	189 215	202 327
2 - Comptes Spéciaux du Trésor	113 786	7 203	7 850	13 230	8 130	8 586	10 215	9 053	8 714	9 189	9 494	8 502	13 621
3 - Budgets annexes	8 684	550	599	1 010	620	655	780	691	665	701	725	649	1 039
4 - Appuis budgétaires	16 561	-	-	575	-	-	5 253	-	-	3 602	-	-	7 131
-Général dons	3 763	-	-	-	-	-	1 293	-	-	1 136	-	-	1 334
- Sectoriel	7 557	-	-	-	-	-	1 890	-	-	1 890	-	-	3 778
-Autres PPTE	5 241	-	-	575	-	-	2 070	-	-	577	-	-	2 019
- Fonds de concours - COVID- 19	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5 - Ressources de trésorerie	18 927	349	1 068	282	806	170	153	349	1 052	286	5 226	4 603	4 586
- Encaisse en debut de période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Général emprunt programme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Remboursements des prêts et avances	3 927	207	926	140	664	28	11	207	910	144	651	28	11
- Recettes en capital DND	14 500	100	100	100	100	100	100	100	100	100	4 533	4 533	4 533
- Recettes en capital DGABE	500	42	42	42	42	42	42	42	42	42	42	42	42
- Recettes de privatisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres comptes à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2024_PLFI

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
II) Emplois													
Total des Emplois	3 714 327	194 281	210 598	255 358	330 985	314 514	331 655	285 790	359 281	345 899	380 742	347 514	357 710
1) Dépenses budgétaires	2 783 271	145 276	171 328	199 015	230 694	223 283	223 834	242 126	251 909	275 629	262 324	268 324	289 529
Dépenses obligatoires	1 304 543	97 353	104 495	105 551	115 439	100 101	110 870	107 359	111 781	120 420	112 131	111 176	107 866
- Personnel Budget Général	749 481	62 457	62 457	62 457	62 457	62 457	62 457	62 457	62 457	62 457	62 457	62 457	62 457
- Personnel collectivité (PSTE)	305 550	25 463	25 463	25 463	25 463	25 463	25 463	25 463	25 463	25 463	25 463	25 462	25 463
- Personnel EPA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pensions de Retraite	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Bourses scolaires	18 906	1 048	1 153	1 259	1 681	1 681	1 681	1 575	1 575	1 575	1 575	2 103	1 998
- Charges de la Dette Extér.	39 771	2 266	2 052	4 052	5 715	2 706	3 204	2 221	2 075	4 031	5 604	2 841	3 004
- Charges de la Dette Intér.	183 278	6 120	13 371	12 321	20 124	7 795	16 176	15 643	20 211	25 005	17 032	18 313	11 167
- Equipements ABS	7 557	-	-	-	-	-	1 890	-	-	1 890	-	-	3 778
- Dépenses PSTE (Transferts)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marges après Dépenses Obligatoires	913 470	32 338	48 730	76 444	77 213	93 959	89 046	89 364	53 688	60 165	88 241	88 661	115 621
Dépenses prioritaires	296 840	9 020	11 754	15 829	19 973	23 897	21 010	20 310	27 264	24 405	37 849	39 070	46 460
- Communication énergie	53 127	2 570	4 773	4 688	3 460	3 182	4 417	3 071	4 032	3 321	5 616	4 878	9 120
- Financements intér. BSI	243 713	6 451	6 981	11 142	16 513	20 714	16 594	17 238	23 232	21 084	32 232	34 193	37 340
Marges après Dépenses prioritaires	616 630	23 318	36 976	60 614	57 240	70 062	68 036	69 055	26 424	35 760	50 392	49 590	69 161
Dépenses à Arbitrer	1 990 474	80 155	85 900	119 738	186 822	181 275	188 780	148 378	210 857	191 183	220 545	188 117	188 724
Dépenses budgétaires à arbitrer	1 181 888	38 903	55 079	77 634	95 282	99 285	91 954	114 458	112 864	130 804	112 345	118 077	135 203
- Biens et services (matériel)	200 513	7 181	14 096	14 418	10 230	15 270	15 452	13 634	15 227	17 084	9 436	18 231	50 256
- Déplacements et missions	66 759	4 174	4 066	5 548	4 038	4 768	6 956	4 642	5 189	5 207	5 033	5 855	11 281
- Autres dépenses (apurement pass	210 654	8 114	5 298	6 694	20 864	19 065	10 884	21 039	14 243	21 707	32 032	24 998	25 717
- Transf & Sub (hors sal EPA)	411 376	11 690	22 021	35 000	39 026	35 314	33 546	44 058	50 315	50 944	32 992	34 356	22 114
- Equipements Investissements	292 585	7 744	9 599	15 974	21 124	24 868	25 116	31 085	27 891	35 862	32 851	34 637	25 835
2) Dépenses trésorerie	808 586	41 252	30 821	42 104	91 540	81 990	96 826	33 920	97 993	60 379	108 200	70 040	53 521
- Dépenses avant ordonnancement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Services de la Dette Extér.	195 771	10 484	11 001	16 164	24 795	7 950	26 417	10 636	11 252	16 679	25 440	8 040	26 913
- Services de la Dette Intér.	612 815	30 768	19 820	25 940	66 745	74 040	70 409	23 284	86 741	43 700	82 760	62 000	26 608
- Remboursement dettes garanties	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3) Dépenses comptes spéciaux du Trésor	113 786	7 203	7 850	13 230	8 130	8 586	10 215	9 053	8 714	9 189	9 494	8 502	13 621
4) Dépenses Budgets Annexes	8 684	550	599	1 010	620	655	780	691	665	701	725	649	1 039
Situation fin de mois (III)=I-II	- 1 382 528	- 57 387	- 49 523	- 60 134	- 130 203	- 111 868	- 121 523	- 80 014	- 185 099	- 156 125	- 170 877	- 139 175	- 120 602
Soldes mensuels cumulés	- 1 382 528	- 57 387	- 106 909	- 167 043	- 297 245	- 409 113	- 530 637	- 610 651	- 795 749	- 951 874	- 1 122 751	- 1 261 926	- 1 382 528

ETAT N

**ECHEANCES COURANTES DE LA
DETTE**

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux		
	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	
I - CLUB DE PARIS	1469	115	1590	23	590	26	1925	347	1401	338	3690	501	1469	111	1590	19	590	34	1925	332	1378	315	3965	587	21582	2748	
AFD	550	115	-	-	590	26	1925	281	265	215	2978	488	560	111	-	-	590	34	1925	251	265	215	2978	578	12618	2294	
Natixis	919	-	1590	23	-	-	-	86	-	-	-	-	919	-	1590	19	-	-	-	81	-	-	-	-	5018	209	
Coface D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	77	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	430	
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	635	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	634	9	1269	
Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	1114	108	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1113	100	-	-	2227	208	
NCM D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Sace D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	22	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22	15	
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
II - AUTRES BILATERAUX	49	1101	2901	464	10645	1774	3320	869	862	171	5388	1156	196	1060	2901	482	10645	1755	3320	778	863	191	5388	1110	46478	16911	
Fonds Abi Dhabi	-	-	-	-	-	-	588	218	374	14	3042	1098	-	-	-	-	-	588	212	374	29	3042	1075	8008	2646		
Fonds Koweïtien	49	1	567	97	-	-	585	202	488	93	302	-	196	3	567	133	-	565	122	488	92	302	-	4089	743		
Fonds Saoudien	-	-	475	234	-	-	2187	421	-	-	-	-	-	-	475	236	-	2167	419	-	-	-	-	5284	1310		
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0	
Libya	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1643	49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1643	25	3286	74	
Chine	-	1100	-	-	7945	1512	-	-	-	-	-	49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15890	5174	
Inde	-	-	1859	133	2569	250	-	28	-	64	401	-	-	-	1859	113	2569	239	-	25	-	70	401	-	9658	922	
Corée du Sud	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	1	-	-	-	1	4	
Autriche	-	-	-	-	131	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	131	9	-	-	-	-	-	-	252	19	
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	-	19	
Irak	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL BILATERAUX (II+I)	1518	1216	4491	487	11235	1800	5245	1216	2263	509	9078	1657	1665	1171	4491	501	11235	1789	5245	1110	2241	506	9353	1697	68060	13659	
III - MULTILATERAUX	6441	1050	6510	1565	4929	2252	19550	4499	5687	2197	5342	982	6446	1050	6686	1574	5444	2242	20195	4494	5799	2335	5488	1078	98517	25318	
BADEA	287	65	171	76	360	51	200	64	99	63	172	35	288	66	171	81	362	49	201	66	99	62	173	33	2583	711	
BEI	194	13	-	-	-	-	-	-	-	-	712	193	196	11	-	-	-	-	-	-	-	-	712	187	1814	404	
BI0	1902	125	-	131	389	35	1428	150	490	112	4342	444	1904	123	-	127	389	34	1428	143	490	111	4487	488	17249	2023	
BI0C	-	-	5	6	83	31	1312	184	226	86	-	-	-	-	5	6	83	30	1330	188	225	89	-	-	3289	620	
BOAD	2243	202	-	-	-	-	9550	1030	1133	584	-	-	2243	190	-	-	-	9550	1036	1133	607	-	-	-	25852	3649	
FAD	813	403	352	96	495	288	2295	1138	116	363	-	-	813	361	352	93	495	206	2295	1074	116	369	-	-	8142	4391	
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
FED	-	-	15	1	-	-	-	-	34	2	-	-	-	-	15	1	-	-	-	-	34	2	-	-	98	6	
FIDA	-	-	-	-	569	39	143	20	734	139	116	11	-	-	-	-	569	38	143	27	734	137	116	11	3124	422	
IDA	830	35	5772	1029	2892	1587	4508	1672	2250	581	-	-	830	33	5948	982	3405	1604	5134	1659	2415	633	-	-	33684	9615	
IDA-CEE	-	-	-	-	-	-	-	-	61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	61	-	-	-	-	122	-	
FONDS OPEP	172	7	195	26	141	1	114	21	544	27	-	-	59	172	6	195	24	141	1	114	21	492	25	59	2280	277	
INT/TIRAGES FUTURS	-	200	-	200	-	220	-	220	-	240	-	-	240	-	260	-	260	-	280	-	280	-	300	-	-	3000	
S/Total I (DGDP)	7959	2266	11001	2052	16164	4052	24795	5715	7950	2706	14420	2639	8111	2221	11177	2075	16679	4031	25440	5604	8040	2841	14841	2775	166577	38977	
IV - FMI	2525	-	75	-	-	-	-	-	-	-	11997	565	2525	-	75	-	-	-	-	-	-	-	-	11997	229	29194	794
S/Total II	2525	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11997	565	2525	-	75	-	-	-	-	-	-	-	-	11997	229	29194	794
Total (II+I)	10484	2266	11001	2052	16164	4052	24795	5715	7950	2706	26417	3204	10636	2221	11252	2075	16679	4031	25440	5604	8040	2841	26838	3004	195771	39771	
Cumul (Princ.+Int)	12 750		13 053		20 216		30 510		10 656		20 621		12 857		13 327		20 710		31 044		10 881		29 842		235 542		

Bamako, le 17 août 2023



DETTE EXTERIEURE : SERVICE TRIMESTRIALISE 2024
(MONTANT EN MILLIONS DE FCFA)

CREANCIERS	JANVIER		FEVRIER		QI (31/03/24)		AVRIL		MAI		QII(30/06/24)		JUILLET		AOÛT		QIII(30/09/24)		OCTOBRE		NOVEMBRE		QIV(31/12/24)		TOTAL(2024)	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
DETTE EXTERIEURE	7959	2266	18960	4318	35124	8370	58919	14085	67869	16791	82289	19430	90400	21651	101577	23726	118256	27757	143696	33361	151736	36202	166577	38977	166577	38977
FMI	2525	0	2600	0	2600	0	2600	0	2600	0	14597	565	17122	565	17197	565	17197	565	17197	565	17197	565	29194	794	29194	794
TOTAL	10484	2266	21560	4318	37724	8370	62519	14085	70469	16791	96886	19995	107522	22216	118774	24291	135453	28322	160893	33926	168933	36767	195771	39771	195771	39771
CUMUL (PR + INT)	12 750		25 878		46 094		76 604		87 260		116 881		129 738		143 065		163 775		194 819		205 700		235 542		235 542	

Bamako, le 17 août 2023
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DETTE EXTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2024-2028
(Montants en millions F CFA)

CREANCIER	2024		2025		2026		2027		2028	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
I - Club de Paris	21582	2748	21160	2572	24862	2695	26036	2444	25435	1831
AFD	12616	2294	12291	2105	17262	2215	18436	2057	17893	1536
Natixis	5018	209	5017	270	5017	331	5017	274	5017	218
Coface D.Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	430	-	334	-	334	-	334	-	276	-
Japon	1269	22	1269	10	-	-	-	-	-	-
Russie	2227	208	2227	172	2227	135	2227	99	2227	63
NCM D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sace D. Consolid.	22	15	22	15	22	14	22	14	22	14
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II - Autres Créanciers Bilatéraux	46478	10911	46528	9397	48004	9484	46977	8730	45068	7558
Fonds Abu Dhabi	8008	2646	8008	2468	8008	2379	8008	2253	8008	2132
Fonds Koweïtien	4089	743	3334	718	3240	824	2806	767	2659	724
Fonds Saoudien	5284	1310	5284	1205	5284	1392	5284	1313	4994	985
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Libye	3286	74	-	-	-	-	-	-	-	-
Chine	15690	5174	19800	4205	23207	4244	23197	3885	23187	3322
Inde	9658	922	9642	759	7805	599	7222	469	5760	355
Corée du Sud	1	4	1	3	1	3	1	3	1	3
Autriche	262	19	262	16	262	14	262	12	262	10
Italie	-	19	197	23	197	29	197	28	197	27
Irak	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Créanciers Bilatéraux(I+II)	68060	13659	67688	11969	72866	12179	73013	11174	70503	9389
III - Créanciers Multilatéraux	98517	25318	107149	27270	112989	27950	115373	27580	113274	27248
BADEA	2583	711	2607	671	3184	830	3503	800	3454	775
BEI	1614	404	1821	370	1828	337	1629	304	1424	277
BID	17249	2023	17873	1013	17600	1040	17692	982	17865	929
BIDC	3269	620	3345	928	3420	1024	3498	997	3578	884
BOAD	25852	3849	27778	5090	24618	4047	23367	3159	19547	2423
FAD	8142	4391	10175	4599	12231	4828	13088	4727	13782	4637
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	98	6	99	3	99	2	99	2	99	1
FIDA	3124	422	3126	436	3126	446	3126	443	3334	480
IDA	33984	9815	37519	9894	43921	10141	46409	9937	47752	9660
IDA-CEE	122	-	122	-	122	-	122	-	122	-
FONDS OPEP	2280	277	2684	266	2640	255	2640	229	2317	202
INTERETS/TIRAGES FUTURS	-	3000	-	4000	-	5000	-	6000	-	7000
TOTAL (I+II+III)	166577	38977	174837	39239	185855	40129	186386	38754	183777	36637
IV - FMI	29194	794	47101	385	58648	283	56947	181	46868	96
Total Gén(I+II+III+IV):	195771	39771	221938	39624	244503	40412	245333	38935	230645	36733
CUMUL (PR + INT)	235542		261562		284915		284268		267378	

Bamako, le 17 août 2023

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DIRECTION GÉNÉRALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

DETTE EXTERIEURE : PREVISION D'ALLEGEMENT PPTTE 2024.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	PR	INT	TOTAL
I - CLUB DE PARIS	3 518	245	3 763
COFACE	-	-	-
TRESOR Français	-	-	-
ECGD	-	-	-
JAPON	1 269	22	1 291
RUSSIE	2 227	208	2 435
SACE	22	15	37
II - AUTRES BILATERAUX	1 066	186	1 252
FONDS SAUDIEN	1 066	186	1 252
TOTAL BILATERAUX (I+II)	4 584	431	5 015
III - MULTILATERAUX	220	6	226
BID	-	-	-
FED	98	6	104
IDA/CEE	122	-	122
TOTAL (I+II+III)	4 804	437	5 241

Bamako, le 17 août 2023

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

DETTE EXTERIEURE : PREV. D'ALLEGEMENT PPTTE TRIMESTRIALISE 2024.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	QI	QII	QIII	QIV
	31/03/2024	30/06/2024	30/09/2024	31/12/2024
I - CLUB DE PARIS	-	1 907	1 907	3 763
COFACE	0	0	0	0
TRESOR Français	0	0	0	0
ECGD	0	0	0	0
JAPON	0	648	648	1291
RUSSIE	0	1222	1222	2435
NCM	0	0	0	0
SACE	0	37	37	37
II - AUTRES BILATERAUX	559	625	1 186	1 252
FONDS SAOUDIEN	559	625	1186	1252
TOTAL BILATERAUX (I+II)	559	2 532	3 093	5 015
III - MULTILATERAUX	16	113	129	226
BID	0	0	0	0
FED	16	52	68	104
IDA/CEE	0	61	61	122
TOTAL (I+II+III)	575	2 645	3 222	5 241

Bamako, le 17 août 2023

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DETTE EXTERIEURE : PROJECTION D'ALLEGEMENT PPTE 2024-2028.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	2024		2025		2026		2027		2028	
	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.
I - CLUB DE PARIS	3518	245	3518	197	2249	149	2249	113	2249	77
COFACE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRESOR Français	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ECGD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
JAPON	1269	22	1269	10	0	0	0	0	0	0
RUSSIE	2227	208	2227	172	2227	135	2227	99	2227	63
NCM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SACE	22	15	22	15	22	14	22	14	22	14
II - AUTRES CREANCIERS BILATERAUX	1066	186	1066	373	1066	578	1066	538	389	269
FONDS SAOUDIEN	1066	186	1066	373	1066	558	1066	538	389	269
III - TOTAL CREANCIERS BILATERAUX	4584	431	4584	570	3315	727	3315	651	2638	346
IV - CREANCIERS MULTILATERAUX	220	6	221	3	221	2	221	2	221	1
BID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FED	98	6	99	3	99	2	99	2	99	1
IDA/CEE	122	0	122	0	122	0	122	0	122	0
TOTAUX GENERAUX	4804	437	4805	573	3536	729	3536	653	2859	347
Cumul pr+int	5 241		5 378		4 265		4 189		3 206	

Bamako, le 17 août 2023

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2024.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	16800	0	0	0	0	0	13550	0	52040	0	68801	0	0	0	30000	0	30000	0	20000	0	40000	0	20000	0	290991	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	14168	6120	19820	13371	25940	12321	53195	20124	22000	7795	1608	16176	23284	15643	56741	20211	13700	25005	62760	17032	22000	18313	6608	11167	321824	183278
TOTAL	30768	6120	19820	13371	25940	12321	66745	20124	74040	7795	70409	16176	23284	15643	86741	20211	43700	25005	82760	17032	62000	18313	26608	11167	612815	183278
Cumul (Princ.+Int)	36 888		33 191		38 261		86 869		81 835		86 585		38 927		106 952		68 705		99 792		80 313		37 775		796 093	

Bamako, le 17 août 2023
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL TRIMESTRIALISE 2024.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		Q1 (31/03/24)		Avril		Mai		QII (30/06/24)		Juillet		Août		QIII (30/09/24)		Octobre		Novembre		QIV (31/12/24)		Total 2024	
	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.	Princ.	Int.
BONS DU TRESOR	16600	0	16600	0	16600	0	30150	0	82190	0	150991	0	150991	0	180991	0	210991	0	230991	0	270991	0	290991	0	290991	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	14168	6120	33988	19491	59928	31812	113123	51936	135123	59731	136731	75907	160015	91550	216766	#####	230456	136766	293216	153798	315216	172111	321824	183278	321824	183278
TOTAL	30768	6120	50588	19491	76528	31812	143273	51936	217313	59731	287722	75907	311006	91550	397747	#####	441447	136766	524207	153798	586207	172111	612815	183278	612815	183278
Cumul (Princ.+Int)	36 888		70 079		108 340		195 209		277 044		363 629		402 558		509 508		578 213		678 005		758 318		796 093		796 093	

Samako, le 17 août 2023

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DETTE INTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2024-2028.

(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	2024		2025		2026		2027		2028	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	290991	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	321824	183278	363621	161450	650884	136895	343772	95392	491700	69820
TOTAL	612815	183278	363621	161450	650884	136895	343772	95392	491700	69820
Cumul (Princ.+Int)	796 093		525 071		787 779		439 164		561 520	

Bamako, le 17 août 2023

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT MENSUEL 2024

(montants en millions de FCFA)

ORGANISMES	janv	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	TOTAL GENERAL
BNDA			8		28	11			8		28	11	94
EDM-SA			132						136				268
SOGEM	207	926		525			207	910		515			3 290
BDM-SA				14						13			27
BMS-SA				125						123			248
TOTAL	207	926	140	664	28	11	207	910	144	651	28	11	3 927

Bamako le 17 août 2023

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT TRIMESTRIEL 2024

(montants en millions de FCFA)

ORGANISMES	1er Trimestre			2è Trimestre			3è Trimestre			4è Trimestre			TOTAL GENERAL
	janv	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	
BNDA			8		28	11			8		28	11	94
EDM-SA			132						136				268
SOGEM	207	926		525			207	910		515			3 290
BDM-SA				14						13			27
BMS-SA				125						123			248
Total mensuel	207	926	140	664	28	11	207	910	144	651	28	11	3 927
Total trimestriel	1273			703			1 261			690			

Bamako le 17 août 2023

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



RETROCESSION : PROJECTION DE RECOUVREMENT 2024-2028

(montants en millions de FCFA)

Désignation	2024	2025	2026	2027	2028	Observations
BNDA	94	94	94	93	92	
EDM-SA	268	127	121	116	110	
BDM (Ligne de crédit BADEA)	27	0	0	0	0	
SOGEM	3 290	3 185	3 079	2 313	1 578	
BMS-SA	248	237	226	0	0	
TOTAL	3 927	3 643	3 520	2 522	1 780	

Bamako, le 17 août 2023

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



ETAT P

**STATISTIQUES SUR LES
EMPLOIS CREES**

**MINISTERE DE L'ENTREPRENEURIAT
NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE**

**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION**



**REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI**

Statistiques sur les créations d'emplois 2022 - 2023 et les perspectives pour 2024

Août 2023

1. Statistiques des emplois créés en 2022 et 2023

1.1. Statistiques des emplois créés de janvier à décembre 2022

1.1.1. Emplois créés par le secteur privé formel en 2022

Au cours de l'année 2022, le secteur privé formel a créé 30 368 emplois contre 25 031 en 2021, soit une augmentation de 21,32%.

Les branches « Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale » et « Activités de Services de Soutien et de Bureau » viennent respectivement en première et deuxième position avec 6 288 et 5 575 emplois créés (soient 20,7% et 18,4% des emplois créés par le secteur privé formel). La branche « activités extractives » occupe la troisième place avec 3 837 emplois créés (Tableau 1).

Tableau 1: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activité, type de contrat et par sexe en 2022

Branches d'activités	Type de Contrat						Total
	CDD			CDI			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Agriculture, Sylviculture, Pêche	320	74	394	94	20	114	508
Activités Extractives	2 026	111	2 137	1 657	43	1 700	3 837
Activités de Fabrication	540	25	565	271	27	298	863
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	22	9	31	74	3	77	108
Production et Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement des Déchets et Dépollution	161	19	180	58	24	82	262
Construction	653	24	677	250	11	261	938
Commerce	625	280	905	613	202	815	1 720
Transports et Entreposage	216	27	243	216	32	248	491
Hébergement et Restauration	204	53	257	112	31	143	400
Information et Communication	108	36	144	173	39	212	356
Activités Financières et d'Assurance	346	157	503	183	89	272	775
Activités Immobilières	24	6	30	3	3	6	36
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	135	35	170	94	30	124	294
Activités de Services de Soutien et de Bureau	2 231	608	2 839	1 897	839	2 736	5 575
Activités d'Administration Publique	205	68	273	532	179	711	984
Enseignement	597	308	905	1 057	294	1 351	2 256
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	3 128	1 224	4 352	1 275	661	1 936	6 288
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	20	2	22	6	1	7	29
Autres Activités de Services N.C.A.	1 235	322	1 557	307	63	370	1 927
Activités Spéciales des Ménages	23	9	32	7	4	11	43
Activités des Organisations Extraterritoriales	1 561	491	2 052	487	139	626	2 678
Total	14 380	3 888	18 268	9 366	2 734	12 100	30 368

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le District de Bamako et la Région de Kayes ont enregistré plus de créations d'emplois, comparativement aux autres régions, avec respectivement, 15 629 et 3 442 emplois créés en 2022.

Les créations d'emplois dans ces deux localités sont le fruit de l'importance de l'activité économique. Les grandes entreprises du secteur formel sont basées à Bamako.

Plus de 60,1% (18 268 sur 30 368) des emplois créés sont à durée déterminée. Les hommes occupent 78,2% (23 746 sur 30 368) des emplois créés en 2022 (tableau 2).

Tableau 2: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe en 2022

Région	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Kayes	1 678	221	1 899	1 365	178	1 543	3 442
Koulikoro	470	184	654	394	146	540	1 194
Sikasso	1 049	205	1 254	1 353	163	1 516	2 770
Ségou	1 434	344	1 778	541	216	757	2 535
Mopti	1 207	305	1 512	380	111	491	2 003
Tombouctou	487	108	595	140	25	165	760
Gao	1 283	190	1 473	435	39	474	1 947
Kidal	73	9	82	5	1	6	88
Ménaka	0	0	0	0	0	0	0
Bamako	6 699	2 322	9 021	4 753	1 855	6 608	15 629
Total	14 380	3 888	18 268	9 366	2 734	12 100	30 368

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le nombre d'emplois créés a connu un pic de 10 233 emplois au premier trimestre 2022, soit 33,7% (10 233 sur 30 368) des créations d'emplois en 2022 (Tableau 3). Le nombre d'emplois occupé par les hommes et par les femmes a progressivement baissé du premier au troisième trimestre, quelle que soit la nature du contrat. Les emplois dont la durée du contrat est indéterminée ont globalement connu aussi une baisse de 64,5% entre le premier et le quatrième trimestre 2022. Ces baisses d'emplois s'expliqueraient par le cycle économique. Le premier trimestre au Mali coïncide avec la période post récolte et c'est la période où l'industrie de transformation agricole est en plein essor. En plus de cela, les emplois privés formels sont liés à l'exercice budgétaire (du 01 janvier au 31 décembre) donc la signature des contrats se fait en grande partie au premier trimestre.

Tableau 3: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe en 2022

Trimestre	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1	4 674	1 280	5 954	3 396	883	4 279	10 233
Trimestre 2	3 758	739	4 497	2 120	731	2 851	7 348
Trimestre 3	2 728	741	3 469	1 832	536	2 368	5 837
Trimestre 4	3 220	1 128	4 348	2 018	584	2 602	6 950
Total	14 380	3 888	18 268	9 366	2 734	12 100	30 368

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) en 2022

1.1.2. Emplois créés par le secteur public en 2022

Les données transmises à l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) font état de 31 351 créations d'emplois en 2022 (tableau 4). Ces emplois ont été créés à travers : (i) les recrutements dans les fonctions publiques d'Etat et des collectivités, dans les Forces Armées et de Sécurité, (ii) les Projets/Programmes d'investissements, et (iii) les Projets/Programmes d'insertion (auto-emplois¹) rattachés aux différents Départements ministériels. Le nombre d'emplois créés par ces derniers représente 57,4% (17 988 sur 31 351) des emplois créés par le secteur public. Plus de 58% (10 560 sur 17988) des emplois créés par les projets/Programmes d'insertion sont à l'actif des interventions des ONG et associations bénéficiant d'un appui de l'Etat du Mali ou des Partenaires. Le Ministère en charge du développement rural (2 767 emplois) et le Ministère de l'Entreprenariat

¹ Les auto-emplois sont généralement financés par les projets programmes rattachés aux différents Départements Ministériels. Il s'agit principalement des micro-projets des jeunes et des femmes, financés par les Projets/Programmes d'insertions. Ces auto-emplois sont généralement des emplois informels.

National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (2 581) viennent en deuxième et troisième position des créations d'auto-emplois à travers les Projets/Programmes d'insertion qui leur sont rattachés (confère l'annexe 1). Il faut rappeler que ces statistiques sont transmises trimestriellement à l'ONEF par les Cellules de Planification et de Statistique (CPS) et les Directions Régionales de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DREFP).

Tableau 4: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur employeur public par sexe en 2022

Type d'emploi public	Homme	Femme	Total
Recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités et des Forces armées et de Sécurité	9 622	1 944	11 566
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement	1 391	406	1 797
Emplois générés par les projets, programmes et agences d'insertion (auto-emplois)	7 995	9 993	17 988
Total	19 008	12 343	31 351

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2022

1.2. Statistiques des emplois créés au premier semestre 2023

1.2.1. Emplois créés par le secteur privé au premier semestre 2023

Au premier semestre 2023, le secteur privé a créé 17 427 emplois. La branche « Activités de Services de Soutien et de Bureau », vient en première position avec 4 003 emplois créés, soit 23,0% des emplois créés par le secteur privé. La branche « Activités pour la santé humaine et l'action sociale » occupe la deuxième position avec 2 377 emplois créés (Tableau 6).

Tableau 5: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activité, type de contrat et par sexe au premier semestre 2023

Branche d'activités	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Agriculture, sylviculture, pêche	175	50	225	34	10	44	269
Activités extractives	1 116	138	1 254	421	37	458	1 712
Activités de fabrication	800	23	823	202	26	228	1 051
Production et distribution d'électricité et de gaz	14	4	18	223	54	277	295
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	53	17	70	39	11	50	120
Construction	324	17	341	136	19	155	496
Commerce	225	58	283	442	124	566	849
Transports et entreposage	119	26	145	145	18	163	308
Hébergement et restauration	83	20	103	79	35	114	217
Information et Communication	108	43	151	98	27	125	276
Activités financières et d'assurance	156	50	206	157	51	208	414
Activités immobilières	38	4	42	18	3	21	63
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	75	16	91	92	11	103	194
Activités de services de soutien et de bureau	2 078	503	2 581	1 184	238	1 422	4 003
Activités d'administration publique	255	185	440	173	112	285	725
Enseignement	325	106	431	636	185	821	1 252
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	940	677	1 617	440	320	760	2 377
Activités artistiques, sportives et récréatives	2	3	5	5	3	8	13
Autres activités de services N.C.A.	563	177	740	131	39	170	910
Activités spéciales des ménages	4	3	7	1	1	2	9
Activités des organisations extraterritoriales	1 174	315	1 489	304	81	385	1 874
Total	8 627	2 435	11 062	4 960	1 405	6 365	17 427

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT), premier semestre 2023

Au premier semestre 2023, le nombre de création d'emplois du secteur privé, enregistré par l'ONEF, a connu une diminution (-154 ; -0,9%) par rapport au premier semestre 2023 (tableau 7).

Les branches d'activités où le nombre de création d'emplois, a le plus augmenté sont : Production et distribution d'électricité et de gaz (+252 ; +85,4%), Activités immobilières (+44 ; +69,8%), Activités de fabrication (+521, 49,6%) et Activités artistiques, sportives et récréatives (+5 ; +38,5%).

Les branches d'activités où le nombre de création d'emplois, a le plus diminué sont : activités spéciales des ménages (-26 ; -288,9%), Construction (-227 ; -45,8%), Activités pour la santé humaine et l'action sociale (-942 ; -39,6%), Agriculture, sylviculture et pêche (-84 ; -31,2%).

Tableau 6: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activités aux premiers semestres 2022 et 2023

Branche d'activités	Total semestre 1 2022	Total semestre 1 2023	Variation en%
Agriculture, sylviculture, pêche	353	269	-31,2
Activités extractives	2 218	1 712	-29,6
Activités de fabrication	530	1 051	49,6
Production et distribution d'électricité et de gaz	43	295	85,4
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	140	120	-16,7
Construction	723	496	-45,8
Commerce	536	849	36,9
Transports et entreposage	302	308	1,9
Hébergement et restauration	271	217	-24,9
Information et Communication	278	276	-0,7
Activités financières et d'assurance	491	414	-18,6
Activités immobilières	19	63	69,8
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	243	194	-25,3
Activités de services de soutien et de bureau	3 524	4 003	12,0
Activités d'administration publique	788	725	-8,7
Enseignement	1 183	1 252	5,5
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	3 319	2 377	-39,6
Activités artistiques, sportives et récréatives	8	13	38,5
Autres activités de services N.C.A.	919	910	-1,0
Activités spéciales des ménages	35	9	-288,9
Activités des organisations extraterritoriales	1 658	1 874	11,5
Total	17 581	17 427	-0,9

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT), semestre 1, 2022 et 2023

Comme les autres années, le District de Bamako vient en première position dans la création d'emploi du secteur privé (tableau 7). En effet au premier semestre 2023, le District de Bamako a enregistré 60,7% des nouveaux emplois formels créés par le secteur privé. Les régions du Nord du Mali enregistrent moins de création d'emplois que celles du Sud.

Tableau 7: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe au premier semestre 2023

Région	CDD			CDI			Total		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Kayes	682	203	885	413	93	506	1 095	296	1 391
Koulikoro	340	150	490	348	82	430	688	232	920
Sikasso	583	95	678	371	97	468	954	192	1 146
Ségou	1 165	228	1 393	291	116	407	1 456	344	1 800
Mopti	476	208	684	140	59	199	616	267	883
Tombouctou	358	111	469	95	30	125	453	141	594
Gao	43	7	50	9	1	10	52	8	60
Kidal	18	4	22	9	2	11	27	6	33
Ménaka									
Taoudéni	11	0	11	4	0	4	15	0	15
Bamako	4 951	1 429	6 380	3 280	925	4 205	8 231	2 354	10 585
Total	8 627	2 435	11 062	4 960	1 405	6 365	13 587	3 840	17 427

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT), premier semestre 2023

Le nombre d'emplois créés est passé de 9 943 au premier trimestre à 7 484 au deuxième trimestre 2022, soit une diminution 32,9% (Tableau 8).

Tableau 8: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe au premier semestre 2023

Trimestres	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1	5 096	1 373	6 469	2 655	819	3 474	9 943
Trimestre 2	3 531	1 062	4 593	2 305	586	2 891	7 484
Total	8 627	2 435	11 062	4 960	1 405	6 365	17 427

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) au premier semestre 2023

1.2.2. Emplois créés par le secteur public au premier semestre 2023

Au premier semestre 2023, le nombre d'emplois créés par le secteur public est de 9 157. Plus de huit emplois sur dix (80,8%) ont été créés dans le cadre des Projets/Programmes d'insertion, rattachés aux différents Départements ministériels et les ONG/Associations bénéficiant d'un appui de l'Etat. Le reste des créations d'emplois est issu des Projets/Programmes d'investissement. Il n'y pas eu de recrutement dans les fonctions publiques de l'Etat et des collectivités et dans les Forces Armées et de Sécurité au premier semestre 2023.

Tableau 9: Récapitulatif des emplois créés par le secteur public au premier semestre 2023

Type d'emploi public	1 ^{er} Trimestre			2 ^e Trimestre			Semestre 1		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités et dans les Forces Armées et de Sécurité	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement	505	127	632	1 067	62	1 129	1 572	189	1 761
Emplois générés par les projets, programmes et agences d'insertion (auto-emplois)	1 191	1 300	2 491	1 981	2 924	4 905	3 172	4 224	7 396
Total	1 696	1 427	3 123	3 048	2 986	6 034	4 744	4 413	9 157

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, premier semestre 2023

1.3. Récapitulatif des emplois créés par les secteurs privé et public du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2023

Au cours des six derniers trimestres, le secteur privé a créé 47 795 emplois. Plus de six emplois sur dix (61,4%) sont à durée déterminée. Les femmes occupent seulement 21,9% des emplois créés. Le plus haut niveau des créations d'emplois a été atteint au premier trimestre 2023 avec 10 233 (Tableau 12).

Tableau 10: Récapitulatif des emplois créés par trimestre par le secteur privé du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2023

Trimestres	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1_2022	4 674	1 280	5 954	3 396	883	4 279	10 233
Trimestre 2_2022	3 758	739	4 497	2 120	731	2 851	7 348
Trimestre 3_2022	2 728	741	3 469	1 832	536	2 368	5 837
Trimestre 4_2022	3 220	1 128	4 348	2 018	584	2 602	6 950
Trimestre 1_2023	5 096	1 373	6 469	2 655	819	3 474	9 943
Trimestre 2_2023	3 531	1 062	4 593	2 305	586	2 891	7 484
Total	23 007	6 323	29 330	14 326	4 139	18 465	47 795

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Comme le secteur privé, le secteur public a créé moins d'emplois au cours des six derniers trimestres (janvier 2022 à juin 2023). Au total, 40 508 emplois créés par le secteur public ont été enregistrés. Plus de 62% (25 384 sur 40 508) des emplois ont été générés par les Projets/Programmes d'insertion (Tableau 13).

Tableau 11: Récapitulatif des emplois créés par le secteur public au cours des six (6) derniers trimestres (janvier 2022 à juin 2023)

Type d'emploi public	Année 2022			Premier Semestre 2023			Total des six derniers trimestres (de janvier 2022 à juin 2023)		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités et dans les Forces armées et de Sécurité	9 622	1 944	11 566	0	0	0	9 622	1 944	11 566
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement	1 391	406	1 797	1 572	189	1 761	2 963	595	3 558
Emplois générés par les projets, programmes et agences d'insertion (auto-emplois)	7 995	9 993	17 988	3 172	4 224	7 396	11 167	14 217	25 384
Total	19 008	12 343	31 351	4 744	4 413	9 157	23 752	16 756	40 508

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2022 et 2023

2. Perspectives pour l'exercice 2024

2.1. Perspectives de création d'emplois par le secteur privé

Nous disposons d'une série de données collectées par trimestre de janvier 2014 à juin 2023 sur les créations d'emplois formels à l'actif du secteur privé. L'évolution de cette série se présente comme suit :

Tableau 12 : Evolution trimestrielle du nombre de création d'emplois par le secteur privé de janvier 2014 à juin 2023

Année	1 ^{er} Trimestre	2 ^e Trimestre	3 ^e Trimestre	4 ^e Trimestre	Total
2014	6 650	5 471	7 136	4 899	24 156
2015	6 066	6 458	5 795	6 577	24 896
2016	6 091	7 753	3 668	3 405	20 917
2017	9 319	9 698	8 046	9 968	37 031
2018	10 241	8 098	5 930	6 477	30 746
2019	4 077	6 095	7 574	5 846	23 592
2020	6 815	6 724	7 123	7 801	28 463
2021	7 292	6 248	5 898	5 593	25 031
2022	10 233	7 348	5 837	6 950	30 368
2023	9 943	7 484	ND*	ND*	17 427
Total	76 727	71 377	57 007	57 516	262 627

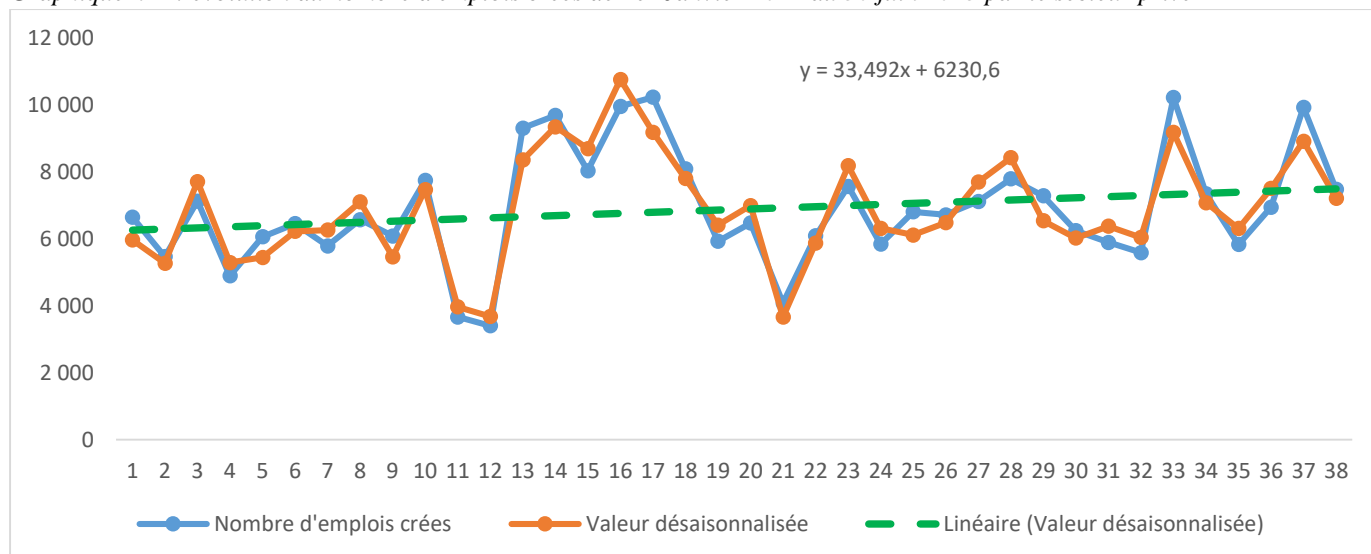
Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

*ND : Données non disponibles

Le plus haut niveau de création d'emplois par le secteur privé a été enregistré en 2017 (37 031 emplois créés). En moyenne, le secteur privé crée 6 000 à 7 000 emplois par trimestre.

La série dont nous disposons, permet non seulement de produire le graphique ci-dessous afin de faire ressortir les fluctuations trimestrielles relatives aux créations d'emplois, mais également de faire une prévision des créations d'emplois en fonction du temps, du troisième trimestre 2023 au quatrième trimestre 2024.

Graphique n°1 : évolution du nombre d'emplois créés de 1er Janvier 2014 au 30 juin 2023 par le secteur privé



Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Cette prévision est faite à travers une estimation économétrique d'un modèle simple linéaire. Les résultats de l'estimation, sans tenir compte des autres facteurs exogènes, nous permettent de prévoir le nombre de créations d'emplois par le secteur privé formel comme suit :

Tableau 13 : Evolution prévisionnelle par trimestre du nombre d'emplois créés par le secteur privé du 3^e trimestre 2023 au 4^e trimestre 2024.

Période	Prévision
3 ^e Trimestre 2023	7 010
4 ^e Trimestre 2023	7 048
1 ^{er} Trimestre 2024	8 523
2 ^e Trimestre 2024	7 969
3 ^e Trimestre 2024	7 138
4 ^e Trimestre 2024	7 176
Total	44 863

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

2.2. Les perspectives de créations d'emplois par le secteur public

Contrairement aux statistiques sur les créations d'emplois du secteur privé, nous ne disposons pas pour l'instant, de longue série sur les créations d'emplois du secteur public. Ces statistiques sont généralement disponibles en fin d'année. La non disponibilité de longue série rend difficile l'utilisation d'outils statistiques appropriés pour faire de bonnes prévisions. Nous nous basons sur les perspectives économiques de la Banque Africaine de Développement (BAD). Selon lesquelles, malgré des chocs liés à l'embargo et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'activité économique devrait enregistrer un rebond en 2022 (croissance de 3,7 % contre 3,1 % en 2021).

En termes de perspectives, la croissance devrait augmenter en 2023 (5,1 %) et 2024 (5,3 %), tirée par la reprise de la production de coton, les activités extractives (découverte de lithium), la production industrielle d'or, le lancement de nouvelles industries, et la restructuration d'industries en difficulté. L'inflation devrait se rétrécir (2,6 % en 2023 et 2,4 % en 2024), du fait de la bonne production céréalière (+7,7 % et +5,1 %) couplée à la suspension temporaire de l'exportation de céréales².

En tenant compte de ces bonnes perspectives, le nombre d'emplois créés par le secteur public connaîtrait une augmentation au deuxième semestre 2023. La même tendance à la hausse se poursuivrait en 2024. De ce fait, nous estimons le nombre total d'emplois créés par les secteurs public et privé comme suit :

Tableau 14 : Prévision du nombre total d'emplois créés par secteur pour le dernier semestre 2022 et pour l'année 2023

Secteur	Année		Total
	2023*	2024**	
Emplois créés par le secteur public	4 000	28 500	32 500
Emplois créés par le secteur privé	14 058	30 806	44 864
Total	18 053	59 306	77 364

* Cette prévision concerne le dernier semestre 2023

** La prévision concerne toute l'année 2024

² <https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/mali/mali-economic-outlook> (page consultée le 09 août 2023)

Annexe : Répartition des emplois créés en 2022 par Département ministériel et Projets/Programmes.

Tableau 15 : répartition du nombre d'emplois créés par le secteur employeur public par sexe en 2022

Ministères/Projets, Programmes, Agence	Homme	Femme	Total
Emplois permanents (recrutements fonctions Etat, Collectivité, Forces armées et Sécurité)	9 622	1 944	11 566
Ministère de la sécurité et de la protection civile	9 622	1 944	11 566
Intégration des élèves Sous-officiers de Police du contingent 2020-2021 de la police nationale	8 558	1 405	9 963
Intégration des élèves Sous-officiers et Sapeur du Rang de la Protection civile du contingent 2021-2022	1 064	539	1 603
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissements en infrastructure	1 391	406	1 797
Ministère de l'administration territoriale et des collectivités locales	180	46	226
Al Barka	42	18	60
Conseil du cercle de Nioro	0	0	0
Projet de déploiement des ressources de l'état pour l'amélioration des services	10	0	10
Projet de déploiement des ressources de l'état	0	15	15
Sahel Etudes Actions pour le Développement	20	13	33
STOP SAHEL	85	0	85
Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales	13	0	13
Projet de Déploiement des ressources de l'Etat pour l'Administration des services	10	0	10
Ministère du développement rural	322	140	462
Activité de résilience et de sécurité alimentaire	38	6	44
Gestion décentralisée des forêts et promotion phase III des chaînes de valeurs agricoles	88	12	100
Renforcement des chaînes de valeur agricoles pour la sécurité alimentaire au Mali	15	5	20
Projet d'appui au développement de l'élevage au Mali	88	117	205
Projet de Développement de la productivité et de diversification Agricoles dans les zones arides et semi arides du Mali	77	0	77
JEGE NI JABA	16	0	16
ONG / Associations	295	90	385
SDC	53	41	94
Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural	10	2	12
PRCA.sa au Mali	15	5	20
Projet d'accès à l'énergie durable pour toutes et tous	7	11	18
Facilité pour le financement de l'adaptation aux changements climatiques au niveau local	2	1	3
Gestion communautaire des ressources naturelles qui résous les conflits	4	1	5
Programme alliance globale contre le changement climatique au mali phase	56	13	69
Programme de développement de l'irrigation dans le Bassin du Bani à Sélingué	86	1	87
Programme de développement durable du delta intérieur	26	7	33
Projet de développement et de sécurisation et pastorale dans la région de Gao	4	2	6
Réponses aux besoins d'urgence dans une perspective à long terme	4	2	6
JEGE NI JABA 2	16	4	20
ZAKAT FOUNDATION	12	0	12
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	123	21	144
Facilité pour le financement de l'adaptation aux changements climatiques au niveau local	3	1	4
Projet de construction du siège de la direction nationale de l'assainissement et du contrôle des pollutions et des nuisances (DNACPN)	120	20	140
Ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne	30	10	40
Projet d'appui de la jeunesse de Douentza à travers la construction d'un siège du conseil régional de la jeunesse et le renforcement de capacités des jeunes leaders sur le processus de DDR	30	10	40
Ministère de la femme, de l'enfant et de la famille	27	12	39
Amélioration de la demande et de l'offre des services de prévention des IST et VIH	15	7	22
Protection des enfants sur les routes migratoire au Mali	12	5	17

Ministères/Projets, Programmes, Agence	Homme	Femme	Total
Ministère de la réconciliation, de la paix et de la cohésion nationale	6	2	8
Appui aux initiatives locales de paix	6	2	8
Ministère de la santé et du développement social	66	7	73
Médecins du monde Belgique	66	7	73
Ministère de l'entreprenariat national, de l'emploi et de la formation professionnelle	318	22	340
Fond d'appui pour la création d'entreprise par les jeunes (FACEJ)	186	22	208
Projet d'amélioration de la compétitivité des entreprises par la formation	132	0	132
Ministère de l'industrie du commerce et de la promotion des investissements	24	56	80
Projet « Renforcement de la Participation Socio-Economique des personnes déplacées internes, réfugiés et communautés vulnérables hôtes »	24	56	80
Auto-Emplois générés par les Projets, Programmes, Agences d'insertion	7 995	9 993	17 988
Ministère du développement rural	713	2054	2767
Projet d'appui au développement Local	104	180	284
Bureau d'étude d'appui conseil pour le développement rural	12	80	92
PRCA/SA Mali	166	54	220
Stop Sahel	118	1 570	1 688
Bureau conseil initiative rural	15	6	21
Comité régional de concertation des ruraux	5	1	6
Fond international pour le développement agricole	293	163	456
ONG / Association	5 271	5 106	10 377
Avenir Brillant (Enda Mali)	13	12	25
Humanité et Inclusion	1 323	1 392	2 715
JEGE NI JABA	352	168	520
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation	7	1	8
Projet SWEDD	433	589	1 022
Tony Elumelu Foundation	35	15	50
Helvetas-Bougouni	134	21	155
Humanité et inclusion	1 677	1 587	3 264
Organisation des Nation Unies pour l'alimentation	7	1	8
Projet de réduction de la violence communautaire	405	195	600
Appuyer les PDI pour leur insertion économique	3	177	180
Autonomisation des femmes: Organisation des nations unies	0	49	49
Association pour le développement communautaire	212	98	310
Projet d'insertion des migrants de retour volontaire	95	1	96
Humanité et Inclusion / Projet ACTIF	15	16	31
PRCA/SA Mali JEGE NI JABA	16	4	20
Programme de Formation en leadership	12	5	17
Projet de réduction des violences communautaires	270	130	400
Projet d'appui à l'apprentissage et autonomisation économique des femmes	189	589	778
Amélioré l'employabilité des jeunes ruraux par apprentissage (IMYETA)	56	33	89
Fonds d'appui à la création d'entreprise par les jeunes (FACEJ)	17	23	40
Ministère de l'entreprenariat national, de l'emploi et de la formation professionnelle	1 673	1 091	2 764
Agence Nationale Pour l'Emploi	595	266	861
Agence pour la promotion de l'emploi des jeunes	452	287	739
Emploi des Jeunes Créé des Opportunités ici au Mali	212	354	566
Fonds d'appui à la création d'entreprise par les jeunes (FACEJ)	229	48	277
IMYETA	32	23	55
Fonds d'appui à la formation professionnelle et a l'apprentissage	4	9	13
Améliorer l'employabilité des jeunes ruraux maliens	44	26	70
Centre professionnel d'apprentissage des métiers (CEPAM) de Bougouni	105	78	183
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	186	1 461	1 647
Programme de développement durable du delta intérieur du Niger	186	1 461	1 647
Ministère Administration territoriale	21	43	64
Stratégie d'apprentissage accélère pour adolescent	21	43	64
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	117	235	352

Ministères/Projets, Programmes, Agence	Homme	Femme	Total
Appui à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant	0	199	199
GEI BAFANTA	10	5	15
Gestion décentralisée des forêts et promotion phase III des chaînes de valeurs agricoles	107	31	138
Ministère de la santé et du développement social	14	3	17
Mouvement Biologique Malien	14	3	17
Total	19 008	12 343	31 351

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2022

ETAT Q

SUBVENTIONS A L'ENERGIE DU MALI (EDM SA)

FCFA

	Indicateurs	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (au 30 juin)
1	Puissance totale installée (MW)	467,2	528,1	533,2	590,2	529,5	628,2	772,0	835,9	903,8	866,2	813,0
2	Puissance totale disponible des centrales énergie renouvelable (MW)	0,2	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	53,1	278,5
3	Puissance disponible											671,8
4	Energie totale produite (GWh)	1 402,0	1 573,9	1 712,0	1 905,3	2 081,1	2 219,7	2 410,9	2 595,0	2 805,7	2 860,2	1 549,7
5	Energie brute totale produite renouvelable (GWh) solaire	0,0	1,2	1,5	1,9	2,8	2,4	1,2	60,4	81,6	79,2	41,8
6	Energie importée (GWh)	216,4	295,7	246,5	281,0	445,4	436,7	601,6	762,4	406,2	496,7	144,7
7	Pertes distribution (%)	15,70%	17,40%	17,76%	17,16%	15,13%	16,60%	17,45%	18,85%	23%	17,91%	14,98%
8	Taux énergie non distribuée (%)	1,3%	0,9%	0,2%	0,2%	0,3%	2,0%	2%	3,0%	2%	2,8%	5,5%
9	Taux recouvrement global (%) à M+12	97,7%	98,7%	98,7%	98,52%	98,81%	98,52%	98,50%	98,50%	98,50%	98,69%	98,33%
10	Taux recouvrement instances officielle (%)										82,70%	76,87%
11	Taux recouvrement clients paraétatiques (%)										44,54%	35,43%
12	Arriérés auprès fournisseurs privés (millions de FCFA)	35 779,0	48 699,0	87 810,9	113 684,0	127 922,7	145 209,0	310 245,0	252 722,6	353 019,1	509 429,8	558 370,3
13	Arriérés fiscaux auprès Etat	9 634,0	9 992,0	16 029,5	13 384,0	14 424,1	42 269,0	77 798,9	45 364,6	110 865,8	165 425,6	183 423,0
14	Energie facturée (GWh)	1 104,7	1 225,8	1 332,3	1 488,9	1 650,9	1 730,9	1 861,5	1 976,2	2 170,1	2 190,9	1 215,1
15	Nombre total clients	313 621,0	346 978,0	400 690,0	462 761,0	515 827,0	569 324,0	627 682,0	684 237,0	749 025,0	829 034,0	865 319,0
16	Nombre clients résidentiels (Total BT)	311 952,0	345 141,0	398 760,0	460 696,0	513 601,0	566 933,0	625 087,0	681 560,0	746 112,0	825 947,0	862 141,0
17	Nombre employés	1 314,0	1 561,0	2 018,0	2 141,0	2 270,0	2 282,0	2 211,0	2 183,0	2 445,0	2 337,0	2 581,0
18	Ratio clients/employé	238,7	232,1	198,6	216,1	227,2	249,5	283,9	313,4	306,3	354,7	335,3
19	Tarif Moyen (FCFA (y/C pénalitéprime fixe majoration minoration)/kWh)	95,9	97,4	97,8	99,1	97,8	98,8	99,5	101,0	99,9	125,5	127,7
20	Tarif Moyen résidentiels (FCFA/kWh) (tarif BT)	105,2	105,6	104,7	106,5	105,5	105,3	105,3	105,2	105,2	112,2	112,0
21	Revenus recouverts par kWh produit (FCFA/kWh)	82,4	90,3	98,5	93,4	94,5	93,3	85,7	93,0	76,5	90,0	80,0
22	Revenus recouverts par kWh facturé (FCFA/kWh)	104,6	115,9	126,6	119,5	119,2	119,6	111,0	110,7	98,8	117,0	96,0
23	Ventes totales (FCFA millions)	104 077,1	118 191,3	137 340,9	152 169,7	166 944,5	182 311,0	196 323,2	207 988,4	214 499,8	230 655,6	126 722,9
24	Revenus totaux recouverts (FCFA millions) (Encaissements)	115 531,5	142 121,2	168 630,4	177 975,6	196 722,1	207 089,0	206 703,0	218 855,0	239 407,0	225 072,4	
25	Salaire/charges de personnel (FCFA millions)	12 338,0	13 461,4	17 952,6	16 394,9	16 908,1	23 148,0	24 446,2	27 063,8	29 006,4	27 763,7	14 855,4
26	Dépenses effectives entretien production (FCFA millions)	3 179,7	1 477,2	2 203,8	1 407,1	1 389,5	5 083,2	7 169,4	4 110,0	1 637,9		
27	Dépenses effectives T&D (FCFA millions)	1 813,5	2 950,8	1 198,4	3 152,9	2 196,5	1 178,0	4 434,4	5 029,1	8 370,0	14 059,6	9 005,7

28	Clients résidentiels avec compteurs avec prépaiement (%)	25,47%	36,29%	45,57%	53,56%	58,59%	62,66%	66,56%	69,49%	72%	75,16%	76,30%
29	Total Abonnés	313 621,0	346 978,0	400 690,0	462 761,0	515 827,0	569 324,0	627 682,0	684 237,0	749 025,0	829 034,0	865 319,0
30	BT Post Paye	232 501,0	219 874,0	217 029,0	213 958,0	212 680,0	211 707,0	209 056,0	207 920,0	205 392,0	202 877,0	201 927,0
31	ISAGO	79 451,0	125 267,0	181 731,0	246 738,0	300 921,0	355 226,0	416 031,0	476 317,0	540 720,0	623 070,0	660 214,0
32	MT	1 669,0	1 837,0	1 930,0	2 065,0	2 226,0	2 391,0	2 595,0	2 677,0	2 913,0	3 087,0	3 178,0
33	Résultats d'exploitation (± FCFA millions)	23 833,4	10 535,4	813,5	-11 275,9	-9 878,4	-32 641,0	-32 803,6	-54 884,8	-45 226,1	-183 143,3	-97 071,7
34	Résultats Nets avec Subventions (± FCFA millions)	17 544,9	474,8	-13 071,3	-26 364,3	-2 210,2	-51 194,0	-44 850,8	-75 056,2	-55 015,2	-209 587,3	-105 997,5
35	Mouvements sorties du personnel	43,0	42,0	62,0	60,0	56,0	68,0	39,0	68,0	58,0		
36	Subventions	59 248,6	57 107,6	42 000,0	33 655,8	340 000,0	42 000,0	75 000,0	30 000,0	63 317,5	25 000,0	17 750,3
37	Exonérations fiscales(*)					28 208,9	24 052,5	28 728,1	27 486,4	42 246,6		
38	Produits pétroliers					19 925,8	24 052,5	28 728,1	27 486,4	42 246,6		
39	Investissements					8 283,1	7 436,4			42 246,6	6 631,2	3 161,7
40	Stock des prêts rétrocédés					58 358,2	59 666,1	53 069,4	91 720,2	103 373,7	105 436,2	106 099,6
41	Positions nette EDM SA vis-à-vis de l'Etat					-3 742,0	-31 094,7	0,0	0,0			
	Impayés administration (Budget national et régional)					4 279,0	7 463,0	3 136,3	3 690,1	6 437,2		
	Autres impayés (reliquat subvention)					500,0	15 500,0	0,0	0,0	15 000,0	5 000,0	12 250,0
	Dettes fiscales nettes					7 521,0	34 109,2	45 364,6	77 798,9	77 798,9		
	Autres dettes de l'Etat sur EDM SA (avance trésor)					0,0	19 948,5	38 551,4	36 782,5	36 782,5	26 000,0	0,0
Exonérations fiscales(*) : les exonérations fiscales sont des estimations que nous avons effectuées												

ETAT R

LISTE DES TAXES PARAFISCALES ET LEUR EVALUATION

PREVISIONS DE RECOUVREMENT 2024 DES TAXES PARAFISCALES

(Unité en millions de F CFA)

Code	Désignation	Budget	Prévisions 2024
	Taxe-Logement-TL (1% x Base CF)	OMH	5 915
	Taxe Touristique	APTМ	2 153
	Contribution de solidarité sur les billets d'avion	Projet SIDA	442
	Redevance Régulation	ARMDS	1 383

NB: ⇒ Les prévisions de TL sont établies sur la base des prévisions CF
 ⇒ Les prévisions de Taxe Touristique, de Contribution de solidarité sur les billets d'avion, et de la Redevance de Régulation sont établies sur la base des réalisations de l'exercice précédent (2023) auxquelles sont appliqués les taux de croissance nominale de l'économie en 2024

Bamako, le 30 août 2023

Le DIRECTEUR GENERAL



Mathias Konate

Mathias KONATE

Chevalier de l'Ordre National

ETATS

**ANNEXE SUR LES DEPENSES
FISCALES**

SIGLES ET ABREVIATIONS

CEDEAO : COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

CGI : CODE GENERAL DES IMPÔTS

CREDAF : CENTRE DE RENCONTRES ET D'ÉTUDES DES DIRIGEANTS DES ADMINISTRATIONS FISCALES

DE : DROITS D'ENREGISTREMENT

EE : EXONERATIONS EXCEPTIONNELLES

DD : DROIT DE DOUANE

DF : DEPENSE FISCALE

DGD : DIRECTION GENERALE DES DOUANES

DGI : DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

IBIC : IMPÔT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

IS : IMPÔT SUR LES SOCIETES

PIB : PRODUIT INTERIEUR BRUT

RFD : RECETTES FISCALES ET DOUANIERES

RS : REDEVANCE STATISTIQUE

SFR : SYSTEME FISCAL DE REFERENCE

TEC : TARIF EXTERIEUR COMMUN

TVA : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

UEMOA : UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAIN

RÉSUMÉ

L'évaluation des dépenses fiscales constitue une exigence pour les États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), depuis l'avènement de la directive communautaire n°01/2009 du 27 mars 2009 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques. Le présent rapport qui est à sa 12^{ème} édition s'inscrit dans cette dynamique de transparence.

L'estimation du coût des allègements fiscaux a pour objectif d'éclairer les décideurs en matière de politique fiscale. Elle sert de base d'analyse pour la rationalisation des dépenses fiscales. Pour mener à bien cette démarche de rationalisation, l'estimation des dépenses fiscales doit être complétée par une étude d'appréciation de leur pertinence quant aux objectifs. L'étude actuelle se limite à l'évaluation budgétaire.

Au titre de l'année 2022, le coût des dépenses fiscales évaluées est de 311,51 milliards de francs CFA. L'évaluation a concerné les dépenses fiscales mises en œuvre au niveau de la Direction générale des impôts et de celles des Douanes.

L'étude actuelle vise à faire le point sur les dépenses fiscales de l'année en cours (2022). Elle compare également les résultats obtenus en 2022 à ceux de 2021 et 2020.

INTRODUCTION

À des fins d'incitation économique ou d'équité sociale, les règles d'imposition ont toujours connu des dérogations afin d'alléger la charge fiscale de certaines catégories de contribuables ou d'opérations. Ces régimes fiscaux dérogatoires constituent des sources importantes de pertes de recettes fiscales pour le budget national et elles créent parallèlement d'importantes distorsions sur le plan économique. Outre, leur volume de plus en plus important, elles posent d'énormes difficultés de gestion toute chose rendant leur maîtrise difficile. Dans le but de rationaliser les exonérations fiscales au Mali, la loi n°2017-022 du 12 juin 2017 déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières a été adoptée. Cette loi annonce qu'aucune exonération fiscale ou douanière n'est autorisée si elle n'est pas expressément prévue par une loi.

L'évaluation des dépenses fiscales constitue une exigence pour les États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), depuis l'avènement de la directive communautaire n° 01/2009 du 27 mars 2009 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques.

En vue de permettre d'apprécier le volume des exonérations fiscales ainsi concédées, il a été décidé de produire des rapports d'évaluation et que ceux-ci fassent l'objet d'une annexe à la Loi des Finances. Le premier rapport sur les dépenses fiscales a été produit en 2011. Depuis, chaque année, un rapport est produit. C'est dans ce contexte que la présente étude qui est à sa 12^e édition, est réalisée. Elle concerne les données de l'année 2022.

Il est important de souligner que la structure en charge de l'évaluation des dépenses fiscales est confrontée à un certain nombre de difficultés :

- dans la rédaction du présent Rapport, compte tenu du faible moyen, accordé à la Division Politiques Fiscales, aucune visite et/ou enquête de terrain n'a pu être effectuée. Elle aurait permis, non seulement d'interroger les personnes ressources (les responsables des administrations domaniales, fiscales et douanières, les conseils fiscaux, les financiers, les statisticiens, les comptables, les universitaires et les députés , etc.), les bénéficiaires des mesures fiscales dérogatoires (les ménages, les entreprises, les ONG, les organisations internationales, les ambassades, etc.) sur l'utilité et l'ampleur des exonérations fiscales de façon générale et pendant la période 2022 ;
- Aussi, une autre difficulté n'est-il pas la collecte des données au niveau des services des Impôts non informatisés. Pour ce qui concerne les services non informatisés, ils doivent transmettre l'état des exonérations constatées par eux via courrier physique. Le préalable est de pouvoir écrire sur fichier dur, c'est-à-dire presque manuellement contrairement aux Centres informatisés qui saisissent dans SIGTAS qui génère des informations directement exploitables par la Division Politiques Fiscales. Les données des centres non informatisés viennent soit rarement, soit en retard.

Par ailleurs, les montants exonérés collectés ne sont ni détaillés par référence légale (article qui donne l'exonération), ni par produit, ni par bénéficiaire.

- pour ce qui concerne les douanes, les données viennent presque toujours en retard et après plusieurs relances. Il est aisé de déduire que ce comportement de la Direction Générale des Douanes est favorisé par l'absence d'hierarchie entre la Direction Générale des Impôts, chargée d'élaborer le rapport de dépenses fiscales, et la Direction Générale des Douanes.

Malgré ces difficultés, la structure dédiée à l'évaluation du coût des dépenses fiscales compile les données et fait des analyses possibles selon les détails disponibles sur lesdites données. L'estimation bien que non exhaustive, en ce sens que certaines mesures ne sont pas du tout évaluées et d'autres ne font l'objet que d'une évaluation partielle, fait ressortir un manque à gagner de 311.51 milliards de francs CFA au titre de l'exercice 2022. Ce coût rapporté aux recettes fiscales indique un taux de 19.45%.

La présente évaluation s'articule autour de trois axes :

- cadre conceptuel et méthodologique;
- évaluation du coût budgétaire des dépenses fiscales;
- focus sur certaines dépenses fiscales de la Direction Générale des Impôts.

I. CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE

La première étape de l'étude consiste à fixer le cadre de l'analyse. Celui-ci s'articule autour, de la compréhension du concept de dépense fiscale et de ses implications d'une part, et d'autre part, de la méthodologie à suivre pour l'évaluation.

1. CADRE CONCEPTUEL

La décision N°08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015 instituant les modalités d'évaluation des dépenses fiscales dans les États membres de l'UEMOA a dégagé certaines idées prioritaires quant à la définition de la dépense fiscale. Il s'agit du système fiscal de référence (régime fiscal de base) ; de la délimitation du périmètre d'évaluation aux impôts nationaux ; de la méthodologie à adopter.

a. DEFINITION DE LA DEPENSE FISCALE

Selon la décision N°08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015, « Une dépense fiscale est un transfert de ressources publiques résultant d'une réduction des obligations fiscales relativement à un système fiscal de référence, plutôt qu'une dépense directe. Elle résulte d'une mesure dérogatoire de nature fiscale prise par une autorité habilitée, en vue d'alléger la charge fiscale d'un contribuable ou d'un secteur d'activités et qui entraîne un manque à gagner pour le trésor public. ».

La dépense fiscale constitue donc une perte de recettes pour l'État et pour le contribuable un allègement de charges fiscales par rapport à ce qui serait résulté de l'application de la norme, c'est-à-dire des principes généraux du droit fiscal.

Néanmoins, toutes les exonérations ne sont pas des dépenses fiscales, et certaines mesures autres que des exonérations peuvent donner lieu à des dépenses fiscales.

En particulier, les exonérations de TVA de porte sur les biens importés par des entreprises au régime du Code des Investissements ou au Code minier ne peuvent pas être considérées comme des dépenses fiscales car elles n'entraînent pas de pertes de recettes. La TVA qui aurait été collectée sur les importations de ces entreprises est par nature déductible, donc ne constitue pas une perte de recettes.

Les pertes de recette dues aux réductions de taux et à l'allocation d'un crédit d'impôt en cas d'investissement ne sont pas des exonérations mais constituent des dépenses fiscales.

Les aspects structurels de la législation, comme les abattements personnels ou les taux progressifs, sont aussi jugés comme faisant partie du système fiscal de référence et ne sont donc pas des dépenses fiscales.

En outre, certaines dispositions d'atténuation du taux ou de la base imposable visant à éliminer la double imposition ou à se conformer à des pratiques normalisées au plan international ou sous régional ne sont pas non plus considérées comme des dépenses fiscales.

Une dépense fiscale n'existe donc que par rapport à un système fiscal de référence. Pour chaque type d'impôt, le choix du système de référence consiste à définir le champ d'application, la base imposable et le ou les taux ou tarifs.

Les caractéristiques qui peuvent aider à la qualification d'une mesure de dérogation fiscale en « dépense fiscale » sont :

- la dérogation par rapport à un système de référence (qualifier une mesure de "dépense fiscale" suppose de se référer à une législation de base à laquelle elle déroge) ;
- la motivation à but incitatif ;
- la possibilité de remplacement par une subvention directe.

L'identification des dépenses fiscales est un exercice de classification qui revient à établir une distinction, dans les dispositions fiscales en vigueur, entre celles qui relèvent d'un système fiscal de référence (découlant de la norme) et une série de dispositions qui dérogent à ce système. Elle requiert donc une définition claire du système de référence.

La définition d'un système de référence est donc l'étape essentielle du processus d'évaluation de la dépense fiscale.

b. DEFINITION DU SYSTEME FISCAL DE REFERENCE

Il n'existe pas une définition standard du système de référence qui serait une norme communément admise au niveau international.

Il implique pour chaque pays, des choix de politiques économiques, sociales et fiscales. En outre, elle est susceptible d'évoluer en fonction de la législation nationale ou communautaire. À ce titre, deux options sont envisageables :

- la première est faite sur la base de la législation existante ;
- la deuxième concerne le système optimal visé à terme (meilleures pratiques connues pour chaque taxe à l'interne et /ou à l'externe).

La première option, plus pragmatique, est le plus souvent choisie par les pays. Ceci signifie que les éléments du cadre de référence (la norme) doivent être de nature législative et revêtir un caractère général. Trois critères définissent le système de référence :

- l'ancienneté de la mesure ;
- le caractère général de la mesure ;
- la doctrine fiscale.

Cependant, le critère d'ancienneté n'a pas été retenu par la commission de l'UEMOA pour assimiler une dépense fiscale à une composante d'un système fiscal de référence.

Certains organismes internationaux estiment que le système fiscal de référence doit comprendre « La structure des taux, les conventions comptables, la déductibilité des paiements obligatoires, les dispositions visant à faciliter l'administration des impôts et des dispositions concernant les obligations fiscales internationales. »

Par souci de simplification, beaucoup de pays retiennent tout simplement le Code Général des Impôts, le Code des douanes, et le TEC (Tarif Extérieur Commun) comme système fiscal de référence.

La décision N° 08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015 a défini le Système Fiscal de Référence en son article 5, ainsi qu'il suit :

« Les États membres définissent un système fiscal de référence basé sur le droit commun de la législation fiscale intérieure et douanière. Ce système de référence est le régime fiscal le plus neutre possible s'appliquant à tous les contribuables ou à toutes les opérations économiques avec le moins de discrimination possible. Il indique, pour chaque impôt, droit ou taxe, l'assiette et le taux. Toute mesure dérogatoire au système de référence est considérée comme une dépense fiscale et entre dans le périmètre de l'évaluation. Les dispositions fiscales dérogatoires contenues dans les conventions et accords internationaux régulièrement ratifiés font partie du système fiscal de référence. En matière de législation fiscale intérieure, le système fiscal de référence est défini en fonction de la réglementation communautaire relative à l'harmonisation de la fiscalité intérieure des États de l'Union. En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au Tarif Extérieur Commun ».

c. SYSTEME FISCAL DE REFERENCE DES IMPOTS, DROITS ET TAXES COUVERTS PAR L'EVALUATION DES DEPENSES FISCALES.

- la Taxe sur la Valeur Ajoutée

L'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est encadrée par la directive C/DIR1/05/09 du 27 mai 2009 portant harmonisation des législations des états membres de la CEDEAO en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Les pays membres ont la latitude de pouvoir choisir leur taux normal applicable dans une fourchette de 5% à 20%. Ils ont, en outre, la possibilité de fixer aussi un taux réduit de TVA en plus du taux normal choisi (art 30 de la directive).

Dès lors que l'application du taux réduit de TVA ou l'exemption ne résulte pas d'une obligation communautaire, c'est le caractère incitatif, général ou sectoriel de cette application qui détermine si la mesure est considérée ou non comme une dépense fiscale.

Ainsi, sont considérées comme des dépenses fiscales les exonérations ou réductions de taux qui ont pour objet de soutenir un secteur particulier (énergies renouvelables et nouvelles technologies de l'information et de la communication).

Les taux réduits ou les exonérations qui s'appliquent à des produits de base avec un objectif de redistribution entre les ménages sont, en revanche, considérés comme conformes aux principes généraux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (par exemple les médicaments, les céréales, le pain etc.)

Ainsi, peuvent faire partie intégrante de la norme de référence, les produits et services expressément exonérés par la directive susmentionnée (art 8) et transposés dans le Code Général des Impôts.

Le taux retenu par le Mali est 18%.

- **l'Impôt sur les Sociétés et l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux**

Les éléments structurels du système d'imposition en matière d'Impôt sur les Sociétés comprennent :

- le taux d'imposition linéaire (taux de droit commun) ;
- la déduction des pertes antérieures ;
- l'amortissement admis par les règles comptables ;
- les dispositions visant à éviter la double imposition.

Les taux retenus par le Mali sont de 30% du bénéfice imposable et 1% du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit.

Cependant, ce montant ne peut être inférieur à la fraction de l'Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique).

- **la Taxe sur les contrats d'assurance**

L'Unité d'imposition est la Convention d'assurance ou de rente viagère. La base imposable de référence est le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires.

Les taux de référence sont de 4% et de 20%. Le taux de 4 % s'applique aux contrats d'assurance contre les risques de toute nature, de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre. Le taux de 20% s'applique aux autres contrats d'assurance.

- **la Taxe sur les Activités Financières**

Sont soumis à la Taxe sur les activités financières, les produits des opérations réalisées au Mali qui se rattachent aux activités bancaires ou financières et d'une manière générale, tout produit se rattachant au commerce des valeurs et de l'argent.

La base imposable est constituée du montant des recettes réalisées à l'occasion des opérations imposables. La taxe est exclue de la base d'imposition.

Les taux de référence de la taxe sont fixés à 17 % et à 15 %. Le taux réduit de 15 % est appliqué sur les intérêts, commissions et frais perçus à l'occasion de toutes les opérations finançant les ventes à l'exportation.

- **la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs**

Est soumise à la contribution forfaitaire à la charge des employeurs, toute personne physique ou morale passible de l'Impôt sur les sociétés, de l'Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'Impôt sur les bénéfices agricoles qui verse des rémunérations, traitements ou salaires.

La contribution est assise sur le montant brut des salaires et indemnités, payés à l'ensemble du personnel, y compris la valeur réelle des avantages en nature.

Le taux de la contribution est fixé à 3,5 %.

- **les Droits d'Enregistrements, de mutations et de successions**

Les droits d'enregistrement sont fixes, proportionnels, ou progressifs suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

La perception des droits est réglée d'après la forme extérieure des actes ou la substance de leurs dispositions, sans égard à leur validité, ni aux causes quelconques de résolution ou d'annulation ultérieure.

La norme de taxation consiste à se référer aux divers taux et conditions d'application du Code Général des Impôts (CGI) suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

- **le Droit de Douane, Redevance Statistique et impôt spécial sur certains produits**

Ils sont des droits de porte prévus dans le texte sur le Tarif Extérieur Commun (TEC) et dans le Code des douanes.

2. CADRE METHODOLOGIQUE

En règle générale, l'approche méthodologique retenue en matière d'évaluation des dépenses fiscales repose sur l'évaluation des régimes dérogatoires par rapport au régime d'imposition de base (norme de référence) et l'architecture propre à chaque impôt et taxe en termes de taux et de base imposable.

d. PERIMETRE D'EVALUATION DES DEPENSES FISCALES

Le périmètre d'évaluation est défini sur la base de deux critères :

- l'importance de la mesure (coût) ;
- la disponibilité des données.

La délimitation consiste à choisir les impôts et taxes à comprendre dans le champ de l'évaluation (impôts d'État seulement) et la période couverte par cette évaluation. Les évolutions de la norme peuvent aussi entraîner des changements de périmètre d'évaluation (impôts et taxes à évaluer, taux à introduire ou à exclure etc.).

L'UEMOA a préconisé, qu'en l'état actuel des systèmes fiscaux des pays membres, le périmètre d'évaluation des dépenses fiscales soit limité aux impôts et taxes nationaux et principalement à la Taxe sur la Valeur Ajoutée et au Droit de Douane.

Les impôts et taxes retenus par cette étude concernent : la Taxe sur la Valeur Ajoutée (de l'intérieur et de porte), l'Impôt sur les Sociétés/l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, la Taxe sur les activités financières, la Taxe sur les contrats d'assurance, la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs, les droits d'enregistrement, le Droit de douane, la Redevance Statistique et l'impôt spécial sur certains produits.

a. PERIODE DE REFERENCE

L'évaluation des dépenses fiscales ici présentée porte sur l'exercice budgétaire 2022. L'année budgétaire s'entend de la période au cours de laquelle la recette correspondante à la dépense fiscale aurait dû être encaissée par l'État en application des règles de droit commun. Sous ce rapport, les recettes associées aux opérations et revenus dont la taxation intervient l'année suivant celle de leur réalisation sont rattachées au millésime d'imposition. C'est le cas notamment de l'IS et de l'IBIC.

b. METHODES DE CALCUL POSSIBLES

Il existe trois méthodes de calcul possibles pour évaluer les dépenses fiscales :

- la méthode de la perte en recettes (*revenue forgone*). Il s'agit d'un chiffrage, ex-post, de la réduction de la recette fiscale qu'a entraînée l'adoption d'une mesure dérogatoire, en présupposant que cette adoption n'a aucun effet sur les comportements des contribuables. Ainsi, s'il s'agit d'un taux réduit de TVA, on partira des ventes bénéficiant de ce taux réduit et on calculera le coût de la dépense fiscale en multipliant le montant des ventes par l'écart entre le taux normal et le taux réduit de TVA. Ceci revient à supposer que toutes les transactions auraient eu lieu même si la mesure n'avait pas été adoptée : c'est ce que nous entendons par « l'absence d'effet sur le comportement des contribuables ».
 - le gain final de recettes (*revenue gain*) : on mesure le gain de recettes fiscales qu'entraînerait la suppression d'une dépense fiscale en tenant compte du changement de comportement des contribuables.
 - l'équivalent en dépense (*Outlay equivalent*) : il s'agit du montant de la dépense directe qui serait nécessaire pour donner un avantage équivalent pour le contribuable à celui de la dépense fiscale.
 - la méthode de calcul des « pertes en recettes, toutes choses égales par ailleurs », la plus usitée en règle générale, a été retenue par le Mali pour autant qu'elle est la plus facile à exploiter.
- Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur la valeur ajoutée de l'intérieur**

La DF de TVA à l'intérieur se calcule par entreprise bénéficiant d'une exonération de TVA, à partir des données de la DGE, de la DME, de la DID et des DRI. Ce calcul nécessite de connaître la TVA qui aurait dû être collectée par l'entreprise et la TVA qui aurait dû être déductible par l'entreprise si le CA n'avait pas été exonéré.

Les informations sur la partie déductible n'étant pas disponible, elle est obtenue à partir d'une formule d'estimation. Dans un premier temps, parmi les entreprises, il ne faut retenir que la production qui entraîne une DF. Les points ci-dessous énumérés ont été pris en compte.

Ont été exclu les entreprises dont le CA exonéré, la TVA collectée et la TVA reversée ne sont pas connus ;

Le chiffre d'affaires (CA) exonéré pour chaque entreprise a été obtenu en faisant la différence entre le chiffre global exonéré de la TVA et le chiffre d'affaires réalisé à l'exportation ;

Les entreprises soumises au taux réduit de 5% ne sont pas incluses dans le champ de calcul de l'estimation des dépenses fiscales de TVA au taux normal. Les entreprises bénéficiant en même temps des exonérations de TVA au taux de 18% et de 5% sont soumises à un calcul de prorata.

La formule d'approximation des dépenses fiscales de la TVA au taux 18% est la suivante :

$$DF_j = CA_{\text{exonéré}} * 18\% * \frac{\text{Net à payer}}{\text{TVA Collectée}}$$

DF_j : Dépense fiscale pour le contribuable j ;

CA : Chiffre d'affaires

La formule d'approximation des dépenses fiscales de la TVA au taux 5% est la suivante :

$$DF_j = CA_{\text{exonéré}} * 13\% * \frac{\text{Net à payer}}{\text{TVA Collectée}}$$

DF_j : Dépense fiscale pour le contribuable j ;

CA : Chiffre d'affaires

13% : est la différence de taux entre 18% et 5%.

- Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de l'Impôt sur les sociétés et de l'Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux

Les dépenses fiscales de l'IS-IBIC sont obtenues en comparant et en prenant le maximum entre :

- le montant du bénéfice exonéré multiplié par le taux de référence (30%) ;
- la valeur de la fraction de l'IS-IBIC contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique) ;
- le 1% du chiffre d'affaires.
- $DF_j = \text{Max} (30\% \text{ bénéfice exonéré, fraction de l'IS-IBIC contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique), 1\% \text{ du chiffre d'affaires})$

- Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur les activités financières

Les dépenses fiscales de la TAF sont obtenues en multipliant les taux de référence (15% et 17%) par les intérêts exonérés.

Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur les contrats d'assurance

Les dépenses fiscales de la TCA sont obtenues en multipliant le taux de référence (20%) par les sommes stipulées au profit de l'assureur.

Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs

Les dépenses fiscales de la CFE sont obtenues en multipliant le taux de référence (3,5%) par les sommes ou avantages en nature versés ou alloués à certains salariés.

Méthode d'évaluation des dépenses fiscales des impôts de la douane

En ce qui concerne les dépenses fiscales provenant de la Direction générale des douanes, elles sont obtenues en multipliant les taux de chaque impôt par les valeurs exonérées.

a. LES SOURCES DES DONNEES

Les données utilisées pour évaluer les dépenses fiscales proviennent principalement des informations sur les contribuables relevant de la Direction générale des douanes (DGD) et de la Direction générale des Impôts.

II. EVALUATION DU COÛT BUDGETAIRE DES DEPENSES FISCALES

1. METHODE DE COLLECTE

Elle a consisté à recueillir au niveau de chacune des structures d'assiette de la Direction Générale des Impôts et au niveau de la Direction Générale des Douanes les montants des exonérations fiscales accordées du 1er janvier au 31 décembre 2022. Par la suite, il a été procédé à la compilation des données en tenant compte du périmètre d'évaluation et du système de référence pour l'évaluation effective des dépenses fiscales. Ces données ont été analysées par impôt, par secteur d'activité et par source pour certaines dépenses fiscales selon la disponibilité des données.

2. ANALYSE DES DEPENSES FISCALES

Avant d'aborder l'analyse des coûts de dépenses fiscales, soit par rapport aux recettes fiscales et au PIB, soit par secteur d'activité, soit par année (2020 et 2021), soit par impôt, il est utile d'invoquer les événements ayant marqué la période d'évaluation et les conséquences possibles des exonérations fiscales :

- les événements marquant l'évolution ou l'augmentation des exonérations fiscales (côté dépenses fiscales). Il s'agit entre autres de :
 - la présence de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) : en effet, cette dernière par son statut, organisme international, bénéficie des exonérations fiscales. Les impôts concernés sont essentiellement la TVA et l'ITS ;

- la gestion du Covid 19 : pour faire face aux conséquences socio-économiques de cette pandémie, le gouvernement malien a édicté plusieurs mesures fiscales. Presque tous les types d'impôts ont été affectés par ces mesures d'allègements fiscaux ;
- la gestion de la guerre : nul n'est sans savoir que cette guerre a fait intervenir au Mali des financements extérieurs et missions diplomatiques qui sont exonérés d'impôts et taxes ;
- la gestion de la vie chère, pays enclavé, importateurs de plusieurs produits de premières nécessités, le Mali a eu recours à plusieurs reprises aux exonérations exceptionnelles et aux subventions directes.

Les informations recueillies ne permettent pas de déterminer la part exacte de chacune des composantes ci-dessus indiquées. De toute façon, elles sont à l'origine, d'année en année, de l'augmentation du montant de la dépense fiscale.

- les conséquences probables des mesures dérogatoires : elles sont entre autres :

- l'évasion fiscale : l'exemple frappant est le Code des Investissements. En effet, pour bénéficier des avantages de ce code, plusieurs sociétés sont tentées de créer une nouvelle société à chaque fois que leurs exonérations fiscales arrivent à expiration. Aucune loi ne les interdit de supprimer leur société et d'en créer une nouvelle ;
- la fraude fiscale : les moyens limités de l'administration fiscale ne permettent pas de faire le suivi correct des exonérations. Plusieurs entreprises, bénéficiant des exonérations fiscales au titre d'un financement extérieur, sont tentées d'utiliser les produits, matériels destinés à leurs marchés exonérés aux marchés non exonérés. Ce même phénomène peut se produire dans l'application du Code Minier ;
- le risque de pénurie et de surfacturation : pour les mesures exceptionnelles, l'État donne des monopoles à certains opérateurs économiques. Il se trouve que souvent, que suite à leur incapacité de ravitailler correctement le marché, la pénurie crée immédiatement la surfacturation.

Dans la configuration actuelle du Mali, il est difficile de dire :

- que les exonérations fiscales contenues dans le Code des Investissements sont à l'origine de l'augmentation du nombre des entreprises ;
- que les mesures exceptionnelles relatives aux exonérations fiscales ont permis de rendre les produits de premières nécessités accessibles par tous ;
- que les exonérations fiscales contenues dans le Code immobilier ont permis l'accès facile au logement ;
- que les exonérations fiscales contenues dans le Code minier ont favorisé l'expansion du secteur minier, etc.

L'analyse chiffrée est faite sur le coût total des dépenses fiscales mais aussi par direction de recettes (Direction générale des impôts, Direction générale des douanes).

a. ANALYSE DU COUT TOTAL DES DEPENSES FISCALES DGI, DGD

Le coût des dépenses fiscales est estimé à 311,51 milliards au titre de l'année 2022.

➤ **Comparaison des dépenses fiscales par an**

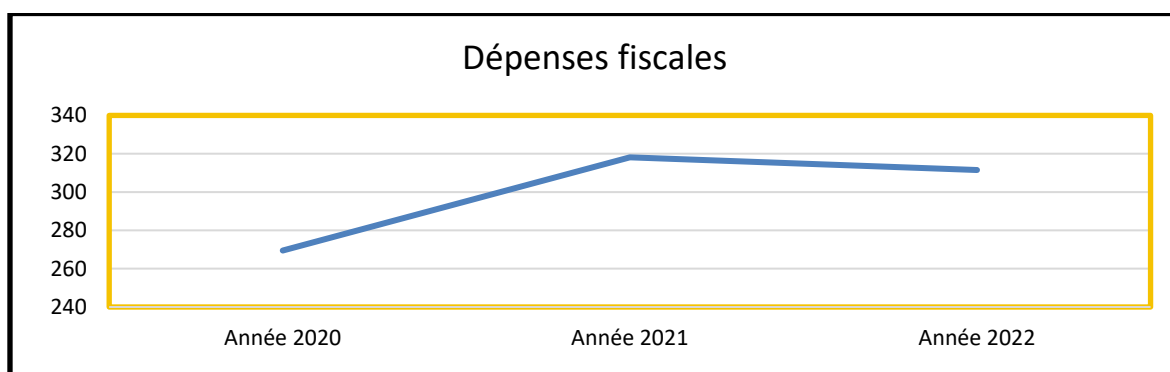
Tableau 1 : Dépenses fiscales DGI/DGD par an

Montant en milliards de francs CFA				
Rubriques	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Taux d'évolution
Dépenses fiscales	269,48	318,13	311,51	-2,08%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

En 2022, les dépenses fiscales évaluées ont coûté au budget d'État 311,51 milliards de francs CFA contre 318,13 milliards de francs en 2021. On constate une diminution d'environ 6,62 milliards de Francs CFA, soit une décroissance de 2,08%. Cette décroissance est consécutive à une diminution des dépenses fiscales de la TVA de l'intérieure.

Figure 1 : Dépenses fiscales (DGI, DGD) par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

➤ **Comparaison des dépenses fiscales aux recettes (DGI, DGD) par an**

Le tableau ci-dessous illustre la part des dépenses fiscales constatées en 2020, 2021 et 2022 dans les recettes fiscales.

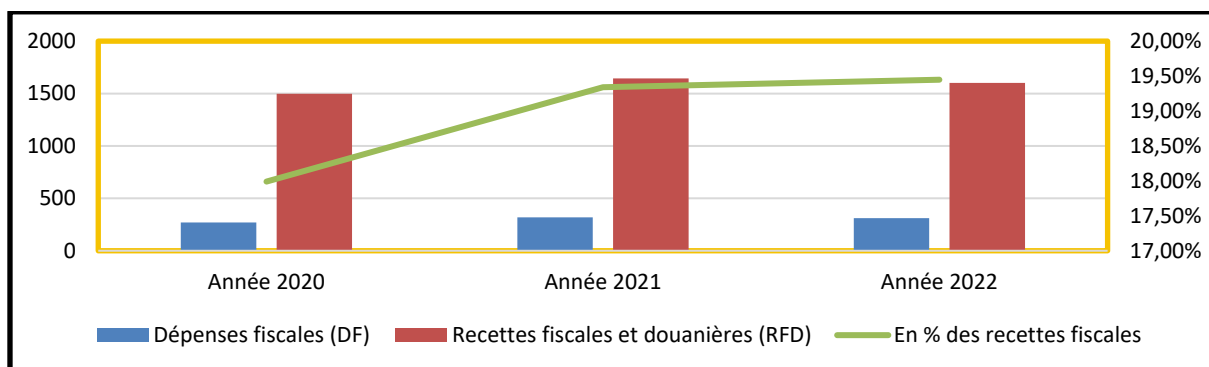
Tableau 2 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes (DGI, DGD)

Montant en milliards de francs CFA				
Rubriques	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Variation 2021/2022
Dépenses fiscales (DF)	269,48	318,13	311,51	-2,08%
Recettes fiscales et douanières (RFD)	1 497,64	1 644,72	1601,77	-2,61%
En % des recettes (RFD)	17,99%	19,34%	19,45%	0,56%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Les dépenses fiscales au titre de l'année 2022 rapportées aux recettes fiscales de la même période ont indiqué un taux de 19,45% contre 19,34% en 2021. Le taux de variation a légèrement augmenté. La hausse du taux de variation résulte de la baisse du montant des recettes fiscales qui est le dénominateur du rapport. Cette baisse des recettes fiscales et douanières s'explique par les effets des conséquences négatives des sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA, ainsi que celles de la crise en Ukraine.

Figure 2 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales (DGI, DGD)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

Tableau 3 : Dépenses fiscales rapportées au Produit Intérieur Brut (PIB)

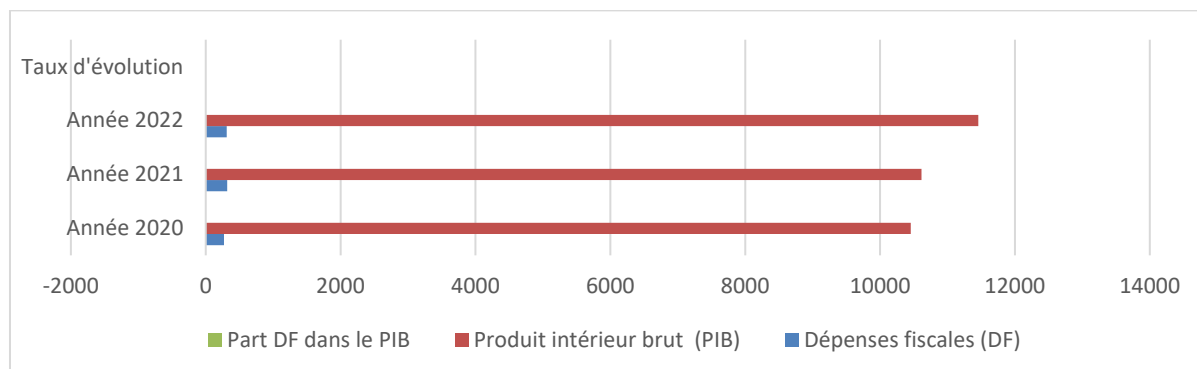
Montant en milliards de francs CFA

Rubriques	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Taux d'évolution
Dépenses fiscales (DF)	269,48	318,13	311,51	-2,08%
Produit intérieur brut (PIB)	10 454,50	10 613,97	11 456,10	7,93%
Part DF dans le PIB	2,58%	3,00%	2,72%	-

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Le coût des dépenses fiscales au titre de l'année 2022 rapporté au Produit intérieur brut de la même période indique un pourcentage de 2,72 en 2022 contre 3,00 en 2021. La diminution de la part des dépenses fiscales dans le PIB est due à la diminution du montant des dépenses fiscales de 2022 par rapport à ce de 2021.

Figure 3 : Dépenses fiscales rapportées au PIB (DGI, DGD)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

➤ Répartition des dépenses fiscales par impôt, droit et taxe (DGI, DGD)

La répartition des dépenses fiscales par impôt permet de mesurer la contribution de chaque impôt dans les dépenses fiscales totales

Tableau 4 : Dépenses fiscales par type d'impôt droit et taxe (DGI, DGD)

Montant en milliards de francs FCA

Impôt, Droit et Taxe	Dépenses fiscales 2022	Taux d'évolution
Taxe sur la Valeur Ajoutée	142,44	45,73%
Droit de Douane	59,06	18,96%
Impôt sur les Sociétés/ Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	43,66	14,02%
Taxe d'Importation sur les Produits Pétroliers	32,88	10,56%
Taxe sur les Activités Financières	22,02	7,07%
Droits d'Enregistrement	8,33	2,67%
Redevance Statistique	2,55	0,82%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,49	0,16%
Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur	0,08	0,02%
Taxe sur les Contrats d'Assurance	0,00	0,00%
Total	311,51	100,00%

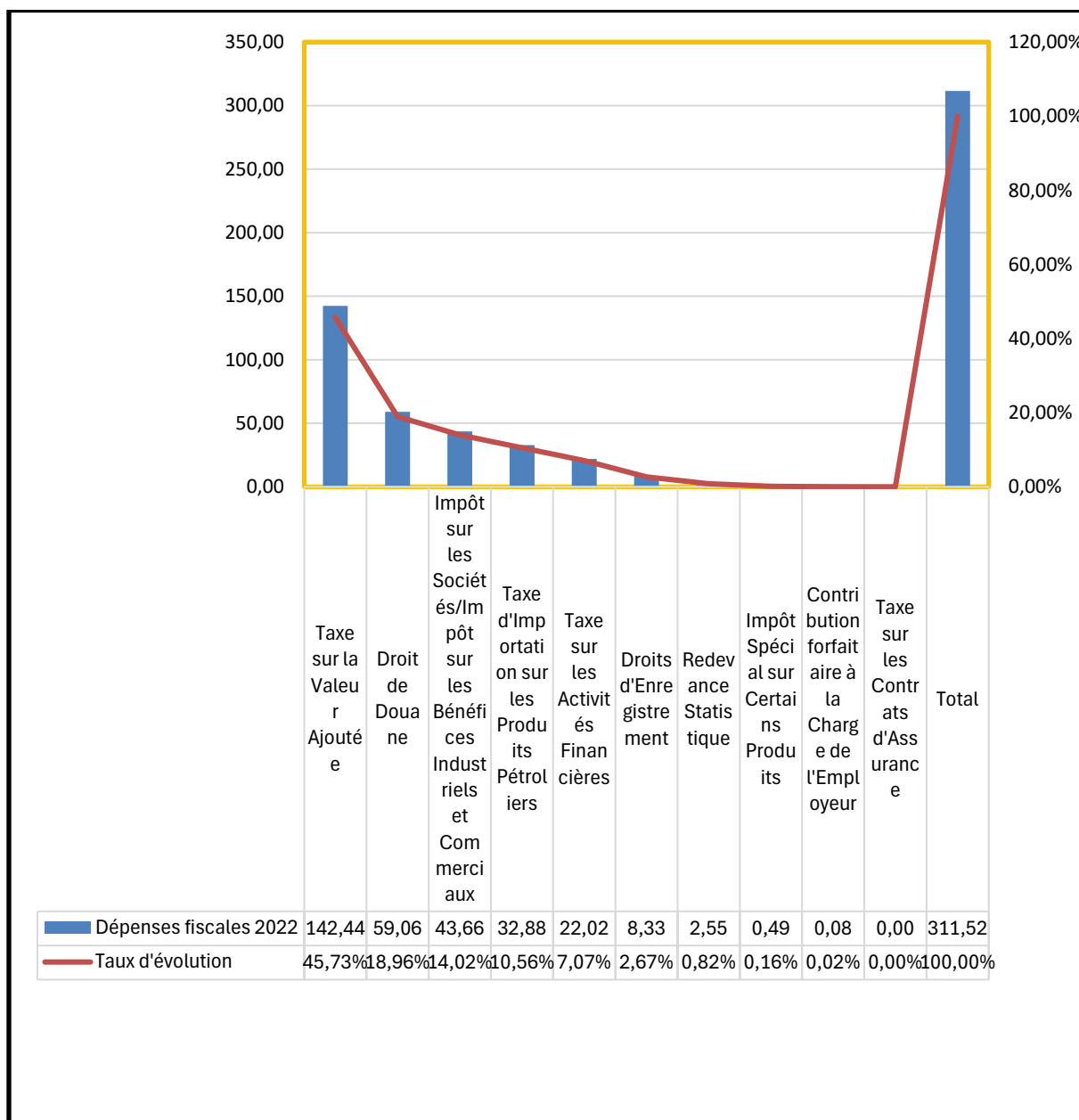
Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

L'analyse des principales dépenses fiscales par type d'impôt nous enseigne :

- les dépenses fiscales provenant de la TVA se sont chiffrées à 142,44 milliards de francs CFA représentant ainsi 45,73 % du poids total des dépenses fiscales au titre de l'exercice 2022. Les allègements fiscaux qui découlent de la TVA restent toujours les plus élevés comparés à ceux des autres impôts. Ils représentent ici le cumul des dépenses fiscales de la TVA de l'intérieur et de celle de porte.
- la part du DD dans les dépenses fiscales totales au titre de l'année 2022 est de 18,96% pour un montant de 59,06 milliards de francs CFA. La source principale de ces dépenses fiscales est la source «exonérations exceptionnelles».
- les pertes de recettes liées à l'IS/IBIC affichent un coût de 43,66 milliards de francs CFA et contribue pour une part de 14,02% aux dépenses fiscales totales. Les exonérations d'IS proviennent essentiellement des activités financières et d'assurance. Ces activités représentent 76,36% des dépenses fiscales liées à l'IS/IBIC.
- le montant des dépenses fiscales issues des exonérations de la Taxe sur les Produits Pétroliers s'est chiffré à 32,88 milliards de francs CFA au titre de l'exercice budgétaire de l'année 2022. Il représente 10,56 % des dépenses fiscales évaluées.

- en ce qui concerne la Taxe sur les Activités Financières, les dépenses fiscales indiquent un montant de 22,02 milliards de francs CFA pour une proportion de 7,07%.

Figure 4 : Répartition des dépenses fiscales par type d'impôt droit et taxe (DGI DGD)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

➤ **Dépenses fiscales par impôt et par an**

Afin d'analyser la répartition des dépenses fiscales par type d'impôt en termes de coût, le tableau ci-dessous ventile les dépenses fiscales constatées en 2020, 2021 et 2022.

Tableau 5 : Dépenses fiscales par impôt et par année

Dépenses fiscales par Impôt DGI/DGD	Montant en milliards de francs CFA			
	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Taux d'évo- lution
Taxe sur la Valeur Ajoutée	87,31	183,98	142,44	-22,58%
Droit de Douane	64,12	61,51	59,06	-3,98%
Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	64,36	22,78	43,66	91,68%
Taxe d'Importation sur les Produits Pétroliers	-	7,36	32,88	346,76%
Taxe sur les Activités Financières	39	29,57	22,02	-25,54%
Droits d'Enregistrement	0,45	9,14	8,33	-8,88%
Redevance Statistique	2,81	2,28	2,55	12,05%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,04	0,44	0,49	12,18%
Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur	0,12	0,12	0,08	-35,19%
Taxe sur les Contrats d'Assurance	11,26	0,95	0,00	-100,00%
Total	269,47	318,13	311,51	-2,08%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Les dépenses fiscales les plus importantes concernent la taxe sur la valeur ajoutée : les mesures évaluées sont estimées à 142,44 milliards de francs CFA en 2022 après 183,98 milliards de francs CFA en 2021. On constate une décroissance de plus de 22%. Ces dépenses fiscales de TVA sont issues de celles de la TVA de porte (76,92 milliards de francs CFA) et de l'intérieure (65,53 milliards de francs CFA).

Les dépenses fiscales engendrées par les exonérations de Droit de douane ont coûté au budget d'État 59,06 milliards de francs CFA au titre de l'exercice 2022 contre 61,51 milliards de francs CFA en 2021. Elles ont diminué de 3,98 %.

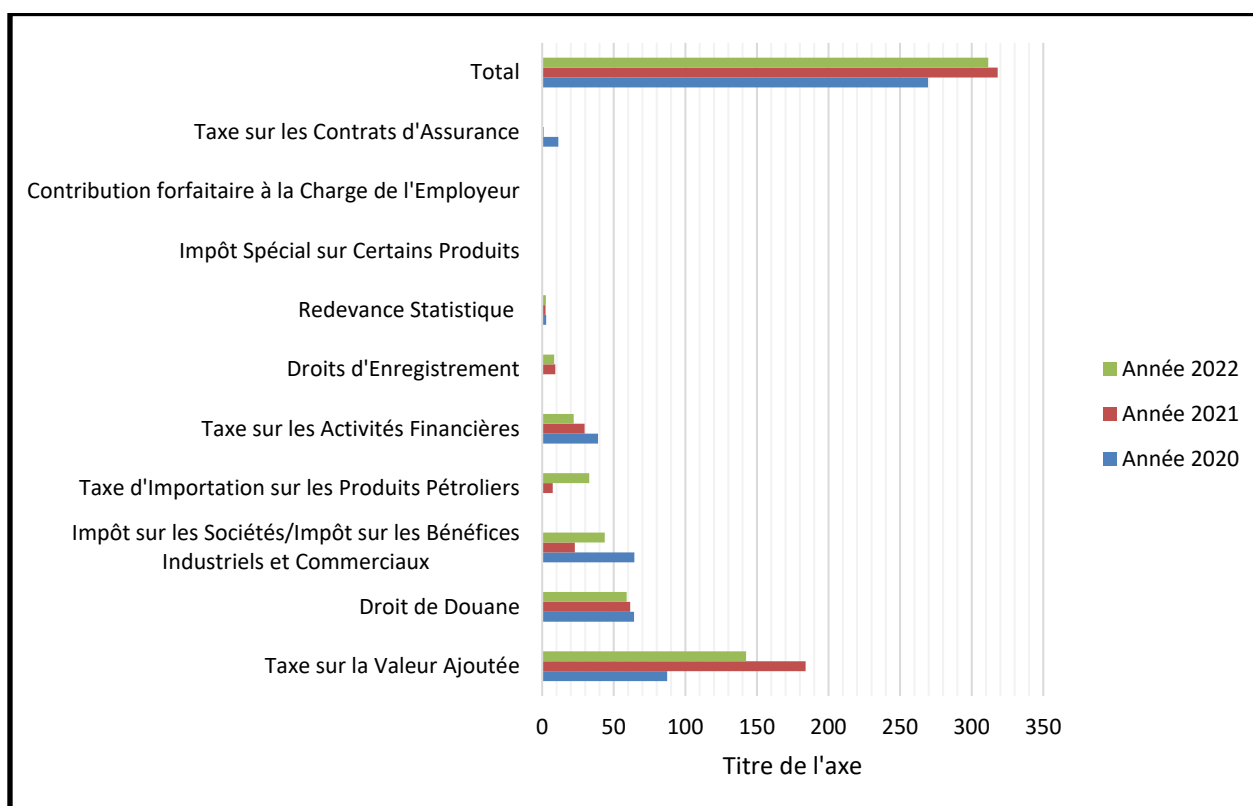
En matière d'IS/IBIC, le montant des dépenses fiscales évaluées est estimé à 43,66 milliards de francs CFA en 2022 après 22,78 milliards de francs CFA en 2021. On constate une augmentation de plus de 91% en 2022.

L'analyse du tableau laisse apparaître que l'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe d'importation sur les produits pétroliers a commencé en 2021 et son coût a été de 7,36 milliards de francs CFA. En 2022, le montant estimé a atteint 32,88 milliards de francs CFA. Cette hausse s'explique par le mécanisme d'ajustement de la TIPP pour contenir le prix à la pompe. L'augmentation des prix à la pompe est consécutive à une hausse brutale des cours du pétrole suite à la guerre en Ukraine.

Par contre, les dépenses fiscales provenant des Droits d'enregistrement n'ont pas beaucoup varié. Elles ont diminué de 9 %.

Les dépenses fiscales se rattachant à la Taxe sur les activités financières de 2022 comparées à celles de 2021 ont diminué de 25%.

Figure 5: Dépenses fiscales par impôt et par année



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

b. ANALYSE DES DEPENSES FISCALES DE LA DGI

➤ Analyse des dépenses fiscales par rapport aux recettes fiscales de la DGI par an

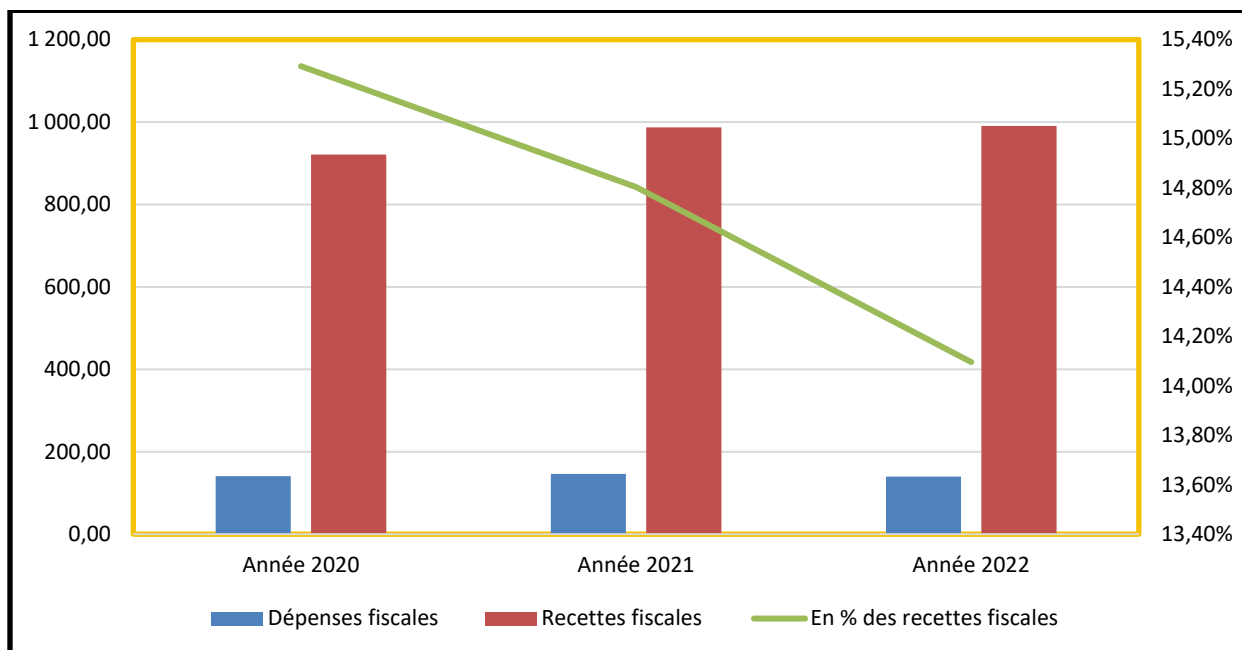
Tableau 6 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales (DGI)

Rubrique	Montant en milliards de francs CFA			
	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Variation
Dépenses fiscales	140,87	146,13	139,61	-4,46%
Recettes fiscales	921,16	987,12	990,46	0,34%
En % des recettes fiscales	15,29%	14,80%	14,10%	

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Le montant des dépenses fiscales évaluées de la Direction générale des impôts au titre de l'année 2022 s'est chiffré à 139,61 milliards de francs CFA contre 146,13 milliards de francs en 2021. Comparé à celui de 2021, le coût des dépenses fiscales de l'année en cours a connu une diminution de 6,52 milliards de francs CFA qui se traduit par un taux de croissance de 4,46%. Le montant des dépenses fiscales de l'année 2022 rapporté aux recettes fiscales de la même année indique un taux de 14,10% contre 14,80% en 2021.

Figure 6: Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales (DGI)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ Analyse des dépenses fiscales par rapport aux recettes fiscales par type d'impôt de la DGI

Tableau 7 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales par impôt (DGI)

Montant en milliards de francs CFA

Impôt, Droit et Taxe	Dépenses fiscales	Recettes fiscales	Dépenses fiscales / Recettes fiscales
Taxe sur la Valeur Ajoutée	65,53	202,03	32,43%
Impôt sur les Sociétés	43,55	334,62	13,01%
Taxe sur les Activités Financières	22,02	49,37	44,60%
Droits d'Enregistrement	8,33	31,18	26,71%
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	0,11	6,50	1,77%
Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur	0,08	14,88	0,52%
Taxe sur les Contrats d'Assurance	0,00	8,01	0,00%
Total	139,61	646,60	21,59%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

À l'analyse du tableau, les dépenses fiscales évaluées rapportées aux recettes fiscales concernant les mêmes impôts indiquent un taux de 21,59%.

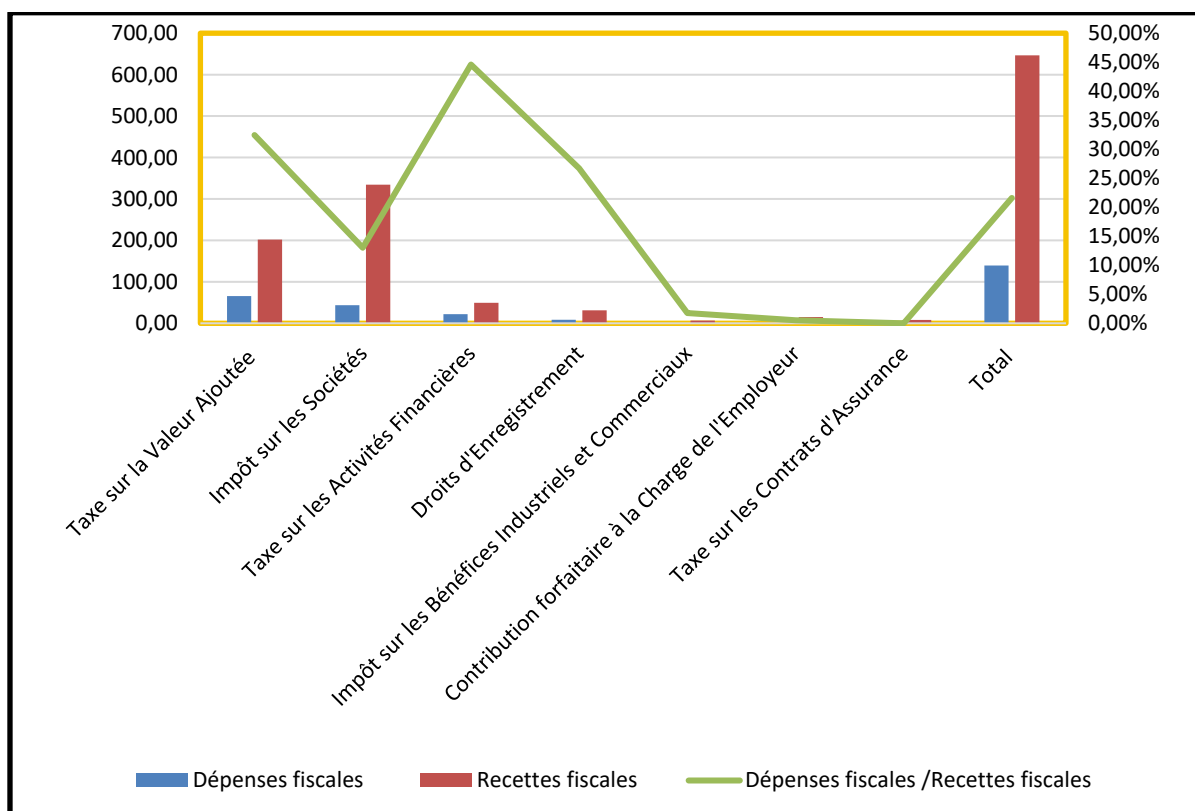
Les dépenses fiscales liées à la taxe sur la valeur ajoutée rapportées aux recettes fiscales générées par cette même taxe, représentent une proportion de 32,43%, soit plus du tiers.

Malgré la diminution des dépenses fiscales engendrées par les exonérations de Taxe sur les Activités Financières en 2022, le rapport dépenses fiscales sur les recettes de ladite taxe représente 44,60%.

Les dépenses fiscales afférentes aux droits d'enregistrement et de timbre représentent 26,71% des recettes fiscales au titre desdits droits, soit plus du quart.

Les dépenses fiscales liées à l'Impôt sur les Sociétés représentent 13,01% des recettes fiscales au titre de cet impôt.

Figure 7 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales par impôt (DGI)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

➤ Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

L'analyse par impôt se présente comme suit : (voir tableau 8)

Tableau 8 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

Dépenses fiscales par impôt	Montant en milliards de francs CFA	
	Année 2022	%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	65,53	46,93%
Impôt sur les Sociétés	43,55	31,19%
Taxe sur les Activités Financières	22,02	15,77%
Droits d'Enregistrement	8,33	5,97%
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	0,11	0,08%
Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur	0,08	0,06%
Taxe sur les Contrats d'Assurance	0,00	0,00%
Total	139,61	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

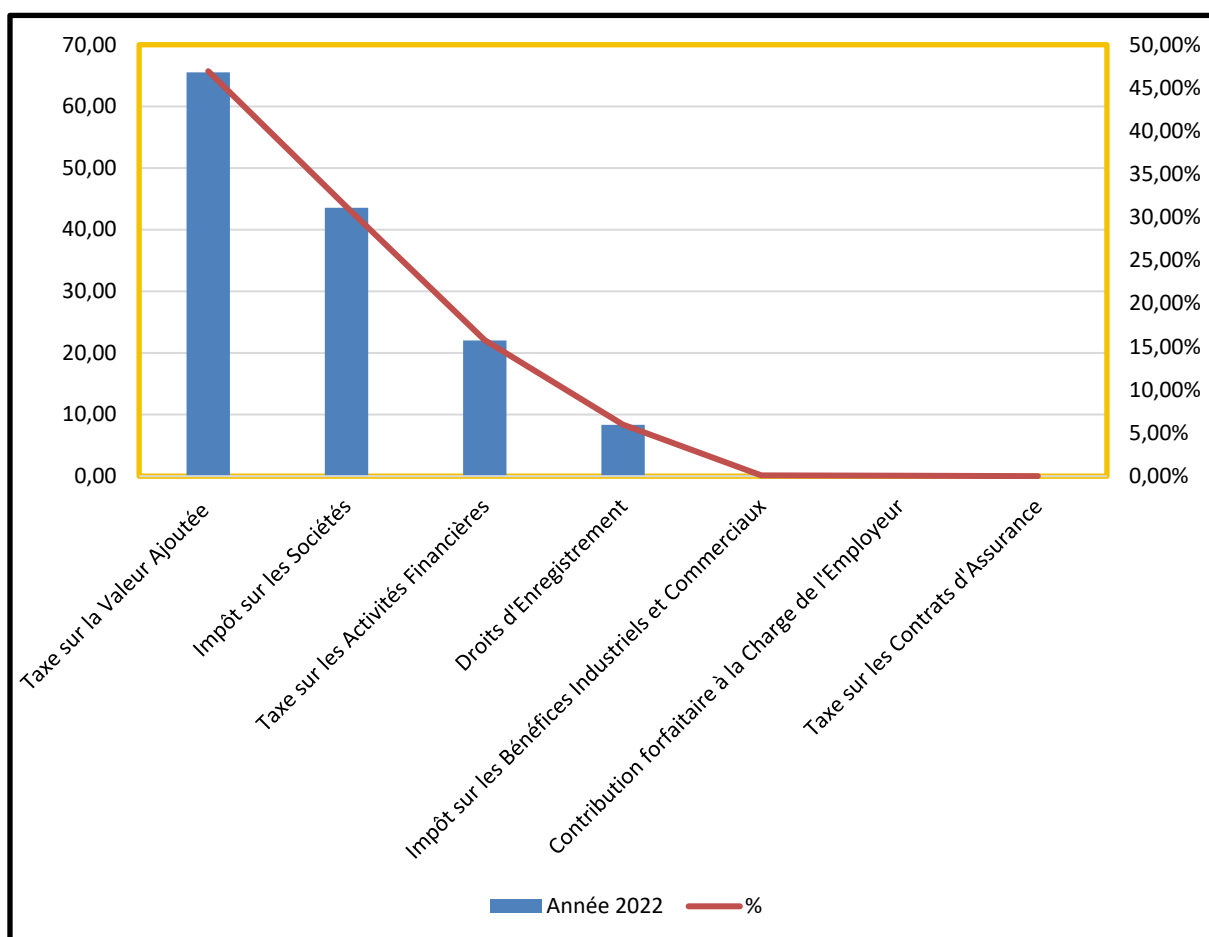
À l'analyse du tableau, on constate que les niches fiscales provenant de la Taxe sur la valeur ajoutée sont les plus importantes (65,53 milliards de francs CFA), soit un taux de participation de 46,93%. Elles bénéficient pour une grande partie aux activités de fabrication et de commerce.

Les dépenses fiscales se rapportant à l'Impôt sur les sociétés contribuent pour un poids de 31,19% avec un montant de 43,55 milliards de francs CFA. Ces dépenses fiscales ont comme source principale les activités financières et d'assurance.

En matière de Taxe sur les activités financières, le montant des dépenses fiscales estimées est de 22,02 milliards de francs CFA, soit 15,77% du poids total. Ces dépenses fiscales profitent aux activités financières et d'assurance.

Quant aux Droits d'enregistrement, les dépenses fiscales évaluées sont estimées à 8,33 milliards de francs CFA pour un poids de 5,97%.

Figure 8 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par impôt et par an

Tableau 9 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par impôt	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Taux de variation 2021/2022
Taxe sur la Valeur Ajoutée	25,68	83,58	65,53	-21,60%
Impôt sur les Sociétés	64,09	22,68	43,55	91,99%
Taxe sur les Activités Financières	39,00	29,57	22,02	-25,54%
Droits d'Enregistrement	0,45	9,14	8,33	-8,88%
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	0,27	0,09	0,11	22,80%
Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur	0,12	0,12	0,08	-37,13%
Taxe sur les Contrats d'Assurance	11,26	0,95	0,00	-100,00%
Total	140,87	146,13	139,61	-4,46%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

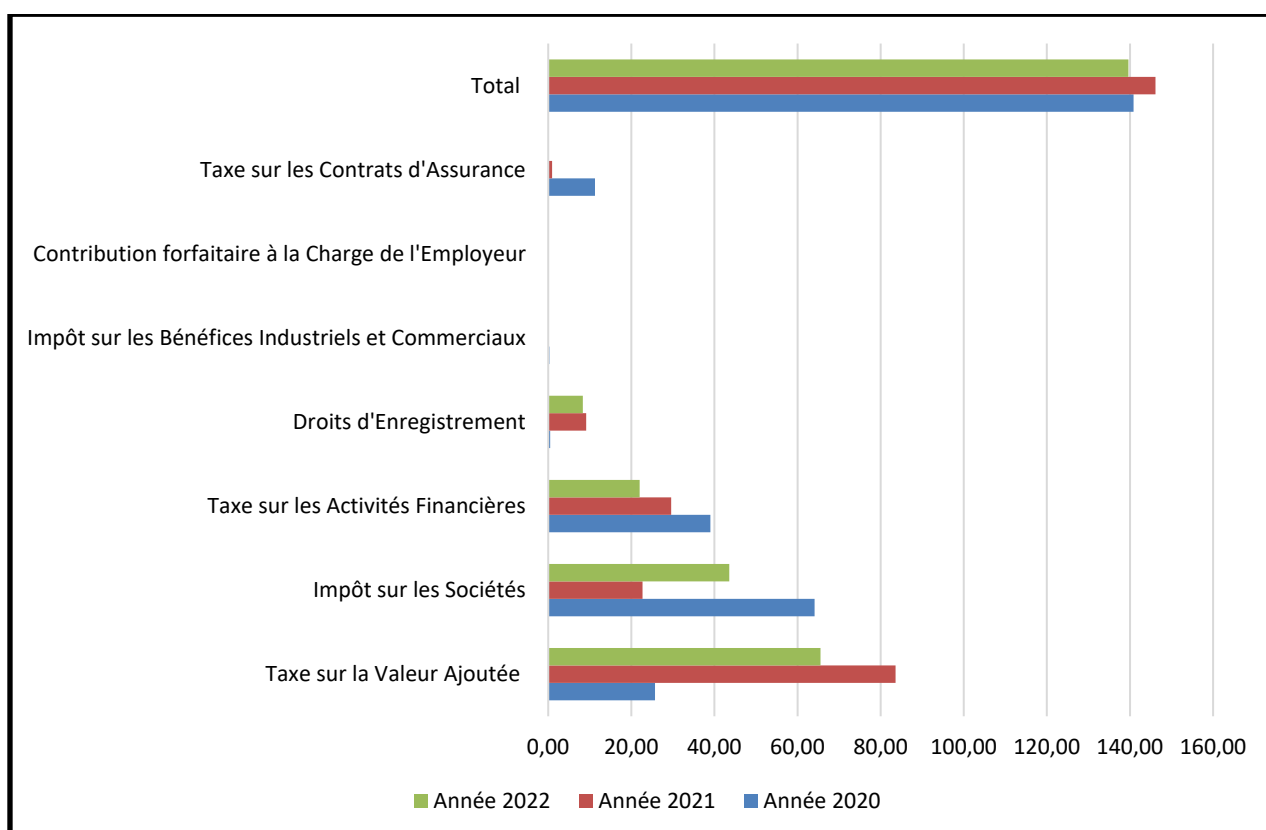
L'analyse des dépenses fiscales par type d'impôt nous révèle que toutes les dépenses fiscales ont diminué en 2022 à l'exception des dépenses fiscales liées à l'IS/IBIC. L'IS a augmenté de 21 milliards de francs en 2022, comparées à celles de 2021, soit un taux d'évolution de 92%. Quant à l'IBIC, les dépenses fiscales ont augmenté de 22,80%.

En revanche, les dépenses fiscales issues de la Taxe sur les activités financières évaluées en 2022, comparées à celles de 2021, ont diminué de façon drastique, soit un taux de décroissance de 25%.

En matière de TVA, les dépenses fiscales découlant des exonérations de TVA au titre de l'exercice 2022 confrontées à celles de 2021 présentent un taux d'évolution négatif de 21,60%.

Au titre de l'exercice budgétaire de 2022, aucune exonération de la Taxe sur les contrats d'assurance n'a été mise en œuvre au niveau de la Direction Générale des Impôts. L'année précédente, le montant de dépenses fiscales estimées est de 0,95 milliards de francs CFA contre 11,26 milliards en 2020.

Figure 9 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité

La ventilation des dépenses fiscales par secteur d'activité est importante, car elle exprime les intentions politiques en matière de dépenses publiques.

Tableau 10 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité

Dépenses fiscales par secteur d'activité	Montant en milliards de francs CFA	
	Année 2022	%
Activités financières et d'assurance	55,42	39,69%
Commerce	31,46	22,54%
Activités de fabrication	20,80	14,90%
Construction	7,26	5,20%
Activités extractives	6,24	4,47%
Activités de services de soutien et de bureau	6,02	4,31%
Production et distribution d'électricité et de gaz	4,46	3,20%
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	2,54	1,82%
Transports et entreposage	2,32	1,66%
Information et communication	1,17	0,84%

Dépenses fiscales par secteur d'activité	Année 2022	%
Agriculture, sylviculture, pêche	0,82	0,58%
Hébergement et restauration	0,79	0,57%
Enseignement	0,30	0,22%
Travaux de fabrication	0,00	0,00%
Activités des organisations associatives	0,00	0,00%
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,00	0,00%
Autres secteurs d'activité	0,02	0,01%
Total	139,61	100,00%

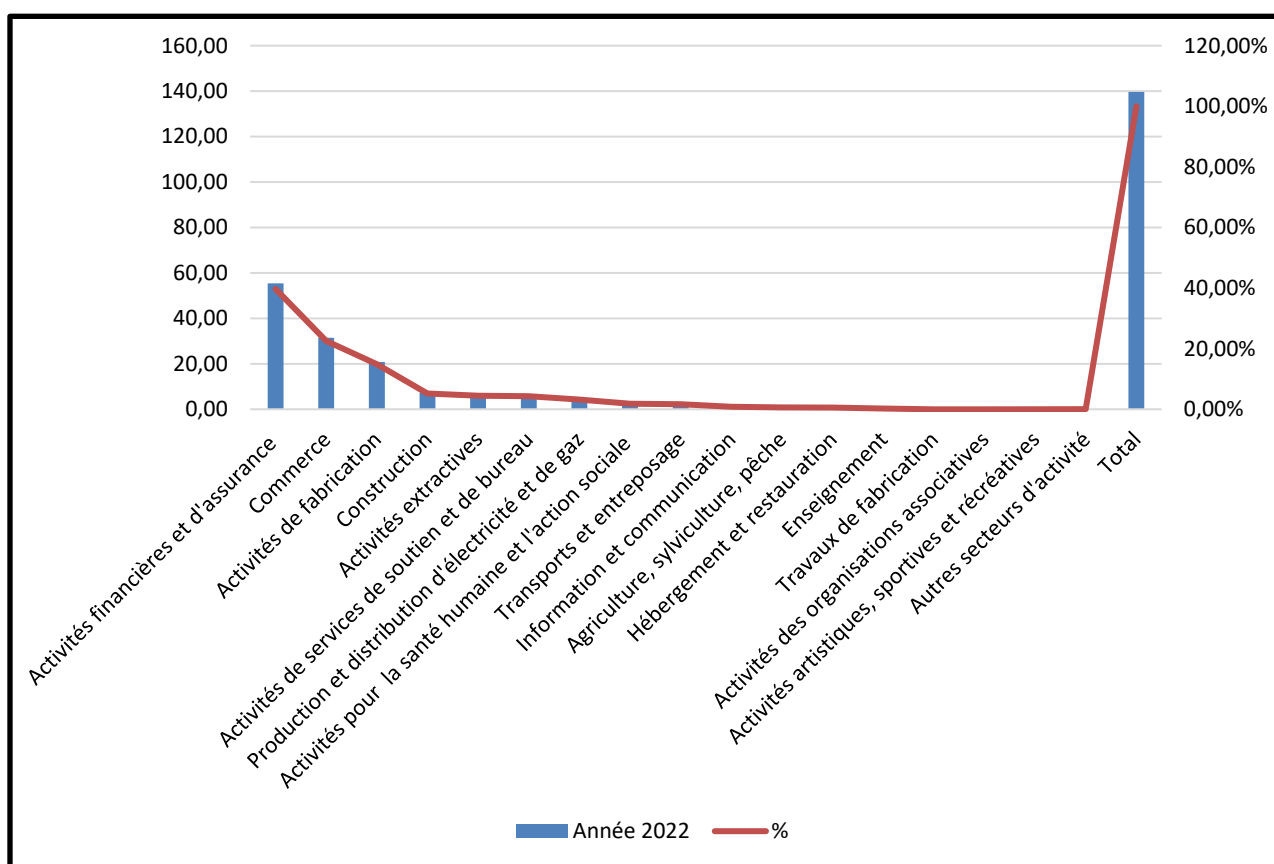
Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

La présentation des dépenses fiscales par secteur d'activité comme l'analyse par impôt, permet d'adosser l'évaluation des dépenses fiscales à la politique fiscale et aux orientations économiques du Gouvernement.

Le classement des dépenses fiscales par secteur d'activité indique que les dépenses fiscales les plus importantes proviennent en grande partie de:

- les dépenses fiscales consenties en faveur des Activités financières et d'assurances ont atteint 55,42 milliards de francs CFA en 2022, soit 39,69% de l'ensemble des dépenses (33,34 milliards de francs CFA provient de l'IS) ;
- le secteur du commerce a affiché 31,46 milliards de francs CFA, avec un poids de 22,54% et provient essentiellement de la TVA (23,51 milliards de francs CFA);
- les dépenses fiscales relatives aux activités de fabrication ont atteint 20,80 milliards de francs CFA, soit un taux de participation de 14,90%. Elles proviennent essentiellement de la TVA et de l'IS ;
- Les pertes de recette se rattachant aux activités de construction se sont chiffrées à 7,26 milliards de francs CFA, soit un poids de 5,20% ;
- les Activités de services de soutien et de bureau ont atteint 6,02 milliards de francs CFA ;
- les activités de Production et de distribution d'électricité et de gaz, les dépenses fiscales évaluées se sont chiffrées à 4,46 milliards de francs CFA.

Figure 10 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

➤ Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité et par an

Tableau 11 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité et par an

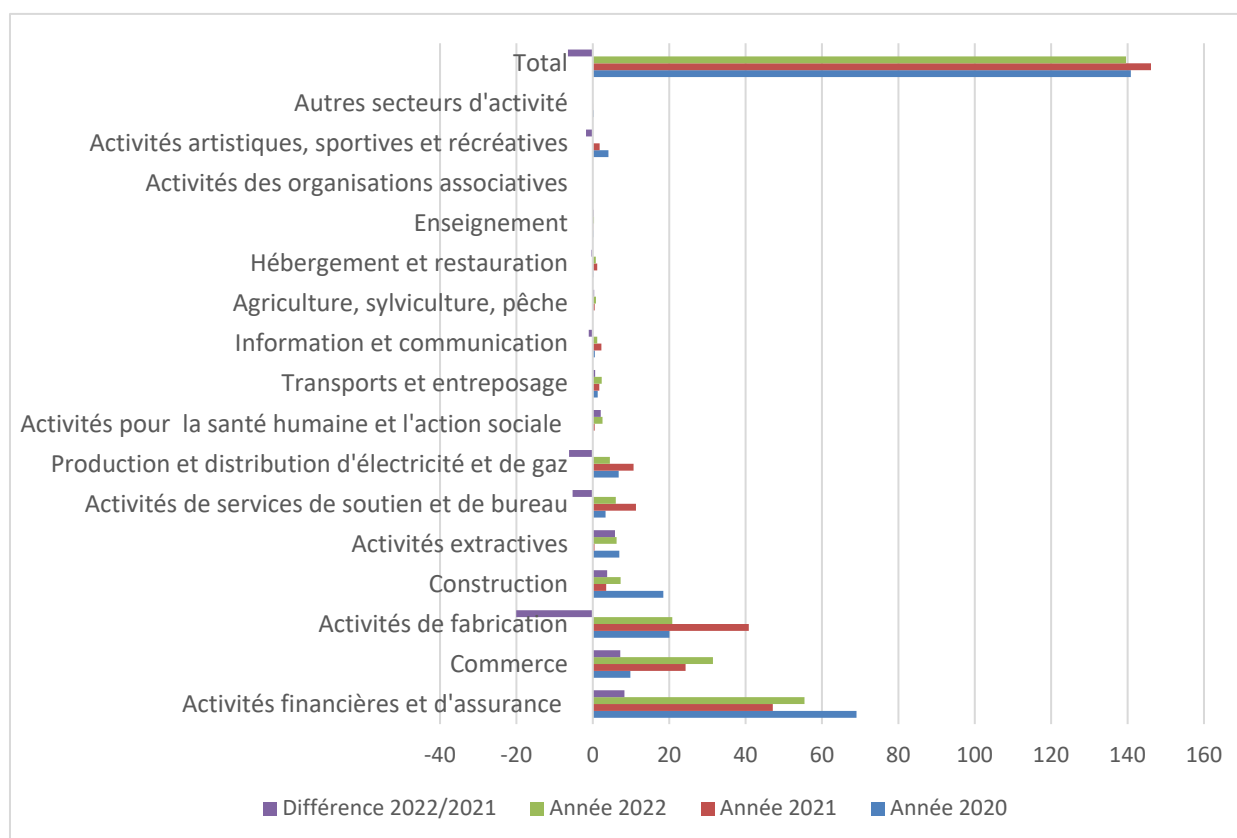
Dépenses fiscales par Impôt DGI/DGD	Montant en milliards de francs CFA			
	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Taux d'évolution
Taxe sur la Valeur Ajoutée	87,31	183,98	142,44	-22,58%
Droit de Douane	64,12	61,51	59,06	-3,98%
Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	64,36	22,78	43,66	91,68%
Taxe d'Importation sur les Produits Pétroliers	-	7,36	32,88	346,76%
Taxe sur les Activités Financières	39	29,57	22,02	-25,54%
Droits d'Enregistrement	0,45	9,14	8,33	-8,88%
Redevance Statistique	2,81	2,28	2,55	12,05%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,04	0,44	0,49	12,18%
Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur	0,12	0,12	0,08	-35,19%
Taxe sur les Contrats d'Assurance	11,26	0,95	0,00	-100,00%
Total	269,47	318,13	311,51	-2,08%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

La décomposition des dépenses fiscales par secteur d'activité (par ordre d'importance de coût) se présente ainsi qu'il suit :

- à l'analyse du tableau, il ressort que les dépenses fiscales bénéficiant aux activités financières et d'assurances restent les plus importantes pour l'année en cours (2022) et les années précédente (2021 et 2020). En 2022, ces dépenses fiscales laissent apparaître une hausse de 8,29 milliards de francs CFA confronté à celles de 2021.
- la même tendance haussière est observée pour les allègements fiscaux liés aux activités de commerce. Ils ont augmenté en 2022 de 7,18 milliards de francs CFA.
- contrairement aux activités financières, les dépenses fiscales provenant des activités de fabrication de 2022 ont connu une variation négative d'environ 20 milliards de francs CFA comparées à celles de l'année précédente.
- quant aux dépenses fiscales des activités extractives, elles sont passées de 0,23 milliards de francs CFA en 2021 à 6,24 milliards de francs CFA à 2022, soit une augmentation de 5 points.
- les dépenses fiscales liées à la Production et distribution d'électricité et de gaz et celles découlant des activités de services de soutien et de bureau ont toutes baissées respectivement de 5,29 et 6,21 milliards de francs CFA en 2022 par rapport à l'année 2021.

Figure 11: Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

c. ANALYSE DES DEPENSES FISCALES DE LA DGD

✓ Analyse du coût des dépenses fiscales rapportées aux recettes par de la DGD par an

Tableau 12 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes de la DGD par an

Montant en milliards de francs CFA

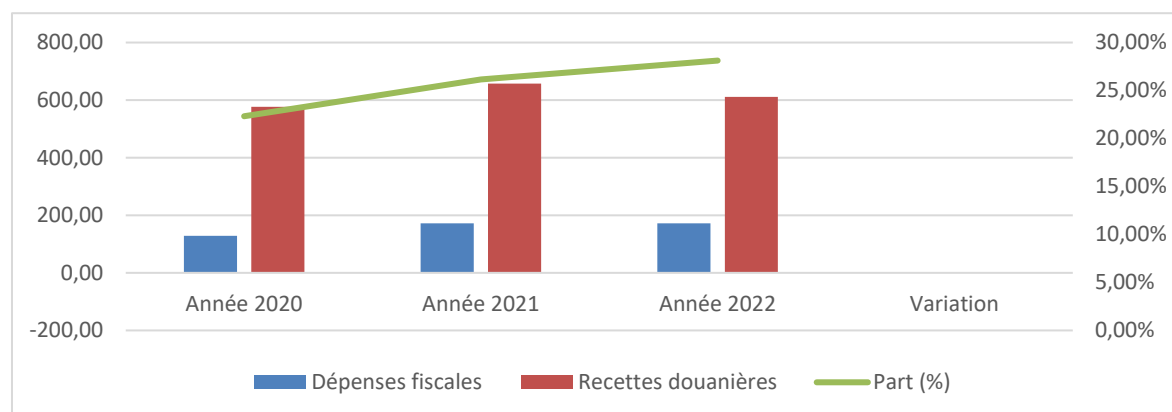
Rubrique	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Variation
Dépenses fiscales	128,69	172,00	171,90	-0,06%
Recettes douanières	576,48	657,60	611,31	-7,04%
Part (%)	22,32%	26,16%	28,12%	

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Le montant des dépenses fiscales de la Direction générale des douanes de l'année 2022 s'est chiffré à 171,90 milliards de francs CFA contre 172,00 milliards de francs CFA en 2021. On constate une légère baisse en 2022 de 0,10 milliards de francs CFA qui se traduit par un taux de décroissance de 0,06%.

Le montant des dépenses fiscales évaluées au titre de l'année 2022 rapporté aux recettes douanières de la même période indique un taux de 28,12. Ce taux représente à peu près le tiers des recettes douanières. Il est en hausse comparativement à celui de 2021. L'augmentation de ce taux s'explique par la baisse du montant des recettes douanières en 2022 qui est le dénominateur de la fraction,

Figure 12 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales de la DGD par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe

La ventilation des dépenses fiscales par type d'impôt permet de préciser la part afférant à chacun de ces impôts dans les dépenses fiscales totales.

Tableau 13 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par impôt	Année 2022	%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	76,92	44,74%
Droit de Douane	59,06	34,36%
Taxe d'Importation sur les Produits Pétroliers	32,88	19,13%
Redevance Statistique	2,55	1,49%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,49	0,29%
Total	171,90	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Il ressort de l'analyse de ce tableau que les dépenses fiscales engendrées par les exonérations de TVA de porte sont estimées à 76,92 milliards de francs CFA avec un taux de participation de 44,74%. Elles sont les plus importantes en termes de coût.

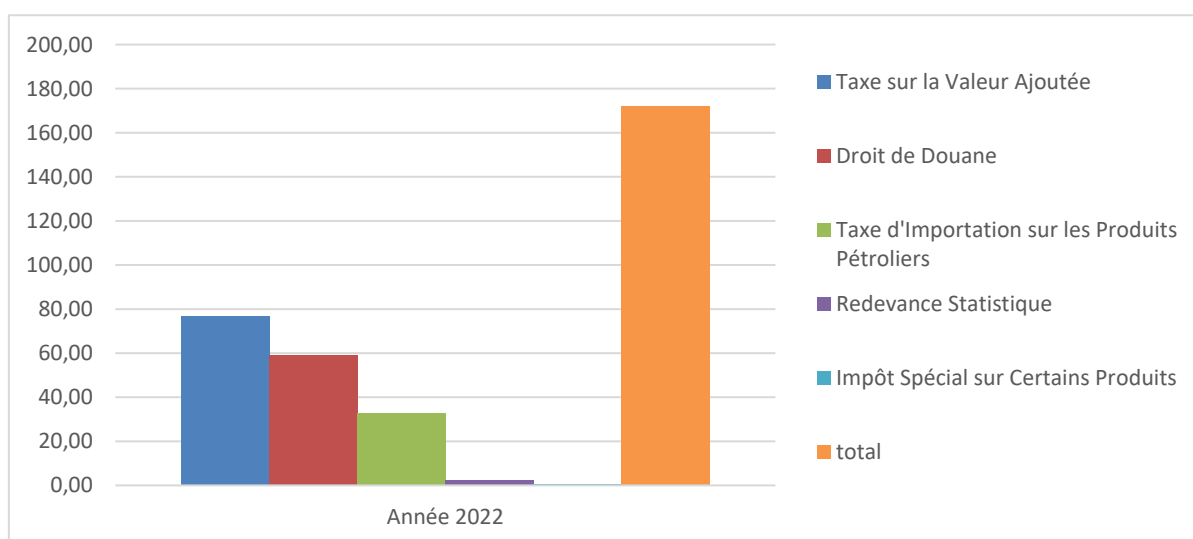
Le montant des dépenses fiscales provenant du Droit de Douane sont évaluées à 59,06 milliards de francs CFA pour un poids de 34,36%.

Les dépenses fiscales se rattachant à la Taxe d'importation sur les produits pétroliers se sont chiffrées à 32,88 milliards de francs CFA pour un poids de 19,13%.

Pour la redevance statistique, les niches fiscales ont affiché un montant de 2,55 milliards de francs CFA, soit un taux de 1,49%

Le coût des dépenses fiscales provenant de l'Impôt Spécial sur Certains Produits est le moins important et indique un montant de 0,49 milliards de francs CFA pour un taux de participation de 0,29%.

Figure 13: Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt et par an

Tableau 14 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt et par an

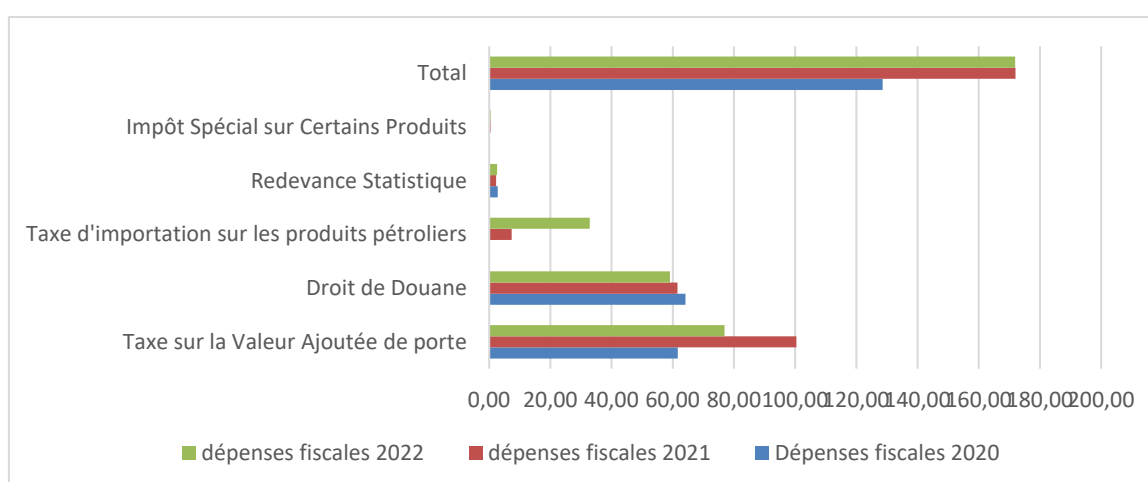
Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par type d'impôt	Dépenses fiscales 2020	Dépenses fiscales 2021	Dépenses fiscales 2022	Différence 2022/2021
Taxe sur la Valeur Ajoutée de porte	61,63	100,40	76,92	-23,48
Droit de Douane	64,12	61,52	59,06	-2,46
Taxe d'importation sur les produits pétroliers		7,36	32,88	25,52
Redevance Statistique	2,81	2,28	2,55	0,27
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,04	0,44	0,49	0,05
Total	128,60	172,00	171,90	-0,10

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

L'analyse comparative des dépenses fiscales de la DGD de la période en cours (2022) avec les dépenses fiscales de l'année précédente nous révèle que les différences les plus importantes s'observent au niveau de la TVA et de la TIPP. Au titre de l'année, les dépenses fiscales provenant de la Taxe sur la valeur ajoutée de porte ont connu une baisse de 23,48 milliards de francs CFA et celles de la Taxe d'Importation sur les Produits Pétroliers ont augmenté de 25,52 milliards de francs CFA.

Figure 14 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ Répartition des dépenses fiscales de la DGD par source

Tableau 15 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par source

Source	Montant en milliards de francs CFA	
	Montant	%
Exonérations Exceptionnelles	105,50	61,37%
Code Minier	32,39	18,84%
Dons et Aides	13,22	7,69%
Financement Extérieur	10,13	5,89%
Code des Investissements	8,11	4,72%
Convention d'Établissement	2,05	1,19%
ONG	0,51	0,30%
Total	171,90	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Les dépenses fiscales liées aux Exonérations Exceptionnelles (EE) de la Direction Générale des Douanes se sont élevées à 105,50 milliards de francs CFA. Son taux de participation a été de 61,37%. Elles représentent plus de la moitié du poids total des dépenses fiscales de 2022. Elles sont constituées de 59,24% de TVA de porte et de 31,03% de Droit de douane soit 90,27% de leur poids.

Les pertes de recettes liées aux Codes minier et pétrolier occupent la 2ème place avec un montant de 32,39 milliards de francs CFA, soit 18,84% du poids total des dépenses fiscales de la DGD. Elles proviennent essentiellement de la Taxe d'Importation sur les Produits Pétroliers (22,08 milliards de francs CFA).

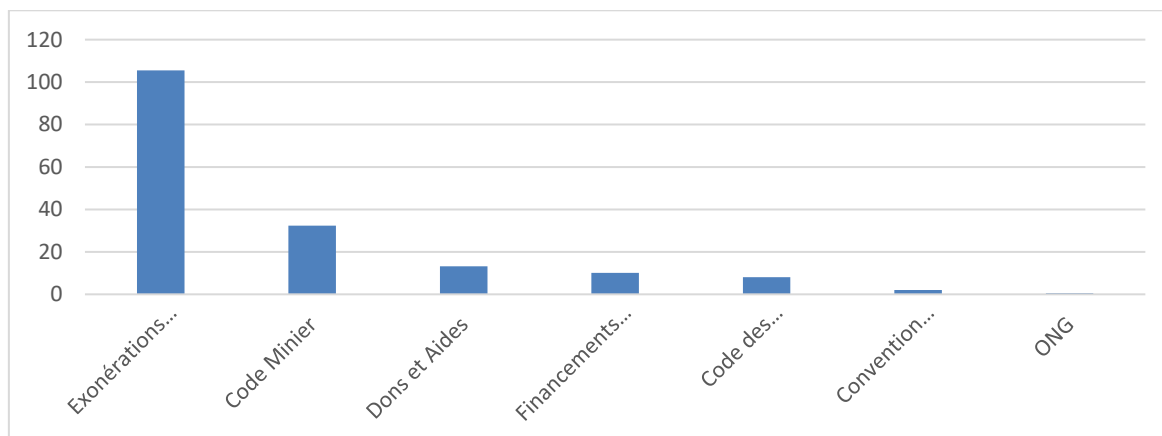
Les exonérations provenant des Dons et Aides sont estimées à 13,22 milliards de francs CFA pour une proportion de 7,69%. Elles sont essentiellement issues de TVA et de DD.

Les allègements fiscaux liés aux Financements Extérieurs ont un taux de participation de 5,89% et se sont chiffrés à 10,13 milliards de francs CFA. Ils sont composés principalement de la TVA et de Droit de douane.

Les dépenses fiscales provenant du Code des Investissements se sont chiffrées à 8,11 milliards de francs CFA, soit un taux de 4,72%. Elles sont engendrées essentiellement par les exonérations de Droit de douane.

Les exonérations fiscales provenant des Conventions d'établissement affichent un montant de 2,05 milliards de franc CFA avec un taux de participation de 1,19%. Elles sont constituées à cent pour cent de Droit de douane.

Figure 15 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par source



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source et par an

Tableau 16 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source (2020, 2021)

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par source	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Taux d'évolution
Exonérations Exceptionnelles	65,23	115,22	105,50	-8,44%
Codes Minier et Pétrolier	20,55	14,93	32,39	116,92%
Dons, Aides et ONG	16,03	14,27	13,73	-3,79%
Marchés Publics et Financements Extérieurs	19,58	19,99	10,13	-49,33%
Code des Investissements	5,57	5,56	8,11	45,80%
Conventions d'Établissement	1,65	2,03	2,05	1,10%
Total	128,61	172,00	171,90	-0,06%

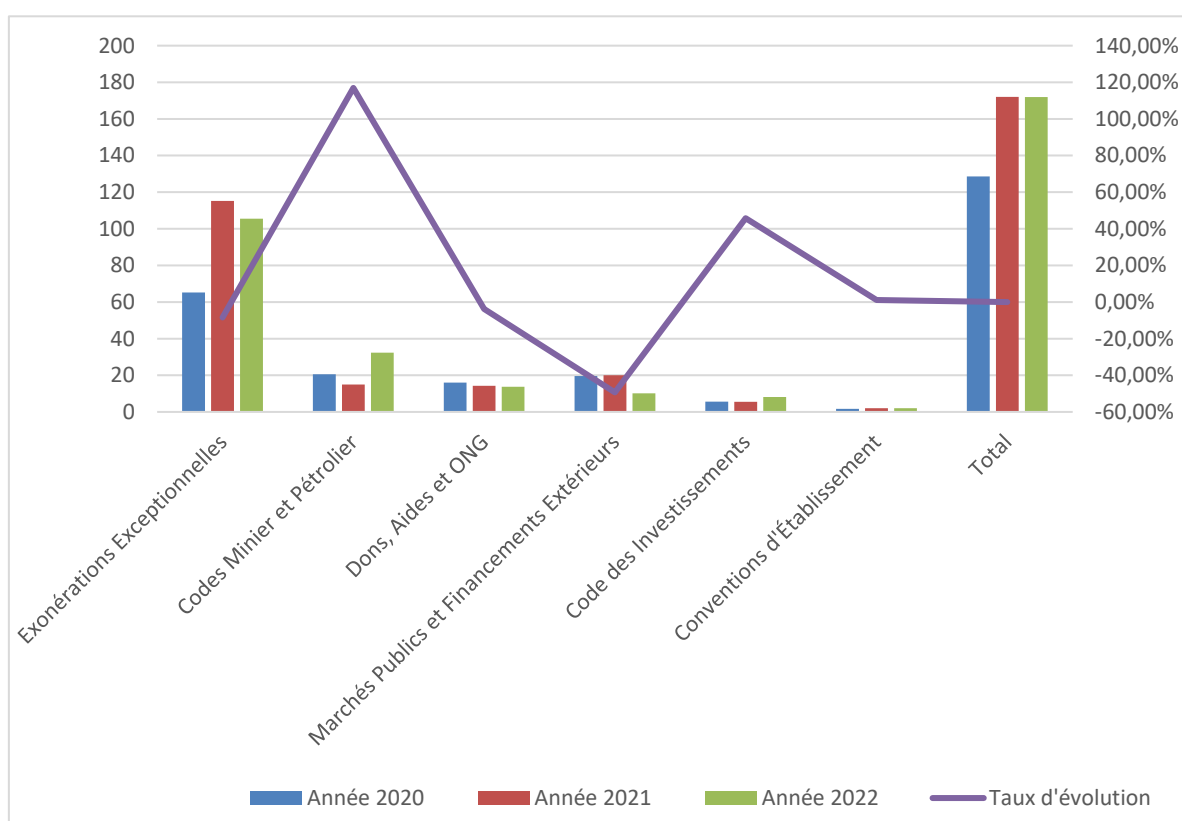
Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

À l'analyse du tableau, on constate que les dépenses fiscales liées aux EE, aux Marchés publics et Financements Extérieurs et aux Dons et Aides ont baissés en 2022 comparées à celles de 2020. La plus grande variation est observée au niveau Marchés publics et Financements Extérieurs avec un taux de décroissance de 49,33%,64%.

Les dépenses fiscales (Codes minier et pétrolier et au Code des Investissements) ont augmenté en 2022 comparativement à celles de 2021. Les niches fiscales découlant des Codes minier et pétrolier ont augmenté de 116,92%. Cette hausse s'explique par les exonérations accordées pour contenir les prix à la pompe. L'expansion des prix à la pompe se justifie par l'impact de la guerre en Ukraine.

Quant aux Conventions d'établissement, les dépenses fiscales sont restées stables.

Figure 16 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

d. FOCUS SUR CERTAINES DEPENSES FISCALES DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

➤ **La Taxe sur la Valeur Ajoutée**

- Évaluation des dépenses fiscales de TVA par structure

Les résultats présentés dans le tableau ci-dessous mettent en évidence la répartition des dépenses fiscales de TVA de la DGI au niveau des structures.

Tableau 17 : Répartition des Dépenses fiscales de TVA par structure de la DGI

Dépenses fiscales par structure	Montant en milliards de francs CFA	
	Année 2022	%
Direction des Grandes Entreprises	55,79	85,14%
Direction des Impôts du District	8,69	13,26%
Directions régionales des impôts	1,04	1,59%
Total	65,53	100,00%

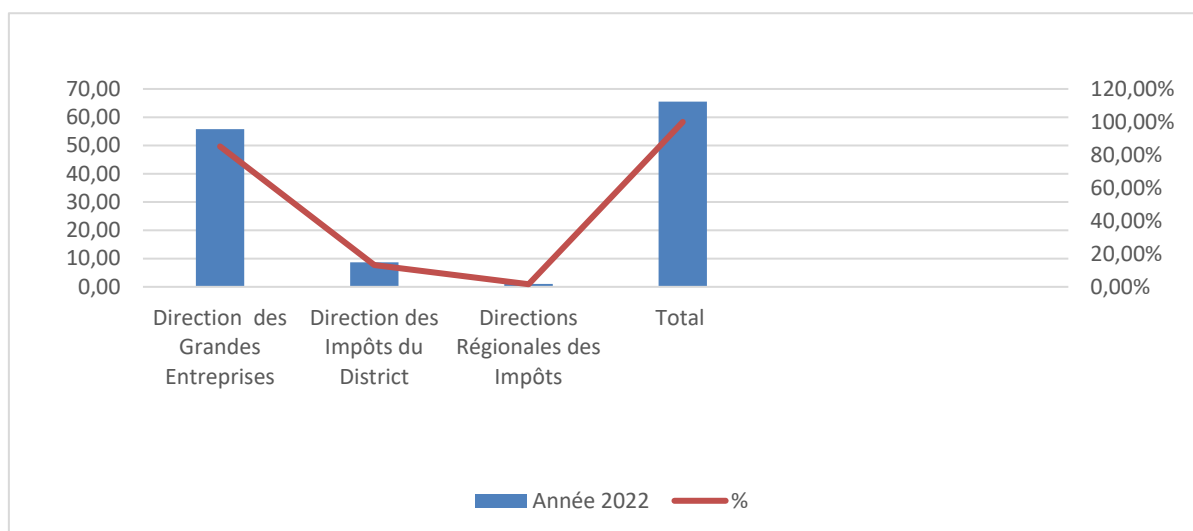
Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Les dépenses fiscales portant sur la TVA au titre de l'année 2022 de la DGI ont été estimées à hauteur de 65,53 milliards de FCFA. L'analyse du tableau ci-dessus indique que la part de la DGE reste considérablement élevée. En effet, sur le montant total de dépenses fiscales de TVA, la DGE a enregistré un poids d'environ 85%.

Les dépenses fiscales mises en œuvre à la Direction des impôts du district ont été estimées à 8,69 milliards de FCFA au cours de l'année 2022 représentant ainsi 13,26 % du poids total des dépenses fiscales.

En matière d'évaluation des dépenses fiscales, les Directions régionales des impôts sont visiblement peu représentatives, car leurs dépenses fiscales de TVA ont été de 1,04 milliards de francs CFA.

Figure 17 : Répartition des Dépenses fiscales de TVA par structure de la DGI



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

- Comparaison des dépenses fiscales de TVA par structure de la DGI

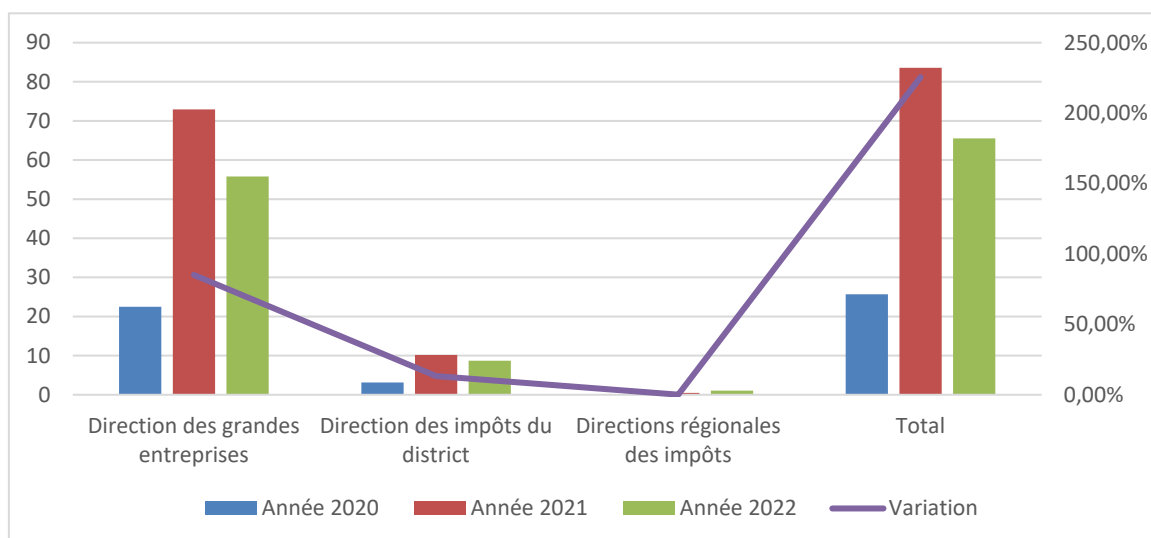
Tableau 18: Comparaison des dépenses fiscales de TVA de la DGI par structure et par an

Dépenses fiscales par structure	Montant en milliards de francs CFA			
	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Variation
Direction des grandes entreprises	22,48	72,93	55,79	85,14%
Direction des impôts du district	3,16	10,18	8,69	13,26%
Directions régionales des impôts	0,04	0,47	1,04	0,08%
Total	25,68	83,58	65,53	225,46%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Au titre de l'année 2022, les dépenses fiscales mises en œuvre au niveau de la DGE et du DID ont diminué, comparées à celles de 2021. La plus grande variation est observée à la DGE avec 85,14%.

Figure 18 : Comparaison des dépenses fiscales de TVA par structure de la DGI



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

- Répartition des dépenses fiscales de TVA par nombre de contribuables et par structure de la DGI

Les proportions renseignées dans le tableau ci-dessous donnent une idée sur la répartition des 862 contribuables bénéficiaires des dépenses fiscales de TVA par structure de recettes.

De manière comparative, on constate que le nombre de contribuables bénéficiaires des dépenses fiscales de TVA est assez élevé à la DID (67%) par rapport aux autres structures.

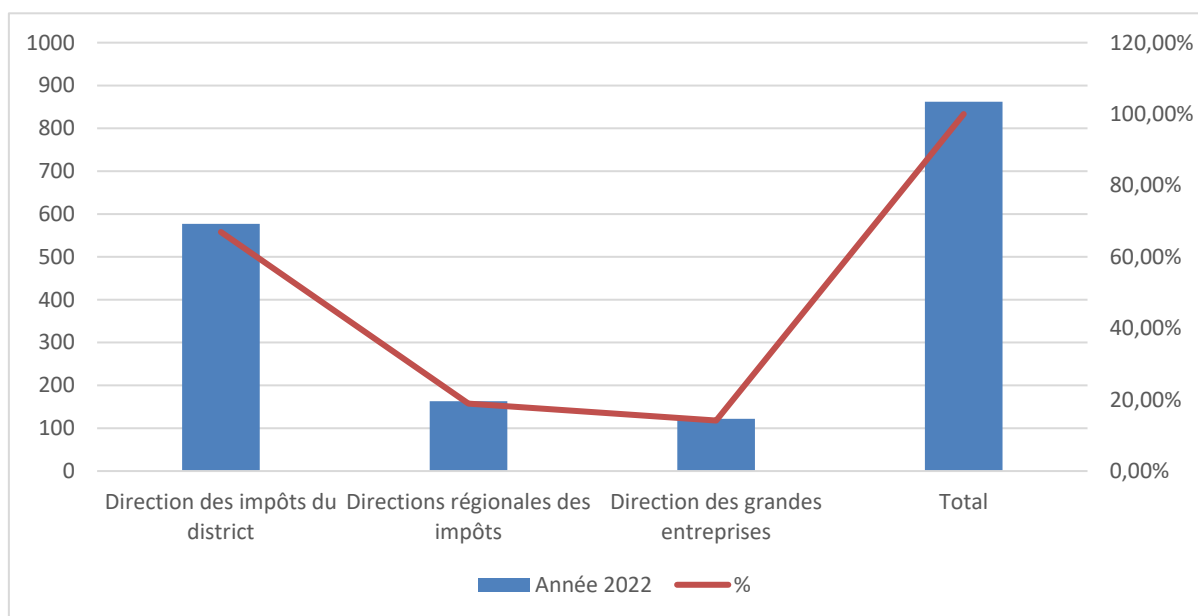
Tableau 19 : Répartition des dépenses fiscales de TVA par bénéficiaire et par structure de la DGI

Dépenses fiscales par structure et par nombre de contribuable	Année 2022	%
Direction des impôts du district	577	66,94%
Directions régionales des impôts	163	18,91%
Direction des grandes entreprises	122	14,15%
Total	862	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Le tableau de répartition des contribuables bénéficiaires d'exonération de TVA par structure nous enseigne que le nombre le plus important (577 contribuables) se trouve à la Direction des impôts du district. En termes de montant, c'est la DGE qui se place en première position. Le nombre d'entreprises exonérées de TVA à la DGE a été de 122 contre 163 dans les régions.

Figure 19 : Répartition des dépenses fiscales de TVA par bénéficiaire et par structure de la DGI



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

- Estimation des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité au titre de l'année 2022

L'analyse des dépenses fiscales de TVA par secteur d'activité des contribuables démontre que les dépenses fiscales de TVA ont été octroyées en faveur de quatorze (14) secteurs d'activité au titre de l'année 2022.

Tableau 20 : Répartition des dépenses fiscales de TVA de la DGI par secteur d'activité.

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par secteur d'activité	Année 2022	%
Commerce	23,51	35,88%
Activités de fabrication	13,30	20,30%
Construction	6,67	10,17%
Activités extractives	5,96	9,10%
Activités de services de soutien et de bureau	5,09	7,77%
Production et distribution d'électricité et de gaz	4,27	6,52%
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	2,46	3,76%
Transports et entreposage	1,62	2,47%
Information et communication	1,13	1,73%
Agriculture, sylviculture, pêche	0,81	1,24%
Hébergement et restauration	0,64	0,98%
Activités financières et d'assurance	0,04	0,06%
Enseignement	0,01	0,01%
Autres secteurs d'activité	0,01	0,02%
Total	65,53	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

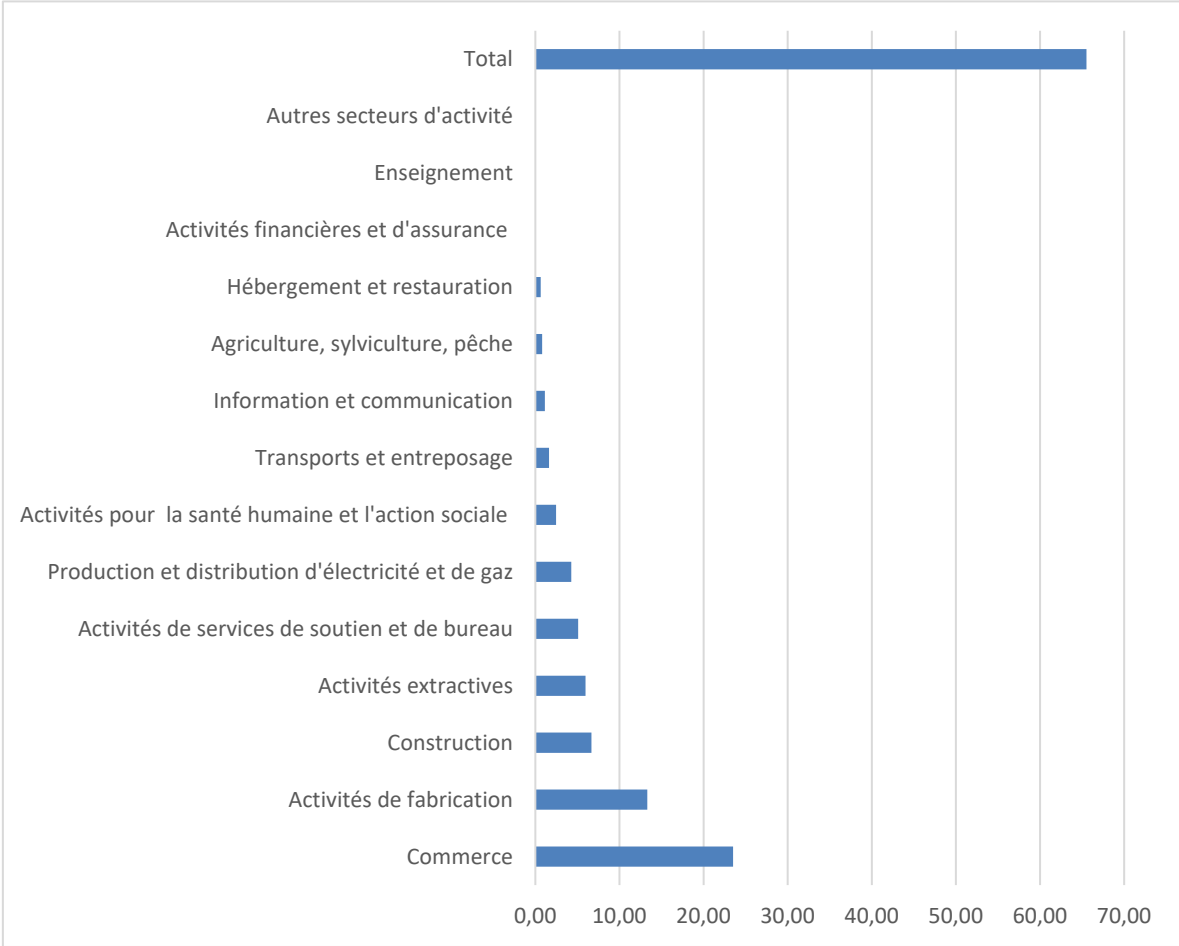
On constate que deux (2) secteurs d'activité ont enregistré des parts des dépenses fiscales de TVA élevées. En effet, le premier secteur d'activité est celui du commerce dont le niveau de dépenses fiscales de TVA a été estimé à hauteur de 23,51 milliards de CFA au titre de l'année 2022 soit 36% des dépenses fiscales de TVA de la DGI.

Le deuxième secteur d'activité qui a plus bénéficié des dépenses de TVA porte sur les activités de fabrication. En effet, le montant de leurs dépenses fiscales a été estimé à 13,30 milliards de FCFA au titre de l'année 2022 et a contribué à 20,30% au poids total.

Les activités de construction et les activités extractives se sont chiffrées respectivement à 6,67 milliards de francs CFA soit 10,17% et 5,96 milliards de francs CFA soit 9,10%.

Le cumul de ces quatre (4) secteurs d'activité représente un poids de 75,45% des dépenses fiscales de TVA de la DGI.

Figure 20 : Répartition des dépenses fiscales de TVA de la DGI par secteur d'activité



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

- Comparaison des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité et par an

Tableau 21 : Comparaison des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité et par an

Dépenses fiscales par secteur d'activité	Montant en milliards de francs CFA			
	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Différence 2022/2021
Commerce	2,55	22,49	23,51	1,02
Activités de fabrication	10,38	32,62	13,30	-19,32
Construction	1,11	0,34	6,67	6,33
Activités extractives	0,44	0,34	5,96	5,62
Activités de services de soutien et de bureau	2,99	9,44	5,09	-4,35
Production et distribution d'électricité et de gaz	6,7	9,19	4,27	-4,92
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	-	1,24	2,46	1,22
Transports et entreposage	0,51	1,51	1,62	0,11
Information et communication	0,47	2,17	1,13	-1,04
Agriculture, sylviculture, pêche	-	0,74	0,81	0,07
Hébergement et restauration	0,16	1,14	0,64	-0,50
Activités financières et d'assurance	0,11	0,33	0,04	-0,29
Enseignement	-	0,05	0,01	-0,04
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,01	0,67	0,00	-0,67
Autres secteurs d'activité	0,25	1,31	0,01	-1,30
Total	25,68	83,58	65,53	-18,05

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

La comparaison de dépenses fiscales par secteur d'activité de l'année 2022 à l'année 2021 révèle un écart positif au niveau des secteurs d'activités du commerce, de fabrication, de construction, des activités extractives, des activités de services de soutien et de bureau et de la production et distribution d'électricité et de gaz.

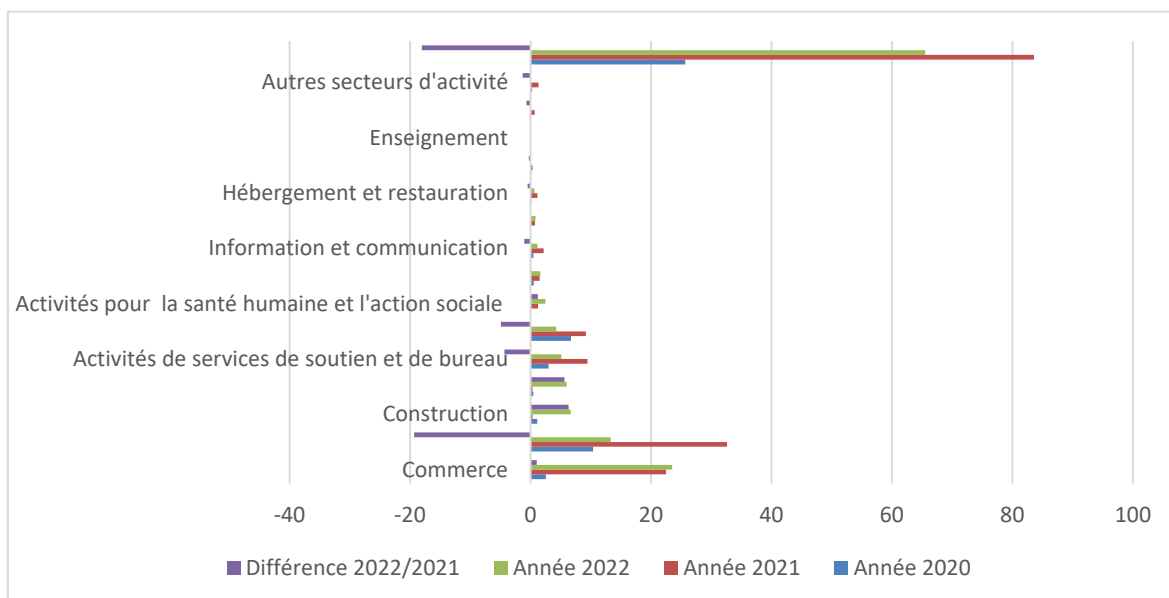
En 2022, les dépenses fiscales issues des activités de fabrication ont subi une baisse de 19,32 milliards de francs CFA.

Les dépenses fiscales engendrées par les exonérations des activités de construction au titre de 2022 ont augmenté de 6,33 milliards de francs CFA comparées à celles de 2021.

La troisième variation la plus importante est observée au niveau des Activités extractives. Les dépenses fiscales se rattachant aux activités extractives se sont accrues de 6,33 milliards de francs CF.

Les dépenses fiscales issues des activités de services de soutien et de bureau et de la production et distribution d'électricité et de gaz ont diminué chacune de 4 milliards de francs CFA.

Figure 21 : Comparaison des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

- L'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux
- Évaluation des dépenses fiscales de l'IS et l'IBIC par structure

Les données figurant dans le tableau ci-dessous présentent des renseignements sur les montants des dépenses fiscales mises en œuvre au niveau de différentes structures de la DGI au titre de l'année 2022.

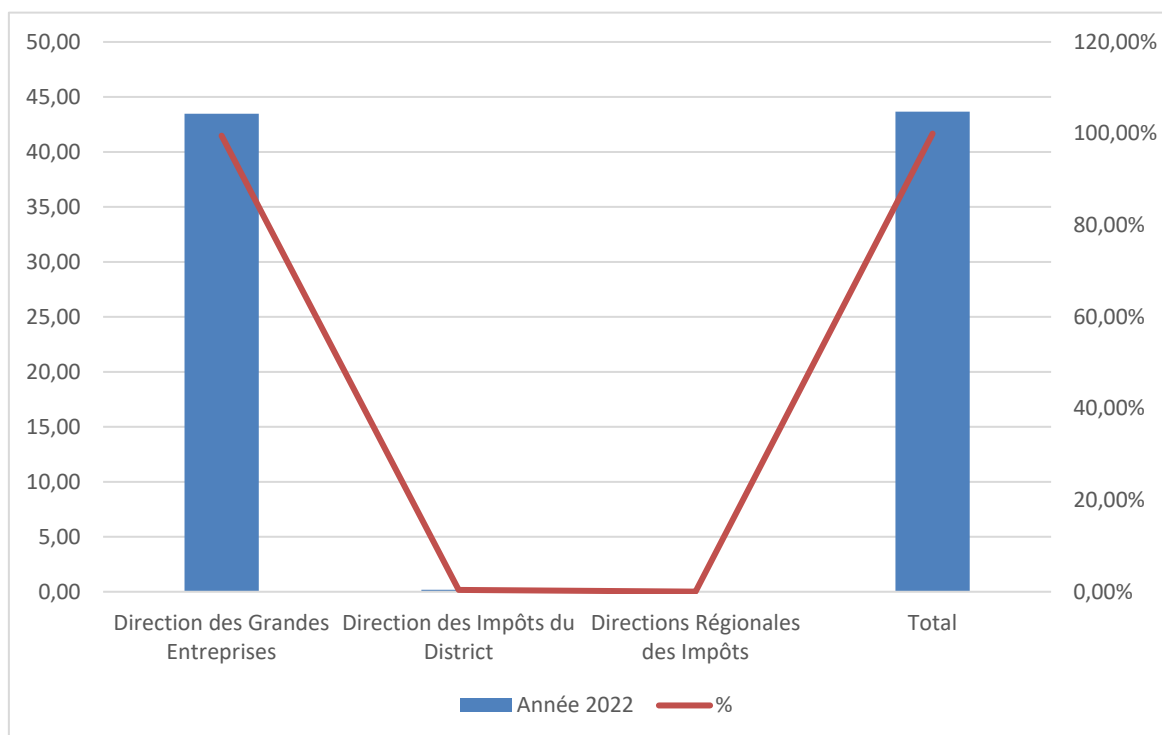
Tableau 22 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par Structure

Dépenses fiscales d'IS/IBIC par structure	Montant en milliards de francs CFA	
	Année 2022	%
Direction des Grandes Entreprises	43,47	99,56%
Direction des Impôts du District	0,18	0,41%
Directions Régionales des Impôts	0,01	0,03%
Total	43,66	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

À l'analyse du tableau, il ressort que 99,56% des dépenses fiscales issues de l'IS-IBIC proviennent des exonérations mises en œuvre au niveau de la Direction des grandes entreprises, soit 43,47 milliards de francs CFA sur un total de 46,66 milliards de francs CFA.

Figure 22 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par structure de la DGI



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

-Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par structure et par an

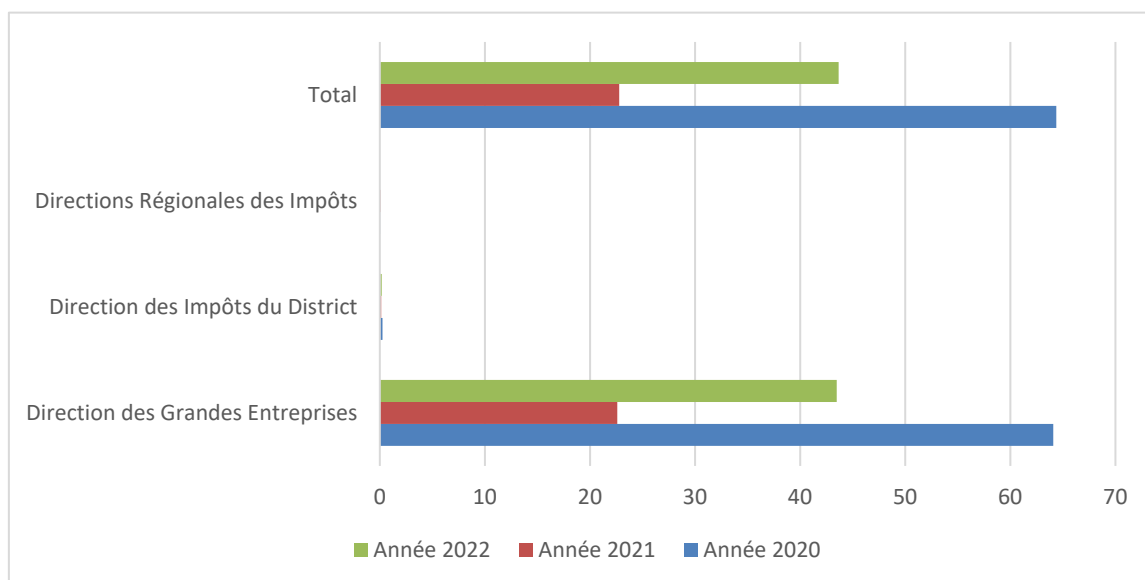
Tableau 23 : Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par Structure et par an

Dépenses fiscales d'IS/IBIC par structure	Montant en milliards de francs CFA			
	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Différence
Direction des Grandes Entreprises	64,09	22,59	43,47	20,88
Direction des Impôts du District	0,25	0,13	0,18	0,05
Directions Régionales des Impôts	0,03	0,06	0,01	-0,05
Total	64,37	22,78	43,66	20,88

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

La lecture du tableau nous enseigne que les dépenses fiscales se rapportant à l'IS-IBIC ont augmenté de 20,88 milliards de francs CFA entre 2021 et 2022 à la DGE. La même tendance est observée au niveau de la DID. Seules les Directions régionales présentent une tendance baissière.

Figure 23 : Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par structure et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

- Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par structure et par nombre de contribuables bénéficiaires.

Tableau 24 : Repartitions des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par contribuable de la DGI

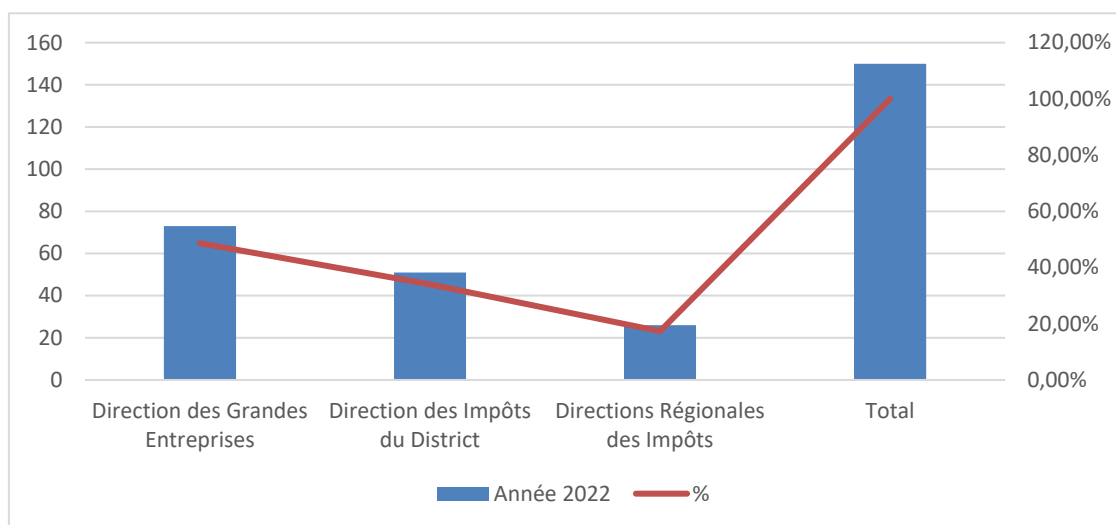
Dépenses fiscales d'IS/IBIC par structure et par nombre de contribuables	2022	%
Direction des Grandes Entreprises	73	48,67%
Direction des Impôts du District	51	34,00%
Directions Régionales des Impôts	26	17,33%
Total	150	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

L'examen du tableau nous indique que sur un total de cent cinquante (150) contribuables bénéficiaires des dépenses fiscales de l'IS-IBIC au titre de l'année 2022, 73 entreprises sont gérées par la direction des Grandes Entreprises, soit 48,67%.

La Direction des impôts du district et les Directions régionales des impôts enregistrent respectivement 51 et 26 contribuables bénéficiaires des allègements fiscaux de l'IS-IBIC.

Figure 24 : Dépenses fiscales de l'IS-IBIC par structure de la DGI



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

- Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par nombre de contribuables et par an

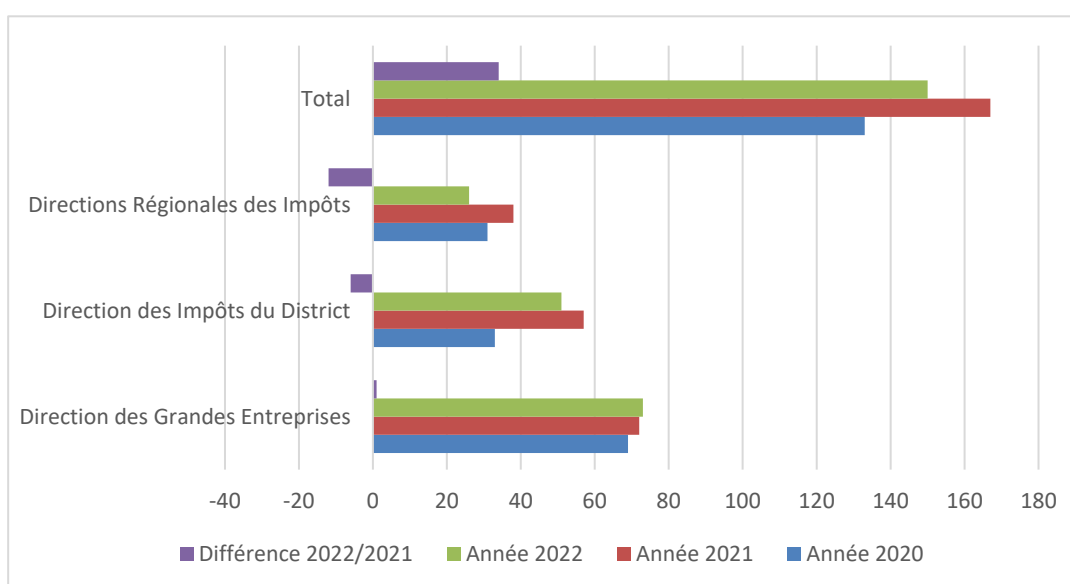
Tableau 25 : Dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par nombre de contribuables et par an

Dépenses fiscales d'IS/IBIC par structure et par nombre de contribuables	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Différence 2022/2021
Direction des Grandes Entreprises	69	72	73	1
Direction des Impôts du District	33	57	51	-6
Directions Régionales des Impôts	31	38	26	-12
Total	133	167	150	-17

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

À la lecture du tableau, on constate que la plus grande variation de nombre de contribuables est observée au niveau des Direction régionales des impôts avec une différence de 12 contribuables. Le nombre de contribuables exonérés d'IS/IBIC a diminué en 2022.

Figure 25 : Dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par nombre de contribuables et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

- Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité

Tableau 26 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité

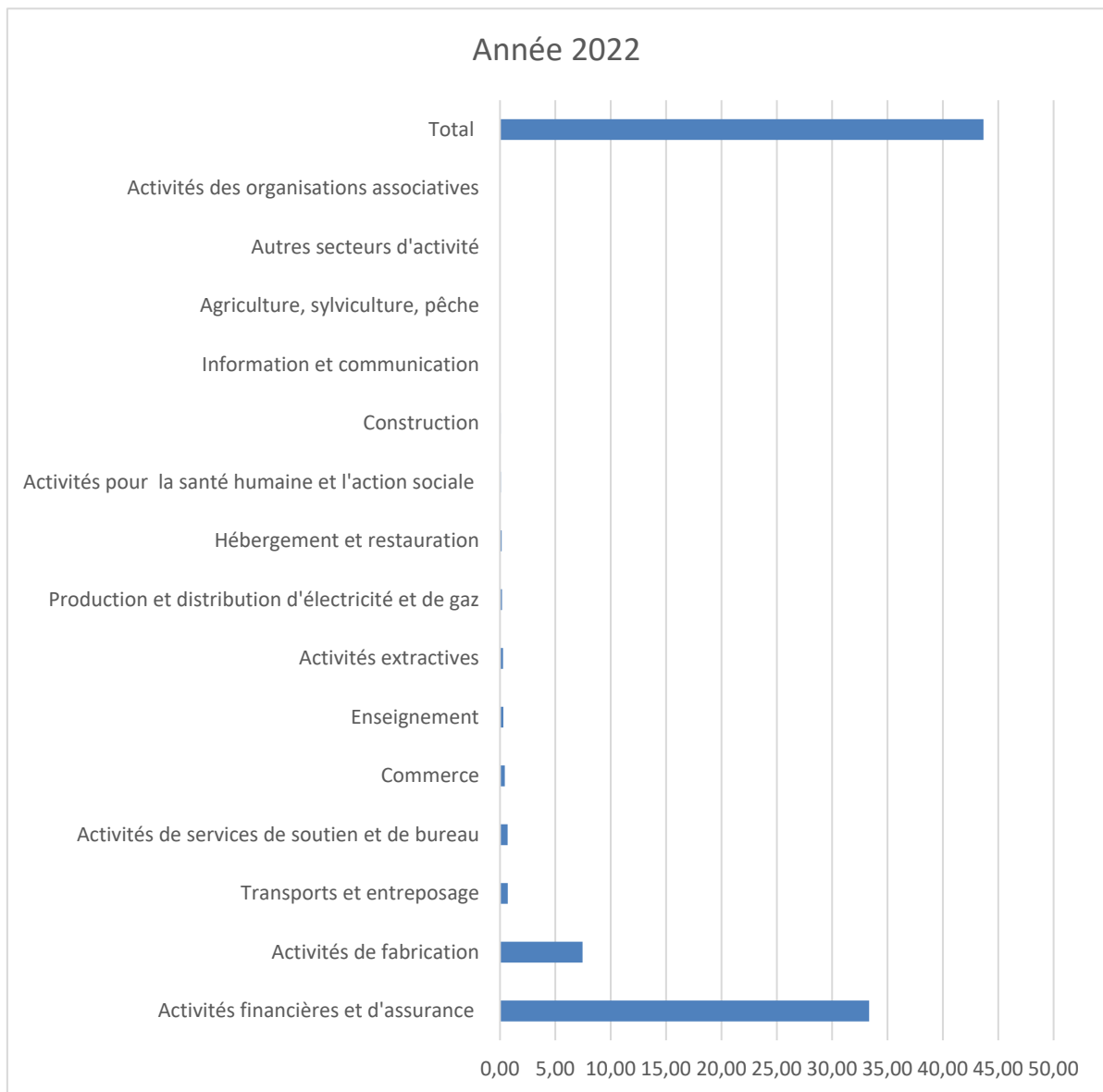
Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales d'IS/IBIC par secteur d'activité	Année 2022	%
Activités financières et d'assurance	33,34	76,37%
Activités de fabrication	7,45	17,06%
Transports et entreposage	0,70	1,60%
Activités de services de soutien et de bureau	0,69	1,58%
Commerce	0,43	0,99%
Enseignement	0,30	0,68%
Activités extractives	0,28	0,63%
Production et distribution d'électricité et de gaz	0,18	0,42%
Hébergement et restauration	0,15	0,34%
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,07	0,15%
Construction	0,06	0,15%
Information et communication	0,01	0,02%
Agriculture, sylviculture, pêche	0,01	0,01%
Autres secteurs d'activité	0,00	0,01%
Activités des organisations associatives	0,00	0,00%
Total	43,66	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Les résultats consignés dans le tableau ci-dessus indiquent que 76,37% des dépenses fiscales ont bénéficié aux Activités financières et d'assurances pour un montant de 33,34 milliards de francs CFA. Les activités de fabrication ont coûté 7,45 milliards de francs CFA, soit 17,06% de ces dépenses fiscales totales.

Figure 26 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

- Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par secteur d'activité et par an

Tableau 27 : Dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par secteur d'activité et par an

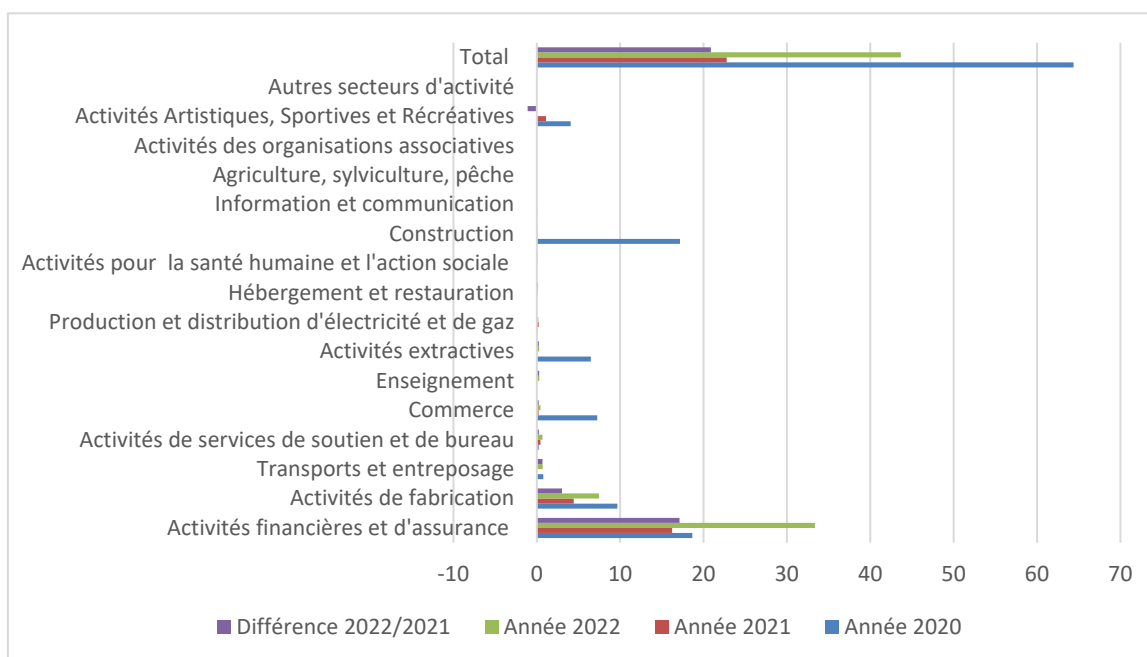
Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales d'IS/IBIC par secteur d'activité	Année	Année	Année	Différence 2022/2021
	2020	2021	2022	
Activités financières et d'assurance	18,64	16,23	33,34	17,11
Activités de fabrication	9,66	4,42	7,45	3,03
Transports et entreposage	0,77	0,02	0,70	0,68
Activités de services de soutien et de bureau	0,22	0,44	0,69	0,25
Commerce	7,24	0,21	0,43	0,22
Enseignement	0,01	0,02	0,30	0,28
Activités extractives	6,47	0,03	0,28	0,25
Production et distribution d'électricité et de gaz	0,07	0,22	0,18	-0,04
Hébergement et restauration	0	0,01	0,15	0,14
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,01	0	0,07	0,07
Construction	17,18	0,06	0,06	0,00
Information et communication	0,04	0,01	0,01	0,00
Agriculture, sylviculture, pêche	-	0,01	0,01	0,00
Activités des organisations associatives	0,00	0,00	0,00	0,00
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	4,06	1,10		-1,10
Autres secteurs d'activité	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	64,37	22,78	43,66	20,88

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

À l'analyse du tableau, il ressort que seules les dépenses fiscales relatives aux Activités de Production et distribution d'électricité et de gaz et Activités Artistiques, Sportives et Récréatives ont connu une décroissance en 2022 comparées à celles de 2021. Les dépenses fiscales qui ont profité aux autres secteurs d'activité ont toutes augmenté en 2022. Les hausses les plus importantes sont observées au niveau des Activités financières et d'assurance (17,11 milliards de francs CFA) et activités de fabrication (3,03 milliards de francs CFA).

Figure 27 : Dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité de la DGI et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

- La Taxe sur les activités financières
 - Répartition des dépenses fiscales de TAF par source

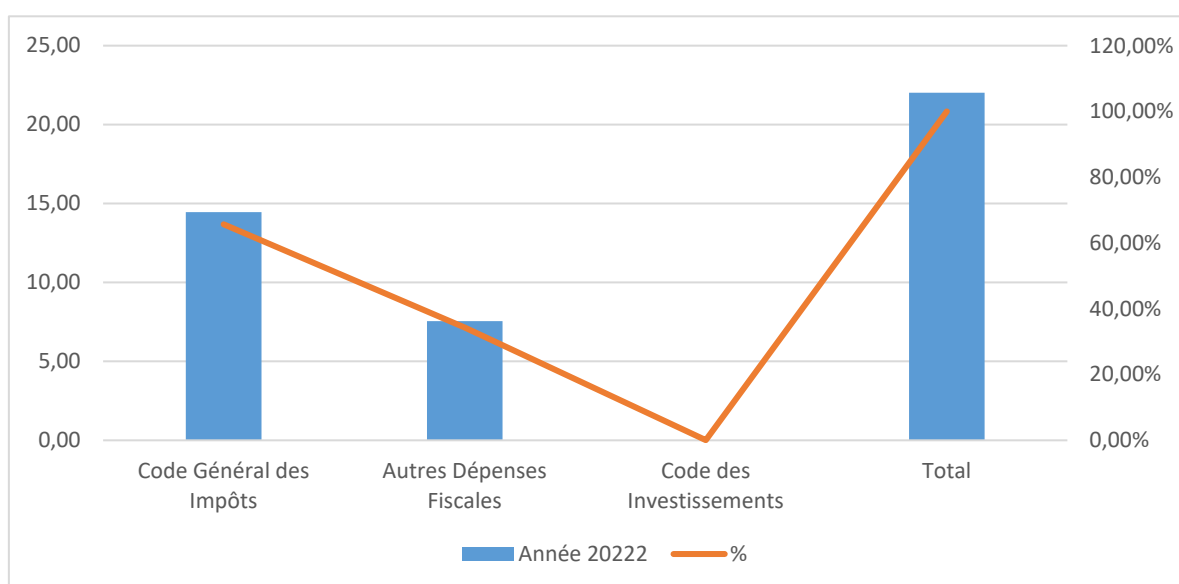
Tableau 28 : Répartition des dépenses fiscales de TAF par source

Dépenses fiscales par source	Montant en milliards de francs CFA	
	Année 2022	%
Code Général des Impôts	14,46	65,66%
Autres Dépenses Fiscales	7,55	34,29%
Code des Investissements	0,01	0,05%
Total	22,02	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Le montant (22,02 milliards de francs CFA) de la TAF évaluée dans ce rapport bénéficie en totalité aux entreprises gérées par la DGE. L'analyse par source indique que 14,46 milliards de francs CFA revient au Code général des impôts et 7,55 milliards à la source « Autres dépenses fiscales ». Ces deux sources réunies font 99,95% du poids total des dépenses fiscales de la TAF.

Figure 28 : Répartition des dépenses fiscales de TAF par source



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

- Comparaison des dépenses fiscales de TAF par source (2020,2021)

Tableau 29 : Comparaison des dépenses fiscales de TAF par et par an

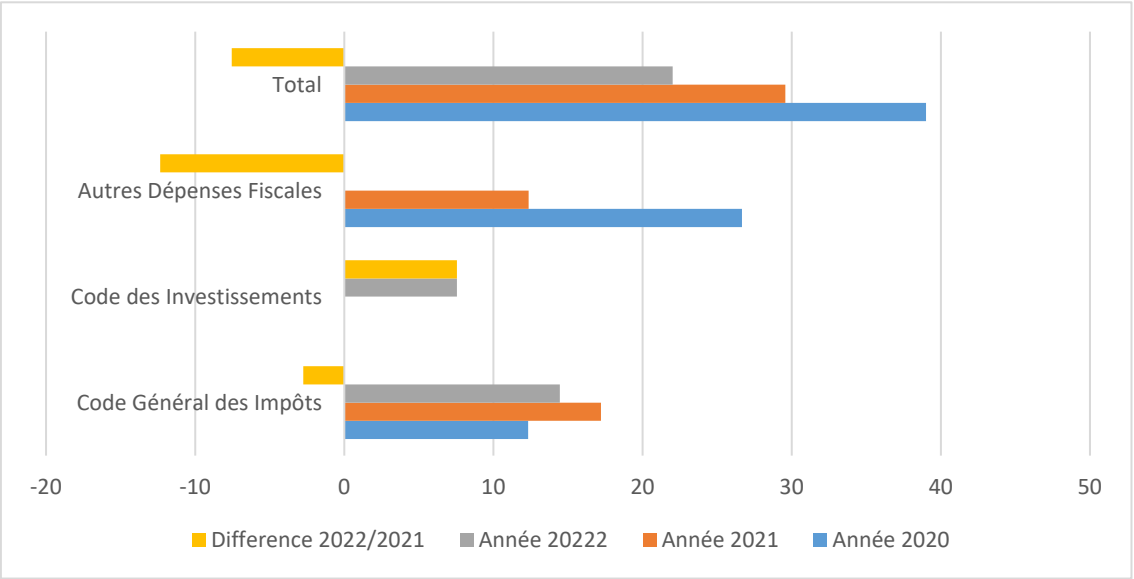
Dépenses fiscales par source	Montant en milliards de francs CFA				
	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Différence 2022/2021	
Code Général des Impôts		12,33	17,21	14,46	-2,75
Code des Investissements		0,01	0	7,55	7,55
Autres Dépenses Fiscales		26,67	12,36	0,01	-12,35
Total		39,01	29,57	22,02	-7,55

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

En 2021, la source «Autres Dépenses Fiscales» a enregistré la décroissance la plus importante. Elle a diminué de 12,35 milliards de francs CFA.

Contrairement aux Autres Dépenses Fiscales, la source « Code des Investissements » a augmenté de 7,55 milliards de francs CFA.

Figure 29 : Comparaison des dépenses fiscales de la TAF par source (2020, 2021)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'évaluation des dépenses fiscales est une tâche importante dont les retombées peuvent être significatives en termes de transparence budgétaire et d'explicitation de la politique fiscale. Pour cela, deux démarches d'évaluation sont complémentaires : estimer le coût budgétaire des mesures fiscales dérogeant à la norme et apprécier leur pertinence quant aux objectifs qui leurs ont été initialement attribués. Seule l'association de ces deux évaluations peut permettre de rationaliser le système d'incitations fiscales afin d'accroître la mobilisation des recettes intérieures.

- La première démarche d'évaluation est un travail délicat qui demande trois préalables importants :

- le regroupement des dispositions fiscales dans un document unique. En effet la multiplicité des textes c'est-à-dire leur nature et origine (Codes des investissements, minier, douanier, impôt...) rend le recensement des régimes dérogatoires difficile. Il est essentiel de regrouper l'ensemble des dispositions fiscales dérogatoires dans un document unique : idéalement le Code Général des Impôts. Ce rassemblement est d'ailleurs l'une des recommandations fortes du CREDAF et de l'UEMOA en matière d'évaluation des dépenses Fiscales. Afin d'éviter que se renouvelle la dispersion des textes, il importe de conditionner l'adoption d'un texte de cette nature à l'avis conforme préalable du Ministère en charge de l'économie et des finances et son inscription dans la Loi de finances.
- **la mise au point d'une procédure de collecte obligatoire de l'information**
- la caractéristique de base d'une dépense fiscale est d'être dérogatoire par rapport aux principes généraux d'un impôt donné. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, la dérogation peut prendre la forme d'une déduction sur le revenu imposable, d'une réduction d'impôt, d'un taux d'imposition particulier ou même d'une exemption de revenus. L'évaluation des dépenses fiscales demande donc de disposer des données sur les opérations qui sont concernées. Il est important, et même fondamental, de mettre en place une procédure régulière de collecte des données.

Pour ce faire, l'attention doit être portée vers les trois principes suivants :

- ✓ le maintien des obligations déclaratives ;
- ✓ la prise en compte de toutes les informations relatives aux exonérations dans les déclarations ;
- ✓ la mise en place d'un fichier informatisé dans lequel sont saisis les montants exonérés, les sources et les natures des montants exonérés, la nature des services et des produits exonérés. Le fichier doit être installé au niveau de toutes les structures opérationnelles de la DGI et renseigné par les gestionnaires ou par un point focal désigné à cet effet. Pour l'évaluation en amont, c'est-à-dire avant l'exécution d'un marché par exemple, les informations doivent être renseignées par les agents de la Direction de la Législation Fiscale et du Contentieux.

➤ **La mise en place d'une structure pluridisciplinaire dédiée à l'évaluation des dépenses fiscales**

A l'instar des autres pays, la structure chargée de l'évaluation des dépenses fiscales doit être composée de cadres des impôts, des douanes, de tous les ministères sectoriels et d'autres cadres dont l'apport pourrait être nécessaire. Cette structure aura pour mission d'assurer un suivi stratégique et un rôle de veille. Elle recense les dépenses fiscales et met en place la méthodologie de suivi des avantages fiscaux (gestion de l'information, consolidation des données, analyse des données et rédaction du rapport sur les dépenses fiscales). Cette structure sera l'Interlocutrice des services du Ministère de l'Economie et des Finances sur le sujet des dépenses fiscales.

Un plan de formation spécifique devra être mis en place à l'intention des agents de cette structure.

- **La seconde démarche concerne l'analyse approfondie de l'efficacité économique des exonérations fiscales tant sur le plan des objectifs et des résultats attendus que sur le plan de l'incitation à l'investissement.**

Cette démarche d'évaluation n'est toutefois pas traitée dans le présent rapport. **Néanmoins, il peut être signalé que :**

- ✓ plusieurs études ont démontré que la décision d'investir n'est pas forcément conditionnée à l'octroi d'avantages fiscaux. En effet, la fiscalité vient loin derrière les principales préoccupations de l'investisseur qui sont, la stabilité politique, la sécurité juridique, l'exercice libre de son activité, la propriété du sol et la garantie offerte pour rapatrier les bénéfices après impôts.
- ✓ Le montant des dépenses fiscales de la Taxe sur la Valeur Ajoutée a été de 142,44 milliards de francs CFA représentant 45,73% du poids total des dépenses fiscales évaluées au titre de l'année 2022. La part des dépenses fiscales de la TVA de l'intérieur dans les recettes fiscales dudit impôt est 32,43%. Ce pourcentage doit interpeller les autorités sur la rationalisation de l'octroi des exonérations en matière de TVA. Par ailleurs, afin de maintenir un climat social serein, les mesures exceptionnelles décidées par le Gouvernement pour la gestion de problèmes socio-économiques conjoncturels peuvent parfois s'avérer nécessaires car permettant de maîtriser les prix de certains produits de première nécessité pendant une période déterminée ou d'aplanir certains problèmes du moment liés au climat social.
- ✓

Bamako, le 24 août 2023
Le Directeur de la Planification, Études et Suivi

Abdoulaye DIARRA
Planificateur

ANNEXE

SYSTEME DE REFERENCE DE LA NORME FISCALE

✓ FISCALITE INTERIEURE

Impôts directs

✓ Impôt sur les traitements et salaires :

Unité d'imposition

Salarié

Base imposable de référence

Montant total net des traitements, salaires, pécules, indemnités, émoluments, primes, gratifications et de leurs suppléments, tous autres avantages en argent ou en nature accordés aux intéressés, les pensions et rentes viagères, les rémunérations (article 3 CGI)

Les franchises admises :

- Déduction des retenues de pensions ou de retraites dans la limite de 4 % des salaires bruts;
- Allocations et indemnités spéciales destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi.
Le maximum déductible est fixé par un Arrêté du Ministre chargé des Finances (arrêté n° 99-0892/MF.SG du 18 mai 1999) ;
- Exonération du personnel diplomatique ;
- Réduction pour charge de famille ;
- Indemnité de dépaysement ;
- Réduction de 50% des avantages en nature.)
- Les allocations familiales et d'assistance à la famille versées par l'État et les organismes de prévoyance sociale;
- Les majorations de soldes, d'indemnités ou de pensions attribuées pour charges de famille à condition que tous les salariés de l'entreprise en bénéficient de façon identique ;
- Les indemnités spéciales destinées à couvrir les frais de mission ou déplacement, les indemnités de risque ou toute autre indemnité dont l'exonération est prévue par un texte réglementaire;
- Les retraites des combattants ; les pensions servies aux victimes civiles et militaires de la guerre ou à leurs ayants droit ;
- Les rentes viagères et indemnités temporaires attribuées aux victimes d'accidents de travail ;
- Les indemnités de licenciement ou de départ à la retraite, dans la limite des montants fixés par le code du travail.
- Taux de référence (article 10 CGI)
- Barème de l'I.TS.

Tranche de revenu	Taux
0 à 330 000	0%
330 001 à 1 200 000	2,00%
1 200 001 à 1 800 000	10,00%
1 800 001 à 2 600 000	26,00%
2 600 001 à 3 500 000	33,00%
3 500 001 à 4 100 000	36,00%
4100001 et plus	40,00%

✓ Impôt sur les revenus fonciers :

Sont imposés dans la catégorie des revenus fonciers, lorsqu'ils ne sont pas inclus dans les bénéfices d'une société passible de l'Impôt sur les Sociétés, les revenus des immeubles bâtis, tels que maisons, fabriques, manufactures, usines et en général, tous les immeubles construits en maçonnerie, fer ou bois, fixés au sol à demeure, à l'exception de ceux qui sont expressément exonérés par les dispositions du présent Code (article 14 CGI).

Unité d'imposition :

Revenus des immeubles bâtis

Base imposable de référence

Revenu brut disponible afférent à la période d'imposition c'est-à-dire montant brut des loyers, des gains accessoires à la propriété foncière perçus au cours de l'année quelle que soit la période à laquelle ils se rapportent, augmenté des dépenses et charges incombant normalement au propriétaire mais supportées par le locataire et diminué des dépenses et charges incombant normalement au locataire mais supportées par le propriétaire (article 18 CGI)

Les franchises admises :(cf. article 16 CGI)

Exonération : immeubles non loués occupés par le propriétaire et /ou par les personnes qui sont légalement à sa charge

Exonération : immeubles occupés par les employés (gardien ou agents de sécurité) du propriétaire

Exonération : immeubles inscrits à l'actif du bilan d'une société passible de l'I S ;

Exonération : voies ferrées publiques ;

Taux de référence : (article 22 CGI)

12% pour les immeubles en dur et semi dur ;

8% pour les immeubles en banco.

Impôt sur les revenus de valeurs mobilières:

Unité d'imposition :

✓ Revenus de valeurs mobilières.

Base imposable de référence : (cf. article 23 CGI)

Le revenu est déterminé : (articles 35 et 36 CGI)

Pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues ;

Pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année ;

Pour les parts d'intérêts, soit par les délibérations des assemblées générales des associés ou des conseils d'administration, soit à défaut de délibération, au moyen d'une déclaration à souscrire dans les trois mois de la clôture de l'exercice, faisant connaître les bénéfices ou produits effectivement distribués ;

Pour les lots, par le montant même du lot en francs ;

Pour les primes de remboursement, par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts ;

Pour les rémunérations de l'administration des sociétés, par les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues.

Les franchises admises (article 29 CGI)

Amortissements qui seraient faits par une réalisation d'actif et au moyen de prélèvement sur les éléments autres que le compte de résultats, les réserves ou provisions diverses du bilan.

Actions remboursées par un des moyens non expressément exclus par le présent article et à la liquidation de la société, la répartition de l'actif entre les porteurs d'actions de jouissance et jusqu'à concurrence du pair des actions originaires est considérée comme un remboursement de capital non imposable.

Sociétés concessionnaires de l'État, des régions, des communes qui établissent que l'amortissement par remboursement de tout ou partie de leur capital social et parts d'intérêts est justifié par la caducité de tout ou partie de leur actif social, notamment par dépérissement progressif ou par obligation de remise en fin de concession à l'autorité concédante. (article 30 CGI)

Intérêts des sommes inscrites sur les livrets des comptes d'épargne.

Intérêts, arrrages et tous autres produits des comptes courants figurant dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale ou agricole ou d'une exploitation minière, sous la double condition que : (article 32- 1 et 2 CGI)

Les contractants aient l'un et l'autre l'une des qualités d'industriel, de commerçant ou d'exploitant agricole ou minier ;

Les opérations inscrites à un compte courant se rattachent exclusivement à l'industrie, au commerce ou à l'exploitation des deux parties.

Revenus des obligations émises par l'État, les régions ou les communes, lorsque la durée des obligations est supérieure à dix ans (article 33 CGI) ;

Revenus distribués par les Organismes de Placement Collectif de Valeurs Mobilières N°2013-021(OPCVM article 33 (nouveau) L'ordonnance /P-RM Du 3 Décembre 2013;

Les plus-values résultant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires, de parts sociales ou d'obligations à la suite des fusions de sociétés anonymes ou à responsabilité limitée sont exonérées de l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières (article 34 alinéa 1 CGI).

(Toutefois, si dans les dix ans précédant la fusion, le capital de la société absorbée ou des sociétés anciennes a fait l'objet d'une réduction non motivée par des pertes sociales, les plus-values ne peuvent bénéficier de l'exonération prévue à l'alinéa précédent qu'à concurrence de la fraction qui excède le montant de la réduction (article 34 alinéa 2 CGI)

Si dans les dix ans suivant la fusion il est procédé à une réduction de capital non motivée par des pertes sociales ou à un remboursement total ou partiel des obligations attribuées gratuitement, les plus-values sont déchues, à concurrence de la portion du capital remboursé aux actions, parts ou obligations attribuées gratuitement, de l'exemption dont elles avaient bénéficié, et les droits exigibles doivent être acquittés par la société absorbante ou nouvelle dans les vingt premiers jours du trimestre qui suit celui au cours duquel a été fait le remboursement, à peine des sanctions édictées par l'article 53 du Livre de Procédures Fiscales) (article 34 alinéa 3 CGI)

Taux de référence (cf article 42 CGI)

10 % pour les dividendes distribués ;

6%revenus des obligations ;

13% pour les intérêts, arrérages et autres produits des obligations représentées par des titres négociables en représentation d'emprunts contractés par des sociétés ayant leur siège au Mali ou qui exerçant une activité au Mali sont constituées sous une forme qui les rendraient imposables si elles avaient leur siège au Mali ;

9% pour les intérêts, arrérages et autres produits des dépôts à vue ou à échéance fixe et des comptes courants ;

15% pour les lots payés aux créanciers et porteurs d'obligations;

18% pour les autres revenus.

✓ L'impôt sur les bénéfices et Impôt sur les Sociétés :

Il existe deux régimes d'imposition à l'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (article 70 CGI) :

Le régime du bénéfice réel

Unité d'imposition :

Contribuables réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur ou égal à 50.000.000 FCFA hors taxe ;

Conseils fiscaux et aux comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires

Et à toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

Base imposable de référence :

Le bénéfice imposable est le bénéfice net déterminé d'après les résultats d'ensemble des opérations de toute nature effectuées par l'entreprise, y compris, notamment, les cessions d'éléments quelconques de l'actif, soit en cours, soit en fin d'exploitation (article 49 CGI)

Les charges admises en déduction (article 51 CGI modifié loi n°10-014. LF.2013)

Les frais généraux de toute nature, les dépenses de personnel, de main d'œuvre, les indemnités de fonction allouées aux mandataires sociaux, le loyer des biens meubles et immeubles dont l'entreprise est locataire, le loyer versé par le crédit preneur pour la partie représentant les charges d'intérêt;

Les redevances de cession ou de concession de licences d'exploitation, de brevets d'invention, les contrats de marques, procédés ou formules de fabrication, autres droits analogues et les frais d'assistance technique;

Les impôts à la charge de l'entreprise mis en recouvrement au cours de l'exercice, à l'exception de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et de l'impôt minimum forfaitaire;

Amortissement linéaire normal ;

Report déficitaire ;

Provisions de droit commun ;

Revenus des valeurs et capitaux mobiliers figurant à l'actif de l'entreprise atteints par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ;

Revenus bruts des immeubles portés à l'actif du bilan qui ont supporté l'impôt sur les revenus fonciers;

Les franchises admises : (cf article 47 CGI modifié loi n°10-014)

Les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper des commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;

Les offices publics d'habitation économique ;

Les caisses de crédit agricole mutuel ;

Les sociétés de prévoyance, de production rurale, de développement rural et tous organismes coopératifs ne fonctionnant pas en sociétés et ne distribuant pas de réserves à des particuliers ;

Les sociétés de secours mutuels ;

L'institut d'émission ;

Les banques primaires nationales, en ce qui concerne les produits de leurs placements auprès de la Banque de l'Habitat.

Taux de référence : (cf. art. 85 et 86 CGI)

30% du bénéfice imposable ;

1% du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit;

L'impôt calculé doit être supérieur ou égal à sept cent soixante-trois mille cinq cents (763500) qui est la fraction de l'ISBIC dans l'impôt synthétique.

Le régime de l'Impôt Synthétique

Unité d'imposition

Entreprise réalisant moins de 50 millions de chiffre d'affaires annuel (article 71 CGI modifié LF 2014)

En sont exclue :

- Les conseils fiscaux et les comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires.
- Et toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

Les franchises admises :

En sont exonérées, pour la première année civile d'activité, les entreprises se trouvant dans son champ d'application.

Base imposable de référence

Le chiffre d'affaire annuel

Taux de référence (article 74 CGI)

3% du montant du chiffre d'affaires hors taxe

✓ L'Impôt sur les Bénéfices Agricoles (non mis en application par manque de décret d'application de la loi sur l'imposition des bénéfices agricoles).

Unité d'imposition : bénéfices agricoles provenant d'exploitations agricoles situées au Mali : (article 99 CGI)

Base imposable de référence (article 100 CGI)

Bénéfices réalisés dans l'exploitation ne relevant pas du cadre de l'agriculture traditionnelle ;

Vente dans un magasin des produits de l'exploitation agricole dans la proportion des trois quarts au moins du montant total des ventes effectués par un contribuable.

Les franchises admises : (article 104 CGI)

Les exploitations pilotes investissant dans la recherche agronomique plus de 50% de leurs bénéfices ;

Les caisses de crédit agricole mutuel ;

Les sociétés de prévoyance et les sociétés coopératives agricoles.

Taux de référence:

Impôt proportionnel;

10% régime réel d'imposition (article 120 CGI)

✓ Taxe sur les plus-values de cession réalisées par les particuliers

Unité d'imposition : (art. 121 et 122 CGI)

Personne physique fiscalement domiciliée au Mali ou pas et qui réalise une plus-value lors de la cession à titre onéreux de biens ou de droits.

Base imposable de référence :

Montant net de la plus-value réalisée (article 124 du CGI). Ce montant correspond à la différence entre :

- Le prix de cession net et le prix d'acquisition par le cédant ;
- Le prix de cession net et la valeur vénale ;
- L'indemnité d'éviction et le coût d'acquisition du bien en cas d'une expropriation pour cause d'utilité publique (article 125 CGI)

L'abattement de 5% à partir de la 2ème année d'acquisition du bien, plafonné à 50% pratiqué sur les plus-values à long terme ;

La déduction du montant net de la plus-value réalisée des charges supportées pour la conservation du bien et des frais encourus lors de la cession.

L'exonération de la plus-value réalisée lors de la cession d'une résidence habituelle principale dans la limite d'une résidence par contribuable (article 123-1 CGI)

L'exonération des plus-values tirées de la cession à titre onéreux des valeurs mobilières ou des droits sociaux conformément aux dispositions de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (article 123-2 CGI)

L'exonération des plus-values réalisées lors de la cession des meubles meublants et des habillements personnels (article 123-3 CGI)

Taux de référence: (article 129 CGI)

15% pour les plus-values à court terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;

7% pour les plus-values de cession d'actions et de parts sociales ;

5% pour les plus-values à long terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;

5% pour les plus-values de cessions d'obligations.

✓ Contribution des patentes et licences:

Unité d'imposition :

Personne malienne ou étrangère qui exerce au Mali un commerce, une industrie, une profession (article 130 CGI)

Admis en franchises : (ART. 131 CGI)

L'État, les collectivités territoriales et les organismes publics pour les services publics d'intérêt général ;

Les personnes morales bénéficiant de l'exonération de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux en vertu de l'article 47 du présent Code ;

Les assujettis à l'impôt synthétique ;

Les associés des sociétés en nom collectif, à responsabilité limitée, en commandite ou anonymes ès qualité, l'associé unique de la société à responsabilité limitée ;

Les exportateurs de bétail au titre de cette seule activité ;

Vente en gros ou en détail des boissons alcooliques ou fermentées ;

Les nouvelles entreprises au titre de la première année civile d'activité (article 131 du CGI) (SDLFC).

Base imposable de référence :

Conformément aux tableaux A, B, C et D du CGI;

Taux de référence: cf article 144 CGI

Droits fixes de patente et les taxes variables sont fixés par le tarif des patentes ;

Droits fixes de licence fixés par le tarif des licences tableau D ;

Droit proportionnel à 10% de la valeur locative ou quart du droit fixe ;

Exonération de droit fixe pour un magasin de vente en gros pour les importateurs et les exportateurs.

IMPÔTS INDIRECTS

✓ Taxe sur la Valeur Ajoutée :

Unité d'imposition : (article 187 CGI)

Livraisons de biens et prestations de services effectuées au Mali, à titre onéreux, par un assujetti.

Base imposable de référence :

Chiffre Affaires supérieur ou égal à 50.000 000 FCFA

Franchises admises

Les exonérations de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (article 195CGI)

Taux de référence: (article 229 CGI)

18% taux normal

✓ L'Impôt spécial sur certains produits:

Unité d'imposition

Importation et livraison à la consommation

Base imposable :

À l'importation, par la valeur en douane majorée des droits et taxes dus à l'entrée, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;

En régime intérieur c'est-à-dire le cas des produits fabriqués localement, par le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Pour la production locale, c'est le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée;

Taux de référence : (art 240 CGI)

Certains taux ont été modifiés par le décret de mars 2015

20% pour la noix de cola ;

10% pour les boissons gazeuses ; 12% en mars 2015;

45% pour les boissons alcoolisées ; 50% en mars 2015 ;

Pour les tabacs :

25% pour les cigarettes de la gamme 1 et autres tabacs;

20% pour les cigarettes de la gamme 2;

15% pour les cigarettes de la gamme 3;

32% en mars 2015 pour l'ensemble des 3 gammes;

40% pour les armes, 50% en mars 2015 ;

40% pour les munitions, 50% en mars 2015 ;

5% pour les matières plastiques, 50% en mars 2015 ;

5% produits miniers,

5% pour les véhicules de tourisme dont la puissance est supérieure ou égale à 13 chevaux.

✓ Taxe sur les activités financières:

Unité d'imposition :

Activités bancaires ou financières.

Base imposable de référence :

Montant hors TAF des recettes ;

Exonérations (art 248 CGI):

Les sommes versées par le Trésor à la Banque Centrale chargée du privilège de l'émission ainsi que les produits des opérations de cette banque, génératrice de l'émission des billets ;

les agios afférents à la mobilisation par voie de réescompte ou de pension d'effets publics ou privés figurant dans le portefeuille des banques, des établissements financiers ou des organismes publics ou semi publics.

Les agios afférents à la première négociation des effets destinés à mobiliser les prêts consentis par les mêmes organismes ;

Les opérations relatives aux entreprises d'assurances soumises à un droit d'enregistrement en vertu des dispositions particulières prévues à cet effet ;

Les intérêts et commissions relatifs aux opérations réalisées sur le marché monétaire.

Taux de référence : 15 % et 17%.

✓ La taxe intérieure sur les produits pétroliers :

Unité d'imposition (article 250 CGI)

Essences spéciales, autres

Essence d'aviation

Essence auto super

Essence auto ordinaire

Huiles légères, autres

Carburacteur

Pétrole lampant

Huiles moyennes, autres

Gas oil

Fuel oil domestique

Fuel oil léger

Fuel oil lourd I

Fuel oil lourd II

Gaz butane liquéfié

Base imposable de référence :

Le volume à 15°C ou le poids (article 252 CGI)

Taux de référence (article 253 CGI)

Fixé par arrêté ministériel

✓ Taxe sur les Contrats d'Assurance:

Unité d'imposition :

Convention d'assurance ou de rente viagère ;

Base imposable de référence :

le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires ;

Taux de référence :

4 % contrats d'assurance contre les risques de toute nature de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre ;

20 % autres contrats d'assurance

de droits d'Enregistrements, de mutations et de successions:

Base imposable de référence :

Nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

Taux de référence:

Les droits fixes :

minimum de perception 1.250 Francs CFA

mutations à titre onéreux d'immeubles 15% ;

mutation des immeubles à titre onéreux et à usage d'habitation ne faisant pas l'objet de TF : 7% ;

mutation d'immeubles acquis par une entreprise dans le cadre d'un contrat de crédit-bail et aux fins d'exploitation : 7% ;

procédure d'adjudication faite par les établissements bancaires ou financiers et qui est demeurée infructueuse : 7%;

adjudications à la folle enchère de biens : 20% ;

actes translatifs de propriété dans des pays étrangers: 1%;

mutations à titre onéreux de Fonds de commerce 20% ;

abandonnements pour faits d'assurance ou grosse aventure : 3% ;

ordonnances de référé, les jugements, les sentences arbitrales et les arrêts sont passibles d'un droit de 3%;

actes constatant les adjudications au rabais et marchés : 3%;

partages des biens meubles et immeubles entre copropriétaires, cohéritiers et coassociés : 1%;

transports, cessions et autres mutations de créances à terme sont assujettis à un droit de 2 %;

contrats de mariage : 1%;

tous actes ou écrits qui constatent la valeur des biens appartenant à chacun des époux lors de la célébration du mariage sont enregistrés au taux de 1 %;

échanges de biens immeubles sont assujettis à un droit de 8 %.

enregistrement des marchés et/ou contrats publics à 3%,

mutations à titre onéreux de meubles 10% ;

droits de mutation à titre gratuit sont fixés, pour la part nette recueillie par chaque ayant droit, suivant les tableaux ci-dessous :

Mutation en ligne directe et entre époux :

Indication du nombre d'enfants du donateur ou laissés par le défunt	Tarif applicable à la fraction de part nette				
	Jusqu'à 250.000 %	De 250.000 à 1.000.000 %	De 1.000.000 à 5.000.000 %	Au-delà de 5.000.000 %	Maximum %
5 enfants ou plus vivants ou représentés	3	8	12	18	15
2, 3, 4 enfants vivants ou représentés	4	10	15	22	18
1 enfant ou pas d'enfant vivant ou représenté	7	15	20	25	20

- Mutation en ligne collatérale :

Degré de parenté	Tarif applicable à la fraction de part nette				
	Jusqu'à 250.000 %	De 250.000 à 1.000.000 %	De 1.000.000 à 5.000.000 %	Au-delà de 5.000.000 %	Maxi- mum %
Entre frères et sœurs	20	27	33	40	35
Entre oncles ou tantes et neveux et nièces	28	32	38	45	40
Entre autres personnes	35	40	45	50	45

Location d'immeubles et de fonds de commerce, mutation de jouissance 3%.

LA FISCALITE DE PORTE :

En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au TEC. »

Dans le cadre de la mise en place de l'Union Douanière de la CEDEAO, le Tarif Extérieur Commun de l'UEMOA a été amendé et étendu à l'ensemble des États membres de la CEDEAO.

Il comporte dans son architecture, le Droit de Douane (DD), la Redevance Statistique (RS) et le Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS).

Droit de Douane

Dans sa structure actuelle, le Droit de Douane comprend cinq catégories de marchandises:

Catégorie 0 : biens sociaux essentiels, au taux de 0%, répartis sur 85;

Catégorie I : biens de première nécessité, matières premières de base, biens d'équipement, intrants spécifiques, au taux de 5%,

Catégorie II : intrants et produits intermédiaires, au taux de 10%, répartis ;

Catégorie III : biens de consommation finale, au taux de 20%,

Catégorie IV : biens spécifiques pour le développement économique, au taux de 35%.

Taxe sur la Valeur Ajoutée :

Le taux de référence est de 18%

Redevance Statistique

Le taux de référence est de 1%

ETAT T

RESTES A RECOUVRER

**RESTES A RECOUVRER AU CORDON DOUANIER DE 2013 A 2022
A LA DATE DU 02 AOUT 2023**

ANNEES	MONTANTS (F CFA)	OBSERVATIONS
2013	311 927 429	La plupart des impayés ont fait l'objet d'un depot de contrainte judiciaire devant les tribunaux .
2014	1 547 603 466	
2015	789 320 399	
2016	1 048 792 973	
2017	1 131 160 162	
2018	2 112 018 448	
2019	278 552 686	
2020	1 516 326 338	
2021	108 929 566	
2022	5 796 698 810	
TOTAL	14 641 330 277	

Samanko 2, le 03 /08/2023

VENTILATION DES RESTES A RECOUVRER PAR TYPES D'IMPÔTS AU 30 JUIN 2023

STRUCTURE	TOTAL
IS/IBIC	86 310 554 512
IRVM	32 340 707 314
TVA	44 203 739 101
ITS	38 375 240 331
CF	2 601 491 974
ISCP	-
Autres	189 535 856 732
TOTAL	393 367 589 964
DONT IRRECOUVRABLES	94 867 778 608

Commentaire:

Au 30 juin 2023, le stock global de RAR a été estimé à 393,368 milliards de Francs CFA, sur lequel 94,868 milliards de Francs CFA ont été déterminés comme irrécouvrables, soit 21,12 % du potentiel global. Le potentiel estimé recouvrable est de 298,499 milliards de Francs CFA, soit 75,88%.

Bamako, le 29 août 2023

LE DIRECTEUR GENERAL



Mathias Konate
Mathias KONATE

Chevalier de l'Ordre National

ETAT V

ANNEXE SUR LE GENRE



**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

ANNEXE A LA LOI DE FINANCES 2024

RAPPORT GENRE 2024

VERSION FINALE

Septembre 2023

SIGLES ET ABREVIATIONS	
AGETIC	Agence des Technologies de l'Information et de la Communication
AGR	Activités Génératrices de Revenu
AMADER	Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et d'Electrification Rurale
ANDC	Agence Nationale de la Communication pour le Développement
ASACO	Association de Santé Communautaire
BAD	Banque Africaine de Développement
BCS	Bureau Central de la Solde
BIT	Bureau International du Travail
BSG	Budget Sensible au Genre
CAFO	Coalition des Associations Féminines et Organisations
CAG	Comité Aviseur Genre
CAK	Centre Aoua KEITA
CAPF	Centre d'Accueil et de Placement Familial
CDI	Commissariat au Développement Institutionnel
CDPE	Centre de Développement de la Petite Enfance
CEDEF	Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFPF	Centre de Formation Pratique
CGA	Centres de Gestion Agrées
CGS	Comité de Gestion Scolaire
CNAPN	Comité National pour l'Abandon de Pratiques Nuisibles à la Mère et à l'Enfant
CNDIFE	Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant
CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme
CPF	Code des Personnes et de la Famille
CPN	Consultation Prénatale
CPS	Cellule de Planification et de la Statistique
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CS-PNG	Conseil Supérieur Politique Nationale Genre
DGB	Direction Générale du Budget
DESC	Droits Economiques Sociaux et Culturels

DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DNFPP	Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel
DUDH	Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
EDSM-VI	Enquête Démographique de Santé au Mali VI
EFH	Egalité Femmes/Hommes
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
EPT	Education Pour Tous
FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
GEDEFOR	Projet Gestion Décentralisée des Forêts
GRFF	Gestion des Ressources Forestières et Fauniques
IDH	Indice de Développement Humain
MEADD	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable
MEF-SG	Ministère de l'Economie et des Finances - Secrétariat Général
MINUSMA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
MGF	Mutilations Génitales Féminine
MPFEF	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
ODD	Objectifs du Développement Durable
PACR	Projet d'Appui aux Communautés Rurales
PACUM	Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali
PADEC	Projet d'Appui au Développement Economique Communautaire
PAJM	Programme d'Appui à la Justice au Mali
PAPAM	Programme d'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali
PAP	Projet Annuel de Performance
PBSG	Planification et Budgétisation Sensible au Genre
PDDAFFE	Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille 2020-2029
PDD-DIN	Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger
PDDSS	Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social 2014-2023
PDH	Promotion des Droits de l'Homme
PDI	Programme de Développement Institutionnel
PEFA	Dépenses Publiques et Responsabilité Financière/Public Expenditure Financial Accountability

PF	Planification Familiale
PGRN-CC	Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Changement-Climatique
PNG	Politique Nationale Genre
PNISA	Plan National d'Investissement dans le Secteur Agricole
DPPD-PAP	Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance
PROCEJ	Projet de Développement des Compétences et de l'Emploi des Jeunes
PRODAFFE	Programme de Développement de l'Autonomisation de la Femme et de l'Enfant et de la Famille 2020-2024
PRODEC	Programme Décennal de l'Éducation
PROSEA	Programme Sectoriel Eau Assainissement
PRPRM	Projet de Réduction de la Pauvreté dans la Région de Mopti
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RAMED	Régime d'Assistance Médicale
RG	Rapport Genre
SAPEP	Programme d'Amélioration de la Productivité Agricole des Petits Exploitants en Afrique Sub-Saharienne
TA	Taux d'Achèvement
TBA	Taux Brut d'Admission
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
VBG	Violences Basées sur le Genre
VFF	Violences Faites aux Femmes et aux Filles
VSBG	Violences Sexuelles Basées sur le Genre

RESUME EXECUTIF

Le présent Rapport Genre s'inscrit dans une démarche pluriannuelle et graduelle d'amélioration de sa préparation et de son contenu. Pour rappel, le Ministère de l'Economie et des Finances a élaboré le premier Rapport Genre en 2012 conformément à l'orientation n°6 de la Politique Nationale Genre adoptée en novembre 2010.

Pour l'élaboration de la loi de Finances de l'année, le respect des échéances institutionnelles est fondé sur la lettre circulaire du Ministre de l'Economie et des Finances. Cette lettre circulaire définit les étapes de l'élaboration de la loi de Finances et de ses annexes.

Ainsi, **la lettre circulaire n°01207/ MEF-SG du 07 avril 2023** fixe les directives pour l'élaboration de la loi de Finances 2024 et ses annexes. Cette lettre donne au Rapport Genre 2024, sa légitimité juridique et le devoir pour chaque membre du Gouvernement concerné, l'obligation de présenter un rapport genre spécifique à son secteur. Le Rapport Genre, étant une annexe à la loi de Finances, respecte le circuit d'adoption de celle-ci. A ce titre, Il est d'abord adopté en Conseil des Ministres avant d'être soumis au Conseil National de Transition, organe législatif de la Transition.

Le Rapport Genre présente annuellement les engagements et réalisations des départements sectoriels concernés en matière d'équité femmes/hommes. Il constitue une partie intégrante de l'information budgétaire plus large élaborée par ces départements à travers leur Projet Annuel de Performance (PAP) et leur Rapport Annuel de Performance (RAP). Le présent rapport présente les réalisations de 2022 et la planification pour 2024 à 2026.

Pour faciliter aux représentants du Gouvernement son établissement, aux parlementaires et au public sa lecture et sa compréhension, le Rapport Genre est présenté sous un format standard utilisé par tous les ministères concernés, sous la coordination de la Direction Générale du Budget.

Le Rapport Genre est un document fondé sur l'obligation d'informer de la prise en compte par chaque département ministériel des besoins sexospécifiques dans le cadre des programmes et des budgets sectoriels. L'objectif visé est d'exposer de manière explicite au parlement et au public, les mesures prises par le gouvernement pour promouvoir l'égalité de genre. Pour ce faire, chaque ministère produira, à terme, un rapport faisant ressortir, l'évaluation des « activités genre » prévues dans le budget et les actions programmées en vues de réduire les inégalités conformément à la PNG.

Le rapport Genre regroupe les départements ministériels en trois (03) chapitres qui déterminent les secteurs de développement durable conformément à l'approche « droits humains » en référence au tableau ci-dessous :

Axes thématiques (secteurs de développement durable)	Ministères sectoriels en charge de :
1. Accès équitable aux droits civils et politiques	Justice et Droits de l'Homme, Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Travail et Fonction Publique, Communication, Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration
2. Accès équitable aux droits sociaux : Services sociaux de Base	Santé et Développement Social, Education Nationale, Mines-Energie et Eau, Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique, Environnement-Assainissement et Développement Durable.
3. Accès équitable aux droits économiques et opportunités économiques	Développement rural, Industrie-Commerce et Promotion des Investissements, Emploi et Formation Professionnelle, Economie et Finances, Culture artisanat et tourisme

A l'intérieur de chaque « Axe thématique », les points suivants sont décrits par ministère :

- les enjeux genre du secteur couvert par ledit ministère ;
- les mesures ou stratégies spécifiques de réduction des inégalités liées au genre entreprises par le ministère ;
- l'évaluation des activités menées en 2022 selon une catégorisation des programmes sensibles au genre inscrits dans la loi de Finances 2022 ;
- la planification et la budgétisation des actions genre pour les années 2024 à 2026.

Sous l'impulsion conjointe des ministères de l'Economie et des Finances et de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, une dynamique pluriannuelle d'amélioration de la préparation et de l'utilisation du Rapport Genre a été entamée en 2019 avec la mise en place auprès de la DGB, d'un groupe ad hoc composé d'experts.

Le présent Rapport tient compte des améliorations proposées aussi bien dans le processus que dans le contenu. Cette démarche inclusive vise à fournir une base d'informations de plus en plus complète afin d'asseoir les décisions de politique budgétaire en considérant leur impact sur la réduction des inégalités de genre.

Il est donc but est donc d'enrichir graduellement son contenu, en couvrant un champ de plus en plus large des dépenses publiques en procédant à des analyses plus approfondies à travers l'utilisation d'un ensemble d'outils de PBSG plus complets et plus pertinents. Le canevas amélioré approfondit l'information présentée par ces ministères selon trois perspectives :

- un « budget genre ciblé », qui trace les allocations budgétaires ciblant directement l'égalité de genre dans le budget telles que les allocations budgétaires d'actions exclusivement destinées à la scolarité des filles;
- le champ stratégique de la budgétisation sensible au genre, pour chaque ministère concerné, à savoir, l'identification des programmes du ministère qui sont stratégiquement importants pour améliorer l'égalité de genre, sur la base de leur contribution aux orientations stratégiques de la PNG ;
- un « budget genre » focalisé sur les dépenses de personnel de chaque département ministériel sachant qu'au Mali, la masse salariale constitue plus de la moitié des recettes fiscales.

Pour des contraintes de temps, il a été tenu compte du personnel qui émerge sur le budget d'Etat (fichier BCS)¹, au sein des services de la superstructure administrative et des services centraux, dans le cadre de la prise en compte de la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nomminatives et électives².

En termes de constats, le Rapport fait ressortir : i) des contraintes structurelles, liées au fait que les réformes inspirées par la Politique Nationale Genre ne sont pas suffisamment avancées ; ii) la qualité des données collectées par les départements ministériels ne permet pas d'apprécier le niveau de satisfaction des engagements du Gouvernement en matière d'égalité femmes /hommes ; iii) les mesures spécifiques présentées par les départements font ressortir des insuffisances.

En perspective, il demeure nécessaire, pour le MEF, de renforcer la PBSG à travers des mesures spécifiques dans le cadre du Plan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali.

Il s'agira de développer l'analyse ex-ante sensible au genre des projets d'investissements (y compris le processus de sélection) ; de faire apparaître dans le RG les acquis des Ministères en termes de réduction des inégalités de genre avec les niveaux de réalisation des objectifs du CREDD 2019-2023 et le suivi des ODD.

¹BCS : Bureau Central de la Solde

²Directions Générales, Directions Nationales, Etablissements Publics à caractère Administratif, Services Rattachés

INTRODUCTION GENERALE

L'impact de la politique budgétaire sur la réduction de la pauvreté et des inégalités est une préoccupation majeure tant au niveau du Gouvernement que du Conseil National de Transition (CNT). Accroître cet impact nécessite l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des dépenses publiques. C'est cette finalité que vise l'introduction de la Planification et Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) dans le processus budgétaire, une approche qui utilise des instruments de politique budgétaire et de gestion des finances publiques pour promouvoir l'égalité de genre et le développement des filles et des femmes. Il s'agit d'une avancée notoire en matière de réforme des finances publiques.

L'introduction de la PBSG dans le processus budgétaire trouve également son fondement dans les politiques et stratégies nationales.

Le Rapport Genre (RG), élaboré depuis 2012 comme annexe à la loi de Finances, est l'un des outils d'opérationnalisation de la PBSG au Mali. Il analyse la dimension genre des politiques publiques, des budgets et leurs impacts sur la population et constitue aussi un outil de suivi des engagements du Gouvernement en matière d'équité femmes / hommes. En outre, il renforce également la reddition des comptes face aux engagements du Gouvernement tout en mettant l'accent sur les succès et les insuffisances des politiques face aux besoins différenciés des femmes et des hommes. Enfin, il contribue à la prise de décisions publiques.

De treize (13) départements en 2019, le nombre de ministères concernés est passé à quinze (15) en 2022. L'objectif visé à moyen terme est l'engagement de l'ensemble des ministères.

L'élaboration du présent rapport intervient dans un contexte marqué par les conséquences liées, entre autres, à la crise de la Covid-19, à la crise en Ukraine et aux sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA en 2022. En effet, les secteurs affectés par les sanctions communautaires enregistrent une forte baisse des emplois féminins, notamment le commerce.

Aussi, en réponse aux sanctions communautaires contre le Mali, le Gouvernement a opté pour une politique budgétaire plus restrictive, en réduisant considérablement le niveau des dépenses publiques pour faire face à la réduction du niveau de mobilisation des ressources. Cette régulation budgétaire a considérablement affecté la condition des femmes et la mise en œuvre des programmes et activités stratégiques pour l'atteinte des objectifs programmés en la matière.

En outre, les mesures d'atténuation mises en place par le Gouvernement n'ont pas suffisamment pris en compte les besoins spécifiques des femmes en termes de protection sociale et de sauvegarde d'emplois. Cet état de fait est exacerbé par l'insuffisance de données sur le genre dans les évaluations des mesures mises en place ainsi que dans la gestion des programmes de développement.

Le Rapport est structuré en cinq (05) parties à savoir : (i) les enjeux et défis en matière de promotion et d'institutionnalisation du genre ;(ii) la place de la PBSG dans le processus budgétaire et celle du Rapport genre ; (iii) les analyses sectorielles réalisées par les ministères (iv) les difficultés rencontrées et (v) les recommandations.

PREMIERE PARTIE :
ANALYSE TRANSVERSALE DU PROFIL
GENRE PAYS 2023

CHAPITRE 1 : Principaux défis et enjeux en matière de promotion et d'institutionnalisation du Genre

Au Mali, les rapports sociaux sont caractérisés par des inégalités et disparités entre les femmes et les hommes en matière de (i) reconnaissance et d'exercice de droits, (ii) d'accès aux services et infrastructures de base, (iii) d'accès au marché du travail et aux moyens de subsistance, (iv) de gouvernance, de représentation et de participation.

Ces inégalités et disparités, qui trouvent fondamentalement leurs sources dans les pesanteurs socioculturelles et religieuses, entretiennent le faible niveau de développement humain qui entrave le développement socioéconomique du pays et l'épanouissement des personnes. Elles ont été renforcées par la pandémie de la COVID-19, qui a remis en cause des décennies de progrès.

Dans cette section, les caractéristiques et enjeux sont classés en cinq (05) grandes catégories qui analysent : (i) le profil socio-démographique de la population, (ii) les moyens de subsistance, (iii) l'accès à la Justice et la protection des droits fondamentaux, (iv) l'accès aux services sociaux de base et (v) la participation des femmes à la vie publique.

1.1. Profil socio-démographique :

A. Situation géographique et organisation territoriale:

Situé au cœur de l'Afrique occidentale, partagé entre le Sahel et le Sahara, le Mali, pays sans littoral, possède des frontières communes avec la Mauritanie, l'Algérie, le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Sénégal. Le Mali est un Etat unitaire décentralisé, organisé administrativement en dix-neuf (19) régions et le District de Bamako, 159 Cercles ; 466 Arrondissements ; 819 Communes et 12 712 Villages, huit (08) institutions de la République.

Aussi, le Mali est dans un processus de déconcentration et de décentralisation en vue de concrétiser le mode de gestion décentralisée des affaires publiques :

- les collectivités territoriales sont gérées par des organes exécutifs et délibérants élus.
- les circonscriptions administratives sont dirigées par des responsables nommés par le pouvoir central.

Enfin, notons que le Document cadre de politique nationale de Décentralisation (DCPND) prend en compte la promotion du genre dans son objectif général 4.4 intitulé Améliorer l'intégration du genre dans la gestion des collectivités territoriales (CT)

B. Caractéristiques:

Selon les données du RGPH réalisée en 2022 par l'INSTAT, la population malienne est estimée à 22.395.485 habitants dont :

- 47, 2% de jeunes de moins de 15ans ;
- 49, 9% de personnes âgées de 15 à 64ans ;
- 49,7% de femmes ;
- l'âge moyen de la population est de 21, ans ;
- le taux de croissance annuel de la population est de 3,3%.

La majorité de la population est constituée de jeunes.

Les résultats de ce recensement permettront aux décideurs et aux autres acteurs d'orienter et de mieux structurer les visions, décisions et choix stratégiques.

La taille moyenne des ménages est de 7,8 personnes en 2018. Elle varie de 8 personnes en milieu rural à près de 7 personnes en milieu urbain.

Les ménages sont dirigés dans plus de 92,6 % de cas par des hommes.

L'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) demeure élevé en Afrique, avec 6,3 enfants par ménage (EDSM VI, 2018). Il s'explique par la précocité des unions, l'âge médian d'entrée en union est de 18 ans chez

les filles contre 26 ans chez les hommes et, un taux d'utilisation de la contraception chez les femmes en union qui est l'un des plus faibles au monde.

Les croyances religieuses et le poids des us et coutumes dans la communauté conditionnent également le désir des couples à désirer ou non une descendance nombreuse (Rapport diagnostique du CREDD, 2019).

En matière de répartition géographique de la population, on constate une accélération de l'urbanisation. Le rythme de progression de la population urbaine est deux fois plus élevé que celui de la population rurale. A cette allure, la moitié de la population malienne vivra dans les villes à l'horizon 2050 (Rapport diagnostique du CREDD, 2019). Au-delà de la forte fécondité des femmes, les flux migratoires internes (exode rural) expliquent la croissance démographique accélérée des villes (surtout Bamako, Sikasso et Mopti).

C. **Principaux enjeux et défis:**

La forte croissance démographique et le développement urbain présentent un enjeu majeur pour les gouvernants, en raison de leurs effets sur la trajectoire de développement du pays, les conditions de vie des populations et sur les inégalités de genre en termes d'approvisionnement en produits alimentaires, de cadre de vie sain, d'accès à l'emploi et aux services essentiels, à l'habitat et à la mobilité.

Ainsi, en affectant l'évolution des besoins sociaux, ils peuvent créer des distorsions entre les ressources et les besoins et modifier la composition des dépenses publiques (fonctionnement, investissements et transferts). A titre d'illustration, par rapport aux niveaux de 2009 (i) le déficit total en personnel enseignant atteindrait 80 758 à 113 016 en 2035 (soit 75 fois les besoins en 2009), (ii) les dépenses totales de santé représenteraient 19% du PIB en 2035 contre 7% du PIB en 2004 tout en ne permettant que de garder les mêmes taux de couverture de services que ceux constatés en 2007 (Le Mali face au défi démographique, Banque Mondiale, 2009).

Les principaux défis à relever sont (i) l'amélioration de la prévalence contraceptive, (ii) la modernisation des méthodes de planification afin d'optimiser la prise en compte de la démographie.

1.2. **Moyens de subsistance & pauvreté**

A. **Quelques caractéristiques de l'emploi féminin³**

Les caractéristiques de l'emploi féminin révèlent des disparités de genre. Le faible niveau de qualification de l'emploi féminin, les disparités en termes de temps consacré aux activités économiques de marché, le sous-emploi et les emplois précaires font que les femmes sont pénalisées à plusieurs titres par rapport aux hommes (ONU Femmes, 2021).

Les femmes représentaient 38% de la main d'œuvre en 2019 et 35% en 2020 selon les données de la Banque mondiale. Elles sont majoritairement employées dans les secteurs de l'agriculture et des services où leur présence s'est renforcée depuis les années 2000 au détriment du secteur industriel.

Elles sont 2,5 fois plus nombreuses hors main d'œuvre par rapport aux hommes. De manière générale, parmi les causes d'inactivité des femmes, le foyer vient en seconde position (33,7%) après la scolarité (36%), selon les conclusions de l'EMOP 2019. Aussi, selon les analyses de l'ONEF, le taux d'emploi précaire est plus élevé pour les femmes (65,2% contre 53,4% pour les hommes). Les femmes exercent majoritairement dans le secteur informel, dans de très petites entreprises ou en qualité d'employées de maison.

Selon les estimations de l'OIT, les femmes salariées représentaient seulement 5% des femmes en emploi en 2019 contre 14% pour les hommes. Avec des variations entre secteurs, les femmes sont cependant

³ Source: Note politique sur le processus d'intégration du genre dans la relance post-COVID-19.

globalement moins bien rémunérées par rapport aux hommes. Cependant, dans le secteur informel, la contribution aux dépenses familiales constitue la principale motivation.

L'entrepreneuriat féminin ne semble pas être entravé par le statut matrimonial ou la taille du ménage. Cependant, la proportion de femmes propriétaires de micros, petites et moyennes entreprises n'est que de 9%, et l'accès au crédit demeure une difficulté majeure pour les femmes (et les jeunes): 68% des entreprises détenues par les femmes sont soumises à des restrictions de crédits (rapport 2018 sur les MPME-Finance Gap). De même, les femmes éprouvent davantage de difficultés à accéder aux facteurs de production (équipement, foncier) dans le secteur agricole : en 2019, seulement 3,7% des chefs de ménages de sexe féminin disposaient de tracteurs et seulement 12,9% des 19 005 ha aménagés en 2020 ont été attribués aux femmes (Cf. Rapport 2020 CREDD et ODD, p. 124). Ce taux reste inférieur aux 15% prévus par la loi sur le foncier agricole.

Les effets de la COVID-19 ont accentué les disparités déjà existantes. Ils ont été particulièrement prononcés dans les secteurs à forte présence féminine (services, assurance banque, hôtellerie-tourisme-billetterie-restauration, distribution, agriculture, artisanat, etc.) aussi bien en termes de creusement des écarts de rémunération (l'écart de rémunération moyenne horaire entre hommes et femmes salariés est passé de 122% à 182% car la rémunération des femmes a baissé de moitié).

B. Caractéristiques de la pauvreté:

L'incidence de la pauvreté a augmenté en 2021 (44,6%) après avoir progressivement baissé depuis 2015. Cette augmentation pourrait s'expliquer par l'effet conjugué des crises sécuritaires, sanitaires et socioéconomiques et de la mauvaise campagne agricole de 2020-2021. La pauvreté demeure rurale et stagnante depuis 2011, (Indice de 51% en 2021). L'indice de pauvreté augmente avec la taille des ménages et diminue au fur et à mesure que le niveau d'éducation augmente.

L'incidence de la pauvreté est plus faible de 2,1 points de pourcentage dans les ménages dirigés par les femmes. Cependant, la profondeur, c'est-à-dire le déficit par rapport au seuil de pauvreté, et la sévérité, qui combine la profondeur et les disparités parmi les pauvres, sont plus élevés dans ces ménages de respectivement 1,6 et 1,8 point de pourcentage.

En termes d'inégalités, l'indice mondial de l'écart entre les sexes du Forum économique mondial classe le Mali 118^{ème} sur 153 pays, en ce qui concerne la participation et les opportunités économiques, avec un score de 0,591 (1 représentant la parité), en baisse par rapport à 2006 (0,665). Des gaps sont relevés pour tous les critères, mais les plus importants concernent le professionnalisme et la technicité, les gains estimés et les écarts de salaire pour un travail similaire.

C. Principaux enjeux et défis:

Compte tenu de la structure démographique du Mali (Cf. point 1.1 ci-dessus), la réduction des inégalités de genre en matière d'emploi et d'accès aux opportunités économiques demeure un enjeu majeur pour la croissance économique et le développement durable inclusif. Le relèvement du potentiel de croissance économique et la réalisation du potentiel de développement passent nécessairement par une meilleure participation des femmes à la production économique et une meilleure répartition des revenus.

Les défis à relever en matière d'accès des femmes à des emplois décents sont :

- l'intégration systématique de la dimension genre dans l'analyse des marchés du travail;
- la prise en compte du genre dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques de l'emploi à tous les niveaux: état, collectivités territoriales, secteur privé;
- le renforcement des programmes d'autonomisation des femmes en général et dans le secteur agricole et agroalimentaire en particulier;
- l'amélioration de l'accès au financement et au foncier.

1.3. Accès aux services sociaux de base :

A. Caractéristiques:

Le niveau d'utilisation des services sociaux de base est conditionné à l'offre de ces services (Education, santé, eau potable-hygiène- assainissement, électricité, etc.).

a. Santé⁴

Les caractéristiques sanitaires de la population n'ont pas beaucoup changé durant les cinq dernières années. Le taux de morbidité demeure supérieur à 20%. Il est plus élevé pour les femmes que pour les hommes.

Les résultats de l'EDS IV mettaient en avant plusieurs contraintes à l'accès des femmes à un traitement ou un avis médical, notamment : (i) obtenir l'argent pour le traitement (41% des réponses), (ii) obtenir la permission d'aller se faire soigner (29%), (iii) la distance à l'établissement de santé (27%).

Le taux de mortalité maternelle demeure élevé, malgré les progrès enregistrés. En effet, entre 2006 et 2018, il a baissé globalement de 30%. Cependant, le taux de réduction a été plus élevé sur la période allant de 2006 à 2013 (20,68%) par rapport à la période 2013-2018 (11,68%), traduisant un relâchement dans les efforts consentis pour améliorer la santé maternelle. Ainsi, entre 2012 et 2018, pour mille naissances vivantes, au moins trois femmes sont décédées durant la grossesse ou pendant l'accouchement ou dans les 42 jours qui ont suivi l'accouchement ou la fin de la grossesse sans tenir compte des décès dus à des accidents ou à des actes de violence.

En matière de santé de la reproduction, les progrès en matière d'accouchement assisté par un prestataire de santé formé sont plus rapides (+8,7% entre 2012-2013 et 2018) par rapport à la couverture en consultations prénatales (+2% sur la période). Cependant, les taux varient en fonction du milieu de résidence, des niveaux de revenus et d'instruction, avec des écarts atteignant 72 points de pourcentage entre Bamako et Kidal, 33 points entre les mères d'un niveau d'instruction secondaire et supérieur et celles qui n'en ont aucun et, 53 points entre les plus riches et les plus pauvres.

Si les efforts en matière d'équipement des formations sanitaires en matériels techniques et de formation du personnel ont permis d'améliorer l'offre de soins néonataux et obstétricaux, les besoins sont loin d'être couverts.

Il en est de même pour la contraception dont le taux demeure l'un des plus faibles au monde, malgré les progrès réalisés (de 6,4% en 2006 à 17,11% en 2020). Aussi, une femme sur cinq qui désire utiliser une méthode de contraception n'y a pas accès pour diverses raisons.

Le taux d'accessibilité géographique a également évolué lentement (+1 point de pourcentage entre 2014 et 2018). En 2021, les données de l'INSTAT ont évolué respectivement de 16,9% à 20,8% de ménages ruraux parcourant plus d'une heure pour accéder à une maternité et un centre de santé communautaire.

La pandémie a eu un impact négatif sur le système sanitaire. La capacité d'offre des services de santé n'a pas enregistré d'augmentation tandis que les besoins se sont accrus, en partie à cause de la COVID-19.

A l'exception du taux de prévalence contraceptive et de la proportion de femmes enceintes ayant reçu des moustiquaires imprégnées, les indicateurs de santé ont stagné ou se sont détériorés en 2020. Parmi les indicateurs ayant enregistré des dégradations importantes de leurs valeurs figurent les incidents de violences basées sur le genre, qui ont augmenté de 43%, tandis que le taux de prise en charge holistique a baissé de 6 points de pourcentage.

b. Education⁵

Le secteur de l'éducation apparaît comme l'une des principales priorités du Gouvernement sur le plan budgétaire. Cependant, les dépenses publiques d'éducation peuvent se traduire en performance aussi bien en termes d'accès que de résultats d'apprentissage. Entre autres explications, le sous financement des

⁴ Source : PRODESS IV, 2021.

⁵ Sources : PRODEC 2, 2019 ; Banque mondiale, Revue des Dépenses Publiques, 2021.

intrants éducatifs essentiels, tels que les repas scolaires, le matériel pédagogique et les manuels scolaires est en cause.

En termes d'accès, les filles (rurales) qui représentent 20% des populations les plus pauvres de certaines régions comme Mopti et Ségou n'accèdent pas à l'éducation. Aussi, les disparités dans l'accès engendrent de facto des disparités dans l'appropriation des ressources publiques d'éducation.

En ce qui concerne les filles, le PRODEC 2 situe principalement le problème dans une moindre rétention dans le 2nd cycle du fondamental, puisqu'elles présentent à peu près les mêmes chances que les garçons dans l'accès et l'achèvement du 1^{er} cycle. En effet, malgré les chances similaires d'accès de l'ordre de 70% à l'entrée du fondamental, ces chances se réduisent à 25% chez les filles à la fin du fondamental, contre 41% chez les garçons. Plus de la moitié des filles ne sont pas scolarisées en raison soit du refus des parents ou de leur désintéressement pour l'école (EMOP 2021). La faiblesse des revenus et le coût d'opportunité associé à la renonciation au travail des enfants sont suggérés comme des facteurs-clés de ce manque d'intérêt pour l'école (UNICEF, 2019).

L'accès à l'éducation préscolaire est très faible. Bien que le nombre d'enfants fréquentant l'enseignement préscolaire ait lentement augmenté, passant de 64 000 en 2010 à 131 000 en 2018, ce niveau reste le moins développé du système éducatif. Pourtant, la garde d'enfants représente la 4^{ème} activité non rémunérée des ménages pauvres en milieu rural, la 2^{ème} dans les autres villes et la 7^{ème} en milieu urbain. En matière de redoublement, les taux demeurent élevés. Les garçons sont plus susceptibles de redoubler au cours du premier cycle, tandis que les taux sont presque les mêmes pour les garçons et les filles au second cycle de l'éducation fondamentale.

Entre 2018 et 2021, le taux d'alphabétisation des 15 ans et plus a perdu 4,7 points de pourcentage. Les femmes sont plus concernées par l'analphabétisme que les hommes et selon les résultats des enquêtes statistiques, l'écart ne semble pas se réduire entre les sexes (45% en 2021).

La majorité des ménages a accès à une école à moins de 5 km (77,6%). Seulement 5,5% sont situés à plus de 15 km. Malgré l'existence de difficultés de gouvernance, la privatisation de l'école a contribué à améliorer le rapprochement des élèves aux structures d'éducation (EMOP 2021).

L'utilisation des ordinateurs est globalement faible (4,1% de la population de 6 ans et plus) et deux fois plus élevée pour les hommes que les femmes.

Le secteur de l'éducation est affecté par les conséquences de la crise sécuritaire et de la pandémie de la COVID-19. Le nombre d'écoles fermées ne cesse d'augmenter. Il s'élève à 1 632 en 2021 affectant 489 600 élèves et 9 792 enseignants. En 2020, la fermeture des écoles aurait privé 5,8 millions d'enfants scolarisés ou en âge de scolarisation (3,8 millions d'enfants déjà scolarisés du préscolaire au secondaire et 2 millions d'enfants non scolarisés), avec des risques d'augmentation du taux de déperdition surtout pour les filles, d'augmentation de la prévalence des mariages et grossesses précoces ; de diminution du nombre d'années effectives d'éducation au cours de la vie et de chute des revenus futurs.

c. Protection sociale⁶

Selon l'OIT, en 2020 seulement 9,3% de la population étaient couverts par une prestation de protection sociale.

Malgré des niveaux très bas d'accès de la population à la protection sociale, des progrès ont tout de même été enregistrés. Le pourcentage de personnes en détresse victimes de catastrophes suivies a augmenté de 18,5 points de pourcentage entre 2014 et 2018. De 2014 à 2020, le nombre de ménages les plus démunis couverts par les transferts sociaux s'est accru en moyenne de 35% par an; le nombre de femmes seules chargées de familles suivies, de 18%. Le pourcentage de population couverte par les institutions de sécurité

⁶ MEF, UNICEF, Note budgétaire sur la protection sociale, 2022.

sociale s'est accru moins rapidement (6,30% par an). L'organisme dont le nombre d'assurés croît le plus rapidement est la CANAM (+12,68%).

La couverture médicale est globalement faible (3,2% en 2021 selon les résultats de l'EMOP) est (i) plus élevée en milieu urbain, (ii) concentrée au sein des 20% de la population la plus riche et les personnes ayant un niveau d'instruction supérieur et (iii) relativement plus importante pour les hommes. 92% des personnes couvertes sont affiliées à la CANAM.

Les mutuelles de santé, qui paraissent plus égalitaires en termes d'affiliation et qui couvrent des prestations fournies essentiellement par les CSCOM, couvrent seulement 21% des communes maliennes, avec une forte concentration encore une fois dans le District de Bamako. Le taux de couverture est inférieur à 2% dans toutes les régions du Mali sauf Bamako.

Entre 2019 et 2020, il y a eu très peu de progrès en matière de couverture sociale. Cela révèle la faiblesse des stabilisateurs automatiques de protection sociale au Mali. Cette faiblesse des stabilisateurs automatiques laisse comme principale alternative, le recours à des mesures de politique budgétaire discrétionnaires pour endiguer ou atténuer les effets économiques des crises comme celles liées à la COVID-19.

La situation sécuritaire, caractérisée par de nombreuses attaques terroristes, les aléas climatiques (inondations et sécheresses) et l'insécurité alimentaire augmentent les besoins humanitaires et de protection sociale.

En matière de sécurité alimentaire, la pandémie de la COVID-19 associée à la crise sociopolitique et sécuritaire ont eu un impact négatif sur l'accessibilité des produits de première nécessité (quantités et prix). 25% des personnes interrogées par l'INSTAT en mai 2020 ont déclaré avoir subi un choc négatif lié à l'augmentation du prix des principaux aliments consommés. Entre juillet et septembre 2021, 27,8 % des ménages ont déclaré avoir eu des difficultés pour se nourrir au cours des 12 derniers mois ayant précédé l'enquête (EMOP 2021).

En plus des prix des denrées, l'accessibilité géographique demeure une difficulté majeure. En milieu rural, environ 24% des ménages mettent plus d'une heure pour accéder au marché de produits le plus proche soit pour s'approvisionner soit pour écouler leur produit alimentaire (EMOP 2021).

d. Autres infrastructures publiques

L'accès à l'eau potable, l'assainissement, l'électricité et les combustibles s'est globalement amélioré entre 2001 et 2021.

En matière d'accès à l'eau potable, les progrès les plus importants ont été enregistrés entre 2001 et 2011 (+11,8 points de pourcentage) mais ont relativement stagné depuis (+0,7 point de pourcentage entre 2011 et 2021). Il en est de même pour l'accès aux fosses et latrines (+0,4 point de pourcentage entre 2011 et 2021). Malgré les progrès, un peu plus de deux ménages sur dix parcourent plus de 15 km pour accéder à l'eau potable essentiellement en zone rurale.

Par contre, les progrès en matière d'accès à l'électricité ont été plus importants entre 2011 et 2021 (+39,8 points de pourcentage) par rapport à la période précédente (25,1 points de pourcentage).

En ce qui concerne les combustibles pour la cuisine, le charbon et le bois demeurent les principales sources. Toutefois, la part du bois a progressivement diminué au profit du charbon.

B. Principaux enjeux et défis :

L'accès aux services sociaux de base, en général et le développement du capital humain (santé, éducation, protection sociale), en particulier, présentent un enjeu majeur pour le bien-être des femmes et des hommes, l'autonomisation des femmes et le développement humain durable.

Ainsi, compte tenu de la structure démographique du pays, le bénéfice d'un dividende démographique nécessite que des investissements massifs soient faits en matière de santé, d'éducation. Ces investissements

massifs pourraient conduire le pays dans un cercle vertueux de développement économique, de maîtrise de la fécondité et de réduction durable de la pauvreté. La population se situerait, sur cette base, autour de 25,6 millions d'individus en 2030.

Aussi, un meilleur accès géographique et financier à l'eau potable, à l'électricité, aux combustibles et aux services de garde d'enfants, réduirait considérablement la charge de travail de soins non rémunérés des femmes et contribuerait à leur participation à la production économique. En effet, les évaluations révèlent que les enfants ayant suivi un cursus en maternelle réussissent mieux.

Par ailleurs, la préscolarisation des enfants contribue à l'amélioration de la participation économique des jeunes femmes. Cependant, le taux horaire estimé en FCFA pour la garde des enfants et des personnes âgées (624 FCFA) est deux fois supérieur à la rémunération horaire moyenne. Les principaux défis à relever sont, entre autres:

- l'amélioration de la prévalence contraceptive et du taux des consultations prénatales;
- l'amélioration du taux brut de préscolarisation;
- l'amélioration du taux brut de scolarisation des filles au primaire et au secondaire;
- l'amélioration des mécanismes de ciblage des bénéficiaires de transferts sociaux en nature (distribution alimentaire) et en espèce (transferts monétaire du programme de filets sociaux *Jigiseme Jiri*);
- le renforcement des stocks de sécurité alimentaire;
- l'opérationnalisation du Régime d'assurance maladie universelle et de la couverture géographique des mutuelles de santé;
- le renforcement des mécanismes de prévention et de gestion des catastrophes;
- le renforcement des programmes d'électrification rurale;
- l'amélioration de l'accès à l'eau potable en milieu rural;
- l'entretien des routes et des pistes rurales.

1.4. Accès à la Justice et protection des Droits :

Sur le plan juridique, la violence à l'égard des femmes demeure impunie. Un avant-projet de loi sur les VBG a été élaboré en 2017. Cependant, il peine à être adopté en raison des pressions exercées par des Autorités religieuses. Des actions de plaidoyer et de sensibilisation des communautés sont initiées.

En termes de ségrégation sur le marché du travail, le Code du travail interdit l'emploi des femmes à certains postes et dans certains secteurs. Ainsi, les femmes ne sont pas autorisées à exercer certains emplois jugés dangereux, pénibles ou moralement inappropriés dans divers secteurs dont les mines, la construction, les usines, etc. Il existe également des disparités en matière de prise en charge de la retraite entre les femmes et les hommes.

En matière d'accès des femmes à la justice, il n'existe pas de discrimination de genre en ce qui concerne l'application des lois notamment en matière de répression. Cependant les hommes sont deux fois plus susceptibles (9%) d'avoir un contact avec les tribunaux que les femmes (4%), en raison de la tradition et de l'insuffisance des structures de justice de proximité.

Ainsi, la modernisation du corpus législatif et réglementaire relative à la protection des femmes contre les VBG et l'accès aux droits et opportunités économiques constitue un défi.

1.5. Participation à la vie publique :

Sur le plan du leadership des femmes et leur participation à la vie publique, les femmes sont présentes dans les partis politiques et en constituent les principales actrices lors des joutes électorales. Elles sont pourtant souvent ignorées au moment de la désignation des responsables.

Ainsi dans la plupart des organes de direction de ces partis elles ne figurent qu'à travers leur présidente ou sont peu représentées dans les listes des candidats aux différentes élections. La sous-

représentation presque chronique des femmes dans les instances de décision constitue un obstacle majeur à l'émergence d'une société démocratique et égalitaire.

En 2020-2021, le constat demeure, car le niveau de leur représentativité dans les sphères de pouvoir et de décision a faiblement évolué malgré la volonté des autorités de la Transition à appliquer la loi n°2015-052 du 18 décembre 2015, instituant des mesures pour promouvoir le genre dans les instances nominatives et électives. Les résultats obtenus au niveau des instances électives sont plus encourageants que ceux des instances nominatives. Il existe également plusieurs associations et organisations féminines à l'instar de la CAFO, des femmes opératrices économiques, les anciennes parlementaires et ministres, œuvrant à la promotion du genre. En sus des postes électifs et normatifs du Gouvernement et de l'administration publique, la représentation des femmes dans les instances de gouvernance pour la paix, la sécurité et la gestion des catastrophes et épidémies demeure un défi majeur.

i) Importance et justification du Rapport Genre

Le Rapport Genre est initié pour permettre de suivre et de vérifier la réalisation des engagements du Gouvernement en matière d'équité femmes/hommes à travers la loi de Finances. Il trouve sa justification juridique dans la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de Finances, qui en son article 45 précise que la loi de Finances est accompagnée d'annexes explicatives et de toute autre annexe destinée à l'information et au contrôle des parlementaires. Le Rapport Genre comme annexe à la loi de Finances est donc un document fondé sur l'obligation pour le Gouvernement de rendre compte. Il matérialise également l'engagement du Gouvernement du Mali à appliquer les conventions internationales ratifiées à travers la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG).

Conformément à la lettre circulaire, le Rapport Genre 2024 (RG24) en tant qu'annexe de la Loi de Finances 2024 est élaboré par le MEF à travers la Direction Générale du Budget (DGB). Il vise à mettre en exergue les engagements du Gouvernement en matière de genre en lien avec la réalisation des droits économiques, politiques, sociaux et culturels, dans la stratégie budgétaire, ainsi que dans les budgets sectoriels, en intégrant les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes des ministères qui contribuent à la mise en œuvre des plans d'actions de la PNG.

Le présent Rapport Genre 2024 (RG24) présente les réalisations de l'année 2022 et la planification pour la période 2024-2026. Il s'inscrit dans une démarche pluriannuelle et graduelle d'amélioration de sa préparation et de son utilisation.

ii) Cadre stratégique et institutionnel pour l'intégration du genre dans les politiques publiques

Le Mali dispose d'un cadre national de planification stratégique, « le Cadre stratégique pour la Relance Economique et de Développement Durable CREDD (2019-2023) », document cadre de référence pour le développement économique et social du pays, sur lequel sont alignées les stratégies sectorielles. Le CREDD ambitionne entre autres de promouvoir un processus de développement équilibré entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie économique, politique, sociale, culturelle.

Au sein des mécanismes institutionnels de suivi de la mise en œuvre du CREDD, a été mis en place le Groupe Thématique Genre et Autonomisation de la Femme (GT-GAF) chargé d'animer le dialogue entre le Gouvernement, la société civile et les partenaires de développement, afin de placer l'équité de genre au centre de l'agenda du développement et politique au Mali.

En plus du CREDD, le Mali dispose également :

- d'une Politique Nationale Genre (PNG). La mise en œuvre de la PNG est coordonnée par le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), et suivie par un dispositif institutionnel comprenant les structures suivantes: le Conseil supérieur du genre présidé par le Premier ministre, le Secrétariat Permanent de la PNG, et les comités d'institutionnalisation du genre dans les ministères sectoriels ciblés.
- de politiques nationales spécifiques de Genre, de Protection/Promotion de l'enfant, de la Famille, adoptées respectivement en 2010, 2015 et 2016. Un Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (PDDAFFE) 2020-2029, fédérateur de l'ensemble du développement du secteur a été élaboré, et son programme d'opérationnalisation (PRODAFFE 2020-2024) est disponible.

- de politiques sectorielles parmi lesquelles on peut citer la politique d'égalité entre les femmes et les hommes du Ministère de la Justice, la politique de développement institutionnel (PDI), la Loi d'orientation agricole, la politique sectorielle de Santé avec le PRODESS, la politique de scolarisation des filles dans le cadre du PRODEC.
- de plans d'actions spécifiques visant à la protection des femmes et des filles, tels que le plan d'action pour la lutte contre la traite des femmes et des filles.

Politique Nationale Genre (en bref)

Adopté en novembre 2011, la PNG est le document cadre de référence nationale pour toutes les politiques sectorielles et les programmes nationaux visant à opérationnaliser l'égalité en droits entre les femmes et les hommes. Se fondant sur les rôles sociaux de la femme et de l'homme dans un milieu social donné, la PNG est fondée sur une vision holistique de développement de la société, des principes d'équité et d'égalité, sur une approche structurante : corriger, prévenir, inclure et démontrer.

La vision de la PNG

La Politique Nationale Genre du Mali se donne comme vision « Une société démocratique qui garantit l'épanouissement de toutes les femmes et tous les hommes grâce au plein exercice de leurs droits égaux fondamentaux, à une citoyenneté active et participative et à l'accès équitable aux ressources, en vue de faire du Mali un pays émergent fort de sa croissance et fier de ses valeurs de justice, de paix, de solidarité et de cohésion sociale. Cette vision s'inscrit dans la celle du Plan Décennal de Développement pour l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant 2023-2032. Ainsi libellée cette vision est fondée à « *Contribuer à l'émergence du Mali à l'horizon 2030 à travers l'autonomisation de la femme, de l'enfant et de la famille, fondée sur l'égalité de chance et de droit, pour la constitution d'un capital humain de qualité capable de participer efficacement à la création de richesses et à la gouvernance sociale, économique et politique du pays* »

La PNG est structurée autour de six (06) orientations stratégiques déclinées en axes et en objectifs sur la base desquels les plans et programmes d'actions seront développés :

1. consolidation de la démocratie malienne et de l'État de droit par l'égalité d'accès et la pleine jouissance des droits fondamentaux pour les femmes et pour les hommes.
2. développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation.
3. reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production.
4. mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision.
5. promotion, sensibilisation et communication pour l'enracinement des valeurs et des comportements égalitaires au sein de la société malienne tout en ralliant La Politique Nationale Genre du Mali-les traditions porteuses d'égalité aux impératifs de la modernité et de l'ouverture sur le monde.
6. prise en compte du Genre comme un principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques les plus porteuses de changement et dans les budgets, en considérant le contexte de la déconcentration et la décentralisation.

iii) La PBSG et le rôle du RG dans la budgétisation au Mali

La PBSG veille à ce que la question de l'égalité de genre soit examinée dans le cadre de la mise en œuvre des principales politiques et dépenses du gouvernement. La PBSG ne signifie pas des budgets distincts pour les hommes et les femmes, et va au-delà d'un éventuel accroissement des ressources planifiées et allouées à des projets destinés aux femmes. Elle interroge le budget sur l'influence que pourrait avoir chaque opération budgétaire sur la situation des femmes et des hommes et vise à ce que cette influence soit tenue en compte dans la programmation et l'exécution de ladite opération.

La PBSG est à la fois un outil de transparence et d'allocation équitable de l'argent du contribuable malien. Intégrer une démarche de PBSG conduit à se demander si la collecte des revenus (impôts, taxes, paiement du service etc.) et la distribution des ressources financières (subventions aux associations, investissements dans des équipements, fonctionnement des services etc.) renforcent ou diminuent les inégalités entre les sexes.

La PBSG:

- i) analyse les politiques budgétaires pour comprendre leur impact en terme d'égalité de genre;
- ii) utilise cette information pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et mesures de promotion de l'égalité de genre et pour allouer les moyens en conséquence;
- iii) utilise les instruments, processus et pratiques de la gestion des finances publiques et intervient tout au long du cycle budgétaire.

Elle doit être cohérente avec les objectifs de développement nationaux, la PNG et les ODD relatifs à l'égalité de genre, et doit pouvoir s'appuyer sur des statistiques ventilées par sexe relatif aux cibles femmes/hommes.

Le Rapport Genre est un outil important de la PBSG. En rendant compte de la réalisation des engagements du Gouvernement en matière d'équité femme/homme à travers la loi des finances, il permet aussi aux législateurs de prendre les décisions qui s'imposeraient, le cas échéant, pour renforcer la réalisation de ces engagements. Ne pouvant couvrir toutes les activités du Gouvernement, le RG cherche à mettre l'emphase sur les programmes, actions et activités les plus importants et pertinents pour l'égalité de genre, en termes d'impact sur la réduction des inégalités de genre.

iv) Démarche d'amélioration de la préparation et de l'utilisation du RG

Sous l'impulsion conjointe du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), une dynamique pluriannuelle d'amélioration de la préparation et de l'utilisation du Rapport Genre a été entamée en 2019 et introduite pour la première fois dans le RG21. L'objectif de cette démarche est de renforcer (élargir et approfondir) le contenu analytique du Rapport Genre, afin d'en faire un réel appui à la prise de décisions budgétaires en faveur de l'égalité de genre.

Pour ce faire, le but est de couvrir un champ de plus en plus large des dépenses publiques en procédant à des analyses plus approfondies à travers l'utilisation d'un ensemble d'outils de PBSG plus complets et plus pertinents. Il s'agit là d'une démarche ambitieuse dont la réalisation se fera par étapes.

Dans le cadre de cette démarche, un canevas amélioré a été expérimenté par un premier groupe de ministères au cours des trois années précédentes. Il a été utilisé par ces ministères, à des degrés divers, pour ce RG24. Les ministères impliqués dans cette démarche sont les suivants : Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ; Ministère de l'Education Nationale, Ministère de la Santé et du Développement Social, Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau, Ministère du Développement Rural, et Ministère de l'Economie et des Finances.

Ce canevas amélioré vise à approfondir l'information présentée par ces ministères selon trois perspectives complémentaires un budget qui trace les allocations budgétaires et dépenses sensibles à l'égalité de genre dans les programmes, actions et activités des ministères, selon une analyse de catégorisation des dépenses dont la méthodologie est esquissée dans l'encadré ci-dessous. La catégorisation vise à déterminer le type de lien avec l'égalité de genre de chaque dépense inscrite dans le DPPD-PAP du ministère. C'est une étape

pour arriver au marquage des dépenses sensibles au genre, qui permet alors de quantifier ces dépenses dans le budget. Le marquage se fait sur la base d'une méthodologie pour laquelle des bonnes pratiques internationales existent qui doivent être adaptées à la situation au Mali.

- le « champ stratégique de la budgétisation sensible au genre » pour le ministère concerné, à savoir, l'identification des programmes du ministère qui sont stratégiquement importants pour améliorer l'égalité de genre, sur la base de leur contribution aux orientations stratégiques de la PNG. Cette analyse vise à prioriser les programmes dont le potentiel est le plus important pour réaliser des analyses budgétaires genre approfondies de ces programmes, qui permettront alors de formuler des recommandations de changement ou réorientation des politiques et budgets sectoriels pour les rendre plus sensibles au genre.
- une répartition sexo-spécifique du personnel du ministère – avec l'objectif, dans un deuxième temps, d'en tirer une répartition sexo-spécifique des dépenses de personnel. Cette perspective est importante, sachant qu'au Mali, près d'un quart du budget est consacré aux dépenses de personnel. L'analyse vise à déterminer la mesure dans laquelle la loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives est effectivement prise en compte dans l'administration malienne.

Encadré. Catégorisation et marquage des dépenses sensibles au genre

La catégorisation des dépenses établit une première distinction entre les dépenses qui contribuent à l'égalité de genre et celles qui ne le font pas. Parmi les premières, on distingue en plus si les dépenses ciblent l'égalité de genre comme objectif principal, les dépenses mettant en œuvre la politique de scolarisation des filles du gouvernement. Les dépenses qui le font sont classifiées comme "directes" ou "dépenses ciblant directement" l'égalité de genre. Celles qui ne le font pas, mais qui contribuent tout de même à l'égalité des genres au sens large, sont encore distinguées en fonction du lien formel ou non à l'égalité de genre. Par exemple, existe-t-il ou non un objectif, ou un indicateur d'égalité de genre, ou encore, l'égalité de genre est-elle mentionnée dans la documentation du projet ou de l'activité ? Si c'est le cas, un lien explicite indirect avec l'égalité de genre est établi.

Ce lien peut être fort, comme dans le cas d'un projet ayant une composante significative dédiée à l'égalité de genre et poursuivant des objectifs en matière de genre explicitement formulés à travers des mesures diverses et variées. Dans d'autres cas, le lien peut être très faible. Par exemple, l'égalité de genre est mentionnée, mais elle n'est pas suivie de mesures significatives. L'analyse qui permet de déterminer dans quelle mesure ces dépenses indirectes sont sensibles à l'égalité de genre est l'étape qui suit la catégorisation, et demande qu'une méthodologie adaptée au Mali soit développée.

La démarche présentée ci-dessus est une première étape. Le canevas amélioré pose de premiers jalons dans le sens de la catégorisation tout en permettant une transition ultérieure vers d'autres instruments de la PBSG tel que les analyses sensibles au genre de politiques, stratégies et programmes spécifiques du Gouvernement. Dans le contexte difficile actuel au Mali, l'appropriation par les ministères pilotes se fait progressivement. Le Ministère des Mines, Energie et Eau est le plus avancé. Il a été en mesure de présenter le résultat de la catégorisation dans son analyse de l'exécution du budget 2022 et des prévisions budgétaires 2024-2026. L'analyse de catégorisation des dépenses a également fourni des éléments qui ont permis d'approfondir le diagnostic des enjeux genre spécifiques aux secteurs sous le mandat du ministère, et de dégager quelques pistes de réponse possible. D'autres ministères ont entamé ce processus et donné des exemples de catégorisation dans leur rapport genre.

Plusieurs ministères, dont le MMEE, ont été en mesure de présenter une répartition sexo-spécifique du personnel émergeant au budget de l'Etat selon le Bureau Central de la Solde. Dans la plupart de ces cas seules les données concernant les structures de l'administration centrale ont été disponibles.

DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION DES RAPPORTS GENRES DES MINISTERES SECTORIELS

L'analyse des RG de chaque ministère concerne les éléments du canevas amélioré ci-après :

- la présentation du ministère à travers les réalisations, les enjeux et les indicateurs.
- les enjeux genre et gaps à combler;
- les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre;
- la planification et la budgétisation des actions genre.

En application de l'approche fondée sur la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) sous le prisme des droits humains, les rapports spécifiques des départements sectoriels répondent au classement selon les trois (3) axes thématiques. Ces axes constituent les trois chapitres de cette seconde partie du rapport genre 2023.

Chapitre 1 : Accès équitable aux droits civils et politiques

- Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille ;
- Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique et de la modernisation de l'Administration.
- Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social.

Chapitre 2 : Accès équitable aux droits sociaux (Services sociaux de Base)

- Ministère de la Santé et du Développement Social ;
- Ministère de l'Education Nationale ;
- Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau ;
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique ;
- Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable.

Chapitre 3 : Accès équitable aux droits économiques et aux opportunités économiques

- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Industrie et du Commerce ;
- Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- Ministère de l'Economie et des Finances.
- Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme.

Chapitre 1 : Accès équitable aux droits civils et politiques

- Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique et de la modernisation de l'Administration ;
- Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social ;
- Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

Missions :

Il a pour mission de préparer et de mettre en œuvre la politique nationale en matière de justice et des Sceaux de l'Etat.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l'administration de la justice en matière civile, commerciale, pénale et sociale;
- l'application des lois et règlements;
- la politique criminelle;
- l'authentification et la protection des Sceaux de l'Etat;
- le bon fonctionnement des juridictions;
- la surveillance de l'état civil et des auxiliaires de justice;
- la bonne marche de la police judiciaire;
- la préparation et la mise en œuvre des décisions de grâce et d'amnistie;
- l'administration des services judiciaires et pénitentiaires;
- l'élaboration et l'application des textes relatifs à la nationalité;
- l'élaboration et l'application du statut de la magistrature et des statuts des autres professions juridiques et judiciaires ;
- la participation à la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale, la traite des personnes et les pratiques assimilées;
- les mesures et actions de promotion et de protection des Droits de l'Homme;
- le suivi des questions des Droits de l'Homme au niveau des organisations régionales et internationales.
- la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre du Mali en ce qui concerne la promotion de l'égalité entre les sexes et la lutte contre les Violences Basées sur le Genre.

A. Les enjeux-genre et gaps à combler

Le Programme Décennal de Développement de la Justice (PRODEJ) 2000-2009, le Plan opérationnel (2010-2014) et le PU-RSJ-MOA (Programme d'urgence pour le Renforcement du Service Public de la Justice dans le cadre de la Mise en œuvre de l'Accord de Paix issu du processus d'Alger 2015-2018) marquent la volonté des pouvoirs publics d'inscrire les réformes de la Justice sous le prisme d'une approche programmatique avec le concours des partenaires techniques et financiers.

Des défis dans la promotion et la protection des Droits de l'Homme et du Genre en général et la promotion de l'égalité homme femme en particulier ont été lancés par la Justice pour appuyer la Politique Nationale Genre adoptée en 2011.

Les questions des Droits de l'Homme et du Genre constituent une des priorités et pour cela, il a été consacré une composante à part entière.

Sous l'impulsion des plus hautes autorités, le redressement de la justice est devenu le socle sur lequel le nouvel Etat du Mali se bâtira.

La réforme systémique de la justice ainsi prônée a engendré le contrat de transparence entre les membres de la famille judiciaire et les autres acteurs de la société dans le but de faciliter la saine distribution de la justice au bénéfice du peuple, la promotion du droit d'accès à la justice des femmes et des hommes et le respect des engagements pour une justice performante, crédible, responsable et indépendante.

Par ailleurs, à l'analyse du genre et l'égalité homme femme démontre un déséquilibre assez important quant à la représentativité entre les hommes et les femmes dans les corps de métier de la justice. Le nombre de femmes diminue en allant vers les échelons supérieurs : elles ne représentent que 7,5% de l'effectif total des magistrats. Elles ne représentent que 10.7% des effectifs des ordres professionnels. Par contre, elles sont plus nombreuses dans les échelons inférieurs où elles représentent 80,5% des auxiliaires de justice.

Au niveau des gaps à combler :

- la plupart des activités menées dans le cadre du genre au niveau du secteur de la Justice ont été financées par les partenaires ;
- les ressources nationales allouées aux activités Genre ne permettent pas d'avoir les résultats escomptés dans la promotion du Genre et la lutte contre les Violence Basées sur le Genre ;

Suite à l'arrêté interministériel n°2016-2939 MJDH-MPFEF-SG du 24 août 2016 le Comité Sectoriel d'Institutionnalisation est en train d'être mis en place et qui sera piloté par un chargé de mission. Afin d'étendre la mise en œuvre et le suivi de la PNG dans le secteur de la justice, le département a initié de mettre en place des points focaux genres dans toutes les juridictions et ses services centraux, ce processus est déjà en cours.

B. Mesures spécifiques ou stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Afin de remédier à ces déséquilibres accrus au niveau des effectifs de personnel juridique et judiciaire et de corriger les disparités d'accès aux services publics et privés de la justice, des politiques, programmes et orientations ont été initiés par le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et leur mise en œuvre a démarré.

En septembre 2008, la politique d'Égalité Femme-Homme du Ministère de la justice fut adoptée. Cette politique est axée sur l'égalité en droit et dans les faits pour les femmes et les hommes et sur l'égalité entre les femmes et les hommes aux postes et professions du système judiciaire. Elle est assortie d'un Plan d'Actions et la mise en place d'un Comité Aiseur Genre dont une des missions est de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes au sein de l'appareil judiciaire.

Par ailleurs, avec l'adoption en 2011 de la Politique Nationale Genre, le département de la justice à l'instar des autres départements a créé un point focal genre avant la création d'un comité sectoriel d'institutionnalisation de la politique nationale genre, chargé de la mise en œuvre de ladite politique et de la promotion de l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes.

C'est à partir de 2021, le Comité Sectoriel a pu mettre en œuvre quelques activités de renforcement de capacités avec l'appui des Partenaires Techniques et

Toujours dans la promotion du genre, les actions ont surtout concerné le milieu carcéral par la systématisation des quartiers séparés hommes/femmes/enfants, d'une part et l'amélioration des conditions de vie des femmes en milieu carcéral avec la distribution des « kits de dignité ». Toutes ces actions sont le fruit du partenariat avec la Munisma avec son projet « Prison Mandela ».

En outre, dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre au niveau du secteur de la Justice, les quelques activités réalisées en 2022 sont le fruit d'un partenariat entre le ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, ONU-Femme, MJP, MINUSMA et UNFPA :

- le projet de politique nationale en matière de droits de l'Homme a été adapté au contexte actuel ;
- l'amélioration de l'accessibilité à la justice s'est traduite surtout par la mise en œuvre d'un système de communication et l'opérationnalité des Bureaux de l'Assistance Judiciaire;
- le Fonds d'appui à la société civile en matière d'accès à la justice et aux droits de la personne pour la prise en charge des violences basées sur le genre a été créé ;
- l'amélioration des conditions de détention avec la généralisation des quartiers ou cellules séparé(e)s.

C. Evaluation des activités genre 2022

Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme a réalisé peu d'activités relatives au genre malgré la programmation dans le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et du Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP) 2020-2022. La non réalisation de toutes les activités du Plan d'Actions est due à la non disponibilité des ressources allouées-

En matière de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme est partie prenante du Spotlight, un programme du Systèmes des Nations Unies, Co-piloté par le ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale.

De même dans la lutte contre les Violences sexuelles liées au conflit, le ministère de la Justice et des Droits de l'Homme est partie prenante dans la mise en œuvre du Plan d'actions du Communiqué Conjoint, financé par la MINUSMA.

Programme : 1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle

A REFAIRE AVEC LES INDICATEURS DE 2022

- **Atelier de renforcement des capacités des points focaux genre sur les concepts genre et violences basées sur le genre (Ségou et Mopti) délocalisé à Fana : Nombre total de participants 36 dont 13 femmes ;**
- **Atelier de renforcement des capacités sur le genre et les violences bases sur le genre du personnel d'appui féminin du ministère de la Justice et des Droits de l'homme à Banankoroni : Nombre total de participants 14 dont 11 femmes**
- **Atelier de prise de contact avec les chefs de juridictions et de parquet de Ségou et San.**

N.B. : Il y a lieu de préciser que les activités ci-dessus ont été financées par ONU-Femmes.

Objectif 3 : Contribuer à la promotion du genre et à la lutte contre les Violences Basées sur le Genre, le VIH/SIDA et l'apatridie						
Indicateur de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2022	
		2019	2020	2021	Prévision	Evaluation
Pourcentage de sensibilisation et formation des acteurs de la Justice sur le genre	%	78.43	0	0	51.66	0

Analyse de la situation :

Les ressources qui étaient prévues pour la réalisation des activités genre n'ont pas été disponibles-

D. Recommandation :

Au regard de ce qui précède, nous souhaiterions une augmentation du budget alloué au genre pour pouvoir réaliser des activités dans le cadre de la promotion du genre, de la lutte contre les violences basées sur le genre et l'égalité entre homme et femme au sein du secteur de la Justice.

Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille

Introduction

Conformément à l'article 20 du Décret n°2023-0392/PM-RM du 19 juillet 2023 fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement, le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille prépare et met en œuvre les politiques nationales du Genre, de la Famille, de Promotion et de Protection de l'Enfant.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures devant assurer le bien-être de la Femme, de l'Enfant et de la Famille;
- l'élaboration et la mise en œuvre des actions visant à assurer la prise en charge des besoins spécifiques des Femmes et des Enfants ;
- la promotion des droits de la Femme et de l'Enfant ;
- la lutte contre les Violences Basées sur le Genre ;
- la protection de l'Enfant ;
- la participation de l'Enfant ;
- la prise en compte des besoins spécifiques des Femmes et des Enfants dans les programmes et projets de développement.

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille dispose de trois politiques nationales, de deux plans et trois stratégies nationales de lutte contre les Violences Basées sur le Genre :

- **la Politique Nationale Genre (PNG)** vise à garantir l'épanouissement de toutes les femmes et de tous les hommes grâce au plein exercice de leurs droits égaux fondamentaux, à une citoyenneté active et participative et à l'accès équitable aux ressources, en vue de faire du Mali un pays émergent fort de sa croissance et fier de ses valeurs de justice, de paix, de solidarité et de cohésion sociale.
- **la Politique Nationale de Promotion et de Protection de l'Enfant (PNPPE)** vise une société démocratique qui garantit l'épanouissement de l'Enfant grâce à la jouissance et au plein exercice de ses droits et devoirs par une responsabilisation soutenue des parents, de la communauté, des collectivités et de l'Etat en vue de le préparer à une citoyenneté effective inspirée de nos valeurs socioculturelles. ».
- **la Politique Nationale de Promotion de la Famille (PNPF)** vise une famille viable et autonome, attachée à nos valeurs socioculturelles positives, portée par nos valeurs spirituelles et respectueuses des institutions, des droits humains et de l'environnement
- **le projet de document du Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de la Famille et l'épanouissement de l'Enfant (PDDAFFE 2024-2033)** vise à « Contribuer à l'émergence du Mali à l'horizon 2030 à travers l'autonomisation de l'enfant, de la femme et de la famille, fondée sur l'égalité de chances et de droits, pour la constitution d'un capital humain de qualité capable de participer efficacement à la création de richesses et à la gouvernance sociale, économique et politique du pays »;
- **le projet de document du Programme de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de la Famille et de l'Epanouissement de l'Enfant (PRODAFFE 2024 -2028).**
- **le Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social** vise à « définir et mettre en œuvre une politique de santé pertinente et cohérente qui répond aux aspirations légitimes des populations et aux exigences du contexte international ... » ;
- **la stratégie nationale de communication holistique sur les Violences Basées sur le Genre (VBG)** vise à créer un environnement favorable à l'élimination des VBG au sein des familles, des communautés et de la société malienne toute entière d'ici à 2027.
- **la Stratégie Nationale holistique pour mettre fin aux Violences Basées sur le Genre (VBG)** vise « un Mali dans lequel les filles, les femmes, les garçons, les hommes adoptent des comportements et des attitudes favorables à l'abandon des VBG à l'horizon 2030 ».

- **la stratégie Nationale multisectorielle pour mettre fin au mariage d'enfants** vise « un Mali fondé sur l'égalité de chance, où les filles et les garçons jouissent de leurs droits et se marient librement après 18 ans d'ici 2030 ».

Le Gouvernement du Mali, conscient de la persistance des inégalités entre les femmes et les hommes, a pris des engagements internationaux et régionaux forts (Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative au droit de l'enfant, la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations unies, la Plate-forme d'action de Beijing, la déclaration solennelle des Chefs d'Etats sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique, le Protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique /Protocole de Maputo, la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant etc.) pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes et à l'autonomisation des femmes.

Cette égalité n'est possible que grâce à l'institutionnalisation du genre, à l'intégration de la planification et la budgétisation sensible au genre dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques, programmes et dans les budgets.

L'institutionnalisation du genre est l'intégration systématique des conditions, priorités et besoins propres aux femmes et aux hommes dans toutes les politiques en vue de promouvoir activement l'égalité entre les femmes et les hommes.

La budgétisation sensible au genre répond de manière équitable aux besoins pratiques et stratégiques des femmes et des hommes, des filles et des garçons issus des différentes couches et de tous les milieux pour réduire les inégalités socioéconomiques existantes entre celles-ci afin de concrétiser les principes de l'équité et de l'égalité.

Le MPFEF a engagé le processus d'adoption du Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de la famille et l'épanouissement de l'Enfant (PDDAFFE 2024-2033) qui met en synergie les trois politiques et les différentes stratégies dont les objectifs sont en cohérence avec ceux retenus dans l'agenda 2030 des Nations Unies (UN), l'agenda 2063 de l'Union Africaine (UA) et le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023).

Ce plan décennal est assorti d'un programme quinquennal, le programme de développement pour l'autonomisation de la femme, de la famille et l'épanouissement de l'enfant (PRODAFFE1) et son Plan Opérationnel (PO) 2024.

Les enjeux genre et gaps à combler :

Les enjeux :

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille fait face à d'importants enjeux et constats qui jalonnent encore la mise en œuvre de la PNG. Ils'agit entre autres de :

- l'institutionnalisation systématique du genre à travers l'orientation stratégique n°6 de la PNG ;
- l'autonomisation des femmes (économique, politique), leadership et droits des femmes ;
- la lutte pour l'abandon des violences basées sur le genre (mariage d'enfant et forcé, pratiques néfastes, l'excision) ;
- l'appropriation de la PNG par l'ensemble des acteurs ;
- l'adoption des avant-projets de lois sur les VBG et sur la protection de l'enfant ;
- l'application du code des personnes et de la famille dans certaines de ses dispositions (par exemple : l'âge du mariage de la jeune fille, l'adoption internationale des enfants par les non maliens...) ;
- l'implication et la participation accrue des femmes à la paix et à la sécurité.
- Insuffisance des ressources humaines en qualifié et en quantité,

Les gaps à combler :

- l'adoption du Programme de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de la Famille et l'épanouissement de l'Enfant (PRODAFFE) 2024-2028 ;
- le renforcement des capacités des ressources humaines du département et des autres acteurs ;
- la mise en place d'un système d'information sur la femme, l'enfant et la famille (SIFEFF) ;
- la relecture de certains articles du code des personnes et de la famille (par exemple : l'âge du mariage de la jeune fille, l'adoption internationale des enfants par les non maliens...) ;
- l'opérationnalisation du Programme d'Emergence des Compétences Féminines du Mali () ;
PRECOFE
- la production du répertoire sur les compétences féminines au Mali ;
- la production d'annuaires statistiques sur les fonctions nominatives et électives (ASPG) ;
- l'opérationnalisation du programme national de développement des plates formes multifonctionnelles ;
- la pérennisation des One Stop Center pour la prise en charge holistique des survivants-tes de VBG ;
- la promotion pour l'adoption des textes législatifs spécifiques sur la protection des droits de l'enfant et de l'abandon des VBG ;
- Le renforcement du partenariat entre tous les acteurs au développement (Etat, Société Civile et Partenaires Techniques et Financiers) ;
- l'application effective de la Loi d'Orientation Agricole par rapport au quota de 15 % des terres aménagées aux femmes ;
- l'application effective de la Loi sur le Foncier Agricole ;
- l'application effective de la Loi 2015-052 du 18 décembre 2015 ;
- l'application effective du Décret n°2015-0506/P-RM du 27 juillet 2015 fixant le détail des compétences transférées de l'Etat aux collectivités dans le domaine de la protection et de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille ;
- la mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre des programmes ;
- la mise en œuvre de la stratégie nationale holistique pour mettre fin aux VBG ;
- la dotation et équipement des structures pour la mise en œuvre des politiques du département.

Les mesures ou stratégies spécifiques de réduction des inégalités liées au genre

Mesures spécifiques

En termes de mesures stratégiques, le Ministère a mis en place un plan décennal assorti du 1^{er} programme quinquennal 2023-2027 et de son Plan Opérationnel.

En vue de renforcer le cadre institutionnel et législatif de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG), les mesures suivantes ont été mises en place :

- la poursuite de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight au Mali vise à contribuer à l'élimination des violences basées sur le genre, des pratiques néfastes et des obstacles à l'accès aux droits à la santé reproductive ;
- la mise en place d'une base de données sur les VBG en cours ;
- il existe dix-sept (17) one stop center au total. En 2022, il y'a eu la mise en place d'un (01) one stop center à Tombouctou pour la prise en charge holistique des survivantes de VBG ;
- la mise en place de quatre (4) sites communautaires de prise en charge des survivantes de VBG dans les CS Com des régions de Sikasso (Kadiolo et Kadiana), Ségou (Sansanding) et Mopti (Sofara) ;
- la diffusion d'une série télévisée de 52 épisodes sur les VBG communément appelée « DANSE INLIASSABLE ou DONI DONGOMA » saison 1 qui a été diffusée sur ORTM1, Africable et Renouveau TV ;
- la conception et le déploiement du système de gestion des cas ;

- la réinsertion socio-économique de cinq cent soixante-dix-neuf (579) survivantes de VBG à travers les activités génératrices de revenus avec l'appui de l'UNFPA ;
- la signature de cinq cent treize (513) conventions d'abandon sur les MGF et quatre cent soixante-huit (468) sur le mariage d'enfants.

Relativement à l'avant-projet de loi sur les VBG, le département a entrepris les actions pour actualiser la feuille de route, la prise en compte des VBG par le processus de révision du code pénal avec la Commission Permanente Législative (volet répression) avec l'appui de l'UNFPA, ONU-FEMMES. Cet avant-projet de loi vise la prévention, la répression et la réparation des violences basées sur le genre. Son adoption permettra de renforcer les réponses nationales en matière de réduction des pratiques des violences basées sur le genre. (PM).

En vue d'accroître l'accès des femmes à l'ère de décision, il est important d'aller vers l'application effective de la Loi N°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant les mesures pour promouvoir le Genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives à tous les niveaux de poste de décision :

- la tenue régulière du conseil supérieur de la Politique Nationale Genre ;
- le suivi des recommandations issues du conseil supérieur de la Politique Nationale Genre ;
- l'opérationnalisation des comités genres des différents départements ministériels ;
- l'opérationnalisation des comités genres des régions ;
- le suivi régulier de nominations aux fonctions nominatives et électives à travers la production d'annuaires statistiques.

Dans le cadre de l'autonomisation économique des femmes, le Gouvernement a mis en œuvre des projets et programmes et s'est aussi engagé dans des initiatives sous-régionales et internationales. Il s'agit :

- du Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Épanouissement de l'Enfant (FAFE) a pour objectif général de contribuer à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant à travers :
 - l'accroissement du potentiel économique des femmes ;
 - la contribution au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique ; la contribution à l'épanouissement de l'enfant ;
 - le suivi-évaluation des activités du PAAFE.
- du Programme National de Développement des plateformes Multifonctionnelles pour la lutte contre la pauvreté vise 5000 villages dont l'objectif est de favoriser l'accès des femmes à l'énergie de proximité et à la création de petites unités de transformation de produits locaux permettant aux femmes de développer des capacités de résilience ;
- du Programme d'Appui à l'autonomisation des Femmes dans la Chaîne de Valeur Karité dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration des revenus des femmes rurales de la filière Karité au Mali. Ce programme est actuellement mis en œuvre à travers le Projet d'Autonomisation Economique des Femmes dans la Filière Karité PAEFFK financé par le Gouvernement du Mali et la Banque Africaine de Développement (BAD). Le PAEFFK cible 50000 femmes rurales dans les régions potentielles de karité au Mali ;
- le FAFE a accompagné mille vingt-six (1026) femmes à l'utilisation de la plateforme dans les six communes du District de Bamako dans le cadre du projet sous-régional « 50 millions de femmes africaines ont la parole » dont l'objectif est d'améliorer la capacité des femmes à accéder à l'information financière et non financière, à créer des opportunités d'affaires et d'établir des relations de partenariat avec des personnes et structures capables de les aider à développer et à soutenir leurs entreprises ;
- Le rééchelonnement des prêts contractés par les promotrices PME-PMI en situation d'impayé au niveau de la BNDA suite à la COVID 19 ;

- du projet d'Autonomisation des femmes et dividendes démographiques au Sahel (SWEDD). Cet important programme est mis en œuvre par le département à travers les sous-projets « l'amélioration des compétences de vie et connaissance de la santé reproductive à travers le renforcement de la capacité des filles ».

a. Evaluation des activités genre 2022

Programme 2.059 : Promotion de la Femme		Reference		Evaluation 2022			Résultat 2022
Objectif	Indicateurs et cibles de performance	2020	2021	Prévu	Réel	Taux	
		A	B			C	
Objectif 1: Développer la communication, l'identification et la prise en charge des cas de complication liés aux MGF/VBG.	1.1 Pourcentage de survivant (es) de VBG ayant bénéficié d'une prise en charge holistique	56	172	100	175	175	Des progrès significatifs ont été réalisés par rapport à l'identification et à la prise en charge holistique des cas de complication de MGF/VBG. Le taux de réalisation de 175% est dû à la fonctionnalité des ONE STOP CENTER qui ont été mis en place en 2021 et 2022
	1.2 Proportion des communautés qui organisent des déclarations publiques d'abandon des MGF	13	98	100	99	99	513 communautés ont fait une déclaration publique d'abandon des VBG/MGF sur 525 prévues
	1.3 Proportion des communautés qui organisent des déclarations publiques d'abandon sur le mariage d'enfants	13	271	100	108	108	468 communautés ont fait une déclaration publique d'abandon du mariage d'enfants.

	1.4. Pourcentage des réunions de concertation nationale du COVBG et ses démembrements pour l'abandon des VBG	92	36	100	03.65	03.65	Le faible taux de 3,6 % est dû au manque de ressources financières pour la tenue de ces cadres de concertations
Objectif 2: Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits	2.1. Taux de représentativité des femmes dans les organes de prévention et de résolution des conflits	16.25	43	100	98	98	On constate un léger recul
	2.2. Pourcentage de femmes formées dans la prévention et la gestion des conflits (APR, R1325,)	25,6	87	100	100	100	1240 femmes ont été formées dans la prévention et la gestion des conflits. Source : Unité 1325/DNPF, OPF

Programme 2.059: Promotion de la Femme		Reference		Evaluation 2022			
Objectif	Indicateur et cibles de performance	2020	2021	Prévu	Réel	Taux	Résultat 2022
		A	B			C	
Objectif 3 : Appuyer la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.	3.1 Pourcentage de femmes formées dans les AGR et dans l'entrepreneuriat	32	66	100	41.32	41.32	3000 femmes ont été formées en AGR et dans l'entrepreneuriat au niveau du programme Karité
	3.2 Pourcentage d'organisation de femmes ayant bénéficiées des équipements et des infrastructures de production	100	107	100	74.25	74.25	DNPF/Programme Karité Des organisations de femmes ont été équipés en matériels de production dans les domaines agricoles et autres; DNPF/Programme Karité
	3.3 Taux de réussite des activités d'AGR et d'entrepreneuriat	50	25	100	ND	ND	Dans le cadre de la formation Avec l'appui de ses partenaires 219 femmes issues des groupements ont été formées en savonnerie et 1252 autres dans la production du beurre de karité ce proes

Objectif 4: S'assurer de la représentativité des femmes dans les postes nominatifs et électifs	4.1 Taux de représentativité des femmes dans les postes nominatifs	19	57	100	28.1	28.1	Taux 28, 1%
	4.2. Taux de représentativité des femmes dans les postes électifs	75	0	100	25,6	25,6	Taux 25,6
	4.3 Proportion des cadres de concertation créés	107	0	100	75	75	Taux 75%

Le programme 2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille fera l'objet d'une analyse de catégorisation des dépenses en termes de lien avec le genre. Aucun des objectifs et indicateurs ne concerne l'égalité de genre.

Programme 3.003: Programme Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant (PAAFE)		Références		Evaluation 2022			Commentaires sur les résultats de l'année 2022
Objectif	Indicateur set cibles de performance	2020	2021	Prévu	Réel	Taux	
		A	B	C	D	E	
Objectif 1: Accroître le potentiel économique des femmes	1.1 Pourcentage d'organisations féminines équipées en matériels de production	81	80	75	80	106,66	40 organisations de femmes équipées sur 28 prévues
	1.2. Pourcentage de projets générateurs de revenus financés par le FAFE à travers les structures partenaires	106	145.51	100	50	50	750 plans d'affaires de promotrices d'AGR/PME/PMI ont été financés sur 1500 prévus
	1.3. Nombre d'AGR/PME/PMI, d'organisations, de groupements de femmes et d'usagers accompagnés (appui-conseil)	-	1 703	3 000	786	26.20	786 usagers ont été accompagnés en matière d'appui / conseil sur 3 000 prévus.

Objectif 2: Contribué au développement du leadership des femmes dans la vie publique, économique et politique	2.1 Nombre de femmes dont les capacités ont été renforcées	-	4 461	2000	2 000	100	Les renforcements des capacités ont concerné diverses formations sur le marketing digital, les procédures d'exportation des produits, la vente en ligne, la pose de henné, le tatouage, le maquillage, la coupe-couture, petit commerce, la production
	2.2 Nombre de foires auxquelles les femmes ont participé	-	-	4	0	0	Manque de fonds nécessaires pour l'activité
	2.3 Nombre d'emplois créés Femmes	-	1 027	400	400	100	
	2.4 Nombre d'emplois créés Filles	-	-	10	10	100	
Objectif 3: Contribuer à l'épanouissement de l'enfant	3.1 Nombre d'enfants des groupements et structures en situation difficile accompagnés en vue de leur réinsertion	-	930	1 100	160	14,54	Ces résultats s'expliquent par l'insuffisance des fonds alloués pour l'exécution des activités.
	3.2 Nombre d'enfants encadrés (apprentissage, scolarisation) Filles	-	-	160	120	75	
	3.3 Nombre d'enfants encadrés (apprentissage, scolarisation) garçons	-	-	165	80	48,48	
Objectif 4: Assurer le suivi-évaluation des activités du PAAFE	4.1 Pourcentage d'actions financées et suivies par le FAFE	-	100	100	50	50	Ces résultats s'expliquent par l'insuffisance des fonds alloués pour l'exécution des activités.
	4.2 Pourcentage des bénéficiaires supervisés par le FAFE	-	100	100	50	50	
	4.3 Pourcentage de partenaires de mise en œuvre évalués	-	100	100	50	50	
	4.4 Taux de mise en œuvre des activités de communication pour une meilleure visibilité du FAFE	-	100	55	50	90.9	

Les autres réalisations majeures de 2022 par orientations de la Politique Nationale du Genre représentent :

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Commentaires sur l'importance stratégique «genre» des programmes
Orientation n°1: Consolidation de la démocratie malienne et de l'État de droit par l'égalité d'accès et la pleine jouissance des droits fondamentaux pour les femmes et pour les hommes			
1.1. Amélioration de l'arsenal juridique et l'effectivité d'application des textes juridiques garantissant les droits des femmes et des hommes incluant le code des personnes et de la famille.	Harmoniser les lois nationales avec les textes des conventions internationales portant sur les droits égaux et fondamentaux et réformer les différents codes en vue de supprimer les discriminations.	Programme d'Administration générale et développement des capacités institutionnelles Promotion de la femme	Loi n°2019-014 du 03 juillet 2019 portant création du Programme National pour l'abandon des violences basées sur le genre (PNVBG) ; Décret : n°2019-0584 /PRM du 29 juillet 2019 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du PNVBG; Loi n°2019-015 du 03 juillet 2019 portant création de la Maison de la Femme, de l'Enfant et de la Famille

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Commentaires sur l'importance stratégique «genre» des programmes
	Adopter, vulgariser et faire appliquer le nouveau Code des personnes et de la famille.	Promotion de l'enfant et de la famille	Décret n°2019-0681/PRM du 04 septembre 2019 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement MFEF, Décret n°2019-0682/PRM du 04 septembre 2019 déterminant le cadre organique des MFEF.

<p>1.2. Lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, lesquelles vont à l'encontre du respect des droits égaux fondamentaux.</p>	<p>Intensifier les efforts en vue d'éradiquer et de pénaliser l'excision.</p> <p>Adopter des mesures législatives pour la pénalisation des actes de violences conjugales, familiales et du harcèlement dans le milieu du travail et dans l'environnement scolaire.</p> <p>Développer des Services d'orientation et d'écoute et des Mesures de prise en charge médico-sociales pour les femmes et les filles victimes de violences et/ou de harcèlement.</p>	<p>Programme Promotion de la femme</p> <p>Programme Promotion de l'enfant et de la famille</p>	<p>Célébration de la journée internationale « Tolérance zéro » aux MFG/E au Mali, édition 2022 sous le thème « Accélérer les actions pour mettre fin aux mutilations Génitales Féminines au Mali »</p> <p>Poursuite de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight</p> <p>Tenue de 356 sessions de plaidoyer qui Constituent non seulement une tribune d'éducation mais également une pression à l'endroit des décideurs de tous les niveaux pour une prise de décision.</p> <p>Remise de 881 téléphones mobiles intégrant l'application Men Engage « les hommes engagés » au Ministre en charge de la Promotion de la Femme par le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) pour les comités d'éveil et d'alerte précoce des VBG</p> <p>Mise en place d'un One Stop Center à Tombouctou avec l'appui de l'UNFPA;</p> <p>Mise en place de quatre (4) sites communautaires de prise en charge dans certains CSC des régions de Sikasso (Kadiolo et Kadiana), Ségou (Sansanding) et Mopti (Sofara) avec l'appui de l'USAID KENEYA SINSI WALE;</p>
---	---	--	---

Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référéncenon obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Commentaires sur l'importance stratégique «genre» des programmes
			<ul style="list-style-type: none"> - Lancement officiel de la stratégie nationale multisectorielle pour mettre fin au mariage d'enfants au Mali; - Dissémination de la stratégie nationale multisectorielle pour mettre fin au mariage d'enfants au Mali; - Formation de 150 acteurs de la chaine judiciaire sur la prise en charge psychosociale des enfants victimes de violation de leurs droits; - Harmonisation des outils de gestion de cas de protection des enfants; - Formation de 29 formateurs sur les outils harmonisés de gestion de cas de protection des enfants; - Formation décentralisées de 150 gestionnaires de cas sur les outils harmonisés de gestion de cas
1.3. Mise en valeur des compétences et aptitudes des femmes et des associations féminines dans les processus de prévention et de résolution des conflits	Assurer une représentation Equitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre Les conflits.	Programme Promotion de la Femme	<ul style="list-style-type: none"> - au moins 982 personnes dont 758 femmes sont renforcées en techniques de médiation, de négociation et de résolution des conflits, leadership, plaidoyer, sur la Résolution 1325 et le PANR 1325, en formation de formateurs. Elles sont dotées des outils nécessaires pour s'engager comme des ambassadrices de paix, pour faire du plaidoyer pour une plus grande représentation dans les nouvelles instances de gestion des conflits. - Dissémination, sensibilisation sur la Résolution 1325 et du PANR 1325, l'Accord pour la paix, la Loi 2015-052 du 18 décembre à Bamako, Ségou, Sikasso, Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka, Kidal, Taoudénit (2210 participants dont 1770 femmes et 440 hommes)
Orientation no. 2: Développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socio-économique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation.			
Axe d'intervention 2.1	Renforcer les mesures pour		<ul style="list-style-type: none"> • formation de 20 jeunes en leadership, Droits sexuel et reproductive/Bafoulabé;

Amélioration de l'accès à des services de santé de proximité (santé de la reproduction).	Réduire davantage les grossesses non désirées, qui rendraient précaire l'état de santé de la mère, de la jeune fille et même des enfants (information, sensibilisation et accès au planning familial).	Programme Promotion de la Femme Programme Promotion de l'Enfant et de la Famille	<ul style="list-style-type: none"> formation de cent vingt (120) femmes leaders du District de Bamako sur les IST-VIH, la TM et leurs impacts sur la santé de la reproduction en vue de leur large diffusion au sein de la population pour Le bien-être familial;
--	--	---	--

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référéncenon obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Commentaires sur l'importance stratégique «genre» des programmes
	Contenir le taux de séroprévalence du VIH-SIDA en habilitant les femmes et les hommes (jeunes et adultes) à adopter des comportements responsables et à faire valoir leurs droits de décision et de protection en matière de sexualité (amélioration de l'offre de soins de santé dans ce domaine et la gratuité des médicaments).		<ul style="list-style-type: none"> formation et recyclage de 29 pairs éducateurs et 88 matrones et relais sur la Planification Familiale et la gestion des produits contraceptifs;
Axe d'intervention 2.2 Élimination des contraintes qui nuisent au bien-être social et économique de la femme et de la fille.	Renforcer les efforts sur les recherches et la vulgarisation des technologies appropriées moins coûteuses et moins consommatrices d'énergie de bois.	Programme Promotion de la Femme Programme Promotion de l'Enfant et de la Famille	
Orientation no.3: Reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production.			

<p>Axe d'intervention 3.2 . Amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche).</p>	Développer dans les zones rurales, des organisations et fédérations professionnalisées de femmes dans des secteurs spécifiques pour défendre leurs intérêts économiques.	Programme d'Appui à l'Autonomisation de la femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	Renforcement des capacités de 180 groupements de femmes qui ont été accompagnés, formés et dotés en matériels et équipements de production par les ONG partenaires de mises en œuvre du FAFE
---	--	--	--

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référer en non obliatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Commentaires sur l'importance stratégique «genre» des programmes
-------------------------------------	---------------------------------------	------------------------------------	--

<p>Axe d'intervention 3.3 . Amélioration de la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entrepreneuriat.</p>	Soutenir le développement d'activités génératrices de revenus en faveur des groupes défavorisés (femmes chefs de ménage, jeunes filles déscolarisées, filles migrantes, handicapé(e)s) en vue de réduire leur vulnérabilité.	Programme d'appui à l'Autonomisation de la femme et à l'Epanouissement de l'Enfant.	Formation en embouche, pâtisserie, saponification, Gestion d'entreprise, élaboration de plan d'affaires de 499 femmes et filles déplacées du Nord et leurs familles d'accueil, promotrices d'AGR/PM/PMI à Koutiala, Sikasso, Koulikoro et le District de Bamako et dotation de 80 d'entre elles en kits et intrants de fabrication de savon. Réhabilitation et équipement du centre de formation professionnelle de Missabougou dans le cadre du projet Développement Economique et Social des Femmes dans les Energies Renouvelables dans le Sahel (DESFERS). Dépouillement des demandes d'appui de groupements féminins, organisations œuvrant pour l'épanouissement de l'enfant et des propositions de projets des promotrices de PME/PMI. Dotation de 40 organisations féminines ayant sollicitées l'appui du FAFE en matériels et équipements de production: kits de maraichage, kits de fabrication de savon, motos pompes, moulins, machines à coudre, tricycles, marmites de 35kg et 50kg, matériels évènementiels. Formation de 150 adolescents (111 filles et 39 garçons) sur la santé de la reproduction et la planification familiale en lien avec les droits de l'enfant dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti. Inscrit de 1 026 femmes promotrices d'AGR sur la Plateforme en ligne 50 millions de femmes ont la parole.
--	--	---	--

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référencenon obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Commentaires sur l'importance stratégique «genre» desprogrammes
Axe d'intervention 3.4 . Élargissement de l'offre de services de soutien à la production en vue d'accroître les revenus (microfinance, accès aux formations, intrants techniques et technologies).	Développer des services financiers de proximité adaptés aux besoins de développement économique et au statut social des femmes	Programme d'appui à l'Autonomisation de la femme e t à l'Epanouissement de l'Enfant	Tenue de la 10 ^{ème} réunion ordinaire du Comité de Pilotage du FAFE; Signature de conventions de partenariat avec 11 ONG partenaires de mise en œuvre et 02 Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) partenaires financiers du FAFE; Renforcement des capacités des agents de la CT-FAFE par différentes formations sur le contrôle de gestion, l'audit, la comptabilité, l'archivage physique et numérique, la science de l'éducation et la gestion axée sur les résultats; Evaluation de la mise en œuvre des activités menées par les partenaires de mise en œuvre du FAFE à savoir les ONG, la BNDA et les SFD.
Orientation no.4: Mise à contribution des potentialités des femmes et de shommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision			
Axe d'intervention 4.1. Promotion de l'équilibre dans la représentation des femmes et des hommes dans les instances de décision, dans les postes électifs et administratifs au niveau national et dans les représentations du Mali au niveau sous-régional (CÉDÉAO, UEMOA) régional (UA) et internationales	Accroître la représentation des femmes dans les postes électifs grâce à des mesures institutionnelles et de soutien prises par l'État et par les partis politiques. Constituer un vivier de femmes aptes à se tailler une place dans la sphère politique au niveau national et communal. Atteindre la parité de représentation entre les femmes et les hommes dans les postes de responsabilité de la fonction publique à l'horizon 2018 grâce à des mesures exceptionnelles de redressement et de soutien. Relever le niveau de représentation des femmes maliennes dans les représentations diplomatiques et les	Programme Administration Générale et développement des capacités institutionnelles Programme Promotion de la Femme	- Formation des femmes leaders sur le leadership féminin, le plaidoyer, la citoyenneté et la participation accrue des femmes aux échéances électorales dans le Cercle de Kolondiéba - Promotion du genre à travers la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 avec 23,68% de femmes dans le Gouvernement de Mai 2019; 31 femmes sous-préfets sur un total de 285, soit 11%. - Production de l'annuaire statistique sur la promotion du genre dans les fonctions nominales et électives Mise en œuvre du PRECOFEM.

	instances sous régionales, régionales et internationales		
<p>Axe d'intervention 4.2</p> <p>Promotion de la participation citoyenne des femmes et des hommes dans les décisions liées au développement local en vue d'une meilleure prise en compte des besoins différenciés des femmes et des hommes dans la répartition et l'allocation des ressources et dans les priorités de développement communal.</p>	<p>Mettre en place des mesures incitatives pour tendre vers la parité de représentation dans les instances de décision locale.</p>	Promotion de la Femme	<ul style="list-style-type: none"> Formation de cent (100) agents sur la collecte, le traitement, l'analyse et la remontée des données (SIFEF).
	<p>Modifier les critères, méthodes et pratiques de l'approche participative en vue de favoriser une représentation égale des femmes et des hommes dans le cadre des planifications communale et régionale.</p>		
	<p>Développer une base de connaissances régionales (base de données, études, profil régional) sur les disparités et discriminations entre les sexes en vue de</p>		
	Fournir de meilleures assises à la planification régionale.		
<p>Orientation no.5: Promotion, sensibilisation et communication pour l'enracinement des valeurs égalitaires au sein de la société malienne tout en ralliant les traditions porteuses d'égalité aux impératifs de la modernité et de l'ouverture sur le monde.</p>			
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référéncenon obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Commentaires sur l'importance stratégique «genre» des programmes

<p>Axes d'intervention</p> <p>5.2. Sensibilisation et éducation de la population (femmes-hommes, filles-garçons) pour un changement de mentalité et de comportement pour éliminer les pratiques néfastes à la santé et à l'intégrité physique et psychologique des femmes</p>	<p>Intensifier les campagnes de sensibilisation et d'éducation en vue d'enrayer les pratiques néfastes à l'intégrité et à la santé des femmes et des jeunes filles et préconiser des comportements responsables en matière de santé de la reproduction</p>	<p>Promotion de la Femme</p> <p>Promotion de l'Enfant</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de séances d'information, de sensibilisation sur le FAFE et ses nouvelles orientations, dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso (cercle de Koutiala), Ségou, Mopti et Bamako. Cette activité tarde à être réalisée en raison de la non mobilisation des fonds qui lui sont alloués. - Information et sensibilisation des adolescents (filles et garçons) du District sanitaire de Sikasso sur la législation relative à la SR; - Information et sensibilisation de la population sur les VBG lors de la célébration des journées du 08 mars et des 16 jours d'activisme à Yorosso; - Information et sensibilisation des femmes en âge de procréer sur la PF à Wakoro, Farako, Gouroko et Tiongui/Kolondièba; - Organisation de 5 séances d'information et de sensibilisation sur le genre et la Planification Familiale à l'endroit des 750 adolescents/Koutiala; - Information et sensibilisation de 120 femmes en âge de procréer et 60 adolescents (filles et garçons) sur l'importance de la Planification Familiale dans le cercle de Sikasso; - Information et sensibilisation à l'endroit de 213 femmes en âge de procréer sur l'importance de l'accouchement assisté dans les aires de santé de Karangana, Kifosso, et Menamba; - Information et sensibilisation des groupements de femmes et de jeunes sur leurs rôle et place dans la réduction de la mortalité maternelle, néo-natale et infantile à Bougouni, Koutiala et Sikasso; - Information et sensibilisation des leaders des organisations de femmes et de jeunes sur la promotion des lignes vertes dans les districts sanitaires de Bougouni, Koutiala et Sikasso; - Information et sensibilisation des femmes sur l'importance des CPN/CPON/ Accouchement au Centre de Santé et les signes de dangers chez les femmes enceintes, en travail ou en post-partum
<p>MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE</p>			

Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référéncenon obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Commentaires sur l'importance stratégique «genre» des programmes
			<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des femmes des 11 communes du cercle de Macina sur la Loi2015-052 du18 décembre 2015; - Organisation d'une journée de plaidoyer avec 35 femmes leaders des associations de femmes sur les conséquences des mariages d'enfants et excision à Niore du Sahel; - Organisation de ssessions deplaidoyer auprès des leaders communautaires sur la participation accrue des hommes et des femmes au système de référence/évacuation dans les aires de santé de Boura, Kifosso, Koury, Menamba, Ourikéla et Karangana - Organisation de deux (02) conférences de haut niveau à Bamako sur la législation en matière de santé de la reproduction. - Organisation d'une journée d'échanges avec 350 élèves du secondaires (adolescents es) sur les pratiques néfastes affectant les enfants; - Projection du film la Vaillante“ (sur le mariage d'enfants) en présence de 200 adolescentes.

Orientationno.6:Prise en compte de l'EFH comme un principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques les plus porteuses de changement et dans les budgets, en considérant le contexte de la déconcentration et la décentralisation et ce, dans les secteurs prioritaires suivants:Justice, éducation,santé,emploi et formation professionnelle, développement rural, décentralisation, travail, fonction publique et réforme de l'État, économie, finances et communication.

	Réaliser un audit (diagnostic) participatifdes politiques, programmes, services,mécanismes de chacun des ministères concernés sous l'angle de la prise en compte du Genre		
--	---	--	--

	<p>Développer dans chacun des ministères un programme d'institutionnalisation du Genre en vue de traduire les orientations et objectifs et les mesures de la PNG-Mali en actions concrètes et spécifiques pour chacun des départements</p> <p>Instituer officiellement dans chacun des ministères ciblés, des mécanismes Genre pour assurer la réalisation et la coordination des programmes</p>	<p>Programme Administration Générale et développement des capacités institutionnelles</p>	
	<p>ministériels d'institutionnalisation du Genre</p>		
	<p>Mettre en place des stratégies de renforcement de capacités et du d'accompagnement-conseil requis pour soutenir la réalisation des programmes ministériels d'institutionnalisation Genre.</p>		<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de deux (2) missions de suivi sur la mise en œuvre des compétences et des ressources de l'État transférées aux collectivités territoriales dans les régions de Kayes et le District de Bamako; • Supervision des centres d'auto promotion féminins et un orphelinat à Koutiala; • Supervision des activités des SLPFEF de Tessalit;
	<p>Établir un système d'information (base de données) et des procédures d'imputabilité et de mesure de rendement par un tableau de bord standardisé en Genre</p>		<ul style="list-style-type: none"> • Supervision des activités SR-PF des (06) Services locaux par la DRPFEF; • Suivi des Centres d'autopromotion de Tombouctou, Diré et Gourma Rharous; • Supervision et le suivi-évaluation des activités; • suivi de la mise en œuvre des activités de l'Association Professionnelle des Femmes Rurales du District de Bamako. • Répétition Tenue de la 14^{ème} session du Parlement national des enfants du Mali dont le bureau est composé de 07 membres (4 filles et 3 garçons dont un handicapé visuel).

			• Célébration des journées internationales relatives aux droits des enfants (16 juin, 11 octobre, 20 novembre 2019).
Axe intervention 6.2. Amélioration du rendement des politiques publiques par l'intégration de l'approche d'élaboration des budgets sensibles au genre (BSG) au niveau national et sectoriel	Former les membres de l'Assemblée nationale sur la compréhension de la pertinence et de l'impact de l'approche BSG.	Programme Administration Générale et développement des capacités institutionnelles	

b. Exécution du Budget 2022

Tableau II.1 Exécution financière 2022 par objectifs : Programme 2.059
(En Milliers de FCFA)

Objectifs spécifiques	Prévu 2022	Exécution financière des activités		
		Réel 2022	Ecart	Taux
Développer la communication, d'identification et de prise en charge holistique des cas de VBG.	2 228 820	1 011 179	1 217 641	45.37
Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.	64 287	35 375	28 912	55.03
Appuyer la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.	0	0	0	0.00
S'assurer de la représentativité des femmes dans les postes nominatifs et électifs	93 000	18 579	74 421	19,98
Total	2 386 107	1 065 133	1 320 974	44,64

Analyse : Par rapport à l'exécution de la dépense des activités par objectif spécifique sur 2 386 107 000 il y a eu une réalisation de 1 065 133 000 soit un taux de **44,64%**.

Difficultés : L'insuffisance de ressources financières

Mesure : Augmentation de crédits budgétaires.

Programme3.003

Objectifsspécifiques		Exécutionfinancièredesactivités			
		Prévu	Réel	Ecart	Tauxen%
1	Accroître le potentiel économique des femmes	316 500	110 341	206 159	34.86
2	Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique	180 00	128 498	51 502	71.39
3	Contribuer à l'épanouissement de l'enfant	110 000	51 132	58 868	46.48
4	Assurer le suivi-évaluation des activités du PAAFE	43 500	9 973	33 527	22.93
Total		650 000	299 944	350 056	46.15

Analyse :

Sur les 650 000 000 prévus, 299 944 000 ont réellement été reçus pour la réalisation des activités, soit 46.15%
L'exécution financière des activités fait ressortir la situation suivante :

- au titre de l'objectif 1, pour une prévision budgétaire de trois cent seize millions cinq cent mille (316 500 000) FCFA, cent dix millions trois cent quarante-un mille (110 341 000) FCFA ont été exécutés soit 34.86% ;
- au titre de l'objectif 2, pour une prévision budgétaire de cent quatre-vingt millions (180 000 000) FCFA, cent vingt-huit millions quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille (128 498 000) FCFA ont été exécutés soit 71.39% ;
- au titre de l'objectif 3, pour une prévision budgétaire de cent dix millions (110 000 000) FCFA, cinquante-un millions cent trente-deux mille (51 132 000) FCFA ont été exécutés soit 46.48% ;
- au titre de l'objectif 4, pour une prévision budgétaire de quarante-trois millions cinq cent mille (43 500 000) FCFA, neuf millions neuf cent soixante-treize mille (9 973 000) FCFA ont été exécutés soit 22.93%.

Difficultés :

Comme difficultés, il faut noter :

- le retard accusé dans l'ouverture du FAFE sur le Programme 3.003 ;
- le retard dans la mise à disposition des fonds en temps opportun pour réaliser les activités programmées ;
- l'insuffisance des ressources allouées au FAFE ;
- la rétention budgétaire ;
- la situation socio-politico-économique et sécuritaire qui a affecté certaines cibles du FAFE issues des régions du centre, du nord et même du sud du Mali ;
- les conséquences de la situation sanitaire qui a affecté de différentes manières les activités de la plupart des promotrices de PME/PMI et de certaines promotrices d'AGR ;
- l'insuffisance de ressources humaines qualifiées ;
- le manque de motivation du personnel (absence de primes).

Mesures:

Comme mesures correctives, il faut:

- recommander au MEF d'inscrire dans l'agenda de relecture des textes la révision du mécanisme d'ouverture en deux (02) étapes du compte spécial FAFE ;
- mobiliser davantage de ressources auprès de l'Etat et des PTF ;
- mettre les fonds sollicités pour réaliser les activités programmées à disposition en temps opportun ;

- augmenter les ressources allouées au programme 3.003 pour permettre de soutenir et d'assister les cibles du FAFE victimes de la crise sécuritaire en les dotant en vivres et non vivres ;
- rééchelonner les prêts des promotrices de PME/PMI/AGR en situation d'impayées victimes de la crise sécuritaire et/ou sanitaire ;
- affecter des ressources humaines qualifiées à la CT-FAFE ;
- réfléchir sur une stratégie de motivation du personnel.

Tableau II.2 exécution financière 2022 par Activités

Le MPFEF procédera à la catégorisation de chaque activité des programmes en termes de lien avec l'égalité de genre. Cette analyse n'ayant pas été faite, ce rapport focalise sur l'exécution financière des activités des programmes les plus directement liés à l'égalité de genre-2.059 Promotion de la Femme et 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant.

Activités				Prévu	01Améliorationdesconditionsdelafem			
				C	Évaluationannuelle2020			
Code					Réel	Ecart	Taux%	
					D		F=D/C*100	
1	1	1		prise en charge du salaire et accessoires du personnel	779 246	874 609	95 363	112,24
1	1	2		acquisition de biens et services au profit des services et des femmes	227 967	66 310	161 657	29.09
1	1	3		Organisation des événements spéciaux (6 Février, 8 mars, 31 juillet, 15 octobre, 25 Novembre)	12 561	4 546		36.19
1	3	4		Projet 2 : Programme d'Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agro sylvo pastorales et le Karité	693 000	0	693 000	0.00
1	3	5		Projet 3 : Programme d'Appui Diversification, Valorisation (filières porteuses)	93 000	7 439	85 561	8.00
				Projet 4 : Projet appui promotion de la femme rurale	93 000	11 160	81 840	12.00
1	3	7		Projet 5: Appui à l'Organisation Panafricaine des Femmes	93 000	7 439	85 561	8.00
				Projet 6: Programme National Appui Femmes Opératrices économiques	93 000	0	93 000	0.00
1	3	9		Projet 7: Programme d'Appui Autonomisation Programme d'Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agro sylvo pastorales et le Karité	93 000	11 160	81 840	12.00
				Total	2 177 773	982 663	1 195 110	45.12

Analyse : L'écart de 1 195 110 s'explique par la prise en charge de la valeur indiciaire au niveau des dépenses du personnel.

Difficultés: L'insuffisance au niveau de la planification.

Mesure : Procéder au pointage contradictoire entre le fichier DRH et le fichier BCS.

(En Milliers de FCFA)

Activités	Prévu C	02 Formation et Education de Évaluation annuelle 2020	Réel D	Ecart	Taux% F=D/C*100			
1	1	4		Entretien des bâtiments	26 079	9 872	16 207	37.85
1	1	5		Entretien courant des bâtiments	24 967	18 644	6 323	74.67
2	1	1		Prise en charge du salaire du personnel	24 252	29 956	14, 173	123.32
2	1	2		Acquisition des biens et services	40 035	5 419	34 616	13.54
4	2	4		Projet 1 : Projet équipement des maisons des femmes	93 000	18 579	74 421	19.98
				Total 5	218 813	82 470	136 343	39.59

Analyse: L'écart 136 343 s'explique par la coupe budgétaire sur le chapitre des frais de transport. Le taux d'exécution financière des projets et activités est de 39,59%.

Difficultés: La rétention des crédits.

Mesure : La mesure à prendre serait : d'éviter la rétention budgétaire

Tableau II.2 Exécution financière 2022 par Activités

Action 01 : Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant					
	Activité	2022			
		Prévu	Réel	Ecart	Taux en%
1.1.1	Dépouillement des demandes d'appui en matériels et équipements de production	2 500	0	2 500	0.00
1.1.2	Dotation des organisations féminines en matériels et équipements de production	50 000	49 997	3	99.99
	Acquisition de biens et services	20 000	23 044	3 044	115.22
1.2.1	Organisation des appels à manifestation d'intérêts, appels à proposition de plans d'affaires ou de demandes d'appui	200	0	200	0.00
1.2.2	Dépouillement des propositions de manifestation d'intérêts, de plans d'affaires ou de demandes d'appui	15 000	0	15 000	0.00
1.2.3	Réunions de cadrage, de validation et du Comité de pilotage du FAFE	15 000	0	15 000	0.00
	Financement des plans d'affaires d'AGR/PME/PMI	150 000	0	150 000	0.00
1.2.5	Organisation de table ronde pour la mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF	2 000	0	2 000	0.00
	Participation à la mise en œuvre des activités avec les	50 000	37 300	12 700	74.60
	Accompagnement des cibles du FAFE (appui-conseil)	10 000	0		0.00
2.1.1	Renforcement des capacités des cibles du FAFE	100 000	88 862	11 138	88.86
2.1.2	Renforcement des capacités du personnel de la CT-FAFE	20 000	39 636	19 636	198.18
2.2.1	Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles	10 000	0	10 000	0.00
2.2.2	Suivi des activités commerciales et promotionnelles	10 000	0	10 000	0.00
2.3.1	Accompagnement à la création d'AGR/PME/PMI	30 000	0	30 000	0.00
2.4.1	Accompagnement à l'apprentissage de métiers et à la création d'emplois pour les filles	10 000	0	10 000	0.00
3.1.1	Accompagnement d'enfants, de regroupements et de structures dans le cadre de la réinsertion socio-économique des enfants en situation difficile	90 000	36 250	53 750	40.28
3.2.1	Appui à l'encadrement des filles en situation difficile	10 000	9973	27	99.73
3.3.1	Appui à l'encadrement des garçons en situation difficile	10 000	4909	5 091	49.09
4.1.1	Mission de suivi des actions financées par le FAFE	10 000	7 112	2 888	71.12
4.1.2	Mise en place d'un sous-système d'information et de gestion du FAFE	5 000	0	0	0.00
4.2.1	Mission de supervision des bénéficiaires	6 000	2 862	3 138	47.69
4.3.1	Mission d'évaluation des partenaires de mise en œuvre	5000	0		
4.4.1	Mise en œuvre des activités de communication pour une meilleure visibilité du FAFE	17 500	0	0	0.00
	Total	650 000	299 944	350	46.15

Programme 3.003

Evolution: Au titre de l'année 2022, l'exécution financière des activités de l'action «Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant» a été partiellement réalisée. Sur **650 000** prévus, **299 944** ont réellement été mobilisés, soit un taux de 46.45%.

Analyse: L'exécution financière des activités de l'action « Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant » a été partiellement réalisée. Dix (10) activités sur vingt-quatre (24) prévues, ont pu être réalisées avec les fonds mis à disposition par le Budget National.

Difficultés : Comme difficultés il faut noter :

- la mise à disposition tardive des fonds ;
- la rétention la retention budgétaire ;
- la crise socio-politique et sécuritaire que traverse le pays.

Mesure:

Comme mesures correctives, il serait souhaitable de diligenter la mise à disposition des fonds pour permettre la réalisation effective et efficiente des activités.

Liste des projets sensibles au genre les plus importants

	Programme de Développement des Plateformes Multifonctionnelles pour la Lutte contre la Pauvreté;
2	Réhabilitation des Centres d'Autopromotion des Femmes;
3	Projet appui promotion de la femme rurale;
4	Programme d'Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agrosylvopastorales et le Karité;
5	Programme d'Appui Diversification, Valorisation (filiales porteuses) ;
6	Equiperment de la maison des femmes et des enfants;
7	Lutte contre Abandon Enfants;
8	Construction et Equipment du CAPF;
9	Aménagement de l'espace loisir de la cité des enfants;
10	Appui valorisation filiales porteuses.

Tableau II.3 exécution financière 2022 par Projet

(En Milliers de FCFA)

Liste des projets sensible Genre					
Activité Programmées					
1	Platef.Mult.Fonct.Lutte contre pauvreté mr	142500	134657	7 843	96,60
2	Appui valorisation filiales porteuses	142500	142489	11	99,99
3	Equiperment maisons des femmes et enfants	95000	94936	64	99,93
4	Projet réhabilitation centre lutte contre excision	142500	138027	4 473	96,86
5	Appui autonomisation femmes filière sagro-sylvo-	139500	137230	2 300	98,37
6	Projet appui promotion femmes rurales	237500	231586	5 914	97,51
7	Rehabilitation centres autopromotion femmes	137662	122833	14829	89,22
8	Lutte contre abandon enfants	95000	90608	4 392	95,37
9	Construction/ équipement pouponnière Bamako	190000	189492	508	99,73
10	Aménagement espace loisirs cite des enfants	285000	157836	127164	55,38
Totaux		1607162	1439694	167468	89,57%

2.1.1.3. Planification et Budgétisation des programmes et actions sensibles au genre

Le document de Politique Nationale Genre constitue le référentiel du MPFEF en matière de planification. Comme-ci-dessus, vu que l'analyse de catégorisation n'a pas encore été menée, ce rapport focalise sur la planification et budgétisation des programmes qui sont clairement liés à l'égalité de genre (2.059 et 3.003).

Tableau III-1 Budget genre: Dépenses ciblant directement et indirectement l'égalité de genre L'analyse de catégorisation qui sera faite pour le RG24 permettra de distinguer les dépenses avec un lien indirect au niveau des activités. Pour RG23, on présente la planification des programmes les plus évidemment liés à l'égalité de genre 2.059 et 3.003.

(En milliers de FCFA)

Ministère	Exécution	Budget	Previsions		
			2024	2025	2026
Programme/Objectif	2022	2023	2024	2025	2026
Action	2022	2023	2024	2025	2026
Détail					
2.059: Promotion de la Femme	1 567 629	2 662 651	1 434 651	1 587 692	1 705 256
Action 01 Amélioration des conditions de la femme	857 304	2 375 768	1 247 768	1 382 645	1 479 500
Action 02 Formation et Education de la Femme	710 324	286 883	186 883	205 047	225 756
3.003 Appui à l'Autonomisation de la	299 944	650 000	650 000	850 000	965 000
Action 1 : Autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant	299 944	650 000	650 000	850 000	965 000
Total	1 867 573	3 312 651	2 084 651	2 437 692	2 670 256

Tableau III-2- Programmes stratégiques pour la BSG

(En milliers de FCFA)

MPFEF	Exécution 2021	Exécution 2022	Budget 2023	Previsions	
				2024	2025
Programmes					
Programme 2.059	637 242	1 567 629	2 662 651	1 434 651	1 587 692
Programme 3.003	507 808	299 944	650 000	650 000	850 000
Total	1 145 050	1 867 573	3 312 651	2 084 651	2 437 692

Analyse :

Le Programme : 2.059 Promotion de la Femme

a) Présentation stratégique du programme :

Ce programme vise à améliorer le statut social, économique, juridique et politique de la femme.

A cet effet, il est chargé de :

- améliorer le statut social et économique de la femme ;
- promouvoir les droits sociaux, juridiques et politiques de la femme ;
- améliorer les cadres de concertation et de partenariat ;
- s'assurer de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes genre au niveau central et décentralisé.

a. Présentation détaillée des objectifs du programme :

Le cadre de performance du programme 2.059 est bâti autour de quatre objectifs spécifiques suivants :

- développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation;
- mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision ;
- améliorer les cadres de concertation et de partenariat ;
- s'assurer de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes au niveau central et déconcentré.

Le Programme: 3.003A ppuià l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement del 'Enfant

a. Présentation stratégique du programme :

Ce programme vise à contribuer à l'autonomisation de la femme e tà l'épanouissement de l'enfant.

b. Présentation détaillée des objectifs du programme :

Les objectifs spécifiques du PAAFE sont :

- Accroître le potentiel économique des femmes ;
- contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique;
- contribuer à l'épanouissement de l'enfant ;
- assurer le suivi-évaluation des activités du PAAFE.

Tableau III-3 Effectifsexo-désagrégé selon la fonction (BCS)

Tous les ministères pilotes Fonction	Total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% Femmes sur le total
1. Ministre	01	00	01	100
2. Secrétariat Général	01	01	00	
Secrétaire Général	01	01	0	0
Conseillers techniques	06	03	03	50
Personnel service courrier (Sp)+chauffeursetplanton	14	07	07	50
3. Cabinet du ministre				
Chef de cabinet	01	01	00	0
Chargés de mission	05	00	05	100
Attaché de cabinet	01	01	00	0
Secrétaire particulier	02	00	02	100
4. services centraux				
4.1 Direction nationale DNPF, DNPEF, DFM				
Directeurs nationaux	03	01	02	67
Directeurs nationaux adjoint	03	02	01	33
Chef de division	11	07	04	36
Chef de section	09	04	05	56
Chargé de dossier	24	10	14	58
Personnel du support+ chauffeurs secrétaires planton	7	1	06	86
4.2 Services rattachés au niveau central (CNDIFE, SP-PNG, PNVBG, CADD, CAK, CAPF)				
Directeurs nationaux	6	3	3	50
Directeurs nationaux adjoint	1	0	1	100

Chef de division	10	6	4	40
Chef de section	22	12	10	45
4.3 Projetset				
Co-ordinateur	3	1	2	66
Chargés de dossiers	5	2	3	67
4.4 personnel EPA				
Cité des Enfants				
Directeur	01	0	1	100
Directeur adjoint	01	01	0	0
Chef de bureau accueil	01	0	1	100
Chef de Service	05	03	02	43
Chef de sections	20	6	4	20
Comptable/gestionnaire	01	0	1	100
Régisseur	02	01	01	50
Secrétariat particulier	01	0	01	100
Chef secrétariat	01	01	0	0
TOTALGENERAL	221	116	105	47,5

MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL

INTRODUCTION

Le Gouvernement du Mali a adopté, le 24 novembre 2010, la Politique Nationale Genre constituant le cadre global de référence en matière de promotion d'égalité femmes/hommes. Elle se donne comme vision « une société démocratique qui garantit l'épanouissement de toutes les femmes et de tous les hommes grâce au plein exercice de leurs droits fondamentaux, à une citoyenneté active, participative et à l'accès équitable aux ressources, en vue de faire du Mali un pays émergent fort de sa croissance et fier de ses valeurs de justice, de paix, de solidarité et de cohésion sociale ».

Aussi, l'un des axes stratégiques de la PNG (axe N°4) précise la mise en contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision.

Fort de cette vision et de la transversalité de ses attributions, le Ministère du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue Social doit jouer un rôle majeur dans la mise en œuvre de la PNG à travers ses différentes politiques. Le Ministère prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue Social. Pour cela, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la promotion du dialogue social, la prévention et la gestion des conflits collectifs ;
- la coordination des rapports du Gouvernement avec les organisations syndicales et patronales ;
- l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle de la législation du travail dans le secteur privé ;
- les mesures de lutte contre le travail des enfants, les discriminations et les harcèlements dans les lieux du travail ;
- l'élaboration, l'application ou le contrôle de l'application des règles relatives à l'emploi du personnel civil de l'Etat et des organismes publics de l'Etat ;
- l'élaboration, et la mise en œuvre de la politique salariale et de rémunération de l'Etat ;
- l'amélioration de la performance du personnel civil de l'Etat et des organismes publics de l'Etat ;
- l'élaboration et l'application des règles relatives à la détermination de la représentativité et de la légitimité des organisations syndicales ;
- la gestion du personnel relevant du statut général des fonctionnaires.

Pour atteindre l'objectif de la prise en compte du genre dans les domaines susmentionnés, un Comité Sectoriel d'Institutionnalisation de la Politique Nationale Genre est créé à son sein et a pour mission de suivre la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre au niveau du département.

A cet effet, il est chargé de dresser l'état des lieux des initiatives du ministère en matière de promotion d'égalité des sexes, d'examiner les problèmes du genre propres au département, de veiller à la prise en compte des questions de genre dans la formulation des Politiques Publiques et de produire un rapport semestriel.

I. ENJEUX – ET GAPS A COMBLER

a) Enjeux

Parmi les enjeux-genre on peut souligner entre autres :

1. Sous-représentativité des femmes:

1.1. Dans la Fonction Publique

Catégories	Hommes	Femmes	Total	% H	% F
A	13 537	3 269	16 806	80,5	19,5
B2	7 163	3 873	11 036	64,9	35,1
B1	2 918	2 890	5 808	50,2	49,8
C	6 118	2 662	8 780	69,7	30,3
Total fonctionnaires	29 736	12 694	42 430	70,1	29,9
Total Contractuels	7 003	3 145	10 148	69,0	31,0
Total général	36 739	15 839	52 578	69,9	30,1

Source : Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel

1.2. Au niveau des postes de responsabilités

- Quatre (04) Directeurs centraux : trois (03) hommes, une (01) femme,
- Vingt (20) Directeurs régionaux,
- Dix-neuf (19) chefs de divisions : douze (12) hommes et sept (07) femmes,
- Trente-trois (33) chefs de section: six (06) hommes et vingt-sept (27) femmes.

C'est donc au niveau des sections que les femmes sont majoritairement représentées (voir l'effectif sexospécifique désagrégé selon la fonction).

1.3. Au niveau du recrutement

◆ Statistique des candidats inscrit et admis par sexe

Sexe	Inscrits	Admis
Masculin	30 765	526
Féminin	32 912	281
Total	63 677	807

Source : Centre National des Concours de la Fonction Publique

◆ Statistique des candidats inscrit et admis par sexe et par catégories

Catégories	Inscrits			Admis		
	Général			Général		
	M	F	T	M	F	T
A	3 996	2 233	6 229	149	36	185
B2	3 949	3 303	7 252	146	108	254
B1	21 453	25 494	46 946	174	98	272
C	1 367	1 882	3 249	57	39	96
Total	30 765	32 912	63 677	526	281	807
% F		51,68			34,85	

Source : Centre National des Concours de la Fonction Publique

L'analyse de tout ce qui précède montre le nombre très réduit des femmes cadres donc moins présentes dans les instances de prise de décision.

2. Faible dotation budgétaire du département

La dotation budgétaire du département est insuffisante pour les nombreux défis liés à ses attributions : apaisement du climat social, contrôle de la législation du travail dans le secteur privé, lutte contre le travail des enfants et les discriminations et les harcèlements dans les lieux du travail, mise en œuvre de la politique salariale et de rémunération de l'Etat et surtout la coordination des rapports du Gouvernement avec les organisations syndicales et patronales.

b. Gaps à combler

Pour lutter contre la sous-représentativité des femmes au niveau du recrutement, dans la fonction publique, dans les postes de responsabilités et l'insuffisance des ressources financières du département, ces mesures s'imposent :

- appuyer le projet 3F-MLI pour l'étendre au-delà de trois (03) cycles du concours d'entrée à l'ENA : plus il y a de femmes admises à ces concours, plus le nombre de femmes cadres dans la Fonction publique augmente ;
- application de la loi 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre lors des nominations ;
- renforcer la dotation budgétaire du Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social.

II. LES STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE

a. Dispositif législatif et règlementaire

- l'existence de la Loi 92-020 du 23 septembre 1992 (article; L 95), modifiée, portant code du travail, dispose qu'à conditions égales de travail, de qualification professionnelle et de rendement, le salaire est égal pour tous les travailleurs.
- l'existence du Décret n°2021-0662/PT-RM du 23 septembre 2021, fixant les modalités d'application de la loi n° 2018 - 027 du 12 juin 2018 relative aux droits des personnes vivant avec un handicap. Dispose en son article 27: les diplômés vivant avec un handicap font le concours d'entrée à la Fonction publique. A chaque recrutement dans la Fonction publique de l'Etat et des collectivités territoriales un quota de 15% est accordé aux personnes vivant avec un handicap sur la base de l'égalité avec les autres.

b. Activités pertinentes de certaines structures rattachées au ministère

- l'existence d'une section Equité-Genre au niveau de la Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel (DNFPP), chargée d'apporter un appui- conseil aux services publics pour la prise en compte de la dimension genre dans la gestion des carrières des agents publics et d'évaluer les résultats de l'application des mesures en Equité-Genre. De plus, elle pilote un projet intitulé « 3F-Mali: Femmes Futures hauts Fonctionnaires » initié par le département de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et celui du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social avec l'accompagnement de l'Ambassade du Canada à travers le Commissariat au Développement Institutionnel (CDI). Le projet s'étend sur 03 cycles de concours d'entrée à l'ENA.

Il a pour but de galvaniser les candidatures féminines, de mieux préparer les femmes pour booster le taux d'admission des femmes au concours d'entrée à l'ENA.

- l'existence au sein du département de la Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des Enfants (CNLTE) dont la mission est la coordination, le suivi et l'évaluation des projets et programmes de lutte contre le travail des enfants au Mali.

Ces points ci-dessus cités constituent certes des avancées mais, ils demeurent néanmoins insuffisants.

III. EVALUATION DES ACTIONS GENRE EN 2022

- réalisation d'une étude diagnostique des barrières à l'accès et à la réussite des femmes au concours d'entrée à l'ENA;
- réalisation d'une Journée de sensibilisation et d'information pour endiguer les barrières à l'accès et la réussite des femmes au concours d'entrée à l'ENA;
- tenue d'une formation de 149 candidates potentielles au concours d'entrée à l'ENA;
- tenue d'un atelier de rencontre de cadre interministériel de lutte contre le travail des enfants dans les sites d'orpillage et les champs: agricoles Identification de 172 filles dans le travail domestique, cent quinze (115) filles d'entre - elles ont été retirées. Parmi ces filles, dix (10) ont été scolarisées et cent cinq (105) ont été redéployées dans le secteur professionnel.

V. PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRE 2023-2025

Objectif	Résultats attendus	Activités planifiées	Indicateurs	Cible 2024 %	Moyens de vérification	Coût en FCFA	Chronogramme			
							T1	T2	T3	T4
Préserver et consolider la paix sociale	Les cadres sur le genre sont tenus et les informations partagées	Tenue des cadres de concertations du comité sectoriel genre	04	100	Rapports d'activités PV de réunions	1.155.856	X	X	X	X
	Les membres du comité genre sont bien outillés, collectent et analysent mieux les données genre	Formations des membres du comité genre sur les outils de collectes, d'analyse et les méthodes d'intégration du genre dans les politiques et programmes (en deux phases)	02	100	Rapports d'activités	1.291.928		X	X	
	Les membres du comité sectoriel genre, les Directeurs des structures centrales, leurs Adjoints et les chefs de divisions de ces structures maîtrisent mieux les différents aspects des VBG et leurs impacts sur le rendement au travail	Formation des membres du comité sectoriel genre, des Directeurs des structures centrales, leurs Adjoints et les chefs de divisions de ces structures sur les Violences Basées sur le genre (VBG)	01	100	Rapports d'activités	1.028.350				X

Objectif	Résultats attendus	Activités planifiées	Indicateurs	Cible 2024 %	Moyens de vérification	Coût en FCFA	Chronogramme			
							T1	T2	T3	T4
	Mener une sensibilisation au niveau des différentes structures du département pour la prise en compte du genre dans les programmes	Les programmes élaborés dans les différentes structures du département sont sensibles au genre	01	100	Rapports d'activités	1.523.866				X
Total Programme d'activités: 5.000.000 FCFA										

Tableaux des effectifs sexo-spécifiques selon la fonction (BCS)

Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social	Total	Nombre/hommes	Nombre Femmes	% de femmes sur le total
Fonction				
Ministre	01	01	00	00
Secrétaire Général	01	01	00	00
Conseillers techniques	05	04	01	20
Personnel service courrier (SP) + chauffeurs et planton	23	11	12	52,17
Cabinet du Ministre				
Chef de Cabinet	01	01	00	00
Chargés de mission	05	02	03	60
Attaché de cabinet	01	01	00	00
Secrétaire particulier	01	00	01	100
Services centraux				
DNT, DNFP, CNCFP et DFM				
Directeurs nationaux	04	03	01	25
Directeurs nationaux Adjoins	04	02	02	
Chefs de Division	16	09	07	43,7505
Chefs de Section	27	05	22	81,48
Chargés de dossiers	12	04	08	66,66
Services rattachés au niveau central				
CADD et CNLTE				
Directeurs nationaux	02	02	00	00
Chefs de division	03	02	01	33,33
Chefs de section	06	01	05	83,33
Chargés de dossiers	05	01	04	80
Total	117	50	67	57,26

RECOMMANDATIONS

Appuyer financièrement le Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social pour :

- renforcement des capacités des potentielles candidates aux concours de la Fonction Publique,
- réalisation des activités programmées par le Comité sectoriel d'institutionnalisation du genre;
- une sensibilisation au niveau des différentes structures du département pour la prise en compte du genre dans les programmes.

CONCLUSION

Malgré l'existence du Décret n°2014-0368/PM-RM du 27 mai 2014, modifié, fixant le mécanisme d'institutionnalisations, d'orientation, d'impulsion et de suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre et aux recommandations de la deuxième session du Conseil Supérieur de la Politique Nationale Genre du Mali, tenue le 29 mars 2021, la promotion des valeurs égalitaires entre femmes et hommes reste timide au niveau du Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social.

Toutefois, des stratégies innovantes sont développées par le département pour réduire voire même d'éliminer l'écart important entre les femmes et les hommes au sommet des institutions publiques et politiques, gage d'un développement harmonieux et durable.

Chapitre 2 : Accès équitable aux droits sociaux (Services sociaux de Base)

- Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau ;
- Ministère de la Santé et du Développement Social ;
- Ministère de l'Education Nationale ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique ;
- Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable ;
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;

MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

INTRODUCTION

Présentation du Ministère

Suivant le Décret n°2020-0095/PT-RM du 16 octobre 2020, le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de recherche, d'exploitation et de valorisation des ressources minérales, énergétiques et hydrauliques.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- le développement et le suivi des sociétés et industries minières et le renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière de recherche, d'implantation et d'exploitation des mines, des carrières modernes et du pétrole ;
- la mise en place d'une industrie minière par le développement de toutes les fonctions du Secteur ;
- la promotion de la diversification et des potentialités minérales ;
- la recherche et l'exploitation des hydrocarbures ;
- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des conventions minières et des accords d'établissement, en concertation avec les ministres concernés notamment le ministre chargé des Finances et le ministre chargé de la Promotion de l'Investissement ;
- l'encadrement de l'artisanat minier ;
- le développement de la recherche, l'exploitation et la valorisation des ressources minérales et des industries y afférentes ;
- la promotion de la transparence dans les industries extractives ;
- la mise en valeur des ressources énergétiques et la réalisation des infrastructures y afférentes ;
- le suivi et le contrôle de la production, du transport et de la distribution de l'énergie ;
- le renforcement du réseau électrique et de la desserte nationale en énergie ;
- le développement des énergies conventionnelles, nouvelles ou renouvelables ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles applicables en matière d'exploitation et de gestion des ressources énergétiques et hydrauliques ;
- la réalisation d'études de travaux d'aménagement des cours d'eau ;
- le développement de l'accès des populations à l'eau ;
- la maîtrise et l'économie d'énergie ;
- la promotion de la sûreté radiologique et de la sécurité des sources radioactives et des équipements associés sur le territoire national

I. ENJEUX ET GAPS A COMBLER

Les programmes de développement des ressources en eau, énergétiques et minières sont capitaux pour renforcer l'autonomisation économique des femmes et améliorer leur qualité de vie (p.ex. le progrès dans l'accès à l'eau et à l'électricité entraîne une réduction du temps de corvée d'eau et d'autres tâches domestiques telles que préparation des repas, souvent assurée par les filles et les femmes ; les entreprises et chantiers miniers fournissent des opportunités d'emplois aux femmes). Cependant, le département doit faire face à une série d'enjeux qui limitent le potentiel de ces programmes et demanderaient des réponses appropriées pour le renforcer.

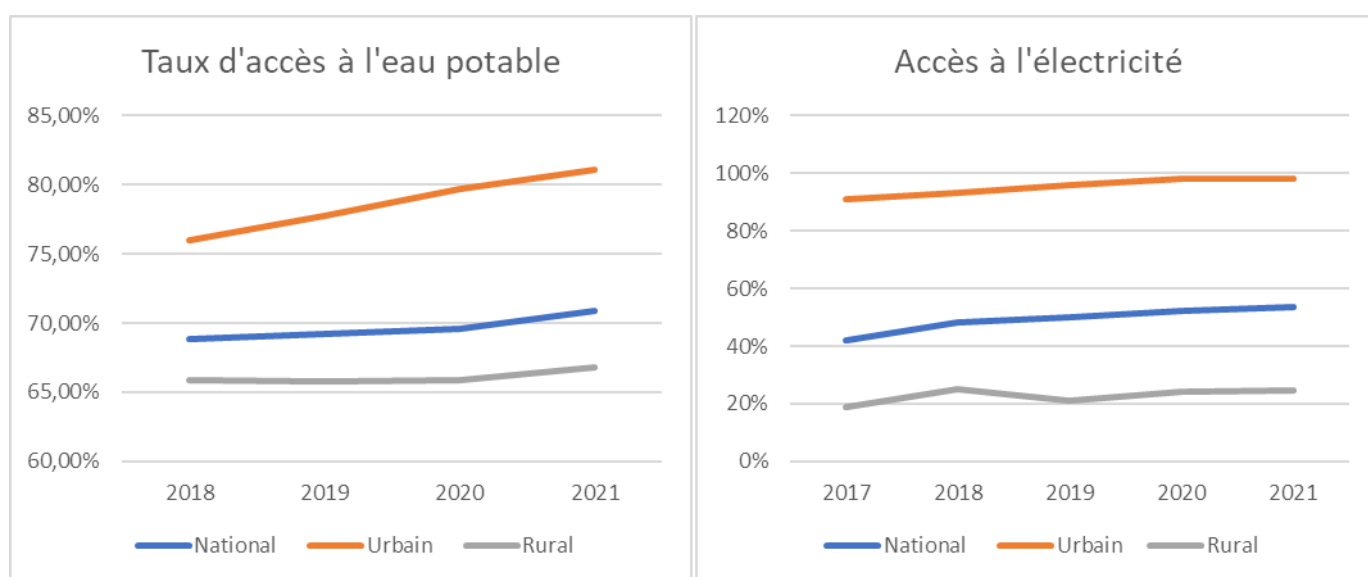
a) Enjeux genre selon les missions officielles du département

Les enjeux genre au MMEE proviennent d'un ensemble de facteurs, dont les normes sociales mais aussi les pratiques qui en découlent même dans l'administration publique. Les inégalités entre genres sont présentes aussi bien au niveau de la population qui est sensée bénéficier des politiques et actions gouvernementales concernant le développement des ressources minières, énergétiques et en eau, mais également au niveau de l'administration publique qui met en œuvre les politiques et les actions. On peut les résumer de la sorte :

- appropriation insuffisante du concept genre et immobilisme culturel dans les mentalités des hommes et des femmes, qui suscite de multiples difficultés pour que les femmes accèdent aux secteurs mines, énergie et hydraulique, et y jouent un rôle plus important ;
- sous-représentation des femmes aux postes de responsabilités et de décision (au sein des entreprises énergétiques, des entreprises minières et des organes de gestion de l'eau, et de l'administration publique), insuffisance du nombre de femmes formées aux filières pertinentes pour les secteurs du département et non prise en compte du genre dans les outils statistiques, de planification, de mise en œuvre et de suivi des activités du département ;
- exposition des femmes aux risques de violence basée sur le genre (VBG) (chantiers énergétiques et d'approvisionnement en eau, exploitations minières, administration) et risques liés à la santé de reproduction suite à l'exposition aux rayonnements ionisants.
- difficultés d'accès des femmes à l'électricité, aux produits et aux équipements économes d'énergie (p.ex. cuisson propre) et à l'eau potable pour les femmes rurales (problèmes de développement) ;

A ces enjeux spécifiques au genre s'ajoutent en effet les enjeux d'expansion de l'accès aux services de base, auxquels le gouvernement s'est engagé à répondre à travers un certain nombre d'actions telles que la relecture des textes fondamentaux des secteurs, la promotion des énergies renouvelables, le Programme Présidentiel de Mesures d'Urgences Sociales d'Accès à l'Énergie et l'engagement d'allouer 5% du budget national à l'eau.

Les graphiques ci-dessous montrent une tendance haussière dans l'accès à ces deux services de base (eau et électricité) au cours de la période 2018-2021.



Cependant, on note aussi que l'écart entre accès en milieu rural et en milieu urbain ne se comble pas vraiment, ce qui limite fortement le potentiel d'autonomisation des femmes rurales.

Dans le secteur des mines, les femmes ont toujours été des actrices clés des exploitations surtout artisanales, mais défavorisées par les normes locales de division du travail les reléguant au plus bas de la chaîne de production ou dans des activités de service peu rémunératrices.

Ces normes sont d'autant plus difficiles à changer que les sites sont contrôlés par les autorités traditionnelles qui se conforment aux coutumes locales. La rentabilité croissante du secteur a accru la marginalisation des femmes, qui sont de plus exposées à de nombreux risques sur les sites miniers, dont les VBG.

Comme dans d'autres secteurs économiques, les femmes ont également moins accès au capital nécessaire à investir dans le secteur. En 2019, selon les données officielles qui sans doute ne représentent pas toute la réalité, la moitié de la main d'œuvre était féminine. Mais le secteur dispose de très peu de données, et notamment il est impossible d'analyser les bénéfices que les femmes retirent du secteur et de les comparer avec la situation des acteurs masculins.

b) Les GAPS à combler

L'évolution des mentalités des hommes et des femmes est un enjeu multisectoriel. Au niveau du département, les gaps à combler ou les mesures qui permettraient de répondre aux enjeux qui concernent plus directement le MMEE sont de plusieurs ordres. On peut les résumer comme suit :

- assurer l'application effective de la loi n°2015-052/du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives ; accroître le nombre de femmes formées aux filières techniques pertinentes en faisant la promotion (information, sensibilisation) auprès des jeunes filles et des femmes et de leurs familles.
- sensibiliser les services du département et les former aux concepts de genre et aux implications en termes de conception, planification, programmation etc. ; s'assurer de la désagrégation par sexe des données collectées par les cellules de planification et statistiques et les services publics en général y compris les structures de mise en œuvre de projets.
- établir des quotas de représentation des femmes et veiller à leur application dans les secteurs du département (systématiser l'application des quotas dans les organes de gestion de l'eau, exiger un quota de recrutement et d'opportunité d'avancement pour les femmes dans les sociétés minières).
- mettre en œuvre des stratégies de développement visant l'expansion de services en zone rurale, dans les secteurs de service du département (approvisionnement en eau et électricité) afin d'étendre les bénéfices qui en découlent en particulier pour les filles et les femmes.
- faire appliquer des mécanismes d'information, sensibilisation, prévention et sanctions contre les VBG à tous niveaux (chantiers d'approvisionnement en eau et chantiers d'installation électrique, sites miniers, entreprises des secteurs, administration).
- mettre à disposition des ressources financières pour s'assurer de la prise en compte des mesures spécifiques dans le cadre de l'exposition des femmes en état de procréation au rayonnement.

II. MESURES ET STRATEGIES SPECIFIQUES ET EVALUATIONS DES ACTIVITES POUR L'EGALITE DE GENRE

a) Les mesures et stratégies spécifiques

Au niveau de l'administration, afin d'assurer une mise en œuvre effective de la Politique Nationale Genre dans les secteurs sous le mandat du Ministère, le MMEE a procédé à la nomination de points focaux genre dans toutes les structures du département, à la mise en place d'un cadre de travail regroupant les points focaux du Ministère, et au développement d'un plan d'action sous la coordination de la Conseillère Technique Genre du MMEE.

Le plan d'actions genre du MMEE vise à capaciter les points focaux genre en matière d'égalité de genre et également à renforcer leur capacité d'intégrer le genre dans les tâches des services (planification, conception/planification/suivi-évaluation des projets, processus budgétaire etc.) en les formant et/ou en les familiarisant avec p.ex. les principaux documents budgétaires. Le plan d'action genre inclut les activités du ministère en vue de renforcer la budgétisation sensible au genre. A ce titre, en 2022 le MMEE a mis en place une organisation des travaux relatifs à la BSG, y compris la préparation du Rapport Genre, qui renforce le lien entre points focaux genre et équipes de programme en charge de la budgétisation par programme.

Dans le secteur de l'eau, un des objectifs spécifiques de la stratégie nationale de développement de l'alimentation en eau potable au Mali est de promouvoir les activités des femmes. De plus, la stratégie opérationnalise la position des femmes au centre du processus de gestion et d'approvisionnement en eau en rendant obligatoire leur intégration dans les organes de gestion. Plusieurs projets intègrent cette obligation en prévoyant des quotas de représentation des femmes dans les organes de gestion de l'eau établis pour les structures d'approvisionnement développées par le projet. Dans certains projets le cadre de suivi-évaluation du projet inclut spécifiquement le respect de ces quotas.

b) Evaluation des activités genre 2022

Tableau II.1 – Evolution/Evaluation des indicateurs genre du RAP 2022

On a souligné ci-dessus l'importance capitale des programmes du département pour l'autonomisation économique de la femme. Malgré cela, il n'y a pas d'indicateurs et d'objectifs sensibles au genre dans les cadres actuels de performance des programmes du Ministère.

Certains indicateurs de programme mesurent le progrès dans l'accès de la population aux services mais le bénéfice qui devrait en découler pour les filles et les femmes n'est pas mesuré. P.ex. dans le secteur de l'eau, plusieurs indicateurs de programme (taux d'accès à l'eau potable, taux de réduction de localités sans EPEM, taux de réalisation de points d'eau modernes pour les autres usages) mesurent le progrès dans l'accès à l'eau mais les bénéfices attendus pour les filles et les femmes (en termes de réduction de temps corvée eau etc.) ne sont pas mesurés. Leur mesure pose la question du choix d'indicateurs appropriés et qu'il serait possible de renseigner à un coût acceptable (p.ex. la réduction du temps de corvée eau est difficilement mesurable autrement que par enquête).

On remarque aussi que certaines exigences genre dans les documents stratégiques ne sont pas capturées dans les cadres de performance des programmes (p.ex. l'exigence de représentation des femmes dans organes de gestion de l'eau formulée par la stratégie nationale d'approvisionnement en eau potable).

c) Exécution financière des activités genre 2022

Le MMEE a commencé un processus de catégorisation des dépenses sensibles au genre avec le but d'arriver à un système de marquage (voir encadré ci-dessous). La présentation basée sur cette catégorisation des dépenses de la LF (voir section III.) et le suivi de l'exécution des dépenses de l'année écoulée (ci-dessous) sont des éléments importants de la budgétisation sensible au genre.

Encadré. Catégorisation et marquage des dépenses sensibles au genre

Le MMEE est un ministère pilote pour la catégorisation des dépenses sur la base de critères liés à la budgétisation sensible au genre (BSG). La catégorisation est une étape pour arriver au marquage des dépenses sensibles au genre qui permet de quantifier les dépenses sensibles au genre dans le budget. Le marquage des dépenses sensibles au genre se fait sur la base d'une méthodologie pour laquelle des bonnes pratiques internationales existent qui doivent être adaptées à la situation au Mali. La catégorisation des dépenses a été effectuée et intégrée dans le présent rapport.

La catégorisation des dépenses établit une première distinction entre les dépenses qui contribuent à l'égalité de genre et celles qui ne le font pas. Parmi les premières, on distingue en plus si les dépenses ciblent l'égalité de genre comme objectif principal. Les dépenses qui le font sont classifiées comme "directes" ou bien des "dépenses ciblant directement" l'égalité de genre. Celles qui ne le font pas, mais qui contribuent tout de même à l'égalité des genres au sens large, sont encore distinguées en fonction du lien formel ou non à l'égalité de genre. Par exemple, existe-t-il ou non un objectif, ou un indicateur d'égalité de genre, ou encore, l'égalité de genre est-elle mentionnée dans la documentation du projet ou de l'activité ? Si c'est le cas, un lien explicite indirect avec l'égalité de genre est établi.

Dans les programmes du MMEE, il n'y a actuellement pas de dépenses ciblant directement l'égalité des genres, mais une part assez importante de dépenses qui a un lien indirect à l'égalité de genre, dont la qualité en termes de sensibilité à l'égalité de genre reste à déterminer. Ce lien peut être fort, comme c'est le cas pour le projet Gouvernance dans le secteur des mines, qui a une composante dédiée à l'égalité de genre, poursuit des objectifs en matière de genre et met en œuvre des mesures diverses et variées. Dans d'autres cas, le lien peut être très faible. Par exemple, l'égalité de genre est mentionnée, mais elle n'est pas suivie de mesures significatives. L'analyse qui permet de déterminer dans quelle mesure ces dépenses indirectes sont sensibles à l'égalité de genre n'est pas encore accomplie. Au stade actuel on ne peut alors pas encore se prononcer sur la sensibilité des dépenses catégorisées comme ayant un lien indirect à l'égalité de genre. Les travaux vont continuer et une méthodologie sera élaborée.

Tableau II.2 - Exécution financière en année 2022 par objectif genre

Etant donné qu'il n'y a pas d'objectifs genres dans les cadres de performance des programmes du MMEE, il n'y a pas d'exécution financière par objectif genre en 2022.

Tableau II.3 – Exécution financière 2022 par détails des activités genre

En milliers de FCFA

Intitulé de l'activité	Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)	Exécution financière 2022			
		Prévu	Réel	Ecart (réel-prévu)	Taux %
Programme 1.026 « Administration Générale »					
Projet Gouvernance du Secteur des Mines	Indirect	3 000 000	1 762 000	-1 238 000	58,73
Programme 2.073 « Développement des Ressources Energétiques »					
Projet d'Amélioration du Secteur de l'Energie au Mali (PASEM)	indirect	2 000 000	2 474 000	474 000	123,7
Projet Régional Accès Electricité (PRAE)	indirect	3 000 000	0	- 3 000 000	0
Projet Interconnexion Electrique Guinée-Mali (PIEGM)	indirect	8 090 000	1 569 000	-6 521 000	19,39
Projet Central Hydraulique de Djenne	indirect	3 000 000	0	- 3 000 000	0
Projet Elect. 32 Localités Rurales par Système Hybride	indirect	3 607 000	2 124 000	-1 483	58,88
Projet Systèmes Hybrides Electrification Rurale (SHER)	indirect	1 460 000	5 067 710	3 607 710	347,10
Production Hybride et Accès Rural à l'électricité (PHARE)	indirect	4 000 000	0	- 4 000 000	0
Projet Energie Solaire pour le Développement Rural au Mali.	indirect	2 000 000	115 910	-1 884 090	5,79
Opérationnalisation du Programme de Suivi-Evaluation du Sous-Secteur des Biocarburants	Indirect	185 888	117 484	-68 404	63,20
Programme de Développement Energie Biocarburant	Indirect	500 000	67 519	-432 481	13,50
Programme 2.074 « Développement des Ressources en Eau »					
Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales Eau potable et Assainissement au Mali (PACTEA)	indirect	2 050 000	3 209 596	+1 159 596	156,6
Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique du Bassin du Niger (PIDACC/BN)	indirect	2 521 000	581 126	-1 939 874	23,1
Programme National de Mobilisation des Ressources en Eau/Assainissement AEP Centre Semi Urbains en 1 ^{ère} , 2 ^{ème} , 5 ^{ème} et 6 ^{ème} région	indirect	2 150 000	1 513 944	-636 056	70,4
Etudes d'aménagement du Barrage de Taoussa	indirect	12 500 000	94 540	-12 405 460	0,75
Programme Gestion Intégrée en Eau et développement Usages Multiples Phase II/IDA	indirect	390 000	0	- 390 000	0
Programme Commun Appui à la GIRE (PCA-GIRE)	indirect	2 400 000	441 638	-1 958 362	18,4
Sous-Total EAU	indirect	22 011 000	5 840 844		27%
TOTAL		52 853 888	19 138 467		36%

La catégorisation pour le programme développement des ressources énergétiques doit encore être complétée. Cependant, on peut déjà affirmer qu'il n'y a aucune activité qui a un lien direct à l'égalité de genre.

Dans les trois secteurs du MMEE, seuls des projets d'investissement ont été identifiés comme ayant un lien indirect avec l'égalité de genre. Aucune activité récurrente n'a de lien. Dans certaines activités récurrentes, l'égalité de genre est une préoccupation, mais ce n'est pas formalisé. P.ex. pour l'activité 'Attribution de titres miniers', dans la pratique les autorités exigent de plus en plus que les Plans de Développement Communautaire soient orientés vers la promotion du genre à travers des activités en faveur des femmes, mais sans que ce soit explicite dans les critères d'attribution des titres. Cet exemple montre qu'il serait possible de renforcer l'attention à l'égalité de genre même dans les activités récurrentes du MMEE, en rendant explicites certains aspects existants de ces activités.

Le taux d'exécution des projets déjà analysés comme ayant un lien indirect avec l'égalité de genre (la force de ce lien devant encore être évaluée) est de 36%, ce qui est légèrement supérieur au taux d'exécution de l'ensemble des investissements publics du MMEE qui est de 30,53% (voir RAP 2022).

Les taux d'exécution varient fortement d'un projet à l'autre. Différents facteurs sont à l'œuvre pour chaque projet, notamment : insuffisance d'information sur les prévisions budgétaires des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs), retard dans l'exécution du projet et/ou les déboursements des PTFs ou de l'Etat, manque d'information sur les réalisations sur financement extérieur en fin d'année.

L'encadré ci-dessous résume les réalisations et l'exécution budgétaire de deux des projets apparaissant dans le Tableau II.3 et qui ont été identifiés comme ayant des liens indirects assez forts avec l'égalité de genre.

*Le **Projet Systèmes Hybrides Electrification Rurale (SHER)** illustre bien la contribution du développement des ressources énergétiques à l'égalité de genre. L'électrification de zones rurales isolées permet d'améliorer la sécurité et diminuer les VBG via l'éclairage public, de diminuer le temps de corvée des femmes à travers des équipements électriques économes en énergie, de donner l'opportunité aux filles d'étudier la nuit donc d'augmenter la scolarité des filles, et d'améliorer la santé des femmes à travers l'électrification des CSCOM (y compris à travers l'installation de kits solaires dans les CSCOM/maternités). Dans ce projet l'égalité de genre est également appuyée par des actions de sensibilisation des femmes sur l'installation des équipements et l'importance et les avantages de l'électricité, formation pour les femmes entrepreneurs dans le secteur de l'énergie, et développement d'activités génératrice de revenus (AGR) pour les femmes (p.ex. équipements d'unités de transformation et de commercialisation de produits locaux gérées par des groupements de femmes). La sur-exécution très importante constatée en 2022 provient du fait qu'il y a eu des activités non prévues dans le budget 2022. Le budget pour le suivi des unités de transformations qui était prévu mais pour impliquer les femmes dans le secteur de l'énergie qu'il y a eu d'autres activités. La participation de l'AMADER et ses partenaires aux événements / fêtes (journée internationale, 08 mars, Journée Internationale de la Femmes Rurale JIFR) pour sensibiliser, mobiliser les femmes et les prouver qu'à partir de l'électricité, elles peuvent être autonomes économiquement. L'AMADER en collaboration avec le Programme National Pour l'Abandon des Violences Basées sur le Genre (PN-VBG) a réalisé la cartographie des acteurs intervenants dans la prise en charge des violences basées sur le genre (VBG), y compris l'exploitation et les abus sexuels (EAS) et le harcèlement sexuel (HS) dans le cadre du projet.*

*Le **Projet Gouvernance dans le Secteur des Mines (PGSM)** comprend une composante entièrement consacrée au genre qui représente 8% du budget total du projet (budget total 60 million \$). Dans le secteur de l'ASM au Mali, les femmes ont un contrôle limité sur le revenu du ménage et un accès limité aux moyens de production. La composante genre veut combler les écarts de genre et renforcer l'autonomisation économique des femmes dans l'exploitation minière artisanale en (a) soutenant l'inclusion et la prise de décision participative dans la gestion des revenus miniers; (b) donnant aux femmes les moyens d'acquérir les connaissances et l'assistance nécessaires pour une participation efficace aux associations minières artisanales (p.ex. formation de femmes dans des professions associées où elles ont un avantage comparatif – traitement de pierres semi-précieuses pour bijouterie ou art etc.); et (c) sensibilisant à la résolution des conflits et à la violence sexiste contre les femmes. La dimension genre est également prise en compte dans le soutien aux initiatives locales de passation de marchés en fixant un objectif de 25 % de participation des femmes – qui est suivi dans le cadre de performance du projet. Au-delà de la composante dédiée, le projet inclut des activités genre dans d'autres composantes, telles que la mise en place d'un mécanisme de gestion des plaintes provenant de l'exploitation minière qui couvrira notamment l'enregistrement et le suivi de cas de VBG.*

III. PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRES

Tableau III.1a – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre

Les programmes du MMEE n'incluent pas d'activités qui ciblent directement l'égalité de genre.

Tableau III.1b – Budget genre : Dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre

Le tableau ci-dessous trace les allocations budgétaires ayant un lien indirect avec l'égalité de genre dans le PAP 2024-2026 du MMEE (par exemple des projets avec composantes ou indicateurs de genre, pour l'interprétation et la compréhension des liens indirects voir l'encadré Catégorisation et marquage des dépenses sensibles au genre dans la section ci-dessus).

En milliers de francs CFA

Intitulé de l'activité	Exécution 2022 (RAP 2022)	Budget 2023 (PAP 2023-2025)	Prévisions (PAP 2024-2026)		
			2024	2025	2026
Programme 1.026 « Administration Générale »					
Action 01 : Coordination et pilotage de la politique du département					
Projet Gouvernance Secteur des Mines*	1 762 000	800 000		944 800	916 078
Programme 2.073 Développement des ressources énergétiques					
Action 01 Approvisionnement en Energie					
Projet d'Amélioration du Secteur de l'Energie au Mali (PASEM)*	2 474 000	7 469 000		8 813 420	8 545 492
Projet Régional Accès Electricité (PRAE)	0	0	La 1 ^{ère} phase du Projet est terminée		
Projet Interconnexion Electrique Guinée-Mali (PIEGM)*	1 569 000	3 134 000		3 698 120	3 585 697
Projet Central Hydraulique de Djenne	0	2 134 000		2 518 120	2 441 568
Action 02 Promotion des énergies renouvelables					
Projet Elect. 32 Localités Rurales par Système Hybride	2 124 000	5 391 000	560 000	6 340 096	6 172 747
Projet Systèmes Hybrides Electrification Rurale (SHER).	5 067 710	1 460 000	Le Projet est clôturé le 31 mars 2023		
Production Hybride et Accès Rural à L'électricité (PHARE)	0	1 700 000	Le financement est suspendu (AFD)		
Projet Energie Solaire pour le Développement Rural au Mali*	115 910	2 000 000		2 364 000	2 290 006
Opérationnalisation du Programme de Suivi-Evaluation du Sous-Secteur des Biocarburants	117 484	185 888	185 888	185 888	185 888
Prog Dev Energie Biocarburant	67 519	340 000	300 000	358 632	398 510
Programme 2.074 Développement des ressources en eau					
Action 01 Approvisionnement en Eau Potable					
Programme d'Appui Collectivité Territoriale Eau Potable Assain. Mali (PACTEA III)	3 209 596	1 742 000	75 000	2 050 284	1 994 225
Prog. Integ. Develop. Adapt Changement Clim Bassin Niger (PIDACC/BN)	581 126	3 492 000	150 000	4 099 208	3 999 971
Action 02 Gestion des ressources en eau					
Progr. NI. Mob. Ress. En Eau 1, 2, 3, 5, 6 ^{ème} Région	1 513 944	414 000	100 000	488 934	474 070
Etude Aménagement Barrage de Taoussa	94 540	10 000 000	1 500 000	11 182 000	11 582 734
Projet Gestion Intégré. En Eau Dvpt Usage Multiple Phase 2 / IDA	0	331 000	300 000	349 138	387 961
Programme Commun Appui à la GIRE	441 638	2 255 000	200 000	2 630 974	2 589 078

On remarque qu'un certain nombre de projets seront clôturés lors de la période 2024 – 2026, et par contre aucun projet nouveau n'est recensé. Sans changements, ceci va limiter le taux d'expansion de la couverture en eau potable et électricité, avec pour effet de ralentir également les progrès en termes d'autonomisation économique des femmes et bien-être des filles et des femmes.

Aussi, il est à noter que les chiffres 2024-2026 ne concernent que le financement intérieur.

Effectifs actuels du ministère sexo-désagrégés

Ce tableau présente une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère. Il renseigne donc sur la mesure dans laquelle le ministère met en œuvre les lois n°2014-049 du 18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et n°2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	0	0,00
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0,00
Conseillers Techniques	7	6	1	14,28
Personnel d'appui et autres	24	17	7	29,16
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0,00
Chargés de Mission	5	3	2	40,00
Attaché de Cabinet	1	1	0	0,00
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100,00
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs nationaux	6	5	1	16,66
Directeurs nationaux Adjoints	5	4	1	20,00
Chefs de Division	25	22	3	12,00
Chefs de section	44	34	10	22,72
Chargés de dossier	131	91	40	30,53
Secrétaires	47	8	39	82,97
Personnel d'appui et autres	122	90	32	26,22
4.2. Personnel EPA	175	132	43	24,57
5. Directions régionales et services rattachés	46	43	3	06,52
6. Services locaux		Non disponible		
Total	642	459	183	28,50

Globalement et sur la base des données collectées, les femmes représentent environ 28% de l'effectif total du département. Par ailleurs, elles représentent environ 21% dans les postes de nominations et 82,97% dans les postes de secrétariat.

IV. PERSPECTIVES :

Le MMEE a identifié quelques lignes directrices qui permettront, à moyen terme, de renforcer l'égalité de genre dans les secteurs du département. En premier lieu, en bâtissant sur les acquis du groupe des points focaux genre déjà établi, le département entend créer le comité d'institutionnalisation genre tel que cela est prévu dans les directives gouvernementales, afin de pleinement impliquer la hiérarchie dans la poursuite de cet objectif.

Cela permettra de mieux appuyer le département dans une démarche systématique de budgétisation sensible au genre dans les politiques et actions des secteurs énergie, eau et mines, qui devrait permettre à terme de répondre plus efficacement aux défis genre soulevés ci-dessus tels que les difficultés d'accès des femmes à l'eau etc.

Il s'agira pour ce faire de relire les objectifs spécifiques des programmes et de réaménager l'approche et les moyens des programmes pour une meilleure intégration du Genre. Le MMEE entend également poursuivre le processus d'amélioration de la qualité du rapport genre du ministère.

Renforcer l'implication des points focaux genre dans toutes les étapes clés du processus de planification budgétaire sera crucial pour le renforcement de la BSG et se fera dans la continuation du processus initié en 2021 et ayant connu une organisation plus systématique en 2023 (voir section II.a) ci-dessus).

Enfin, le MMEE entend s'assurer de l'application de la loi N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives en considérant des mesures de discrimination positive en faveur de la promotion des femmes, à égales compétence, moralité, diplôme et ancienneté.

V. RECOMMANDATIONS :

A plus court terme, le MMEE s'attachera à la mise en œuvre des actions suivantes, dont les progrès seront évalués dans le prochain Rapport Genre du département.

La promotion du genre dans toutes les actions de l'administration, ainsi que dans les entreprises des secteurs eau, énergie et mines sera renforcée. Au sein de l'administration cela se fera en poursuivant le processus de sensibilisation et de renforcement de capacités du personnel en la matière, et notamment, en diffusant largement le rapport genre du MMEE et en suscitant des débats sur ses conclusions. Le département visera également la valorisation du leadership féminin en son sein. Des actions spécifiques seront incluses dans le plan d'action genre du département (voir section II.a)) pour prendre ces recommandations en charge.

Le département s'attachera à poursuivre le processus de budgétisation sensible au genre et à intégrer la perspective égalité de genre dans toutes les étapes de la préparation budgétaire notamment en assurant la participation des point focaux genres à chaque étape (réunions en interne, validation). Les cadres de performance des programmes seront revus à la lumière notamment des engagements genre pris dans les documents stratégiques (tels que p.ex. la stratégie nationale d'approvisionnement en eau potable), afin de traduire ces engagements en indicateurs de performance sensibles au genre appropriés pour tous les objectifs des programmes, dans les prochaines programmations.

Cela doit être accompagné par des actions visant à améliorer la disponibilité de données et information pertinente. Le département s'attachera pour ce faire à réviser les fiches de collecte des données utilisées dans les secteurs des mines, de l'énergie et de l'eau en y incluant des formulaires sexo-spécifiques pour la prise en compte du genre. L'incorporation d'un volet Genre sera également exigée dans tous les rapports, études, rapports et dossiers de projets.

En direction des entreprises des secteurs, le département s'attachera à inciter les femmes à investir dans les secteurs des mines, de l'énergie et de l'eau, à travers des actions de sensibilisation, et en entamant des discussions avec les acteurs qui peuvent faciliter l'accès aux capitaux nécessaires (MEF, banques). Dans le secteur mines, la prise en compte du genre sera systématisée en incluant cet aspect dans les critères d'attribution des titres miniers (prise en compte du genre dans les Plans de Développement Communautaire).

Enfin, la prévention et réponse aux risques spécifiques aux femmes dans les secteurs seront renforcées. La capacité des points focaux genre en matière de prise en compte des violences basées sur le genre (VBG) sera renforcée (formation), ainsi que leur rôle dans la mise en place de processus de prévention et prise en charge. Des mécanismes de gestion et de prise en charge des cas de VBG seront systématiquement mis en place sur les chantiers et dans les services administratifs des secteurs. Des actions de sensibilisation au respect des normes en matière d'exposition des femmes en état de procréation aux rayonnements seront menées.

CONCLUSION

Le budget du MMEE ne contient pas de dépenses axées sur l'égalité des genres et les cadres de performance des programmes du département ne contiennent pas non plus de références au genre. Cependant, les documents de politique et stratégies sectorielles dans les secteurs de l'énergie et l'eau font explicitement référence à l'égalité de genre. La 'qualité' de ces références et la façon dont elles se traduisent dans les actions, activités et projets qui mettent les stratégies en œuvre doivent être examinées plus avant. On a également vu que le souci de contribuer à l'égalité de genre est présent au niveau de certains projets et dans certaines pratiques dans le secteur mines – cependant sans que cela soit formalisé à un niveau plus stratégique.

Il reste donc beaucoup à faire pour rendre le budget du département davantage sensible au genre en renforçant le potentiel des actions financées par le budget dans ces trois secteurs afin de contribuer à renforcer l'égalité de genre. Parmi les pistes prometteuses se trouvent la formalisation de pratiques à travers des textes réglementaires, des critères de sélection de projets etc. (p.ex. quotas de représentation des femmes dans les organes de gestion de l'eau, exigence de composante genre dans les Plans de Développement Communautaire à soumettre pour l'obtention de titres miniers), et la relecture d'outils de gestion pour les rendre 'genre sensibles' – p.ex. les cadres de performance des programmes, les formats de collecte de données.

MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

Missions :

Le Ministère de la Communication répond depuis la formation du Gouvernement de la transition (septembre 2020) aux deux ex ministères de la Communication et de l'économie numérique et de la prospective. Ces ex-ministères avaient des missions très succinctes.

Le Ministère de la Communication a pour mission de préparer et de mettre en œuvre la politique nationale dans le domaine de la communication et de l'économie numérique, de préparer et mettre en œuvre la politique nationale dans les domaines des technologies de l'information et de la poste.

L'Etat dans sa réorganisation institutionnelle a renforcé le département en le dotant de la modernisation de l'administration. Cette modernisation de l'administration doit toucher toute l'Administration en termes d'innovation et développement.

A. Les Enjeux genre:

L'inégalité persistante entre hommes et femmes dans les domaines de la communication, de l'information et des nouvelles technologies diminue relativement grâce aux efforts entrepris dans le secteur.

La progression favorable des indicateurs que ce soit pour l'accès à la radio, à la télévision, au téléphone et à l'internet, améliore l'image de la femme dans les médias. Des avancées sont notées dans le domaine de l'information et de l'animation qui donne une image de femme élégante et moderne, impliquée dans sa profession, engagée, compétente, égale à ses collègues masculins.

Aussi, dans le domaine de la publicité et les sketches, les clichés montrant une image négative de la femme s'améliorent, ils montrent de plus en plus les femmes au centre de la décision, participatives, entreprenantes et impliquées.

La modernisation économique et sociale du Mali, à laquelle les femmes prennent une part importante, passera par l'amélioration de l'accès à l'internet, un accès encadré des femmes à l'internet permet de réelles perspectives d'apprentissage, et d'accès à un nombre particulièrement important de documents pédagogiques.

La répartition des effectifs de la fonction publique d'Etat selon le statut, la catégorie et le sexe du département de la Communication en 2022.

Catégorie	Masculin		Féminin		Total
	Effectif	Pourcentage %	Effectif	Pourcentage %	
Fonctionnaire					
A	17	68	8	32	25
B2	5	55,55	4	44,44	9
B1	1	11,11	8	88,88	9
C	1	25	3	75	4
Contractuel					
	16	76,19	5	23,81	21
Total	40	58,82	28	41,18	68

NB : les données démographiques des structures ne figurent pas dans ce tableau.

B. Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre:

- la vision sectorielle à long terme est d'accélérer le processus de développement par une utilisation accrue des TIC, grâce à un accès universel aux technologies de l'information et de la communication de qualité.
- l'objectif stratégique consiste à étendre et améliorer la qualité des infrastructures et services de communication et à assurer l'accessibilité de tout citoyen à un moyen de communication à moindre coût. Les principaux acteurs sont: l'Administration, les PTF, les usagers des infrastructures et moyens de communication existants, les journaux et radios privés, les syndicats et les ONG (Organisations Non Gouvernementales).

Les Partenaires Techniques évoluant dans les TIC sont la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Agence Française de Développement (AFD) avec le projet « Techno ». La Loi sur la Publicité adoptée et sa mise en œuvre entamée pour lutter efficacement contre les clichés dépassés, réducteurs et dégradants qui véhiculent une image négative des femmes.

Mettre la promotion féminine au centre de la communication et du numérique.

Objectif	Indicateurs	Activités 2020	Cible			Activités 2022
			2021	2022	2023	
<p>OBJECTIF1: Promouvoir la prise en charge de la question féminine dans le domaine de la communication et du numérique.</p>	<p>1.1 : Pourcentage de réalisations</p>					<p>1.1.1 acquisition de biens et services au profit des services et des femmes; 1.1.2. Réalisation des missions de suivi et de supervision des activités 1.1.3. Voyages d'étude et d'échanges. 1.1.4. Mise en œuvre des projets de partenariat Développement de partenariats techniques entre les départements sectoriels, les ONG et les PTF. 1.1.5. Réalisations d'activités ORTM, ANCD, AMAP et AGETIC, de plaidoyer et de communication en faveur de la promotion des droits de la femme. 1.1.6. Etudes et recherches.</p>

C. Les mesures spécifiques:

La principale mesure reste l'opérationnalisation du comité sectoriel qui malgré les démarches entreprises tarde à se concrétiser.

Une fois réalisée, cela permettra de dégager un plan d'action avec des indicateurs et des objectifs à atteindre.

Pour l'instant le département en charge de la communication et de l'Economie Numérique n'a toujours pas bénéficié de fonds dédié aux genres malgré la forte implication des femmes dans les activités majeures de développement notamment la promotion des TIC auprès des femmes, des jeunes et des associations TIC réalisée par l'AGETIC, la promotion de l'information et de la communication, l'extension de la couverture TV/FM du territoire national et à la réalisation et la diffusion des paquets pédagogiques par l'ANCD ainsi que la couverture du territoire national en télévision et en radio par l'ORTM.

D. Perspectives:

Dans le cadre de l'opérationnalisation du comité sectoriel, il est prévu :

- l'élaboration d'un plan d'actions;
- des réunions périodiques dans l'année, une fois par mois suivi de l'élaboration de rapports trimestriels;
- trois (03) ateliers de renforcement des capacités en genre et budgétisation sensible aux genres;
- participer à toutes les activités commémoratives (journée internationale de la femme 08 mars, journée panafricaine de la femme 31 juillet, la journée de l'enfance, la lutte contre la violence basée sur le genre VBG);
- analyse statistique (quantitative et qualitative) du genre (les femmes et les personnes handicapées) ;
- organiser deux (02) conférences débats avec les associations féminines de la presse écrite et audiovisuelle qui permettent de mettre l'accent sur le rôle de la femme de la presse dans le traitement de l'information ;
- l'organisation des activités sportives.

E- Les activités réalisées en 2022 :

Elles concernent la célébration des journées commémoratives du 8 mars, du 31 juillet, et la journée de l'enfant Africain dans toutes structures du Ministère.

A la Poste du Mali :

Durant la célébration des 150 ans de la Poste, les femmes de la Poste ont participé à toutes les activités organisées par la Direction générale :

- achat d'uniformes aux couleurs de la Poste du Mali;
- cérémonies d'ouverture et de clôture;
- conférence débat;
- dîner (lancement Post Money);
- causerie débat;
- animation folklorique;
- déjeuner collectif pour l'ensemble du personnel de Bamako.

A L'ANCD :

Les activités réalisées au cours de la célébration de la journée internationale de la Femme sont :

- un film documentaire sur le rôle de la Femme dans la refondation du pays;
- un reportage sur la journée du 8 mars, journée internationale de la Femme;
- un reportage sur la journée du 31 juillet, journée panafricaine des Femmes;
- un reportage sur la journée de l'enfant Africain.

Au Cabinet et DFM :

En plus de la célébration des journées commémoratives du 8 mars, du 31 juillet, les Femmes du cabinet ont été représenté au Siège des Nations Unies à New York pour prendre part à la 67^{ème} session de la Commission de la condition de la Femme qui s'est déroulée du 04 au 18 mars 2023.

Chaque année, sur un thème bien précis, des représentant(e)s des Etats Membres se réunissent pour évaluer les progrès accomplis au niveau de l'égalité des sexes, identifier les défis, établir des normes mondiales et élaborer des politiques concrètes pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à travers le monde.

Le thème de cette 67^{ème} session a porté sur : « **Innovation, évolution technologique et éducation à l'ère numérique aux fins de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles** ».

➤ **Les évènements organisés par le Mali:**

Le Mali a organisé deux panels parallèles de haut niveau, le premier, s'est tenu le 10 mars sur le thème « la technologie numérique au service de l'autonomisation de la femme et de la fille au Mali : les bonnes pratiques ». Plusieurs pays ont participé à ce panel, lancé par M. l'Ambassadeur du Mali auprès de la Mission Permanente des Nations Unies. Le panel a été présidé par l'ancienne Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF) du Mali, Présidente du REFAMP et membre du CNT. Ce panel a permis de constater les actions entreprises par le Gouvernement du Mali dans le cadre du numérique avec des instruments juridiques et institutionnels définissant les orientations, les enjeux et les visions pour la mise en place d'une véritable société de l'information, la Déclaration de politique sectorielle des télécommunications ; le document de Politique Nationale et le Plan Stratégique National des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ; une stratégie pour le développement numérique dénommée « Mali numérique 2020 » ; La Stratégie Nationale de cyber sécurité est en cours d'adoption par le Gouvernement.

Le second panel a été organisé le 14 mars sur le thème « Plateforme nationale sur les Violences Basées sur le Genre (VBG): une base de données innovante et durable sur toutes les formes de VBG au Mali ». Le panel a été co-animé par le concepteur de l'application Men-Engage (Hommes Engagés). Plusieurs pays comme Haïti, le Burkina Faso, le Nigéria, le Ghana et le Madagascar ont participé à ce panel. Il faut noter aussi la présence du représentant du siège du bureau UNFPA à New York.

Le panel a été présidé par le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF) du Mali Mme WADIDIE Founè COULIBALY avec à ses côtés le Ministre en charge du Genre du Burkina Faso. Mme WADIDIE dans son discours, a rappelé l'importance du panel pour le Mali et a remercié tous les PTF pour leur accompagnement permanent et spécifiquement l'UNFPA pour son appui technique et financier dans l'organisation de ce panel.

La représentante de l'UNFPA à New York a remercié le MPFEF et s'est réjoui de l'organisation de ce panel avec l'appui de son organisation et a réitéré son accompagnement.

➤ **Les évènements assistés par la délégation Malienne:**

a) Organisation de la Conférence Islamique (OCI) a organisé une conférence le 08 mars avec comme thème le rôle de la femme dans l'islam. Elle a enregistré des communications de différents pays dont la Turquie, l'Indonésie, la Moldavie, le Koweït, la Jordanie, la Palestine, le Qatar, le Kirgizstan, les Emirats Arabes Unis, le Soudan, les Philippines, l'Azerbaïdjan, l'Afghanistan, l'Australie, la Tunisie, le Pakistan, la Russie, le Sénégal, la Malaisie, l'Arabie Saoudite, le Kazakhstan, le Japon, le Maroc, le Mali, l'OIM et le PNUD.

Les intervenants de ces différents pays dont le Mali, ont fait ressortir des informations très importantes tels que les difficultés auxquelles elles sont confrontées, la promotion de beaucoup de réseaux et plates-formes pour les femmes, un cadre législatif renforcé pour protéger la femme en matière de mariage, de divorce et également garantir les droits des enfants surtout le mariage d'enfants, des initiatives pour améliorer les Conditions d'éducation des enfants, l'islamophobie qui est en train de prendre de l'ampleur et atteindre des proportions inquiétantes avec la discrimination du genre devenue une pandémie mondiale, la loi récente contre les mariages précoces et les MGF votée par certains pays, etc.

b) Le Groupe international des femmes pour la paix le Développement de l'Éducation à la paix à l'ère du numérique (IWPG) à travers la Corée du Sud, siège social du groupe, a organisé le 8 mars 2023 et le modérateur était l'Ambassadeur de la Mission Permanente du Soudan du Sud aux Nations unies. Plusieurs intervenantes et intervenants de plusieurs pays, tels l'Australie, la Jordanie etc. se sont succédé pour faire part des activités en lien avec les TIC et le numérique et de leurs impacts.

c) Le Burkina Faso a Co organisé le 09 mars un panel de haut niveau avec la Zambie, l'Italie, l'Indonésie le FNUAP et l'UNICEF sur le thème « catalyser l'innovation pour fin aux sur les Mutilations Génitales Féminines (MGF) et au mariage d'enfants » Tous ces pays invités ont fait des interventions portant sur l'état des lieux des MGF à travers les statistiques, les réponses nationales, les innovations et les défis de leur pays.

d) l'UN-Women a organisé un side EVENT sur le thème : « favoriser l'innovation inclusive et le changement technologique pour autonomiser les femmes et les filles et créer les espaces numériques plus sûres ». Il s'agit d'enlever les barrières qui empêchent les femmes de réussir et la technologie peut jouer un rôle important au droit des femmes. Les droits dans le domaine digital sont des droits fondamentaux. Les femmes sont moins connues dans les expertises d'innovation et d'entreprise. Il est nécessaire de financer les innovations des femmes pour parvenir à cette équité, il faut penser à créer des technologies dont les femmes ont besoin. Le monde a besoin des scientifiques économistes pour produire. Au cours de ce Side Event, il a été annoncé l'organisation d'une conférence par le Rwanda qui va accueillir plus de 6000 personnes dont les ministres et les parlementaires sur les secteurs d'innovation ou les femmes et filles sont mises de côté.

e) l'Organisation de l'Union Africaine a organisé le 09/03/2023 un événement parallèle sur le Thème : « Accélérer l'éducation des filles et des femmes grâce à des politiques et un financement inclusifs et transformateurs en matière de genre ». L'éducation est le meilleur indicateur qui montre la capacité des femmes, selon plusieurs rapports. L'éducation des filles est nécessaire pour avoir un monde juste. Malheureusement beaucoup de filles sont laissées pour compte.

Des présentations ont été faites sur :

- l'inégalité des sexes et son impact discriminatoire sur le travail. Il y a des inégalités notoires, il est important de s'intéresser aux institutions pour encourager la scolarité des filles et lutter contre la discrimination pour aider les filles à atteindre le niveau secondaire ;
- le maintien des filles à l'école pendant le Covid et après ;
- L'intervention du réseau AFFINA pour amplifier la voix des femmes et filles et les prendre en compte dans le cadre d'un partenariat ;
- L'éducation sensible au genre.

3.7 Rencontre bilatérale :

La Ministre de la promotion de la femme et de l'enfant a rencontré la délégation du Burkina Faso avec à sa tête Mme la ministre.

IV. CEREMONIE DE CLOTURE La Commission de la condition de la femme a clôturé les travaux de sa soixante-septième session en

F- Conclusion :

Le constat général est qu'il existe toujours un écart important entre les hommes et les femmes surtout au sommet des institutions publiques et politiques. Alors il est important d'avoir une vision commune du concept égalité Hommes / Femmes et de la Politique Nationale Genre pour bien appréhender toutes les dimensions liées à la représentativité des femmes dans les postes supérieurs et de décision.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

I. INTRODUCTION

Le Rapport Genre, annexé à la loi de Finances de chaque année budgétaire, est l'un des outils qui opérationnalisent la Planification et Budgétisation Sensible au Genre (**PBSG**) au Mali. Il analyse la dimension genre des politiques publiques, des budgets et leurs impacts sur la population. C'est un outil de suivi des engagements du Gouvernement en matière d'équité de droit pour les femmes et les hommes.

Le rapport genre du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique est élaboré conformément aux orientations de la politique budgétaire fixées par la lettre circulaire n°01207/MEF-SG du 07 avril 2023, fixant le cadre budgétaire pour 2024. Il est fondé sur l'obligation de rendre compte de la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budgets-programmes.

Le Programme Décennal de Développement de l'Education (**PRODEC 2**) et le Plan d'Actions 2023-2027 adossé à la **Politique Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique** marquent la volonté des pouvoirs publics d'inscrire des réformes pour mettre en place un système d'enseignement et de recherche plus performant, au cœur des problématiques de développement, se nourrissant de notre réalité et contribuant à la faire évoluer.

Dans ce cadre, des défis de la promotion du genre sont à relever pour appuyer la **Politique Nationale Genre (PNG)**. En effet, l'intégration de la dimension genre améliore la qualité globale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Elle permet non seulement d'abattre les préjugés sexistes et d'élaborer des productions plus robuste et fondée sur des données probantes, mais elle contribue également à la pluridisciplinarité.

Étant donné que la science et l'innovation sont toujours plus envisagées comme un travail pour et avec la société, être en mesure de refléter la diversité de leurs futurs utilisateurs dès les premières étapes de développement est devenue un critère indispensable.

Les institutions de l'enseignement supérieur participent à la formation des futurs personnels professionnels à travers une formation initiale et continue interdisciplinaire.

Par contre les institutions de recherche étudient un spectre de sujets variés qui ont un impact sur la vie des femmes et des hommes à travers des recherches.

Afin de palier à la production structurelle des inégalités dans le monde de la recherche et de l'enseignement supérieur, il est crucial d'identifier et de modifier les mécanismes qui nécessitent d'être changés. Le genre est un facteur fondamental qui structure l'organisation de la vie et de la Société. C'est pourquoi reconnaître et prendre en compte le genre est une démarche capitale dans l'élaboration des savoirs scientifiques.

II. LES ENJEUX-GENRE

a) **Le niveau de responsabilité des femmes dans les IESRS en 2022**

Le sous-secteur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ne ressort pas un accent particulier sur le genre (**promotion du genre**). Il est difficile de retrouver la précision genre dans les **Documents de Politique de l'Enseignement Supérieur** et celui de la **Recherche Scientifique et technologique**. Mais, il existe de réelle préoccupation en matière de promotion du genre dans le sous-secteur.

Les femmes et les hommes travaillent dans les Institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche **IESR**. Aujourd'hui, au Mali, la proportion de femmes **Recteur, Doyenne** ou **Directrice** d'Institution d'Enseignement Supérieur et de Recherche est relativement faible sinon nulle.

Tableau 1 : Postes de responsabilité occupés par les femmes dans les IESRS de 2022

Postes	Homme	Femme	Total	% Femme
Recteur	4	1	5	20,00
Doyen	13	0	13	0,00
Directeur d'Institution d'Enseignement Supérieur et de Recherche	10	1	11	9,09
Total	27	2	29	6,90

Dans le département de l'Enseignement Supérieur et de Recherche, il est constaté qu'au niveau des 5 universités, seulement **une femme** occupée le poste « **Recteur** », soit **20%** par rapport à l'ensemble des recteurs. Force est de constater qu'aucune femme n'est nommée « **Doyen** » dans les **Facultés**.

Au regard du tableau ci-dessus, on peut aisément observer la faible représentativité des femmes aux postes de responsabilités dans les **Institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche**. Cette situation s'explique par le fait que très peu de femmes arrivent au grade de Maître de conférences ou de professeur constituant un facteur prépondérant l'occupation de ces postes. C'est pourquoi, le département est entrain de sensibiliser les femmes enseignantes-chercheurs.

b) Effectif des étudiants dont proportion de femmes 2022

Le système d'enseignement supérieur du Mali comptait **139 912** étudiants en **2022**, dont **51 330** étudiants femmes dans les Institutions d'Enseignement Supérieur, soit **36,68%** de l'effectif total. Comparativement à 2021, la proportion de filles s'est nettement améliorée en **2022**; elle est passée de **33,03%** en 2021 à **36,68%** en 2022, soit une augmentation correspondante de plus de 3 points de pourcentage. Les filles sont majoritairement inscrites dans les domaines des lettres, langues, droit, sciences sociales et gestion.

Dans les domaines des filières scientifiques de (i) Médecine, pharmacie, (ii) sciences, techniques et technologies; (iii) agronomie; médecine animale), les filles représentent **35,07%** sur un total de **139 888** étudiants. Ce rapport comparativement à **2019**, s'est nettement légèrement amélioré, passant de **34,37%** en 2019 à **35,07%** en 2022.

Tableau 2 : Evolution des effectifs des étudiants par sexe en 2022

Sexe	2021-2022	
	Effectif	%
F	51 330	36,68%
M	88 582	63,32%
Total général	139 912	100,00%

Source : Bulletin statistique de l'effectif des étudiants de la DGESRS en 2022

Tableau 2 : Effectifs étudiants par structure selon le sexe en 2022

Structures	Sexe				Total général
	F		M		
	EFF	%	EFF	%	EFF
USSGB	28 634	39,36%	44 109	60,64%	72 743
USTTB	5 549	36,23%	9 765	63,77%	15 314
US	2 605	35,71%	4 690	64,29%	7 295
USJPB	4 817	41,55%	6 777	58,45%	11 594
ULSHB	6 436	31,18%	14 203	68,82%	20 639
ENETP	357	24,62%	1 093	75,38%	1 450
ENI-ABT	344	15,08%	1 937	84,92%	2 281
ENSUP	157	8,50%	1 691	91,50%	1 848
ESJSC.	38	52,05%	35	47,95%	73
IHERI-ABT	13	23,64%	42	76,36%	55
INFSS	784	55,29%	634	44,71%	1 418
INFTS	406	54,28%	342	45,72%	748
INJS	57	20,21%	225	79,79%	282
IPR-IFRA	1 011	27,99%	2 601	72,01%	3 612
IZSEJ	122	21,79%	438	78,21%	560
Total	51 330	36,68%	88 582	63,32%	139 912

Source : Bulletin statistique de la DGESRS de l'Année universitaire 2021-2022

Tableau 3 : Effectifs par diplôme selon le sexe de 2021-2022

Diplômes	Sexe				Total général
	F	%	M	%	
Diplôme de Technicien Supérieur	60	41,38%	85	58,62%	145
Diplôme d'Etat de Docteur	2 126	17,83%	9 800	82,17%	11926
Diplôme d'ingénieur	77	8,31%	850	91,69%	927
Diplôme Universitaire de Technicien Supérieur	17	13,93%	105	86,07%	122
Diplôme Universitaire Technologique	450	33,96%	875	66,04%	1325
Licence	39 046	38,64%	62 000	61,36%	101046
Licence Professionnelle	9 200	46,74%	10 483	53,26%	19683
Maitrise	23	16,79%	114	83,21%	137
Master	331	7,19%	4270	92,81%	4601
Total général	51 330	36,69%	88 582	63,31%	139 912

Les enjeux genre du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique sont:

- l'insuffisance des activités spécifiques genre dans les plans d'actions des Institutions d'Enseignement Supérieur et de la Recherche;
- la faible représentativité des femmes au poste de responsable dans les institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche;
- l'absence des modules genres dans les curricula de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (**ESRS**) ;
- le manque d'organisation des ateliers sur la promotion genre au niveau de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (**ESRS**);
- la faible prise en compte la dimension du genre dans les productions de la recherche et de l'innovation;
- l'insuffisance de femmes dans le domaine de recherche.

III. LES STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE

L'une des principales orientations du **Programme Décennal de Développement de l'Education (PRODEC 2) 2019-2021** est la réduction des disparités et l'amélioration de l'équité. Ce nouveau programme vise, sur la période **2019-2028**, à assurer le droit des citoyens à une éducation et une formation de qualité à travers un système éducatif inclusif, mieux adapté, cohérent et fonctionnel.

Aussi pour promouvoir le genre en milieu universitaire, il est mis en place le cadre de Concertation Genre Interuniversitaire (**CCGIU**). Conformément à la **Politique Nationale Genre (PNG)** au Mali, le **CCGIU** se bat pour la promotion du genre. Pour elle, la politique nationale du genre stipule l'adhésion obligatoire de la femme dans tous les domaines, en équité avec l'homme.

Pour la réalisation de ses stratégies, certaines actions ont été initiées, notamment la création d'un master en genre booster la promotion de la femme et du genre au Mali. Le master « Genre et développement » comble le vide en termes de formation diplomate en études de genre au Mali. Il contribue à la formation, à la sensibilisation aux enjeux et à la pratique; approche « genre et développement ».

L'initiative est appuyée par plusieurs partenaires dont le Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, **ONU-Femmes**, et plusieurs ambassades. Au regard de la transversalité de la question, le Master Genre et Politiques de Développement est ouvert à tout diplômé de licence, toutes disciplines confondues.

En réponse aux défis de la promotion du genre dans le sous-secteur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique les actions et ou recommandations importantes suivantes sont proposées :

- mettre en place un recrutement et un processus de promotion sensible au genre dans les IES;
- réaliser des audits et mener des évaluations sur l'impact des procédures et des pratiques afin d'identifier l'existence de discriminations et de préjugés sexistes dans les IESR;
- créer un master en genre boosté la promotion de la femme et du genre au Mali;
- conduire une étude sur la problématique du Genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique au Mali;
- renforcer les discriminations positives envers les filles dans l'octroi des bourses;
- encourager les femmes enseignant-chercheurs à postuler aux différentes sessions de la Commission Nationale d'Etablissement des Listes d'Aptitudes (**CNELA**) afin de gravir de grades.

1. Créer un meilleur environnement de travail

Les organismes de recherche et les universités sont également des environnements de travail où les personnels devraient être en mesure de développer librement leurs compétences et de satisfaire leurs attentes. Puisque ces environnements de travail rassemblent des femmes et des hommes, l'adoption d'une perspective sensible à la dimension du genre va ainsi de soi.

Par-delà le respect des règlements intérieurs, le fait d'empêcher les affronts de nature verbale, psychologique et physique autour de la question du sexe représente une nécessité fondamentale à tout environnement de travail qui se veut sûr et favorable à l'égalité des sexes.

La protection de l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle au sein de l'organisation, et la possibilité de répartir et de planifier le travail, sont des conditions qui offrent des avantages aux membres des deux sexes. Ces avantages sont pertinents à la fois aux individus, en termes de bien-être et de motivation, et à l'organisation, en termes d'efficacité et de performance. Qui plus est, un meilleur environnement de travail favorise la rétention et l'acquisition de nouveaux talents. Il participe ainsi à une gestion des ressources humaines plus durable.

2. Attirer et retenir les talents

Les activités de recherche sont très exigeantes en termes de ressources humaines. La formation de chercheuses qualifiées et créatifs / créatives est coûteuse, et faire en sorte que ces personnels exploitent leur plein potentiel prend du temps.

De plus, les organismes de recherche doivent faire face à une compétitivité intense en matière de recrutement. Cela rend d'autant plus importante la nécessité de s'adresser à la totalité du vivier de talents, ce qui comprend les femmes – même lorsqu'elles sont sous-représentées. Il est également nécessaire de retenir le personnel de recherche sur le long terme en leur garantissant la possibilité d'atteindre leurs objectifs et potentiels, autant au niveau personnel que professionnel. On sait désormais que les femmes abandonnent leur carrière scientifique dans une plus grande proportion que les hommes.

La disparition des femmes dans les sciences, un phénomène aussi appelé le « tuyau percé », a un impact considérable: une perte des savoirs, un coût en termes d'organisation et une perspective réduite et limitée dans les productions de la recherche scientifique.

Ce phénomène alimente aussi un cercle vicieux: à mesure que les femmes quittent le monde de la recherche en grand nombre, le monde de la recherche devient de moins en moins attractif pour les femmes. Attirer et retenir les femmes chercheuses dans une économie reposant sur le savoir sont deux actions qui ne peuvent être accomplies qu'à partir du moment où l'on se confronte à l'ensemble du spectre de préjugés et d'inégalités qui rayonne sur le monde de la recherche.

3. Avantages économiques

Il existe différents types d'avantages économiques. Premièrement, la recherche n'est pas seulement exigeante en termes de ressources humaines, mais elle l'est aussi en termes financiers. Les universités et les organismes de recherche se livrent à une haute compétitivité afin d'obtenir des financements publics.

De plus en plus, cette compétitivité est encadrée et arbitrée par des agences de financements qui adhèrent aux objectifs de l'ERR. En complément d'un certain nombre de priorités, les principes de « recherche responsable » et d'« innovation » sont adoptés dans le processus de sélection des candidatures.

Dans ce cadre, l'égalité entre les sexes est toujours plus envisagée comme un critère supplémentaire qui influence l'attribution et l'acquisition de fonds publics. C'est clairement le cas pour les dossiers évalués selon les critères des programmes de travail européen Horizon 2020, mais également au sein de plusieurs États membres, à l'image du Royaume-Uni. Ainsi, la prise en compte de l'égalité des sexes dans la recherche, mais aussi l'adoption de la perspective du genre dans la production de la recherche et ses résultats, peut augmenter la compétitivité des universités et des organismes de recherche.

Deuxièmement, une partie de la recherche est de plus en plus soucieuse, de façon directe, de créer une valeur ajoutée en matière de production, de services et d'exécution des politiques. Constituer des équipes à parité entre femmes et hommes, démarcher des expertises sur la question du genre et adopter la perspective du genre au cours de la mise en place et de la dissémination du travail de recherche peut déboucher sur des avantages spécifiques. Un plus large ensemble de besoins, d'attentes et d'usages sera probablement pris en compte, et les résultats de la recherche pourront gagner en validité. De nouveaux publics cibles, bénéficiaires et utilisatrices / clientes peuvent ainsi être touchés en adoptant la perspective du genre.

4. Excellence et qualité de la recherche

La quête de l'excellence et de la qualité est devenue une préoccupation majeure des organisations de la recherche et de l'enseignement supérieur. Elle est motivée par une compétitivité intense en matière de compétences, de financement et d'innovation.

L'intégration de la dimension de genre dans les productions de la recherche et de l'innovation améliore la qualité globale de la méthodologie de la recherche, des hypothèses, des protocoles et des résultats d'un grand nombre de champs d'études. Elle permet non seulement d'abattre les préjugés sexistes et d'élaborer une recherche plus robuste et fondée sur des données probantes, mais elle contribue également à la pluridisciplinarité. Étant donné que la science et l'innovation sont toujours plus envisagées comme un travail pour et avec la société, être en mesure de refléter la diversité de leurs futures utilisatrices dès les premières étapes de développement est devenue un critère indispensable.

« L'ignorance du genre » (entendue comme le manque de considération pour les questions liées au genre) s'accompagne fréquemment de négligences envers d'autres paramètres sociaux et expérientiels tout aussi pertinents. S'opposer à cette forme d'ignorance, au contraire, suscite une prise de conscience appelant à la prise en compte d'un plus large ensemble de variables au-delà du sexe et/ou du genre.

5. Efficacité et efficience de la recherche

Assembler des équipes diverses en matière de genre permet de réunir une plus grande diversité de points de vue, ce qui contribue à l'augmentation de la créativité et de l'innovation et donc à l'amélioration de la qualité de la recherche. Ces équipes mettent en avant l'intégration, elles sont plus susceptibles d'expérimenter, ainsi que de partager et de créer le savoir.

De plus, les équipes qui observent la parité entre femmes et hommes ont tendance à être plus performantes et manifestent de meilleurs dynamiques de travail et une plus grande productivité. Faire en sorte de préserver la diversité au sein des équipes de travail (en termes de genre, de formation, de nationalité et d'âge, etc.) participe à la création d'une organisation solidaire en améliorant sa réputation et aide à attirer et à retenir de (nouveaux) talents.

6. Critères soutenant le changement organisationnel

Le travail pour l'égalité des sexes est une mission qui appelle à la mobilisation de toutes les catégories de personnel y compris le management, les personnels non-chercheuses et les étudiantes afin de fournir un effort commun capable de susciter le changement. Puisqu'il arrive rarement que ces différentes catégories de personnels soient amenées à travailler en collaboration, cet objectif général représente une occasion de renforcer le sentiment d'appartenance et de participation à une communauté.

De plus, les changements nécessaires pour assurer l'égalité entre les sexes offrent également des avantages en termes de transparence et de responsabilité, de prise de décision, de suivi de carrière et d'évaluation des procédures de recherche. En effet, ces procédures sont souvent influencées par différents types de préjugés et de règles implicites qui peuvent être identifiés et contestés lorsque les personnes sont sensibles à la question de l'égalité des sexes.

Les changements nécessaires pour assurer l'égalité des sexes et assurer l'intégration du genre dans la recherche imposent des délais plus longs avant de pouvoir mesurer leur efficacité. Il faut pour cela envisager leurs impacts au court et au long terme afin que les organismes de recherche s'impliquent de façon durable mais aussi pour faire apparaître plus nettement les impacts qualitatifs et quantitatifs.

Mais ces efforts en termes de suivi peuvent aussi avoir l'avantage de faire apparaître plus clairement ce à quoi ressemble un changement organisationnel réussi, ou manqué. Un dernier point non négligeable: se confronter aux (in)égalités entre les sexes peut aussi constituer une démarche qui s'inscrit dans une stratégie plus vaste visant à aiguiser l'avantage compétitif et à affiner le profil national et international d'une organisation.

IV. EVALUATION DES ACTIONS GENRE EN 2022

Le système d'enseignement supérieur du Mali compte **139 912** étudiants en 2022, dont **51 330** étudiants femmes dans les Institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche, soit **36,69 %** de l'effectif total. Le rapport entre le nombre de filles et de garçons s'est nettement amélioré.

Les filles sont majoritairement inscrites dans les domaines des lettres, langues, droit, sciences sociales et gestion.

Par rapport au suivi des activités genres du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, il se présente dans le tableau ci-après :

Tableau 4 : Suivi et évaluation des indicateurs 2022

Activités	Indicateurs	Valeur d'exécution
Elaborer une stratégie interne genre	Nombre de réunion tenue pour l'élaboration de la stratégie interne genre	0
Désigner les points focaux genre des facultés	Nombre de facultés ayant désignés un point focal	17
Créer et opérationnaliser le MASTER en genre et politiques de développement	Nombre de texte portant création de MASTER en genre	0
Organiser des cours de soutien pédagogiques pour les étudiantes et étudiants en difficulté	Pourcentage des étudiants (es) bénéficiant d'un soutien pédagogique (60%)	0
Définir les critères d'admission aux cours de soutien pédagogique	Nombre de réunion tenue pour la définition des critères d'admission de soutien pédagogique	3
Suivre et évaluer les cours de soutien pédagogique aux étudiantes et étudiants en difficulté	Nombre d'outils de suivi évaluation	2
Construire les toilettes séparées pour femmes/hommes	Nombre de toilettes construites femmes-hommes	200
Mettre en place le système de quota dans la désignation des membres des organes de l'université	Pourcentage de femmes/membres des organes de l'université	20%
Organiser des sessions de formation en genre à l'endroit des enseignants et du personnel administratif	Nombre de sessions de formation organisées pour les enseignants et le personnel administratif	0
Organiser une session de formation en genre à l'endroit des responsables de l'université	Nombre de sessions de formation organisées pour les responsables de l'université	0

Tableau 5 : Suivi et évaluation de la feuille de route du **Cadre de Concertation Genre Inter Universitaire (CCG-IU)** de 2022

Activités	Respon- sables	Structures impliquées	Niveau de réalisation			Observations
			Réalisée	Non Réalisée	En cours de Réalisation	
Résultat I. Renforcement des capacités des acteurs et actrices de l'enseignement supérieur et de la recherche Président : USJPB , collaborateurs : ULSHB, ESJSC, INJS						
1. Former les nouveaux membres du CCG-IU sur le genre	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		
2. Former les recteurs, vice-recteurs Directeurs généraux et Directeurs adjoints des grandes écoles sur le genre	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		
3. Former les enseignant-e-s sur la thématique «genre et éducation »	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		
4. Former les membres du REFUE-MA sur le genre et le leadership féminin	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		
5. Former les membres du CCG-IU en technique de plaidoyer et de lobbying	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		
Résultat II. Information-Communication et Sensibilisation sur le Genre. Président : US collaborateurs : USTTB, IPR/IFRA, ESJSC, INFSS, CFP-STAT						
1. Organiser des séances d'information des étudiant/es sur le genre, le VIH/SIDA, les VBG, et les ODD	CENOU	USTTB, IPR/IFRA, ESJSC INFSS	X			
2. Mettre en place un tableau de bord « genre » pour les IES et le MESRS à partir du SIGE Cocktail	DGESRS	USTTB, IPR/IFRA, ESJSC INFSS	X			
1. Plaider pour la relecture et /ou l'élaboration des Plans Stratégiques des IES avec des « lunettes genres »	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT			X	
2. Plaider pour la création des bourses au mérite « Sciences » pour les filles	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT	X			
Résultat IV. Intégration du genre dans les actions, stratégies, projets/programmes et politique dans l'ESRS. Président : ULSHB , Collaborateurs : US, ENETP, IPR/IFRA						
1. Organiser le concours de la meilleure IES Genre sensible : « Champions Genre »	ULSHB	USSGB, ENETP, IPR/IFRA		X		
2. Mettre en place les Cellules Genre dans les structures de formation et de recherche	ULSHB	USSGB, ENETP, IPR/IFRA		X		
3. Suivre et évaluer la prise en compte du genre dans les IES	ULSHB	USSGB, ENETP, IPR/IFRA			X	
Résultat V. Capitalisation et diffusion des bonnes expériences en matière de prise en compte du genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. Président : ENETP , Collaborateurs : CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX						
1. Organiser des ateliers d'auto évaluation participative de la mise en œuvre de la Feuille de route du CCG-IU 2021	ENETP	CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX			X	
2. Planifier de façon participative la Feuille de route du CCG-IU 2021	ENETP	CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX			X	

V. PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRE

La poursuite des activités du Cadre de Concertation Genre Inter Universitaire (CCG-IU)

Tableau 6 : Les activités de la feuille de route du Cadre de Concertation Genre Inter Universitaire (CCG-IU)

Activités	Responsables	Structures impliquées	Coût	Source de financement	Chronogram-me	Observations
Résultat I. Renforcement des capacités des acteurs et actrices de l'enseignement supérieur et de la recherche Président : USJPB, collaborateurs : ULSHB, ESJSC, INJS						
1. Former les nouveaux membres du CCG-IU sur le genre	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS	35 000	BN, PTF	T2, T3, T4	
2. Former les recteurs, vice-recteurs Directeurs généraux et Directeurs adjoints des grandes écoles sur le genre	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS	35 000	BN, PTF	T2, T3, T4	
3. Former les enseignant-es sur la thématique «genre et éducation »	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS	40 000	BN, PTF	T2, T3, T4	
4. Former les membres du REFUE-MA sur le genre et le leadership féminin	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS	22 000	BN, PTF	T2, T3, T4	Réalisée
Former les membres du CCG-IU en technique de plaidoyer et de lobbying	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS	19 000	BN, PTF	T2, T3, T4	
Résultat II. Information-Communication et Sensibilisation sur le Genre. Président : US collaborateurs : USTTB, IPR/IFRA, ESJSC, INFSS, CFP-STAT						
1. Organiser des séances d'information des étudiant/es sur le genre, le VIH/SIDA, les VBG, et les ODD	US	USTTB, IPR/IFRA, ESJSC, INFSS, CFP-STAT	15 000	BN, PTF	T4	Réalisée
2. Mettre en place un tableau de bord « genre » pour les IES et le MESRS à partir du SIGE Cocktail	US	USTTB, IPR/IFRA, ESJSC, INFSS, CFP-STAT	20 000	BN, PTF	T1, T2	Réalisée
Résultat III. Plaidoyer pour une prise en compte effective du genre dans les projets/programmes et politique de développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (ESRS). Président : DGESRS, Collaborateurs : INFSS, USTTB, ENI-ABT						
1. Conduire une étude sur la problématique du Genre dans	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT	70 000	BN, PTF	T2	Réalisée

Activités	Responsables	Structures impliquées	Coût	Source de financement	Chronogramme	Observations
l'enseignement supérieur et la recherche scientifique au Mali						
2. Disséminer les résultats de l'étude sur la problématique du Genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique au Mali	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT	10 000	BN, PTF	T4	
3. Plaider pour la relecture et /ou l'élaboration des Plans Stratégiques des IES avec des « lunettes genres »	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT	10 000	BN, PTF	T3	
4. Plaider pour la création des bourses au mérite « Sciences » pour les filles	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT	10 000	BN, PTF	T2	Réalisée
Résultat IV. Intégration du genre dans les actions, stratégies, projets/programmes et politique dans l'ESRS. Président : ULSHB, Collaborateurs : US, ENETP, IPR/IFRA						
1. Organiser le concours de la meilleure IES Genre sensible : « Champions Genre »	ULSHB	USSGB, ENETP, IPR/IFRA	60 000	BN, PTF	T2, T3	
2. Mettre en place les Cellules Genre dans les structures de formation et de recherche	ULSHB	USSGB, ENETP, IPR/IFRA	100 000	BN, PTF	T3, T4	
3. Suivre et évaluer la prise en compte du genre dans les IES	ULSHB	USSGB, ENETP, IPR/IFRA	30 000	BN, PTF	T4	
Résultat V. Capitalisation et diffusion des bonnes expériences en matière de prise en compte du genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. Président : ENETP, Collaborateurs : CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX						
1. Organiser des ateliers d'auto-évaluation participative de la mise en œuvre de la Feuille de route du CCG-IU 2018	ENETP	CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX	21 000	BN, PTF	T3	
2. Planifier de façon participative la Feuille de route du CCG-IU 2019	ENETP	CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX	14 000	BN, PTF	T1, T2	

VI. CONCLUSION

La mise en œuvre de la feuille de route n'a pas été satisfaisante au titre de l'exercice **2022** suite à l'instabilité institutionnelle de notre pays et à la pandémie de **COVID-19** et la fermeture des frontières terrestres et aériennes avec les Etats membres de la **CEDEAO**, la suspension de toutes les transactions commerciales et financières entre les Etats membres de la **CEDEAO** et le **Mali**.

Face à ces sanctions, le Ministère de l'Economie et des Finances a entrepris des mesures de riposte notamment le gel de **85%** de toutes les dépenses de fonctionnement des départements ministériels et la **suspension** de toutes les dépenses d'investissements.

Ainsi, ces sanctions ont eu d'énormes impacts sur la mise en œuvre des activités du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

A cet effet notre département de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a constaté des difficultés de réalisation des activités liées au genre grâce à l'insuffisance des ressources financières. Toutefois, le département s'engage à mettre des moyens pour diminuer l'inégalité dans le sous-secteur.

RECOMMANDATION

- le sexisme et le harcèlement sexuel représentent un problème qui est souvent négligé dans les universités et les organismes de recherche. Ceci étant, de récentes analyses réalisées, entre autres, dans des structures européennes financées par des projets pour le changement structurel ont révélé le besoin urgent de mettre en place des plans d'actions pour lutter contre ce problème;
- les institutions peuvent envisager qu'il soit suffisant de répondre au harcèlement à l'aide des politiques et des procédures déjà en place. Cependant, les institutions jugent qu'il est de plus en plus nécessaire de créer des structures dédiées au problème et/ou de concevoir des procédures et des instruments spécifiques pour y répondre. Dans tous les cas, l'institution doit faire savoir explicitement qu'elle ne tolère les maltraitances sous aucune forme, qu'elles soient physiques ou psychologiques;
- des programmes éducatifs sur le harcèlement sexuel et le sexisme peuvent aider à prévenir les risques.
 - assurer l'égalité entre les carrières scientifiques;
 - promouvoir une représentation égale des sexes dans les processus et les organes de décision;
 - prendre en compte la dimension du genre dans les productions de la recherche et de l'innovation;
 - évaluer le suivi de la performance des chercheuses afin d'éliminer les discriminations sur la base de préjugés sexistes.

Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable

I.1 Les missions du ministère :

Le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'Environnement et de l'Assainissement et veille à la prise en compte des questions de Développement durable à l'occasion de la formulation et de la mise en œuvre des politiques publiques.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l'amélioration du cadre de vie des populations ;
- la mise en œuvre d'actions de protection de la nature et de la biodiversité ;
- la lutte contre la dégradation des terres, la désertification, l'ensablement des cours d'eau et les changements climatiques ;
- la préservation des ressources naturelles et le suivi de leur exploitation économique, sociale et durable ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures destinées à prévenir ou à réduire les risques écologiques ;
- la promotion du retraitement systématique des eaux usées ;
- la prévention, la réduction ou la suppression des pollutions et nuisances ;
- l'élaboration et le suivi de l'application de la législation relative à la chasse, à l'exploitation des forêts, aux pollutions et aux nuisances ;
- la sauvegarde, l'entretien ou la restauration des forêts classées et des terres dégradées ;
- la création de nouvelles forêts classées ;
- la diffusion des informations environnementales et la formation des citoyens dans le domaine de la protection de l'Environnement ;
- l'élaboration et l'animation de débats publics sur les questions de Développement durable et environnementales et leurs enjeux pour le Mali.

I. LES ENJEUX ET GAP A COMBLER

1) Enjeux

Les enjeux du genre du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD) portent sur les points suivants :

- l'insuffisance de la prise en compte des activités spécifiques aux femmes dans les plans d'actions des politiques en matière d'Assainissement et de Protection de l'Environnement ;
- l'absence de statistiques désagrégées hommes/femmes en matière de gestion de ressources naturelles et d'Assainissement;
- Faible participation des femmes dans les coopératives de gestion de ressources forestières et la prise en compte insuffisante de leurs besoins réels.

2) Les Gaps à combler :

- avoir beaucoup plus d'objectifs et d'indicateurs sexo spécifiques dans les plans d'action ;
- disposer de beaucoup plus de statistiques désagrégées ;
- changer les critères de gestion des comités de coopératives de gestion des ressources forestières en introduisant un minimum de 30% de quota pour les femmes.

II. LES STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE

Il existe une stratégie genre du PDD-DIN qui est à sa deuxième phase.

Le ministère a désigné un point focal national genre et climat, chargé d'élaborer un plan d'actions national sur la prise en compte du genre et climat.

L'élaboration de la CDN a donné une place importante et transversale par rapport à l'intégration des questions genre, pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les réalisations en 2022 :

Les différents projets et programmes du MEADD ont réalisé des activités sur le genre. Cependant, il convient de signaler que toutes leurs activités n'ont pas pu être mise en œuvre à cause des restrictions budgétaires. Malgré cet état de fait, certaines activités ont fait l'objet de réalisations comme suit :

1) Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) :

En 2022, 1339 activités de la DNACPN ont pris en compte la dimension genre. Elles ont couvert 8 248 734 personnes, dont 3 782 323 femmes, soit un taux de participation de femmes de 46%. Pour les perspectives au titre de l'année 2023, les réalisations intégrant le genre font concerner 1325 activités. Lesdites réalisations et prévisions consignées dans le tableau ci-dessous :

N°	Réalizations dans la prise en compte du genre					Prévisions
	au titre de l'année 2022					
	Désignation	Réalizations	Effectif en 2022			
F			H	Total		
I	Renforcement de capacités des fournisseurs de services	83 sessions de formations des Collectivités territoriales et autres acteurs	21 039	4234	25 273	45
		Les capacités de maîtrise des communes sont renforcées (59 sessions de formations des collectivités territoriales et autres acteurs)	959	1 376	2335	93

N°	Réalizations dans la prise en compte du genre					Prévisions
	au titre de l'année 2022					
	Désignation	Réalizations	Effectif en 2022			
F			H	Total		
II	Journées de sensibilisation pour un changement de comportement	374 journées de sensibilisation pour la gestion des eaux usées et excréta	331 878	253 944	561 246	333
		239 journées de sensibilisation pour le ramassage des ordures ménagères	74 670	87 794	162 464	210
		39 séances de sensibilisation à la Télévision	2 920 737	3 712 877	6 637 614	39
		277 séances de sensibilisation à la radio	372 911	355 240	722 734	358
		189 journées de sensibilisation pour la propreté des canaux d'eaux pluviales	59 980	76 296	136 276	191
III	Les capacités techniques et en ressources humaines de la DNACPN et ses démembrements sont renforcées	72 sessions de formation des agents de la DNACPN	145	615	760	43
		5 voyages d'études	2	15.	17	
		2 stages de perfectionnement	2	13	15	13
		TOTAL GENERAL	3 782 323	4 492 404	8 248 734	1 325

Programme 2.069 : Amélioration du Cadre de Vie des Populations

Objectif	Indicateurs					
	Libellé	Réf	Cibles			
		2022	2023	2024	2025	
Objectif 1 : Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement	1.1 : Taux de réalisation des séances de sensibilisation	100	100	100	100	100
Objectif 2: Assurer l'accès des populations à un service durable d'assainissement	2.3 Taux de ménages raccordés à un réseau d'égouts	100	100	100	100	100

Commentaire : A travers ce programme, nous constatons une progression des pourcentages de réalisation des séances de sensibilisation et le taux de ménages raccordés à un réseau d'égouts.

2) Direction Générale des Eaux et Forêts (DGEF)

Le projet Appui aux Femmes Vulnérables à travers la valorisation intégrée des produits forestiers non ligneux couplé aux activités agroforesteries dans les régions de Ségou et Kita a réalisé trois unités de transformations de beurre de karité dans les communes de Kassaro, Dougouwolo, et Faragouana.

Formation de 3 236 femmes de trois coopératives en technique de transformation de produits forestiers non ligneux dans les communes de Faragouara (Bougouni), Dougouolo (Bla) et Kassaro (Kita) dans le cadre du projet FAO;

386 femmes bénéficiaires de 3 périmètres maraichers dans le cercle de Macina et Mopti dans le cadre du PDD DIN Phase II ;

60 femmes bénéficiaires de deux fermes piscicoles à Macina et Mopti dans le cadre du PDD DIN Phase II ;

90 femmes bénéficiaires de deux fermes avicoles à Macina et Mopti dans le cadre du PDD DIN Phase II ;

266 femmes bénéficiaires de parcelles de plantation dans cadre de l'AGCC Mali2

Programme 2.071 : Protection et conservation de la nature

Objectif	Libellé	Réf	2023	2024	2025
		2022			
4 : Renforcer les capacités des acteurs dans la conservation et la valorisation de la Biodiversité	4.1. Taux de réalisation des séances de CCC	100	100	100	100
	4.4. Taux de réalisations des séances de formations et de recyclages des acteurs de la GRFF	100	100	100	100

3) Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN)

Activités réalisées au cours de l'année 2022	Activités réalisées	Budget prévu	Budget affecté
2.3.2.2 : Poursuivre la vulgarisation et la subvention des foyers améliorés	Néant	0	0
2.2.3 : Sensibiliser et former sur l'utilisation du charbon amélioré	Néant	0	0
2.3.2.5 : Faciliter l'accès à moindre coût des femmes aux technologies appropriées moins consommatrices de bois	Néant	0	0
2.3.2.6 : Renforcer les GIE de femmes	Néant	0	0
2.3.2.7 : Doter les femmes de plates-formes multifonctionnelles	En 2022 le PDD-DIN a doté cent cinquante (150) femmes de trois périmètres maraichers du delta en 3 unités de conservation et transformation de produits agroalimentaire	56 422 000	56 422 000

3.2.2.3 : Former les femmes en technique de production rizicole	Quinze bénéficiaires de PIV dont (5) femmes sont formées en techniques de production rizicole	7 000 000	7 000 000
3.2.2.5 : former les femmes en embouches	Néant	0	0
3.2.2.6 : former les femmes en aviculture, cuniculture	Soixante (60) femmes des deux groupements bénéficiaires des fermes avicoles sont formées en techniques de production avicole	7 000 000	7 000 000
3.2.3.1 : Former les femmes aux techniques modernes de conservation et de transformation agroalimentaire	Cent cinquante (150) femmes des trois groupements bénéficiaires des périmètres maraichers sont formées en techniques modernes de conservation et de transformation agroalimentaire	4 500 000	4 500 000
3.2.3.3 : Former les femmes en techniques modernes de conservation et de transformation des produits d'élevage	Néant	0	0
3.2.3.4 : Doter les femmes en équipement adéquats pour la conservation et la transformation des produits d'élevage	Néant	0	0
3.2.3.6 : Faciliter l'accès aux moyens de transport pour l'écoulement des produits	Néant	0	0
3.2.4.1 : Sensibiliser les leaders et les partenaires pour une meilleure implication des femmes dans les programmes et projets de conservation		0	0

et de restauration de la forêt et de la faune			
3.2.4.2 : Promouvoir la création d'emplois ou AGR pour les femmes dans les activités de conservation	Avec l'implantation des Périmètres maraichers, périmètre irrigués villageois, des fermes avicoles, des fermes piscicoles et des plantations d'arbres fruitiers et de plantations de productions de bois au profit des femmes ont créé au moins 250 emplois pour les femmes dans le delta en 2022	360 298 000	360 298 000
3.2.4.3 Sensibiliser les femmes sur la prévention et la gestion des feux de brousse	Néant	0	0

Perspectives du PDD-DIN pour l'année 2023

MATRICE DES ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE

Activités réalisées au cours de l'année 2021	Activités réalisées	Budget prévu	Budget affecté
2.3.2.2 : Poursuivre la vulgarisation et la subvention des foyers améliorés	Néant	0	0
2.2.3 : Sensibiliser et former sur l'utilisation du charbon amélioré	Néant	0	0
2.3.2.5 : Faciliter l'accès à moindre coût des femmes aux technologies appropriées moins consommatrices de bois	Néant	0	0
2.3.2.6 : Renforcer les GIE de femmes	Néant	0	0
2.3.2.7 : Doter les femmes de plates formes multifonctionnelles	En 2023 le PDD-DIN prévoit de doter cent (100) femmes de deux périmètres maraichers du delta en 2 unités de conservation et transformation de produits agroalimentaire	87 633 000	

3.2.2.3 : Former les femmes en technique de production rizicole	Néant	0	
3.2.2.5 : former les femmes en embouches	Néant	0	
3.2.2.6 : former les femmes en aviculture, cuniculture	Néant	0	
3.2.3.1 : Former les femmes aux techniques modernes de conservation et de transformation agroalimentaire	Deux Cent cinquante (250) femmes de cinq groupements bénéficiaires des périmètres maraichers sont formées en techniques modernes de conservation et de transformation agroalimentaire	10 000 000	
3.2.3.3 : Former les femmes en techniques modernes de conservation et de transformation des produits d'élevage	Néant	0	
3.2.3.4 : Doter les femmes en équipement adéquats pour la conservation et la transformation des produits d'élevage	Néant	0	
3.2.3.6 : Faciliter l'accès aux moyens de transport pour l'écoulement des produits	Néant	0	
3.2.4.1 : Sensibiliser les leaders et les partenaires pour une meilleure implication des femmes dans les programmes et projets de conservation et de restauration de la forêt et de la faune			
3.2.4.2 : Promouvoir la création d'emplois ou AGR pour les femmes dans les activités de conservation	Avec l'implantation des Périmètres maraichers, périmètre irrigués villageois et des plantations d'arbres fruitiers et de plantations de productions de bois au profit des femmes ont créé au moins 120 emplois pour les femmes dans le delta en 2022	264 905 000	
3.2.4.3 Sensibiliser les femmes sur la prévention et la gestion des feux de brousse	Néant	0	

4) Agence pour l'Environnement et le Développement Durable (AEDD)

Activités réalisées en 2022

- **Dans le cadre de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN)**
 - élaboration du programme de la deuxième phase de la CDN en tenant en compte le genre dans les actions prioritaires ;
 - élaboration du plan d'investissement et feuille de route sensible au genre avec ONU Femme ;
 - élaboration du plan d'action genre en cours en lien avec le plan d'action de Lima ;
 - participation d'une vingtaine de femmes à la COP 27 Sharm el Sheikh, Egypte ;
- **Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de la Quatrième Communication Nationale sur les changements climatiques (QCN)**
 - réalisation de l'étude relative à l'analyse genre et plan d'engagement des parties prenantes dans la CDN.

SITUATION DES REALISATIONS 2022 DE L'AEDD DANS LA PRISE EN COMPTE DU GENRE

Réalizations dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2022				
Activité	Bénéficiaires		Cercle	Commune
	Femme	Homme		
1. Programme de Renforcement de la Résilience des Systèmes Agro-Pastoraux du Diombougou (PRRSAPD) : Fonds climat Mali				
Formation de 1665 paysans, sur les mesures de CES/DRS, la RNA et le reboisement.	140	-	Kayes	Diombougou
Formation des femmes sur les techniques de production, de conservation et de commercialisation des PFNL	120	-		
Formation des femmes relais formées en nutrition (préparation de recettes culinaires sur la base des produits locaux) pour les enfants malnutris	90	-		
2. Projet Agro-sylvo-pastoral et piscicole intégré pour le renforcement de la résilience des populations et la restauration des écosystèmes dans les cercles de Kati, Bla, San et deSégou.				
Formation des avicultrices aux techniques d'aviculture familiale améliorée et dotées en coqs géniteurs de race améliorée dans les trois communes.	-	-	Yanfolila	

3. Projet d'Appui au Renforcement des Capacités de Résilience de 3 communes (à Ségou et Koulikoro) à travers l'adoption de pratiques et technologies agropastorales et piscicoles et de protection de sources d'eau résilientes (PARCR)				
Diversification des activités génératrices de revenus pour les communautés vulnérables (un ouvrage hydro-agricole à Faraba avec plus de 600 producteurs jeunes pour les activités génératrices de revenus,				Faraba, Kassoumbougou Sokourani
Réalisation de quatre périmètres maraîchers dotés de forage,				
Formation de 150 producteurs maraîchers de trois village et creusement de quatre puits dans les périmètres maraîchers				
Formation de 100 producteurs maraîchers du village sur les techniques de maraîchage,	60 femmes et 40 jeunes			Faraba
Formation de 100 producteurs de banane sur les techniques culture et conservation de banane				Kèmè-Kafo
4. Projet de Développement Agro-Sylvio-Pastoral au profit des femmes et des jeunes au Nord du Mali (PDASP)				
Formation de 360 personnes sur les techniques de DRS/CES	191	169		
Installation de 6 périmètres maraîchers de 1 ha chacun au profit de 199 bénéficiaires dont 70,35% dans deux villages	140	59		
Formation de transformatrices sur la transformation des produits agricoles	30			
Équipement des Femmes en matériels et équipement de transformation.	65			
Formation des transformatrices sur les techniques de séchage et de conservation des légumes.	30			
Formation de bénéficiaires femmes techniques de	140			

repiquage, de conservation et de commercialisation du bourgou.				
Formation, encadrement au niveau des périmètres maraîchers. Dotation des matériels et équipements ainsi que des semences aux femmes	108			
5. Projet de Développement et de Diversification des Moyens de Subsistance Stables et Résilients au Changements Climatiques (PDDMSSRCC) dans les régions de Mopti et Ségou, Bandiagara et Baraouéli				
Installation de 60 périmètres agroforestiers (15,75 ha) au profit de groupements de femmes pour le maraîchage.		-	Bandiagara, Baraouéli	Ségou, Mopti
Formation de sur les techniques DRS/CES permettant l'édification de 78 6870 mètres de cordons pierreux et 78 demi-lunes	180		Baraouéli, Bandiagara,	Ségou, Mopti
6. Projet de Renforcement de la Résilience du Système Educatif comme alternative de prévention et de lutte contre les changements climatique (PRRSE) Bandiagara, Bankass, Kati, Kita, Kolokani et district de Bamako				
Formation, animation et sensibilisation pour renforcer les compétences des acteurs éducatifs pour l'adoption des bonnes pratiques, et ont également touché environ 23 756 personnes des communautés	9 160			
Réalisation de 13 périmètres maraîchers et mares dans les communes d'intervention du dit projet.				
7. Projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable des communautés dans la région de Mopti par une source d'énergie photovoltaïque cercle de Bandiagara, Bankass et Koro				
Nombre de personnes formées dans la gestion des points d'eau	61	176	Bankass	Baye

8. Projet d'appui à la maîtrise des eaux de surface et des eaux souterraines pour l'amélioration de la résilience des systèmes de production agrosylvopastorales face aux changements climatiques dans les régions Kayes, Cercle de Nioro du Sahel, communes rurales de Diaye Coura, Gavinané, Nioro Tougoumé Rangabé et la commune urbaine de Youri				
Formation de 21 personnes sur la maîtrise d'ouvrage, qui a servi à construire avec l'appui de la mairie dix digue filtrantes en gabion dans leur mare pour freiner l'écoulement des eaux de ruissellement.	5	16		
-Formation de 27 participants sur les techniques de production des cultures maraîchères et sylvicoles ; - Formation de 30 participants sur les techniques de production des cultures maraîchères et sylvicoles.	15 25	12 15		-Nioro Tougoune Rangabé et Diaye Coura -Youri et Birou petit
Formation de 20 personnes sur les techniques d'embouche ovine.	16	4		
Formation des femmes en technologie de transformation des produits locaux.	23			
Participation à l'assemblée générale de la mise en place du comité de gestion des FACI (chaque comité est composé de sept membres dont quatre femmes)	4	3		Youri et à Birou Petit
Formation de 24 personnes sur les outils de gestions administrative et financière de la société coopérative.	11	13		
Formation de 11 personnes du comité de gestion de la mare de Hamadi Oumourou sur les outils de la gestion administrative et financière de la société coopérative.	4	7		
9. Projet d'appui à l'amélioration des moyens d'existence durable d'atténuation et d'adaptation des communautés de Pêche face aux changements climatiques (PACP), Région de Ségou, cercles de Barouéli, Bla, Macina, San et Ségou				
Installation de 2 cages flottantes pour améliorer les capacités de production de 400 personnes organisées en deux coopératives.	225			
Formation de 24 personnes (représentants de 6 groupements et agents				

techniques) sur les techniques de pisciculture en cage et en étang.				
10. Projet d'appui à la Sylviculture et à l'Autonomisation Agro -économique et énergétique des Jeunes et des Femmes dans les communes rurales de Siby et de Bancoumana (PARSAF) Région de Koulikoro, cercle Kati, Communes de Siby et Bancoumana				
Dotation de 963 femmes en foyers et formation de 100 femmes sur leur utilisation				
Formation de 100 (hommes et femmes) en production de plants et techniques de reboisement, et 72 jeunes recyclés sur ces techniques. 162 personnes (dont 62 femmes) ont été formées et sensibilisées.				
Formation de 72 hommes sur les AGR, la commercialisation des produits maraîchers et la production du miel.				
11. Projet Agro-sylvo-pastoral et piscicole intégré pour le renforcement de la résilience des populations et la restauration des écosystèmes dans les cercles de Kati, Bla, San et de Ségou.				
Appui financier à 10 organisations de femmes et 5 organisations d'éleveurs pour mener des AGR ;				
Fourniture de 124 équipements de transformation et de conservations agro-alimentaires ;				
50 kits de produits phytosanitaire et 5 kits vétérinaires fournis à 15 organisations féminines et d'éleveurs, Construction de 3 points d'eau et de 4 étangs piscicoles et diffusion des informations climatiques auprès des agriculteurs dans les cercles de Kati, Ségou, Bla et San.				

12. Initiatives pour une réduction des effets néfastes des changements climatiques dans le cercle de Nara.				
Mise en place de 12 systèmes d'hydraulique villageois améliorés dont 3 dans la commune de Fallou, 4 dans la commune de Niamana et 5 dans la commune de Dilly.				
mise en place 9 comités de gestion et 3 comité redynamisés, composés chacun de 5 personnes dont 40% de femmes ;				
Réalisation de 9 étangs piscicoles en collaboration avec les communautés ainsi que 6.75 ha de périmètre maraîcher.				
13. Projet de réduction de la vulnérabilité des populations dans les Cercles de Yélimané et Nioro du Sahel, région de Kayes « WELETAARE ».				
Mise en place 8 comités villageois de gestions des points d'eau constitués de sept membre	3	4		
Clôture de 8 mini fermes et permettent déjà aux groupements d'entamer leurs AGR et réalisation de 8 forages bien équipés .				
Formation de 400 maraîchers (femmes et jeunes) sur les bonnes pratiques et techniques maraîchères, et dotés de semences.	240F et 160J			
14. Renforcement de la résilience des groupements de femmes et de jeunes vulnérables face aux effets néfastes des changements climatiques dans les cercles de Djenné et de Tominian				
Renforcement de capacité de 300 bénéficiaires (femmes et jeunes) ont été renforcées à travers 15 sessions de formation dont 3 par thème ;	250F et 50J			
Mise à disposition des semences fourragères aux femmes pour les activités de maraîchage ;	206		Ouan	

Renforcement de capacité de femmes de 3 associations sur les techniques de production piscicole ;	150			
Renforcement de capacité de 200 femmes sur trois thématiques : 100 femmes sur les techniques de conservations et commercialisation des produits forestiers non ligneux (PNLF), 150 femmes sur les techniques de transformation des PNLF, 50 femmes sur les techniques de gestion des outils administratifs et financiers.				
Réalisation de 3 périmètres maraîchers avec trois bassins de stockage réalisés, et un magasin construit au niveau de chaque périmètre maraîcher.			Ouan, Madiama et Konsakuy	
15. Restauration des écosystèmes sahéliens à travers des activités agro sylvo pastorales et aquacoles pour renforcer la résilience des populations dans les communes de Fittouga et Banikane-Narhawa				
Formation de 150 responsables dont 50% de femmes ont été formés et 110 ha de terres dégradées ont été restaurés. 50 pêcheurs ont acquis de nouvelles capacités à travers 2 sessions de formation.				
Accès aux ressources productives y compris les semences adaptées à 1580 producteurs ont un meilleur ce qui a permis de réaliser 40 ha de fixation de dunes, 10 ha de plantation d'espèces à croissance rapide, 20 ha de plantation de bougou, dotation en semences améliorées sensibilisation.	1 130			
Réalisation de 16 points d'eau dont 8 puits traditionnels et 8 puits modernes. Soboundo et Soumpi.				
16. Projet d'appui à la promotion de la transformation de produits agricoles à travers diverses utilisations productives des énergies renouvelables dans dix communes rurales des cercles				

de Djenné, Mopti, Bandiagara, Yorosso, Tominian, dans les régions de Sikasso, Ségou et Mopti				
Formation de 32 groupements de transformatrices soit 1749 membres identifiés et 39 membres de 13 organisations formés sur les itinéraires techniques de transformation des produits agricoles et sur la gestion d'entreprise.	1571	178		
Création de 26 groupes EPC et formation de 688 membres dont femmes	538	-		
Elaboration de 10 plans d'affaires qui a amorcé le processus d'organisation des filières poisson, pâte d'arachide, et beurre de karité, et participation des transformatrices du beurre de karité de Mafounè et du Soumabala à la deuxième édition du forum de Bamako sur les produits forestiers non ligneux : karité et néré.				
Installation de deux unités solaires de séchage et de conditionnement des produits maraîchers à Soroly et Kanian ;				
Installation de sept mini plateformes multifonctionnelles solaires pour divers usages productifs à Kiffosso, Ménamba, Koumbia, Tiou-Tiou, Komina, Mafouné et Tominian ;				
Installation de quatre systèmes de fours améliorés aux mêmes endroits ; formation de 27 jeunes pour l'entretien et la maintenance des équipements d'énergie renouvelable et dotation en trousseau d'outils.				
17. Projet de renforcement des capacités de résilience des communautés vulnérables des huit communes du cercle de Niafunké dans la région de Tombouctou face aux effets néfastes des changements climatiques				
4 périmètres maraîchers réalisés dans 4 villages, 16 producteurs dont 8 femmes formés sur les techniques de conservation et de transformation des produits maraîchers et 32 ha de bourgoutière ont été réalisés ;				

P3.1 :				
Formation de 5 personnes dont deux femmes dans les 16 villages de 8 communes du cercle de Niafunké sur les techniques de réalisation des foyers améliorés en banco. Suite à la formation 532 foyers améliorés ont été réalisés dans 502 ménages.				
18. Projet de renforcement des capacités de résilience des communautés vulnérables face aux effets néfastes des changements climatiques dans les communes de Bourem Inaly (région de Tombouctou) et de Bandiagara, Dourou et Ondougou (cercle de Bandiagara, région de Mopti).				
Réalisation de Forages de 10 m ³ chacun équipés de château d'eau avec kits solaires et bornes fontaines dans la commune de Bandiagara et deux villages de la commune de Bourem Inaly et la mise en place de quatre comités de gestion pour la gestion quotidienne des forages (17 membres dont 9 H et 8 F à Bandiagara, 11 membres à Bournem Inaly et Héwa).				
Formation de 60 pisciculteurs (F et H) dont 30 du village de Bourem Inaly et 30 de Héwa formés en technique d'empoissonnement et de gestion d'étangs.	20	40		
Fusionnement de trois périmètres maraîchers de 0,5 ha autour d'un forage de 18 m ³ chacun à Dourou et Ondougou,.				
Réalisation périmètre maraîcher de 0,5 ha avec bassins de stockage d'eau, une clôture grillagée et disposant d'un forage équipé de château d'eau à Dondougoudah. Formation de 60 producteurs agricoles sur les techniques de production maraîchère.				

19. Appui à l'adaptation aux changements climatiques dans le cercle de Kolokani et la commune de Wassoulou Ballé (Cercle de Yanfolia)				
Aménagement de 2 périmètres maraîchers d'un ha chacun destinés aux femmes et 6 bassins sont construits dans chaque périmètre pour faciliter la prise d'eau.	580	-		
Encadrement des femmes en maraîchage, sensibilisation de 10 000 personnes sur l'utilisation des foyers améliorés en banco,	580			
Formation de femmes en confection des foyers améliorés, vulgarisation de 1 200 foyers améliorés.	580			
20. Appui au renforcement de la résilience de 600 ménages des groupements de femmes dans six communes de la région de Ségou et San, par l'adaptation de leur système de production agro-sylvo-pastorale aux effets des Changements Climatiques (PARF-CC)				
Réalisation des points d'eau adaptés pour la production piscicole (Cinzana, Fatiné, Kamiandougou, Diedougou, région de Ségou, et Dièguèna et Niamana, région de San.				
Octroi de 28,25 ha aux CEPA dans les villages cibles ainsi que 6 ha aux groupements pour la production maraîchère				
Mis en place de 2 454 membres et mise en place de 34 associations d'épargne et de crédit (AVEC) au niveau des CEAP.	1 563	891		
Sélection des femmes pour le ciblage participatif des bénéficiaires des petits ruminants à Cinzana, Kamiandougou, Diédougou, Fatiné dans le cercle de Ségou, et à Djèguèna et Niamana, dans le cercle de San.	40			
21. Programme de Renforcement de la résilience des populations vulnérables face aux Changements Climatiques dans le Delta intérieur du Niger (PREVUCC)				
Aménagement de quatre périmètres maraîchers de 2 ha chacun avec un forage équipé de château d'eau et d'une pompe solaire.				

Dotation de 19 600 kg de semences et petits matériels pour les femmes et formation en techniques maraîchères ;	400	-		
Formation des femmes en technique de transformation et de conservation des produits maraîchers et 4 comités de gestion constitué de 60 membres (100% de femmes) ;	180	-		
Formation des femmes et jeunes en technique de production avicole et animale, et dotation d'un coq et cinq poules locales.	220	-		
Octroi de 171 caprins aux femmes (deux chèvres et un bouc) pour augmenter leur revenu avec un système de revolving.	57	-		
Formation de 120 personnes sur les techniques de pisciculture, réalisation des 6 étangs et magasins à hauteur de 90%.	80	40		
Réalisation d'une adduction d'eau multi village à Sirabougou, rendant l'eau disponible pour 3 000 personnes des villages. Un comité de gestion de 15 membres dont 47% de femmes mis en place.				
22. Projet« Facilité pour le financement de l'adaptation aux changements climatiques » (LoCAL-Mali)				
Renforcement de capacités des communautés, des collectivités locales et autres acteurs locaux pour Intégrer les dimensions conflits/paix liés à l'exploitation des ressources naturelles, genre et adaptation aux changements climatiques dans leurs systèmes de planification-budgétisation locale et dans la maîtrise d'ouvrage sont renforcées				
Formation de 200 personnes sur les enjeux de sécurité/paix, gestion de conflits liés aux ressources naturelles	135			Région Mopti : Dandougou Fakala et Pignari Bana ; Région de Kayes : Simby et Sandaré

Création d'emploi partiel à travers Cash for work permettant d'améliorer la nutrition et renforcer leurs moyens d'existence à travers revenus générés dans l'exploitation de (3 Périmètres maraichers de 4ha équipés de moyens d'exhaures photovoltaïque) d'adaptation sensible au genre et aux enjeux liés à l'exploitation des ressources naturelles, réalisés.	210	43	Mopti et Kayes	Dandougou Fakala, Pignari Bana, Simby
Sensibilisation et formation des agricultrices sur l'assurance-récolte en recevant des informations personnalisées à travers le projet.	1342			
Souscription des femmes au produits OKO ASSURANCE AGRICOLE, à un produit d'assurance-récolte pour la saison agricole 2022.).		-	Région de Koulikoro, Ségou, Sikasso	
23. Contribution Déterminée au niveau National (CDN)				
-Elaboration du programme de la deuxième phase de la CDN en tenant en compte le genre dans les actions prioritaires ; -Elaboration du plan d'investissement et feuille de route sensible au genre avec ONU Femme ; -Elaboration du plan d'action genre en cours en lien avec le plan d'action de Lima ; -Participation d'une vingtaine de femmes à la COP 27 Sharm el Sheikh, Egypte.	-	-	-	-
24. projet de la Quatrième Communication Nationale sur les changements climatiques (QCN)				
Réalisation de l'étude relative à l'analyse genre et plan	-	-		

d'engagement des parties prenantes.				
-------------------------------------	--	--	--	--

Les activités sur le genre réalisées par l'ABFN

Porteurs du Microprojet	Intitulé du microprojet	Localité	Coût du microprojet
KOLONGO			
NIETAA	Maraîchage	Dioro coura	7 965 000
Badenya	Maraîchage	Ouéla	7 965 000
Commune NIETA	Embouche	Kolongo	7 580 000
Association BENKADI	Embouche	Kolongo	7 080 000
Benkadi-Ton	Embouche	Djebala	7 580 000
Sous Total Kolongo			38 170 000

KOKRY			
Sanou DEMBELE	Aviculture	San coura	1 765 000
Bintou Konta	Arboriculture	Sogoli	1 069 000
YEREDON Kokry Bozo	Embouche	Kokry Bozo	5 860 000
Yiriwaton Kokry Camp	Embouche	Kokry Camp	7 580 000
Mougnou ni Sabali	Pisciculture	Kokry Camp	9 374 000
Sous total Kokry			25 648 000

Macina			
Oureta DEMBELE	Aviculture	Macina	1 765 000
Association CIKETON	Embouche bovine	Macina	7 580 000
GIE SANUYA de MISSIRA	Embouche bovine	Macina	7 580 000
GIE NIETA	Pisciculture	Macina	9 307 000
KEN DEW	Transformation de produits forestiers	Macina	3 918 250
Sous total Macina			30 150 250

Diafarabé			
Coopérative « DIMBAYARA	Embouche Bovine	Bouradjè	5 860 000
Jique Soudoubaba	Embouche ovine	Darou	3 398 000
Association Balimaya	Embouche bovine	Bouradjè	7 580 000
Association Nieta	Embouche Bovine	Diafarabé	7 580 000
Sous total Diafarabé			24 418 000
TOTAL DES COMMUNES			118 386 250

Financement Activités génératrices pour 2023-2024 en perspective

Porteurs du Micro-projet	Intitulé du microprojet	Localité	Cout du microprojet
Kolongo			
Zika BUN-BUNYE I	Maraichage	Ouahigouya	8 899 000
Zika BUN-BUNYE II	Maraichage	Ouahigouya	8 899 000
Société Coopérative Wassa	Pisciculture	Kolongo	8 400 000
Kadidiatou Ouedraogo	Projet d'Aviculture	Lélégré	1 735 000
Daouda GONSORE	Projet d'Aviculture	Koshuka	1 993 750
Sous Total Kolongo			29 926 750

Macina			
Association des Amis de la nature	Arboriculture	Macina	6 554 550
Association GNETA Founou	Maraichage	Founou	8 771 750
Association Wassa Miérou	Maraichage	Miérou	8 771 750
Association Soutient au Développement des Femmes (ASDF)	Aviculture	Macina	8 670 800
Sous Total Macina			32 768 850

Kokry			
Association Sinignesigui	Maraichage	Kokry camp	7 118 000
Association Sabali	Embouche Ovine	Kokry camp	5 792 500
Association DJEMAKAN	Embouche Ovine	Kokry camp	5 792 500
Korotimi Djiguiba	Embouche Ovine	Kokry camp	1 187 500
Sous Total Kokry			19 890 500

Diafarabé			
Société Coopérative Finatawa	Embouche Bovine	Diafarabé	7 571 000
Senidé Bouradjè	Embouche Ovine	Diafarabé	5 792 500
Association Djikiya de Kara	Embouche Bovine	Diafarabé	7 571 000
Société Coopérative Diagna	Embouche Bovine	Diafarabé	7 571 000
Association Badenya	Embouche Ovine	Diafarabé	5 792 500
Projet d'Embouche Ovine	Bintou Gguidiéra	Diafarabé	1 187 500
Sous Total Diafarabé			35 485 500
TOTAL DES COMMUNES			118 071 600

Perspectives dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2023

- élaboration du plan national d'adaptation intermédiaire sensible au genre ;
- prise en compte du genre dans la mise en œuvre de la CDN ;
- formation des points focaux genre de tous les départements ministériels sur la mise en œuvre CDN ;
- relecture de l'arrêté portant sur la création de la cellule de coordination et de suivi des actions de la CDN en respectant le quota genre.

En ce qui concerne le Programme 2.072, les perspectives dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2023 sont entre autres :

1. Appuyer les femmes des communes vulnérables dans l'établissement et la gestion des projets de jardinage en saison sèche ;
2. Réaliser les projections climatiques du Mali et mener des évaluations de vulnérabilité de deux secteurs ;
3. Elaborer les outils MRV du Fonds Climat Mali ;
4. Poursuivre et renforcer la mise en œuvre des mesures d'adaptation à travers la finalisation du renforcement des 14 périmètres maraîchers réalisés par le projet, l'introduction de la pisciculture dans deux périmètres maraîchers de la région de Kayes ;
5. Organiser des ateliers spécifiques de sensibilisation et d'appropriation à l'intention des associations féminines à travers les femmes conseillères ;
6. Procéder à une large diffusion du SAP à travers les médias en français et dans les langues nationales ;
7. Procéder à la formation des conseillères et les comités de veilles sur la gestion des inondations et généralité sur les changements climatiques.

Perspectives dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2024

- Réalisation des projections climatiques du Mali et mener des évaluations de vulnérabilité de deux secteurs ;
8. Elaboration des outils MRV du Fonds Climat Mali ;
 9. Mobilisation des ressources financières auprès des partenaires techniques et financiers : Coopération canadienne, la délégation de l'Union Européenne, la Coopération Sud-Sud, le Fonds vert Climat ;
 10. Elaboration des outils de mise en œuvre de la CDN sensible au genre : feuille de route, plan d'investissement, plan de partenariat et le plan de communication ;
 11. Développement de tous les projets prioritaires de la CDN sensible au genre ;
 12. Réalisation de l'étude genre sur l'analyse genre et le plan d'engagement des parties prenantes dans le cadre du projet Quatrième Communication sur les Changements Climatiques.

Les perspectives de 2023 à 2026

La situation des réalisations dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2023 et les perspectives pour 2024 sont consignées dans les tableaux ci-dessous.

La mise en place d'une commission nationale du genre et climat en 2023

Elaborer et valider un plan d'action nationale de l'intégration du genre et climat dans les secteurs clés relatifs aux changements climatiques

Identification et formation des femmes et des jeunes filles et garçons sur les techniques de négociations par rapport à la convention cadre du changement climatique

Mise en place d'un groupe de jeunes leaders sur l'assainissement et le changement climatique.

Evaluation des activités genre 2022 :

Au niveau du programme : « Amélioration du Cadre de Vie des Populations », les efforts de sensibilisation consentis par la DNACPN et ses démembrements à travers : (i) l'organisation des journées de salubrité par les communautés, les ONG, les GIE, les Associations d'assainissement et des entreprises et (ii) le ramassage des ordures des dépôts de transit vers les dépôts finaux. Ce qui a contribué à améliorer la salubrité du milieu de vie des populations en vue d'un changement de comportement.

Au niveau du programme N°4 « Protection et conservation de la nature » l'appui des groupements de femmes en moyens matériels et financiers dans le cadre des activités génératrices de revenus et la gestion des ressources forestières et fauniques a été à hauteur de souhait à travers l'implication des groupements féminins dans la Gestion des Ressources Forestières et Faunique (GRFF). Les activités ont été menées par la Direction Nationale des Eaux et Forêts et ses démembrements et le Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN).

Cependant, il faut noter le faible taux d'implication des groupements de femmes dans la GRFF qui est lié à l'insécurité généralisée au centre du pays qui est la zone d'action du PDD-DIN.

Quant au taux d'admission satisfaisant des élèves du Centre de Formation Pratique (CFPF) de Tabakoro, il est le résultat de l'encadrement de proximité et le respect des périodicités des évaluations et des sorties pédagogiques.

Planification et budgétisation des actions Genre 2023 :

Dans le domaine de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, les actions en genre seront mises en œuvre à travers les différents programmes, c'est-à-dire « Amélioration du cadre de vie des populations » et « Protection et Conservation de la Nature » du Département, ainsi que les agences disposant d'autonomie de gestion.

VI-RECOMMANDATIONS:

- demande de crédits spécifiques lors de la planification et de l'élaboration du DPPD-PAP
- recherche de financements auprès des bailleurs et partenaires pour les activités sur le genre;
- formation sur la mise en œuvre des activités sur le genre au niveau du MEADD;

MINISTRE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Introduction :

La vision du PDDSS 2014-2023 se décline, comme étant le meilleur état de santé possible pour l'ensemble de la population malienne, en général, et pour les femmes et les enfants, en particulier, à travers un accès universel à des soins de santé de qualité à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

Les fondements, valeurs et principes de cette Vision pour la santé sont basés sur la Constitution du Mali qui reconnaît la santé comme un droit fondamental. L'Etat a, par conséquent, le devoir de définir et mettre en œuvre une politique de santé pertinente et cohérente qui répond aux aspirations légitimes des populations et aux exigences du contexte international

Pour la mise en œuvre des principes et valeurs mentionnés supra et de ses engagements internationaux, le Mali a pris un certain nombre de textes législatifs et a adopté des politiques nationales qui traduisent sa volonté politique en faveur de la santé et de la prise en compte de des questions de Genre dans les politiques de santé. Il s'agit, notamment de:

A. Les enjeux genre /gaps à combler

1. Les enjeux genre

Les efforts déployés par le Gouvernement du Mali avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers ont permis d'améliorer significativement l'état de santé de la mère et de l'enfant. C'est ainsi que⁷ le taux de mortalité infanto-juvénile est de 101/1000 en 2018, le taux de mortalité infantile est de 54/1000 en 2018 et le taux de mortalité maternelle est passé de 368 (2013) à 325 (2018) pour 100.000 naissances vivantes (EDSM VI).

En observant les tendances, on peut aisément affirmer que, si des actions vigoureuses et courageuses ne sont pas prises, le rendez-vous pour l'ODD N°03 (Bonne santé et Bien-être) pour les femmes et les enfants ne sera pas respecté même au-delà de 2030.

1.1. Situation Sanitaire

En nous référant au rapport de suivi des ODD 2016-2017, notamment l'ODD N°03 (Bonne santé et Bien-être) et des résultats de l'EDSM VI 2018, il est procédé à une présentation thématique de la situation sanitaire.

a) Santé maternelle L'EDSM VI (2018) fait ressortir que :

- parmi les femmes ayant eu une naissance vivante au cours des 5 années ayant précédé l'enquête, 80 % ont reçu, pour la naissance la plus récente, des soins prénataux dispensés par un prestataire formé ; 43 % ont effectué au moins les quatre visites prénatales recommandées et, dans 36 % des cas, la première visite prénatale a eu lieu au premier trimestre de la grossesse ;
- pour la moitié des femmes (50 %), la dernière naissance a été protégée contre le tétanos néonatal ;
- parmi les naissances vivantes ayant eu lieu au cours des 5 années ayant précédé l'enquête, 67 % ont eu lieu dans un établissement de santé. À l'opposé, 33 % ont eu lieu à la maison ;
- parmi les femmes ayant eu une naissance au cours des 2 dernières années, près de six sur dix (56 %) ont reçu des soins postnatals dans les 2 premiers jours après l'accouchement. Cependant, 40 % des femmes n'ont jamais reçu de soins postnatals ;
- parmi les naissances ayant eu lieu au cours des 2 années avant l'enquête, 42 % n'ont reçu aucun soin postnatal. Dans 54 % des cas, l'état de santé du nouveau-né a été examiné dans les 2 jours qui ont suivi sa naissance.

⁷ EDSM IV (2006), EDSM V (2012).

L'accès aux établissements de santé dans les zones rurales est plus difficile que dans les zones urbaines en raison de la distance, de l'inaccessibilité et du manque d'infrastructures appropriées. Globalement, une femme sur trois (33 %) a accouché à la maison au cours des 5 années précédant l'enquête. À l'opposé, les deux tiers (67 %) des naissances ont eu lieu dans un établissement de santé, en majorité dans les établissements du secteur public (63 % contre 4 % dans le secteur privé).

b) Problèmes d'accès aux soins de santé

Selon l'EDSM VI les problèmes d'accès aux soins de santé sur lesquels les populations enquêtées se sentaient concernées sont entre autres :

- obtenir la permission d'aller chez un médecin (problème lié à position dans la prise de décision) ;
- avoir l'argent pour des conseils ou un traitement (problème lié au la possession de revenus) ; Distance à l'établissement de santé (problème lié à l'accessibilité physique des structures de santé) Ne pas vouloir aller seule (problème de soutien en accompagnement)

Problèmes d'accès aux soins de santé					
Caractéristique Sociodémographique	Obtenir l'argent pour se faire soigner	Distance jusqu'à l'établissement de santé	Ne veut pas s'y rendre seule	Au moins un problème d'accès aux soins de santé	Effectif de femmes
Obtenir la permission d'aller se faire soigner	27,1	40,5	28,5	20,1	47,3
Ensemble					10 19

Il ressort du tableau 9.14 que plus de quatre femmes sur dix (47 %) ont déclaré qu'au moins un des problèmes cités lors de l'interview pouvait constituer un obstacle important pour recevoir un traitement ou un avis médical.

Parmi ces problèmes, obtenir l'argent pour le traitement (41 %) constitue le principal obstacle aux soins de santé le plus fréquemment cité par les femmes.

En dehors de ce problème, près de trois femmes sur dix (29 %) ont cité la distance à l'établissement de santé et pour 27 % des femmes, obtenir la permission d'aller se faire soigner peut constituer un problème quand elles recherchent des soins de santé.

c) Nutrition des enfants et des femmes :

Les résultats clés issus de l'EDSM VI montrent que sur le plan de l'état nutritionnel des enfants, trois enfants de moins de 5 ans sur dix (27 %) souffrent de malnutrition chronique ou retard de croissance, 9 % de malnutrition aigüe ou émaciation, 19 % présentent une insuffisance pondérale et 2 % un surpoids.

d) Taux de fécondité désiré

Au Mali, si toutes les naissances non désirées étaient évitées, le nombre moyen d'enfants par femme serait de 5,5 enfants au lieu de 6,3 enfants.

Les tendances montrent globalement, une baisse de l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF), celui-ci étant passé de 7,1 enfants en 1987 à 6,3 enfants en 2018. On note la même tendance à la baisse concernant l'Indice Synthétique de Fécondité Désirée (ISFD) puisqu'il est passé de 6,6 enfants en 1987 à 5,5 enfants en 2018. L'écart entre l'ISF et l'ISFD, qui était demeuré stable entre 1995-1996 et 2006, a diminué entre 2006 et 2018, passant de 0,6 à 0,8 enfants (Graphique 6.6). Variations par caractéristique :

- l'ISFD est plus faible en milieu urbain qu'en milieu rural (4,2 enfants contre 6,0 enfants).

- les résultats selon la région montrent que l'ISFD varie d'un minimum de 2,6 enfants à Kidal à un maximum de 6,8 enfants à Tombouctou.
 - l'ISFD diminue avec la hausse du niveau d'instruction, passant de 6,0 enfants parmi les femmes n'ayant aucun niveau d'instruction à 4,2 enfants parmi celles ayant un niveau d'instruction secondaire ou plus.
- On retiendra que l'autonomisation économique de la femme et sa volonté d'expression sont à prendre en compte en matière de détermination des besoins sexospécifiques pour proposer des interventions en relation avec la fécondité et la planification familiale

e) Planification Familiale

En termes de prévalence de la PF, 16 % des femmes utilisaient au moins une méthode contraceptive au moment de l'enquête dont 15 % une méthode moderne et 1 % une méthode traditionnelle. Cette prévalence de la contraception est de 17 % chez les femmes actuellement en union et de 36 % parmi celles qui ne sont pas en union mais qui sont sexuellement actives.

f) Violences basées sur le genre (VBG)

Ce chapitre porte sur la violence domestique, une forme de violence basée sur le genre. Elle est définie par les Nations Unies comme tout acte de violence pouvant causer aux femmes, aux jeunes filles, aux hommes et aux jeunes garçons un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de libertés.

Les résultats essentiels issus de l'EDSM VI 2018, sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 17.6 : Expérience de diverses formes de violences

Âge actuel	Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui ont subi diverses formes de violence, selon l'âge actuel, EDSM-VI Mali 2018				Effectif de femmes
	Violence physique seulement	Violence sexuelle seulement	Violence physique et sexuelle	Violence physique ou sexuelle	
15-19	27,0	3,0	6,6	36,6	713
15-17	27,6	3,1	2,2	32,8	387
18-19	26,3	3,0	11,9	41,1	326
20-24	30,9	0,9	12,6	44,5	650
25-29	31,8	2,9	11,8	46,5	730
30-39	34,9	1,0	13,3	49,2	1 121
40-49	37,2	1,4	7,8	46,4	570
Ensemble	32,5	1,8	10,8	45,1	3 784

Les évidences du tableau 17.6 montrent à bien des égards que les VBG doivent être prises en comptes dans la détermination des besoins sexospécifiques en matière de respects des droits de la femme, d'en tenir compte dans les priorités du développement sanitaire.

1.2. Pouvoir d'action des femmes

Selon les résultats clés de l'EDSM VI 2018, montrent qu'au Mali, dans 83 % des cas, les femmes décident principalement de l'utilisation de l'argent qu'elles gagnent contre 97% des hommes. Seulement 10 % des femmes participent dans les prises de décisions importantes du ménage. Pour leurs propres soins de santé, la décision est prise principalement par l'homme dans 78 % des cas.

2. Les gaps à combler

2.1 Objectif général:

Réduire le ratio de mortalité maternelle de 325 à 146 pour 100 000 naissances vivantes et le taux de mortalité néonatale de 33 à 20 pour 1 000 naissances vivantes d'ici 2030.

2.1.1 Objectifs spécifiques

- rendre disponibles et accessibles les soins obstétricaux et néonataux essentiels dans 100% des structures offrant les services de SR d'ici 2030.
- augmenter la disponibilité et l'accessibilité des SONUB de qualité de 36% à 60% des CSCom et des SONUC de qualité dans 100% des structures de référence (CS Réf, EPH) d'ici 2030.
- augmenter la prévalence contraceptive de 16% à 30% en 2030;
- renforcer les capacités des individus, des familles, de la communauté et des collectivités pour l'amélioration de la santé maternelle et néonatale dans 95% des villages en 2030.

2.2.2. Résultats attendus:

R1. La disponibilité et l'accessibilité du paquet de SR/PF et des soins offerts par le système de référence / évacuation sont renforcées;

R2. Les ressources humaines en matière de SR/PF sont mieux développées;

R3. L'état nutritionnel des enfants de 0 à 59 mois et des femmes enceintes et allaitantes est amélioré;

R4. Le changement de comportement nécessaire au niveau des populations en matière de sexualité SR est promu;

R5. Le système d'information sanitaire en matière de la SR est renforcé;

R6. La gestion, la coordination, le suivi et l'évaluation sont renforcés.

B. Mesures spécifiques et stratégies pour réduire les inégalités de genre en Santé

Les mesures ou stratégies spécifiques

- renforcer l'accès aux soins prénataux et l'assistance à l'accouchement ;
- renforcer le système de référence évacuation ;
- repositionner la planification familiale dans les activités de la SR ;
- préconiser des mesures efficaces visant à éradiquer les violences faites aux femmes et aux enfants ;
- lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes.

Au titre des politiques et des stratégies de développement :

- la Politique Sectorielle de la santé, 1990 ;
- la politique nationale de Solidarité, 1993 ;
- la Politique Nationale de Protection de l'Environnement, 1998 ;
- la Politique Nationale de Médecine Traditionnelle, 2005 ;
- la Politique Nationale de l'Eau, 2006 ;
- la Politique Nationale Genre, novembre 2010 ;
- la politique Nationale de Développement des Ressources Humaines pour la Santé en 2009 ;
- la Politique Nationale pour l'Abandon de la Pratique de l'Excision en 2010 ;

- la politique nationale de recherche ;
- la Politique Nationale de Nutrition (PNN) ;
- la Politique Nationale de l'Economie Sociale et Solidaire, 2014 ;
- le Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social 2014-2023 et son programme (PRODESS) ;
- la Politique Nationale de Protection Sociale, 2016 ;
- la Politique Nationale de l'Action Humanitaire, 2018 ;
- le Plan Décennal de Développement de l'Autonomisation de la femme, de l'Enfant et de la Famille (2020-2029 et son PRODAFFE 2020-2024

Au titre des Lois

- la Loi n°02-044 du 24 juin 2002 relative à la santé de la reproduction ;
- la Loi n°02- 049 du 22 juillet 2002 portant Loi d'Orientation sur la Santé ;
- la Loi n°02-050 du 22 juillet 2002 portant Loi hospitalière ;
- la Loi n°06-028 du 29 Juin 2006 fixant les règles relatives à la prévention, à la prise en charge et au contrôle du VIH/SIDA ;
- la loi n°2015- 052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir l'accès aux instances nominatives et électives et son décret d'application (décret N°2016-0909 du 16 décembre 2016 ;
- la loi n°2018-027 du 12 juin 2018, portant sur la promotion et la protection des personnes handicapées ;
- les conventions communautaires dans le cadre de l'abandon de la pratique de l'excision.

La prise en compte de la question de l'équité entre les sexes reste dans la pratique très limitée malgré les tentatives entreprises par la Direction Nationale des Collectivités Territoriales et les collectivités territoriales elles-mêmes pour l'intégrer.

L'attention semble s'être focalisée sur les quelques femmes élues comme maire ou conseiller, alors que la décentralisation est une opportunité inédite pour faire progresser un développement motivant. En plus, l'intégration des données du MFPFE dans le système d'information socio-sanitaire reste un défi majeur à relever.

Le nouveau PDDSS 2014 à 2023 a pour but de corriger les insuffisances constatées dans la mise en œuvre du précédent PDDSS. Il est l'instrument de mise en œuvre de la Politique Nationale de Santé consacrée par la Loi N°02- 049 du 22 juillet 2002, portant Loi d'Orientation sur la Santé. Le présent PDDSS est désormais, le document de référence nationale pour toutes les interventions dans le secteur de la santé et de l'Hygiène Publique, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord, de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

a) Evaluation des activités genre N-1 (2022)

Programme 1.021 : Administration, Coordination et Décentralisation

Le Comité Sectoriel d'Institutionnalisation de la Politique Nationale Genre a été mis en place en 2018. Il a eu à organiser une session de renforcement des capacités en 2020 au profit de ses **28 membres dont 17 femmes et 11 hommes**.

Programme 2.061 : Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion :

Dans le cadre du Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion beaucoup d'efforts ont été fournis en matière d'accès des femmes et des filles vulnérables aux infrastructures socio-économiques de base et à la prise en compte du budget des programmes affectés aux financements du genre. Malgré cela des défis demeurent. Il faut noter que des disparités subsistent entre Hommes / femmes et garçons / filles en matière de réinsertion de groupes cibles qu'il conviendrait de corriger en accordant des financements conséquents au secteur.

Tableau 1 : Pourcentage de personnes handicapées réinsérées

Régions	Nombre de personnes handicapées enregistrées			Nombre de personnes handicapées réinsérées			Taux de réinsertion		Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	
Ensemble Pays	11070	7563	18633	3411	2693	6104	30,81	35,60	32,75

Tableau 2 : Pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillage

Régions	Nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillage enregistrées			Nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillage satisfaites			Pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillage		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ensemble Pays	2567	1554	4121	533	503	1036	20,76	30,36	25,13

Tableau 3: taux de suivi socio médical des personnes âgées

Régions	Ne Nombre de personnes âgées enregistrées			Ne Nombre de personnes âgées ayant bénéficié de suivi socio médical			Taux de suivi socio médical		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Ensemble Pays	14587	12517	27104	5190	4659	21082	72,19	84,29	77,78

Tableau 4 : Pourcentage de femmes démunies seules chargées de famille ayant bénéficié de suivi

Régions	Nombre de femmes enregistrées	Nombre de femmes suivies	Taux de suivi
Ensemble Pays	7087	5067	71,15

Tableau 5: Pourcentage de femmes démunies porteuses de fistule vésico vaginale ayant bénéficiée de suivi

Régions	Nombre de femmes enregistrées	Nombre de femmes suivies	Taux de suivi
Ensemble Pays	144	123	85,41

Le nombre de PDIs est en effet passé de **350110** personnes en 2021 à **412 382** personnes en 2022 soit **54%** de femmes et **46%** de hommes. Les femmes même déplacées demeurent des actrices incontournables du développement. Elles contribuent fortement à l'économie des ménages et au marché local.

Tableau 6: Déplacés Internes au Mali

Région	Ménage	Femme	Homme	Total Individus
Ensemble Pays	79 013	224 124	188 263	412 387

Les régions de Mopti, Gao, Tombouctou, Ségou et Ménaka abritent le plus grand nombre de PDIs. Ce nombre est dû aux incidents répétitifs qui ont affecté les régions de Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka, Kayes et Ségou entre 2018 et 2022.

PDIS RETOURNÉES

Tableau 7: PDIs retournées en 2022 par tranche d'âge

Région de retour	Ménages	Total Individu	Enfants (<18ans)			Adultes (18-59ans)			Plus de 60ans		
			Fil.	Gar.	Total	Fem	H	Total	Fem	Hom	Total
Ensemble Pays	79 013	412 387	131 231	124 203	255 434	87 733	59 609	147 342	5 160	4 451	9 611

Tableau 8: Nombre Cumulé de PDIs retournées de juillet 2013 au 31 décembre 2022

Région	Ménage	Femme	Homme	Individus
Ensemble	154 636	397 957	325 690	723 647

Le nombre de PDIs retournées est estimé à 723 647 individus en décembre 2022.

Tableau 9: Répartition par tranches d'âges et par sexes des rapatriés au Mali

Enfants (0-17 ans)			Adultes (18 -59as)			Personne âgée (59ans et plus)			TOTAL
Filles	Garçons	Total	Fem.	Hom.	Total	Fem.	Hom.	Total	
15 482	15 771	31 257	25 443	21 604	47 047	3 187	3 505	6 692	84 307
18%	19%	37%	30%	25%	55%	3%	4%	8%	100%

La population rapatriée est constituée de 51% de femmes et 48% d'hommes. Par ailleurs, 37% des personnes rapatriées sont des enfants (âgés de 0 à 17 ans), les adultes (18 à 59 ans) représentent 55% et les personnes âgées représentent 8% de la population rapatriée.

2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire

Tableau 10 : Situation des ASACO et données sexo-spécifiques des organes en 2021

INDICATEURS	Nombre total	Nbre fonctionnel	Taux	Observations
Nombre total ASACO en 2021	1686	1400	83,04	
Représentativité des femmes et des jeunes dans les organes de gestion ASACO				
INDICATEURS	Nombre total	Nombre réalisé	Taux	Observations
ASACO avec 30% des membres qui sont des femmes dans les organes de gestion	1686	412	24,44	
ASACO présidées par des femmes	1686	36	2,14	
Nombre de Femmes dans les comités de gestion des ASACO	8967	1587	17,70	
Nombre de Femmes dans le CA des ASACO	23968	5631	23,49	

Commentaire : Sur les 1 686 ASACO répertoriées en 2022, 1 400 étaient fonctionnelles soit 83,04 % contre 87,20% en 2021. Cette légère baisse du nombre fonctionnel s'explique par le ralentissement des activités d'appui technique (suivi, supervision, renforcement de capacité etc.) à l'endroit des ASACO à cause de l'insécurité ambiante dans le pays.

Quant au pourcentage d'ASACO avec 30% des membres qui sont des femmes dans les organes de gestion, cet indicateur a connu une baisse passant ainsi de 47,11 % à 24,44 % entre 2021 et 2022 Cet état de fait s'explique par le déplacement interne des populations dans certaines localités dû aux incidents. En effet, 412 ASACO ont respecté ce quota en leur sein sur les 1 686 ASACO répertoriées en fin 2022.

Les efforts doivent, se poursuivre à ce niveau en vue de rehausser davantage la représentativité des femmes dans les organes de gestion. Ainsi sur les 1400 ASACO fonctionnelles, 36 sont présidées par des femmes soit 2,14%. Aussi les 412 ASACO soit 24,44% ont respecté la consigne de représentativité de 30% de femmes et de jeunes dans les organes de gestion.

Tableau 11: Données sexo-spécifiques dans les organes des mutuelles

Région	Conseil administration				Commission de contrôle			
	H	F	Total	%F	H	F	Total	%Femmes
Ensemble Pays	1491	584	2075	28,14	392	141	533	26,45
Pourcentage	71,86	28,14	100	28,14	73,55	26,45	100	26,45

N.B. : Deux mutuelles de santé ont été agréées dans le District de Bamako il y a eu une légère augmentation dans la représentativité du nombre de femmes dans les organes de gestion soit 28, 14% dans le conseil d'administration et 28,45% dans la commission de contrôle en 2021.

L'année 2022 a été consacrée à la restructuration des mutuelles conformément à la stratégie d'extension aux secteurs agricole et informel, dont le niveau cercle sera la base de pilotage des entités des mutuelles.

Tableau 12 : Données sexo-spécifiques de la population couverte par les mutuelles de santé en 2022

Régions	Population totale (cible)			Population couverte			Pourcentage		
	H	F	Totale	H	F	Totale	H	F	totale
Ensemble Pays	8 392 707	8 530 953	16 923 660	235 031	260 652	495 683	2,80	3,06	2,93
	Cible mutuelle	78%	16 923 660	Couverture	2,93				

Tableau 14: Données sexo-spécifiques dans les organes des Sociétés Coopératives**1- Société Coopératives avec Conseil de Gestion.**

Étiquettes de lignes	Conseil de Gestion (CG)				Comité de Surveillance (CS)			
	H	F	TOTAL	% femmes	H	F	TOTAL	% femmes
Ensemble Pays	73548	29471	103019	28,61	66544	25249	91793	27,51

2- Société Coopératives avec Conseil d'Administration.

Étiquettes de lignes	Conseil d'Administration (CA)				Comité de Surveillance (CS)			
	H	F	Total	% Femmes	H	F	Total	% Femmes
Ensemble Q B Pays	63697	33475	97172	34,45	21438	12941	34379	37,64

Commentaire : A ce niveau, nous constatons une augmentation du nombre de sociétés coopératives immatriculées conformément aux dispositions de l'OHADA (avec un cumul de 35926 en 2022 contre 30 116 en 2021).

Le pourcentage de sociétés coopératives fonctionnelles a connu une augmentation de 23,07% en 2021 à 47,37% en 2022.

L'insécurité ambiante, la faible tenue des réunions statutaires combinées à une faible redevabilité vis-à-vis de l'Etat et des citoyens par la production de bilans annuels ont affecté la fonctionnalité de certaines sociétés coopératives.

- **Société Coopératives avec Conseil de Gestion :** les femmes dans ces organes de gestion : le Conseil de Gestion (CG) soit 36,07%, le Comité de Surveillance (CS) 32,29% en 2021 contre 28,61, 27,51% en 2022 a connu un fléchissement. La région de Taoudeni il y a eu de nouvelles créations de sociétés coopératives avec conseil de gestion les femmes n'ont pas eu le courage d'adhérer aux organes de gestion vue le contexte sécuritaire en 2022.

- **Société Coopératives avec Conseil d'Administration :**

Le pourcentage des femmes dans les organes de gestion soit 25,42% conseil d'administration (CA), pour le Comité de surveillance (CS) soit 24,94% en 2021 et par contre dans les mêmes organes en 2022 au niveau du CA soit 34,45%, dans le CS soit 37,64% une hausse à la représentativité des femmes en 2022. A cet égard nous constatons une augmentation de la représentativité des femmes dans ces organes de gestion qui s'explique par la création de nouvelles sociétés coopératives évoluant dans la transformation de la filière Karité réservée aux femmes.

Quelques indicateurs 2022 du Budget-programmes indirectement liés au genre

2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies

Objectif1: Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation2022			
	2010	2021	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Taux d'accouchements assistés	55,1	60	71	57,2	-13.8	80.56
Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59mois)	1,3	1,8	1.0	2.1	1.1	210

L'indicateur Taux d'accouchements assistés est exclusivement consacré aux femmes assistées au cours de leur accouchement par un personnel de santé qualifié. Quant au Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59 mois), sa pertinence dans le cadre du genre réside qu'il est être décomposé en filles et garçons selon le mode collecte des données.

2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

Objectif 1 : Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2022			
	2010	2021	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Le taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement	1,74	1,49	1,34	2,60	1,26	194,03
Taux de mortalité néo-natale précoce intra-hospitalière	10,44	9,97	8,95	8,76	0	100

Le taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement est un indicateur qui concerne uniquement les femmes décédées pour des raisons en lien avec leur accouchement dans un hôpital.

Le Taux de mortalité néo-natale précoce intra-hospitalière, peut être décomposé en filles et garçons grâce à des documents de collecte des données adaptés pour mettre en lumière la proportion des filles concernées par cet indicateur.

2.063 Lutte contre la pauvreté

Objectif 1 : Contribuer à assurer une meilleure couverture des prestations sociales

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2022			
	2020	2021	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Nombre d'Activités Génératrice de Revenus initiées en faveur des personnes vulnérables	-	0	15	0	-15	0

Cet indicateur concerne en général les appuis accordés aux personnes vulnérables qui pourraient être classées en fonction des genres selon le mode collecte des données.

Objectif3 :Renforcer la solidarité en faveur des militaires, de leurs familles et leurs ayant droits

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2022			
	2020	2021	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Nombre de veuves des militaires ayant bénéficiés d'Activité Génératrices de Revenus	-	0	100	45	-55	45

Cet indicateur met en exergue les efforts fournis dans le cadre de la solidarité en faveur des femmes dont les maris sont tombés en défendant la patrie.

III. PLANIFICATION ET BUDGÉTISATION DES ACTIONS GENRE

a) Objectifs, indicateurs et activités

1.021 Administration, Coordination et Décentralisation

Objectifs	Indicateurs					Activités 2024
	Libellés	Référence 2022	Cibles			
			2024	2025	2026	
1-Assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable.	1.3. Proportion de femmes aux postes nominatifs.	28.5	29,5	30	30	Renforcement des capacités opérationnelles de la DRH

Cet indicateur exprime la proportion de postes de responsabilité occupés par les femmes au sein Ministère de la Santé et du Développement Social.

2.054: Soins de santé primaires et lutte contre les maladies.

Objectifs	Indicateurs					Activités 2024
	Libellés	Référence 2022	Cibles			
			2024	2025	2026	
1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	1.1 Taux d'accouchements assistés	57,2	65	67	67	Mise en œuvre du paquet minimum d'activités CSCOM
1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	1.4. Taux de Réalisation des audits de décès maternels	72,8	90	90	90	Pris en charge des dépenses du personnel CSRéf
1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	1.5. Pourcentage de femmes enceintes qui connaissent leur statut sérologique (VIH)	50,22	60,09	66	73	Acquisition d'équipements

2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

Objectifs	Indicateurs					Activités 2024
	Libellés	Référence 2021	Cibles			
			2023	2024	2025	
1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile.	1.1Le taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement ;	2,60	1,20	1,01	0,90	Amélioration des soins hospitaliers

2.061 : Renforcement de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion

Objectifs	Indicateurs					Activités 2024
	Libellés	Référence 2021	Cibles			
			2023	2024	2025	
1 : Promouvoir l'intégration socioéconomique des catégories sociales vulnérables	1.5 Proportion de femmes seules chargées de famille assistées/suivies	62,13	70	80	80	Renforcement de la capacité opérationnelle de la DNDS

2.062: Renforcement de la protection sociale et de l'économie solidaire

Objectifs	Indicateurs					Activités 2023
	Libellés	Référence 2021	Cibles			
			2023	2024	2025	
4-Développer les capacités des structures de Protection Sociale et d'Economie Solidaire.	4.3 Pourcentage d'ASACO avec 30% de femmes dans les organes de gestion	26,45	50	52	54	Prise en charge des dépenses de personnel

2.063: Lutte contre la pauvreté

Objectifs	Indicateurs					Activités 2022
	Libellés	Référence 2020	Cibles			
			2022	2023	2024	
3-Renforcer la solidarité en faveur des militaires blessés, les familles et les ayant droits de ceux tombés pour la nation	3.3 Nombre de veuves des forces de défense et de sécurité ayant bénéficié d'Activité Génératrices de Revenus (AGR)	45	100	120	120	Prise en charge des dépenses de solidarité

b) Budget genre, programmes stratégiques et effectifs du ministère

Tableau III.1 – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre *En milliers de FCFA*

Programme/Action/Détail/Projet	Exécution	Budget	Prévisions		
	2022	2023	2024	2025	2026
Programme 1,021 Administration, Coordination et Décentralisation	20 147 000	20 147 000	20 147 000	22 016 000	24 107 000
Action 3: Gestion des ressources humaines du secteur	20 147 000	20 147 000	20 147 000	22 016 000	24 107 000
1.1.2 Renforcement des capacités opérationnelles de la DRH	20 147 000	20 147 000	20 147 000	22 016 000	24 107 000
Programme 2,054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre la Maladie	6 079 195 000	6 329 814 000	6 379 814 000	8 092 429 000	8 685 786 000
Action 2: Santé communautaire	667 000 000	667 000 000	667 000 000	988 224 000	1 057 170 000
Mise en œuvre du paquet minimum d'activités CSCOM	667 000 000	667 000 000	667 000 000	988 224 000	1 057 170 000
Action 3 : Santé de référence	5 412 195 000	5 662 814 000	5 662 814 000	7 104 205 000	7 628 616 000
Pris en charge des dépenses du personnel CSRéf	5 412 195 000	5 662 814 000	5 662 814 000	7 104 205 000	7 628 616 000
Action 1 : Orientation et Suivi de la mise en œuvre de la politique de la santé	0	0	50 000 000	0	0
Acquisition d'équipements	0	0	50 000 000	0	0
Programme 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	3 916 262 000	6 118 485 000	5 056 010 000	7 006 492 000	7 944 934 000
Action 1: Fourniture de Soins hospitaliers	3 916 262 000	6 118 485 000	5 056 010 000	7 006 492 000	7 944 934 000
Amélioration des soins hospitaliers	3 916 262 000	6 118 485 000	5 056 010 000	7 006 492 000	7 944 934 000

Programme/Action/Détail/Projet	Exécution	Budget	Prévisions		
	2022	2023	2024	2025	2026
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	488 688 000	488 688 000	580 731 000	733 032 000	1 084 887 000
Action 1: Gestion des groupes vulnérables, des populations victimes de situation d'urgence et ou de catastrophe et de renforcement de l'autopromotion des communautés	488 688 000	488 688 000	580 731 000	733 032 000	1 084 887 000
Renforcement de la capacité opérationnelle de la DNDS	488 688 000	488 688 000	580 731 000	733 032 000	1 084 887 000
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	35 568 000	35 568 000	35 568 000	53 352 000	78 960 000
Action 1: Mise en œuvre et suivi de la Politique Nationale de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire	35 568 000	35 568 000	35 568 000	53 352 000	78 960 000
Prise en charge des dépenses de personnel	35 568 000	35 568 000	35 568 000	53 352 000	78 960 000
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	10 000 000	10 000 000	12 548 000	15 000 000	22 200 000
Action 1: Assistance aux démunis et acces aux services sociaux de base	10 000 000	10 000 000	12 548 000	15 000 000	22 200 000
Prise en charge des dépenses de solidarité	10 000 000	10 000 000	12 548 000	15 000 000	22 200 000
TOTAL GENERAL	10 549 860 000	13 002 702 000	12 084 818 000	15 922 321 000	17 840 874 000

Les allocations budgétaires de 2023 sont conformes à la loi de finances 2023, celles de 2024 sont les chiffres issus de l'arbitrage technique du Ministère de l'Economie et des Finances relatives au projet de budget 2024.

Tableau III.2 - Programmes stratégiques de la budgétisation sensible au genre *En milliers de FCFA*

Programme	Exécution	Budget	Prévisions		
	2021	2021	2022	2023	2024
Programme 2.054 : Soins de Santé Primaire et Lutte Contre la Maladie	6 079 195	6 329 814	6 379 814	8 092 429	8 685 786
Programme 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	3 916 262	6 118 485	5 056 010	7 006 492	7 944 934

Le programme 2.054 est chargé du Suivi/supervision des orientations et de la mise en œuvre de la politique de santé.

A ce titre, il réalise à l'endroit des deux sexes, les activités de soins préventifs et curatifs, la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles, la promotion de la santé à travers la communication, l'information et la sensibilisation à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

Le programme est appuyé par les services techniques des composantes « Développement Social et Promotion de la Famille du PRODESS » dans la mise en œuvre des documents nationaux de politique (Santé, Genre ...).

Le programme « Soins Hospitaliers et Recherche » vise à améliorer la performance des hôpitaux, des institutions de recherches et des établissements spécialisés dans le domaine de la santé.

Tableau III.3 - Effectifs du ministère séxo-désagregés

Fonction	Total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% Femmes sur le total
Ministre	1	0	1	100%
Ministre Délégué	1	1	0	0%
Secrétaire Général	1	1	0	0%
Directeurs	43	38	5	12%
Directeurs Adjoints	37	33	4	11%
Chefs de Division/Section	307	220	87	28%
Chefs de Section				
Chargés de dossiers	17403	10304	7099	41%
Personnel de support	3464	2633	831	24%
TOTAL	21257	13230	8027	38%

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

INTRODUCTION

Missions :

Mettre en œuvre la politique nationale en matière d'éducation préscolaire et spéciale, d'enseignements fondamentaux, secondaires normaux, d'alphabétisation.

Objectifs globaux :

Améliorer la qualité et la gestion financière, matérielle et humaine de l'éducation. Pour l'atteinte de ces **objectifs** ; le Ministère de l'Éducation Nationale est décomposé en quatre (04) programmes :

- le Programme 1.017: Administration générale;
- le Programme 2.041: Développement de l'Éducation de Base;
- le Programme 2.042: Développement de l'Enseignement Secondaire Général;
- le Programme 2.043: Consolidation et diversification de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel.

Les objectifs et les indicateurs de performance des différents programmes sont consignés dans le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et le Projet Annuel des Dépenses (DPPD-PAP) 2023-2025.

Enjeux genre et gaps à combler

La Politique Genre prend appui sur un ensemble de fondements d'ordre juridique, politique et socioculturel. Elle prend sa légitimité d'un ensemble d'instruments juridiques nationaux, internationaux et africains. La Convention sur l'Élimination de toute forme de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF) consacre l'égalité dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Les objectifs de Développement Durable consacrent la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Il s'agit spécifiquement de:

ODD 4: Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

ODD 5: Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

Au Mali, la promotion de l'accès équitable et inclusif à une éducation de qualité pour tous est confrontée à des contraintes qui se traduisent par le très faible taux de préscolarisation, la faible couverture de l'éducation spéciale, la baisse du Taux Brut d'admission dans les années 2011 à 2014 et également visible ces dernières années (voir ci-dessous), les insuffisances dans l'implantation et la gestion des cantines scolaires, l'insuffisante prise en compte du volet alphabétisation fonctionnelle et éducation non formelle dans les politiques de développement de l'éducation de base, la non scolarisation et la déscolarisation, la faible capacité d'accueil dans l'enseignement secondaire (technique, professionnel et général) public, et l'inadéquation entre les capacités d'accueil des Instituts d'Enseignement Supérieur (IES), les possibilités offertes par le marché du travail et l'augmentation des effectifs des étudiants.

A ces contraintes qui affectent aussi bien les garçons que les filles s'ajoutent, dans le cas des filles et des jeunes femmes, les inégalités de genre dans tous les ordres et types d'enseignement, les violences physiques subies par les filles, la faible proportion des filles au supérieur, et la faible proportion des jeunes filles dans l'enseignement normal.

Les différentes politiques en faveur de l'éducation en général et de la promotion de la scolarisation des filles en particulier, ont permis d'enregistrer des résultats significatifs au niveau national, mais l'intégration des questions de genre dans l'éducation constitue encore un défi qui doit être relevé à travers la mise en œuvre du Programme Décennal de Développement de l'Education et de la Formation Professionnelle deuxième génération (PRODEC 2), 2019-2028, adopté en Conseil des Ministres le 05 juin 2019.

En effet, pour l'effectivité d'un changement en faveur de l'égalité entre les sexes, il faut une nouvelle perception du concept genre à travers la formation, la sensibilisation, l'information et l'éducation.

Tableau 1 : Evolution de quelques indicateurs clé de l'Education

N°	Intitulé des indicateurs	Lien/ODD		Réalizations			Valeurs cibles
				2020	2021	2022	2023
1	Taux brut de scolarisation (TBS) au fondamental 1	ODD4	Garçons	83%	81%	81,8%	nd
			Filles	75%	76%	77,4%	nd
			TOTAL	79%	79.0%	79,6%	83%
2	Indice de parité fille/garçon du TBA au fondamental 1	ODD4	0,86	0,87	0.93	0.95	1.0
3	Taux Brut d'Admission (TBA) au Fondamental 1	ODD4	Garçons	72%	71%	69,1%	nd
			Filles	70%	67%	67%	nd
			TOTAL	71%	69%	69,1%	79%

Sources: "Rapport d'analyse des indicateurs de 2018 à 2022" CPS-secteur Education.

On notera (*) que les cibles pour les indicateurs TBS et TBA ne sont pas désagrégées par genre, seule une cible globale (garçons et filles) est fixée.

Le TBS (79,6%) enregistré en 2022 est inférieur à la cible prévue (83.0%) mais reste aussi légèrement supérieur à celui de 2021. On remarque que le TBS des filles a continuellement augmenté de 2020 à 2022, alors que ce n'est pas le cas pour les garçons (diminution de 2020 à 2021).

En ce qui concerne l'Indice de parité fille/garçon du TBA, on constate une tendance haussière qui s'est un peu tassée de 2021 à 2022. Il reste un écart entre le TBA des garçons et celui des filles mais l'écart s'est réduit de 2020 à 2022. La cible de parité est presque atteinte, ce qui démontre une amélioration progressive grâce à des actions menées par le département avec l'accompagnement de ses partenaires techniques et sociaux.

Par contre, le TBA en première année du fondamental décroît de 71% en 2020 à 69,1% en 2022, et reste en deçà de la cible pour 2022 qui était de 79%. De plus, cette tendance baissière est plus marquée pour les filles que les garçons.

En dépit du gain en TBS, nous constatons donc un accès au système scolaire encore en-deçà des attentes au regard de la population scolarisée dans le système, en particulier en ce qui concerne l'accès à la première année du fondamental. Cela pourrait s'expliquer par l'insécurité qui mène à la fermeture d'écoles, au déplacement massif des populations vers les zones les plus sécurisées, et à la pauvreté des ménages concernés qui décourage la scolarisation des enfants.

Des stratégies sont développées pour apporter des solutions adaptées à ces contraintes, telles que la réhabilitation des écoles fermées, la construction de salles de classe additionnelles, et l'établissement de cantines scolaires pour aider les ménages.

Il y a aussi le système de SSAP qui consiste à assurer une éducation informelle accélérée aux enfants hors école déjà âgés, et à intégrer les meilleurs d'entre eux dans le système classique selon leur performance, dans des classes supérieures (par exemple en troisième année du fondamental après neuf mois de cours).

Tableau 2 : Statistiques des Instituts de Formation des Maîtres (IFM) en 2021-2022.

Indicateurs	Effectif	Hommes	%	Femmes	%
Personnel administratif	198	145	73,23%	53	26,17%
Personnel enseignant	1112	1014	91,19%	98	8,81%
Achèvement des élèves-maitres de niveau DEF	1322	1012	76,55%	310	23,45%
Achèvement des élèves-maitre de niveau BAC	2149	1513	70,40%	636	29,60%

Source: Rapport DNEN-MEN 2021-2022

Le constat général qui se dégage reste la sous représentativité des femmes/filles par rapport aux hommes/garçons dans l'enseignement normal malgré tous les efforts consentis par l'Etat pour minimiser ces disparités dans le système éducatif.

L'objectif d'élimination des disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement n'est pas encore atteint dans l'enseignement normal et demeure à cet effet un enjeu majeur. En effet, il est bien connu que la présence d'enseignantes dans les écoles à un rôle important pour encourager la scolarité des filles. Ce sont des modèles possibles, et il est plus facile pour les filles d'instaurer des relations de confiance avec des enseignantes qu'avec des enseignants.

De façon générale, le système éducatif malien s'efforce de garantir l'égalité des chances d'accès à l'éducation, quelles que soient les caractéristiques et les conditions de vie des individus, dans la mesure où celles-ci ne doivent pas être des facteurs discriminants dans la scolarisation.

Pour ce faire, il est utile d'identifier les disparités qui existent dans le système, puis d'essayer de comprendre les facteurs qui les expliquent de sorte à examiner les possibilités de les réduire avec les instruments appropriés dans le PRODEC 2.

Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre et évaluation des réalisations 2022.

Les mesures spécifiques :

Le Ministère en charge de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a mis en place différentes stratégies et mesures dans le but d'améliorer l'accès et les conditions en matière d'éducation des filles.

Ces mesures sont renforcées à travers la mise en œuvre du PRODEC 2 notamment à travers son Plan d'Actions Pluriannuel Budgétisé (PAPB) 2019-2022.

En effet, la résorption des disparités dans l'éducation suppose l'atténuation progressive des iniquités de genre et des inégalités géographiques en termes d'accès, de qualité et de gestion. Pour l'atteinte de l'équité, les stratégies suivantes sont envisagées :

- équité de genre (filles/garçons):
- la mise en œuvre de la politique nationale de scolarisation des filles (SCOFI), qui doit permettre d'accélérer la réduction de l'écart entre filles et garçons en matière d'éducation
- la prise en compte de l'équité du genre dans les constructions et équipements scolaires (notamment toilettes séparées filles-garçons, aires de jeux appropriées à chaque sexe),
- la prise en compte du genre dans la formation des enseignants, à travers les cours de remédiation pour les filles à tous les niveaux d'enseignement, pour augmenter le nombre de filles qui pourront passer le concours de l'Ecole Normale ;
- l'instauration de récompenses aux filles méritantes et issues de milieux défavorisés, notamment sous la forme de bourses, qui seront attribuées suivant des critères combinant le niveau scolaire de l'élève et le niveau de revenus des parents;
- Equité de façon plus générale (genre, milieu rural/milieu urbain, enfants issus de milieux défavorisés vs ceux de milieux plus favorisés, enfants vivant avec un handicap vs autres enfants)
- l'organisation de campagnes de communication et de sensibilisation sur l'obligation et la gratuité scolaire pour tous sans exclusive;
- la poursuite de la prise en charge des frais de scolarité, des manuels et des fournitures scolaires surtout pour les enfants des milieux défavorisés;
- l'octroi de primes spéciales aux enseignants affectés dans les zones défavorisées;
- la mise en œuvre d'actions de mobilisation sociale en faveur de l'éducation inclusive et de l'éducation spéciale;
- l'extension des cantines scolaires, surtout dans les zones défavorisées.
- l'évaluation des activités genre N-1 (2022)

Résultats :

Durant l'année 2022, les efforts du Ministère en charge de l'éducation ont permis d'atteindre certains résultats. Les principaux résultats, mesurés par des indicateurs de performance en lien avec les activités genre, se présentent par programme comme suit :

b.1 Programme 2.041: Développement de l'Education de Base

Objectif N°3 : Renforcer la scolarisation des filles						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2022	
		2019	2020	2021	Prévisions	Réalisations
3. 1. Taux d'admission en dernière année du fondamental 1 pour les filles	%	40,6	44,60	46,79	49,06	53,2
3. 2 Taux brut d'Admission des filles au fondamental 1	%	65,6	70,00	67,9	74,2	67

On constate une légère augmentation du taux d'admission en dernière année du fondamental 1 pour les filles (53,2% en 2022 contre 46,79% en 2021), ce qui se traduit aussi par un taux réalisé plus élevé que la prévision de 49,06. Cela pourrait s'expliquer par un accompagnement plus prononcé de la SCOFI par les PTFs.

Par contre, le taux brut d'admission des filles au fondamental 1 diminue de 2020 à 2021, et la tendance baissière se poursuit de 2021 et 2022. Et donc, sur une prévision de 74,2% en 2022, le taux de réalisation effectif est de 67%. Voir explication ci-dessus.

b.2 Programme 2.043: Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel.

Objectif N°2 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)						
Indicateur de résultat	Unité	Périodes			Evaluation 2022	
		2019	2020	2021	Prévisions	Réalisations
2. 2. Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC	%	35,00	32,73	53,57	45	28

En 2022, le pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles agro-sylvo-pastorale, TIC n'a pas atteint sa cible (28% contre une prévision de 45 %) ce qui s'explique par le faible taux de scolarisation des filles, le faible taux d'achèvements des filles aux niveaux fondamentaux 1 et 2, le déficit d'information des élèves et parents d'élèves sur les filières porteuses, qui les amènent à souvent choisir les filières tertiaires, les critères d'orientation qui défavorisent les filles (peu nombreuses dans les matières scientifiques et qui sont souvent défavorisées par la limite d'âge).

Exécution financière

Tableau II.1 – Exécution financière 2022 par objectifs genre

Programme 2.041 : Développement de l'Education de Base

En milliers de FCFA

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif N°3 : Renforcer la scolarisation des filles	224 127	11 143	212 984	04,97
Total	224 127	11 143	212 984	04,97

L'atteinte de l'objectif n°3 : renforcer la scolarisation des filles est mesuré à travers les indicateurs relatifs au taux brut d'admission des filles au fondamental 1, et au taux brut d'admission des filles en dernière année du fondamental 1.

L'activité concourant à la mise en œuvre de ces indicateurs est la mise en œuvre de la politique nationale de la Scolarisation des Filles (SCOFI). La nature de dépense destinée à la prise en charge de l'activité est inscrite au niveau des Académies d'Enseignement (AE), chargée de la mise en œuvre.

Ainsi, en 2022 sur une dotation de 224 127 millions de F CFA. Le montant exécuté sur la période est de 11 143 millions de F CFA soit un taux d'exécution de dotation révisée de 04,97 %.

Programme 2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel

En milliers de FCFA

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif N°2 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)	23 171 538	13 209 792	9 961 746	57
Total	23 171 538	13 209 792	9 961 746	57

L'objectif n°2 en lui-même: Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC, n'est pas strictement un objectif genre. Cependant, l'atteinte de cet objectif) est mesuré à travers l'indicateur relatif au pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC – qui est un indicateur genre. L'activité qui concourt à la mise en œuvre de cet indicateur est la sensibilisation et l'information sur l'importance des filières scientifiques pour tous et particulièrement pour les filles.

La nature de la dépense destinée à la prise en charge de l'activité est inscrite au niveau de la Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnelle (DNETP), chargée de la mise en œuvre. Ainsi, la dotation de cette nature de dépense est de 23, 171 538 milliards de FCFA en 2022. Le montant exécuté sur la période est de 13,209 792 milliards de FCFA et avec un taux d'exécution de 57%. Ce taux d'exécution assez faible peut contribuer au fait que les résultats atteints pour cet indicateur sont largement en-deçà de la cible.

Tableau II.3 – Exécution financière 2022 par détail des activités.

Programme 2.041 : Développement de l'Education de Base

En milliers de FCFA

Intitulé de l'activité	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Mise en œuvre de la politique nationale de SCOFI	224 127	11 143	212 984	04,97
Total	224 127	11 143	212 984	04,97

(Voir commentaires sur tableau exécution financière par objectif).

Programme 2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel

En milliers de FCFA

Intitulé de l'activité	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Sensibilisation et information sur l'importance des filières scientifiques pour tous et particulièrement les filles	23 171 538	13 209 792	9 961 746	57
Total	23 171 538	13 209 792	9 961 746	57

(Voir commentaires sur tableau exécution financière par objectif).

Planification et budgétisation des actions genre en 2024.

a) Objectifs, indicateurs et activités.

Au titre de l'exercice 2024, la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre sera poursuivie, au Ministère l'Education Nationale à travers deux programmes.

Programme 2.041: Développement de l'Education de Base

Objectifs	Indicateurs						Activités 2023
	Libellé	Unité	Référence 2022	Cibles			
				2024	2025	2026	
Objectif N°3 : Renforcer la scolarisation des filles	3. 1. Taux d'admission en dernière année du Fondamental 1 pour les Filles.	%	53,20	49,10	50	???	3.2.1 Mise en œuvre de la politique nationale de la SCOFI.
	3. 2 Taux brut d'Admission des filles au fondamental 1.	%	67,00	74,20	76	???	

La cible 49,10 qui est inférieure à la réalisation de 2022 s'explique par le fait que c'est une programmation du document du PRODECII. Le choix de la cible de 74,20% de l'indicateur relatif au Taux brut d'Admission des filles au fondamental 1 en 2024 traduit la volonté du département à inciter davantage les parents d'élèves pour une scolarisation massive des filles.

Programme n°2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel

Objectifs	Indicateurs						Activités 2023
	Libellé	Unité	Référence 2022	Cibles			
				2024	2025	2026	
Objectif N°2 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agrosylvopastorale, TIC).	2.2 Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvopastorales, TIC.	%	28,00	45,00	45,00	45,00	2.2.5 Sensibilisation et information sur l'importance des filières scientifiques pour tous et particulièrement les filles

De même, le choix de la cible de 45,00% de l'indicateur relatif au pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvopastorales, TIC en 2024, traduit la volonté du département à susciter plus d'engouement des filles vers les filières industrielles, agro-sylvopastorales, TIC.

Budget genre, programmes stratégiques et effectifs du ministère

Tableau III.1 – Budget genre : Dépenses ciblant l'égalité de genre

En milliers de FCFA

Programme/Objectif	Exécution	Budget	Prévisions			
			2022	2023	2024	2025
Action						
Détail						
Programme 2.041: Développement de l'Education de Base						
Action 2 : Enseignement Fondamental						
3.1.1 Mise en œuvre de la politique nationale de la SCOFI	11 113	224 127	199 459	213 406	???	
Programme n°2.043: Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel						
Action 1 : Enseignement Technique et Professionnel						
2.2.5 Sensibilisation et information sur l'importance des filières scientifiques pour tous et particulièrement les filles	693	13 197	11217	11418	???	
Total	11 806	237 324	210 676	224 824	???	

On note dans ce tableau, qu'une seule activité du Programme 2.041: Développement de l'Education de Base cible directement l'égalité genre. Il en est de même pour le Programme n°2.043: Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel.

Catégorisation des dépenses du DPPD-PAP du MEN en termes de lien avec l'égalité de genre

Le MEN mène de nombreuses activités qui ont le potentiel de contribuer indirectement à réduire les inégalités de genre.

Rendre le budget du MEN plus sensible à l'égalité de genre demande d'identifier et de renforcer ce potentiel. Pour ce faire, il y a lieu d'analyser les activités inscrites dans le DPPD-PAP en termes de lien avec l'égalité de genre.

Le MEN est l'un des six ministères qui a entamé une démarche d'analyse des activités/dépenses du DPPD-PAP, en les classifiant en dépenses ciblant directement l'égalité de genre (telle que l'activité de mise en œuvre de la SCOFI reprise dans les tableaux ci-dessus

- dépenses ciblant indirectement/ayant un lien indirect avec l'égalité de genre
- dépenses n'ayant aucun lien explicite avec l'égalité de genre.

Cette démarche a été entamée en vue du RG24, mais non terminée. L'encadré suivant reprend à titre d'illustration quelques-unes des analyses initiales de catégorisation qui ont été réalisées. Ces analyses doivent être approfondies et la démarche doit être élargie à toutes les activités du DPPD-PAP.

Le MEN poursuivra ces analyses afin de finaliser la catégorisation des dépenses du DPPD-PAP, pour le RG25.

Encadré no. 1 – Exemples de catégorisation des activités du DPPD-PAP du MEN

Activité 2.3.2 - Organisation d'ateliers de sensibilisation sur VIH/SIDA/COVID-19 (programme Administration Générale). L'activité n'a pas l'égalité de genre pour objectif, cependant elle a un lien avec le genre car le genre est explicitement mentionné dans le cadre stratégique et dans le module de formation. Le lien avec l'égalité de genre est considéré comme indirect.

Activité 2.1.2 - Suivi/supervision des activités pédagogiques et Renforcement des capacités des acteurs (programme Développement de l'Enseignement de Base). L'objectif premier de cette activité est le suivi pédagogique pour tous les élèves. Cependant l'activité a un lien avec le genre, car le suivi pédagogique des CP prend le genre en compte : la grille d'observation et le rapport de suivi doivent en principe distinguer entre garçons et filles. Le lien est considéré comme indirect.

Activité 2.2.5 - Facilitation de la prise en charge sanitaire des élèves et des enseignants (programme EB). Cette activité a aussi un lien genre, car les constructions généralement prévoient que les latrines soient séparées pour les filles/femmes et les garçons/hommes. Mais ce lien n'est pas explicite – les standards de construction n'incluent pas l'obligation de séparation, il n'y a pas de suivi pour savoir à quel point cette pratique est répandue, ou pas.

De même, pour l'activité 2.2.3, acquisition d'équipements pédagogiques et divers, dans la pratique lors de la distribution les filles sont souvent priorisées lorsque les manuels sont insuffisants mais cela n'est ni formalisé ni suivi. Il n'y a donc pas de lien explicite.

Tableau III.2 - Programmes stratégiques de la budgétisation sensible au genre

En milliers de FCFA

Programme	Exécution	Budget	Prévisions		
	2022	2023	2024	2025	2026
Programme 2.041: Développement de l'Education de Base	11 113	224 127	199 459	213 406	
Programme n°2.043: Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnelle	693	13 197	13 197	13 835	14 606
Total	11 806	237 324	210 676	227 341	

Parmi les programmes du MEN, les programmes 2.041 et 2.043 sont considérés comme étant les plus stratégiquement importants pour l'égalité de genre, car ces niveaux d'éducation constituent la pierre angulaire sur laquelle les filles et les femmes peuvent bâtir leur autonomie. Ce sont les deux programmes pour lesquels il serait le plus important de chercher à maximiser leur contribution à l'égalité de genre en menant des analyses de genre approfondies.

Le programme 2.041, vise l'amélioration de l'efficacité interne du système et la promotion de l'égalité et de l'équité d'accès à l'éducation pour tous à travers le renforcement des capacités d'accueil au niveau de l'éducation préscolaire et spéciale, la promotion de tous les enfants en âge scolaire d'accéder à un enseignement de base gratuit et obligatoire, le renforcement de la scolarisation des filles et l'amélioration des compétences de base des élèves et des apprenants du système en lecture, écriture et calcul. C'est ce programme qui est chargé de la mise en œuvre de politique nationale de la scolarisation des filles à travers la Direction Nationale de l'Enseignement Fondamental en collaboration avec les Directions d'Académies d'Enseignement au niveau déconcentré.

Le programme 2.043, vise d'une part, à assurer le développement d'un enseignement secondaire technique de qualité et d'un coût abordable en lien avec les besoins de l'économie et d'autre part à accroître l'offre de formation en développant des alternatives crédibles et attractives en adéquation avec l'auto-entreprenariat et les besoins du marché du travail à travers le renforcement des capacités d'accueil et l'amélioration de l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC). Ce programme contribue à la mise en œuvre de la politique nationale de la scolarisation des filles à travers la Direction Nationale de l'Enseignement Technique qui met l'accent sur la sensibilisation pour accroître le nombre de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvopastorales, TIC.

Tableau III.3 - Effectifs du ministère sexo-désagrégés

Ministère de l'Education Nationale Fonction	Total	Nombre par sexe		% Femmes sur le total
		H	F	
Ministre(s)	1	0	1	100%
Secrétaire Général (SG)	1	1	0	0%
Chef de Cabinet	1	1	0	0%
Conseiller Technique	5	4	1	20%
Chargé de mission	4	4	0	0%
Directeur	17	15	2	12%
Directeur Adjoint	17	17	0	0%
Chef de division	68	51	9	13%
Chef de sections	83	65	18	21%
Chargé de dossier	343	213	130	38%
Personnel de soutien	339	198	141	42%
Total	880	569	302	34%

Source: DRH-Secteur Education2022

Le tableau des effectifs du personnel du ministère sexo-désagrégé ne prend pas en compte le niveau déconcentré, Il ne permet donc pas d'analyser l'inégalité des sexes de façon exhaustive dans le département de l'éducation Nationale. Cependant il permet d'entrevoir l'inégalité homme /femme en ce qui concerne les postes de nomination. Comme on le voit en examinant les niveaux de chefs de section à directeur, plus on monte dans la hiérarchie, moins les femmes sont représentées. La nomination des femmes reste donc timide dans les postes de décision. On constate que la Loi 052 n'est pas appliquée.

Comme solutions il faut un renforcement de capacité des décideurs au concept genre, et veiller à l'application des textes.

Perspectives :

L'école malienne aujourd'hui est dans une situation d'urgence à cause de l'insécurité qui est de premier facteur de sa régression avec la fermeture des écoles. Il y a entre autres facteurs l'inéquation entre l'offre et la demande, le pourcentage d'enfants hors école, l'abandon des enfants à cause des couts d'opportunité.

Pour combler ces déficits des actions de l'Etat avec l'appui des partenaires techniques et financiers s'avèrent nécessaires. On peut envisager de faire:

- une étude diagnostique sur la prise en compte du genre dans le système éducatif pour voir les facteurs favorables et défavorables, les données probantes de ce diagnostic servira de support aux actions à mener pour améliorer les performances du système en matière de genre
- une relecture de la Politique Nationale de la Scolarisation des filles qui date de 2007 qui doit être adaptée au nouveau contexte
- une élaboration et une mise en place d'un plan de communication sur la scolarisation des filles / des femmes et leur autonomisation pour un changement en faveur de l'égalité entre les sexes
- des renforcements de capacité des décideurs, des enseignants, des communautés pour une meilleure intégration, une nouvelle perception du genre dans les programmes et les politiques, un changement en faveur de l'égalité entre les sexes dans et par l'éducation et une inclusion de la société dans les prises de décisions

Recommandations:

- construire des infrastructures scolaires ou réhabiliter celles qui existent
- créer des espaces scolaires munis de cantines pour les enfants déplacés
- faire une répartition efficiente et efficace du personnel enseignant
- Réaliser une carte scolaire pour rapprochement des enfants de l'école et une meilleure orientation scolaire
- développer le système de mentorat pour les filles loin de leurs écoles
- organiser des concours de sélection des meilleures filles dans les disciplines scientifiques
- soutenir les enfants des familles démunies pour les coûts d'opportunité, de cours de soutien
- favoriser l'égalité des sexes par l'application de la loi 052 pour la promotion des femmes cadres de l'éducation

Conclusion:

Au regard de l'analyse du rapport genre à annexer à la loi des finances 2024, on peut constater que des résultats significatifs ont été enregistrés au niveau des indicateurs de performance (l'indice de parité fille /garçons dans l'accès) dans un contexte de pandémie, d'insécurité, et de sanctions entraînant des coupes budgétaires et la suspension de certains financements extérieurs.

Ces résultats sont les signes de la détermination de l'Etat et de l'appui des partenaires techniques et financiers qui ont accompagné le département de l'éducation dans toutes ses entreprises en conformité avec les objectifs du PRODEC II.

Cependant beaucoup de défis sont à relever:

- certaines cibles ne sont pas atteintes et la progression se fait en dent de scie,
- la couverture scolaire largement en deçà des attentes,
- l'abandon scolaire,
- la difficulté du maintien des filles à l'école,
- l'insuffisance des infrastructures scolaires et leur vétusté.

Chapitre 3 : Accès équitable aux droits économiques et aux opportunités économiques

- Ministère de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- Ministère de l'Industrie et du Commerce
- Ministère de l'Economie et des Finances.
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme.

MINISTÈRE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Présentation du Ministère

Le ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la promotion et le développement de la culture entrepreneuriale ;
- la facilitation de l'accès aux sources de financement et aux marchés publics au profit des jeunes entrepreneurs ;
- la définition de la politique d'emploi et de lutte contre le chômage et le sous-emploi ;
- la définition et le suivi de la mise en œuvre des actions et mesures destinées soit à préserver des emplois, soit à favoriser la création d'emplois ;
- le développement de la formation professionnelle et le renforcement des capacités des structures nationales de formation professionnelle en vue de répondre aux défis de l'intégration sous régionale et du renforcement de la compétitivité des entreprises nationales ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures visant l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes ;
- la définition et le suivi de la mise en œuvre de mesures visant une adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail.

Pour atteindre ses missions, il dispose de trois programmes d'intervention :

- **Programme 1.013: Administration Générale:**

Le programme administration générale, via les structures transversales, appuie les programmes opérationnels du Ministère. Il veille en particulier à la cohérence de leurs actions menées en réponse au chômage par le programme 2.033 et à l'insuffisance de qualification par le programme 2.034 à travers la définition des orientations politiques et le suivi de l'atteinte des résultats à atteindre.

- **Programme 2.033: Amélioration du cadre législatif et promotion de l'emploi**

Le programme vise à assurer la promotion de l'emploi et de l'insertion des jeunes à travers la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi. Il effectue le suivi-évaluation de ladite politique.

- **Programme 2.034: Formation Professionnelle**

Le programme formation professionnelle vise à assurer la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la Politique Nationale de Formation Professionnelle.

Par décision N°2021/0147/MEFP-SG du 04 octobre 2021, et conformément aux articles 19, 20, 21, 22, 23 et 24 du Décret n° 2014-0368-PM-RM du 27 mai 2014, fixant le mécanisme institutionnel d'orientation, d'impulsion et de suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre du Mali, le Comité sectoriel d'institutionnalisation de la Politique Nationale du Genre a été mis en place, à l'image des autres départements ministériels. Il est opérationnel à ce jour.

IV. Enjeux et gaps à combler en relation avec le genre

c) Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département

La Politique Nationale de la Formation Professionnelle a comme objectif général « le développement des ressources humaines pour la productivité et la compétitivité. Elle prend en charge les besoins de formation des actifs des secteurs productifs, des agents des services de l'Etat et des Collectivités territoriales ainsi que l'insertion socioéconomique des jeunes et des femmes ». Il est décliné en huit composantes assorties d'objectifs stratégiques et d'actions, et l'objectif 3.8 « Faciliter l'accès des femmes et des filles », prend en charge les besoins spécifiques des femmes et des filles et les principales actions identifiées dans le cadre de la formation et de l'insertion sont les suivantes :

- action 61: la multiplication des centres d'apprentissage féminin;
- action 62: le développement et la diversification des programmes de formation pour les centres d'apprentissage féminins;
- action 63 : la mise en place des mesures incitatives en faveur des filles pour l'accès à la FP notamment dans les filières industrielles.

Quant à la politique nationale de l'emploi les objectifs spécifiques sont adossés dix-sept domaines d'intervention dont le troisième est « (iii) Promotion du statut socioéconomique de la femme pour réduire les inégalités de Genre et les violences faites aux femmes et aux filles ». La stratégie est de contribuer, en synergie avec les politiques sectorielles sus citées, dans les domaines suivants, à :

❖ Développement rural :

- renforcer les capacités organisationnelles et groupements professionnels des femmes dans les domaines agro-sylvo-pastoraux;
- faciliter l'accès des femmes aux techniques modernes de conservation et transformation des produits agro-sylvo-pastoraux.

❖ Industrie:

- appuyer les femmes pour faire évoluer les micro-activités de transformation vers de véritables unités disposant d'un label de qualité et accédant à des marchés (national et mondial);
- participer à la mise en œuvre de tout programme de développement d'unités de transformation de produits agro-alimentaires labellisés, gérés et exploités par les femmes.

❖ Artisanat :

- promouvoir la productivité et la compétitivité des entreprises artisanales détenues ou créées par des femmes.
- améliorer l'environnement institutionnel, juridique et organisationnel des entreprises artisanales.

❖ Commerce :

- promouvoir l'emploi des femmes et renforcer leurs capacités entrepreneuriales;
- formuler les plans d'affaires des femmes -entrepreneurs,
- renforcer les capacités techniques et de gestion des femmes entrepreneurs et les appuyer dans la formalisation de leurs activités;
- améliorer l'accès au crédit, en soutenant le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant (FAFE), par le biais de partenariat avec des structures comme la DNE, la DNFP, l'ANPE, l'APEJ, le FAFPA, le FARE, etc.

❖ Micro finance :

- faciliter l'accès des femmes aux services financiers grâce à une offre adaptée aux milieux urbain et rural, aux AGR et aux PME par le biais de partenariats entre le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant (FAFE) et les structures comme l'APEJ qui dispose du FNEJ, le FAFPA, le FARE, etc.

❖ Formation professionnelle:

- développer et diversifier les programmes de formation pour les centres d'apprentissage féminins;
- mettre en place des mesures incitatives en faveur des filles pour l'accès à la formation professionnelle dans les filières industrielles;
- améliorer l'accès des filles aux diverses formations techniques et professionnelles et aux carrières scientifiques.

Cependant, en plus des défis politiques, sécuritaire et de gouvernance, le Mali n'est pas épargné par le chômage. Le sous-emploi massif caractérise sa population active et touche une grande partie des jeunes et des femmes en âge de travailler. Les jeunes filles et les femmes sont également moins représentées dans les filières professionnelles porteuses en termes d'emploi.

En 2020, plus de six individus sur dix (63,3%) de la population en âge de travailler sont employés dont 79,1% pour les hommes et 49,5% les femmes, soit un écart de 29,6 points de pourcentage entre les deux. Le taux d'emploi a légèrement augmenté entre 2019 et 2020. Il est passé de 62,7% en 2019 à 63,3% en 2020. En revanche pendant les mêmes périodes, ce taux a connu une baisse chez les femmes (de 49,9% en 2019 à 49,5%). Selon ONEF à partir des données de (EMOP2020).

Le chômage et le sous-emploi au Mali, ont un taux combiné en moyenne de 14,3%. Les femmes d'une manière générale ont un taux beaucoup plus élevé que les hommes, soit en moyenne 21,7% contre 8,9%. Une femme a deux fois plus de chance d'être au chômage ou sous employé lié au temps de travail.

Dans les milieux urbains et dans le district de Bamako la tendance est même au triple du taux des hommes (respectivement 31,6% contre 11,4% et 39,3% contre 13,2%). Ces chiffres illustrent l'inégalité entre les sexes et leur rapport au sous-emploi. (EMOP 2020)

Le taux de chômage combiné, du sous-emploi lié au temps de travail et de la main-d'œuvre potentielle s'établit en moyenne à 15,7% et se désagrège en des pourcentages de 23,8% de femmes et de 9% d'hommes. La durée moyenne de chômage est estimée à 10,5 années en 2020. Les femmes ont tendance à durer 12,3 années) dans le chômage plus que les hommes (8,3 années).

En 2021, plus de six personnes sur dix de la population en âge de travailler (64,1%) sont dans la main d'œuvre. Plus d'un tiers (35,9%) de cette population est hors de la main-d'œuvre c'est-à-dire des personnes en âge de travailler qui ne sont ni en emploi, ni au chômage. Cette catégorie est particulièrement plus fréquente au sein de la population féminine. En effet, un peu plus de la moitié (50,3%) des femmes en âge de travailler se trouve dans la population hors main-d'œuvre pendant que cette proportion n'est que de 19,5% chez les hommes.

Selon les données de 2021, environ 406 178 personnes étaient dans cette situation dans l'ensemble du pays, soit 6,1% de la main-d'œuvre. Les femmes sont les plus touchées par le phénomène. En effet, 60,7% des chômeurs sont des femmes alors que la part des femmes dans la population totale est de 50,4% (INSTAT, RGPH 2009).

Le chômage touche particulièrement les jeunes qui représentent plus de trois quarts des chômeurs. En effet, 79,3% des chômeurs ont au plus 40 ans. Les jeunes femmes aussi bien que les jeunes hommes sont tous touchés par le phénomène du chômage avec 86% et 74,8% des chômeurs qui ont au plus 40 ans.

d) Les GAPS à combler

Les réponses suivantes à ces difficultés visent la mise en œuvre de mesures ciblant l'ensemble de la population concernée, dont les filles et les femmes :

- assurer un financement adéquat des dispositifs d'apprentissage et de reconversion ;
- renforcer et diversifier les dispositifs contribuant à l'amélioration de l'employabilité des jeunes ;
- concevoir et mettre en œuvre une stratégie claire et ambitieuse de promotion de la culture de l'entrepreneuriat.

V. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre et évaluation des réalisations genre en 2022

a) Les mesures spécifiques

Le Ministère de l'entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle dans le cadre de la mise en œuvre des politiques nationales et sectorielles mènent des actions spécifiques, à travers les agences, les projets et programmes. Les actions suivantes ont été identifiées :

- formation des points focaux genre et des cadres du département sur l'approche genre **du 22 au 24 mars** et **du 29 au 31 mars 2022** à l'hôtel ONOMO de Bamako, financée par l'ONU Femmes.
- formation de vingt-cinq (25) veuves des forces de défense et de sécurité dans le cadre du partenariat MDAC/MENEFP, au Centre Agro-alimentaire de Siby (CAAS) entre octobre et novembre 2022, sur la technique culturale du Manioc, sa récolte, sa transformation et son conditionnement afin de commercialiser les produits (attiéké, gari et amidons entre autres);
- remise d'un tricycle à une dame évoluant dans la collecte d'ordures avec ses deux filles à travers l'ANPE, suite à un reportage de Renouveau Télévision sur elle.

Le MENEFP avait également prévu une action de formation et insertion des jeunes ruraux qui prenne en compte les femmes explicitement, en ciblant un nombre égal de femmes et d'hommes parmi les jeunes bénéficiaires, en garantissant une représentativité d'au moins 50 pour cent de femmes dans la mise en œuvre de l'approche Ecoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes (JFFLS) comme facilitatrices et bénéficiaires.

Il a œuvré à lever les contraintes de mobilité qui entravent la capacité des jeunes femmes à mettre leurs produits sur le marché, et en identifiant des mécanismes par lesquels elles accèderaient aux prestations pour congé de maternité et de garde d'enfants afin de leur permettre de s'engager dans l'emploi et les activités productives avec des rendements plus élevés.

Le MENEFP avait pour ce faire préparé un projet « Contribution à la Formation Professionnelle et au Renforcement de la Résilience des Jeunes en milieu Rural dans le centre sud au Mali » sur financement interne pour prendre le relais d'un projet sur fonds extérieurs dont les résultats s'étaient avérés positifs. Cependant, il n'a pas été possible de mobiliser ce financement intérieur. A ce jour cet état de fait n'a pas changé.

b) L'évaluation des activités genre 2022

L'objectif 2 du **Programme 2.033 « Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi »** a un lien avec le genre, à travers un indicateur sur quatre. Les autres indicateurs de programme, néanmoins potentiellement importants en matière d'égalité de genre, n'y font pas référence explicitement (nombre d'emploi créés par les projets/programmes et les structures de promotion d'emploi, nombre de jeunes diplômés ayant bénéficié de stage de formation professionnelle et de qualification, nombre de personnes formées en entrepreneuriat).

Objectif 2 : Renforcer les actions de promotion et de création d'emploi, la promotion des activités privées génératrices d'emploi, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2022	
		2019	2020	2021	Prévisions	Réalisations
2.4 Nombre de femmes, de migrants et de personnes handicapées soutenus et installés	<i>Nbre</i>	-	3422	368	2400	1874

En 2020, concernant cette couche (femmes, migrants et personnes en situation de handicap), sur une prévision de 3 800 personnes, 3 422 ont été soutenues et installées dont 2 562 par le projet FIER, 200 par le PNA/ERP et 660 par l'ANPE, soit un taux de réalisation de 90.05%. Quant à l'année 2021, sur une prévision de 2 400 personnes, 368 ont été soutenues et installées essentiellement par l'ANPE, soit un taux de réalisation de 15,33% dû principalement à la crise socio-politique qui s'était traduite par la rétention des crédits.

Le rebond s'explique principalement par la contribution de l'APEJ qui a soutenu et installé 724 en 2022.

Il faut souligner le rôle important de L'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) dans l'atteinte des cibles pour cet indicateur. L'ANPE, qui a pour mission de contribuer à la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE), est chargée à ce titre de concevoir et de mettre en œuvre des mécanismes et actions destinées à assurer la promotion de l'emploi, notamment **de l'emploi féminin** (et emploi des migrants et personnes en situation de handicap/PSH). Cette mission est donc en lien direct avec l'indicateur ci-dessus.

Ceci est reflété dans la stratégie de l'ANPE qui inclut un indicateur sur le « taux d'insertion des populations rurales bénéficiaires des programmes, notamment des femmes rurales (Formation-Insertion) » et des actions spécifiques telles que « un programme d'insertion et d'installation en faveur des femmes rurales » et « un programme d'insertion et d'installation en faveur des filles déscolarisées ».

L'objectif 1 du **Programme 2.034 « Formation Professionnelle »** a un lien avec l'égalité de genre à travers son indicateur 1.2 'Taux de femmes formées' qui est l'une des mesures de l'atteinte de l'objectif d'amélioration de l'accès aux formations professionnelles qualifiantes et par apprentissage.

Objectif 1 : Améliorer l'accès à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage						
Indicateurs de résultats	Unité %	Périodes			Evaluation 2022	
		2019	2020	2021	Prévisions	Réalisations
1.2 Taux de femmes formées		26,67	42,54	44,84	35	36,37

Les autres objectifs et indicateurs de ce programme n'ont pas de lien explicite avec l'égalité de genre, malgré leur importance potentielle à cet égard (Améliorer la qualité de la formation professionnelle continue qualifiante et par apprentissage, développer les compétences des ressources humaines des secteurs productifs et améliorer la qualité et l'adéquation de la formation professionnelle aux besoins du marché du travail).

Les données désagrégées existent pour certains indicateurs '**non sensibles genre**' (p.ex., le taux d'admission aux examens de fin d'apprentissage et aux sessions d'évaluation des CFP – indicateur 2.3 - en 2022 était de 90,49% dont 57,17% de femmes) mais cela n'est pas suivi dans le cadre de performance du programme dans le PAP.

Tableau : Taux des personnes formées selon le type de formation de 2020 -2021

Type de formation	2019			2020			2021			Total		Ensemble	
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	%	F	%
Apprentissage	6561	4046	10607	724	1228	1952	514	718	1232	7799	0,52	5992	0,39
Qualifiante	3313	2336	5649	1517	2702	4219	939	2128	3067	5769	0,39	7166	0,47
Continue	1097	1811	2908	130	188	318	72	200	272	1299	0,09	2199	0,14
Total	10971	8193	19164	2371	4118	6489	1525	3046	4571	14867	1,00	15357	1,00

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées pour la production de l'annuaire de la formation professionnelle (2022)

Dans ce tableau de 2020 à 2022 plus de cinq hommes sur dix ont reçu une formation en apprentissage comparativement à 39%. Quant à la formation qualifiante plus de quatre femmes sur dix soit (47%) contre 39% de celui des hommes et 14% en formation continue chez les femmes et seulement 0,09%.

c) Exécution financière des activités genre 2022

Tableau II.1 – Exécution financière en année 2022 par objectif

Il n'y a pas d'objectif genre en tant que tel, dans les programmes du MENEFP. Cependant, chaque programme opérationnel inclut un indicateur genre, mesurant des dimensions genre pour les objectifs ci-dessous.

Programme 2.033 « Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi »

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif 2 : Renforcer les actions de promotion et de création d'emploi, la promotion des activités privées génératrices d'emploi, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises	6 648 100	3 225 809	3 422 291	48,52
Total	6 648 100	3 225 809	3 422 291	48,52

Il y a lieu de noter que pour cet objectif spécifique, seul un indicateur parmi quatre est un indicateur genre (indicateur 2.4). Par ailleurs, la plupart des agences et projets qui concourent à l'atteinte de l'objectif (y compris pour les autres indicateurs) désagrègent leurs plans d'action en termes de genre. Cependant, les statistiques ne sont pas toujours remontées sous forme désagrégée.

L'objectif affiche un taux d'exécution des dépenses de 48,52%. Ce taux d'exécution s'explique par la révision à la baisse du budget initial de la Loi de Finances suite au collectif budgétaire.

Programme 2.034 « Formation Professionnelle »

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif 1 : Améliorer l'accès à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage	4 686 191	745 834	3 940 357	15,92
Total	4 686 191	745 834	3 940 357	15,92

De même, il faut noter que pour cet objectif spécifique, seul un indicateur parmi quatre est un indicateur genre (indicateur 1.2).

Le taux d'exécution de cet objectif est très faible, environ 16%.

De façon générale, le niveau bas des taux d'exécution financière s'explique par la non-disponibilité des ressources en 2022. En effet, les structures ont fonctionné avec seulement 15% des budgets opérationnels, nettement en deçà de ce qui serait souhaitable.

Tableau II.2 – Exécution financière 2022 par détail des activités

Le MENEFP n'a pas analysé rigoureusement les activités de ses programmes en suivant la méthodologie de catégorisation des activités, actions et programmes promues par la DGB. Cela sera fait et reflété dans le RG25. Le tableau ci-dessous fait ressortir les activités du PAP 2022 pour lesquelles il a été possible d'identifier un lien avec l'égalité de genre de façon préliminaire au vu de l'énoncé de l'activité.

Intitulé de l'activité	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Équipement des groupements de femmes (moto taxi, moulins, machine à coudre, moto pompe, kits de transformation des produits locaux)	9 300	0	9 300	00%
Total	9 300	0	9 300	00%

3. Planification et budgétisation des actions genres (2024-2026)

Tableau III.2b – Programmes stratégiques de la budgétisation sensible au genre

Ce tableau reprend les programmes du Ministère qui ont un lien avec le genre à travers la Politique Nationale Genre (PNG).

En milliers de francs CFA

Programme	Exécution	Budget	Prévisions		
	2022	2023	2024	2025	2026
Programme 2.033 « Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi »	3 459 772	6 127 712	8 102 281	6 009 549	6 529 355
Programme 2.034 « Formation Professionnelle »	2 548 011	9 845 800	8 072 574	5 988 676	6 505 891
Total	6 007 783	15 973 512	16 174 855	11 998 225	13 035 246

Les deux programmes ci-dessus du MENEFP contribuent directement à la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG).

Le premier, portant sur le cadre législatif et la promotion de l'emploi, a le potentiel de contribuer fortement à la mise en œuvre de l'Orientation stratégique 3 de la PNG :

- « Reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production » et aux:
 - axe d'intervention 3.1 « Meilleur équilibre dans l'accès des femmes et des hommes aux emplois de l'administration publique et du secteur privé »,
 - axe d'intervention 3.2 « Amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche) »
 - axe d'intervention 3.3 « Amélioration de la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entrepreneuriat ».

Le second, portant sur la formation professionnelle, peut contribuer à la mise en œuvre de l'Orientation stratégique 2 de la PNG « Développement de capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation » et de l'axe d'intervention 2.1 « Amélioration de l'accès égal à l'éducation et à la formation ».

Des analyses genre approfondies de ces programmes permettraient de dégager des mesures additionnelles à celles déjà prises par le MENEFP pour renforcer son action en faveur de l'égalité de genre.

Tableau III.3b - Effectifs du ministère sexo-désagregés

NB : il s'agit du personnel qui émerge sur le Budget National

Fonctions	Total	Nombre		% Femmes sur le Total
		H	F	
1. Ministre	1	0	1	100
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0
Conseillers Techniques	5	3	2	40
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	25	8	17	68
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0
Chargés de Mission	4	3	1	25
Attaché de Cabinet	1	1	0	0
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100
4. Services Centraux				
Directions nationales et services Rattachés				
Directeurs nationaux	4	4	0	0
Directeurs nationaux Adjointes	4	4	0	0
Chefs de Division	9	5	4	44,44
Chefs de section	11	7	4	36,36
Chargés de dossier	24	12	12	50
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	15	14	1	6,66
4.1. Directions Générales				
Directeur Général	1	1	0	0
Directeur Général Adjoint	1	1	0	0
Sous-Directeur	5	4	1	0
Chefs de Division	0	0	0	0
Chefs de section	0	0	0	0
Chargés de dossier	0	0	0	0
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	22	10	12	54,54
4.2. Personnel EPA	0	0	0	0
4.3. Personnel EPST	0	0	0	0
4.4 Directions Régionales et services rattachés	122	95	27	22,13
4.5 services locaux	0	0	0	0
Total	257	174	83	32,29

Source : DRH-S

Au ministère de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, la part des femmes fonctionnaires émergeant sur le budget national et occupant des postes décisionnels est de **83** sur un total de **257**, soit un taux de **32,29%** contre **34,60%** en 2022.

Il y a lieu de signaler que les femmes sont très peu représentées dans la sphère décisionnelle, il n'y a pas de femme aux postes de Directeurs Nationaux et Généraux, les femmes n'atteignent les 50% qu'au poste d'appui. Il existe cependant de données manquantes.

En effet, plusieurs postes prévus par les différents cadres organiques ne sont pas pourvus au sein des structures concernées. Personnels contractuels qui émergeaient sur le budget national ont reçu des mutations dans les services personnalisés et ont fini par démissionner de la Fonction publique au profit desdits services. Cela explique pour l'essentiel, le manque de données sur les chargés de dossiers au sein des Directions générales.

1 Perspectives :

- Renforcer les capacités des points focaux genre afin de disposer de données désagrégées en termes de formation professionnelle et insertion en mettant l'accent sur les évolutions;
- Mettre en place un plan de communication permettant une visibilité des actions du département en matière d'égalité de genre ;
- Développer une stratégie genre.

2 Recommandations :

- Doter le ministère pour rendre fonctionnel le Comité sectoriel d'Institutionnalisation de la Politique Nationale Genre en charge du suivi du plan d'actions de la PNG et de l'assistance des agences, projets/programmes dans la prise en compte du genre;
- Renforcer les capacités des cadres du ministère dans la planification et budgétisation sensible au genre.

Conclusion :

Le faible niveau de réalisation des indicateurs est imputable au contexte socio-sécuritaire. Le département a aussi été confronté à beaucoup de difficultés liées à la mobilisation et à la mise à disposition de ressources financières et au départ d'un grand nombre de ses cadres.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

INTRODUCTION

Le rapport-genre du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) est élaboré conformément aux orientations de la politique budgétaire fixées par la lettre circulaire n° 01207/ MEF-SG du 07 avril 2023, fixant le cadre budgétaire pour 2024. Il est fondé sur l'obligation de rendre compte de la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budgets- programmes.

Il recense ainsi les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes du Ministère qui contribue à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre.

Depuis 2021, le monde fait face à la crise sanitaire de la COVID-19 aux incidences économiques et sociales inédites.

A l'échelle nationale, l'année a été caractérisée par une crise politique, institutionnelle et sécuritaire. Toutes ces crises viennent se greffer à une situation déjà défavorable en matière d'équité et d'égalité de genre. Les disparités relevées en la matière, avec un taux d'activité des femmes en nette décélération et un taux d'emploi qui peine à s'améliorer malgré les efforts consentis jusqu'à présent se sont accentuées.

Le présent Rapport Genre présente les réalisations de l'année 2022 et la planification pour la période 2023-2025. Il présente les engagements et réalisations du MEF en matière d'équité femmes/hommes. Il est une partie intégrale de l'information budgétaire élaborée par le département à travers le Projet Annuel de Performance (PAP) et leur Rapport Annuel de Performance (RAP).

Le Rapport sur le Budget Axé sur les Résultats tenant compte de l'aspect genre du MEF, aborde, sans première partie les enjeux genre et gaps à combler. La deuxième partie est dédiée aux mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre et la troisième partie met en exergue la planification et la budgétisation des actions genre de l'année 2023.

Présentation du Ministère

Le Ministère de l'Economie et des Finances est chargé de préparer et de mettre en œuvre la politique économique, financière et monétaire de l'Etat, conformément aux dispositions du décret n° 0474/PT-RM du 26 juillet 2021 fixant les attributions des membres du Gouvernement.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la coordination de la politique du Gouvernement en matière économique, financière et monétaire;
- l'élaboration du cadre macro-économique de référence pour les politiques économiques à moyen et long terme;
- l'élaboration de mesures visant à accroître les ressources de l'Etat et à améliorer l'efficacité de la dépense publique;
- la prévision économique et le suivi de la conjoncture économique;
- l'élaboration des statistiques économiques et financières et la réalisation d'études;
- la préparation et l'exécution des lois de finances, du Budget d'Etat et des plans de trésorerie;
- l'élaboration et l'application de la fiscalité et de la réglementation douanière;
- l'approvisionnement régulier du pays en produits pétroliers;
- la tutelle financière des collectivités locales et des organismes publics bénéficiant d'un concours de l'Etat;
- le contrôle financier des services et organismes publics;
- le renforcement de l'intermédiation financière et la promotion de l'inclusion financière;
- le suivi et le contrôle des banques, des établissements financiers et de crédits, des systèmes financiers décentralisés et des compagnies d'assurances;
- l'élaboration et le contrôle de l'application de la réglementation des marchés publics et des délégations de service public;
- la tenue de la comptabilité publique;

- la gestion de la dette publique;
- la gestion du portefeuille et des participations financières de l'Etat;
- la centralisation, l'étude et la mise en forme des programmes et projets d'investissement proposés par les départements ministériels;
- l'appui à la mobilisation des financements relatifs aux programmes et projets retenus auprès des partenaires au développement et le suivi de leur mise en œuvre, en liaison avec les ministres concernés et le ministre chargé de la coopération internationale;
- la participation à l'évaluation des programmes et projets inscrits dans le programme d'investissement de l'Etat et bénéficiant du concours de fonds d'origine extérieure;
- le développement de la statistique et la mise en cohérence des statistiques sectorielles relatives à la situation économique et sociale du pays;
- le suivi de l'évaluation, de la sélection et du pilotage des projets de partenariat public- privé;
- la participation à la lutte contre la délinquance financière et le blanchiment d'argent;
- la mobilisation de financements en faveur du développement de la recherche scientifique;
- la préparation et l'exécution du budget d'Etat;
- la préparation et l'exécution des plans de trésorerie de l'Etat;
- le contrôle financier de l'Etat sur les services publics et régies;
- la tutelle financière sur les organismes personnalisés et les collectivités territoriales;
- la conception et la mise en œuvre de la politique et de la législation des marchés publics;
- la collecte, le traitement et l'analyse des données statistiques dans le cadre de la mise en œuvre du suivi-évaluation du schéma directeur (SDS).

I. ENJEUX ET GAPS A COMBLER

I.a. Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département

Le Ministère de l'Economie et des Finances fait face à d'importants enjeux et constats qui jalonnent encore les péripéties de la mise en œuvre de la PNG. Il s'agit entre autres de :

L'aide à apporter aux femmes en vue de leur faciliter l'accès au crédit car elles ne sont pas une clientèle cible des institutions financières leur capacité de remboursement n'étant pas reconnue.

Actuellement, elles font recours au système de crédit informel dont les taux d'intérêt prohibitifs maintiennent, sinon renforcent, l'état de pauvreté. Elles font aussi appel aux emprunts familiaux ou informels. Les montants obtenus sont réduits puisque ces structures solidaires vivent également la précarité ;

L'obtention de la parité pour l'accès aux ressources et la garantie de l'usufruit de la terre afin que les femmes puissent augmenter la production et leur pouvoir d'achat pour l'acquisition de denrées complémentaires et ainsi poser les fondements de la sécurité alimentaire, indispensable à la croissance économique et développement durable.

Le renforcement des capacités des femmes au sein des structures par la formation continue. Le renforcement des capacités entrepreneuriales des femmes à travers la formation, l'information et la sensibilisation et leur accès aux facteurs de production comme par exemple la transformation et la commercialisation des produits.

I.b. Les GAPS à combler

Les Gaps à combler au niveau du département sont entre autres :

- la plupart des activités menées par les femmes n'ont pas de financement auprès des institutions financières donc il y a lieu de leur faciliter l'accès au crédit;
- les ressources nationales allouées aux activités genre doivent être visibles dans les budgets dès la planification des activités;
- les capacités entrepreneuriales des femmes doivent être renforcées.

II. MESURES ET STRATEGIES SPECIFIQUES QUI CIBLENT LES QUESTIONS DE GENRE:

II.a. Les mesures spécifiques

Sous l'égide et la coordination du MEF, le Mali dispose du Cadre stratégique pour la Relance Economique et de Développement Durable CREDD (2019-2023) » auquel sont alignées les stratégies sectorielles appuyées par les programmes de coopération des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Le CREDD 2019-2023 dont un des axes importants est le Développement du Capital Humain à travers lequel, l'autonomisation de la femme et son leadership occupe une place importante. Les femmes ayant une place essentielle dans la société, du fait de leur contribution au processus de croissance et de développement du pays, il donne la priorité à la promotion économique des femmes, à leur participation à la vie publique et à la prise en compte de leur situation sociale.

Le MEF en collaboration avec ses Partenaires Techniques et Financiers a mis en œuvre un certain nombre de projets/Programmes qui concourent à l'amélioration de la gouvernance et la réduction des inégalités, notamment celles liées au genre.

On peut citer entre autres :

- le projet « Programme de Filets Sociaux « Jigisemejiri » (Arbre de l'espoir) qui est une réponse de la Banque mondiale à la demande du Gouvernement malien, pour lutter contre l'extrême pauvreté. Il a été institué par Décret du Premier ministre (N°2013-195/PM-RM du 27 février 2013) et est placé sous l'autorité du Ministre chargé des finances. Il a pour objectif de mettre en place des transferts monétaires ciblés aux ménages pauvres et souffrants d'insécurité alimentaire et d'établir les piliers d'un système national de filets sociaux au Mali ; Les Filets Sociaux de Sécurité sont des programmes de transferts, sous forme de dons, non contributifs ciblant les ménages pauvres ou les personnes vulnérables à la pauvreté et aux chocs ;
- la création du Fonds d'Inclusion Financière des Populations Vulnérables (FIFPV) en tant que Etablissement Public à Caractère Administratif (EPA), sa mission est de mettre à la disposition des populations vulnérables exclues du système financier classique des produits financiers innovants, adaptés à leurs demandes, à des couts abordables en tenant compte de leurs conditions de vie, de leur environnement et de leurs potentialités ;
- le financement du Conseil National de la Société civile (CNSC) par la Cellule d'Appui à la Réforme des Finances Publiques ;
- le projet d'Appui à la Gouvernance Economique et à la Promotion du Genre qui a pour objectif d'améliorer la gouvernance économique et la promotion de l'égalité du genre en vue de renforcer la résilience du Mali face aux facteurs de fragilité. Il est un appui institutionnel visant à renforcer les capacités du Mali en matière de gouvernance économique et de prise en compte des inégalités de genre dans les politiques publiques. Il contribuera à la réalisation du premier recensement général des unités économiques (RGUE), permettra l'élaboration du profil genre et analysera et sensibilisera les acteurs (décideurs, leaders d'opinion, populations à la base) sur l'analyse genre, la planification et budgétisation sensible au genre et les violences basées sur le genre (VBG).
- des activités de renforcement des capacités dans les domaines de l'harmonisation de l'aide, de la transparence de la vie publique et lutte contre la corruption, ainsi qu'en analyse économique et prospective genre sensible seront menées et cibleront les cadres de l'administration malienne, y compris les institutions d'enseignements supérieurs et de la recherche du Mali à travers le Cadre de Concertation Genre Inter-Universitaires (CCG-IU). le projet contribuera à réduire certains facteurs de fragilité notamment les faiblesses structurelles de gouvernance économique et financière et les facteurs sociaux de pauvreté et de précarité ;
- la mise en place par Décision N°10-0146 MEF/SG du 25 Octobre 2010 de l'Unité d'Appui et de Suivi de la Stratégie de Développement du Secteur Financier (UAS/SDSF). La mission principale de l'Unité est d'assurer la coordination et le suivi évaluation de la mise en œuvre des activités de la SDSF auprès des Départements ministériels, institutions et organismes compétents à travers des plans d'actions périodiques ;
- la création du Fonds de Développement Economique (FDE) ;
- l'appui fait par le PAGAM/PREM au Conseil National de la Société Civile.

Aussi, en lien avec les stratégies globales certaines dispositions particulières sont prises par le MEF. On peut citer :

- l'introduction de la planification et la budgétisation sensibles au genre dans la budgétisation en mode programme
- l'instauration d'une lettre circulaire relative au processus budgétaire annuel pour la prise en compte du genre dans la loi des finances
- l'élaboration du rapport genre, annexe de la loi des finances, comme moyen de suivi des engagements du Gouvernement.

II.b. L'évaluation des activités genre 2022

Les résultats des programmes sensibles au genre identifiés dans le RAP du ministère du MEF sont identifiés ainsi qu'il suit:

Programme Administration Générale (1.011)

Objectif : Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du Département						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2022	
		2019	2020	2021	Prévisions	Réalisations
Niveau de mise en œuvre du programme économique avec le FMI	-	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant
Niveau de mise en œuvre du programme de réforme des finances publiques	-	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant
Niveau de mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière au niveau du Mali	-	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant

Programme : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes socioéconomiques, Sectoriels (2.028):

Objectif : Améliorer la coordination de la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des stratégies sectoriels de développement						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2022	
		2019	2020	2021	Prévisions	Réalisations
Niveau de mise en œuvre du CREDD	-	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant

Programme : Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national (2.082)

Objectif : Améliorer la capacité des organes du SSN et des acteurs dans le cadre du suivi de la réduction de la pauvreté						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2022	
		2019	2020	2021	Prévisions	Réalisations
Taux d'exécution du programme indicatif 2019-2020 du SSN	%	100	100	100	100	70
Objectif : Renforcer les capacités humaines de l'Administration publique, du Secteur privé et des organisations faïtières de la société civile						
Taux de réalisation des activités de renforcement des capacités	%	-	-	64.71	95	37,5

c) Exécution financière des activités genre 2022

Tableau II.2 – Exécution financière 2022 par détails des activités

Programme Administration Générale

Action 1

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Appui plan d'action micro-finances	51 842 000	148 021 000	285,52
Appui Financement PME/PMI	46 500 000	0	0,00
Appui Fonds DVPT Economique (FDE)	93 000 000	0	0,00
Projet Filets Sociaux JIGISEMEJIRI/ IDA	5 674 000 000	0	0,00
Projet Reconstruction et de Relance Economique (PRRE)	139 500 000	0	0,00
Réalisation des activités PAGAM/PREM (CNSC)	100 000	0	0,00

Action 7 : Gestion de l'Aide

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Mise en œuvre du programme d'activité du Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide	230 000 000	130 498 000	56,74
Appui mise en œuvre Plan harmonisation de l'Aide	139 500 000	40 378 000	28,94

Programme : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes socioéconomiques, Sectoriels

Action 2 : Formulation et coordination des politiques de Lutte contre la pauvreté et le Développement Durable

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Mise en œuvre des activités de la CT/CSLP	417 536 000	353 644 000	85,18
Projet d'Appui mise en œuvre CREDD	223 500 000	102 876 000	44,25

Programme : Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national

Action 3 : Renforcement des capacités d'analyse et de plaidoyer

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Organisation des sessions de renforcement des capacités des acteurs du développement	37 525 000	19 687 000	52,46

D'une manière générale, en 2022, les tendances sont à la baisse pour ce qui concerne les résultats obtenus par le MEF dans le cadre de réduction des inégalités à travers la mise en œuvre de ses Projets /Programmes.

En effet, le faible taux de mobilisation des ressources prévues sur le Budget Spécial d'Investissement a fortement les résultats obtenus.

III. PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRES

Les tableaux ci-dessous présentent le « budget genre » constitué des allocations budgétaires pour les activités/projets, actions, programmes dans le RAP du ministère qui ont un lien direct avec l'égalité de genre

Tableau III.1a – Budget genre : Dépenses ciblant l'égalité de genre

Programme : Administration Générale

Objectif : Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du Département

Action : 1

En milliers de francs CFA

Activités	2022	2023	Prévisions		
	Réalisation	Budget	2024	2025	2026
Appui plan d'action micro-finances	49 131	25 844	25 000	21 500	25 800
Appui Financement PME/PMI	23 750	23 750	23 750	23 750	23 750
Appui Fonds DVPT Economique (FDE)	49 470	102 000	102 000	102 000	102 000
Projet Filets Sociaux JIGISEMEJIRI/ IDA	2 122 811	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000
Réalisation des activités PAGAM/PREM (CNSC)	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000

Action 8 : Gestion de l'Aide

En milliers de francs CFA

Activités	2022	2023	Prévisions		
	Réalisation	Budget	2024	2025	2026
Projet d'Appui Cellule de Développement du Secteur Financier	170 794	300 000	300 000	300 000	300 000
Mise en œuvre du Programme d'activités de la cellule de gestion des fonds d'inclusion financières des populations vulnérables	74 200	40 062	40 000	380 000	206 000

Programme : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes socioéconomiques, Sectoriels

Objectif : Améliorer la coordination de la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des stratégies sectoriels de développement

Action 2 : Formulation et coordination des politiques de Lutte contre la pauvreté et le Développement Durable

En milliers de francs CFA

Activités	2022	2023	Prévisions		
	Réalisation	Budget	2024	2025	2026
Mise en œuvre des activités de la CT/CSLP	353 336	132 520	130 000	140 000	200 00
Projet d'Appui mise en œuvre CREDD	80 144	250 000	250 000	250 000	250 000

Programme : Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national

Objectif : Améliorer la capacité des organes du SSN et des acteurs dans le cadre du suivi de la réduction de la pauvreté

Action 3 : Renforcement des capacités d'analyse et de plaidoyer

En milliers de francs CFA

Activités	2022	2023	Prévisions		
	Réalisation	Budget	2024	2025	2026
Organisation des sessions de renforcement des capacités des acteurs du développement	54 655	80 000	75 000	78 000	80 000

Tableau III.1b - Effectif de femmes du MEF par poste de responsabilité

STRUCTURES	Directeur	Directeur Adjoint	Sous-Directeur	Chef de Division	Chef de Section	Chargé de dossier	Directeur Régional
Direction des Ressources Humaine (DRH)	0	0	0	1	3	0	0
Direction Générale de la Dette Publique (DGDP)	0	0	0	2		0	0
Office National des Produits Pétroliers (ONAP)	0	0	0	3	2	1	0
Cellule de Contrôle et de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (CCS/SFD)	0	0	0	1		2	0
Direction Générale des Marchés Publics et de Délégation des Services Publics DGMP/DSP)	0	0	1	3	2	0	1
Direction des Finances et du Matériel (DFM)	0	0	0	0	3	0	0
Inspection des Finances (IF)	0	0	0	0		8	0
Cellule Technique CSLP	0	0	0	0		2	0
Direction Générale des Impôts (DGI)	0	0	0	12	9	0	1
Direction Nationale du contrôle Financier (DNCF)	0	0	0	33		0	1
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)	0	1	0	5	16	2	0
Direction Générale des Douanes (DGD)	0	0	2	2	29	0	1
Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD)	0	0	0	0	3	0	0
Cellule d'Appui à l'Informatisation des services Financiers et Fiscaux (CAISFF)	1	0	0	2	3	0	0
Total	1	1	3	64	70	15	4

Désignation	Directeur	Directeur Adjoint	Sous-Directeur	Chef de Division	Chef de Section	Chargé de dossier	Directeur Régional
Direction Nationale	0	0	0	38	19	2	1
Direction Générale	0	0	3	19	40	0	3
Service Rattaché	1	0	0	7	8	13	0

IV. RECOMMANDATIONS

Il est important que le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) dispose d'un instrument efficace permettant d'analyser la part des budgets alloués uniquement aux activités du genre.

V. CONCLUSION

Au plan économique, un des déterminants de la pauvreté concerne le niveau de prise en compte de l'approche inclusive en l'occurrence la participation et l'équité genre dans les initiatives de développement économique. Les politiques et stratégies de développement sont pro-genre à la conception et planifient des activités qui impliquent les femmes, mais c'est dans la mise en œuvre que certaines couches (par exemple les femmes et enfants) sont moins impliquées.

Au plan politique, le Mali traverse une période d'instabilité et de conflit quasi permanente depuis 2012, l'occupation d'une bonne partie du pays par des groupes armés et la nouvelle période de transition issue de la crise politico institutionnelle d'août 2020.

L'autonomisation de la femme passe certainement par la prise en compte des besoins sexo-spécifiques dans les outils de planification et de Programmation. Aussi, il est crucial que les femmes arrivent à l'autosuffisance grâce à un appui initial et non pas par le biais de l'aumône. Des informations détaillées sur les succès obtenus doivent être recueillies pour les analyser et les systématiser afin de promouvoir des programmes porteurs de réussites.

Le présent Rapport Genre s'inscrit dans une démarche pluriannuelle et graduelle d'amélioration de sa préparation.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

I. LES ENJEUX -GENRE

Les enjeux portent sur les points suivants :

- l'appui à apporter aux femmes opératrices économiques ainsi que l'aide des organisations de femmes opératrices économiques à accéder aux moyens financiers;
- le renforcement des capacités des femmes au sein des structures par la formation continue;
- le renforcement des capacités entrepreneuriales des organisations de femmes opératrices économiques à travers la formation, l'information et la sensibilisation;
- l'accroissement de l'accès des organisations de femmes opératrices économiques aux facteurs de production etc.

II. LES STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE

Cette situation est décelable au niveau des domaines suivants :

Les mesures spécifiques :

Le secteur de l'industrie et du commerce demeure essentiellement marqué par son caractère informel. La frange de la population dans ce domaine est majoritairement féminine.

Des projets qui appuient le secteur sont :

- Le projet: « Formalisation des Acteurs du commerce de détail »
Des actions spécifiques ont été menées:
 - renforcement des capacités des responsables des faitières dans les rôles et les procédures de mise en place des Centres de Gestion Agréés (CGA) ;
 - formation des bénéficiaires de prêt en comptabilité simplifiée et GERME (Gérer Mieux son Entreprise);
 - formation/sensibilisation des acteurs en cogestion des marchés et sensibilisation des usagers des marchés en hygiène et sécurité sanitaire des aliments.
 - Financement des activités des commerçants détaillants des Centres de Gestion Agréés (CGA).
- Le projet: « Appui au Cadre Intégré Renforcé (CIR) » en vue d'intégrer l'économie du pays dans le système commercial mondial par le renforcement des capacités nationales en matière de commerce. Le Cadre Intégré Renforcé au Mali intervient dans certaines filières agricoles (mangue, karité, gomme arabique, les produits de transformation agroalimentaire), à travers le renforcement des capacités productives et commerciales des acteurs de ces filières.

Les femmes interviennent dans la production, la transformation et la commercialisation de ces filières et ses sous-produits. Elles interviennent tout au long de la chaîne de collecte, du transport et de la vente dans les différents marchés. Le karité occupe plus de 3 millions de femmes rurales et absorbe 80% des revenus de ces femmes.

Pour le cas de mangue, le CIR avait mis en place une Unité de Transformation des Fruits (confiture de mangues essentiellement) au profit des femmes du Cercle de Yanfolila. Plus de 20 femmes bénéficient directement de cette Unité à Yanfolila. Plus de 6000 caisses de récolte ont été distribuées aux femmes « pisteurs » de mangues. Enfin, des formations et d'Autres Activités Génératrices des Revenus (AGR) pour les femmes intervenant dans la gomme arabique.

- Le Centre Malien de Promotion de la Propriété Industrielle (CEMAPI)
Des actions spécifiques ont été menées:
 - dans le cadre des visites de sensibilisation des acteurs économiques sur l'importance de l'enregistrement des titres de Propriété Industrielle, en novembre 2019 une dizaine de PME féminines dans les régions de Bougouni, Koutiala et Ségou ont été visitées et sensibilisées;
 - dans le cadre de l'accompagnement des producteurs de l'échalote de Bandiagara à la démarche Identification Géographique (IG), treize (13) femmes productrices ont pris part aux ateliers de renforcement de capacité sur l'application du cahier de charge de l'échalote de Bandiagara, la structuration du groupement, le modèle économique ainsi que la stratégie marketing.
A cet effet, des actions spécifiques ont été menées en 2020 au profit des femmes.

III. EVALUATION DES ACTIVITES GENRE 2022

A/ programme 2.083 : Conception et coordination de la politique sectorielle du commerce et appui à la gestion des marchés

Mise en œuvre de la politique sectorielle du commerce et appui a la gestion des marchés

OBJECTIF 2: Organiser et renforcer les acteurs du commerce						
Indicateurs	Unité de mesure	Période			2022	
		2020	2021	2022	Prévis	Réalisations
2.1. Pourcentage des collectivités territoriales bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés Femmes : Hommes :	%	200	100	0 100		
2.2. Pourcentage des groupements et associations de commerçants bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés Femmes : Hommes :	%	166,66	100	18 02		20 bénéficiaires à Kangaba
2.3 Pourcentage d'acteurs du commerce de détail suivis dans le cadre de la formalisation	%	36,54	28,5	100	100	

UNITE DE MISE EN ŒUVRE DU CADRE INTEGRE (UMOCI) ET DE FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL (PROFAC) ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	Activités prévues 2022 Cadre Intégré (UMOCI)	Activités réalisées 2022		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA dépenses)	
01	Formations des groupements des unions des sociétés coopératives de gomme arabique sur les techniques de fabrication du savon dans les régions de SAN et SEGOU	100	24 620 000	
02	Formations des groupements des unions des sociétés coopératives de gomme arabique sur le maraîchage et les techniques de fabrication du savon à Tombouctou et Kayes	100	20 700 000	La formation sur le maraîchage a lieu à Tombouctou seulement mais pas à Kayes. Elle a regroupé 33 femmes.
03	Formation de 20 exportateurs de gomme arabique sur le e-commerce	02	17 056 000	
04	Formation de 35 exportateurs de gomme sur les techniques de négociation de contrat	03	8 911 250	

N°	Activités prévues 2022 Cadre Intégré (UMOCI)	Activités réalisées 2022		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA dépenses)	
05	Formation de 35 acteurs de la filière gomme sur la maîtrise des exigences réglementaires en matière de commerce extérieur	03	7 030 000	
06	Atelier d'information et de sensibilisation de 35 acteurs de la gomme sur le décret n°10-388/PRM du 26 juillet 2010, fixant les taux des redevances perçues à l'occasion de l'exploitation des produits forestiers dans le domaine forestier de l'Etat.	03	1 845 000	
07	Formation de 30 personnes du personnel technique de l'Unité de concassage de la Société Produits du Sud	25	7 230 460	
08	Formation de 30 Promotrices des PME de transformation des produits agroalimentaires sur la Sécurité sanitaire des produits agroalimentaires, du 02 au 04 février 2022 à Ségou	30	8 573 100	
09	Formation de 30 Promotrices des PME de transformation des produits agroalimentaires sur la notion de base du système de management de la qualité, du 09 au 11 février 2022 à Mopti	30	6 316 200	
10	Formation de 30 Promotrices des PME de transformation des produits agroalimentaires sur les référentiels de certification agroalimentaire 15 au 17 février 2022 à Sikasso	30	9 259 100	
11	Formation de 30 Promotrices des PME de transformation des produits agroalimentaires sur les référentiels de certification agroalimentaire sur la maîtrise de la sécurité des denrées alimentaires (traçabilité, produits non conformes, programmes prérequis), du 19 au 21 septembre 2022 à Koulikoro	30	10 565 580	
12	Formation de 30 actrices privées sur les opportunités d'exportation de certains produits transformés sur le marché américain, 07 au 09 décembre 2022 à Bamako	30	15 000 000	
13	Formation de 240 acteurs de la filière karité dont 195 femmes formés sur les techniques de négociation de contrats entre les Productrices et les Acheteurs des produits de karité	195	46 294 170	
14	Formation de 264 acteurs dont 213 femmes de la filière karité sur les exigences réglementaires et commerciales (2 ^{ème} phase) : Kita (54), Koulikoro (55), Ségou (45), Sikasso (67) et Bamako	213	51 480 560	
15	Formation de 215 femmes de la filière karité sur les techniques de traitement des amandes, de production de beurre (2 ^{ème} phase) et de fabrication	215	41 591 750	

N°	Activités prévues 2022 Cadre Intégré (UMOCI)	Acticités réalisées 2022		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA dépenses)	
	de savon dont Kita (44), Koulikoro (51), Ségou (45), Sikasso (75)			
16	Formation de 53 acteurs de la filière karité formés sur les normes de qualité à Kita	35	52 610 592	
17	Formation de 150 acteurs privés formés sur le Cahier de charges à l'exportation des produits de karité à Bamako, Kita et Koulikoro	113	23 005 556	
	Accompagnement des acteurs aux manifestations commerciales à l'étranger (Foires, Salons, missions commerciales) et d'autres rencontres à l'étranger (journées, Foras), y compris la Conférence annuelle sur le Karité de l'Alliance Globale pour le Karité	28	82 190 288	<ul style="list-style-type: none"> - cinq (05) Exportateurs de mangues dont une femme sont accompagnés au Salon International des Fruits et Légumes « Fruit Logistica », du 05 au 07 avril 2022 à Berlin en Allemagne ; - cinq (05) acteurs privés dont 03 acteurs de la filière karité, 01 acteur mangue et 01 acteur gomme sont accompagnés à la 39^{ème} Edition du salon international des fruits et légumes, herbes et épices (MACFRUT), du 04 au 06 mai 2022 a Rimini en Italie ; - accompagnement de 04 acteurs de la filière karité et 02 acteurs de la filière mangue à la Foire Internationale d'Alger (FIA), du 13 au 17 juin 2022 ; - quatre (04) acteurs privés sont accompagnés à la Foire Internationale de Dakar (FIDAK), du 15 au 31 décembre 2022 ; - Cinq (05) acteurs de la filière karité accompagnés à la Conférence internationale du karité, du 04 au 06 juin 2022 à Lomé au Togo ; - 06 acteurs privés de la filière karité dont 02 MPME et 04 Coopératives accompagnés à la Foire Internationale de Dakar (FIDAK), du 15 au 31 décembre 2022.

N°	Activités prévues 2022 Cadre Intégré (UMOCI)	Activités réalisées 2022		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
	Formation de 200 femmes formées sur la gestion de la coopérative, le marketing et la gestion commerciale dans le cadre du partenariat Public Privé entre l'UMOCI et MALISHI	200	12 712 640	

N°	Activités prévues 2022 de Formalisation des Acteurs du Commerce de détail (PROFAC)	Activités réalisées 2022		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Appui au renforcement des capacités	104	1 716 000	Module : éducation financière avec le réseau NYESIGISO.
02	Appui au financement	104	26 000 000	A raison de 250 mille Francs par femmes avec le réseau NYESIGISO. (ce sont les femmes qui exercent les activités dans les marchés du District de Bamako et de la région de Koulikoro.

B/ PROGRAMME 2.084 : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR INDUSTRIEL

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DE L'INDUSTRIE.

OBJECTIF 3: Assurer la mise en œuvre de la Stratégie du Secteur Agroalimentaire						
Indicateurs	Unité de mesure	Périodes			2022	
		2020	2021	2022	Prévus	Réalisations
3.1 : Proportion des acteurs formés		80	85	78	85	En 2022 : 123 acteurs de la transformation ont été formés sur les techniques de transformation et de conservation des produits agroalimentaires, les bonnes pratiques de fabrication (BPF) et les bonnes pratiques d'hygiène (BPH) et l'application de la méthode d'analyse des risques pour la maîtrise des points critiques (HACCP).
Femmes :		20	15	22	15	
Hommes :						
OBJECTIF N°4 : Assurer la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du Développement de la Propriété Intellectuelle						
4.3. Nombre de Centre d'Appui à la Technologie et à l'Innovation (CATI) périphériques créés	Nombre	3	3	3	3	3

MISE EN ŒUVRE DU CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE (CDA) ET DU CENTRE MALIEN DE PROMOTION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE (CEMAPI)

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	Activités prévues 2022	Activités réalisées 2022		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Organisation de sessions de formation des acteurs de la transformation sur la propriété industrielle	150	3 000 000	
02	Renforcement des capacités théoriques et pratiques des (120) femmes et hommes sur les techniques de transformation et de conservation des produits agricoles : la mangue, le maïs, viande etc. En application des normes de production et les normes d'hygiène sur la gestion de la qualité des produits et des services.	96	13 635 608	Sur 120 participants prévus, la formation à regroupe 123 dont 96 femmes sur financement du partenaire PACAM.

**B/ PROGRAMME 2.085: APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE
MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DE L'INDUSTRIE**

OBJECTIF 2: METTRE EN ŒUVRE DES MESURES DESTINEES AU DEVELOPPEMENT DES PME						
Indicateurs	Unité de mesure	Période			2022	
		2020	2021	2022	Prévis	Réalisations
Nombre de PME ayant bénéficié d'une formation	Nbre	-	30	11	60	11
Femmes :			0	04	0	04
Hommes :						
OBJECTIF 4: AMELIORER LE CLIMAT ET LA PRATIQUE DES AFFAIRES						
Taux d'exécution des activités de renforcement des capacités du personnel de la CTRCA	%	-	0	0	0	0
OBJECTIF N°5 : COORDONNER ET SUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE						
Taux de mise en œuvre des initiatives de développement du secteur privé	%	15	100	100	100	100

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	Activités prévues 2022	Activités réalisées 2022		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Formation de onze femmes en gestion et organisation d'entreprise et en assurance qualité en 2022 par DNPME	11	19 500 000	
02	Formation gestion du contrat de travail pour les opérateurs économiques (CNPM, REAO), les professionnels de justice (greffiers, avocats, magistrats) Femmes : Hommes :	3 32	-	Formation financée par la Banque Africaine de Développement à travers son Projet d'Appui à la Compétitive de l'économie Malienne (PACEM)

B/ PROGRAMME 2.086 : PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DE LA MICRO-FINANCE

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DE L'INDUSTRIE

OBJECTIF 3: Contribuer à la professionnalisation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)						
Indicateurs	Unité de mesure	Période			2022	
		2020	2021	2022	Prévis	Réalisations
Nombre de SFD ayant bénéficié de formation	Nbre	15	16	5	5	0
Femmes.....Hommes		20	21	8	10	0
OBJECTIF N°4 : Améliorer l'environnement des affaires des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)						
	Nombre					

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	Activités prévues 2022	Activités réalisées 2022		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Formation de l'Assistante Administrative du CPA/SFD en Archivage Numérique et Document (Licence Professionnelle)	1	826 000	
2	Formation de la Chargée de Promotion des SFD en Statistique Appliquée (Licence Professionnelle)	1	826 000	
03	Formation des Agents du Bureau Promotion dans l'animation du portail de la Micro finance	2	1 500 000	
4	Visite d'échanges d'expériences d'une délégation du Ministère de l'Industrie et du Commerce au Centre Mohamed VI de Soutien à la Micro finance Solidaire (CMS) du 17 au 22 octobre à Casablanca (Maroc)	1	1 848 144	
03	Nombre Total	5	5 000 00 144	

IV. LA PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRE

Objectif	Indicateurs					Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes
	Libellés	Réf	Cibles			
		2020	2021	2022	2023	2024
Renforcer les capacités au sein des structures par la formation continue	Direction des Finances et du Matériel (DFM)					
	Sensibilisation sur le sens de responsabilité					
	Femmes.....	35	13	27		
	Hommes.....	10	7	24		
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux	Projet Appui au Cadre Intégré (UMOCI)					
	Accompagnement des acteurs aux manifestations commerciales à l'étranger (Foires, Salons, missions commerciales) et d'autres rencontres à l'étranger (journées, Foras), y compris la Conférence annuelle sur le Karité de l'Alliance Globale pour le Karité			-	28	
	Formation de Cinquante (50) Agents de la DGCC sur les procédures du contrôle économique					
	Femmes.....	56	09	0		
	Hommes.....	24	21	0		
	Formation de 15 PME ayant bénéficié à la DNPME					
Femmes.....	20	20	11			
Hommes.....	05	0	04			

Objectif	Indicateurs					Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes	
	Libellés	Réf	Cibles				
		2020	2021	2022	2023	2024	2022
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux	Formation des femmes sur la notion de base du système de management de la qualité Femmes..... Hommes.....	20 05	15	11 04			30 Promotrices des PME de transformation des produits agroalimentaires formés sur la notion de base du système de management de la qualité, du 09 au 11 février 2022 à Mopti (655 km de Bamako) ;
	Formation des femmes sur les référentiels de certification agroalimentaire Femmes..... Hommes.....	0 0	0 0	30 0			30 Promotrices des PME de transformation des produits agroalimentaires formés sur les référentiels de certification agroalimentaire 15 au 17 février 2022 à Sikasso (365 km de Bamako) ;
	Formation des acteurs sur les techniques de collecte des amandes et les techniques de production du beurre de karité Femmes..... Hommes.....	0 0	0 0	30 0			30 Promotrices des PME de transformation des produits agroalimentaires formés sur la Sécurité sanitaire des produits agroalimentaires, 02 au 04 février 2022 à Ségou (240 km de Bamako)
	Formation de 200 acteurs sur les techniques de traitement des amandes et de production du beurre de karité et de fabrication du savon Femmes..... Hommes.....	0 0	200 0	200 0			Formation de 200 acteurs sur les techniques de traitement des amandes et de production du beurre de karité et de fabrication du savon à Ségou, Sikasso, Kita, Koulikoro et Bamako.
	Formation de 200 femmes de la filière karité formés à la maîtrise des exigences réglementaires et commerciales et les normes de qualité à Ségou, Sikasso, Kita, Koulikoro et Bamako Femmes..... Hommes.....	0 0	185 74	200 0			Formation de 200 femmes de la filière karité formés à la maîtrise des exigences réglementaires et commerciales et les normes de qualité à Ségou, Sikasso, Kita, Koulikoro et Bamako.
	Mise en œuvre du Programme de durabilité en faveur de la filière karité et en faveur des femmes sur l'amélioration de la qualité des amandes de karité Femmes..... Hommes.....	50 0	115 0	115 0			Mise en place des Sociétés coopératives (SCOOPs) des Unions des SCOOPs et la formation de 115 femmes en Gestion de la Coopérative, Marketing et gestion commerciale dans les

Objectif	Indicateurs					Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes	
	Libellés	Réf	Cibles				
		2020	2021	2022	2023	2024	2022
	Participation à la Conférence annuelle sur le Karité de l'Alliance Globale pour le Karité Femmes..... Hommes.....	2 -	10 0	5 0			communes de Doussoudiana, koloni et Madina. 05 femmes accompagnées à la Conférences de l'Alliance Globale du karité (AGK), du 04 au 06 juin 2022 à Lomé au Togo
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux	Participation à la Foire Internationale de Dakar (FIDAK) Femmes..... Hommes.....	- -	03 0	05 0			L'accompagnement des acteurs privés aux manifestations commerciales est une activité récurrente.
	Participation au Salon International de l'Agriculture (SIA) de Paris Femmes..... Hommes.....	6 1	6 0	5 0			
	Poursuite de l'accompagnement de deux (02) PME de transformation des produits agricoles aux références de certification : - HACCP (ISO 22000) pour DANAYA CEREALES appartenant à une femme (28 femmes employées) ; - Bio pour COPROKAZAN (beurre de karité) appartenant à une coopérative de 4500 femmes membres Femmes..... Hommes.....	4528 -	4500 0	4500 0			

Objectif	Indicateurs					Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes	
	Libellés	Réf	Cibles				
		2020	2021	2022	2023	2024	2022
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux	Accompagnement de deux (02) PME aux référentiels de certification appartenant à deux femmes : - HACCP pour MAM COCKTAIL à Bamako. - HACCP pour ETS DIALLO à Sikasso Femmes..... Hommes.....	0 0	30 0	30 0			ETS DIALLO a été accompagnée à la certification HACCP. Elle a obtenu son certificat HACCP en 2022.
	Formation des femmes de l'Unité de Transformation des Fruits de Yanfolila (UTRAFRUY) sur l'utilisation de l'étiquetage Femmes..... Hommes.....	25 -	- -	- -			L'activité n'est pas récurrente.
	Sensibilisation des femmes sur les techniques de production des amandes et du beurre de karité Femmes..... Hommes.....	2000 -	0 0	200 0			Activité prévue en 2022
	Formation de 200 acteurs sur la traçabilité des amandes et du beurre de karité Femmes..... Hommes.....	0 0	0 0	200 0			Activité prévue en 2022

Objectif	Indicateurs						Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes	
		Libellés	Réf	Cibles				
			2020	2021	2022	2023		2024
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux	Formation des femmes des Coopératives de gomme arabique sur les activités génératrices de revenu Femmes..... Hommes.....	100 0	100	100 0				
	Formation des femmes de la filière gomme en gestion coopérative, marketing et lobbying	0	0	100				
	Acquisition d'équipements maraîchers, de transformation, de pisciculture et d'irrigation au profit des femmes des Sociétés Coopératives de gomme arabique des zones gommifères Femmes..... Hommes.....	100 0	100	100 0				
	Recherche de débouché pour la gomme arabique : Accompagnement des acteurs de la filière gomme arabiqueaux Salons Internationaux Spécialisés agroalimentaires (France, Allemagne, USA) Femmes..... Hommes.....	03 05	03 0	02 06				
Produits nationaux sur les marchés internationaux	Renforcement des capacités des responsables des faitières dans la création des Centres de Gestion agréés (CGA) Femmes..... Hommes.....	300 200	300	18 02			20 bénéficiaires à Kangaba	

Objectif	Indicateurs						Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes
		Réf	Cibles				
		2020	2021	2022	2023	2024	2022
	Financement des activités des commerçants détaillants des Centres de Gestion						
	Femmes.....	300	300	18			
	Hommes.....	200	200	02			
	Formation /sensibilisation des acteurs en cogestion des marchés et sensibilisation des usagers de 11 marchés en hygiène et sécurité sanitaire des aliments.						
	Femmes.....	3 000					
	Hommes.....	200					
	Formation des Commerçants détaillants adhérents des CGA en Comptabilité Simplifiée et GERME (Gérer Mieux son Entreprise)						
	Femmes.....	300	400				
	Hommes.....	200					

Objectifs	Indicateurs					Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes	
	Libellés	Réf	Cibles			2024	2022
		2020	2021	2022	2023		
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux	CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE (CDA)						
	Proposition des acteurs formés						En 2022 : 123 acteurs de la transformation ont été formés sur les techniques de transformation et de conservation des produits agroalimentaires, les Bonnes Pratiques de Fabrication (BPF) et les Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH) et l'application de la méthode d'analyse des risques pour la maîtrise des points critiques (HACCP)
	Femmes.....	80	85	78			
	Hommes.....	20	15	22			
Sensibilisation à la propriété industrielle							
Femmes	20	25	60				
Hommes...	30	40	-				
Accompagnement des femmes productrices d'échalotes de Bandiagara à la démarche IG							
Femmes...	20	30	200				
Hommes...	45	50	-				
Renforcement des mesures destinées au développement des PME	Direction Nationale des Petites et Moyennes Entreprises (DNPME)						
	Nombre de PME ayant bénéficié de formation						
	Femmes.....	11	47	20			
Hommes.....	4	20	10				
Contribue à la professionnalisation Des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)	CENTRE DE PROMOTION ET D'APPUI DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES (CPA/SFD)						
	Nombre de SFD ayant Bénéficié de formation						
	Femmes.....	-	15	16			
Hommes.....	-	20	21				

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Introduction :

Le Ministère du Développement Rural est chargé de préparer et de mettre en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche. A ce titre, en résumé il a l'initiative et est responsable :

- a) d'améliorer la production agricole, halieutique, aquacole et animale (développement et accès aux technologies et intrants, aménagements et équipements, services vétérinaires etc.)
- b) d'améliorer les conditions de vie des producteurs (appui aux producteurs, appui à la diversification et l'organisation des filières de production, appui à la commercialisation etc.).

L'importance de ces activités en ce qui concerne l'égalité de genre tient au rôle important que jouent les femmes dans le secteur. Ce rôle est reconnu mais des progrès importants restent à faire afin de mieux appuyer les femmes à le remplir plus pleinement.

I. ENJEUX ET GAPS À COMBLER

Le Ministère du Développement Rural est confronté à un certain nombre de défis en matière de genre parmi lesquels on peut citer :

1.1. Enjeux selon l'analyse des missions officielles du département.

Les enjeux dans le secteur sont de deux types, avec d'une part les enjeux liés à la population-cible des actions du département (les agriculteurs, éleveurs etc.), et d'autre part, les problèmes liés aux actions même du MDR.

➤ **Population Cible**

Parmi les enjeux de ce type, on note le faible accès des femmes aux moyens de production, notamment à la terre et aux intrants agricoles subventionnés.

Les femmes sont également particulièrement vulnérables face aux aléas climatiques et crises sociales, ainsi qu'aux impacts de l'insécurité dans les régions du centre et du nord sur les activités agricole, d'élevage et de la pêche, principales sources de revenus des femmes de ces localités.

Le faible niveau de formation des femmes évoluant dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche est également une contrainte.

➤ **Les problèmes liés aux actions du MDR**

Les enjeux de ce type comprennent notamment l'impact négatif, en particulier sur les femmes, de la maîtrise insuffisante des problèmes environnementaux (mauvaise utilisation des cours d'eau et pâturages, insalubrité) par le gouvernement, engendrant la dégradation du cadre de vie et de production des agriculteurs, éleveurs etc.

La disponibilité limitée de statistiques et données de performance désagrégées par genre est une autre faiblesse. Cette faiblesse contribue à son tour à la prise en compte insuffisante des besoins des femmes lors de la réalisation et la gestion des infrastructures agricoles, pastorales et halieutique (sans néanmoins en être la seule raison). Les contraintes de financement dans le secteur (manque de moyens matériels, financiers et humains) créent des difficultés pour le système d'encadrement et de suivi et d'appui conseil des femmes au niveau local.

Ces contraintes expliquent également, en partie du moins, l'insuffisance de financement d'activités ciblant directement les inégalités de genre dans les actions et programmes du MDR.

Par ailleurs, un enjeu majeur est de systématiquement intégrer une perspective « égalité de genre » dans toutes les actions du MDR, en vue de renforcer le potentiel de ces actions de contribuer indirectement à l'égalité entre femmes et hommes dans le secteur. A cet égard, une limitation à lever est l'insuffisance dans le renforcement de capacités institutionnelles en genre du Ministère.

1.2. Les Gaps à combler

Pour faire face au premier enjeu soulevé ci-dessus, le MDR dispose de textes établissant le droit à l'accès des femmes à la terre et aux intrants agricole subventionnés. Ces textes doivent être appliqués et les mesures d'application doivent faire l'objet d'un suivi systématique.

Le MDR devrait également renforcer la priorité donnée à la formation des femmes aux techniques dans les domaines de l'agriculture, l'élevage et de la pêche.

En ce qui concerne les actions du département il est important de s'assurer de la disponibilité de statistiques et données de performance désagrégées par genre (en revoyant p.ex. les formats de collecte de données).

De telles données sont nécessaires, notamment pour mieux prendre en compte les besoins des groupes femmes lors de la réalisation et la gestion des infrastructures agricoles, pastorales et halieutiques, renforcer l'encadrement et l'appui aux femmes actrices dans le secteur, et renforcer la résilience des femmes face aux crises multiples affectant le secteur.

Le MDR devrait aussi renforcer ses propres capacités et la coordination nécessaire avec d'autres départements afin de mieux maîtriser les problèmes environnementaux affectant les producteurs et en particulier les femmes.

Il est également important de renforcer les capacités du MDR, notamment en opérationnalisant et en poursuivant les activités de budgétisation sensible au genre (BSG). Les analyses de BSG permettraient d'une part, d'envisager comment rendre davantage d'activités du MDR sensibles au genre et d'autre part, de faire un plaidoyer plus robuste pour accroître les moyens matériels, financiers et humains nécessaires pour renforcer la contribution du secteur à l'égalité de genre.

II. MESURES OU STRATÉGIES DE RÉDUCTION DES INÉGALITÉS LIÉES AU GENRE ET RÉALISATION DES ACTIVITÉS:

Le Ministère du Développement Rural à travers ses services centraux et déconcentrés, ses projets et programmes met en œuvre plusieurs stratégies de réduction des inégalités liées au genre.

2.1 Mesures spécifiques:

Parmi ses stratégies au niveau des projets/programmes, le département procède à l'intégration de la dimension genre depuis la conception en précisant le pourcentage de jeunes et de femmes à atteindre lors de la mise en œuvre que confère l'axe 5 de la Politique Foncière Agricole en stipulant « *Identifier et reconnaître les droits fonciers des femmes, des jeunes et groupes vulnérables* ». Conformément à la LOA prévoit que l'Etat privilégie l'installation des femmes (ainsi que des jeunes et groupes vulnérables) comme exploitants agricoles, en octroyant au minimum 10% des terres aménagées en favorisant leur accès aux facteurs de production et par des mécanismes d'appuis techniques ou financiers particuliers, y compris des subventions spécifiques à l'installation.

Les Chambres d'Agriculture sont censées appuyer l'émergence d'organisations de femmes rurales. Des préférences doivent également être accordées aux femmes (et autres groupes sociaux cités ci-dessus) dans l'attribution de parcelles dans les zones aménagées sur fonds publics.

2.2 Réalisations des activités genre 2022

Malgré l'importance des femmes dans le secteur du développement rural, le MDR n'a pas d'objectif spécifique genre, ni d'indicateur sensible au genre, dans les cadres de performance des programmes du ministère.

Le degré de sensibilité genre des activités des programmes du MDR est en cours d'analyse mais cette analyse n'est pas terminée, elle sera reflétée dans le Rapport Genre (RG25) annexé à la Loi de Finance 2025. A ce jour, l'analyse a montré que le RAP 2022 du MDR comprend certains projets qui pourraient contribuer indirectement mais explicitement à réduire les inégalités de genre dans le secteur, mais il faut pousser l'analyse des documents de projets pour l'établir.

P.ex., dans le programme appui au monde rural, le projet de Mise en valeur du Système Faguibine pourrait être sensible au genre, si le projet établissait des modalités de mise en œuvre et suivi de la clause de la LOA qui veut que au moins 10% des territoires aménagés soient mis en valeur par des femmes et jeunes appuyés par le projet.

D'autres projets, peu nombreux et peu dotés, ont un lien plus explicite, p.ex. le projet d'Appui à l'amélioration de l'aviculture traditionnelle qui prévoit la dotation de femmes et jeunes en unités wassaché et intrants, et construction de poulaillers améliorés, et qui spécifie dans les documents de projets des cibles à atteindre en termes de nombre de femmes.

Cependant, l'analyse étant très incomplète, cette section résume plutôt les aspects genre qui apparaissent dans l'évaluation des activités 2022 de quelques programmes lors du plan de campagne Triennal Harmonisé et Consolidé 2022-2023-2024.

Programme. 2.087 Appui au monde Rural

Les femmes représentent encore une faible proportion de la population concernée par les actions phares du programme. P.ex. au cours de la période 2019-2021 elles n'étaient que 5.7% du nombre total de producteurs semenciers, 5.6% des agriculteurs formés aux techniques de compostage, et 8.24% des exploitants recensés bénéficiant d'engrais.

Parmi les actions spécifiques en faveur des femmes on notera l'appui à l'installation (formation, équipement, dotation en plants sains) et le suivi de 60 femmes (et 40 jeunes) dans la production de banane.

Si l'on compare avec la période précédente, les proportions des femmes dans la population cible du programme n'ont pratiquement pas évolués, ce qui reflète que les enjeux identifiés ci-dessus restent prévalents.

Programme. 2.090 Développement des Production et Industrie Animales

Au niveau de ce programme, les femmes représentent néanmoins très peu par rapport à la population concernée par les actions qui ont été obtenues grâce à l'appui de l'Etat, l'intervention des organisations professionnelles et à l'accompagnement des partenaires au développement à travers des projets et programmes.

Cofinancement de 1 003 dossiers de Micros Projet dans le cadre du PADEM dans les régions de de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et le District de Bamako pour un montant total de 1 170 000 000 FCFA au profit 1 613 bénéficiaires (630 hommes, 983 femmes). Dans le cadre de la subvention un montant total de 162 070 350 FCFA pour les régions citées. Le nombre de bénéficiaires est de 1 795 dont 1 246 bénéficiaires hommes, soit 69,42% et 549 bénéficiaires femmes, soient 30,58%.

Parmi ces appuis ont concerné la dotation de ménages vulnérables en noyaux d'animaux, la promotion de l'aviculture villageoise, la distribution d'aliment bétail aux éleveurs des communes vulnérables, la dotation des producteurs en semences de cultures fourragères, la régénération de bourgoutières, l'ensemencement des parcours l'appui à l'installation et aux activités génératrices des revenus à travers la sélection de 180 bénéficiaires d'AGR dont 83% de femme dans le cadre de PRAPS2.

Ces proportions des femmes dans la population cible du programme n'ont pratiquement pas trop évolués des efforts qui ont été faites par rapport à la période 2019-2021.

Programme. 2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles

En plus des autres programmes cités sus dessus, elles sont toujours peu prises en compte et pas trop significatif mais néanmoins avec une notation plus importante que le programme développement des productions et industrie animales à travers le cadre de l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation, il été distribué : 6 966 claires de fumage de poisson, 20 fours « chorckors » ; 3 875 bacs gerbables, 72 caisses isothermes pour la conservation du poisson frais à 1 161 femmes initialement formées par le PAFha sur les bonnes pratiques de transformation et de conservation.

La réduction des pertes post-capture se maintient à 3% dans les régions de Ségou et Mopti. En plus, l'accès aux intrants, le Gouvernement a accordé la subvention de 30% sur 4 348 tonnes d'aliments et 28 359 000 alevins, la valeur de cette subvention s'élève à 2 495 777 150 FCFA à la charge de l'Etat au profit de 860 bénéficiaires dont 258 femmes, soit 30%. En plus, 40 champs écoles de 800 bénéficiaires dont 240 femmes producteurs piscicoles ont été appuyé par le PADEL-M.

Les résultats de l'année 2022 sont jugés satisfaisants dans l'ensemble malgré le contexte d'insécurité résiduelle croissante. Ces résultats ont pu être atteints grâce à la subvention des intrants, l'accompagnement des producteurs en équipements par l'Etat et ses partenaires, l'investissement du secteur privé ainsi que la formation des acteurs.

Enfin l'accent doit être mis par rapport à la proportion des femmes dans le cadre de l'appui aux activités génératrices des revenus pour autonomisation de la femme dans ce sous-secteur.

III. PLANIFICATION ET BUDGÉTISATION DES ACTIONS GENRE POUR 2023-2024

Comme on l'a dit ci-dessus, le degré de sensibilité genre des activités des programmes du MDR est en cours d'analyse mais cette analyse n'est pas terminée. Elle sera reflétée dans le Rapport Genre annexé à la Loi de Finance 2025 (RG25).

Situation du personnel

Tableau III. 3b :

Effectifs du ministère sexo-désagrégés du Ministère de l'Agriculture et celle de l'Élevage et de la Pêche.

Dans le document du Plan de Campagne 2022-2023-2024 l'effectif du MDR est de 5 042 agents.

Cet effectif de 5 042 est réparti comme suit :

- un effectif total de 3 921 agents fonctionnaires ;
- un effectif total de 881 agents contractuels ;
- un effectif total de 240 autres contractuels.

L'effectif total du MDR est de 5 042 agents.

Ministère de l'Agriculture et l'Élevage et la Pêche		Total	Nombre		% Femmes
			H	F	
Fonction					
	1.Ministre(s)	2	2	0	0%
	2.Secrétaire Générale (SG)				
	Secrétaire Général	2	2	0	0%
	Conseillers Techniques	9	7	2	22%
	Personnel Service courrier	8	5	3	38%
	3.Cabinet				
	Chef de Cabinet	2	1	1	50%
	Chargés de Mission	6	5	1	0%
	Attaché de Cabinet	2	1	1	50%
	Secrétariat Particulier Ministre	2	1	1	50%
	4. Services Centraux				
	4.1. Directions Nationales	16	13	3	20%
	Directeur Adjoint	16	16	0	20,00%
	Chef de division	72	60	12	0%
	Chef de secteur	960	910	50	0%
	Chargé de dossier				
	Personnel du support	918	587	331	36%
	4.2. Directions Générales				
	Directeur Général	5	4	1	20,00%
	Directeur Général Adjoint	5	4	1	20,00%
	Sous-Directeur				
	Chef de division				
	Chef de section				
	Chargé de dossier				
	4.3 Personnel EPA				
Total					

Source : DRH/SDR

NB : La DRH/SDR ne dispose pas de situation exhaustive pour compléter le tableau ci-dessus.

IV. PERSPECTIVES

Les perspectives de l'année dernière seront reconduites vu la nécessité de toujours continuer avec les analyses sur la classification des dépenses genre dans le DPPD PAP.

- Réorganisation du comité genre du secteur à travers la nomination de points focaux genre dans toutes les structures pertinentes, établissement du comité d'institutionnalisation genre sous la coordination d'un conseiller technique genre membre du Cabinet ministériel, inclusion des travaux de BSG et d'amélioration du RG dans le périmètre de travail des points focaux et du comité ;
- Poursuite des analyses BSG nécessaires pour l'amélioration du Rapport Genre 2025 (RG25) du MDR.

V. RECOMMANDATIONS

1. Redynamiser le comité genre du secteur à travers la mise à disposition des moyens humains et financières capables de relever le défi du secteur en faveur des femmes ;
2. Doter la DRH/SDR en logiciels de GRH et de numérisation des dossiers individuels dans le cadre de la Cartographie du Personnel Agrosylvopastorale du Secteur Public, Privé et les Collectivités des départements du secteur du Développement Rural dans le cadre des informations désagrégées du personnel.

CONCLUSION

Le MDR mène de nombreuses activités qui ont le potentiel de contribuer directement ou indirectement à réduire les inégalités de genre. Le département du MDR doit revoir les objectifs et les indicateurs des programmes afin de les rendre plus sensibles au genre.

Le MDR a marqué sa volonté de prendre en compte la dimension genre dans son budget (budgétisation sensible au genre), et plus largement, d'améliorer la budgétisation par programme au sein du ministère.

Budgétisation sensible au genre (BSG) – La BSG doit être intégrée au cycle budgétaire. Au Mali, un élément clé est la préparation du Rapport Genre (RG), un document budgétaire annexé à la Loi de Finance annuelle depuis 2012. Dans une perspective d'amélioration du RG, des outils d'analyse BSG sont en cours de développement.

Le MDR est l'un des ministères qui pilote la catégorisation, une analyse visant à catégoriser les activités budgétisées en fonction de leur lien avec l'égalité de genre et une étape vers un marquage des dépenses sensibles à l'égalité de genre

Cet exercice n'est possible qu'avec l'implication des responsables de programme en appui aux points focaux genres des programmes.

Malgré cet état de fait, le MDR et le comité chargé du rapport genre a besoin d'un appui technique et financier pour leur renforcement de capacités à bien cerner le genre dans sa dimension liée aux dépenses pour réduire l'inégalité de genre à travers les activités du département.

MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME.

La culture, l'artisanat et le tourisme sont un secteur d'activités à part entière, qui a ses acteurs spécialisés et ses besoins spécifiques, mais aussi une matière transversale par excellence, qui entretient des liens avec tous les autres domaines de politique sectorielle. C'est également un secteur dont la vitalité ne dépend pas seulement des pouvoirs publics mais aussi et surtout du dynamisme de ses acteurs indépendants et de l'engagement de toutes les forces vives de la société en sa faveur.

Le présent rapport qui constitue la contribution du secteur artisanat, culture et tourisme dans la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre du Mali décrit les enjeux du genre dans ledit secteur, les mesures et ou les stratégies spécifiques qui ciblent les questions genre dans le département, l'évaluation des activités qui ont concerné la réduction des inégalités en 2022 et la planification et budgétisation des actions genre en 2023

1-Les Enjeux-Genre

L'égalité des genres est une priorité pour le Ministère de l'Artisanat, de la Culture de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme dans les domaines de la conservation du patrimoine, de la création artistique et culturelle. L'égalité entre les femmes et les hommes dans la participation, l'accès et la contribution à la vie culturelle, relève autant des droits de l'Homme que des droits culturels, et elle est également une dimension importante pour garantir la liberté d'expression pour tous.

Les enjeux majeurs sont :

- l'intégration de la dimension genre à tous les projets et programmes du département ;
- l'inscription dans les plans d'actions, des activités spécifiques en lien avec le genre dans les structures du département ;
- la sensibilisation pour l'égalité des droits, les responsabilités et opportunités pour les femmes et les hommes, filles et garçons dans le domaine de conservation du patrimoine et de la création artistique et culturelle ;
- la contribution et la participation des femmes de façon égale au théâtre, au cinéma, aux arts, à la musique et au patrimoine ;
- le développement d'industries culturelles nationales ;
- l'accès et la participation à une vie culturelle libre et active ;
- le développement du dialogue interculturel à l'échelle nationale et internationale.

2-Les Stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Les mesures Spécifiques :

- améliorer la circulation et le partage de l'information liée au genre ;
- assurer la protection juridique et sociale des artistes et travailleurs culturels ;
- développer tous les métiers d'art pratiqués au Mali ;
- soutenir le développement de l'emploi culturel ;
- sssurer la reconnaissance et l'exercice des droits culturels des femmes ;
- sméliorer l'exercice des droits culturels de l'enfant ;
- sssurer la promotion culturelle de la jeunesse et valoriser ses diverses expressions culturelles.

3- Evaluation des activités genre 2022

Le Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme à travers la mise en œuvre de ses programmes, a réalisé certaines activités dans le sens de la réduction des inégalités sensibles au genre. Le programme 2.049 Promotion de la Création Artistique et littéraire a le plus contribué à obtenir des résultats. Les tableaux suivants montrent les caractéristiques de l'aspect genre dans le département.

Programme 2.049 : Promotion de la Création Artistique et littéraire

Objectif N°1 : Promouvoir les arts et les lettres

Indicateur N°1.2. Taux des acteurs appuyés

Activité N 1.2.1. Renforcement de capacités des acteurs dans les professions artistiques et littéraires.

En 2022, le département a appuyé 53 acteurs et associations culturelles dont 5 sont soit des acteurs féminins ou des associations féminines à cout de 12 millions. Aussi le département a organisé le Voyage Intégrateur pour les premiers au DEF de tous les cercles à cout de 15 millions.

Objectif N°4 Améliorer la fréquentation des infrastructures culturelles

Indicateur N°2: Taux de réalisation des activités culturelles organisées au niveau des infrastructures

Activité 4.2.8 Parcours pédagogique

Cette activité a pour objectif de sensibiliser et informer les plus jeunes sur les potentialités et les menaces qui planent sur le continent africain. Elle a vu la participation de **200 jeunes** enfants des écoles fondamentales des régions de Koulikoro, de Ségou et du District de Bamako ; il s'agit de mettre en compétition des enfants pour éveiller leur conscience sur le continent.

sObjectif N° 6: Assurer la formation des techniciens des arts et de la culture.

Indicateur N°6.2 .Taux de réalisation des activités de formation

Activité N°6.1.2. Renforcement des capacités pédagogiques de l'INA

Tableau 1: Artistes et intellectuels reçus à BlonBa pour des spectacles, des débats ou des résidences de créations en 2022

Unité : Nombre

Artistes et intellectuels	Effectif		
	Hommes	Femmes	Total
Musique	2	2	4
Théâtre	2	1	3
Cinéma	2	0	2
Danse	0	4	4
Festival accueilli	1	1	2
Total	7	8	15

Source : BlonBa, rapport d'activités 2022

Tableau 2: Étudiants par section et par sexe du Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia –Balla Fasséké Kouyaté, 2021-2022

Unité : Nombre

Sections	Sexe		Total
	Garçon	Fille	
Arts plastiques	34	05	39
Danse	08	16	24
Multimédia	32	14	46
Musique	43	10	53
Théâtre	17	18	35
Design	11	10	21
Ingénierie Culturelle	04	00	04
Total			222

Source : CAMM-BFK, rapport CA 2021-2022

Tableau 3: Professeurs par nationalité et par sexe du Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia Balla Fasséké KOUYATE, 2021-2022

Unité : Nombre

Statut	Maliens			Étrangers		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Professeurs	49	8	57	1	0	1
Total	49	8	57	1	0	1

Source : CAMM-BFK, rapport CA 2010-2022

Tableau 4: Récapitulatif des étudiants de l'Institut National des Arts par section et sexe.

Unité : Nombre

Sections	Année	2020-2021		
		Garçon	Fille	Total
Animation Socioculturelle		26	60	86
Art Dramatique		14	28	42
Arts Plastiques		43	21	64
Métiers d'Art		122	50	172
Musique		54	26	80
Total		259	185	444

Source : INA, rapport d'activités 2021-2022

Tableau 5: Personnel de l'Institut National des Arts par statut et par sexe en 20201

Unité : Nombre

Statut	Sexe		Total
	Homme	Femme	
Administration	7	7	14
Professeurs permanents	21	4	25
Professeurs contractuels	0	0	0
Professeurs vacataires	40	6	46
Total	68	17	85

Source : INA, rapport d'activités 2021-2022

Tableau 1: Répartition mensuelle des lecteurs de la Bibliothèque Nationale par sexe en 2022 Unité : Nombre

Mois \ Sexe	Homme	Femme	Total
Janvier	1 287	77	1 364
Février	1 333	165	1 498
Mars	1 627	159	1 786
Avril	1 613	80	1 693
Mai	1 341	89	1 430
Juin	1 719	150	1 869
Juillet	1 443	90	1 533
Août	1 543	166	1 709
Septembre	1 742	160	1 902
Octobre	1 561	140	1 701
Novembre	1 680	159	1 839
Décembre	1 573	148	1 721
Total	18 477	1 583	20 055

Source : Direction Nationale des Bibliothèques et de la Documentation (DNBD),

4- Planification et budgétisation des actions genre pour 2023

En 2023, le département de la culture ambitionne de rendre encore visible les questions relatives à la réduction des inégalités dans la mise en œuvre des activités des différents programmes.

CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS :

Le Mali a enregistré des avancées en matière de planification et de budgétisation sensible au genre et cela grâce à l'amélioration graduelle du canevas du rapport genre, qui a permis de prendre en charge les préoccupations du système de notation PEFA et d'améliorer la note du Mali en la matière.

Le contenu du rapport est de plus en plus analytique et permet un plaidoyer pour une meilleure prise de décision. Il faut tout de même indiquer que les ministères n'évoluent pas au même rythme mais que des efforts sont en cours pour inverser cette tendance.

Cependant, la démarche de planification et de budgétisation sensible au genre est sujette à un certain nombre de difficultés qui sont : (i) la non opérationnalisation de certains comités d'institutionnalisation du genre ; (ii) le faible niveau d'appropriation du genre par certains acteurs ; (iii) l'insuffisance de données sexospécifiques ; (iv) l'impact des pesanteurs socio-culturelles, etc.

Au regard de ces difficultés, il s'avère indispensable de :

- poursuivre l'approche concrète pour une meilleure prise en compte de l'égalité de genre au sein de l'administration publique au niveau programmes, actions, activités des départements sectoriels. Une telle approche doit s'adosser sur la Stratégie nationale de Planification et de Budgétisation Sensible au Genre du Mali et son guide méthodologique⁸;
- poursuivre les travaux de catégorisation et de marquage des activités existantes et de la qualification des liens genre identifiés dans les DPPD-PAP avec les ministères pilotes;
- poursuivre la formation des membres du comité de suivi de la Politique Nationale Genre en matière de budgétisation sensible au genre;
- désagréger les données statistiques;
- opérationnaliser les comités d'institutionnalisation genre en s'appuyant sur le Décret n°2021-0188/P-RM du 25 mars 2021 qui vise à renforcer ces organes.⁹

⁸La « Stratégie nationale de Planification et Budgétisation Sensible au Genre du Mali 2021-2025 » et le « Guide Méthodologique de PBSG aux niveaux national, sectoriel et décentralisé », ont été actualisés en 2020 par le MEF avec l'appui de ONU Femmes.

⁹Décret portant modification du Décret n° 2014-0368/PM-RM du 27 mai 2014 fixant le cadre institutionnel d'orientation, d'impulsion et de suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre.

ETAT W

ANNEXE SUR LES RISQUES BUDGETAIRES

RAPPORT D'ANALYSE DES RISQUES BUDGETAIRES

AU TITRE DE LA LOI DE FINANCES 2024

Septembre 2023

Sigles et Abréviations

ACI	Agence de Cessions immobilières
ANAM	Agence Nationale d'Assistance Médicale
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
CANAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CMSS	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CIPRES	Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale
CMDT	Compagnie Malienne de Développement des Textiles
COMANAF	Compagnie Malienne de Navigation Fluviale
COMANAV	Compagnie Malienne de Navigation
COMATEX-SA	Compagnie Malienne des Textiles-Société Anonyme
COVID-19	Coronavirus 2019
CPM	Comité de Prévision et de Modélisation
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CT	Collectivité Territoriale
DGABE	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
EDM-SA	Energie du Mali-Société Anonyme
EIE	Evaluations d'Impacts Environnementales
EP	Entreprises Publiques
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FRAT	Fiscal Risk Assessment Tool/ Outil d'Evaluation des Risques Budgétaires
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
INSTAT	Institut National de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure
MINUSMA	Mission Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali
PIB	Produit Intérieur Brut
PLF	Projet de Loi de Finances
PPP	Partenariat Public-Privé

PTF	Partenaire Technique et Financier
SOMAGEP-SA	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable-Société Anonyme
SOPAFER	Société du Patrimoine Ferroviaire
TIPP	Taxes Intérieures sur les Produits Pétroliers
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

I. INTRODUCTION

1. Les prévisions budgétaires sont élaborées sur la base d'hypothèses essentiellement macroéconomiques. Lors de l'exécution du budget, des facteurs peuvent survenir et empêcher d'atteindre les objectifs d'où l'écart, quelque fois très important entre prévisions et réalisations. Ces phénomènes, connus sous le nom de risques budgétaires, s'ils se matérialisent, affectent les finances publiques et entraînent un écart entre les résultats et les prévisions budgétaires. Ils peuvent être **exogènes** : (i) les conséquences nées de la crise sanitaire de la COVID-19 ; (ii) la persistance de la crise sécuritaire ; (iii) la volatilité du prix des matières premières suite aux chocs macroéconomiques ; ou **endogènes** : (iv) la vulnérabilité de la situation financière de certaines entreprises publiques ; (v) l'instabilité du climat social liée aux revendications juridiques contre l'Etat et (vi) la mauvaise gouvernance et les crises institutionnelles.
2. Depuis 2018, suite à une mission du Département des finances publiques du Fonds Monétaire International (FMI) sur la gestion des risques budgétaires, réalisée au Mali, le Gouvernement s'est engagé à élaborer un rapport des risques budgétaires à annexer au Projet de Loi de Finances (PLF) à partir de 2019.
3. Cependant, ces rapports sont restés plus descriptifs qu'analytiques. Des marges d'amélioration importantes existent pour mettre en place un cadre générique d'analyse permettant de mieux gérer les risques budgétaires, à travers notamment la mise à disposition et l'utilisation des outils permettant de faire la quantification et l'analyse des risques budgétaires.
4. Dans cette optique, une assistance technique a été assurée par le FMI avec pour objectif le renforcement des capacités des cadres de la Direction Générale du Budget (DGB) en matière de gestion des risques budgétaires à travers la formation sur l'utilisation de deux outils d'analyse et d'identification des risques, à savoir : (i) l'outil d'évaluation des risques budgétaires (FRAT) qui fournit une perspective de haut niveau sur un portefeuille de risques budgétaires comportant jusqu'à 15 sources de risques budgétaires et couvrant les risques macroéconomiques, spécifiques et institutionnels et (ii) l'outil du bilan de santé des entreprises publiques (SOE Health Check) qui permet au Gouvernement d'identifier et de surveiller les entreprises publiques non financières à haut risque et aide à éclairer les interventions précoces et ciblées si nécessaires.
5. Le présent rapport d'analyse des risques budgétaires est le fruit d'un travail collectif entre les différents services techniques impliqués dans la gestion des risques budgétaires au Mali. A la différence des précédents, celui-ci présente un contenu assez riche même si les améliorations restent encore possibles.

II. METHODOLOGIE

La méthodologie adoptée dans le cadre du présent rapport a consisté à :

- ✓ la collecte des données auprès des structures concernées par l'analyse des risques budgétaires (entreprises publiques et Organismes de sécurité sociale).
- ✓ l'analyse et au traitement des données sur la base des outils FRAT (risques macroéconomiques) et SOE HEALTH CHECK (santé des entreprises publiques) ;
- ✓ la production d'un rapport provisoire sur la base des informations collectées ;
- ✓ la validation du rapport.

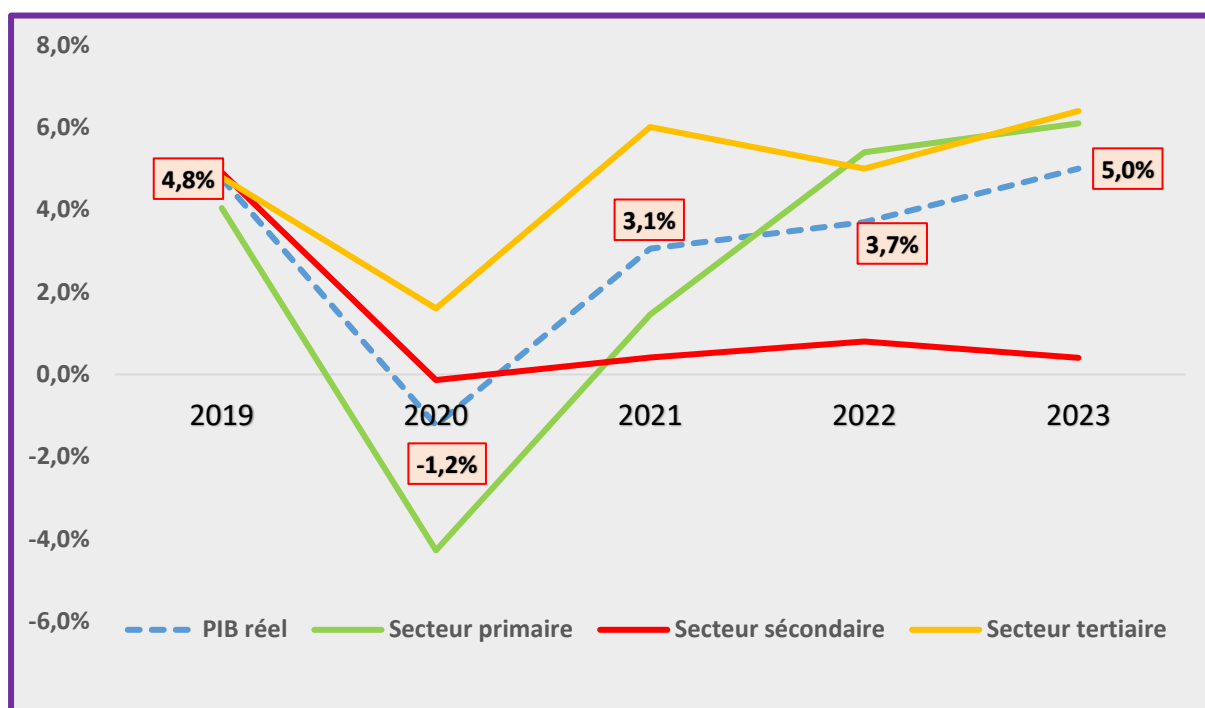
III. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE DU MALI

6. Après avoir été ébranlée en 2022 en raison des sanctions économiques et financières prises par les institutions régionales, la crise sécuritaire et les conséquences des tensions géopolitiques, l'activité économique s'est révélée résiliente. Ainsi, la croissance économique en 2023 initialement prévue à 5,1% ressortirait désormais à 5,0%, après 3,7% un an plutôt, soit une hausse de 1,3 point de pourcentage. Elle serait soutenue principalement par les secteurs primaire et tertiaire. En effet, le secteur primaire, représentant 36,8% du PIB, enregistrerait une croissance de 6,1%. Il contribuerait à la croissance du PIB réel à hauteur de 2,2 points de pourcentage, porté principalement par l'agriculture d'exportation (+29,6%), les activités extractives (+5,2%) et l'agriculture vivrière (+6,0%). Quant au secteur tertiaire, sa croissance serait de 6,4%. Il représenterait 36,1% du PIB et contribuerait à hauteur de 2,3 points de pourcentage du PIB réel. Les branches motrices de la croissance dans le tertiaire seraient, entre autres, les transports et communications (+7,8%), le commerce (+7,5%), et les administrations publiques (+6,1%). S'agissant du secteur secondaire, qui représente 19,1% du PIB, avec une croissance de 0,4%, ne contribuerait qu'à hauteur de 0,1 point de pourcentage du PIB réel sur la même période. La croissance dans ce secteur serait soutenue principalement par l'Electricité et Eau (+8,0%), la Construction (+5,2%) et les industries agroalimentaires (+4,8%).

Cette croissance tient compte notamment de l'amélioration de la situation sécuritaire du pays rendu possible grâce à la montée en puissance des Forces Armées Maliennes (FAMA), de l'apaisement du climat social et d'un consensus politique sur la conduite de la transition au terme de laquelle l'ordre constitutionnel sera restauré.

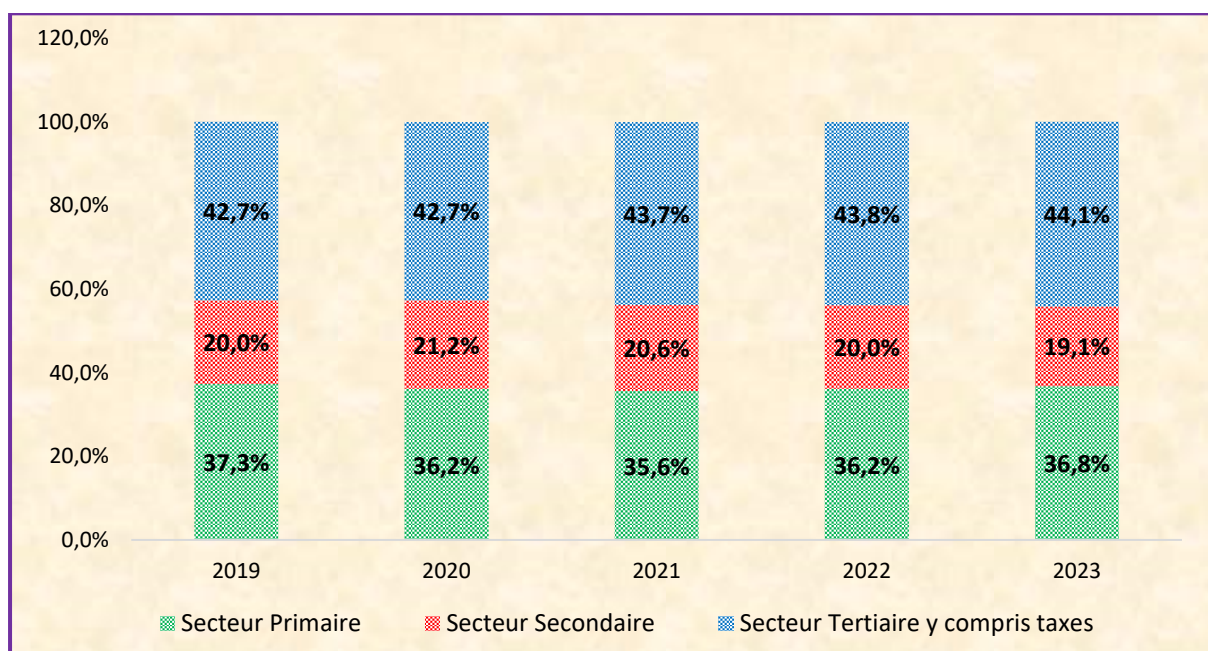
Grâce aux efforts coordonnés du Gouvernement et des autorités monétaires, le niveau général des prix, mesuré par le taux d'inflation moyen, devrait baisser, passant de 9,7% en 2022 à 2,8% en 2023.

Figure 1 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et ses composantes 2019-2023 (en %)



Source : INSTAT, février 2023

Figure 2 : Evolution de la part des différents secteurs dans le PIB, 2019-2023



Source : INSTAT, février 2023

IV. ANALYSE DES RISQUES MACROECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

7. Les risques macroéconomiques sont des changements inattendus dans la performance macroéconomique du pays qui peuvent avoir un impact négatif sur les réalisations budgétaires, en particulier en ce qui concerne les recettes, les dépenses ainsi que la valorisation des actifs et passifs du gouvernement¹.
8. Quant aux risques environnementaux, il s'agit des risques liés aux catastrophes naturelles, aux dangers environnementaux, aux pandémies et au changement climatique².
9. Dans cette partie, nous analyserons les risques macroéconomiques suivants : les risques liés aux fluctuations de la croissance économique, les risques liés à la volatilité des prix des matières premières et les risques liés aux catastrophes naturelles.

1.1 Risques liés aux fluctuations de la croissance économique

1.1.1 Description

10. Les aléas macroéconomiques négatifs, matérialisés le plus souvent par de fortes baisses du PIB, affectent régulièrement les finances publiques. Le FMI a établi que les chocs macroéconomiques interviennent en moyenne tous les 12 ans dans chaque pays avec un impact moyen de 9% sur le PIB.

La figure 3 fournit l'évolution du taux de croissance sur la période 2012-2022. Sur cette période, le taux de croissance du produit intérieur brut a été de 3,7% en moyenne avec une volatilité de 2,72. Le taux de croissance le plus élevé est celui de 2014, soit 7,1%. Cette croissance est soutenue par tous les secteurs d'activités. Les taux de croissance négatifs ont été observés en 2012 (-0,8%) et 2020 (-1,2%). La baisse de 2012 s'explique par la crise sécuritaire et institutionnelle et celle de 2020 par l'effet combiné de la crise sanitaire liée à la maladie à coronavirus et au boycott de la culture du coton par les paysans. Les secteurs primaire et secondaire ont été les plus affectés par ces crises contrairement au secteur tertiaire qui s'est relativement mieux comporté. En effet, les taux de croissance du primaire et du secondaire sont ressortis en 2020 à -4,3% et à -0,1%, respectivement.

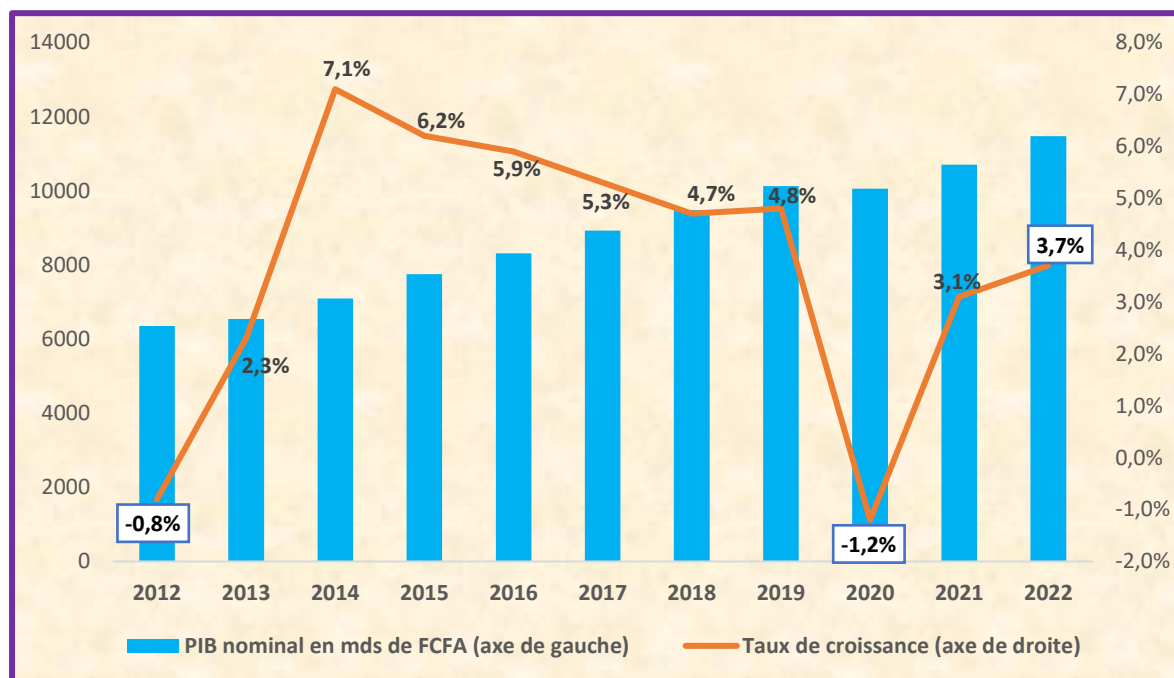
Par ailleurs, en 2022, la croissance économique, qui était initialement prévue à 5,0%, est ressortie désormais à 3,7%, soit une perte de 1,3 point de pourcentage, en raison des sanctions économiques et financières prises par les institutions sous-régionales, la crise sécuritaire et les conséquences des tensions géopolitiques.

¹ Définition inspirée de la description des risques macroéconomiques dans l'outil FRAT du FMI

² Idem

Nonobstant, les conditions sociopolitique et sécuritaire difficiles que traverse le pays depuis une décennie, l'économie s'est avérée résiliente, mais elle est très peu diversifiée et fortement exposée à certains aléas, notamment le changement climatique et la volatilité des prix des matières premières.

Figure 3: Evolution du taux croissance réel du PIB et du PIB nominal 2012-2022

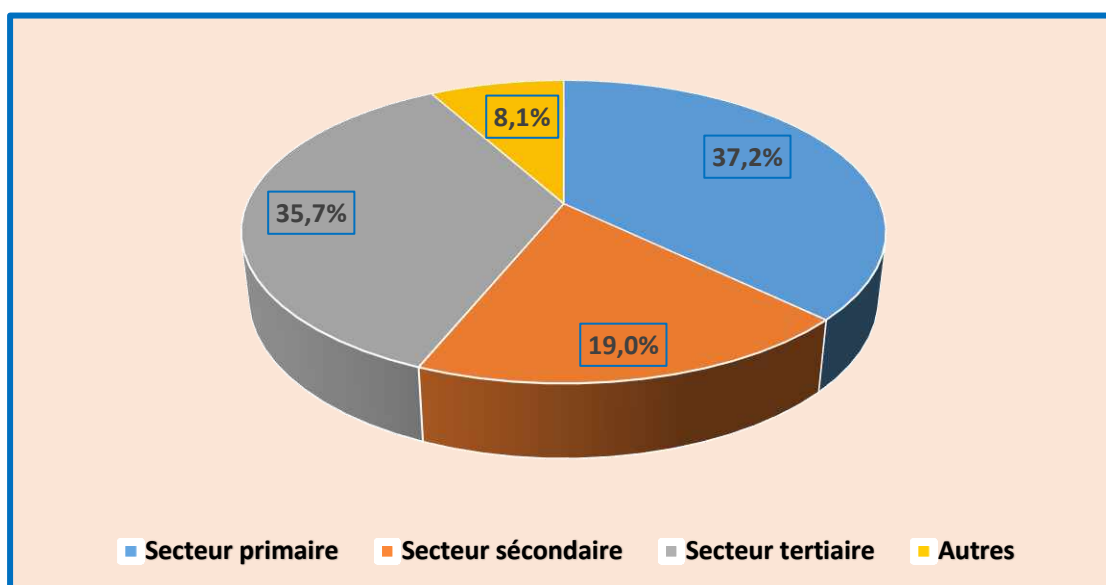


Source : INSTAT, février 2023.

En outre, l'analyse de la figure 4 relative à la structure de l'économie, montre qu'au Mali, les secteurs primaire et tertiaire sont les principaux moteurs de la croissance économique. Ils représentent l'essentiel du PIB avec des poids respectifs estimés à 37,2% et 35,7% en moyenne entre 2012-2022. Quant au secteur secondaire, il représente environ 19,0% de l'activité économique nationale. Ces secteurs ne réagissent pas de la même manière face aux différents risques.

11. Le secteur primaire, très volatile (4,9), principalement lié aux activités agricoles et pastorales, est vulnérable aux aléas climatiques (sécheresses et inondations), mais il induit un impact direct limité sur les recettes budgétaires. Il peut cependant avoir un impact indirect sur les dépenses de l'Etat (dépenses d'intervention ou de secours aux populations). Cependant, il reste difficile à mesurer cet impact en le dissociant d'autres dépenses budgétaires récurrentes.
12. Les secteurs secondaire et tertiaire ont une volatilité comparable. En général le secteur secondaire est sensible aux variations exogènes des prix des matières premières et des taux de change ; ce qui est du tertiaire, il est sensible aux aléas institutionnels endogènes.

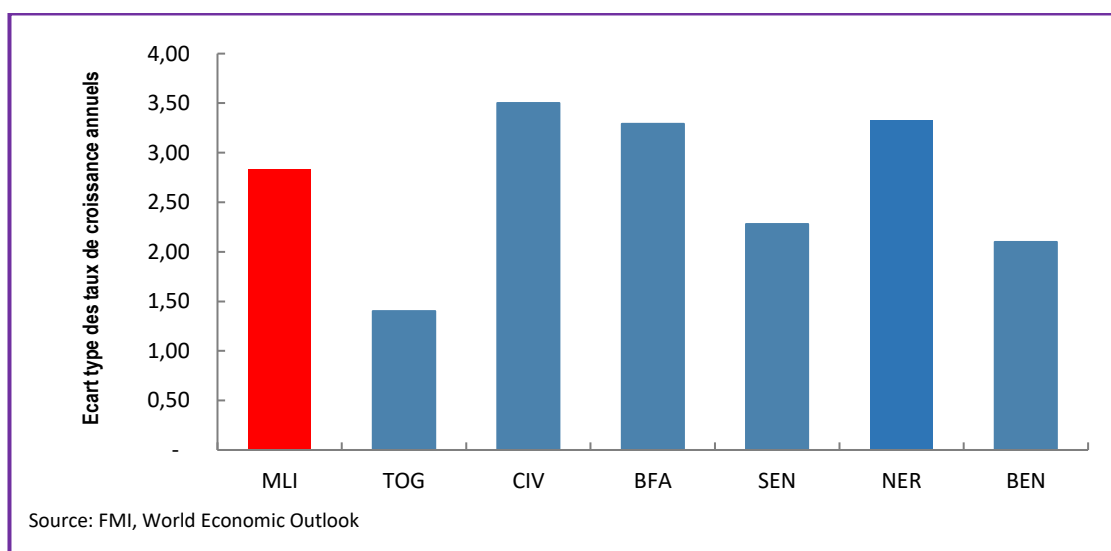
Figure 4: Contribution sectorielle à la croissance du PIB (moyenne 2012-2022 en %)



Source : INSTAT, février 2023.

13. Le Mali connaît une volatilité de la croissance relativement faible (2,83) comparée à certains pays de la sous-région comme la Côte d'Ivoire, le Niger et le Burkina-Faso qui sont respectivement à 3,5, 3,33 et 3,29. Par contre, la volatilité de la croissance du PIB nominal au Mali se situe à un niveau nettement supérieur, comparé à celle du Togo (1,4), du Bénin (2,1) et du Sénégal (2,28).

Figure 5: Volatilité de la croissance du PIB nominal 2012-2022



Source: FMI, World Economic Outlook

Source: FMI, World Economic Outlook, juillet 2023

1.1.2 Canaux de transmission

14. Lorsque les chocs macroéconomiques se produisent, ils provoquent une baisse de croissance économique, cela entrainerait au niveau des finances publiques, non seulement une baisse des

recettes budgétaires attendues, mais aussi une réduction des dépenses en général et particulièrement celles en capital.

15. En effet, les prévisions de recettes fiscales et non fiscales dépendent en grande partie du niveau de l'activité économique. Lorsque les fluctuations à la baisse sont enregistrées, en l'absence d'alternatives pour le Gouvernement, il faut s'attendre à un manque à gagner sur les recettes. La baisse des recettes budgétaires aura pour conséquence l'absence de financement pour certaines dépenses notamment d'investissement sachant que certaines dépenses courantes sont incompressibles (Salaires, pensions, bourses, etc.).

1.1.3 Impact sur les agrégats budgétaires

16. En moyenne, entre 2015 et 2022 (tableau 1), la mobilisation des recettes fiscales est inférieure aux prévisions d'environ un point de pourcentage du PIB. Il faut cependant remarquer que certaines données font référence aux prévisions révisées dans les lois de finances rectificatives qui, pour la plupart, intègrent déjà les effets des chocs intervenus en cours d'année. Si l'on considère les prévisions des lois de finances initiales, l'écart serait davantage plus grand.

Tableau 1 : Evolution du manque à gagner sur les recettes fiscales (2015-2022)

Indicateurs	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Moy 2015-2022
Prévisions Recettes Fiscales en % du PIB	16,8	14,8	15,3	15,6	15,6	14,0	15,1	15,5	15,3
Réalisations Recettes Fiscales en % du PIB	14,0	14,9	15,2	11,9	14,8	14,3	15,4	13,9	14,3
Ecart en % PIB (- = manque à gagner)	-2,8	0,1	-0,1	-3,7	-0,8	0,3	0,3	-1,6	-1,0

Source : DGB sur la base du TOFE, 2015-2022

17. On note un dépassement sur les prévisions révisées en 2016, 2020 et 2021. Cela dénote d'une part, d'un retournement favorable de la conjoncture économique, et d'autre part, de la non-prise en compte des prévisions initiales.
18. La non-réalisation des objectifs de recettes engendre, de facto, une détérioration du solde budgétaire et donc un accroissement de la dette publique. Elle peut aussi avoir pour conséquence un gel de certaines catégories de dépenses et particulièrement les dépenses d'investissement de l'Etat.

Tableau 2 : Evolution des dépenses en capital de l'Etat, prévisions versus réalisations (en % du PIB) entre 2015 et 2022

Indicateurs	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Moy.2015-2022
Prévisions de dépenses en Capital en % PIB	9,8	9,3	9,9	9,4	8,9	8,7	8,1	6,3	8,8
Réalisations de dépenses en Capital en % PIB	7,3	8,9	8,8	6,5	6,5	6,1	5,9	4,0	6,8
Ecart en % PIB	-2,5	-0,4	-1,1	-2,9	-2,4	-2,6	-2,2	-2,3	-2,1

Source : DGB sur la base du TOFE, 2015-2022

19. Il ressort qu'en moyenne les dépenses en capital ont connu entre 2015 et 2022 un écart d'exécution de l'ordre de 2,1 points de pourcentage du PIB. Cette situation peut avoir des causes multiples liées entre autres aux méthodes de prévisions, aux procédures d'exécution des dépenses et aux conditions économiques nationales.

Figure 6: Matrice impact-probabilité

Impact budgétaire potentiel	Haut			
	Moyen		Risques macroéconomiques	
	Faible			
		Peu probable	Probable	Hautement probable
		Probabilité de matérialisation		

Source : Travaux de l'équipe DGB sur la base de l'outil FRAT, juillet 2023.

20. Les risques macroéconomiques ont une probabilité de matérialisation moyenne et présentent un impact moyen sur les agrégats budgétaires. Cette appréciation se fonde essentiellement sur le fait que l'économie malienne est très peu diversifiée. Ce qui dénote en effet que l'économie malienne est vulnérable à des chocs macroéconomiques. Elle est aussi confrontée, depuis le début de l'année 2012, à une crise sécuritaire marquée par des attaques terroristes dans plusieurs localités du pays affectant gravement les finances publiques. À celle-ci s'ajoute la crise sanitaire de la COVID-19 apparue depuis 2020 et les sanctions économiques et financières

imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA en 2022 ainsi que les conséquences de la crise en Ukraine.

1.1.4 Mesures d'atténuation.

21. Pour minimiser l'impact des fluctuations de croissance économique sur les finances publiques, les mesures d'atténuation que l'Etat devrait mettre en œuvre sont entre autres :

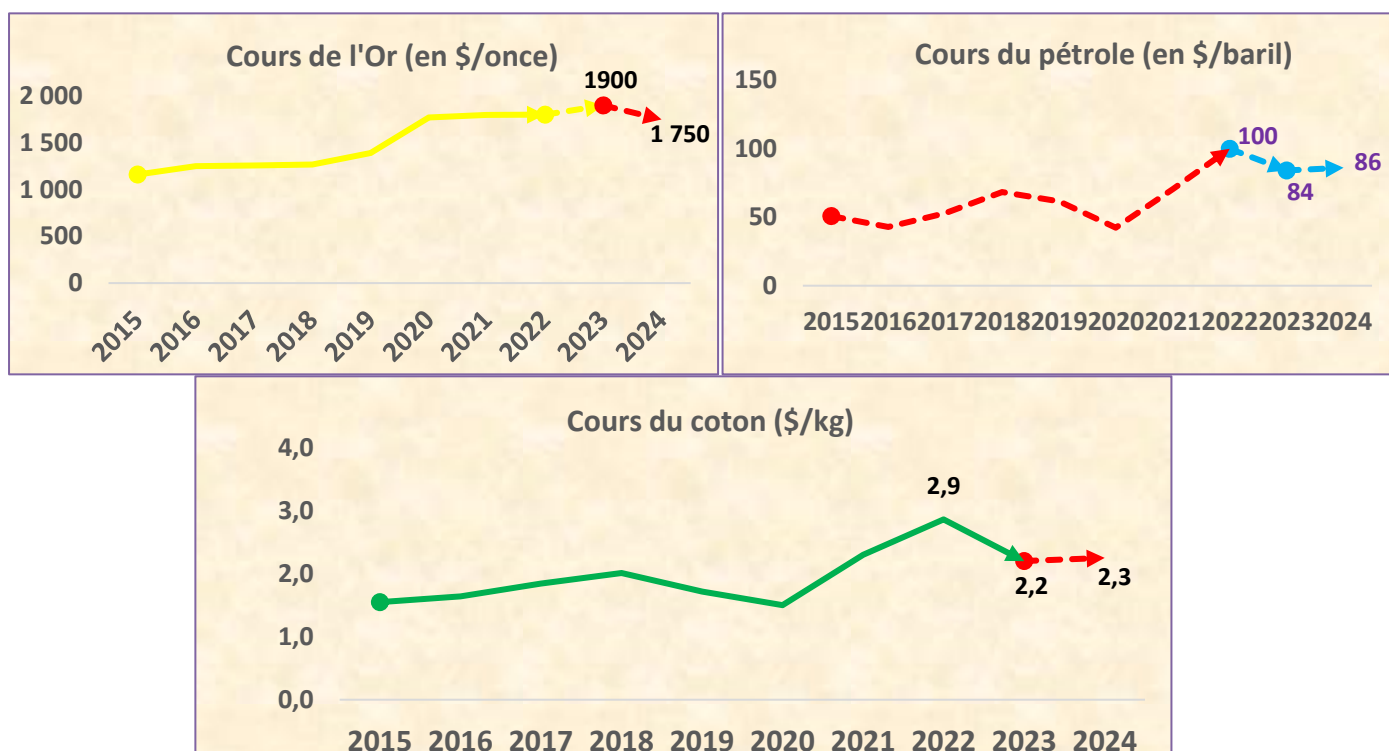
- la poursuite de la mise en œuvre des réformes domaniales, fiscales et douanières ;
- la poursuite des réformes de la gestion des finances publiques ;
- l'adoption des méthodes de prévisions budgétaires prudentes basées sur l'analyse systématique des écarts de prévisions antérieures ;
- la diversification de l'économie à travers une politique de soutien aux secteurs de la transformation agro-industrielle afin de porter la contribution du sous-secteur industriel au moins au tiers du PIB.

1.2 Risques liés à la volatilité des prix des matières premières

1.2.1 Description

22. Les risques liés à la volatilité des prix des matières premières proviennent des incertitudes liées à l'évolution des cours mondiaux. Au Mali, les matières premières qui ont une incidence majeure sur les finances publiques sont l'or, le coton et les produits pétroliers.

Figure 7: Evolution des cours de l'or, du Coton et du pétrole, 2015-2024



Source : Banque Mondiale, Commodities Price Forecast, Avril 2023.

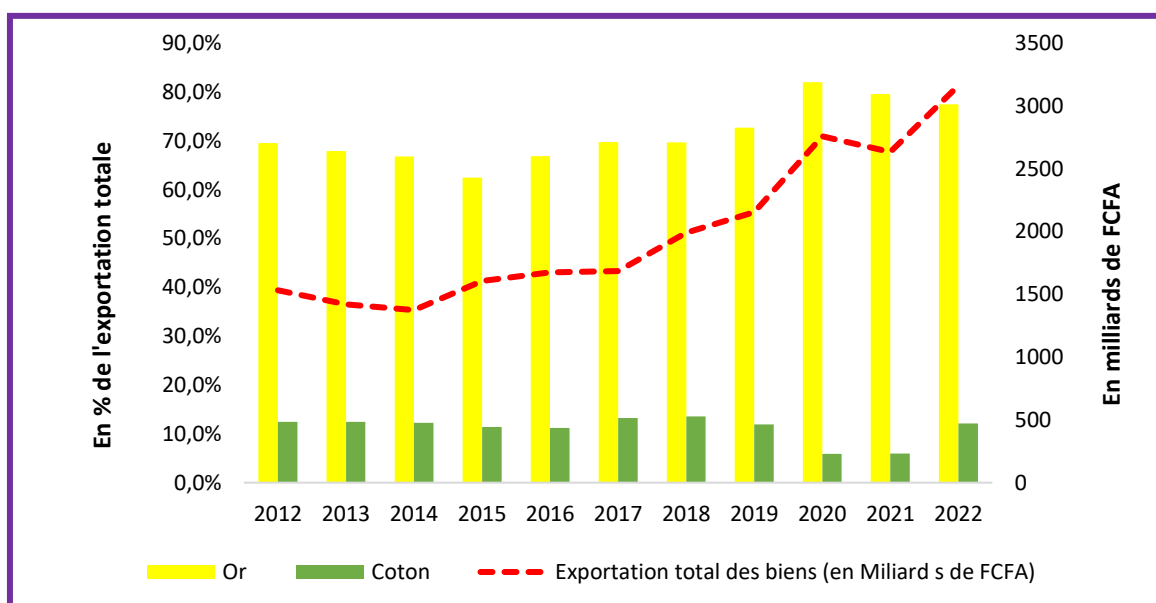
23. Comme on peut l'observer sur la Figure 7, l'évolution des prix des matières premières n'est jamais stable dans le temps. On constate des fluctuations sur les différents graphiques. Elles sont très importantes au niveau des cours de pétrole. Ces fluctuations, lorsqu'elles ne sont pas contenues dans des proportions acceptables, peuvent altérer les recettes budgétaires de l'Etat.

1.2.2 Canaux de transmission

24. Si les risques liés au cours de l'or, au coton ainsi qu'au pétrole affectent différemment les agrégats budgétaires, ils ont un impact direct sur le budget de l'Etat.

25. En effet, l'or demeure le principal produit d'exportation au Mali avec en moyenne plus de 71,4% de la valeur des exportations sur les onze (11) dernières années. Le coton, quant à lui, se positionne à 11,1% moyenne des recettes d'exportation sur la période 2012-2022 et peut souvent bénéficier de subvention de production de la part de l'Etat afin de soutenir les producteurs. Conjointement, l'or et le coton représentent en moyenne 82,5% de recettes d'exportations sur la période 2012-2022. Cela dénote que les exportations du Mali ne sont pas diversifiées. Par conséquent une baisse des prix mondiaux de ces deux produits pourrait être un facteur de détérioration des recettes budgétaires. De plus, en termes d'importation, les produits pétrolier et alimentaire représentent près de 50% des importations totales sur la période 2018-2022, dont 32,1% pour les produits pétroliers. Donc les fluctuations des cours internationaux de ces produits affecteraient l'économie nationale et pourraient avoir des conséquences sur les agrégats macroéconomiques et budgétaires, notamment le taux d'inflation, la balance commerciale ainsi que sur les recettes pétrolières et les dépenses budgétaires.

Figure 8 : Evolution de l'exportation de l'or, du Coton en % des exportations totales, 2012-2022

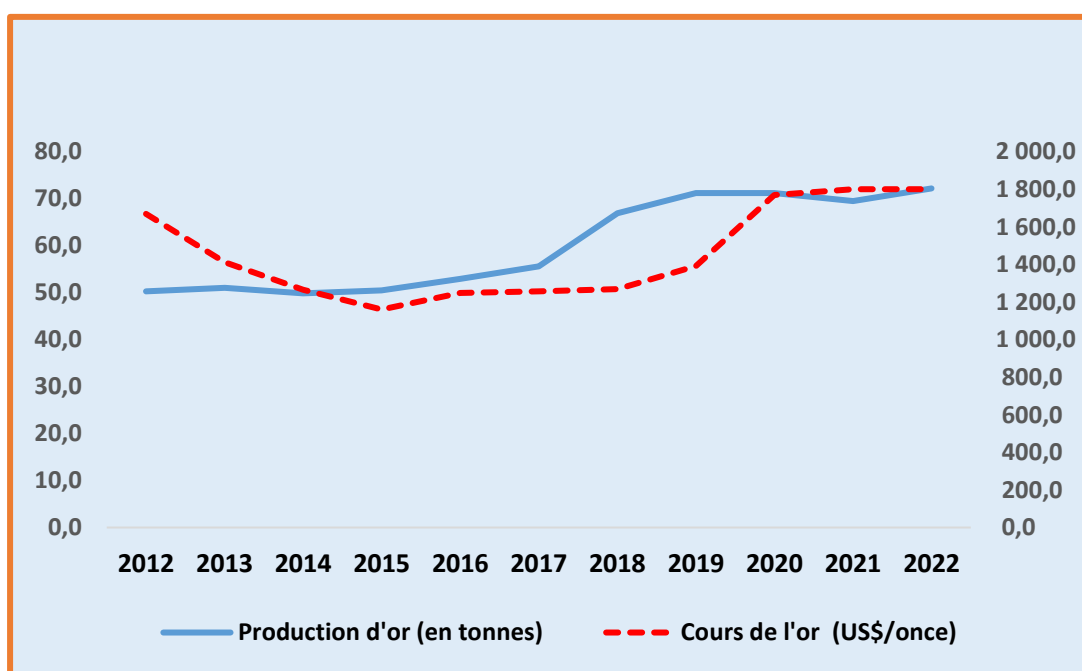


Source : BCEAO

1.2.3 Impact sur les agrégats budgétaires

26. La baisse de la production d'or et/ou de son cours a un impact élevé. Ces dix dernières années, la contribution de l'or au PIB du Mali a évolué en moyenne autour de 8,3%. L'or participe aux recettes budgétaires grâce aux dividendes perçus par l'Etat au titre de ses participations dans les sociétés minières et grâce aux divers impôts et taxes. Sur le plan économique, il convient d'ajouter toutes les ressources générées grâce aux investissements directs étrangers, aux activités connexes des mines et à l'orpaillage traditionnel.
27. En général, la production d'or connaît une fluctuation relativement modérée (**Figure 9**), même si les prévisions souvent très optimistes sont rarement atteintes. Par contre, les fluctuations des cours et donc des recettes budgétaires tirées de l'or sont assez fortes.

Figure 9: Evolution de la production et des cours de l'or entre 2012-2022



Source : CPS/Mines, Banque Mondiale, 2023.

28. En ce qui concerne les produits pétroliers, une hausse brutale des cours de ce produit occasionne des pertes de recettes pour l'Etat en raison d'un mécanisme d'ajustement des taxes en vue de contenir les prix à la pompe. Selon le rapport d'assistance du FMI en 2018 sur les risques budgétaires, une hausse de 30 USD (+ 57% du prix moyen annuel 2018) du prix des hydrocarbures, qu'elle soit due à l'appréciation du cours du Brent et/ou du dollar correspond à l'écart-type mesuré ces dix dernières années et le risque qu'elle se matérialise est de l'ordre de 30%.
29. Selon la même source, une telle hausse aurait un triple impact négatif sur le budget de l'Etat pouvant atteindre 1,1% du PIB. Les trois impacts directs sont : i) une baisse des recettes fiscales

due à l'ajustement de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) flottante, en vue d'amortir la répercussion sur les prix à la pompe ; (ii) une aggravation du déséquilibre de la société d'Etat EDM-SA par le surenchérissement de ses coûts de production avec le risque d'une subvention supplémentaire de l'Etat ; (iii) une augmentation des dépenses de consommation de l'Etat.

1.2.4 Mesures d'atténuation

30. Afin de minimiser l'impact négatif des fluctuations des cours mondiaux sur les finances publiques, le Mali devrait poursuivre et accélérer les réformes déjà en cours. Il s'agit entre autres de :

- ***favoriser le développement du sous-secteur industriel, notamment celui de la transformation des matières premières pour diversifier l'économie.*** Le Mali est un pays agropastoral, mais la plupart des produits agricoles sont insuffisamment transformés et valorisés sur place. Ce qui explique la dépendance de l'économie nationale vis-à-vis de l'extérieur. Le coton, qui constitue le deuxième produit pourvoyeur de devises pour le pays est transformé localement à moins de 3%.
- ***sécuriser les recettes fiscales tirées du pétrole à travers un mécanisme plus souple de correction des prix à la pompe*** tout en veillant à réutiliser les recettes dégagées pour le soutien aux populations vulnérables ;
- constituer un fonds sur les recettes aurifères en vue d'amortir les chocs et organiser la chaîne de valeur en aval et le contenu local tout en formalisant progressivement l'activité d'orpaillage ;
- ***poursuivre la diversification des sources de production d'électricité*** en favorisant les investissements vers les énergies renouvelables.

1.3 Risques liés aux catastrophes naturelles

1.3.1 Description

31. Les catastrophes naturelles sont des phénomènes naturels dévastateurs qui entraînent des conséquences dramatiques (victimes humaines ou animales, dégâts matériels), comme les tremblements de terre, les inondations, les sécheresses, les invasions acridiennes, les cas d'épidémie ou de pandémie. Ces catastrophes naturelles, peuvent avoir des répercussions sur certains agrégats macroéconomiques et budgétaires notamment, le PIB, la balance des paiements, l'inflation, les recettes et les dépenses. Elles induisent une déviation par rapport aux prévisions macroéconomiques.

32. Les principaux risques auxquels le Mali est confronté sont la sécheresse, les inondations et le risque acridien.

1.3.2 Canaux de transmission

33. La survenance des catastrophes naturelles peut affecter directement le secteur agricole qui représente environ plus d'un tiers du PIB en 2020 et 2022. Elle se traduit notamment par des pertes de récoltes et une diminution des capacités productives, qui ont elles-mêmes pour conséquence la hausse des prix des denrées et la précarité alimentaire des populations touchées.

1.3.3 Impact sur les agrégats budgétaires

34. La survenance des risques relatifs aux catastrophes naturelles peut avoir des effets négatifs ponctuels ou persistants sur les agrégats macroéconomiques et budgétaires. Leur réalisation affecte principalement les dépenses et recettes publiques ainsi que la valeur des actifs/passifs de l'Etat.

35. L'impact budgétaire est à la fois direct (coût de la réponse d'urgence et de l'aide humanitaire, reconstitution des stocks de sécurité alimentaire, hausse des prix des produits alimentaires, susceptible d'induire des transferts et subventions avec un impact négatif sur les équilibres et les priorités budgétaires de l'Etat) et indirect (ralentissement de l'activité économique, accentuation de la pauvreté et fragilisation du cadre macroéconomique). En effet, à cause de la pandémie de la COVID-19, l'activité économique a subi une récession d'environ 1,2% alors que la prévision d'avant crise ciblait plutôt une croissance de plus de 4%. En 2022 la production du coton a baissé de 46,41% par rapport à l'année 2021, passant de 770120 tonnes à 526 000 tonnes. Cette baisse s'explique en partie par l'attaque de piqueurs suceurs (*Jacobiella fascialis*).

36. La crise a également impacté l'équilibre budgétaire du Gouvernement qui a vu son déficit atteindre 5,5% en 2020 contre 4,8% en 2019.

37. Ainsi, en 2020 le coût de la réponse d'urgence pour faire face à la pandémie de coronavirus est estimé à 202,56 milliards FCFA, soit 14% des ressources fiscales du gouvernement et environ 2% du PIB (Tableau 3).

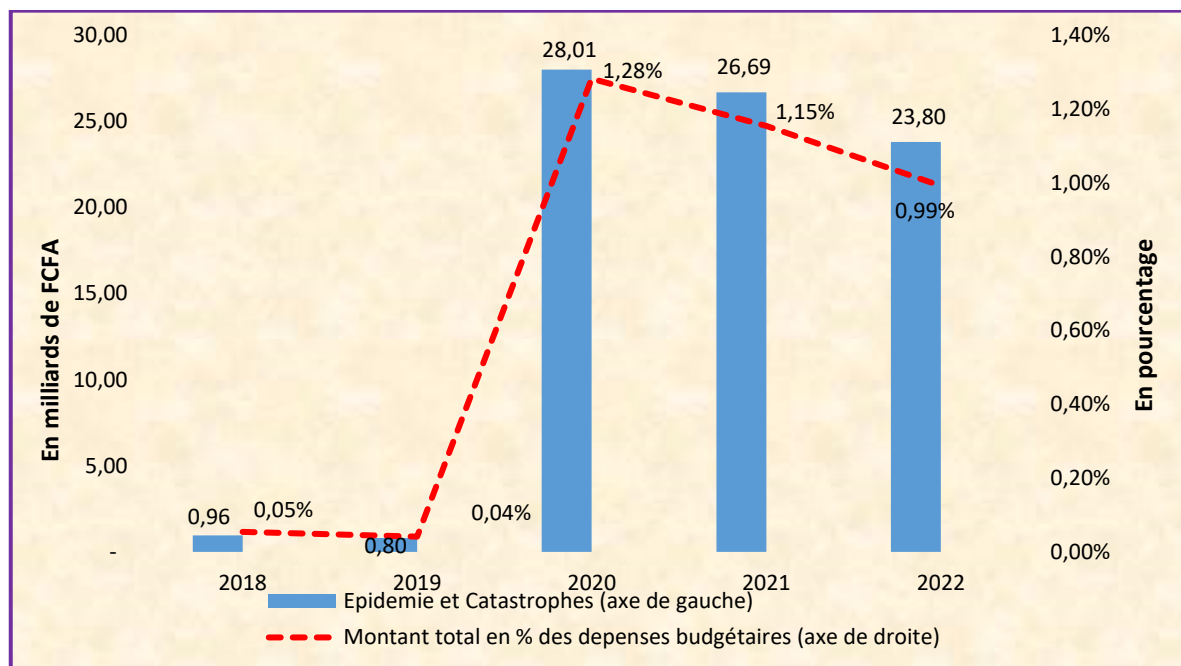
Tableau 3 : Situation d'exécution des dépenses budgétaires de riposte à la COVID-19 en milliards de FCFA, 2020-2021

Implications financières de la COVID-19 sur les dépenses budgétaires	2020	2021
1.Dépenses de santé	30,65	24,34
2.Mesures d'appui à l'économie, aux entreprises et aux ménages	171,91	38,60
2.1. Mesures d'appui aux ménages	119,91	15,08
2.2. Mesures d'appui à l'économie	52,00	23,53
Total des dépenses budgétaires	202,56	62,94

Source : DGB, rapports d'exécution du budget 2020 et 2021.

38. Avec l'apparition de la pandémie de COVID-19, nous observons une nette augmentation des dépenses relatives aux « épidémies et catastrophes naturelles ». Entre 2018 et 2021, ces dépenses ont augmenté de 25,73 milliards de FCFA en se situant à environ 1,2% du Budget total en 2021, soit 0,3% du PIB.

Figure 10 : Evolution des dépenses budgétaires d'épidémies et catastrophes naturelles en milliards de FCFA), 2018-2022



Source : DGB

1.3.4 Mesures d'atténuation

39. Pour faire face aux catastrophes naturelles, l'Etat a mis en place un certain nombre de mesures destinées à atténuer leur impact sur le budget. Il s'agit notamment de :

- la souscription à une police d'assurance auprès de la mutuelle panafricaine de gestion des risques pour couvrir le risque de sécheresse ;
- la provision dans le budget de l'Etat pour faire face aux cas d'épidémies et catastrophes naturelles ;
- la mise en place d'un fonds pour les Evaluations d'Impacts Environnementales (EIE) ;
- l'adoption d'un décret (2016-0974/P-RM) portant création d'une Plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophes ;
- l'adoption d'un décret (2017- 0798/PM-RM) fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Comité interministériel de gestion de crises et catastrophes

V. ANALYSES DES RISQUES SPECIFIQUES

40. Il existe plusieurs types de risques budgétaires spécifiques à savoir : les risques liés aux entreprises publiques, au Partenariat Public-Privé (PPP), au secteur financier, aux revendications juridiques contre l'Etat, aux passifs et actifs de l'Etat, etc.
41. Dans cette partie du présent rapport, il sera question d'analyser les risques liés aux revendications juridiques contre l'Etat et ceux liés aux entreprises publiques.

1.4 Risques liés aux revendications juridiques contre l'Etat

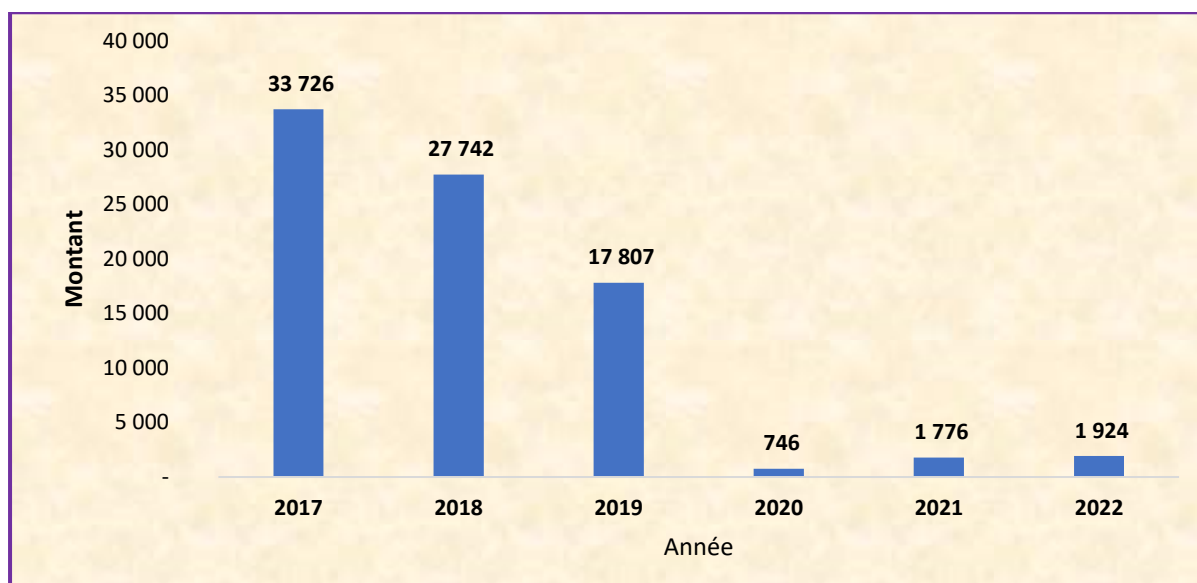
3.1.1 Description

42. Les poursuites judiciaires contre l'Etat exposent le Gouvernement à des passifs contingents. Ces condamnations de l'Etat peuvent accroître les dépenses et passifs du Gouvernement et les poursuites judiciaires peuvent résulter de plusieurs types de litiges : droit du travail, investissements internationaux, violations des droits de l'homme, litiges environnementaux, etc.

3.1.2 Canaux de transmission

43. Les actions légales contre l'État concernent divers dédommagements assurés par celui-ci suite aux plaintes à son encontre. Ces actions peuvent être source de risque budgétaire au cas où l'État serait amené à verser des montants importants et imprévus.
44. Les dossiers de grosses de jugement dans leur généralité sont relatifs à des condamnations de l'Etat par les Cours et Tribunaux dans différentes affaires. Ces affaires portent généralement sur des questions : administrative, foncière, commerciale ou pénale.
45. La prise en charge des grosses de justice demeure un risque budgétaire lié à leur soutenabilité.
46. Compte tenu de ce risque et pour atténuer la charge financière de l'Etat, concernant la prise en charge desdites grosses, il est prévu un règlement transactionnel, avec l'application de la décote au montant de la condamnation, sur la base de protocoles d'accord, qui après la signature de toutes les parties sont homologués par les tribunaux compétents pour être proposés au paiement sur le budget de l'Etat. La Figure 11 ci-dessous donne l'évolution des mandats émis dans le cadre de l'exécution des décisions de justice, sur la période 2017-2022.

Figure 11: Evolution des paiements au titre des grosses de justice contre l'Etat en milliers de FCFA de 2017 à 2022



Source : DGB

3.1.3 Impact sur les agrégats budgétaires

47. La survenance de risques budgétaires, liés à d'éventuelles revendications juridiques contre l'Etat, peuvent impacter certains agrégats budgétaires, qui peuvent avoir comme conséquences :

- l'augmentation des dépenses ;
- la détérioration du solde budgétaire ;
- l'accroissement de l'encours de la dette.

3.1.4 Mesures d'atténuation

48. Pour atténuer la survenance des risques liés aux actions juridiques contre l'Etat, il s'avère nécessaire de prendre certaines mesures, notamment en termes de :

- l'application effective et rigoureuse des textes, législatifs et réglementaires en vigueur dans toutes les sphères de l'administration publique ;
- le renforcement des capacités des services publics de prévention des contentieux, afin d'éviter au mieux les assignations en justice de l'État.

1.5 Risques liés aux entreprises publiques et des organismes de sécurité sociale

1.5.1 Entreprises publiques

1.5.1.1 Description

Les entreprises publiques sont des types d'entreprises sur lesquelles l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent. Elles sont régies au Mali, par :

- la Loi n°91-057/AN-RM du 20 mars 1991 portant statut général des sociétés d'Etat ;

- l'Ordonnance n°91-014/P-CTSP du 18 mai 1991, modifié, fixant les principes fondamentaux de l'organisation et de fonctionnement des Etablissements publics à caractère industriel et commercial et des Sociétés d'Etat ;
- l'Acte uniforme révisé de l' OHADA du 30 janvier 2014, relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique ;
- la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création de l'organisation et du contrôle des services publics.

Cette année, l'analyse de risque est axée autour de six (06) entreprises : EDM-SA, CMDT-SA, ACI-SA, SOMAGEP-SA, COMANAV-SE et SOPAFER-SE.

Selon les données de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat, à la date du 31 décembre 2022, l'État du Mali détient des participations financières dans quarante-cinq (45) entreprises de divers domaines d'intervention. Son portefeuille est évalué en 2022 à 146,039 milliards de FCFA contre 76,144 milliards de FCFA en 2021 et 67,477 milliards de FCFA en 2020.

49. Parmi les 45 entreprises où l'État détient une participation financière en 2022, on dénombre vingt-un (21) établissements ou entreprises dont les actions sont, soit exclusivement (100%) détenues par l'État (sociétés ou entreprises étatiques), soit au moins à 50% détenues par l'Etat ; ce qui leur confère le statut d'entreprises publiques.
50. Ainsi, 76 % des entreprises publiques répertoriées sont entièrement détenues par l'Etat, soit 16 au total. L'Etat partage les actions avec d'autres acteurs dans 24% des entreprises publiques tout en restant l'actionnaire majoritaire.

Figure 12 : Actionnariat de l'Etat dans les entreprises publiques au 31 décembre 2022



Source : DGABE, 2023 ; nos calculs

1.5.1.2 Canaux de transmission

51. La diversité des liens financiers entre l'Etat et les entreprises publiques est de nature à créer des risques non négligeables pour le budget de l'Etat et la dette publique.
52. Les risques liés aux entreprises publiques peuvent affecter le budget de l'Etat de différentes manières. Ces risques peuvent avoir comme sources principales : les dettes des entreprises publiques garanties (explicitement ou implicitement) ou prêtées par l'Etat, la volatilité des flux perçus par l'Etat (dividendes et impôts et taxes) ; l'augmentation des transferts de l'Etat (subventions récurrentes ou dotations d'investissement).
53. De nos jours, les risques liés aux entreprises publiques sont insuffisamment suivis et leur degré de criticité est mal connu par les autorités budgétaires. La Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), qui est le service technique compétent en la matière, manque d'effectifs et d'outils nécessaires à l'analyse des risques liés aux Entreprises Publiques (EP).
54. La matérialité de ces risques est ainsi difficile à apprécier et certaines entreprises peuvent de ce fait connaître des difficultés financières qui fragiliseraient l'Etat (arriérés d'impôts, soutien accru de l'Etat) en plus des implications sur le reste de l'Economie (accumulation des dettes fournisseurs, impayés du système bancaire, etc.).
55. Par ailleurs, à plusieurs reprises au cours des dernières années, le Gouvernement a fait le choix de transférer des actifs ou de convertir ses créances afin d'aider des entreprises publiques en difficulté.

Tableau 4 : Situation des subventions accordées par l'Etat à certaines entreprises publiques entre 2019 et 2022, montant en millions FCFA

Entreprises	2019		2020		2021		2022	
	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution
EDM-SA	75 000	75 000	30 000	53 000	30 000	63 317,5	30 000	125 192,6
SOMAGEP- SA	4 000	4 000	0	16 000	0	4 725	1000	1000
CMDT-SA	10 000	10 000	12 000	99 000	12 000	14 867	40 000	20 000
COMATEX SA ³	295	295	0	0	0	0	1 716,7	1 716,7
TOTAL	89 295	89 295	42 000	168 000	42 000	82 909,5	72 716,7	147 909,3

Source : DGB, 2023.

56. S'agissant de l'EDM-SA, cette entreprise bénéficie d'une subvention inscrite dans le budget d'Etat dont le montant varie d'une année à l'autre. Outre cette prévision, des subventions

³ Bien que la COMATEX ne fait pas partie des six entreprises publiques étudiées dans le présent document, il est important de suivre sa situation financière en prévision et en exécution car elle bénéficie des subventions de l'Etat.

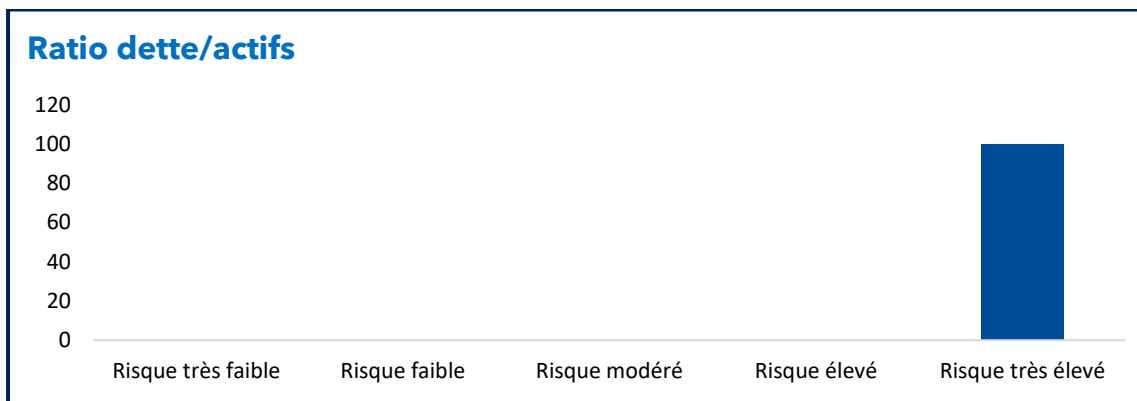
complémentaires sont parfois accordées en cours d'exécution, ce qui fait la différence entre la prévision et l'exécution comme indiqué dans le tableau ci-dessus.

57. Concernant la SOMAGEP-SA, les montants accordés correspondent à la subvention pour la prise en charge des nouveaux centres.
58. Par rapport à la CMDT-SA, la subvention concerne essentiellement les intrants agricoles, elle n'a pas d'inscription budgétaire spécifique et sa part dans la subvention globale en intrant varie d'une année à l'autre. En 2022, pour une prévision de 40 milliards de FCFA, la subvention en intrants agricoles a été exécutée à hauteur de 20 milliards de FCFA.
59. Enfin, s'agissant de la COMATEX-SA, sa subvention pour l'année 2022 concerne la prise en charge de la décote de l'approvisionnement en coton-fibre dans le cadre du contrat de performance et le rappel de salaire du personnel.

1.5.1.3 Impact sur les agrégats budgétaires

60. Afin d'analyser l'impact des risques liés aux entreprises publiques sur les finances publiques, nous avons exploité les états financiers des six entreprises publiques citées plus haut sur la période 2020-2022 à travers l'outil « Bilan de santé des entreprises publiques, SOE Health Check Tool ».

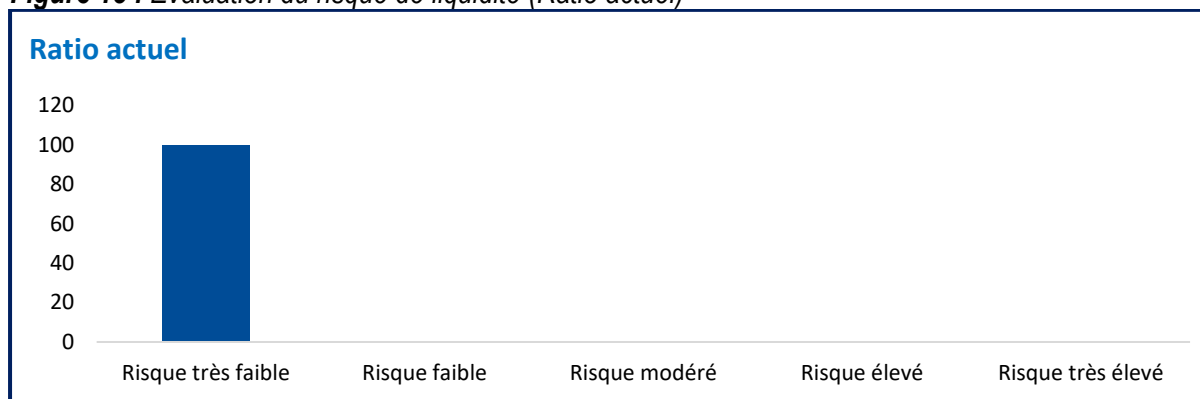
Figure 13 : Evaluation du risque de solvabilité (Ratio dette sur actif des entreprises étudiées)



Source : Travaux de l'Equipe de travail sur la base de l'outil SOE Health Check Tool, Août 2023.

61. Il ressort des résultats des travaux que les entreprises étudiées présentent globalement un risque de solvabilité jugé très élevé. En effet, la solvabilité mesurée par le ratio de la dette des entreprises permet d'évaluer la solvabilité de l'entreprise et l'importance de la charge de la dette sur l'entité. Le financement par l'emprunt étant plus rentable, la plupart des entreprises maintiennent un certain niveau d'endettement ; mais un ratio élevé indique une plus grande dépendance au financement par l'emprunt et une moindre flexibilité financière.

Figure 13 : Evaluation du risque de liquidité (Ratio actuel)



Source : Travaux de l'Equipe de travail sur la base de l'outil SOE Health Check Tool, Aout 2023.

62. S'agissant de la liquidité, les analyses montrent plutôt une certaine solidité des entreprises de façon globale, le risque de liquidité étant jugé très faible en se fondant sur les ratios actuels. Ce ratio est censé mesurer la capacité d'une entreprise publique à faire face à ses passifs à court terme (ceux qui arrivent à échéance dans les 12 mois) en liquidant ses actifs. Un ratio élevé indique que l'entreprise est mieux à même de résister aux chocs et de faire face à ses passifs courants.
63. L'Etat est exposé à des passifs éventuels qui peuvent se manifester selon différents canaux à la fois explicites et implicites. Parmi les passifs explicites de l'Etat figurent les garanties et avals accordés ainsi que les prêts rétrocédés comme c'est le cas actuel avec la société EDM-SA dont l'encours des rétrocessions s'élève à environ 104,4 milliards de FCFA en 2022, soit 0,9% du PIB.
64. Au-delà des risques explicites, l'État pourrait faire face à des aléas budgétaires implicites sans base contractuelle. Il pourrait ainsi se trouver contraint, par la pression morale ou politique, d'assumer les charges consécutives à la défaillance financière d'une entreprise publique donnée. Il peut exister en outre des lettres de confort, qui viennent augmenter le montant des engagements implicites. Le tableau suivant récapitule la situation globale des risques des entreprises étudiées en 2022.

Tableau 5 : Notation globale des risques des six entreprises publiques en 2022

Entreprises	Notation globale des risques
EDM	Risque élevé
CMDT	Risque modéré
SOMAGEP	Risque élevé
ACI	Risque élevé
SOPAFER	Risque élevé
COMANAV	Risque faible

Source : Travaux de l'Equipe de travail sur la base de l'outil SOE Health Check Tool, Aout 2023.

1.5.1.4 Mesures d'atténuation.

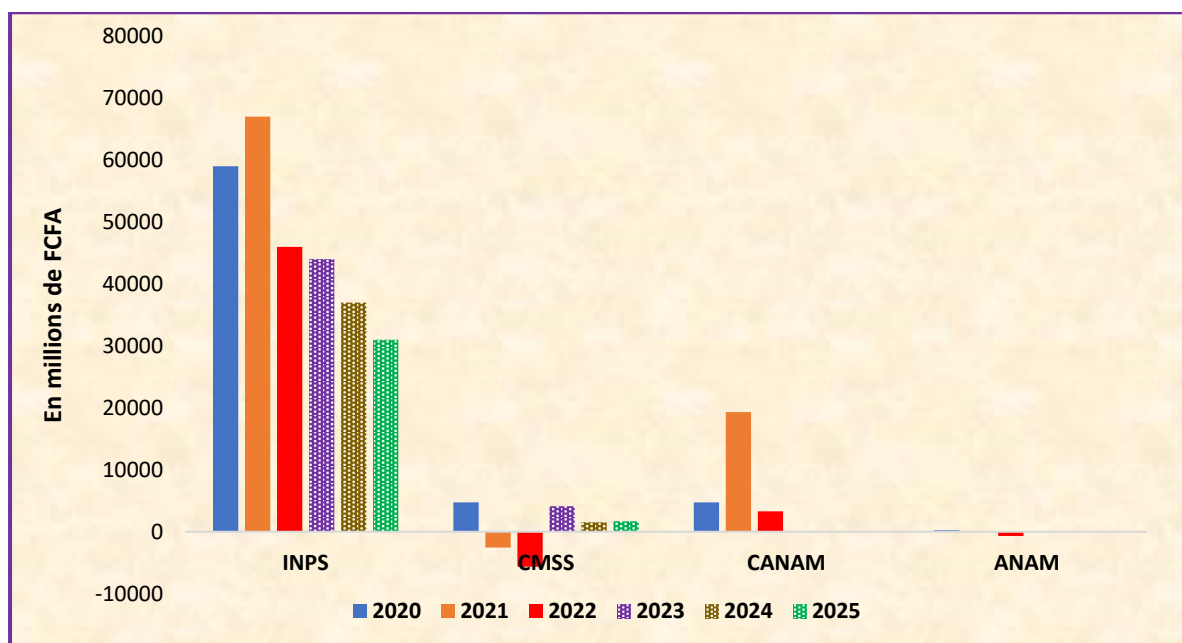
65. Les entreprises publiques au Mali occupent une place importante dans l'économie du pays. Le coton qui constitue le deuxième produit d'exportation est géré en grande partie par une entreprise publique. Les secteurs de l'eau, de l'électricité, des transports et plusieurs autres secteurs sont caractérisés par la présence d'entreprises publiques.
66. Malgré tout, force est de constater que l'Etat ne dispose pas encore d'une stratégie de portefeuille d'une vision consolidée et exhaustive de la situation financière des entreprises publiques. Afin de mieux cerner et mitiger les risques budgétaires liés à ces entreprises, il est important de :
- **améliorer le suivi du portefeuille des entreprises publiques à travers** : (i) l'établissement d'une liste exhaustive des entreprises et des sociétés publiques ; (ii) un suivi financier du portefeuille, notamment par l'analyse des états financiers sur la base d'outils appropriés ; (iii) le développement d'une stratégie actionnariale ou stratégie de portefeuille,
 - **poursuivre la restructuration des entreprises en difficulté en particulier l'EDM-SA et la diversification de ses moyens de production ;**
 - instaurer un mécanisme de comptabilisation et de suivi des garanties explicites et implicites.

1.5.2 Organismes de sécurité sociale

1.5.2.1 Description

La Sécurité Sociale au Mali est gérée par quatre organismes à savoir : (i) l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), créé par la Loi n°61-59/AN-RM du 15 mai 1961, reprise et précisée par la Loi N° 96-004 du 26 janvier 1996 ; (ii) la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS), la Loi n°10-029 du 12 juillet 2010 ; (iii) la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM), créée par la Loi n°09-016 du 26 juin 2010, modifiée et (iv) l'Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM), créée par la Loi n°09-031 du 27 juillet 2009. L'INPS et la CMSS sont chargés de gérer les pensions de retraite du secteur privé et du secteur public respectivement.

Figure 14: Evolution des résultats des organismes de Sécurité Sociale de 2020-2022 et les projections de 2023-2025 (en millions de FCFA)



Source : DPBEP 2024-2026

L'analyse du graphique montre que, sur la période 2020-2022, l'INPS a dégagé des excédents, soit une moyenne de 57,33 milliards de FCFA. Cette tendance va se poursuivre dans les trois années à venir pour se situer à 37,33 milliards de FCFA. Toutefois, la situation financière de sa branche Vieillesse-Invalidité-Décès demeure structurellement déficitaire (-5,7 milliards en moyenne entre 2020 et 2022) et continuerait à enregistrer des déficits sur la période 2023-2025, soit environ 10 milliards de FCFA.

Bien que cette branche soit déficitaire, la situation financière de l'INPS ne révèle pas de risques budgétaires majeurs dans son ensemble.

Quant à la CMSS, il ressort qu'entre 2020-2022, une dégradation de la situation financière s'est opérée comme en témoigne le graphique. Cette tendance devrait se renverser sur la période 2023-2025 où on notera une amélioration régulière du résultat net de la caisse en raison de la réforme relative au code des pensions.

S'agissant de la CANAM, les résultats financiers ont enregistré une baisse drastique de 83,0% entre 2021 et 2022 en raison de l'augmentation incontrôlée des charges techniques, soit 14% en moyenne par an. Cette augmentation s'explique en partie par la hausse des dépenses de l'assurance maladie due à la fraude aux prestations.

67. Enfin, la situation financière de l'ANAM se détériore d'année en année, avec un résultat passant de 241 000 000 de FCFA en 2020 à 4 000 000 de FCFA en 2021 avant d'afficher -675 000 000

de FCFA en 2022. Cette difficulté financière de l'ANAM s'explique en partie par **la prise en charge des blessés au cours ou à l'occasion de conflits armés ou de catastrophes** : cette cible est constituée pour l'essentiel de blessés militaires d'où le terme « Blessés de Guerre » qui ont intégré le dispositif à travers la Loi N°2016-065/ du 30 décembre 2016, portant modification de la loi instituant le RAMED. Le nombre de personnes dans cette catégorie de population est souvent élevé et les soins dont elles ont besoin sont relativement coûteux. Selon les données 2023 de l'ANAM, en moyenne, la prise en charge d'un blessé de guerre coûte près de 11 fois plus chère que celle d'un simple indigent qui est évalué à 13 000 francs CFA. En outre **l'apparition de la COVID-19 au Mali a aggravé la situation financière de l'agence.**

1.5.2.2 Canaux de transmission

Ces organismes de Sécurité Sociale étant des établissements publics à caractère administratif, leurs difficultés financières présentes et futures auront des conséquences sur les finances publiques, car, au Mali, l'Etat est le garant du système des pensions de retraite.

1.5.2.3 Impact sur les agrégats budgétaires

La survenance des risques relatifs aux organismes de Sécurité Sociale, affecte les dépenses publiques de l'Etat. En cas de dysfonctionnement du système de retraite par exemple, l'Etat est amené à assurer la couverture, car la pension des retraités est l'une des conditions de la stabilité sociale et constitue ainsi une priorité du Gouvernement. Cette intervention de l'Etat augmenterait les dépenses publiques qui pourraient créer une déviation par rapport aux prévisions initiales.

1.5.2.4 Mesures d'atténuation

Pour faire face aux risques relatifs aux organismes de Sécurité Sociale, l'Etat a mis en place un certain nombre de mesures destinées à atténuer leur impact sur le budget.

Au niveau de la CANAM

- la mise en place d'un Système d'Information plus robuste qui permet d'accentuer les contrôles afin de réduire considérablement la fraude ;
- la réalisation d'études actuarielles dans le but de veiller à la viabilité du régime à long terme ;
- la réalisation de campagnes de sensibilisation de lutte contre la fraude ;
- la tenue d'ateliers de sensibilisation afin de favoriser la prescription rationnelle au niveau des prescripteurs.

Au niveau de la CMSS :

la réforme relative au code des pensions qui a porté entre autres sur :

- l'augmentation du taux des cotisations patronales qui passe de 8 % à 13% pour les fonctionnaires et militaires ;
- l'augmentation du taux de cotisations salariales des parlementaires de 8% à 12% ;
- l'élargissement de l'assiette des cotisations des fonctionnaires et des militaires à l'ensemble de la rémunération y compris les primes et indemnités ;
- le contrôle physique des retraités.

VI. ANALYSE DES RISQUES INSTITUTIONNELS

- 68.** Les faiblesses dans la gouvernance et les capacités institutionnelles peuvent exacerber les risques budgétaires et en créer de nouveaux. Une faible capacité de formulation des politiques et de gouvernance, y compris en matière de décentralisation budgétaire, peut entraîner des écarts budgétaires importants même en l'absence de chocs exogènes. De même, les crises sécuritaires, y compris les soulèvements sociaux à la suite de processus électoraux constituent de potentiels risques institutionnels.
- 69.** Le présent rapport se focalise sur le cas de la décentralisation et de la crise sécuritaire qui secoue le pays depuis plus de 10 ans.

4.1 Risques liés à la gouvernance et capacité : cas de la décentralisation

A. Cas de la décentralisation

4.1.1 Description

- 70.** La relance du processus de décentralisation, en réponse à la crise du septentrion du pays et aux besoins de développement économique et social du pays, s'inscrit depuis 2015 dans un schéma ambitieux de régionalisation, s'accompagnant d'un objectif de transfert aux collectivités territoriales d'un tiers des ressources budgétaires de l'Etat.
- 71.** L'un des principaux enjeux identifiés portait sur la réforme de la fiscalité locale, les collectivités locales étant caractérisées à la fois par la faiblesse de leurs ressources globales et la prédominance des transferts budgétaires de la part de l'Etat.

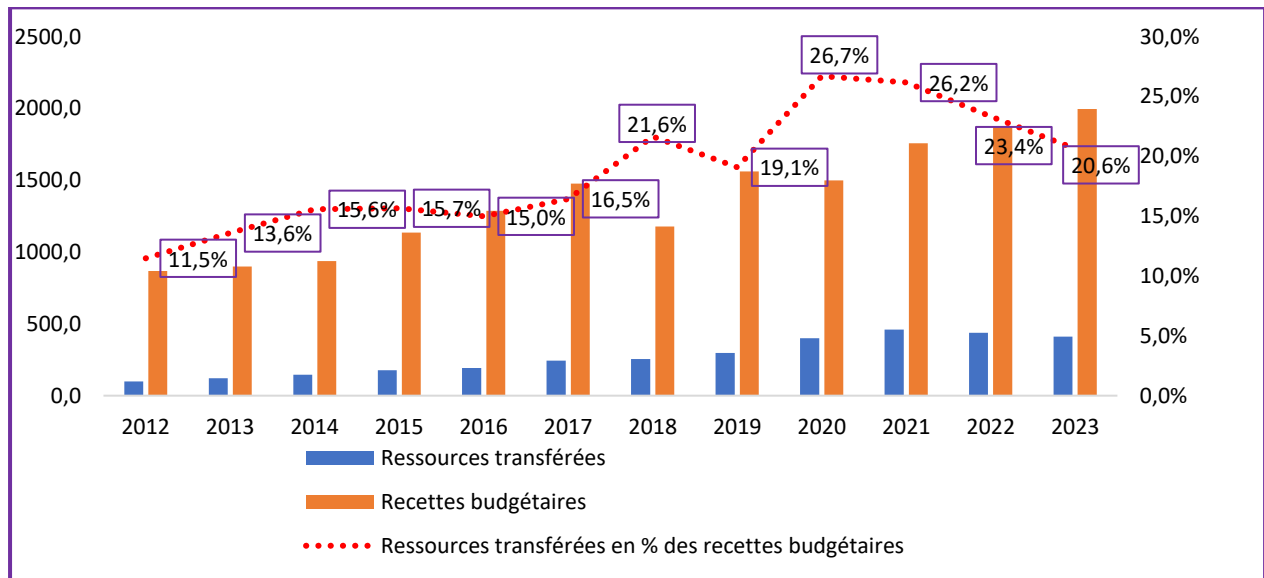
4.1.2 Canaux de transmission

- 72.** Depuis la signature de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger en 2015, la décentralisation est considérée comme une priorité politique des autorités. Le cadre stratégique applicable au processus de décentralisation a été mis à jour et approfondi, réaffirmant ainsi l'objectif d'une décentralisation fondée sur la régionalisation. A ce jour, le Mali compte 20 régions dont 12 nouvellement créées, dans lesquelles les autorités administratives se mettent en place progressivement. Les structures et moyens d'appui aux collectivités territoriales et au développement local ont été renforcés. Il existe, à ce jour, dix (10) Agences de Développement

Régional (ADR) dont huit (08) ont été créées en 2015 et dotées de moyens de fonctionnement. Les contrats-plans Etat/Région-District ont été mis en place et l'Etat mobilise chaque année 4 Milliards de F CFA de crédits au titre de ces contrats.

73. Le montant des crédits budgétaires transférés aux collectivités territoriales a significativement augmenté ces dernières années (voir figure 15 ci-dessous).

Figure 15: Evolution des transferts de crédits budgétaires de l'Etat aux collectivités territoriales



Source : DGB, 2012-2022 (exécution), 2023 (Loi de finances initiale).

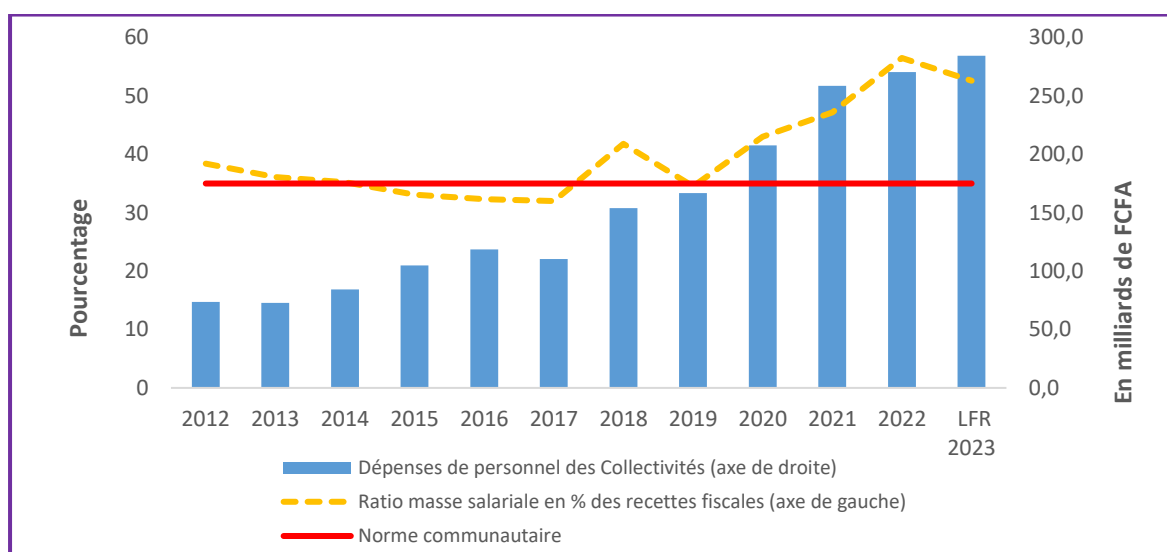
4.1.3 Impact sur les agrégats budgétaires

74. Si cette évolution traduit une augmentation globale des moyens dévolus aux collectivités territoriales, elle ne reflète encore que très partiellement les priorités données à la régionalisation et au financement de projets de développement structurants. Au titre de la décentralisation budgétaire, les crédits transférés aux collectivités territoriales s'élèvent à 411,983 milliards de FCFA dans le budget d'État de 2023 contre 437,973 milliards de FCFA dans celui de 2022 et 459,814 milliards de FCFA en 2021. Les crédits transférés continuent de financer majoritairement les communes avec 57,9% du montant total des transferts dans le budget d'État 2023 contre respectivement 17,0% et 11,8% pour le conseil régional et le conseil de cercle. Sur la période 2020-2022, les ressources transférées aux collectivités territoriales en termes de dotations budgétaires en loi de finances ont été consacrées en grande partie aux dépenses courantes qui sont estimées à 278,6 milliards de FCFA dans le budget 2020, 301,7 milliards de FCFA dans le budget 2021 et 342,2 milliards de FCFA dans le budget 2022, soit en moyenne 307,5 milliards de FCFA sur la même période. Quant aux ressources transférées relatives aux dépenses en capital, elles sont estimées à 121,5 milliards de FCFA dans le budget 2020, 158,2 milliards de FCFA dans

le budget 2021 et enfin 95,75 milliards de FCFA dans le budget 2022, soit une moyenne de 125,2 milliards de FCFA.

75. Le premier risque relatif à la décentralisation tient aux capacités des collectivités à remplir leurs missions. Ainsi, un transfert de ressources aux collectivités trop rapide eu égard à leur capacité à mobiliser les moyens mis à leur disposition, notamment en matière d'investissement, serait contre-productif et aboutirait à des déperditions de ressources énormes pour l'Etat.
76. La décentralisation occasionne également un risque élevé d'augmentation des dépenses de fonctionnement supportées par le budget de l'Etat à travers, notamment, l'augmentation des crédits nécessaires au fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat. Au total, le montant des crédits destinés aux administrations déconcentrées et décentralisées atteindra 651,97 milliards de FCFA en 2023 (22,51% du budget) contre 623,97 milliards de FCFA (23,57% du budget) en 2022.
77. Une augmentation exponentielle et incontrôlée des effectifs dans la fonction publique des collectivités territoriales sans une diminution proportionnelle des effectifs des services de l'Etat et qui aboutirait à des créations nettes d'emplois publics, financées par l'Etat (soit directement, soit par transferts de crédits aux collectivités territoriales).
78. Par ailleurs, les modalités de gestion des effectifs des deux fonctions publiques, qui relèvent depuis 2016 de ministères et directions distincts, renforcent ce risque puisqu'elles ne permettent pas d'assurer un suivi globalisé afin de faciliter une régulation de l'évolution des effectifs des deux fonctions publiques. Il pourrait encore être amplifié par la création, dans le statut de la fonction publique des collectivités territoriales, d'une passerelle vers la fonction publique de l'Etat qui permettrait aux fonctionnaires des collectivités territoriales de rejoindre l'Etat et aurait un double effet inflationniste : d'une part, une augmentation des effectifs de la fonction publique de l'Etat et d'autre part de nouveaux recrutements dans la fonction publique des collectivités territoriales pour compenser les départs.
79. Dans un tel contexte, le respect d'un des critères de convergence communautaire de l'UEMOA, à savoir le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales, serait compromis durablement. Depuis 2018, ce critère n'est plus respecté et se dégrade de plus en plus. Il a atteint 52,6% dans la loi de finances rectificative 2023, ce niveau pourrait s'élever jusqu'à 56% si l'on intégrait les éléments liés à l'uniformisation des grilles indiciaires et au recrutement dans l'armée nationale.

Figure 16: Evolution du Ratio masse salariale en % des recettes fiscales de l'Etat 2012-2023



Source : DGB, 2012-2021, exécution, 2023 Loi de finances rectificative.

80. Il existe enfin le risque d'un passif insoutenable pour les collectivités territoriales que l'Etat serait obligé de supporter. Mais, ce risque est plus ou moins maîtrisé compte tenu des procédures et des garde-fous mis en place par le Ministère de l'Economie et des Finances à travers les mécanismes de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT).

4.1.4 Mesures d'atténuation.

81. La décentralisation est devenue une priorité politique notamment grâce à la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger. C'est donc un processus irréversible. En effet, pour qu'il soit soutenable du point de vue budgétaire et financier à long terme, il doit être mieux encadré et structuré. Pour cela, il faut entre autres :

- assurer un renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des CT ;
- réformer la fiscalité locale pour renforcer l'autonomie financière des CT ;
- assurer une gestion efficiente des effectifs des fonctions publiques de l'Etat et des CT à travers : i) la réalisation d'une étude approfondie sur la gestion de la masse salariale, des primes et indemnités et la politique de fixation des salaires dans la fonction publique, ii) la réalisation d'un contrôle physique dans la fonction publique, y compris pour identifier non seulement le nombre de fonctionnaires par secteur mais aussi les éventuels travailleurs fictifs, iii) le recensement biométrique et la mise en place d'un fichier exhaustif, unique et informatisé de la fonction publique territoriale.

B. Cas de la crise sécuritaire

82. Les conséquences économiques et budgétaires de la crise de 2012 sont durables. Le Mali a connu des crises institutionnelles à intervalles réguliers au cours de son histoire (trois crises

majeures liées aux sécessionnismes locaux en 50 ans) ; mais les événements qui ont frappé le pays en 2012 sont considérés comme la pire crise post coloniale du pays, unique par sa nature, sa durée et ses effets. Cette crise continue d'avoir des conséquences économiques et budgétaires lourdes pour l'Etat.

- 83.** La crise a notamment eu pour conséquence une paupérisation des populations et une hausse rapide et durable des dépenses consacrées à la défense et à la sécurité dont la part dans les dépenses totales de l'Etat est de l'ordre de 22,7 % dans la loi de finances initiale 2023. Cette part importante du budget d'Etat consacrée à la défense et à la sécurité pourrait réduire la marge de manœuvre de Gouvernement à faire face aux dépenses prioritaires sociales et de développement.
- 84.** Au lendemain de la crise sécuritaire de 2012, l'état des lieux des Forces Armées et de Sécurité a révélé de graves insuffisances dans les capacités opérationnelles. Pour remédier ces insuffisances, le Gouvernement a adopté respectivement, en 2015 et 2017, la Loi n°2015-008 du 5 mars 2015 portant Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) pour les années 2015 à 2019 et la Loi n°2017-029 du 14 juillet 2017 portant Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI 2017-2021).
- 85.** Durant la Période 2015-2021, les dépenses relatives à l'armée et à la sécurité intérieure s'inscrivaient dans le cadre de la mise en œuvre desdites lois. Ces dépenses visent à faire face aux nombreux défis sécuritaires auxquels le pays est confronté depuis le début de la crise en 2012.
- 86.** Concernant la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM 2015-2019), son montant initial a été estimé à 1230,564 milliards de FCFA. Dans les différentes lois de finances, les inscriptions budgétaires en faveur de la LOPM sur la période 2015-2019 ont même dépassé les prévisions budgétaires de ladite loi de 101,985 milliards de FCFA.

Tableau 6 : Coût de la LOPM 2015-2019 en milliards de F CFA

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	TOTAL
Coût total de la LOPM (1)	245, 839	251, 929	240, 439	254, 813	237, 544	1 230, 564
Ensemble du budget disponible du MDAC (2)	41, 740	142, 439	143, 157	143, 891	144, 645	715, 872
Ecart à financer (3) = (1) - (2)	04, 099	109, 490	97, 282	110, 922	92, 899	514, 692
Inscriptions Lois de Finances (4)	235, 361	271,205	272, 079	275, 2	278, 704	1 332, 549
Ecart Lois de finances – LOPM (5) = (4) – (1)	-10, 478	19, 275	31, 641	20, 387	41, 161	101, 985

Source : DGB

87. S'agissant de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI 2017-2021), son coût global prévisionnel ressort à 446,380 milliards de F CFA, soit une incidence budgétaire initiale de 157,524 milliards de F CFA sur la période indiquée comme suit :

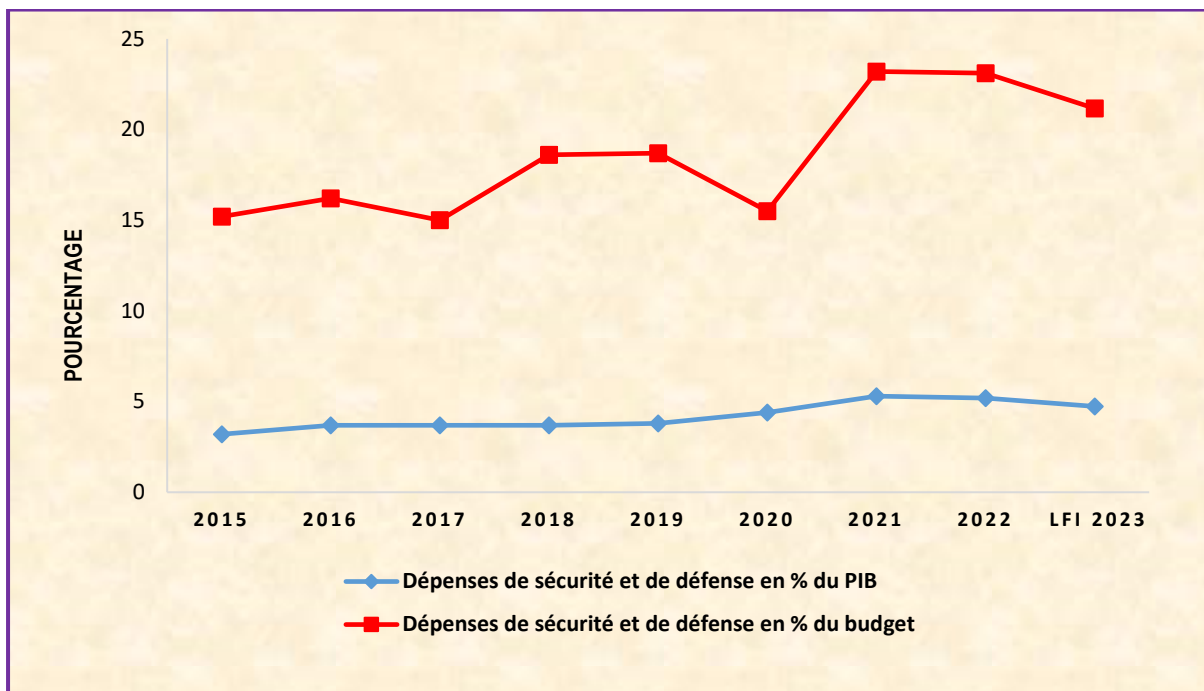
Tableau 7 : Coût de la LPSI 2017-2021 en milliards de F CFA

LIBELLES	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Coût total de la LPSI (1)	71,276	80,276	90,276	98,276	106,276	446,380
Ensemble du budget disponible du MSIPC (2)	53,276	55,365	58,886	60,064	61,265	288,856
Ecart à financer (3) = (1) - (2)	18	24,911	31,390	38,212	45,011	157,524

Source : DGB

88. La mise en œuvre des deux lois a nettement contribué à renforcer les capacités opérationnelles des Forces de Défense et de Sécurité permettant ainsi de réduire considérablement les capacités de nuisance des groupes terroristes. Cependant, elle a aussi réduit la marge de manœuvre budgétaire de l'Etat et creusé le déficit budgétaire dans un contexte marqué par les difficultés de mobilisation des ressources à la fois intérieures et extérieures. Pour illustration, les dépenses militaires et de sécurité ont constitué plus du quart des dépenses en 2021. Ce niveau a certes baissé dans le budget initial 2022, mais pourrait remonter compte tenu de l'évolution de la situation sécuritaire sur le terrain avec notamment le retrait des Forces de Barkhane et de la Mission Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali (MINUSMA).

Figure 17: Evolution des dépenses de sécurité en % du budget total et du PIB, 2015-2022



Source : DGB

VII. CONCLUSION

89. L'analyse des risques budgétaires est un exercice essentiel pour une gestion plus rationnelle et rigoureuse des finances publiques.
90. Elle requiert non seulement des données exhaustives et mises à jour, mais aussi une capacité d'analyse de la part des cadres et techniciens de l'administration publique. Le présent rapport est le deuxième du genre. Il a été élaboré de manière participative avec le concours de l'ensemble des services techniques intervenant dans la gestion des risques budgétaires.
91. Le rapport a fait un tour d'horizon des principaux risques budgétaires auxquels l'Etat fait couramment face et propose des mesures d'atténuation que le gouvernement devrait envisager de mettre en œuvre.
92. Le rapport présente néanmoins certaines limites entre autres : (i) la non-exhaustivité des données sur les entreprises publiques ; (ii) l'absence d'informations fiables sur le montant des actions en justice contre l'Etat, seul le montant des mandats payés étant disponible à la DGB ; (iii) l'absence d'un cadre formel pour la gestion des risques budgétaires (les textes du CPM devraient être relus pour créer ce cadre) et (iv) les problèmes rencontrés dans l'exploitation de l'outil relatif au Bilan de santé des entreprises publiques (SOEHCT). À celles-ci, il faut aussi ajouter la non prise en charge par l'outil SOEHCT de la situation des états financiers des organismes de Sécurité Sociale, présentés en norme CIPRES.

**SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET
D'ETAT AU 30 JUIN 2023**



Loi de Finances 2023



**Situation d'exécution
trimestrielle des recettes et des
dépenses du budget général**

Deuxième trimestre 2023

Août 2023

I. INTRODUCTION

La publication des situations périodiques d'exécution du budget de l'Etat est une exigence du code de transparence dans la gestion des finances publiques, approuvée par la loi n°2013-031 du 23 juillet 2013 et de la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013 relative aux lois de Finances, modifiées. Le présent rapport rend compte de la situation d'exécution financière du budget 2023 au 30 juin 2023. Il couvre uniquement les opérations budgétaires du budget général ; celles des budgets annexes et des comptes spéciaux du trésor n'y sont pas intégrées en raison du délai relativement longue pour la disponibilité des données y afférentes.

II. SITUATION DU BUDGET GENERAL AU 30 JUIN 2023

Dans la Loi de Finances initiale 2023, les prévisions globales des recettes et des dépenses sont établies respectivement à 2 199,908 milliards de FCFA et 2 895,903 milliards de FCFA, d'où le déficit budgétaire prévisionnel de 695,995 milliards de FCFA. Sur ces montants, les prévisions des recettes et des dépenses du budget général s'élèvent respectivement à 2 078,986 milliards de FCFA et 2 774,981 milliards de FCFA.

Au 30 juin 2023, la situation d'exécution des recettes et des dépenses du budget général se résume dans le tableau 1 ci-après :

Tableau 1. Résumé de la situation d'exécution du budget général

	<i>Montants en milliards de FCFA</i>			
AU 30 JUIN	2021	2022	2023	Variation 2022/2023
Recettes nettes (hors crédits TVA)	918,336	883,049	996,797	113,748
Dépenses	912,416	771,687	1 182,170	410,483
Solde du budget général	5,920	111,362	-185,373	-296,735

Source : DGB, juillet 2023.

Il ressort ce qui suit :

- les recettes ont été recouvré à hauteur de 996,797 milliards de FCFA contre 918,336 milliards de FCFA et 883,049 milliards respectivement au 30 juin 2021 et au 30 juin 2022 ;
- les dépenses ont été exécutées à hauteur de 1 182,170 milliards de FCFA contre 912,416 milliards de FCFA et 771,687 milliards de FCFA respectivement au 30 juin 2021 et au 30 juin 2022 ;
- le déficit ressort à **185,373** milliards de FCFA contre des excédents de **5,920** milliards de FCFA et **111,362** milliards de FCFA à la même date respectivement en 2021 et 2022.

La situation détaillée de l'exécution se présente dans le tableau 2 ci-dessous :

Rapport sur la situation d'exécution provisoire du budget d'Etat au 30 juin 2023

Tableau 2 : Situation d'exécution détaillée des recettes et des dépenses du budget général

Montants en milliards de FCFA

RECETTES					DEPENSES						
Libellé	Prévisions initiales 2023	Recouvrement au 30/06/2023	Taux	Part	Libellé	Prévisions initiales 2023	Crédits en cours 2023	Engagement au 30/06/2023	Liquidation au 30/06/2023	Taux	Part
Recettes des services d'assiette et de recouvrement	1 990,002	986,922	49,59%	99,01%	Dépenses ordinaires	2 107,892	2 132,768	1 249,269	1 079,805	50,63%	91,34%
<i>DGD (brutes)</i>	<i>721,289</i>	<i>355,743</i>	<i>49,32%</i>	<i>35,69%</i>	<i>Personnel</i>	<i>978,535</i>	<i>951,291</i>	<i>635,759</i>	<i>502,369</i>	<i>52,81%</i>	<i>42,50%</i>
<i>DGI (brutes)</i>	<i>1 166,775</i>	<i>555,578</i>	<i>47,62%</i>	<i>55,74%</i>	<i>Charge financière de la dette</i>	<i>199,902</i>	<i>199,902</i>	<i>47,503</i>	<i>64,797</i>	<i>32,41%</i>	<i>5,48%</i>
<i>DNTCP</i>	<i>34,525</i>	<i>16,076</i>	<i>46,56%</i>	<i>1,61%</i>	<i>Biens et services</i>	<i>504,353</i>	<i>581,744</i>	<i>368,002</i>	<i>329,279</i>	<i>56,60%</i>	<i>27,85%</i>
<i>DND</i>	<i>165,572</i>	<i>101,317</i>	<i>61,19%</i>	<i>10,16%</i>	<i>Transferts et subventions</i>	<i>412,092</i>	<i>397,481</i>	<i>197,702</i>	<i>183,120</i>	<i>46,07%</i>	<i>15,49%</i>
<i>Crédits de TVA</i>	<i>-98,159</i>	<i>-41,792</i>	<i>42,58%</i>	<i>-4,19%</i>	<i>Dépenses en atténuation des recettes</i>	<i>13,009</i>	<i>2,350</i>	<i>0,303</i>	<i>0,240</i>	<i>10,23%</i>	<i>0,02%</i>
Produits des dons programmes et legs	8,924	0,000	0,00%	0,00%	Dépenses en capital	667,089	642,213	127,403	102,365	15,94%	8,66%
<i>ABS</i>	<i>7,170</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat</i>	<i>667,089</i>	<i>642,213</i>	<i>127,403</i>	<i>102,365</i>	<i>15,94%</i>	<i>8,66%</i>
<i>ABG (dons)</i>	<i>1,753</i>	<i>0,000</i>	<i>-</i>	<i>0,00%</i>	<i>dont BSI financement extérieur</i>	<i>165,000</i>	<i>165,000</i>	<i>24,010</i>	<i>24,010</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>
<i>Fonds de concours Covid-19</i>	<i>0,000</i>	<i>-</i>	<i>-!</i>	<i>0,00%</i>	<i>Dépenses de transferts en capital</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>		
Produits des dons projets (BSI extérieur)	75,000	9,290	12,39%	0,93%	Total dépenses du budget général (2)	2 774,981	2 774,981	1 376,672	1 182,170	42,60%	-
Recettes exceptionnelles	5,060	0,585	11,56%	0,06%							
Total recettes du budget général (1)	2 078,986	996,797	47,95%	-							
Solde du budget général (3) = (1) – (2)											
Prévision rectifiée								-695,995			
Situation au 30 juin 2023								-185,373			

Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, juillet 2023.

2.1. RECETTES BUDGETAIRES

Tableau 3. Réalisation de recettes du budget général

AU 30 JUIN	Valeurs en milliards de F CFA			Taux d'exécution			Part des services dans le total des recettes %	
	2022	2023	Variation	2022	2023	Ecart	2022	2023
BUDGET GENERAL	743,788	996,797	34,02%	35,34%	47,95%	12,60%	100,00%	100,00%
Recettes / services fiscaux	733,199	986,922	34,60%	39,36%	49,59%	10,24%	98,58%	99,01%
<i>DGD (brutes)</i>	242,170	355,743	46,90%	36,90%	49,32%	12,42%	32,56%	35,69%
<i>DGI (brutes)</i>	413,291	555,578	34,43%	41,87%	47,62%	5,75%	55,57%	55,74%
<i>DNTCP</i>	14,462	16,076	11,16%	41,92%	46,56%	4,64%	1,94%	1,61%
<i>DND</i>	91,175	101,317	11,12%	49,26%	61,19%	11,93%	12,26%	10,16%
<i>Crédits de TVA</i>	-27,899	-41,792	49,80%	-29,27%	42,58%	71,85%	-3,75%	-4,19%
Produits des dons programmes et legs	0,000	0,000	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Produits des dons projets (BSI)	10,589	9,290	-12,27%	6,81%	12,39%	5,58%	1,42%	0,93%
Recettes exceptionnelles	0,000	0,585	-	6,53%	11,56%	5,03%	0,00%	0,06%
TOTAL DES RECETTES DU BUDGET GENERAL	743,788	996,797	34,02%	35,34%	47,95%	12,60%	100,00%	100,00%

Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, juillet 2023

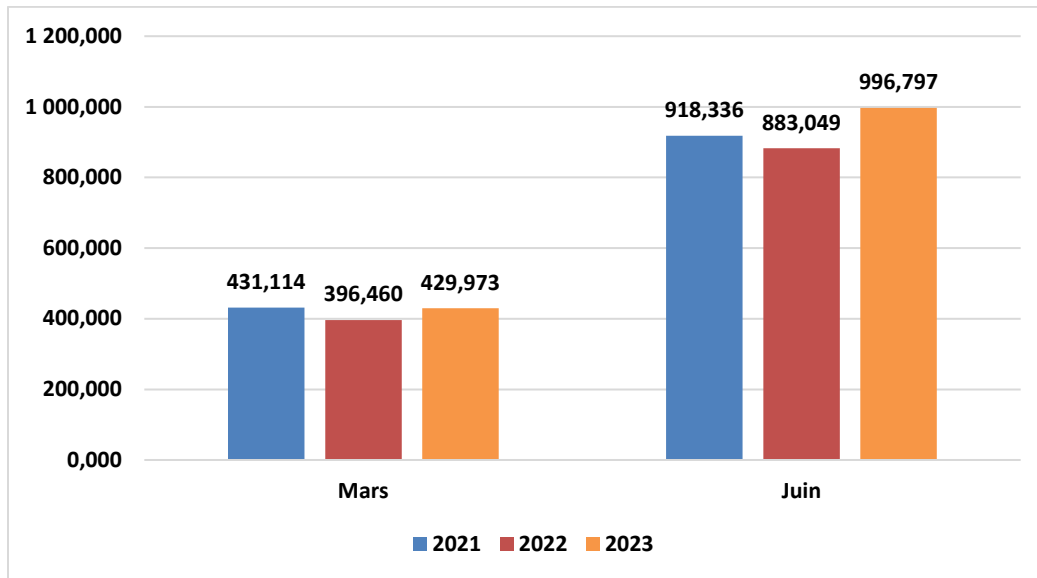
Au 30 juin 2023, les recettes nettes recouvrées sur le budget général s'élèvent à 996,797 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 47,95%. Sur ce montant, le recouvrement des recettes fiscales nettes et non fiscales s'établit à 986,922 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 49,59% par rapport aux prévisions de l'année 2023 et ce montant recouvré constitue 99,01% du montant total recouvré au deuxième trimestre 2023.

Quant au reliquat des recouvrements au 30 juin 2023, il est constitué des dons-projets recouvré à hauteur de 9,290 milliards de FCFA et des recettes exceptionnelles (allègement de la dette) réalisés pour 0,585 milliard de FCFA.

En comparaison au niveau du recouvrement des recettes du budget général à la même date en 2021 et 2022, le niveau de réalisation en 2023 est supérieur aux deux années précédentes qui s'élevaient respectivement à 918,336 milliards et 883,049 milliards.

Cette présentation comparée est mise en exergue dans le graphique suivant.

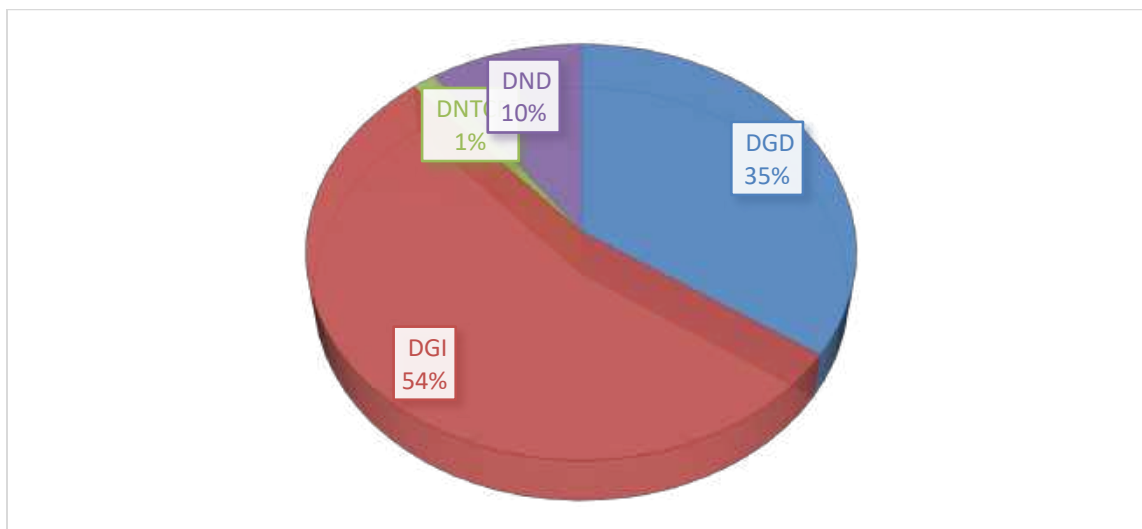
Graphique 1 : Présentation comparée du niveau des recouvrements des recettes du budget général (en milliards de FCFA).



Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, juillet 2023

En ce qui concerne le poids des services d'assiettes et de recouvrement dans la réalisation des recettes fiscales et non fiscales, la Direction Générale des Impôts (DGI) concentre 54,99% tandis que la Direction Générale des Douanes (DGD) concentre 35,21%. Le détail des poids est représenté par le graphique ci-après.

Graphique 2 : Part relative dans le recouvrement des recettes fiscales et non fiscales



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, juillet 2023.

2.2. DEPENSES BUDGETAIRES

Tableau 4. Présentation des dépenses par nature économique

Montants en milliards de FCFA

Nature de dépense	CP en cours	Exécution au 30/06/2022			Exécution au 30/06/2023				
		Liquidé	Taux	Part	CP en cours	Engagé	Liquidé	Taux	Part
Budget Général									
Dépenses ordinaires (I)	1 861,157	716,181	38%	81,10%	2 132,768	1 249,269	1 079,805	50,63%	91,34%
Personnel (1)	841,464	429,287	51%	48,61%	951,291	635,759	502,369	52,81%	42,50%
Charges financières (3)	175,063	0,872	0%	0,10%	199,902	47,503	64,797	32,41%	5,48%
Acquisitions de biens et services (2)	429,694	172,980	40%	19,59%	581,744	368,002	329,279	56,60%	27,85%
Transferts et subventions (4)	401,927	113,042	28%	12,80%	397,481	197,702	183,120	46,07%	15,49%
Dépenses en atténuation des recettes (5)	13,009	0,000	0%	0,00%	2,350	0,303	0,240	10,23%	0,02%
Dépenses en capital (II)	743,912	166,868	22%	18,90%	642,213	127,403	102,365	15,94%	8,66%
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat (1)	743,912	166,868	22%	18,90%	642,213	127,403	102,365	15,94%	8,66%
Dépenses de transferts en capital (2)	0,000	0,000	-		0,000	0,000	0,000	-	0,00%
TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	2 605,069	883,049	34%	100,00%	2 774,981	1 376,672	1 182,170	42,60%	100,00%

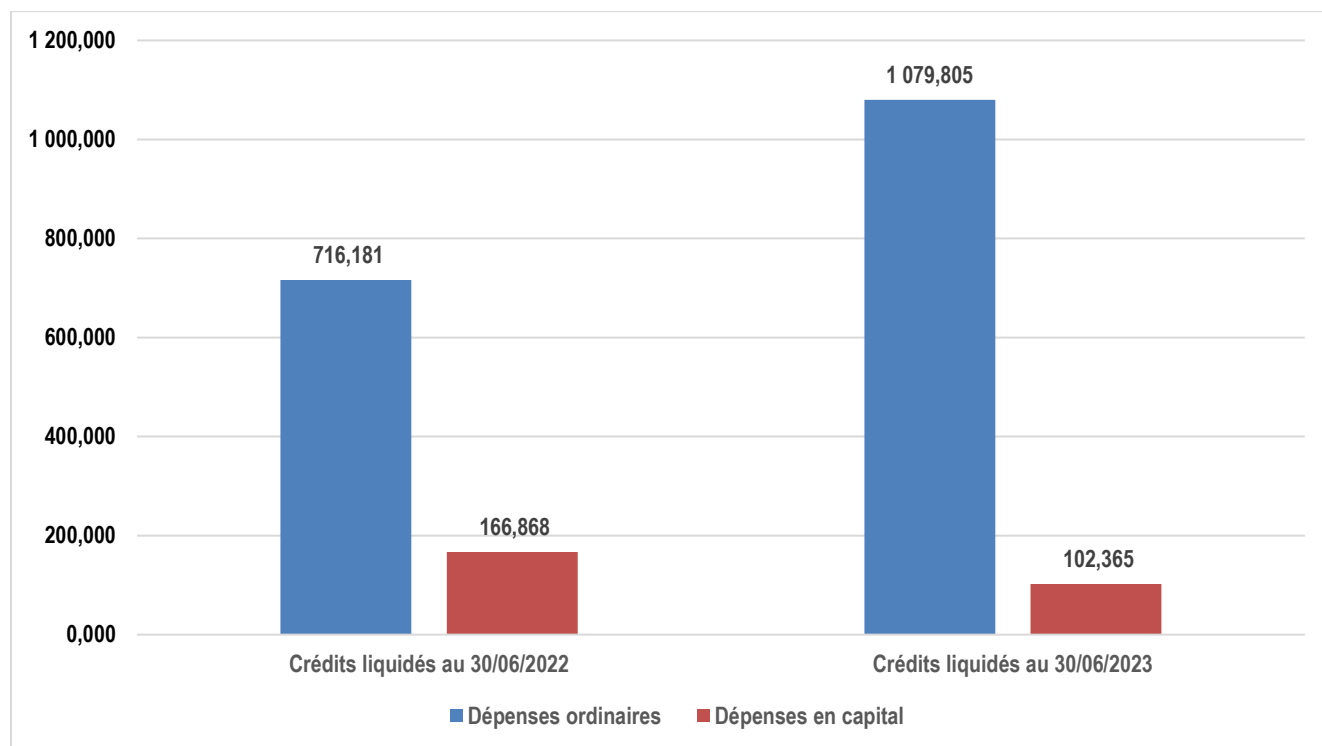
Source : DGB, juillet 2023.

Au 30 juin 2023, les crédits liquidés au titre du budget général s'élèvent à **1 182,170** milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de **42,60%**. Ce niveau d'exécution se décompose en dépenses ordinaires et en dépenses en capital dont les crédits de paiement (CP) sont liquidés respectivement à hauteur de **50,63%** et **15,94%**.

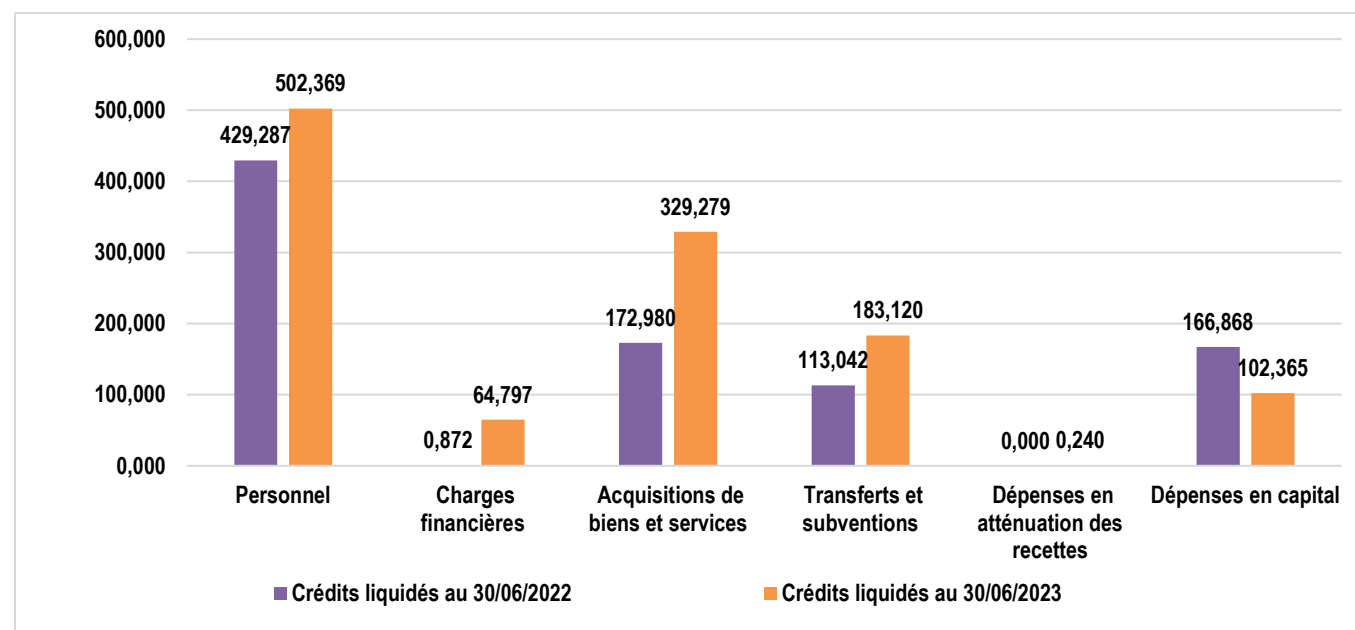
Par comparaison à la liquidation à la même date en 2022, le niveau de la liquidation globale de 2023 est supérieur à celui de 2022 en valeur nominale ainsi qu'en termes de taux. Il en est de même pour la liquidation des dépenses ordinaires. Cependant pour les dépenses en capital, le niveau de la liquidation en 2023 est en deçà de celui de 2022 en termes de valeur nominale et de taux.

Les graphiques ci-dessous présentent les crédits liquidés au 30 juin des exercices 2022 et 2023.

Graphique 3. Dépenses ordinaires et dépenses en capital (en milliards de FCFA).



Graphique4. Dépenses agrégées par nature économique (en milliards de FCFA).



Source : DGB, juillet 2023.

III. SITUATION DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Tableau 5. Situation des besoins et des ressources de financement.

Montants en milliards de FCFA

Rubrique	Prévisions initiales 2023	Situation au 30/06/2023	Taux
Besoins de financement	1 486,629	525,523	35,35%
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	772,779	336,809	43,58%
<i>dont principal dette intérieure</i>	598,462	307,437	51,37%
<i>dont principal dette extérieure</i>	174,317	29,372	16,85%
Déficit budgétaire à financer	695,995	185,373	26,63%
Prêts et avances	0,000	0,000	-
Retraits sur les comptes des correspondants	17,855	3,341	18,71%
Ressources de financement	1 486,629	630,355	42,40%
Tirages sur des emprunts projets	90,000	14,730	16,37%
Emission de dette à court, moyen et long termes	1 358,789	607,810	44,73%
Tirages sur des emprunts programmes	0,000	0,000	-
Produits provenant de la cession des actifs	15,000	1,358	9,05%
<i>Aliénations du Domaine mobilier</i>	0,500	0,017	3,40%
<i>Aliénations d'immeubles</i>	14,500	1,341	9,25%
<i>Recettes de Privatisation</i>	0,000	0,000	-
Remboursement des prêts et avances	4,985	2,577	51,70%
Dépôts sur les comptes des correspondants	17,855	3,880	21,73%

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, juillet 2023.

Au 30 juin 2023, au regard du remboursement du principal de la dette s'élevant à 336,809, du déficit dégagé de 185,373 milliards de FCFA et des retraits sur les comptes des correspondants pour 3,341 milliard de FCFA, les besoins de financement étaient évalués à 525,523 milliards de FCFA. Ces besoins ont été intégralement couverts par les ressources de financement mobilisées à hauteur de 630,355 milliards de FCFA.

IV. CONCLUSION

Dans le budget d'Etat 2023, l'exécution des recettes et des dépenses du budget général au 30 juin 2023 ressort nettement supérieure à la situation enregistrée au 30 juin 2022. Cela s'explique en partie par le contexte relativement différent lié à l'application des mesures de régulation budgétaire suite aux sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO et l'UEMOA en 2022.

Pendant le premier et deuxième trimestre 2023, le contexte était toujours marqué notamment par les conséquences de la crise en Ukraine. Aussi, à l'instar des années précédentes, les dépenses d'investissement enregistrent un faible niveau d'exécution. Habituellement, on enregistre des niveaux élevés d'exécution pour cette catégorie de dépense au cours du 3^{ème} et 4^{ème} trimestre de l'année en raison du temps nécessaire à l'attribution des contrats de marchés.

ANNEXES

Situation de recouvrement des ressources du budget général au 30 juin 2023

SITUATION DE RECOUVREMENT DES RECETTES BUDGETAIRES ET DES RESSOURCES DE TRESORERIE PAR SERVICE

(Montants en milliards de FCFA)

Services	Recettes budgétaires				Ressources de trésorerie				Total des ressources			
	Prévisions 2023	Recouvrement au 30 juin 2023	Taux	Part	Prévisions 2023	Recouvrement au 30 juin 2023	Taux	Part	Prévisions 2023	Recouvrement au 30 juin 2023	Taux	Part
Direction Générale des Douanes	721,289	355,743	49,32%	34,58%					721,289	355,743	49,32%	34,32%
Direction Générale des Impôts	1166,775	555,578	47,62%	54,01%					1166,775	555,578	47,62%	53,60%
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	34,525	16,076	46,56%	1,56%	17,855	3,880		49,65%	52,380	19,956	38,10%	1,93%
Direction Nationale des Domaines	165,572	101,317	61,19%	9,85%	15,000	1,358	9,05%	17,38%	180,572	102,675	56,86%	9,91%
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat					0			0,00%	0,000	0	-	0,00%
Direction Générale de la Dette Publique					4,985	2,577	51,70%	32,98%	4,985	2,577	51,70%	0,25%
Total	2 088,161	1 028,714	49,26%	100,00%	37,840	7,815	20,65%	100,00%	2 126,001	1 036,529	48,75%	100,00%

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement.

**Situation d'exécution des dépenses du
budget général (hors Budget Spécial
d'Investissement sur financement extérieur)
par section et par programme ou dotation
au 30 juin 2023**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2023

18/07/2023 09:04:52

(en milliers de francs CFA)

Section Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
0.001 Assemblée Nationale	1 917 800	13 584 190	9 146 343	8 027 489	6 533 292
TOTAL	1 917 800	13 584 190	9 146 343	8 027 489	6 533 292
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	2 150 000	6 717 299	4 630 053	3 587 998	3 519 343
1.002 Administration générale	0	7 861 006	5 370 783	4 629 137	3 355 743
2.001 Sécurité et défense	0	2 054 717	952 327	928 962	901 488
TOTAL	2 150 000	16 633 022	10 953 163	9 146 097	7 776 574
130 PRIMATURE					
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	360 000	7 976 180	5 182 412	4 318 511	2 474 207
1.004 Administration générale et contrôle	779 532	5 880 931	3 947 611	2 644 852	2 038 937
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	100 000	692 021	431 594	349 592	217 108
TOTAL	1 239 532	14 549 132	9 561 617	7 312 955	4 730 251
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS					
2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales	19 008	492 217	265 315	78 595	39 827
TOTAL	19 008	492 217	265 315	78 595	39 827
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	30 000	1 221 998	857 541	667 272	375 599
TOTAL	30 000	1 221 998	857 541	667 272	375 599
150 COUR SUPREME					
2.005 Cour Suprême	4 995 136	5 710 681	3 962 133	3 033 546	1 994 096
TOTAL	4 995 136	5 710 681	3 962 133	3 033 546	1 994 096
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	474 774	320 190	129 682	105 522
TOTAL	0	474 774	320 190	129 682	105 522
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	160 436	1 109 018	880 239	758 977	581 636
TOTAL	160 436	1 109 018	880 239	758 977	581 636
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	170 899	1 610 770	1 064 798	892 253	566 349
TOTAL	170 899	1 610 770	1 064 798	892 253	566 349

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2023

18/07/2023 09:04:52

(en milliers de francs CFA)

Section	Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement-----				
		d'engagement	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
180	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
1.006	Administration Générale	10 172 986	44 605 212	32 887 406	28 608 925	22 471 703
2.008	Politique Exterieur et Coopération Internationale	0	394 752	263 437	249 837	180 332
2.009	Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	150 315	106 441	100 102	59 829
TOTAL		10 172 986	45 150 279	33 257 284	28 958 865	22 711 864
185	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
1.007	Administration Générale	50 000	1 686 657	1 235 590	524 271	465 063
2.010	Intégration Africaine	0	388 220	196 381	177 100	149 821
2.011	Gestion des Maliens de l'Extérieur	872 000	1 313 690	695 405	294 660	250 049
TOTAL		922 000	3 388 567	2 127 376	996 030	864 933
190	BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
2.012	Bureau du Vérificateur Général	540 000	4 475 135	3 402 898	3 402 898	3 402 898
TOTAL		540 000	4 475 135	3 402 898	3 402 898	3 402 898
192	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE					
2.013	Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	228 500	1 371 371	764 662	764 662	654 636
TOTAL		228 500	1 371 371	764 662	764 662	654 636
195	COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
2.014	Egal accès aux medias d'Etat	0	128 422	71 990	55 683	47 388
TOTAL		0	128 422	71 990	55 683	47 388
210	MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
1.008	Administration Générale	28 321 742	407 049 641	279 364 931	268 985 678	202 959 518
2.015	Gestion des Opérations Militaires	6 722 446	55 163 229	45 872 506	45 246 560	38 266 616
2.016	Inspection des Armées	20 000	344 406	158 783	156 996	147 046
2.017	Formation	30 013	820 677	443 052	417 976	315 428
2.018	Gestion des Transmissions	60 402	440 276	219 569	190 324	184 197
TOTAL		35 154 603	463 818 229	326 058 840	314 997 533	241 872 805
220	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
1.009	Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 958 990	7 448 986	3 600 521	2 501 330	2 223 856
2.019	Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	1 412 845	22 899 343	16 328 854	14 050 385	9 899 506
2.020	Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	1 952 145	9 740 575	4 547 690	3 261 527	1 730 498
TOTAL		5 323 980	40 088 904	24 477 065	19 813 242	13 853 860
223	OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
2.094	Lutte contre l'Enrichissement Illicite	290 000	2 724 200	1 749 574	1 566 074	1 466 074
TOTAL		290 000	2 724 200	1 749 574	1 566 074	1 466 074
226	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
2.097	Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	1 019 080	628 856	628 856	628 856
TOTAL		47 500	1 019 080	628 856	628 856	628 856

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2023

18/07/2023 09:04:52

(en milliers de francs CFA)

Section	Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement-----				
		d'engagement	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
230	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
1.010	Administration Générale	9 922 500	21 636 354	7 748 553	4 381 022	3 470 836
2.021	Ordre et Sécurité	2 857 159	108 216 859	65 617 519	64 345 176	42 756 109
2.022	Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	2 021 036	28 361 819	13 906 960	13 732 245	9 123 380
TOTAL		14 800 695	158 215 032	87 273 031	82 458 443	55 350 325
235	AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT					
0.002	Securite d'Etat	2 000 000	16 270 657	7 982 935	6 490 812	6 740 812
TOTAL		2 000 000	16 270 657	7 982 935	6 490 812	6 740 812
310	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
1.011	Administration Générale	19 584 093	28 857 546	13 299 570	7 937 234	7 256 014
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	19 396 129	11 653 972	6 147 433	4 500 661	2 806 304
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	1 147 000	18 084 609	13 308 897	11 024 451	7 531 657
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	620 000	7 951 039	5 351 025	4 592 196	3 309 915
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	3 065 787	6 969 121	4 515 017	3 354 510	2 271 243
2.027	Gestion de la Dette Publique	562 000	1 033 911	596 598	269 635	201 582
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	5 275 000	7 273 822	4 202 606	1 532 878	1 138 844
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 925 000	3 840 570	2 281 615	1 219 860	1 046 749
TOTAL		51 575 009	85 664 590	49 702 762	34 431 425	25 562 308
311	CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	100 000	1 267 449	850 099	464 246	302 618
TOTAL		100 000	1 267 449	850 099	464 246	302 618
312	AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
2.068	Régulation de la commande publique	0	297 344	124 805	124 805	124 805
TOTAL		0	297 344	124 805	124 805	124 805
320	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL					
1.012	Administration Générale	1 021 334	2 353 210	1 448 255	797 894	564 553
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	910 526	573 296	347 053	255 257
2.031	Amélioration du Cadre législatif du Travail	3 750	1 258 983	948 863	840 991	604 578
TOTAL		1 211 284	4 522 719	2 970 414	1 985 939	1 424 389
323	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
1.013	Administration Générale	4 917 718	3 606 726	1 916 248	948 967	577 057
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	158 075	5 876 053	3 507 873	2 752 370	2 656 933
2.034	Formation Professionnelle	4 127 485	9 065 749	4 167 926	3 051 747	2 869 015
TOTAL		9 203 278	18 548 528	9 592 047	6 753 085	6 103 005

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2023**

18/07/2023 09:04:52

(en milliers de francs CFA)

Section	Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement-----				
		d'engagement	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
328	MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT					
1.044	Administration Générale et Contrôle	0	1 255 623	980 577	576 643	445 400
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	250 000	551 860	290 490	127 762	98 865
TOTAL		250 000	1 807 483	1 271 066	704 405	544 265
330	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
1.014	Administration Générale et Contrôle	150 000	4 583 479	2 780 890	1 760 654	1 432 991
2.036	Administration du Territoire	33 654 932	46 082 261	32 660 232	15 168 477	12 016 742
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	400 000	607 372	304 704	58 970	47 618
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	18 387 443	30 571 765	26 261 638	15 339 323	13 729 617
2.064	Développement Régional et Local	209 000	1 953 600	1 126 180	786 264	757 061
TOTAL		52 801 375	83 798 477	63 133 644	33 113 687	27 984 029
334	AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	90 965	1 114 152	629 328	629 328	605 715
TOTAL		90 965	1 114 152	629 328	629 328	605 715
340	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES					
1.015	Administration Générale	148 106	1 029 645	731 665	488 108	450 247
2.039	Religion et Culte	197 500	1 315 489	1 129 812	404 960	226 456
TOTAL		345 606	2 345 134	1 861 477	893 068	676 703
341	MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE					
1.016	Administration Générale	0	987 848	481 687	349 314	255 506
TOTAL		0	987 848	481 687	349 314	255 506
380	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
1.032	Administration Générale	1 365 750	2 704 317	1 813 931	1 239 878	645 173
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 367 187	4 022 556	2 304 592	1 606 635	964 508
2.084	Développement du secteur industriel	775 814	2 408 005	1 389 054	1 009 970	656 186
2.085	Appui au développement du secteur privé	689 593	1 611 708	836 438	442 611	394 182
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	44 625	153 819	78 814	75 802	43 997
TOTAL		4 242 969	10 900 405	6 422 829	4 374 896	2 704 045
410	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
1.017	Administration Générale	2 978 575	30 769 484	11 894 905	8 982 673	5 543 796
2.041	Développement de l'Education de Base	4 223 223	296 140 091	231 069 473	181 880 438	161 303 319
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	20 660 071	53 822 826	24 867 717	13 087 630	12 516 981
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 394 704	58 983 344	36 111 060	21 790 863	20 639 287
TOTAL		50 256 573	439 715 745	303 943 154	225 741 604	200 003 383

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2023

18/07/2023 09:04:52

(en milliers de francs CFA)

Section	Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
412	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
1.018	Administration Générale	2 000 000	8 143 966	4 640 548	2 811 991	2 052 771
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	11 847 120	75 294 374	40 385 682	32 485 771	23 370 988
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	62 985	1 644 827	863 429	808 393	597 814
TOTAL		13 910 105	85 083 167	45 889 659	36 106 155	26 021 574
510	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME					
1.019	Administration Générale	159 500	4 784 743	3 583 424	2 273 295	1 125 270
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	901 500	1 699 241	985 617	645 703	408 151
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	127 000	586 703	312 711	195 276	141 199
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	2 320 250	4 211 846	2 554 855	1 938 523	1 276 941
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	892 000	1 811 644	1 042 015	560 580	400 711
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	0	496 317	328 766	206 097	188 287
TOTAL		4 400 250	13 590 494	8 807 388	5 819 474	3 540 560
520	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
1.020	Administration Générale	2 700 000	4 305 267	2 930 935	2 418 050	1 911 122
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	800 000	2 097 318	1 391 086	933 534	655 263
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	30 975 896	33 388 558	31 871 188	31 394 644	30 675 144
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents Sportifs	9 610	663 155	309 705	247 903	195 475
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	50 000	1 983 987	1 580 437	1 158 931	1 170 081
TOTAL		34 535 506	42 438 285	38 083 351	36 153 062	34 607 084
610	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL					
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	2 797 196	18 550 137	7 179 973	5 847 707	2 776 972
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	18 850	49 919 766	37 440 750	29 892 802	23 427 470
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation	6 732	7 856 457	3 718 668	3 300 646	3 034 999
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	34 150 850	49 079 842	29 219 825	20 546 727	13 821 932
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	879 182	3 654 059	2 286 228	1 187 708	1 089 227
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	1 071 000	14 676 054	8 720 288	7 541 524	6 877 344
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	762 750	1 627 013	1 069 954	771 572	667 027
TOTAL		39 686 560	145 363 328	89 635 686	69 088 687	51 694 969
614	HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 306 232	1 144 166	1 007 929	812 938
TOTAL		0	2 306 232	1 144 166	1 007 929	812 938

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2023**

18/07/2023 09:04:52

(en milliers de francs CFA)

Section	Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
640	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE					
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	1 309 076	2 342 971	1 426 423	1 321 770	947 770
2.059	Promotion de la Femme	642 486	2 564 384	1 243 324	834 650	586 786
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	496 599	1 413 243	983 157	729 365	344 177
TOTAL		2 448 161	6 320 598	3 652 904	2 885 785	1 878 734
700	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES					
1.024	Administration Générale	111 500	2 282 539	1 539 611	1 183 806	623 028
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	433 244 084	74 567 998	28 482 757	3 922 293	3 472 111
2.066	Développement et sécurisation des transports	17 141 087	6 112 618	3 410 285	1 284 579	912 830
TOTAL		450 496 671	82 963 155	33 432 653	6 390 678	5 007 969
714	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
1.025	Administration Générale	110 000	1 358 085	915 381	485 939	425 964
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	2 679 316	6 129 049	3 036 214	1 531 346	1 495 579
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	297 000	4 459 377	526 852	165 943	129 691
2.071	Protection et Conservation de la Nature	6 431 000	10 330 074	5 162 626	2 853 888	2 190 867
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	697 000	1 076 937	449 888	189 722	153 192
TOTAL		10 214 316	23 353 522	10 090 961	5 226 839	4 395 294
720	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
1.026	Administration Générale	3 395 000	49 565 689	32 270 699	31 407 318	30 818 883
2.073	Développement des Ressources Energétiques	14 068 483	36 649 616	7 935 359	6 496 143	6 121 127
2.074	Développement des Ressources en Eau	74 229 126	48 872 712	7 204 328	3 724 902	3 040 329
2.075	Développement des ressources minérales	380 925	2 438 812	1 476 924	1 162 733	765 695
TOTAL		92 073 534	137 526 829	48 887 310	42 791 096	40 746 033
730	MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION					
1.028	Administration Générale	6 375	948 419	627 754	475 682	297 574
2.076	Medias et Communication Publics	2 358 500	7 511 997	4 662 638	3 177 846	1 545 939
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	610 000	3 056 013	1 770 660	1 295 030	763 988
TOTAL		2 974 875	11 516 429	7 061 052	4 948 558	2 607 500
732	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
2.096	Régulation de la Communication	212 500	1 286 788	796 302	615 022	500 895
TOTAL		212 500	1 286 788	796 302	615 022	500 895

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2023**

18/07/2023 09:04:52

(en milliers de francs CFA)

Section	Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
740	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
1.029	Administration Générale	4 808 500	5 359 755	3 112 760	1 859 488	1 172 703
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	3 970 000	3 931 262	876 111	266 229	132 619
2.078	Gestion Cadastre et Foncière	2 860 000	4 292 493	2 620 462	1 688 686	1 195 988
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 550 000	7 488 342	4 305 459	1 458 292	986 343
2.080	Population	800 000	1 095 855	601 636	179 596	126 897
2.081	Aménagement du Territoire	280 000	456 015	279 052	124 856	77 934
TOTAL		18 268 500	22 623 722	11 795 481	5 577 147	3 692 483
820	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL					
1.034	Administration Générale	12 134 979	42 614 988	5 470 136	2 774 803	1 544 945
2.087	Appui au Monde Rural	8 771 849	56 393 468	37 856 202	36 473 123	47 076 250
2.088	Aménagement et Equipement Rural	25 708 500	44 222 840	9 644 674	6 821 876	5 766 136
2.089	Recherche et Formation	360 500	7 100 400	3 398 834	3 215 368	2 142 570
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	2 686 000	7 764 361	4 730 332	4 364 743	1 025 346
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquicoles	805 000	4 032 959	1 656 836	1 317 767	799 804
2.092	Protection sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	825 000	3 540 271	2 319 501	1 940 648	1 377 743
TOTAL		51 291 828	165 669 287	65 076 516	56 908 328	59 732 793
850	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
2.093	Sécurité Alimentaire	1 800 000	10 233 672	6 518 010	6 362 454	5 998 262
TOTAL		1 800 000	10 233 672	6 518 010	6 362 454	5 998 262
990	CHARGES COMMUNES					
0.003	Provisions pour imprévus	216 347 651	381 797 681	250 816 954	225 531 632	215 537 646
0.004	Dette	0	199 902 000	49 801 547	47 503 439	64 796 847
TOTAL		216 347 651	581 699 681	300 618 501	273 035 071	280 334 493
TOTAL DU BUDGET GENERAL		1 188 900 591	2 774 980 741	1 637 279 101	1 352 662 051	1 158 159 952

**Situation d'exécution des dépenses du
budget général (hors Budget Spécial
d'Investissement sur financement extérieur)
par section et par nature de dépense
au 30 juin 2023**

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2023

18/07/2023 09:14:18

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
Personnel	0	2 272 721	1 818 177	1 818 177	1 073 260
Biens et services	0	8 120 661	4 900 513	4 781 659	3 987 378
Transferts et subventions	0	1 273 008	554 854	554 854	554 854
Investissement	1 917 800	1 917 800	1 872 800	872 800	917 800
Total	1 917 800	13 584 190	9 146 343	8 027 489	6 533 292
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	2 208 024	1 766 641	1 087 183	1 080 100
Biens et services	0	11 845 481	7 973 239	7 352 852	6 128 140
Transferts et subventions	0	1 529 517	688 283	686 887	568 335
Investissement	2 150 000	1 050 000	525 000	19 175	0
Total	2 150 000	16 633 022	10 953 163	9 146 097	7 776 574
130 PRIMATURE					
Personnel	0	2 696 165	2 302 816	2 224 518	1 320 152
Biens et services	0	7 954 768	5 240 613	3 815 038	2 356 316
Transferts et subventions	0	2 658 667	1 485 591	1 206 399	987 960
Investissement	1 239 532	1 239 532	532 596	67 001	65 824
Total	1 239 532	14 549 132	9 561 617	7 312 955	4 730 251
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS					
Personnel	0	98 244	78 595	78 595	39 827
Biens et services	0	378 766	186 720	0	0
Investissement	19 008	15 207	0	0	0
Total	19 008	492 217	265 315	78 595	39 827
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
Personnel	0	606 198	481 678	481 678	302 236
Biens et services	0	547 292	355 834	184 285	72 054
Transferts et subventions	0	44 508	20 028	1 309	1 309
Investissement	30 000	24 000	0	0	0
Total	30 000	1 221 998	857 541	667 272	375 599
150 COUR SUPREME					
Personnel	0	3 071 480	2 457 184	2 457 184	1 439 624
Biens et services	0	1 447 065	1 022 699	575 012	553 122
Transferts et subventions	0	150 000	0	0	0
Investissement	4 995 136	1 042 136	482 250	1 350	1 350
Total	4 995 136	5 710 681	3 962 133	3 033 546	1 994 096
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
Personnel	0	279 904	223 923	111 962	92 050
Biens et services	0	66 980	38 716	4 663	4 663
Transferts et subventions	0	127 890	57 551	13 058	8 810
Total	0	474 774	320 190	129 682	105 522

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2023

18/07/2023 09:14:18

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
Personnel	0	315 491	252 393	252 393	179 789
Biens et services	0	622 046	507 366	412 525	346 234
Transferts et subventions	0	41 767	29 553	29 314	17 263
Investissement	160 436	129 714	90 928	64 746	38 350
Total	160 436	1 109 018	880 239	758 977	581 636
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	795 237	636 190	636 190	368 726
Biens et services	0	588 572	301 550	224 125	187 389
Transferts et subventions	0	71 241	32 058	31 938	10 235
Investissement	170 899	155 720	95 000	0	0
Total	170 899	1 610 770	1 064 798	892 253	566 349
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
Personnel	0	18 460 708	14 763 105	14 763 096	9 733 254
Biens et services	0	14 039 985	7 933 442	7 132 741	6 806 540
Transferts et subventions	0	4 596 135	3 664 595	3 588 115	2 902 256
Investissement	10 172 986	8 053 451	6 896 142	3 474 911	3 269 814
Total	10 172 986	45 150 279	33 257 284	28 958 865	22 711 864
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
Personnel	0	606 692	485 354	242 677	325 641
Biens et services	0	1 442 377	976 269	434 758	286 104
Transferts et subventions	0	471 098	217 594	211 381	169 103
Investissement	922 000	868 400	448 160	107 213	84 085
Total	922 000	3 388 567	2 127 376	996 030	864 933
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
Personnel	0	2 872 000	2 297 600	2 297 600	2 297 600
Biens et services	0	1 063 135	595 298	595 298	595 298
Transferts et subventions	0	30 000	0	0	0
Investissement	540 000	510 000	510 000	510 000	510 000
Total	540 000	4 475 135	3 402 898	3 402 898	3 402 898
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	489 045	324 774	324 774	214 748
Biens et services	0	124 576	99 661	99 661	99 661
Transferts et subventions	0	544 950	245 228	245 228	245 228
Investissement	228 500	212 800	95 000	95 000	95 000
Total	228 500	1 371 371	764 662	764 662	654 636
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
Personnel	0	15 866	12 693	12 693	9 495
Biens et services	0	112 556	59 297	42 990	37 893
Total	0	128 422	71 990	55 683	47 388

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2023

18/07/2023 09:14:18

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
Personnel	0	246 387 457	195 743 644	195 733 322	144 212 063
Biens et services	0	117 335 354	104 339 127	93 899 264	81 536 345
Transferts et subventions	0	7 493 318	6 951 162	6 951 041	6 951 041
Investissement	35 154 603	92 602 100	19 024 907	18 413 906	9 173 356
Total	35 154 603	463 818 229	326 058 840	314 997 533	241 872 805
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	22 456 765	17 727 410	15 014 771	10 960 703
Biens et services	0	11 203 335	6 161 260	4 388 009	2 574 892
Transferts et subventions	0	1 304 824	585 544	410 462	318 265
Investissement	5 323 980	5 123 980	2 850	0	0
Total	5 323 980	40 088 904	24 477 065	19 813 242	13 853 860
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
Personnel	0	1 810 000	1 288 584	1 288 584	1 288 584
Biens et services	0	667 200	337 490	277 490	177 490
Investissement	290 000	247 000	123 500	0	0
Total	290 000	2 724 200	1 749 574	1 566 074	1 466 074
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	533 600	426 880	426 880	426 880
Biens et services	0	447 480	201 976	201 976	201 976
Investissement	47 500	38 000	0	0	0
Total	47 500	1 019 080	628 856	628 856	628 856
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
Personnel	0	105 312 712	73 650 170	73 649 370	49 405 378
Biens et services	0	18 892 456	10 243 084	5 454 296	5 221 622
Transferts et subventions	0	1 709 169	769 126	744 125	723 325
Investissement	14 800 695	32 300 695	2 610 652	2 610 652	0
Total	14 800 695	158 215 032	87 273 031	82 458 443	55 350 325
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT					
Biens et services	0	14 120 657	6 915 435	6 423 312	6 673 312
Transferts et subventions	0	150 000	67 500	67 500	67 500
Investissement	2 000 000	2 000 000	1 000 000	0	0
Total	2 000 000	16 270 657	7 982 935	6 490 812	6 740 812
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Personnel	0	28 494 997	23 113 385	20 889 546	14 087 290
Biens et services	0	13 410 404	8 008 204	6 002 830	4 595 152
Transferts et subventions	0	13 935 199	7 070 279	4 725 215	5 089 211
Investissement	51 575 009	29 823 990	11 510 894	2 813 835	1 790 655
Total	51 575 009	85 664 590	49 702 762	34 431 425	25 562 308

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2023

18/07/2023 09:14:18

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
Personnel	0	174 124	139 299	128 439	72 697
Biens et services	0	477 020	354 779	73 166	55 000
Transferts et subventions	0	536 305	316 021	262 641	174 921
Investissement	100 000	80 000	40 000	0	0
Total	100 000	1 267 449	850 099	464 246	302 618
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
Biens et services	0	21 600	9 720	9 720	9 720
Transferts et subventions	0	275 744	115 085	115 085	115 085
Total	0	297 344	124 805	124 805	124 805
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL					
Personnel	0	1 763 283	1 437 273	1 275 238	872 600
Biens et services	0	1 577 388	1 002 748	615 683	487 935
Transferts et subventions	0	78 020	54 359	54 284	45 918
Investissement	1 211 284	1 104 028	476 034	40 734	17 936
Total	1 211 284	4 522 719	2 970 414	1 985 939	1 424 389
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
Personnel	0	1 489 750	1 221 832	1 096 082	801 702
Biens et services	0	1 300 358	653 061	376 516	289 624
Transferts et subventions	0	11 598 477	6 071 663	5 223 020	5 011 679
Investissement	9 203 278	4 159 943	1 645 491	57 466	0
Total	9 203 278	18 548 528	9 592 047	6 753 085	6 103 005
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT					
Personnel	0	320 599	267 795	211 215	156 563
Biens et services	0	1 206 884	878 271	493 190	387 702
Transferts et subventions	0	30 000	0	0	0
Investissement	250 000	250 000	125 000	0	0
Total	250 000	1 807 483	1 271 066	704 405	544 265
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
Personnel	0	8 405 736	6 873 831	5 748 809	4 146 990
Biens et services	0	25 175 908	19 018 884	8 416 153	6 948 781
Transferts et subventions	0	15 892 919	12 645 851	9 379 511	9 098 233
Investissement	52 801 375	34 323 914	24 595 078	9 569 213	7 790 025
Total	52 801 375	83 798 477	63 133 644	33 113 687	27 984 029
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
Personnel	0	337 528	200 530	200 530	176 916
Biens et services	0	462 226	277 067	277 067	277 067
Transferts et subventions	0	241 626	126 731	126 731	126 731
Investissement	90 965	72 772	25 000	25 000	25 000
Total	90 965	1 114 152	629 328	629 328	605 715

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2023

18/07/2023 09:14:18

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES					
Personnel	0	220 504	174 803	144 155	146 788
Biens et services	0	697 771	496 428	300 081	238 439
Transferts et subventions	0	1 112 874	1 035 832	425 639	276 181
Investissement	345 606	313 985	154 414	23 193	15 295
Total	345 606	2 345 134	1 861 477	893 068	676 703
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE					
Personnel	0	126 671	102 135	102 135	67 755
Biens et services	0	703 871	308 765	178 139	130 452
Transferts et subventions	0	157 306	70 788	69 040	57 298
Total	0	987 848	481 687	349 314	255 506
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
Personnel	0	2 568 008	2 142 963	2 065 905	1 111 328
Biens et services	0	2 266 827	1 406 350	979 517	632 981
Transferts et subventions	0	2 350 143	1 374 416	1 083 683	852 638
Investissement	4 242 969	3 715 427	1 499 100	245 791	107 098
Total	4 242 969	10 900 405	6 422 829	4 374 896	2 704 045
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
Personnel	0	331 202 468	251 186 433	197 564 558	175 807 845
Biens et services	0	48 998 612	30 760 852	20 707 501	16 960 301
Transferts et subventions	0	11 860 377	6 692 331	5 064 991	4 936 312
Investissement	50 256 573	47 654 288	15 303 539	2 404 555	2 298 925
Total	50 256 573	439 715 745	303 943 154	225 741 604	200 003 383
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Personnel	0	7 914 360	1 531 490	1 531 490	939 222
Biens et services	0	1 886 445	1 017 904	485 982	246 129
Transferts et subventions	0	67 578 276	38 702 914	32 646 548	23 701 030
Investissement	13 910 105	7 704 086	4 637 351	1 442 135	1 135 192
Total	13 910 105	85 083 167	45 889 659	36 106 155	26 021 574
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME					
Personnel	0	2 144 278	1 759 240	1 663 529	1 056 351
Biens et services	0	4 153 967	2 982 847	1 734 815	850 930
Transferts et subventions	0	4 015 099	2 459 211	2 073 018	1 482 313
Investissement	4 400 250	3 277 150	1 606 090	348 111	150 966
Total	4 400 250	13 590 494	8 807 388	5 819 474	3 540 560
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
Personnel	0	2 256 610	1 797 021	1 652 587	1 055 916
Biens et services	0	3 631 402	2 434 996	1 909 657	1 673 977
Transferts et subventions	0	4 269 322	3 170 661	2 593 219	2 818 071
Investissement	34 535 506	32 280 951	30 680 673	29 997 599	29 059 120
Total	34 535 506	42 438 285	38 083 351	36 153 062	34 607 084

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2023

18/07/2023 09:14:18

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL					
Personnel	0	53 824 290	37 535 475	30 483 712	23 254 779
Biens et services	0	16 758 977	9 213 224	7 258 018	6 030 981
Transferts et subventions	0	52 232 809	31 740 441	26 320 914	19 570 694
Investissement	39 686 560	22 547 252	11 146 546	5 026 043	2 838 515
Total	39 686 560	145 363 328	89 635 686	69 088 687	51 694 969
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
Personnel	0	204 477	170 558	162 284	106 494
Biens et services	0	58 560	49 560	49 560	0
Transferts et subventions	0	2 043 195	924 048	796 085	706 444
Total	0	2 306 232	1 144 166	1 007 929	812 938
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE					
Personnel	0	1 952 783	1 602 488	1 531 415	976 676
Biens et services	0	1 405 164	919 668	722 720	468 706
Transferts et subventions	0	942 615	508 498	497 533	422 731
Investissement	2 448 161	2 020 036	622 250	134 117	10 622
Total	2 448 161	6 320 598	3 652 904	2 885 785	1 878 734
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES					
Personnel	0	3 016 304	2 455 209	2 329 843	1 630 902
Biens et services	0	1 797 993	1 063 066	717 141	310 948
Transferts et subventions	0	1 759 944	1 023 895	690 853	490 779
Investissement	450 496 671	76 388 914	28 890 484	2 652 842	2 575 340
Total	450 496 671	82 963 155	33 432 653	6 390 678	5 007 969
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Personnel	0	5 235 231	4 304 587	3 456 237	2 636 753
Biens et services	0	1 617 720	917 809	627 301	553 706
Transferts et subventions	0	1 380 903	928 574	718 657	532 959
Investissement	10 214 316	15 119 668	3 939 991	424 644	671 875
Total	10 214 316	23 353 522	10 090 961	5 226 839	4 395 294
720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
Personnel	0	3 234 827	2 627 596	2 586 528	1 587 220
Biens et services	0	2 540 036	1 419 236	950 860	609 894
Transferts et subventions	0	52 336 988	36 546 152	36 308 513	35 939 916
Investissement	92 073 534	79 414 978	8 294 327	2 945 195	2 609 004
Total	92 073 534	137 526 829	48 887 310	42 791 096	40 746 033
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION					
Personnel	0	334 532	268 579	268 579	187 112
Biens et services	0	734 624	426 870	275 922	161 666
Transferts et subventions	0	8 157 373	5 508 053	3 780 094	2 085 971
Investissement	2 974 875	2 289 900	857 550	623 963	172 751
Total	2 974 875	11 516 429	7 061 052	4 948 558	2 607 500

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2023

18/07/2023 09:14:18

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	619 975	481 736	384 958	334 951
Biens et services	0	28 320	12 744	7 080	7 080
Transferts et subventions	0	468 493	301 822	222 984	158 864
Investissement	212 500	170 000	0	0	0
Total	212 500	1 286 788	796 302	615 022	500 895
740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
Personnel	0	5 277 621	4 281 752	4 071 924	2 704 049
Biens et services	0	2 715 135	1 475 117	916 421	495 771
Transferts et subventions	0	864 666	235 416	120 974	112 602
Investissement	18 268 500	13 766 300	5 803 196	467 828	380 061
Total	18 268 500	22 623 722	11 795 481	5 577 147	3 692 483
820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL					
Personnel	0	12 498 656	10 209 186	9 198 928	6 161 445
Biens et services	0	4 382 332	2 324 084	1 751 497	1 034 608
Transferts et subventions	0	57 204 721	41 519 083	40 914 124	48 422 901
Investissement	51 291 828	91 583 578	11 024 163	5 043 778	4 113 839
Total	51 291 828	165 669 287	65 076 516	56 908 328	59 732 793
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
Personnel	0	369 112	304 727	304 727	136 820
Biens et services	0	6 164 118	5 639 841	5 576 786	5 485 245
Transferts et subventions	0	730 442	433 442	433 441	328 698
Investissement	1 800 000	2 970 000	140 000	47 500	47 500
Total	1 800 000	10 233 672	6 518 010	6 362 454	5 998 262
990 CHARGES COMMUNES					
Personnel	0	66 016 265	33 897 176	33 803 732	37 381 721
Biens et services	0	427 751 233	241 004 467	217 870 273	227 526 710
Transferts et subventions	0	63 230 687	12 101 240	8 313 383	7 035 958
Investissement	216 347 651	24 701 496	13 615 618	13 047 683	8 390 104
Total	216 347 651	581 699 681	300 618 501	273 035 071	280 334 493
TOTAL	1 188 900 591	2 774 980 741	1 637 279 101	1 352 662 051	1 158 159 952
TOTAL GENERAL	1 188 900 591	2 774 980 741	1 637 279 101	1 352 662 051	1 158 159 952

**Situation d'exécution des dépenses du
budget général (hors Budget Spécial
d'Investissement sur financement extérieur)
par section et par fonction
au 30 juin 2023**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2023

18/07/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	1 917 800	13 584 190	9 146 343	8 027 489	6 533 292
Total	1 917 800	13 584 190	9 146 343	8 027 489	6 533 292
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	2 150 000	14 446 230	9 941 403	8 157 742	6 817 464
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	6 260	2 817	2 776	1 006
02.5 Défense n.c.a.	0	1 861 017	860 162	836 797	809 323
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	193 700	92 165	92 165	92 165
04.6 Communications	0	90 000	40 500	40 500	40 500
07.4 Services de santé publique	0	815	367	367	367
08.2 Services culturels	0	35 000	15 750	15 750	15 750
Total	2 150 000	16 633 022	10 953 163	9 146 097	7 776 574
130 PRIMATURE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	460 000	8 785 866	6 027 064	4 577 797	2 743 266
01.3 Services généraux	500 000	1 660 735	1 094 789	774 936	478 148
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	1 076 284	579 705	570 878	431 931
02.5 Défense n.c.a.	0	91 049	42 749	40 796	39 608
03.3 Tribunaux	100 000	692 021	431 594	349 592	217 108
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	85 786	36 169	26 585	26 585
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	200 590	90 266	90 266	90 266
07.4 Services de santé publique	0	992	446	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	179 532	1 128 758	794 628	418 851	402 823
10.3 Survivants	0	827 051	464 207	463 253	300 517
Total	1 239 532	14 549 132	9 561 617	7 312 955	4 730 251
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	19 008	492 217	265 315	78 595	39 827
Total	19 008	492 217	265 315	78 595	39 827
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
03.3 Tribunaux	30 000	1 221 998	857 541	667 272	375 599
Total	30 000	1 221 998	857 541	667 272	375 599
150 COUR SUPREME					
03.3 Tribunaux	4 995 136	5 710 681	3 962 133	3 033 546	1 994 096
Total	4 995 136	5 710 681	3 962 133	3 033 546	1 994 096
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
03.3 Tribunaux	0	474 774	320 190	129 682	105 522
Total	0	474 774	320 190	129 682	105 522
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	160 436	1 109 018	880 239	758 977	581 636
Total	160 436	1 109 018	880 239	758 977	581 636

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2023

18/07/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	170 899	1 610 770	1 064 798	892 253	566 349
Total	170 899	1 610 770	1 064 798	892 253	566 349
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	10 172 986	44 393 305	32 548 687	28 267 591	21 955 343
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	756 974	708 597	691 274	756 521
Total	10 172 986	45 150 279	33 257 284	28 958 865	22 711 864
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	265 000	2 742 977	1 805 653	938 867	816 939
01.2 Aide économique extérieure	0	20 996	9 448	9 434	9 434
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	327 000	310 650	155 325	38 831	36 336
07.4 Services de santé publique	0	444	199	0	0
09.4 Enseignement supérieur	330 000	313 500	156 750	8 897	2 224
Total	922 000	3 388 567	2 127 376	996 030	864 933
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	540 000	4 475 135	3 402 898	3 402 898	3 402 898
Total	540 000	4 475 135	3 402 898	3 402 898	3 402 898
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
03.3 Tribunaux	228 500	1 371 371	764 662	764 662	654 636
Total	228 500	1 371 371	764 662	764 662	654 636
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
03.3 Tribunaux	0	128 422	71 990	55 683	47 388
Total	0	128 422	71 990	55 683	47 388

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2023

18/07/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
02.1 Défense militaire	6 943 315	116 106 025	57 404 209	55 701 190	45 691 020
02.3 Aide militaire à des pays étrangers	10 408	195 264	92 510	92 389	92 389
02.4 Recherche-développement concernant la défense	25 625	25 625	12 813	12 813	12 813
02.5 Défense n.c.a.	16 102 002	326 722 088	253 661 223	244 363 016	188 743 024
03.3 Tribunaux	0	25 881	9 946	8 867	8 867
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	4 804 000	4 804 000	0	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 000	10 001	4 750	4 750	4 750
07.3 Services hospitaliers	7 105 904	8 348 914	7 869 705	7 836 513	356 789
07.4 Services de santé publique	0	11 860	5 337	5 337	5 337
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	5 125	5 125	5 125
08.1 Services récréatifs et sportifs	29 372	116 036	54 035	54 014	54 014
08.2 Services culturels	22 353	78 588	37 082	37 082	37 082
09.2 Enseignement secondaire	14 812	98 654	46 385	46 291	46 291
09.4 Enseignement supérieur	32 000	200 000	93 100	78 558	79 917
09.8 Enseignement n.c.a.	11 962	300 069	139 696	128 683	112 483
10.2 Vieillesse	15 148	66 357	31 418	31 398	31 398
10.3 Survivants	0	6 500 000	6 500 000	6 500 000	6 500 000
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	198 617	91 507	91 507	91 507
Total	35 154 603	463 818 229	326 058 840	314 997 533	241 872 805
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
03.3 Tribunaux	251 078	19 658 450	15 348 625	13 523 698	9 514 936
03.4 Administration pénitentiaire	1 952 145	9 741 031	4 547 895	3 261 527	1 730 498
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	3 120 757	10 077 209	4 319 643	2 768 007	2 424 066
07.4 Services de santé publique	0	10 000	4 500	4 500	4 500
09.4 Enseignement supérieur	0	602 214	256 402	255 509	179 860
Total	5 323 980	40 088 904	24 477 065	19 813 242	13 853 860
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	100 000	95 000	47 500	0	0
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	190 000	2 629 200	1 702 074	1 566 074	1 466 074
Total	290 000	2 724 200	1 749 574	1 566 074	1 466 074
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	47 500	1 019 080	628 856	628 856	628 856
Total	47 500	1 019 080	628 856	628 856	628 856
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
03.1 Services de police	2 817 159	108 096 859	65 588 269	64 326 726	42 737 659
03.2 Services de protection civile	2 021 036	25 861 819	13 906 960	13 732 245	9 123 380
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	9 962 500	21 756 354	7 777 803	4 399 472	3 489 286
05.3 Lutte contre la pollution	0	2 500 000	0	0	0
Total	14 800 695	158 215 032	87 273 031	82 458 443	55 350 325

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2023

18/07/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT					
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	2 000 000	16 270 657	7 982 935	6 490 812	6 740 812
Total	2 000 000	16 270 657	7 982 935	6 490 812	6 740 812
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	38 603 509	56 544 689	37 688 875	28 025 867	19 641 941
01.3 Services généraux	9 508 000	16 977 263	8 665 111	4 681 810	4 637 238
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	575 000	637 500	320 350	108 944	22 252
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	764 000	3 235 394	798 742	346 507	301 128
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	127 000	2 620 650	60 325	0	0
04.3 Combustibles et énergie	447 500	1 282 757	769 200	487 956	300 842
04.7 Autres branches d'activité	150 000	142 500	71 250	0	0
07.4 Services de santé publique	0	1 147	516	0	0
09.4 Enseignement supérieur	0	575 766	315 165	248 174	104 941
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	816 924	348 228	164 042	185 842
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	1 400 000	2 830 000	665 000	368 125	368 125
Total	51 575 009	85 664 590	49 702 762	34 431 425	25 562 308
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	100 000	1 267 449	850 099	464 246	302 618
Total	100 000	1 267 449	850 099	464 246	302 618
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
03.3 Tribunaux	0	297 344	124 805	124 805	124 805
Total	0	297 344	124 805	124 805	124 805
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL					
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	555 000	525 000	240 000	0	0
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	300 000	285 000	142 500	0	0
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	352 534	3 650 236	2 561 146	1 959 369	1 407 140
07.4 Services de santé publique	0	272	122	0	0
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 750	62 211	26 645	26 570	17 249
Total	1 211 284	4 522 719	2 970 414	1 985 939	1 424 389
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	9 053 253	18 168 526	9 433 126	6 645 723	6 028 668
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	268	120	0	0
07.4 Services de santé publique	0	424	190	190	190
09.2 Enseignement secondaire	0	110 000	55 000	17 884	17 884
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	156 047	92 348	89 287	56 263
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	150 025	113 263	11 262	0	0
Total	9 203 278	18 548 528	9 592 047	6 753 085	6 103 005

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2023

18/07/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	338 915	264 320	188 029	176 613
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	250 000	491 735	255 709	114 044	91 891
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	43 500	27 300	7 967	6 974
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	913 333	714 738	394 366	268 787
09.8 Enseignement n.c.a.	0	20 000	9 000	0	0
Total	250 000	1 807 483	1 271 066	704 405	544 265
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	38 000	38 000	9 119	18 238
01.3 Services généraux	12 159 000	6 846 100	3 572 430	1 341 530	1 165 022
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	22 809 932	48 264 242	33 380 201	16 343 459	12 969 617
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	14 614 943	24 762 806	24 302 053	14 761 767	13 282 507
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	167 200	30 780	30 711	26 977
04.6 Communications	0	242 617	234 094	219 998	215 000
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	1 200 000	1 140 000	570 000	0	0
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	1 170 000	1 115 000	592 500	21 645	21 645
07.4 Services de santé publique	0	354	159	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500	457 002	214 786	203 783	103 348
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	5 156	2 320	857	857
10.9 Protection sociale n.c.a.	800 000	760 000	196 321	180 817	180 817
Total	52 801 375	83 798 477	63 133 644	33 113 687	27 984 029
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
04.6 Communications	90 965	1 114 152	629 328	629 328	605 715
Total	90 965	1 114 152	629 328	629 328	605 715
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	297 500	440 145	257 730	66 699	23 846
08.4 Culte et autres services communautaires	0	1 132 777	1 035 027	409 795	264 288
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 106	772 212	568 721	416 574	388 569
Total	345 606	2 345 134	1 861 477	893 068	676 703
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	936 768	458 701	326 818	237 509
07.4 Services de santé publique	0	51 080	22 986	22 496	17 997
Total	0	987 848	481 687	349 314	255 506

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2023

18/07/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	44 625	249 191	143 436	138 660	94 643
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	2 623 030	6 268 236	4 044 960	2 762 963	1 670 669
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	807 000	1 421 674	432 285	44 255	30 462
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	257 612	1 099 738	676 968	563 200	397 166
04.7 Autres branches d'activité	26 202	176 327	114 617	67 185	58 304
04.9 Affaires économiques n.c.a.	119 000	749 167	535 609	427 015	218 345
07.4 Services de santé publique	0	447	201	0	0
09.4 Enseignement supérieur	365 500	935 625	474 754	371 618	234 457
Total	4 242 969	10 900 405	6 422 829	4 374 896	2 704 045
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	36 661	18 748	11 752	8 776
07.4 Services de santé publique	0	15 355	6 909	6 155	5 214
07.6 Santé n.c.a.	0	49 475	22 263	0	0
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 626 652	261 955 248	205 571 324	158 503 592	144 329 530
09.2 Enseignement secondaire	42 831 697	131 232 961	81 598 118	57 043 848	49 233 699
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	31 957	24 210	19 229	15 827
09.6 Services annexes à l'enseignement	918 631	12 874 988	3 694 663	261 229	143 670
09.8 Enseignement n.c.a.	3 879 593	33 519 100	13 006 920	9 895 800	6 266 668
Total	50 256 573	439 715 745	303 943 154	225 741 604	200 003 383
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
01.4 Recherche fondamentale	34 485	517 901	327 428	325 436	282 922
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	184 367	130 923	8 455	3 700
07.3 Services hospitaliers	0	68 170	30 677	17 414	12 779
09.4 Enseignement supérieur	6 700 727	68 372 889	36 130 668	31 540 498	22 399 876
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	5 140 408	5 416 270	3 486 110	852 268	725 908
09.8 Enseignement n.c.a.	2 034 485	10 523 570	5 783 853	3 362 084	2 596 388
Total	13 910 105	85 083 167	45 889 659	36 106 155	26 021 574
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	12 756	12 756	10 205	7 626
01.3 Services généraux	0	11 911	5 360	5 099	4 568
04.7 Autres branches d'activité	477 000	859 801	509 662	183 367	171 093
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	17 477	7 864	7 724	11 356
07.4 Services de santé publique	0	1 511	680	680	680
08.2 Services culturels	3 121 500	7 343 276	4 832 249	3 325 053	1 882 724
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	576 500	3 877 057	2 530 554	1 457 427	954 627
09.2 Enseignement secondaire	0	668 618	471 693	428 668	189 512
09.4 Enseignement supérieur	225 250	798 087	436 570	401 252	318 375
Total	4 400 250	13 590 494	8 807 388	5 819 474	3 540 560

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2023

18/07/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	800 000	977 478	537 408	177 092	112 004
07.2 Services ambulatoires	8 019 964	14 521 725	14 476 966	14 459 351	14 445 581
07.4 Services de santé publique	0	324	145	0	0
08.1 Services récréatifs et sportifs	25 655 932	23 116 044	20 300 587	19 329 841	18 117 181
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	0	2 990 059	2 429 341	1 910 098	1 709 039
09.2 Enseignement secondaire	9 610	663 155	309 705	247 903	195 475
09.8 Enseignement n.c.a.	50 000	169 500	29 200	28 778	27 804
Total	34 535 506	42 438 285	38 083 351	36 153 062	34 607 084
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL					
07.2 Services ambulatoires	76 000	60 800	54 368	54 368	35 368
07.3 Services hospitaliers	32 454 462	41 369 831	24 713 522	17 101 900	11 836 992
07.4 Services de santé publique	574 100	24 738 786	17 468 204	12 803 825	12 256 948
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	823 350	5 111 128	2 927 887	2 398 752	1 369 839
07.6 Santé n.c.a.	3 819 660	53 518 402	32 058 675	26 929 894	17 447 057
10.1 Maladie et invalidité	0	1 568 853	847 813	755 625	659 604
10.2 Vieillesse	300 000	8 583 556	4 904 026	4 699 409	4 699 409
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	714 620	1 011 503	528 101	284 058	244 168
10.9 Protection sociale n.c.a.	924 368	9 400 469	6 133 090	4 060 857	3 145 583
Total	39 686 560	145 363 328	89 635 686	69 088 687	51 694 969
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
07.6 Santé n.c.a.	0	2 306 232	1 144 166	1 007 929	812 938
Total	0	2 306 232	1 144 166	1 007 929	812 938
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	36 000	16 200	16 200	16 200
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	100 000	95 000	47 500	4 003	4 003
07.4 Services de santé publique	2 832	23 166	9 405	9 312	9 312
07.6 Santé n.c.a.	3 325	84 384	52 051	39 041	25 527
08.1 Services récréatifs et sportifs	160 000	152 000	76 000	9 495	0
09.5 Enseignement non défini par niveau	6 624	50 906	34 042	34 006	19 910
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	585 000	263 250	263 250	263 250
10.4 Famille et enfants	2 168 571	4 643 823	2 710 778	2 090 818	1 267 906
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	6 809	112 246	98 974	98 974	65 432
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	538 073	344 704	320 685	207 193
Total	2 448 161	6 320 598	3 652 904	2 885 785	1 878 734

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2023

18/07/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	5 300	164 670	92 580	75 597	54 176
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 000 000	950 000	475 000	320 500	243 493
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	236 380 000	18 958 199	6 456 299	94 877	79 506
04.5 Transports	18 830 971	50 118 663	19 972 335	4 231 314	3 637 447
04.7 Autres branches d'activité	800 000	427 500	213 750	65 998	65 998
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	192 197 500	8 735 902	3 873 251	102 451	61 040
04.9 Affaires économiques n.c.a.	92 000	1 881 939	1 322 138	1 048 556	546 924
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	750 000	712 500	356 250	0	0
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	225 000	213 750	106 875	0	0
06.2 Équipements collectifs	46 400	46 400	46 400	46 400	46 400
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a. ;	150 000	637 561	430 439	337 939	239 356
07.4 Services de santé publique	0	956	430	0	0
09.4 Enseignement supérieur	19 500	115 115	86 907	67 045	33 628
Total	450 496 671	82 963 155	33 432 653	6 390 678	5 007 969
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
05.1 Gestion des déchets	820 000	779 000	389 500	0	0
05.2 Gestion des eaux usées	833 000	1 187 766	654 720	312 345	140 297
05.3 Lutte contre la pollution	0	36 064	25 208	25 204	22 059
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	8 136 316	16 760 275	7 131 700	3 617 604	3 205 260
05.5 Recherche-développement dans le domaine de la protection de	315 000	315 000	0	0	0
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	110 000	4 275 417	1 889 833	1 271 685	1 027 678
Total	10 214 316	23 353 522	10 090 961	5 226 839	4 395 294
720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	65 000 000	12 850 614	2 492 335	258 419	235 898
04.3 Combustibles et énergie	14 378 483	77 508 921	38 196 568	36 574 828	36 206 398
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	3 083 925	3 633 722	1 677 068	1 221 780	743 596
04.5 Transports	255 000	242 250	121 125	0	0
04.7 Autres branches d'activité	0	99 628	53 174	35 700	28 959
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	200 000	190 000	95 000	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	182 000	2 722 796	1 715 777	1 271 105	757 229
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	586 000	2 981 138	283 047	89 727	87 662
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0	1 700 000	0	0	0
06.3 Alimentation en eau	8 388 126	35 597 562	4 253 127	3 339 536	2 686 290
07.4 Services de santé publique	0	198	89	0	0
Total	92 073 534	137 526 829	48 887 310	42 791 096	40 746 033
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION					
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	928 800	417 960	417 960	417 960
04.6 Communications	2 669 875	8 252 785	5 272 452	3 540 697	1 678 323
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	305 000	2 334 415	1 370 447	989 901	511 217
07.4 Services de santé publique	0	429	193	0	0
Total	2 974 875	11 516 429	7 061 052	4 948 558	2 607 500

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2023

18/07/2023

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement-----				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
04.6 Communications	212 500	1 286 788	796 302	615 022	500 895
Total	212 500	1 286 788	796 302	615 022	500 895
740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	500 000	1 031 024	471 685	185 758	115 983
01.3 Services généraux	580 000	879 855	501 636	179 596	126 897
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	38 238	25 980	24 054	16 636
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	2 087 047	1 610 416	1 437 055	965 322
06.1 Logement	5 000 000	4 906 599	2 446 306	36 523	33 062
06.2 Équipements collectifs	2 770 000	2 821 515	1 484 830	149 856	102 934
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et de	280 000	306 500	151 225	9 645	9 645
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	8 938 500	10 362 944	5 008 402	3 554 660	2 322 005
10.4 Famille et enfants	200 000	190 000	95 000	0	0
Total	18 268 500	22 623 722	11 795 481	5 577 147	3 692 483
820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	50 744 828	162 700 637	64 787 991	56 802 024	59 687 468
04.7 Autres branches d'activité	250 000	262 500	131 250	90 104	45 325
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	297 000	2 706 150	157 275	16 200	0
Total	51 291 828	165 669 287	65 076 516	56 908 328	59 732 793
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 800 000	10 233 672	6 518 010	6 362 454	5 998 262
Total	1 800 000	10 233 672	6 518 010	6 362 454	5 998 262
990 CHARGES COMMUNES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	968 603	2 214 216	539 282	539 282	443 697
01.3 Services généraux	2 330 000	11 884 951	8 546 203	8 051 488	8 051 488
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	96 726 186	142 829 549	77 165 465	56 823 865	48 886 793
01.7 Opérations concernant la dette publique	1 300 000	215 492 091	61 763 906	57 346 440	74 823 256
03.2 Services de protection civile	2 500 000	0	0	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	109 467 509	109 417 508	109 417 508	109 417 508
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	13 178 596	14 391 771	1 600 000	1 558 071	505 575
04.5 Transports	77 647 748	4 809 804	1 090 889	1 059 599	51 824
04.6 Communications	0	312 505	287 943	9 888	6 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	14 000 000	6 000 000	3 921 578	3 921 578	1 936 503
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	5 583 273	5 583 272	5 583 272	5 583 272
06.2 Équipements collectifs	1 194 586	694 810	0	0	0
07.4 Services de santé publique	0	19 096 413	4 359 900	3 006 834	1 125 000
07.6 Santé n.c.a.	0	1 900 000	0	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	0	146 531	34 569	34 569	34 569
10.2 Vieillesse	0	36 000 000	24 070 000	24 070 000	27 970 000
10.9 Protection sociale n.c.a.	2 001 932	10 876 258	2 237 987	1 612 677	1 499 008
Total	216 347 651	581 699 681	300 618 501	273 035 071	280 334 493
TOTAL	1 188 900 591	2 774 980 741	1 637 279 101	1 352 662 051	1 158 159 952
TOTAL GENERAL	1 188 900 591	2 774 980 741	1 637 279 101	1 352 662 051	1 158 159 952